



P 8° 7-13

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

1894

[illegible][illegible]

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

DIRECTION DU COMMERCE INTÉRIEUR ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL

DEUXIÈME ANNÉE

1894



PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

M DCCC XCIV

TABLE DES MATIÈRES

DE LA DEUXIÈME ANNÉE (1894).

SOMMAIRE DU NUMÉRO 1.

ACTES OFFICIELS.

	Pages.
LÉGION D'HONNEUR. — Décret du 7 janvier 1894 nommant chevalier de la Légion d'honneur M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail.	1
ARRÊTÉ DU 10 JANVIER 1894 nommant des inspecteurs départementaux de 5 ^e classe.	1
CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 16 janvier 1894. — Nomination de deux membres de la Commission supérieure.	2
ARRÊTÉ DU 20 JANVIER 1894 mettant une inspectrice en congé illimité, sans traitement.	2
ARRÊTÉ DU 1 ^{er} FÉVRIER réorganisant les sections territoriales confiées aux inspectrices du département de la Seine.	2

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

DOCUMENTS PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 (suite) :

	Première délibération (1891) :	
	Séance du 3 juillet 1891	3
	Séance du 6 juillet 1891	43
Sénat	Séance du 7 juillet 1891	102
	Séance du 9 juillet 1891	117
	Séance du 10 juillet 1891	160
	Séance du 16 juillet 1891	206
	Séance du 17 juillet 1891	259

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES (composition) [Suite] :

Ariège	266
Côte-d'Or	267
Doubs	268

SOMMAIRE DU NUMÉRO 2.

ACTES OFFICIELS.

	Pages.
DÉCRET DU 24 MARS 1894 modifiant le titre du Ministère du commerce et de l'industrie.....	273

JURISPRUDENCE.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE TROYES. — Jugement du 29 décembre 1893.	274
--	-----

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

DOCUMENTS PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 (Suite) :

	Deuxième délibération (1891) :	
<i>Sénat</i>	{ Séance du 26 octobre 1891	278
	{ Séance du 27 octobre 1891.....	302
	{ Séance du 5 novembre 1891.....	332
	{ Séance du 9 novembre 1891.....	366
<i>Chambre des députés</i> .	{ Rapport de M. Jamais du 21 novembre 1891....	377
	{ Séance du 19 décembre 1891.....	380
<i>Sénat</i>	{ Rapport de M. Tolain du 3 mars 1892	439
	{ Séance du 22 mars 1892.....	443
	{ Séance du 28 mars 1892.....	482
	{ Séance du 29 mars 1892.....	525
<i>Chambre des députés</i> .	{ Rapport de M. Sibille du 18 juin 1892.....	561
	{ Séance du 29 octobre 1892.....	566

NOTE relative à la publication des documents préparatoires de la loi du 2 novembre 1892.....	622
--	-----

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES (composition) [Suite] :

Creuse.....	623
Drôme.....	623
Gers.....	624

SOMMAIRE DU NUMÉRO 3.

ACTES OFFICIELS.

	Pages.
DÉCRET DU 10 MARS 1894 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.....	626
INSTRUCTIONS GÉNÉRALES DU 27 MARS 1894 adressées aux inspecteurs divisionnaires au sujet de l'application de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894.....	630

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

DOCUMENTS PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 12 JUIN 1893 :

<i>Comité Consultatif des arts et manufactures.</i> — Rapport présenté par M. Liébaut (21 mai 1890).....	637
<i>Chambre des députés</i> { Rapport de M. Ricard (21 juillet 1890).....	642
{ Séance du 17 juin 1891.....	661
{ Séance du 8 juillet 1891.....	678
<i>Sénat</i> { Rapport de M. Morel (17 juin 1892).....	679
{ Première délibération. — Séance du 28 juin 1892.	699
{ Deuxième délibération. — Séance du 4 juillet 1892.	715
<i>Chambre des députés.</i> { Rapport de M. Linard (24 décembre 1892).....	747
{ Séance du 7 mars 1893.....	749
<i>Sénat</i> { Rapport de M. Morel (13 mai 1893).....	754
{ Séance du 1 ^{er} juin 1893.....	755

DOCUMENTS PRÉPARATOIRES DU DÉCRET DU 10 MARS 1894 :

<i>Comité Consultatif d'hygiène publique de France.</i> — Rapport de M. le docteur Napias (14 mars 1893).....	758
<i>Comité Consultatif des arts et manufactures.</i> — Rapport de M. E. P. Bérard (20 décembre 1893).....	782

TYPES DE RÈGLEMENTS DE L'ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS DE FABRIQUE :

Instructions concernant les imprimeries.....	788
Instructions concernant les monte-charges.....	789
Instructions concernant les meules en composition et les meules en grès pour dégrossir et blanchir les métaux.....	790
Instructions concernant la mise en marche et l'arrêt du moteur.....	791

	Pages.
TYPES DE RÈGLEMENTS DE L'ASSOCIATION NORMANDE POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DE TRAVAIL :	
Règlement d'ordre général : Moteurs. — Usage des sonnettes. — Transmissions. — Manœuvre des courroies. — Observations.....	792
Cardes.....	794
Instructions générales pour l'établissement des moteurs électriques....	795
COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES (composition) [Suite] :	
Eure.....	799
Gard.....	799
Landes.....	799
Lot.....	800
Mayenne.....	800

SOMMAIRE DU NUMÉRO 4.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 30 MAI 1894 nommant le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	801
ARRÊTÉ DU 11 AVRIL 1894 nommant une inspectrice départementale de 5 ^e classe.....	802
ARRÊTÉ DU 28 AVRIL 1894 mettant un inspecteur départemental en congé illimité sans traitement et nommant un inspecteur départemental stagiaire.....	802
ARRÊTÉ DU 21 MAI 1894 nommant une inspectrice départementale de 5 ^e classe.....	802
ARRÊTÉ DU 24 MAI 1894 portant mutations dans le personnel de l'inspection et nommant une inspectrice départementale stagiaire.....	803
CIRCULAIRE DU 25 AVRIL 1894 adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail au sujet de l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.....	803
CIRCULAIRE DU 26 JANVIER 1893 adressée aux préfets par le Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes au sujet de l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts.....	805
CIRCULAIRE DU 26 JANVIER 1893 adressée aux directeurs des théâtres de Paris sur le même objet par le Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes.....	806
CIRCULAIRE DU 25 AVRIL 1894 adressée aux préfets au sujet de l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.....	808

	Pages.
CIRCULAIRE DU 18 MAI 1894 adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail au sujet de l'admission des circonstances atténuantes pour les contraventions à la loi du 2 novembre 1892.....	809
CIRCULAIRE DU 28 AVRIL 1894 adressée aux procureurs généraux sur le même objet par le Garde des sceaux, Ministre de la justice.....	810
CIRCULAIRE DU 6 JUIN 1894 adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail au sujet de l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les établissements de l'État.....	811
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 NOVEMBRE 1893 relative aux certificats médicaux qui doivent être fournis à l'appui des déclarations d'accidents.....	811
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 23 FÉVRIER 1894 relative aux enfants occupés comme conducteurs de tramways.....	812
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 20 MARS 1894 relative à l'emploi des enfants : 1° au laminage du laiton; 2° dans les corderies.....	813
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 5 AVRIL 1894 relative à la déclaration des accidents.....	813
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 14 AVRIL 1894 relative aux registres d'usines prévus par la loi du 12 juin 1893.....	814
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 16 AVRIL 1894 relative aux enquêtes faites après accidents.....	814
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 AVRIL 1894 relative à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes, à l'aiguisage et au polissage des métaux..	815

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE SUR LE TRANSPORT DES FARDEAUX, par M. A. Lévesque, inspecteur départemental du travail dans l'industrie, avec une planche hors texte....	816
--	-----

JURISPRUDENCE.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, article 4. — Travail de nuit. — Filles majeures employées comme compositrices et correctrices.	
<i>Jugement</i> du tribunal de simple police de Saint-Étienne du 15 février 1894.	835
<i>Jugement</i> du tribunal correctionnel de Saint-Étienne du 28 avril 1894...	836

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

RUSSIE. — LOI DU 14 MARS 1894 sur la réorganisation de l'inspection des fabriques, les inspecteurs mécaniciens des gouvernements, la surveillance des fabriques et usines et les rapports mutuels entre les fabricants et les ouvriers.....	838
---	-----

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

	Pages.
SÉNAT. — <i>Proposition de loi</i> portant modification de la loi du 2 novembre 1892, présentée, le 14 novembre 1893, par M. Maxime Lecomte, sénateur.....	843
CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — <i>Proposition de loi</i> tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 novembre 1892, présentée, le 23 novembre 1893, par MM. Louis Ricard (Seine-Inférieure) et autres.....	845
SÉNAT. — <i>Rapport</i> présenté, le 27 février 1894, au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Maxime Lecomte, par M. Maxime Lecomte, sénateur.....	850
<i>Rapport supplémentaire</i> présenté, le 24 mai 1894, au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Maxime Lecomte, par M. Maxime Lecomte, sénateur.....	856
CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — <i>Proposition de loi</i> tendant à limiter à huit heures, au maximum, la journée de travail dans les mines, présentée, le 30 novembre 1893, par MM. Basly et autres, députés.....	864
<i>Proposition de loi</i> tendant à interdire aux employeurs, tant collectifs qu'individuels, de faire travailler plus de huit heures par jour et plus de six jours par semaine dans les mines, manufactures, usines, chemins de fer, chantiers et magasins, présentée, le 22 mai 1894, par MM. Jules Guesde et autres, députés.....	866
<i>Séance du 22 mai 1894.</i> — Discussion sur l'urgence de la proposition de loi de MM. Jules Guesde et autres.....	875
DÉCRET DU 15 OCTOBRE 1810 sur les établissements insalubres, dangereux ou incommodes.....	886
ORDONNANCE DU 14 JANVIER 1815 sur les établissements insalubres, dangereux ou incommodes.....	889
ORDONNANCE DU 15 AVRIL 1838 relative aux abattoirs.....	890
DÉCRET DU 25 MARS 1852 sur la décentralisation administrative (Extrait)...	890
DÉCRET DU 1 ^{er} AOÛT 1864 relatif aux abattoirs.....	891
DÉCRET DU 9 FÉVRIER 1867 relatif aux usines à gaz.....	892
DÉCRET DU 17 MARS 1894 relatif aux abattoirs.....	893
NOMENCLATURE, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE, des établissements insalubres, dangereux ou incommodes classés par les décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mai 1890, 26 janvier 1892 et 13 avril 1894.....	895
COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES (composition) [Suite] :	
Ardennes.....	911
Dordogne.....	911
Eure-et-Loir.....	912
Loire-Inférieure.....	912

SOMMAIRE DU NUMÉRO 5.

ACTES OFFICIELS.

	Pages.
PERSONNEL DE L'INSPECTION	913
CIRCULAIRE DU 5 JUILLET 1894 relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les établissements industriels dépendant des exploitations minières.	913
CIRCULAIRE DU 7 JUILLET 1894 relative à certaines professions non soumises à la loi du 2 novembre 1892.....	914
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 31 JUILLET 1894 relatif aux surcharges.....	915
CIRCULAIRE DU 8 SEPTEMBRE 1894 relative à l'application de la loi réglementant le travail dans les ateliers des compagnies de chemins de fer.....	917
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 14 JUIN 1894 relative aux tolérances prévues par le décret du 15 juillet 1893.....	918
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 16 JUIN 1894 relative aux établissements soumis à la loi du 12 juin 1893.....	918
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 4 JUILLET 1894 relative à l'interprétation de l'article 5 du décret du 10 mars 1894 en ce qui concerne l'éclairage des ateliers	919
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 4 AOÛT 1894 relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 chez les boulangers, pâtisseries, bouchers et charcutiers....	920

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION. — Loi du 2 novembre 1892. — Abaissement illégal de l'amende à 1 franc. — Cassation.....	921
--	-----

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

HONGRIE. — LOI DU 27 DÉCEMBRE 1893 sur la protection des ouvriers contre les accidents et sur l'inspection des fabriques.....	922
---	-----

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

SÉNAT. — PREMIÈRE DÉLIBÉRATION sur la proposition de loi de M. Maxime Lecomte portant modification de la loi du 2 novembre 1894 :	
<i>Séance du 12 juin 1894.....</i>	932
DEUXIÈME DÉLIBÉRATION :	
<i>Séance du 10 juillet 1894.....</i>	948
<i>Séance du 13 juillet 1894.....</i>	992

	Pages.
CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — <i>Texte de la proposition de loi adoptée par le Sénat et transmise à la Chambre des députés le 20 juillet 1894</i>	994
COMITÉ CONSULTATIF DES ARTS ET MANUFACTURES. — <i>Extrait du rapport présenté le 7 mars 1894 par M. Liébaut au sujet des conditions d'équivalence pour les surcharges</i>	996

SOMMAIRE DU NUMÉRO 6.

ACTES OFFICIELS.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.....	1001
CIRCULAIRE DU 10 NOVEMBRE 1894 adressée aux préfets au sujet des surcharges.....	1003
ARRÊTÉ DU 28 NOVEMBRE 1894 modifiant, à titre provisoire, l'organisation du service de l'inspection du travail.....	1003
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 27 OCTOBRE 1894 relative à l'interprétation de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894 sur les surcharges.....	1004

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

BELGIQUE. — ARRÊTÉ DU 21 SEPTEMBRE 1894 concernant la salubrité intérieure des ateliers et la protection des ouvriers contre les accidents du travail.....	1006
ARRÊTÉS ROYAUX DU 26 DÉCEMBRE 1892 réglementant le travail journalier, le travail de nuit et le travail du septième jour des personnes protégées concernant :	
1° La filature et le tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute....	1010
2° L'industrie lainière.....	1011
3° L'impression des journaux.....	1011
4° Les industries d'art.....	1012
5° La fabrication du papier.....	1013
6° L'industrie des tabacs et cigares.....	1014
7° La fabrication du sucre.....	1015
8° L'industrie du mobilier et les industries accessoires du bâtiment...	1016
9° La fabrication de la poterie et de la faïence.....	1017
10° L'industrie des produits réfractaires.....	1018
11° L'industrie de la glacerie.....	1018
12° La fabrication des allumettes chimiques.....	1019

	Pages.
13° L'industrie du bâtiment.....	1020
14° Les briqueteries et les tuileries.....	1021
15° Les laminoirs à zinc.....	1022
16° La cristallerie et la gobeletterie.....	1023
17° Les industries accessoires du vêtement (1 ^{re} catégorie).....	1024
18° Les industries accessoires du vêtement (2 ^e catégorie).....	1025
19° L'industrie de la grosse construction mécanique.....	1025
20° L'industrie de la petite construction mécanique.....	1027
ARRÊTÉ ROYAL DU 31 DÉCEMBRE 1892 concernant la fabrication du verre à vitres.....	1029
ARRÊTÉS ROYAUX DU 15 MARS 1893 concernant :	
1° Les mines et minières.....	1030
2° Les mines de houille de Mariemont.....	1032
3° L'industrie de la fabrication du coke.....	1033
4° Les fabriques d'agglomérés de charbon.....	1035
5° Les carrières et les ateliers qui en dépendent.....	1035
6° Les usines métallurgiques régies par la loi du 21 avril 1810.....	1036
ARRÊTÉ ROYAL DU 21 SEPTEMBRE 1894 réorganisant l'inspection du travail et le service de surveillance des établissements classés.....	1037

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

LA LÉGISLATION OUVRIÈRE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE. — EXTRAIT du discours prononcé par M. l'avocat général Sarrut, à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation.....	1043
COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES (composition) [Suite] :	
Allier.....	1070
Ardèche.....	1071
Charente.....	1071
Finistère.....	1072
Haute-Garonne.....	1075
Indre.....	1075
Jura.....	1075
Loir-et-Cher.....	1076
Loire.....	1077
Haute-Loire.....	1079
Lot-et-Garonne.....	1080

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.

DIRECTION DU COMMERCE INTÉRIEUR. (BUREAU DE L'INDUSTRIE.)

BULLETIN DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

DEUXIÈME ANNÉE (1894). — NUMÉRO 1.

ACTES OFFICIELS.

LÉGION D'HONNEUR

Par un décret en date du 7 janvier 1894, rendu sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, M. DELAISSEMENT (Joseph-François), inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie, a été nommé au grade de chevalier dans la Légion d'honneur; 42 ans de services.

ARRÊTÉ DU 10 JANVIER 1894

nommant des inspecteurs départementaux de 5^e classe.

Par un arrêté en date du 10 janvier 1894, MM. BOURGEOIS, HÉMON, CHEVALIER, PLOQUIN et PECH, inspecteurs départementaux stagiaires du travail dans l'industrie, ont été nommés inspecteurs départementaux de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs.

Les dispositions de cet arrêté courront à partir du 1^{er} janvier 1894.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 JANVIER 1894.

Scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission supérieure du travail.

L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission supérieure du travail.

Le scrutin a lieu et donne le résultat suivant :

Nombre des votants.....	313
Bulletins blancs ou nuls.....	2
Suffrages exprimés.....	311
Majorité absolue.....	156

Ont obtenu :

MM. Maurice Sibille.....	261 voix.
Gustave Dron.....	242 —

MM. MAURICE SIBILLE et GUSTAVE DRON, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, sont proclamés membres de la Commission supérieure du travail.

ARRÊTÉS DES 20 JANVIER ET 1^{re} FÉVRIER 1894

*mettant une inspectrice en congé illimité sans traitement
et réorganisant le service d'inspection de la Seine.*

Par un arrêté en date du 20 janvier 1894, M^{lle} LE MULIER (Catherine-Germaine), inspectrice départementale du travail à Paris, a été mise, pour raisons de santé, en congé illimité sans traitement, à partir du 1^{er} février 1894.

A la suite de cet arrêté et en vertu du décret du 27 décembre 1892, un

arrêté en date du 1^{er} février a supprimé la section d'inspection confiée à M^{lle} LE MULIER et réparti ainsi qu'il suit les quartiers qui la composaient :

4^e Section : quartiers de Saint-Merri, de Saint-Gervais et de l'Arsenal. — 6^e Section : quartier des Quinze-Vingts. — 8^e Section : quartier Sainte-Marguerite. — 9^e Section : quartiers de Picpus et de Bercy. — 13^e Section : quartiers de Bel-Air et de Charonne.

Les 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e et 15^e sections d'inspection départementale de la Seine porteront à l'avenir la dénomination de 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e et 14^e sections d'inspection.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

DOCUMENTS PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.

(Suite.)

PREMIÈRE DÉLIBÉRATION AU SÉNAT.

1891.

SÉANCE DU 3 JUILLET 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

M. CROVET. — Messieurs, le projet de loi soumis aujourd'hui à l'appréciation du Sénat a pour titre : loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Le but avoué des partisans du projet de loi est d'imposer des limites et

des restrictions à ce que l'on a appelé jusqu'à présent le principe de la liberté du travail, limites et restrictions justifiées, selon eux, par ce fait seul que le travail industriel, dépassant le cercle de la famille, a groupé un certain nombre de travailleurs dans les usines, dans les ateliers, dans les manufactures.

La sollicitude des partisans du projet de loi prétend s'exercer d'une façon toute particulière sur les enfants, sur les filles mineures et sur les femmes.

Bien loin d'être l'adversaire du projet de loi, considéré dans son ensemble et en tant qu'il ne prétend réglementer le travail qu'en ce qui touche les mineurs, les enfants, je suis un des premiers à reconnaître qu'il introduit dans la législation actuelle des modifications, des améliorations considérables dont voici les principales :

« Extension de l'inspection et de la surveillance aux établissements publics d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Suppression du demi-temps et élévation à 13 ans de l'âge d'admission dans les ateliers industriels et dans les exploitations minières.

« Institution d'un certificat d'aptitude physique pour tous les enfants âgés de moins de 16 ans.

« Réduction de la journée légale de travail à dix heures pour les jeunes travailleurs âgés de moins de 18 ans, pour les filles mineures.

« Interdiction du travail de nuit pour les enfants jusqu'à 18 ans, pour les filles mineures. »

Je laisse de côté, pour un instant, l'interdiction en tant qu'elle s'appliquerait aux femmes.

« Extension de l'obligation du repos hebdomadaire aux jeunes gens de 16 à 18 ans et aux femmes de tout âge.

« Réorganisation du corps des inspecteurs divisionnaires et départementaux sur des bases assurant l'efficacité et l'uniformité du service.

« Institution des concours pour les candidats aux fonctions d'inspecteur.

« Aggravation des pénalités infligées aux contrevenants. »

Voilà certes, Messieurs, vous le voyez, un ensemble de réformes qui suffirait à lui seul pour mériter au projet de loi un accueil favorable.

Il est bien entendu qu'en ce qui touche la réglementation du travail pour les enfants et les mineures, je suis parfaitement d'accord avec les auteurs du projet; mais, en ce qui concerne la délimitation du travail de la femme majeure ou émancipée par le mariage et particulièrement en ce qui touche l'interdiction imposée à la femme de ne plus travailler la nuit, si elle le désire, comme elle a pu le faire jusqu'à présent, j'ai le regret de dire que je suis en complet désaccord avec mes honorables collègues de la Commission.

Sur ces deux points importants, mon opinion reste celle que la majorité du Sénat a déjà eu l'occasion de manifester lors des dernières discussions

sur le même sujet, et je n'ai pu encore me placer dans les rangs de ceux de mes collègues qui, abjurant leur première opinion, ont sacrifié leurs anciennes convictions à la fameuse théorie : « Il faut faire quelque chose. »

Quant à moi, j'estime qu'il ne nous suffit pas de faire quelque chose, mais qu'il faut d'abord faire bien, en essayant de remplacer par quelque chose de mieux ce qui existe déjà. Autrement, ce serait nous exposer à mériter ce reproche très grave de n'être que des esprits inquiets, agités, au lieu d'agir en sages législateurs.

Et vraiment cela est triste à dire, mais aujourd'hui c'est, pour ainsi dire, une manie de mettre constamment en avant cette formule qui devient sacramentelle : « Il faut faire quelque chose ! » Et par cela seul qu'on a prononcé ces mots, il semble qu'il faille que la porte soit ouverte à toutes les imprudences, à toutes les témérités.

Oui, certes, il faut faire quelque chose; mais il ne faut pas faire n'importe quoi. Eh bien, je trouve que ce que l'on propose de faire, en limitant le travail de la femme majeure ou mariée, particulièrement en lui imposant l'obligation de ne pas travailler la nuit, serait une mauvaise mesure. (*Très bien ! à droite.*)

A ce point de vue, le projet de loi me paraît absolument critiquable; non seulement parce qu'il ne donne rien en compensation à la femme qu'il prive d'une partie de son travail; non seulement parce qu'il crée à l'ouvrière, qui travaille dans les manufactures, une situation d'inégalité vis-à-vis de toutes les autres femmes qui peuvent faire produire à leur travail tout ce qu'elles veulent, mais encore parce qu'il porte atteinte au grand principe de la liberté du travail. (*Assentiment sur les mêmes bancs.*)

J'admets parfaitement que la protection de l'État doive s'étendre à tous les droits, mais c'est à la condition que cette protection ne vienne pas porter atteinte à la liberté individuelle. (*Très bien ! très bien ! à droite et sur plusieurs bancs au centre.*)

Je dis que l'État ne doit pas intervenir entre les contractants, que l'État doit les laisser libres; autrement, la liberté individuelle serait violée. En conséquence, je soutiens que le projet de loi porte atteinte au droit de la femme majeure et l'opprime sous le prétexte de la protéger. (*C'est vrai !*)

Et tout de suite, au seuil même de cette discussion, je demande aux partisans du projet de loi la permission de leur poser cette question : Comment allez-vous remplacer le salaire dont la femme va être privée ?

L'objection, croyez-le bien, Messieurs, est sérieuse, tellement sérieuse que la Chambre des députés qui, en première délibération, avait inséré dans la loi une disposition aux termes de laquelle il était dit : « que le travail était interdit aux femmes en couches pendant vingt jours, » a rayé cette disposition du projet. Pourquoi ? Parce que la Chambre, bien inspirée, a décidé qu'on ne pouvait pas prononcer la suppression d'un travail sans créer à côté l'assistance.

Un sénateur à droite. — C'est évident !

M. CHOYET. — On a fait alors cette objection : « Obliger la femme de l'ou-

vrier à ne point travailler pendant vingt jours au moment des couches, c'est assurément une bonne et excellente chose et il n'est personne qui n'applaudisse à une pareille mesure. Mais enfin vous la forcez de suspendre son travail; il lui faut une compensation. Et alors on a dit : « Nous ne statuerons pas, quant à présent, sur cette compensation qui nous paraît indispensable; nous attendrons, nous remettrons à plus tard le soin de discuter cette question. »

Et c'est ainsi que dans la deuxième délibération a disparu du texte de la Chambre des députés cette disposition de la loi qui devait poser en principe qu'il ne devait pas y avoir suppression de travail sans qu'il y eût à côté une compensation.

Pour bien vous édifier, Messieurs, sur cette situation très particulière et très intéressante qu'il importe de signaler ici, au seuil du débat, permettez-moi de vous donner lecture de la proposition de loi qui, précisément, a été déposée par l'honorable M. Émile Brousse, et vous verrez que la Chambre des députés avait formellement posé ce principe, qui me paraît empreint de sagesse, à savoir qu'il ne peut y avoir de suppression de travail sans compensation, de même qu'il n'y a pas d'expropriation pour cause d'utilité publique sans préalable indemnité. (*C'est vrai! — Très juste! sur plusieurs bancs.*)

Voici l'exposé des motifs de ce projet de loi :

« Messieurs, après les débats auxquels a donné lieu à la Chambre l'article 9 du projet de la Commission relatif au travail des femmes, des filles mineures et des enfants dans les établissements industriels, de très courtes considérations suffiront pour justifier la proposition que j'ai l'honneur de présenter.

« La Commission, suivant l'exemple de plusieurs pays voisins, avait édicté l'interdiction pour les ouvrières accouchées de reprendre le travail avant quatre semaines. Elle invoquait la nécessité de donner du repos à la mère et d'assurer les premiers soins au nouveau-né. La Chambre ayant adopté ce principe en première délibération, il est évident que cette réglementation aurait obtenu la majorité en deuxième lecture, s'il ne s'était élevé une discussion sur les moyens de secourir ou d'indemniser l'ouvrière.

« L'amendement que j'ai soutenu en ce sens, avec l'appui de plusieurs de nos honorables collègues, a déterminé le Gouvernement à demander le retrait de l'article 9 de la Commission et à proposer qu'il fût examiné à part, avec les amendements dont il avait été l'objet. Cette solution provisoire a été accueillie par la Chambre et, d'un commun accord, il a été admis que la question serait reprise sous une autre forme.

« Une nation est intéressée au plus haut degré à maintenir en bonne santé la femme qui vient de mettre un enfant au monde et qui pourra concourir de nouveau à l'accroissement de la population; elle est non moins intéressée à favoriser la validité de l'enfant qui vient de naître, en vue d'une bonne production et de la défense du territoire. L'Allemagne est sur le point d'imposer jusqu'à six semaines de repos, tant elle est convaincue de l'influence désastreuse du travail trop tôt repris sur la natalité et sur la résistance de la race.

« Resterons-nous en arrière? Le patriotisme et l'humanité se trouvent d'accord pour nous donner une vigoureuse impulsion.

« Il faut donc réglementer le travail des femmes accouchées, même en dehors des établissements industriels, car nos ouvrières agricoles sont dignes de la même sollicitude, mais il faut le faire sans rudesse, pour la période strictement indispensable à la convalescence de la mère et au salut de l'enfant, en tenant compte des besoins de l'ouvrière pendant la durée du chômage obligatoire. En Allemagne, le médecin reconnu par l'État jouera un rôle important dans l'appréciation des forces; d'un autre côté, le système des caisses et des assurances déjà existantes y écarte toute crainte de dénûment.

« En France, nous devons à la fois légiférer sur l'interdiction et créer l'assistance; c'est bien ce qui se dégage de l'attitude de la Chambre, qui n'a pas semblé vouloir procéder séparément à l'examen de ces deux points.

« Afin de permettre à la Commission du travail de se saisir de cette question dont le caractère d'urgence est indéniable, j'ai l'honneur de présenter la proposition de loi suivante, qui n'aura d'autre mérite que de servir de point de départ à une étude approfondie de la question. »

Suit la proposition de loi que je lisais tout à l'heure au Sénat.

Je demande aux auteurs du projet de loi, je demanderai aussi à la Chambre d'être logique, et d'accorder à la femme, qui va être privée, d'une façon permanente, pendant toute sa vie, d'une partie de son travail, une compensation à cette expropriation.

Mais, me dira-t-on, ce ne sera pas possible, en pratique! Voyez donc à quelles conséquences vous aboutirez, quelles sommes considérables il faudra dépenser pour donner satisfaction à ce projet de loi; c'est impossible, nous arriverions à des conséquences absurdes.

Je ne demandais pas autre chose, Messieurs, que d'amener mes adversaires à faire cette déclaration.

Eh bien, oui, nous arriverions à des conséquences absurdes; mais il ne se dégage pas moins cette vérité que, quand il s'est agi de la femme privée de son travail pendant vingt jours seulement, vous avez jugé bon, — et vous avez bien fait, — de lui accorder une indemnité temporaire. La conséquence logique, c'est que si vous supprimez une partie du travail de la femme d'une façon permanente, vous lui devrez une indemnité qui sera d'autant plus importante que le dommage sera plus grand.

La femme, en effet, peut vous tenir ce langage : « En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, comment procédez-vous?

« Admettez qu'il s'agisse d'un immeuble, vous ne l'exproprieerez pas pour cause d'utilité publique sans donner, au préalable, une indemnité à l'exproprié. Ma fortune à moi consiste dans le travail de mes mains; je n'ai que cela, le hasard m'a fait naître dans une situation qui m'oblige à travailler. Dieu a permis que je ne fusse pas infirme, mais n'amoindrissez pas cet outil que j'ai entre les mains et avec lequel je puis suffire à tous les besoins de ma famille; ne me privez pas, en somme, de ce qui est ma fortune. »

N'est-ce pas, Messieurs, absolument juste? je crois que oui; seulement,

dans la pratique, ainsi que je le disais tout à l'heure, les conséquences financières seraient telles que ce moyen serait impraticable.

Je ne le retiens seulement qu'à cause du principe, à savoir que lorsque vous supprimez à la femme une partie du produit de son travail, il lui faut une compensation et que si vous ne pouvez pas la lui donner, vous devez alors la laisser tranquille, comme aujourd'hui où elle est libre de travailler ou de ne pas travailler. (*Très bien! au centre.*) N'ajoutez pas au malheur de cette pauvre femme qui est obligée de donner toute sa vie et toutes ses forces pour nourrir sa famille, en l'empêchant de se procurer les ressources qui lui sont indispensables; ce serait odieux.

Mais, probablement émue par l'éloquence entraînante de certains de ses orateurs, la Chambre des députés a voté cette loi, évidemment dans un désir de moralité, d'humanité et même avec la présomption patriotique de sauvegarder la race française de la dégénérescence. Certes, la pensée est humanitaire; le repos salulaire de la nuit apparaît comme une nécessité pour la femme et les enfants, dans l'intérêt direct de la race française et pour la moralité même de la famille. Mais ce n'est, hélas, qu'une apparence; et j'estime, au contraire, que la proposition de loi va absolument à l'encontre du but que se sont proposé ses auteurs.

Je n'irai pas jusqu'à m'associer au reproche véritablement inique, fait à ce projet de loi, de n'être qu'une tartuferie humanitaire!

Le mot a été prononcé, mais les auteurs du projet de loi peuvent facilement dédaigner cette injure, car, ainsi que je le disais tout à l'heure au commencement de la discussion, le projet de loi contient un grand nombre de dispositions qui apportent à la législation actuelle des améliorations considérables. Mais cependant je dois dire que de la rédaction même du projet de loi il résulte qu'il ne peut donner tout ce qu'il semble promettre. En effet, la loi est faite toute d'exceptions, à ce point que la suppression du travail de nuit qui, d'abord, semble en être l'objectif principal, disparaît au milieu de toutes les exceptions et ne devient plus elle-même qu'une exception minuscule. Cela rappelle certaines polices d'assurance qui disent : art. 1^{er}, vous êtes assuré; art. 2, vous ne l'êtes pas tout à fait; art. 3, vous ne l'êtes presque pas; art. 4, vous ne l'êtes pas du tout; art. 5, vous payez la prime tout de même. (*Rires.*)

Votre projet de loi, paragraphe 1^{er}, dit : Le travail de nuit est supprimé; paragraphe 2, il ne l'est pas tout à fait; paragraphe 3, il ne l'est presque pas; paragraphe 4, il ne l'est pas du tout, mais néanmoins il y aura, en l'édicant, la suppression du travail de nuit.

Pour confirmer mes affirmations, je n'ai, Messieurs, qu'à mettre sous vos yeux l'article 4 du projet, et vous allez voir que je n'ai pas exagéré.

Voici les principes :

« Art. 4. — Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. »

Vous allez voir maintenant défilér le long cortège des exceptions. Vous vous demanderez ce qui restera de ces deux paragraphes alors surtout que vous saurez que votre loi ne s'applique qu'à un nombre infinitésimal de femmes, peut-être 4,000 dans toute la France, lesquelles, vous allez le voir, peuvent s'échapper par toutes les mailles que leur offrent les exceptions.

Voici ces exceptions :

« Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail ne pourra être prolongée au delà de douze heures. »

Voilà une première exception de laquelle il résulte que pendant soixante jours, et avec une permission, la loi pourra être considérée comme lettre morte à l'égard de certaines industries et de certaines personnes.

Oh! mais, dit-on, cela ne durera que soixante jours!

Permettez! Comment inspecterez-vous? Allez-vous dans chaque maison établir un inspecteur pour assurer la parfaite application de la loi? Est-ce que poser la question ce n'est pas la résoudre immédiatement? Vous ne voulez pas, j'imagine, placer des garnisaires dans chaque maison, dans chaque atelier pour voir si votre loi sera respectée? Non, n'est-il pas vrai? Cette disposition de loi est donc impraticable.

Voilà une première exception. Je passe à la seconde.

« Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser six heures par vingt-quatre heures. »

Autre exception :

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées. »

Enfin dernière exception, relative aux cas de force majeure; celle-là nous paraît absolument raisonnable.

Mais n'est-il pas vrai qu'en présence de ces nombreuses exceptions édictées par le projet de loi et de toutes ces facilités données aux contrevenants, on peut dire que la loi ne sera jamais exécutée? (*Approbaton sur plusieurs bancs.*)

Et alors pour justifier quaud même, *per fas et nefas*, cette disposition de la suppression du travail de nuit dont les résultats pratiques, vous le voyez, vous glissent dans les mains au fur et à mesure que vous les passez au crible de l'examen; alors on a eu recours à de belles envolées d'éloquence, auxquelles nous ne pouvons qu'applaudir, mais qui, malheureusement, ne sont pas pratiques. On a dit, par exemple, que « le travail de nuit pour les femmes, c'était l'immoralité profonde, c'était le vice assis au foyer domestique, la suppression de la vie de famille. »

Ce n'est pas seulement dans les Chambres que ce langage a été tenu ; c'est, vous le savez, un peu partout. Nous avons vu des congrès tenus tantôt par des socialistes chrétiens, tantôt par d'autres socialistes, congrès dans lesquels on a cité saint Thomas, saint Augustin, le cardinal Manning et je ne sais quelles autres notoriétés...

M. HERVÉ DE SAISY. — Ce ne sont pas des autorités négligeables.

M. CHOYET. — ... faisant cause commune tantôt avec ceux qui étaient mus par ce sentiment de battre en brèche les principes de 1789, tantôt avec d'autres, mus, au contraire, par ce sentiment de les faire avancer plus vite et qui les considèrent comme rétrogrades ; il nous a été donné ainsi ce curieux spectacle de voir réunis sur la même question des gens qui ont dû être bien étonnés de se trouver d'accord, ne fût-ce qu'une heure.

Sans doute, c'est une belle chose que la vie de famille, digne d'encouragement, comme serait digne d'encouragement la réduction des heures de travail pour les hommes ainsi que pour les femmes.

Mais avant tout, il faut vivre. Ces femmes, ces adultes, ces enfants qui vont aujourd'hui à l'usine, y vont de leur plein gré. Ils sont absolument libres d'y aller ou de n'y point aller. Aucune loi n'a réglementé cela et cela peut disparaître demain, sans qu'aucune loi vienne s'en mêler. Chacun sait qu'en diminuant son labeur il diminue en même temps son bien-être. Chacun sait qu'une heure perdue, c'est une livre de pain de moins pour la famille, que deux heures, trois heures de moins, c'est une livre de viande de moins ; mais on le sait. On est libre d'aller à l'atelier, à l'usine ; on est libre enfin de travailler ou de se reposer.

Cela me rappelle un peu, en vérité, ces conseils donnés à la misérable femme qui se meurt sur un grabat, par le médecin qui ne craint pas de lui dire : « Il faudrait aller en Italie, vers un ciel plus doux », sans tenir compte de la situation malheureuse dans laquelle elle se débat.

Il y a plus, Messieurs ; à ceux qui parlent de la famille, je dis que toute entrave que vous apportez au travail de la femme et des jeunes gens n'est pas autre chose qu'une prime donnée au célibat, une atteinte portée au mariage et à l'extension de la population ; car, vous le savez, le concubinage est moins fécond que le mariage ; la mortalité est bien plus grande chez les enfants naturels que chez les enfants légitimes. C'est donc, encore une fois, une atteinte portée au mariage et à l'extension de la famille.

Or, aujourd'hui, même sous la législation actuelle, quelle est la situation de l'ouvrier garçon ? Elle est préférable cent fois à celle de l'ouvrier marié. Le mariage est déjà un luxe, car on a les soucis et les charges pécuniaires du mariage : le garçon n'a à penser absolument qu'à lui.

Eh bien, si le mariage est déjà un luxe, voulez-vous le rendre plus lourd encore en empêchant la femme d'apporter dans le budget familial une partie du produit de son travail ?

N'est-ce pas absolument sensé, absolument raisonnable, ce que je vous dis-là ?

D'où cette conséquence, c'est qu'en portant atteinte au travail de la femme, vous portez atteinte à la famille elle-même.

A ceux qui prétendent que la suppression du travail de nuit est vraiment la panacée universelle pour le relèvement de la famille, je demanderai la permission de leur faire quelques comparaisons, et je leur dirai : examinons un peu, si vous voulez, la moralité des ouvrières qui se trouvent dans les pays où la suppression du travail de nuit est un fait accompli depuis longtemps.

Voulez-vous l'Angleterre, les ouvrières de Londres, par exemple ? Je n'insisterai pas.

M. BLAVIER. — Vous ferez bien.

M. CHOYET. — Voulez-vous rester en France ? Examinons la situation de l'ouvrière qui travaille la nuit et de celle qui ne donne pas toute la somme de travail qu'elle pourrait donner.

Voulez-vous examiner maintenant la moralité de la femme placée aux divers échelons de la société ? Vous verrez alors que la moralité de l'ouvrière n'est pas inférieure à celle des autres femmes. Si vous consultiez quelquefois, Messieurs, la *Gazette des Tribunaux*, le *Droit*, la *Loi* et les journaux judiciaires où vous pourriez puiser des renseignements absolument humains, vous verriez que dans certaines classes de la société les séparations de corps, les divorces sont justifiés par certaines mauvaises habitudes encore inconnues aux ouvrières. Sans doute, il en est de mauvaises partout, mais ce n'est pas le travail qui est la cause de la démoralisation, ce sont malheureusement certaines habitudes prises ; la nature du travail n'y est pour rien. Dans toutes les classes de la société, vous trouverez des femmes de mœurs légères.

Il en est qui ne sont même pas la femelle, pas même la guenon du pays de Nod que Dieu dans sa colère a donnée pour femme à Caïn, après le meurtre d'Abel.

Ne dites donc pas que c'est parmi les ouvrières qui travaillent la nuit que se voient le plus grand nombre de femmes perdues de mœurs.

Nos ouvrières françaises ne méritent pas cette injure. (*Marques d'approbation*).

Et d'ailleurs à combien de femmes en France pourrait s'appliquer votre loi ? D'après M. le rapporteur de la Commission, il y en aurait à peine quatre mille. Or, sur ces quatre mille qui vont être régies par la loi, il ne faut pas perdre de vue qu'il en est beaucoup auxquelles profiteront les nombreuses exceptions de l'article 4, à l'aide desquelles elles passeront comme les petits poissons au travers les grosses mailles d'un filet destiné à arrêter seulement les gros. (*Très bien !*)

Que vous restera-t-il alors ? rien ou presque rien, que la satisfaction d'avoir fait une loi pour le plaisir de faire quelque chose. (*Très bien ! très bien !*)

J'avoue que ce mobile ne me séduit pas ; et, tant qu'on ne fait pas quelque chose de meilleur que ce qu'il y a, je trouve que le mieux à faire est de rester tranquille. Or, parmi ces quatre mille femmes, remarquez-le bien,

qui vont échapper, pour la plupart, à l'application de la loi, il n'en restera qu'un nombre infinitésimal auxquelles pourra profiter la loi, si tant est que ce soit un profit pour elles. Mais, encore une fois, n'oubliez pas que ces quelques femmes qui restent soumises aux dispositions de la loi en discussion sont libres sous la législation actuelle d'aller où de ne point aller à l'usine. Si j'insiste sur ce point, c'est que, un peu partout, on a fait reproche à ceux de mes amis qui partagent mon opinion de vouloir martyriser la femme, de lui imposer, malgré elle, le travail de nuit. Quels barbares, que ces sénateurs, disait-on. Ils obligent les malheureuses femmes à travailler la nuit !

On renverse singulièrement les rôles. Nous n'obligeons pas du tout les femmes à travailler la nuit ; nous leur laissons et nous entendons leur laisser, au contraire, la faculté de travailler ou de ne pas travailler. Ce n'est pas du tout la même chose. Ce sont nos contradicteurs qui les oppriment, en leur interdisant, d'une façon absolue, le travail de nuit, alors qu'elles pourraient, d'une façon profitable, s'y livrer pour les besoins de la famille.

Donc, vous le voyez, les véritables défenseurs de la femme, ce ne sont pas ceux qui lui laissent la faculté de travailler la nuit, si cela est nécessaire pour la famille ; mais ceux, je le répète, qui l'oppriment véritablement, ce sont ceux qui l'empêchent de se livrer à un travail utile, fût-il un travail de nuit. (*Nouvelles marques d'approbation*).

Elles ne sont pas libres, me disait-on dans la Commission. Toutes les femmes subiront une pression morale et, comme ce sont des êtres faibles qui ont besoin du secours du législateur, nous venons à leur aide.

Je ne nie pas que dans certains cas, très rares, et qui ne nécessitent pas pour cela l'obligation d'une loi, cette hypothèse ne se présente ; mais, presque toujours la femme sera libre d'aller dans tel ou tel magasin qu'il lui plaira.

A Paris, cette contrainte n'a jamais existé.

Combien avez-vous de maisons qui font travailler la nuit ; combien font travailler le jour ? Sur mille maisons, par exemple, qui ont des ouvrières, vous en avez sept cents qui font travailler la nuit et trois cents qui font travailler le jour.

Mais il est si peu exact qu'une pression soit exercée sur les femmes qui travaillent dans les maisons qui veulent bien donner aux ouvrières du travail de nuit, qu'on se fait inscrire pour faire partie de ces maisons. Ce sont les meilleures ouvrières qui vont dans ces maisons-là, parce que le salaire est plus productif et que ces femmes se disent : « Le hasard m'a fait naître dans une situation qui m'oblige à vivre de mon travail ; mon intérêt est de faire rendre à mon labeur tout le produit qu'il peut donner ; j'ai besoin de travailler la nuit pour fournir la livre de pain ou la livre de viande nécessaires à ma famille.

« Vous voulez me supprimer ce travail, mes bons messieurs, mais que me donnerez-vous à la place ? A côté de moi, j'ai une femme, une amie qui a de nombreux enfants. Elle peut travailler la nuit, elle. Pourquoi, moi, qui suis aussi digne d'intérêt, ne pourrais-je faire comme cela ? Que deviendrai-je s'il survient une maladie ou un chômage ? »

Je vous avoue, Messieurs, très loyalement que je ne comprends pas cette erreur commise par des gens dont les excellentes intentions ne peuvent être suspectées; c'est à ce point que quelquefois, au sein de la Commission, mon esprit s'inquiétait, ma raison se troublait, lorsque je voyais des hommes que je devais considérer comme des guides sûrs et autorisés en pareille matière ne pas être de mon avis. J'éprouvais alors comme le besoin de me ressaisir, et, appelant à mon aide la voix de ma conscience, je persistais à ne pas être de leur avis.

Voilà pourquoi j'ai cru de mon devoir de vous faire part de mes doutes. Cependant ma conscience me crie que je suis dans le vrai. (*Très bien!*)

J'estime que ce serait une mauvaise mesure que celle qui porterait atteinte à la liberté du travail de la femme. Mais on m'a dit encore : On a fait des enquêtes à Paris aussi bien qu'en province, et, de ces enquêtes, il résulte bien que la femme n'est pas libre, que si elle travaille la nuit, c'est malgré elle...

M. BLAVIER. — Ce n'est pas absolument exact.

M. CHOVET. — ... qu'elle préférerait ne travailler que le jour. Je le crois bien; tous, les hommes ainsi que les femmes, si le travail de jour pouvait suffire aux besoins de la famille, aimeraient bien mieux travailler le jour plutôt que la nuit; d'autres auraient même pu vous répondre qu'elles aimeraient mieux vivre de leurs rentes et ne travailler pas plus le jour que la nuit. Cela est évident.

M. BLAVIER. — Il y a, et cela résulte aussi de l'enquête, des femmes qui ont déclaré qu'elles préféreraient travailler la nuit.

M. CHOVET. — Parfaitement!

Les auteurs du projet de loi ont eu la prétention de réglementer le travail; mais la pauvre ouvrière qui travaille dans sa chambre, à la lumière de sa lampe vacillante, et dont le travail peut à peine suffire au besoin de la famille, leur répondrait : « Que voulez-vous? le hasard de la naissance m'a placée dans une situation précaire, j'accepte courageusement cette situation que le hasard m'a faite et même, dans une certaine mesure, je remercie la Providence de ne l'avoir pas faite plus déplorable encore. Il en est, hélas! qui sont encore plus malheureuses que moi. Or, j'ai la possibilité, par mon travail, de subvenir à tous les besoins de ma famille. J'ai l'ambition d'y subvenir, et je trouve souverainement injuste que vous me priviez d'une partie du fruit de mon travail. »

Sans doute, Messieurs, la suppression du travail de nuit serait désirable pour tous, mais alors laissez-la librement s'implanter, ne l'introduisez pas de force par la loi.

Laissez faire au temps son œuvre; et, pour ceux qui sont de bonne foi, n'est-il pas visible que depuis longtemps, depuis cinquante ans, l'œuvre marche à pas de géants et que les progrès accomplis sont déjà considérables?

Laissez donc au temps le soin de faire son œuvre. Soyez tranquilles, il la fera plus sagement que vous ne pourriez la faire par une loi inexécutable, que le projet de loi lui-même, à en juger par sa rédaction, reconnaît inapplicable, surtout en présence, comme je le disais tout à l'heure, de ces exceptions multiples qui permettront toujours d'éluder la loi.

Ne faites donc pas semblant d'imposer par une loi ce que vous savez ne pas pouvoir être exécuté, puisqu'elle est toute bâtie d'exceptions; exceptions que vous avez eu raison d'établir, mais qui précisément sont justifiées parce qu'elles démontrent l'insanité de votre entreprise.

En conséquence, Messieurs, ne votez pas la disposition du projet que je considère comme mauvaise.

Vous voulez relever la moralité de la famille, et, certes, nous applaudissons tous à ces louables efforts. Mais, en vérité, je vous le dis, ce n'est pas en supprimant le travail que vous arriverez à ce résultat si désirable du relèvement de la famille. Le travail de nuit n'est pas la cause de la démoralisation moderne : ce sont les habitudes des ouvriers, et non la nature du travail, qui sont les causes de la dégénérescence de la race; ce sont les habitations incommodées, la promiscuité des logements, les habitudes d'alcoolisme; c'est, que sais-je? une foule d'autres raisons qui échappent en ce moment-ci à l'énumération que j'aurais dû essayer de vous faire, mais qui sont absolument étrangères à la nature du travail.

Le travail, fût-il même de nuit, n'a jamais pu être une cause de démoralisation, et en vérité c'est quelque chose d'étrange que le trouble dans lequel de pareilles théories peuvent jeter tous ceux qui ont été habitués à en pratiquer d'autres toute leur vie.

On leur a dit à eux, fils et petits-fils d'ouvriers : « Mais la Révolution de 1789 vous a émancipés et, ce qu'elle a fait de bon surtout, ce fut d'effacer de nos lois la réglementation du travail (*Très bien! très bien!*); c'est en supprimant les jurandes, les maîtrises, les corporations, c'est en permettant à vos pères de travailler sans limitation de la durée de leur travail. (*Nouvelles marques d'approbation.*)

« On a émancipé vos pères, et ils ont pu faire produire à leur travail toute la valeur dont il était susceptible. » Nous, fils et petits-fils d'ouvriers, dont les pères n'ont jamais demandé la réglementation du travail, nous avons pu profiter de la situation que leur travail nous a si laborieusement acquise!

Ne réglementez pas le travail; laissez la femme de l'ouvrier, si elle le désire, pourvoir par son travail aux nécessités de la famille; laissez-la se parer de cette magnifique couronne qui est tressée de son dévouement conjugal et de son amour maternel (*Très bien! très bien!*). Aimer et se dévouer, mais c'est la raison d'être de la femme; laissez-la donc aimer; laissez-la se dévouer. Ou alors empêchez-la d'être épouse; empêchez-la d'être mère; ne la privez pas, sans une préalable compensation, d'un travail qui lui est indispensable; ne la placez pas dans un état d'inégalité injuste vis-à-vis d'autres ouvrières; ne portez pas, par une réglementation à outrance, atteinte à l'œuvre glorieuse de nos pères, dans l'héritage desquels nous avons trouvé le grand principe de la liberté du travail (*Très bien! très bien!*)

Gardez-vous bien d'ébranler les colonnes de ce magnifique monument par

eux édifié; gardez-vous bien d'effriter par votre réglementation à outrance quelques-unes des plus belles parties de leur œuvre gigantesque. N'oubliez pas que cet édifice construit par nos pères fait encore aujourd'hui l'admiration de tous les peuples qui nous entourent. Sachez digérer comme il convient cette virile et substantielle nourriture qui se dégage des principes de 1789, et faites qu'on ne dise pas de vous que la liberté est trop indigeste à nos estomacs délicats et que vous n'êtes que les fils anémiés et rachitiques des géants de la Révolution. (*Très bien! très bien! — Applaudissements sur divers bancs.*)

M. BLAVIER. — Messieurs, notre honorable et éloquent collègue M. Chovet vient de faire la critique d'un des articles du projet de loi qui vous est soumis, et son discours aurait bien pu ne se produire que lors de la discussion de l'article 4 : car il s'est préoccupé presque exclusivement du travail de nuit que le projet de loi interdit aux femmes.

J'ai, quant à moi, beaucoup d'autres objections à présenter contre le projet de loi en discussion, et il me paraît essentiel de remettre en quelques mots sous les yeux du Sénat les règles antérieures et actuelles de notre législation sur le travail des enfants et des filles mineures dans les usines et manufactures.

Le Sénat, à deux reprises déjà, a eu l'occasion de s'occuper de cette grave question, mais à des périodes assez lointaines pour que quelques-uns de ses membres aient peut-être perdu de vue les différentes phases par lesquelles a passé cette législation.

En très peu de mots, permettez-moi de vous la remettre sous les yeux.

Vous savez que c'est la loi du 22 mars 1841 qui, la première, a réglementé le travail des enfants dans les manufactures.

A cette époque, l'enfant n'était en aucune façon protégé; et, le développement industriel étant devenu ce que vous savez, depuis l'application générale des moteurs à vapeur, il y avait incontestablement pour le législateur un droit légitime d'imposer des restrictions à ce qui pouvait devenir un abus d'ordre social, comme par exemple d'exiger de l'enfant trop jeune un travail que ses forces ne lui permettaient pas de supporter.

Cette législation de 1841 se résumait ainsi :

L'enfant n'était admis dans les manufactures ou usines à moteurs mécaniques, ou dans les ateliers de plus de vingt personnes, qu'à l'âge de 8 ans.

De 8 à 12 ans, il ne pouvait travailler qu'à ce qu'on appelait le demi-temps, c'est-à-dire six heures, et, de 12 à 16 ans, au maximum douze heures. Enfin, après 16 ans, aucune réglementation n'entravait sa liberté de travail.

Il n'était d'ailleurs pas question alors de réglementer le travail des filles mineures, et à plus forte raison celui des femmes.

La loi s'occupait exclusivement de la protection de l'enfant, et elle admettait que l'enfance était limitée à l'âge de 10 ans.

On imposait, d'ailleurs, à l'enfant le repos du dimanche et des jours fériés.

Voilà l'ensemble des règles posées par la loi de 1841 pour la protection du travail des enfants dans les manufactures.

Cette loi, Messieurs, a paru suffisante pendant trente-trois ans, car ce n'est qu'en 1874, et sous l'impulsion d'un grand industriel d'Angers, homme au cœur généreux, dont j'aime à citer le nom dans cette enceinte, parce que ce fut un de mes meilleurs amis, Ambroise Joubert, ce n'est, dis-je, qu'en 1874 que l'Assemblée nationale dont il faisait partie modifia la loi de 1841. Mais elle n'y apporta que des modifications sages et pondérées, comme était l'auteur de la proposition lui-même.

L'âge initial du travail de l'enfant, dans les usines et manufactures, fut élevé de 8 à 10 ans.

Mon ami Ambroise Joubert trouvait, en effet, — son expérience de grand industriel le lui avait démontré, — que l'enfant de 8 ans était incapable de faire un travail même à demi-temps pendant six heures sans éprouver une fatigue excessive.

De 10 à 12 ans, la loi admit le travail à demi-temps, et, au-dessus de 12 ans, comme limite extrême, le travail de douze heures; mais il n'était pas encore question de limiter le travail pour les femmes.

L'innovation principale de cette nouvelle législation consiste à interdire le travail de nuit aux filles mineures et aux enfants jusqu'à 16 ans — car l'enfance, pour l'Assemblée nationale de 1874 comme pour le législateur de 1841, ne dépassait pas 16 ans.

L'honorable M. Chovet n'a pas parlé des filles mineures dans son discours, mais je crois bien que, dans sa pensée, si la femme n'a pas besoin de protection, la fille mineure doit être protégée en même temps que l'enfant et au même titre.

M. CHOVET. — Les enfants et les filles mineures.

M. BLAVIER. — Il est donc sur ce point d'accord avec les principes sages posés par la loi de 1874, qui assurait aussi à ces faibles le repos du dimanche et des jours fériés.

Telle est, Messieurs, la législation qui régit le travail industriel encore à l'heure actuelle; elle ne date que de 1874; et cependant, dès 1880, sous la pression de certaines revendications ouvrières, des membres du parti avancé de la Chambre des députés proposèrent d'y apporter des modifications radicales; car ils demandaient la réduction légale du travail à dix heures, non pas pour les enfants, qui ont assurément besoin de protection ainsi que les filles mineures, mais pour tous les travailleurs des deux sexes. Ce n'était pas encore l'application de la célèbre formule des « trois huit », mais on y tendait.

Un pareil projet, vous le comprenez, Messieurs, ne put obtenir l'assentiment de la Chambre.

L'un de nos collègues, M. Diancourt, qui faisait alors partie de cette Assemblée, lui fit comprendre qu'il n'était pas possible de réduire ainsi le travail à dix heures pour tous les travailleurs; que les hommes qui proposaient une pareille solution étaient, incontestablement, très bien inten-

tionnés, car il serait fort désirable que la classe ouvrière tout entière pût n'être astreinte qu'à dix heures de travail et même moins, en obtenant un salaire suffisant pour satisfaire à ses multiples besoins; mais que, quand on était industriel, on ne se payait pas de pareilles raisons et que, réduire ainsi par la loi la somme générale du travail en France, c'était porter un coup mortel à l'industrie et par suite à la source de tout travail, au détriment évident des ouvriers dont on prétendait servir les intérêts.

Il faut bien voir, en effet, — c'est un point sur lequel nous reviendrons, — qu'il y a deux éléments indispensables qui concourent à la production nationale; d'abord le travail rémunéré par le salaire, proportionnel à son effet utile, puis le capital qui ne peut pas se passer non plus d'une équitable rémunération, sans disparaître.

Or, le jour où l'on réduirait, dans la proportion proposée à la Chambre, le travail de tous les ateliers industriels de France, on réduirait par cela même d'un cinquième environ la production; vous vous placez dans la nécessité d'augmenter d'un cinquième votre outillage et tous vos moyens de production, c'est-à-dire d'augmenter votre capital de production d'un cinquième, exigeant la rémunération qui viendra charger d'autant le prix de revient des produits industriels, au détriment des consommateurs nationaux et des exportations.

Voilà ce que l'honorable M. Diancourt, très familier avec ces questions, a pu faire comprendre à la Chambre qui, repoussant la proposition de sa Commission, a fixé à onze heures le maximum de durée du travail pour les enfants.

A la vérité, à ce moment-là, en 1880, elle a porté l'enfance jusqu'à l'âge de 18 ans, ce qui, pour moi, est excessif, et appliqué à la femme elle-même cette réglementation des onze heures.

Cette loi, votée par la Chambre en 1880, vint nécessairement au Sénat qui, le 24 février 1884, la repoussa dans son entier.

Ainsi, une première fois à cette époque, vous avez été consultés sur une loi analogue à celle qu'on nous propose aujourd'hui, et vous avez jugé qu'elle était inacceptable.

C'est alors qu'en présence des revendications ouvrières qui se poursuivaient, le Gouvernement fut amené, en 1886, à déposer sur le bureau de la Chambre, à la date du 13 novembre, un nouveau projet de loi sur cette importante question.

C'est ce projet de loi qui est le point de départ de celui que nous discutons aujourd'hui. Il est donc essentiel de s'y reporter pour savoir au juste ce que le Gouvernement, en 1886, — ce n'est pas une époque éloignée de nous, — considérait comme l'objectif à atteindre pour une bonne loi sur la réglementation du travail dans les manufactures.

La proposition du Gouvernement fixait l'entrée dans les ateliers à 13 ans au lieu de 12. C'était, par rapport à la loi de 1874, un progrès dans le sens de la protection de l'enfance. Mais l'enfant qui pouvait présenter un certificat d'instruction primaire au patron pouvait entrer à 12 ans dans un atelier.

Le Gouvernement supprimait le travail à demi-temps, limitait l'enfance

à l'âge de 16 ans et la durée du travail pour l'enfant et les filles mineures au maximum de onze heures.

Quant au travail de nuit, il était interdit jusqu'à 16 ans aux enfants, aux filles mineures et aux femmes; le Gouvernement rentrait par là dans l'ordre d'idées adopté par la Chambre en 1880, la réglementation du travail des femmes, qu'en 1882 le Sénat n'avait pas voulu admettre.

Une nouvelle innovation malheureuse, suivant moi, et sur laquelle un de mes éminents collègues tâchera de vous faire revenir, introduite dans ce projet, était la modification du jour fixé dans les lois antérieures pour le repos hebdomadaire, qui devait être le jour du Seigneur, le dimanche.

L'obligation du repos dominical était remplacée par la formule : « Il y aura seulement six jours de travail par semaine pour les enfants et les filles mineures ».

Voilà donc quelle était, en 1886, au moment où l'honorable M. Lockroy, qui ne passe pas pour réactionnaire, que je sache, et notre honorable collègue M. Demôle, dont vous connaissez également les opinions, faisaient partie du Gouvernement; voilà, Messieurs, quelle était la proposition qui leur paraissait donner satisfaction aux droits de protection des faibles que possède incontestablement l'État.

Ce projet n'a pas obtenu les suffrages de la Chambre, qui l'a modifié d'une façon radicale.

Le projet qui nous a été apporté ici pour la première fois au mois de février 1889, émanant de la Chambre, à côté d'améliorations que je constate très volontiers, introduisait en effet des conditions absolument inacceptables.

Ainsi, la Chambre avait ajouté aux ateliers soumis à l'inspection des agents de l'État, chargés d'assurer le respect de la loi, et elle avait ajouté avec raison, suivant moi, les dépendances des ateliers, afin que les enfants fussent protégés au point de vue hygiénique, non seulement lorsqu'ils étaient à l'atelier, mais aussi dans les dépendances de cet atelier où le patron les installait pour les heures de repos ou de sommeil, lieux que l'inspecteur n'avait pas le droit, en vertu de la loi de 1874, de surveiller.

La Chambre des députés avait encore, avec raison, décidé que les ateliers de l'État devaient être soumis aux mêmes règles de surveillance que les ateliers privés; elle avait voulu enfin que les établissements d'enseignement professionnel ou de bienfaisance subissent la loi générale.

Cela était juste; une loi de protection pour l'enfance doit s'exercer partout où un enfant travaille, que ce soit dans les ateliers privés, les ateliers de l'État ou les établissements de bienfaisance; la protection doit s'étendre à tous les locaux où peut se trouver l'enfant occupé chez un patron, à une seule exception près sur laquelle j'aurai à revenir avec détail : je n'admets pas que la loi soit applicable dans l'atelier de travail purement familial.

Voilà, Messieurs, des modifications heureuses apportées par la Chambre des députés au projet du Gouvernement de 1886. Le Sénat s'est empressé de les accepter.

Mais, à côté de ces améliorations, la Chambre a introduit des modifications graves et fâcheuses.

En voici une première, qu'elle n'a pas inventée, je le reconnais; l'idée

en a été puisée dans quelque législation étrangère, mais elle ne m'en paraît pas plus heureuse.

La loi votée par la Chambre imposait, pour l'enfant au-dessous de 16 ans devant travailler dans un de ces ateliers dont l'énumération a été donnée à l'article 1^{er}, la nécessité de produire au patron un certificat d'aptitude physique, délivré par un médecin spécial désigné par le Ministre du commerce.

Ainsi, ce médecin, agent de l'État, dont je ne conteste pas *a priori* l'honorabilité, mais qui, comme tous les hommes, peut avoir ses passions ou ses préventions, qui en tous cas, est sujet à erreur, ce médecin devient l'arbitre de l'exercice du droit au travail d'un enfant jusqu'à l'âge de 16 ans. Est-ce admissible ?

Le père de famille, plus intéressé que l'inspecteur à sauvegarder la santé de son enfant, mais non moins intéressé à l'habituer de bonne heure au travail, sera dans la triste nécessité de le voir vagabonder et rester complètement à sa charge; il verra son enfant soustrait à sa volonté, parce qu'un médecin, très honorable, sans doute, je le répète, mais susceptible de se tromper, aura déclaré que les aptitudes physiques de cet enfant lui paraissent insuffisantes pour lui permettre d'aller à l'atelier; et cet enfant devra rester dans la rue à vagabonder ! . . .

M. HERVÉ DE SAISY. — Et sans pain !

M. BLAVIER. — Voilà une innovation de la Chambre qui a été soumise au Sénat quand le projet de loi, voté le 5 février 1889, est venu en discussion, et que le Sénat a écartée dans sa sagesse, la trouvant malheureuse.

J'espère qu'il ne se déjugera pas sur ce point.

En second lieu, la Chambre a décidé, contrairement au projet du Gouvernement, que l'enfance devait être considéré comme se prolongeant jusqu'à 18 ans. C'est encore là une disposition que je ne saurais accepter.

Enfin, alors que le Gouvernement proposait la limitation du travail à onze heures pour les enfants au-dessous de 16 ans et pour les filles mineures, la Chambre a réduit la durée du travail maximum à dix heures pour les enfants jusqu'à 18 ans, tout en maintenant cette durée à onze heures pour les filles mineures.

L'intention des membres de la Chambre qui ont voté une pareille disposition était évidemment excellente. Mais ils ne se sont pas rendu compte — à ce moment du moins, car depuis ils ont changé d'opinion — qu'il était absolument impossible aux patrons, avec l'organisation actuelle du travail industriel, d'accepter dans un même atelier des catégories d'ouvriers travaillant les uns dix heures, les autres onze heures, alors que les adultes peuvent travailler douze heures.

Quand cette disposition fut soumise au Sénat, elle ne put évidemment pas être acceptée par lui, et le bon sens était encore de son côté.

Quant au travail de nuit, il était interdit aux enfants, aux filles mineures et aussi aux femmes, comme dans le projet du Gouvernement.

Tel est le projet de loi voté par la Chambre le 5 février 1889, qui vous a été transmis et qui fait pour la seconde fois l'objet de vos délibérations.

Vous ne l'avez pas repoussé comme celui de 1880, Messieurs, mais vous avez jugé indispensable d'y apporter des modifications notables, qui se sont traduites dans le projet de loi du 29 novembre 1889, qui a été renvoyé à la Chambre des députés et dont les dispositions essentielles étaient justifiées avec un talent remarquable par l'honorable M. Charles Ferry qui était, au Sénat, le rapporteur de la loi.

Vous pouvez relire ce rapport; il est des plus intéressants et j'aurai à en citer plusieurs passages lorsque nous en serons arrivés à la discussion des articles.

M. Charles Ferry démontrait nettement, dans cet important travail, tous les inconvénients, que je viens de vous signaler rapidement, devant résulter du projet de loi tel que la Chambre des députés l'avait voté.

Aussi, le Sénat, adoptant les conclusions du rapport, admit le principe de l'entrée à 13 ans dans l'usine, et repoussa le certificat d'aptitude physique nécessaire à l'enfant pour lui permettre d'entrer au chantier de 13 à 16 ans; reporta à 16 ans, au lieu de 18 ans, la durée de l'enfance qui doit être protégée et enfin repoussa complètement pour les femmes l'interdiction du travail de nuit.

Voilà, Messieurs, quelles sont les dispositions que vous avez adoptées après une discussion qui ne fut pas très compliquée, puisque, encore une fois, le rapport de l'honorable M. Charles Ferry avait porté la conviction dans tous les esprits et que le Sénat se trouvait en grande majorité d'accord pour en adopter les conclusions, sauf en ce qui concernait le refus d'interdire le travail de nuit aux femmes.

C'est ce projet de loi, adopté par vous, qui a dû retourner à la Chambre des députés et qui revient aujourd'hui en discussion.

La Chambre a-t-elle tenu compte, en quoi que ce soit, des intentions manifestées par le Sénat? Non, Messieurs, et je dois dire que, quand j'ai lu le second rapport de l'honorable M. Waddington, un de nos collègues d'aujourd'hui, mais qui était alors membre de la Chambre des députés, où était traitée, à deux reprises différentes, cette grave question, il m'a semblé que la Commission dont il était le rapporteur ne s'était pas donné la peine — au moins pour quelques-unes des modifications adoptées par le Sénat — de les étudier avec une grande attention.

En effet, ce second rapport de M. Waddington, en date du 10 juin 1890, ne fait que reproduire littéralement ce que contenait le premier, qui datait du 13 décembre 1887, comme si le projet de loi adopté par la Chambre haute n'avait apporté aucun élément nouveau de discussion pour la Chambre des députés.

La Chambre n'a donc tenu aucun compte de l'esprit qui avait dicté les résolutions du Sénat. Ce n'était assurément pas un esprit d'opposition systématique, puisque, comme je l'indiquais tout à l'heure, le Sénat s'était empressé d'accepter tout ce qu'il y avait de sage et de bon dans les améliorations apportées par la Chambre des députés au projet initial du Gouvernement.

Bien au contraire, au lieu de chercher à atténuer les divergences d'opinion que je vous ai indiquées, elle n'a fait que les augmenter, et voici quelles sont les nouveautés qu'elle a cru devoir introduire dans le projet qui est soumis aujourd'hui à vos délibérations.

La Chambre a inscrit dans l'article 1^{er} de sa nouvelle rédaction la surveillance par l'agent de l'État pour les enfants travaillant dans l'atelier de famille.

Il me paraissait évident — c'était mon opinion personnelle et je crois aussi celle du Sénat — qu'en votant l'article 1^{er} du projet qui a été renvoyé à la Chambre, nous avions entendu que l'atelier de famille, composé exclusivement des enfants sous la direction du père, de la mère, du tuteur, n'était pas compris dans la nomenclature des ateliers soumis aux obligations déterminées par la loi, que, par suite, il ne pouvait, en aucun cas, être soumis à une surveillance qui devenait une véritable violation du domicile.

C'est pour rétablir ce principe que j'ai déposé un amendement à l'article 1^{er} par lequel je demande la suppression des troisième et quatrième paragraphes de cet article, relatifs aux ateliers de famille, paragraphes qui ont été introduits dans la nouvelle rédaction de la Chambre des députés.

Si, comme un collègue me l'a fait observer, je n'obtenais pas, par cette suppression, la satisfaction que je poursuis, je modifierais mon amendement pour arriver plus sûrement à ce résultat.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous ferez bien !

M. BLAVIER. — Pardon, Monsieur le Rapporteur, nous n'en sommes qu'à la première délibération et à la discussion générale, j'ai donc tout le temps d'apporter au texte de mon amendement les changements que je croirai utiles.

M. LE RAPPORTEUR. — Assurément !

M. BLAVIER. — Je crois d'ailleurs que l'honorable collègue dont je parle m'a dit qu'il proposerait un amendement dans le sens que j'indique et alors je m'y rallierai volontiers.

Cependant permettez-moi de vous le dire, Monsieur le Rapporteur, je ne suis pas fâché de votre interruption ; car elle me porte à croire que, dans votre esprit, lorsque le Sénat a adopté le projet de loi qui vient d'être amendé par la Chambre, l'article 1^{er}, quoique ne parlant pas de l'atelier de famille, le comprenait implicitement au nombre de ceux soumis aux obligations déterminées par cette loi. Je suis aussi amené à vous demander si, comme rapporteur, vous admettez que le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du projet de la Chambre entraînait l'application des mesures prescrites à l'atelier de famille...

M. LE RAPPORTEUR. — Absolument ! une application générale.

M. BLAVIER. — Alors, comme je viens de le dire, je suis très heureux de votre interruption, et mon amendement sera modifié en conséquence.

C'est en me plaçant à ce point de vue que je prétends que la Chambre a accentué les divergences qui pouvaient exister entre nous.

La Chambre a, en outre, apporté une aggravation en ce qui touche la limitation des heures de travail. En effet, dans son premier projet, la Chambre réduisait à dix le nombre des heures de travail pour les enfants, mais admettait onze heures de travail pour les filles mineures de 16 à 21 ans.

Dans le projet qui nous est renvoyé, les enfants jusqu'à 18 ans et les filles mineures n'ont plus droit de faire que dix heures de travail.

Je ne reviendrai pas sur les développements éloquentes que l'honorable M. Chovet vient de présenter pour établir la nécessité sociale d'assurer l'existence de ces femmes, nécessité plus grande encore assurément que celle d'améliorer leur développement physique par un moins long séjour à l'atelier.

Ce sont là deux intérêts majeurs qu'il faut mettre en balance, et nous serions coupables de sacrifier l'un à l'autre, ce qui pourrait être la conséquence d'une limitation excessive des heures de travail des ouvriers des deux sexes telle que la propose la Chambre, ce qui nuirait à ceux qu'on entend protéger.

Je résume, Messieurs, ma discussion générale, en disant : le Sénat avait mûrement pesé les motifs qui l'avaient amené à adopter le projet de loi du 29 novembre 1889, en modifiant sur certains points celui de la Chambre. Celle-ci n'a tenu aucun compte de ces considérations, puisqu'elle a renvoyé son projet primitif en aggravant les dispositions repoussées par vous.

Je demande au Sénat de persister dans ses résolutions, qui me paraissent les plus sages, et, quand viendra la discussion des articles, je lui soumettrai plusieurs amendements qui ne sont autre chose que la reproduction presque littérale de la rédaction ancienne qui avait rallié ses suffrages.

Cependant, par esprit de transaction, et pour bien montrer que mon intention n'est pas de faire de l'obstruction, je consens à faire une concession aux désirs de la Chambre. Alors que, dans la loi de 1874, le maximum de la durée du travail était de douze heures pour les enfants et les filles mineures, je concède avec l'honorable M. Diancourt qu'on réduise ce maximum à onze heures. Ce serait une étape vers l'adoption du travail de dix heures que je désire, ainsi que tout le monde, voir acceptée comme règle générale par l'industrie nationale, mais qui ne saurait l'être à l'heure présente.

Si l'industrie commence, par l'effet de la loi que nous discutons, à régler son travail sur la journée de onze heures pour les filles mineures et les enfants, soyez convaincus que, par la force des choses, elle arrivera à la journée de onze heures pour les hommes.

Vous n'ignorez pas, en effet, Messieurs, quelle est l'organisation des grandes usines de filature ou de tissage. Elles emploient à la fois des hommes pour les travaux exigeant de la force, des femmes pour les travaux où une certaine application et une force moindre suffisent, et ensuite des filles mineures et des enfants pour les travaux n'exigeant absolument que de la vivacité et de l'adresse.

Il est certain que dans les ateliers organisés de cette façon, et ce sont les

plus nombreux, le jour où vous imposerez à une catégorie d'ouvriers l'obligation de travailler un nombre d'heures déterminé, il arrivera de deux choses l'une : ou tout le monde travaillera ce nombre d'heures réduit, ou on éliminera de l'atelier ceux qui y seront astreints par la loi, et dans les deux cas il en résultera un dommage certain pour l'une ou l'autre catégorie d'ouvriers, dommage d'autant plus grand et plus certain que le maximum de durée du travail autorisé pour les enfants et filles mineures sera plus réduit.

Voilà le résultat inévitable auquel conduiront les nécessités de la concurrence industrielle.

C'est ce qui me fait espérer que le Sénat, prenant en main les intérêts véritables des travailleurs et ne se laissant pas entraîner par des considérations d'ordre absolument étranger aux intérêts dont il s'agit, maintiendra ses précédentes résolutions et accueillera favorablement les amendements que j'aurai l'honneur de lui présenter. (*Très bien ! très bien ! à droite*).

M. TOLAIN, rapporteur. — Messieurs, la discussion actuelle est revenue tant de fois devant le Sénat que je croyais qu'un certain nombre des arguments qui vous ont été présentés auraient été laissés à l'écart...

M. BLAVIER. — Pourquoi, si ce sont les bons ?

M. LE RAPPORTEUR. — Je croyais que le principe de la liberté du travail invoqué, dès le début de son discours, par l'honorable M. Chovet n'avait plus rien à voir dans la question. (*Exclamations sur divers bancs.*)

Mais oui, je le croyais, car j'ai essayé, — il paraît que je n'ai pas réussi, — j'ai essayé de le démontrer. J'ai dit dans mon rapport que si, en théorie, on trouvait encore des défenseurs du principe de la liberté absolue du travail, nul, dans la pratique, ne déniait à l'État, à l'heure présente, le droit de protéger les faibles.

M. BLAVIER. — Parfaitement !

M. LE RAPPORTEUR. — J'ai fait remarquer que la loi de 1841 avait protégé les enfants, que la loi de 1874 avait protégé les filles mineures et que le législateur en 1848 avait, dans une certaine mesure, protégé les adultes de tout âge et de tout sexe, et qu'il avait fixé à douze heures le maximum de la journée de travail...

M. BLAVIER. — Tout cela est exact.

M. LE RAPPORTEUR. — ...et, par conséquent, que la question n'était plus entière, que si l'on pouvait encore, en théorie, soutenir ce fameux principe de la liberté du travail, dans les faits, dans la réalité des choses, le législateur en était arrivé à protéger tout le monde, qu'il avait considéré les travailleurs comme des faibles, puisqu'il avait cru nécessaire d'imposer une

limite maximum à la durée de la journée de travail. J'ajoutais qu'il ne s'agissait plus, en somme, que d'une question de mesure.

Quand on traite de pareilles questions, les grands principes de 89, au nom desquels on a déclaré les droits de l'homme et détruit les jurandes et les maîtrises, ne peuvent et ne doivent plus être invoqués à l'heure présente.

M. CHOVET. — Il faut lire entre les lignes.

M. LE RAPPORTEUR. — Si je lisais entre les lignes, mon cher collègue, je vous poserais une question, puisque c'est vous qui faites appel aux principes de 89, et qui rappelez la destruction des jurandes et des maîtrises : Est-ce que vous acceptez tous les principes posés de 89 ? Est-ce que vous acceptez les théories de Chapelier, le rapporteur de la loi, et ses conclusions quand il disait : « Il n'y a plus d'intérêt privé, il n'y a plus qu'un grand intérêt public » et, quand après avoir donné les raisons pour lesquelles il demandait la suppression des jurandes et des maîtrises, il ajoutait : « Quant aux pauvres, aux malheureux, aux travailleurs valides, il appartient aux officiers publics de chaque commune de leur donner du travail. » (*Interruptions à droite.*)

Si vous acceptez cette théorie, c'est une autre façon d'envisager la question. Je ne suis pas désireux de vous suivre sur ce terrain ; peut-être pourrions-nous nous entendre, mais j'aurais beaucoup de réserves à faire. En effet, vous supprimez les garanties données par le législateur de 1789 ; vous ne voulez promettre ni l'assistance, ni le travail, mais vous n'en faites pas moins appel à ce qu'on pourrait appeler l'envers de ces principes de 1789 au nom desquels on se déclare prêt à laisser au travailleur sa liberté pleine et entière.

La question de la liberté du travail, à l'heure actuelle, doit être écartée ; tous les gouvernements, non seulement en France, mais dans tous les pays où l'industrie s'est développée, quelles que soient les tendances et la forme de ces gouvernements, qu'il s'agisse de républiques ou de monarchies, de pays fédéralisés ou centralisés, ont été amenés à la réglementation de la grande industrie. Ce n'est pas, comme essayait de le démontrer tout à l'heure M. Blavier, par une sorte d'entraînement, ce n'est pas, comme le disait M. Chovet, pour faire quelque chose, non, c'est par la force des choses qu'ils y ont été conduits.

S'il ne s'agissait que de donner à certains principes une pure satisfaction théorique et illusoire, je vous avoue que je ne serais pas à cette tribune pour défendre le projet actuel ; je n'aime pas à me payer de mots. Mais la vérité est que nous sommes en présence d'une œuvre sérieuse, suivie, voulue par tous les gouvernements.

Tout à l'heure M. Blavier disait qu'on s'était occupé de la question en 1841 pour la première fois, et que depuis cette époque jusqu'en 1874 on l'avait laissée dans l'oubli. C'est une erreur complète.

Dès avant 1841 on s'en préoccupait, et j'ai retrouvé au cours de mes recherches une lettre fort intéressante adressée par l'honorable M. Carnot,

député de la Seine, au Ministre de l'intérieur en 1839, à la suite d'une mission en Allemagne qui lui avait été confiée pour étudier les conditions du travail et proposer des mesures de protection en faveur des ouvriers. La loi de 1841 est intervenue. Est-il vrai que jusqu'en 1874 on ne se soit pas occupé de la question, comme l'a dit M. Blavier?

M. BLAVIER. — Je n'ai pas dit cela.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous avez dit au moins que pendant un très long temps depuis la loi de 1841, on avait oublié la question. Je réponds : Non, puisque le 22 février 1848 la Chambre des députés a voté la loi sur le travail des enfants et des filles mineures. On ne l'a pas oublié davantage sous l'Empire, puisque, vers 1867, l'honorable président du conseil actuel fut chargé d'une mission en Angleterre pour étudier surtout la question du travail des femmes et des enfants dans les manufactures. M. de Freycinet est à son banc, et je crois qu'il ne me contredira pas.

M. DE FREYCINET, *président du Conseil, Ministre de la guerre.* — C'est exact.

M. LE RAPPORTEUR. — A la suite de cette mission, un projet de loi a été élaboré par le Conseil d'État et déposé au Sénat, à la veille de la guerre. Par conséquent, cette question a constamment préoccupé tous les gouvernements et tous les parlements.

M. BLAVIER. — Je n'ai pas dit le contraire.

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'est donc pas vrai de dire que cette préoccupation tient à un courant d'idées, à une sorte de mode, à un entraînement plus ou moins socialiste. Non, elle est due à la force, à la fatalité des choses, et personne ne peut y échapper.

M. BLAVIER. — Voulez-vous me permettre un mot?

M. LE RAPPORTEUR. — Très volontiers, mon cher collègue.

M. BLAVIER. — J'ai dit simplement que l'exagération qu'on y mettait était la conséquence de la mode. Voilà tout ce que j'ai dit.

M. LE RAPPORTEUR. — Ce n'est plus alors qu'une question de mesure?

M. BLAVIER. — Parfaitement.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est ce que je disais tout à l'heure.

Messieurs, quand on étudie cette question, il faut tenir compte des mœurs, des conditions de l'industrie et se laisser guider aussi par des sentiments d'équité et de justice. C'est avec ces seuls éléments qu'on pourra

essayer de résoudre la question ; mais on n'arrivera à rien si l'on met en avant les grands principes que le Sénat vient d'entendre invoquer.

M. BLAVIER. — Ce n'est pas moi qui les ai invoqués.

M. LE RAPPORTEUR. — Je réponds à deux orateurs à la fois, et vous me permettrez bien, au cours d'une improvisation de prendre les arguments à mesure qu'ils se présentent à moi.

Il y en a un fort intéressant aussi, mais que je considère comme une nouveauté dans la discussion d'une loi. C'est l'argument produit par l'honorable M. Chovet qui, à propos de la réduction des heures de travail et de l'interdiction du travail de nuit proposées, disait : Mais il faut donner des compensations ; c'est devant ces compensations que la Chambre s'est arrêtée.

Je ne connais pas la pensée des membres de la Chambre des députés et, par conséquent, je ne puis pas savoir au juste quelles sont les raisons qui les ont déterminés à repousser l'interdiction du travail de nuit. Mais l'honorable M. Chovet a émis une théorie qui est bien étrange et bien curieuse, et que je considère comme nouvelle : il a voulu appliquer à la question actuelle la théorie de l'indemnité pour cause d'expropriation publique.

Si cette thèse est vraie aujourd'hui, Messieurs, elle l'était aussi en 1841 et en 1874.

Chaque fois qu'on a essayé de faire une réglementation, chaque fois qu'on a limité la liberté, c'est-à-dire chaque fois qu'on a fait ce que j'appelle de la liberté réglementée, parce que la liberté qui n'est pas définie, conditionnée, ce n'est plus la liberté, c'est une véritable anarchie où le droit appartient à la force (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs*), chaque fois, dis-je, qu'on a apporté une limite à la liberté, le principe d'indemnité pour cause d'expropriation aurait dû être appliqué. On aurait donc dû l'appliquer en 1841 et en 1874.

Non, ne soutenons pas de semblables thèses ; si l'on doit repousser le projet de loi, c'est pour d'autres raisons qu'il faut le faire.

L'honorable M. Chovet a fait une autre critique au projet et se demande, en présence de la disposition interdisant le travail de nuit, s'il doit nous en blâmer ou nous en louer.

Vous commencez, dit-il, par faire une déclaration de principe ; vous inscrivez au frontispice de votre loi : interdiction du travail de nuit, et vous vous empressiez de faire une foule d'exceptions.

Sans doute, mais si nous n'avions pas fait d'exceptions, notre loi n'aurait pas été applicable.

Nous nous sommes placés sur le terrain de la pratique, et, tout en voulant réaliser un progrès, améliorer une situation, nous avons dû tenir compte des nécessités et des difficultés pratiques de la vie. Dans la mesure du possible, et pour empêcher des bouleversements ou des transformations trop violentes, trop promptes, dans l'industrie, nous avons essayé d'introduire des dérogations à la loi.

Vous nous en faites un reproche ; véritablement je ne le comprends pas. (*M. Chovet fait un geste de dénégation.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Si vous ne nous en faites pas un reproche, je me demande ce que vous avez dit.

M. CHOYET. — J'ai dit que vous aviez eu cent fois raison d'introduire ces exceptions dans la loi, mais qu'elles en démontraient l'inanité et l'inutilité.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vais vous dire pourquoi cette loi n'est pas inutile. Si nous faisons des exceptions, tout le monde a conscience de la situation actuelle, tout le monde comprend que c'est un courant qu'on veut remonter. Tel est, en effet, notre but. Ce n'est pas à cause du grand nombre de femmes qui travaillent la nuit d'une manière permanente que nous voulons réagir contre ces habitudes que nous trouvons funestes, c'est parce que, vous le sentez, vous le voyez comme nous, ce sont, non pas les nécessités de la concurrence extérieure, mais celle de la concurrence intérieure, — il faut le dire, parce que c'est la vérité, — qui font que le travail de nuit pour les femmes, lequel est encore à l'heure qu'il est une exception dans notre pays, tendra de plus en plus à se généraliser.

Sur divers bancs. — C'est vrai !

M. LE RAPPORTEUR. — Il y a des localités où les industriels ne voudraient pas entrer dans cette voie de la généralisation du travail de nuit par les femmes, et ils l'avouent en disant : « Comment voulez-vous que nous fassions ? Il faut bien que nous l'organisions dans nos ateliers, puisqu'il existe dans ceux de nos concurrents. »

Et alors, c'est la tache d'huile qui fera que dans des régions où aujourd'hui, je le répète, ce n'est encore que l'exception, vous aurez dans quelques années une population féminine tout entière travaillant la nuit ; c'est-à-dire le renversement complet de la vie normale de la femme.

Comment peut-on se laisser aller, permettez-moi de le dire, à soutenir par de petits arguments de pareils usages, quand on songe que toute la population féminine d'un département ou d'une contrée peut être entraînée à cette habitude anormale de travailler la nuit au lieu de travailler le jour.

Est-ce qu'il y a quelque chose de plus anti-hygiénique, de plus anti-naturel ?

Si encore c'était commandé par des nécessités impérieuses, irréductibles, Mais pas du tout ; on vous le dit, vous en avez la preuve, et il vous serait impossible de le nier.

Il y a aujourd'hui, dans les Vosges, ce département qui a servi de champ de bataille à la discussion qui a déjà eu lieu sur le même sujet dans cette Assemblée, à peine un tiers des broches qui travaille la nuit ; il y a 600 ou 700 femmes qui travaillent et 250,000 broches environ qui fonctionnent la nuit. Dans un an, si vous n'y prenez garde, il y en aura 1 million.

M. LUCIEN BRUN. — C'est vrai !

M. TOLAIN. — Et, je le répète, tout cela n'est pas amené par le fait de la

concurrence extérieure, mais par le fait même de la concurrence intérieure.

Est-ce que vous trouvez que cela est normal? Est-ce que vous croyez que c'est un résultat logique du développement de la grande industrie? Est-ce qu'il est possible d'admettre une pareille conséquence?

Pour ma part, je ne le crois pas; je pense qu'il suffit de signaler le fait pour qu'immédiatement on reconnaisse qu'il y a là quelque chose à faire, non pas, comme le disait M. Chovet, pour le plaisir de faire quelque chose, mais pour réaliser un véritable progrès de justice et d'humanité. (*Très bien! très bien! sur un grand nombre de bancs.*)

Et tenez, Messieurs, puisqu'on a dit : Mais il y a des femmes qui réclament le travail de nuit : et vous vous rappelez le tableau plein d'admiration et d'enthousiasme que l'honorable M. Chovet vous a tout à l'heure tracé ; cette femme dévouée, aimante, qui ne songe qu'à ses enfants, vous vous souvenez de ce tableau touchant...

M. BLAVIER. — Tableau très éloquent!

M. LE RAPPORTEUR. — Éloquent, je suis de cet avis, mais tout à fait inexact (*On rit*), et c'est là son principal défaut.

Pour répondre à ce qui a été dit à ce sujet, Messieurs, je ne veux pas aller chercher un document dont on puisse suspecter l'origine, je prends la déposition que tout le monde a lue et peut lire dans l'enquête que vous connaissez. C'est la déposition d'une femme qui vient dire qu'elle veut travailler la nuit — vous ne pouvez pas, par conséquent, la suspecter, elle aussi, — et qui trace le tableau de son existence. Quand vous aurez appris, par cette déposition, sa manière de vivre la nuit et le jour, vous direz si c'est là une existence normale et si ce n'est pas un devoir pour le législateur d'empêcher, s'il le peut, qu'elle soit imposée à un plus grand nombre de femmes.

M. BLAVIER. — A quelle page se trouve cette déposition?

M. LE RAPPORTEUR. — A la page 80.

Cette femme est, je le répète, un partisan du travail de nuit. Elle fait sa déposition. C'est la déposition n° 6, Monsieur Blavier.

• M. Ricard. — Voulez-vous nous indiquer le mode d'existence auquel vous oblige le travail de nuit?

• Une déléguée. — Je dors cinq heures par jour. Je rentre de l'usine à 6 h. 1/2 le matin. Je fais le ménage, j'habille les enfants, je prépare le café, etc., etc. Je me mets au lit à 8 heures, je me lève à 10 heures pour préparer le déjeuner. Je déjeune à 11 heures, je vaque à diverses occupations. Je me recouche à 1 heure jusqu'à 5 heures. J'ai quatre enfants de 11, 12, 13 et 14 ans. Je suis soigneuse et je gagne 3 francs par jour.

Voilà l'existence de cette femme; elle travaille la nuit, et voilà ce qu'elle fait pendant le jour.

Messieurs, quand j'ai lu cette déposition empreinte, comme le disait tout à l'heure M. Chovet, d'une résignation vraiment extraordinaire, je vous avoue que je me suis demandé s'il était réellement possible de maintenir des êtres humains dans de pareilles conditions.

M. LUCIEN BRUN et un grand nombre de sénateurs sur divers bancs. Très bien ! très bien !

M. BLAVIER. — Monsieur Tolain, vous n'avez pas lu le commencement de la déposition. (*Bruit à gauche.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Voyons ce que dit ce commencement?

M. BLAVIER. — « M. Waddington. Préférez-vous le travail de nuit au travail de jour?

« Réponse. Oui, parce que le travail de nuit nous permet de faire notre ménage et notre savonnage dans la journée. »

M. LE RAPPORTEUR. — Je vous ai dit que cette femme était partisan du travail de nuit, et j'ai exposé comment elle vivait, d'après son propre récit.

Si vous trouvez que c'est là une existence acceptable pour une femme, si vous croyez qu'on peut, en écartant toute espèce de réglementation légale, permettre à de pareilles habitudes de se généraliser, je n'ai plus rien à dire, et je laisse le Sénat juge de la question. Quant à moi, mon opinion est faite. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Elle est bien libre d'aller travailler la nuit, a-t-on dit. Eh bien, non, la femme n'est jamais libre d'aller travailler la nuit aux conditions dans lesquelles s'exerce généralement l'industrie.

Le point où l'usine a été construite, la force hydraulique qu'on a ou qu'on n'a pas à sa disposition, une foule de circonstances font qu'il n'y a pas de place dans l'usine, à l'heure présente, pour toutes les femmes qui voudraient travailler le jour, et alors les unes travaillent le jour et d'autres travaillent la nuit.

Que, poussées par la nécessité, elles trouvent une compensation dans ce surcroît de travail, dans ce petit surcroît de salaire et qu'elles craignent encore de le perdre, hélas ! c'est malheureusement trop vrai. Mais croyez-vous qu'en raison du petit nombre de femmes occupées aujourd'hui dans de pareilles conditions, cette interdiction du travail de nuit peut réellement créer de grandes misères ou de grandes souffrances ? Croyez-vous que dans les Vosges, où 600 femmes travaillent la nuit, alors qu'il y en a plus de 16,000 occupées dans l'industrie, croyez-vous que ce changement dans la situation de 6 ou 700 femmes au milieu de ces 16,000 ouvrières va faire naître les misères et les souffrances dont on vous a fait le tableau ?

Croyez-vous qu'il ne se trouvera pas un procédé, un moyen, pour obvier aux inconvénients de ce changement de situation, pour adoucir la transition ? Dans tous les cas, je crois que, quels que soient les embarras passagers

qui pourront se produire, ces embarras disparaîtront facilement, et qu'on ne peut dans tous les cas les mettre en balance avec les avantages beaucoup plus considérables que réalisera, si vous l'adoptez, comme je l'espère, le projet de loi qui vous est soumis. (*Nouvelle approbation.*)

J'ajoute qu'on a dit, comme M. Chovet, du reste, l'a répété : « On accuse le travail de nuit d'être une cause d'immoralité; mais nos ouvrières ne sont pas des êtres immoraux, il n'y a pas de raison pour que le travail soit une cause d'immoralité. »

Personne de nous n'a jamais pu soutenir une pareille thèse, personne n'a prétendu que le travail fût un acte démoralisateur. C'est, au contraire, dans l'oisiveté que naissent les vices. Mais parce que le travail, par lui-même, n'est pas démoralisateur, croyez-vous qu'il n'y a pas des conditions et des milieux dans lesquelles la démoralisation peut naître? Croyez-vous que chez ces populations dont l'éducation est excessivement rudimentaire, où l'enfant est arraché de bonne heure à l'école, où, il y a quelques années, il n'y allait même pas; croyez-vous que dans ces ateliers où la promiscuité est complète, où la chaleur est intolérable, et où chacun est obligé d'abandonner successivement tout ou partie de ses vêtements, croyez-vous, dis-je, que pour ces populations habituées à d'autres usages, à d'autres mœurs que les vôtres, dans ce mélange des sexes et des âges, il n'y a pas une cause flagrante d'immoralité? Moi, j'en suis convaincu, et je dis : Ce n'est pas le travail, mais c'est le milieu qui peut être une cause de démoralisation.

M. CHOVET. — Ces inconvénients, vous n'allez pas les supprimer.

M. LE RAPPORTEUR. — Si, je les supprime dans une très large mesure par l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, interdiction qui existe déjà pour les jeunes filles mineures.

Personne ici, je le suppose, n'a la prétention de faire une loi parfaite. J'ai moins que tout autre cette prétention, Messieurs, mais j'ai la conviction qu'en adoptant le projet de loi vous ferez un pas en avant et que dans cette voie-là vous trouverez encore à réaliser plus tard d'autres améliorations.

Je crois que si le Sénat veut bien passer, comme je l'espère, à la discussion des articles, — et je ne voudrais pas la retarder plus longtemps, — au fur et à mesure que les amendements viendront en délibération et que le débat se précisera, il me sera possible de vous démontrer que nous avons, autant que possible, tenu compte des nécessités industrielles, soit par des dérogations, soit par des dispositions nouvelles, soit par le choix de l'époque où la loi pourra être mise en vigueur.

Nous avons, en effet, choisi le 1^{er} mai 1892, parce qu'à cette date sera appliqué le nouveau tarif des douanes qu'on vote en ce moment à la Chambre des députés et qui a un intérêt si considérable dans la question. Si l'on a eu en vue, en effet, la date où sera appliqué le tarif des douanes, c'est que ce tarif assure aux diverses industries une protection suffisante pour leur permettre de ne pas reculer devant les améliorations promises par notre projet de loi.

Je pense donc, Messieurs, que pour toutes ces raisons, lorsque nous dis-

cuterons les articles en serrant de plus près les questions, nous pourrons vous démontrer que cette loi est parfaitement applicable et qu'elle réalisera une grande amélioration sur la situation présente. (*Très bien! très bien!*)

M. JULES SIMON. — Messieurs, dans le très beau et très savant discours que vient de prononcer M. Tolain, il a laissé de côté un point du discours de M. Chovet; il a bien fait de le laisser de côté, et je ne viens pas le traiter à sa place. Mais vous allez voir pourquoi j'ai cru devoir dire quelques mots à ce sujet.

Il s'agit du passage du discours de M. Chovet où il a discuté l'article de la loi qu'avait d'abord voté la Chambre des députés, auquel elle a renoncé ensuite et qui consiste à interdire aux femmes qui viennent d'accoucher l'accès de l'atelier pendant une période de quatre semaines.

M. Chovet a tiré, de ces décisions successives de la Chambre, un argument que M. Tolain n'a pas relevé, parce que la disposition ne se trouve pas dans le projet de loi qui vous est actuellement soumis et parce que, à la Chambre des députés, on prépare un projet spécial sur cette question.

Comme je suis un partisan absolu de la mesure qui est proposée à la Chambre, je n'ai pas cru pouvoir assister à la présente discussion sans dire au moins au Sénat que, quand le projet de loi dont je viens de parler nous sera apporté, j'épuiserai tout ce que j'ai de forces pour le soutenir. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture, Messieurs, de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.

« Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés.

« A l'exception des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, les travaux effectués dans les ateliers où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur, sont exemptés des obligations déterminées par la présente loi.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité des personnes protégées par la loi. »

Sur ce premier article, il y a un contre-projet de M. Félix Martin.

M. FÉLIX MARTIN. — Je le retire, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Le contre-projet est retiré.

Nous passons alors à l'amendement de M. Maret, qui demande la modi-

fication du deuxième paragraphe de l'article 1^{er} et qui substitue au texte que je viens de lire cette rédaction nouvelle :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille comme chefs de métier ou ouvriers et des membres de la famille ou des étrangers comme aides ou apprentis. »

Le reste comme au projet de la Commission.

M. BLAVIER. — Pardon, Monsieur le Président, j'ai présenté un autre amendement qui me paraît plus radical et qui, me semble-t-il, devait être discuté avant celui dont vous venez de donner lecture : c'est la suppression des deux derniers paragraphes de l'article 1^{er}.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre observation est parfaitement juste, Monsieur Blavier; vous avez la parole.

M. BLAVIER. — Messieurs, le moment est venu de serrer la discussion. Mais je ferai d'abord remarquer à l'honorable M. Tolain qu'il ne m'a pas fait l'honneur de répondre quoi que ce soit aux objections que j'ai présentées contre l'ensemble du projet de loi soumis à nos délibérations.

Il a combattu l'argumentation de son collègue de la Commission, l'honorable M. Chovet, en discutant d'une façon habile les considérations d'intérêt général que ce collègue avait fait valoir pour repousser la réglementation du travail des femmes ; mais il a laissé de côté les objections de tout autre ordre que j'avais présentées.

Tout le monde est d'accord qu'il y a lieu d'améliorer la législation de 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures ; mais, comme l'a dit M. Tolain, avec qui je suis encore d'accord sur ce point, il faut le faire avec mesure.

Or, le Sénat, jusqu'à présent, a trouvé que la modification qui lui était proposée par la Chambre des députés était trop radicale et dangereuse, et c'est ce que j'ai soutenu tout à l'heure en disant : nous sommes d'accord sur le but qu'il est désirable d'atteindre, mais nous ne pouvons arriver qu'en plusieurs étapes à ce qu'on nous propose de faire prématurément en une seule étape.

N'allons pas si vite ! Ce serait dangereux pour l'industrie, préjudiciable pour les ouvriers.

Commençons par améliorer la loi dans les limites que le Gouvernement lui-même, dans sa proposition de 1886, avait jugées être les limites raisonnables et sages.

Quand nous aurons fait cette expérience, qu'elle aura réussi, que nous aurons ramené de douze à onze le nombre d'heures normal pour la durée du travail dans les manufactures et ateliers de toute nature ; quand nous aurons fixé à 13 ans l'entrée des enfants à l'usine, qui a lieu aujourd'hui à 12 ans ; quand nous aurons étendu la surveillance des agents de l'État à des ateliers qui n'y étaient pas soumis ; quand, enfin, nous aurons supprimé le travail de nuit, nous aurons déjà réalisé un immense progrès.

Sur cette question spéciale du travail de nuit, le Sénat s'est déjà prononcé deux fois, et je dois déclarer, pour ma part, que je suis très indécis entre l'opinion qui a été si éloquemment défendue par l'honorable M. Chesnelong, réclamant la suppression, et l'opinion d'un membre non moins considérable de la droite, l'honorable M. Buffet, qui a combattu cette disposition et qui a triomphé auprès du Sénat.

Quant à moi, je déclare que je serai peut-être amené cette fois à voter avec ceux qui ne veulent pas du travail de nuit.

Quoique intéressé dans une grande industrie qui occupe un grand nombre de femmes, comme le travail de nuit n'existe pas dans cette industrie, je suis désintéressé dans la question et je ne me placerais, pour la résoudre législativement, qu'au point de vue de l'intérêt général qui me sera clairement démontré.

J'arrive, Messieurs, à la discussion de l'amendement que j'ai présenté sur l'article 1^{er}. Voici quelle en est la portée :

Comme je vous l'ai déjà indiqué, le projet de loi qui avait été voté par la Chambre des députés une première fois, et qui porte la date du 8 mars 1889, disait simplement ceci dans son article 1^{er} :

« Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la loi. »

Cette rédaction nous a été soumise, et j'ai eu l'honneur de vous signaler, dans la discussion générale, les améliorations importantes introduites par cette formule dans le projet déposé par le Gouvernement en 1886.

Ces améliorations consistent d'abord dans l'introduction des mots « et leurs dépendances », c'est-à-dire que la surveillance des inspecteurs s'exercera à l'avenir non plus seulement sur les ateliers, mais encore sur tous les locaux annexes où l'enfant à protéger peut être installé dans la journée, et en dehors du travail même, par son patron, réfectoires, dortoirs, etc.

Donc, ces mots « et dans les dépendances » sont une excellente addition que le Sénat a adoptée avec empressement, et il a eu raison.

En second lieu, l'inspection s'exercera sur les ateliers de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, c'est-à-dire dans les établissements de l'État comme dans ceux des particuliers.

Le Sénat a applaudi à cette nouvelle disposition.

Enfin, on a encore placé sous la surveillance tous les établissements ayant un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, qui n'étaient pas non plus compris dans le projet du Gouvernement.

Telles sont les trois modifications qui ont été introduites dans l'article 1^{er} du projet de loi voté par la Chambre des députés en 1889, et adoptées ici intégralement en 1890.

Mais il n'y avait rien de plus. Aujourd'hui, on nous renvoie la loi avec une addition que je considère comme très importante.

Permettez-moi de lire la rédaction de la Chambre; je lirai ensuite la modification proposée par la Commission. La Chambre dit dans un seul paragraphe, le troisième de l'article 1^{er} :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur, pourvu que ces établissements ne soient pas classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ou que le travail ne s'y fasse pas à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique. »

Votre Commission, Messieurs, propose la rédaction suivante, qui a pour but d'atténuer sur un point les effets de la nouvelle disposition introduite par la Chambre, en ce sens que l'inspection, quand il y avait un moteur mécanique dans un atelier de famille, s'appliquait au travail des enfants dans cet atelier et que M. le rapporteur a bien voulu admettre que dans l'atelier familial...

M. LE RAPPORTEUR. — C'est la Commission.

M. BLAVIER. — La Commission alors, dont l'opinion a été traduite par M. le rapporteur, a exprimé dans son nouveau texte une pensée qui est juste : c'est que l'atelier familial, qui est surtout l'atelier parisien, tend de plus en plus à se servir de moteur à vapeur, de moteur à gaz particulièrement, dont l'introduction est un moyen de développement de ces ateliers de famille qu'il ne fallait pas décourager en plaçant, comme conséquence d'une pareille installation, lesdits ateliers sous l'application de la loi en discussion.

Voici donc la modification apportée par votre Commission au texte de la Chambre :

« A l'exception des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, les travaux effectués dans les ateliers où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur, sont exemptés des obligations déterminées par la présente loi.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité des personnes protégées par la loi. »

Cette nouvelle rédaction est, je le reconnais, une atténuation des dispositions de la loi votée par la Chambre; mais je ne saurais malgré cela l'accepter, et ce sont ces deux paragraphes dont je vous demande la suppression par mon premier amendement.

Le législateur, en effet, n'a pas le droit de dépasser les justes limites de l'intervention légitime de l'État dans l'organisation du travail, et, dans ces circonstances, nous dépasserions ces justes limites, attendu que l'atelier de famille tel que vous le concevez, c'est-à-dire ne comprenant exclusivement que les enfants sous la direction du père, de la mère ou du tuteur, est un atelier sacré dans lequel vous n'avez pas le droit de pénétrer pour une surveillance quelconque.

C'est le devoir essentiel du père et de la mère de famille de veiller à ce

que les conditions du travail auquel ils astreignent, sous leurs yeux, leurs enfants, ne soient pas excessives, de façon de nuire à leur santé et à leur développement physique; ils sont les protecteurs naturels de leurs enfants; vous n'avez pas le droit d'intervenir et de vous substituer à leur surveillance éclairée et même, je puis le dire, intéressée.

Mais, me dites-vous, si cet atelier de famille est dangereux, insalubre ou incommode?

Eh bien, vous appliquerez la loi spéciale sur les ateliers de cette nature.

Mais cette loi ne suppose pas du tout qu'il y ait une surveillance spéciale au point de vue du travail des enfants, et il n'est pas besoin de donner des attributions spéciales aux inspecteurs du travail pour ce cas; cela ne les regarde pas, et leur droit de visite à toute heure de l'atelier de famille est une véritable violation du domicile de l'ouvrier père de famille.

J'estime qu'il en est de même pour le cas où, dans l'atelier de famille, existe une machine à vapeur.

Une loi spéciale, dans ce cas, prescrit une surveillance particulière qui est confiée aux ingénieurs des mines et aux agents placés sous leurs ordres.

Ainsi donc, tant au point de vue du danger, de l'insalubrité, de l'incommodité qu'au point de vue de la présence d'un moteur mécanique, les lois existantes sont suffisantes pour garantir la protection que vous voulez assurer aux travailleurs de ces ateliers de famille, par l'addition faite à l'ancien article 1^{er}, tel qu'il avait été accepté en 1889 par la Chambre et le Sénat.

Mais je dois déclarer qu'en présence de l'interprétation que vous donnez au paragraphe 1^{er} de cet article, je modifierai en deuxième lecture la rédaction de mon amendement en maintenant le début du troisième paragraphe, ainsi conçu : « Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur. . . »

Je m'arrêterai là pour bien établir que l'atelier de famille n'est pas soumis à la loi que nous discutons. Voilà quelles sont les observations et les raisons qui me font demander au Sénat la suppression de ces deux paragraphes.

M. TRARIEUX. — Les paragraphes dont vous demandez la suppression me paraissent plus favorables à l'atelier de famille que les dispositions des lois spéciales.

M. BLAVIER. — Mon cher collègue, je retiens votre observation, à laquelle je veux répondre immédiatement.

Vous me dites que les paragraphes dont je demande la suppression vous paraissent plus favorables aux ateliers de famille.

Mais, est-ce que vous entendez, — et, si c'est là votre interprétation, il faudrait l'inscrire d'une façon expresse dans la loi, — est-ce que vous entendez soustraire ces ateliers, parce que ce sont des ateliers de famille, aux prescriptions de la loi sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ou de la loi qui a institué la surveillance spéciale des appareils à vapeur?

Vous ne le pouvez évidemment pas. Dès lors l'atelier de famille sera envahi successivement par l'ingénieur ou le contrôleur des mines et par les agents chargés de faire respecter la loi que nous discutons. Eh bien, c'est cela que je ne puis pas admettre, et qui fait, mon cher collègue, que je ne puis partager votre appréciation sur l'avantage que présenterait suivant vous, pour les ateliers de famille, le maintien des deux derniers paragraphes de l'article 1^{er} dont je persiste à réclamer la suppression.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous substituez, Monsieur Blavier, aux deux paragraphes la rédaction du paragraphe 3 voté par la Chambre des députés, moins la fin.

M. BLAVIER. — Oui, Monsieur le président. Voici le texte que je propose au Sénat de voter :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur. »

M. LE PRÉSIDENT. — La proposition de la Commission est donc un amendement à la vôtre, puisque vous reprenez la rédaction de la Chambre des députés.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, l'honorable M. Blavier s'est plaint tout à l'heure de ce que je n'avais pas répondu à la plupart de ses arguments.

M. BLAVIER. — Cela prouve que je tiens à vous entendre.

M. LE RAPPORTEUR. — Si je n'ai pas répondu à tous les arguments de l'honorable M. Blavier, la raison en est bien simple et je la trouve dans le discours même de notre collègue.

M. Blavier n'avait pas fait de critique générale et n'avait pas tenu le même langage — il l'a fait lui-même remarquer — que l'honorable M. Chovet. J'ai alors dit, en descendant de la tribune : « Puisqu'il ne s'agit plus que d'une question de mesure, c'est lorsque viendra la discussion des articles que nous nous expliquerons. »

Eh bien, nous voici arrivés à la discussion des articles, expliquons-nous donc. Je dois tout d'abord faire remarquer que l'honorable M. Blavier croyait avoir résolu la question en demandant la suppression des deux premiers paragraphes de l'article. C'était une erreur.

M. BLAVIER. — Je la reconnais.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous allez, Messieurs, voir pourquoi c'était une erreur. La Chambre des députés comprenait dans la disposition du paragraphe 1^{er} les établissements publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsqu'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance; alors que ces établissements étaient soumis à toutes les prescriptions de la

loi, il n'y avait pas de raison pour qu'on exemptât, à moins de le dire d'une façon expresse, les ateliers de famille.

M. BLAVIER. — Je ne conteste pas ce point.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est entendu.

Tout d'abord, vous reconnaissez que ce que vous appelez l'atelier de famille ne doit contenir exclusivement que des membres de la famille.

M. BLAVIER. — C'est la condition nécessaire.

Si vous voulez admettre que l'atelier de famille puisse comprendre d'autres personnes...

M. LE RAPPORTEUR. — Non, pas du tout : vous acceptez donc ce principe que l'atelier de famille doit contenir exclusivement des membres de la famille. C'est là le premier point.

Vous avez cru que la question était résolue par cette considération que, pour les industries insalubres, il y a une loi spéciale. C'est là que vous vous êtes trompé.

Sans doute, il existe une loi sur les industries insalubres, qui prescrit une enquête et qui oblige ceux qui exercent ces industries à prendre les mesures nécessaires pour ne pas incommoder les voisins, et ne pas leur créer de dangers. Mais notre loi n'a pas pour but de prévenir les risques de voisins; elle a pour objet de réglementer le travail dans l'atelier, et de protéger les personnes qui y sont occupées.

M. BLAVIER. — C'est ce que je n'admets pas.

M. LE RAPPORTEUR. — Cette loi en vigueur dont vous parlez, qui concerne les industries incommodes, insalubres ou dangereuses, n'a rien à faire avec les personnes qui travaillent dans l'atelier et ne peut pas leur être appliquée. Si l'on reconnaît que ces industries doivent être surveillées, il faut bien les comprendre dans la loi actuelle et donner à l'inspecteur le droit d'entrer dans l'atelier.

M. BLAVIER. — Encore une fois, c'est ce que je n'admets pas.

M. LE RAPPORTEUR. — Permettez ! Il faudrait tâcher de s'entendre et de serrer un peu le débat. Vous nous avez dit tout à l'heure : Il existe des lois qui doivent vous suffire. Je vous réponds : Elles suffiront si vous ne voulez pas de surveillance.

M. BLAVIER. — Mais je n'en veux pas; c'est ce que j'ai dit.

M. LE RAPPORTEUR. — Il en est de même pour les industries qui emploient des chaudières à vapeur ou des moteurs mécaniques; sur la déclaration faite par l'industriel, l'ingénieur examine les chaudières et les appareils. S'ils

sont en bon état, il donne l'autorisation de s'en servir. Mais cela n'a rien à faire avec la question de travail que nous discutons en ce moment. La question telle qu'elle se pose à l'heure présente est celle-ci : peut-on admettre que, dans les établissements où l'on manipule des matières dangereuses ou insalubres, aucune surveillance ne sera exercée sur les conditions dans lesquelles les enfants et les femmes seront appelés à y travailler ? Peut-on admettre que cette protection dont on parle tant, la protection du père de famille, s'exercera toujours dans de bonnes conditions ? Si les inspecteurs n'y peuvent pas entrer, l'enfant risquera d'y être employé à la manipulation des matières dangereuses (*C'est évident !*) à n'importe quel âge, et pendant un nombre indéterminé d'heures par jour. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Eh bien, si nous reconnaissons que l'atelier de famille est une chose bonne à protéger et à maintenir et que le principe de la tutelle de l'État doit, dans certains cas, fléchir devant celle de l'autorité paternelle, il faut que cette autorité s'exerce dans des conditions autant que possible irréprochables. D'ailleurs, l'autorité paternelle, Messieurs, à chaque instant, vous y portez atteinte. Vous l'avez fait quand vous avez voté la loi sur les enfants moralement abandonnés ; de même que vous avez porté atteinte à l'autorité maritale quand vous avez autorisé la femme à déposer, à retirer de l'argent à la caisse d'épargne sans la permission de son mari. Par conséquent, vous savez bien, quand il le faut, faire fléchir cette autorité paternelle. Dans le cas présent, nous voulons la respecter, mais à la condition que le père ne puisse pas, cédant à des entraînements blâmables, faire travailler douze ou quinze heures par jour des enfants qui devraient être à l'école, et les obliger à des manipulations dangereuses. (*Très bien ! très bien ! — Aux voix !*)

Quant aux moteurs mécaniques et aux chaudières, nous ne demandons l'entrée de l'inspecteur dans l'atelier que dans un intérêt de sécurité.

M. BLAVIER. — Messieurs, il y a là une confusion, et, comme le dit M. le Rapporteur, il faut tâcher de la dissiper.

De quoi s'agit-il ?

De l'application de la loi à un atelier familial.

Quels seront les droits des inspecteurs ? Que va créer cette loi ? Est-ce que les inspecteurs auront le droit de s'occuper des manipulations qui peuvent se faire dans cet atelier, sous la direction du père de famille, quelles que soient ces manipulations ?

Non ; ces inspecteurs auront seulement le droit d'empêcher que le père — que l'on suppose dénaturé — n'abuse de son enfant et, contrairement aux prescriptions de la loi que nous discutons, ne lui fasse faire douze ou quatorze heures de travail.

M. LE RAPPORTEUR. — Quand on exercera, fût-ce dans un atelier de famille, une industrie classée parmi les industries dangereuses, insalubres ou incommodes en vertu des règlements d'administration publique, l'inspecteur aura le droit d'entrer dans cet atelier pour y faire exécuter la loi. Ce n'est pas lui qui décide qu'une industrie est dangereuse ; mais il constate les con-

ditions dans lesquelles participent au travail qu'elle comporte les enfants dont la protection lui est confiée.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Rapporteur, ce ne sont pas là les termes de la rédaction proposée par la Commission.

Après avoir établi l'inviolabilité du domicile familial, la Commission ajoute « néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité des personnes protégées par la loi. »

Ces mesures ne se rapportant absolument qu'à l'emploi des chaudières et des moteurs mécaniques.

M. BLAVIER. — Absolument.

M. TOLAIN. — Mais non, Monsieur le Président, la disposition a une portée générale.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors le commentaire que vous donnez de la disposition est en contradiction avec les termes mêmes dans lesquels elle a été rédigée.

M. BLAVIER. — Je prie le Sénat de me permettre de m'expliquer.

Voici la situation telle que je la comprends.

Je considère un atelier dit atelier de famille et, comme il a été entendu tout à l'heure avec M. le Rapporteur, l'atelier de famille ne comprend que les enfants travaillant sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur.

Ah ! si M. le Rapporteur voulait admettre un correctif à cette définition de l'atelier de famille ; s'il admettait qu'il pût y avoir dans cet atelier, en dehors des enfants, du père, de la mère ou des tuteurs, un petit nombre d'apprentis étrangers à la famille...

Un membre de la Commission. — C'est l'amendement de M. Maret.

M. BLAVIER. — ... la situation serait véritablement changée ; il me serait plus facile d'admettre l'intervention d'un inspecteur pour assurer l'application de la loi à ces enfants étrangers à la famille, mais c'est ce qui a été proposé à la Commission et ce qu'elle n'a pas voulu admettre. Le rapport de M. Tolain le constate, et dès lors l'atelier de famille, au sens de la loi, se compose exclusivement des enfants sous la direction de leur père ou de leur mère.

Dans ces conditions, si l'inspecteur veut, dans ses visites, s'assurer que la loi est observée, c'est-à-dire que la durée du temps de travail des enfants n'excède pas les limites fixées par cette loi, à qui s'en prendra-t-il ? Comment opérera-t-il ?

Est-ce le fils qui dénoncera son père, en l'accusant d'exiger un travail de douze heures au lieu de onze heures ? Est-ce là ce que vous voulez obtenir ?

Je dis que c'est impraticable et tout à fait immoral.

Donc les dispositions de surveillance que vous proposez pour les ateliers de famille ne sauraient être maintenues, car, comme je l'ai déjà dit, elles dépassent les justes limites de l'intervention légitime de l'État dans l'organisation du travail. (*Très bien ! très bien !*)

Un sénateur à droite. — La loi ne peut pas faire de l'enfant le dénonciateur de ses parents.

M. TRARIEUX. — Il me semble, Messieurs, que l'honorable M. Blavier fait une confusion et que, dans l'amendement qu'il vous propose, il va directement à l'encontre du but qu'il veut atteindre. Quel est son désir ? C'est de favoriser l'atelier de famille et de faire exception en sa faveur aux dispositions générales de la loi.

M. BLAVIER. — Parfaitement !

M. TRARIEUX. — Or la Chambre des députés a bien excepté, en principe, de la loi l'atelier de famille, mais il ne faut pas perdre de vue la définition restrictive qu'elle nous a donnée de ce genre d'atelier.

Veuillez bien vous rendre compte qu'elle ne considère comme atelier de famille que l'établissement où le travail ne s'accomplit pas à l'aide de chaudière à vapeur ou de tout autre moteur mécanique.

Or, à la Chambre, un honorable représentant de Lyon, si je ne me trompe, M. Aynard, avait très vivement combattu cette disposition ; il avait demandé qu'on comprît dans les ateliers de famille même ceux dans lesquels le travail s'exécuterait à l'aide de moteurs à vapeur ; et, en fait, la Commission du Sénat lui donne aujourd'hui pleine satisfaction.

C'est dans ce point essentiel que se trouve la différence entre les deux textes qui sont aujourd'hui en présence.

La Commission du Sénat nous propose de considérer comme ateliers de famille tous les ateliers dans lesquels travailleront les membres de la famille, quel que soit le mode de travail, et alors même que le travail emploierait pour force motrice le gaz ou la vapeur.

Eh bien, cette rédaction n'est-elle pas celle qui doit le mieux donner satisfaction à M. Blavier, si, comme il nous l'a déclaré, il est favorable au développement de l'atelier de famille ?

Elle devrait donc être aussi celle que, logiquement, notre honorable collègue aurait intérêt à soutenir.

Maintenant, après avoir compris dans l'exception l'atelier de famille où se rencontrerait le moteur à vapeur, la Commission a cru devoir ajouter un paragraphe additionnel d'après lequel, en pareil cas, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre afin d'assurer la sécurité des personnes appelées à travailler au contact d'appareils jugés d'un usage dangereux.

Mais pourquoi donc M. Blavier s'élève-t-il avec tant de vivacité contre une précaution de cette nature ?

Je lui dirai d'abord : Bornez-vous, dans tous les cas, à réclamer la sup-

pression du dernier paragraphe, s'il ne vous convient pas ; mais n'y comprenez pas celle du paragraphe précédent dont je viens de vous démontrer l'intérêt incontestable.

J'ajouterai en outre que, en ce qui concerne ce dernier paragraphe lui-même, loin de m'en effrayer comme lui, je n'y vois, quant à moi, que des avantages qui me le font apprécier,

Après avoir admis, en effet, que l'atelier dans lequel se rencontreraient la chaudière à vapeur et l'engin mécanique pourrait participer à l'exception créée en faveur de l'atelier de famille, je trouve tout à fait légitime d'ajouter que des mesures de prudence seront prises, qu'une surveillance pourra être exercée dans un intérêt de protection et de sécurité.

En quoi cette surveillance sera-t-elle donc vexatoire ? Quel intérêt viendra-t-elle troubler ? Que venez-vous nous parler de violation de domicile ?

L'inspection proposée par la Commission a pour unique objet de vérifier les conditions dans lesquelles seront installés les engins mécaniques et les moteurs sous l'action desquels l'atelier sera mis en travail. Ce n'est là, en somme, que l'application de règles générales que nous retrouverons dans une autre partie du projet qui sera l'article 14.

Donc, Messieurs, les paragraphes 3 et 4 qu'attaque l'amendement de M. Blavier constituent une amélioration manifeste du projet qui nous vient de la Chambre et, par suite, à mon sens, nous ne devons pas hésiter à les adopter. (*Très bien ! très bien !*)

Voix diverses. — Aux voix ! aux voix ! — La clôture !

M. BLAVIER. — Je ne puis pas laisser établir une confusion comme celle qui me paraît se produire dans l'esprit de M. Trarieux, si net et si précis d'ordinaire.

L'honorable M. Trarieux vient de confondre des choses qui ne sont en aucune façon confondues dans la loi.

Il ne s'agit pas seulement, dans le projet de la Commission, de l'atelier à moteur mécanique, comme a semblé le croire M. Trarieux ; pour cet atelier, il a raison de dire que la Commission du Sénat a voulu donner satisfaction à une proposition de M. Aynard, proposition que la Chambre n'a pas voulu adopter.

En effet, en modifiant la rédaction de la Chambre des députés, notre Commission a réduit le rôle de l'inspecteur, dans les ateliers de famille à moteur mécanique, à la prescription des mesures de protection, pour assurer la sécurité des personnes.

Je demande la suppression de cette disposition, parce que vous confiez une surveillance nouvelle à un inspecteur qui n'est pas un homme spécial, alors que cette surveillance appartient de droit à l'ingénieur des mines ou aux agents sous ses ordres.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une erreur absolue. L'ingénieur ne va jamais faire ces vérifications.

M. BLAVIER. — Alors il ne remplit pas son devoir.

M. LE RAPPORTEUR. — Il examine les machines à vapeur, il donne l'autorisation de s'en servir ; mais il n'a pas à indiquer les mesures de protection à prendre pour la sécurité des personnes.

M. BLAVIER. — Permettez-moi de faire appel au témoignage de M. le Président du conseil, mon collègue et ancien camarade d'école, car j'ai eu l'honneur de l'avoir comme conscrit à l'école des mines. L'honorable M. de Freycinet pourra vous éclairer sur les attributions des ingénieurs des mines et vous affirmer que l'ingénieur des mines ne fait pas seulement ce que vous dites ; il a bien à se prononcer, en effet, sur les installations des moteurs et des chaudières, — c'est là son premier devoir, — mais il est aussi obligé de faire, tous les ans, la visite des machines et chaudières à vapeur et, tous les dix ans, il doit soumettre les appareils à une nouvelle épreuve de résistance.

Voilà pour la question des machines à vapeur.

Je prétends donc que le paragraphe 4 est absolument inutile et que, de plus, il est nuisible, car il établira un conflit d'attributions entre l'inspecteur des manufactures et l'ingénieur des mines.

C'est pourquoi je réclame la suppression de ce paragraphe.

Mais ce n'est pas tout ; reste la question que vise le paragraphe 3 et que n'a pas traitée l'honorable M. Trarieux : celle des ateliers dangereux, insalubres ou incommodes.

Sur ce point, M. Tolain paraissait entraîner l'opinion du Sénat en disant : « Mais est-il possible que, dans un atelier, sous prétexte que c'est un atelier de famille, on permette à un père d'obliger ses enfants à manipuler des matières dangereuses ? »

Alors le Sénat d'applaudir et de dire : « Non, ce n'est pas possible ! »

Eh bien, je le demande à M. Tolain : est-ce que la disposition qu'il défend empêchera cet abus, s'il doit se produire ? Quel est l'article de la loi qui permettra à l'inspecteur de dire à un père de famille : « Voilà un travail que vous faites faire à vos enfants, vous ne leur ferez plus faire ? »

M. LE RAPPORTEUR. — Non ! Mais il pourra dire : « Vous ne leur imposerez pas plus de dix heures de travail par jour avant tel âge. »

M. BLAVIER. — Oui, voilà ce que pourra dire l'inspecteur : nous sommes d'accord. L'inspecteur pourra dire au père de famille : « Avant 13 ans, vous ne ferez pas faire à votre enfant plus de dix ou onze heures de travail. »

Mais, je le demande à M. Tolain, par quel procédé cet inspecteur pourra-t-il établir, pour dresser un procès-verbal contre le père de famille, que l'enfant a travaillé dix ou onze heures ? Quels sont les témoins qu'il invoquera pour le faire condamner ? Est-ce cet enfant même ?

M. LE RAPPORTEUR. — Depuis quand exige-t-on que les inspecteurs conduisent ou réclament des témoins dans les ateliers pour dresser une contra-

vention ou des procès-verbaux ? Ce serait une nouveauté ; cela ne se serait jamais vu.

L'inspecteur se présente à l'heure qu'il lui plaît, constate l'heure où commence et où finit le travail ; il peut se représenter jusqu'à deux et trois fois dans une même journée, et c'est à lui de reconnaître les conventions.

M. BLAVIER. — Et vous obligerez aussi, sans doute, ce père de famille à inscrire dans son atelier que le travail doit commencer à telle heure, et finir à telle autre ?

Est-ce vraiment possible, je le demande à tous mes collègues ?

M. DECROIX. — Ce n'est pas praticable.

M. HERVÉ DE SAISY. — Ce serait une inquisition perpétuelle ! (*Bruit. — Aux voix ! aux voix !*)

M. le PRÉSIDENT. — Nous avons à délibérer, Messieurs, sur l'amendement présenté par M. Maret, qui modifie le paragraphe dont M. Blavier demande la suppression.

La parole est à M. Maret pour soutenir son amendement.

Voix nombreuses. — A lundi !

M. MARET. — M. le Rapporteur me fait observer que le développement de mon amendement nécessitera une réponse de sa part ; dans ces conditions, j'accepte le renvoi à lundi.

SÉANCE DU 6 JUILLET 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — La discussion porte toujours sur le paragraphe 4 de l'article 1^{er}.

M. Lucien Brun désirerait faire une observation relative à l'amendement de M. Blavier.

M. LUCIEN BRUN. — Messieurs, je viens prier le Sénat de m'accorder quelques minutes seulement d'attention.

Il s'est produit, si je m'en souviens bien, — je l'ai éprouvé moi-même, — un peu de trouble à la fin de la dernière séance à propos de la position de la question. Je vous demande la permission de dire quelques mots sur ce point en même temps que sur le paragraphe 3 de la proposition de la Commission.

Voulez-vous me permettre de relire le texte de la Commission et celui de l'amendement de M. Blavier ?

Voici le texte de la Commission :

« A l'exception des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, les travaux effectués dans les ateliers où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur, sont exemptés des obligations déterminées par la présente loi.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité des personnes protégées par la loi. »

Ce que l'honorable M. Blavier vous propose, Messieurs, le voici :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur. »

Voilà donc bien comment la question se pose sur le paragraphe 3. Je distingue le paragraphe 3 du paragraphe 4, parce que le paragraphe 4, je le dirai, m'inquiète moins. Le paragraphe 4 n'entraîne qu'une inspection de machines, le paragraphe 3 entraîne une inspection de personnes ; le paragraphe 4 ne peut pas justifier des visites de nuit, le paragraphe 3 les exige. Il y a là une différence qui me permet de vous demander d'abord de voter séparément sur les deux paragraphes.

Il y a, sur le paragraphe 4, deux amendements, l'un de l'honorable M. Maret, l'autre de l'honorable M. Thézard. Sur ces amendements, M. Blavier s'expliquera ; il demande la suppression du tout et je la demande avec lui, mais avec moins d'insistance, je le déclare, pour le paragraphe 4 que pour le paragraphe 3.

Voilà comment, je pense, la question devrait être posée ; j'ajouterai quelques mots encore, si vous le permettez, sur le point de savoir comment se pose non plus en la forme, mais au fond, la question entre la Commission et l'honorable M. Blavier.

Si le texte de la Commission est adopté, la loi tout entière s'applique aux ateliers de famille. Notre honorable collègue demande qu'il n'en soit pas ainsi, je le demande avec lui et, pour plus de précision et de clarté, permettez-moi de poser la question en d'autres termes, car, à mon avis, si elle est bien posée, elle est résolue.

Il s'agit de savoir si le Sénat pense que sous prétexte de la nature du travail qui s'opère dans l'atelier de famille sous les yeux du père, de la mère ou du tuteur, on peut permettre et ordonner qu'à toute heure du jour et de la nuit l'entrée d'un inspecteur dans la maison d'un citoyen soit légalement possible.

Je dis à toute heure du jour ou de la nuit, et je dis dans le domicile et dans la partie la plus intime du domicile, et je n'exagère rien.

Vous avez voté déjà l'interdiction du travail de nuit pour les enfants ; vous allez, je l'espère, voter l'interdiction du travail de nuit pour les femmes ; or, l'inspecteur aura non seulement le droit, mais le devoir, entendez-le bien,

le devoir d'entrer la nuit dans l'atelier qu'il est chargé de surveiller. Or, l'atelier, dans ce cas, c'est le domicile. Il ne faut pas nous faire d'illusion à cet égard. Il ne faut pas que les mots nous égarent. L'atelier de famille, c'est le domicile, c'est le foyer, c'est la salle à manger, s'il y a une une, c'est la chambre à coucher; en un mot, ce sont les parties les plus intimes de l'habitation.

Permettez-moi, avant tout, de dire un mot de ces étiquettes qui ont quelque chose d'effrayant au premier abord : ateliers dangereux, ateliers insalubres, ateliers incommodes. Comment, peut-on se dire, comment empêcher qu'un inspecteur entre dans un atelier de famille, où se pratique une industrie dangereuse, insalubre, incommode? Eh bien! voyons ce qu'il y a derrière ces apparences menaçantes, quand on y regarde de près. — Je serai très bref, Messieurs, rassurez-vous. — La loi distingue trois catégories d'ateliers : les ateliers dangereux d'abord, je vais dire comment elle les traite : les ateliers dangereux, ceux qui menacent la santé publique, soit par des explosions, soit par des émanations infectantes, ces ateliers ne peuvent être construits qu'à une grande distance de toute habitation, et les distances varient suivant la gravité du péril. Il ne peut pas être ici question des ateliers de famille. Il faut aux ateliers de cette espèce un espace, un outillage et un personnel que la famille ne peut fournir.

Pour les ateliers insalubres la loi est moins sévère; c'est la seconde catégorie; voici comment la loi procède à leur égard :

L'atelier insalubre peut être établi même dans les villes ou faubourgs; mais il ne peut l'être qu'avec des conditions de construction particulières relatives à la hauteur des murs et des cheminées.

M. BLAVIER. — Parfaitement!

M. LUCIEN BRUN. — ... Il ne peut pas être encore ici question d'ateliers de famille.

Restent les ateliers incommodes dont la loi se préoccupe surtout dans l'intérêt du voisinage et non pas dans celui des ouvriers. Je pourrais vous donner beaucoup d'exemples d'ateliers incommodes; M. Blavier vous les donnera tout à l'heure, mais je vous citerai la buanderie, la fabrique de chicorée-café, la fabrique de chapeaux, la dessiccation des châtaignes.

Voilà donc ce qu'il faut savoir et, avant de se laisser entraîner à une des décisions les plus graves qui puissent être demandées au législateur, avant de voter ce que propose la Commission, il faut bien réfléchir que lorsqu'il s'agit d'ateliers de famille n'occupant que le père, la mère et les enfants, il est à peu près impossible de supposer qu'un de ces ateliers puisse être compris dans la première et dans la deuxième classe.

M. TOLAIN, rapporteur. — Nous allons être d'accord.

M. LUCIEN BRUN. — Je sais bien, Monsieur le Rapporteur, et j'allais vous dire qu'il y a certaines industries dangereuses, des manipulations délicates qui peuvent être considérées comme dangereuses, mais qui ne sont pas com-

prises dans le texte que vous invoquez, parce que la loi s'est surtout préoccupée des inconvénients que pouvaient avoir les ateliers pour les voisins.

Il est certain, par exemple, que les doreurs... — mais je ne veux pas chercher des exemples. — Il suffit de constater qu'il se manipule, dans de petits ateliers, des matières dangereuses. Mais ces ateliers, sans danger pour les voisins, ne sont pas compris dans la catégorie des ateliers qui ont besoin d'autorisation. Votre texte ne les protège pas.

Voilà ce qu'il faut retenir.

Je pose donc la question : faut-il permettre, sous le prétexte dont je vous parlais tout à l'heure, qu'à toute heure du jour et de la nuit, un inspecteur puisse entrer chez le père de la famille, faire ouvrir la porte pour s'assurer si la femme et les enfants, endormis probablement à cette heure, travaillent ou non ? Faut-il permettre que cet inspecteur, devant le père de famille, interroge la femme et les enfants ?

Quand une question est ainsi posée, je suis d'avis qu'il n'y a pas lieu à discussion.

Qui ne sent pas l'impossibilité morale d'une pareille ingérence résistera à tous les arguments.

Si c'est cela qu'on veut, qu'on le dise,

Quant à moi, je dégage ma responsabilité. Jamais je ne voterai une telle mesure... (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

L'inviolabilité du domicile, la sécurité du foyer, la certitude qu'une fois chez soi, la porte fermée, on est assuré que personne n'y entrera sans l'autorisation du maître, c'est un droit sacré, c'est la plus nécessaire des libertés. En France, Dieu merci ! il en est ainsi : à moins d'un mandat de justice ou d'un flagrant délit, personne, aucun fonctionnaire, ne peut violer un domicile, et tout fonctionnaire qui se le permettrait serait durement et justement puni.

Croyez-vous que les ouvriers, dont vous êtes les amis comme nous, pas plus que nous, supporteront cette déchéance, cette douloureuse inégalité ?

Comment ! parce que je travaille de mes mains, parce que j'ai un atelier, où j'ai pour aides ma femme et mes enfants, comment ! je subirai cette servitude ! Mon voisin le rentier repose en paix et les siens avec lui, derrière sa porte close, et moi, quand on heurte à ma porte, il faut que j'ouvre au fonctionnaire qui vient me surveiller, que je lui laisse visiter mon logis, sinon je serai poursuivi et condamné ! Jamais je ne pourrai accepter cela. (*Vive approbation sur les mêmes bancs.*)

Et notez, Messieurs, qu'entrer la nuit dans le domicile de l'ouvrier est une obligation pour l'inspecteur qui veut faire son devoir. Dans cet atelier, qui n'est pas un atelier séparé, qui est le domicile, le foyer même, il entrera la nuit. Ce n'est pas à midi, je pense, qu'il ira s'assurer si l'on travaille la nuit. Et il entrerait lors même que le père serait absent, même dans la maison où il ne devrait trouver qu'une veuve, des enfants ?

Eh bien ! je réponds : jamais ! jamais ! (*Très bien ! très bien ! à droite.*) Il est impossible que le législateur impose aux ouvriers cette déchéance, cette mortification, cette angoisse, et qu'il abaisse ce seuil sacré que jusqu'à ce jour

nul n'a pu franchir sans la permission du maître. (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.*)

Voilà la question qui vous est posée.

Eh bien ! non. Vous ne pouvez pas, Messieurs, laisser dans l'esprit de cet homme cette préoccupation insupportable qu'il n'est jamais sûr, quand il est chez lui, d'y rester seul ; que lorsqu'il a fermé sa porte et lorsque sa femme et ses enfants reposent sous sa garde, un inspecteur peut, à l'heure qu'il aura choisie, entrer dans cette pauvre demeure que ne protège plus la loi, la loi qu'on disait égale pour tous.

Et vous croyez qu'il supporterait cela ? Non, il ne le supportera pas. (*Très bien ! à droite.*)

Messieurs, laissez-moi vous le dire, n'allons pas trop loin dans cette voie. Quant à moi, je veux résolument faire ce qui est nécessaire pour que la justice apporte à ceux qui souffrent les allègements que la loi peut leur donner.

Ce sera toujours la charité qui soulagera les grandes misères et consolera les grandes douleurs ; mais enfin le législateur a aussi des devoirs. Nous les remplirons, Dieu aidant. Je voterai la loi, je voterai sans hésitation l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. J'accepte cette loi, mais à cette condition que vous n'alliez pas jusqu'à ces extrémités qui méconnaissent le droit, blessent les sentiments les plus respectables et qui provoqueraient certainement une de ces réactions que rien ne pourrait arrêter. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Messieurs, je parlais tout à l'heure de cette souffrance qu'imposerait à l'époux et au père le souci de la visite possible à toute heure de l'inspecteur du travail ; laissez-moi vous parler d'une autre préoccupation.

Le fonctionnaire une fois entré dans la maison interrogera la femme et les enfants.

Comment voulez-vous qu'il fasse autrement son enquête ? Vous laisserez dans l'esprit du père et surtout dans l'esprit de l'enfant — de l'enfant qu'on oublie trop — cette pensée toujours présente qu'il y a entre le père et l'enfant, entre le mari et la femme, un supérieur qui est l'homme de la loi ; que celui-là peut interroger, dresser procès-verbal et traîner en justice. Et vous laissez dans l'esprit de l'enfant cette idée que peut-être, en parlant adroitement à ce fonctionnaire, qui vient interroger son père, il peut arriver à travailler un peu moins.

Ah ! Messieurs, n'éveillez pas ces tentations dans l'âme des enfants.

Et enfin, laissez-moi vous le dire : n'introduisez pas le pouvoir d'un fonctionnaire là où Dieu a mis l'autorité du père et l'amour maternel ; ne laissez pas entrer l'insécurité et la servitude là où nos mœurs nationales, là où le sentiment profond de la dignité humaine et de la liberté chrétienne ne veulent voir que l'indépendance et la souveraineté. (*Applaudissements répétés à droite et approbation sur d'autres bancs.*)

Je crois tout cela inutile. Nous n'en sommes pas, en France, à penser qu'il faille inscrire dans une loi un soupçon contre les ouvriers chefs de famille. Ils ne méritent pas cette injure. Les enfants, du reste, ne sont pas sans protection. La police veille, le parquet veille. Nous voyons malheureu-

sement en police correctionnelle des pères et des mères qui sont poursuivis pour sévices ou mauvais traitements. Mais pourquoi ce soupçon écrit dans la loi?

Le Sénat ne votera pas le texte de la Commission.

Quant au paragraphe 4, l'honorable M. Blavier s'en expliquera tout à l'heure à propos d'un amendement. (*Très bien! très bien! et applaudissements à droite.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je me permettrai de trouver tout d'abord qu'il y a dans l'argumentation de l'honorable M. Lucien Brun une sorte de contradiction : ce mot ne s'applique pas, je m'empresse de le dire, à ses théories. M. Lucien Brun nous a fait avec son talent habituel un tableau de la situation que je ne crois pas exact. Il nous a dit qu'il serait presque disposé à accepter le paragraphe 4, parce que ce paragraphe ne s'applique qu'aux chaudières à vapeur ou aux moteurs mécaniques et que l'inspecteur n'a le droit d'entrer dans l'atelier que pour assurer la sécurité des personnes.

Le seul point qui l'intéresse, c'est celui qui concerne les industries classées par les règlements d'administration publique et par la loi dans la catégorie des industries insalubres, incommodes et dangereuses.

Il fait donc une exception pour ces établissements et en même temps semble dire que le travail n'y est pas le même que dans les ateliers de famille.

Je crois que cela est vrai, et que sous ce rapport l'honorable M. Lucien Brun a raison. Les industries insalubres, incommodes et dangereuses constituent une véritable exception dans les ateliers qu'on peut appeler des ateliers de famille. Si par hasard de pareilles industries sont exercées dans un atelier, par un père de famille et les siens, en dehors de tout concours étranger, cet atelier ne se trouve pas placé dans les conditions indiquées par l'honorable M. Lucien Brun et qui lui ont fourni tout à l'heure un motif pour parler éloquentement de la liberté individuelle et de la liberté du père de famille.

Est-ce que vous admettez, Messieurs, un seul instant que quand il s'agit de matières insalubres, incommodes ou dangereuses, le père de famille exerce son industrie dans son domicile privé, dans sa chambre à coucher, à son foyer, comme le prétendait l'honorable M. Lucien Lebrun? Alors, si l'on en croyait notre collègue, au milieu de la nuit, à toute heure, l'inspecteur pourrait s'introduire dans le domicile privé, au foyer domestique, réveillant femmes, enfants, et troublant toute la famille. Mais, pour une industrie qui comporte des matières dangereuses, insalubres ou incommodes, en vertu d'un règlement d'administration publique et de la loi qui existe à l'heure actuelle, il n'est pas possible d'établir un atelier sans que l'autorité ait donné son assentiment, son autorisation.

Est-ce que, encore une fois, c'est dans la chambre à coucher, dans la salle à manger que s'exercent de telles industries; dans la chambre où vit la famille?

Un sénateur du centre. — Et les buanderies?

M. LUCIEN BRUN. — Et la dessiccation des châtaignes ?

M. LE RAPPORTEUR. — J'entends cette interruption : Et les buanderies ? Mais, Messieurs, nous discutons avec la plus grande sincérité et avec le plus grand désir d'arriver à faire une loi aussi bonne que possible . . .

M. BLAVIER. — Certainement !

M. LE RAPPORTEUR. — Eh bien, les buanderies ne sont pas établies, que je sache, dans des chambres à coucher ni dans des salles à manger. Par conséquent l'argument que j'invoquais tout à l'heure est absolument logique : non, on n'exerce pas une industrie insalubre, incommode ou dangereuse dans le lieu où l'on mange, où l'on couche, où l'on dort; on a évidemment un local spécial pour un pareil travail. (*Marques d'approbation.*)

S'il n'en était pas ainsi, c'est alors que la loi aurait mille fois raison d'être.

Quoi ! vous auriez la prétention d'exercer, sans aucune espèce de surveillance ni de contrôle, sous prétexte que vous êtes père de famille et que vous avez l'autorité paternelle, vous auriez la prétention d'exercer dans votre chambre à coucher ou dans votre salle à manger une industrie insalubre, incommode ou dangereuse, d'y soumettre tous ceux qui vous touchent de près et de les condamner non seulement le jour, mais encore la nuit, à respirer les émanations insalubres provenant de la manipulation des matières dangereuses ?

Mais c'est alors, je le répète, s'il n'y avait véritablement pas d'atelier séparé, que la loi, que la surveillance devraient agir, devraient être exercées avec la plus grande rigueur.

M. BLAVIER. — Mais, Monsieur Tolain, la loi existe.

M. LE RAPPORTEUR. — Non, je vous demande pardon, elle n'existe pas.

M. BLAVIER. — Elle existe parfaitement.

M. LE RAPPORTEUR. — Ne confondons pas. Vous prétendez qu'il y a ici une surveillance, je dis qu'il n'en existe pas. Il y a une surveillance organisée par la loi au point de vue de l'incommode qu'un atelier de ce genre peut faire naître pour les voisins, des dangers qu'il peut leur faire courir; mais pour la protection des hommes ou des enfants occupés dans l'atelier à un travail dangereux, insalubre ou incommode, il n'existe pas de loi jusqu'à présent et les ingénieurs des mines n'ont rien à faire dans cette question. Il n'y a que les inspecteurs du travail qui, ayant entrée dans l'atelier, puissent prescrire les mesures nécessaires et dresser les procès-verbaux.

Ne confondons pas, je le répète; nous ne demandons pas qu'on soumette le père de famille à des obligations rigoureuses, ni qu'on viole le foyer domestique. Y a-t-il véritablement quelqu'un parmi nous pour vouloir un seul instant qu'on s'introduise dans le domicile du père de famille, pour le

simple plaisir d'y exercer une surveillance de police? Mais, enfin, pour qui nous prenez-vous?

Non; ce que nous voulons, c'est donner véritablement, loyalement, sincèrement, des garanties aux enfants contre les entraînements qui peuvent résulter, il faut bien le dire, de la cupidité du père de famille qui, exerçant une industrie insalubre, croit que ceux qui l'entourent, sa femme, ses enfants, peuvent impunément se livrer au même travail.

Vous voulez bien reconnaître que, lorsqu'une industrie est insalubre, il y a lieu de fixer une limite à la puissance du père de famille. Sans cette limite, il y aurait dix fois plus de danger à craindre que dans toute autre circonstance, car l'inspecteur, n'ayant pas le droit d'entrer dans cet atelier, ne pourrait pas constater si l'enfant y est occupé à 6 ans, à 7 ans ou à 8 ans, ni si on lui fait faire douze, quatorze ou seize heures de travail par jour.

L'enfant se trouverait donc ainsi absolument, complètement livré à la discrétion du père.

On a invoqué l'autorité paternelle. Je suis de ceux qui veulent qu'on en tienne compte. L'affection du père, du mari peut évidemment, dans la plupart des cas, remplacer la surveillance; mais vous ne pouvez pas dire qu'elle la remplacera partout; que le père de famille sera toujours disposé à tenir compte des nécessités de l'existence de son enfant, de sa moralité et de toutes les conditions hygiéniques dans lesquelles il doit être placé. Vous savez bien que, pour des intérêts beaucoup moins importants que ceux en ce moment en discussion, vous avez porté atteinte à cette autorité paternelle, que vous l'avez limitée. Nous ne vous demandons pas, dans les cas où le travail n'est ni dangereux, ni insalubre, ni incommode, l'entrée de l'inspecteur dans l'atelier de famille; mais où il y a danger, — c'est l'exception, je le veux bien, — il est nécessaire d'intervenir. (*Marques d'approbation.*)

Messieurs, c'est dans ce cas tout particulier, exceptionnel, où les abus, s'il en existe, peuvent prendre un caractère presque criminel, — et le mot n'est pas trop fort, car un père de famille qui, abusant de l'autorité qu'il a sur ses enfants, les soumettra aux travaux insalubres avant l'âge nécessaire, commettra, selon moi, un véritable crime, — c'est dans ces conditions seulement que nous vous demandons d'intervenir. Par conséquent il ne faut pas prétendre que le foyer de l'ouvrier sera violé. Non, abandonnons ces grands mots, restons dans la réalité des faits et des choses; voyons qu'elle en est la mesure vraie, et, si nous voulons bien comprendre ce que sont les transformations industrielles et quels dangers elles présentent, à raison des situations précaires et difficiles de tous les petits ateliers, nous reconnaitrons qu'il y a une véritable et sérieuse surveillance à imposer à ceux qui exercent de pareilles industries. (*Très bien ! Très bien ! à gauche.*)

M. BLAVIER. — Messieurs, je ne crois pas que le discours de l'honorable rapporteur ait rien détruit de l'éloquente allocution de mon honorable collègue et ami M. Lucien Brun. Aussi je me place à un autre point de vue pour discuter le discours de M. Tolain, et je lui dis : Vous ne connaissez donc pas la loi en discussion, Monsieur Tolain, vous qui êtes rapporteur de la Commission ?

Permettez-moi de lire deux articles qui vont démontrer au Sénat que toute votre argumentation tombe devant le texte de ces articles.

Il est inadmissible, nous avez-vous dit, qu'on puisse, au nom de ces grands principes de l'inviolabilité du domicile et du respect de l'autorité paternelle, défendre au législateur d'interdire à l'enfant tout ou tel travail.

Or, voici ce qu'édictent les articles 12 et 13 du projet qui nous est soumis :

« Art. 12. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique.

« Art. 13. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous des conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs. »

Par conséquent, c'est un règlement d'administration publique qui doit déterminer les catégories de travaux à interdire aux personnes protégées.

M. LE RAPPORTEUR. — Aussi il est fait exception pour l'atelier de famille à l'article 1^{er}.

M. BLAVIER. — Ce sont donc des réglementations d'administration publique qui, avec beaucoup de raison, doivent interdire ces travaux que vous considérez comme insalubres et dangereux.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous admettez que les ateliers de famille où il sera exercé un travail insalubre visé par les articles 12 et 13 seront soumis à toutes les prescriptions de la loi ?

M. BLAVIER. — C'est un règlement d'administration publique qui interviendra.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vous pose la question. Si vous entendez que les articles 12 et 13 sont d'une portée générale, qu'ils embrassent tous les ateliers, y compris les ateliers de famille, nous allons nous mettre d'accord.

M. BLAVIER. — Nous ne serons pas d'accord, parce que, comme l'a dit l'honorable M. Lucien Brun et vous ne l'avez pas contesté, il ne peut y avoir dans les ateliers de famille que des établissements incommodes. Des établissements insalubres, ou dangereux dans le sens de la loi, il n'y en existe pas ; il ne peut pas y en exister.

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'en existe pas aujourd'hui, mais il peut en exister demain.

M. BLAVIER. — Non, il n'en existera pas, parce que le décret du 15 octobre 1810 qui a fait la classification des différents établissements en trois catégories, les établissements dangereux, insalubres et incommodes, édicte que ceux de la première catégorie doivent être éloignés des habitations particulières; que les établissements insalubres ne peuvent être autorisés qu'après enquête, et dans des conditions toutes spéciales. Il ne reste que les établissements incommodes à la portée de ce qu'on nomme la petite industrie et *a fortiori* de l'atelier de famille tel que le définit le paragraphe 3 de l'article 1^{er}, c'est-à-dire composé exclusivement des membres de la famille sous l'autorité du père. Malgré votre affirmation contraire, je vais vous en citer quelques exemples.

Ainsi, je vous demande si une buanderie ne peut pas constituer un petit atelier de famille.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais non !

M. BLAVIER. — Comment, non ! Une mère de famille ne peut pas avoir avec ses filles, dans son domicile, ce qu'on appellera une buanderie ? C'est, me semble-t-il, au contraire, une industrie essentiellement féminine et d'intérieur.

Je trouve dans la classe des industries incommodes celle des cartonnages.

Vous croyez qu'il ne peut pas y avoir d'ateliers de famille faisant du cartonnage ?

Vous croyez qu'une famille ne peut pas, pour utiliser le travail de ses enfants, les employer à la dessiccation et à la conservation des châtaignes ?

Plus loin, la nomenclature porte les teinturiers-dégraisseurs. Est-ce qu'on ne peut pas aussi avec profit exercer cette industrie dans un atelier de famille ? Et la savonnerie ? Et la vacherie ? Et les dépôts de fromages ? (*Exclamations et rires.*)

Oui, Messieurs, les dépôts de fromages sont classés dans les industries incommodes, troisième classe, et, si vous adoptiez la proposition de la Commission, la famille qui se livrerait à cette industrie, assurément inoffensive, serait soumise à toutes les prescriptions de la loi.

Comme le disait tout à l'heure mon honorable ami, M. Lucien Brun, vous assujettiriez alors le père de famille à quoi ? — car il faut bien voir ce que vous demandez et ce que la loi impose, — vous l'assujettiriez à l'obligation de laisser entrer à toute heure de jour et de nuit... (*Interruptions*).

Je vous assure Monsieur Tolain, que la question est très sérieuse...

M. LE RAPPORTEUR. — Je n'ai rien dit.

M. BLAVIER. — Non, mais vous riez.

M. TOLAIN. — Je ris par ce que je vois éternellement revenir cet argument des visites de nuit. Il semble que l'inspecteur doive entrer continuellement dans les établissements et y exercer sa surveillance.

M. BLAVIER. — Je crains qu'en effet les inspecteurs ne fassent pas toujours très complètement le service qui leur est imposé par la loi; et ce n'est pas ce dont je les louerais. . .

M. TOLAIN. — Vous ne les y encouragez pas.

M. BLAVIER. — Si le Parlement fait une loi, c'est vraisemblablement pour qu'elle soit appliquée, et le travail que l'inspecteur devra surtout surveiller, pour entrer dans l'esprit du législateur qui veut assurer la protection de l'enfant, c'est le travail de nuit, pour le lui épargner.

Si donc cet inspecteur, sur le zèle duquel repose complètement l'application utile de la loi, fait son devoir, nécessairement il doit aller à n'importe quelle heure du jour et de la nuit dans les ateliers, pour vérifier ce qui s'y passe.

Et vous voulez qu'il entre ainsi dans l'atelier de famille, puisque vous prétendez soumettre cet atelier à toutes les prescriptions de la loi.

Est-ce possible?

Comme M. Lucien Brun, jamais, pour ma part, je n'y consentirai, et j'espère que le Sénat partagera mon opinion. (*Très bien! très bien! à droite.*)

Quant au dernier paragraphe concernant les ateliers de famille où il est fait usage de moteurs à vapeur, comme M. Lucien Brun je le trouve abusif; mais il ne peut engendrer les mêmes abus. Car, sur ce point, la Commission a modifié le texte de la Chambre, en atténuant les obligations de la loi et en n'autorisant la surveillance que pour assurer les mesures de précaution nécessaires à la sécurité des jeunes travailleurs, pour assurer, par exemple, les enfants contre les dangers que peuvent présenter les engrenages, les courroies et autres organes mécaniques.

Mais une pareille surveillance, si le Sénat la juge nécessaire, ne suppose plus du tout de visites de nuit et n'a plus par suite les graves inconvénients résultant de l'adoption du troisième paragraphe.

Une visite de jour suffira à l'inspecteur pour faire, comme le demande M. Thézard, un rapport, avec plus ou moins de compétence, sur les dangers qui lui paraissent résulter des mauvaises dispositions d'un moteur quelconque d'un atelier de famille, et l'ingénieur des mines pourra être chargé de prescrire les moyens de protection.

Que ce soit l'inspecteur lui-même, s'il est compétent, qui formule ces prescriptions, peu importe, car il résulte du texte amendé par la Commission du Sénat que le jour où l'inspecteur viendra visiter l'atelier, il n'aura pas à se préoccuper des conditions dans lesquelles l'enfant travaille, mais seulement à vérifier si le moteur présente dans ses dispositions des dangers; une pareille visite n'aura pas les inconvénients que j'ai signalés, inconvénients tellement monstrueux que je ne puis, encore une fois, accepter le paragraphe 3, tout en étant disposé par esprit de conciliation à faire des concessions sur le dernier paragraphe. (*Vive approbation à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Blavier, il faut bien préciser. Vous demandez la suppression des paragraphes 3 et 4. Au cours de la dernière séance, vous aviez repris la rédaction de la Chambre jusqu'aux mots « du tuteur ».

M. BLAVIER. — Parfaitement !

M. LE PRÉSIDENT. — Actuellement vous renoncez, implicitement au moins, à la suppression du quatrième paragraphe.

M. BLAVIER. — Je n'y trouve pas le même inconvénient.

M. LE PRÉSIDENT. — Si je vous fais cette observation, c'est qu'il faut que nous soyons bien fixés sur la portée de votre amendement.

M. BLAVIER. — C'est surtout le paragraphe 3 qui soulève d'insurmontables objections.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois vous faire observer, Monsieur le Rapporteur, que le débat va recommencer sur les amendements de MM. Maret et Thézard. Il faut cependant mettre un terme à cette discussion.

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne puis, Monsieur le Président, mettre un terme à mes réponses que quand on mettra un terme aux critiques que les auteurs d'amendements adressent au projet de loi.

Je regrette de m'imposer encore une fois au Sénat ; je serai d'ailleurs aussi bref que possible. J'ai demandé à M. Blavier, — et c'est là une question fort intéressante, — sans entrer dans le fond du débat, s'il acceptait que les articles 12 et 13 eussent une portée générale et régissent aussi bien les établissements privés que les ateliers de famille.

Si M. Blavier me déclare que les articles 12 et 13 ont une portée générale et régissent tous les établissements, quels qu'ils soient, il n'y a plus besoin de discuter.

Mais ce n'est pas cela que veut M. Blavier : il prétend soustraire certains ateliers, quoique dangereux, incommodes et insalubres, à toute espèce de surveillance.

M. BLAVIER. — Oui.

M. LE RAPPORTEUR. — Or, s'il a cité quelques-uns de ces ateliers qui peuvent être en effet considérés comme ne présentant aucun danger, il y en a d'autres qui sont au contraire extrêmement dangereux, ceux, par exemple, où l'on fabrique le celluloid et où des explosions sont toujours à craindre, ceux encore où se fait le tri des chiffons ou autres matières semblables et qui peuvent apporter les germes du croup ou de la fièvre typhoïde.

Voulez-vous accepter cela et admettre que, parce qu'on est père, on aura le droit d'empoisonner sa famille tout entière ! (*Exclamations.*) Vous ne voulez pas qu'on entre dans les ateliers de famille, soit ; vous ne voulez pas que ce soit un inspecteur spécial, bien que l'article 14 indique, au point de vue technique, quels seront dans ce cas l'importance et le rôle de l'inspecteur du travail.

Si vous relisez cet article 14, vous verrez, en effet, quelles sont ses fonctions, quel est son rôle, et à quoi se borne sa mission au point de vue des mesures à prendre. Mais si l'on accepte la prétention de M. Blavier, les ateliers de famille, quelle que soit la profession qui s'y exerce, quels que soient les abus que puissent y perpétrer et y établir le père de famille, seront à tout jamais exemptés de surveillance, quel que soit l'âge des enfants, quelle que soit la durée du travail, quelles que soient les matières traitées.

M. LUCIEN BRUN. — Mais il y a une magistrature qui y veille. Il y a des procès pour mauvais traitements.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous êtes jurisconsulte, monsieur Lucien Brun, et je m'étonne qu'en cette qualité vous parliez ainsi.

Il y a eu des procès pour mauvais traitements, pour coups et violences, mais vous n'en avez jamais vu, entendez-le bien, pour durée prolongée du travail ou pour emploi dans le travail de matières nuisibles.

M. LUCIEN BRUN. — Permettez-moi de vous dire que, comme jurisconsulte, je suis absolument convaincu, pour ma part, que la jurisprudence n'hésiterait pas à mettre au rang des sévices la durée excessive du travail.

M. LE RAPPORTEUR. — « La jurisprudence n'hésiterait pas ». Voilà le mot !

M. LUCIEN BRUN. — Vous me demandez mon avis, comme jurisconsulte; je vous réponds que la jurisprudence considérera comme des sévices et des mauvais traitements l'interdiction faite aux enfants de dormir le temps nécessaire pour leur santé.

M. LE RAPPORTEUR. — M. Lucien Brun vient de dire le mot caractéristique de la situation. Je le mettais en demeure de nous dire s'il y avait des exemples d'une jurisprudence intervenant pour protéger les enfants contre le travail trop prolongé, contre les travaux malsains ou insalubres. M. Lucien Brun répond : Je n'ai pas d'exemple, mais la jurisprudence interviendra.

M. LUCIEN BRUN. — Certainement, mais il y a des exemples.

M. LE RAPPORTEUR. — Je m'arrête sur ce mot; il me suffit, je crois pour prouver qu'il y a nécessité de voter le paragraphe qui vous est en ce moment soumis.

M. BÉRENGER. — Il faudrait au moins supprimer le mot « incommodes ».

Un sénateur au centre. — On ne sait pas ce que cela veut dire.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Messieurs, je voudrais dégager la pensée de la Commission, qui ne m'apparaît pas clairement, même après les explications

de l'honorable rapporteur. Il a posé à M. Lucien Brun cette question : « Admettez-vous que les articles 12 et 13 s'appliquent ou ne s'appliquent pas à tous les ateliers, sans exception, ateliers de famille ou ateliers privés? »

Je crois que ce n'est pas à M. Lucien Brun de le dire, mais à la loi elle-même.

M. LE RAPPEUR. — Eh bien, le projet de loi ne l'a pas dit; il a voulu excepter les ateliers de famille.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Nous sommes d'accord : la loi ne l'a pas dit. Par conséquent, l'article 12 ne s'applique pas aux ateliers de famille; par conséquent aussi, dans les ateliers de famille, on pourra surcharger l'enfant de travail, le faire travailler un nombre d'heures exagéré sans que la loi trouve rien à y redire.

Je vous demande, dès lors, d'être logiques : si l'article 12 ne s'applique pas aux ateliers de famille, en ce qui concerne le temps exagéré de travail, je demande que vous ne l'appliquiez pas davantage aux ateliers insalubres ou incommodes et que vous précisiez la portée du paragraphe 4.

Je préfère, quant à moi, la rédaction de la Chambre des députés à celle de la Commission du Sénat.

La Chambre dit d'une façon formelle :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur. »

Le principe est posé; il est posé d'une façon directe et sans qu'il y ait de confusion possible. Ce texte, adopté par la Chambre, forme le premier paragraphe de l'amendement que je sou mets au Sénat.

J'admets avec vous que l'inspection s'exerce au cas où il y a des moteurs mécaniques, qu'on exige que les engrenages soient mis à l'abri de tout danger pour les enfants; mais restreignez alors également la portée de votre paragraphe 4.

M. LE RAPPEUR. — Et les établissements incommodes ou insalubres?

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Je vais y arriver. Puisque ce n'est pas la durée du travail que vous visez dans le paragraphe 4, mais seulement les manipulations dangereuses, pourquoi ne pas dire alors d'une façon très claire et très nette, comme le porte mon amendement : « Sont exceptés, . . . etc.; néanmoins, si ces établissements sont classés comme dangereux ou insalubres. . . » — je ne tiens pas au mot « incommodes » — l'inspection y sera exercée pour assurer l'exécution des prescriptions de l'article 13. »

Dans ces conditions, votre inspection s'appliquerait exclusivement aux conditions hygiéniques, et non pas à la durée du travail.

M. BLAVIER. — Et elle n'aura pas lieu la nuit.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Je dois, en effet, faire remarquer à l'honorable

M. Lucien Brun que dans ces conditions l'atelier de famille ne sera pas ouvert jour et nuit aux inspecteurs, mais seulement pendant le jour et dans un but bien déterminé : le soin d'assurer les conditions hygiéniques du travail.

M. LE RAPPORTEUR. — Êtes-vous d'accord avec M. Blavier pour cette interprétation ?

M. BLAVIER. — Je serais beaucoup plus d'accord avec M. Petit qu'avec vous, Monsieur le Rapporteur, attendu que sa proposition supprime les inconvénients, que je considère comme majeurs, de votre rédaction ; j'accepterais donc pour ma part, comme extrême limite des concessions possibles, si le Sénat ne veut pas aller plus loin, cette amélioration sensible, à savoir que l'inspection ne puisse pas s'exercer la nuit.

M. BUFFET. — Et qu'elle ne puisse porter que sur la salubrité.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Parfaitement. Je dis : « L'inspection y sera exercée pour assurer l'exécution des prescriptions de l'article 13 », et voici ces prescriptions :

« Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous des conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs. »

Le dernier paragraphe de mon amendement est ainsi conçu :

« De même, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité des personnes conformément à l'article 14. »

M. BLAVIER. — Et je ferais cette concession d'autant plus facilement que la police a le droit de surveillance de tous les établissements seulement incommodes, aux termes du décret du 15 octobre 1810, qui réglemente la matière.

Que ce soit l'inspecteur ou la police qui exerce cette surveillance, je vous avoue que je n'y attache pas grande importance. C'est une concession que je puis faire pour tâcher d'arriver à une solution acceptable de la question si intéressante que nous avons à résoudre.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, si le Sénat veut renvoyer l'amendement à la Commission, je crois qu'il y a un terrain d'entente possible sur l'amendement de M. Petit.

M. BLAVIER. — C'est, en effet, possible. Nous n'avons qu'à voter le renvoi.

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, il me semble qu'on pourrait jeter un peu

plus de lumière sur certaines obscurités du débat. Je rappelle au Sénat que j'avais présenté un contre-projet dont l'article 1^{er} ne contenait que deux paragraphes.

Le second disait simplement ceci :

« Sont exceptés les établissements et ateliers où les membres de la famille sont seuls employés sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur. »

Il me semble que le Sénat a actuellement deux préoccupations, deux désirs : 1^o il veut affranchir les ateliers de famille de l'inquisition de la loi, de la réglementation officielle; et 2^o il veut néanmoins que, dans les ateliers de famille, lorsque le travail sera dangereux ou insalubre, on se soumette aux mesures préventives, aux appareils de protection imposés aux établissements similaires, soit par la loi, soit par des règlements d'administration publique.

Si vous acceptez ma rédaction, celle de ce paragraphe, le premier point est résolu.

Quant au second *desideratum*, il vaudrait mieux en réserver la solution à plus tard alors que, comme le disait M. Frédéric Petit, on examinera les articles 12 et 13. A ce moment-là on prévoit un règlement d'administration publique qui déterminera les conditions d'hygiène, de sécurité, de salubrité à imposer aux patrons des établissements dangereux ou insalubres.

M. LE RAPPORTEUR. — Aux patrons et aux pères de famille.

M. FÉLIX MARTIN. — Eh bien ! à ce moment-là, nous pourrions dire : Par dérogation au paragraphe 2 de l'article 1^{er}, — paragraphe dont je vous ai donné lecture, — ce règlement d'administration publique pourra assujettir à tout ou partie de ces prescriptions les ateliers dits de famille où s'exerceront des manipulations ou des fabrications manifestement insalubres ou dangereuses.

M. BLAVIER. — Voilà la solution.

M. LE RAPPORTEUR. — Non, c'est un ajournement.

M. FÉLIX MARTIN. — Mais nullement ! De cette façon, l'inspecteur viendrait non pas pour prescrire tel ou tel appareil de protection, ce qui n'est ni dans sa compétence, ni dans son rôle, mais pour voir si l'on a établi ceux qui ont été prescrits par la loi ou par règlements d'administration publique.

Les deux paragraphes de la Commission ne peuvent absolument pas être acceptés.

Il y a là une étiquette qui a fait impression sur le Sénat.

L'article porte qu'on n'exemptera pas les ateliers de famille classés comme « établissements dangereux, insalubres et incommodes ». Cette rubrique paraît terrifiante; mais l'honorable M. Blavier a déjà cité plusieurs de ces établissements qui peuvent parfaitement être tenus par des pères ou des tuteurs assistés des seuls membres de la famille, et qui ne sont pas le moins du monde dangereux ou insalubres, au vrai sens du mot. Cela tient à ce que cette classifi-

cation a été faite au point de vue du danger qu'ils peuvent faire courir au voisinage.

Une teinturerie, par exemple, quoique ainsi classée, n'est pas dangereuse pour l'ouvrier; elle ne l'est qu'au point de vue du voisinage, parce qu'elle peut souiller, altérer les eaux des cours d'eau voisins où elle déverse ses résidus.

M. le Commissaire du Gouvernement disait tout à l'heure : Ces établissements sont simplement incommodes ou insalubres, et ils sont classés dans la deuxième ou dans la troisième catégorie.

Je vais vous citer un établissement classé dans la première catégorie, la plus dangereuse.

Dans ma commune, il y a un boucher qui, au lieu de vendre son suif en branches, le fond et le coule dans de petits barils pour le vendre à une usine voisine. On lui a dit poliment un beau jour : Cette opération n'est pas permise à l'intérieur des agglomérations, et on l'a repoussé à trois ou quatre kilomètres de son domicile, en dehors des habitations.

Eh bien, je suis allé voir, pendant les vacances de Pâques, avec précaution, cet établissement dangereux de première classe.

Savez-vous ce que j'ai trouvé dans cet antre terrible ? — Une pièce pour le gardien; puis une autre petite chambre grande à peu près comme la tribune; des murs nus, et, dans un coin, une grosse marmite installée sur un fourneau primitif en briques, surmonté d'un tuyau de poêle de quatre mètres de hauteur environ. Et voilà, Messieurs, un établissement insalubre de la première classe. (*Sourires.*)

Dès lors, si la rédaction de la Commission est adoptée, il faudra que ce brave boucher affiche sur les murs de son atelier le texte de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution; le jour choisi pour le repos hebdomadaire, l'adresse de l'inspecteur, et enfin les heures de travail, des repas et des repos ! . . . Il ne pourra plus travailler avec ses enfants avant 5 heures du matin ou après 9 heures du soir; il sera obligé de mener son fils et sa fille chez le maire pour lui demander des livrets. Il sera obligé de conduire ces enfants à M. le médecin officiel, à ce mandarin que vous instituez par l'article 2, pour lui demander s'ils ont l'aptitude physique nécessaire à fondre ou à couler du suif. Eh bien, tout cela n'est pas seulement ridicule, c'est grotesque. (*Très bien ! à droite et au centre.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Est-ce qu'il s'agit là d'un atelier de famille ? — Vous ne répondez pas à cela.

M. FÉLIX MARTIN. — Mais certainement c'est un atelier de famille, que cette minuscule fonderie de suif !

Ce qui rend absolument vicieux ce paragraphe de la Commission, c'est qu'elle y introduit une classification qui hurle de se trouver dans cette loi, qui constitue un véritable contresens juridique. Cette classification ne peut servir; s'il vous en faut une, dressez-la vous-même, et dites : voilà ce que je considère comme travail dangereux ou insalubre, et voilà les mesures de prévention et de protection que je prescris même pour les ateliers de famille

où s'exercera ce travail; alors tout sera clair et l'inspecteur aura le droit de veiller à l'application des mesures prescrites, mais il devra borner à cet objet sa surveillance et son contrôle.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous admettez donc le principe des articles 12 et 13 ?

M. FÉLIX MARTIN. — Mais assurément! Vous le savez bien, puisque j'ai développé cet amendement devant la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — Quel est alors l'objet de votre observation, puisque nous demandons le renvoi à la Commission ?

M. FÉLIX MARTIN. — C'est qu'il faut que tout cela soit bien spécifié, afin que la Commission ne s'écarte pas des indications du Sénat.

Un mot encore sur le dernier paragraphe qui est non moins défectueux : « Néanmoins, si le travail s'y fait par chaudière à vapeur, etc. . . »

Or, partout où il y a une chaudière à vapeur, il s'agit d'un établissement dangereux, incommode ou insalubre; il en est de même, dans les trois quarts des cas, pour les moteurs mécaniques, car ces moteurs sont actionnés par des forces gazeuses ou autres qui présentent des dangers d'incendie ou d'explosion. Vous ne faites donc que répéter que ce que vous avez dit au paragraphe précédent en provoquant, en outre, de fâcheuses confusions.

Vous dites, pour ce cas : l'inspecteur aura le droit de « prescrire » les mesures à prendre.

Mais cela ne le regarde pas, ce n'est pas un homme technique ni un législateur, il n'a pas de prescriptions à édicter, il doit se borner à s'assurer que les appareils de protection imposés par la loi sont en place et fonctionnent.

Je demande en conséquence au Sénat de vouloir bien renvoyer à la Commission l'amendement de M. Frédéric Petit ou le mien, avec la signification précise que je viens d'indiquer. (*Approbation sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Il faut nous renvoyer les deux amendements.

M. LE PRÉSIDENT. — MM. Frédéric Petit, Blavier et Félix Martin demandent, avec l'assentiment de M. le Rapporteur, le renvoi des divers amendements à la Commission pour qu'elle examine s'il est possible d'arrêter un texte qui donne satisfaction, dans la mesure du possible, aux uns et aux autres.

Il n'y a pas d'opposition ? (*Non ! non.*)

Le renvoi est ordonné.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons à l'article 2 . . .

M. LE RAPPORTEUR. — Il y a encore, sur l'article 1^{er}, un amendement de M. Maret.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous le réservons avec les autres.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est qu'il n'a aucune espèce de concordance ni de relation avec les amendements qui viennent d'être renvoyés à la Commission; il se rattache à un tout autre ordre d'idées.

M. FÉLIX MARTIN. — Il est beaucoup plus général.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne dis pas le contraire; je sais que l'amendement de M. Maret est beaucoup plus général et s'éloigne davantage du texte de la Commission; seulement, il me semblait que, quand la Commission nous aurait présenté un rapport concluant à une transaction qui pourrait être accueillie favorablement par le Sénat, il serait plus facile de s'accorder sur un texte commun et que nous arrivions ainsi à abréger le débat.

Cependant, si l'on insiste et si le Sénat estime qu'il est préférable de procéder immédiatement à la discussion de l'amendement de M. Maret, je suis tout prêt à lui donner la parole. . . . (*Oui! oui!*)

M. LE RAPPORTEUR. — Il me semble que cela vaudrait mieux.

M. MARET. — Messieurs, l'honorable M. Tolain vous disait, il y a quelques jours, que les conditions du travail sont toutes différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient il y a seulement vingt-cinq ans; que l'ouvrier n'approche pour ainsi dire plus le patron; que celui-ci bien souvent n'est plus qu'un être de raison, une collectivité; que l'accession de l'ouvrier au patronat est devenue, pour ainsi dire, impossible.

Ces affirmations sont malheureusement exactes, en grande partie.

Eh bien, il me semble que le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi que vous discutez aurait pour effet d'aggraver encore les conditions du travail, de rendre encore plus difficile l'accession de l'ouvrier au patronat, d'augmenter encore la démoralisation imputable aux grandes agglomérations ouvrières. (*Très bien! à droite.*)

Je veux essayer de le démontrer.

C'est, Messieurs, une vérité banale que les ateliers de famille sont en même temps plus favorables à l'apprenti qui y acquiert plus promptement le savoir professionnel, plus productifs, relativement au moins, pour l'ouvrier qui ne perd pas de temps, qui dépense peu, plus conservateur du bien-être, de la moralité et de la dignité de la famille. (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.*)

Il importe donc au plus haut point de les conserver. Or l'honorable rapporteur constate qu'ils sont en décroissance, et il me paraît certain que si la loi qui vous est proposée est votée telle quelle, elle leur portera le coup mortel.

Ces ateliers, qui n'ont point de capitaux, dont l'outillage est souvent imparfait, souvent arriéré, ne peuvent subsister concurremment avec la grande industrie, que s'ils compensent ces conditions d'infériorité par un travail plus prolongé peut-être, plus dévoué à coup sûr, par l'utilisation des moments libres des membres de la famille, par l'économie des trajets du domicile à l'atelier, par l'économie de toutes les dépenses que comportent ces trajets, dépenses sur lesquelles je ne veux pas insister.

En un mot, ils ne peuvent lutter que s'ils sont libres, s'ils sont exempts des obligations que la loi impose aux grands ateliers; c'est, je crois, l'évidence même.

Or, la plupart des ouvriers travaillant chez eux ont besoin d'un aide.

Le plus souvent, et tout naturellement, cet aide est leur enfant; mais il n'en peut être ainsi pour tous. L'ouvrier peut n'avoir pas d'enfant; il peut n'avoir pas d'enfant qui soit en âge ou en état d'être son aide. S'il prend un étranger, il est soumis à toutes les exigences de la loi; il tombe vis-à-vis des grands ateliers dans un état d'infériorité, irrémédiable cette fois; il est obligé de renoncer au travail à domicile.

Et cependant, n'est-ce pas bien, — non pas d'une façon absolue, il est vrai, — n'est-ce pas bien un atelier de famille que le sien? Il est exploité au domicile de l'ouvrier, sous les yeux de sa femme, dont le mineur employé est bien souvent l'auxiliaire dans les soins du ménage, lorsque le service du métier ne le réclame pas, ce qui est assez fréquent.

Voici donc toute une catégorie d'ouvriers dont l'atelier devra immédiatement se fermer si la loi est adoptée, dont le mince capital sera en partie détruit; car il leur faudra vendre, à vil prix probablement, leur métier, leurs outils, qu'ils ne pourront plus utiliser.

Mais ce n'est pas tout et je soutiens que la loi atteindra à leur tour toutes les autres catégories d'ouvriers travaillant chez eux.

En effet, les conditions d'existence d'une famille ne sont pas immuables.

Un ouvrier est aidé aujourd'hui par son enfant. Mais l'enfant peut mourir; l'enfant peut vouloir faire un autre métier; l'enfant est devenu, avec l'âge, un ouvrier qui a lui-même besoin d'un aide.

Dans tous ces cas, l'atelier de famille devra tomber sous le coup de la loi, ou se fermer, ce qui, pour moi, est tout un. Il ne sera pas possible à celui qui aura perdu son aide par une des circonstances que je viens d'indiquer, ou par d'autres analogues, d'employer même l'enfant d'un camarade, d'un camarade qui en a plusieurs, qui ne peut pas les utiliser tous, et qui voudrait bien cependant ne pas les envoyer à la grande usine. Il ne sera pas possible à celui qui d'aide sera devenu ouvrier de faire marcher dans l'atelier paternel un deuxième métier.

Non, tous deux devront renoncer à leur atelier intérieur, peut-être à quelque recherche utile, ingénieuse, espoir du patronat futur. Car, remarquez-le, Messieurs, elles ne sont pas rares les trouvailles industrielles faites par les ouvriers travaillant chez eux. Mais non, ils iront, eux aussi, grossir la grande usine; ils resteront sous l'impitoyable niveau.

Nulle famille, Messieurs, n'est exempte de modifications dans sa composition. Je puis donc dire qu'à un moment donné tous les ateliers de famille seront soumis à la loi, et, à raison de leur infériorité, forcés de disparaître.

Eh bien, je trouve que cette disposition de la loi, à cause des conséquences qu'elle entraîne, n'est qu'en apparence philanthropique et démocratique, puisqu'elle atteint d'une façon si directe et si grave les intérêts matériels et moraux de ceux qu'elle semble vouloir protéger, des petits et des humbles.

Aussi ai-je cru devoir vous proposer l'amendement que je viens de soutenir devant vous.

La Commission a beaucoup redouté de voir échapper à la loi, sous couleur d'atelier de famille, ce qu'elle appelle le petit atelier; et je trouve la trace de sa préoccupation dans un passage du rapport que je vous demande la permission de vous rappeler.

« Désireux de venir en aide aux petits ateliers dont le nombre diminue chaque jour, plusieurs de nos collègues voulaient étendre la portée des mots « Ateliers de famille » en faisant entrer dans cette catégorie des établissements où quelques enfants, femmes ou compagnons en petit nombre venaient se joindre aux membres de la famille.

« La difficulté de reconnaître, d'après le nombre de personnes étrangères occupées, l'atelier familial d'un véritable atelier industriel, a fait écarter la proposition. On aurait pu adopter le chiffre de plus de vingt ouvriers inscrit dans la loi de 1841, mais alors ce n'était plus en réalité l'atelier de famille, mais bien la petite industrie tout entière qui aurait échappé à la surveillance, etc. . . »

Y a-t-il rien de commun, Messieurs, entre le petit atelier ainsi défini, et celui qui pourrait être organisé conformément à l'amendement que je soutiens? Où sont dans ce dernier ces *femmes* et ces *compagnons* venant se joindre à la famille? Et n'est-il pas évident qu'en l'étendant autant que possible, on ne saurait attendre même la moitié de ce chiffre de vingt ouvriers dont parle le rapport?

Pour toutes ces raisons, je vous prie de vouloir bien accepter l'amendement que j'ai eu l'honneur de vous proposer.

M. BLAVIER. — C'est la protection du petit atelier.

M. LE RAPporteur. — Messieurs, la Commission repousse l'amendement qui vous est présenté par l'honorable M. Maret.

En dehors des raisons qui vous ont été données dans le rapport et qui montrent combien il est difficile de déterminer où commence et où finit l'atelier de famille, quand on y admet des étrangers. . .

M. BLAVIER. — C'est alors le petit atelier.

M. LE RAPporteur. — Permettez, mon cher collègue, M. Maret demande à introduire dans l'atelier de famille tel que nous l'avons défini des aides, des compagnons, des enfants étrangers à la famille.

M. MARET. — Pardon! je n'ai pas parlé de compagnons.

M. LE RAPporteur. — Vous n'avez pas parlé de compagnons, soit; mais il est question dans votre amendement de collaborateurs étrangers à la famille, quels qu'ils soient...

M. MARET. — J'ai dit : « des aides ou des apprentis ».

M. LE RAPPORTEUR. — Des aides ou des apprentis? Eh bien, voulez-vous, mon cher collègue, me définir ce que c'est qu'un aide? Un apprenti, je sais bien ce que c'est, mais j'ignore ce que c'est qu'un aide.

M. MARET. — Un aide, c'est celui qui fait des travaux pour lesquels il n'y a pas besoin de savoir professionnel, qui peuvent être confiés à un manœuvre quelconque.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est là votre définition, mais je mets en fait que personne ici ne peut dire au juste ce que c'est qu'un aide. On peut avoir un aide qui vous soit inférieur comme valeur professionnelle, de même qu'on peut être plus capable que son aide.

M. MARET. — L'aide n'a jamais la valeur de l'ouvrier qu'il aide.

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'a pas le même salaire que le patron, c'est évident; il ne touche pas les bénéfices que peut recueillir le patron; mais cela ne veut pas dire qu'au point de vue professionnel, l'aide soit moins capable que le patron. Certainement il n'est pas dans votre pensée qu'un ouvrier, quand il aura obtenu une sorte de brevet professionnel, ne pourra plus servir d'aide dans un atelier de famille.

Quoi qu'il en soit, l'honorable M. Maret demande que dans un atelier, soi-disant de famille, on puisse introduire un certain nombre d'enfants ou d'ouvriers qu'il appelle « aides », pour n'avoir pas à préciser, travaillant en collaboration avec le chef de famille. Il demande que l'atelier de famille puisse s'augmenter, dans des proportions qu'il ne détermine pas, d'étrangers qui échapperont ainsi à toute espèce de surveillance.

J'ai de nombreuses observations à faire à cela. M. Maret prétend que dans ces petits ateliers de famille les enfants trouvent le milieu le plus favorable au point de vue de l'apprentissage professionnel. C'est le contraire absolu de la vérité. A l'heure présente, à mesure que l'atelier diminue d'importance, qu'il se spécialise, l'enfant qui y est occupé ne peut plus faire de véritable apprentissage, à moins qu'il ne s'agisse d'un de ces métiers d'art industriel où les ouvriers sont presque des artistes.

Messieurs, c'est justement parce que l'atelier de famille se spécialise, parce qu'on n'y exerce qu'une sorte de façon de la matière, que l'enfant n'y devient pas un véritable apprenti; il y reste un aide et un manœuvre. Malheureusement, je dois bien reconnaître, bien que je n'aie aucune préférence pour les grands ateliers et pour les grandes usines, qu'actuellement c'est seulement dans les manufactures importantes que les enfants, à cause du nombre de spécialités qui y sont groupées, peuvent acquérir une connaissance à peu près générale du métier.

On croit plaider la cause de ces petits ateliers en faisant valoir l'insuffisance de leur outillage. Mais c'est justement leur mauvais outillage qui, dans la lutte commerciale, rendant la situation des chefs de ces petits ateliers plus difficile que celle des grands industriels, les entraîne à abuser tout naturellement de ceux qu'ils emploient. Par conséquent, les abus y sont plus criants et, par la force même des choses, plus fréquents qu'ailleurs.

Messieurs, quelle est la raison dominante qui vous a fait exempter de la surveillance l'atelier de famille? Vous avez dit : « L'affection du père de famille pour ses enfants sera un frein suffisant pour l'empêcher d'abuser de leurs forces. »

Nous avons admis cette raison. Mais, quand, à côté des siens, le chef de famille emploiera des étrangers, hommes ou enfants, ce motif de soustraire à la surveillance l'atelier n'existera plus. Vous ne pouvez prétendre, en effet, que ce père de famille étendra son affection sur tous les gens qui travailleront avec lui, qu'il les protège, qu'il remplace, à leur égard, les inspecteurs du travail, qu'il exécute la loi à la lettre, si rien ne l'y oblige. Pourquoi donc ne leur imposerait-il pas des heures de travail en dehors des heures réglementaires? Pourquoi n'emploierait-il pas les enfants en dehors de l'âge déterminé par la loi? Il ne sera plus retenu par l'affection paternelle, et dès lors la nécessité de l'inspection s'impose. Elle s'impose d'autant plus que toutes les difficultés signalées par M. Maret : mauvais outillage, difficultés de lutter contre la concurrence, entraîneront les patrons de ces petits ateliers à commettre des abus plus criants et plus nombreux que dans les grands ateliers.

Il s'agit de savoir si le projet actuel a pour but de protéger les femmes, les enfants et les travailleurs ou de donner plus de facilités aux patrons, petits ou grands.

C'est pour protéger les faibles qu'il est fait; s'il en est ainsi, vous devez reconnaître que si petit que soit le chef d'une industrie, ce n'est pas lui qu'il est intéressant de protéger, c'est l'enfant étranger à la famille. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble qu'il serait logique de renvoyer également à la Commission l'amendement de M. Maret. (*Assentiment.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Parfaitement, Monsieur le Président. On pourrait même lui renvoyer encore l'amendement de M. Thézard qui peut se concilier avec celui de M. Félix Martin.

M. LE COMTE DE CALLAC. — Je voudrais faire une observation de simple rédaction sur l'amendement de M. Thézard.

Je lis dans cet amendement ceci :

« ... si les conditions d'installation paraissent présenter quelque danger pour la sécurité des personnes protégées par la présente loi, l'inspecteur en fera rapport aux ingénieurs, chargés par la loi de la surveillance des machines, qui devront prescrire les mesures nécessaires pour assurer cette sécurité ».

Je ne crois pas que l'inspecteur spécial nommé en vertu de la loi puisse obliger MM. les ingénieurs des mines à prescrire quelque chose, parce qu'il est très possible que l'ingénieur des mines ne reconnaisse pas la nécessité de faire une modification.

Je ferai ensuite observer que les ingénieurs des mines n'ont rien à pres-

crire ; ils ne sont pas dépositaires de l'autorité publique et ne peuvent que faire des propositions au préfet. C'est toujours le préfet ou le maire, en un mot, le dépositaire de l'autorité publique qui fait des prescriptions.

M. BLAVIER. — C'est une question de rédaction.

M. THÉZARD. — Messieurs, j'ai été touché d'une observation qui a été faite à la dernière séance par l'honorable M. Blavier.

Il nous a dit : Mais en ce qui concerne les mesures qui peuvent être prescrites pour assurer la sécurité, la loi y pourvoit déjà. Les machines sont soumises à la surveillance des ingénieurs des mines ou des agents placés sous leurs ordres qui prescriront toutes les mesures nécessaires.

M. BLAVIER. — Par l'intermédiaire du préfet.

M. THÉZARD. -- Par l'intermédiaire du préfet, bien entendu. Mais, en somme, ce seront les ingénieurs des mines qui feront le rapport qui préparera la décision, parce qu'eux seuls ont la compétence voulue. Il m'avait semblé qu'en effet les inspecteurs du travail pouvaient être incompetents. . .

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une erreur. (*Bruit.*)

M. THÉZARD. — . . . Vous n'exigerez pas qu'un inspecteur du travail des enfants et des femmes dans les manufactures, qui peut même être une inspectrice, ait toutes les connaissances techniques d'un ingénieur, la nature de sa mission et les conditions de concours et de nomination telles qu'elles sont établies pour l'avenir par le projet de loi ne l'implique pas davantage. Il pourra bien voir que telle ou telle mesure n'a pas été observée, reconnaître qu'un danger existe ; mais quand il s'agira de prescrire ou pour parler plus exactement d'indiquer dans un rapport la mesure qui sera nécessaire pour obvier à ce danger dans l'avenir, de préciser les précautions à prendre pour empêcher le contact avec les transmissions, les engrenages, par exemple, votre inspecteur pourra se tromper, prendre des mesures inefficaces ou nuisibles au mécanisme et qui feront sourire l'ingénieur des mines lorsque celui-ci viendra faire son inspection à son point de vue particulier.

Alors vous aurez ou bien une cause de conflit et de récriminations, ou bien, au contraire, une cause d'abstention possible de la part de l'inspecteur qui ne voudra pas soulever un conflit. Voilà pourquoi, voulant combiner ces deux compétences spéciales, celle de l'inspecteur du travail qui est chargé d'examiner les choses au point de vue de la sécurité des personnes protégées, au point de vue des précautions spéciales pour les enfants, et celle de l'ingénieur qui, lui, n'examine en principe les choses que d'une façon plus générale, au point de vue du danger de la machine en elle-même, abstraction faite des personnes qui doivent y être employées, j'ai dit : L'inspecteur du travail qui aura constaté un danger devra faire un rapport à l'ingénieur ou au préfet qui le transmettra aux ingénieurs, et ces derniers devront prescrire ou, si vous aimez mieux, indiquer dans le rapport au préfet les

mesures nécessaires. J'ai mis « devront prescrire » et non « pourront prescrire », pour répondre ainsi aux critiques qui étaient adressées sur ce point au projet de loi. L'inspecteur du travail, d'après le projet, a le droit, la faculté de prescrire ; mais s'il se sent incompétent ou s'il reconnaît qu'il n'a pas une compétence suffisante, du moment que c'est une simple faculté, il pourra ne rien faire.

L'ingénieur au contraire devra prescrire. Ici je me trouve en présence de l'objection qu'on faisait tout à l'heure : « Et si il n'y a rien à faire ! » S'il n'y a rien à faire, l'ingénieur ne fera rien ; car je retiens son obligation à prescrire les mesures nécessaires pour pourvoir à cette sécurité (celle des enfants). Si elle déjà est assurée, il est bien clair qu'il n'aura rien à prescrire ; mais il aura dû examiner et décider.

Voilà le sens très simple de mon amendement, où je remplace très volontiers le mot « prescrire » par le mot « indiquer ».

J'espère que la Commission acceptera cet amendement qui, donnant à chacun son rôle et sa responsabilité, rend plus efficace et plus pratique la protection de l'enfance qui nous préoccupe tous. (*Très bien ! sur divers bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission accepte volontiers le renvoi de l'amendement de l'honorable M. Thézard, mais elle n'en accepte pas le principe et voici pourquoi : c'est que M. Thézard croit que les inspecteurs du travail, non seulement ceux qui seront nommés en vertu de la loi que nous discutons, mais ceux qui sont aujourd'hui en fonction, sont absolument incompétents et ignorants de toutes les questions. . .

M. THÉZARD. — J'ai dit simplement qu'ils peuvent n'être pas absolument compétents.

M. LE RAPPORTEUR. — Je le veux bien : ces inspecteurs peuvent donc, selon vous, n'être pas absolument compétents et, par conséquent, il peut y avoir lieu d'en référer à l'ingénieur des mines.

Voici ma réponse : Si l'honorable M. Thézard avait bien voulu lire l'article 17 de la loi de 1874, il aurait vu dans quelles conditions sont nommés les inspecteurs, lesquels, en raison de ces conditions qu'ils doivent remplir, ne peuvent être que des hommes absolument techniques. Il aurait pu se convaincre que, lorsque nous demandons qu'on leur donne les pouvoirs que leur confère l'article 14, le Sénat ne peut avoir aucune crainte ou aucun doute sur la capacité et la compétence des inspecteurs qui seront ainsi nommés.

Et maintenant que disait l'article 17 ? Voici dans quels termes il est conçu :

« Seront admissibles aux fonctions d'inspecteur les candidats qui justifieront du titre d'ingénieur de l'État ou d'un diplôme d'ingénieur civil, ainsi que les élèves diplômés de l'école des arts et manufactures et de l'école des mines. — Seront également admissibles ceux qui auront déjà rempli, pen-

dant trois ans au moins, les fonctions d'inspecteur du travail des enfants ou qui justifieront avoir dirigé ou surveillé pendant cinq ans des établissements industriels occupant cent ouvriers au moins.»

C'est dans ces catégories que les inspecteurs du travail pouvaient être choisis. Leurs demandes étaient examinées par la Commission supérieure; elles étaient classées en premier, en deuxième ou en troisième ordre, et c'était sur ce classement que le Ministre choisissait. Est-ce que vous croyez que ceux-là n'étaient pas compétents pour prescrire, sans avoir besoin d'en appeler aux ingénieurs des mines ou aux préfets, et sans qu'on crée toutes ces difficultés de correspondance, de paperasserie et de formalités de toutes sortes, où il fallait mettre une courroie plus haut ou plus de côté, pour faire couvrir un engrenage ou faire boucher une trappe, pour ordonner, en un mot, toutes les mesures qui sont des mesures ordinaires, car l'article 14, qui fait le fond du projet de loi qui vous est soumis, ne leur donne pas d'autres pouvoirs.

L'article 14 porte :

« Les établissements visés dans l'article 1^{er} et leurs dépendances doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés et ventilés. »

Il n'y a pas besoin d'être ingénieur des mines pour exercer cette surveillance, et les inspecteurs du travail sont bien compétents pour savoir si les ateliers se trouvent dans les conditions prescrites.

M. THÉZARD. — Est-ce que les inspectrices départementales sont dans la même situation ?

M. LE RAPPEUR. — Nous parlerons tout à l'heure, Monsieur Thézard, des inspectrices départementales.

L'article 14 continue :

« Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

« Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés. »

Voilà quel est le rôle des inspecteurs au point de vue des mesures à prendre et des prescriptions à indiquer aux industriels.

Je viens de vous dire quelles étaient les conditions exigées pour être nommé inspecteur du travail; je crois que vous reconnaîtrez que ces inspecteurs sont compétents et que, par suite, il n'y a pas besoin d'en référer ni au préfet ni à l'ingénieur des mines, ce qui exigerait six mois au moins avant que telle prescription pût être exécutée. Il pourrait se produire trois, quatre, je ne sais combien d'accidents, avant que toutes les formalités administratives aient été accomplies et aient permis de résoudre la question.

M. Thézard dit : « Mais les inspectrices ! » Messieurs, les inspectrices ne vont pas dans les ateliers où il y a des courroies, des engrenages, des puits et des trappes ; les inspectrices du travail sont faites, ainsi que l'indique leur nom, pour inspecter et surveiller les ateliers de couture, les ateliers de mode, les ateliers de brochage, tous ceux par conséquent, où il n'y a aucune de ces difficultés techniques qui peuvent nécessiter la présence d'un ingénieur.

Nous acceptons, je le répète, le renvoi de l'amendement de M. Thézard, bien que nous en repoussions le principe. J'espère que nous pourrions nous entendre avec lui ; mais il ne faut pas que le Sénat pense que la Commission accepte en principe la distinction telle que la présente, en ce moment, l'honorable auteur de l'amendement.

Dans les conditions, en effet, où les inspecteurs du travail sont nommés aujourd'hui, ils sont absolument compétents, et à toutes les conditions exigées par le projet de loi qui vous est soumis va s'ajouter, formulé par la Commission supérieure, un programme d'examen et de concours. Toutes les conditions de compétence et de capacité des inspecteurs du travail vous sont donc assurées dans l'avenir et vous conviendrez qu'il est inutile d'exiger, dans ces conditions, des formalités telles que le recours au préfet et à l'ingénieur des mines. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement est renvoyé à la Commission sans qu'il y ait rien de préjugé.

Je poursuis la lecture de l'article 2 :

« Aucun enfant âgé de moins de 16 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles.

« Les inspecteurs du travail pourront requérir un nouvel examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans, déjà admis dans les établissements susvisés. Ils auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme de l'un des médecins chargés de la surveillance des enfants du premier âge ou de l'inspection des écoles, si l'état physique n'est plus en rapport avec le travail dont ils les trouveront chargés.

« Un règlement d'administration publique décidera quels sont les médecins, non prévus au paragraphe 3, qui pourront être, en outre, autorisés à délivrer les certificats d'aptitude physique.

« Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance, visés à l'article 1^{er} et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, le travail manuel pour les enfants âgés de moins de 13 ans ou pour les enfants âgés de 12 ans, munis du certificat d'études primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour. »

Il y a, sur cet article, deux amendements de M. Blavier : l'un, sur le paragraphe 3, l'autre sur le paragraphe 4.

M. BLAVIER. — Messieurs, l'amendement que j'ai l'honneur de soumettre au Sénat consiste à remplacer dans le paragraphe 3, « aucun enfant âgé de

moins de 16 ans ne pourra être admis au travail, etc. », les mots « 16 ans » par « 13 ans » . . . D'où découlera comme conséquence la suppression du paragraphe 4, ainsi conçu : « les inspecteurs du travail pourront requérir un nouvel examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans . . . »

Messieurs, la justification de mon amendement est fort simple, car il ne fait que reprendre le texte que le Sénat avait adopté lors de la discussion du projet de loi qui a été renvoyé à la Chambre des députés; et il me suffira de lui rappeler les considérations décisives par lesquelles l'honorable rapporteur, M. Charles Ferry, avait entraîné le vote de la haute Assemblée.

Mais, permettez-moi également, pour mieux éclairer le débat, de citer ce qui a été écrit dans les rapports successifs de la Chambre des députés sur cette question du certificat d'aptitude physique exigé des enfants jusqu'à 16 ans pour les autoriser à travailler dans un atelier.

Cette prescription est une innovation complète; la loi de 1874 n'en avait pas parlé non plus que le Gouvernement dans son projet de 1846, non plus enfin que la Commission supérieure établie par la loi de 1874 dans le travail préparatoire que lui avait demandé le Ministre.

Voici comment la justifiait, au nom de la Commission de la Chambre, le rapporteur, M. Waddington, dans son rapport du 13 décembre 1889 :

« La fixation de l'âge d'admission à 13 ans suffit-elle comme condition unique de l'emploi des enfants pendant la journée entière de travail? Nous ne le pensons pas. Sans doute des articles subséquents du projet interdisent l'emploi des enfants à des travaux présentant des causes de dangers ou excédant leurs forces; sans doute l'entrée des ateliers considérés comme insalubres leur est interdite; mais, à côté de ces mesures spéciales, n'y a-t-il pas d'autres dispositions protectrices à prendre? Les lois anglaise, danoise, suédoise et italienne exigent pour l'admission des enfants dans les usines la présentation d'un certificat d'aptitude physique. M. de Mun a, dans son projet, mis en avant une proposition similaire. »

A coup sûr, l'autorité de M. de Mun a une certaine valeur, mais elle ne me paraît pas suffisante.

« Nous vous proposons d'accepter une mesure analogue. Le développement physique du jeune homme varie selon les individus; tel enfant à l'âge de 13 ans sera beaucoup plus fort, beaucoup plus capable de supporter la fatigue que son camarade plus âgé; tout à fait apte à un travail qui n'exige pas un grand déploiement de forces, il ne pourrait être employé dans certaines industries d'ailleurs parfaitement salubres, sans danger pour sa santé et sa croissance ultérieure. Les certificats ainsi institués seraient délivrés soit par les médecins chargés de la surveillance du premier âge, soit par les médecins inspecteurs des écoles. L'examen physique porterait sur les enfants jusqu'à l'âge de 16 ans; le certificat serait délivré à titre gratuit. »

Telles sont les raisons développées par l'honorable M. Waddington et qui ont entraîné le vote de la Chambre des députés puisque, dans son premier projet, cette dernière avait adopté la prescription qu'aucun enfant âgé de moins de 16 ans ne pouvait être admis dans les ateliers sans être muni d'un certificat d'aptitude physique.

Permettez-moi, maintenant, de vous lire ce que M. Charles Ferry, quand nous avons discuté le projet de loi de la Chambre, a opposé aux arguments de M. Waddington.

Vous jugerez ensuite.

« Si, dans un intérêt supérieur, la loi peut reculer jusqu'à 13 ans l'âge où il est permis à l'enfant de travailler pour soulager sa famille, elle ne doit pas imposer à cette dernière des sacrifices indéfinis, elle ne doit pas, de peur de fatiguer l'enfant par un travail précoce, l'exposer à subir des privations qui l'exténueraient, elle ne doit pas par une sorte de subterfuge reculer cette date davantage encore, jusqu'à l'âge de 16 ans, elle ne doit pas surtout subordonner à l'arbitraire d'un médecin unique l'exercice du droit primordial de travailler pour vivre. »

Qui ne gagne pas, ne mange pas.

Je continue la citation :

« Aussi votre Commission a-t-elle été unanime à rejeter une innovation singulière qui s'était glissée dans le projet de loi et dont on ne trouve aucune trace dans le texte sorti des délibérations de la Commission supérieure et présenté à la Chambre des députés par le Gouvernement. Car c'est là une observation que je n'avais pas faite. Dans le projet du Gouvernement, rien de tout cela n'existait.

« Il s'agissait d'établir pour tous les enfants âgés de 13 ans une sorte de revision analogue à celle qui suit les opérations de la conscription militaire. Tout enfant qui n'aurait pas obtenu un certificat médical d'un des médecins chargés de la surveillance des enfants du premier âge serait exclu jusqu'à l'âge de 16 ans de toute usine, atelier ou chantier. Comme après 13 ans l'enfant n'est plus reçu à l'école primaire, il serait de 13 à 16 ans condamné au vagabondage et peut-être à la misère. Votre Commission n'a consenti à faire intervenir l'examen médical que pour les rares enfants qui obtiennent dès l'âge de 12 ans le certificat d'études primaires et qui ne peuvent plus rester sur les bancs de l'école. Cette innovation ne se trouve pas dans le texte rédigé par la Commission supérieure. »

Voilà les raisons opposées par M. Charles Ferry, et je suppose que vous en avez compris toute l'importance. C'est alors que vous avez adopté la proposition reproduite par mon amendement, c'est-à-dire que, jusqu'à l'âge de 13 ans, le certificat d'études ne suffira pas pour permettre à un enfant de travailler. Et cela se comprend. Dans ces limites de 12 à 13 ans ce n'est que par exception que l'enfant ayant obtenu un certificat d'instruction primaire peut être admis dans les ateliers.

Il est juste de reconnaître que ce certificat d'instruction primaire n'est pas suffisant quand l'enfant n'a pas atteint l'âge normal du travail, fixé à 13 ans, pour lui ouvrir l'entrée des ateliers, et je comprends que le Sénat, adoptant les conclusions de la Commission, ait exigé que le certificat d'instruction primaire fût accompagné d'un certificat d'aptitude physique.

Je cherche maintenant dans le deuxième rapport de l'honorable M. Waddington à la Chambre les réponses faites aux observations si topiques de l'honorable M. Charles Ferry, pour repousser la solution si sage adoptée par

le Sénat, et j'y trouve, quoi? la reproduction littérale des considérations développées dans son rapport, que j'ai eu l'honneur de vous lire tout à l'heure; avec toutefois cette simple addition :

« Nous vous proposons, conformément au vote de la Chambre, d'étendre jusqu'à 16 ans l'application de ce certificat qui, d'après le vote du Sénat, ne serait appliqué qu'aux enfants âgés de moins de 13 ans. »

J'avoue que cette réponse de M. Waddington me paraît totalement insuffisante, et je viens demander au Sénat de maintenir son ancienne rédaction, que reproduit, je le répète, mon amendement.

Je le fais avec d'autant plus de confiance que le Sénat avait pris sa résolution sans hésitation, pour se conformer à l'opinion de la Commission qui s'était montrée unanime pour écarter une innovation dont elle signalait les périls.

J'ajoute, pour terminer, qu'en exigeant de tous les enfants un certificat préalable d'aptitude physique au travail, en subordonnant leur droit de travailler au seul jugement de l'agent de l'État, vous ne tiendriez pas compte suffisamment du père ou de la mère de famille, qui, connaissant leurs enfants mieux que personne, sont les meilleurs juges de leurs aptitudes à tel ou tel travail déterminé. Ce sont les paroles que l'honorable évêque d'Angers a prononcées à la Chambre et que je répète avec satisfaction comme la conclusion toute naturelle de ma discussion (*Très bien! très bien! à droite*).

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la différence qui existe entre l'opinion de M. Blavier et celle qui a décidé le vote de la Chambre des députés est celle-ci : M. Blavier dit : A partir du jour où l'enfant a obtenu un certificat d'aptitude physique, il est désormais apte à tout travail, sans que personne puisse intervenir pour déclarer qu'on abuse de ses forces.

La Commission de la Chambre des députés, tout en reconnaissant que le certificat d'aptitude était nécessaire pour l'entrée à l'atelier, a cru que de 13 à 16 ans, non seulement pour les garçons, mais encore et plus particulièrement pour les filles, il y avait une période critique qui faisait que peut-être tel ou tel travail pouvait devenir dangereux pour l'un ou l'autre de ces enfants.

Elle n'a point voulu leur interdire le travail, mais, dans le cas où l'inspecteur se trouverait en présence d'enfants chargés d'un travail au-dessus de leurs forces, il pourrait, non pas mettre ces enfants à la porte de l'atelier, supprimer leur droit au travail, mais réclamer un nouveau certificat d'aptitude physique émanant d'un médecin indiqué par le règlement d'administration publique, afin de savoir si le travail dont ils étaient chargés n'était pas nuisible à leur santé et de leur obtenir, dans ce cas, un autre genre d'occupation.

Voilà, Messieurs, quel était le sentiment de la Chambre des députés. C'est aussi celui qui a engagé la Commission du Sénat à accepter la possibilité pour l'inspecteur du travail de demander à nouveau un certificat d'aptitude physique. Je n'ai donc pas besoin d'insister sur le caractère de la proposition qui vous est soumise. Je crois qu'il n'y a aucune espèce d'inconvénient à

accorder à un inspecteur du travail le droit de requérir un nouveau certificat.

Au centre et à droite. — Ce n'est pas la question.

M. BLAVIER. — Il y a deux choses à considérer; vous ne regardez, Monsieur le Rapporteur, qu'une partie de la question.

Aucun enfant âgé de moins de 13 ans ne pourra être admis au travail, à moins qu'il ne soit muni du certificat d'aptitude physique, que j'admets, moi, jusqu'à l'âge de 13 ans, mais pas jusqu'à celui de 16 ans, comme le propose la Commission. De plus, comme conséquence évidente, suivant moi, du changement ainsi introduit dans le troisième paragraphe, je repousse le paragraphe suivant.

En cela, je suis d'accord avec M. Charles Ferry et avec le vote antérieur du Sénat, qui a rejeté l'obligation, imposée à l'enfant, de produire à son patron le certificat d'aptitude physique après l'âge de 13 ans.

M. LE RAPPORTEUR. — Je viens d'essayer de faire comprendre au Sénat — je lui demande pardon si je n'y ai pas réussi — quelle était la différence entre ce que vous demandiez et ce qu'avait voulu la Chambre des députés.

La Chambre des députés a voulu que l'on ne puisse pas entrer dans l'industrie à l'âge de 12 ou de 13 ans sans un certificat d'aptitude physique.

M. BLAVIER. — Et jusqu'à l'âge de 16 ans.

M. LE RAPPORTEUR. — 13 ans.

M. BLAVIER. — Non, à 16 ans. C'est sur ce point que nous ne sommes pas d'accord.

Voici du reste le texte de la Chambre : « Aucun enfant de moins de 16 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés. . . »

La Chambre n'a donc pas dit : 13 ans, comme je le demande.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Blavier demande que le certificat d'aptitude physique soit exigé seulement jusqu'à 13 ans.

M. BLAVIER. — Comme le Sénat l'avait accepté.

M. LE RAPPORTEUR. — Je crois que le certificat d'aptitude physique est exigible à 13 ans quand on entre dans une usine.

Un sénateur. — A 16 ans.

M. BLAVIER. — Pardon, Monsieur le Rapporteur, nous faisons une discussion de bonne foi : entendons-nous bien.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est précisément parce que nous faisons une discussion de bonne foi que je pose ainsi la question : entendez-vous que l'enfant de 12 ou de 13 ans, muni du certificat d'études primaires, qui demandera à entrer dans une usine, ne puisse y être admis qu'avec un certificat d'aptitude physique ?

M. BLAVIER. — Parfaitement ! c'est ce que le Sénat a voté.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est ce que vous demandez ? La Chambre a voulu quelque chose de plus : elle ne l'a peut-être pas dit d'une manière suffisamment claire.

M. BLAVIER. — Mais pardon ! elle a demandé que le certificat d'aptitude physique fût produit jusqu'à l'âge de 16 ans.

M. LE RAPPORTEUR. — Qu'a prescrit la Chambre des députés ? Qu'après que l'enfant sera entré dans une usine à 13 ans, il puisse être encore soumis à un nouvel examen portant sur l'aptitude physique. (*Interruptions*).

La Chambre dit : « Aucun enfant âgé de moins de 16 ans, etc. »

M. DEMÔLE. — M. Blavier veut qu'on dise : « âgé de moins de 13 ans ».

M. LE PRÉSIDENT. — Le certificat d'aptitude ne serait nécessaire que pour l'enfant âgé de 13 ans seulement.

M. LE RAPPORTEUR. — Je comprends très bien qu'il y a dans le texte de la Chambre des députés quelque chose qui amène une certaine confusion dans la discussion.

M. BÉRENGER. — C'est très clair.

M. LE RAPPORTEUR. — Quel est le sens du paragraphe ? C'est que jusqu'à 16 ans le certificat d'aptitude physique pourra être exigé.

M. BLAVIER. — Il est exigible.

M. LE RAPPORTEUR. — Il est exigible pour entrer dans l'atelier ; et, de plus, pour celui qui y est entré à 13 ans, un nouveau certificat pourra plus tard être demandé par l'inspecteur.

M. BLAVIER. — Oui, pour tous ceux qui sont déjà entrés à l'atelier.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous demandez, en un mot, qu'à partir de 13 ans le certificat d'aptitude physique ne soit plus exigé ?

M. BLAVIER. — C'est bien cela.

M. LE RAPPORTEUR. — Et vous demandez en même temps la suppression du paragraphe 4.

M. BLAVIER. — C'est la conséquence de ma proposition.

M. LE RAPPORTEUR. — Voilà donc la question nettement posée. Elle est très simple.

Avec la proposition de M. Blavier, dans le cas où un enfant entrerait à l'atelier à 13 ans avec un certificat d'aptitude physique et serait trouvé, par l'inspecteur, chargé d'un travail au-dessus de celui que ses forces physiques lui permettent de remplir, l'inspecteur n'aurait pas le droit de demander un nouvel examen de l'enfant.

M. FÉLIX MARTIN. — Si l'article 12 prévoit ce cas.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous n'en sommes pas à l'article 12.

La Commission croit qu'il n'y a aucune espèce d'inconvénient et de danger à demander à un médecin désigné par un règlement d'administration publique, non seulement de délivrer à l'enfant, depuis l'âge de 13 jusqu'à celui de 16 ans, le certificat d'aptitude physique pour entrer dans l'atelier, mais encore à autoriser l'inspecteur du travail à exiger ou à réclamer un nouveau certificat d'aptitude physique, s'il trouve l'enfant chargé d'un travail au-dessus de ses forces et pouvant compromettre sa santé. (*Très bien ! à gauche. — Aux voix ! aux voix !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais consulter le Sénat sur les deux premiers paragraphes de l'article 2, sur lesquels il n'y a pas de difficulté.

(Les deux premiers paragraphes, mis aux voix, sont adoptés.)

Je mets aux voix, en réservant la mention relative à l'âge, le troisième paragraphe.

(Le troisième paragraphe, mis aux voix sous cette réserve, est adopté.)

Je consulte le Sénat sur l'amendement de M. Blavier, qui réduit à 13 ans le chiffre de 16 ans porté par ce paragraphe.

(L'amendement est adopté.)

En conséquence, le paragraphe 3 est conçu en ces termes :

« Aucun enfant âgé de moins de 13 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles. »

Quant au paragraphe 4...

M. BLAVIER. — Il est supprimé; c'est la conséquence du vote qui vient d'avoir lieu.

M. JEAN MACÉ. — Pardon, il n'y a pas besoin du tout de supprimer le paragraphe 4; il suffit d'en enlever un mot et de dire :

« Les inspecteurs du travail pourront requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans, » au lieu de « un nouvel examen ».

Il peut arriver, en effet, qu'un inspecteur ait sous les yeux un enfant de 13 à 16 ans qui ne puisse pas supporter le travail qu'on lui fait faire; il faut dans ce cas que cet enfant puisse être soumis à un examen médical.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a dans le projet de loi, Monsieur Jean Macé, un article qui semble vous donner satisfaction; c'est l'article 12 qui est ainsi conçu :

« Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique. »

M. BLAVIER. — Messieurs, si vous adoptiez la proposition de notre honorable collègue, vous arriveriez à cette conséquence beaucoup plus redoutable que ne l'était la rédaction primitive qu'on vous proposait, puisque ce ne serait plus un examen général de tous les enfants présentant, par cela même qu'il serait général, des garanties sérieuses d'impartialité. Vous introduiriez dans chaque atelier le bon plaisir d'un médecin pour enlever le travail à un enfant en le faisant expulser de son atelier. Je ne puis admettre une semblable disposition, qui détruirait l'effet du vote acquis sur le paragraphe précédent.

Je profite de ma présence à la tribune pour dire à l'honorable rapporteur que, tout à l'heure, il a fait une confusion qu'il importe de relever.

Il a présenté les choses avec son habileté ordinaire et de façon à faire une certaine impression sur le Sénat; mais il était à côté de la vérité.

La disposition du paragraphe 4 de l'article que nous discutons est impérative : « L'inspecteur aura le droit d'exiger le renvoi de l'enfant de l'établissement, sur l'avis conforme du médecin », renvoi dont M. Charles Ferry vous a démontré avec tant d'autorité les déplorables conséquences.

J'espère donc que le Sénat, conséquent avec son premier vote, adoptera la suppression du paragraphe 4, que je réclame.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, vous avez voté, tout à l'heure, que le certificat d'aptitude physique ne serait plus exigé au-dessus de 13 ans; de sorte qu'après 13 ans 1/2 un enfant, quel que soit son état physique, pourra être admis dans une usine, manufacture ou atelier, quel que soit le travail dont il sera chargé.

Si vous supprimez le quatrième paragraphe, quels que soient la situation, l'état de santé de l'enfant, il sera impossible à un inspecteur du travail de

demander un certificat d'aptitude physique et au médecin de faire appel à son autorité pour dire non pas nécessairement que cet enfant sera renvoyé de l'atelier — il pourra l'être — mais qu'on devra lui donner dans l'atelier un autre travail que celui qui lui était confié, s'il excède ses forces.

M. BLAVIER. — Alors c'est le médecin qui statuera . . .

M. LE RAPPEUR. — C'est l'inspecteur du travail qui, frappé de la situation faite à un enfant et du travail excessif donné à cet enfant, garçon ou fille, à l'âge de 16 ans ou avant l'âge de 16 ans, fera appel à l'autorité médicale pour savoir s'il est permis de continuer à lui imposer un pareil travail. Je ne vois là rien d'excessif, rien de difficile, et je demande le maintien du paragraphe 4.

M. TRARIEUX. — On ne peut pas mettre « nouvel examen », puisqu'il n'y a plus d'examen.

M. LE RAPPEUR. — Nous ne pouvons, en effet, demander un « nouvel examen », puisqu'il n'y a plus d'examen après l'âge de 13 ans.

La question est de savoir si, entre l'âge de 13 ans et celui de 16, il sera possible à un inspecteur du travail de réclamer de l'autorité médicale un certificat d'aptitude dans le cas où il trouverait un enfant, garçon ou fille, chargé d'un travail excessif.

Un sénateur à droite. — L'article 12 prévoit cette hypothèse.

M. LE RAPPEUR. — C'est une erreur. Vous allez le voir.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Monsieur le Président, dans le cas où le Sénat jugerait à propos de supprimer entièrement le paragraphe 4, je lui demanderais de substituer l'âge de 13 ans à celui de 16 ans.

M. BLAVIER. — C'est voté !

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, étant bien entendu que le certificat d'aptitude physique n'est exigé que jusqu'à 13 ans, voici comment je rédigerais le paragraphe 4 pour donner satisfaction à M. Tolain et à M. Macé — c'est la reproduction d'une partie de l'article 2 de mon contre-projet — :

« Même après admission de l'enfant, et jusqu'à 16 ans, les inspecteurs du travail pourront requérir l'examen médical, qui sera contradictoire si les intéressés le demandent. » C'est là une innovation qui donne plus de garanties et restreint l'arbitraire du médecin officiel.

Puis : « S'il est établi que le travail auquel est soumis l'enfant excède ses forces ou nuit à son développement, son renvoi devra être prononcé, à moins qu'un autre travail plus en rapport avec ses aptitudes physiques ne lui soit attribué. »

C'est moins draconien et il me semble que cela donne satisfaction à tout le monde. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE RAPporteur. — M. Blavier n'accepte pas plus, je crois, votre amendement que le texte de la Commission.

M. BLAVIER. — L'amendement de M. Félix Martin est incontestablement meilleur que le paragraphe de la Commission ; il donne des garanties au père de famille, puisqu'il fait juger l'état physique de l'enfant par un examen contradictoire ; c'est une première amélioration.

D'autre part, ce qui est dans la dernière partie du contre-projet de M. Martin est conforme à ce que vous disiez vous-même, il y a un instant.

M. LE RAPporteur. — Messieurs, la Commission demande le renvoi de l'amendement, et le rapporteur n'a aucune observation à faire.

M. Blavier accepte l'amendement de M. Félix Martin, pourquoi ? Parce qu'il le trouve meilleur et il suppose que, d'après cet amendement, dans le cas où il y aura discussion entre le père de famille et un inspecteur pour l'emploi d'un enfant, un médecin représentera l'inspecteur et un autre médecin le père ; de là, débat contradictoire. Je crois, pour ma part, que cela sera très rare ; mais, du moment où le Sénat considère ce débat contradictoire entre médecins comme nécessaire . . .

M. BLAVIER. — C'est incontestablement une garantie.

M. LE RAPporteur. — . . . la Commission ne demande pas mieux que d'accepter le renvoi.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission demande le renvoi.

Il n'y a pas d'opposition ?

Le quatrième paragraphe est renvoyé à la Commission avec l'amendement de M. Félix Martin.

Nous arrivons au cinquième paragraphe qui est ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique décidera quels sont les médecins, non prévus au paragraphe 3, qui pourront être, en outre, autorisés à délivrer les certificats d'aptitude physique. »

Je crois qu'il faut le réserver aussi.

M. BLAVIER. — Pourquoi le réserver, Monsieur le Président ? Je crois qu'on peut très bien le voter.

M. FAYE. — Nous voterons tout à la fois.

M. LE RAPporteur. — Cela n'a aucune espèce d'intérêt, puisque, si le

Sénat adoptait cette disposition en première lecture, nous pourrions, lors de la seconde délibération, y proposer certaines modifications.

M. BLAVIER. — Parfaitement! Cela n'a aucune importance.

M. LE PRÉSIDENT. — Le paragraphe 5 est donc réservé avec le paragraphe 4. Quant au dernier paragraphe, le Sénat peut toujours le discuter.

J'en donne lecture :

« Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance, visés à l'article 1^{er} et dans lesquels l'instruction primaire est donnée; le travail manuel pour les enfants âgés de moins de 13 ans ou pour les enfants âgés de 12 ans, munis du certificat d'études primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour. »

Personne ne demande la parole sur ce paragraphe?...
Je le mets aux voix.

(Le paragraphe 6 est adopté.)

Nous arrivons à l'article 3 :

« ART. 3. Les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. »

Sur cet article, il y a un amendement de M. Blavier et un autre amendement de M. Diancourt.

M. BLAVIER. — La question principale, c'est la limitation du travail de la femme.

M. LE PRÉSIDENT. — Aussi avais-je compris que nous réserverions toujours le mot « femme » jusqu'à ce qu'on eût statué sur le principe.

M. BLAVIER. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Blavier demande que l'article soit ainsi modifié :

« Les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de 16 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures coupé par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure. »

M. DIANCOURT. — Messieurs, je suis d'accord avec la Commission sur le principe de la réglementation légale du travail industriel des femmes et des mineurs. Si je suis moins hardi dans la demande que j'adresse au Sénat sur la limitation des heures de travail, c'est que je désire beaucoup voir aboutir une question qui dure depuis déjà bien longtemps. En effet, cette question, dont M. le rapporteur vous a raconté l'odyssée, s'agit depuis environ dix ans. Il serait essentiel de la voir enfin tranchée.

La proposition de limiter le travail des femmes à onze heures n'est pas de ma part une sorte de transaction entre le projet de la Commission, qui le fixe à dix heures, et la loi de 1848, qui le limite à douze.

Ma proposition a d'abord son point de départ dans le projet initial du Gouvernement. Le Gouvernement, en effet, a demandé qu'on limitât à onze heures le travail des femmes et des enfants dans les manufactures. En faisant cette proposition, il s'était entouré naturellement de tous les renseignements désirables et il l'a faite en parfaite connaissance de cause, en tenant compte des intérêts du monde industriel tout entier, qui comprend tout à la fois les patrons et les ouvriers. En demandant une réduction d'une heure seulement, c'étaient ces intérêts réciproques des patrons et des ouvriers que le Gouvernement avait l'intention de sauvegarder.

J'ai une autre autorité à l'appui de la proposition que j'ai faite. Cette autorité, je la puise dans les déclarations du congrès de Berlin, dont personne au Sénat ne récusera la compétence, car le Sénat et la France y étaient dignement représentés. La délégation française, en effet, était présidée par notre éminent collègue, mon ami, M. Jules Simon, et comptait parmi ses membres les plus autorisés et les plus compétents M. Tolain, qu'on trouve, du reste, sur la brèche toutes les fois qu'il y a une réforme à accomplir, un progrès à réaliser.

Or, ces messieurs ont signé comme représentants de la France, à la suite des délibérations du congrès de Berlin, une série de déclarations parmi lesquelles je trouve celle-ci :

« Il est désirable :

« 1° Que les femmes et les filles de moins de 21 ans ne travaillent pas la nuit ;

« 2° Que les femmes et les filles de plus de 21 ans ne travaillent pas la nuit ;

« 3° Que leur travail effectif ne dépasse pas onze heures par jour, et qu'il soit interrompu par des repos d'une durée totale d'une heure et demie au moins. »

Tel est le vœu émis à Berlin par une réunion de savants, d'économistes, de philosophes qu'on avait désignés comme les plus compétents dans ces matières.

Je place avec confiance sous le patronage de nos collègues qui faisaient partie de cette grande conférence mon amendement qui n'est que la reproduction de la déclaration votée par elle.

Mais, à côté de ces raisons philosophiques, abstraites, théoriques, qu'on pourra faire valoir en faveur du travail de onze heures, il en est d'autres d'un caractère plus positif, reposant sur l'étude des faits que je me propose de vous exposer aussi brièvement et aussi succinctement que possible.

Je dois d'abord insister sur un point que je recommande tout particulièrement à l'attention du Sénat : c'est que la limite que la loi va fixer au travail des femmes et des mineurs dans les établissements industriels s'y imposera, comme conséquence inévitable, au travail des adultes. Si les

femmes et les mineurs ne travaillent que dix ou onze heures, les autres ouvriers ne travailleront que dix ou onze heures. Sur ce point, je citerai quelques autorités que je puise dans l'enquête qui a été faite par la Chambre des députés, et qui ne laisseront certainement aucun doute dans vos esprits.

Voici ces déclarations :

« *Chambre de commerce de Roubaix.* — Dans nos peignages et filatures, le travail de la femme est si intimement lié au travail de l'homme, qu'on ne peut pas absolument les diviser.

« *Chambre de Tourcoing.* — Le travail de la femme et de l'homme doit, dans l'industrie textile, être de la même durée. Si la femme ne travaille que dix heures, l'homme ne pourra travailler que dix heures. Ce serait un bouleversement complet de la production que d'assigner pour chaque sexe une durée différente de la journée de travail.

« *Comité linier de Lille.* — La réglementation du travail des enfants aurait pour conséquence d'entraîner dans les filatures de lin la réduction de la journée de travail des adultes.

« *Chambre de commerce d'Épinal.* — Presque partout, la durée du travail des hommes est subordonnée à la durée du travail des enfants, des filles mineures et des femmes, qui sont leurs auxiliaires indispensables de tous les instants.

« *Chambre de commerce de Reims.* — Chacun sait que, dans les établissements industriels, le travail des femmes est intimement lié au travail des hommes; limiter la durée de l'un, c'est limiter la durée de l'autre. Les hommes qui ne travaillent guère aujourd'hui que onze heures et demie ou douze heures, seront donc réduits forcément au travail de dix heures. »

J'ajoute que la pratique a déjà confirmé la théorie. Une loi a été, en effet, votée dans les Pays-Bas, en 1889, réduisant à onze heures le travail des femmes dans les manufactures, et les rapports des agents consulaires qui ont nous été distribués constatent que cette réduction a amené la réduction à onze heures du travail des adultes dans les ateliers.

Le Sénat comprendra facilement combien cette conséquence est inévitable, quand je lui aurai fait observer que, dans ces ateliers de filature et de peignage, le nombre des ouvriers étant de cent, il y a environ soixante à soixante-cinq femmes ou mineurs contre trente-cinq à quarante adultes. De sorte qu'il est absolument impossible que la durée du travail des uns ne réagisse pas sur la durée du travail des autres.

Ceci étant établi, on se demande quelle sera la conséquence de cette restriction de la durée du travail relativement à la production.

Dans ces industries où c'est la machine qui mène l'ouvrier, dont le rôle se borne à la régler et à l'alimenter, il est certain que la durée du travail de la machine réglera la production. Si la machine ne tourne que dix heures, il y aura une production de dix heures; si elle marche douze heures, la

production sera de douze heures. Donc si vous réduisez de douze à dix heures la marche de la machine, vous aurez également une réduction de la production de douze à dix, c'est-à-dire d'un sixième.

Je sais bien qu'on me dira que ce déficit pourra être, en partie, regagné. En effet, avec un peu plus de soin et d'attention, une surveillance plus active, l'ouvrier moins fatigué pourra rattraper, par sa vigilance dans la direction de son métier, une partie du temps perdu.

Je causais dernièrement avec un industriel de Reims qui avait fait à ce sujet une expérience pratique. Cet industriel a un atelier de tissage. Il y a expérimenté le travail de dix heures. L'expérience a duré trois semaines ; elle n'a pas été poursuivie parce qu'il a été constaté que la production avait subi un déficit.

Cependant il a été établi que le déficit n'était pas équivalent à la différence de la durée du travail. En effet, au lieu d'un sixième de déficit, il n'y avait qu'un douzième. Les tisseurs avaient regagné la moitié du temps retranché de leur journée de travail. L'industriel, néanmoins, a trouvé que c'était encore trop. Vous vous trouvez ainsi, Messieurs, en présence de cette conséquence que, la production étant diminuée, les ouvriers à la tâche verront leur salaire réduit.

Quant aux ouvriers payés à l'heure ou à la journée, quel sera leur sort dans cette circonstance ? C'est une question difficile à résoudre, mais que nous avons le droit de nous poser. Je me permets d'appeler sur ce point toute l'attention de la Commission ; dans ces questions si complexes et si délicates, il est bon, assurément, de voir les choses de haut, mais il est bon aussi de les voir de près.

M. BLAVIER et plusieurs sénateurs à droite. — Très bien ! très bien !

M. DIANCOURT. — La question du tissage se présente autrement. Dans le tissage mécanique, comme dans toute l'industrie en général, c'est la machine qui remplace la force musculaire. Or, du moment où la force musculaire n'est plus rigoureusement nécessaire, la femme peut avoir sa place dans l'atelier aussi bien que l'homme, et c'est effectivement ce qui s'est produit dans l'industrie du tissage où dans beaucoup d'ateliers on compte presque autant de femmes que d'hommes.

J'ajoute que, pour les femmes, c'est une industrie extrêmement rémunératrice et extrêmement favorable. La femme en effet qui, dans le travail ordinaire de couture, de confection, de lingerie, etc., gagne en moyenne — et difficilement — de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour, obtient, dans le tissage, un salaire quotidien de 3 francs, 3 fr. 50, 5 fr. et même 6 francs, quelquefois plus.

Il arrive souvent que, dans un ménage d'ouvriers, la femme gagne plus que le mari et que la fille aînée arrive, avec le contingent de son travail, à augmenter dans des proportions considérables les ressources de la famille.

Que va-t-il arriver, si vous réduisez la durée du travail des femmes à dix heures sans statuer sur le travail des hommes ? Ce qui se produit dans les filatures ne se produira plus ici. Dans les filatures et dans les peignages,

chaque ouvrier adulte a, à côté de lui, des auxiliaires, femmes ou enfants, qui lui sont indispensables pour la marche générale de son travail, tandis que, dans le tissage, l'ouvrier tisseur se suffit à lui-même.

Il n'y a, dans l'atelier de tissage, que le tisseur. Les travaux accessoires, tels que l'encollage, l'ourdissage, etc. se font dans des locaux séparés, et la durée du travail du tissage n'a aucune corrélation nécessaire avec la durée des travaux de préparation. Dès lors, du moment où le patron pourra dire : « Quelle que soit la durée du travail de préparation, je puis toujours faire marcher mon tissage à douze heures », il remplacera les femmes par des hommes...

M. BLAVIER. — Parfaitement ! C'est le résultat le plus clair.

M. DIANCOURT. — ... et c'est ce que la chambre de commerce de Reims a déclaré dans l'enquête.

« Si la réduction du travail des femmes à dix heures est maintenue, il en résultera que, dans certains ateliers et notamment dans les tissages, les femmes travaillant à la tâche au même prix que les hommes seront congédiées et privées d'une ressource importante, et les protégées seront les premières victimes de cette loi de protection. »

M. BUFFET. — C'est le résultat de tout l'ensemble de cette loi.

M. DIANCOURT. — Je désire faire passer sous les yeux du Sénat un document caractéristique en ce qui touche cette question de limitation des heures de travail. Il vous fera connaître l'opinion des ouvriers eux-mêmes à ce sujet : c'est le compte rendu publié par les journaux du Nord d'une réunion de patrons et d'ouvriers provoquée par la Société industrielle de Fourmies, le 15 mars dernier, dans le but d'émettre un avis motivé sur la loi que nous discutons en ce moment.

« Assistaient à la séance : vingt-quatre patrons, qui composent le conseil d'administration de la Société, et quarante-neuf ouvriers représentant un nombre égal d'établissements dont le personnel les avait délégués.

« Après une discussion très étendue, patrons et ouvriers ont adopté le texte de la motion suivante, présenté par le délégué d'une maison d'Avesnelles, comme exprimant avec exactitude le sentiment de l'assemblée :

« Patrons et ouvriers, nous nous déclarons partisans d'une loi qui réduirait à dix heures le travail journalier, non seulement des femmes et des enfants, mais aussi des adultes, à la condition que cette mesure soit le résultat d'une entente avec l'Allemagne et la Belgique. (*Rumeurs sur divers bancs.*) Cette entente, nous l'appelons de tous nos vœux, et nous prions les pouvoirs publics d'en prendre l'initiative dans le plus bref délai possible.

« Si elle ne peut se réaliser, nous demandons que les restrictions pratiquées en France restent équivalentes à celles qui seront en usage dans les nations précitées, surtout en Allemagne.

« Puis, afin de constater d'une façon régulière l'accord intervenu, cet

ordre du jour fut soumis, par voie de scrutin secret, à un vote auquel prirent part les ouvriers seulement et qui donna les résultats suivants :

« Votants : 49 ; pour : 47 voix ; contre : 1 voix et un bulletin blanc. »

M. BLAVIER. — C'est net.

M. DIANCOURT. — J'ai entre les mains une autre pièce qui confirme les déclarations des ouvriers de Fourmies : c'est une pétition adressée au Sénat par la Société anonyme des tissus de laine des Vosges. Elle porte quatre cent cinquante signatures d'ouvriers, toutes légalisées.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous en avons un double au dossier?

M. DIANCOURT. — Dans tous les cas, il n'est pas mauvais que le Sénat la connaisse. (*Parfaitement ! lisez ! lisez ! à droite.*)

Je n'en extrais qu'un passage. Voici ce que les ouvriers disent dans leur pétition :

« Nous ne comprenons la journée de dix heures qu'à la condition que cette mesure soit le résultat d'une entente avec les nations concurrentes et qu'elle soit appliquée aux adultes, aussi bien qu'aux femmes, enfants et filles mineures.

• Dans l'impossibilité d'entente, nous demandons que les réductions pratiquées en France restent équivalentes à celles des nations concurrentes, et encore que cette modification de la journée ne se fasse que peu à peu et non pas brusquement de deux heures, du jour au lendemain. »

La pensée des ouvriers est bien nette : journée de dix heures, si une entente est possible avec les concurrents ou les gouvernements étrangers.

Si l'entente n'est pas praticable, — ce qui est à craindre encore longtemps, — une réduction de la journée de travail égale à celle qui a été réalisée dans les pays dont la production est similaire à la nôtre.

La moyenne actuelle est de onze heures ; c'est là que se bornent actuellement aussi les demandes de ces ouvriers et encore n'entendent-ils réaliser ces réductions qu'ils désirent qu'en les échelonnant, de façon à éviter des casse-cous ou des surprises. Ils veulent marcher en avant ; ils ne veulent pas faire un saut dans l'inconnu.

Maintenant, je n'ai plus que quelques mots à ajouter pour terminer les courtes observations que je voulais présenter au Sénat.

J'ai en face de moi des collègues qui sont difficiles à convaincre : les uns parce qu'ils sont absolument opposés à toute réglementation des heures de travail, les autres parce qu'ils sont disposés à réclamer une réduction plus forte que celle que je propose. Aux yeux des uns je demande trop, et aux yeux des autres je demande trop peu.

Je crois devoir m'adresser d'abord à ceux qui sont les plus réfractaires à la loi en question, c'est-à-dire qui se refusent à légiférer sur le travail des femmes. A ceux-là, je me bornerai à opposer une citation extraite d'un travail qui a été publié il y a plusieurs années déjà dans la *Revue des Deux-*

Mondes par M. d'Eichtal, à l'occasion de la loi de 1874. Cet extrait est très court, mais il n'en est pas moins très caractéristique.

Voici ce qu'écrivait M. d'Eichtal :

« Contre 10,000 conscrits aptes au service dans dix départements agricoles, la proportion des réformés est de 4,029.

« Contre le même nombre de conscrits valides dans dix départements industriels, on trouve 9,930 réformés.

« Dans la Marne, la Seine-Inférieure, l'Eure, cette proportion c'est élevée jusqu'à 14,451 réformés contre 10,000 jugés bons pour le service. »

Je ne crois pas qu'il y ait besoin d'une autre argumentation pour montrer la nécessité de protéger la santé des femmes, des mères de famille et des enfants.

Quant à ceux de nos collègues qui, avec la Commission, demandent le travail de dix heures, qui sont plus hardis que le Gouvernement et que moi à cet égard, je leur opposerai une autorité qu'ils ne récuseront pas : c'est celle d'un homme qui a été trois fois le rapporteur de la loi à la Chambre, qui a été le promoteur de cette limitation du travail des femmes et des enfants, M. Richard Waddington que, malheureusement, un deuil éloigne de nous aujourd'hui.

Voici ce que M. Richard Waddington disait dans son avant-dernier rapport, celui de 1887.

« Nous comprenons admirablement les sentiments des partisans d'une réduction plus radicale de la journée de travail; nous poursuivons le même but et nous espérons atteindre le même résultat; mais nous pensons qu'une modification aussi considérable n'est pas possible dans l'état actuel de l'industrie et, tout en visant la journée légale de dix heures, nous croyons devoir nous contenter, au moins à titre transitoire, de la limite de onze heures. »

Vous me répondez que dans un rapport postérieur il a conclu au travail de dix heures. Je le sais comme vous, mais il arrive souvent qu'on demande le plus pour avoir le moins. Il y a aussi la question des milieux. Nous sommes au Sénat, devant lequel la question revient pour la troisième fois.

Si nous voulons réussir à la faire définitivement aboutir, est-il prudent de lui demander plus aujourd'hui qu'on ne le faisait l'année dernière? C'est une question de tactique parlementaire que je signale aux partisans de la réforme.

Dans tous les cas, les raisons données par l'honorable M. Waddington en 1887 me semblent aussi concluantes en 1891, car la situation n'a pas changé depuis.

Dans ces questions, il faut avant tout chercher à obtenir un résultat, et la théorie du tout ou rien n'est pas en situation.

D'ailleurs, je me hâte de dire qu'elle n'est pas celle de la Commission et de son honorable rapporteur, car j'ai noté avec plaisir dans son excellent discours une des phrases par laquelle il a terminé et à laquelle je m'associe pleinement :

• Personne ici, je le suppose, a-t-il dit, n'a la prétention de faire une loi

parfaite. J'ai moins que tout autre cette prétention, Messieurs, mais j'ai la conviction qu'en adoptant le projet de loi vous ferez un pas en avant et que dans cette voie-là vous trouverez encore à réaliser plus tard d'autres améliorations. »

M. Tolain reste fidèle à lui-même dans cette circonstance, car, dans son rapport, il exposait déjà la même théorie, quand il citait les paroles de M. Villemain à la Chambre des pairs, lors de la première discussion, en 1841, sur le travail des mineurs et des enfants. Ces paroles de M. Villemain sont bonnes à retenir ; il reconnaît lui aussi que l'absolu n'est pas de ce monde, et que les progrès se succèdent et se complètent par le temps :

« On commence par le possible, dit-il ; on va droit à ce qui frappe ; d'abord on se saisit des grands exemples, on les modifie, on les corrige par la loi, on excite, on éveille l'attention publique, on commence l'œuvre de la réforme, et on laisse à d'autres le soin de la perfectionner. »

M. Tolain n'a pas dit autre chose, ni moi non plus. Réalisons un progrès sur l'état de choses actuel, sans compromettre le travail national, ni le salaire de l'ouvrier, ni le travail des femmes ; ôtons une heure de fatigue à la femme, aux enfants et aux adultes ; l'avenir fera le reste. (*Vive approbation à droite et sur plusieurs bancs à gauche et au centre.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, l'honorable M. Diancourt vous demande, par un amendement, de fixer à onze heures la durée maximum du travail pour les personnes protégées par la loi, enfants, filles mineures et femmes.

Je viens, au contraire, vous prier de fixer cette durée à dix heures, car je considère qu'elle constitue un progrès qui aurait pu être réalisé depuis longtemps.

J'en ai la preuve dans l'observation présentée par M. Diancourt relativement aux rapports successifs de M. Waddington.

M. Waddington, en 1886, disait : Réalisons un progrès ; mettons onze heures au lieu de douze.

On a pas accepté alors ce petit progrès.

Mais les idées et les faits ont marché depuis cette époque et M. Waddington lui-même est venu demander de fixer à dix heures la journée de travail.

Messieurs, j'ai éprouvé tout à l'heure un certain sentiment de satisfaction — quoique je n'accepte pas complètement les théories qu'on peut émettre à ce sujet — en entendant l'honorable M. Diancourt apporter à la tribune du Sénat cette idée — ce dont il n'est pas effrayé et qui ne lui paraît pas révolutionnaire — de la formation d'une sorte d'internationale des gouvernements dans le but de réglementer les heures de travail. Les ouvriers et les patrons, s'il faut en croire notre honorable collègue, seraient assez disposés à accepter cette manière de procéder.

C'est là un grand pas, un progrès très intéressant, quoique, à mon sens, on ne puisse, dans cette question, arriver à quelque chose de pratique par l'organe des gouvernements.

M. BLAVIER. — C'est aussi mon avis.

M. LE RAPPORTEUR. — J'ai eu l'honneur, — et je crois toujours à l'heure présente que c'en fut un pour moi, — j'ai eu, dis-je, l'honneur à un certain moment de travailler à la création d'une grande association internationale qui, convaincue que l'émancipation des travailleurs ne pouvait se faire que par leurs propres efforts, avait essayé, par une entente entre les ouvriers de tous les pays, de régler, non pas d'une manière absolue, mais d'une manière purement équivalente, les conditions du travail dans les différents pays du monde.

Nous n'avions pas l'idée, à cette époque, de croire que sous tous les climats, sous toutes les latitudes, on pouvait demander aux ouvriers le même nombre d'heures de travail, et leur payer des salaires égaux; nous estimions qu'il existait des différences assez considérables dans la nature et les conditions du travail, suivant les contrées, pour qu'il fût possible d'appliquer une règle uniforme à tous les pays. Nous voulions seulement arriver à l'équivalence par des conventions, des ententes entre les travailleurs des différentes nations. L'œuvre n'était pas impossible, mais une entente entre les gouvernements pour appliquer des règles identiques à tous les travailleurs du monde m'a toujours paru irréalisable. (*Assentiment.*) Il paraît qu'il y a des ouvriers disposés à accepter cette utopie. Quoique d'une opinion tout à fait contraire, je ne suis pas fâché de constater que certaines idées font leur chemin et même vont plus loin qu'il ne serait raisonnable.

Messieurs, il y a des pays avec lesquels nous pouvons établir des comparaisons, et quand on vient dire que si l'on diminue les heures de travail pour les femmes, on va imposer à nos industriels des conditions difficiles, je me demande pourquoi dans des pays de grande industrie, en Angleterre, en Suisse, depuis longtemps déjà cette réforme est accomplie. Dans ces deux pays, la femme ne travaille que dix heures, et, de plus, on lui accorde une foule de petites immunités.

En Angleterre, la femme ne travaille pas pendant la demi-journée du samedi.

En Suisse, on lui donne quelques heures qui lui permettent de vaquer aux soins du ménage et aux nécessités de la famille.

Par conséquent, soit que vous preniez l'Angleterre dont le climat, les habitudes de travail, les industries ressemblent beaucoup à nos industries du nord de la France, soit que vous preniez la Suisse où les industries sont comparables à nos industries de l'est et du centre, vous voyez que depuis longtemps on a fait aux femmes une condition semblable à celle que nous vous proposons de leur accorder aujourd'hui.

Sans doute le travail de la femme est dans beaucoup d'industries lié intimement au travail de l'homme et de l'enfant; mais il en est de même en Angleterre et cela n'a pas arrêté nos voisins et concurrents.

Remarquez-le, Messieurs, il est si intéressant et si utile de protéger la femme au point de vue des heures du travail que même en Angleterre où la femme, de par la loi, ne peut être astreinte qu'à soixante heures de travail, l'homme qui est autrement organisé pour la lutte et pour l'association que la femme, l'homme est arrivé à ne faire que cinquante-quatre et cinquante-

six heures. Il a donc conquis par la seule force de l'association et par son initiative la possibilité de travailler moins longtemps que la femme.

Aussi, quand on m'objecte que la réduction du travail de la femme va entraîner la réduction du travail de l'homme, je réponds par l'exemple des Anglais. Partout où le travail de la femme et de l'homme sont engrenés, il est évident que la réduction des heures de travail pour la femme entraînera fatalement celle des heures de travail de l'homme.

C'est un phénomène universel; il ne s'agit donc pas d'une question qui mettra nos industries dans une situation inférieure au point de vue de la concurrence étrangère.

En tous cas, vous entendez bien que s'il y a des difficultés au point de vue de la concurrence entre la France et les pays voisins, il ne peut entrer dans la pensée des représentants d'un pays démocratique comme le nôtre de rétablir l'équilibre aux dépens des travailleurs.

Si les conditions économiques sont telles que certaines de nos industries luttent difficilement contre l'étranger, soit au point de vue des transports, soit au point de vue de la location des capitaux, soit au point de vue de la houille, ce n'est qu'à l'aide d'études sérieuses sur la législation minière, sur les conditions de transport que vous pourrez améliorer cette situation.

Vous avez encore, dans ce moment-ci, il ne faut pas l'oublier, — et c'est un point que M. Diancourt a omis, — la discussion du nouveau tarif des douanes qui peut vous offrir la possibilité de vous couvrir, de vous protéger dans une certaine mesure contre la concurrence étrangère sur le marché intérieur. Il reste le marché extérieur.

Je ne crois pas que véritablement on puisse soutenir ici que s'il y a pour l'industrie française, quelle qu'en soit la cause, des conditions de travail un peu inférieures à celles des étrangers, on doive, pour rétablir l'équilibre, s'attaquer seulement au salaire ou à la durée du travail.

Je crois donc que vous pouvez écarter toutes ces questions et dire que, puisque, dans tous les pays industriels, le maximum de la journée de travail est tombé au-dessous de onze heures, il est bien naturel que nous adoptions la journée de dix heures. Remarquez qu'il y a un très grand nombre d'industries françaises exercées par des hommes qui appliquent la journée de travail de dix heures, et le nombre de ces industriels ira toujours en augmentant.

La Commission du travail de la Chambre des députés a examiné la question et, à tort ou à raison, — c'est ce que je n'ai ni à discuter ni à décider en ce moment, voulant simplement indiquer quel est le courant des esprits et la situation des choses, — la Commission du travail de la Chambre des députés a examiné cette question et, à tort ou à raison, elle a cru qu'elle devait comprendre dans une réglementation analogue non seulement les adultes femmes, mais même les adultes hommes.

Cette question qu'elle a examinée, je ne la résous pas à mon tour, mais la Commission de la Chambre l'a tranchée et elle a décidé que, même pour les adultes hommes, la journée de travail ne devrait être, dans l'avenir, que de dix heures. C'est là la réglementation qu'elle a la prétention de proposer. Je ne sais pas si la Chambre acceptera cette prétention ou si elle la repous-

sera, mais enfin je fais remarquer au Sénat qu'il y a là un sentiment qui s'est fait jour et que l'opinion publique, à l'heure présente, penche vers une sorte d'acceptation de ce principe de la journée de dix heures.

Je crois qu'au fond, l'immense majorité de nos concitoyens reconnaît, aujourd'hui, qu'un homme qui, pendant dix heures, a donné un travail réel et effectif, que ce soit un travail de force ou un travail de tension d'esprit imposé à l'ouvrier qui, n'étant qu'un rouage surajouté à la machine, est obligé de la suivre avec la plus grande attention, sans un moment d'oubli et d'absence; je crois que l'opinion publique reconnaît qu'un homme qui a donné dix heures de travail a fait tout l'effort qu'il lui est possible de fournir dans de bonnes conditions, et qu'à mesure qu'on prolonge le travail au-dessus de ces dix heures, si l'on obtient une présence et une durée de labeur plus longues, on n'obtient pas un travail meilleur ni plus élevé.

M. BLAVIER. — Il n'est pas proportionné, voilà tout.

M. LE RAPPORTEUR. — Cela est vrai dans l'immense majorité des cas. Je sais bien qu'on pourra m'apporter un exemple particulier, une exception pour me prouver que telle machine ne peut pas faire plus de tours à la minute qu'elle n'en fait actuellement et que, par conséquent, dix ou douze heures de travail ne sont pas la même chose. Toutes ces questions se résolvent jour par jour. Eh oui! aujourd'hui je ne peux pas affirmer qu'un ouvrier attaché à une machine qui fait cent ou deux cents tours à la minute, lui en verra faire demain deux cent cinquante; mais je peux vous dire que cette machine les fera certainement d'ici à quelque temps et qu'il est impossible d'affirmer que les machines employées aujourd'hui ne marcheront pas avec plus de promptitude et de sécurité dans quelques années. Il faudrait alors nier le progrès. Remarquez que cet argument aurait pu être apporté il y a dix ans à cette tribune; on aurait pu dire : « Les machines ne marcheront jamais avec plus de rapidité qu'aujourd'hui. »

Elle font plus de tours cependant : la preuve, c'est que les mêmes machines, dans des ateliers identiques, font en Angleterre plus de tours qu'en France. Seulement, comme en France on fait travailler les ouvriers douze heures, ils ne peuvent être ni aussi attentifs, ni aussi actifs que les ouvriers anglais, retenus dix heures seulement à l'atelier.

Le jour où voudrez donner à nos ouvriers, dans des conditions équivalentes et équitables, les mêmes heures de travail et, à peu près, les mêmes conditions d'existence qu'aux ouvriers anglais, il feront assurément la même quantité de travail et donneront le même produit, parce qu'il n'y a pas de raison pour qu'ils leur soient inférieurs.

Voilà pourquoi je crois qu'il ne faut pas s'arrêter à des exceptions dans la loi. Que se passe-t-il en ce moment? Chaque article, chaque amendement, chaque paragraphe est l'objet d'une discussion fort intéressante, j'en conviens, mais qui porte toujours sur une pointe d'aiguille, si je puis ainsi parler, sur des exceptions très rares et jamais sur des généralités.

Nous ne pouvons pas cependant faire la loi pour toutes les exceptions qu'on nous signale; nous avons essayé, dans un des articles du projet de

loi, de donner autant que possible satisfaction à nos honorables collègues, mais, je le répète, nous sommes obligés de formuler des lois générales.

Quelle va être, à ce point de vue spécial, notre situation en présence de toutes les raisons que je viens de vous rappeler, et lorsque l'opinion générale semble reconnaître qu'au bout de dix heures un homme a donné à peu près toute la somme de travail qu'il pouvait donner.

Les Anglais, les Suisses, les Allemands, tous les peuples qui nous entourent n'imposent à l'enfant et à la femme qu'un maximum de travail qui varie entre dix et onze heures, dix heures et demie en général ou onze heures, mais avec une demi-journée de congé comme en Angleterre...

M. BLAVIER. — La journée de travail est de douze heures en Belgique.

M. LE RAPPORTEUR. — Je l'ai dit dans mon rapport; mais la Belgique est un pays tout exceptionnel et nous ne pouvons pas entrer dans ces distinctions.

Je reconnais avec vous que la Belgique n'a pas encore réglementé le travail. Les femmes belges, il n'y a pas encore longtemps, descendaient dans les mines, elles travaillaient au fond, attelées au moyen d'une courroie à des wagonnets qu'elles traînaient à quatre pattes sur une échelle. La Belgique a encore de ces habitudes-là, je le reconnais, je n'y peux rien; mais je ne crois pas que ce soit là un exemple à citer pour notre pays, pour la France. (*Très bien! très bien! à gauche.*) Voilà pourquoi j'écarte la Belgique.

Quelle est la situation dans laquelle nous nous trouvons? Il existe, je le répète, un grand courant d'opinion publique qui semble dire qu'en dix heures, un travailleur, quel qu'il soit, a donné toute la somme de travail qu'il est capable de donner, et que lui demander plus c'est perdre des frais généraux tout en épuisant inutilement un individu. Les travailleurs anglais se félicitent de la loi de dix heures, il disent que c'est elle qui a donné de la vigueur à leurs populations ouvrières.

Nous sommes en présence de la moitié des grandes industries françaises où les hommes ne font plus que dix heures et nous devons tenir compte du courant d'opinion et de la tendance de la Chambre des députés favorables à la journée de dix heures pour tous les travailleurs, quels qu'ils soient; irons-nous, dans ces conditions, et pour des raisons qui ne sont pas décisives, qui ne sont pas impérieuses, demander qu'on impose onze heures de travail aux femmes et aux enfants? Je ne pense pas que cela soit pratique. Je crois que ce qu'il était possible de demander, ce qui aurait peut-être été accepté par tout le monde, il y a quelques années, comme le disait M. Diancourt, au moment de la loi de 1886 et du rapport de M. Waddington, je crois que ce qui aurait été accepté à ce moment, comme un progrès, serait regardé aujourd'hui, au contraire, comme un recul.

Comme je n'y vois aucune espèce d'intérêt, ni au point de vue économique, ni au point de vue industriel, et comme j'entrevois au contraire, beaucoup de difficultés, je supplie le Sénat de vouloir bien adopter la disposition qui a été votée par la Chambre des députés, c'est-à-dire de maintenir à dix heures la durée maximum de la journée de travail pour les femmes et

de repousser l'amendement de l'honorable M. Diancourt. (*Approbation à gauche.*)

M. BÉRENGER. — La question est fort importante ; les renseignements qui viennent d'être donnés, soit par M. Diancourt, soit par M. Tolain, ont profondément intéressé le Sénat ; mais je me demande si, avant de discuter le point de savoir qu'elle doit être la durée des heures de travail, il ne faudrait pas d'abord être fixé sur cette question : imposera-t-on ou non un nombre d'heures de travail déterminé à la femme ?

M. LE PRÉSIDENT. — Nous réservons ce point-là.

M. BÉRENGER. — Ce point est réservé, dites-vous, Monsieur le Président, mais lorsque l'on aura fixé le nombre des heures de travail à imposer à la femme majeure, la seconde question sera par là même résolue.

Il me semblerait indispensable que la discussion portât au moins sur les deux questions à la fois, le vote de celle qui n'a pas été encore examinée devant nécessairement précéder celui de l'autre.

M. MAXIME LECOMTE. — Messieurs, je viens parler dans le même sens que l'honorable M. Diancourt.

Je pense que nous devons être tous d'accord pour que la loi en discussion, si l'on veut aboutir, soit une loi sage et mesurée, de façon à ce qu'elle puisse être facilement appliquée.

M. BÉRENGER. — Pardon, Monsieur le Président, je demanderai, au moins, que la discussion soit limitée, quant à présent, au travail des enfants.

Nous discuterions ensuite séparément la question du travail des femmes.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais nous avons déjà réservé cette question, puisque l'article 1^{er} a été renvoyé à la Commission et qu'il parle du travail des femmes et des enfants. Nous avons réservé, par conséquent, toute la question. Nous nous trouvons maintenant en présence de l'amendement de M. Diancourt, dont la discussion est commencée ; nous devons chercher à l'achever.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est un peu l'inconvénient de réserver trop de choses. Peut-être M. Bérenger a-t-il raison ? Il serait très intéressant, dans tous les cas, de vider cette question de savoir si les femmes sont comprises oui ou non dans la réglementation, C'est là une question de principe que nous pourrions préalablement trancher.

Un sénateur à gauche. — Cela éclaircirait la situation.

M. LE PRÉSIDENT. — On ne peut pas, Messieurs, délibérer sur une question abstraite. Nous ne faisons pas ici de la philosophie, mais des lois. La question des femmes est la principale question de toute la loi. . .

M. LE RAPPORTEUR. — En somme, en ce moment, nous discutons sans savoir sur quoi nous discutons.

M. LE PRÉSIDENT. — La question qu'on traite actuellement est celle de savoir si l'on admettra la durée maximum des heures de travail à douze ou à dix heures.

M. MAXIME LECOMTE. — Sur l'article 3 il y avait deux amendements : celui de l'honorable M. Blavier qui est le plus large, puisqu'il voulait qu'on exceptât la femme de la réglementation, et, en second lieu, l'amendement de l'honorable M. Diancourt, qui reproduit le texte de la Commission, mais qui demande que la durée maximum du travail de la femme soit de onze heures et non de dix.

On a voulu discuter immédiatement l'amendement de M. Diancourt. Si l'on veut que la discussion de cet amendement continue, je suis aux ordres du Sénat; je suis également à ses ordres si l'on veut interrompre la discussion.

Je suis tout disposé à céder la parole à l'honorable M. Diancourt.

Un sénateur à gauche. — Il vaudrait mieux commencer par l'amendement de M. Blavier, qui s'éloigne beaucoup plus que celui de M. Diancourt du texte de la Commission.

M. BLAVIER. — Certainement. M. Diancourt m'ayant exprimé le désir de parler le premier, je lui ai cédé mon tour de parole, mais il est incontestable que l'ordre logique voudrait que mon amendement fût discuté le premier.

M. BÉRANGER. — L'amendement de M. Blavier conteste le principe posé par la Commission. L'amendement de M. Diancourt se borne à le modifier.

M. BLAVIER. — Je vais même plus loin : non seulement je repousse la limitation du travail pour les femmes, mais je change complètement l'âge de l'enfance et je repousse également la limitation pour les filles mineures. Mon amendement est ainsi conçu :

« Les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de 16 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures, coupé par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure. »

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, mais il ne s'agit pas des femmes.

M. BLAVIER. — Si, par prétérition, puisque je supprime la femme... (*Hilarité générale.*)

Oui, je la supprime de votre article. (*Nouvelle hilarité.*)

Je me rallie à la durée de travail demandée par mon honorable collègue M. Diancourt; mais je n'admetts cette limitation que pour les enfants jusqu'à 16 ans, et pas pour les femmes.

Je ferai d'ailleurs remarquer au Sénat que le Gouvernement, qui avait présenté en 1886 le projet de loi qui est le point de départ de notre dis-

cussions actuelle, avait fait la même proposition de limiter à onze heures le travail des enfants jusqu'à 16 ans, des filles mineures et des femmes. (*Interruptions.*)

M. BUFFET. — Votre amendement disparaît.

M. LE PRÉSIDENT. — La discussion est déjà assez confuse pour que des interruptions ne se produisent pas. (*Approbation.*)

M. BLAVIER. — De son côté le Sénat avait admis que les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de 16 ans ne pouvaient être employés à un travail effectif de plus de douze heures par jour.

C'est le texte que vous avez voté en décembre 1889.

Voilà les précédents, et vous pouvez juger, Messieurs, combien la Chambre a changé radicalement le projet que vous aviez jugé raisonnable.

A gauche. — C'est un progrès.

M. BLAVIER. — Le Sénat disait : « Les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de 16 ans ne peuvent être employés à un travail de plus de douze heures par jour. » Le Gouvernement fixait onze heures; la Chambre, dans son premier projet de loi, en mars 1889, acceptait pour maximum de travail, remarquez-le bien, dix heures pour les enfants, et onze heures pour les filles mineures, et n'imposait aucune restriction pour les femmes.

Sans tenir aucun compte du sentiment si manifeste exprimé par le Sénat, la Chambre qui a marché vite, comme le dit M. Tolain, la Chambre, qui brûle les étapes pour la réglementation du travail, se déjuge elle-même.

Dans le nouvel article 3 qu'elle a adopté et qu'on nous propose d'accepter, elle limite à dix heures seulement par jour le travail effectif des enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, des filles mineures et même des femmes.

Voilà les innovations redoutables qui sont produites et que je combats.

Je demande au Sénat de maintenir ce qu'il avait décidé en 1889, ne pensant pas qu'en un an la situation économique et sociale se soit tellement modifiée qu'il y ait lieu de faire un tel pas en avant vers la formule des « trois huit. »

L'honorable M. Tolain nous dit : Oh ! mais il faut avancer, tout le monde avance, et le Sénat ne saurait s'attarder ! L'Angleterre nous a précédés dans la limitation du travail à dix heures.

Soit, et je suis convaincu que l'Angleterre sera enchantée de nous voir suivre cet exemple, car elle en pourra profiter. Il faut, en effet, ne pas oublier qu'au point de vue de la production industrielle et par suite de la concurrence des produits fabriqués sur les marchés du monde, les conditions sont très différentes en France et en Angleterre,

Il faut aussi se bien rendre compte des conséquences du travail de dix heures et reconnaître qui supportera celles de la limitation du travail industriel. Pour cela, je vous engage, Monsieur le Rapporteur, à consulter un document fort intéressant et tout à fait topique, dont M. Diancourt vous a

lu une partie; c'est le rapport que la chambre de commerce de Reims a adressé à chacun de nous.

Vous y trouverez la comparaison, faite par des gens sérieux, du prix de revient de leurs produits dans l'hypothèse du travail actuel de douze heures et de la réduction de cette durée à dix heures.

Il y a forcément dans l'industrie, vous le savez, Messieurs, deux catégories de frais généraux : les uns fixes, que vous ne pouvez ni éviter ni diminuer même, quand vous réduisez la quantité de travail effectué dans l'usine; les autres proportionnels, ou à peu près, à cette quantité de travail.

Eh bien, la chambre de commerce de Reims établit que les frais généraux fixes frapperaient la production, avec le travail réduit de dix heures, dans des proportions telles qu'il en résulterait un abaissement de 20 à 25 p. o/o sur tous les salaires. (*Interruptions à gauche.*)

Ainsi me plaçant exclusivement à un point de vue pratique, je soutiens qu'en appliquant le projet de loi avec la limitation des heures de travail aux femmes, aussi bien qu'aux enfants et aux filles mineures, vous portez le trouble dans tous les ateliers, dans tous presque sans exception si vous réduisez la durée de travail à dix heures; et il en résultera l'abaissement de salaires que je viens d'indiquer.

C'est bien un argument, ce me semble, de nature à faire réfléchir le Sénat sur l'innovation de la Chambre consistant à appliquer la loi aux femmes, car, je le répète, il est peu d'ateliers industriels où il n'y ait pas de femmes au travail.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une erreur.

M. BLAVIER. — Je ne parle pas, bien entendu des usines métallurgiques et d'autres industries analogues; je parle surtout des ateliers de filature, de tissage, de toutes les industries textiles en général qui constituent la grande majorité des ateliers nationaux.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais pas du tout.

M. BLAVIER. — Voulez-vous, Monsieur le Rapporteur, m'en citer beaucoup où il n'y ait pas de femmes employées ?

M. LE RAPPORTEUR. — Il y a beaucoup d'industrie où le travail des femmes n'est pas engrené avec celui des hommes.

M. BLAVIER. — Il ne doit pas alors vous être difficile d'en citer.

M. LE RAPPORTEUR. — Il y a, en dehors de la métallurgie, certains travaux du fer et les travaux du bois; il y a, par exemple, les travaux d'ameublement.

M. BLAVIER. — Les travaux d'ameublement ? . . .

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, les travaux d'ameublement. Si l'homme et la femme travaillent dans le même atelier, leur travail n'est pas engrené. Ils sont l'un à côté de l'autre, mais ils ne travaillent pas concurremment; ils ne sont pas liés de manière à se donner du travail l'un à l'autre.

M. BLAVIER. — Eh bien, Monsieur le Rapporteur, avec la connaissance que j'ai de l'industrie, je prétends que c'est l'exception; que, dans les grands ateliers, le travail de l'enfant, de la fille mineure et de la femme sont intimement liés et engrenés au travail de l'homme et que, par conséquent, vous arrivez, par la force des choses, en réduisant à dix heures le travail de ces trois éléments, à réduire à dix heures le travail de tout le personnel industriel.

Je dis que c'est aller trop vite et risquer de porter préjudice non seulement aux patrons, mais aux ouvriers dont voulez défendre les intérêts.

Ah! si vous laissiez de côté dans votre réglementation le travail des femmes, en tenant compte des observations pratiques que je viens de développer et des autres considérations que mon honorable collègue M. Bérenger fera valoir tout à l'heure à l'appui de la thèse qui nous est commune, vous réduiriez déjà beaucoup les inconvénients que j'ai signalés.

Vous les réduiriez aussi très notablement, en acceptant que l'enfance fût limitée, comme l'avait proposé le Gouvernement et comme l'avait adopté le Sénat, à 16 ans et non à 18 ans, comme le demande la Chambre.

L'organisation du travail avec des relais permettrait alors de n'imposer aux enfants, jusqu'à l'âge de 16 ans, qu'un demi-travail de six heures, et de maintenir pour les adultes des deux sexes à douze heures le travail normal. L'enfant seul en souffrirait dans son salaire, mais il serait efficacement protégé contre tout excès de travail.

Voilà comment l'industrie pourrait subsister; autrement je la trouverai très sérieusement compromise.

Vous n'avez pas, en effet, Monsieur le Rapporteur, dans les considérations générales que vous développez tout à l'heure, tenu compte de cette considération qu'en France le capital industriel, jusqu'à ce jour au moins, — cela se modifiera par la suite, je le reconnais, — ne se contente pas encore d'une rémunération aussi faible que celle qu'il accepte en Angleterre.

D'autre part, l'organisation industrielle n'existe pas en France comme en Angleterre où les familles patronales s'honorent de rester à la tête des grandes usines, même quand elles sont arrivées par le travail à une situation de fortune qui leur permettrait d'abandonner tout souci pour jouir de la richesse acquise.

Ces familles peuvent faire des sacrifices dont profite l'ouvrier, et le plus intelligent de ces sacrifices a été certainement la réduction du nombre d'heures de travail dans les manufactures.

Nous n'en sommes malheureusement pas là en France et nous ne pouvons pas ne pas faire subir aux salaires une diminution, si nous réduisons comme on le propose dans une si forte proportion la journée de travail.

Autrement, par les raisons que j'ai précédemment indiquées, le prix de revient de nos produits ne nous permettrait pas de lutter contre l'étranger.

Vous avez aussi, Monsieur le Rapporteur, complètement perdu de vue la question des impôts.

Elle n'est cependant pas indifférente. Les impôts sont écrasants en France et c'est ce qui fait que, dans les calculs de la chambre de commerce de Reims, vous voyez les frais généraux fixes dont ils sont un des principaux éléments si considérables, et qu'avec le travail de dix heures il en résulterait une réduction de 20 à 25 p. o/o sur les salaires des ouvriers pour que nos produits nationaux restent dans les mêmes conditions de prix de revient, et puissent faire concurrence aux produits étrangers.

J'ai terminé l'examen technique des conséquences de l'innovation qu'on propose au Sénat en l'invitant à se déjuger.

J'abandonne la tribune pour laisser à l'honorable M. Bérenger le soin de traiter cette même question du travail des femmes, en s'appuyant sur des considérations d'un tout autre ordre. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, l'honorable M. Blavier vient de faire, à mon avis, la propre critique de son amendement.

Il vous a dit : Si nous étions en France dans des conditions semblables à celles de l'Angleterre, je serais disposé à accepter ce qu'on nous propose.

Mais, a-t-il ajouté, le loyer des capitaux est plus cher en France qu'en Angleterre; nos industriels n'ont pas les mêmes habitudes que nos voisins.

Les industriels français veulent vite faire leur fortune, se retirer promptement des affaires, tandis qu'il y a une vieille tradition, en Angleterre, d'après laquelle on se succède de père en fils, et l'on se fait honneur de rester un grand industriel.

Par conséquent, si vous ne permettez pas de regagner sur le salaire les éléments d'infériorité qui résultent de ces habitudes, vous créez à l'industrie française une situation très délicate.

M. BLAVIER. — Vous détruisez l'industrie.

M. LE RAPPORTEUR. — Eh bien, est-ce aux dépens des travailleurs, quand il existe des conditions d'infériorité entre deux nations, entre deux industries, est-ce aux dépens des travailleurs qui ne sont en aucune façon responsables ni de l'organisation du crédit ni des lois qui règlent ces questions, que vous allez opérer la compensation de cette inégalité, alors qu'il serait si facile et qu'il appartiendrait à vous, industriels et capitalistes éclairés, de modifier les conditions de la concurrence!

M. BLAVIER. — Et comment cela, Monsieur Tolain?

M. LE RAPPORTEUR. — J'ajoute que vous avez déjà trouvé un moyen. Il ne me paraît pas excellent, mais enfin c'est un moyen transitoire. Je suis obligé d'y revenir, vous paraissez vouloir toujours l'oublier. La loi dit qu'elle ne sera applicable qu'au 1^{er} mai 1892; on discute, en ce moment, un tarif de douanes et je ne vois pas que le tempérament du Sénat et sa tendance soient au libre-échange; la Chambre cherche à protéger l'industrie contre la

concurrence étrangère, vous allez voter ici les tarifs tels qu'ils seront votés par la Chambre. . . (*Interruptions.*)

Enfin, Messieurs, je veux dire dans leur ensemble; je crois que personne ici ne peut le nier. Prenons les choses au fond; il est évident que vous n'allez pas conserver le *statu quo* et que vous allez élever les droits protecteurs de 70 ou 80 p. o/o sur la situation présente. (*Dénégations.*)

Mais si! mettez 50 p. o/o si vous voulez; il est certain que vous élèverez ou moins de 50 p. o/o les tarifs douaniers actuellement en vigueur. Vous ne pouvez cependant pas écarter cet élément de la discussion, car on le fait valoir à chaque instant pour obtenir une protection.

On nous dit tous les jours : Il faut accorder à l'industrie une protection et assurer une augmentation de salaire pour l'ouvrier; mais laissez-nous fixer le point de départ de la loi sur le règlement du travail, au mois de mai 1892, parce que d'ici là nous aurons ces tarifs protecteurs qui permettront de donner satisfaction aux travailleurs. Aujourd'hui, vous nous dites : Nos industriels ne sont pas aussi intelligents, au point de vue du crédit, aussi courageux au point de vue du travail que les Anglais; nous aurons un tarif de douanes et, malgré cela, nous refusons d'accorder au travailleurs les améliorations qui leur sont promises par le projet de loi.

Cela me paraît absolument excessif, Messieurs, et dans de pareilles conditions, il y a lieu, selon moi, de rejeter l'amendement de M. Blavier pour cette raison dominante qu'il ne vise que les enfants et filles mineures et que nous désirons, nous, que les femmes soient comprises dans la catégorie des travailleurs protégés. Le rejet de l'amendement de M. Blavier serait l'indication très nette et très claire d'une volonté semblable de la part du Sénat.

Au contraire, l'acceptation de l'amendement de M. Blavier indiquerait bien nettement que le Sénat refuse de comprendre la femme dans la catégorie des travailleurs protégés. Je demande, en conséquence, le rejet de cet amendement.

M. BLAVIER. — Je demande à répondre un mot. (*Non! non! — Aux voix!*)

M. BÉRENGER. — Messieurs, l'honorable M. Blavier s'est peut-être un peu mépris sur mes intentions lorsque, m'entendant demander la parole, il a pensé que je désirais soutenir la partie de son amendement relative à la non-limitation de la durée des heures de travail pour les femmes.

Je voulais simplement faire remarquer qu'il me semblait que la discussion de cette grave question devait précéder l'autre si l'on ne voulait pas qu'elle fût tranchée indirectement par le vote auquel allait nous conduire l'amendement qu'on discutait. J'ai eu l'espoir, en le voyant monter à la tribune, qu'il allait enfin engager le débat sur ce point.

J'ai été un peu désappointé de voir qu'il semblait me le réserver (*Sourires*), qu'il s'effaçait pour me donner le soin et la gloire d'apporter au Sénat des arguments qu'il a déclaré d'avance devoir être sans réplique. Quoique je ne sois pas préparé à entrer dans cette discussion, puisque l'heure en est arrivée, le Sénat voudra bien me permettre d'en dire quelques mots,

Messieurs, faut-il enlever à la femme cette liberté si précieuse de disposer d'elle-même, lorsqu'il s'agit du plus important de tous les actes de sa vie, celui qui consiste à contribuer à gagner le salaire qui sera employé à l'entretien de la famille?

Faut-il limiter son devoir? — car c'est un devoir pour elle. — C'est un devoir que sa situation de femme mariée — je la suppose telle — et de mère de famille — ce sera le cas le plus fréquent — c'est, dis-je, un devoir pour elle d'employer tout ce qu'elle a de forces à soutenir la vie de ses enfants.

Faut-il l'affranchir d'une partie de ce devoir? Faut-il dire : Non, quelles que soient des situations, il faut établir cette espèce de lit de Procuste qui imposera à chacun de ne travailler que le temps fixé par la loi.

J'avoue que je considère cela comme une chose bien grave et, en le considérant ainsi, il me semble que je suis d'accord avec un vote du Sénat qui n'est pas bien ancien. Cette loi a été déjà discutée ici; elle l'a été fort brillamment, et, si mes souvenirs sont exacts, c'est à une assez grosse majorité que le Sénat a refusé de limiter la durée du travail de la femme majeure.

C'est cette thèse que je soutiens, et il me semble, Messieurs, que je puis apporter quelques arguments nouveaux tirés d'une sorte d'opportunité à ne pas engager, au moins quant à présent, cette question. Car il n'y a pas à le contester, — l'honorable M. Tolain a cherché à le faire, mais à mon sens vainement, — il n'y a pas à le contester, ce que vous aurez décidé pour la femme s'appliquera fatalement à l'homme.

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne l'ai pas contesté; je l'ai reconnu.

M. BÉRANGER. — Alors, je vous ai bien mal entendu. Il m'avait semblé que vous cherchiez à établir par des faits que dans certains pays où le travail avait été limité pour la femme, il n'en résultait pas nécessairement une limitation du travail pour l'homme.

M. LE RAPPORTEUR. — J'ai constaté que les hommes travaillaient encore moins que les femmes.

M. BÉRANGER. — Quoi qu'il en soit, c'est un fait qui, pour moi, ne me paraît pas pouvoir être sérieusement contesté; j'affirme que du moment où vous aurez fixé à dix ou onze heures — peu importe — la durée du travail de la femme, vous aurez par cela-même, tranché cette très haute, très grave, très importante question qui s'élucide depuis deux ans dans une Commission de la Chambre des députés, et dont assurément nous ne sommes pas saisis à l'heure qu'il est.

En effet, cette question a pris une bien grande importance, j'oserai dire qu'elle a pris une bien haute gravité depuis quelque temps, depuis surtout que régulièrement, à une époque fixée d'avance et chaque année, nous voyons des manifestations se produire, non seulement dans notre pays, mais presque dans tous les pays du monde pour réclamer ce qu'on appelle les « trois huit ». Vous êtes en présence aujourd'hui d'une échéance avec la-

quelle vous aurez à compter chaque année et qui chaque année s'aggravera.

Je ne veux pas rappeler les tristes épisodes dont les journaux d'hier nous ont fait connaître les derniers incidents; mais certes ils ont appelé les réflexions d'un certain nombre d'entre vous, et il n'est pas possible que vous ne considériez pas que cette question est aujourd'hui non seulement ici, mais partout, une des plus graves dont la société doive s'occuper. (*Très bien! à droite et au centre.*)

Eh bien, elle a été soumise au Parlement, non pas à vous, à la Chambre des députés. Une Commission a été nommée, elle a fait de très longues, de très volumineuses enquêtes. Elle a même fait, paraît-il, de grands voyages; des documents ont été recueillis: ils s'impriment; nous ne les avons pas encore. Et c'est à ce moment que nous viendrions ici, à propos d'autre chose, trancher, nous, cette grande question dont nous ne sommes pas saisis et sur laquelle nous n'avons pas les informations si laborieusement réunies!

Il me semble, Messieurs, que ce serait une singulière précipitation; que cette décision serait empreinte de quelque imprudence et qu'on n'y trouverait peut-être même pas tous les égards que nous devons à l'autre branche du Parlement.

M. LE RAPPORTEUR. — La Chambre des députés a voté les dix heures.

M. BÉRENGER. — Je considère, Messieurs, que cette question de la durée du travail gagnerait à ne pas être ainsi divisée, au risque de recevoir des solutions discordantes; qu'on aurait dû la grouper en une seule et même proposition.

Il n'en a pas été ainsi; non seulement il y a la loi que nous discutons en ce moment et encore celle en préparation à la Chambre des députés, mais nous avons encore celle qui vient d'être votée par la Chambre, sur laquelle une de nos Commissions fait actuellement des études, et qui a pour objet d'étendre le décret-loi de 1848 à toute une catégorie d'ouvriers et d'agents, ceux de l'industrie des transports.

Encore si les solutions proposées étaient les mêmes: mais elles sont toutes dissemblables. On vous demande de fixer dix heures pour les femmes: il s'agit de douze heures pour les 300,000 ouvriers, et peut-être plus, qui se rattachent à l'industrie des transports. Et quant à la Commission de la Chambre des députés, elle hésite encore, paraît-il, entre des solutions différentes.

Est-il possible, dans ces conditions-là, de nous saisir aujourd'hui d'un seul côté de la question et, par un vote qui ne serait qu'un vote partiel, de la trancher en totalité? Non! il y a évidemment une raison de prudence pour que nous nous abstenions.

Mais ce n'est pas seulement par cette fin de non-recevoir que je vous demande de ne pas comprendre la femme dans les limitations de travail de l'article 3, et je veux aborder le fond de la question.

Messieurs, je ne le cache pas, je n'aime pas beaucoup toutes ces lois de limitation du travail. (*Nouvelles marques d'approbation à droite et au centre.*)

Elles ont, à mon sens, un défaut capital: c'est d'avoir l'air de considérer

le travail comme un mal qu'il faut limiter, comme on cherche à limiter la misère ou la maladie. Comment, Messieurs, mais le travail, n'est-il pas ce qui doit être le plus glorifié en ce monde?

A gauche. — Ce n'est pas le travail qu'on veut arrêter, c'est l'excès du travail.

M. BÉRENGER. — Le travail, n'est-ce pas, je ne dis pas seulement la loi et le devoir de l'humanité, mais le grand moralisateur? N'est-ce pas même le grand consolateur des misères de ce monde? (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*)

Le travail doit être sacré; il faut l'envisager non pas comme un mal, mais comme le suprême bien et surtout, quand on en parle par rapport à ceux pour lesquels il est souvent pénible, il est plus que jamais nécessaire de le placer le plus haut possible dans l'estime publique.

N'est-ce pas tout le contraire qu'on fait à cette heure?

Messieurs, je suis, pour moi, absolument convaincu que, s'il est une école parmi les ouvriers qui réclame audacieusement — et pour cause — la réduction à la durée la moindre possible du travail, il en est un très grand nombre — et, malheureusement, ceux-là ne sont pas disposés à se mettre en évidence et à parler — qui considèrent ces propositions comme funestes.

Je suis, en tous cas, convaincu qu'un mal social considérable serait réalisé le jour où les lois qu'on réclame seraient votées.

Je ne suis donc pas très disposé, en général, à toutes ces limitations.

Ma pensée est d'ailleurs que la loi civile doit envahir le moins possible sur la liberté de l'homme et que, s'il y a une liberté qui doive lui appartenir entière, absolue, c'est celle de disposer de ses forces dans son intérêt et dans l'intérêt de sa famille comme il l'entend. (*Vive approbation sur les mêmes bancs.*)

Et, pour revenir à la femme, afin de ne point abuser de votre attention, si bienveillante qu'elle soit, la femme n'est-elle pas déjà placée sous assez de tutelles? Elle a à subir la tutelle maritale, parfois bien rigoureuse, car elle peut aller jusqu'à se survivre à elle-même et à lui imposer un conseil pour la direction de ses enfants. Elle est de plus soumise à la tutelle de la loi pour tous les actes de sa vie civile. Eh bien, je ne veux pas qu'à toutes ces tutelles vous en ajoutiez une autre plus dure, plus pénible, et que j'appellerai la tutelle industrielle et qui, libre, l'empêchera de disposer d'elle-même.

Le plus grave inconvénient de cette réglementation, je l'ai indiqué tout à l'heure, c'est qu'elle ne tient nullement compte des situations. On a l'air de supposer que les femmes auxquelles la loi sera imposée ont, en dehors de leur travail même, des ressources, des moyens d'existence, et que tout le travail dont elles sont capables n'est pas absolument nécessaire pour leur permettre de satisfaire aux devoirs qu'elles ont à remplir. C'est une inexactitude complète.

Si vous prenez une femme débarrassée de toutes charges, il est possible que dix heures de travail puissent lui suffire; quoique son salaire soit bien

modique, quoique je sache par expérience que, même à Paris, un salaire de 2 fr. 50 à 3 francs par jour n'est pas commun, et qu'il est loin d'être assuré. Il y a des chômages.

Admettons toutefois qu'il lui suffise, avec de la conduite et de l'économie. Mais la femme ayant des enfants, la femme ayant un mari malade ou n'ayant pas de mari, — le cas est trop commun, — comment fera-t-elle? Est-ce que ses 2 fr. 50, qui le plus souvent se réduisent à 30 sous ou 2 francs, même à Paris, est-ce avec cela qu'elle pourra soutenir ses enfants? Elle aura un sentiment du devoir tel, elle aura un tel désir d'arriver à satisfaire aux charges qui l'entourent et qui l'accablent, qu'elle voudra travailler autant que ses forces le lui permettront; mais non, la loi implacable sera là pour le lui défendre. Après avoir fait ses dix heures, quels que soient les besoins de ses enfants, elle n'aura même pas le droit d'aller chercher du travail ailleurs au sortir de l'usine ou de l'atelier, car un inspecteur pourrait venir dresser procès-verbal contre elle.

M. LE RAPPORTEUR. — Où cela? chez elle?

M. BÉRENGER. — Non, Monsieur le Rapporteur, ne me faites pas dire des absurdités.

M. LE RAPPORTEUR. — Pardon, mais vous paraissiez dire que l'inspecteur pourrait se présenter chez elle.

M. BÉRENGER. — Non, je dis que, après une journée de dix heures, si elle a encore quelques heures à consacrer au travail, elle ne pourra pas même aller dans un autre atelier chercher un supplément de salaire.

Je dis que cela est impossible et inhumain. C'est cependant au nom de l'humanité — chose étrange — qu'on prétend réclamer.

Il y a là une chose qui est légitime : c'est de défendre au patron d'employer l'enfant au delà de ses forces. Il y a une chose qui peut être encore acceptée, bien qu'elle donne lieu, pour moi, à d'assez graves objections : c'est que le travail de nuit puisse être interdit même aux femmes majeures, si l'on croit véritablement qu'il peut être l'occasion d'un dérèglement de mœurs et d'un désordre moral auquel il est de l'intérêt de la société de mettre fin.

Mais aller au delà, il me semble que c'est non seulement dépasser le droit social, mais que c'est commettre une véritable oppression. (*Très bien! et applaudissements sur divers bancs à gauche et au centre.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Monsieur le Président, je demande la remise de la discussion.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Rapporteur, fatigué, — et je le conçois, puisqu'il est toujours sur la brèche, — demande le renvoi de la discussion à une prochaine séance.

Il n'y a pas d'opposition? (*Non! non!*)

Le renvoi est prononcé.

SÉANCE DU 7 JUILLET 1893.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous en sommes restés à l'article 3 et à la discussion de l'amendement de MM. Blavier et Diancourt.

M. JULES SIMON. — Messieurs, j'ai le regret de prendre la parole pour répondre à un de mes meilleurs amis, avec lequel je suis presque toujours en communauté d'opinion.

Il m'est impossible de ne pas dire au Sénat ce que je pense de la situation des femmes dans l'industrie, et, pour me concilier un peu votre bienveillance, Messieurs, je vous demande la permission de vous dire que, depuis au moins quarante ans, je m'occupe de cette question.

Je ne dirai pas au Sénat que la loi en discussion me satisfait entièrement, je crois — et, en cela, je ne suis pas d'accord avec mon très cher ami, M. Béranger — qu'une réglementation est nécessaire; mais je me hâte d'ajouter qu'en matière de réglementation il faut faire le nécessaire et ne rien faire de plus. (*Approbation sur divers bancs*).

J'aurais désiré que cette loi se contentât de réglementer la situation des ouvriers qui travaillent dans un établissement à moteur mécanique, qui y sont en grand nombre, et qui s'y trouvent nécessairement soumis à un règlement. On ne l'a pas fait, et il résulte que les auteurs de la loi, tout en voulant résoudre toutes les questions qui concernent les ouvriers et les ouvrières, n'ont presque jamais sous les yeux que les tisseurs et les fileurs.

Il en résulte que lorsque l'on pense aux autres industries, on voit une certaine hésitation dans les opinions et dans les idées.

C'est ma première objection. Il y en a une autre que M. Béranger a développée hier avec beaucoup de force et, à mon avis, de vérité; il a trouvé regrettable que la question de la limitation des heures de travail s'introduisît dans la législation, en quelque sorte, par une petite porte. C'est à propos d'une loi sur le travail des enfants, d'une loi qui limite la durée de la journée pour les enfants, les filles mineures et les femmes, que la question générale de la durée des heures de travail s'introduit devant le Parlement.

M. Béranger pense, avec beaucoup de raison, que la question est tellement grave qu'elle aurait dû être abordée de front et étudiée pour elle-même. Il y aurait, en effet, un véritable intérêt à ne pas se contenter de discuter un des côtés de la question; on aurait évité ainsi d'entendre dire : Voilà une conséquence qui résulte de votre loi.

Ainsi, M. Béranger et d'autres orateurs disaient hier : Vous allez restreindre le travail des femmes; or, quand vous aurez restreint le travail des femmes, sachez que le travail des hommes se trouvera restreint, *ipso facto*. — On émettait cette idée comme un axiome.

J'avouerai volontiers que, pour les tissages, il est difficile de réduire le

travail des femmes sans réduire le travail des hommes; je ne l'admettrais pas avec autant de facilité si l'on parlait des filatures; et je ne l'admettrais plus du tout si l'on parlait de beaucoup d'autres genres de travaux, comme le travail du fer ou du bois, par exemple, auquel les femmes sont étrangères. D'ailleurs, Messieurs, la question qui vous est soumise mérite d'être étudiée en elle-même, et il ne faut pas croire qu'on la résoudra en disant dédaigneusement : Si vous touchez à la journée des femmes, sachez que vous toucherez nécessairement à la journée des hommes.

M. Bérenger nous disait aussi : Vous allez restreindre la liberté des femmes! Il a parlé éloquemment de la seule richesse du pauvre : la possession de sa force et la libre disposition de son travail.

Assurément, je suis prêt à donner aux femmes la libre disposition de leur travail, si cela peut se faire sans leur porter préjudice. Je suis grand partisan de la liberté, et je le rappelle volontiers au commencement de ce discours dans lequel je viens proposer de la restreindre quelque peu.

Si l'on pouvait organiser le travail des femmes par une libre convention entre les patrons et les ouvrières, cela vaudrait beaucoup mieux que de demander à l'État d'intervenir par une loi. J'en serais ravi, car j'aurais eu le plaisir, en même temps, de voir la liberté maintenue et celui de voir s'améliorer le sort d'une grande partie de la société.

Malheureusement, Messieurs, je crois que si les femmes n'ont à attendre la diminution de la durée du travail que des patrons, elles risquent beaucoup de l'attendre longtemps. Il y a deux raisons pour cela : l'une qui tient aux patrons et l'autre qui tient aux femmes.

Pour les patrons, vous savez très bien pourquoi : ils désirent utiliser le plus possible les forces vivantes dont ils disposent.

Je subis ici, Messieurs, l'inconvénient qu'il y a à discuter ces questions : je suis obligé de dire des choses que tout le monde sait; mais si je ne le disais pas, l'ordre de ma discussion en souffrirait.

Tout le monde sait que, dans un établissement à moteur mécanique, il y a ce qu'on appelle les frais fixes qui pèsent trop lourdement sur l'industrie et ces frais sont les mêmes quoique le travail diffère beaucoup. On a beau faire peu de produits, il y a toujours le sol, il y a toujours les machines, l'entretien et la réparation de ces machines.

L'amortissement se fait sur les produits de l'usine et, par conséquent, plus les produits sont nombreux, plus l'amortissement des frais fixes est considérable.

Il en résulte que les patrons désirent produire beaucoup, or, pour produire beaucoup, ils ont besoin de beaucoup d'ouvriers, et quand on vient leur dire : On va rendre à la moitié de vos ouvriers, c'est-à-dire à vos ouvrières, une heure ou deux heures par jour, ils répondent sur-le-champ : C'est une perte qu'on veut nous imposer.

Il y a donc, du côté des patrons, une raison qui s'oppose à ce que les ouvrières obtiennent ce qu'on voudrait obtenir pour elles. Comme il ne faut pas que la moindre équivoque se produise dans de pareilles matières, je tiens à ce qu'on ne conclue pas de mes paroles que les patrons sont des gens sans

cœur qui ne pensent qu'à leurs intérêts et nullement au bien-être des travailleurs qu'ils emploient. Je proteste contre cette interprétation.

Nous sommes en présence d'un fait réel, indiscutable.

Mais j'ajoute sur-le-champ, pour rendre hommage à la vérité, qu'ayant, je puis dire, pendant presque toute ma vie, fréquenté un très grand nombre de patrons, vécu avec eux, les ayant interrogés, les ayant vus agir, j'ai acquis la conviction que, parmi eux, il y en a, comme partout, de bons et de mauvais; il y en a, assurément, qui ne pensent qu'à eux, mais c'est une minorité infime. Dans tous les centres industriels que j'ai traversés, j'ai toujours vu le patron préoccupé du sort de l'ouvrier, préoccupé de lui construire des logements, d'établir pour lui des sociétés de consommation, de lui fournir des écoles, soucieux d'améliorer la situation des ateliers.

Et nous pouvons nous en convaincre aisément : nous n'avons qu'à regarder un atelier tel qu'il se comporte aujourd'hui, avec ses engins qui l'animent et les ouvriers qui le peuplent, et nous rappeler ce qu'étaient ces mêmes ateliers il y a un demi-siècle. Il y a un demi-siècle que j'ai commencé à étudier ces questions, et quand j'allais dans des ateliers comme ceux de Mulhouse, que tout le monde citait comme merveilleux, il me semblait entrer dans un antre peuplé de monstres prêts à vous dévorer. On ne pouvait pas y respirer, c'est à peine si l'on pouvait y voir. Les ouvriers étaient les uns sur les autres; les accidents n'étaient pas prévus; on n'avait rien fait pour y parer. Si l'on sortait de l'atelier et qu'on se rendît dans les lieux où vivaient les ouvriers, on voyait des taudis où des créatures humaines, je le dis avec honte, étaient littéralement entassées.

Il y avait à Mulhouse un grand citoyen qui était mon ami et dont je ne manque jamais l'occasion de répéter le nom : c'était Jean Dollfus. Je lui disais mon sentiment et il me répondait : Je n'en vis pas; il faut que je change cela, où je mourrai à la tâche! Il l'a changé, et toutes les améliorations qui ont eu lieu et auxquelles les industriels ont travaillé du meilleur de leur cœur, il en a été presque toujours l'instigateur. Vous savez, Messieurs, ce que c'est qu'un atelier aujourd'hui. Un atelier mû par la vapeur, c'est un endroit presque de plaisance. On y a la pleine disposition de la lumière, on y a un air salubre; on y a de tous côtés des préservatifs contre les accidents possibles; on y a aussi une pharmacie; on y a plus, on y a la bienveillance manifeste du patron et, quand on sort, on trouve une école, on trouve des locaux de réunion pour les ouvriers, on trouve des sociétés qui sont à l'œuvre pour améliorer la situation de tous. Je le dis franchement, simplement, sans emphase et dans toute la plénitude de la liberté de mon jugement, je crois qu'il y a une émulation générale de tous les chefs d'industrie en France pour améliorer la situation de leurs ouvriers (*Marques d'assentiment sur un grand nombre de bancs*).

Je le dis ici, Messieurs, sans que cela soit nécessaire; mais soyez sûr que s'il m'arrivait encore, comme autrefois, d'aller parler aux ouvriers, ce serait le début de tous mes discours. Les patrons sont donc décidés à faire tout le bien possible aux ouvriers; mais ils ont beau y être décidés, il est impossible qu'ils ne pensent pas à leurs intérêts.

On se met dans les affaires, on ne peut le nier, pour faire fortune, mais

n'oubliez pas qu'il ne s'agit pas seulement de faire fortune ; il faut encore défendre son honneur.

Toutes les fois qu'on est dans une entreprise, on y joue son honneur. La législation sur les faillites, en France particulièrement, est impitoyable. Le patron a toujours devant lui cette pensée qu'il lui faut parvenir à payer toutes ses dettes, et que, s'il lui arrive un malheur, même en dehors de sa volonté, même en dehors des prévisions ordinaires de la vie, il est un homme perdu, c'est-à-dire déshonoré.

Cette préoccupation l'oblige à une grande sévérité dans tous ses actes.

Il a, en outre, la concurrence de ses rivaux, et quand on lui demande, par exemple, de prendre quelque mesure libérale, il dit : « Que fera mon voisin ? » et il est bien obligé de tenir compte de cela.

Si donc vous abandonnez l'ouvrière, si vous la laissez seule en face du patron, vous rencontrerez les objections que je viens de vous signaler.

Vous trouverez aussi beaucoup de difficultés de la part de l'ouvrière elle-même. D'abord, comment les ouvriers arrivent-ils à lutter contre les patrons ? Comment peuvent-ils débattre avec eux leurs intérêts en ayant l'espoir d'obtenir satisfaction quand ils ont raison ? Vous le savez, ils ont deux procédés : ils ont le droit de coalition et ce que j'appellerai le droit de locomotion.

Le droit de coalition, vous savez ce que c'est, je n'ai pas à en parler.

Quant au droit de locomotion, c'est la faculté qu'a un ouvrier, quand il ne peut s'entendre avec les patrons d'une localité, de prendre un bâton au bout duquel il attache un petit paquet et de s'en aller dans le centre industriel voisin.

On a essayé de faire des maisons pour les ouvriers ; on voulait les leur faire acheter, c'était une des idées les plus chères de Jean Dollfus. Il a pu la réaliser à Mulhouse.

Mais ailleurs, il n'en a pas été ainsi ; les ouvriers se sont bien prêtés à demeurer dans la maison, et je le crois sans peine.

A Lyon, par exemple, on donne à un ouvrier deux chambres, dont une cuisine dans laquelle on peut coucher, deux excellentes chambres assez vastes, très bien orientées ; ayant le soleil, avec des cabinets d'aisances parfaitement organisés particuliers aux logements, l'eau et le gaz, et tout cela pour 160 francs par an. Et ce n'est pas une aumône : ceux qui font ces maisons tirent un intérêt légitime de leur argent, seulement ils savent s'y prendre. Soyez sûrs que quand ils font une nouvelle maison, elle est demandée par 500, par 1,000 personnes.

Mais quand on a voulu dire aux ouvriers : En ajoutant une très petite somme au prix du loyer, au bout de quinze ans vous serez propriétaires, on a rencontré une certaine résistance de leur part et cette combinaison a rarement réussi. Elle a réussi à Mulhouse, parce que, dans cette chère petite ville, s'il y a des dynasties de patrons, il y a aussi des dynasties d'ouvriers. On y est patron ou ouvrier de père en fils, et les rapports entre le chef d'industrie et l'ouvrier ressemblent tout à fait à des rapports de famille. On ne pense pas à s'en aller. Quitter la maison, quitter Dollfus, cela ne serait jamais venu à la pensée d'aucun de ses ouvriers ! Alors ils achetaient. Mais les autres ne

veulent pas acheter pour ne pas aliéner leur liberté; ils veulent pouvoir toujours dire au patron : « Nous ne nous entendons pas, je m'en vais ! »

Ces deux outils de l'ouvrier, qui sont les armes de leur indépendance, le droit de coalition et le droit de locomotion, l'ouvrière ne les possède pas au même degré, si tant est qu'elle les possède.

Le droit de coalition, par exemple, à ne regarder que la loi, l'ouvrière le possède comme l'ouvrier; mais enfin, Messieurs, nous connaissons les choses humaines, nous savons ce que c'est qu'une femme, et nous savons aussi que les femmes ne vont pas faire des meetings, des réunions, qu'elles n'ont pas ces tristes assemblées préparatoires qu'on appelle les cabarets (*Sourires*) et qu'il leur est très difficile de s'entendre pour venir dire au patron : « Nous allons cesser le travail, si vous ne modifiez pas notre situation ! » Le droit de coalition, c'est donc tout au plus s'il existe pour elles, et sur ce point personne ne me contredira. (*Approbation.*)

Quant au droit de locomotion, elles ne l'ont pas; elles ne peuvent se transporter d'un endroit à un autre comme les hommes. Rien de plus facile que de se déplacer pour un homme; tantôt il va à pied, ce que la femme ne fera pas; tantôt il monte dans un wagon de troisième classe, ce qu'elle peut faire; et puis, aussitôt arrivé, l'homme va trouver les compagnons, au bout de quelques jours il a de l'ouvrage.

Une femme ne se débrouille pas de cette façon-là. De plus, elle n'est pas toujours maîtresse d'elle-même. Je la suppose mariée : la première obligation que lui impose la loi, c'est de résider avec son mari; pour qu'elle change de résidence, il faut que le mari en fasse autant. Si, dans la maison où elle travaille, son mari a des querelles avec son patron ou avec ses camarades et veut aller ailleurs, il faut que la femme le suive. La situation de la femme n'est donc pas la même que celle de l'homme. Il y a, par conséquent, une raison sérieuse pour ne pas la traiter comme nous traitons l'homme.

Je prends à présent la nature de la femme. Je vous demande pardon de faire un peu de philosophie. (*Parlez! parlez!*) Mais, à mon avis, il serait fâcheux que la question du travail fût traitée dans le Parlement sans qu'apparût quelque part la philosophie, c'est-à-dire la science du cœur humain, des aspirations des hommes et des femmes.

Eh bien, je dis que les femmes ne sont pas dans la même situation où pourraient être les hommes. Voilà, par exemple, un enfant; la mère le regarde et trouve qu'il dépérit; il dépérit en effet, et il dépérit parce que sa nourriture est insuffisante. Quelle sera la pensée de cette mère? Elle ne pensera d'abord qu'à gagner de l'argent elle-même, puis, si cet argent ne suffit pas, elle voudra en faire gagner à son enfant.

Un ami, un médecin, aura beau lui dire : « Votre enfant ne peut pas supporter le séjour de l'atelier ». Il s'agit d'un mal lointain et la mère verra le mal présent.

Combien de fois, Messieurs, quand nous faisons campagne pour faire retarder l'âge d'admission des enfants dans les ateliers, que de fois des femmes ont-elles couru après moi dans la rue, en disant : « C'est donc vous, Monsieur, qui voulez faire mourir de faim nos enfants ? » Je ne voulais

pas les faire mourir de faim : je voulais seulement les empêcher de mourir de phtisie. La mère ne voyait pas cela. Elle en était incapable.

Une femme ne peut supporter le spectacle de la souffrance de son enfant. Elle recherche le remède à cette souffrance; quel qu'il soit, elle l'applique. Le premier remède auquel elle pense, c'est celui qui la touche seule; elle travaille davantage. Mais si son salaire ne lui suffit pas, elle prend alors l'enfant et le met au service de la vapeur. Qu'arrive-t-il ? Messieurs, nous avons vu, d'année en année, l'administration militaire obligée d'abaisser la taille des conscrits, parce qu'on n'en trouvait plus assez pour former les contingents; nous avons vu croître le nombre des maladies et la population des hospices augmenter, au détriment de la population valide.

C'est alors que nous avons pris la résolution de réglementer l'âge auquel les enfants peuvent entrer dans les manufactures, et je dis qu'il y a des raisons analogues, et presque les mêmes raisons, pour réglementer aussi la situation des mères.

M. Béranger a eu un mouvement d'éloquence, auquel je me suis associé par mon émotion, quand il a dit : « Mais vous traitez le travail comme une peste. Au contraire, le travail est ce qu'il y a de plus doux, de plus souhaitable pour nous tous. Comment pourrions-nous vivre sans le travail ? »

Oui, mon cher collègue, mon cher ami, il n'y a rien de plus doux que le travail. C'est notre vieille connaissance à vous et à moi. Nous lui devons une reconnaissance profonde.

S'il ne nous a pas donné, s'il ne m'a pas donné, à moi, tout ce que j'espérais de lui, il m'a au moins donné le charme de sa présence, et, toute la douceur de ma vie, c'est au travail obstiné que je la dois. (*Mouvement d'approbation sur un grand nombre de bancs.*)

Je suis donc prêt à m'associer à tout ce que vous direz pour glorifier le travail et à proclamer que le plus grand malheur pour un homme ou pour une femme serait d'être condamné à ne pas travailler. Mais il faut que vous me permettiez de dire que le travail revêt plusieurs formes.

Le travail que vous faites ici, Messieurs, quand vous êtes assis dans ces commodes fauteuils dont parlait tout à l'heure mon ami M. Dide, et que vous écoutez des orateurs meilleurs que celui qui vous parle en ce moment...

Un sénateur à gauche. C'est difficile ! (*Approbation.*)

M. JULES SIMON. — ...ce travail n'est pas extrêmement fatigant et ne laisse pas que d'être parfois agréable. Le travail que vous faites dans votre cabinet vous charme, et celui auquel vous vous livrez quand vous allez plaider avec tant d'éloquence devant les tribunaux nous charme tous également.

Voilà le travail agréable; je vous prie de ne pas le comparer, sans y réfléchir beaucoup, à la douzième heure de la journée d'une rattacheuse. C'est autre chose et c'est quelque chose en vérité de plus dur. J'ai bien désiré dans ma vie me rendre compte des conditions du travail manuel; je n'y ai pas réussi. J'ai essayé cependant. J'ai composé, une fois, comme compositeur d'imprimerie, la préface d'un livre de moi qui s'appelle le *Devoir*. J'ai fait assez de fautes de typographie, mais, comme je suis bon correcteur,

elles ont toutes disparu. Eh bien, ce n'est qu'un jouet. J'ai passé trois ou quatre journées à faire ce qu'un bon compositeur aurait fait en deux heures et cela ne m'a pas donné le moins du monde l'idée de l'ennui, des difficultés, et de la dureté de ce travail. Ce n'est que par l'imagination, ce n'est qu'en regardant, en étudiant les ouvriers qu'on arrive à se convaincre que le travail manuel est très effectivement une lourde et pesante charge. (*Appro- bation sur plusieurs bancs à gauche et au centre.*)

Ce qui l'adoucit, ce qui le rend aimable, c'est que le travail manuel est associé au salaire. Oui, la femme qui est rattacheuse dans un tissage, celle qui est soigneuse de préparation dans une filature, peut trouver du plaisir dans son travail, mais ce n'est pas pour le travail lui-même, c'est parce qu'elle sait, parce qu'elle a le sentiment que ce travail lui fournira l'argent qu'elle apportera le samedi dans sa famille. Elle songe au bien-être des siens dû à ses peines; et plus elle se fatigue, plus elle en est récompensée par cette pensée immédiate que cette fatigue est fortifiante pour les autres et qu'elle épargne des souffrances et des douleurs à ceux qu'elle aime. (*Très bien! très bien!*)

Mais ce n'est pas le travail matériel qui la séduit. Non, non, laissons cela et ne faisons pas de comparaisons avec nous-mêmes. Songeons que notre situation est une situation heureuse, et qu'il y a, à côté de nous, des personnes dont l'existence est dure et pénible. Aimons-les d'autant plus, respectons-les d'autant plus; mais avant tout rendons-nous un compte exact de cette situation.

Je ne voudrais pas, Messieurs, me laisser aller à trop de développement (*Parlez! parlez!*), cependant il y a une chose que j'ai remarquée. Je me rappelle un de mes camarades de classe que M. de Kerdrel n'a pas connu parce que ce n'est pas au collège de Lorient que j'ai fait sa connaissance; ce camarade nous a quittés à la fin de la troisième pour se faire cordonnier, je suis resté son ami jusqu'à sa mort et, dans les premiers temps, j'allais quelque fois le voir et je lui disais : « Cela t'ennuie de faire des souliers? » Il me répondait : « Mais non, je fais une paire de souliers, je tâche de la faire le mieux possible, et, quand je l'ai achevée, je la place sur une planche où elle attend un acheteur.

« Eh bien, tu me croiras difficilement, disait-il, je suis enchanté quand on m'achète une paire de souliers, et pourtant j'ai un petit chagrin (*Sou- rires*) de la voir s'en aller. Je me dis : je l'ai faite avec tant de soin et, pendant que je tirais mon fil, j'ai eu tant d'idées agréables; il le faut, pourtant, puisqu'elle a été faite pour être vendue, qu'elle parte! »

C'est un sentiment que l'on comprend; mais jamais une rattacheuse, je dirai plus, un conducteur d'un self-acting, qui joue un rôle beaucoup plus important dans la production, n'aura l'idée de s'en aller au magasin où les tissus sont accumulés et de les regarder avec la pensée de l'ouvrier ou de l'artiste qui a contribué à faire une œuvre. Non, il a donné son travail, la machine l'emporte, et il n'en reste rien, rien que le salaire et le service rendu à la famille.

Il y a donc des raisons pour que nous nous occupions de diminuer la durée du travail des femmes. Il est à peu près impossible à un homme dont

le cœur est bien placé de penser que ces chères créatures sont obligées à la même souffrance que nous, qui, plus qu'elles, paraissions être faits pour la supporter. Mais, est-ce pour adoucir la situation des femmes, pour les rendre moins malheureuses, que nous demandons qu'on diminue la durée de leur journée?

Non, Messieurs, je vous avoue que je ne pousse pas la sensibilité jusqu'à ce que, s'il ne s'agissait que d'adoucir la condition de la moitié de la population des ateliers, je ne vous imposerais pas la fatigue de m'entendre,

C'est toute autre chose qui me préoccupe. Quand je demande, quand nous demandons la diminution de la journée de travail pour les femmes, ce n'est pas seulement aux femmes que nous pensons, ce n'est pas principalement aux femmes, c'est à l'humanité tout entière (*Très bien! très bien!*), c'est au père, c'est à l'enfant, c'est à la société, que nous voulons remettre sur sa base, dont nous croyons qu'elle est peut-être un peu sortie. (*Nouvelle approbation.*)

Permettez-moi, Messieurs, de dire encore des choses que tout le monde sait; mais enfin, puisqu'on les oublie quelquefois, il faut bien qu'on les rappelle.

La vapeur n'est pas d'une antiquité formidable. Ceux d'entre vous qui ont vécu dans la première moitié de ce siècle — nous ne sommes pas ici dans une assemblée de jeunes gens, — se rappellent le temps où l'emploi de la vapeur était presque une exception. Moi qui vous parle, j'étais sur la première locomotive qui a fait le voyage redoutable de Paris à Saint-Germain (*Sourires*) et c'est à peine si, dans la province, les gens qui n'appartenaient pas aux classes les plus élevées voulaient consentir à croire qu'on faisait mouvoir des voitures sans qu'elles fussent traînées par des chevaux. Quant aux ateliers, nous avons vu aussi le temps où le travail à bras était seul connu. Je me rappelle avoir visité Lyon à une époque où l'on parlait de la possibilité de faire plusieurs des opérations qui aboutissent à la confection d'un tissu de soie au moyen de la mécanique, et les gens très experts de la ville disait : « On arrivera à le faire, mais ce sera au détriment de l'art ». Il leur semblait qu'un tissu de soie, pour être un véritable tissu, devait être fait dans la famille, par l'ouvrier et l'ouvrière; on parlait de ces ouvriers qui rapportaient leur ouvrage chez le patron quand il était terminé et qui le lui montraient avec un sentiment d'artistes satisfaits, en ajoutant que quand on travaillerait à la mécanique sous l'œil indifférent du contremaître, on descendrait de la dignité d'artiste. Et les Lyonnais, ajoutait-on, ne renonceraient pas volontiers à leur qualité d'ouvriers-artistes pour devenir en quelque sorte des manœuvres.

On a tenu le même langage pour l'industrie de la laine. Le métier à bras est devenu une curiosité, une rareté, et, d'ici à quelque temps, on n'en trouvera plus qu'au Conservatoire des arts et métiers. M. Nicolas donnera des permissions pour aller voir ces chefs-d'œuvre.

C'est donc une transformation complète qui s'est opérée. Quand elle a commencé, les philosophes ont été très préoccupés de l'effet qu'elle allait produire sur les ouvriers, et je me rappelle encore les alarmes de Michel Chevalier, qui en était pourtant grand partisan, mais qui disait : « Que vont

devenir les ouvriers? » On lui demandait : « Pourquoi? » Il répondait : « C'est qu'on va prendre des ouvrières. » Des « ouvrières »? le mot était nouveau; on ne l'avait jamais entendu dans le sens actuel. On disait : « J'ai une ouvrière chez moi, à la journée ou à l'année. » C'était une couturière, une modiste, une repasseuse.

Mais l'ouvrière qui vient à sept heures du matin, qui reste jusqu'à sept heures du soir, et qui est toujours debout sous l'œil d'un contremaître pour s'occuper de carderie ou de choses semblables, cela n'existait pas du tout, on n'en avait pas l'idée.

Les saint-simoniens, très attentifs aux transformations de l'industrie, nous disaient : « Vous allez voir ce qui va se passer : la femme a moins de besoins que l'homme, elle se nourrit à meilleur marché, elle se contentera d'un moindre salaire. C'est une économie à faire pour le fabricant, il va prendre des femmes. » Et puis, très peu de jours après, car ces choses-là marchent avec une rapidité extraordinaire, on entendait dire de tous côtés : « La vapeur va prendre les enfants », et, dans le nord de l'Angleterre, on dit : « Que vont devenir les hommes, quand on aura peuplé les manufactures de femmes et d'enfants, et mis les hommes à la porte? »

Est-ce que les hommes vont se mettre à faire le ménage et à promener les enfants? (*Sourires.*) Messieurs, cela a failli se produire.

Vous savez tous qu'à Leeds et à Bedford, pendant plusieurs mois, les hommes ne trouvaient plus à s'embaucher. On n'en voulait plus, on leur disait : « Prenez le salaire des femmes. » Ils répondaient : « Nous ne pourrions pas vivre. » — « Alors je prends des femmes et je ne vous prends pas. »

On a cru à une véritable révolution. Elle ne s'est pas accomplie. Cela tient à ce que l'on s'est mis à produire des tissus et des objets industriels dans une proportion formidable dont jusque-là personne n'avait eu la moindre idée.

Autrefois, — j'ai encore vu cela, — une étoffe coûtait fort cher, et tout le monde ne pouvait pas s'en procurer.

Je suis, Messieurs, avec votre permission, un paysan breton; et, dans mon pays de Bretagne, je me rappelle parfaitement avoir vu mes concitoyens marcher nu-pieds et porter des vêtements absolument en lambeaux parce que cela coûtait trop cher d'en acheter de neufs. Un homme habillé du haut en bas sans sutures et sans trous était un élégant, quelles que fussent la couleur et la nature de ses vêtements. Quant à des souliers, on les connaissait à peine, mais nous connaissions à peu près les sabots. Pour des bas, il n'en était pas question. C'était encore ainsi en 1846, quand j'étais candidat à la députation; je voyais mes électeurs qui payaient 200 francs d'impôt direct et qui marchaient pieds nus pour venir au vote.

La vapeur est arrivée; elle a amené une production énorme de toute espèce d'objets. Nous sommes quelquefois bien injustes pour notre temps. C'est cependant quelque chose que d'avoir assisté à cette transformation, que d'avoir le plaisir, d'abord, d'être bien habillé, et, ensuite, de voir ses contemporains bien habillés.

Quand vous allez dans une usine, à présent, vous êtes à peu près sûrs que tous les ouvriers et que toutes les ouvrières qui s'y trouvent portent

des chemises, tandis que j'ai vu le temps où la chemise était un objet de luxe.

J'ai vu le temps où l'on amassait de l'argent dans un ménage pour arriver à avoir une paire de draps et, pendant qu'on couchait dans cette paire de draps, on se trouvait parfaitement heureux. Quel changement ! à l'heure actuelle la vapeur a tout transformé. Elle a amené un développement considérable de notre production ; quelques personnes trouvent même que ce développement a été trop grand. Ce qui est certain, c'est que l'on a eu des mécomptes. Il ne faut pas s'en étonner. Je vous ai indiqué au commencement de ce discours que les industriels avaient des frais fixes ; comme il faut les amortir, on produit sans avoir de commandes, on encombre les magasins, et, lorsque les magasins sont encombrés, il en résulte deux choses : la première, c'est que les marchandises se défraîchissent et se perdent ; la seconde, c'est qu'à de certains moments le fabricant est obligé de jeter lui-même sa marchandise sur la place et de la vendre à n'importe quel prix, parce qu'il a besoin de capitaux. Un pays déverse ainsi son trop plein sur un autre, et c'est ce qui amène des crises dans l'industrie. Mais cette abondance de production a eu néanmoins un bon effet, elle a empêché de mettre les hommes à la porte ; il s'est trouvé que les hommes et les femmes ont été simultanément employés au service de la mécanique.

On a vu alors dans les villes industrielles le spectacle que voici : la nuit, les cheminées des usines s'allument, on en voit jaillir les étincelles. Le matin, on entend les cloches des fabriques, et au même moment les portes des maisons s'ouvrent, et l'on en voit sortir comme une procession. Ce sont des hommes, des femmes, des enfants portant la plupart du temps un morceau de pain sous le bras et qui se pressent pour arriver à la fabrique avant que les portes en soient fermées.

Allez ensuite dans les maisons, vous n'y trouverez presque pas d'êtres vivants : ils sont tous à la fabrique ; le mari y occupe sa place, il y est depuis six heures du matin jusqu'à six heures du soir ; il est à la bataille, il fait son métier d'homme. (*Approbaton.*) La femme y est aussi ; elle n'est pas à sa place, elle y fait le métier d'homme comme son mari ; elle n'y fait pas le métier de femme : de six heures à six heures elle est là. Allez dans la maison ; qui trouvez-vous ? J'ai dit tout à l'heure que presque toutes les maisons étaient vides. Non, pas tout à fait.

Il y a quelquefois un, deux, trois enfants dans une pièce. La mère très souvent a fermé la porte à clé, parce qu'elle se dit : J'aime mieux que mes enfants soient à la maison, immobiles, souffrant d'un ennui mortel, souffrant du froid, de la faim ; mais je sais qu'ils sont à l'abri des accidents. Une autre mère n'a pas pu s'y résigner ; elle a ouvert la porte. Les enfants, alors, où sont-ils ? Ils sont là où sont les petits chiens, les chats, les animaux domestiques (*Sourires*) ; ils sont dans la rue, dans le ruisseau, comme des animaux ; personne ne les surveille ; c'est là une situation qui ne manque pas d'être effrayante. Je sais bien qu'il se trouve quelquefois une voisine qui les recueille.

C'est une pauvre femme qui ne peut plus aller travailler parce qu'elle est trop vieille ; elle ne refuse jamais de prendre l'enfant de celle dont

l'habitation est proche de la sienne. Les pauvres sont très généreux, très bons. Ils le sont plus que nous.

Si nous connaissons un orphelin trop malheureux, nous essayons de le placer quelquefois, ou nous donnons de l'argent pour qu'on le place. Le pauvre, lui, ne peut pas donner de l'argent, il n'en a pas. J'ai un grand nombre de mes amis qui ont cinq, six, sept enfants; il m'est arrivé un jour de dire à l'un deux : Vous avez sept enfants? — Non, m'a-t-il répondu, je n'en ai que cinq; il y en a deux qui ne sont pas à moi. Ce fait n'est pas rare, je pourrais en citer beaucoup dans tous les centres industriels, beaucoup à Paris.

L'enfant, ainsi accepté, devient le frère des autres; il n'y a pas de différence. Il devient le fils du père et surtout le fils de la mère. Cela se voit souvent, mais enfin cela ne se voit pas toujours.

Alors qu'est qu'ont fait partout les patrons? Ils ont cherché; ils se sont dit : Nous ne pouvons pas laisser les enfants dans la rue, ni les laisser enfermer dans les maisons, et ils ont eu recours à toutes sortes d'inventions merveilleuses : d'abord, est venu un certain M. Marbeau, dont le nom est cher à ceux qui aiment les pauvres, qui a inventé les crèches; puis on a créé les asiles, et, après les asiles, le Ministère de l'instruction publique s'est avisé que la classe primaire durait quatre heures, tandis que les travaux de l'atelier duraient douze heures, et l'on a fait ce qu'on appelle des gardiennages.

On a exigé du maître et de la maîtresse qu'après avoir donné deux ou trois heures de leçons, ils donnassent deux ou trois heures de surveillance. On a employé toutes les mécaniques possibles pour remplacer la nature.

Si l'on nous avait coupé un bras, nous trouverions, j'en conviens, chez de grands industriels de Paris des bras mécaniques parfaitement organisés, avec lesquels nous pourrions tenir notre fourchette, tirer notre chapeau et faire plusieurs autres gestes remarquables (*Sourires*). L'auteur de ces perfectionnements a peut-être reçu la croix de la Légion d'honneur et, quand nous regardons sa vitrine à une exposition de l'industrie, nous sommes remplis d'admiration; mais, je vous le demande, est-ce que ce bras-là remplacera jamais la nature?

Eh bien, il en est de même de vos asiles et de vos gardiennages. Je voudrais bien donner à l'enfant une autre institutrice que la maîtresse de la salle, d'asile, quoique je sois plein d'admiration et de respect pour elle, quel que soit le costume qu'elle porte; je voudrais bien donner à l'enfant une autre protectrice, une autre gardienne, et je la cherche où la nature l'a placée. Cette institutrice; cette gardienne, c'est la mère. (*Très bien! très bien!*)

Aujourd'hui, quand la mère s'en va à six heures, avant le jour, et quand elle rentre à six heures, avant la nuit, je me demande quand elle voit son enfant. Oui, elle le voit le dimanche. C'est bien heureux, et il faut s'en féliciter. Mais je voudrais qu'elle le vît chaque jour et que lui la vît aussi.

Quand, à notre dernière séance, M. Bérenger, en parlant de la femme, nous disait : « Savez-vous ce qu'elle fera de ces deux heures ou de cette heure que vous allez lui donner? » j'entendais quelques-uns de mes collègues, autour de moi, répondre : « Elle fera ce que font les ouvrières de Paris ». Ils

voulaient dire qu'elle se livrerait à la mauvaise conduite. Je n'ai pu entendre ces paroles sans éprouver une certaine indignation.

J'ai fait, il y a quelques instants, l'éloge des patrons, et j'ai fait aussi l'éloge de la charité des ouvriers; j'ai envie à présent de faire l'éloge de la chasteté des ouvrières; je crois que ce rôle ne messied pas à un vieillard, et à un homme qui les a regardées et étudiées de près. Je ne nie pas les mauvaises mœurs, je ne nie pas la prostitution, je ne peux pas contester l'évidence. Mais je dis que ce n'est pas le travail qui engendre les mauvaises mœurs, c'est l'oisiveté. (*Approbation.*)

Non, non, ce n'est pas le travail. L'habitude de travailler et de lutter contre la pauvreté ne mène pas à la dépravation. La femme à laquelle vous donnerez une heure à la fin de la journée, et qui a des enfants, consacrera cette heure à ses enfants, et c'est alors comme si vous disiez, Messieurs, qu'elle donnera cette heure à la morale. (*Nouvelles marques d'approbation.*)

Je voudrais bien savoir qui leur enseignerait la morale, à ces enfants, si la mère ne la leur enseignait pas? Je sais très bien, je le sais nécessairement, que, dans tous les programmes d'instruction primaire, on a inscrit un cours de morale. Mais je sais aussi que ce n'est pas par l'école que la morale entre dans l'esprit des enfants; ce n'est pas le maître ni la maîtresse, quelque respectables qu'ils puissent être, qui l'enseignent véritablement; non, non; c'est la nature qui enseigne la morale, c'est la mère. (*Très bien! très bien!*)

La morale qu'on a apprise sur les genoux de sa mère est celle qu'on retrouve dans la vie au moment des tentations, alors qu'on est attiré vers le mal. On se souvient alors de sa mère, on ne se souvient pas de son maître d'école. (*Très bien! — Applaudissements.*) Croyez-moi, c'est au gouvernement de sa famille, c'est au gouvernement de ses enfants que la femme se livrera pendant cette heure que vous lui donnerez.

Croyez-vous que celles qui sont destinées au vice et qui seront restées douze heures à l'atelier seront épargnées pour cela? le croyez-vous? Je connais une ville de France qui n'est pas loin d'ici où l'on a un nom pour les ouvrières qui se conduisent mal après être sorties de la fabrique; on les appelle des cinq-quarts, pour cette raison qu'après avoir travaillé pendant toute la journée à la fabrique, elles consacrent, le soir, à un autre métier, un temps équivalant au quart de cette journée. Non, il n'y a qu'un seul moyen de préserver les femmes contre le vice, c'est de les rendre à leur famille.

Il en est de même du grand vice des hommes qui est l'ivrognerie. Je vais encore, Messieurs, vous dire une chose que tout le monde a dite et que, cependant, il est utile de répéter.

Le grand malheur de l'ouvrier c'est le cabaret. Vous fondez une usine, vous croyez n'avoir fait que cela : vous avez fait bien autre chose; vous avez fondé en même temps une cinquantaine de cabarets. A peine l'usine est-elle ouverte que les cabarets s'ouvrent de tous les côtés et que, dans ces cabarets, affluent les ouvriers.

Nous allons condamner cette conduite et dire : les misérables ! ils s'en vont là, ils jouent aux cartes, ils s'enivrent, ils ont des querelles entre eux, ils voient des prostituées, tandis que les femmes et les enfants sont à mourir

de faire dans un grenier ! C'est un spectacle que tous les moralistes ont décrit l'un après l'autre.

Il y a pourtant une atténuation : c'est que cet ouvrier, s'il allait dans sa maison, n'y trouverait pas de femme, puisque la femme rentre à la même heure que lui ; il n'y trouverait pas de foyer brillant, il n'y trouverait ni propreté, ni des enfants bien tenus ; non, il n'y verrait rien que le spectacle le plus triste et le plus navrant que puisse avoir le cœur d'un père. C'est une excuse... une excuse c'est trop dire : c'est une explication de la mauvaise conduite.

Mais, au lieu de cela, opposez à la taverne une maison bien tenue, dans laquelle la femme est depuis une heure avec les enfants, bien préparés à recevoir le père et sautant de joie quand il arrive ; un petit souper modeste, accommodé des mains de la femme, et qui est certainement préférable à ce qu'il peut trouver partout ailleurs ; un gros baiser qu'elle lui donnera, avec le sentiment d'avoir animé toute cette petite famille, de lui avoir donné la joie, de la soutenir et de la voir marcher dans une voie honorable.

N'aurez-vous pas l'espoir, alors, que l'ouvrier détestera le cabaret, qu'il n'en connaîtra plus le chemin et qu'au sortir de l'usine il ira directement trouver sa femme et ses enfants ? (*Très bien ! très bien !*)

Voilà, Messieurs, ce que nous disons, et nous ne sommes pas les premiers. M. Tolain, dans son rapport si rempli de renseignements intéressants, vous a expliqué qu'au dehors tout le monde avait pensé qu'il ne fallait pas permettre à la vapeur de tuer la femme. Car elle a tué la femme, la vapeur ! Elle laisse bien subsister la famille, elle laisse bien subsister l'ouvrière ; mais la mère, mais l'épouse, elle n'existe plus dans cette séparation absolue.

Eh bien ! Messieurs, qu'est-ce qu'on vous demande ? On vous dit : Vous allez faire une loi sur le travail ! Ah ! puisque vous la faites, pensez à ce grand malheur qui menace l'humanité ; pensez à la séparation de l'homme et de la femme ; rendez-nous l'épouse, rendez-nous la mère ; c'est presque comme si je disais : rendez-nous la morale.

Voilà, Messieurs, à quoi nous pensons quand nous vous demandons de donner cette heure-là à la femme. On ne la lui donnera pas si vous ne la lui donnez pas. (*Très bien ! très bien !*) Décidez que vous la lui donnerez.

On parlait hier ici d'une conférence à laquelle j'ai assisté avec M. Tolain, et où dix-sept États se trouvaient représentés. Sur les envoyés de ces dix-sept États, il n'y en avait aucun qui ne fût favorable à la réforme que nous défendons, et, quand on disait dans cette Assemblée : « Il faut rendre la femme à la société humaine », c'était à peu près comme si l'on avait dit : « Il faut rendre la morale aux hommes. »

Qu'est-ce donc, Messieurs, je vous prie, qu'une société sans morale ? Qu'est-ce qu'une société sans éducation ? Qu'est-ce qu'une éducation sans la mère ? Qu'est-ce qu'une maison sans l'épouse ? Qu'est-ce qu'un homme qui n'a pas à côté de lui, pour l'aimer, une femme inspiratrice des grands sentiments et des nobles pensées ?

Nous pouvons faire tout cela avec un article de loi.

Je suis plein d'admiration et de respect pour la liberté, que ne donnerais-je

pas pour elle! Je donnerai tout, excepté la morale, excepté le devoir. (*Très bien! très bien! — Applaudissements*)

Voix diverses. — A demain! — Non! non!

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je viens vous demander de trancher la question qui s'agit devant vous depuis deux jours.

L'article 1^{er}, dans ce projet de loi concernant la réglementation du travail qui vous est soumis, vise les enfants, les filles mineures et les femmes.

Il ne s'est produit dans l'Assemblée aucune objection au sujet des enfants et des filles mineures. Toute la question porte sur ce point : les femmes seront-elles comprises dans la catégorie des travailleurs protégés?

Nous pourrions discuter plus tard les conditions de la réglementation ; pour le moment, je demande au Sénat de vouloir bien, après le débat qui s'est déroulé devant lui, trancher dès aujourd'hui la question qui a fait l'objet de ce débat. (*Très bien! très bien! à gauche. — Aux voix!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il est bon, je crois, Monsieur le Rapporteur, de bien préciser si le vote portera sur l'article 1^{er} ou sur l'article 3.

M. LE RAPPORTEUR. — A mon avis, vous devriez, Monsieur le Président, consulter le Sénat sur le premier paragraphe de l'article 1^{er}. (*Assentiment sur plusieurs bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'y vois absolument aucun inconvénient.

M. BLAVIER. — Ce n'est pas très logique, car si l'on n'adopte pas l'article 3, l'article 1^{er} cessera par là même d'exister.

M. LE PRÉSIDENT. — L'article 3 contient trois propositions de principe. Il y a la question des femmes, puis celle de l'âge auquel les enfants devront être assujettis à la loi, et enfin la question du nombre des heures de travail.

Nous pourrions voter d'abord sur la mention relative aux enfants et aux filles mineures, puis sur l'âge, ensuite sur la question des femmes, et enfin sur les chiffres de dix ou de onze heures par jour. Je crois qu'en procédant ainsi toutes les questions de principes seraient résolues.

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne crois pas que nous puissions voter aujourd'hui sur le nombre des heures de travail. (*Mais non! — C'est évident!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole sur la question de la protection des femmes?...

Si le Sénat y consent, je vais suivre l'ordre que je viens d'indiquer. (*Adhésion.*)

Je donne lecture de la partie de l'article 3 qui n'est pas contestée
« Les enfants jusqu'à l'âge » — je réserve l'âge — « les filles mineures » —
je réserve les mots : « et les femmes » — ne peuvent être employés à un
travail effectif de plus de... » — je réserve le chiffre.

Un sénateur à droite. — Sur quoi se prononcera-t-on, si tout est réservé ?

M. BLAVIER. — Il est absolument logique de procéder par élimination.

M. LE PRÉSIDENT. — On ne peut pas arriver à une solution autrement.
Je mets aux voix la portion du premier paragraphe que je viens d'énoncer
et qui n'est pas réservée.

(Cette partie du premier paragraphe est adoptée.)

Je mets aux voix la mention de l'âge de 18 ans pour les enfants et les filles
mineures.

M. BLAVIER. — Monsieur le Président, j'ai déposé un amendement pro-
posant le retour à l'ancien texte, qui portait « 16 ans ».

M. LE PRÉSIDENT. — Votre amendement consiste à demander que l'âge
soit reporté à 16 ans au lieu de 18.

M. BLAVIER. — C'est ce que le Sénat a déjà adopté précédemment.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement.

M. LE RAPPORTEUR. — Monsieur le Président, c'est là une question très
grave. La Commission n'accepte pas l'amendement.

(Le vote a lieu. — L'amendement n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la proposition de la Commission,
c'est-à-dire l'âge de 18 ans.

(Le Sénat consulté, adopte la proposition de la Commission.)

Nous arrivons aux mots « et les femmes ».

Il va être procédé au scrutin.

Voici le résultat du scrutin sur les mots « et les femmes ». Premier pa-
ragraphe de l'article 3.

Nombre de votants	240
Majorité absolue.....	121
Pour l'adoption.....	132
Contre.....	108

(Le Sénat a adopté.)

Restent au paragraphe 1^{er} les amendements de MM. Blavier, Maxime Lecomte et Diancourt, qui fixent à onze heures la durée du travail, alors que la Commission du Sénat propose le chiffre de dix heures.

Le Sénat veut-il continuer la discussion ? . . .

Voix diverses. — Oui ! Aux voix ! — Non ! non ! A jeudi !

M. LE PRÉSIDENT. — Puisqu'il y a contestation, je consulte le Sénat.

(Le renvoi de la discussion à la prochaine séance est prononcé).

SÉANCE DU 9 JUILLET 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous en sommes arrivés, Messieurs, à la dernière partie du paragraphe premier de l'article 3, c'est-à-dire à la fixation des heures de travail.

Il y a, sur cette partie du paragraphe, deux amendements, celui de M. Diancourt et celui de M. Blavier, qui demandent que le nombre de onze heures soit substitué à celui de dix heures proposé par la Commission.

M. MAXIME LECOMTE. — Messieurs, nous avons voté dans la dernière séance le principe de la limitation de la journée de travail. Reste une question de mesure. Sera-ce dix heures comme le demande la Commission ? Sera-ce onze heures, comme le demande notre honorable collègue M. Diancourt. Nous devons, il me semble, nous mettre en garde contre des entraînements passagers et contre ce que j'appellerai les surprises du cœur (*Très bien ! très bien ! à droite*), de façon à faire une loi sage et mesurée qui puisse passer dans la pratique et qui puisse durer. Pour cela, il faut tenir un compte suffisant de l'état de nos mœurs et des nécessités de notre industrie.

Je comprends un effort violent du législateur contre ce qui existe lorsque l'état de choses actuel lèse l'humanité et compromet en quelque sorte l'existence nationale (*Nouvelles marques d'approbation*), lorsqu'il s'agit de sauvegarder la race en l'empêchant de s'abâtardir ou de se démoraliser par un travail abusif.

C'est peut-être la question qui se pose pour la suppression du travail de nuit, pour l'établissement du repos hebdomadaire.

Mais devons-nous aller, Messieurs, jusqu'à la loi de dix heures ? Est-il utile de passer, à un moment donné, brusquement de la journée de travail de douze heures à celle de dix heures ? N'est-il pas plutôt dans l'intérêt de tous

d'accepter un régime intermédiaire ? N'est-il pas plus utile, dans l'intérêt de la loi, qu'elle soit acceptée facilement et par les patrons et par les ouvriers ?

Consultons, Messieurs, si vous le voulez bien, l'état de nos mœurs industrielles. Vous savez qu'en 1848 une loi a été faite qui limite à douze heures la journée de travail pour tout le personnel ouvrier.

M. MARCEL BARTHE. — Non, pour le personnel employé dans les usines et manufactures.

M. MAXIME LECOMTE. — Bien entendu. Je vous demande pardon, mon cher collègue. Comme nous sommes en matière de travail industriel, je ne pensais, en effet, qu'aux usines et manufactures. Je rappelais qu'en 1848 il a été fait une loi qui limite à douze heures la durée de la journée de travail dans les usines et manufactures. Eh bien, demandons-nous si, à l'heure qu'il est, cette loi qui date de 1848 est généralement et bien appliquée.

Si nous nous reportons à l'enquête qui a été faite par la Chambre des députés, nous acquerrons immédiatement la conviction contraire. En effet, les inspecteurs divisionnaires l'ont constaté, la loi de 1848 n'est pas bien appliquée. Je me souviens que, dans cette enquête, le conseil des prud'hommes de Tourcoing résumait ses desiderata d'un mot : il faudrait que la loi du 1848 fût appliquée.

Dans son rapport, à la page 23, M. Richard Waddington reconnaît que cette loi de 1848 n'est pas encore complètement passée dans la pratique.

Une autre question a déjà été agitée devant vous : il a été dit et redit — et je crois que c'est là pour tout le monde, actuellement, un fait constant et démontré — que, lorsqu'on édicte une limitation pour les jeunes ouvriers et pour les femmes, on fait une loi qui va, qu'on le veuille ou non, s'appliquer à tout le personnel ouvrier des usines et manufactures, pour la grande majorité de nos industries.

Je ne veux, sur ce point, retenir qu'un seul témoignage, parce qu'il a une très grande valeur. Il émane d'un partisan convaincu et ardent du système de la Commission, de notre honorable collègue, M. Richard Waddington.

Vous me permettez cette citation, elle a une importance considérable au débat :

« Dans le plus grand nombre des usines et ateliers de France, dit notre collègue, la grande majorité des ouvriers français seront affectés par la nouvelle fixation du maximum des heures de travail.

« Sans doute, la mesure proposée ne vise pas les hommes, mais il faudrait bien mal connaître l'organisation de la plupart de nos usines pour croire que la réduction, quoique légalement applicable à une partie de la population ouvrière, ne s'étendra pas à la généralité.

« Dans les industries textiles, où l'élément féminin et enfantin est prépondérant, où le travail de l'un n'est que la préparation ou le complément du travail de l'autre, dans les tissages où l'occupation des hommes est absolument la même que celle des femmes, dans les papeteries et dans les fabrications multiples où le travail des deux sexes est intimement lié, il

sera impossible d'appliquer deux réglementations différentes. . . . — Voilà l'affirmation de M. Richard Waddington, et je m'empresse d'ajouter que notre honorable collègue s'en félicite. Voici en effet ce qu'il dit encore : — « et fort heureusement, nous nous plaçons à le proclamer, la durée légale de la journée des femmes et des enfants deviendra la règle de l'établissement. »

C'est-à-dire pour les hommes faits, pour les adultes, absolument comme pour les enfants et les femmes. Je pense que nous pourrions légiférer à notre guise, que nous pourrions suivre l'impulsion de nos sentiments si la France était isolée, si elle n'était pas entourée de nations industrielles, si nous devions considérer uniquement le marché intérieur.

Nos contradicteurs, qui ne voient que ce marché intérieur, et qui considèrent les tarifs des douanes comme une panacée universelle, oublient que nous subissons la concurrence universelle, que nous avons affaire au marché du monde; ils oublient que nous avons des industries d'exportations qui sont considérables et dont nous devons assurer l'existence, parce qu'elles font vivre des centaines de mille d'ouvriers. (*Interruptions.*) Mais, oui! par exemple dans l'industrie lainière, que je connais particulièrement, qui produit par an 900 millions, et qui exporte pour une valeur annuelle de 400 millions, il y a la moitié des ouvriers, c'est-à-dire 100,000 personnes qui travaillent pour l'exportation. Cette industrie, notamment, a pour concurrents les Allemands, les Belges, les Suisses et les Italiens.

Il importe que je suive notre honorable rapporteur dans l'examen des législations étrangères. M. Tolain nous a dit que, en Angleterre, les femmes travaillent par jour dix heures ou dix heures et demie. A l'heure qu'il est, en Allemagne, en Belgique, en Italie, il n'existe encore aucune réglementation du travail des femmes.

La Suisse, qui est un petit pays, mais une grande démocratie, est la nation qui est allée le plus loin dans la réglementation du travail industriel. Eh bien, la Suisse, dont a parlé d'ailleurs M. Tolain, a fait, en 1877, le 23 mars, une loi sur le travail industriel; et si nous nous reportons au rapport de M. Emmanuel Arago, notre ministre plénipotentiaire à Berne, nous voyons que dans ce pays la journée des femmes est de onze heures: c'est ce que nous proposons; et, je le répète, la Suisse est la nation qui soit allée le plus loin dans la réglementation industrielle.

Je sais bien qu'on va me dire que l'Allemagne, à la suite de l'impulsion qui lui a été donnée par la conférence de Berlin, va changer sa législation; de sorte que si nous considérons l'Allemagne, nous aurons ce que j'appellerai l'état actuel et l'état futur et éventuel.

Eh bien, examinons d'abord l'état actuel. Je viens de vous dire que le travail des jeunes ouvriers à partir de 16 ans, et des femmes, d'une façon générale, n'est nullement réglementé. . . .

(M. Tolain, rapporteur, fait un geste de dénégation.)

M. MAXIME LECOMTE. — Je vois que notre honorable rapporteur fait un geste de dénégation. Si cependant je m'en réfère au rapport de M. Herbert, ambassadeur de France à Berlin, pages 64 et 65, travail qui nous a été tout

dernièrement distribué, et qui montre l'état de l'Allemagne au point de vue de la situation des ouvriers et de la législation du travail, je vois qu'à l'heure qu'il est, pour le travail des femmes, il n'y a aucune espèce de réglementation, non plus que pour celui des jeunes ouvriers à partir de 16 ans; de sorte que si l'on en croit les personnes compétentes qui ont étudié de très près ce qui se passe en Allemagne, on peut affirmer que, dans les principaux centres ouvriers, des femmes travaillent douze, treize heures par jour pour gagner 1 fr. 25, c'est-à-dire 1 mark. Voilà l'état actuel de la législation industrielle en Allemagne.

Nous avons à lutter contre cet état de choses. Si nous voulons passer maintenant à l'état futur et éventuel, nous nous demanderons quelles sont les nouvelles propositions? Je m'en réfère encore à ce qui est dit par notre ambassadeur à Berlin. « Si l'on adopte ces propositions, les jeunes ouvriers ne pourront pas travailler... » — non pas par jour (la limitation, dans cette proposition nouvelle allemande n'a pas lieu par jour, mais par semaine) — « ... les jeunes ouvriers ne pourront pas travailler plus de soixante heures par semaine. » Il y a une exception pour les filatures, dans lesquelles ils pourront travailler soixante-quatre heures par semaine. Quant au travail des femmes, il ne pourra pas dépasser — j'appelle sur ce point toute votre attention — onze heures, dans la proposition nouvelle allemande.

M. LE RAPPORTEUR. — Soixante-cinq heures par semaine?

M. MAXIME LECOMTE. — Je dis onze heures par jour.

Je m'en rapporte au document que j'ai sous les yeux et je cite mon auteur: c'est le rapport qui nous a été distribué.

M. LE RAPPORTEUR. — A une heure près, ne discutons pas.

M. MAXIME LECOMTE. — Je ne sais pas dans quel document plus officiel, plus précis, plus probant, je pourrais puiser mes informations. Mais je dis maintenant au Sénat: D'après le rapport officiel de M. Herbet et d'après celui de M. Emmanuel Arago pour la République helvétique, pour les femmes, le maximum de la journée sera de onze heures, c'est-à-dire ce que nous vous proposons.

Étant donné ce rapide examen que je viens de faire de ce qui se passe à l'étranger, il me semble qu'il m'est permis de dire qu'avec la législation qui vous est proposée par votre Commission, avec l'adoption de dix heures, nos industriels, par le fait de notre loi, seraient mis dans un état flagrant et notable d'infériorité.

Certes, M. le comte de Mun, à la Chambre des députés, perdait de vue la concurrence universelle et le marché du monde; il ne voyait réellement que le marché intérieur lorsqu'il rappelait cette parole de M. Dupin, qui disait: Ceux qui seront les plus humains seront vaincus.

Pour entrer dans la pratique, je le disais en commençant, notre législation doit tenir compte des nécessités de l'industrie, et la loi de dix heures, vous le voyez et vous le savez déjà, j'en suis convaincu, est pleine de dangers,

tandis que la proposition que nous vous proposons est, je ne crains pas de le dire, acceptable; elle serait acceptée volontiers par un très grand nombre de patrons, même des industries textiles, et alors même que cette loi devrait s'appliquer à tout le personnel ouvrier. M. le comte de Mun, dont je viens de prononcer le nom, en a cité un exemple mémorable que je demande au Sénat la permission de lui rappeler, parce qu'à la dernière séance notre éminent collègue M. Jules Simon a parlé très éloquemment de la maison Dollfus. Voici ce que disait M. le comte de Mun dans son discours à la Chambre des députés :

« La production est non seulement restée la même, mais elle est devenue très promptement plus forte que dans les maisons où l'on travaillait douze heures. L'année dernière, il y a quelques mois, une grande grève a éclaté précisément à l'occasion de la durée du travail. Une seule maison a été épargnée : c'est la maison Dollfus, et les autres ont été obligées de faire comme elle, de réduire le travail à onze heures. »

Vous le voyez, Messieurs, à Mulhouse, le travail est de onze heures; c'est ce que nous proposons.

Permettez-moi de vous lire maintenant une lettre qui m'a été adressée ces jours-ci par un des industriels de France qui occupent le plus grand nombre d'ouvriers, par M. Ch. Seydoux, du Cateau, président de la chambre de commerce de Cambrai.

Il me disait :

« La journée de onze heures serait une mesure transitoire qui pourrait être appliquée dès à présent, sans entente internationale et sans diminution sensibles des salaires. . . » — car, pour nous, toute la question est de savoir si la loi que nous discutons aura pour répercussion nécessaire l'abaissement des salaires. — « . . . En activant certaines machines, en exigeant de l'ouvrier plus d'assiduité au travail, on arriverait à peu de chose près (pour le tissage notamment) à la même production qu'avec la journée de douze heures et, dans quatre ou cinq ans, on pourrait probablement arriver à la journée de dix heures, sans rien bouleverser, étant donné que l'Allemagne, la Belgique, etc., nous auront suivis. . . » — c'est nous qui les aurons précédés — « . . . d'ici là dans la voie où nous serions entrés. »

Quant à la loi de dix heures, la plupart de nos industriels ne peuvent l'accepter sans protester énergiquement et sans y opposer une vive résistance. Je pourrais vous en donner des centaines d'exemples. Je pourrais vous citer, pour ma région, l'avis de la chambre de commerce de Lille, de la chambre de commerce de Roubaix, de la société industrielle de Fourmies, de la chambre de commerce d'Avesnes; vous me permettrez de vous citer le passage qui termine l'avis de cette dernière chambre.

Après avoir examiné les divers moyens qu'auraient les industriels d'obvier aux inconvénients qui résulteraient pour eux du nouveau régime, la chambre de commerce d'Avesnes termine en disant :

« Nous n'aboutirons qu'à des impossibilités et, nous ne craignons pas de le dire, — j'appelle toute l'attention du Sénat sur cette réflexion, — l'expé-

rience faite, la loi réalisée devrait être rapportée sous la pression même des populations ouvrières entravées et mécontentes. »

S'il ne s'agissait, Messieurs, que d'une expérience, on pourrait la tenter ; mais vous supposez bien que cette expérience serait fort pénible, non seulement pour les patrons, mais pour nos populations ouvrières, et pourrait accomplir des ruines.

Si vous le voulez bien, je vous citerai, à cet égard, la première partie de la lettre de M. Seydoux, celle qui se rapporte au travail de dix heures :

« Les industries textiles emploient approximativement un tiers d'hommes faits, un tiers de femmes, un tiers de jeunes ouvriers.

« Le travail des uns est lié au travail des autres. Décréter la journée de dix heures pour les uns, c'est fatalement réduire à dix heures celle des autres.

« Nos industriels ne pourraient passer brusquement de la journée de douze heures à celle de dix, à moins d'une entente internationale.

« Nous avons déjà bien de la peine à lutter contre nos concurrents allemands et belges.

« Nos exportations, qui deviennent tous les jours plus difficiles, souffriront nécessairement du relèvement de nos tarifs douaniers. A armes inégales, la lutte avec l'étranger ne serait plus possible. Ce serait la désorganisation de nos industries et, forcément, la réduction des salaires que l'ouvrier trouve déjà insuffisants. . . »

En disant cela, il a certainement devant les yeux les conséquences, désastreuses pour ces industries, de la législation ultraprotectionniste des Etats-Unis d'Amérique, du bill Mac-Kinley.

« A armes inégales, la lutte ne serait plus possible. Ce serait la désorganisation de nos industries et, forcément, — j'appelle encore l'attention du Sénat sur ce point, — la réduction des salaires que l'ouvrier trouve déjà insuffisants. »

Donc, Messieurs, il faut bien le considérer, — c'est la vérité, c'est la réalité absolue, — nous tenons aujourd'hui, ici, entre nos mains, le sort des salaires de milliers d'ouvriers ; et nous ne pouvons pas, — nous n'en avons pas un seul instant la pensée et personne ici n'accepterait même la discussion de cette idée, — nous ne pouvons pas édicter un minimum de salaire.

Il y a encore autre chose qui n'est pas en notre pouvoir : c'est de garantir à des centaines de mille ouvriers qu'avec la loi que nous allons voter, qui réduit leur travail d'un sixième, ils toucheront leur salaire quotidien actuel ; nous ne pouvons pas le faire, nous ne pouvons pas le dire ; il n'y a que quelques-uns d'entre nous qui puissent l'affirmer. (*Marques d'approbation sur divers bancs.*)

Je sais, Messieurs, qu'on a soutenu ici que, même avec la journée de dix heures, il n'y aurait pas d'abaissement de la production. C'est là, pour ceux qui connaissent l'industrie, une conception absolument étrange, permettez-moi de le dire, car, dans la plupart de nos industries, — c'est une vérité d'expérience pour quiconque a traversé simplement les ateliers, — ce

n'est pas l'ouvrier qui travaille, c'est la machine; l'ouvrier ou l'ouvrière n'a absolument qu'un rôle de surveillant.

On voit, par exemple, dans nos filatures, des ouvrières qui sont employées à ce qu'on appelle la préparation, qui restent assises quarante minutes par heure, qui ont un travail que, dans la filature même, on caractérise par un mot parfaitement typique : on les appelle des « soigneuses ».

Je le répète, dans la plupart de nos industries, c'est la machine elle-même qui travaille. Dans la filature, c'est le métier self-acting; dans les peignages, la peigneuse; et il est certain qu'à peu de chose près, la machine fera deux douzièmes de plus dans une journée de douze heures que dans une journée de dix heures. Cela est incontestable, et il faut tenir compte de ce résultat absolument fatal et nécessaire.

J'ajoute, Messieurs, en arrivant à la fin de ces courtes observations, que réellement nous sommes étonnés que, quand nous venons soutenir un régime transactionnel, un régime transitoire qui nous paraît nécessaire, on ait une tendance à nous représenter comme des gens à idées rétrogrades, à idées arriérées, et qui n'aiment pas l'ouvrier. Je vous assure, Messieurs, que, pour ma part, je connais bien l'ouvrier, que je connais ses aspirations et ses besoins; je connais spécialement la population ouvrière du centre de Fourmies, ce centre industriel très laborieux, très actif, où l'on emploie 13,500 femmes et enfants auxquels on distribue par an 9,700,000 francs de salaires.

Je sais ce que cette population ouvrière demande; elle ne demande pas à ne pas travailler moins, au contraire, elle demande à gagner davantage, et la journée de dix heures est fatalement pour elle l'abaissement du salaire. (*Très bien ! C'est vrai ! sur divers bancs.*)

Mais ce n'est pas une question spéciale; j'ai tort de la restreindre à une région déterminée; c'est une question générale, et vous devez savoir tous ici que les réclamations viennent de partout. Dernièrement, je lisais dans un journal de la Loire que les industries de Roanne et de Saint-Étienne, par exemple, allaient subir une très rude atteinte. Le journal dont je parle ajoutait que l'article 3 que nous discutons avait été voté, à la Chambre des députés, sous l'impression d'un éloquent discours de M. le comte de Mun.

Dans cette Assemblée, nous avons aussi, vous le savez, d'éloquents entraîneurs, philosophes charmants, sublimes précurseurs.

Nous devons essayer de leur résister; nous devons réagir par la froide raison, par la conception pratique des choses, parce que nous devons bien nous figurer ceci : c'est que, si nous allons au delà de la limitation à onze heures, nous aurons fait, sans le vouloir, à coup sûr, tout le contraire de ce que nous désirions : nous aurons marché contre les intérêts que nous entendions protéger, et nous aurons frappé l'ouvrier. (*Très bien ! et applaudissements sur divers bancs.*)

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, comme vient de le dire fort bien l'honorable M. Maxime Lecomte, nous ne sommes divisés en ce moment que sur une question de mesure, et ce n'est certes pas moi qui lui adresserai le reproche qu'il supposait devoir être dirigé contre lui par ses adversaires dans la question qui nous occupe.

J'ai cependant, peut-être, quelque lieu de m'étonner que l'honorable M. Maxime Lecomte, qui faisait partie de la Chambre des députés avec moi lors de la première lecture du projet de loi en discussion en ce moment, n'ait pas porté alors à la tribune les observations si éloquentes qu'il vient de produire devant le Sénat. Il me démentira si je me trompe, mais j'ai tout lieu de croire qu'à cette époque il s'était associé aux propositions de la Commission et avait voté avec nous la durée du travail à dix heures.

M. FRESNEAU. — C'est n'est pas une raison !

M. LE BRETON. — Il est mieux éclairé !

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est précisément dans le même ordre d'idées que je suis appelé à la tribune par quelques observations présentées dans une séance antérieure par l'honorable M. Diancourt.

Notre collègue a bien voulu me faire l'honneur de me citer. Il a rappelé que la Commission de la Chambre des députés, dont j'étais alors l'organe, et la Chambre elle-même avaient quelque peu varié dans cette question ; et en effet, dans le projet qui vous a été soumis, il y a environ deux ans, on proposait de limiter le travail journalier à dix heures pour les enfants et à onze heures pour les femmes majeures. M. Diancourt opposait les conclusions d'alors aux conclusions d'aujourd'hui.

Il vous paraîtra sans doute naturel, Messieurs, que je cherche à vous expliquer cette contradiction apparente.

Le Sénat, à cette époque, avait passé sans discussion sur l'article 3 qui nous occupe maintenant ; mais, par l'organe de son rapporteur, l'honorable M. Charles Ferry, la Commission avait formulé contre l'établissement d'une limite inégale pour les enfants et les femmes les objections les plus sérieuses.

La Chambre des députés, je viens de vous le rappeler, adopta alors dix heures pour les enfants et onze heures pour les femmes. Or, le rapporteur, M. Charles Ferry, déclarait que c'était une nécessité absolue, pour ainsi dire une loi inéluctable, pour l'industrie que l'enfant, qui est l'aide, l'auxiliaire, soit des hommes, soit des femmes, accomplit la même tâche qu'eux.

En effet, Messieurs, — je le demande à ceux d'entre vous qui connaissent l'organisation industrielle, — comment séparer, par exemple, le travail du bobineur — je me sers ici d'expressions techniques, mais qui sont bien connues — de celui du fileur ? Comment séparer le travail de la rattacheuse de celui de la soigneuse, dont nous parlait tout à l'heure M. Maxime Lecomte ?

Comment enfin faire travailler pendant des temps différents, dans les verreries, le souffleur et le cueilleur qui est son aide de tous les instants ? Cela n'est pour ainsi dire pas possible.

Les législations de tous les pays ont cherché un moyen de concilier cette obligation avec la nécessité de ne pas imposer à l'enfant une tâche dont la durée serait au-dessus de ses forces. Comment ce problème a-t-il été résolu ?

Les législations étrangères et françaises ont procédé de deux façons différentes : soit par le système dit du demi-temps, soit en reculant l'âge auquel l'enfant est admis au travail complet. Nous avons de nombreux exemples du demi-temps.

C'est ainsi qu'en Angleterre, vous le savez, l'enfant est admis au travail à partir de 10 ans et, depuis, un vote du Parlement anglais, remontant à peine à quelques jours, relève l'âge d'admission à partir de 11 ans. De cet âge jusqu'à 14 ans accomplis, l'enfant ne fait que la demi-journée, c'est-à-dire cinq heures de travail par jour.

En Allemagne, il en est de même. Le demi-temps dure de 12 à 14 ans, dans la législation actuelle. Dans la législation proposée, l'âge d'admission au travail est élevé à 13 ans; en effet, aux termes du projet de loi soumis en ce moment au Reichstag, le demi-temps ne s'appliquera qu'aux jeunes travailleurs compris entre 13 et 14 ans.

En Autriche et dans les pays du Nord, la législation est à peu près la même.

En France, qu'avons-nous fait ?

Nous avons essayé le système de demi-temps qui paraît à première vue très pratiqué. L'Assemblée nationale avait édicté, dans la loi de 1874, que, pour un certain nombre d'industries, — quatorze, — les enfants seraient admis au travail dès l'âge de 10 ans, mais que, de 10 à 12, ces enfants ne feraient que six heures de travail par jour.

Ce système, emprunté à l'étranger, ne semble pas avoir été accueilli avec faveur par nos industriels. En effet, dans la première période d'application de la loi de 1874, nous constatons la présence, dans les quatorze industries précitées, d'environ 10,000 enfants employés dans les conditions que j'ai indiquées tout à l'heure, et ne faisant que le demi-temps.

Mais, d'année en année, le nombre de ces enfants est devenu de moins en moins considérable, et, à l'heure où je parle, c'est à peine si vous trouveriez dans toutes les usines de France un millier d'enfants travaillant dans ces conditions. C'est vous dire que le système du demi-temps qui, pour des raisons inhérentes probablement aux mœurs, au climat, aux latitudes, est pratiqué couramment et sans difficulté dans d'autres pays, répugne aux habitudes et aux mœurs de notre industrie française.

Alors, qu'ont fait les auteurs du projet de loi ? Ils ont, avec le consentement unanime, on peut le dire, de l'industrie, supprimé le demi-temps, et élevé l'âge d'admission des enfants. Ils ont, vous le savez, fixé à 13 ans l'âge d'admission des enfants au travail complet.

Pourquoi cet âge de 13 ans ? Je n'ai pas besoin de vous le rappeler : parce que c'est à l'âge de 13 ans que l'enfant est libéré de ses obligations scolaires et qu'il peut s'adonner au travail dans les usines et manufactures.

Étant donné que le système du demi-temps est condamné, que d'autre part l'enfant, en sa qualité d'aide, d'associé de l'homme, de la femme avec lesquels il travaille, est obligé de fournir la même durée de travail que ces derniers, peut-on lui imposer un labeur dont la longueur serait calculée d'après les forces des majeurs ?

La Chambre des députés ne l'a pas pensé et a appliqué aux deux caté-

gories de travailleurs le maximum qu'elle a jugé possible pour l'enfant, c'est-à-dire dix heures. Examinons ce chiffre.

Est-il possible d'imposer à l'enfant qui a 13 ans, rappelez-vous-le bien, — qui même, dans certains cas, s'il est muni du certificat d'études, n'a que 12 ans et demi ou peut-être 12 ans, — est-il possible d'imposer à cet enfant un travail de dix heures? La Chambre ne l'a pas pensé, et, se trouvant devant ce dilemme: ou imposer une durée de travail plus considérable aux enfants ou diminuer dans une faible mesure la durée du travail des femmes, la Chambre des députés s'est inclinée devant cette nécessité d'adopter la même durée de travail pour les deux catégories de travailleurs; elle a donc, à une très grande majorité, voté le chiffre de dix heures et pour les enfants et pour les femmes.

Voyons maintenant si ce chiffre est excessif pour les femmes. Il faut voir d'abord ce que c'est que ce travail industriel.

Notre honorable collègue, M. Jules Simon, avec cette éloquence à laquelle il nous a habitués, nous faisait une peinture quelque peu optimiste — qu'il me permette de le lui dire — des établissements industriels.

Sans doute, quelques usines récemment construites, sont dans d'excellentes conditions d'installation et d'aération. Mais si vous vous étiez livré à une enquête sur les conditions du travail comme j'ai eu l'occasion de le faire, comme membre de la Commission d'enquête de la Chambre des députés, vous auriez constaté qu'il n'en est pas de même dans un grand nombre, je dirai, malheureusement, dans la majorité de nos usines.

En effet, vous compreniez fort bien qu'un industriel, si désireux qu'il soit de réaliser des améliorations au point de vue de l'installation et de l'hygiène, ne peut pas, pour répondre à l'objectif visé, démolir son établissement et le reconstruire à nouveau.

Vous trouverez donc un grand nombre d'usines en France qui ne réalisent pas tous les desiderata dont on parlait si éloquemment l'autre jour.

Quelle est la nature du travail industriel qu'il s'agit de réglementer? Plusieurs d'entre vous, Messieurs, j'en suis convaincu, ont visité des peignages de laines. Vous êtes-vous rendu compte de l'atmosphère, de la température qui y règnent? Avez-vous vu ces ouvrières à moitié habillées, obligées de se débarrasser d'une partie de leurs vêtements pour supporter une température élevée, qui dépasse généralement 30 degrés, et que nous, qui ne sommes pas habitués à ce métier, ne pourrions certainement pas supporter sans inconvénient pendant une heure ou même une demi-heure.

Connaissez-vous ces filatures de lin au mouillé où l'on doit travailler avec la vapeur dans les chambres de préparations et dans les ateliers, où il faut manutentionner les matières à des températures très élevées?

Pour la laine, il en est exactement de même.

Si vous passez au travail du lin sec, là, ce n'est plus la vapeur, ce n'est plus la haute température qui sont à redouter, ce sont des émanations, des poussières, toute une atmosphère viciée et certainement de nature à porter une atteinte fatale à la santé des ouvrières qui séjourneraient trop longtemps dans ces ateliers.

Sans être peut-être aussi grave, la situation n'est pas sans inconvénient

dans les filatures de coton et dans d'autres industries. Je sais bien qu'un grand nombre d'industriels ont adopté des engins pour débarrasser les salles de travail de ces poussières, de ces déchets qui sont l'accompagnement obligé du travail des ateliers, mais enfin il n'en reste pas moins quelque chose et, si bien aménagé, si bien installé que soit l'atelier, un séjour trop prolongé n'est pas sans inconvénient pour la santé des femmes, des enfants qui y sont employés en grand nombre, et la santé du travailleur qui y séjourne trop longtemps n'en est pas moins exposée à une sérieuse atteinte.

C'est dans ces milieux que sont occupées les femmes, et, maintenant, quelle est leur existence?

L'honorable M. Jules Simon nous la dépeignait l'autre jour ; mais il nous a parlé d'une ouvrière entrant à 6 heures du matin dans l'usine et sortant à 6 heures du soir. Il est malheureusement loin de la réalité, qu'il me permette de le lui dire.

La présence à l'atelier dépasse les douze heures, dans l'état de choses actuel. Le travail effectif est de douze heures, et, comme le disait tout à l'heure M. Lecomte, dans quelques cas, par suite de certains abus, il se prolonge au delà de douze heures, pour atteindre jusqu'à douze heures un quart et douze heures et demie.

Le séjour à l'atelier se trouve en effet prolongé, parce que le travail effectif, n'étant que de douze heures, est nécessairement coupé par une heure de repos ; or, souvent, quand l'ouvrière demeure loin, le repos a lieu à l'atelier même, et alors le séjour effectif dans l'usine atteint treize, souvent quatorze heures. En fait, dans les industries textiles, l'ouvrière qui entre à l'usine à six heures du matin n'en sort qu'à huit heures du soir.

Voilà l'existence actuelle de nos ouvrières, de leurs enfants. Si pour les enfants ce système est absolument insupportable, croyez-vous que nous puissions l'imposer à leurs mères ?

Croyez-vous, Messieurs, qu'à la fin du dix-neuvième siècle, alors que nous nous occupons constamment des intérêts de notre population, que nous cherchons à diminuer la mortalité excessive, que nous prenons des mesures pour protéger le jeune âge, les générations à venir de toutes les façons possibles, croyez-vous, dis-je, que nous puissions rester indifférents en présence d'un état de choses nuisible à la santé et qui détruit, ai-je besoin de l'ajouter, l'existence et la possibilité de la vie de famille ?

En effet, que devient la vie de famille dans des conditions pareilles ? L'ouvrière, Messieurs, ne demeure pas toujours aux portes de l'usine, elle est donc obligée de faire une demi-heure ou trois quarts d'heure de route avant d'y arriver ; elle quittera ainsi son domicile à 5 heures et demie du matin pour n'y rentrer qu'à 8 heures et demie ou 9 heures du soir. Est-ce une existence ? Est-ce que réellement cette femme peut, dans de telles conditions, s'occuper de son intérieur, de ses enfants, de son ménage ?

Ah ! Messieurs, je vous l'assure, je suis de ceux qui ont vu la situation de près, et je suis fier de mon titre d'industriel ; voilà vingt-cinq ans que je pratique l'industrie, et je puis dire que j'ai vécu au milieu des ouvriers ; eh bien, il est absolument nécessaire, selon moi, de porter remède à une semblable situation qui porte une atteinte fatale aux générations à venir.

Mais, Messieurs, je vois se dresser deux objections auxquelles il est indispensable de répondre.

La première n'a pas été portée à la tribune par l'honorable M. Maxime Lecomte; mais elle a été produite par un orateur qui a pris la parole dans une séance antérieure. On vous a tenu ce langage : Prenez garde, vous allez réduire la durée légale du travail des femmes; alors les industriels mettront les femmes à la porte et les remplaceront par des hommes.

Je suis fâché de le dire, mais cette considération n'a pas la valeur qu'on lui a attribuée. Si vous analysez les conditions du travail en France, vous trouverez dans toute industrie où l'élément masculin domine les heures de travail les moins prolongées. Pourquoi? Parce que l'homme, grâce à ses syndicats, grâce à ses associations, a pu obtenir des patrons la réduction des heures de travail. C'est, au contraire, dans les industries où dominant l'élément féminin et l'élément enfantin que la durée du travail est la plus longue. Voilà la vérité telle qu'elle ressort de tous les rapports des inspecteurs et des enquêtes que nous avons faites sur cette question.

Messieurs, l'industrie textile, qui joue un très grand rôle dans cette discussion, d'abord parce que dans ses quatre branches elle est certainement la plus importante de toutes les industries françaises, et ensuite parce que c'est celle où l'on a recours à la durée la plus longue possible du travail, l'industrie textile en France occupe à peu près 400,000 ouvriers, sur lesquels 45 p. 100 appartiennent à l'élément masculin, 42 p. 100 à l'élément féminin, et le reste, à peu près 12 ou 13 p. 100, représente les enfants au-dessous de 16 ans.

Croyez-vous que dans cette industrie qui, je le répète, est celle où la durée du travail est la plus prolongée, croyez-vous que les hommes consentiront à travailler plus longtemps que les femmes, qu'ils ne se serviront pas des mille moyens qu'ils ont à leur disposition pour résister aux exigences de leur patron.

Pour toute personne qui a pratiqué le personnel ouvrier, c'est absolument inadmissible.

D'autre part, il y a une différence entre les salaires des deux sexes. Pourquoi aujourd'hui a-t-on recours au travail des femmes dans une telle mesure? Mais, évidemment, c'est une question de bon marché. Si vous lisez les enquêtes, si vous vous reportez aux travaux multiples qui ont été faits sur cette question des salaires, vous constaterez invariablement que la moyenne des salaires gagnés par la femme est inférieure à la moyenne des salaires gagnés par l'homme dans la même industrie.

Par conséquent, puisque la tendance de l'industrie moderne est d'employer les travailleurs qui coûtent le meilleur marché, c'est-à-dire des femmes et des enfants, il est absolument impossible de penser qu'on substituera à l'élément bon marché l'élément plus cher. Donc cette crainte doit être écartée des considérations qui doivent agir sur vos votes.

Mais il y a une autre considération très grande, importante, qui a été traitée par l'honorable M. Maxime Lecomte tout à l'heure, je veux parler de l'effet, sur la production des usines, de la réglementation du travail, de l'imposition d'une durée fixe de travail moindre que celle d'aujourd'hui.

Messieurs, vous savez tous qu'il y a un facteur qui joue un grand rôle dans la production, c'est la quotité représentée par l'intérêt et l'amortissement du capital engagé. Je m'explique. Prenons une usine industrielle quelconque. Pour construire cette usine, pour la meubler des machines nécessaires à l'exploitation, supposons qu'on ait dépensé un capital d'un million. La somme représentant l'intérêt et l'amortissement sera, si nous adoptons la base habituelle de 10 p. o/o, de 100,000 francs par an ; il est évident que si l'on divise cette somme par la quantité des produits de l'usine on aura l'incidence des intérêts et de l'amortissement sur chaque vente de la production.

Si la production atteint un million, le quotient par kilogramme sera de 10 centimes, tandis qu'au contraire, si cette production tombe — je prends un chiffre absolument exagéré — à 500,000 kilogrammes par an, la part du prix de revient représentée par l'intérêt et l'amortissement ne sera plus de 10, mais de 20 centimes. Donc, vous comprenez l'intérêt de tout industriel à produire beaucoup, car toute réduction de production sera de nature à renchérir le prix de revient.

Voyons maintenant dans quelle mesure s'effectuera cette perte de production. Je parlerai surtout des industries textiles, parce que, par le fait qu'elles ont aujourd'hui les heures de travail les plus prolongées, elles se trouveront les plus affectées par les dispositions du projet de loi.

En ce qui concerne le tissage, l'activité et le savoir-faire de l'ouvrier sont des facteurs importants. En effet, si, dans l'opération du tissage, un des fils, soit de la chaîne, soit de la trame, casse, le métier s'arrête de lui-même. Le tisserand doit chercher à rattacher ses fils et à remettre le métier en route le plus vite possible ; la vitesse avec laquelle s'accomplit cette opération, la bonne marche de la chaîne dépendent donc beaucoup de l'activité, du coup d'œil, des bons soins de l'ouvrier.

Pour se rendre compte des relations de la production avec la durée du travail, on a fait des expériences nombreuses ; on a cité celles de M. Dollfus ; moi-même j'en ai fait dans mes usines, et je suis arrivé à cette conclusion que pour le tissage, la réduction des heures de travail n'aurait pas une importance aussi grande qu'on le pense.

Est-ce à dire qu'en dix heures on produirait le même travail qu'en douze heures ? Je ne le crois pas ; mais je crois qu'on arrivera très rapidement à augmenter la production par heure de travail et qu'on rattrapera ainsi le temps perdu. Mais je reconnais volontiers que dans la filature il n'en sera pas de même. Là, le métier commande, comme on vous l'expliquait tout à l'heure ; l'ouvrier ou l'ouvrière ne font que surveiller. Sans doute vous trouverez des différences assez notables entre la production d'un ouvrier ou d'une ouvrière intelligents et celle d'un ouvrier ou d'une ouvrière moins rompus, moins habitués au travail, cela est certain. Mais enfin la machine domine. Et je me permettrai ici de corriger une assertion produite par mon honorable ami M. Tolain.

M. Tolain généralisait beaucoup trop en affirmant que les machines tournent moins vite en France que dans certains pays voisins. Non, mon cher collègue, les industriels français, soyez-en persuadé, sont absolument à la hauteur de leur tâche ; et, si vous comparez une usine moderne, bien outillée

en France, en Angleterre et en Allemagne, vous trouverez absolument les mêmes machines, la même vitesse et la même organisation de travail.

Donc, pour les usines perfectionnées, il est très difficile de compter sur une augmentation immédiate de production. Mais, Messieurs, il y a un excellent moyen d'arriver à cette augmentation qui doit être l'objectif de tout industriel intelligent. C'est d'augmenter son outillage.

Si son industrie est prospère, s'il a réellement intérêt à le faire, il lui est relativement facile d'ajouter quelques machines de préparation, quelques métiers à son établissement, et de regagner ainsi la production qu'il aura perdue. C'est ce qui se passe, du reste, à propos du travail de nuit.

M. BUFFET. — Il n'arrive pas à la même production.

M. RICHARD WADDINGTON. — Non, pas absolument.

Voyez ce qui se passe en ce moment dans les Vosges : un grand nombre de filateurs de cette région considèrent, à bon droit, le travail de nuit comme condamné, et augmentent en conséquence leur matériel. Actuellement, dans les Vosges, vous avez de 100 à 150,000 broches en construction, dont la production viendra, permettez-moi cette expression familière, boucher le trou fait par la suppression du travail de nuit.

M. BUFFET. — Nous discuterons cela à propos de l'article 4.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je me résume : pour le remplacement des femmes par des hommes, rien à craindre ; quant à la réduction de production, il ne faut pas en exagérer les résultats. Je le dis avec la franchise qu'on doit apporter dans ce débat, il est certain que, pour quelques industries spéciales, la réduction des heures de travail amènera une réduction de production ; mais l'industrie a des moyens à sa disposition pour ramener la production à ce qu'elle est aujourd'hui.

Nos industriels, nous dira-t-on, se trouveront dans un état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents au double point de vue de l'importation en France et de l'exportation sur les marchés étrangers. En ce qui concerne le marché français, n'est-il pas naturel que cette question des heures de travail, qui s'agit devant les devoirs publics depuis si longtemps, soit réglée à propos de la discussion du tarif général des douanes ? Quelques-uns de mes amis qui siègent de ce côté (*la gauche*) m'accuseront d'être protectionniste ; je m'honore de ce titre, mais je ne comprends la protection que si elle doit profiter non pas seulement au capital, à la production, mais aussi à l'élément ouvrier.

La protection, selon moi, n'a absolument pas raison d'être si nous n'avons pas en vue les intérêts des ouvriers, de ces nombreux travailleurs de France qui doivent être absolument sacrés pour nous ; pour moi, la protection, c'est le moyen de permettre à ces ouvriers de travailler dans des conditions plus humanitaires, meilleures, de prendre leur part au développement de la prospérité de la nation, d'employer quelques heures de plus pour leur

préparation à exercer le grand mandat du suffrage universel qui leur est accordé.

Il est incontestable que les ouvriers français doivent être protégés, si l'on veut que leur condition ne soit pas aussi mauvaise que celle des travailleurs allemands et belges, dont on nous parlait tout à l'heure.

Si ma thèse est exacte, il est évident que nous avons une occasion excellente de protéger la situation de nos ouvriers tant agricoles qu'industriels en relevant le tarif des douanes. Les propositions faites par la Commission des douanes tiennent compte, dans une mesure que je trouve insuffisante, des nouvelles conditions de travail.

Et maintenant, pour savoir quelle est notre situation vis-à-vis de l'étranger, passons en revue la législation des pays voisins.

Je vous ai déjà parlé des conditions de travail pour les enfants à l'étranger; voyons ce qu'elles sont pour les femmes. A cet égard, je prendrai la liberté de corriger quelques-unes des assertions de mon honorable collègue M. Maxime Lecomte.

En Angleterre, qui est certainement le premier pays du monde au point de vue de la production manufacturière et surtout en ce qui concerne l'industrie textile, en Angleterre, quelles sont les conditions du travail?

Les femmes travaillent cinquante-six heures et demie par semaine, c'est-à-dire qu'elles font dix heures pendant cinq jours de la semaine et six heures et demie le samedi. Vous voyez qu'elles n'arrivent pas tout à fait à dix heures par jour, puisque cela représenterait soixante heures par semaine.

En Suisse, comme on l'a dit, la règle générale est onze heures pour tout le monde. Cet État a légiféré non pas seulement pour les femmes et les enfants, pour ce qu'on peut appeler les catégories de travailleurs qui sont protégées dans presque tous les pays, mais il a légiféré également pour les hommes. La journée de travail est de onze heures; elle est réduite pour les femmes à dix heures le samedi. De plus, une disposition spéciale de la loi permet aux ménagères de quitter le travail une demi-heure avant le repos de midi; c'est-à-dire qu'elles ne font dans la semaine que dix heures et demie et dix heures le samedi.

Vous voyez que là aussi, les heures de travail se rapprochent singulièrement de ce qui vous est proposé par la Commission.

En Allemagne, à l'heure qu'il est, les conditions du travail sont celles qu'on vous a exposées; mais la loi nouvelle qui a été soumise au Reichstag depuis la conférence de Berlin, et qui réalise la plupart des desiderata adoptés dans cette conférence, ne fait que reproduire une loi déjà votée, il y a trois ou quatre ans, par le Reichstag, à une forte majorité.

Sans doute, ces dispositions ne furent pas promulguées par suite de l'opposition du chancelier d'alors, le prince de Bismarck.

Aujourd'hui que ces mêmes propositions émanent du gouvernement de l'empereur, nous pouvons les considérer comme acquises au débat.

Eh bien, ces propositions sont à peu près les mêmes que celles de la loi suisse, c'est-à-dire onze heures pour la femme, avec la faculté, pour toute femme ayant à s'occuper d'un ménage, de se retirer une demi-heure avant

le repos de midi, c'est-à-dire dix heures et demie dans les journées de la semaine et dix heures le samedi. Ce sont là nos propres propositions.

Mais la Belgique, nous opposera-t-on ? Oh ! je reconnais que la Belgique est entrée tardivement dans la voie de la réglementation du travail. La loi belge qui régit cette matière date du mois de décembre 1889, et ne fait que reproduire, à peu près exactement, notre loi de 1874 ; mais elle contient un article qu'on a oublié de citer, c'est celui qui permet au gouvernement belge de réduire les heures de travail de sa propre initiative, et de descendre au-dessous du maximum de douze heures.

Il y a donc tout lieu de croire que si nous faisons un pas dans la voie de la réduction, la Belgique, qui s'est associée aux conférences de Berlin, nous suivra.

Croyez-vous, Messieurs, que nous puissions en rester à ce qu'on nous proposait tout à l'heure, à onze heures ? Je ne le pense pas.

Je crois que cette mesure, si elle avait été prise, il y a deux ou trois ans, par le Sénat conformément aux propositions qui lui étaient faites par la Chambre des députés, aurait à ce moment-là donné satisfaction à la majorité des intéressés.

Malheureusement, il n'en a pas été ainsi ; aujourd'hui, nous sommes en présence de propositions qui ont été votées par une grande majorité à la Chambre des députés et qui répondent, permettez-moi de vous le dire, à un courant d'opinion publique en face duquel il faut bien se placer.

On a dit quelquefois que le vingtième siècle serait le siècle des réformes sociales. Je crois que, dans les dernières années du dix-neuvième siècle, ces réformes sociales sont bien à l'ordre du jour.

N'êtes-vous pas frappés de ce courant d'opinion qui part de tous les bancs des Assemblées parlementaires, de ces préoccupations des intérêts des travailleurs, préoccupations qui sont dans tous les esprits ? (*Interruptions à droite.*) Nous pouvons, Messieurs, différer sur les moyens, mais je suis convaincu que tous, adversaires ou partisans du projet de loi, nous avons le même objectif, le même désir, j'en suis absolument convaincu.

Mais enfin, ne voyez-vous pas ces projets de lois qui, je le répète, viennent des groupes de tous les côtés les plus divergents et les plus opposés du Parlement.

Cette question de réformes, cette nécessité de recourir au législateur pour obtenir ce que l'initiative privée a été absolument impuissante à accorder depuis trente ou quarante ans frappent tous les yeux. Ne voyez-vous pas demander cette intervention du législateur et par ceux qui représentent les partis les plus avancés et par ceux de nos collègues de la droite qui, se plaçant sur le terrain chrétien, portent un intérêt que je crois réellement très sincère aux travailleurs. . .

M. LE BARON DE LARINTY. — Ah ! oui, le socialisme chrétien ! Il s'est adressé à nous, le socialisme chrétien, et nous n'en voulons pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez ne pas interrompre, Monsieur le baron de Lareinty.

M. LE BARON DE LAREINTY. — L'orateur s'adresse à nous, nous lui répondons.

M. WADDINGTON. — Monsieur de Lareinty, il est possible que vous, en particulier, vous ne partagiez pas ces opinions, mais j'ai parfaitement le droit de signaler au Sénat le courant d'opinion publique dont je viens de parler, et vous ne nierez pas une chose impossible à nier, c'est que l'impulsion vient de ceux qui envisagent la question à des points de vue tout à fait différents. Les uns se placent sur le terrain philosophique, d'autres sur le terrain religieux; les uns revendiquent toutes les conquêtes de la Révolution française; les autres, comme le cardinal Manning, comme le cardinal-archevêque de Breslau, qui a pris une part si large au congrès de Berlin, ou comme le pape Léon XIII dans son encyclique, invoquent les enseignements de l'Église, mais tous n'en sont pas moins d'accord pour demander à l'intervention du législateur l'amélioration du sort des travailleurs.

Je constate un courant d'opinion qu'il est impossible de ne pas voir...

M. LE BARON DE LAREINTY. — Courant électoral!

M. WADDINGTON. — Eh bien, voyez, Messieurs, comme ce courant se manifeste à la face de l'Europe. Tout récemment, il y a un an à peine, nous voyons d'un côté l'État le plus démocratique, le plus libéral de l'Europe entière, la Suisse, de l'autre l'Allemagne, c'est-à-dire la concentration incarnée du pouvoir exécutif, ce gouvernement si fort, si maître de lui, se disputer, le dernier par l'organe de son jeune empereur, l'initiative de la conférence internationale dont on avait tant parlé et qui s'est enfin réalisée.

Messieurs, vous ne pouvez pas rester tranquilles et inertes — permettez-moi cette expression. — Ce qui était possible il y a trois ans ne l'est plus aujourd'hui. Il faut que vous accordiez ces deux heures de repos, sollicitées par cette population si nombreuse et si intéressante.

Parmi les questions ouvrières, parmi les revendications qui nous arrivent tous les jours, y en a-t-il de plus touchantes et de plus sacrées que celles qui émanent des femmes et des enfants? Est-ce que vous pouvez rester sourds à cet appel des humbles et des faibles?

Dans les questions soulevées en ce moment, je fais une grande différence entre les revendications des travailleurs hommes et celles des travailleurs femmes et enfants.

Je suis partisan, d'une façon générale, d'une législation s'appliquant à tous les travailleurs, et, cependant, je ne puis m'empêcher de considérer à un tout autre point de vue ces mesures quand elles s'appliquent d'une part aux mineurs et aux femmes, et d'autre part aux hommes. Ces derniers en effet n'ont-ils pas le bulletin de vote, n'ont-ils pas les syndicats professionnels, n'ont-ils pas à leur service ces bruyantes manifestations qui, parfois, vous indisposent, et à bon droit?

Au contraire, est-ce que, pour les femmes, vous n'êtes pas touchés par leur silence même, par la timidité, par la réserve qu'elles apportent dans toutes leurs demandes, si légitimes cependant?

« Ah ! Messieurs, en accordant ces deux heures de plus aux ouvrières, en faisant quelque chose pour elles, vous ne céderez certainement pas à la pression électorale. Vous ferez œuvre d'humanité, vous permettrez à ces femmes de consacrer quelques instants de plus à leur vie de famille et, en agissant ainsi, vous ferez acte de moralisation, et, en même temps, de conservation sociale. (*Très bien ! et applaudissements sur plusieurs bancs à gauche.*) »

M. SCRÉPEL. — Messieurs, je me présente devant vous en qualité d'ancien industriel. Pendant cinquante années, j'ai dirigé plusieurs établissements assez importants, j'ai suivi les progrès de l'industrie, les changements qui y ont été introduits, et j'ai pu étudier, pendant cette longue carrière, ce qu'était l'ouvrier et quelle était sa situation.

J'ai connu, je puis le constater devant vous, beaucoup d'ouvriers; je les voyais de cinq heures du matin à dix heures du soir, tous les jours; je leur parlais, je leur donnais de bons conseils, et, je vous le dis à son honneur, l'ouvrier est très bon; il ne demande qu'à marcher la main dans la main avec le patron pour travailler ensemble au succès de l'industrie.

L'ouvrier ne demande que la tranquillité, que le travail, et soyez convaincus que si, dans ce moment, nous avons des grèves, c'est que nous ne donnons pas à l'ouvrier un bien-être qu'il réclame depuis très longtemps, c'est-à-dire la journée de dix heures. (*Approbation sur un grand nombre de bancs.*)

Tout a été dit sur cette question. Aussi je ne viens pas prononcer un discours, mais vous dire simplement ce que j'ai fait depuis trois mois.

Eh bien, j'ai fait mon enquête moi-même comme industriel; je me suis rendu compte de tout, et je viens vous dire ce qui se passe.

Je me suis rencontré avec le plus grand industriel de France; je suis autorisé à dire son nom, si le Sénat me le demande. Cet industriel occupe à peu près 2,000 ouvriers. Il m'a demandé quelle était mon intention au sujet du vote sur la durée des heures de travail; il m'a demandé pourquoi j'étais partisan du maximum de dix heures, m'a prié de le lui expliquer.

Je lui ai fait comprendre quel était l'objet de la loi que nous proposons aujourd'hui, et, après une conversation très animée, il m'a dit : « Vous déclarerez de ma part aux honorables sénateurs que j'accepte la journée de dix heures, non seulement pour les femmes, les filles mineures et les enfants, mais pour les hommes ».

Cette maison, je le répète, est la plus importante de France.

A la suite de cette visite, j'ai fait les mêmes démarches dans une maison qui occupe près de 3,000 ouvriers. Les directeurs m'ont répondu, après quelques instants de conversation : « Nous n'étions pas de votre avis il y a quelques jours, mais, d'après ce que vous nous dites, nous acceptons dix heures pour tout le monde. »

Le dernier établissement que j'ai visité dans le pays, et je termine par le capital, occupe 1,500 ouvriers. On y fait l'article meuble. Cette fabrique, depuis six mois, travaille dix heures par jour, et voici comment elle opère : le travail commence le matin à 7 heures; après deux heures d'arrêt à midi,

de midi à 2 heures, le travail recommence de 2 heures à 7. Le directeur m'a déclaré qu'il ne faisait aucune distinction, depuis six mois qu'il en faisait l'essai, entre le travail de douze heures et celui de dix heures, que le résultat était à peu près le même.

Non content de l'expérience faite chez le fabricant dont je parle, j'ai fait venir chez moi des ouvriers de cette même manufacture, et je leur ai dit : « Messieurs, vous avez maintenant depuis six mois un travail de dix heures; vous allez me dire exactement et franchement si vous êtes satisfaits de votre position ».

Ces ouvriers m'ont répondu : « Monsieur le sénateur, si vous saviez comme la situation est changée depuis que nous ne faisons que dix heures, vous ne pouvez vous en faire une idée : Nous sommes en famille, maintenant; nous nous voyons tous les jours, tandis qu'auparavant, en travaillant douze heures, on ne se voyait jamais. » (*Mouvements en sens divers.*)

Ils m'ont fait également cette déclaration : « En travaillant dix heures seulement, voici ce que nous faisons : nous louons une petite maison à quinze minutes de la ville, nous y respirons le grand air, nous avons un tout petit jardin qui nous fournit les légumes pour la maison, nous avons trois fois par jour nos enfants autour de nous, nous vivons en famille. — Alors, leur dis-je, vous êtes heureux ? — Nous n'avons jamais, m'ont-ils répondu, été aussi heureux que maintenant. »

Avant-hier, à la séance, M. Jules Simon disait dans son discours que, chaque fois qu'on fondait un établissement industriel quelconque, il s'établissait autour de cet établissement vingt-cinq ou trente cabarets. Eh bien, avec les dix heures de travail, il se produit un effet tout à fait opposé.

Autour de l'atelier de Roubaix que je citais tout à l'heure, et qui occupe quinze cents ouvriers, il y avait 25 cabarets. Depuis que la journée est réduite à dix heures de travail, 15 ont disparu.

La plupart des ouvriers ne vont plus au cabaret; ils font des économies.

Si vous vouliez écouter un industriel qui a parcouru une carrière aussi longue que la mienne, vous voteriez la loi, Messieurs; vous éviteriez ainsi les grèves; les difficultés qui naissent entre patrons et ouvriers disparaîtraient et ils ne formeraient plus qu'une seule famille.

Je compte sur le bon cœur de mes collègues et sur leur désir de venir en aide à cette classe ouvrière si intéressante, pour les engager à adopter la proposition qui leur est soumise. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole sur les amendements de MM. Blavier et Diancourt?...

Je mets ces amendements aux voix.

Il va être procédé au scrutin.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants	234
Majorité absolue.....	118
Pour l'adoption.....	115
Contre	119

(Le Sénat n'a pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la disposition proposée par la Commission, c'est-à-dire la limitation du travail effectif à dix heures par jour.

M. LE RAPPEUR. — Messieurs, je ne veux pas retenir longtemps le Sénat. Je me bornerai à lui donner deux renseignements à l'appui de la proposition de la Commission, proposition qui consiste à réduire la journée de travail à dix heures pour les enfants, les filles mineures et les femmes.

Messieurs, on a argué, dans la discussion, de l'impossibilité où l'on se trouvait, dans certain cas, d'augmenter la production dans une proportion équivalente à la diminution des heures de travail.

Notre honorable collègue, **M. Waddington**, a pris la parole et il a, non pas critiqué ce que j'avais dit, mais du moins fait quelques réserves, au point de vue des habitudes anglaises.

Il peut y avoir, évidemment, quelque chose de très fondé dans les observations qu'il a présentées; cependant, il y a un renseignement très intéressant à fournir ici, parce qu'il montre bien la différence des habitudes, et qu'il fait voir comment, suivant le nombre d'heures de travail qu'on impose à un homme dans une usine, cet homme peut dépenser une plus ou moins grande somme d'énergie et d'activité.

On signale ce fait qui, je crois n'est pas contesté, qu'en Angleterre, dans les filatures, nombre d'ouvriers conduisent trois et quatre métiers...

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est dans le tissage que cela se produit et non pas dans la filature!

M. LE RAPPEUR. — Vous avez raison, c'est dans le tissage. Eh bien, il y a là un phénomène qu'on n'a jamais pu réaliser en France, pour cette raison qu'un homme ne parviendrait pas, pendant douze heures consécutives, à conduire trois ou quatre métiers; mais il y arrive lorsque son travail est réduit à dix heures.

Pour vous montrer, Messieurs, quelle action peut parfois exercer la loi sur les transformations industrielles et sur l'organisation du travail, je voudrais, en quelques mots, vous indiquer quelle est la transformation qui vient de s'accomplir dans un centre industriel français très important : je veux parler du département de la Loire.

Vous savez que, dans la ville de Saint-Chamond et dans les communes environnantes, s'exerce une très grande industrie; celle des tresses et des lacets. Le travail de nuit y était organisé d'une manière presque générale.

Prévoyant que le vote du Sénat serait ou pourrait être conforme au vote de la Chambre des députés en ce qui concerne l'interdiction du travail de nuit...

M. BUFFET. — Nous n'en sommes pas là !

M. LE RAPPEUR. — Je sais fort bien que nous n'en sommes pas là,

Monsieur Buffet, mais vous voudrez bien me permettre de faire un écart et de ne pas suivre dans ma discussion l'ordre que vous désirez.

Je disais donc que les industriels de Saint-Chamond, prévoyant que l'interdiction du travail de nuit serait prononcée par le Sénat, se sont résolus à le supprimer immédiatement. Ils l'ont en effet supprimé, et ils l'ont remplacé à l'aide d'un procédé que je vous demande la permission de vous signaler, pour vous montrer quels progrès on peut parfois réaliser grâce à une meilleure organisation.

Au lieu de faire travailler les femmes la nuit, ils les font travailler en deux équipes, pendant dix-sept heures de la journée, et cela sans diminuer le taux des salaires. On ne demande plus à la femme que neuf heures de présence à l'usine : une équipe commence à quatre heures du matin et va jusqu'à une heure, avec une demi-heure de repos; une autre équipe commence à 1 heure et va jusqu'à 10 heures avec une demi-heure de repos.

Dans ces conditions, les industriels de Saint-Chamond ont maintenu leur production au chiffre qui leur est nécessaire pour lutter contre la concurrence étrangère; ils n'ont pas diminué les salaires, et ils arrivent à n'imposer à chacune des deux équipes dont je viens de parler que huit heures et demie de travail effectif à l'usine.

Je crois, Messieurs, qu'il y a là un fait très intéressant, très caractéristique, et qu'il était bon de vous le signaler afin de vous montrer que des dispositions législatives peuvent souvent stimuler les industriels, les inciter à trouver une nouvelle organisation du travail ou à modifier l'ancienne. Il en résulte que ce qu'on semble craindre si fort, le vote de la limitation du travail à dix heures, n'aura pas tous les inconvénients qu'on nous a signalés au cours de cette discussion.

Je dois ajouter que les industriels dont je viens de parler me disaient encore ce matin même : Cette modification dans l'organisation du travail nous donne satisfaction, et, bien que le nouveau système ne fonctionne que depuis très peu de temps, il est déjà presque passé dans les mœurs, de telle sorte qu'il nous serait impossible, à l'heure présente, de revenir en arrière sans soulever les réclamations des femmes que nous occupons.

On comprend, en effet, que n'ayant à accomplir que huit heures de travail environ dans la journée, les mères de famille ont encore le temps nécessaire pour vaquer aux soins du ménage. (*Approbation sur quelques bancs à gauche.*)

M. FRESNEAU. — Les industriels pouvaient bien trouver cela tout seuls ! (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Ils ne l'ont trouvé que parce qu'ils y ont été poussés par le vote de la loi à la Chambre des députés !

M. MADIGNIER. — Vous venez de dire, Monsieur le Rapporteur, qu'à Saint-Chamond on a organisé le travail au moyen de deux équipes, travaillant l'une de 4 heures du matin à 1 heure du soir, l'autre de 1 heure à 10 heures; si donc vous voulez être logique, il faut modifier votre loi, et

demander que le travail de nuit commence à 10 heures du soir et finisse à 4 heures du matin.

M. LE RAPPORTEUR. — Je crois, Messieurs, que personne de vous ne fera la moindre objection quand nous demanderons au Sénat d'introduire dans la loi cette toute petite dérogation : qu'un règlement d'administration publique pourra désigner... (*Exclamations sur plusieurs bancs.*)

M. BÉRENGER. — C'est cela ! tout ce que la loi défendra sera permis par un règlement d'administration publique !

M. LE RAPPORTEUR. — C'est possible, Monsieur Bérenger ; mais je crois cependant que, si nous pouvions introduire une pareille modification dans toutes les industries, nous leur aurions rendu un énorme service ; c'est pourquoi je pense que le Sénat ne se refusera pas, sur notre proposition, à introduire cette dérogation dans la loi. (*Mouvements divers et bruit.*)

M. CHOVEL. — Je demande à présenter une simple observation.

Du fait qui vient d'être signalé par notre honorable collègue, il résulte parfaitement, ainsi que je le disais à une de nos dernières séances, qu'il n'y a pas besoin de loi pour obtenir, dans l'organisation du travail, ces modifications que nous désirons tous. (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. — J'ai déjà eu l'honneur de répondre qu'un pareil changement dans l'organisation du travail ne se serait assurément pas produit si la discussion de la loi n'était pas venue stimuler les industriels en leur en faisant entrevoir les conséquences.

M. SÉBLIN. — Depuis un instant, on discute sur une question qu'il ne s'agit pas de trancher en ce moment : la question du travail de nuit.

Il s'agit, pour l'instant, de la réglementation du travail des femmes et l'on nous propose de l'abaisser à dix heures.

J'ai, il n'y a qu'un instant, voté, par un sentiment de concession et de transaction, la journée de onze heures ; mais je ne puis, sans craindre de jeter l'industrie tout entière dans l'inconnu, accepter la réduction du travail des femmes à dix heures ; car je suis convaincu que c'est là un moyen détourné pour réduire à dix heures la journée des hommes.

Or, je ne crois pas que l'industrie française puisse supporter une pareille situation alors qu'elle est aux prises avec des concurrents redoutables, payant des salaires moins élevés qu'elle et pouvant, par conséquent, travailler à moindres frais. Je considérerais une telle disposition comme très grave et je ne veux pas prendre, pour ma part, la responsabilité de mesures qui mettraient l'industrie française, à l'égard de ses concurrents, dans des conditions d'infériorité complète. (*Approbation sur divers bancs.*)

M. BUFFET. — Messieurs, je ne veux pas discuter la question qui est

actuellement soumise au Sénat; elle l'a été d'une manière complète. Mais je tiens à dire que je suis, comme je l'ai toujours été, absolument opposé à toute réglementation du travail des adultes. (*Approbation à droite.*)

Si j'ai voté tout à l'heure pour l'amendement tendant à limiter le travail à onze heures, c'est que je l'ai accepté comme une atteinte moindre que la réduction à dix heures portée à la liberté du travail. (*C'est cela! à droite.*)

Mais je suis d'avis de laisser la fixation des heures de travail des adultes aux libres conventions qui interviennent entre les parties.

Les ouvriers ont aujourd'hui, — et ils ne l'avaient pas il y a quarante ans, quand j'ai soutenu la même opinion à la tribune nationale, la première fois que j'y montai, — les ouvriers ont aujourd'hui, dis-je, le droit d'association; ils ont donc un moyen efficace de discuter avec leurs patrons les conditions du travail.

M. LE RAPPORTEUR. — Pas les femmes!

M. BUFFET. — J'entends M. le Rapporteur me dire : Pas les femmes! Je lui en demande pardon, ce droit existe aussi pour les femmes; mais elles n'ont pas besoin d'en user, car toutes les fois que les hommes, dans les manufactures, obtiennent une réduction de travail, cette réduction se trouve, *ipso facto*, appliquée aux femmes.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une erreur! L'exemple de l'Angleterre est là pour prouver le contraire.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce aussi pour expliquer votre vote?

M. RICHARD WADDINGTON. — Non, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous ferai observer alors que la discussion est, en quelque sorte, close.

M. RICHARD WADDINGTON. — Mais, Monsieur le Président, puisqu'on recommence!

M. LE PRÉSIDENT. — Pardon, les orateurs qui descendent de la tribune n'y sont montés que pour expliquer leur vote.

M. LUCIEN BRUN. — Je demande la permission de poser une question à la Commission. Ne pourrait-elle pas, en vue de donner satisfaction à une préoccupation qui est dans beaucoup d'esprits, trouver un moyen de scinder le vote en ce qui concerne les enfants, d'une part, et les autres personnes protégées, d'autre part. (*Marques nombreuses d'approbation.*)

Si je pose cette question, c'est qu'il y a un certain nombre de mes amis qui voteraient très volontiers la réduction de la durée du travail pour les

enfants — je la voterai quant à moi — mais qui ne la voteraient pour les autres personnes,

M. LE BARON DE LAREINTY *et quelques membres.* — Parfaitement! nous demandons la division. (*Bruit à gauche.*)

M. FRESNEAU. — Elle est de droit!

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Lucien Brun; proposez-vous une disposition additionnelle au texte de la Commission?

M. LUCIEN BRUN. — C'est la division que je demande.

M. LE PRÉSIDENT. — La division n'est plus possible. Le Sénat a voté hier les dispositions suivantes : « Les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de . . . », et il réserve seulement le nombre des heures.

Vous ne pouvez obtenir satisfaction qu'en proposant, par voie d'amendement, une disposition portant que la limite du travail effectif de dix heures n'est pas la même pour les femmes que pour les enfants et les filles mineures.

M. LE RAPPORTEUR. — Je crois que l'on pourrait réserver, dans l'article, les mots « et les femmes ».

M. LE PRÉSIDENT. — Mais c'est déjà voté, Monsieur le Rapporteur.

La seule question qui se pose actuellement devant le Sénat est celle de savoir si les enfants, les filles mineures et les femmes seront assujettis à un travail dont la durée est limitée au même nombre d'heures. Le Sénat a repoussé le chiffre de onze heures. La Commission propose dix heures. Là est, jusqu'à présent, le seul point en discussion.

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, je voudrais répondre un simple mot à l'honorable M. Buffet et à ceux de nos collègues qui parlent des effets qu'on peut attendre de l'initiative privée.

Si la réduction des heures de travail pour les femmes et les enfants avait pu être effectuée par l'initiative privée, il y a quarante ans qu'elle serait faite. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Or, les heures de travail pour les femmes et les enfants — et c'est ici en industriel que je parle — sont restés absolument les mêmes depuis quarante ans en France. Par conséquent l'initiative privée n'a pu rien obtenir, et il y a à cela une excellente raison : c'est que, quelle que soit la bonne volonté d'un industriel, il se trouve lié par la loi fatale de la concurrence; si son voisin continue à travailler douze heures à douze heures et demie, il ne peut pas se mettre à son égard dans des conditions d'infériorité par la réduction du nombre des heures de travail. . .

M. LE BARON DE LAREINTY. — A Saint-Chamond on l'a bien fait cependant

M. RICHARD WADDINGTON. — On a parlé de congrès international; mais il y en a déjà eu, et on ne peut pas espérer obtenir d'autres résultats que ceux qui ont été obtenus à Berlin.

M. LUCIEN BRUN. — Eh bien, alors, on reste exposé à la concurrence étrangère.

M. RICHARD WADDINGTON. — Maintenant, puisque je suis à la tribune, je prie le Sénat de bien réfléchir à la portée du vote qu'il va émettre. Il s'est prononcé, par vingt-cinq voix, c'est-à-dire par une majorité assez considérable, en faveur d'une réglementation du travail pour les femmes; je le supplie, en présence du pays, de ne pas se mettre en contradiction avec lui-même. (*Interruptions à droite.*)

Oui, Messieurs, je crois que le Sénat se mettrait en complète contradiction avec lui-même si, après avoir adopté à cette majorité les mesures de protection proposées en faveur des femmes, il allait maintenant repousser toute espèce de limitation dans la durée du travail.

Nous sommes en première délibération et, par conséquent, le danger n'est pas très grand. (*Bruit à droite.*) Mais il est très désirable qu'il sorte quelque chose de nos délibérations. Il sera, d'ailleurs, loisible à nos collègues de faire dans l'intervalle des deux délibérations des propositions nouvelles. (*Interruptions.*) Mais enfin, Messieurs, veuillez me laisser parler!

Je fais cette simple observation, qu'il est de toute évidence que, sur cette question de la durée des heures de travail pour les femmes, le Sénat est très divisé, puisque la majorité n'a été que de quatre ou cinq voix. Or, la discussion se rouvrira en deuxième délibération. Nous, qui sommes partisans de la journée de dix heures, nous ne fuyons pas le débat; mais je supplie encore une fois le Sénat de ne pas émettre immédiatement un vote négatif qui aurait de très fâcheux résultats. (*Réclamations sur divers bancs.* — *Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu une demande de scrutin public...

Plusieurs sénateurs. — Sur quoi?

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ne sommes en présence que d'une seule question : celle de savoir si le travail effectif aura une durée de dix heures pour les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes. Je n'ai été saisi d'aucun amendement.

M. TRARIEUX. — Messieurs, je conviens avec l'honorable M. Waddington que la situation est assez délicate pour ceux d'entre nous, et je suis de ce nombre, qui ont voté hier le principe de la réduction du travail applicable aux femmes en même temps qu'aux enfants mineurs. Mais je déclare, pour

mon compte, qu'en adhérant à ce principe je n'ai entendu qu'une chose : reconnaître le droit du législateur. Je me suis réservé la faculté d'apprécier dans quelle mesure cette réduction était possible et raisonnable. (*Très bien ! sur divers bancs.*)

Pour moi, l'amendement présenté par M. Diancourt me paraît suffisant, et je n'entends pas aller plus loin. Je craindrais, en votant dix heures de travail, d'apporter la désorganisation dans certaines de nos industries (*Nouvelle approbation*), et, par conséquent, sans me déjuger, restant fidèle à mon principe, je ne crois pas à cette heure pouvoir voter la limitation à dix heures de la journée de travail.

La question est de savoir si nous sommes liés par notre vote d'hier. Je ne le crois pas. Qu'avons-nous décidé par ce vote ? Une question générale de principe pur, mais nous sommes restés maîtres d'examiner ensuite l'application de ce principe.

Or, nous sommes en présence, à l'heure actuelle, de trois catégories de personnes : les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes. Il est clair que nous pouvons admettre pour chacune de ces trois catégories de personnes au sujet desquelles on peut faire valoir des considérations différentes, des dispositions également différentes. Pour ma part je voterai dix heures de travail pour les enfants et les filles mineures, mais je ne les accepterai pas pour les femmes. Il faut donc forcément trouver un moyen...

M. LE PRÉSIDENT. — Proposez un amendement.

M. TRARIEUX. — La proposition ferme que je fais est celle-ci : Je demande au Sénat de voter la limitation des heures de travail à dix heures pour les enfants et les filles mineures et de réserver la question de la limitation des heures de travail pour la femme. Nous examinerons ensuite si nous devons étendre aux femmes la durée du travail qui aura été admise pour les enfants et les filles mineures. En ce qui me concerne, je ne crois pas que cela puisse être admis. (*Assentiment sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, je répète encore une fois que si l'on ne veut pas appliquer aux femmes la même limite de travail qu'aux enfants et aux filles mineures, il faut présenter un amendement. Je ne prétends pas que le vote d'hier doive entraîner nécessairement cette conséquence, que la même durée de travail effectif serait appliquée aux trois catégories ; mais, si l'on ne veut pas qu'il en soit ainsi, on doit présenter un amendement.

M. LUCIEN BRUN. — Voulez-vous me permettre de dire quelques mots de ma place, Monsieur le Président ?

Messieurs, un mot seulement ; c'est à la Commission que je l'adresse.

Vous comprendrez mieux ma pensée quand je vous aurai dit ceci : Si, dans l'amendement sur lequel le Sénat a été précédemment consulté, il ne s'était agi que de fixer à onze heures la journée de travail des femmes je

l'aurais voté. Je ne pouvais pas le voter pour les enfants, parce que faire travailler les enfants onze heures par jour, c'est une cruauté. (*Très bien! très bien!*) Je n'accepterai jamais cela.

Je demande à la Commission si, avant le vote sur l'article 3, elle ne consentirait pas à délibérer pour essayer de présenter une proposition qui concilierait ces deux préoccupations et admettrait dix heures pour les enfants, et pour les femmes onze heures, provisoirement.

La Commission croit-elle cela possible? Elle donnerait ainsi satisfaction à un grand nombre de nos collègues, inquiets des conséquences de la décision proposée et embarrassés de voter une durée de travail unique pour les différentes classes de personnes qu'il s'agit de protéger. (*Approbation à droite.*)

M. LE RAPPEUR. — Messieurs, la Commission ne peut pas accepter la proposition de l'honorable M. Lucien Brun, et cela par la raison que l'amendement que le Sénat vient de repousser s'appliquait aux femmes et fixait à onze heures la durée de la journée de travail. Il me paraît donc inutile de faire voter de nouveau le Sénat sur la même question.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais un ou plusieurs membres du Sénat peuvent proposer dix heures et demie.

M. LE RAPPEUR. — Sans doute, cette proposition peut être faite, mais la Commission ne croit pas pouvoir l'accepter. L'honorable M. Lucien Brun accepte le chiffre de dix heures pour les enfants, considérant comme une cruauté de leur imposer une journée de travail plus longue. Or, vous vous rappelez, Messieurs, qu'on a dit et redit à cette tribune que les femmes, les hommes et les enfants ayant leur travail engrené, du moment qu'on réduisait la durée du travail des uns, il fallait réduire celle des autres. (*Bruit.*)

C'est l'argument qui a été apporté à cette tribune. Quoi qu'il en soit, la Commission persiste dans ses propositions. (*Aux voix!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je suis assez embarrassé, parce que je ne suis saisi d'aucune proposition ferme.

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, il me semble que les deux opinions qui partagent le Sénat peuvent se manifester. Il suffirait de modifier la rédaction de manière à permettre le vote par division, sauf à la régulariser plus tard, si cela est nécessaire.

Il suffirait de dire : « Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif : de plus de dix heures pour les enfants et les filles mineures, et de plus de x... heures pour les femmes. »

On voterait le paragraphe jusqu'aux mots « et de plus de x... heures pour les femmes ». Cela ne souffrirait pas de difficulté, tout le monde étant d'accord sur ce premier point. Puis on passerait au vote sur la dernière partie en mettant à la place de x... soit onze, comme le demandait M. Diancourt, soit dix heures et demie même.

Si l'un de ces chiffres est accepté, la Commission en sera quitte pour rectifier son texte entre les deux délibérations.

Si l'on passe, en dernière analyse, au chiffre de dix heures proposé par la Commission et qu'il soit accepté, le texte de la Commission tout entier reparait, et le paragraphe qu'elle propose est adopté sans modifications. (*Mouvements divers.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Monsieur le Président, entre les deux lectures, la Commission pourrait modifier sa rédaction. (*Non! Non! — Aux voix sur divers bancs.*)

M. TRARIEUX. — Messieurs, je proposais de voter ceci : « La durée de la journée de travail des enfants et des filles mineures jusqu'à 18 ans est fixée à dix heures. . . » et de réserver la question de la durée du travail pour les femmes. Mais on me fait observer que le texte que j'ai présenté est contraire au vote qui a été émis dans la précédente séance.

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois rappeler au Sénat qu'il a adopté la partie du paragraphe 3 portant que le travail effectif des enfants, des filles mineures et des femmes sera limité.

Il a réservé le chiffre des heures, et il peut, pour ce chiffre, distinguer entre le travail des enfants, celui des filles mineures et celui des femmes.

M. TRARIEUX. — Je propose de voter d'abord sur la durée de la journée de travail des enfants et des filles mineures, et de réserver la question en ce qui concerne les femmes. (*Approbation sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le Sénat a entendu la proposition de M. Trarieux. Je mets aux voix la limitation à dix heures de la journée de travail pour les enfants et les filles mineures.

(La proposition est adoptée.)

Quelle est maintenant la proposition relativement à la journée de travail des femmes?

M. ERNEST BOULANGER. — C'est la proposition de la Commission, Monsieur le Président.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je comprenais très bien tout à l'heure le procédé indiqué par M. le Président qui disait : « La limite de onze heures pour les femmes ayant été rejetée, on peut présenter un amendement la fixant à dix heures et demie. » Maintenant on propose de voter, en ce qui concerne le travail des femmes, sur la proposition de la Commission. Pourquoi? Parce qu'après avoir rejeté onze heures, on veut rejeter également dix heures, c'est-à-dire repousser le projet de loi. (*Bruit et interruptions.*)

Si tel n'est pas le résultat que l'on cherche. . .

Plusieurs sénateurs. — Parfaitement ! C'est ce que nous voulons.

M. LE RAPPORTEUR. — Ainsi, c'est bien là le résultat qu'on cherche ? Soit, mais je tenais, avant que le vote eût lieu, à bien montrer à cette tribune quel était le but qu'on avait en vue en demandant de voter sur la proposition de la Commission. Il est bien établi maintenant que l'on ne veut ni de la journée de onze heures ni de celle de dix heures pour les femmes. (*Aux voix ! aux voix !*)

M. RICHARD WADDINGTON. — M. le Président, je propose de fixer à soixante-quatre heures par semaine le travail des femmes. (*Exclamations sur divers bancs.*)

Nous voyons très bien ce que l'on veut ; on ne veut rien ; mais qu'on permette au moins à ceux qui veulent quelque chose de proposer un amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — De même qu'on aurait le droit de proposer de limiter le travail des femmes à dix heures et demie ou dix heures trois quarts par jour, de même M. Waddington a le droit de proposer de limiter ce travail à un certain nombre d'heures par semaine.

Je viens de recevoir de M. Faye un autre amendement demandant que le travail des femmes ne puisse dépasser dix heures et demie par jour.

M. DIANCOURT. — Messieurs, le Sénat a voté tout à l'heure sur une proposition qui englobait le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, et tendait à limiter ce travail à onze heures.

Elle a été repoussée. Vous venez de voter une nouvelle proposition qui vise le travail des enfants et des filles au-dessous de 18 ans. Vous avez limité ce travail à dix heures. Il reste maintenant la question de la limitation du travail des femmes majeures à trancher. Je reproduis mon amendement en ce qui concerne les femmes seulement, et je demande au Sénat de voter le travail de onze heures pour les femmes. (*Mouvements divers — Bruit.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Mais cela n'est pas possible ; cette proposition a déjà été rejetée.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Sénat, Monsieur le Rapporteur, a décidé que le travail des trois catégories de travailleurs serait limité ; il a repoussé la limite commune de onze heures pour les trois catégories. Il a fixé la limite de dix heures pour les enfants et les filles mineures. Il n'a rien décidé encore pour les femmes en particulier, et il peut fixer pour cette catégorie, séparément, le chiffre de onze heures, repoussé pour les trois catégories réunies.

M. Richard Waddington propose soixante-quatre heures par semaine, M. Faye demande dix heures et demie par jour et M. Diancourt onze heures. Nous sommes donc en présence de trois amendements.

Celui qui s'éloigne le plus du texte de la Commission est évidemment celui de M. Diancourt.

Si personne ne demande la parole, je vais mettre aux voix l'amendement de M. Diancourt qui consiste à fixer à onze heures la durée du travail effectif en ce qui concerne les femmes.

M. LE RAPPORTEUR. — Cet amendement a déjà été rejeté.

M. LE PRÉSIDENT. — Je me suis déjà expliqué à cet égard.

Sans aucun doute, Messieurs, c'est une question qui doit nous intéresser, et à laquelle il faut que nous réfléchissions bien. (*Approbation unanime.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Je crois que le Sénat a eu le temps d'y réfléchir.

M. LE PRÉSIDENT. — Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin public.

Il va être procédé au scrutin.

Voici le résultat :

Nombre des votants.....	238
Majorité absolue.....	120
Pour l'adoption.....	128
Contre.....	110

(Le Sénat a adopté.)

Je dois maintenant faire voter le Sénat sur l'ensemble du premier paragraphe.

Il faut que la rédaction qui a été adoptée hier soit respectée intégralement.

Voici comment ce paragraphe pourrait être rédigé :

« Les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour pour les enfants et les filles mineures, et de plus de onze heures par jour pour les femmes. »

Je mets aux voix, Messieurs, cette nouvelle rédaction.

(La rédaction nouvelle du paragraphe 1^{er} est adoptée.)

Je donne lecture du paragraphe 2.

« Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

Personne ne demande la parole sur le paragraphe 2 ?

Je le mets aux voix.

(Le paragraphe 2 est adopté.)

Ici se place, Messieurs, un paragraphe additionnel de M. Maxime Lecomte, ainsi conçu :

« Lors d'un surcroît anormal de travail, les inspecteurs divisionnaires pourront permettre une augmentation de la durée de travail pour les personnes protégées. Cette durée ne pourra pas dépasser douze heures et pour une période maximum de deux mois dans le cours d'une année. »

La parole est à M. Maxime Lecomte.

Voix nombreuses . — Il n'est pas présent.

M. DE PRÉSIDENT. — Si M. Maxime Lecomte est absent, nous pouvons réserver son article additionnel et délibérer sur l'article 4.

M. LE RAPPORTEUR. — Je crois, Messieurs, que M. Maxime Lecomte a reçu une double satisfaction. Il a repris exactement, peut-être sans s'en apercevoir, je le crois du moins, le texte même d'un paragraphe de l'article 4, qui porte :

« Lors d'un surcroît anormal de travail, les inspecteurs divisionnaires pourront permettre une augmentation de la durée de travail pour les personnes protégées. Cette durée ne pourra pas dépasser douze heures et pour une période maximum de deux mois dans le cours d'une année. »

Ce sont les termes mêmes, je le répète, d'un des paragraphes de notre article 4. Et, d'un autre côté, il y a encore, dans l'article 7, des facilités du même genre données à l'inspecteur divisionnaire.

Par conséquent, je crois qu'il y a erreur de la part de M. Maxime Lecomte, car c'est le texte même de l'article 4 qu'il vous propose d'adopter.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne n'appuie l'article additionnel proposé par M. Maxime Lecomte? . . .

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3.

(L'ensemble de l'article 3 est adopté.)

Nous arrivons à l'article 4, à moins que la Commission n'ait délibéré sur l'article 1^{er}, qui avait été réservé.

Est-elle en mesure de faire son rapport?

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, Monsieur le Président, mais ce ne peut être qu'un rapport verbal.

Messieurs, le premier amendement proposé à l'article 1^{er} qui a été réservé, est un amendement de M. Frédéric Petit qui est ainsi conçu :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur. »

Voilà le principe; puis l'auteur de l'amendement ajoute : « Néanmoins, si

ces établissements sont classés comme dangereux ou insalubres, l'inspection y sera exercée pour assurer l'exécution des prescriptions de l'article 13. »

Les prescriptions de l'article 13 ne visent que la question d'ordre général : elles ne visent les établissements insalubres que pour certaines mesures à prendre, mais elles ne concernent ni l'âge des personnes protégées ni la durée du travail.

Par conséquent, Messieurs, si vous votiez le second paragraphe de l'amendement de M. Frédéric Petit, vous décideriez que dans tous les établissements classés comme insalubres, dangereux ou incommodes, dirigés par un chef de famille, le père pourra employer ses enfants quel que soit leur âge et pendant le nombre d'heures qu'il lui plaira, sans qu'aucune surveillance soit exercée.

M. RENÉ GOBLET. — Il pourra les faire travailler, même la nuit.

M. LE RAPPORTEUR. — Parfaitement. Il n'y aurait plus de surveillance au point de vue de l'inspection ; telle serait la conséquence de la première exception proposée par M. Frédéric Petit.

Notre honorable collègue ajoute dans un autre paragraphe de son amendement :

« De même, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité aux personnes, conformément à l'article 14. »

Nous n'avons pas sur ce point d'objections à faire. Nous avons abandonné la surveillance des ateliers de famille où il y a des chaudières à vapeur et des moteurs mécaniques ; il y aura seulement des mesures à prendre pour garantir la sécurité ; nous ne demandons plus des conditions d'âge et de durée de travail. La Commission accepte par conséquent la deuxième partie de l'amendement ; quant à la première, qui concerne les industries dangereuses, incommodes et insalubres, la Commission la repousse.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — D'après les explications de M. le Rapporteur, la Commission accepte la partie de mon amendement qui concerne les prescriptions relative aux chaudières à vapeur ou moteurs mécaniques, c'est-à-dire que, dans les ateliers de famille où il sera fait usage de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques, la Commission admet parfaitement que les enfants qui y sont occupés sous l'autorité du père peuvent travailler la nuit.

M. LE RAPPORTEUR. — Non, pas la nuit, nous admettons seulement qu'il n'y aura pas de surveillance à exercer.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Par conséquent, vous admettez implicitement que les enfants occupés dans un atelier de famille sous l'autorité paternelle pourront travailler la nuit, puisqu'il n'y aura pas de surveillance exercée.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous ne l'admettons pas, nous croyons que ce sera une pratique détestable, mais nous ne pouvons nous y opposer.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Par le fait vous ne vous y opposez pas. Par conséquent, dans ces ateliers, la loi n'empêchera pas le père de famille de faire travailler ses enfants la nuit et avant treize ans.

M. LE RAPPORTEUR. — Malheureusement.

Un sénateur à gauche. — Ces ateliers ne seront pas soumis à la loi.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — C'est bien le sens de la loi.

Vous ne vous opposez à l'adoption de mon amendement que pour ce qui concerne les prescriptions de l'article 14 relatifs aux établissements insalubres ou dangereux et parce que vous jugez excessif qu'on y fasse travailler la nuit. Ce qui n'est pas excessif pour les ateliers où existe un moteur mécanique vous paraît l'être dans les ateliers où, sans moteur mécanique, on manipule des matières dangereuses. Je ne vois pas sur quoi s'appuie cette distinction; car enfin les heures de travail sont toujours les mêmes quel que soit le travail auquel on emploie l'enfant.

Le travail ne sera pas plus fatigant parce qu'on manipulera des matières réputées dangereuses ou simplement insalubres dans un atelier où il n'y a pas de moteur mécanique, que s'il se fait dans un atelier où il existe un moteur mécanique.

A gauche. — Il sera dangereux ou insalubre.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Il y a un moyen de vous donner satisfaction, non pas au point de vue des heures de travail, mais au point de vue de l'âge. Vous n'avez qu'à ajouter au second paragraphe de mon amendement, après cette phrase :

« Néanmoins, si ces établissements sont classés comme dangereux ou insalubres, l'inspection y sera exercée . . . », ces mots : « . . . pour assurer les prescriptions de l'article 2, en ce qui concerne l'âge, et de l'article 13. »

M. LE RAPPORTEUR. — En ce qui concerne la durée du travail.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Non; je n'en vois pas la nécessité. Du moment où vous admettez qu'on peut travailler un nombre d'heures indéterminé à côté d'un moteur mécanique, quand on est sous la surveillance de ses parents, je ne vois pas pourquoi vous trouvez un inconvénient à ce qu'on travaille le même nombre d'heures quand on manipulera des matières dangereuses ou insalubres. (*Bruit.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Je vais vous dire pourquoi.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez, Messieurs, ne pas interrompre

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Du moment où vous ne protégez pas l'enfant dans un atelier de famille, quand il y a un moteur mécanique, je ne vois pas par quelle raison vous limiteriez le nombre des heures de son travail lorsqu'il s'agit de matières insalubres.

A gauche. — Parce que c'est plus dangereux.

M. GUYOT (Rhône). — Le père de famille n'a pas le droit d'empoisonner son enfant.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Alors, repoussez mon amendement tout entier, aussi bien en ce qui concerne les moteurs mécaniques qu'en ce qui touche à la manipulation des matières dangereuses, et dites que, dans tous les cas, l'enfant doit être protégé.

M. LE RAPPEUR. — M. Frédéric Petit nous dit : Du moment où vous admettez qu'on pourra abuser du travail de l'enfant dans les ateliers de famille où fonctionnera un moteur à vapeur, vous devez aller jusqu'au bout et ne plus accorder votre protection même à l'enfant qui travaille dans un établissement insalubre où il peut y avoir aussi un moteur à vapeur.

Dans le premier cas, si nous abandonnons la protection de l'enfant, c'est bien à regret, car nous croyons qu'il se commettra des abus; mais les excès d'un travail, dans les conditions ordinaires d'hygiène, ne sont pas comparables avec ceux d'un travail qui se fait dans un atelier insalubre, où l'on respire des poussières malsaines en suspension, où l'on manipule des poisons, des ingrédients toxiques.

Il n'est pas possible d'établir la moindre comparaison entre ces deux genres de travail : le travail fatigant et le travail qui est un empoisonnement perpétuel et continu. Telle est la raison pour laquelle la Commission repousse l'amendement de M. Petit. (*Très bien ! très bien ! — Aux voix ! aux voix !*)

M. FÉLIX MARTIN. — La Commission ne tient pas compte de ce fait que la classification des établissements en dangereux, insalubres et incommodes est inapplicable en l'espèce. Cette classification a été fondée sur les dangers qu'ils font courir au voisinage, sur les risques d'incendie et l'altération des eaux, principalement. Il faut, de toute nécessité, que la loi ou un règlement d'administration publique disent : Voilà les établissements que je considère comme manifestement insalubres ou dangereux au point de vue des dangers qu'ils font courir, à l'intérieur, aux ouvriers qui y sont occupés. Se servir de la classification de 1810, et du tableau de 1866, c'est commettre un contresens.

M. LE RAPPEUR. — La loi de 1874 fonctionne; elle a prévu les difficultés que soulève M. Félix Martin; il y a une série de règlements d'administration publique qui, au point de vue du travail des enfants, ont classé successivement dans des cadres divers, au tableau A, au tableau B, au tableau C, selon le degré de danger, les différents établissements qui ne

forment dans la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes de 1810, qu'une seule catégorie.

Je pourrais, Messieurs, vous lire successivement les différents tableaux dont je parle et que j'ai sous les yeux, et qui modifient les conditions du travail suivant que les ateliers sont dangereux ou insalubres.

Après une délibération et un examen de la Commission supérieure du travail, du Ministre et des inspecteurs divisionnaires, du Comité consultatif des arts et manufactures, une décision est prise et une circulaire vient interpréter la loi.

Si nous voulions entrer dans l'étude des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ce serait un travail que le Sénat ne pourrait pas entreprendre. Je puis lui affirmer que c'est avec le plus grand soin que les tableaux dont je parle ont été dressés et qu'ils l'ont été suivant le caractère plus ou moins dangereux des établissements qui sont classés, en général, sous la formule : dangereux, insalubres ou incommodes.

M. FÉLIX MARTIN. — Mais alors, ne renvoyez pas aux tableaux de la loi de 1810 et au règlement de 1866; renvoyez à la réglementation de 1874.

M. NICOLAS, *Commissaire du Gouvernement*. — Je veux simplement faire observer à l'honorable M. Félix Martin que l'article 1^{er} de la loi en discussion s'explique par l'article 13. L'article 13 prévoit que des règlements d'administration publique détermineront quelles sont les industries insalubres ou dangereuses qui doivent être interdites aux enfants.

Par conséquent, l'objection présentée par l'honorable M. Félix Martin, consistant à dire que, partout où il y a des établissements classés, le travail sera interdit aux enfants, n'est pas exacte, parce que des règlements d'administration publique interviendront pour déterminer d'une façon limitative ceux de ces établissements qui, à raison de leur insalubrité, devront être interdits aux enfants et ceux où ils ne seront admis que sous certaines conditions. (*Très bien! très bien!*).

M. FÉLIX MARTIN. — C'est ce que j'avais demandé par mon amendement. Mais la Commission reprend la classification de 1810 et de 1866.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Oui, mais dans les conditions déterminées par l'article 13 du projet qui vous est soumis. Je vous demande la permission de vous relire cet article :

« ART. 13. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous des conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs. »

Je crois que M. Félix Martin aura toute satisfaction par l'article 13, si cette disposition est, comme je l'espère, votée par le Sénat. (*Très bien! — Aux voix!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole sur l'amendement de M. Frédéric Petit?

Je vais d'abord mettre aux voix les deux premiers paragraphes de l'article premier sur lesquels il n'y a pas eu encore de décision du Sénat.

J'en donne lecture :

« Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.

« Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés. »

(Les deux premiers paragraphes de l'article 1^{er} sont mis aux voix et adoptés.)

L'amendement de M. Frédéric Petit contient trois paragraphes. Je vais les mettre aux voix en procédant par division.

M. FRÉDÉRIC PETIT. — Parfaitement, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — J'en donne lecture :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur.

« Néanmoins, si ces établissements sont classés comme dangereux ou insalubres, l'inspection y sera exercée pour assurer l'exécution des prescriptions de l'article 13. »

M. FÉLIX MARTIN. — Si l'on disait : « Néanmoins n'excepteront pas les établissements qui seront classés comme dangereux et insalubres par le règlement d'administration publique prévu à l'article 13 », j'aurais satisfaction; mais on maintient le classement de la loi de 1810 et du règlement de 1866 que j'ai démontré être inapplicable en l'espèce.

M. LE PRÉSIDENT. — Présentez un amendement, Monsieur Martin; je ne peux pas faire voter sur une proposition verbale. (*Approbation.*)

Je consulte le Sénat sur cette première partie de l'amendement de M. Frédéric Petit.

(La première partie de l'amendement, mise aux voix, n'est pas adoptée.)

Nous arrivons à l'amendement de M. Maret. Il est ainsi conçu :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont

employés que les membres de la famille comme chefs de métier ou ouvriers, et des membres de la famille ou des étrangers comme manœuvres ou apprentis, sans que jamais le nombre de ceux-ci puisse excéder celui des chefs d'atelier ou ouvriers. »

Quel est l'avis de la Commission ?

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission n'accepte pas l'amendement.

M. MARET. — Je voudrais, Messieurs, faire d'abord une petite rectification. La Commission n'a pas absolument repoussé mon amendement. . .

M. LE RAPPORTEUR. — C'est vrai, mon cher collègue, et je vous demande pardon de mon erreur. La Commission s'est divisée sur l'amendement.

M. MARET. — Messieurs, vous avez pu remarquer, par la lecture qu'en a faite M. le Président, que j'ai introduit dans l'amendement que j'avais eu l'honneur de présenter au Sénat deux modifications. L'une consiste dans le changement du mot « aides » en celui de « manœuvres ».

Avant-hier, l'honorable rapporteur a adressé à ma proposition une critique sur ce point; il disait : La loi ne définit pas exactement le sens du mot « aide »; l'aide peut être l'équivalent de ce que vous appelez l'ouvrier, le compagnon ou le chef de métier. Pour lui donner satisfaction, j'ai changé le mot « aides » en celui de « manœuvres ».

M. Tolain a exprimé ensuite la crainte que, sous couleur d'atelier de famille, on arrivât à reconstituer de petits ateliers dans lesquels le nombre des ouvriers n'aurait pas été suffisamment limité.

Pour faire voir que mon intention n'est nullement de ressusciter les petits ateliers, j'ai ajouté ceci :

« Sans que le nombre de ceux-ci » — c'est-à-dire des manœuvres ou apprentis — « puisse excéder celui des chefs de métier ou ouvriers. »

Je donne ainsi, je crois, toute satisfaction à ceux qui craignaient de voir ressusciter les petits ateliers sous couleur d'ateliers de famille. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission s'étant divisée sur ce point, je ne puis prendre la parole qu'en mon nom personnel, et non pas comme rapporteur.

Je viens combattre l'amendement de M. Maret, qui s'écarte entièrement, à mon sens, de l'esprit du projet de loi. Quand les auteurs de ce projet ont excepté les ateliers de famille, ils ont voulu confier les personnes qui pouvaient en faire partie à l'affection du père de famille, et prévenir ainsi tous les abus qui pourraient se produire.

Je me suis permis de faire remarquer que, du moment où l'on introduit des enfants, aides ou manœuvres, quel que soit le nom que l'on veuille leur donner, dans un atelier comme celui-là, l'enfant, si c'est un enfant, la

femme ou toute personne qui fait partie de la catégorie de ces travailleurs étrangers ne se trouvent plus couverts par l'affection du père de famille et que c'est, au contraire, dans ce petit atelier que se révéleront les abus les plus criants, les plus persistants, parce que c'est là, en effet, que le chef d'entreprise se trouve quelquefois dans une situation plus précaire, plus difficile, et qu'en outre vous ouvrez la porte à toutes les fraudes.

Je vous le demande, Messieurs, de quels éléments les ateliers de famille vont-ils se composer dorénavant? Avec la faculté d'y faire entrer des enfants, des manœuvres, vous ne pouvez plus savoir jusqu'où vont s'étendre ces ateliers. Ce que l'on voudrait, ce n'est pas l'intention de M. Maret, il nous l'a dit, mais c'est, je crois, celle de tous ceux qui sont disposés à voter son amendement, c'est de rétablir dans une certaine mesure, de sauvegarder et de protéger ce qu'on appelle les ateliers de la petite industrie.

Je comprends qu'on porte la question sur ce terrain et qu'on prenne en considération la situation des petits ateliers; mais, du moment où vous indiquez que c'est véritablement l'atelier de famille que vous avez voulu affranchir de toute surveillance à cause de l'autorité paternelle, à cause de l'autorité maritale, à cause de l'affection du chef de l'entreprise, je crois que vous ne pouvez pas vous laisser aller à adopter un amendement qui permettra d'introduire dans cet atelier, selon que la famille sera plus ou moins nombreuse, je ne sais combien d'enfants, de femmes, d'aides et de manœuvres.

Je crois que c'est sortir absolument de l'esprit de la loi, et que, si l'on veut donner satisfaction à l'idée de l'honorable M. Maret, il faut poser nettement et clairement la question sur le terrain de la conservation des ateliers de la petite industrie. Dans la situation présente, je crois avoir pour moi l'interprétation exacte de ce qui a été fait déjà et pouvoir vous demander le rejet de l'amendement.

M. MARET. — Je me borne à répéter que, d'après mon amendement, le nombre des manœuvres est absolument limité.

M. TOLAIN. — Il est limité au nombre des membres de la famille. Autant il y aura de membres de la famille, autant un petit industriel aura de garçons et de filles au-dessus de 18 ans, autant il pourra introduire d'enfants ou d'étrangers dans son atelier ou dans sa petite usine. Je soutiens que c'est ouvrir la porte à toutes les fraudes et permettre le rétablissement de l'atelier de la petite industrie exempté de toute surveillance.

M. BUFFET. — Messieurs, je suis très disposé à voter l'amendement de l'honorable M. Maret comme une atténuation, qui n'est pas sans importance, aux prescriptions de l'article que le Sénat discute en ce moment; mais je voudrais appeler en deux mots votre attention sur ces ateliers de famille ou les ateliers qui s'en rapprochent.

On a parlé jusqu'à présent presque exclusivement de la grande industrie, des grandes manufactures dans lesquelles on peut afficher des règlements

qui seront placés sous les yeux de tout le monde, et où l'inspection peut exercer une surveillance assez sérieuse, alors même que les inspecteurs ne sont pas en très grand nombre.

Mais remarquez bien qu'en voulant soumettre à l'inspection les petits ateliers et en ne voulant absolument y soustraire que l'atelier dans lequel il n'y a que le père, la mère et les enfants, vous arriverez à cette conséquence que l'inspection, en France, va porter sur un nombre prodigieux d'établissements. Il n'y a pas une commune, il n'y a pas un village où il n'y ait plusieurs petits ateliers. Je demande donc tout d'abord : quelle armée d'inspecteurs allez-vous organiser ? Les inspecteurs formeront certainement, si leur surveillance doit être sérieuse, la catégorie la plus considérable de notre personnel administratif déjà si nombreux.

On s'est plaint bien souvent, Messieurs, de l'excès d'administration en France, mais que sera-ce auprès de l'excès d'inspection ? En vérité, les Français finiront par être divisés en trois groupes pas trop inégaux : Il y aura les administrateurs, les inspecteurs et les administrés et inspectés. (*Sourires.*)

Vous représentez-vous les vexations, les tracasseries auxquelles un pareil état de choses peut donner lieu ? Quand un inspecteur arrive dans une grande manufacture où l'ordre, où l'organisation du travail est absolument régulière, l'accomplissement de sa mission est relativement facile. Mais que sera-ce quand, dans toutes les communes de tous les départements, il aura à inspecter plusieurs petits ateliers, qui ne diffèrent guère des ateliers de famille, même quand ils ne sont pas composés des membres de la famille ? Ce sera, dans un village, un menuisier qui aura à côté de lui deux apprentis, ou bien un cordonnier, une blanchisseuse, une lingère, une couturière. Toutes ces personnes vont être soumises à l'inspection.

M. LE RAPPORTEUR. — Elles le sont déjà.

M. BUFFET. — Mais non ; en fait, elles n'y sont pas soumises, elles ne peuvent pas l'être. J'ai la conviction que cette inspection, ainsi généralisée, provoquera très légitimement un *tolle* général, d'autant plus que, dans ces petits ateliers où le travail ne peut pas être rigoureusement réglé, l'inspection deviendra inévitablement abusive.

Vous dites qu'il peut se commettre des abus dans ces ateliers. Soit. Mais il s'en produira, et de plus graves, dans l'inspection. Avec un personnel aussi nombreux que celui auquel vous devrez recourir, vous n'aurez pas partout des hommes d'élite, d'un jugement et d'un tact sûrs, étrangers à toutes les passions, à toutes les animosités locales, inaccessibles à toutes les dénonciations que ces passions et ces animosités inspirent dans les petites et aussi dans les grandes communes ; vous pouvez être certains que, sur ce point, ou la loi restera lettre morte — et c'est l'hypothèse, je le reconnais, la plus probable — ou, si elle est sérieusement appliquée, même aux plus petits ateliers comme il en existe dans les moindres villages, elle provoquera les protestations les plus énergiques et, à mon sens, les plus légitimes dans le pays tout entier. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

M. NICOLAS, *Commissaire du Gouvernement*. — Messieurs, je voudrais seulement présenter quelques observations en réponse à ce que vient de dire l'honorable M. Buffet.

L'honorable sénateur semble craindre que les petits ateliers soient soumis à la surveillance et aux vexations qui, selon lui, peuvent en découler. Je me permettrai de lui dire qu'il n'y aura rien de changé à la situation actuelle. (*Exclamations ironiques sur divers bancs.*)

A l'heure qu'il est, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1874, tous les ateliers sans distinction sont inspectés et soumis au contrôle des inspecteurs du travail.

Si M. Buffet le désire, je lui enverrai les rapports imprimés de nos inspecteurs qui sont publiés à la suite du rapport de la Commission dont l'honorable M. Waddington est président; il pourra se convaincre qu'à l'heure actuelle les petits ateliers sont visités comme les usines et les manufactures.

Ils ne le sont peut-être pas tous (*Exclamations ironiques à droite.*). Il en est de même pour les usines et manufactures, parce que nous n'avons actuellement que vingt et un inspecteurs (*Interruptions et bruit*), mais les ateliers sont visités dans la mesure la plus large possible; cela est si vrai que des procès-verbaux sont dressés contre les patrons lorsqu'ils ne se soumettent pas aux prescriptions de la loi de 1874.

Par conséquent, je le répète, il n'y aura rien de changé dans la situation actuelle, si vous adoptez la proposition qui vous est soumise.

M. BUFFET. — Ce que je puis affirmer, c'est que, vivant une grande partie de l'année à la campagne et connaissant parfaitement les communes rurales qui m'environnent, je n'ai jamais entendu dire qu'il y ait eu une seule inspection, pas même dans les ateliers qui sont autour de moi.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — J'en demande pardon à l'honorable M. Buffet, mais, de ce qu'il n'a pas entendu dire qu'il y ait eu des inspections, il ne s'ensuit pas qu'il n'y en ait pas eu.

M. BUFFET. — Comment voulez-vous que vingt et un inspecteurs inspectent trois ou quatre cent mille établissements?

M. RICHARD WADDINGTON. — Il n'y en a que cent mille en tout.

M. LE MARQUIS DE L'ANGLE-BEAUMANOIR. — Il y a peut-être des inspecteurs, mais il n'y a pas d'inspection.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — S'il n'y a que vingt et un inspecteurs divisionnaires, il y a des inspecteurs départementaux dans beaucoup de départements. Mais, en fait, j'affirme, devant le Sénat, — et les rapports de nos inspecteurs le prouvent, — que les petits ateliers sont, à l'heure qu'il est, inspectés et surveillés. En conséquence, il n'y aura rien de changé à la situation actuelle, et je demande la permission de dire à M. Buffet que les

craintes qu'il a exprimées à cette tribune sont absolument dénuées de fondement.

M. BUFFET. — Ce système ne fonctionne pas.

M. LE RAPporteur. — Je vous demande pardon, Monsieur Buffet. Je ne dis pas que les inspections fonctionnent d'une manière admirable et parfaite, mais elles fonctionnent aujourd'hui beaucoup mieux qu'il y a quelques années; l'amélioration se fait sentir tous les jours, et les industriels, les petits chefs d'ateliers qui, jadis, voyaient arriver avec une espèce d'esprit de révolte les inspecteurs, ont fini par comprendre l'utilité de la loi. Le nombre des ateliers inspectés augmente tous les ans, et tous les ans l'amélioration se fait sentir.

M. LUCIEN BRUN. — Je demande à poser une question à la Commission. En ce moment, le travail de nuit n'est pas encore interdit; il va l'être.

M. BUFFET. — C'est à propos de l'article 4.

M. LUCIEN BRUN. — Je fais observer, en réponse à M. le Commissaire du Gouvernement, qu'il y aura quelque chose de changé : c'est que vos inspecteurs, qui, en ce moment, ne peuvent pas inspecter la nuit, le pourront. Je demande, s'il n'y a rien de changé, comment il entend que les ateliers de famille seront visités; car il y aura cette nouveauté que les inspecteurs de jour pourront, dès demain, inspecter la nuit.

M. LE RAPporteur. — C'est une erreur, Monsieur Lucien Brun!

De par la loi de 1874, le travail de nuit est interdit pour les enfants et filles mineures; par conséquent, les inspecteurs ont le droit d'entrer la nuit dans les établissements industriels pour s'assurer qu'on n'y fait travailler ni enfants ni filles mineures, et ils y entrent; ce sont les faits.

M. LUCIEN BRUN. — Ils n'entrent pas dans les domiciles privés.

Voix nombreuses. — Aux voix! aux voix!

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole?... On ne réclame pas une nouvelle lecture de l'amendement? (*Non! non!*)

Je mets aux voix l'amendement de M. Maret.

Voix à gauche. — Est-il accepté par la Commission?

M. LE RAPporteur. — Non, la Commission s'est divisée sur ce point.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat.

(L'amendement de M. Maret, mis aux voix, est adopté.)

J'arrive, Messieurs, au dernier paragraphe de l'amendement :

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité des personnes conformément à l'article 14. »

La rédaction primitive portait : « des personnes protégées par la loi ». Mais la Commission l'a modifié conformément à la proposition de M. Frédéric Petit, et à ces mots : « protégées par la loi » a substitué ceux-ci : « conformément à l'article 14. »

Il y a sur ce paragraphe un amendement de M. Thézard.

M. THÉZARD. — Je le retire, Monsieur le Président.

M. FÉLIX MARTIN. — Moi aussi, j'avais un amendement qui avait été renvoyé à la Commission. (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Thézard retirant son amendement, la parole est à M. Félix Martin.

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, je ne sais pas si le Sénat trouve la discussion bien claire; quant à moi, je la trouve absolument obscure. Qu'a fait le Sénat à sa dernière séance? Il a renvoyé certains amendements à la Commission en l'invitant à en retenir le principe et à présenter une nouvelle rédaction.

Eh bien, qu'a fait la Commission? S'est-elle conformée aux intentions du Sénat? Pas le moins du monde. J'ai vu M. Tolain monter à la tribune et donner lecture du texte de M. Frédéric Petit; j'ai dû supposer que la Commission s'y était ralliée. Or, il n'en était rien, car M. Tolain a voté contre la première partie de cette proposition. Je n'y comprends plus rien! (*Rires à droite.*) Quel est, en définitive, le texte de la Commission?

Quel compte a-t-elle tenu des désirs du Sénat? Aucun. Il aurait fallu tout au moins un supplément de rapport et un texte dans la rédaction duquel il aurait été tenu compte des observations échangées. Ce texte, je ne demanderais pas mieux que de le voter, mais il faut bien que je constate qu'on ne l'apporte pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Pardon, Monsieur Félix Martin, la situation est très simple. Le Sénat avait renvoyé à l'examen de la Commission les amendements proposés par quelques-uns de nos collègues; or, elle a déclaré spécialement pour chacun d'eux qu'il lui était impossible de les accepter, et qu'elle maintenait ses propositions. Elle n'avait donc aucun texte à soumettre au Sénat.

L'amendement de M. Maret vient d'être adopté, il ne reste donc plus absolument à l'heure actuelle que le dernier paragraphe de l'article 1^{er}, puisque M. Thézard avait déposé un amendement et qu'il vient de le retirer.

En proposez-vous un autre, Monsieur Félix Martin? Je suis prêt à vous donner la parole. (*Aux voix! aux voix!*)

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, il est bien difficile d'improviser à la tribune un amendement sur ce dernier paragraphe. Il ne peut pourtant pas être voté tel qu'il est. Ce paragraphe est ainsi conçu ;

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité des personnes, conformément à l'article 14. »

Alors, voilà que l'inspecteur va tous les jours faire un règlement d'administration publique! (*Très bien! et rires à droite.*) Qu'est-ce donc qu'un inspecteur? C'est un gendarme, en somme. (*Nouveaux rires.*) Il est chargé de surveiller et d'assurer l'exécution de la loi et des règlements d'administration publique, il n'a pas le pouvoir législatif ou réglementaire, que je sache.

Par conséquent il faut adopter une autre rédaction par laquelle l'inspecteur sera simplement chargé de surveiller, de contrôler l'établissement et le fonctionnement des appareils préservatifs prescrits par le règlement d'administration publique prévu plus loin. (*Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je fais remarquer de nouveau au Sénat que la Commission a accepté le second paragraphe de l'amendement proposé par M Frédéric Petit.

M. LE RAPPEUR. — Parfaitement, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne une nouvelle lecture de ce paragraphe :

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité des personnes, conformément à l'article 14. »

M. LE RAPPEUR. — La rédaction est modifiée, mais le fond et le sens restent les mêmes.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Félix Martin, que proposez-vous?

M. FÉLIX MARTIN. — Voici, Messieurs, la rédaction que je proposerais :

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur veillera à l'établissement et au fonctionnement des appareils protecteurs et préventifs déterminés par le règlement d'administration publique prévu à l'article 13. »

M. LE PRÉSIDENT. — Ayez l'obligeance de me remettre votre rédaction.

(M. Félix Martin dépose son amendement sur le bureau.)

Je mets aux voix l'amendement de M. Félix Martin.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Je mets aux voix le deuxième paragraphe de l'amendement de M. Frédéric Petit, qui est accepté par la Commission.

(Ce paragraphe est adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

Nous arrivons à l'article 2... (*A demain! à demain!*)

On demande le renvoi de la discussion à demain.

Il n'y a pas d'opposition?...

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

SÉANCE DU 10 JUILLET 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Sénat doit se souvenir que nous avons réservé deux paragraphes de l'article 2.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je ne veux pas entamer un nouveau débat et retarder le vote des articles suivants. Mais je crois devoir annoncer au Sénat que, par suite des amendements qui ont été adoptés, il y a quelque chose qui, à mon avis, a été oublié dans l'article 1^{er} au sujet de la surveillance qui doit avoir lieu, dans certains cas, sur les ateliers de famille où l'on exerce des industries insalubres. Nous n'avons pas l'intention de rouvrir le débat et nous ne demandons pas mieux que de passer à l'article 2, mais je crois devoir prévenir le Sénat qu'à la seconde délibération, la Commission présentera des modifications à l'article 1^{er}, tel qu'il a été voté en première lecture.

M. LE PRÉSIDENT. — Les réserves faites par M. le Rapporteur sont de droit. Nous avons réservé dans l'article 2 les deux paragraphes 4 et 5.

Ces paragraphes sont ainsi conçus :

« Les inspecteurs du travail pourront requérir un nouvel examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans, déjà admis dans les établisse-

ments susvisés. Ils auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme de l'un des médecins chargés de la surveillance des enfants du premier âge ou de l'inspection des écoles, si l'état physique n'est plus en rapport avec le travail dont ils les trouveront chargés.

« Un règlement d'administration publique décidera quels sont les médecins, non prévus au paragraphe 3, qui pourront être, en outre, autorisés à délivrer les certificats d'aptitude physique. »

La Commission propose une nouvelle rédaction de ces deux paragraphes.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, l'article 2 contient un paragraphe, le troisième, ainsi conçu :

« Aucun enfant âgé de moins de 16 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique, délivré à titre gratuit par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles.

Le cinquième paragraphe du même article portait :

« Un règlement d'administration publique décidera quels sont les médecins, non prévus au paragraphe 3, qui pourront être, en outre, autorisés à délivrer les certificats d'aptitude physique. »

Nous avons pensé que, pour donner plus de clarté au texte et pour simplifier la loi, il suffisait purement et simplement d'ajouter à la fin du troisième paragraphe que vous avez voté, après les mots « ou l'un des médecins inspecteurs des écoles » ces mots « ou tout autre médecin désigné par le préfet. » (*Très bien! au centre.*) Si cette addition est acceptée, il devient inutile de conserver le paragraphe 5.

Nous demandons aussi au Sénat de vouloir bien adopter une nouvelle rédaction du paragraphe 4, l'amendement de M. Blavier, qui a été adopté, n'exigeant le certificat d'aptitude physique que pour les enfants âgés de 12 à 13 ans, puisque son texte porte : « Les enfants au-dessous de 13 ans. » Nous avons cru qu'il y avait là un défaut de précaution auquel il était nécessaire de remédier. Il ne nous a pas paru possible d'admettre qu'à partir de l'âge de 13 ans jusqu'à 16, un enfant pouvait, dans les établissements où il était occupé, être chargé de n'importe quel travail sans que son aptitude physique à ce travail fût constatée.

M. BUFFET. — Et pour les adultes?

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne parle pas en ce moment des adultes, Monsieur Buffet. Vous faites des interruptions qui m'entraîneraient à des digressions, parce que j'aurais une foule de choses à vous répondre.

M. BUFFET. — Je regrette cette interruption, Monsieur le Rapporteur. Tenez-la pour non avenue.

M. LE RAPPORTEUR. — J'aurais beaucoup à faire, permettez-moi de le dire,

pour essayer de mettre d'accord celles que vous faisiez hier et celles que vous faites aujourd'hui; vos interruptions sont souvent contradictoires, et parfois dans la même séance. (*Murmures à droite.*)

M. BUFFET. — Je ne le crois pas.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous êtes comme quelqu'un qui fait de l'opposition...

M. BUFFET. — Je proteste! Mes opinions sont aussi consciencieuses que les vôtres; je n'admets pas que vous en contestiez la sincérité.

M. LE RAPPORTEUR. — Je n'en conteste pas la sincérité; mais je constate que très souvent elles sont contradictoires...

M. BUFFET. — Non, elles ne le sont pas.

M. LE RAPPORTEUR. — ... parce que vous vous laissez entraîner par votre tempérament. (*Vives réclamations sur les mêmes bancs.*)

M. BUFFET. — C'est là, de votre part, un système d'appréciation qui n'est pas tolérable à la tribune.

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'y a rien dans mes appréciations qui puisse être blessant pour personne; je ne doute nullement de votre sincérité.

Je dis seulement, Monsieur Buffet, — et je crois être un peu du même tempérament que vous (*Sourires*), — que vous êtes quelquefois entraîné par vos opinions, et qu'il peut vous arriver d'invoquer parfois aussi un argument sans avoir vérifié s'il n'est pas en contradiction avec ceux que vous avez produits la veille. Pour un homme politique, en vérité, vous êtes peut-être trop susceptible.

M. BUFFET. — Oui, je le suis.

M. LE RAPPORTEUR. — Eh bien, soyez-le; je n'y vois nul inconvénient. La Commission a donc cru, Messieurs, qu'il était dangereux d'admettre que, depuis l'âge de 13 ans jusqu'à 16 ans, un enfant pourrait être soumis dans les usines, manufactures ou ateliers, à un travail qui excéderait ses forces ou qui serait contraire à son développement physique, sans que l'inspecteur du travail à un moment et à un jour donné fût investi de l'autorité nécessaire pour réclamer un examen médical. En conséquence, la Commission a substitué à sa première rédaction le texte suivant : « Les inspecteurs du travail pourront toujours requérir un examen médical des enfants au-dessous de 16 ans déjà admis dans les établissements susvisés, si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces. »

M. LÉOPOLD FAYE. — Il serait à mon avis préférable de dire : « S'ils considèrent que le travail excède leurs forces. »

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne demande pas mieux, mon cher collègue que d'accepter cette rédaction. La Commission n'a pas la prétention d'avoir trouvé le texte absolu et parfait. Nous sommes en première lecture et c'est surtout le fond des choses qu'il est important de décider, bien plus que le texte grammatical. (*Assentiment.*)

Que la pensée soit nette et claire, c'est tout ce que nous demandons pour le moment au Sénat de ratifier. Entre la première et la seconde lecture, nous ferons en sorte de sauvegarder les droits de la grammaire. (*Sourires.*)

Je poursuis la lecture du texte nouveau de la Commission :

« Dans ce cas, les inspecteurs auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement, sur l'avis conforme de l'un des médecins désignés au paragraphe 3 du présent article. »

Voilà quel est le nouveau texte que la Commission demande au Sénat de vouloir bien adopter en première délibération.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous entendez, Messieurs, quelle est la proposition de la Commission. Elle supprime le paragraphe 5 et le remplace par une addition au paragraphe 3, qui a été adopté. Cette proposition consiste à mettre à la fin du paragraphe : « ou tout autre médecin désigné par le préfet ».

M. BUFFET. — Pourquoi « désigné par le préfet » ?

M. GRIFFE. — Il faut bien qu'il soit désigné par quelqu'un.

M. LE RAPPORTEUR. — Par qui voulez-vous qu'il soit choisi ?

M. BUFFET. — Mais par les parents eux-mêmes !

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'y a plus ni garantie, ni contrôle dans la proposition de M. Buffet.

M. LE PRÉSIDENT. — Les parents devront toujours pouvoir présenter un médecin de leur choix. Je crois qu'ils doivent avoir droit de contradiction.

M. FÉLIX MARTIN. — Monsieur le Président, je désire faire remarquer au Sénat que l'amendement que j'avais présenté avait été renvoyé à la Commission, et que M. le rapporteur n'en a même pas fait mention, ni pour l'appuyer, ni pour le combattre. Si les commissions prennent l'habitude de ne pas examiner les amendements qui leur sont renvoyés et de ne pas en rendre compte au Sénat, il faut supprimer le vote sur la prise en considération. (*Très bien ! à droite.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Le Sénat avait en effet, Messieurs, renvoyé à la Commission un amendement de M. Félix Martin. La Commission a examiné cet amendement. Je dois même dire que j'étais d'avis de l'accepter et de provoquer un débat contradictoire. Mais la Commission a jugé qu'en réalité ce débat ne pouvait guère s'établir, et que, du moment où la loi faisait intervenir non seulement les médecins chargés de l'inspection des écoles primaires et des enfants du premier âge, mais aussi un médecin désigné par le préfet, toutes les garanties nécessaires étaient données.

M. FÉLIX MARTIN. — Il n'y aura que deux médecins et non pas trois.

M. LE RAPPORTEUR. — Par conséquent, la Commission s'est arrêtée à la rédaction dont je viens de vous proposer tout à l'heure l'adoption, et elle a écarté la complication qu'entraînerait, s'il était voté, l'amendement de M. Félix Martin.

M. FÉLIX MARTIN. — Ce n'était pas une complication, c'était une garantie de plus.

M. LE PRÉSIDENT. — Maintenez-vous votre amendement, Monsieur Félix Martin?

M. FÉLIX MARTIN. — Je m'en rapporte au Sénat, qui l'a renvoyé à la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — En renvoyant votre amendement à la Commission, le Sénat ne lui a pas imposé l'obligation de l'accepter.

M. le rapporteur vient de déclarer au Sénat que cet amendement a été examiné par la Commission, et que la Commission en propose le rejet.

M. ÉMILE LABICHE. — Je suis autorisé par la Commission à déclarer qu'elle n'a aucune objection à faire à l'insertion dans la loi d'une disposition qu'elle considérerait comme étant de droit.

Par conséquent, nous proposons d'ajouter au paragraphe la disposition suivante :

« L'examen sera contradictoire si les parents le réclament. »

Sur divers bancs. — Très bien ! C'est entendu !

M. LE PRÉSIDENT. — Je demande qu'un texte me soit remis. Je ne puis pas faire voter le Sénat sur une proposition verbale.

M. TOLAIN. — Ce sera pour la seconde lecture. (*Non ! Non ! à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai fait observer que je considérais comme un droit absolu pour les parents d'opposer une dénégation à une affirmation, mais je

n'ai pas dit que ce fût dans le texte. Si vous voulez que ce soit dans le texte il faut me donner une rédaction.

M. ÉMILE LABICHE. — Je dépose sur le bureau une rédaction écrite, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — La proposition remise entre mes mains par M. Émile Labiche, en vue de compléter le paragraphe 3, est ainsi conçue :

« Cet examen sera contradictoire si les parents le réclament. » (*Très bien ! — Aux voix !*)

Personne ne demande plus la parole? . . .

Je vais consulter le Sénat sur la proposition additionnelle au paragraphe 3, et sur l'adjonction proposée par M. Émile Labiche.

Je vais donner une nouvelle lecture :

« A la fin du paragraphe 3, la Commission propose d'ajouter « ou tout autre médecin désigné par le préfet »; et M. Émile Labiche propose, d'accord avec la Commission, cette autre addition : « Cet examen sera contradictoire si les parents le réclament. »

M. BOZÉRIAN. — Si les médecins ne sont pas d'accord, qui est-ce qui tranchera le différend? (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Bozérian fait cette observation : « Si les deux médecins ne sont pas d'accord, qui est-ce qui tranchera le différend? »

M. LE RAPPORTEUR. — On nommera un arbitre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les deux rédactions nouvelles proposées par la Commission.

(Ces rédactions, mises aux voix, sont adoptées.)

Je consulte le Sénat sur l'ensemble du paragraphe 3.

(Le paragraphe 3, mis aux voix dans son ensemble, est adopté.)

Nous passons au paragraphe 4. Voici ce que propose la Commission :

« Les inspecteurs du travail pourront toujours requérir un examen médical des enfants au-dessous de 16 ans, déjà admis dans les établissements sus-visés, si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces.

« Dans ce cas, les inspecteurs auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme des médecins désignés au paragraphe 3 du présent article. »

M. BUFFET. — Sans recours possible, discrétionnairement!

M. LE RAPPORTEUR. — Mais le recours possible, vous venez de le voter en admettant le débat contradictoire.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais s'il y a contradiction entre les deux médecins?

M. LE RAPPORTEUR. — Il y aura un arbitre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que la Commission fera bien de s'occuper de ce point entre les deux délibérations.

Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix le paragraphe 4.

(Le paragraphe 4 est adopté.)

Le paragraphe 5 est supprimé; je mets aux voix l'ensemble de l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

Nous arrivons, Messieurs, à l'article 4; je vais en donner lecture :

SECTION II.

TRAVAIL DE NUIT. — REPOS HEBDOMADAIRE.

« ART. 4. — Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit.

« Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

« Il sera accordé, à certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées.

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle in-

dustrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

Nous avons, Messieurs, un paragraphe additionnel à cet article, proposé par M. Le Guen. Il est conçu en ces termes :

« Le même règlement pourra autoriser pour certaines industries une dérogation temporaire aux dispositions précitées et aux prescriptions de l'article 3 de la présente loi. »

M. LE GUEN. — La question du travail de nuit prime, je crois, la discussion de mon amendement qui, à mon avis, viendra plus utilement au cinquième paragraphe de l'article.

M. LE PRÉSIDENT. — Je le sais bien; mais personne n'est inscrit pour prendre la parole sur les paragraphes précédents.

M. LE GUEN. — Il serait très utile pour la discussion de savoir si le travail de nuit est permis ou interdit.

M. BUFFET. — Messieurs, je prie le Sénat de vouloir bien maintenir, en ce qui concerne le travail de nuit, la décision qu'il a prise lorsque cette question a été portée pour la première fois devant lui. Elle était alors conforme aux conclusions de la Commission, et j'ai eu l'honneur d'appuyer ces conclusions. Je ne me propose pas de reproduire aujourd'hui toutes les considérations que j'ai présentées à cette époque, bien que je n'aie pas la présomption de supposer que le Sénat en ait conservé le souvenir; mais elles ont été développées de nouveau, au début de cette discussion, — avec d'autres qui ne sont pas moins décisives, — dans le très remarquable discours de M. Chovet.

Mais, à l'époque où j'ai combattu l'interdiction du travail de nuit, je n'avais pas à ma disposition des documents très importants qui ont été publiés depuis et sur lesquels je dois appeler votre attention : je veux parler des dépositions reçues par la Commission d'enquête et qui confirment l'opinion que j'ai exprimée à la fin de 1889.

On vous a fait un très sombre tableau du travail de nuit, qui aurait pour résultat, selon ses adversaires, la destruction, la démoralisation de la famille, l'impossibilité pour la mère de remplir ses devoirs envers ses enfants et de leur donner cette éducation morale qui, venant d'elle, comme le disait avec raison notre éloquent collègue M. Jules Simon, est la plus efficace et la plus persistante de toutes.

Permettez-moi de vous le dire, Messieurs, non seulement ce tableau n'est point conforme à la réalité, mais il est en désaccord complet avec elle.

Je ferai remarquer immédiatement que je ne parle pas d'une manière générale du travail de nuit, car la loi ne le prohibe pas; elle ne l'interdit qu'aux enfants, aux jeunes gens de moins de 18 ans, aux filles mineures et aux femmes mariées. Quant aux hommes et aux filles majeures la loi ne les concerne pas.

Il y a, je le reconnais, sur le travail de nuit des femmes, des opinions divergentes. Savez-vous où se rencontrent surtout les contradictions? C'est parmi les patrons.

Il y a des patrons qui sont très hostiles au travail de nuit, non seulement dans différentes parties de la France, mais même dans les Vosges, où le travail de nuit, au moins en ce qui concerne l'industrie cotonnière, a pris plus d'extension peut-être que dans les autres départements.

Je suis convaincu que leur opinion est exclusivement déterminée par les motifs et les considérations les plus élevées, qu'ils estiment que le travail de nuit est moins favorable à la santé des ouvrières et à leur moralité.

Je respecte infiniment leur opinion, mais il me sera permis de vous faire remarquer cette circonstance que plusieurs déposants dans l'enquête ont signalé que ces patrons, hostiles au travail de nuit, sont ceux qui ne l'emploient pas, et qui, par conséquent, peuvent plus difficilement en apprécier les effets, et ceux aussi qui ne peuvent pas y avoir recours. Ce serait, en effet, une erreur de croire que l'on peut, dans toutes les filatures, obtenir le doublement du travail au moyen de deux équipes; cela dépend de l'abondance de la main-d'œuvre disponible dans le voisinage de ces établissements.

De telle sorte que, quand les patrons, qui ne peuvent pas avoir les deux équipes à raison de l'insuffisance de la main-d'œuvre disponible autour d'eux, demandent que l'on prive de cet avantage les maisons concurrentes qui en jouissent, leurs motifs déterminants sont, sans aucun doute, la moralité et la justice; mais enfin ils peuvent se rendre compte aussi que, en poursuivant premièrement et même exclusivement ce noble but, quelque avantage matériel leur sera donné par surcroît, et l'on peut dire, sans les offenser aucunement, que cette considération, si secondaire qu'elle soit, peut contribuer, dans une certaine mesure, à affirmer leur conviction contraire au travail de nuit. Il ne faudrait pas croire cependant que, parmi les patrons, ceux qui ont chez eux le travail de nuit en soient les partisans.

Plusieurs parmi eux, qui ne l'ont jamais employé, protestent contre la suppression légale — c'est ce qu'attestent les dépositions recueillies dans l'enquête.

Je disais tout à l'heure que, parmi les patrons hostiles au travail de nuit, il y en a qui ne pourraient pas l'organiser chez eux. Ce n'est pas une supposition que je fais : à un des patrons interrogés, on a posé cette question : « A l'heure actuelle, auriez-vous un personnel suffisant pour organiser le travail de nuit? » Il a répondu : « Non ».

J'ajoute que, si j'interrogeais quelques-uns des filateurs de la Normandie, l'honorable M. Waddington par exemple, il me ferait très probablement la même réponse.

M. WADDINGTON. — Je vous répondrai tout à l'heure à la tribune.

M. BUFFET. — Mais permettez-moi de vous citer les dépositions d'autres patrons. Il est inutile de citer les noms — vous avez, d'ailleurs, les dépositions imprimées.

L'un d'eux dit : « Nous travaillons la nuit à la filature, à la suite d'un in-

condie qui a détruit l'usine d'un de nos confrères. L'ouvrier bien traité supporte facilement le travail de nuit, à tel point qu'il le préfère au travail de jour. Nous avons essayé de supprimer le travail de nuit dans notre filature, après l'avoir établi pour une cause accidentelle; nous n'avons pas pu — remarquez ceci, Messieurs, — recruter un personnel suffisant pour le travail de jour : les femmes refusaient de travailler le jour. Les ménages recherchent ce travail combiné de telle façon que les enfants ne soient jamais à l'abandon. Nous avons peu d'intérêt à travailler de nuit, nous travaillons surtout pour donner satisfaction à la classe ouvrière qui réclame le travail de nuit. »

Un autre — c'est aussi un industriel important — dit : « Nous ne sommes pas partisans du travail de nuit. Nous l'avons adopté à la suite d'un incendie, mais nous protestons contre l'interdiction du travail de nuit, moins en notre nom qu'au nom de nos ouvriers. Nous trouvons plus facilement des ouvriers pour le travail de nuit que pour le travail de jour. »

Je ne veux pas multiplier indéfiniment les citations, mais, cependant, vous me permettrez d'en ajouter encore une ou deux.

Le fondé de pouvoir d'un des plus grands établissements industriels du département dit : « Nous ne travaillons pas la nuit, mais nous sommes partisans du travail de nuit qui est d'une nécessité absolue pour l'alimentation du tissage; il a pour but de supprimer l'importation des filés anglais. »

Un autre : « Nous sommes des travailleurs de jour. Je considère cependant que la liberté de l'industrie ne doit subir aucune contrainte. A l'heure actuelle, j'estime qu'il est difficile de supprimer le travail de nuit. »

Un autre : « Généralement les industriels des Vosges, qui ne font pas travailler pendant la nuit, . . . » — écoutez ceci, Messieurs, — « font travailler treize heures par jour, surtout dans les usines à moteur hydraulique. »

Une dernière citation de dépositions de patrons, que je viens de recueillir tout à l'heure :

« Je vis depuis vingt-cinq ans avec les ouvriers, dont quinze ans dans les établissements où l'on travaillait jour et nuit, et, toujours, j'ai vu les ouvriers préférer travailler dans ces conditions. Il peut y avoir une petite opposition d'un dixième, et encore, dans un cas particulier. La famille peut travailler ensemble ou alterner; cela est complètement laissé à leur volonté. L'opposition au travail de nuit est insignifiante. Elle ne réside que parmi les industriels qui n'usent pas de ce genre de travail. »

Ces témoignages des patrons vous sont-ils suspects?

Écoutons ceux des ouvriers et des ouvrières, la Commission en a entendu un très grand nombre.

Leurs dépositions, leurs témoignages contredisent-ils les déclarations des patrons? — Au contraire, ils les confirment et les justifient.

M. Chovet et M. le Rapporteur ont lu une de ces dépositions. J'y reviendrai tout à l'heure. Mais il y en a beaucoup d'autres. Je ne les ai pas relevées toutes, cela serait inutile; mais celles que je vous lirai expliquent

parfaitement pourquoi la femme mariée, partout, quand elle est préoccupée de l'accomplissement de ses devoirs de mère, non seulement accepte, mais préfère soit le travail de nuit, soit la combinaison réalisée dans un grand nombre d'établissements où il n'y a point, à proprement parler, d'équipe de jour et d'équipe de nuit, mais deux équipes qui ont chacune une portion de jour et une portion de nuit, le travail commençant pour l'une à minuit, et finissant à midi, avec un intervalle de repos, l'autre commençant à midi, pour finir à minuit. Vous allez être, je l'espère, parfaitement édifiés, je ne dirai pas seulement sur leurs préférences, mais sur les motifs très sérieux et éminemment respectables qui les déterminent et qui en sont, à mon avis, la complète justification.

Quatre ouvrières déléguées par les ouvrières de nuit d'une maison de Meurthe-et-Moselle déclarent :

« Nous désirons travailler la nuit. Nous avons des enfants à élever, et le travail de nuit nous donne quelques heures de liberté pendant le jour. — Nous faisons notre ménage, nous habillons nos enfants, qui vont à l'école, au retour de l'usine. — De cette façon, ils ne sont jamais à l'abandon. — Le travail de nuit est une nécessité pour nous; l'intérêt de la famille l'exige. — Le ménage ne saurait être abandonné tout le jour. »

Une jeune fille dit : « J'aime autant la nuit que le jour. » Ce n'est pas, je le reconnais, l'aveu de toutes les jeunes filles, mais celui des mères de famille. Mais cette jeune fille ajoute :

« La maison s'efforce de n'employer que les femmes mariées pendant la nuit. Elle réserve le travail de jour aux jeunes filles. »

Et votre loi aurait pour résultat précisément d'obliger à faire le contraire.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais non.

M. BUFFET. — Nous allons le voir tout à l'heure.

M. LE RAPPORTEUR. — Le travail de nuit serait supprimé pour tout le monde.

M. BUFFET. — Audition de dix-neuf ouvriers et de quinze femmes : « Nous travaillons de nuit et nous demandons qu'il nous soit permis de continuer. La suppression du travail de nuit équivaldrait à la cessation du travail pour tous les ouvriers attachés aux équipes de nuit. »

M. Dumay, député, qui faisait partie comme M. Waddington de la commission d'enquête, insiste et dit :

« Si vous aviez le choix entre le travail de jour et le travail de nuit ?

« Réponse : Nous choisirions le travail de nuit, à cause des enfants. L'homme travaille de jour, la femme de nuit; la maison n'est jamais déserte.

« La suppression du travail de nuit mettra bien des gens sur le pavé. »

Et son mari dit : « J'aimerais mieux que ma femme travaillât le jour,

si elle pouvait préparer à manger et soigner les enfants; mais le travail de jour ne lui donnerait pas cette facilité. »

Autre déposition de onze ouvriers et sept femmes : « Nous demandons qu'il nous soit permis de travailler la nuit. Le travail de nuit nous donne quelques heures de liberté pendant le jour. Nous pouvons vaquer aux soins du ménage et prendre le grand air. Nous gardons ainsi nos enfants nous-mêmes. »

Trois femmes d'une filature, déléguées de leurs camarades : « Nous demandons à travailler la nuit. Une femme qui a un ménage et des enfants a plus d'avantage à travailler la nuit que le jour. Si je travaillais le jour, les enfants seraient seuls toute la journée. Qui les habillerait et les enverrait à l'école? J'ai sept enfants; l'ainé à 10 ans, le plus jeune 3. Pendant le jour, j'ai les yeux sur eux; pendant la nuit, mon mari est là. »

Une autre : « J'ai huit enfants, — vous voyez que ce n'est pas absolument la destruction de la famille, — j'ai huit enfants, — écoutez ceci, — je travaille constamment la nuit; on nous donne, à l'usine, du bouillon, du pain, de la viande pendant la nuit et du café le matin. Nous pouvons nous asseoir et nous reposer de temps à autre. »

Une autre : « Si nous n'avions pas d'enfants, nous préférierions travailler de jour. »

C'est donc la préoccupation des enfants, des devoirs de la mère de famille, qui fait préférer le travail de nuit ou le travail mixte, qui existe dans un grand nombre de filatures des Vosges.

On pose à la même personne cette question : « Les cent cinquante femmes employées à votre usine travaillent-elles toujours la nuit ? »

Réponse : « Oui, nous avons demandé à travailler toujours la nuit. Si nous n'avions pas d'enfants, nous préférierions travailler le jour. »

Vous me pardonnerez, Messieurs, de multiplier ces citations, mais elles me semblent bien instructives; vous comprenez l'importance qu'ont ces témoignages; ils ne consistent pas seulement dans cette affirmation : « Nous aimons mieux le travail de nuit » ou : « ce travail nous est indifférent » : ils indiquent avec une grande précision les motifs de cette préférence des mères de famille pour le travail de nuit, et ces motifs sont assurément les plus légitimes, les plus moraux qui se puissent imaginer.

Audition d'ouvrières d'une autre filature :

« Nous préférons travailler la nuit. Le travail de nuit par équipes alternées permet aux pères et aux mères de s'occuper des enfants à tour de rôle. Ils les ont toujours sous leur surveillance. Le travail de nuit est préférable au travail de jour en ce sens que nous pouvons respirer le grand air pendant le jour, voir le soleil et faire de petits travaux de jardinage. »

Une autre :

« Nous préférons travailler de midi à minuit. . . » (*Interruptions et bruit*).

Je ne crois pas, Messieurs, que ces dépositions soient de nature à provoquer des rires qui me paraissent au moins étranges. (*Parlez! parlez!*)

Je continue : « ...et de minuit à midi... nous avons une demi-heure de repos. Les mères de famille peuvent aller faire lever leurs enfants à sept heures du matin, si elles ont pris le travail à minuit, et aller les coucher à 6 heures, si elles ont pris le travail à midi. »

L'honorable M. Dumay, dont la préoccupation constante et très légitime est de s'assurer que le témoignage de ces ouvrières exprime bien le fond de leur pensée, leur pose encore, comme dans une des dépositions précédentes, cette question :

« Si le patron augmentait le nombre de ses broches, de telle façon que vous soyez certaines d'avoir du travail, aimeriez-vous mieux travailler le jour? — Nous aimerions mieux travailler la nuit. »

Les dépositions dont je viens de donner lecture sont celles d'ouvrières et d'ouvriers délégués par leurs camarades.

Un contremaître d'usine dit : « Les ouvriers préfèrent le travail de nuit. Si ce travail est supprimé, un grand nombre d'entre eux seront réduits au chômage. Le travail de nuit procure aux ouvriers quelques loisirs pendant le jour, il se livrent à des travaux de culture. »

D'autres encore : « Nous demandons que la faculté nous soit maintenue de pouvoir travailler la nuit et que les femmes soient admises à ce travail à partir de 19 ans. Nous doublons de minuit à midi et de midi à minuit. Celles d'entre nous qui travaillent la nuit soignent leurs enfants dans la journée et elles prennent le grand air. »

Une ouvrière déclare qu'elle double depuis vingt-cinq ans et qu'elle n'est jamais malade.

M. LE RAPPEUR. — C'est sans doute une condition de santé! C'est très hygiénique!

M. BUFFET. — Je ne dis pas que cela soit plus hygiénique, mais je me permets de faire remarquer que l'avis de ces ouvrières, qui me paraît juste, pourrait être traité d'une manière moins dédaigneuse par M. le rapporteur. Il n'y a rien ici qui prête à la moquerie.

M. LE RAPPEUR. — Vous vous méprenez tout à fait, Monsieur Buffet. L'observation que je faisais à voix basse ne s'adressait pas à vous.

M. BUFFET. — « ... L'alternance des équipes donne beaucoup de facilité à la femme pour faire le ménage et soigner les enfants. »

Un membre de la Commission d'enquête avait interrogé les déposants sur

le montant de leur salaire, et, après la réponse à cette question, M. Waddington demande :

« Comment se fait-il que les salaires soient un peu plus élevés dans les établissements où l'on ne travaille que le jour? »

« Réponse : Le travail dans ces établissements dure plus longtemps; il est de treize heures au moins.

« M. Dumay. — Y en a-t-il beaucoup parmi vous qui travaillent depuis longtemps la nuit? »

« Une ouvrière déléguée. — Je travaille de nuit depuis quinze ans.

« Une autre. — Je travaille de nuit depuis trente-trois ans.

« Une troisième. — Je travaille de nuit depuis vingt-huit ans. »

A la première séance de cette délibération, l'honorable M. Chovet et M. le rapporteur ont lu une de ces dépositions d'ouvrières. Je l'ai réservée pour la dernière, non pas qu'elle contienne rien qui ne se retrouve dans celles que vous venez d'entendre, mais parce que je tiens à m'expliquer sur les réflexions qu'elle a suggérées à l'honorable M. Tolain. C'est celle-ci :

M. Waddington pose à la déposante cette question :

Préférez-vous le travail de nuit au travail de jour?

Réponse : « Oui, parce que le travail de nuit nous permet de faire notre ménage, notre savonnage pendant le jour. »

Mais, s'écrie M. Tolain, quel est le genre de vie de cette femme? Le voici : « Je dors cinq heures par jour. » — Ce n'est pas beaucoup. . .

M. DECROIX. — Ce n'est pas assez.

M. BUFFET. — J'estime, en effet, que c'est trop peu.

« Je dors cinq heures par jour; je rentre de l'usine à 6 heures du matin. Je fais le ménage; j'habille les enfants; je prépare le café, etc., etc.; je me lève à 10 pour préparer le déjeuner; je vaque à divers occupations; je me recouche à 1 heure jusqu'à 5; j'ai quatre enfants de 11, 12, 13 et 14 ans; je gagne 3 francs par jour. »

M. RICHARD WADDINGTON. — Voulez-vous me permettre une interruption?

M. BUFFET. — Très volontiers, mon cher collègue.

M. RICHARD WADDINGTON. — Voulez-vous avoir l'obligeance de compléter la citation que vous venez de faire.

M. BUFFET. — Je n'ai sous les yeux que la partie que je viens de lire; si vous voulez bien la compléter vous-même.

M. RICHARD WADDINGTON. — Eh bien, voici comment se termine la déposition :

« Je suis soigneuse et je gagne 3 francs par jour. Dans trois ou quatre ans, quand les patrons auront complété leurs installations, il me sera tout à fait indifférent de voir interdire le travail de nuit. »

M. BUFFET. — Cette réserve se concilie difficilement avec les déclarations qui la précèdent; mais il est certain qu'elle ne se retrouve pas dans les autres dépositions dont j'ai donné lecture. Dans toutes celles-là, sur les questions pressantes et réitérées de M. Dumay, la déposante déclare que si elle avait l'option, et alors même que le nombre des broches serait augmenté de manière à laisser l'option parfaitement libre, elle préférerait le travail de nuit.

M. DE CASABIANCA. — Ces dépositions concernent un seul département et non pas la France entière.

M. BUFFET. — Quand cela serait vrai, et cela ne l'est pas, l'intérêt serait déjà assez considérable pour n'être pas légèrement et arbitrairement sacrifié par le législateur.

Maintenant quelles sont les réflexions que la déposition de cette femme suggère à l'honorable M. Tolain?

Je tiens, Messieurs, à les reproduire textuellement devant le Sénat :

« Voilà, s'écrie-t-il, l'existence de cette femme; elle travaille la nuit et voilà ce qu'elle fait pendant le jour. Quand j'ai lu cette déposition empreinte d'une résignation vraiment extraordinaire, je vous avoue que je me suis demandé s'il était réellement possible de maintenir des êtres humains dans de pareilles conditions. Si vous trouvez que c'est là une existence acceptable pour une femme, si vous croyez qu'on peut, en écartant toute espèce de réglementation légale, permettre à de pareilles habitudes de se généraliser, je n'ai plus rien à dire. » (*Très bien! sur plusieurs bancs à gauche.*)

Messieurs, si l'honorable M. Tolain a voulu démontrer que le travail de fabrique, à quelque heure qu'il soit commencé et fini, et alors même que sa durée ne dépasse pas la limite légale, se concilie difficilement avec les obligations d'une mère de famille, s'il veut établir qu'il impose à la mère assez courageuse pour ajouter à son travail industriel celui que réclament les soins du ménage et des enfants, une fatigue qui peut être excessive, et qui l'est en effet, dans bien des cas, M. Tolain prêche, en ce qui me concerne, un converti.

Je l'ai dit déjà, lors de la première délibération : oui, sans aucun doute, il serait extrêmement désirable que le travail des femmes mariées ne fût qu'un travail domestique, qu'elles pussent accomplir au foyer domestique, entourées de leurs enfants, et que le travail extérieur, quand il est permanent, fût réservé au père et aux enfants arrivés à l'adolescence. Qui ne désirerait ardemment qu'il pût en être toujours ainsi? Je ne crois pas avoir besoin d'affirmer que j'ai, pour les mères vaillantes qui, dans l'intérêt de

leurs enfants, se condamnent à une existence aussi rude, autant de sympathie que l'honorable rapporteur, et je serais extrêmement heureux de pouvoir, par des mesures législatives, améliorer les conditions de cette existence. Mais pouvez-vous décréter que le travail des manufactures sera interdit aux mères de famille? Évidemment, vous ne le pouvez pas!

Si vous les priviez d'un droit qui leur appartient, et dont l'usage est souvent commandé par la nécessité de soutenir leurs familles, vous auriez certainement l'obligation de leur procurer les ressources qui leur sont indispensables et qu'elles ne pourraient plus se procurer elles-mêmes par leur travail. (*Approbation à droite.*) Autrement, votre protection ne serait plus, à leur égard, qu'un acte de révoltante inhumanité.

Et quand l'honorable M. Tolain termine ses réflexions en disant : « Si l'existence de ces femmes vous paraît acceptable, je n'ai plus rien à dire! » je lui en demande bien pardon, il y avait au contraire quelque chose à dire et qu'il n'a point dit, c'était de nous expliquer — et j'attends encore cette explication nécessaire — comment l'interdiction du travail de nuit, que l'on demande au Sénat d'édicter, améliorera la situation de ces ouvrières.

Toutes celles qui, après le travail de la fabrique, qu'il soit de jour ou de nuit, veulent encore accomplir leurs devoirs de ménagères et de mères de famille, laver le linge de leurs enfants, préparer leurs repas, les surveiller, sont bien obligées de s'imposer un travail supplémentaire, à moins que leur salaire ne soit suffisant pour leur permettre d'avoir une cuisinière et une bonne d'enfant, ce qui est assurément, vous en conviendrez, un cas extrêmement rare. (*Sourires.*)

Alors, quel bienfait leur apportez-vous en leur permettant seulement le travail de jour? Ah! je le reconnais, vous les dispensez d'une partie de ces devoirs en leur en rendant l'accomplissement impossible.

En effet, cette ouvrière doit travailler le jour, aller à la fabrique de très grand matin, avant le lever des enfants, avant leur départ pour l'école; n'étant pas là quand ils reviennent, ne pouvant pas préparer leurs repas et celui de son mari, vous simplifiez, vous allégez sa tâche. Mais vous êtes-vous demandé qui s'en chargera à sa place? Ce ne sera pas son mari, car il sera en même temps qu'elle à la fabrique. Et c'est précisément pour faire face à toutes ces obligations que ces mères courageuses et dignes de tous nos respects et de toutes nos sympathies préfèrent le travail de nuit, afin de se réserver au moins la disposition d'une partie du jour. Si elles n'étaient libres que la nuit, l'accomplissement de ces devoirs serait impossible.

Mais si l'honorable M. Tolain n'a pas indiqué au Sénat quelle amélioration l'interdiction du travail de nuit apporterait à la situation des ouvrières mariées, il ne me sera pas difficile de vous montrer que cette interdiction empirera leur sort. J'ai sur ce point leur propre jugement, ce qui est bien, ce me semble, quelque chose. Toutes ces femmes vous déclarent que le travail de nuit leur convient mieux.

Le Sénat, je l'espère, ne s'offensera pas de l'expression dont je vais me servir. Mais, en vérité, n'y a-t-il pas quelque outrecuidance, quelque suffisance de la part des législateurs à venir dire, quand il s'agit de personnes

adultes : « Vous pensez que le travail de nuit s'accorde mieux avec les nécessités de votre existence, vous vous trompez et nous estimons que nous sommes meilleurs juges que vous-mêmes de vos propres intérêts. »

Et je vous avoue que cette étrange prétention, qui ne me semble nullement justifiée, m'est très suspecte. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Elle est certainement inspirée à ceux de mes honorables collègues qui soutiennent ici cette opinion par les sentiments les plus respectables ; mais je ne suis pas convaincu qu'il en soit toujours ainsi au dehors.

Mais ce n'est pas seulement le travail de nuit que ces femmes ont, à vos yeux, le tort de préférer, que vous leur enlevez. Vous allez aussi, par cette interdiction, les priver dans bien des cas, du travail de jour, et non pas elles seulement, mais un très grand nombre d'ouvriers, et réduire les uns et les autres à un chômage.

Voici une filature de 20,000 broches ; le travail est doublé ; il y a deux équipes ; il est clair que ces 20,000 broches, travaillant comme 40,000, occupent un nombre d'ouvriers et d'ouvrières double de celui qu'on pourra employer lorsqu'il n'y aura plus qu'une équipe.

L'effet de votre interdiction sera donc à peu près la même que si, dans un établissement ne travaillant que le jour, vous supprimiez soudainement la moitié des broches. Cela est indiscutable.

On sera donc obligé de congédier non pas seulement la moitié des ouvrières mais aussi la moitié des ouvriers ; que vont-ils devenir ?

L'honorable M. Tolain a dit : « Mais après tout cette question a-t-elle une si grande importance ? »

De quoi s'agit-il ? De six ou sept cents ouvrières ! »

Je lui réponds : N'y en eût-il que la moitié, que le quart, qu'un dixième même, entendez-le bien, qui seraient privées de travail par le fait de votre loi, que cela serait excessivement grave. Comment, à chaque instant, on nous apporte des demandes de crédits destinés à réparer ou à prévenir des fléaux, pour venir en aide aux inondés, aux incendiés, pour organiser la défense contre l'invasion des sauterelles, c'est-à-dire pour remédier à des maux, à des privations dont le législateur n'est en aucune façon responsable, et vous voudriez par une disposition législative exproprier des ouvriers et des ouvrières de leur travail, c'est-à-dire de la propriété la plus sacrée de toutes, comme le disait avec raison M. Chovet, sans leur accorder une indemnité !

Si cette disposition était définitivement votée, je proposerais au Sénat par une disposition additionnelle d'allouer à tous les ouvriers, à toutes les ouvrières privées, par la suppression du travail de nuit, de leurs salaires, une indemnité journalière (*Mouvements divers*), jusqu'à ce qu'ils aient pu se procurer un travail équivalent à celui que vous leur auriez enlevé, et ce ne serait qu'un acte de stricte justice.

M. LE MARQUIS DE L'ANGLE-BEAUMANOIR. — Il est plus simple de ne pas voter la loi.

M. BUFFET. — Comment pouvez-vous parler de six ou sept cents ouvrières !

Ce ne sont pas seulement, je le répète, ces ouvrières qui seront privées de travail; mais tous ou presque tous les ouvriers d'une des deux équipes. Il n'y a pas de contestation possible sur ce point. Aucun raisonnement ne peut détruire ce fait que les 250,000 broches qui sont doublées dans les Vosges soient réduites par votre loi à la moitié. On peut se demander cependant si ce désastre, car c'en serait un, sera complet.

Je remarque, en effet, que vous n'interdisez pas le travail de nuit à tout le monde; vous le permettez aux adultes hommes; vous le permettez aux filles majeures (*Mais non! à gauche.*) Comment non!

M. BERNARD LAVERGNE, *président de la Commission.* — Le projet de loi interdit le travail de nuit à tout le monde. Lisez l'article 4.

M. BUFFET. — Je vous demande pardon. Voulez-vous me permettre de vous lire le texte? En vérité, je suis plus que surpris des interruptions qui se produisent. Voici le texte de l'article 4. C'est le même que celui de l'article 1^{er}.

« Les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes. . . » Cette disposition ne vise que les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes.

Un sénateur à gauche. — Toutes les femmes.

M. BERNARD LAVERGNE. — Le sexe féminin.

M. BUFFET. — Il faudrait, si telle est votre pensée, rédiger l'article autrement.

M. LE MARQUIS DE D'ANGLE-BEUMANOIR. — Toutes les filles mineures sont femmes.

M. CHOVET. — Votre argument n'en subsiste pas moins avec toute sa force.

M. BUFFET. — Sans doute, mais, si vous maintenez ce texte, votre interprétation est inadmissible. Elle ne peut se concilier avec les termes de l'article 4, puisque encore une fois il porte : « Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes. . . » même majeures.

Mais quand les filles ne sont plus mineures, la loi ne leur interdit pas le travail de nuit. (*Interruptions sur divers bancs.*)

Un sénateur à gauche. — Elles sont femmes quand elles ne sont plus mineures. (*Interruptions et rires à gauche.*)

M. BUFFET. — Il vaudrait la peine de s'expliquer catégoriquement sur ce point, car vous conviendrez que, quand on a distingué dans le texte les

femmes et les filles mineures, on ne paraît pas avoir voulu dire la même chose; il fallait dire que le travail de nuit serait interdit à toutes les femmes majeures ou mineures, et ne pas employer deux termes différents pour signifier la même chose.

M. LE RAPPORTEUR. — Alors un homme qui n'est pas marié n'est pas un homme non plus? (*Rires à gauche. — Bruit et interruptions à droite*). Si une femme qui n'est pas mariée n'est pas une femme, un homme qui n'est pas marié n'est pas non plus un homme.

M. LUCIEN BRUN. — Au point de vue de la loi le sens est différent.

M. LE BARON DE LAREINTY. — La rédaction est mauvaise.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est évident que la Commission entend désigner par le mot « femmes » aussi bien les femmes mariées que les filles qui ont atteint l'âge de 21 ans. Seulement l'expression n'est pas juridique.

M. BUFFET. — Pourquoi la Commission ne s'est-elle pas contentée de dire d'une manière générale : « les femmes » ?

Pourquoi spécifie-t-elle : « les filles mineures ».

M. LUCIEN BRUN. — C'est parce que de 18 à 21 ans les garçons travaillent et non les filles.

M. WADDINGTON. — Voulez-vous, Monsieur le Président, me permettre de dire un mot de ma place. Je crois pouvoir dissiper le malentendu qui existe à ce sujet. Vous vous rappelez, Messieurs, que la loi de 1874 n'interdisait le travail de nuit que pour les enfants et les filles mineures. Les opinions ont été partagées à la Chambre des députés comme au Sénat, et alors on a adopté, à la Chambre des députés, cette rédaction, dans laquelle figure seulement le mot « femmes », de manière qu'il fût plus facile de voter séparément et librement sur chaque catégorie de travailleurs. Voilà l'explication de l'insertion de ce mot dans le texte du projet de loi.

M. BUFFET. — Alors, je le répète, il fallait dire d'une manière générale : « les femmes ».

M. LE MARQUIS DE L'ANGLE-BEUMANOIR. — Il faut supprimer le mot « mineures » et mettre simplement : « les filles et les femmes ».

M. WADDINGTON. — Mais comment voteriez-vous si vous n'acceptiez l'interdiction du travail de nuit que pour les enfants et les filles mineures et non pour les femmes ?

M. BUFFET. — Je n'insiste pas sur ce point. Mais alors, comme le disait tout à l'heure M. Chovet, mon objection devient encore plus forte, puisqu'il

est absolument impossible d'organiser dans aucun cas les deux équipes dont je parlais tout à l'heure. Dès lors, dans tous les établissements où elles existent, l'interdiction réduira de moitié le travail et par conséquent le nombre des hommes et des femmes employés aujourd'hui.

Que deviendront ceux qui seront forcément congédiés?

Ce problème ne paraît pas embarrasser le moins du monde l'honorable M. Tolain. Je tiens à citer exactement ses paroles. Il dit :

« Croyez-vous qu'on ne trouvera pas un procédé, un moyen pour obvier aux inconvénients, pour adoucir la transition ? »

« Dans tous les cas, je crois qu'on ne peut mettre ces inconvénients en balance avec les avantages beaucoup plus considérables que réalisera le projet qui vous est soumis. »

On trouvera ! Mais enfin qui trouvera ? Qui peut soutenir sérieusement qu'un travail effectif de 40,000 broches réduit à 20,000 par la suppression du travail de nuit emploiera le même nombre d'ouvriers ?

Si vous apercevez un moyen de réaliser ce prodige, ce serait le moment de l'indiquer, ne fût-ce que pour ne pas paraître si insoucieux de la situation de ces ouvriers et de ces ouvrières.

Ce n'est pas 5 à 600 femmes comme on vous l'a dit, c'est 8,000 ouvrières et ouvriers qui ont signé la pétition contre la suppression du travail de nuit.

Les dépositions que je vous ai lues prouvent jusqu'à l'évidence qu'il n'est pas vrai de dire que le travail de nuit n'est qu'une exploitation impitoyable de l'ouvrière, par un patron que l'amour du lucre et les nécessités de la concurrence auraient rendu inaccessible à toutes les considérations de moralité et d'humanité.

Il n'est pas vrai que les ouvrières ne l'acceptent et ne s'y résignent que parce qu'elles ne peuvent pas trouver place dans l'équipe de jour. Vous voyez, au contraire, que celles qui ont des devoirs de famille à remplir préfèrent, en général, l'équipe de nuit ou l'équipe mixte, parce que la maison et les enfants ne sont jamais abandonnés, ayant toujours auprès d'eux le père ou la mère. (*Bruit de conversations.*)

Si le Sénat est fatigué, je suis tout disposé à finir. (*Parlez ! parlez !*)

L'industrie a, je le reconnais, des exigences très variées, qu'il est impossible de soumettre à des règles uniformes.

Aussi la Commission recule-t-elle devant une interdiction absolue. Elle admet elle-même la nécessité d'exceptions et de tempéraments, elle admet qu'en méconnaissant cette nécessité on tomberait dans l'absurde et qu'on se heurterait contre la force inéluctable des choses.

On ne peut donc pas éviter, dans le système de la Commission, d'admettre ces exceptions, de les déterminer, de les préciser — c'est une tâche qui n'est pas aisée. — La Commission a trouvé plus commode de s'en décharger sur le Conseil d'État.

Dès qu'une question l'embarrasse, elle en renvoie la solution à un règlement d'administration publique; elle a la modestie de penser que ce qu'elle ne trouve pas, le Conseil d'État saura le trouver. Vingt fois au moins, dans cette loi, on renvoie au règlement d'administration publique.

M. CHOVET. — Trente-deux fois.

M. BUFFET. — Je n'avais pas compté. Je comprends très bien ce règlement d'administration publique quand il s'agit de régler de simples formalités ou certaines règles de procédure; mais demander au Conseil d'État, qui n'est pas un pouvoir législatif, de statuer sur des droits qu'à mon avis le législateur lui-même ne peut restreindre sans sortir de ses légitimes attributions comme celui d'exproprier des adultes de la libre disposition de leur travail; renvoyer au conseil d'État de semblables questions, c'est vraiment par trop fort.

M. FRESNEAU. — Et à l'inspecteur!

M. BUFFET. — Oui, et aux inspecteurs! Car vous sentez, Messieurs, que ces règlements d'administration publique seront encore trop généraux, ne pourront prévoir et définir rigoureusement toutes les exceptions, spécifier tous les cas de force majeure; et, alors, vous en rendrez souverains juges les inspecteurs du travail. Oui, ce sera l'inspecteur qui sera appelé à déterminer ces cas, qui dira pendant combien de temps et dans quelles conditions on sera affranchi de cette suppression du travail de nuit.

Après un incendie partiel de la filature, le délai accordé sera-t-il d'un mois, de deux mois, d'une année? C'est un simple fonctionnaire qui en décidera arbitrairement, d'après son appréciation personnelle; et le chef d'une grande industrie sera réduit à son égard au rôle de solliciteur.

Je dis que cela est inadmissible, je dis que vous allez créer à l'industrie française, par toutes les entraves dont vous la chargez, par toutes les sujétions arbitraires auxquelles vous la soumettez, une situation intolérable.

Vous portez la plus grave atteinte à sa prospérité par cette réglementation à outrance et par cet arbitraire.

L'industrie ne peut pas se développer dans de telles conditions; elle a besoin de liberté, de sécurité, d'initiative indépendante et le régime ultra-administratif dans lequel vous voulez l'enlacer amènerait d'abord son dépérissement et peut-être bientôt sa ruine. (*Vive approbation à droite.*)

Et ce ne sont pas les patrons qui souffriront le plus, dans tous les cas, de l'action de ces lois; ceux d'entre eux qui auront déjà réalisé une certaine fortune pourront se retirer quand ils le jugeront à propos. Ce sont les ouvriers qui deviendront les premières victimes de ces prétendues réformes.

Ces lois que vous appelez des lois ouvrières, parce que dans votre intention, sans aucun doute, elles sont destinées à améliorer le sort des ouvriers, je les appelle, si mes prévisions de leur effet réel ne me trompent pas, des lois anti-ouvrières, car toutes les lois contraires aux intérêts généraux de l'industrie sont funestes, avant tout, aux intérêts des ouvriers. (*Très bien! très bien! — Applaudissements à droite et sur plusieurs bancs au centre.*)

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, en montant à cette tribune, je sens combien ma tâche sera difficile. Aux éloquentes paroles que vous venez d'entendre, à l'autorité si légitime dont jouit dans cette Assemblée mon ho-

norable contradicteur, je ne puis opposer que la fermeté de mes convictions et une certaine connaissance de ces matières dont je me suis occupé d'une façon spéciale depuis quelques années. Aussi demanderai-je l'indulgence du Sénat pour les développements dans lesquels je serai obligé d'entrer. (*Parlez ! parlez !*)

Avant d'aborder mon sujet, je veux tout d'abord répondre aux dernières observations qui ont été présentées par mon éminent collègue; M. Buffet a parlé des inconvénients des règlements d'administration publique, et en particulier de la faculté, tout à fait arbitraire, selon lui, qui serait accordée à l'inspecteur du travail des enfants de donner certaines autorisations. Qu'il me permette de le lui dire, je le crois, dans une certaine mesure, responsable de cet article de loi. Ce paragraphe de l'article 4 est emprunté à la loi de 1874. (*Très bien ! à gauche.*)

M. BUFFET. — Mais ce n'en est pas mieux pour cela!

M. RICHARD WADDINGTON, — Cette faculté s'explique par le cas d'accident ou de force majeure.

Or, je n'ai pas besoin de vous le rappeler, la loi de 1874 a été votée par l'Assemblée nationale; c'est une disposition de loi qui existe; elle est en vigueur, par conséquent, depuis dix-sept ans, et elle a été, si je ne me trompe, promulguée quand notre éminent collègue était au pouvoir.

M. BUFFET. — Pas du tout, j'étais alors président de l'Assemblée.

M. RICHARD WADDINGTON. — M. Buffet vous demande de maintenir la décision prise par le Sénat, il y a environ deux ans.

Je voudrais, Messieurs, le plus brièvement possible vous donner les motifs pour lesquels la Chambre des députés d'abord et votre Commission aujourd'hui vous demandent de revenir sur cette décision et d'interdire le travail de nuit. En le faisant, je m'appuierai, comme l'a fait mon honorable contradicteur, sur les résultats de l'enquête. En effet, Messieurs, quand la Commission de la Chambre a connu le vote négatif du Sénat, elle a cru, par respect pour cette Assemblée, qu'il était nécessaire de s'entourer de tous les éclaircissements et renseignements possibles; elle a ouvert une enquête spéciale sur le travail de nuit, et c'est à ce travail que M. Buffet a fait de nombreux emprunts tout à l'heure.

Eh bien, je voudrais faire comme lui, laisser la parole le plus possible aux déposants dans cette enquête, et je suis convaincu que leur langage franc, loyal et sincère aura beaucoup plus de poids auprès de vous que les commentaires que je pourrais ajouter. Mais il faut d'abord que je vous explique ce que c'est que le travail de nuit en France, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. M. Buffet n'a, en effet, traité qu'une partie et, qu'il me permette de le lui dire, une partie très restreinte de ce vaste sujet.

Quand on parle de travail de nuit, il faut distinguer entre ce que l'on appelle les veillées dans les ateliers et le travail industriel dans les usines, dans les manufactures. Qu'est-ce que la veillée? C'est le travail superposé

qui est imposé à des ouvrières ayant déjà accompli leur tâche journalière. Cette organisation de travail se rencontre surtout dans les grandes villes. Nous allons prendre, si vous le voulez, comme exemple ce qui se passe à Paris. Les faits que nous constaterons à Paris se reproduisent dans toutes les grandes villes de province, sur une échelle moindre bien entendu.

A Paris, les veillées sont organisées d'une façon systématique et régulière dans un très grand nombre d'industries.

Nous avons sur ce sujet des rapports très complets, très circonstanciés, faits par les inspecteurs du travail des enfants, dont vous avez peut-être tort de médire, Monsieur Buffet, car la grande majorité de ces fonctionnaires mérite des éloges plutôt que des critiques. (*Très bien! à gauche.*)

M. BUFFET. — Mais je ne les ai pas critiqués.

M. RICHARD WADDINGTON. — Ils ont beaucoup fait pour l'application et l'observation de la loi de protection de 1874. De la statistique fournie par l'inspecteur de la première circonscription, celle de la Seine, la plus importante de toutes, il ressort qu'il y a à Paris environ 35,000 femmes qui sont intéressées au travail de nuit, qui font des veillées.

La majeure partie sont employées à la couture, à la confection. Viennent ensuite, en nombre moins considérable, pour les modes, les fleuristes, les femmes qui sont employées aux travaux de brochage, de cartonnage, à la confection de ces boîtes servant soit aux confiseurs, soit aux jouets à l'époque du jour de l'an. Enfin, il y a l'industrie qui occupe un très grand nombre de personnes : c'est celle des couronnes funéraires. Voilà les principales industries qui font les veillées de nuit.

Voyons, Messieurs, comment est organisé ce travail. Pour ne pas fatiguer votre attention, je parlerai, si vous me le permettez, principalement de la couture, puisque les ouvrières de la couture et de la confection apportent l'élément le plus considérable aux chiffres que j'ai indiqués tout à l'heure. (*Bruit de conversations sur quelques bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez, Messieurs, écouter l'orateur.

M. RICHARD WADDINGTON. — Monsieur le Président, je ne me plains pas du tout de la bienveillance du Sénat. Au contraire, je le remercie de l'attention qu'il veut bien prêter à des développements qui sont forcément arides.

M. TRARIEUX. — C'est très intéressant.

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, ces veillées ont lieu à des époques variables de l'année; cependant il y a une règle générale qui préside à leur durée.

Pour la couture, on peut dire que les ouvrières veillent de cinq à six mois de l'année à peu près. Les veillées n'ont pas lieu tous les jours de la semaine. Elles commencent au mois de février et, peu à peu, au fur et à mesure que vous approchez de l'époque du grand prix, date des premiers départs pour

la campagne ou l'étranger, elles deviennent de plus en plus fréquentes. Les veillées se prolongent quelquefois très tard et elles ont le grave inconvénient d'être absolument imprévues. L'ouvrière arrive à l'atelier à l'heure normale, elle fait sa journée; le soir, elle est sur le point de mettre son chapeau et de s'en aller. La première — c'est-à-dire la personne dont les fonctions correspondent à celles du contremaître dans les usines — lui dit : « Madame ou mademoiselle, on veille ce soir. » Il faut ôter son chapeau et rester à l'atelier jusqu'à ce que le travail soit terminé.

Dans l'enquête que nous avons faite à Paris, — je le dis en passant, — nous avons entendu plusieurs centaines d'ouvrières, et si, comme je le reconnaîtrai tout à l'heure, il y a eu divergence dans les opinions exprimées par les ouvrières de fabriques sur les avantages et les inconvénients du travail de nuit, au contraire, en ce qui concerne les ateliers de Paris, nous n'avons pas entendu une voix discordante.

Plusieurs fois, le président de la Commission d'enquête a fait voter les déléguées présentes qui étaient tantôt au nombre de trois ou quatre, tantôt de trente ou de quarante, tantôt de cinquante ou de soixante, sur l'interdiction des veillées, et je vous assure que si vous aviez vu le vote et en même temps l'ardeur, la vivacité avec laquelle ces petites mains se levaient, vous n'auriez pas conservé le moindre doute sur les sentiments des ouvrières à l'égard des veillées. Ainsi donc, on peut le dire, les ouvrières de Paris et celles des grandes villes sont absolument unanimes à demander la suppression de ces veillées et l'intervention du législateur.

Comment les choses se passent-elles à l'atelier? Nous allons le savoir de la bouche d'une des déposantes, dont je prends le dire parmi bien d'autres conçus dans le même sens :

« Nous avons été prévenues de la veillée le soir à 7 heures et demie; on nous a donné une demi-heure pour dîner »; — pour goûter comme elles disent souvent — « nous avons averti nos familles par télégramme. »

Il faut vous dire, Messieurs, que les ouvrières de Paris résident rarement dans l'intérieur de la ville; presque toutes demeurent dans la banlieue ou dans les quartiers excentriques : à Batignolles, à Clichy-Levallois, à Levallois-Perret, du côté de Vincennes. Elles ont presque toutes aussi trois quarts d'heure ou une heure de chemin à faire pour regagner leur domicile.

Je continue : « Dîner et télégramme ont été payés par nous. Le café que nous prenons pour chasser le sommeil est également à nos frais. Le bénéfice ne compense pas les chances de maladie; mon associée mineure qui a passé la nuit avec moi a contracté un enrrouement qui la retient chez elle.

« D. Pourquoi veiller?

« R. Ce sont les exigences de la clientèle qui en décident. Nous sommes les victimes des caprices des femmes du monde (*Rumeurs sur quelques bancs*) qui exigent la livraison de leurs toilettes pour le lendemain matin. On nous retient à l'atelier une partie de la nuit et le lendemain la robe n'est pas livrée.

« D. Quelle était la commande ?

« R. C'était un corsage entier qu'il fallait livrer le lendemain à 9 heures du matin ; le lendemain soir à 7 heures ce corsage n'était pas encore emballé. »

« Les vendeuses — les vendeuses ne veillent pas, Messieurs — devraient être moins exigeantes envers les ouvrières que ne le sont les clientes elles-mêmes ; à l'heure actuelle il ne leur coûte rien de promettre, c'est nous qui tenons.

« R. Une première disait en parlant d'une cliente qui s'était vu imposer, presque contre son gré, la livraison d'une robe : « Cette pauvre dame, si elle savait qu'on veille si tard pour sa robe, ne l'aurait pas acceptée ».

Quel est maintenant le bénéfice de ces veillées qui, vous le voyez, ont un caractère imprévu, et qui, quelquefois, ne sont pas expliquées par les nécessités de la vente ? Voici une réponse sur laquelle j'attire toute votre attention et qui a trait aux effets de la veillée sur la santé des ouvrières :

« R. Nous avons déjà veillé toute une nuit et nous avons travaillé toute la journée du lendemain sans arrêt ; cela arrive assez souvent. Dans ces circonstances, nous travaillons pour des commissionnaires.

« Parmi celles qui ont veillé toute la nuit le lendemain de la mi-carême, il en est plusieurs qui n'ont quitté l'atelier qu'à 1 heure de l'après-midi ; cela fait vingt-huit heures de travail consécutif. Sur six ouvrières qui ont passé la nuit, il y avait trois mineures. Celles qui ont passé la nuit ont été payées à raison de 95 centimes par heure, de minuit à 9 heures du matin ; elles ont quitté l'atelier à 1 heure de l'après-midi ; la maison ne leur a pas payé la demi-journée qu'elles n'ont pas faite, de sorte que tout compte fait, le travail de nuit ne leur a procuré qu'un bénéfice très minime, s'il ne les a pas rendues malades. »

Émus d'un pareil état de choses, vous vous écrierez avec l'un des membres de la Commission d'enquête : « Mais vous êtes libres de votre travail, vous pouvez refuser ces veillées ; quand on vous propose de rester à l'atelier, vous pouvez dire : Non, je reviendrai demain matin, je ne veux pas travailler dans les conditions que vous m'imposez. » Messieurs, ai-je besoin de vous le dire ? cette liberté est absolument fictive, absolument théorique, elle n'existe pas en réalité, et vous comprenez très bien que les nécessités de la confection ne le permettent pas.

Je demande pardon d'entrer dans ces détails techniques, mais je dois vous expliquer que la nécessité de la fabrication ne permet pas de confier à d'autres ouvrières que celles qui ont commencé le travail la confection très délicate d'un corsage, par exemple.

Savez-vous comment on procède pour faire un corsage ? On a tantôt une équipe de cinq et tantôt de trois ouvrières ; il y a celle qui prépare, l'appreteuse, la garnisseuse et la manchière. Le travail de ces trois ouvrières est lié d'une façon intime, et, pour assurer une bonne exécution d'une prompte livraison, il faut absolument que la robe ou le corsage soit continué par les mêmes personnes ; dans ces conditions, la veillée est obligatoire.

Voici la question : « La veillée est-elle libre ? — Non ; dans la plupart des maisons de couture, le travail se fait exclusivement à l'atelier. »

Et cela se comprend à cause de cette association nécessaire, obligatoire des trois ouvrières.

« Il faut veiller ou partir. Entre deux maux, nous choisissons le moindre. »

Et maintenant, Messieurs, après ces veillées qui se prolongent d'une façon si irrégulière, tantôt jusqu'à minuit, tantôt jusqu'à 2 ou 3 heures du matin, comment le départ si tardif s'effectue-t-il ? et comment les ouvrières regagnent-elles leur domicile ?

Que vont devenir ces jeunes filles, dont le maintien modeste et réservé a frappé les membres de la Commission et qui sont, je vous l'assure, dignes de votre intérêt ? Messieurs, on ne sait pas tout le bien qu'on doit croire de l'ouvrière française ! (*Marques nombreuses d'approbation.*)

On se permet quelquefois sur son compte des plaisanteries déplacées, et on les juge d'après quelques spécimens malheureux. Si vous aviez assisté comme moi à cette enquête, vous auriez été frappés de la bonne tenue, de la modestie du maintien, de la réserve de langage qui caractérisent cette classe si intéressante de la société. (*Très bien ! très bien !*)

Comment ces jeunes femmes et ces jeunes filles peuvent-elles rentrer le soir ? Écoutez la réponse.

« Nous demeurons à une heure de chemin de l'atelier. Quelle que soit l'heure de la nuit à laquelle la veillée s'arrête, nous devons rentrer chez nous. Cela ne va pas sans inconvénient. Il n'y a plus d'omnibus. Les sergents de ville nous refusent parfois leur protection en nous disant que des jeunes filles honnêtes ne circulent pas dans les rues à une pareille heure. »

Et la vie de famille, les soins du ménage, de l'intérieur, que deviennent-ils dans ces conditions ?

M. BUFFET. — Cela n'a aucun rapport avec la question que j'ai traitée.

M. RICHARD WADDINGTON. — Permettez-moi de vous rappeler, Monsieur Buffet, ce que j'ai eu l'honneur de vous dire en commençant, qu'il y avait deux questions très distinctes visées par l'article que vous avez critiqué et dont vous demandez la suppression : d'abord les veillées, c'est-à-dire le travail superposé, et ensuite le travail des usines. Veuillez me permettre de traiter d'abord la première partie de la question ; je vous répondrai ensuite de mon mieux sur la seconde.

Voici la déposition d'une femme mariée :

« R. Il y a des femmes enceintes qui sont forcées de veiller ; nous ne savons jamais à quelle heure la veillée finira. Mon mari m'attend le soir... au café. Parfois, il est venu me chercher... ne me voyant pas descendre, il était obligé de s'en aller. Il dépense au cabaret ce que j'ai gagné à la veillée. Il n'y a aucun profit pour le ménage. La veillée supprime la famille. »

Une autre dépositante : « — D. Votre mari, où dîne-t-il ? — R. Au restaurant. »

Une déposante mariée :

« R. Les veillées provoquent souvent des discussions dans le ménage; les maris ne comprennent pas cela. Ils vont au café le soir; souvent les femmes rentrent de la veillée avant qu'ils soient rentrés du cabaret. »

Voilà l'effet des veillées sur la vie de famille; voyons maintenant leur résultat au point de vue de la santé.

Voici encore une femme qui parle :

« R. J'ai quitté l'atelier pour cause de maladies contractées à la suite de veillées. J'ai les yeux malades, je ne sais pas si cela provient des veillées; souvent j'ai des migraines, nous prenons du quinquina pour nous soutenir. »

« D. Les veillées prolongées pendant un certain temps vous rendent-elles malades? »

« R. Oui, en fin de saison nous sommes très fatiguées. Les trois quarts des ouvrières de l'atelier sont atteintes d'anémie et de chlorose. »

« D. Ce régime de veillées prolongées doit décimer votre atelier? »

« R. Il y a des malades tous les jours; à chaque saison, il en est un certain nombre qui sont forcées d'arrêter et de cesser le travail. Notre atelier est une ancienne remise au fond d'une cour, tirant jour par deux vasistas. Nous sommes vingt-cinq à y vivre et à y respirer. »

« D. Après un mois de veillées, sur cinquante ouvrières, combien y en a-t-il qui sont malades au point de ne plus pouvoir veiller? »

« R. Plus de quinze. »

A ces témoignages, permettez-moi d'ajouter le résultat de mon expérience personnelle. Oh ! certes, il y a quelques ateliers, dans les beaux quartiers de Paris, qui sont admirablement aérés et très bien ventilés. Mais, dans les ateliers des quartiers plus reculés où l'on s'occupe surtout de la confection à bon marché pour femmes ou pour hommes, des commandes des grands magasins, des commissionnaires pour la province ou pour l'exportation, où le travail est confié à des sous-entrepreneurs dont les ressources sont des plus restreintes, l'installation est des plus vicieuses.

Imaginez-vous une chambre qui souvent sert de chambre à coucher ou de salle à manger; dans cette chambre vous voyez entassés des vêtements, des robes à moitié faites, tous ces chiffons, tous ces débris d'étoffes qui sont l'accompagnement forcé des travaux de ce genre.

Là, l'atmosphère est viciée, la température est élevée, surchauffée par le gaz, car il faut avoir une lumière très puissante qu'on demande au gaz. La chambre est occupée nuit et jour; le nombre des ouvrières employées n'est pas proportionné à l'espace; la saison — c'est celle que j'ai indiquée tout à l'heure, le printemps — ne permet pas l'aération en ouvrant les fenêtres; il en résulte un ensemble de conditions absolument mauvais, pernicieux pour la santé des ouvrières qui sont entassées dans ces tristes réduits.

Maintenant, Messieurs, vous direz sans doute, avec le fatalisme qui caractérise jusqu'à un certain point les observations des adversaires du projet de loi...

M. BUFFET. — Pas du tout !

M. RICHARD WADDINGTON. — ...Que voulez-vous y faire ? Il y a là une nécessité des affaires, une nécessité commerciale, industrielle, qui, certes, a ses conséquences fâcheuses, mais auxquelles nous ne pouvons pas résister.

Eh bien, non, Messieurs ; nous croyons qu'il est parfaitement possible, par une meilleure organisation du travail, d'éviter un très grand nombre de ces veillées. Vous avez vu ce qui s'est passé tout à l'heure à propos de cette robe pour laquelle on avait veillé toute la nuit, qui était prête dès le lendemain à 9 heures du matin, et qui n'était pas encore livrée à 7 heures du soir.

On fait donc très souvent inutilement veiller les ouvrières, alors que la clientèle, les affaires ne souffriraient guère d'un retard de quelques heures. En voulez-vous une preuve ? Il y a des ateliers à Paris, de grands magasins, où l'on a supprimé ou à peu près les veillées.

Les ouvrières du Bon-Marché, dans leur déposition, se sont exprimées comme suit :

« R. Nous veillons, au Bon-Marché, quinze fois peut-être dans l'année, et jamais plus d'une heure. Au moment de l'Exposition, nous étions sept à travailler un seul costume. »

Voilà le seul moyen de remédier à l'état de choses que je signalais tout à l'heure.

« D. Désirez-vous l'interdiction des veillées ?

« R. Oui. Du moment que le Bon-Marché peut renvoyer, sans difficultés, ses ouvrières à 8 heures, il nous semble que les autres... »

« Nous avons fait les rudes étapes des maisons du boulevard. L'une d'entre nous a été obligée de quitter la maison à la suite de maladie. Il est vrai que les ouvrières sont un peu plus payées de l'autre côté de l'eau, mais en revanche, au Bon-Marché, il n'y a pas de morte-saison. »

On peut prétendre, Messieurs, — et quelques-uns de nos contradicteurs ont émis cette thèse, — que la loi serait inefficace, qu'elle ne serait pas appliquée. Je demande la permission de leur répondre que le fait seul d'un vote, soit de la Chambre des députés, soit du Sénat, n'est pas sans exercer une grande influence sur la situation, sur la restriction ou l'extension des veillées.

Vous allez en juger :

« Quand il a été question de la loi (la loi, pour elles, c'est la loi du travail et l'interdiction du travail de nuit) l'année dernière, la maison a augmenté de cent le nombre de ses ouvrières ; on nous renvoyait au plus tard à 11 heures. Depuis le rejet de la loi... » — c'est le vote du Sénat, dont M. Buffet demande la confirmation — « depuis le rejet de la loi, on a diminué le nombre des ouvrières, et les veillées prolongées recommencent »

Et encore : « L'année dernière, les veillées se prolongeaient fréquemment jusqu'à 1 heure et 2 heures du matin. Depuis qu'il est question de la

loi, — c'est-à-dire depuis que la question a été agitée devant la Chambre des députés, — les patrons nous traitent avec plus de modération. »

Plus loin : « Depuis que la loi est en préparation, les veillées sont restreintes. Avant la discussion de la loi, nous veillions au moins quatre fois par semaine; depuis que la loi est en discussion, cela n'est pas arrivé deux fois. »

Si je voulais une nouvelle preuve de l'influence de vos votes sur la question des veillées, je la trouverais dans le rapport de l'honorable inspecteur de la Seine, M. Laporte, que je lisais ce matin : « Cette année, depuis que les patrons sont convaincus que l'interdiction du travail de nuit sera acceptée par le Parlement, — et c'est une opinion assez générale dans ce monde, — les veillées deviennent de plus en plus restreintes. »

Voilà, Messieurs, l'effet moral, tout autant que pénal, qu'aura cette loi. Et, puisque j'ouvre cette parenthèse, permettez-moi, puisque vous parlez toujours de l'effet pénal de la loi, de vous dire : Croyez-vous que l'industrie française, que le petit patron français soient si opposés à ces lois du travail, si rebelles aux mesures humanitaires qu'elles contiennent?

Quand l'attention est attirée sur les clauses de la loi, quand l'inspecteur qui débute toujours par des observations amicales, qui n'a recours aux procès qu'après des voies de fait répétées, fait sa visite d'inspection, ses observations sont presque invariablement écoutées avec respect et intérêt. La loi a été appliquée bien plus, Messieurs, soyez-en certains, grâce à la bonne volonté des intéressés, à la soumission intelligente des industriels et des patrons, qu'à la suite des contraventions constatées et des procès-verbaux dressés par les inspecteurs.

Voilà l'effet moral qu'a obtenu la loi de 1874, et je vous assure, moi qui ai fait partie du conseil supérieur chargé de surveiller l'exécution de cette loi depuis une dizaine d'années, je puis vous affirmer en toute sincérité, en toute conscience, qu'on se trompe et qu'on se trompe d'une façon absolue quand on dit que la loi de 1874 n'a pas eu de résultat dans ce pays.

Si, Messieurs, elle a produit de grands effets. Oh ! certes, elle n'est pas parfaite — qu'y a-t-il de parfait en ce monde ?

Mais les inspecteurs et les industriels, en associant leurs efforts communs, ont obtenu des résultats excellents et pour nos populations et pour le travail de nos ouvriers. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Messieurs, je ne voudrais pas abuser des citations, et je vais passer le plus rapidement possible à la seconde partie de mes observations. Cependant, je voudrais résumer en quelques mots ce qui a trait aux veillées.

Vous l'avez vu, ces veillées ont l'inconvénient d'être d'abord imprévues, c'est-à-dire intermittentes, et de constituer un travail superposé auquel ne s'attend pas l'ouvrière. Elles sont obligatoires, par le fait.

M. BUFFET. — C'est contraire à la loi de 1848.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je suis très heureux de votre interruption, Monsieur Buffet; elle me permet de vous répondre : « Non, car, vous le

savez aussi bien que moi, la loi de 1848 n'est pas appliquée aux ateliers qui occupent moins de vingt ouvrières. »

M. LE RAPPORTEUR. — C'est cela !

M. RICHARD WADDINGTON. — ...et, par conséquent, l'immense majorité des ateliers de Paris échappent à la loi.

Messieurs, je crois vous avoir assez démontré, par les témoignages de ces déposantes, que les veillées ne sont pas absolument nécessaires, qu'elles résultent bien souvent d'une mauvaise organisation du travail; enfin — et je crois qu'il ne peut pas y avoir de doute à cet égard — qu'elles sont absolument mauvaises, pernicieuses et pour la santé et pour la moralité de nos ouvrières. (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs.*)

Mais on nous dit, — et je suis bien heureux de trouver l'occasion de répondre à cette critique, — on nous dit : Vous faites une loi, et votre loi ne signifie rien; elle n'est qu'un ensemble d'exceptions.

Messieurs, je connais cette critique pour l'avoir entendue bien souvent. Dans ces matières, je ne connais pas de réformateurs plus radicaux que ceux qui ne veulent rien réformer... (*C'est vrai ! Très bien ! à gauche,*) ; ce sont surtout les adversaires de la loi dans son ensemble qui critiquent le plus amèrement les règlements d'administration publique dont je vais vous montrer tout à l'heure la nécessité.

Il est impossible, soyez-en convaincus, d'échapper à cette nécessité d'un règlement d'administration publique.

Comment les choses se passent-elles donc ? Croyez-vous, comme le disait tout à l'heure l'honorable M. Buffet, que le Conseil d'État, se substituant au Parlement, s'érigera en maître dans ces questions si délicates ?

En aucune façon. D'abord, une enquête est faite par le comité des arts et manufactures, composé de personnes absolument compétentes.

Ce comité entend les intéressés, ce qui est absolument nécessaire, et ce qui, permettez-moi de vous le faire observer, serait très difficile à faire pour le Sénat. Cet examen préparatoire est-il considéré comme suffisant ? Non, Messieurs, après avoir passé par le comité des arts et manufactures, le projet de règlement d'administration publique est soumis à la Commission supérieure dans laquelle vous comptez un certain nombre de nos collègues, qui siègent à côté d'industriels n'appartenant pas au Parlement. La Commission supérieure peut encore entendre les intéressés dans la matière.

Enfin, c'est après ces deux enquêtes, après ces deux examens contradictoires, que la question est portée devant le Conseil d'État.

Je vous assure, Messieurs, en mon âme et conscience, que, selon moi, ces trois examens successifs, ces trois auditions si indispensables des intéressés nous offrent bien plus de garanties qu'une décision que nous prendrions ici sans être suffisamment informés, c'est-à-dire à la légère, passez-moi le mot, en séance publique du Sénat ou de la Chambre.

Maintenant, Messieurs, ces exceptions, dont on nous parlait tout à l'heure, voulez-vous les supprimer ? Je crois qu'il y aurait à cela quelques inconvénients; je suis d'avis que, lorsqu'on applique une loi, une période transitoire

est nécessaire, qu'il faut des ménagements, et j'estime que, pour certaines industries que je viens de citer, pour la confection notamment et surtout pour une industrie spéciale, celle du deuil, la nécessité de certaines veillées est absolument facile à démontrer.

J'avais la naïveté de croire que, pour la confection d'une robe de deuil, il n'était pas nécessaire d'apporter autant de soin que pour une toilette ordinaire. Je me suis bien trompé ! . . . (*Rires.*) J'ai été éclairé sur ce point, avec mes collègues de la Commission, par la réponse des ouvrières; il paraît que, même dans la douleur, la coquetterie féminine ne perd pas ses droits . . . (*Nouveaux rires.*)

Pour le deuil, de même que pour certaines industries, il est absolument indispensable d'accorder la faculté de veiller dans certaines occasions; mais à cette faculté illimitée, à cette possibilité de veiller pendant des semaines et des mois entiers, jusqu'à minuit ou 1 heure du matin, nous avons substitué la faculté de veiller pendant un nombre de jours qui ne dépasserait pas soixante jours en totalité par an, et à la condition que le travail total par jour n'excéderait pas douze heures. En d'autres termes, nous substituons la veillée limitée à deux heures et à soixante jours à l'arbitraire qui existe aujourd'hui.

Messieurs, si vous le permettez, je vais passer de Paris en province.

Je vais parler du travail de nuit tel qu'il existe dans la grande industrie. Ici, ce n'est pas la même chose, ce n'est pas le travail superposé, c'est le travail organisé par équipes et succédant au travail de jour, mais confié à une autre catégorie de travailleurs. Ce travail de nuit n'existe, fort heureusement, que dans un petit nombre d'industries. (*Bruit de conversations.*)

Si l'attention du Sénat est fatiguée . . .

Voix à droite. — Reposez-vous quelques instants.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je ne suis pas fatigué le moins du monde, mais je crains surtout de fatiguer le Sénat. (*Non ! non ! Parlez !*)

Je suis absolument aux ordres de l'Assemblée.

Je disais donc, Messieurs, que le travail de nuit n'existait fort heureusement que dans un petit nombre d'industries en France. Je ne parlerai pas de la fabrique de lacets de Saint-Chamond, l'honorable rapporteur nous a, l'autre jour, donné à ce sujet des renseignements très suffisants. Il y a dans cette industrie une nouvelle organisation qui vient d'être introduite, et qui remédie en grande partie aux inconvénients du travail de nuit.

M. BUFFET. — En violation de la loi.

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est l'effet de la loi en préparation, Monsieur Buffet. J'ai eu l'honneur de m'entretenir avec des fabricants de Saint-Chamond. Je sais quelles étaient leurs dispositions. Ils étaient divisés en deux camps : les uns demandant la continuation du travail de nuit dans des conditions que je n'hésite pas à déclarer détestables, les autres réclamant l'interdiction de ce travail. Fort heureusement ils se sont mis d'accord, quant à

présent, du moins, par une organisation dont on vous a donné le détail l'autre jour et qui constitue un progrès sensible; mais je vous assure bien que, sans la loi, on n'aurait pas songé à prendre cette initiative.

M. ÉDOUARD MILLAUD. — Cette heureuse combinaison serait impraticable avec la rigueur de la loi en discussion. Comment conciliez-vous le texte avec ce qui se pratique à Saint-Chamond?

M LE RAPPORTEUR. — Eh bien, on le rendra praticable, et, si tous les industriels pouvaient adopter une semblable organisation, je vous déclare que ce serait un très grand bien pour tout le monde.

Acceptez-vous ce système?

M. ÉDOUARD MILLAUD. — Je ne le discute pas, je constate seulement qu'il serait inapplicable avec votre loi.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je ne prétends pas, mon cher collègue, que cette organisation soit d'accord avec le texte qui nous est soumis, mais je dis qu'elle constitue une amélioration réelle sur l'état actuel, au point de vue où je me place.

Dans le Centre, le Midi, un certain nombre de filatures de déchets de soie ou de bourre de soie, quelques filatures de laine et quelques effilochages emploient des ouvrières la nuit, mais leur nombre est très limité.

Les deux industries qui doivent le plus attirer votre attention sont : le peignage de la laine, dans le Nord et à Reims, et la filature de coton.

Comme on le disait fort bien tout à l'heure, c'est principalement dans la région des Vosges que fonctionne cette déplorable organisation; mais elle tend à s'étendre dans toute la France, et je ne crois pas que les Vosges en conservent longtemps le monopole si nous n'intervenons pas.

Vous comprenez bien, Messieurs, les raisons sur lesquelles s'appuient ces industriels, — que je veux croire et que je crois très sincèrement animés des mêmes intentions humanitaires et philanthropiques que nous tous, — raisons qu'ils font valoir pour maintenir ou adopter le travail de nuit.

Ainsi que j'avais l'honneur de le dire hier, les frais d'intérêt et d'amortissement, c'est-à-dire les charges du capital représentent une quotité qui, au point de vue de l'unité de production, est proportionnelle à la quantité de production. Je vous montrais, par exemple, que, si le chiffre des charges du capital représente une centaine de mille francs par an pour une usine, il est bien certain que la quotité par chaque unité de produits — par chaque kilogramme de produits, si vous voulez — sera d'autant plus faible que la quantité totale produite sera plus forte.

Il est clair que si vous avez un million de production, la quotité des frais du capital affranchi à chaque kilogramme de production sera moins forte que si la production est réduite à 500,000 kilogrammes. Je crois que cela est tellement évident qu'il n'y a pas besoin d'autre démonstration. (*Assentiment sur un grand nombre de bancs.*)

Il est incontestable que l'industriel qui fait produire à son outil presque

le double de ce que fait produire au sien un autre industriel se trouve avantage d'autant. Il a, d'autre part, aussi, le bénéfice de ne supporter sur sa production que la même somme d'impôts.

En effet, un industriel qui fait marcher son usine jour et nuit ne paye absolument que les mêmes impôts et la même assurance que celui qui ne travaille que le jour.

Vous le voyez donc, il y a, industriellement parlant, un intérêt très considérable à organiser ce travail de nuit.

Comment ce travail fonctionne-t-il ?

Dans les peignages de laine il y a, généralement, une équipe qui, travaillant de nuit, prend le travail à la fin de la journée. Cette équipe alterne, c'est-à-dire qu'elle travaille une semaine la nuit et une semaine le jour. Les ouvrières, dans ce cas, n'ont pas la préférence qu'on vous signalait il y a un instant pour le travail de nuit.

Il y a un très grand inconvénient à ce système parce qu'il arrive parfois qu'on fait prolonger le travail d'une équipe et qu'on arrive à dix-huit heures de travail — très illégalement, je le reconnais.

Au contraire, dans les Vosges, pour les filatures de coton, le système n'est pas le même. Je vais, si vous le permettez, donner la parole à des filateurs, partisans du travail de nuit.

Voici leur déclaration : « Nous travaillons de jour et de nuit pour diminuer nos frais généraux. » — C'est ce que j'avais l'honneur de vous dire. — « Au moment où les traités de commerce viendront à expiration et où les nouveaux tarifs douaniers seront appliqués, nous arriverons de nous-mêmes à abandonner le travail de nuit. »

Voici maintenant les renseignements qu'ils nous donnent sur leur organisation.

• *M. Waddington.* — Comment vos équipes sont-elles organisées ?

• R. Cela dépend des usines. Les équipes alternent :

• 1° De midi à minuit et de minuit à midi. »

C'est le système que nous décrivait M. Buffet et dont il faisait l'apologie. Je crois même qu'un peu plus il nous l'aurait déclaré préférable à tout autre travail, du moment que la femme doit travailler dans les fabriques ;

• 2° De 6 heures à 7 heures, et de 7 heures un quart à 5 heures du du matin ;

• 3° De 7 heures à 5 heures et de 5 heures à 7 heures. »

Vous voyez que ce travail a lieu souvent — dans plus de la moitié des cas — pendant la nuit entière, et non pas alternativement moitié jour et moitié nuit, comme on le disait il y a un instant.

Ces systèmes ne sont pas sans présenter quelques inconvénients, ainsi que le fait ressortir la déposition de M. Baudouin, filateur bien connu.

Je vais donner lecture de sa déposition tout entière.

• J'ai travaillé la nuit avec deux équipes pendant cinq à six ans. J'ai relevé trois à quatre cas de mort survenue par accident. Les accidents se

produisent surtout les lendemains de fête, quand l'ouvrier hébété par la boisson prend le travail à minuit.

« Dans beaucoup d'établissements, au lieu d'interrompre le travail le samedi soir à minuit, on le prolonge jusqu'à 6 heures du matin, ce qui fait fait dix-huit heures consécutives de travail pour l'ouvrier. »

Je le demande en passant, à tous ceux de mes collègues qui sont partisans du repos hebdomadaire et plus particulièrement du repos du dimanche : Croyez-vous que ce soit une bonne préparation pour ce repos du dimanche, que de travailler ce jour-là jusqu'à 6 heures du matin, et pensez-vous que l'ouvrier, dans de pareilles conditions, soit préparé à ce qu'on appelle l'accomplissement de ses devoirs religieux ? Voilà l'inconvénient de cette organisation.

La vie de l'ouvrière occupée au travail de nuit est admirablement dépeinte dans une déposition que M. Buffet vous a lue tout à l'heure ; je ne veux pas la relire, mais je la trouve confirmée par une déposition d'une chambre de commerce du Nord. Voici comment s'expriment ces déposants :

« R. Le travail de nuit, dans les usines, oblige les femmes et les hommes à une promiscuité qui amène des abus. Les femmes qui ont travaillé la nuit rentrent chez elle et font le ménage au lieu de se reposer. Elles se couchent à 8 ou 9 heures. Elles se relèvent à 11 heures pour faire le déjeuner, et se recouchent à 1 heure pour dormir jusqu'à 5 heures. Le sommeil normal de ces femmes ne dépasse jamais 5 heures, et c'est un sommeil interrompu. Une femme qui a travaillé pendant dix ans la nuit est plus fatiguée qu'une femme qui a travaillé vingt ans de jour. » (*Bruit à droite.*)

Messieurs, je suis de l'avis du déposant. Je comprends très bien qu'il y a des organisations tout à fait exceptionnelles, qu'il y a des femmes vigoureusement constituées, comme nous en avons vu quelques-unes dans les Vosges et à Roubaix, et qui déclarent pouvoir s'accommoder de cette existence. Mais je crois que si elle était imposée, je ne dis pas à des femmes, mais à des hommes, aux collègues qui m'entourent, si nous étions nous-mêmes obligés, Messieurs, de nous contenter, non pas seulement de cinq heures, mais de six heures de sommeil et cela pendant de longs mois, j'ose affirmer qu'il nous serait bien impossible de nous livrer aux travaux législatifs que nous avons à accomplir.

Mais je passe rapidement, et j'arrive à ce que j'appelle le côté capital et essentiel du débat : je veux parler de l'influence du régime que nous venons de décrire sur la santé des ouvrières qui y sont condamnées.

En ce qui concerne les peigneuses de laine, voici une déclaration des patrons qui font travailler la nuit :

« Nous déclarons, dès maintenant, que le travail de nuit est, au point de vue hygiénique, absolument détestable. C'est cependant une nécessité dans notre industrie. »

Voici maintenant comment s'expriment les femmes. L'une d'elles dit :

« J'ai longtemps travaillé la nuit ; j'ai trois enfants vivants, cinq autres sont morts de convulsions ou d'accidents. »

Voici la déposition d'un homme très honorable ; c'est l'un des associés d'une maison que vous connaissez tous de nom, la maison Vincent Ponnier, une des premières maisons des Vosges.

« *M. Richard Waddington.* — Comment M. Peters a-t-il recruté son équipe de nuit ? »

M. Peters était un industriel qui, après avoir été un adversaire du travail de nuit jusqu'à présent, à la suite du refus par le Sénat d'interdire le travail de nuit, l'avait organisé dans son usine. Aussi, préoccupé des considérations qu'on développait tout à l'heure à la tribune, je demandais comment M. Peters avait pu recruter une équipe pour le travail de nuit.

M. Vincent répond : « La chose est maintenant très facile. . . »

Cette facilité s'explique par le drainage des populations des districts agricoles vers les localités où sont situées les usines et rien n'est plus facile dans les Vosges, et même dans d'autres régions de la France, que d'organiser le travail de nuit. Vous remarquerez qu'un des inconvénients — et non le moindre — de ce travail, c'est précisément de drainer les populations des campagnes, de les pousser à émigrer vers les districts manufacturiers. C'est ainsi que, dans les Vosges, la population des districts ruraux diminue, alors qu'elle augmente dans les districts manufacturiers.

Je continue ma citation :

« Je demandais, l'autre jour, au gérant d'une usine s'il était partisan du travail de nuit. Il m'a répondu qu'il y était hostile et voici en quels termes : « Je vois des femmes endormies la nuit sur les métiers. Je les ai parfois rencontrées en promenade, dans la journée. Elles ont pris autant de repos que le permettent des enfants en bas âge. Puis, ne pouvant dormir, elles ont pris le grand air et elles sont entrées le soir à l'usine, brisées de fatigue et de sommeil. Ces femmes sont anémiées ; je me demande quelle génération d'enfants elle nous préparent. »

Messieurs, permettez-moi de rappeler un souvenir personnel. Moi aussi j'ai appliqué le travail de nuit, dans des circonstances où il m'était impossible de faire autrement.

A la suite d'un accident grave, j'ai dû interrompre le travail dans une de mes filatures pendant trois à quatre mois. J'ai demandé et obtenu l'autorisation de travailler la nuit dans l'autre filature, de manière à occuper les ouvriers qui sans cela seraient restés sans travail, j'ai donc expérimenté ce genre de travail. Il m'est arrivé plusieurs fois de passer dans les ateliers à deux ou trois heures du matin.

Je vous assure que c'est un triste spectacle que de voir ces femmes qui n'ont jamais pris le repos nécessaire à la réparation de leurs forces, parce que les soins du ménage les ont absorbées dans la journée, — les femmes ont toujours cette préoccupation du ménage, des enfants ; elles sont moins égoïstes que nous, — c'est un triste spectacle que de voir ces femmes vaincues par la fatigue et à moitié endormies sur leur métier.

Aussi quand il nous a été possible de reprendre le travail dans des condi-

tions normales, ordinaires, je ne saurais vous décrire et la satisfaction du patron et la joie des ouvriers. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Je continue. Je vous demande pardon d'abuser quelque peu de votre attention, mais je crois qu'il est intéressant de vous mettre ces dépositions sous les yeux. (*Parlez! parlez!*)

Voici un ouvrier, à Épinal, qui emploie une expression bien énergique :
« Le travail de nuit est un mangeur d'enfants. »

Un autre : « Quand je travaillais la nuit, j'avais des faiblesses prolongées, je ne mangeais pas. C'est sur l'avis du médecin que j'ai renoncé au travail de nuit. »

Plus loin : « Ce n'est pas une existence pour une femme de travailler tout le jour à la maison et toute la nuit à l'usine. »

Un contremaître s'exprime ainsi :

« Toutes les nuits j'en surprenais cinq ou six à dormir sur leurs machines. Il est pénible pour une femme de passer toute une nuit sans dormir. »

« Le travail est épuisant, la santé s'altère et la vue faiblit. Le repos du jour ne vaut rien. Il est troublé par les enfants, le bruit des voitures et une sorte d'irritation nerveuse qui combat le sommeil. Les logements ouvriers sont très chers et trop étroits pour qu'on puisse réserver une chambre à la mère qui a travaillé la nuit. »

Voici des considérations générales :

« La classe ouvrière de la montagne n'est pas forte. L'année dernière, à Saulxures-sur-Moselotte, le conseil de revision a éliminé successivement cinquante-quatre conscrits avant d'en recevoir un. »

« Je ne veux pas attribuer au travail de nuit les conséquences de cet état de choses; je sais très bien qu'il est d'organisation trop fraîche pour avoir produit ces résultats. Dans les Vosges, il y a d'autres raisons de dépérissement, notamment l'alcoolisme, sur lequel un de nos anciens collègues, l'honorable M. Claude, avait fait un travail que vous n'avez pas oublié. »

M. BUFFET. — C'est la grande cause du dépérissement de la population des Vosges.

M. RICHARD WADDINGTON. — Sachez-le bien, l'alcoolisme est encouragé par le travail de nuit. (*C'est vrai!*) Cette séparation continuelle de la femme et du mari, cette absence constante de la femme encourage ce vice chez l'ouvrier. (M. Buffet fait un geste de dénégation.)

Vous secouez la tête, mon cher collègue, mais tous ceux qui ont pratiqué les classes ouvrières savent que la femme, dans les ménages ouvriers, est toujours une excellente conseillère, c'est elle qui, la plupart du temps, songe à l'épargne, c'est elle qui retient son mari au logis et l'empêche de dissiper son argent au cabaret. (*Très bien! très bien!*)

Dans le travail que vous décriviez tout à l'heure, quand est-ce que le mari et la femme se rencontrent?

Ils travaillent toujours, l'un, la nuit, l'autre, le jour, si bien qu'ils ne peuvent se réunir que six heures par semaine, le dimanche.

M. BUFFET. — Il y a des maris et des femmes qui travaillent ensemble.

M. LE RAPPORTEUR. — Alors les enfants sont tout seuls.

M. RICHARD WADDINGTON. — Voilà l'existence dont vous faisiez tout à l'heure l'apologie à la tribune, Monsieur Buffet.

Je dis que dans ce pays des Vosges où l'alcoolisme est si répandu, il ne faut pas ajouter à cette cause de dégénérescence qui agit sur la race l'influence funeste du travail de nuit. La statistique du recrutement vient appuyer les témoignages que nous avons entendus.

Actuellement, la moyenne des dispensés et ajournés pour infirmités dans toute la France s'élève à 25 ou 30 p. o/o. Dans le district militaire de Neufchâteau qui comprend les arrondissements d'Épinal et de Remiremont, où s'exerce le travail de nuit, le contingent des dispensés et ajournés monte à 38 p. o/o, tandis que dans un département limitrophe, dans l'arrondissement de Langres, la moyenne n'est que de 25 p. o/o.

J'appelle tout particulièrement sur ce point l'attention de ceux de nos collègues qui se préoccupent de l'avenir militaire de notre pays, et surtout l'attention de ceux de nos honorables collègues qui sont militaires et qui portent un intérêt spécial à ces questions. Je leur demande de peser les chiffres que je donne et de voir si un tel état de choses n'est pas de nature à nuire au recrutement de notre armée. Il y a une expression bien topique dans une déposition, et qui est bien de circonstance : « Ajoutez à l'alcoolisation le travail de nuit, disait-on, et vous n'aurez plus devant les conseils de revision que les bataillons d'infirmes que vous avez vus défilier l'autre jour. »

Et maintenant, Messieurs, au point de vue de la morale, quelle est l'influence du travail de nuit ?

Voici comment dans le Nord on s'exprime à ce sujet :

« Nous demandons pour les femmes, filles et enfants, la suppression du travail de nuit, lequel à notre avis a les inconvénients suivants :

« Il coûte fort cher, donne de très mauvais produits, et ne rend pas, à ceux qui en usent, l'équivalent du tort qu'ils font à eux-mêmes, à leurs ouvriers et à leurs machines.

« C'est le siège de l'immoralité, de la fatigue au delà de leur force imposée aux ouvriers, surtout ceux du sexe féminin ; c'est la désorganisation dans les ménages d'ouvriers dont les uns sont à l'atelier, et les autres on ne sait où, le défaut de surveillance des parents sur leurs enfants.

« On peut y ajouter le danger pour les accidents du travail, car il est rare que les ouvriers ne s'endorment pas à un moment de la nuit.

« Un des grands inconvénients de ce travail forcé, si tous les établissements s'y mettaient, ce serait une surproduction qui à certains moments amènerait l'avalissement des prix et plus tard la ruine complète de l'industrie.

« Ce qui prouve que beaucoup d'ouvriers dans les Vosges n'en sont pas

partisans, c'est que nous en recevons à chaque instant qui quittent les établissements où l'on travaille la nuit pour venir chez nous s'adonner seulement au travail de jour ; nous attendons encore en ce moment un contre-maître qui quitte une filature où l'on vient d'organiser le travail de nuit.

« En un mot, le travail de nuit est contraire à la santé, à la moralité, à l'esprit de famille des ouvriers, à la bonne fabrication, à la prospérité de l'industrie. »

M. BUFFET. — C'est un patron qui parle ainsi, ce n'est pas un ouvrier.

M. WADDINGTON. — Permettez-moi de vous citer encore M. Vincent, qui a une certaine expérience du travail de nuit ; il l'a appliqué à un moment donné, et voici comment il s'exprime : « Le travail de nuit occasionne une promiscuité de tous les âges et de tous les sexes. C'est un milieu favorable à la prostitution. Nos transformations industrielles nous avaient amené à adopter le travail de nuit ; les scènes regrettables qui se passaient dans l'usine m'ont déterminé à y renoncer. »

Libre à vous de supposer des intentions intéressées à M. Vincent ou à tel autre patron.

M. BUFFET. — J'ai l'honneur de connaître M. Vincent, et je suis bien loin de suspecter ses intentions.

M. RICHARD WADDINGTON. — Voici une déposition d'un patron du Nord :

« Messieurs, certaines dépositions reçues par vous au cours de votre enquête parlementaire dans le Nord pourraient laisser croire que la majorité des industriels est favorable au travail de nuit dans les usines. Ce serait une fâcheuse erreur ; je suis au contraire persuadé que la très grande majorité des industriels y est opposée. Je crois de mon devoir de joindre ma protestation à celle de MM. Thiberghien frères.

« Le travail de nuit est condamné par toutes les lois de l'hygiène ; il ruine la santé physique de l'ouvrier, il ruine aussi sa santé morale.

« Il est destructif de la famille : il sépare le mari de sa femme, les enfants des parents ; les repas même ne peuvent plus être pris en commun ; le foyer n'existe plus.

« Le travail de nuit est encore la cause, dans l'atelier et au dehors, de désordres dont l'existence est trop connue dans nos villes manufacturières pour qu'il soit nécessaire d'insister sur ce point.

« Le travail de nuit est donc à la fois antisocial et immoral. »

Avant de terminer, je ne peux pas résister au plaisir de vous citer un autre témoignage qui aura d'autant plus de poids pour vous qu'il émane des représentants d'une usine qui a été longtemps dirigée par un homme dont la mémoire nous est chère, de M. Claude, des Vosges. M. Buffet vous disait tout à l'heure que si beaucoup d'industriels ne travaillaient pas la nuit, c'est

qu'ils n'avaient pas la main-d'œuvre à leur disposition ; je suis bien aise de trouver la réponse à cette assertion dans une bouche aussi autorisée :

« Je ne travaille jamais de nuit. J'ai la main-d'œuvre à ma disposition. Je fais tous les efforts possibles pour augmenter le prix de la main-d'œuvre de mes ouvriers. Au point de vue physique et moral, il y a une grande différence entre les ouvriers de mon usine et ceux des usines qui travaillent de nuit. Presque tous mes ouvriers sont de petits propriétaires installés en dehors de l'établissement. Quiconque a souci du développement de la famille ouvrière ne saurait être partisan du travail de nuit.

« La journée de travail est de douze heures dans mon établissement. Le travail de nuit pourrait me procurer un bénéfice de 10 centimes par kilogramme ; je n'ai point cédé à cette tentation...

« Si je n'ai pas — écoutez ceci — amené d'ouvriers pour protester contre le travail de nuit, c'est que je ne voudrais pas que mon opinion leur arrivât, au cas où, dans deux ans, par suite de la concurrence intérieure due à la liberté du travail de nuit, je serais amené à suivre l'exemple de mes confrères. »

Voilà le danger. Vous entendez le langage courageux, humain et honnête de cet homme : il vous dit ce que vous diront tous les industriels. Ah ! vous croyez, Messieurs des Vosges, que vous avez le monopole du travail de nuit et que vous avez peut-être sous ce rapport un avantage sur vos concurrents d'autres régions de la France ?

Détrompez-vous, demain ce ne sera plus 250,000 broches, ce sera 300, 400,000 broches qui fonctionneront dans les Vosges ; le travail de nuit gagnera de proche en proche le Nord, la Normandie ; deux filatures de la contrée du Nord ont adopté ce système.

La Normandie, qui avait échappé à ce que j'appellerai cette contagion fâcheuse, cette plaie hideuse du travail de nuit, la Normandie, aujourd'hui, est atteinte ; à l'heure qu'il est, il y a deux ou trois filatures de coton qui, imitant l'exemple des Vosgiens, ont organisé le travail de nuit.

Prenez-y garde, ce n'est pas dans telle ou telle localité, c'est dans toute la France que vous verrez l'industrie adopter cette funeste organisation. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Je suis presque arrivé, Messieurs, à la fin de mes observations. Il ne me reste qu'à vous parler de la concurrence étrangère dont il ne faut pas se préoccuper en cette matière. Vous le savez, l'interdiction du travail de nuit existe, je puis dire à peu près chez toutes les nations voisines. Nous allons du reste, si vous le voulez bien, les passer en revue.

Angleterre : interdiction du travail de nuit. Suisse : interdiction absolue du travail de nuit. Autriche : interdiction du travail de nuit, sauf quelques réserves à peu près semblables à celles que nous introduisons dans notre projet de loi. Pays-Bas : interdiction du travail de nuit. En Allemagne, comme je vous le disais hier, l'interdiction du travail de nuit résulte des conclusions de la conférence de Berlin et fait partie du projet de loi soumis en ce moment au Reichstag. Étant données les dispositions bien connues de l'empereur et du chancelier actuel de l'empire, il n'y a pas lieu de supposer un

instant que la résistance qui a fait échouer un projet pareil, il y a deux ou trois ans, se renouvelle aujourd'hui. D'après l'attitude du gouvernement allemand, nous pouvons être assurés que l'interdiction du travail de nuit sera chose acquise en Allemagne dans quelques mois.

Parmi les pays manufacturiers, il en est un, il est vrai, où l'interdiction du travail de nuit des femmes n'existe pas, c'est la Belgique. Là, suivant de loin votre exemple, les législateurs belges se sont bornés à interdire le travail de nuit pour les jeunes filles mineures. Mais, sauf la Belgique, dans tous les pays qui nous entourent, même en Russie, dans tous les pays industriels dont nous avons à redouter la concurrence, l'interdiction du travail de nuit fait partie de la législation.

Vous n'avez donc pas à craindre la concurrence extérieure, et la situation ne comporte plus qu'une question de concurrence intérieure.

J'arrive maintenant à la question la plus délicate et qui a certainement attiré plus particulièrement votre attention dans le discours de l'honorable M. Buffet : je veux parler de la perte de salaire et de la perte de production.

Parlons d'abord de la perte de production. Un peu plus, on aurait fait miroiter devant nos yeux, en faveur du travail de nuit, la crainte de l'importation des filés étrangers. Eh bien, Monsieur Buffet, soyez rassuré à cet égard.

M. BUFFET. — Je n'ai pas parlé de cela.

M. RICHARD WADDINGTON. — Vous avez cependant parlé des filés étrangers.

M. BUFFET. — Oui, mais simplement dans une citation que j'ai faite.

M. RICHARD WADDINGTON. — En tous cas, cette crainte existe et elle a été manifestée par certaines personnes. Mais vous pouvez, Messieurs, être rassurés en ce qui concerne les Vosges. Oui, pendant très longtemps, le tissage dans les Vosges n'a pu trouver dans l'industrie locale les filés dont elle avait besoin. C'est le résultat malheureux de la séparation de l'Alsace, dont les filatures alimentaient les tissages des Vosges. Depuis 1871 la situation s'est un peu modifiée; de nouveaux établissements se sont créés dans les Vosges.

Lorsque nous sommes allés dans ce département, il y a huit ou dix mois, on nous a cité, établissement par établissement, 130 ou 150,000 broches en voie de se créer. Vous aurez donc, dans un avenir très prochain, si ce n'est pas déjà fait pour certains de ces établissements, une production en filés qui viendra combler le vide produit par la suppression du travail de nuit.

Mais à présent est-il si difficile de maintenir la production dans les usines où le travail de nuit sera supprimé? M. Buffet disait : « Vous avez deux filatures de 40,000 broches donnant du travail à tant d'ouvriers; si elles travaillent de nuit, cela représente la production de 80,000 broches ». Ce n'est pas tout à fait exact, mais j'accepte l'argument tel qu'il a été donné.

Messieurs, il est assez facile, sans créer un établissement complet, d'arriver à la même production. Je le déclare encore une fois, il n'y a pas

d'équivoque dans ce débat, il n'est pas question du travail de nuit pour les hommes; il n'en a jamais été question et celui qui vous parle, en particulier, ne serait pas partisan de l'interdiction pour cette catégorie de travailleurs.

Je sais bien qu'on cherche à confondre les deux questions; mais, comme je le disais hier à la tribune, il faut établir une énorme différence entre elles. Autant je suis disposé à faire tout ce qui est humainement possible pour les femmes et pour les enfants, autant je suis, non pas indifférent, ce n'est pas le mot, aux réclamations des hommes, mais réservé à l'égard des mesures législatives qui auraient trait à leur travail.

Il n'est pas question d'interdire le travail de nuit des hommes, qui pourront être occupés à leur besogne actuelle.

En filature, le travail de préparation se divise en deux parties : la première — je parle ici devant des hommes qui connaissent la matière, comme M. Jules Ferry et d'autres encore — concerne les batteurs, la carderie, par exemple; ce travail peut, en général être confié à des hommes. Par conséquent, pas de difficulté sur ce point.

Il en est de même des métiers à filer. — Là encore, vous pouvez continuer à charger de cette besogne les hommes.

Par conséquent, il ne reste que la seconde partie, c'est-à-dire cette partie intermédiaire du travail qui était confiée d'une façon générale aux femmes et qu'il faudra retrouver sous une autre forme. Ce sera une chose des plus simples. Il ne s'agit pas, en effet, de doubler le travail, mais d'ajouter un certain nombre de machines à l'établissement qui existe déjà. Grâce à ces additions relativement peu coûteuses, la production et, ce qui est plus important, les salaires, pourront être maintenus.

Si ces industriels sont en prospérité, et je le crois, parce que, depuis de longues années, à raison de leur organisation spéciale, ils profitent d'un supplément de bénéfices qui se chiffre par huit ou dix centimes par kilogramme, ces additions de matériel pourront être facilement effectuées.

Il existera donc pour les femmes deux sources de travail, si elles n'ont plus le travail de nuit à leur disposition : d'une part, les nouvelles usines ouvertes, les nouvelles broches créées, et, d'autre part, l'augmentation du matériel existant par l'adjonction de nouvelles machines de préparation destinées à alimenter la fabrication, qui continueraient à marcher la nuit, et qui seraient surveillées demain par des hommes, comme elles le sont, du reste, aujourd'hui.

D'ailleurs, Messieurs, ce commencement d'organisation prévaut dans certains pays. C'est ainsi qu'à Roubaix, dans une réunion toute récente, les peigneurs de laine, imitant l'exemple d'un de leurs confrères, ont annoncé à la Commission de la Chambre, qui les a entendus, qu'ils avaient l'intention de confier le peignage de nuit à des hommes. Par conséquent, on obtiendra, là aussi, le maintien de la production.

Mais j'ai hâte, Messieurs, de terminer mes observations, et comme, selon moi, le point capital du débat est la question de santé des ouvriers et l'atteinte qui serait portée au développement de notre population, je veux pour finir, mettre sous vos yeux quelques extraits du rapport fait par l'Académie de médecine.

A la suite, en effet, de la décision négative prise par le Sénat, la Commission de la Chambre des députés a cru bon de soumettre cette question si délicate à l'appréciation de l'Académie de médecine. Voici en quels termes M. Rochard, l'honorable rapporteur désigné par ce corps savant, s'exprime au sujet du travail de nuit :

« La privation de sommeil est l'une des plus pénibles qu'on puisse endurer; elle devient plus cruelle encore lorsqu'il s'y joint un travail monotone et fatigant par la répétition des mêmes mouvements.

« Elle est surtout fatale à la santé des femmes. A ce régime elles maigrissent, s'anémient et bientôt tous les désordres normaux qu'entraîne l'appauvrissement du sang se succèdent et s'enchaînent en même temps que leur vue s'affaiblit et s'altère par ce travail accompli pendant de longues heures à la lumière vacillante du gaz.

« Lorsqu'elles sont mères, leur lait se tarit; la santé du nourrisson, déjà fortement compromise par leur absence continuelle, est définitivement sacrifiée. Dans le jour, elles ont la ressource de les déposer à la crèche, mais celle-ci ferme le soir, l'enfant reste jusqu'au lendemain dans son berceau sans soins et sans nourriture.

« Nous nous préoccupons à juste titre en France de notre natalité insuffisante, de la mortalité excessive des enfants du premier âge et nous avons fait une loi pour les protéger. Le complément de cette loi tutélaire, c'est la suppression du travail de nuit pour les femmes, car il atteint les populations ouvrières dans leur source même, en épuisant les mères de famille. »

Et voici la conclusion de l'Académie de médecine, adoptée à l'unanimité des membres présents :

« En se tenant, bien entendu, sur le terrain de l'hygiène, l'Académie déclare qu'une loi qui autoriserait les femmes à travailler la nuit dans les manufactures, usines et ateliers, aurait pour leur santé les conséquences les plus désastreuses. »

Autant qu'il m'a été possible, Messieurs, j'ai voulu mettre sous vos yeux les témoignages apportés à l'enquête tant par les patrons que par les ouvriers, c'est-à-dire par tous ceux qui sont intéressés à la solution de la question.

Je vous ai lu l'avis de l'assemblée la plus compétente au point de vue de la santé; et je me demande, avec un économiste bien connu, Stuart Mill, si ce n'est pas le cas d'appliquer son axiome dans l'espèce qui nous intéresse.

Voici comment il s'exprime dans son livre sur la *Liberté* :

« Le droit individuel est de faire tout ce qui ne nuit pas; le droit social est d'empêcher tout ce qui nuit. »

C'est sous l'autorité de ces paroles que je veux formuler mes conclusions.

Je ne veux pas faire ici, comme on le disait l'autre jour, une affaire de sentiment; je ne veux pas faire appel à votre humanité, je ne veux pas faire appel à votre cœur, car je sais très bien que, quelles que soient nos convictions, quelque différentes que soient nos opinions sur la solution à adopter, nos cœurs battent à l'unisson, je le sais.

Je ne veux faire appel qu'à votre raison et à votre prévoyance patriotique.

C'est en obéissant à ces considérations, c'est en vous inclinant devant un intérêt supérieur que vous adopterez les conclusions que vous soumet votre Commission. C'est dans l'intérêt des générations futures, c'est dans l'intérêt de la défense nationale; c'est, enfin, dans l'intérêt physique et moral de toutes nos populations ouvrières, que vous voterez le principe de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes dans les usines, manufactures et ateliers. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. BUFFET. — Messieurs, je n'abuserai pas des quelques moments d'attention que le Sénat veut bien m'accorder. Je n'ai rien à objecter à la première partie du discours de l'honorable M. Waddington. De quoi a-t-il parlé, en effet, dans cette première partie de son discours?

Est-ce de la répartition du travail limité entre le jour et la nuit? Non. Il a parlé d'abord d'un grand nombre d'ateliers de l'industrie parisienne où le travail de nuit vient s'ajouter au travail de jour par des veillées prolongées qui épuisent réellement les forces des ouvrières. Je lui ferai remarquer que l'article 4 n'est pas nécessaire pour prévenir cet abus.

Vous avez limité la durée du travail; on ne pourra donc pas, à un travail de jour qui aura atteint la limite légale, ajouter le travail de nuit.

Le travail pourra avoir lieu dans ces ateliers la nuit ou le jour, mais il ne pourra pas dépasser la limite légale, à moins qu'il ne soit impossible d'assurer l'exécution de la loi.

Mais qu'y a-t-il de commun entre les veillées des ateliers parisiens et l'organisation du travail par équipes qui existe dans les Vosges et ailleurs? L'existence de ces deux équipes a, indépendamment des avantages que j'ai signalés, celui de rendre absolument impossible toute prolongation abusive du travail, et cela sans que l'inspecteur ait besoin d'intervenir. L'arrivée de la seconde équipe fait cesser nécessairement le travail de la première.

Quel inconvénient peut-il donc y avoir à permettre que le travail commencé à minuit finisse à midi, une autre équipe le reprenant à midi pour finir à minuit, et chacune des deux équipes d'ouvriers et d'ouvrières ayant exactement la même portion de jour et de nuit. Quel inconvénient, je le répète, cela peut-il présenter?

On ne vous a cité et on n'a pu trouver que des opinions de patrons.

Je ne veux pas les discuter; mais ce que je tiens à répéter à l'honorable M. Waddington, c'est qu'il n'est pas vrai que le travail avec les deux équipes puisse être réalisé dans toutes les filatures. Il y a des filatures qui, à raison du grand nombre de broches qu'elles ont déjà, absorbent toute la main-d'œuvre disponible.

M. RICHARD WADDINGTON. — On peut faire venir des ouvriers, Monsieur Buffet; cela se fait constamment.

M. BUFFET. — Non; permettez-moi de le dire, ce n'est pas ce qui se fait ordinairement dans le département des Vosges.

Je ne dis pas qu'il n'y ait pas d'ouvriers étrangers; mais savez-vous ce qui a favorisé le développement de l'industrie cotonnière dans les

Vosges? Il y a eu deux causes : une qui a perdu de son importance, le moteur hydraulique plus économique que la vapeur; l'autre, surtout dans la région montagneuse, l'abondance, le bas prix de la main-d'œuvre, et pourquoi? Parce que, comme vous le disait une des personnes dont vous avez signalé la déposition dans un sens contraire, parce que la main-d'œuvre est fournie par une population agricole et même par de petits propriétaires. Cette population, par la nature du travail agricole dans les montagnes, était très peu occupée dans ces petites fermes; lorsque la famille était nombreuse, le travail de chacun de ses membres était peu rémunéré : ils vivaient très pauvrement, souvent gênés, souvent obligés de contracter des dettes. Quand l'industrie s'est développée, un certain nombre de membres de la famille sont entrés dans les usines, les autres continuaient leurs occupations agricoles.

Ceux qui travaillaient dans la filature ou le tissage revenaient le soir chez eux. Leurs dépenses n'étaient guère augmentées et, si vous me permettez cette expression familière, c'était tout profit; l'aisance de ces familles s'est trouvée beaucoup accrue. Généralement, les manufactures dans les Vosges ne prennent que les ouvriers établis dans un certain périmètre autour d'elles. Je ne dis pas que cette règle soit sans exception, mais c'est le cas le plus ordinaire.

Vous avez cité des opinions de patrons, très honorables assurément, qui sont hostiles au travail de nuit et dont la sincérité est incontestable. J'ai aussi, de mon côté, invoqué l'autorité d'autres patrons, et en plus grand nombre, qui protestent contre la suppression du travail de nuit, sans y recourir eux-mêmes. Si les patrons sont divisés sur cette question, comme je l'ai reconnu, les ouvriers et les ouvrières le sont très peu. Presque tous réclament le maintien du travail de nuit, les femmes mariées surtout, parce que, grâce aux deux équipes, elles peuvent s'occuper de leurs enfants.

Dites qu'elles s'imposent ainsi une existence bien dure, nul ne le conteste; mais je vous demande encore une fois quelle amélioration vous apportez par l'article 4 à leur sort. Vous le rendez pire encore. Il y a un très grand nombre de femmes qui travaillent ainsi depuis bien des années et dont la santé n'a été nullement altérée.

D'ailleurs, quand le travail est organisé avec ces équipes mixtes qui ont chacune une part de jour et de nuit, comment y aurait-il là une cause d'abâtardissement de la race? Sans doute dans les Vosges, la race n'est pas forte, mais cela tient à d'autres causes. Cela tient, comme M. Claude vous l'a dit, à la consommation excessive de l'alcool et à une alimentation trop peu substantielle. Je connais des industriels dont la sollicitude est très éveillée sur ce point et qui s'appliquent avec persévérance à améliorer le régime alimentaire de leurs ouvriers et qui arriveront ainsi à les fortifier.

M. LE MONNIER. — La santé publique est compromise.

M. BUFFET. — Je ne crois pas du tout que la santé publique soit compromise.

M. LE MONNIER. — Cependant l'Académie de médecine dit le contraire. (*Mouvements divers.*)

M. BUFFET. — M. Waddington vous citait le fait de la fabrique de Saint-Chamond. Je ferai remarquer, sans attacher d'ailleurs une grande importance à cette observation, que cette fabrique est constituée aujourd'hui dans des conditions contraires à la loi que vous faites.

M. TOLAIN. — Nous l'avons dit.

M. BUFFET. — Elle travaille de 4 heures du matin à 10 heures du soir.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais elle ne fait que huit heures et demie de travail.

M. BUFFET. — Quoique j'aie souvent visité des manufactures et des usines, je ne me crois nullement compétent pour juger la direction de ces établissements; mais, malgré l'assertion contraire de M. Waddington, je tiens pour absolument incontestable que, quoi qu'on fasse, la suppression du régime des deux équipes aura pour effet une énorme réduction du travail.

Eh bien, je vous demande encore une fois ce que feront les ouvriers congédiés. Que deviendront-ils? Vous me dites qu'on construit dans le département des Vosges, aujourd'hui, un grand nombre d'établissements nouveaux ou plutôt qu'on y installe une grande quantité de broches nouvelles et de métiers. C'est possible. Mais ces établissements ne sont pas tous dans les localités où fonctionne aujourd'hui le système de la double équipe.

M. WADDINGTON. — Il y sont presque tous.

M. BUFFET. — Mais pas le moins du monde!

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une erreur; ils sont dans un cercle très restreint.

M. BUFFET. — En vérité, Monsieur le Rapporteur, vous parlez de cela avec une désinvolture singulière.

Comme je l'expliquais tout à l'heure, il y a un grand intérêt pour ces ouvriers, je ne dis pas à ne pas s'expatrier, mais même à ne pas s'éloigner du canton, de la commune où ils résident, car ce déplacement changerait les conditions de leur existence. Beaucoup d'entre eux sont de petits propriétaires et emploient une partie du jour, qu'ils se sont réservée grâce au travail de nuit, à soigner leurs propriétés, et vous voulez les traiter comme des ouvriers nomades pouvant se transporter sans le moindre inconvénient d'un lieu à un autre! Messieurs, je supplie le Sénat de ne pas porter à la liberté une aussi grave atteinte et de ne pas avoir la prétention de connaître mieux que les intéressés eux-mêmes ce qui leur convient. (*Très bien! très bien! à droite. — Aux voix!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il va être procédé au vote par division sur le premier paragraphe de l'article 4.

Il n'y a pas d'opposition en ce qui concerne les enfants âgés de moins de 18 ans et les filles mineures? . . .

Sur divers bancs. — Non ! Non !

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets alors aux voix le premier paragraphe de l'article, en réservant ces mots : « et les femmes ».

J'en donne une nouvelle lecture :

« Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}. »

(Le premier paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

Je mets aux voix maintenant ces mots : « et les femmes ».

Il va être procédé au scrutin.

(Le scrutin a lieu. — MM. les secrétaires opèrent le dépouillement des votes.)

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	242
Majorité absolue.....	122
Pour l'adoption.....	171
Contre.....	71

Le Sénat a adopté. (*Applaudissements à gauche.*)

Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 1^{er}.

(Le paragraphe 1^{er} est adopté.)

Sur les paragraphes 2, 3 et 4, il n'y a ni orateurs inscrits, ni amendements.

Je mets aux voix ces trois paragraphes, dont je donne une nouvelle lecture :

« § 2. — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit.

« § 3. — Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 1 heure du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne

dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

« § 4. — Il sera accordé à certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

(Les paragraphes 2, 3 et 4 sont adoptés.)

Nous arrivons à l'amendement de M. Le Guen.

Voix diverses. — A jeudi! A lundi! A demain!

M. LE PRÉSIDENT. — On demande le renvoi de la discussion.
Il n'y a pas d'opposition?...

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous en sommes arrivés, Messieurs, à l'amendement de M. Le Guen sur le paragraphe 5 de l'article 4.

Cet amendement consiste à ajouter à ces mots: « Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées, » ceux-ci « et aux prescriptions de l'article 3 de la présente loi. »

M. TOLAIN, *rapporteur*. — Messieurs, depuis que la loi de 1874 est appliquée, l'administration a pris en réalité toutes les mesures nécessaires pour ne pas entraver l'exercice de l'industrie des salaisons.

La Commission est toute disposée à maintenir le *statu quo* et à ne gêner en aucune façon l'exercice de cette industrie. Par conséquent, puisque nous sommes en première lecture, je prie M. Le Guen de vouloir bien demander — et nous l'accepterons — le renvoi de son amendement à la Commission. Dans l'intervalle des deux lectures, nous nous mettrons d'accord avec lui pour régler la situation.

M. LE GUEN. — Je pensais que M. le rapporteur aurait accepté le renvoi, même en première lecture.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous l'acceptons.

M. LE PRÉSIDENT. — Si l'amendement est renvoyé à la Commission, celle-ci sera naturellement obligée de faire un rapport en première lecture.

M. LE GUEN. — Je ne tiens pas à m'imposer au Sénat et à faire un discours qui pourrait être inutile aujourd'hui. Si la Commission accepte le renvoi, j'espère arriver à une entente avec elle.

Dans le cas où l'accord ne pourrait pas se faire, je présenterais les raisons qui militent en faveur de mon amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Le Guen, d'accord, ce me semble, avec M. le rapporteur, demande le renvoi de son amendement à la Commission, laquelle délibérera et viendra rendre compte au Sénat en première lecture de l'avis qu'elle doit lui soumettre.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, c'est un engagement un peu formel que nous demande en ce moment M. Le Guen.

Comme je le disais tout à l'heure, l'administration a pris, à différentes reprises, toutes les mesures nécessaires pour que l'industrie de la salaison ne fût en aucune façon entravée.

Nous ne demandons pas mieux, je le répète, que de maintenir le *statu quo* pour cette industrie; mais vouloir nous obliger à faire un rapport en première lecture, à l'heure présente, quand peut-être demain ou après-demain — nous ne le savons pas au juste — la session sera close, c'est nous demander un engagement ferme que nous ne pouvons pas prendre. (*Très bien ! à gauche.*)

Je prie M. Le Guen de vouloir bien accepter le renvoi sans cet engagement ferme. (*Interruptions à droite.*) Je vous assure, Messieurs, que nous sommes très sincères, que nous n'avons nullement l'intention de nous dérober à la discussion et que, s'il nous est impossible de nous engager à apporter une solution aussi prompte qu'on nous la demande, nous en apporterons assurément une et que nous nous mettrons d'accord, j'en suis convaincu.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, Monsieur le Rapporteur, ce n'est pas un renvoi, c'est un ajournement que vous demandez?

M. LE GUEN, Messieurs, je ne voudrais pas aujourd'hui soutenir une discussion au fond sur mon amendement, mais je ne puis pas accepter qu'il soit simplement ajourné pour n'être soumis à l'examen du Sénat qu'en seconde délibération. Je serais ainsi privé de la faculté de le présenter à nouveau si, en première lecture, je n'obtenais pas le résultat que je crois absolument indispensable à l'industrie dont je défends les intérêts.

Si la Commission voulait bien accepter le renvoi, et si, avant la fin de la première lecture, quel qu'en doive être le jour, — et ce jour peut ne pas être très prochain, — si, dis-je, j'avais l'espoir ou plutôt la certitude d'obtenir un vote du Sénat en première lecture et la possibilité par conséquent de re-

voir textuellement la question en seconde lecture, j'ajournerais volontiers la discussion dans l'espoir de présenter une solution, d'accord avec la Commission. Mais, si je n'avais pas cette certitude, je serais dans la nécessité de demander au Sénat de statuer dès aujourd'hui sur la proposition que j'ai eu l'honneur de déposer avec plusieurs de nos collègues.

Veuillez me permettre, Messieurs, d'ajouter cette observation : M. le rapporteur nous dit que des circulaires administratives ont réglé la situation et accordé les tolérances nécessaires pour que l'industrie qui me préoccupe ne soit pas entravée. Je le reconnais volontiers ; je sais que, grâce à la bienveillance de l'administration, il n'y a pas péril en la demeure et que la prolongation du *statu quo*, jusqu'à ce que la loi en discussion soit définitivement votée, ne présente pas en fait d'inconvénient ; mais, lorsqu'on vote une loi et lorsque, dans cette loi, on introduit, après avoir posé des règles générales, les exceptions qu'il est nécessaire d'accorder à certaines industries, il m'est absolument impossible d'admettre que l'industrie dont je me préoccupe doive rester sous le régime de la tolérance administrative.

Il faut que nous ayons une situation établie régulièrement et en vertu de la loi. C'est précisément pour éviter ce régime de la tolérance et établir un régime légal que le Sénat a voté en 1889, alors que nous discussions cette loi qui nous revient de la Chambre des députés, la même disposition que je reprends aujourd'hui, et que j'espère lui avoir adopté de nouveau.

Il avait reconnu la nécessité de nous mettre sous la protection d'une situation légale. Je ne ferai que demander au Sénat de persister dans les sentiments qui ont dicté le vote émis par lui en 1889, d'accord avec la Commission, sur l'objet de notre amendement.

M. HALGAN. — Ce n'est pas une question nouvelle ; la Commission la connaît depuis longtemps.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, vous êtes en présence de deux propositions : M. Le Guen demande que son amendement soit renvoyé à la Commission, sans engager la discussion. La Commission, de son côté, propose l'ajournement à la seconde délibération, en se déclarant très sympathique à l'amendement de M. Le Guen, mais cependant sans prendre aucun engagement.

M. Le Guen insiste-t-il pour le renvoi à la Commission ?

M. LE GUEN. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la proposition de M. Le Guen.

(La proposition est adoptée. — L'amendement est renvoyé à la Commission.)

Je mets aux voix le 5^e paragraphe de l'article 4, qui n'est l'objet d'aucune contestation et sous réserve, bien entendu, de l'amendement de M. Le Guen.

Ce paragraphe est ainsi conçu :

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées. »

(Le 5^e paragraphe est adopté.)

Je donne lecture du 6^e et dernier paragraphe de l'article 4.

Il est conçu en ces termes :

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

(Le 6^e paragraphe de l'article 4 est adopté.)

M. Buffet propose un paragraphe additionnel, conçu en ces termes :

« Les ouvriers et ouvrières, privés de travail par l'application des prescriptions du présent article, recevront de l'État, pendant toute la durée de leur chômage, une indemnité journalière égale aux trois quarts de leurs salaires. »

M. BUFFET. — Messieurs, l'amendement que je sou mets au Sénat n'a pas besoins de longs commentaires. . .

A gauche ironiquement. — Oh ! non !

M. BUFFET. — Non, il n'est pas besoin de longs développements pour prouver qu'il est conforme aux principes de la plus stricte justice.

Il est incontestable que la suppression du travail de nuit, du travail des deux équipes, — dont j'ai longuement exposé l'organisation devant le Sénat, — aura pour effet de priver un assez grand nombre non seulement d'ouvrières, mais d'ouvriers employés dans les filatures, de leur travail.

Il est certain qu'aujourd'hui, avec les deux équipes, une filature ayant vingt mille broches emploie le même nombre d'ouvriers que si, avec une seule équipe, elle en avait quarante mille. Par la disposition de l'article 4, vous supprimez donc tout le travail de la moitié environ des ouvrières et ouvriers employés dans cette filature. Cela est incontestable.

Que feront ces ouvriers ? Si vous prenez les chiffres qui ont été donnés dans les rapports, concernant le nombre des broches qui, dans le département des Vosges, avaient la double équipe ou le travail de jour et le travail de nuit, vous verrez qu'on en compte, je crois 250,000 ; c'est donc, puisque le travail est doublé, le travail de 250,000 broches que vous supprimez.

Ainsi c'est bien par un acte législatif que vous enlevez aux ouvriers et aux ouvrières de ces 250,000 broches un travail qui non seulement ne

leur répugnait pas, mais pour lequel le plus grand nombre manifestait sa préférence. Ce chômage inévitable est donc incontestablement le fait de la loi... (*Bruit à gauche.*)

Je ne pense pas que mon assertion puisse rencontrer la moindre contradiction. Puisque ce chômage n'est pas un chômage indépendant de votre action, tel que celui qui se produit quelquefois par suite des crises de l'industrie ; puisque c'est un chômage que vous aurez causé volontairement, il me paraît évident que vous êtes tenus à une réparation envers les ouvriers auxquels vous l'imposez.

Je m'incline, Messieurs, devant une décision prise par vous à une très forte majorité, décision que je n'approuve pas, mais qui me paraît malheureusement définitive. Vous avez cru rendre ainsi un très grand service, en général, à l'industrie ; mais vous ne pouvez pas faire de la misère de quelques milliers d'ouvriers la rançon des avantages que vous avez voulu procurer à l'ensemble de la classe ouvrière. Le dommage que vous leur avez causé, vous êtes, je le répète, tenus de le réparer.

M. Tolain, lui-même, ne méconnaît pas ce dommage, car il dit : « Croyez-vous qu'il ne se trouve pas un procédé, un moyen, pour obvier aux inconvénients, pour adoucir la transition ? Dans tous les cas, je crois qu'on ne peut mettre les inconvénients en balance avec les avantages beaucoup plus considérables que réalisera le projet de loi qui nous est soumis. »

Ainsi, en admettant même, conformément à l'opinion de la Commission partagée par la grande majorité du Sénat, qu'il y ait là un avantage général prouvé, il n'en est pas moins vrai ni moins certain que cet avantage sera acquis, pendant un temps plus ou moins long, au préjudice d'un certain nombre d'ouvriers. Vous paraît-il juste que ceux-ci payent pour les autres ?

Je demande qu'il soit accordé aux ouvriers lésés, à titre d'indemnité, les trois quarts de leur salaire.

Je crois que ma proposition n'a rien d'exagéré ; si vous la repoussez, dites-moi ce que deviendront les ouvriers que vous condamnez fatalement au chômage. Les ouvriers qui travaillent depuis vingt-cinq, trente ans dans la filature ne peuvent évidemment pas faire autre chose. Comment vivront-ils eux et leurs familles ? On nous a dit qu'il se construisait 130,000 broches dans le département des Vosges, mais quand seront-elles installées ?... Et, d'ailleurs, elles seraient insuffisantes pour donner du travail à tous les ouvriers qui en seront privés par la suppression d'une des deux équipes.

Si mes craintes ne se réalisent pas, si le nombre actuel des broches s'accroît rapidement, eh bien, l'amendement que je propose restera sans application ; mais il est plus que probable que cet accroissement ne sera ni assez grand ni assez rapide pour prévenir le chômage d'un grand nombre d'ouvriers. Il faut donc pourvoir à une éventualité à peu près certaine et qui résultera de l'application de la loi.

L'honorable rapporteur a dit qu'on trouverait un procédé ; le seul que j'aie trouvé est celui que je propose ; s'il en connaît un autre, ce serait le moment de nous l'indiquer. (*Rires approbatifs à droite.*)

M. LE RAPPEUR. — Messieurs, je ne veux présenter que quelques

courtes observations pour vous prier de repousser l'amendement de l'honorable M. Buffet. Il inaugure, en matière législative et en matière économique, un système tout nouveau : celui de l'expropriation qui avait déjà été soutenu par l'honorable M. Chovet.

Messieurs, dès que cette idée s'est fait jour dans le Sénat, je me suis permis de faire remarquer que toutes les législations antérieures, que la loi de 1841 qui a dépossédé les enfants de 8 ans du droit de travailler, que la loi de 1848 qui avait dépossédé les adultes du droit de travailler plus de douze heures, que la loi de 1874, que toutes les lois enfin qui ont limité le temps pendant lequel le travailleur pouvait exercer son activité auraient pu donner naissance à une indemnité préalable, par application de la loi sur les expropriations.

Je ne veux pas entrer, Messieurs, dans le détail des conséquences d'un pareil système; je me bornerai à faire observer qu'il y a une autre éventualité prévue, qui pourrait donner lieu à une indemnité préalable : nous demandons le repos hebdomadaire, et l'honorable M. Buffet, lui, demande tout spécialement le repos du dimanche. Or, c'est encore là une limitation du temps de travail. Devons-nous indemniser les travailleurs qui seront ainsi dépossédés de leur droit au travail un jour par semaine. Aurons-nous le devoir de réparer le préjudice que nous leur aurons causé, et de créer ainsi une nouvelle catégorie de rentiers de l'État?

Poser une pareille question, c'est la résoudre. Quand, au milieu de nos transformations industrielles, on vient soutenir une pareille thèse au point de vue économique, il n'est pas nécessaire de la combattre longtemps devant le Sénat qui, assurément, n'hésitera pas à la repousser. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. BUFFET. — Messieurs, M. le rapporteur vient de dire que je proposais au Sénat une grave innovation. Je lui ferai remarquer que cette innovation correspond à une innovation au moins aussi grave que le Sénat a consacrée par sa décision. C'est en effet, la première fois que le législateur interdit à un ouvrier un travail que cet ouvrier acceptait et préférait.

M. THÉZARD. — C'est une erreur ! Vous avez eu la loi portant interdiction du travail le dimanche.

Un sénateur à gauche. — Et la loi de 1848 qui a réduit la journée de travail à douze heures.

M. BUFFET. — M. le rapporteur a dit encore que, lorsqu'on avait limité la durée du travail des enfants dans les manufactures et même celle du travail des femmes, on n'avait pas proposé d'indemnités.

La question n'est pas du tout la même. Les parents n'ont pas le droit d'abuser des forces naissantes de leurs enfants; on ne les exproprie donc en rien en les obligeant à ne les utiliser que dans de justes limites.

Mais ici il s'agit d'adultes auxquels vous n'imposez pas un chômage d'un jour, comme on disait tout à l'heure, mais auxquels vous enlevez le travail

de toute la semaine. On n'a rien répondu, parce qu'on ne pouvait rien répondre à mon assertion, qu'il y aura un très grand nombre d'ouvriers, dans les Vosges, totalement privés de leur travail par l'effet de la prescription de l'article 4. Cette prescription est une nouveauté et, à mon sens, une très regrettable nouveauté ; vous êtes d'un autre avis, mais cela ne vous dispense pas d'indemniser les ouvriers qui en souffriront du dommage très réel et très considérable que vous leur aurez causé.

A gauche. — Aux voix ! aux voix !

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ?
Je mets aux voix le paragraphe additionnel proposé par M. Buffet.

(Le paragraphe additionnel n'est pas adopté)

Je donne lecture de l'article 5.

« Art. 5. — Les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} plus de six jours par semaine, ni les jours de fêtes reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier.

« Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. »

Il y a, sur cet article, un amendement de M. Chesnelong et de plusieurs de ses collègues, il est conçu en ces termes :

« Les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés, dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. »

M. CHESNELONG. — Messieurs, l'amendement que plusieurs de mes honorables amis et moi avons l'honneur de présenter au Sénat a pour objet de fixer au dimanche le jour du repos hebdomadaire pour les femmes et les enfants protégés par la loi.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner le côté religieux de la question. Pour moi, comme pour tous les chrétiens, la loi du repos du dimanche a la majesté et la grandeur d'un commandement divin ; elle est, selon la parole d'un illustre orateur, l'un des éléments du droit-principe, de ce droit qui, à partir du jour où il fut promulgué, ne recula jamais et fut sacré à toujours.

Mais précisément parce que la loi du dimanche fait partie du droit-principe, elle n'est pas seulement une loi religieuse ; elle est aussi une loi familiale, économique et sociale. Elle touche à la fécondité du travail par les garanties qu'elle lui offre, à la dignité de la vie de famille par la protection qu'elle lui assure, aux droits des consciences par la sauvegarde qu'elle leur donne. C'est à ce triple point de vue que je me placerai pour soutenir mon amendement. Il y a là un terrain sur lequel nous devrions tous nous rencontrer dans un sentiment commun.

Messieurs, il faut à l'homme un jour de repos par semaine pour que sa faculté de travail puisse s'exercer dans toute son intensité. (*Très bien! très bien! à droite.*) A cet égard nous sommes tous d'accord, puisque la Commission admet la nécessité d'un jour de repos hebdomadaire.

Je n'ai donc pas à m'arrêter aux deux objections qui pendant longtemps se sont produites contre le repos du dimanche. Je me borne à les indiquer en constatant qu'elles sont désormais abandonnées.

Non, le repos du septième jour ne diminue pas les ressources que l'ouvrier se procure par son travail. Lorsque ce jour de repos lui manque, il perd par l'affaiblissement des forces infiniment plus que la continuation ininterrompue du travail ne pourrait lui apporter de gain ; il s'affaïsse prématurément, victime en quelque sorte de la violation d'une loi qui ne peut être impunément bravée parce qu'elle est la condition première du maintien et du renouvellement des forces.

Non, le repos du septième jour ne diminue pas, tant s'en faut, la production générale et, par suite, la richesse du pays. Bien que de nos jours les machines prennent une place de plus en plus grande dans l'œuvre de la production, elles ne sont, après tout, que des forces obéissantes qui ont besoin d'un moteur intelligent pour être mises en action.

Donc le travail de l'homme est et restera toujours le grand créateur de la richesse. J'ajoute que le jour du repos n'est pas perdu pour cette création, car, ce jour-là, l'homme se refait et se répare ; il se met en mesure d'apporter au travail des six autres jours des forces retrempées, une vigueur renouvelée, un entrain plus courageux et plus résolu. Le jour de repos, non moins que les jours de travail, loin d'appauvrir le pays, contribue aussi au développement effectif de sa richesse. (*Très bien! très bien! à droite.*) Encore une fois, l'accord est fait sur ces deux points et je n'ai pas à y insister.

De même, nous sommes tous unanimes à reconnaître que si un jour de repos par semaine est nécessaire à l'ouvrier adulte, en possession d'une force acquise qui est arrivée en quelque sorte à son maximum d'intensité, il est plus indispensable encore pour les enfants dont les forces sont naissantes ou en voie de croissance, comme aussi pour les femmes elles-mêmes dont la constitution physique est plus faible que celle de l'homme et que l'excès de fatigue pourrait rendre incapables de remplir comme il convient les devoirs laborieux et sacrés de la maternité.

Jusqu'ici, il me semble que j'ai eu la bonne fortune d'être d'accord avec la Commission. Mais voici le point de dissentiment entre elle et nous.

L'article 5 du projet de loi prescrit pour les enfants et pour les femmes de tout âge un jour de repos hebdomadaire sans déterminer ce jour. Cet article est à la fois un progrès et un recul par rapport à la loi de 1874. Il est un progrès puisqu'il étend la mesure aux femmes, alors que la loi de 1874 n'avait stipulé que pour les enfants et les filles mineures ; il est un recul parce que la loi de 1874 assurait le repos du dimanche nominativement désigné, tandis que l'article 5 du projet de loi se borne à prescrire un jour de repos qu'il ne désigne pas et qui pourra ne pas être le dimanche.

Notre amendement accepte le progrès et ne veut pas du recul. Il prend la disposition de la loi de 1874 en l'étendant aux femmes de tout âge. Nous es

timons, en effet, que le jour de repos doit être le même pour tous, que, par conséquent, il doit être déterminé par la loi et qu'il ne peut dès lors être autre que celui qui est désigné par la coutume, par les mœurs, par la tradition universelle non seulement dans notre pays, mais chez tous les peuples de l'Europe, et même dans toutes les contrées chrétiennes ou civilisées des autres continents; je dis chrétiennes ou civilisées, parce que, depuis que le christianisme a transformé le monde, la civilisation et le christianisme ne se séparent plus. (*Très bien! très bien! à droite*).

Voilà tout notre amendement; bien des considérations le justifient; j'indiquerai rapidement les principales.

Il y a, d'abord, une raison circonstancielle qui n'est pas, je l'avoue, une raison de droit rigoureux, mais qui me paraît avoir néanmoins une gravité considérable : c'est qu'il serait très regrettable de désavouer les propositions qui ont été faites au nom de la France à la conférence internationale de Berlin. Et ici, je parle non seulement au nom de notre éminent collègue, M. Jules Simon, que j'ai l'honneur de voir devant moi, qui est partisan du repos du dimanche appliqué non seulement aux femmes et aux enfants, mais encore aux ouvriers de toutes les industries, qui n'a pas caché son sentiment personnel dans la conférence internationale de Berlin, et qui, je l'espère, apportera tout à l'heure à notre amendement l'appui de cette parole dont la puissance égale le charme. (*Très bien! très bien!*) Je parle non seulement de l'honorable M. Jules Simon, mais aussi de l'honorable rapporteur de la Commission. Il a été, dans le congrès de Berlin, membre de la Commission qui fut chargée d'élaborer la question du repos du dimanche, et, dans cette Commission, il fit une proposition en deux articles.

Par l'un de ces articles, il demandait qu'on fixât un jour de repos hebdomadaire pour les ouvriers de toutes les industries; mais, par l'autre article, il demandait que ce jour de repos hebdomadaire fût fixé au dimanche pour les femmes et les enfants protégés par la loi. Et, lorsque, dans une autre séance, vint le moment du vote, l'honorable M. Tolain s'abstint sans doute sur une proposition qui fixait au dimanche le jour du repos hebdomadaire pour tous les ouvriers de l'industrie; mais, quand la même proposition fut faite pour les femmes et les enfants protégés par la loi, il la vota avec tous ses collègues et resta ainsi fidèle à l'initiative que, sur ce second point, il avait lui-même prise.

Je ne puis pas croire que l'honorable M. Tolain puisse combattre devant le Sénat un amendement qui ne fait que reprendre une proposition dont il eut le grand honneur de prendre l'initiative à la commission de la conférence internationale de Berlin. En tous cas, j'espère que le Sénat ne consentira pas à retirer, je ne veux pas dire l'engagement qui a été pris, mais au moins l'assurance morale et presque la parole qui a été donnée dans la conférence de Berlin au nom de la France. (*Nouvelle approbation à droite*.)

Je passe à une raison d'un autre ordre : je dis qu'il est nécessaire de fixer le même jour de repos dans tous les établissements visés par la loi si l'on veut que la loi soit effectivement exécutée.

Si, en effet, le jour de repos est le même partout, la surveillance sera facile et l'exécution de la loi pourra être assurée; mais si chaque établisse-

ment veut fixer le jour de repos selon son gré, si ce jour varie de manufacture à manufacture, d'atelier à atelier, la surveillance sera très difficile; elle deviendra presque impossible dans certains cas, et l'efficacité de la loi ne sera pas garantie. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*)

Ceci, Messieurs, n'est pas seulement mon opinion personnelle; c'est aussi l'avis des inspecteurs du travail. Ces fonctionnaires, qui voient de près les réalités pratiques, s'accordent à reconnaître, d'un côté, que la loi de 1874, en ce qui concerne le repos du dimanche, s'applique avec facilité, et que les contraventions deviennent de plus en plus rares et, d'un autre côté, que l'indétermination du jour de repos rendrait la surveillance très difficile, les infractions à la loi très fréquentes, et compromettrait l'efficacité de la réforme.

Voici quelques extraits des rapports de ces inspecteurs que j'ai retrouvés dans la remarquable pétition adressée au Sénat par le Comité de la ligue populaire pour le repos du dimanche :

« La mesure du repos hebdomadaire substitué au dimanche, dit l'un d'eux, ne modifierait pas les usages existants, mais elle rendrait, à notre avis, la surveillance presque impossible. Le service éprouverait dans l'application beaucoup de difficultés en raison des fausses déclarations qu'il devrait redouter. Les conséquences de la loi actuelle (de la loi de 1874), dit un autre, sont des plus favorables au point de vue de la famille et au point de vue social. Il importe que ce jour de repos soit le même pour tous. »

Enfin, Messieurs, voici ce que dit, à son tour, un inspecteur départemental de la Seine, dans des termes que je n'apprécie pas, mais qui donnent à son opinion un relief très significatif : « L'application rencontrerait des difficultés, si la loi en préparation ne désignait pas nominalement le jour de la semaine consacré au repos, dût la société laïque sembler emprunter à l'église l'une de ses plus anciennes prescriptions. »

Ce sont là des appréciations très claires, très formelles, en même temps que très autorisées. Vous voulez faire une grande réforme. Prenez garde, si vous n'adoptez pas notre amendement, de n'aboutir qu'à une impuissance qui s'aggraverait encore du mépris même de la loi. (*Très bien! très bien! à droite.*)

Ce n'est pas à dire qu'il ne sera pas de l'intérêt des établissements visés par la loi que le jour du repos soit le même partout, du moment qu'un jour de repos est obligatoire. Quelle gêne en effet pour la marche de leurs affaires, pour la facilité de leurs échanges, pour la rapidité de leurs marchés et de leurs correspondances, pour les rapports de toutes sortes entre les établissements divers qui concourent à la même production, aussi bien qu'entre ces établissements et les maisons qui achètent leurs produits, quelle gêne, dis-je, et souvent quels retards préjudiciables si le jour du repos varie non seulement de pays à pays, mais encore dans notre pays d'établissements à établissements, de maisons de production à maisons de vente!

En vérité, établir des jours de repos variables pour des activités qui sont solidaires les unes des autres, ce n'est ni raisonnable, ni prévoyant, ni

sensé. Vous jetteriez ainsi le trouble et l'incobérence dans des rapports où l'harmonie est nécessaire et où cette harmonie ne peut naître que d'une régularité uniforme, je pourrais dire d'une similitude complète dans le roulement des jours de repos et des jours de travail. (*Approbation à droite.*) C'est l'évidence même! J'en appelle à tous ceux qui ont été mêlés, à quelque degré que ce soit, à la vie industrielle du pays; je suis sûr qu'ils ne me contrediront pas. (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.*)

Messieurs, j'ai hâte d'arriver à deux considérations d'un ordre plus haut qui me paraissent dominer tout ce débat; la première touche aux intérêts les plus vitaux et les plus sacrés des familles ouvrières de nos centres industriels.

Si vous ne fixez pas au dimanche le jour de repos, qu'en résultera-t-il pour ces familles? Mettons-nous un instant en présence des faits.

Voici une jeune mère, ses enfants sont encore à la salle d'asile ou à l'école; le dimanche les enfants rentrent au foyer. La mère peut s'en trouver éloignée, si elle est attachée à une industrie qui aura choisi un autre jour de repos. Les enfants restent seuls; ils sont livrés à tous les hasards et à tous les périls de la rue, la mère ne peut pas les tenir sous sa garde et les couvrir de sa sollicitude. Je vous le demande avec une inquiétude qu'assurément vous partagez tous, que deviendront les enfants? que deviendra la famille? Je vous supplie de vous placer en face de cette double interrogation.

Je fais une seconde hypothèse qui, sous le régime de l'article 5, tel que la Commission le propose, pourra être une poignante réalité.

Voici donc une mère plus âgée; elle a des enfants plus nombreux. Quelques-uns de ces enfants vont encore à l'école; d'autres sont, comme elle-même, attachés à divers ateliers industriels. Si la loi admet la diversité des jours de repos, il pourra arriver et il arrivera certainement que les plus jeunes enfants seront le dimanche, au foyer, livrés à un périlleux abandon, que le lundi, par exemple, d'autres enfants, des jeunes filles peut-être, resteront seules à la maison, maîtresses d'elles-mêmes, sans que leur mère puisse veiller sur elles, et que le mardi, la mère, à son tour, aura la liberté de sa journée, mais qu'elle aura la douleur de ne pas pouvoir la consacrer aux soins et à la garde de ses enfants.

Ne vous y trompez pas, Messieurs, c'est la désorganisation de la famille : elle pourra sortir, elle sortira fatalement de l'indétermination du jour de repos. Notre amendement écarte ce péril, il fait du jour du dimanche le jour de la reconstitution du foyer. Sans doute cette reconstitution pourra ne pas être entière : le père pourra y manquer, parce que vous ne stipulez encore que pour les femmes et pour les enfants. Mais au moins les mères et les enfants se retrouveront au foyer commun et pourront se retremper ensemble dans l'atmosphère fortifiante des sentiments de famille. (*Très bien! très bien! à droite.*)

Est-ce que ce ne serait pas là un grand bien pour les familles ouvrières de nos centres industriels? Voyez donc ce qu'est le dimanche pour les familles ouvrières de nos campagnes! Ce jour-là, dans le foyer en fête, les affections se retrouvent, les cœurs se rapprochent, les âmes se confondent;

l'aïeul, le père, la mère, les enfants se groupent dans une tendre solidarité et renouvellent, en quelque sorte, leur provision de courage, de dévouement, de fidélité au devoir, d'ardeur au travail, de force, au besoin, pour lutter contre les épreuves et les difficultés de la vie.

Laissez-moi ajouter, car ceci est vrai au moins pour l'immense majorité des familles de nos campagnes, laissez-moi ajouter que la pensée de Dieu plane sur ces épanchements du foyer et en vivifie les tendresses, en les consacrant par un respect plus haut dans un amour plus grand. (*Vive approbation à droite.*)

Proudhon, qui n'était pas suspect de cléricalisme, avait vu cela, et sa rude nature en avait été attendrie. Cet homme dont les audaces paradoxales avaient été trop souvent comme des défis jetés à la vérité, mais qui, quand il la rencontrait parfois, savait la marquer d'une empreinte saisissante, a écrit, sur le dimanche au regard de la famille, des paroles touchantes, que je vous demande la permission de vous citer; la citation sera du reste très courte : « La joie du dimanche se répand partout. Les douleurs plus solennelles sont moins poignantes; les regrets moins amers. Les sentiments s'épurent; les époux retrouvent une tendresse vive et respectueuse, l'amour maternel ses enchantements. La piété des fils s'incline avec plus de docilité sous la tendre sollicitude des mères. »

Et c'est cela que vous vous refuseriez à sauvegarder pour les familles ouvrières de nos centres industriels? Et c'est cela que vous vous exposeriez à compromettre? Ah! songez-y bien, Messieurs, assurer à l'ouvrière mère de famille un jour de repos quelconque dans la semaine, c'est peut-être suffisant pour son corps, mais ce n'est pas assez, non, ce n'est pas assez pour son cœur, pour son âme, pour sa famille, pour ses enfants, pour ses devoirs envers eux. Allez plus loin, ou plutôt montez plus haut! Rendez le dimanche à la famille; rendez, ce jour-là, la mère aux enfants, et les enfants à la mère; la mère et les enfants vous en béniront.

Vous aurez travaillé pour l'union et pour la dignité des familles ouvrières et, par cela seul, vous aurez travaillé pour la stabilité et pour la paix de la société. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Je parlais tout à l'heure des familles ouvrières de nos campagnes; j'en parlais avec un sincère respect, car je les connais. Je les ai vues de près et j'y ai souvent rencontré de rares vertus, à côté d'admirables dévouements.

Savez-vous ce qui maintient dans ces familles cette union qui les fait si fortes, cette stabilité qui les rend si patientes et si vaillantes, cette sérénité qui les rend si paisibles et quelquefois si heureuses malgré l'humilité de leur condition? c'est le respect de la loi du dimanche. Là, au contraire, où le foyer est désagrégé le dimanche comme les autres jours, plus que les autres jours, est-ce que la famille n'est pas atteinte dans sa racine? Est-ce qu'elle ne perd pas, pour une très grande part, son charme et sa cohésion? Est-ce que les affections ne s'y affaiblissent pas? Est-ce que le désordre n'y pénètre pas? Est-ce que le mal n'est pas là, flagrant, pressant, douloureux? Est-ce que vous ne le voyez pas, et est-ce que, le voyant, vous avez le droit de vous en désintéresser? Donc, Messieurs, au nom des familles ouvrières pour

qui notre amendement serait un grand bienfait, je vous conjure d'adopter notre amendement. (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.*)

J'invoque aussi le respect qui est dû à la liberté des consciences.

On a prétendu dans une autre enceinte, on dira peut-être ici dans un moment que notre amendement, parce qu'il désigne le dimanche, blesse la conscience de ceux qui, au point de vue religieux, n'acceptent pas la loi du repos dominical.

Mais en quoi donc, s'il vous plaît? Que fait notre amendement? Il assure le repos du dimanche à toutes les personnes protégées par la loi; mais chacune d'elles pourra user de ce repos comme il lui conviendra.

Les unes, j'en suis convaincu, en profiteront pour remplir, suivant leur foi, leurs devoirs religieux tels que cette foi les leur impose; les autres ne songeront pas peut-être à ces devoirs dont elles ne prennent pas un très grand souci.

Aux unes comme aux autres l'amendement laisse une pleine liberté.

Que veut-on de plus? Et comment peut-on nous dire que notre amendement blesse, en quoi que ce soit, la liberté de conscience des personnes qui n'ont pas le respect de la loi du dimanche, en tant que loi religieuse?

Voyons! est-ce que cela est sérieux? vous avez une loi qui assure le repos du dimanche à tous les fonctionnaires publics. Parmi eux, il s'en trouve bien quelques-uns qui sont indifférents ou même passionnément hostiles à l'endroit des choses religieuses. Est-ce que, jamais, il est entré dans la tête d'aucun d'entre eux qu'en lui accordant, le dimanche, un jour de loisir dont il est fort heureux de profiter, la loi a offensé sa conscience de libre penseur?

Et naguère, Messieurs, au conseil municipal de Paris, sur la proposition de M. Vaillant, une majorité très imposante a voté que le repos du dimanche — entendez-le bien, le repos du dimanche, nominativement désigné, et non pas un jour quelconque de repos hebdomadaire — serait accordé aux ouvriers égoutiers de la capitale.

Est-ce que ces honorables ouvriers, d'autant plus dignes d'intérêt que leur travail est moins attrayant et plus rude, dont plusieurs peut-être n'ont pas de très vives croyances religieuses, se sont plaints de cette résolution du conseil municipal et s'en sont sentis froissés? Est-ce que le conseil municipal lui-même, dont la majorité ne saurait être soupçonnée d'un trop vif attrait pour les croyances chrétiennes, a cru faire un acte de confession religieuse et un acte de contrition, comme on l'a dit à la Chambre des députés, en votant cette motion? Non, les uns et les autres ont reconnu que la liberté de leur conscience n'avait rien à voir dans une mesure qui, si elle favorise pour les croyants les pratiques de leur foi, n'impose aucune prescription religieuse à ceux qui ne croient pas. (*Très bien! très bien! à droite.*)

Après cela, il est bien évident, Messieurs, que notre amendement ne porte atteinte à aucun degré à la liberté de qui que ce soit. Mais il sauvegarde — et ceci est très différent — la liberté de conscience des ouvriers chrétiens. Car enfin, si ce n'était pas la loi qui détermine le jour du repos hebdomadaire, qui donc le fixera?

Ce sera et ce ne pourra être que le patron. Vous me direz que la plupart des patrons choisiront le dimanche. Je veux être entièrement sincère; eh

bien, je le crois, parce que c'est leur intérêt, je le crois aussi, parce que, — je rends bien volontiers cet hommage à nos chefs d'industrie, — ils n'ont pas seulement la préoccupation d'améliorer la condition des ouvriers, ils ont aussi le généreux souci de respecter la dignité et la liberté de leurs âmes. Donc, la plupart choisiront le dimanche, je l'espère. Mais il pourra s'en rencontrer, il s'en rencontrera nécessairement qui, soit par hostilité contre les choses religieuses, soit par indifférence, soit même parce qu'ils croiront, en choisissant un autre jour que le dimanche, pouvoir plus aisément échapper aux exigences de la loi, comme le redoutent, je l'ai montré tout à l'heure, les inspecteurs du travail, il s'en rencontrera, dis-je, qui, au lieu de désigner le dimanche comme jour de repos, désigneront un autre jour.

Eh bien, Messieurs, lorsque des ouvriers chrétiens se voient contraints, par la volonté d'un maître de qui dépend leur existence, de se livrer, le dimanche, à un travail que leur foi leur interdit, la liberté de leur conscience est réellement et outrageusement violée, et la loi a, non seulement le droit, mais le devoir d'intervenir pour la protéger. (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.*)

Et qu'on ne me dise pas que l'ouvrier ou plutôt que l'ouvrière, puisque c'est des femmes qu'il s'agit dans le projet de loi actuel, qu'on ne me dise pas que l'ouvrière est libre, qu'elle peut se protéger elle-même en quittant l'atelier où elle est obligée de travailler le dimanche, pour aller dans un autre où le repos du dimanche est respecté. Oui, elle est libre, elle peut se protéger elle-même si elle a cet autre atelier à sa portée ou à sa disposition. Mais si cet atelier lui fait défaut? Ah! oui, dans ce cas, elle est libre encore de se condamner à des privations, à des sacrifices, peut-être à la misère, pour affranchir sa foi; elle est libre dans ces conditions-là. Mais si elle n'est pas capable de cette immolation héroïque, elle doit subir la double servitude d'une exigence tyrannique qui opprime son droit et d'une situation qui ne lui permet pas de le défendre. Je ne connais pas de dépendance plus amère et plus cruelle.

Et les enfants! Vis-à-vis d'eux, la double servitude dont je viens de parler est encore plus odieuse; car la faiblesse de l'enfant est une faiblesse sacrée.

Un patron n'a pas le droit de disposer de son âme contre la foi et contre le vœu de sa famille. Non, il n'a pas ce droit, et, s'il se l'arroe, il commet un acte d'usurpation tyrannique, et la loi s'en rend complice, si elle ne s'y oppose pas, si elle ne prend pas sous sa protection cette conscience d'enfant qui ne peut pas se faire respecter elle-même. (*Très bien! à droite.*)

Messieurs, nous ne vous demandons pour les ouvrières mères de famille et pour les enfants que la liberté; mais nous demandons une liberté garantie, une liberté loyale, sincère, qui soit une réalité protectrice, qui ne soit pas une fausse enseigne. Nous n'acceptons pas, nous ne pourrions jamais accepter que la liberté puisse être en France l'oppression de toutes les croyances par toutes les négations, l'oppression de toutes les consciences chrétiennes qui sont l'immense majorité des consciences françaises, par je ne sais quel esprit de domination sectaire qui aurait l'arrogante prétention de faire de ces consciences chrétiennes des consciences esclaves. Non, nous n'accepterons jamais cela.

Et voilà pourquoi, au nom du respect dû à la vraie liberté, à la liberté des consciences loyalement et équitablement comprise, je conjure encore le Sénat d'adopter notre amendement. (*Très bien! très bien! à droite.*)

Voilà, Messieurs, les raisons que je voulais soumettre au Sénat pour justifier l'amendement que nous avons eu l'honneur de lui proposer. Elles ont, par elles-mêmes, un caractère d'évidence qui se voit, qui se touche, qui éclate avec une irrésistible clarté et qui défie toute contestation.

M. BUFFET. — Très bien!

M. CHESNELONG. — Aussi, dans les discussions précédentes, au Sénat comme à la Chambre des députés, ne les a-t-on jamais abordées de front. J'ose dire qu'il en sera de même aujourd'hui, quel que puisse être le talent de nos contradicteurs.

On se bornera à opposer à notre amendement deux sortes de fins de non-recevoir que j'ai le devoir d'examiner avant de descendre de cette tribune.

Voici, Messieurs, la première de ces fins de non-recevoir. Il suffit, dirait-on, que la loi prescrive un jour de repos par semaine, les mœurs feront le reste. Le dimanche sera le jour de repos généralement adopté.

Vous reconnaissez donc que le repos du dimanche est dans les mœurs. Alors pourquoi ne pas le mettre dans la loi?

Je comprends que, quand une disposition est bonne en soi, la loi hésite cependant à l'édicter si elle est repoussée par les mœurs. Je comprends encore mieux que, quand une disposition est mauvaise en soi, la loi ne veuille pas la sanctionner, alors même qu'elle est conforme aux mœurs. Mais quand une disposition est à la fois excellente en soi et en harmonie avec les mœurs de tout un pays, il m'est véritablement impossible de comprendre qu'on refuse de lui donner la consécration de la loi et de la couvrir de son autorité.

Direz-vous que le domaine de la loi ne peut pas s'étendre à tout et qu'il y a des choses qui échappent à ses réglementations? Cela est vrai, sans doute; mais nous ne sommes pas dans ce cas. Quand il s'agit d'assurer à la vie de famille une condition essentielle de sa dignité et de sauvegarder le droit des consciences, la loi, je le disais tout à l'heure, a non seulement le droit incontestable, mais aussi le devoir impérieux d'intervenir; elle manquerait à sa mission si elle ne le faisait pas. (*Très bien! très bien! à droite.*)

Direz-vous encore que mon amendement est inutile parce que, sans que la loi s'en mêle, le dimanche sera le jour de repos le plus généralement adopté? Je me suis franchement expliqué sur ce point; j'espère que les exceptions seront peu nombreuses; mais il y aura certainement des exceptions. Eh bien, quand un intérêt sacré est en jeu, quand cet intérêt crée un droit, quand ce droit est en péril, ne fût-ce qu'au détriment d'une minorité, ne fût-ce même qu'au détriment d'une seule famille, au détriment d'un seul homme, il reste toujours le droit, et la loi est tenue de le garantir. (*Nouvelles et vives marques d'approbation à droite.*)

La première fin de non-recevoir est donc absolument inadmissible.

J'arrive à la seconde fin de non-recevoir.

On nous dit que la question a été tranchée par l'abrogation de la loi de 1814 sur l'interdiction du travail du dimanche, qu'il n'y a plus à y revenir et que les pouvoirs publics ne peuvent se démentir.

Messieurs, lorsqu'en 1880 on a abrogé la loi de 1814, j'ai eu l'honneur de monter à cette tribune pour défendre très énergiquement le principe de cette loi; et je n'ai pas à coup sûr changé de sentiment; je viens, d'un autre côté, de soutenir notre amendement. Je crois donc bien connaître la loi de 1814 et l'amendement que nous avons l'honneur de présenter aujourd'hui; et je déclare que je ne puis pas comprendre comment on peut conclure de l'abrogation de l'une au rejet de l'autre; car, entre les deux, il n'y a absolument que des différences.

La loi de 1814 interdisait le travail ostensible du dimanche et prescrivait la fermeture des cabarets à l'heure des offices. Il n'y a rien de pareil dans notre amendement. Celui-ci assure le repos du dimanche dans les établissements et dans les ateliers industriels. Il n'existait rien de semblable dans la loi de 1814. La loi de 1814 ne faisait pas ce que fait notre amendement; notre amendement fait ce que la loi de 1814 ne faisait pas. Comment alors pouvez-vous soutenir que notre amendement fait revivre à quelque degré que ce soit la loi de 1814? Entre les deux, il n'y a absolument rien de commun.

Si ce n'était que ma pensée personnelle, bien qu'elle s'appuie sur des faits irrécusables, elle pourrait vous être suspecte. Mais c'était aussi la pensée du législateur de 1880 lorsqu'il abrogea la loi de 1814. Il y a en effet, dans notre législation actuelle, beaucoup de dispositions analogues à l'amendement que nous vous présentons aujourd'hui. C'est, dans la loi de germinal an x, l'article qui est relatif au repos du dimanche pour les fonctionnaires; c'est, dans la loi de 1814, l'article qui est relatif au repos du dimanche pour les enfants; c'est, dans la loi de 1851, l'article qui prescrit le repos du dimanche pour les apprentis; enfin c'est, dans la loi de 1874, l'article qui assure le repos du dimanche aux enfants et aux filles mineures.

Mais toutes ces dispositions législatives étaient antérieures à l'abrogation de la loi de 1814. Est-ce qu'elles furent atteintes par cette abrogation? Est-ce qu'elles n'ont pas continué à être appliquées? Est-ce qu'elles ne le sont pas encore? Est-ce que vous ne votez pas, chaque année, au chapitre du budget relatif aux inspections, des crédits destinés à assurer l'exécution de ces lois? Et alors il m'est impossible de comprendre et personne ne viendra ni justifier, ni même expliquer — je ne redoute à cet égard aucune contradiction — comment on peut légitimement faire argument de l'abrogation de la loi de 1814 pour frapper d'une sorte de déchéance préventive un amendement qui ne fera que reproduire, en l'étendant aux femmes, l'article de la loi de 1874 qui, malgré l'abrogation de la loi de 1814, est encore, au su de tous et avec le concours annuel des pouvoirs publics, en pleine et complète vigueur. Qu'on réponde à cela! (*Assentiment à droite.*)

Cette seconde fin de non-recevoir s'écroule d'elle-même, elle ne repose absolument sur aucun fondement.

Je termine, Messieurs, par une dernière réflexion. On parle beaucoup aujourd'hui de réformes sociales. A mon sens, la première à accomplir, celle

qui profiterait à tout le monde et qui ne nuirait à personne, ce serait d'affranchir l'ouvrier, sa femme, ses enfants du travail du dimanche et de leur rendre ainsi la liberté de leurs devoirs et de leurs affections, un gage de force et de santé, et aussi la garantie d'une vie de famille stable et honorée dans la concorde, dans la paix et dans la dignité. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*)

Ce serait là, Messieurs, une œuvre de préservation et de relèvement; l'Angleterre, la Suisse, les États-Unis vous y ont, depuis longtemps, devancés. D'autres grandes nations de l'Europe se préparent à l'entreprendre dès demain. La France fut toujours le pays des initiatives généreuses, elle ne saurait rester en arrière.

Le projet de loi qui vous est présenté aujourd'hui vous fournit l'occasion de faire un pas dans cette voie.

Ne le faites pas à demi. A ces ouvrières, mères de famille, qui pendant les six jours de la semaine sont attachées, dans des ateliers industriels, à un travail en quelque sorte mécanique que le devoir relève sans doute, mais qui enfin laisse sommeiller leurs facultés et leurs sentiments les meilleurs, accordez, avec le repos du dimanche, la joie saine et fortifiante de se retrouver ce jour-là dans leur foyer rempli et de pouvoir y exercer, avec toute leur âme et tout leur cœur, pour le bien de tous, ce beau ministère de la maternité dont, dans une de nos dernières séances, l'honorable M. Jules Simon nous parlait avec tant d'éloquence et que rien assurément ne peut remplacer. Assurez aussi le repos du dimanche aux enfants pour que, ce jour-là, ils ne soient pas séparés de leur mère et qu'ils ne se trouvent pas condamnés à un abandon qui serait contre la nature et qui, par cela même, tournerait tôt ou tard contre la société. (*Très bien! très bien! à droite.*)

Je supplie le Sénat de s'élever au-dessus des préjugés sophistiqués qui ont trop longtemps obscurci cette question, et de la juger avec sa sagesse, avec son impartialité, avec sa justice et aussi avec son cœur. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*) A mon avis, il se ferait très grand honneur en acceptant notre amendement. (*Vifs applaudissements. — L'orateur en regagnant sa place reçoit les félicitations d'un grand nombre de ses collègues.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission vous demande de repousser l'amendement proposé par l'honorable M. Chesnelong. Aucun membre de la Commission ne se dissimule l'intérêt qu'il peut y avoir, pour les populations industrielles, à voir adopter le même jour de repos pour tous les travailleurs. (*Très bien!*) Il n'y a à cet égard aucune divergence d'opinion: je dois même faire remarquer, comme le faisait tout à l'heure l'honorable M. Chesnelong, qu'il est dans nos mœurs, nos usages, d'accepter le dimanche comme jour de repos hebdomadaire.

C'est seulement lorsque la force des choses ou les habitudes elles-mêmes de certaines industries nécessitent des exceptions, que le repos du dimanche n'est pas pratiqué. Par conséquent il n'y a, dans notre pays, aucune espèce de parti pris pour ne pas choisir le dimanche comme jour de repos hebdomadaire. Le législateur de 1874 avait témoigné de son bon vouloir dans cet ordre d'idées en fixant le dimanche comme le jour de repos hebdomadaire

pour les enfants et les filles mineures. Il ne pouvait y avoir aucun doute sur la bonne volonté de tous à cet égard. Il y avait eu non seulement le vote du Parlement, mais encore l'administration ne demandait pas mieux que d'appliquer la loi. Qu'est-il arrivé cependant ?

L'administration, en face de nécessités économiques, de certaines habitudes de la population, a été obligée de faire successivement un nombre relativement considérable d'exceptions, d'autoriser à enfreindre la loi ou à ne pas l'appliquer : pour les verreries, les pâtisseries, les blanchisseries, pour grand nombre de professions, où l'administration, malgré la loi, a été amenée soit à fermer les yeux, soit à permettre une certaine tolérance.

Tel est le motif pour lequel, indépendamment d'autres raisons que je vais énoncer aussi brièvement que possible, nous demandons aujourd'hui au Sénat de ne pas fixer le dimanche d'une façon absolue comme jour de repos hebdomadaire.

M. Chesnelong a fait allusion à l'attitude que certains membres de cette Assemblée avaient tenue à la conférence de Berlin. Messieurs, ceux qui ont eu l'honneur de représenter la France à la conférence de Berlin se sont conduits comme ils ont cru devoir le faire pour que la France sortît de cette conférence avec sa liberté d'action pleine et entière. Qu'est-il arrivé ?

M. Chesnelong indiquait tout à l'heure quelle avait été l'opinion de mon honorable collègue M. Jules Simon et la mienne : mais cette opinion est tout entière exprimée dans le volume qui vous a été distribué et dans le rapport qui est signé par l'honorable M. Jules Simon lui-même et sur les termes duquel nous étions tous tombés d'accord. J'y trouve ce passage que je ne puis m'empêcher de vous citer :

« Nous avons reconnu, et l'un de nous l'a fait avec une insistance particulière, les avantages considérables que présenterait l'adoption d'un même jour de repos pour tous les travailleurs, mais nous avons le devoir de nous souvenir que nos usages, nos mœurs, se prêteraient difficilement pour un grand nombre de personnes à cette obligation légale et que de plus une loi récente du 14 juillet 1880 avait abrogé la loi du 18 novembre 1814 sur le repos du dimanche et des fêtes religieuses, sans toutefois porter atteinte à l'article 57 de la loi organique du 18 germinal relatif aux fonctionnaires de l'État. »

Voilà quelle était notre opinion, voilà ce que nous avons dit. Il n'y a donc aucune espèce d'équivoque ; et, puisque M. Chesnelong m'a cité plus particulièrement, permettez-moi de remettre sous vos yeux le passage où il est question de moi dans le compte rendu des séances.

« M. Tolain se préoccupe aussi des nécessités industrielles et du résultat moral à poursuivre. Dans son discours d'ouverture, Monseigneur Kopp a bien marqué qu'il ne s'agit pas de célébrer le dimanche : il résulte de là qu'il vaut mieux se placer sur le terrain du repos hebdomadaire qui, en fait, aboutira au dimanche. M. Tolain a fait à la Commission un exposé de la législation française et de l'état des mœurs qui vient à l'appui de son opinion, et il a déclaré qu'en France il y aurait une impossibilité morale et matérielle à fixer un jour unique de repos. » (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Je dois ajouter que, dans la conférence de Berlin, c'est M. le Ministre de Belgique qui, le premier, a présenté des observations au point de vue de l'application d'un jour unique de repos, en faisant toutes les réserves nécessaires et en disant : « Oui, il est désirable que le dimanche soit le jour universel de repos pour tous les travailleurs; mais il faut laisser à chaque pays le délai, le temps et la possibilité de réaliser cet idéal. » (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.*)

Voici donc, Messieurs, comment la question se pose : croyez-vous que l'heure et le jour soient venus d'imposer le dimanche comme jour de repos obligatoire pour tous les travailleurs?

M. CHESNELONG. — Voulez-vous, Monsieur le Rapporteur, me permettre de présenter une simple observation sur la question de fait?

Je ne voudrais pas que le Sénat pût croire que je n'ai pas été absolument exact dans ce que j'ai dit relativement aux propositions faites par l'honorable M. Tolain dans la conférence internationale de Berlin.

M. Tolain reconnaîtra avec moi qu'il avait fait à la Commission de la conférence de Berlin une proposition en deux articles : par le premier, il se bornait à demander qu'un jour de repos hebdomadaire fût assuré à tous les ouvriers de l'industrie, et c'est à l'appui de cet article qu'il présenta les observations dont il vient de donner lecture.

Mais, par le second article, — je prie M. Tolain de reconnaître que c'est la très exacte vérité, — il demandait que le repos hebdomadaire fût fixé au dimanche pour les femmes et les enfants protégés par la loi. De plus, et dans le vote qui eut lieu à une séance suivante, M. Tolain, conformément à sa double proposition, s'abstint quand il s'agit d'émettre l'avis que le repos du dimanche serait assuré à tous les ouvriers de l'industrie, mais s'unît à tous ses collègues pour exprimer le vœu que le repos du dimanche, nominativement désigné, fût assuré aux personnes protégées par la loi.

Voilà tout ce que j'ai dit, et tout cela, je le répète, est très rigoureusement exact en même temps que très probant pour établir que pour les femmes et les enfants il y a eu, quant au repos du dimanche, comme une parole donnée au nom de la France.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est parfaitement exact. Seulement chacun de ces votes était précédé de la formule sacramentelle adoptée dans le congrès de Berlin. « Il est désirable », c'est-à-dire que l'on donnait à chaque pays, selon sa législation et ses mœurs, le délai nécessaire dont je parlais tout à l'heure pour réaliser cet idéal. Voilà dans quelles conditions nous avons voté.

Pour ma part, j'ai pensé et j'estime encore aujourd'hui qu'il serait désirable d'arriver à obtenir le même jour de repos hebdomadaire — je ne dis pas le dimanche — pour toutes les personnes et pour tous les travailleurs.

Je rappelle que la loi de 1874, qui ne visait que les enfants et les jeunes filles mineures, n'a pas pu être appliquée; qu'en présence des nécessités industrielles et des habitudes prises, l'administration a été obligée d'accorder de nombreuses tolérances; que ces tolérances deviendront encore plus fréquentes

parce qu'aujourd'hui nous étendons l'action de la loi aux femmes majeures, qui jadis ne figuraient pas dans ses dispositions, et je viens vous dire :

Croyez-vous que le moment soit venu, que ce soit le jour et l'heure — vous entendez bien — de mettre dans la loi une sorte d'obligation absolue ? En effet, Messieurs, il ne faut pas vous y tromper, ce que M. Chesnelong vous a demandé, ce n'est pas quelque chose d'un peu élastique, ce n'est pas quelque chose de souple ; non, il vous a demandé quelque chose d'absolu, d'entier et de complet ; il a même dit : « N'y aurait-il qu'une exception, il ne faudrait pas la permettre et la tolérer ». Eh bien, Messieurs, c'est très grave.

Je ne mets pas en doute la sincérité et la bonne foi de mon honorable collègue quand il vient dire : « Ce n'est pas une question religieuse qui est en cause, c'est une question sociale ». Mais M. Chesnelong n'est pas tout seul en ce monde, et il y a bien des gens qui voudraient tirer parti du vote que vous auriez émis en le représentant comme une sorte de manifestation religieuse. (*Très bien ! — C'est cela ! à gauche.*)

Et demain, des paroles qui ont été prononcées, du vote que vous auriez rendu, vous verriez surgir de très nombreuses et de très grosses difficultés.

A droite. Lesquelles ?

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je ne veux pas insister sur cette question. Vous comprenez combien elle est délicate. Je crois que le Sénat, sur des questions de ce genre et de cet ordre, a son opinion faite.

La Commission désire, comme nous tous ici, que le jour de repos hebdomadaire soit le même pour le plus grand nombre de travailleurs.

Nous ne pouvons pas créer, à cet égard, un régime absolu, complet, entier, parce que, je le répète, nos mœurs et nos habitudes ne s'y prêtent pas, parce que la tolérance et les exceptions sont nécessaires et que, de plus, nous ne sommes pas à l'heure où il nous serait permis d'abandonner certaines idées ; on pourrait voir là un recul, un retour en arrière sur les doctrines que nous professons en ce qui touche la liberté de conscience et la protection que nous voulons lui assurer. (*Très bien ! à gauche. Aux voix ! Aux voix !*)

M. JULES SIMON. — Messieurs, on a parlé tout à l'heure de ce qui s'est passé dans la conférence de Berlin. Je n'en aurais rien dit ; mais, puisqu'il en a été question, je veux en quelques paroles expliquer au Sénat ce que nous y avons fait, ou plutôt ce que j'y ai fait, car je ne veux m'occuper ni du rôle de M. Tolain ni de celui de nos collègues.

Il s'est passé un incident assez bizarre, que j'ai connu par M. Tolain, dans la publication des travaux de la seconde commission, qui était saisie de la question du dimanche. On a complètement omis un discours que j'avais prononcé. Je n'ai pas su, je ne sais pas encore la cause de cette omission.

M. LE RAPPORTEUR. — Voulez-vous me permettre, mon cher collègue, de vous interrompre pour vous en donner la raison. C'est que vous avez eu la modestie de ne pas demander l'impression de votre discours.

Il n'y avait pas de sténographes à la conférence de Berlin, et l'on n'a textuellement inséré au compte rendu que les discours des membres qui ont fourni leurs manuscrits.

C'est, je la répète, parce que vous avez eu la modestie de ne pas demander l'insertion de votre discours et de ne pas en fournir le manuscrit qu'il ne se trouve pas reproduit au compte rendu des séances.

M. JULES SIMON. — L'hypothèse que j'avais faite est un peu différente, mais il est bien probable que vous avez raison.

La conférence, Messieurs, était partagée en trois commissions. Je n'étais pas de la commission dont faisait partie M. Tolain et où la question du dimanche a été traitée. J'ai demandé à mes collègues, dans l'autre commission dont je faisais partie et que je présidais, la permission de m'absenter un moment pour aller dans la salle voisine prendre part à cette discussion, qui m'intéressait particulièrement : j'y suis allé, en effet ; on m'a donné la parole et j'ai parlé pendant quelques moments. Je suis ensuite retourné dans ma commission pour continuer à la présider.

M. Tolain vous a expliqué tout à l'heure qu'elle était la situation de la délégation française. Nous ne pouvions pas voter en faveur du dimanche ; mais M. Tolain n'a certes pas oublié que j'ai demandé à mes collègues la permission de déclarer que, personnellement, je voterais pour le dimanche.

La France n'a pas pu voter parce qu'elle était tenue par les lois existantes et par les instructions que le Ministre nous avait données ; mais j'ai tenu à exprimer mon opinion personnelle. Je crois que notre attitude a été très correcte, et M. Tolain a eu raison de dire que nous avions agi de telle sorte que la France ne fût nullement engagée par nos paroles.

Nous n'avions pas accepté de mission diplomatique ; si l'on m'avait offert d'aller à la conférence de Berlin en qualité de diplomate, je n'y serais pas allé. J'y suis allé — comment dirai-je ? — en qualité de philosophe ou plutôt en qualité d'homme connaissant ces matières, désigné avec beaucoup de bienveillance par mon Gouvernement, et avec la résolution formelle de ne pas prendre d'engagement qu'on pût opposer jamais au Ministre des affaires étrangères dans les discussions qu'il pourrait avoir avec une nation voisine.

Nous avons donc fait là un congrès un peu renforcé, qui n'était pas absolument un congrès libre, qui avait bien un caractère officiel, mais qui n'avait à aucun degré un caractère diplomatique.

Ce serait aller un peu loin que de dire, comme M. Chesnelong dans son très beau discours, qu'il y a parole donnée par la France. Nous avons bien parlé comme Français ; nous avons tâché de dire l'opinion de notre pays ; quand il l'a fallu, nous avons donné notre opinion individuelle ; mais nous n'étions à aucun degré chargés d'engager la France, et nous ne l'avons pas engagée. Voilà bien, n'est-ce pas, Monsieur Tolain, ce qui s'est passé ?

Je reviens maintenant à la question, et j'avoue mon embarras ; on est toujours embarrassé pour traiter une question après M. Chesnelong ; il a donné toute les raisons que je pourrais apporter. Je pense d'ailleurs, comme M. Tolain, que les opinions sont à peu près faites ; je parle ici, par conséquent comme j'ai parlé à Berlin (*Sourires*), c'est-à-dire pour exprimer ma

pensée. Dans ces conditions, il est nécessaire d'abréger, et, si le Sénat veut bien me permettre de dire quelques mots, je ferai tous mes efforts pour être bref. (*Parlez!*)

Sur cette question, comme l'a dit M. le rapporteur, presque tout le monde a son parti pris et cependant il semble qu'on hésite à se prononcer. Si j'osais dire tout ce que je pense... (*Mouvements divers. — Parlez! parlez!*)

Oh! Messieurs, je dis toujours tout ce que je pense en matière de doctrine; j'ai le droit de le dire et personne n'a le droit d'en douter. Il ne faudrait pas surtout en douter dans cette salle où vous m'avez souvent entendu défendre mes opinions et être seul de mon avis. (*Très bien! très bien!*) Peut-être cela m'arrivera-t-il encore.

Quand je dis; si j'osais dire tout ce que je pense, c'est une formule de politesse que j'emploie à l'égard de M. Tolain. (*Sourires.*) Si j'osais dire tout ce que je pense, je dirais que lui-même, M. Tolain, est dans une certaine indécision au sujet de la question, mais qu'il incline plutôt du côté du dimanche. C'est la situation générale dans notre pays.

Il y a donc quelque utilité à résumer la question. Je la résume, après M. Chesnelong, en trois propositions que voici :

« Il faut qu'il y ait un repos hebdomadaire. Il faut que ce repos hebdomadaire soit déterminé officiellement et légalement. Il faut, enfin, que cette détermination officielle porte sur le dimanche et non pas sur un autre jour.

Je vais tâcher de donner les raisons qui me déterminent; on me répondra peut-être; mais je suis dans la même disposition d'esprit que M. Chesnelong, qui disait tout à l'heure : « Cela me paraît si évident, que je ne sais pas comment on s'y prendrait pour apporter une réfutation. »

Je trouve, moi aussi, les raisons que nous avons à faire valoir si évidentes, que je me demande comment M. le rapporteur lui-même, qui est plein de talent et de ressources, — je lui rends bien cordialement cet hommage, — viendra à bout de détruire les arguments qu'il vient d'entendre développer par une bouche éloquente, et que je vais essayer de lui soumettre de nouveau très simplement.

Je ne discuterai pas la première proposition : celle du repos hebdomadaire. (*Non! non!*)

Je crois devoir insister un peu sur la deuxième quoique nous soyons d'accord et que vous disiez vous-mêmes : « Il faut que le jour soit fixé officiellement... » Peut-être avez-vous dit seulement : « Il est désirable que le jour soit fixé officiellement. » (*Sourires.*)

Oui, mon cher collègue, cela est désirable, extrêmement désirable.

D'abord s'il n'est pas fixé officiellement, je demande par qui il sera fixé, et je trouve que la question vaut la peine qu'on y réfléchisse.

Dans votre projet de loi, vous prenez un parti, si je ne me trompe : vous faites fixer le jour par le patron, puisque vous dites : « Le jour fixé sera affiché dans l'atelier ». Vous donnez ainsi au patron un droit considérable.

Le voilà investi du droit de choisir pour ses ouvriers le jour où ils se reposeront et aussitôt je vous pose cette question. Il a le droit de choisir le jour où l'on se reposera, mais, une fois qu'il l'a choisi, aura-t-il le droit de le changer? Il n'y a rien dans votre loi qui l'en empêche, et je crois pouvoir dire

que, si elle reste telle qu'elle est, le patron aura le droit de choisir le jour et il aura aussi le droit de le changer.

C'est là un privilège énorme, et je déclare que, si j'étais ouvrier, je me sentirais comme une sorte de besoin de m'associer avec mes camarades pour résister à un changement de cette espèce; je ferais grève. (*Rires.*)

Ce n'est pas une petite affaire, Messieurs, que de décider que les gens se reposeront un jour ou un autre.

D'abord, il y a la question religieuse dont vous a parlé l'honorable M. Chesnelong. Il en a parlé, lui, parce qu'il est profondément catholique et qu'il parle au nom de sa foi et de ses amis. Moi, je n'en parle pas de la même façon; j'en parle en philosophe et en libéral. Je ne suis pas un partisan de la loi de 1814. J'ai voté contre elle et je voterais encore de même s'il le fallait, parce que cette loi se rattache au principe de la religion d'État et que, par conséquent, elle est, dans une certaine mesure, un attentat à la liberté de conscience. (*Très bien! sur plusieurs bancs à gauche.*) Mais empêcher un chrétien de chômer un dimanche, je trouve, quant à moi, que c'est un bien autre attentat contre la liberté de conscience. (*Applaudissements à droite.*)

Il n'y a pas de liberté de conscience chez un peuple où quelques hommes sont les maîtres de suspendre et de rendre vaine une prescription aussi formelle que l'est, pour tous les chrétiens, — je ne dis pas seulement pour les catholiques, — la prescription du repos dominical. Ceci est l'évidence même.

L'honorable M. Chesnelong nous disait tout à l'heure : « Je reconnais que les ouvriers ne sont pas contraints, qu'ils peuvent chômer le dimanche pourvu qu'ils chôment l'autre jour qui sera désigné. Ils peuvent d'ailleurs trouver un atelier dont le chef sera un chrétien et qui, lui, désignera le dimanche. Ils n'auront alors qu'à entrer dans cet atelier-là. » Je ne sais pas jusqu'à quel point il serait avantageux pour l'ordre public, pour le repos des esprits, qu'il y eût ainsi, dans une localité, un atelier où les chrétiens pourraient aller et d'autres ateliers où leur conscience leur interdirait de travailler...

M. BLAVIER. — C'est là une considération purement politique.

M. JULES SIMON. — Je ne veux pas, en ce qui me concerne, que l'on ajoute encore aux différences qui séparent les hommes dont le culte n'est pas le même. Mais enfin, si le repos dominical n'est pas observé dans l'atelier où il se présente, l'ouvrier devra en chercher un autre.

Là il chômera le lundi ou le mardi suivant que le maître l'aura décidé. Mais chômera-t-il en outre le dimanche?

Il faut mesurer les sacrifices qu'entraînerait pour lui ce double chômage. Car ce n'est pas seulement l'ouvrier qui est ici en jeu. Le patron consentira-t-il à ce que ses ouvriers chôment le dimanche après avoir déjà chômé le lundi, le mardi ou le mercredi.

Eh bien, Messieurs, je réponds tout de suite pour le patron : il ne consentira pas, et, par conséquent, vous voyez ce que deviendra la liberté du chrétien. (*Applaudissements à droite.*) Pour moi, c'est là un argument que je regarde comme invincible : il est de toute nécessité qu'avant d'entrer dans

un atelier l'ouvrier connaisse à quoi il s'engage, comment il doit être traité, qu'il sache si dans cet atelier il lui sera permis de garder sa foi... (*Très bien! sur les mêmes bancs.*)

Pour cela, il faut que le jour de repos soit déterminé d'une façon fixe; il faut, en outre, que ce jour, après avoir été fixé, ne puisse plus être changé.

Car enfin, Messieurs, dans toute la discussion de cette loi, je me figure que je suis un ouvrier et l'effort d'imagination que j'ai à faire n'est pas aussi grand que vous l'imaginez peut-être. Je me figure donc que je suis un ouvrier, et je me demande ce que je penserais des lois que l'on fait pour moi et des obligations que l'on m'impose.

J'entre dans une fabrique; cette fabrique je l'ai choisie, quoiqu'elle fût moins avantageuse peut-être que l'autre, parce que, là, c'est le dimanche qui a été désigné pour le jour de repos; et, si demain le maître change le jour, il faut donc que je quitte cette fabrique et que j'aille demander du travail à une autre?... Mais l'autre ne m'en donnera pas. Alors j'en prendrai mon parti; je quitterai la localité, j'irai ailleurs pour voir si je rencontre quelque part un chrétien.

Est-ce que vous admettez tout cela, Messieurs? Est-ce que vous croyez que vous n'allez pas aggraver la situation déjà si dure de l'ouvrier? Est-ce que vous allez encore ajouter à tant de tristesses cette nouvelle tristesse?

Pour moi, je m'y refuse absolument. (*Très bien! très bien! à droite.*) Je désire que la loi désigne le jour, afin que l'ouvrier sache à quoi s'en tenir. Je veux qu'on ne donne aux patrons ni le pouvoir de désigner le jour de repos, ni la faculté de le changer. Le patron a déjà une puissance assez étendue; l'ouvrier est très assujéti; je ne veux pas être responsable d'un nouvel assujettissement qu'on lui imposerait outre tous les autres. (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.*)

J'ai, Messieurs, d'autres raisons pour démontrer que le jour doit être fixé à l'avance. Chacun de nous a besoin d'arrêter l'ordre de sa vie; nous désirons tous savoir comment nous vivons. C'est un des chagrins de notre vie parlementaire de ne jamais savoir la veille ce que nous ferons le lendemain. (*Rires approbatifs.*) Ici, par exemple, on a l'habitude de nous convoquer le matin pour des commissions qui tiennent séance dans la journée; tous les arrangements que nous avons pu prendre auparavant, les rendez-vous que nous avons donnés, tout cela se trouve bouleversé.

Mais nous ne sommes pas les seuls qui ayons besoin de régler d'avance notre existence; les ouvriers ont ce même besoin comme nous. Permettez-moi de vous citer un exemple.

Un père de famille va être obligé de placer son fils mineur ou sa fille dans une maison; il ne manquera pas de se dire: « Je vais placer mon enfant dans une maison ayant le même jour de repos que moi. » Cela tombe sous le sens; il choisira la maison à cause de cela; puis, quand il l'aura choisie, un caprice ou un intérêt du maître bouleversera tout, et il se trouvera qu'il a placé son fils ou sa fille dans une maison où le travail est exigé le jour où, lui, il prend un jour de repos. Dans de telles conditions, le père ne peut plus gouverner sa famille, puisqu'à chaque instant il peut être exposé à changer les dispositions qu'il a prises.

De plus, Messieurs, — ceci saute aux yeux immédiatement, — si la fixation du jour est laissée à la liberté du patron, vous verrez quelquefois, dans une même famille, le père occupé un jour, la mère un autre jour et les enfants un autre jour. Est-ce acceptable, est-ce supportable? Je vous le demande, une pareille misère — et c'en est une énorme — doit-elle être introduite dans la société par le fait de la loi?

Mon Dieu, la misère qui est inhérente à la nature des choses, il faut la supporter, il faut la subir; mais introduire, par un article de loi industrieusement combiné, une misère qui n'est pas dans la nature des choses, je trouve que c'est vraiment de la barbarie. (*Vive approbation à droite et au centre.*)

Je n'ai pas besoin d'insister sur la situation de ce père ou de cette mère qui ont soi-disant leur jour de repos, quand leurs enfants sont obligés de travailler ailleurs ce même jour; vous reconnaîtrez avec moi que ce n'est pas là, pour eux, un jour de repos, car le jour de repos, est un jour de satisfaction, et ce n'est pas un jour de satisfaction que celui où vous obligez le père et la mère à vivre du matin au soir sans voir leurs enfants.

Ce sera bien pis quand ce sera le tour des enfants d'être libres et qu'ils ne trouveront à la maison ni le père ni la mère.

M. Chesnelong vous a rappelé tout à l'heure que je vous avais parlé il y a quelques jours de la séparation des membres de la famille pendant toute la journée, et que j'avais réclamé pour eux une heure. Mais ceci est bien autre chose. Il ne s'agit plus d'une heure; il s'agit d'un jour entier, durant lequel les enfants seront livrés à la grâce de Dieu pendant que le père et la mère seront à l'atelier.

Je vous dis que vous rendrez ces parents très malheureux quand, retenus au travail, ils sauront que leurs enfants sont abandonnés.

Ils ne les verront pas à ce moment, puis, quand ils prendront leur jour de repos, croyez-vous qu'ils aient encore des journées heureuses si leurs enfants sont obligés à leur tour d'aller à l'atelier.

Oseriez-vous soutenir qu'un père et une mère sont heureux quand ils sont séparés de leurs enfants? Est-ce une joie pour eux de vivre seuls. La journée de repos ne doit-elle pas être consacrée à des épanchements réciproques? N'est-ce pas le moment où le père de famille doit exercer sa surveillance sur toute la famille? Vous allez absolument contre le but de la loi et le repos hebdomadaire que vous donnez, au lieu de faire le bien, fera peut-être le mal. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. BLAVIER. — Ce sera l'esclavage.

M. JULES SIMON. — Je dis donc qu'il faut que le jour de repos soit fixé d'avance.

Il y a beaucoup d'autres arguments et peut-être plus forts, mais je dis ceux qui me viennent à l'esprit. Il y a notamment, comme le disait M. Chesnelong, la difficulté de faire une inspection sérieuse s'il n'y a plus de régularité; mais je laisse cela de côté et j'en arrive à ma troisième proposition à savoir

que, étant admis que le jour doit être fixé, il faut, si l'on est raisonnable, si l'on est de bonne foi, le fixer au dimanche.

D'abord, Messieurs, j'ai une déclaration formelle à faire : je suis convaincu que si l'on mettait aux voix la question suivante : « Quel sera le jour du repos hebdomadaire ? » la majorité serait formidable en faveur du dimanche.

M. CHESNELONG et plusieurs sénateurs à droite. — C'est l'évidence.

M. JULES SIMON. — D'abord, tous les ouvriers des campagnes voteraient pour le dimanche; tous les bourgeois voteraient de même, ils ont leurs raisons pour cela; beaucoup d'ouvriers des villes, toutes les femmes, si vous les admettiez au vote, depuis la première jusqu'à la dernière, émettraient le même vœu.

C'est quelque chose. Je ne dis pas qu'il faille toujours se soumettre à la majorité; non. Mais cependant que faisons-nous, en général, dans le monde politique et dans la forme particulière de gouvernement que nous avons et qui est le gouvernement de mon choix? Nous nous soumettons aux majorités.

Ici, la majorité est incontestable, nous n'avons pas besoin de compter, nous savons d'avance ce que le vote donnera.

Sur quoi reposent les objections faites au choix du dimanche? Mon Dieu; pendant que l'honorable M. Chesnelong parlait, j'ai entendu répéter sur plusieurs bancs ces mots : C'est la loi de 1814.

On se rappelle la loi de 1814 et l'on établit une confusion entre ceci et cela. La loi de 1814 — M. Chesnelong l'a démontré et surabondamment avec son éloquence ordinaire — n'est pas le moins du monde la loi dont il s'agit ici; il s'agit ici d'établir un chômage, et la loi de 1814, c'est la loi de la célébration du dimanche.

C'est si bien la loi de la célébration du dimanche, qu'elle n'est que la reproduction de l'ordonnance de police du 7 mars, si je ne me trompe, laquelle disait très carrément : « Il faut qu'on célèbre le dimanche, pour bien montrer que les troubles sont finis, et que la France est revenue à ses anciennes destinées. »

Quoique la proposition ait été présentée par M. Chesnelong, elle ne contient absolument rien de semblable. Elle contient le chômage, elle ne contient pas autre chose. Pour moi, je n'ai pas peur des hommes, je n'ai pas peur du nom de M. Chesnelong. (*Sourires.*) Je reconnais que c'est un très grand esprit et un très noble cœur. (*Très bien! très bien!*) Je me trouverais très volontiers, dans beaucoup de circonstances, derrière lui, mais dans la circonstance actuelle, en vérité, je ne suis pas derrière lui. C'est M. Chesnelong qui a présenté l'amendement; mais si Proudhon eût été ici, il l'aurait présenté. (*Rires approbatifs sur divers bancs.*)

Je suis bien loin de Proudhon, je ne suis peut-être pas aussi loin de M. Chesnelong (*Sourires*), quoique j'en sois loin aussi; mais, que ce soit M. Chesnelong, que ce soit Proudhon, ce n'est pas l'homme que je regarde.

Est-ce que je vais me décider pour des raisons de cet ordre, quand il s'agit du bonheur, de la sécurité et de la conscience de mes concitoyens? J'en rougirais! (*Très bien! très bien! au centre et à droite.*) Je me décide pour des

raisons de logique, pour des raisons de fait, pour des raisons de raisonnement, et non par cette considération que celui-ci ou celui-là votera avec moi. Qu'importe ceux qui voteront avec moi, pourvu que je vote avec la raison et le bon sens! (*Nouvelle approbation sur divers bancs.*)

Je dis donc que beaucoup de gens ont peur de la loi de 1814, ce n'est pas autre chose; et, voyez, Messieurs, comme c'est logique! Ils ont peur de la loi de 1814 dans cette loi-ci et ils n'en ont pas peur ailleurs.

M. Chesnelong vous le disait, il y a dans une foule de lois françaises l'obligation de chômer le dimanche; cette obligation existe dans une foule d'administrations en vertu de règlements et d'habitudes. Voyons, nous sommes aujourd'hui, je crois, à jeudi; je ne sais pas si vous siégerez après-demain; mais le lendemain d'après-demain, je sais très bien que vous ne siégerez pas.

Allez donc demander au Parlement de siéger le dimanche!

Plusieurs sénateurs à gauche. — Nous avons déjà siégé le dimanche.

M. JULES SIMON. — On l'a proposé deux ou trois fois; et tout le monde s'est insurgé; vous avez mieux aimé avoir deux séances, une le matin, l'autre le soir; vous en feriez une troisième après votre dîner plutôt que de venir voter le dimanche.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais si, on a siégé le dimanche!

M. JULES SIMON. — Vous savez que je ne veux pas vous proposer de siéger dimanche prochain; vous êtes bien tranquilles, (*Hilarité sur divers bancs.*) Voyez les soldats à travers lesquels notre cher président a passé pour venir présider la séance, ils ont congé le dimanche. Voyez les tribunaux, est-ce qu'ils siègent le dimanche? (*Interruptions à gauche.*)

M. LACOMBE. — Ils ne le peuvent pas.

M. JULES SIMON. — Non seulement ils ne siègent pas le dimanche, mais encore on ne fait pas d'actes judiciaires le dimanche; on n'exige pas le paiement des dettes, on ne fait pas payer les billets, c'est un jour de chômage pour tout ce qui touche à la magistrature et à l'ordre légal et judiciaire.

M. BLAVIER. — La Bourse chôme aussi le dimanche.

M. JULES SIMON. — Vous êtes-vous, par hasard, promenés dans Paris le dimanche? Est-ce que vous avez vu les magasins ouverts? Pourquoi donc les magasins sont-ils fermés?

Ce n'est pas parce que les patrons le désirent. Le plus souvent le patron aimerait mieux garder son magasin ouvert, parce que ce jour-là est un excellent jour de vente. Mais, que voulez-vous! les employés ont exigé leur jour de repos hebdomadaire et ils ont voulu que ce jour fût le dimanche, et ils ont le dimanche. Je vous promènerais dans toutes les administrations, que partout vous verriez la même chose. Mais je prendrais spécialement les

écoles. Est-ce que le dimanche est chômé dans les écoles? Oui, il est chômé, il est respecté, il est adoré. (*Sourires.*)

En ce qui concerne l'École normale et l'École polytechnique, on a eu la préoccupation de ne pas laisser sortir les jeunes gens le même jour : on a choisi pour une école le mercredi et pour l'autre le jeudi. Cela a pu se faire; mais si l'on avait dit à l'une des deux écoles : « Tu travailleras le dimanche et tu sortiras le samedi, ou le vendredi, vous auriez vu comme cela aurait été reçu par notre jeunesse. Pourquoi? Oh pourquoi! Je voudrais être poète pour faire ici un éloge du dimanche. C'est un jour sacré pour les personnes religieuses, c'est un jour béni et chéri même pour les autres; c'est le jour où l'on s'amuse, pourquoi ne le dirai-je pas? C'est quelque chose de s'amuser; c'est le jour où l'on trouve des récréations décentes, c'est le jour où l'on est sûr de trouver ses amis et le cœur de ses amis disponible; c'est le jour où la famille se sent encore plus en famille que le reste de la semaine; c'est le jour charmant où l'on voit partout la population satisfaite cherchant le plaisir en même temps que le repos, cherchant surtout l'union et la confraternité.

Personne n'y veut renoncer, au dimanche, pas même vous qui ne voulez pas lui faire les honneurs de cet article et qui lui faites tous les autres honneurs, car, excepté celui-là, vous ne lui refusez rien. (*Sourires.*) L'honorable M. Tolain ne lui refuse pas même ses espérances, car, si après avoir voté qu'il y aura un jour de repos hebdomadaire nous reconnaissons la nécessité de dire quel sera ce jour de repos, M. Tolain demanderait que ce fût ce dimanche contre lequel il vous demandera de voter (*Rires*), et tout le monde est de cet avis.

M. le rapporteur ne nous fait qu'une objection au fond. J'ai écouté son discours avec beaucoup d'intérêt. Eh bien, Messieurs, cet esprit que nous savons si fécond en ressources, voici ce qu'il a trouvé : c'est que l'administration et le public sont obligés de tolérer bien des infractions à la loi du dimanche. Ah! cela, Messieurs, peut être une raison suffisante pour un sénateur, pour un seul à ma connaissance : mais c'est un sénateur des plus distingués, que nous avons eu le plaisir d'entendre au début de cette discussion, c'est l'honorable M. Chovet.

M. Chovet ne veut pas, quand on a posé un principe, qu'on admette certaines dérogations à ce principe.

« Comment! a-t-il objecté : Vous commencez par dire : article 1^{er}, voilà ce qui sera; puis vous ajoutez : article 2, cela ne sera pas tout à fait; article 3, cela ne sera pas souvent; et, article 4, cela ne sera jamais. »

C'est de l'esprit, cela, ce n'est pas du raisonnement. (*Rires approbatifs.*)

Je réponds à M. Chovet par un mot que tout le monde connaît : l'exception confirme la règle. Mais, mon honorable collègue, il n'y a que des exceptions. Tenez, pour l'industrie des sardines, tout à l'heure mon honorable collègue et compatriote, M. Le Guen, qui a des liaisons très intimes avec les sardines, ainsi que moi (*Rires*), nous demandait de faire une exception à la disposition du projet de loi actuel concernant le repos hebdomadaire, et

peut-être même le travail de nuit, en faveur des pêcheurs et des pêcheuses de sardines.

Quand on discutera cette disposition, je déclare que je la voterai; M. Tolain, très vraisemblablement, la votera aussi, car dans la Commission il s'y est déclaré favorable. Est-ce que cela prouve en quoi que ce soit qu'on abandonne le principe du repos hebdomadaire? En aucune façon. Nous savons très bien qu'il y a toujours des exceptions à tout.

On a toujours de vieux souvenirs. Je me rappelle un fait qui m'a frappé, il y a plus de soixante ans. C'était dans un coin de la Basse-Bretagne, dans le petit bourg de Saint-Jean-Brevelay où nous demeurions:

Un samedi soir, le tonnerre était tombé sur une ferme située à une lieue à peu près du bourg; la ferme brûlait; la famille du fermier était dans la rue, sur les chemins; on l'avait abritée comme on avait pu; on fit couvrir le bruit dans le bourg que la grand'messe n'aurait pas lieu et qu'on dirait une messe basse à huit heures.

Nous fûmes tous à la messe basse. Je vois encore le curé, qui s'appelait M. Moissan; il était vieux; il monta en chaire et dit:

« Mes enfants, vous n'êtes pas en train d'écouter un sermon ni moi d'en faire un; je ne me laisserais aller qu'à ma pensée, je ne ferais que pleurer et vous pleureriez tous avec moi.

« Nous avons quelque chose de mieux qui nous appelle: la ferme n'est pas encore complètement consumée; c'est aujourd'hui le jour du Seigneur, et ordinairement nous consacrons ce jour à la prière, mais nous le donnons aujourd'hui à la charité.

« Nous allons partir, moi, votre curé, à votre tête et aller éteindre l'incendie. »

Ils y furent; le curé travailla mieux que personne, et, grâce à Dieu, on ne tarda pas à se rendre maître de l'incendie. Soyez sûrs que le curé n'en était pas moins partisan du chômage du dimanche; mais c'était une exception. (*Très bien! très bien!*)

Ne vous laissez pas arrêter, Messieurs, par cette objection de M. Tolain, car en vérité elle n'est pas juste. Peut-être, pendant que je parle, mon discours lui a-t-il inspiré d'autres objections. Quant à celle-là, je ne crois pas qu'il la présente de nouveau à la tribune, car elle ne vaut rien.

Je crois que je ne vous serai pas suspect quand je vous demanderai de prendre pour modèle un homme que j'ai souvent combattu et que je suis destiné peut-être à combattre encore: c'est l'honorable M. Vaillant, que j'oppose à M. Chesnelong pour calmer les scrupules des personnes qui ne voudraient pas voter l'amendement par le fait seul que M. Chesnelong le soutient.

M. Vaillant n'est à aucun degré clérical, je l'atteste (*Rires à droite*) et cependant il demande le repos du dimanche, et non pas seulement le repos hebdomadaire. On pouvait avoir des doutes à l'origine, mais à présent il n'y en a plus, puisqu'il y a eu une longue discussion et un vote. Les déclarations de M. Vaillant sont formelles, il demande le repos du dimanche pour les égoûtiers; et je dis en passant que les charcutiers, que les coiffeurs, que

plusieurs autres corps d'état — M. Bérenger m'en a donné une liste que je ne me rappelle pas — demandent aussi le repos du dimanche. On a mis cette proposition aux voix et quel a été le vote du conseil municipal? Il y a eu 43 voix pour le repos du dimanche et 4 contre. Est-ce que nous serions, Messieurs, je vous le demande, moins sensés et moins raisonnables que les représentants de la ville de Paris? (*Sourires à droite.*)

Si vous leur aviez demandé, il y a deux ou trois ans, le repos du dimanche ils auraient dit : Le dimanche, nous ne connaissons pas cela. Demandez-nous le repos hebdomadaire, nous le voterons, mais le repos du dimanche, jamais. On leur aurait dit : « Tout le monde veut le repos du dimanche; » ils auraient répondu : « Mais nous aussi, nous serions bien aises de l'avoir, mais nous ne voudrions pas l'avoir mis dans la loi, ce serait au-dessous de notre dignité. »

À présent, ils le veulent évidemment, notoirement, ils s'en vantent, ils s'irritent contre le préfet de la Seine, ils ont réduit mon ami M. Poubelle à faire des objections contre le repos du dimanche pour les égoutiers. (*Nouvelle hilarité.*)

Messieurs, ici, ce ne sont pas les égoutiers que nous défendons, je les respecte, assurément, je n'ai rien à dire contre eux. Ce sont nos frères, ce sont des ouvriers qui n'ont pas tous les bonheurs de ce monde; et, par cela même, ils doivent nous en être plus chers; mais ce sont tous les ouvriers que nous avons pour clients, c'est leur liberté, c'est leur bonheur que nous défendons.

Messieurs, je finis, je crois même que j'ai parlé un peu trop longtemps. (*Non! non!*), mais mes derniers mots seront d'un maître d'école. Car j'ai été longtemps maître d'école; j'appartiens à l'Université, je l'aime très cordialement, j'ai été professeur pendant une partie de ma vie, j'ai donc le droit de parler comme maître d'école, et je vous demande de ne pas faire à l'école cette injure de séparer absolument, quand il plaira au patron, les enfants de leur père et de leur mère.

Je parlais de liberté : Dieu sait qu'elle nous est chère! Mais ce n'est pas une question de liberté qui est en jeu en ce moment, c'est une question de morale; oui, c'est la question de la morale elle-même, la question de l'avenir de la société, la question de savoir si nous tendons à rendre la nation matérialiste, égoïste, ignorante de l'avenir (*Murmures à gauche*), ou si nous voulons lui enseigner la morale, la vraie, celle que notre collègue M. Jules Ferry appelait, un jour, la morale de nos pères, et qui est celle de nos mères aussi; c'est cette morale-là que l'on enseigne le dimanche. Messieurs, ne fermez pas cette école. C'est dans cette école qu'on fait les hommes de bien et qu'on fait les bons Français. (*Très bien! très bien! Vive approbation sur divers bancs.* — *L'orateur, en retournant à sa place, reçoit les félicitations de plusieurs de ses collègues.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, l'honorable M. Jules Simon a adressé au rapporteur de la Commission des éloges que celui-ci n'accepte pas. Il a vanté ses ressources. Je lui répondrai très sincèrement que si quelqu'un est habile à la tribune, s'il est, dans cette Assemblée, un orateur auquel les

ressources ne font jamais défaut, c'est bien l'honorable M. Jules Simon (*Approbation à gauche*), et je comprends, en effet, qu'il se soit dit : je ne crois pas que le rapporteur puisse me répondre.

M. JULES SIMON. — Oh ! je n'ai pas dit cela !

M. LE RAPPORTEUR. — Vous l'avez dit, mon cher collègue, avec l'aménité et la courtoisie que vous mettez dans tous vos discours.

M. BLAVIER. — Non, M. Jules Simon a dit que vous n'étiez pas en état de détruire ses objections, ce qui est autre chose.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est cela que je veux dire, Monsieur Blavier ; vous êtes bien difficile et bien exigeant pour quelqu'un qui est obligé d'improviser et, je ne dirai pas de répondre, mais d'essayer de répondre à un orateur comme M. Jules Simon. Pardonnez-moi si parfois le mot dont je me sers n'est pas absolument le mot propre. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Mais, Messieurs, ce qui me frappe dans l'ensemble du discours de l'honorable M. Jules Simon, c'est qu'il transforme la situation ; c'est que la situation qu'il suppose et les craintes qu'il manifeste ne sont véritablement ni la situation présente, ni les craintes qu'on peut essayer d'invoquer en ce moment devant vous.

La situation réelle me paraît, je le répète, complètement transformée dans le discours de M. Jules Simon. Nous qu'on appelle tantôt spiritualistes, tantôt matérialistes, tantôt athées, nous disons que nous sommes partisans de la liberté de conscience ; et voilà que nous allons devenir des oppresseurs, des persécuteurs ; voilà que nous allons, dans ce pays, opprimer les catholiques, leur imposer des jours de célébration religieuse ou de repos hebdomadaire ; voilà tous les chrétiens et tous les catholiques de ce pays qui vont tomber sous le coup d'une nouvelle persécution. Nous allons voir les industriels dont on a parlé tout à l'heure se complaire à adopter comme jour de repos hebdomadaire, l'un le lundi, l'autre le mardi, un autre le mercredi... Tout cela est en contradiction avec nos mœurs, avec nos usages, avec les tendances générales de la population tout entière.

Aussi, je déclare qu'il n'en est pas ainsi ; et, si cela était, nous hériterions et peut-être serions-nous de votre avis.

L'honorable M. Jules Simon disait : « Mais nous pourrions en appeler à un referendum — il n'a pas dit le mot, mais telle était sa pensée. — On pourrait, a-t-il dit, en appeler au suffrage universel, et le suffrage universel nous donnerait la majorité. J'en suis convaincu ; mais si le suffrage universel vous donnait, ce jour-là, la majorité, il porterait atteinte à la liberté de la minorité qui, elle, pourrait ne pas vouloir choisir le dimanche comme jour de repos. (*C'est cela ! — Vive approbation à gauche.*) »

Il est très facile de résoudre des questions à l'aide du referendum. Ce que j'affirme, à l'heure présente, c'est que nos mœurs, nos habitudes, et la force même des choses conduisent à ce résultat, que le dimanche soit le jour de repos adopté par tout le monde. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

Eh bien, loin d'y faire opposition, nous sommes tous d'avis que c'est là le but que l'on doit atteindre. Mais, vous, vous allez plus loin, mon cher collègue : vous voulez qu'on impose le dimanche même à ceux qui ne voudraient pas l'accepter. Voilà la différence qui nous sépare. Nous vous disons, lorsque nous vous proposons un jour de repos hebdomadaire : Nous sommes certains que le choix du dimanche comme jour de repos gagnera de plus en plus de terrain. Mais si nous avons la faiblesse, sous le charme de votre parole, de voter votre amendement, nous verrions demain s'élever des protestations de la part de tous ceux qui, dans ce pays, sont partisans du libre examen et de la liberté de conscience. (*Nouvelle approbation à gauche.*)

Il y a des choses parfois extraordinaires. Jusqu'ici, dans toute cette discussion, j'avais entendu soutenir, quand nous demandions à protéger les enfants, les jeunes filles et les femmes, j'avais entendu, dis-je, soutenir que la liberté du travail était la règle des conventions pour les industriels, que les ouvriers pouvaient discuter librement leurs contrats et leurs salaires avec le patron ; et voilà que tout d'un coup, alors qu'il s'agit du repos du dimanche, notre honorable collègue M. Jules Simon nous fait un tableau dans lequel l'ouvrier est transformé en esclave. C'est le maître qui, seul, à son gré et sans savoir si les ouvriers le veulent ou non, va, contrairement aux mœurs, aux usages, aux habitudes, imposer aux ouvriers un jour de repos hebdomadaire qui ne serait pas le leur.

Non, je ne dis pas que l'ouvrier soit libre ; j'admets que, dans beaucoup de cas, il est obligé de subir les exigences des détenteurs du capital et de l'outillage, mais je ne crois pas qu'il soit réduit au rôle d'esclave que notre honorable collègue nous dépeignait tout à l'heure.

La vérité est là. Je n'entends pas répondre, vous l'entendez bien, Messieurs, à tous les arguments qui ont été formulés par l'honorable M. Jules Simon. Je me borne à dire que ce ne sera ni le patron ni l'ouvrier qui fixera le jour du repos hebdomadaire, mais que ce jour résultera des habitudes, des mœurs et des usages, et que là où il y aura des exceptions, ces exceptions seront nécessitées par la force des choses.

Voilà, je le répète, où est la vérité, et où est aussi la justice ; et c'est en entrant dans la voie où l'on veut nous conduire qu'on créerait, au contraire, des iniquités. (*Protestations à droite. — Approbation à gauche.*)

Une réaction se produirait alors inévitablement et nous verrions se renouveler le fait dont nous avons été témoins tant de fois, c'est-à-dire la mise à l'index d'un homme qui travaille le dimanche.

Il y a un fond de religiosité, non pas dans le discours de M. Jules Simon, mais dans la question elle-même, bien que M. Jules Simon ne soit l'ennemi ni de la morale, ni de la religion spiritualiste. . .

M. JULES SIMON. — Oh ! non.

M. LE RAPPORTEUR. — Il y aussi dans notre pays un fond de religiosité non pas vague, indéterminé, indéfini, mais qui résulte de la pratique catholique. Et c'est sous l'influence de cette pratique même que l'on cherche à vous

faire faire une manifestation religieuse dont on se propose de tirer parti. (*Qui! oui! à gauche, — Protestations à droite.*)

Vous pouvez, mes chers collègues, protester; cela ne change pas mon opinion sur ce point. . . Mais enfin, il faut dire toute la vérité : ce n'est pas à l'heure où l'on parle tant de socialisme chrétien; de la société de Jésus ouvrier, de toutes ces idées qui ne sont pas nouvelles, tant s'en faut, mais qui prennent comme un regain de vitalité, et au moyen desquelles on cherche aujourd'hui à s'emparer des classes ouvrières et à faire de la France une république et des industries françaises des industries chrétiennes, ce n'est pas à cette heure que nous pouvons croire qu'il n'y a pas, non point chez nos collègues, je le répète, mais chez beaucoup d'autres une pensée de derrière la tête (*Rumeurs et nouvelles protestations à droite*) quand on veut nous demander de consacrer d'une manière formelle et absolue le principe du repos du dimanche.

M. LE BARON DE LAREINTY. — C'est un procès de tendance.

M. LE RAPPORTEUR, — Sans avoir la prétention de répondre aux arguments de M. Jules Simon avec autant d'éloquence et de talent que lui, je crois que les raisons que je viens de donner sont de nature à faire réfléchir le Sénat et à lui faire comprendre quelle est l'attitude qu'il doit prendre aujourd'hui dans une question qui n'est pas seulement économique, mais qui, à l'heure où je parle, a une portée encore plus haute. (*Vive approbation à gauche. — Aux voix! aux voix!*)

M. LE PRÉSIDENT, — Personne ne demande plus la parole?

Je donne une nouvelle lecture de l'amendement de M. Chesnelong et de ses collègues :

« Les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, les dimanches et jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. »

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du scrutin sur l'amendement de M. Chesnelong.

Nombre des votants.....	259
Majorité absolue.....	130
Pour l'adoption.....	80
Contre.....	179

(Le Sénat n'a pas adopté.)

Je mets aux voix le premier paragraphe de l'article 5, dont j'ai donné connaissance au Sénat.

(Ce paragraphe est adopté.)

Je donne lecture du second paragraphe :

« Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. » — (Adopté.)

Je consulte le Sénat sur l'ensemble de l'article 5.

(L'ensemble de l'article 5 est adopté.)

« ART. 6. — Néanmoins, dans les mines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, sous la condition expresse qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine; ils peuvent être également employés la nuit aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par un règlement d'administration publique. » — (Adopté.)

« ART. 7. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées, pour les travailleurs visés à l'article 5, pour certaines industries à désigner par le susdit règlement d'administration publique. » — (Adopté.)

« ART. 8. — Les enfants des deux sexes, âgés moins de 13 ans, ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres, cirques et cafés-concerts, ni aux exhibitions foraines.

« Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à Paris, et les Préfets, dans les départements, pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou de plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées. » — (Adopté.)

SECTION III.

TRAVAUX SOUTERRAINS.

« ART. 9. — Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales du travail des enfants de 13 à 18 ans dans les travaux souterrains ci-dessus visés.

« Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, ces règlements pourront permettre le travail des enfants à partir de 4 heures du matin et jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures. » — (Adopté.)

SECTION IV.

SURVEILLANCE DES ENFANTS.

« ART. 10. — Les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms des enfants des deux sexes âgés moins de 18 ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile.

« Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article. »
— (Adopté.)

« ART. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

Ils fourniront aux inspecteurs un état du personnel et des salaires moyens gagnés par catégorie d'ouvriers employés. »

M. BLAVIER. — La Commission propose de supprimer ce second paragraphe.

M. LE PRÉSIDENT. — Je continue :

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée du repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur, un autre sera déposé à la mairie.

« L'organisation de relais qui aurait pour effet de prolonger au delà de la limite légale la durée de la journée de travail est interdite pour les personnes protégées par la présente loi.

« Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

« Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs nom et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état. »

M. BLAVIER. — Messieurs, je n'ai qu'une simple observation à faire sur le troisième paragraphe de l'article 11. Je demande à la Commission de vouloir bien l'examiner de nouveau d'ici à la seconde délibération.

Ce paragraphe porte :

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur, un autre sera déposé à la mairie. »

Je fais remarquer d'abord qu'au point de vue de la rédaction, le mot : « également » devrait être supprimé, comme conséquence de la suppression du paragraphe précédent. Quant au fond, je prie la Commission de ne pas perdre de vue que, sur certains chantiers, il n'y a pas d'heures de travail déterminées.

Cette rédaction s'applique parfaitement aux filatures : là, lorsque la machine à vapeur roule un certain nombre d'heures déterminées, il y a des repos fixés. Par conséquent, il est facile d'afficher les heures de repos. Mais, dans les ateliers comme ceux dont je m'occupe particulièrement, — ce sont les ateliers de fabrication de l'ardoise, — il n'y a pas d'heures de repos. L'ouvrier vient quand il veut, reste à son travail le temps qu'il veut ; il n'y a pas d'heures de repos fixées par le patron.

Or, comme vous avez inscrit, à l'article 25, des pénalités très sévères pour la non-observation des différentes obligations que vous imposez au patron, j'appelle votre attention sur ce point. Je vous signale une grande industrie, celle de l'ardoise, dans laquelle l'ouvrier est à ses pièces, vient quand il veut à son travail, s'en va quand il veut ; il n'y a d'heure déterminée ni pour le travail, ni pour le repos. Dans ces conditions, il ne faut pas que le patron soit mis à l'amende s'il n'affiche pas des indications qui ne se rapportent à aucune réalité.

M. LE RAPPEUR. — Messieurs, je serais bien surpris si, dans les ateliers dont parle M. Blavier, il n'y avait pas tout au moins une heure d'ouverture et une heure de fermeture.

M. BLAVIER. — Vous pouvez être surpris : cela n'existe pas.

M. LE RAPPEUR. — Là où il est impossible de déterminer des heures de travail, là où l'ouvrier est aux pièces, où son travail ne s'engrène pas à celui d'un camarade, on ne pourra pas évidemment exiger l'application des heures de travail, puisqu'il est impossible de les établir.

La déclaration sera toute simple. L'industriel dira pourquoi et comment il ne peut pas fixer l'heure du travail.

M. BLAVIER. — Il faut que cela soit entendu.

M. LE RAPPEUR. — Nous ne pouvons pas condamner le patron à l'impossible et exiger ce qui n'est pas réalisable !

M. BLAVIER. — J'étais bien aise de provoquer tout au moins cette explication.

M. NICOLAS, *commissaire du Gouvernement*. — Encore un règlement d'administration publique!

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole sur l'article 11? Je mets aux voix le premier paragraphe de cet article.

(Ce premier paragraphe est adopté.)

Je mets aux voix le deuxième paragraphe dont la suppression est proposée par la Commission.

(Le paragraphe deuxième n'est pas adopté.)

Je consulte le Sénat sur les autres paragraphes de l'article 11.

(Ces paragraphes sont adoptés.)

Je consulte le Sénat sur l'ensemble de cet article.

(L'ensemble de l'article 11 est adopté.)

SECTION V.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

« ART. 12. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique. » — (Adopté.)

« ART. 13. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous des conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs. » — (Adopté.)

« ART. 14. — Les établissements visés dans l'article 1^{er} et leurs dépendances doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés et ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

« Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés. » — (Adopté.)

« ART. 15. — Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er}, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

« Cette déclaration contiendra le nom des témoins de l'accident; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant.

« Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental. » — (Adopté.)

« ART. 16. — Les patrons ou chefs d'établissements doivent en outre veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique. » — (Adopté.)

SECTION VI.

INSPECTION.

ART. 17. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et de la loi du 9 septembre 1848.

« Ils sont chargés, en outre, concurremment avec les commissaires de police, de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

« Toutefois, en ce qui concerne les exploitations des mines, minières et carrières, l'exécution de la loi est exclusivement confiée aux ingénieurs et contrôleurs des mines, qui, pour ce service, sont placés sous l'autorité du Ministre de commerce et de l'industrie. » — (Adopté.)

« ART. 18. — Les inspecteurs du travail sont nommés par le Ministre du commerce et de l'industrie.

« Ce service comprend :

• 1^o Les inspecteurs divisionnaires nommés en vertu de la loi de 1874;

« 2^o Des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

« Un décret rendu après avis des conseils généraux intéressés, du Comité des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail ci-dessous instituée, déterminera les départements dans lesquels il y aura lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixera le nombre, le traitement et les frais de tournées de ces inspecteurs.

« Les inspecteurs ou inspectrices départementaux sont placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire.

« Les inspecteurs du travail prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

« Toute violation de ce serment est punie conformément à l'article 378 du Code pénal. »

Il y a, sur cet article, un amendement de M. Fresneau.

Cet amendement est ainsi conçu :

« Le service d'inspection est exclusivement à la charge des établissements surveillés; les frais en seront couverts par une addition à leurs patentes.

« Néanmoins, ces établissements en pourront diminuer la dépense partiellement par l'institution d'une inspection syndicale composée de patrons et d'ouvriers, et dont l'élection et le fonctionnement seront déterminés par un règlement d'administration publique.

« Seront également fixés, suivant les besoins du service, le nombre et les circonscriptions des inspecteurs et inspectrices qui seront nommés par le Ministre du commerce et de l'industrie.

« Les deux derniers paragraphes comme au projet. »

M. FRESNEAU. — Messieurs, les questions soulevées par l'article 18 sont les suivantes :

Quelles proportions est inévitablement destiné à prendre le service d'inspection dont on ne nous donne que les premiers linéaments, si le Sénat se laisse engager dans la voie où la Commission n'a pas craint de suivre l'autre Chambre?

Par qui cette surveillance peut-elle être exercée le mieux, le plus efficacement et avec le plus d'économie?

Et enfin, sur qui la plus vulgaire équité exigerait-elle que les frais considérables de cet inspectorat retombassent, si l'on ne parvenait pas à en diminuer la dépense?

De très rapides observations sur ces différents points suffiront, je l'espère, à justifier l'amendement que je propose. Et tout d'abord, que nous n'ayons ici que les premiers linéaments d'un service d'inspection à organiser tout entier, c'est là ce qui ne peut faire l'objet d'aucun doute. J'ajoute même que, ces premiers linéaments, les auteurs du projet de la loi ne se sont pas mis en frais d'imagination pour les découvrir.

Le territoire est partagé, pour sa défense, en grandes divisions militaires comprenant plusieurs départements, et soumises chacune à un chef de corps d'armée. De là, les inspecteurs divisionnaires : ce sont les généraux du travail, puis viennent les départements auxquels correspondent autant de préfectures; de là les inspecteurs départementaux : ce sont les préfets du travail.

La loi s'arrête là prudemment; mais si l'on songe aux onze règlements d'administration publique auxquels renvoie la loi et qui sont chargés d'organiser onze services; si l'on veut bien considérer que les règlements d'administration publique rendus en exécution d'une loi sont des lois, et se rendre compte du nombre, de la délicatesse et de l'importance des fonctions ainsi créées, on reconnaîtra immédiatement que ces inspecteurs divisionnaires et ces inspecteurs départementaux sont une sorte de trompe-l'œil cachant à nos regards toute une nuée de fonctionnaires ou, si vous voulez, d'officiers desti-

nés à peupler cet office du travail à l'aide duquel on vient de se consoler au Palais-Bourbon, de n'avoir pu doter le travail d'un véritable Ministère.

Ce n'est pas, en effet, une petite entreprise que de s'introduire dans les ateliers pour les soumettre à une réglementation minutieuse, c'est, au contraire, une chose infiniment grave, et cela pour une raison bien simple: c'est que, si cette réglementation n'est pas universellement et uniformément appliquée, elle constitue un privilège exorbitant au profit de ceux qui ne l'appliquent pas, et conduit ceux qui l'appliquent à la ruine.

Il faut donc que la loi soit observée partout et, dès lors, quel nombre d'agents vous faudra-t-il pour vous assurer que personne n'y échappe? On ne meurt pas plusieurs fois, on ne naît pas plus d'une fois, on ne se marie en général qu'une fois, et cependant, pour ces simples constatations, combien ne vous faut-il pas d'officiers à l'état civil?

Mais on travaille tous les jours sur tous les points du territoire, et, si la fortune des patrons et le bien-être des ouvriers dépendent de l'exacte et universelle observation de ces règlements, vous êtes conduits, Messieurs, à créer non seulement des généraux du travail, des préfets du travail, mais des sous-préfets du travail, des juges de paix du travail, des commissaires et sous-commissaires du travail, tout un monde en un mot, et j'allais dire tout un nouvel ordre de fonctionnaires. Et nous voilà conduits à ma seconde question : Quelle sera la dépense et qui la payera?

Messieurs, je n'ai garde d'abuser de cette charge nouvelle pour faire une incursion, qui ne serait pas ici à sa place, à travers nos finances; il m'est cependant impossible de ne pas constater que les vérités que nous avons tant de fois reproduites à cette tribune font un peu leur chemin au dehors.

Il n'y a pas plus de quinze jours, un très spirituel ancien Ministre de l'agriculture, impatienté de s'entendre appeler affameur du peuple, non seulement signalait, après nous et avec nous, ce qu'on paye à Paris et ailleurs, mais rappelait encore, avec une rare précision et une grande opportunité, quels sont ceux qui payent, ce qui mérite une attention toute particulière. Lorsque les dépenses d'un État ont atteint une limite que vous avez depuis longtemps dépassée, il n'y a plus que deux moyens de continuer à prendre : il faut ou confisquer des capitaux ou augmenter encore les impôts de consommation, deux expédients qui ont l'un et l'autre pour effet immédiat de réduire les salaires, c'est-à-dire le revenu du pauvre.

Quand les finances d'un pays en sont là, je dis que la plus vulgaire équité oblige à examiner avec une scrupuleuse attention quel est celui qui bénéficie d'une charge nouvelle afin d'en faire porter le poids exclusivement sur ceux qui en profitent. Une très petite, mais en même temps une très frappante anomalie ou plutôt injustice qui se rencontre dans notre régime fiscal va me servir d'exemple pour préciser sur ce point ma pensée.

Si les canaux ne coûtaient rien à entretenir, je comprendrais qu'on en abandonnât la jouissance gratuite à tous, comme celle de l'air qu'on respire; mais il n'en est rien et, pour mon compte, je ne puis pas m'accoutumer à voir le pays tout entier payer un service dont seuls quelques nationaux et quelques étrangers bénéficient.

Autre exemple : Vous faites payer aux compagnies de chemins de fer le service d'inspection et d'administration civile qu'elles nécessitent.

Pour la même raison, on ne voit pas pourquoi les ouvriers agricoles, c'est-à-dire vingt-quatre ouvriers sur trente, feraient les frais d'un inspectorat qui ne les concerne en rien. La preuve, c'est que, dans cette loi, le Ministre de l'agriculture n'est pas même nommé. Tout ressortit au Ministère du commerce et de l'industrie. Le travailleur de la terre, le paysan, ne doit pas plus d'inspecteurs aux ateliers urbains qu'il ne leur doit l'eau et le gaz, que ces ateliers se procurent par des arrangements avec les municipalités et les compagnies.

Tout ce service d'inspection, que je vous propose d'ailleurs de réduire à un état-major infiniment restreint, devrait retomber de tout son poids, en bonne justice, sur les ateliers qui s'en serviront, et qui seuls le rendent nécessaire; cette considération toute d'équité rend de plus en plus intéressant le troisième problème que je me suis posé :

N'y a-t-il pas moyen de rendre plus efficace tout à la fois et moins onéreux un service dont je viens de faire entrevoir l'étendue et par conséquent la dépense? Or, quand on veut bien y réfléchir, on est bientôt récompensé de sa peine, en s'apercevant que rien n'est plus facile.

Supposez que dans un atelier les feux soient éteints la nuit, et que dans l'atelier d'à côté la loi soit étudiée; que, dans l'un, on tienne compte de la durée du travail, des heures de repos, de l'âge des enfants ou des filles mineures, et que, dans l'autre, — ce que je n'accepterai jamais pour mon compte, — on fasse du travail humain une sorte de marchandise soustraite à toutes lois protectrices. Qui est-ce qui sera atteint par cette exécution de la loi sur un point, par son inexécution sur un autre?

Ce sera évidemment d'abord l'ouvrier privé de sa protection, là où elle lui fera défaut; mais ce sera aussi le patron qui, placé vis-à-vis de ses concurrents dans un état d'infériorité manifeste s'il exécute la loi, en deviendra la première dupe et la première victime.

Les choses étant ainsi, je me demande où vous parviendrez à trouver des inspecteurs plus vigilants et des juges plus sévères que dans des syndicats de patrons et d'ouvriers dont le besoin croissant s'impose à vos délibérations depuis plusieurs mois, et dans lesquels, pour mon compte, je vois le retour à la paix sociale que nous avons connue pendant des siècles.

On commence à comprendre que, sous prétexte de liberté et d'égalité, la Révolution a frappé de déchéance les ouvriers qui, dans les professions les plus humbles, sous le beau titre de syndics et de jurés, concouraient à la réglementation de la profession, et formaient avec les patrons une sorte de juridiction familiale dont le double avantage était de ne rien coûter au Trésor et de leur conférer, à eux, un rang et une dignité dont on conçoit sans peine que la tradition ne soit pas perdue.

Vous avez, Messieurs, dans ce peu de mots toute l'économie de mon amendement. Il établit en principe que les frais d'inspection dont je viens de vous signaler le développement gigantesque devraient retomber exclusivement sur les ateliers qui s'en serviraient; mais, immédiatement, je vous propose de garder seulement quelques inspecteurs généraux et d'affranchir de cette lourde taxe

les ateliers et usines qui, syndiqués entre patrons et ouvriers, organiseraient la surveillance la plus sévère et la plus efficace, sans avoir rien à demander aux contribuables.

Voilà mon amendement, et, permettez-moi de vous le dire, tout petit qu'il est, il n'est pas sans portée.

Lorsqu'on a présenté, il y a quinze jours, cette loi sur, ou plutôt contre les syndicats qu'à une immense majorité vous avez rejetée, j'appelais votre attention à cette tribune sur deux courants opposés qui se croisaient sous nos yeux.

Le premier dirigé par des politiciens qui, cantonnés dans les bourses dites du travail, ne travaillent qu'à empêcher de travailler et emploient à fomentier les grèves les maisons communes destinées à les terminer.

Et puis, à côté de cette besogne dite internationale et que j'appelle moi antinationale, je vous signalais la tendance des ouvriers à se rapprocher des patrons, des patrons à se rapprocher des ouvriers; tendance manifeste dont je ne veux d'autres preuves que ce qui se passe depuis trois mois sous nos yeux; à savoir, d'abord, la manière dont s'est passé le 1^{er} mai à Paris. La municipalité n'a été ce jour-là ni suivie, ni obéie. Malgré les excitations, ce peuple intelligent de Paris, qui comprend à demi-mot, a vu où étaient ses intérêts et n'a pas cessé de travailler. Puis sont venues ces grèves de boulangers, de bouchers, qui devaient affamer Paris et se sont évanouies dans des syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers qui commencent à reconstituer l'ancienne unité professionnelle. Il n'est pas jusqu'à la grève des omnibus qui, sous la pression de l'opinion publique, n'ait abouti à une entente semblable. Le désordre commencé par l'antagonisme à la Bourse du travail a fini par l'accord à l'Hôtel de Ville.

C'est ce mouvement, réveil d'une tradition trop longtemps interrompue, que je vous demande de seconder par l'adoption de l'amendement suivant, aussi conforme à la dignité de l'ouvrier qu'aux intérêts du Trésor et seul capable, à mon sens, d'assurer l'exécution de la loi sans injustice ni partialité pour personne. Je vous demande la permission de vous en donner lecture :

« Le service d'inspection est exclusivement à la charge des établissements surveillés; les frais en seront couverts par une addition à leurs patentes.

« Néanmoins, ces établissements en pourront diminuer la dépense partiellement par l'institution d'une inspection syndicale composée de patrons et d'ouvriers, et dont l'élection et le fonctionnement seront déterminés par un règlement d'administration publique.

« Seront également fixés, suivant les besoins du service, le nombre et les circonscriptions des inspecteurs et inspectrices qui seront nommés par le Ministre du commerce et de l'industrie... »

Un seul mot sur le dernier paragraphe, qui résume très clairement ma pensée, en ce qui concerne l'économie à réaliser et l'énergie de la surveillance à obtenir.

Il y a eu un temps où, sans chemin de fer, même sans service de bateaux à vapeur, encore à peine connus, neuf inspecteurs, bien dirigés, il est vrai,

suffisaient à eux seuls à l'inspection générale des finances, voyageant sans discontinuer pendant les neuf premiers mois et rendant compte de ce qu'ils avaient vu pendant les trois autres. Si vous aviez la surveillance locale des ateliers organisée par les professions, vos inspecteurs généraux du travail n'auraient pas besoin d'être plus nombreux, le service de l'inspection ne coûterait pas plus cher, et vous auriez opposé un premier obstacle à cet effroyable office du travail que je vois naître et qui ne tarderait pas à devenir une de nos plus lourdes dépenses publiques.

Si donc vous vouliez accepter mon amendement, ou bien, dans le cas où la commission s'y montrerait absolument opposée, si vous vouliez l'appeler par un vote à en délibérer et à l'examiner, je crois que vous feriez une chose utile dans le double intérêt du Trésor et de l'organisation professionnelle à laquelle nous ne pouvons donner trop d'encouragements. (*Approbation à droite.*) Je demande au Sénat de renvoyer mon amendement à la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission a examiné l'amendement de l'honorable M. Fresneau et, à l'unanimité, elle l'a repoussé. Je viens donc vous demander de vouloir bien ne pas nous le renvoyer.

La loi présente un certain nombre de difficultés. Nous savons ce qu'est l'inspection actuelle et comment elle fonctionne. Les dispositions du projet de loi actuel ne peuvent qu'en améliorer le fonctionnement, et la Commission pense que l'amendement de l'honorable M. Fresneau viendrait, au contraire, jeter le trouble et la confusion dans les services.

Il y aurait deux sortes d'inspection, si j'ai bien compris l'amendement : l'inspection organisée par les syndicats mixtes ; puis, comme il y a beaucoup d'ateliers et professions où il n'y aurait pas de syndicats mixtes, nous en serions réduits à organiser une inspection pour ces ateliers sans syndicats.

« Néanmoins, dit l'amendement, ces établissements en pourront diminuer la dépense partiellement par l'institution d'une inspection syndicale composée de patrons et d'ouvriers et dont l'élection et le fonctionnement seront déterminés par un règlement d'administration publique. »

Messieurs, un règlement d'administration publique pour veiller au fonctionnement et surtout à l'élection d'inspecteurs du travail, choisis dans les conditions indiquées par l'honorable M. Fresneau, nous paraît être une chose très délicate.

Je ne crois pas qu'à l'heure actuelle il soit possible de confier, même à des syndicats mixtes, l'exécution d'une loi qui demande non seulement beaucoup de fermeté, mais encore beaucoup de souplesse et de délicatesse et aussi d'esprit de tolérance de la part des inspecteurs. A mon sens les syndicats ne sont pas aujourd'hui placés dans une situation qui leur permette d'accomplir dans de bonnes conditions cette œuvre d'inspection. Alors même qu'on procéderait par un règlement d'administration publique, je ne les crois pas capables de remplir la mission que l'honorable M. Fresneau veut leur confier, et je demande au Sénat, au nom de la Commission, de vouloir bien s'en tenir au texte qu'elle lui propose. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. FRESNEAU. — Messieurs, je n'abuserai pas de votre attention.

M. le rapporteur, en contestant que les syndicats puissent remplacer avantageusement les inspecteurs dont il n'a pu nous fixer le nombre, ni dans le présent ni dans l'avenir, s'est gardé prudemment de rien indiquer de la dépense qui résulterait de l'application de la nouvelle loi. Quand M. Tolain a parlé du service actuel des inspecteurs, comme si la loi nouvelle ne mettait rien de plus à leur charge, il n'a tenu nul compte de l'immensité de détails que onze règlements d'administration publique doivent les obliger à contrôler avec une impartialité qui les contraint à tout voir, pour ne pas être injustes.

Comprenons bien ceci; si la réglementation nouvelle n'est pas appliquée d'une manière uniforme, rien de ce qui se passe aujourd'hui ne peut donner idée des plaintes ni des réclamations légitimes que soulèvera cette loi imparfaitement obéie : réglementation des heures de travail de jour, réglementation des heures de travail de nuit, médecins qui doivent décider des aptitudes, admettre ces enfants-ci, exclure ceux-là avec un arbitraire qui, pour mon compte, m'effraye; la Commission, qui trouve cette tâche toute simple, ne peut partager à cet égard mes inquiétudes, et je conçois qu'elle n'ait pas du premier coup accepté mon amendement si opposé à son système. Rien de plus contraire à ses idées que d'invoquer la mutuelle surveillance exercée dans une profession par les syndicats de patrons et d'ouvriers, et de l'opposer à cette nouvelle liste de fonctionnaires que vous allez ajouter à celle déjà trop considérable sous laquelle notre budget succombe. (*Très bien! très bien! à droite.*)

On objecte que ces syndicats n'inspireront pas confiance. Mais qu'en savez-vous? Ils existent à peine. Je m'efforce de les faire naître ou plutôt renaître. Ce qu'on peut dire, c'est que les services qu'ils ont rendus dans le passé répondent de ce qu'on peut attendre d'eux dans l'avenir.

Je ne propose nullement, Monsieur le Rapporteur, de supprimer l'inspection générale; je vous propose seulement de lui donner le moyen de trouver tout fait ce qu'elle est absolument incapable de faire elle-même, et cette surveillance des professions une fois organisée par elles-mêmes, avec quelques milliers de francs, 100 ou 200,000 francs tout au plus, vous aurez un service d'inspecteurs généraux comparable à celui des inspecteurs des finances, et qui pourrait donner à l'Etat toutes les garanties qui lui sont nécessaires. J'ajoute, et sur ce point encore vous n'avez pu m'opposer aucune réponse, que s'il y a une chose injuste et dangereuse au monde, c'est de mettre à la charge de tous les contribuables un service aussi imparfait qu'onéreux et qui ne servira qu'à quelques-uns.

Pour tous ces motifs, je pense que mon amendement mérite autre chose qu'une fin de non-recevoir.

C'est un contre-projet, je l'avoue, au point de vue de l'inspection, mais un contre-projet qui a sa raison d'être, parce qu'il permet à la fois d'attendre beaucoup de la vigilance même de l'atelier reconstitué dans son unité et de donner satisfaction au légitime désir des ouvriers d'avoir voix comme autrefois dans la discussion des intérêts communs de la profession.

Soyez assurés que les traditions ne meurent point tout entières et qu'au

fond des revendications dont vous êtes témoins se cache le désir, inconscient peut-être, de ne plus être les serviteurs — je ne peux pas me servir d'un mot moins parlementaire — d'une centralisation administrative qui poussée à cet excès ne devient pas seulement un péril pour la bourse de la France, mais un danger social d'un nouveau genre. Ne vous y trompez pas, multipliés comme ils le seront, investis comme ils le seront de pouvoirs plus ou moins arbitraires, vos inspecteurs et sous-inspecteurs, vos officiers et sous-officiers de l'office du travail ne tarderaient pas à devenir odieux à une société qui a connu une autre existence, et plus impopulaire que vous ne pensez. (*Très bien ! à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Fresneau.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Je consulte le Sénat sur le texte proposé par la Commission.

(L'article 18, mis aux voix, est adopté.)

* ART. 19. — Désormais ne seront admissibles aux fonctions d'inspecteur divisionnaire ou départemental que les candidats ayant satisfait aux conditions et aux concours visés par l'article 22.

La nomination au poste d'inspecteur titulaire ne sera définitive qu'après un stage d'un an. » — (Adopté.)

* ART. 20. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er}. Ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2.

* Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

* Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

* Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi. » — (Adopté.)

* ART. 21. — Les inspecteurs ont pour mission, en dehors de la surveillance qui leur est confiée, d'établir la statistique des conditions du travail industriel dans la région qu'ils sont chargés de surveiller.

* Un rapport d'ensemble résumant ces communications sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Adopté.)

SECTION VII.

COMMISSION SUPÉRIEURE ET DÉPARTEMENTALE.

« ART. 22. — Une Commission supérieure composée de neuf membres, dont les fonctions sont gratuites, est établie auprès du Ministre du commerce et de l'industrie. Cette Commission comprend deux sénateurs, deux députés élus par leurs collègues et cinq membres nommés pour une période de quatre ans par le Président de la République. Elle est chargée :

- « 1° De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi;
- « 2° De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés;
- « 3° Enfin, d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme du concours qu'ils devront subir. »

(Les divers paragraphes de cet article sont successivement mis aux voix et adoptés.)

M. Fresneau propose à l'article 22, que le Sénat vient d'adopter, la disposition additionnelle suivante :

« Par dérogation à l'article 31, qui ajourne au 1^{er} mai 1892 l'application des dispositions de la présente loi, la Commission supérieure instituée par les paragraphes précédents sera immédiatement nommée.

« Dans toutes professions où se sont formés ou se formeront, en exécution de la loi de 1884, des syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers, ces ateliers syndiqués seront invités à faire parvenir dans le plus bref délai à la Commission supérieure un projet de statut professionnel délibéré par le syndicat, et qui pourra servir de base aux règlements d'administration publique ordonnés par la loi pour réglementer la profession. »

M. FRESNEAU. — Messieurs, je n'ai que quelques mots à ajouter aux observations que je viens de présenter à l'appui de mon précédent amendement dont ce paragraphe additionnel n'est qu'un simple corollaire.

Ce n'est pas d'hier que nous essayons de réglementer le travail, et malheureusement nous n'avons pas plutôt pris une décision que nous nous voyons le lendemain assaillis de réclamations, quelquefois si fondées qu'il n'est plus possible de résister à l'évidence de cette vérité que, pour la réglementation de chaque profession, des connaissances techniques et une longue pratique sont absolument indispensables.

Je me demande ce que les deux sénateurs et les deux députés, même accompagnés des cinq élus du Président de la République, sauront de plus que nous-mêmes sur les vœux légitimes de ces professions multiples dont il n'y en a pas deux qui aient les mêmes besoins, les mêmes aspirations, les mêmes difficultés et les mêmes ressources.

Assurément, ils s'avoueront, s'ils sont sincères, aussi embarrassés que nous

le sommes, et chercheront instinctivement des statuts professionnels que les intéressés seuls, patrons et ouvriers, sont capables de rédiger et que l'on ne découvre point en légiférant comme nous le faisons les trois quarts du temps dans le vide. De là mon amendement.

Je me demande pourquoi attendre cette date en quelque sorte fatidique du 1^{er} mai de l'année prochaine pour mettre quoi que ce soit en mouvement et commencer à donner quelques satisfactions à des gens qui en réclament.

Qu'est-ce qui nous empêche de nommer immédiatement, par dérogation à l'article 31, cette Commission qui, si elle ne fait rien jusqu'au 1^{er} mai de l'année prochaine, aura, après le 1^{er} mai, trop à faire. Vous avez un certain nombre de syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers constitués. Il s'en forme de nouveaux tous les jours. Mieux instruits que qui que ce soit des intérêts de leur profession, ils sont plus capables que personne d'approprier des traditions qui ne datent pas d'hier aux besoins de la société actuelle, et de vous présenter, pour la réglementation et la défense de leur travail, des statuts spéciaux, qui ont infiniment plus de chances d'être conformes à la réalité des faits que tout ce que théoriquement vous pourriez inventer.

Vous auriez, en procédant comme je le propose, l'immense avantage de donner un encouragement aux syndicats mixtes appelés à former un contre-poids, et le plus puissant des contre-poids, à ces autres syndicats révolutionnaires, qui cherchent leur point d'appui dans des intérêts opposés à ceux de la France. Vous rendrez en même temps le plus signalé service et à la Commission instituée par le présent article et au Conseil d'État et au Comité consultatif des arts et manufactures, qui ne possèdent pas la science, encore moins la pratique universelle, et leur fournirez des éléments de solution qui autrement leur feront absolument défaut.

Voilà tout l'objet de mon amendement. Je n'ai pas besoin de lui donner plus de développements. Vous voyez qu'il est pratique, qu'il ne compromet rien, qu'il laisse la loi sur ses pieds; seulement, il prend la lumière où elle est et permet à la Commission, dont je demande la nomination, d'agir immédiatement et en connaissance de cause.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission vous demande de repousser l'amendement de M. Fresneau. Il contient des intentions qui, évidemment, sont excellentes, mais qui paraissent à la Commission absolument impraticables.

« Dans toutes les professions, dit l'amendement, où se sont formés ou se formeront, en exécution de la loi de 1884, des syndicats mixtes... » Messieurs, c'est peut-être retarder bien longtemps l'exécution de la loi, que de demander que des syndidats mixtes puissent envoyer à la Commission supérieure leurs statuts professionnels.

Mais qu'est-ce que c'est que des statuts professionnels? Comment peut-on leur donner force de loi? Par le vote de la Commission supérieure? Mais il peut y avoir deux, trois, quatre syndicats mixtes dans la même profession, et chacun peut proposer des clauses différentes.

Au fond, il faut bien le dire, la pensée de l'honorable M. Fresneau, c'est d'essayer de reconstituer par les syndicats mixtes des sortes de corporations

ouvrières; du moins c'est l'impression qui m'est restée de ses observations.

En tous cas, la Commission a examiné son amendement très sérieusement; elle a déclaré qu'il lui paraissait impraticable, et elle demande au Sénat de ne pas l'adopter.

M. FRESNEAU. — Je n'entends nullement ressusciter les anciennes corporations; c'est sur les bases de la liberté et non sur les bases du monopole que je les vois prêtes à se reconstituer, et je suis convaincu qu'il n'y aura pas de loi ni de règlement d'administration publique qui empêchera ce mouvement d'arriver à son terme.

M. le rapporteur craint qu'il ne soit pas possible à une profession spéciale de trouver quelque chose de plus pratique que ce que le Conseil d'Etat va improviser pour la généralité des professions considérées dans leur ensemble. L'heure est trop avancée pour que je me permette de vous citer des exemples.

J'en ai cependant et beaucoup sous les yeux; aussi vous êtes obligés de renvoyer à chaque instant à des règlements d'administration publique. Nous sommes nous-mêmes chargés par nos commettants de vous présenter des amendements, de vous réclamer des exceptions, pour ainsi dire pour chacun des métiers que votre législation cherche à atteindre.

Quand les professions elles-mêmes auront manifesté leurs vœux et indiqué leur desiderata, c'est le règlement d'administration qui interviendra, après avis de la Commission supérieure, et donnera à ces statuts force de loi. Ce sera toujours en définitive la loi qui aura le dernier mot, mais ce sera la loi éclairée.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article additionnel.

(L'article additionnel n'est pas adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article.

(L'ensemble de l'article 22 est adopté.)

« ART. 23. — Chaque année, le président de la Commission supérieure adresse au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

« Ce rapport doit être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*. » — (Adopté.)

« ART. 24. — Les conseils généraux devront instituer une ou plusieurs commissions chargées de présenter, sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible, des rapports qui seront transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure.

« Les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les présidents et vice-présidents du conseil des prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre

industriel du département et, s'il y a lieu, l'ingénieur des mines, font partie de droit de ces commissions dans leurs circonscriptions respectives.

« Les commissions locales instituées par les articles 20, 21 et 22 de la loi du 19 mai 1874 sont abolies. » — (Adopté.)

SECTION VIII.

PÉNALITÉS.

« ART. 25. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

« Toute personne, soumise à la présente loi, qui imposera à un enfant des travaux présentant des causes de danger ou excédant ses forces sera passible des peines édictées au paragraphe ci-dessus.

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi.

« Toutefois la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

« Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. » — (Adopté.)

« ART. 26. — En cas de récidive pour le même fait, dans les douze mois, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal de police correctionnelle et condamné à une amende de 16 à 1,000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a là probablement une erreur matérielle. L'amende doit être de 16 à 100 francs, c'est ce que portait l'ancien texte. »

M. LÉOPOLD THÉZARD. — Il y a dans l'exposé des motifs « de 16 à 100 francs. »

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est l'avis de Monsieur le Rapporteur ? Le texte doit-il porter : « de 16 à 100 francs » ou « de 16 à 1,000 francs. »

M. LE RAPPORTEUR. — Le texte doit porter « de 16 à 100 francs », c'est pour cela que nous avons supprimé l'application de l'article 463 du Code pénal.

M. LE PRÉSIDENT. — Je continue la lecture de l'article 26 :

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier juge-

ment pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.»

(L'article 26, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 27. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

« Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département. » — (Adopté.)

« ART. 28. — Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque a fait une fausse déclaration relative au personnel employé ou a mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

« En cas de récidive, l'amende sera portée de 500 à 1,000 francs.

« L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article. »

Il y a sur cet article un amendement de M. Blavier ainsi conçu :

« Est puni d'une amende de 16 à 100 francs quiconque a fait volontairement une fausse déclaration.

« En cas de récidive, l'amende sera portée de 100 à 500 francs.

M. BLAVIER. — Messieurs, j'appelle votre attention sur l'exagération évidente, selon moi, de la pénalité, dans le cas visé par l'article dont il vient de vous être donné lecture.

Comment! en cas de récidive pour contravention à la loi, vous n'infligez qu'une amende de 16 francs à 100 francs, et pour une fausse déclaration relative au personnel, un industriel sera frappé d'une amende de 500 à 1,000 francs! Et vous n'employez pas même le mot de fausse déclaration volontaire! Il y a là un point sur lequel, je le répète, j'appelle la très sérieuse attention de la Commission, en vue de la seconde délibération, si l'on n'adopte pas, dès à présent, mon amendement, lequel consiste à réduire la pénalité de 16 à 100 francs, comme dans le cas de l'article 26, et à ajouter le mot : « volontairement », et à dire :

« Est puni, etc., quiconque a fait volontairement une fausse déclaration. »

Car il résulterait d'une erreur matérielle d'un commis qu'un pauvre directeur d'usine serait condamné. Je crois qu'il n'y a aucun inconvénient à adopter la modification que je propose, et je demande à la Commission de vouloir bien accepter le principe de cet amendement.

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'est pas possible de l'accepter, puisque la Commission n'est pas en nombre pour délibérer.

M. BLAVIER. — Alors, je retire mon amendement, en appelant de nouveau

l'attention de la Commission sur ce point, dans l'espoir qu'elle me donnera satisfaction lors de la seconde délibération.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement étant retiré, je mets l'article 28 aux voix.

(L'article 28 est adopté.)

L'article 29, adopté par la Chambre des députés, était ainsi conçu :

« ART. 29. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi par le tribunal de police correctionnelle. »

La Commission propose la suppression de cet article. Je le mets aux voix.

(L'article 29 n'est pas adopté.)

Par conséquent l'article 29 est supprimé.

Je donne lecture du nouvel article 29, qui est ainsi conçu :

« Les règlements d'administration publique nécessaires à l'application de la présente loi seront rendus après avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures.

Le Conseil général des mines sera appelé à donner son avis sur les règlements prévus en exécution de l'article 9. »

M. Félix Martin propose une disposition additionnelle à cet article; j'en donne lecture :

« Quiconque, industriel, commerçant ou particulier, aura, sur la voie publique, soumis un enfant au-dessous de 16 ans à un travail excédant ses forces, sera puni d'une amende de 16 francs à 300 francs. »

M. Félix Martin n'est pas présent? Quelqu'un appuie-t-il cet article additionnel?

Un sénateur à gauche. — M. Félix Martin pourra le reproduire lors de la deuxième délibération.

M. LE PRÉSIDENT. — L'article additionnel n'étant pas appuyé, je mets aux voix l'article 29.

(L'article 29 est adopté.)

« ART. 30. — Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15 et 16 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel.

« Les dispositions de l'article 20 ci-dessus seront applicables auxdits cas

en ce qu'elles modifient la juridiction et la quotité de l'amende indiquées au premier paragraphe de l'article 20 de la loi du 22 février 1851.

« Ladite loi continuera à recevoir son exécution dans ses autres prescriptions. » — (Adopté.)

« ART. 31. — Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'à la date du 1^{er} mai 1892.

« La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions seront abrogés à la date sus-indiquée. » — (Adopté.)

Il y a sur cet article un amendement de M. Jules Ferry.

M. Jules Ferry propose de remplacer, dans le paragraphe 1^{er}, les mots « à la date du 1^{er} mai 1892 » par ceux-ci : « à la date du 1^{er} juillet 1894. »

La Commission a-t-elle examiné l'amendement?

M. LE RAPPORTEUR. — Non, Monsieur le Président, la Commission ne l'a pas examiné, mais je crois pouvoir dire au Sénat que, sans vouloir maintenir d'une façon absolue la date qui est inscrite au projet de loi, la Commission n'accepte pas celle qui est proposée par M. Jules Ferry.

M. JULES FERRY. — Messieurs, il me suffira de quelques mots pour motiver mon amendement dont la pensée même se trouve déjà dans la disposition que la Commission vous propose. Il n'y a entre elle et moi qu'une légère différence sur la question de délai.

La Commission a compris que les mesures nouvelles seront très lourdes pour une partie de l'industrie, et particulièrement pour l'industrie vosgienne. Vous avez appris, Messieurs, dans cette discussion même que, dans le département des Vosges et dans les filatures établies dans ce département, le travail de nuit est organisé et fonctionne depuis plusieurs années. Nos concitoyens s'inclinent devant la loi; je dirai même, afin de bien marquer ma situation dans le débat, que j'ai voté la suppression du travail de nuit. Nos concitoyens s'inclinent devant la loi, mais ils font observer aux pouvoirs publics que la suppression du travail de nuit les oblige ou à jeter sur le pavé plusieurs centaines d'ouvriers des deux sexes ou à construire de nouvelles usines. Ce que je demande au Sénat, c'est pour les filateurs qui sont atteints par la nouvelle mesure le temps d'établir un nouvel outillage, car ils vont être dans la nécessité de doubler leur outillage actuel.

M. le rapporteur combat-il le principe de cette concession, de cet acte de justice, devrais-je plutôt dire, ou bien trouve-t-il le délai trop étendu? Il m'a semblé qu'un délai de deux ans, étant donné surtout que la loi n'est pas encore votée, et qu'elle retournera certainement à la Chambre des députés, n'avait rien d'excessif et que la date du 1^{er} juillet 1894 n'est pas trop éloignée.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je ne puis pas répondre d'une manière

ferme à la demande de l'honorable M. Jules Ferry. La Commission n'a pas délibéré, et il s'est manifesté dans son sein des opinions diverses.

Si M. Jules Ferry demande l'avis du rapporteur en particulier, je lui répondrai tout de suite que la date indiquée dans la loi, celle du 1^{er} mai 1892, n'a pas été choisie, par la Chambre de députés, pour donner le temps aux industriels de construire de nouveaux ateliers ou d'augmenter leur outillage, mais que le motif qui a fait choisir cette date, c'est que la Chambre, au moment où elle l'a adopté, pensait que le tarif douanier étant voté, elle aurait établi une protection suffisante pour que les industriels puissent supporter facilement les charges nouvelles qui leur seront créées par la loi.

M. JULES FERRY. — Ce n'est qu'une hypothèse, en présence du dernier vote de la Chambre surtout, qui n'a accordé aucune majoration de droit sur les filés.

M. LE RAPPORTEUR. — Ce n'est pas une hypothèse; cela a été dit en toutes lettres dans la discussion. Que, depuis lors, la Chambre ait changé d'opinion, je n'en sais rien; nous ne pouvons pas juger cette question. Mais telle était bien la raison pour laquelle on avait adopté cette date. Vous demandez aujourd'hui que le délai qui a été fixé par la Chambre et la Commission du Sénat soit étendu, et vous ajoutez, pour motiver cette demande, qu'il faut donner aux industriels le temps de construire de nouvelles usines.

Je ne puis vous répondre qu'en mon nom personnel. La Commission n'a pas examiné votre amendement, elle ne peut se prononcer. Quant à moi, je crois qu'il est impossible d'accepter la date que vous proposez, c'est-à-dire 1894, par conséquent trois ans; ce délai me paraît tout à fait exagéré.

M. JULES FERRY. — Pardon, cela ne fait pas trois ans, mais deux ans de plus que la date que vous avez fixée!

M. LE RAPPORTEUR. — Nous sommes en juillet 1891; vous ajournez à juillet 1894 l'application de la loi.

M. CHOVEL. — Pourquoi ne pas dire : « deux ans à partir de la promulgation de la loi? »

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission discutera cette question; je ne puis pas la résoudre comme rapporteur.

M. JULES FERRY. — Demandez le renvoi à la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission ne s'y oppose pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition?...
Je consulte le Sénat.

(Le renvoi à la Commission est prononcé.)

La Commission a-t-elle délibéré sur la partie de l'amendement de M. Le Guen qui lui a été renvoyé?

M. LE RAPPORTEUR. — Non, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ne pouvons, par conséquent, pas terminer aujourd'hui le vote de la loi. La suite de la délibération est renvoyée à la prochaine séance.

SÉANCE DU 17 JUILLET 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — A la séance d'hier le Sénat a renvoyé à la Commission un amendement de M. Le Guen sur le paragraphe 5 de l'article 4 et deux autres amendements, l'un de MM. Ferry et l'autre de M. Kiener, sur l'article 32.

M. TOLAIN, *rapporteur*. — Messieurs, vous avez renvoyé hier à la Commission un amendement de l'honorable M. Le Guen. Je crois, après les observations que nous avons échangées, être d'accord avec l'honorable M. Le Guen, en déclarant au Sénat qu'il est disposé à s'entendre avec la Commission pour la seconde délibération et à retirer son amendement.

M. LE GUEN. — Messieurs, après la conversation que j'ai eue avec M. le rapporteur, nous avons reconnu l'un et l'autre, en effet, que le temps était un peu court à ce moment de la session pour qu'il nous fût possible, à la Commission et à moi, d'examiner la question avec la maturité nécessaire et d'arriver à nous entendre.

Dans cette situation, et dans l'espoir qu'un accord interviendra entre les deux lectures, soit sur une rédaction nouvelle, soit au moyen des satisfactions que nous pourrions trouver dans les articles qui suivent l'article 4, sur lequel porte notre amendement, je le retire en réservant notre droit d'initiative si, contre mon espoir, l'entente ne se faisait pas. (*Très bien! très bien!*)

M. LE RAPPORTEUR. — Elle se fera. Il ne reste plus, Messieurs, que deux questions : un article additionnel de M. Félix Martin, qui doit prendre place dans les dispositions spéciales, et enfin l'amendement de M. Jules Ferry...

M. LE PRÉSIDENT. — Et celui de M. Kiener.

M. LE RAPPORTEUR. — Ces deux amendements se confondent, Monsieur le Président; il est, d'ailleurs, à peu près impraticable de statuer sur l'amendement

dement de M. Kiener qui portait sur l'article 4, que le Sénat a définitivement voté.

La Commission, Messieurs, a accepté la rédaction proposée par M. Félix Martin au sujet de la pénalité à imposer aux personnes qui surchargent les enfants. Quant à l'amendement de M. Jules Ferry, la Commission a refusé de l'accepter dans les termes où il était présenté. Elle a délibéré sur deux délais : celui d'un an après la promulgation de la loi, qui n'a pas été accepté, et celui de dix-huit mois, qui a été admis par la majorité de la Commission. Voilà quel est l'état de la question.

M. LE PRÉSIDENT. — La nouvelle rédaction de la Commission est ainsi conçue :

« Art. 31. — Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables que dix-huit mois après sa promulgation. »

M. NICOLAS, *commissaire du Gouvernement*. — Messieurs, j'ai le regret d'avoir à combattre, au nom du Gouvernement, la proposition de votre Commission.

Le délai de dix-huit mois qui vous est proposé pour la mise à exécution de la loi nous paraît exagéré, et nous estimons qu'il serait largement suffisant de fixer ce délai à six mois.

Veillez noter, Messieurs, qu'à ce délai de six mois il faudra ajouter le temps qui s'écoulera jusqu'au vote définitif du projet, lequel n'est devant vous qu'en première lecture et qui devra retourner devant la Chambre.

Ce ne serait donc guère que dans une année environ que la nouvelle loi pourrait entrer en vigueur. Les industriels qui auraient besoin de modifier leur installation ou leur outillage seront d'autant mieux en mesure de le faire que leur attention est appelée depuis longtemps sur ce point et qu'ils ont pu prévoir ces modifications.

Vous savez, en effet, que la loi que vous discutez est soumise au Parlement depuis déjà plusieurs années, et, il faut bien le dire, elle ne sera une surprise pour personne. Cette loi est impatiemment attendue par ceux dont elle doit améliorer la situation matérielle et morale. Faut-il donc leur imposer encore une nouvelle attente de deux longues années ?

Vous avez voté la suppression d'abus criants, notamment celle du travail de nuit des femmes. Songez, Messieurs, que, si vous laissez ces abus subsister pendant deux années encore, ils s'enracineront de plus en plus et que nous aurons les plus grandes difficultés pour les faire disparaître.

Le Gouvernement espère que, touchés de ces considérations, vous voudrez bien ne pas accorder, pour l'application de la loi qui vous est soumise, un délai supérieur à six mois, à dater de sa promulgation.

M. SCHEURER-KESTNER. — Messieurs, la Commission s'est réunie aujourd'hui pour examiner les amendements qui vous ont été présentés par nos deux collègues, M. Jules Ferry et M. Kiener. Voici les motifs qui l'ont engagée à accepter, non pas dans leur texte, mais dans leur esprit, les amendements tels qu'ils ont été présentés.

La suppression du travail de nuit pour les femmes et pour les filles modifie considérablement les conditions dans lesquelles s'exercent certaines industries très importantes du pays, notamment l'industrie qui est pratiquée dans les départements de nos deux collègues.

Le travail de nuit a permis aux industriels de scinder leur industrie dans une certaine mesure. On sait, par exemple, que la filature de coton se compose de deux phases dans ses opérations : une phase préparatoire et une phase dans laquelle on termine l'article fabriqué.

Or, il est arrivé et il arrive très souvent que l'harmonie n'existe pas entre ces deux productions, et que tel industriel produit, comme matière première, une quantité insuffisante.

Le travail de nuit est venu remédier à cet état de choses. L'application de la nouvelle loi forcera, par conséquent, les industriels qui ont établi le travail de nuit à des modifications considérables dans leur matériel, et, par conséquent aussi, il faudra un certain temps pour opérer ces modifications.

M. le Commissaire du Gouvernement nous disait tout à l'heure : « Mais enfin, on est averti depuis longtemps ».

C'est vrai; la loi que nous discutons a déjà fait l'objet des délibérations du Sénat; elle est revenue de la Chambre deux fois; il est possible qu'elle revienne encore, mais elle n'est pas restée toujours la même : elle a été modifiée.

M. BUFFET. — Parfaitement !

M. SCHEURER-KESTNER. — Une fois, elle s'est appliquée aux femmes, une autre fois, elle ne s'appliquait qu'aux filles. Vous concevez que, dans ces conditions, il n'est pas possible à un industriel de prévoir l'étendue des modifications qu'il devra apporter à son industrie. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

D'un autre côté, Messieurs, on peut remarquer que lorsque l'honorable M. Waddington, rapporteur à la Chambre des députés, a déposé son rapport (c'était dans la séance du 10 juin 1890), la Commission de la Chambre des députés avait fixé comme délai celui qu'on fixe aujourd'hui même dans la loi, alors que nous sommes à peine éloignés d'une année; le délai que la Chambre avait entendu accorder à ce moment se trouve donc diminué d'un an.

Au moment où le rapport de M. Waddington a été présenté à la Chambre, le délai s'étendait, comme aujourd'hui, jusqu'au 1^{er} mai 1892. C'était un délai de deux ans moins un mois et quelques jours. Si nous conservons la même date, juillet 1891, il ne reste plus qu'un an moins deux mois.

Dans ces conditions, la Commission a pensé qu'il était plus rationnel, au lieu d'adopter une date, alors que nous ne savons pas quand la loi sera votée, de fixer un terme à partir de la promulgation de la loi.

On nous a demandé trois ans, puis deux ans. Nous avons discuté la question. La Commission s'est demandé combien il faudrait de temps à un industriel, en moyenne, pour mettre son industrie dans l'état où elle pourra fonctionner d'une manière économique, après les modifications apportées; et,

en fin de compte, par transaction, la Commission a adopté le terme de dix-huit mois.

Elle vous propose aujourd'hui de décider que la loi recevra son application dix-huit mois après le jour de la promulgation. C'est la résolution que je viens, au nom de la majorité de la Commission, vous prier de vouloir bien adopter. (*Marques nombreuses d'approbation.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ?

M. TOLAIN. — Voulez-vous me permettre, Monsieur le Président, de dire quelques mots, non pas comme rapporteur, mais comme membre de la Commission ? (*Parlez ! parlez !*) Messieurs, je ne viens pas combattre la proposition de la Commission ; ma situation serait par trop étrange. Mais, comme nous ne sommes qu'en première lecture, je crois devoir informer le Sénat qu'en seconde délibération j'apporterai tout au moins une modification à ce texte.

Je comprends parfaitement les raisons données par l'honorable M. Scheurer-Kestner, mais elles s'appliquent surtout aux filatures du département des Vosges et des pays circonvoisins.

M. SCHEURER-KESTNER. — A l'industrie proprement dite.

M. LE RAPporteur. — Surtout à l'industrie de la filature où le travail de nuit est organisé d'une manière permanente et complète ; mais la loi ne vise pas simplement les filatures et les industries où le travail de nuit est organisé d'une manière permanente elle vise en même temps le travail de nuit que nous avons désigné sous le nom de veillées et qui intéresse un nombre de femmes cent fois plus considérable que celui des ouvrières occupées dans le département des Vosges, et cela dans des industries où il ne sera nullement nécessaire de transformer l'outillage et de construire de nouveaux bâtiments.

Je proposerai donc en mon nom personnel, lors de la deuxième lecture, une distinction qui permettra d'appliquer la loi aux industries qui ne rentrent pas dans la catégorie que vient d'indiquer M. Scheurer-Kestner.

M. TRARIEUX. — Il faudrait la formuler dès à présent. (*Exclamations.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Ce sont des réserves que M. Tolain fait en son nom personnel.

Je mets aux voix la proposition de la Commission, dont je donne de nouveau lecture :

« Par mesure transitoire, les dispositions de la présente loi ne seront applicables que dix-huit mois après sa promulgation. »

(La proposition de la Commission est adoptée.)

Je mets aux voix le second paragraphe de l'article 32; il est ainsi conçu :

« La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions seront abrogés à la date sus-indiquée. »

(Le second paragraphe de l'article 32 est adopté.)

Je consulte le Sénat sur l'ensemble de l'article 32.

(L'article 32 est adopté.)

Messieurs, il ne reste plus qu'un amendement de M. Félix Martin.

Voici la disposition qu'il a proposée :

« Quiconque, industriel, commerçant ou particulier, aura, sur la voie publique, soumis un enfant au-dessous de 16 ans à un travail excédant ses forces, sera puni d'une amende de 16 francs à 300 francs. »

Il faudra donc s'assurer que l'enfant a moins de 16 ans, et ensuite que le travail excède ses forces.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, l'amendement de M. Félix Martin a été inspiré par un certain nombre de faits regrettables. Si nos honorables collègues avaient lu l'exposé des motifs qui le précède, ils en auraient immédiatement compris le but. Le voici :

En vertu de la loi de 1874 et d'un décret qui réglemente cette question, il est défendu à un industriel, à un commerçant qui a des enfants sous ses ordres, à titre d'apprentis ou de petits ouvriers, de les surcharger, soit sur la tête, soit sur le dos, ou de leur faire traîner des fardeaux excédant un certain poids en rapport avec leur âge. C'est la loi.

Les agents de police de la ville de Paris et de certaines autres villes de France ont constaté souvent que des enfants étaient surchargés d'un poids beaucoup trop considérable. Ils ont dressé procès-verbal, et, lorsqu'on a appelé l'industriel, il a démontré et prouvé que la charge que l'enfant portait ne lui avait pas été imposée par lui, mais quelquefois par le client, qui, sans que le patron fût prévenu, avait chargé l'enfant, l'apprenti de porter des matériaux, du travail, un fardeau quelconque à l'atelier, à l'usine ou à la fabrique. Par conséquent, dans ce cas-là, la poursuite tombait parce que le patron n'était pas responsable, et, comme tout individu qui n'était pas visé par les prescriptions de la loi de 1874 ne pouvait être poursuivi en vertu de cette loi, la contravention restait sans effet. C'est à ce défaut de pénalité que M. Félix Martin a voulu remédier, et il a songé alors à introduire, dans l'un des derniers articles, cette disposition qu'il vous présente et qui porte ces mots :

« Quiconque, industriel, commerçant ou particulier. . . »

En réalité, c'est le mot « particulier » qui fait tout l'intérêt de la proposition...

M. FÉLIX MARTIN. — Le mot « commerçant » aussi.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission l'a examinée, elle a conclu à son acceptation, et, par conséquent, elle vous demande de vouloir bien la voter.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole?...
Je consulte le Sénat.

(La proposition de M. Félix Martin, mise aux voix, est adoptée.)

L'article additionnel que vient de voter le Sénat prendra la place de l'article 32, qui devra, par suite, porter le numéro 33.

Le Sénat se souvient que, sur le paragraphe 5 de l'article 4, un amendement présenté par M. Le Guen avait été renvoyé à la Commission, puis retiré par son auteur, sous cette réserve qu'il pourrait être reproduit en seconde délibération.

Il me reste maintenant à consulter le Sénat sur l'ensemble de l'article 4.

(L'article 4, mis aux voix, est adopté.)

M. RENÉ GOBLET. — Messieurs, je demande la permission du Sénat, avant qu'il ne soit consulté sur le point de savoir s'il passera à une seconde délibération, de poser une très simple question à M. le Ministre du commerce ou plutôt à M. le commissaire du Gouvernement que j'en ai informé il y a déjà quelques jours et qui, je crois, est en mesure, aujourd'hui, de me répondre. Il s'agit de l'inspection. Vous avez décidé hier que, désormais, les inspecteurs départementaux seraient, comme les inspecteurs divisionnaires, à la nomination du Gouvernement.

Je ne suis pas, pour ma part, autrement porté à me féliciter de cette décision qui fait rentrer ces agents dans la hiérarchie des fonctionnaires de l'État; mais enfin je reconnais que la mesure était peut-être inévitable.

D'abord elle permet d'assurer le service de l'inspection dans certains départements où, peut-être, les conseils généraux n'auraient pas voulu en faire les frais.

D'autre part, comme, aux termes de la loi, ces inspecteurs sont placés sous l'autorité des inspecteurs divisionnaires, il est vraisemblable qu'on évitera des conflits possibles en leur donnant aux uns et aux autres la même origine. Je ne discute donc pas la disposition votée hier, il n'en serait d'ailleurs plus temps.

Mais il y a, à l'heure actuelle, dans un certain nombre de départements, des inspecteurs départementaux nommés par l'autorité départementale ou plutôt par le conseil général. Il y a, notamment, dans le département de la

Seine, un service d'inspection départementale parfaitement organisé, qui comprend un personnel assez important et des plus méritants.

Si je suis bien renseigné, il n'existe pas, en ce moment, moins de quinze inspecteurs départementaux et de quinze inspectrices départementales. Ce sont des fonctionnaires qui touchent un traitement de 3,000 francs, et je ne parle pas des suppléants qui font les remplacements quand les titulaires se trouvent empêchés et qui sont destinés à devenir à leur tour titulaires.

Ces inspecteurs sont nommés à la suite d'un concours qui est des plus sérieux. La commission est ainsi composée : neuf conseillers généraux élus par leurs collègues, le président de la chambre de commerce ou son délégué le directeur du Conservatoire des arts et métiers ou son délégué, le directeur de l'enseignement primaire de la Seine, l'inspecteur divisionnaire, un membre du conseil d'hygiène et de salubrité désigné par le préfet, un membre patron et un membre ouvrier des conseils de prud'hommes, le chef de la deuxième division de la préfecture de police. Ces renseignements pourront être confirmés par M. le commissaire du Gouvernement.

Quelle va être désormais la situation des inspecteurs départementaux en fonctions ? Leur nomination, qui appartient actuellement à l'autorité départementale, va appartenir désormais au Gouvernement. Ils s'en préoccupent naturellement. Le conseil général de la Seine s'en est préoccupé aussi et c'est pourquoi je prends la liberté de poser cette question.

Je demande au Gouvernement quelles sont ses intentions à l'égard de ces intéressants fonctionnaires.

M. NICOLAS, *commissaire du Gouvernement*. — Messieurs, l'honorable M. Goblet se préoccupe à juste titre de la situation qui sera faite par la loi nouvelle aux inspecteurs départementaux de la Seine, dont nous sommes les premiers à reconnaître avec lui l'intelligence, l'activité et le dévouement.

La question ne concerne pas seulement le département de la Seine, Messieurs, elle se pose également pour d'autres départements, notamment pour celui de la Seine-Inférieure où, sur l'initiative de votre collègue M. Richard Waddington, le conseil général a créé des emplois d'inspecteurs départementaux.

Je n'hésite pas à reconnaître que la loi qui vous est soumise en ce moment a besoin d'être complétée sur ce point. Dans l'intervalle de la première à la seconde délibération, le Gouvernement espère pouvoir se mettre d'accord avec votre Commission pour vous apporter un texte qui sauvegarde, dans la mesure du possible, la situation de ces inspecteurs départementaux dont l'honorable M. Goblet a bien voulu se faire devant vous le défenseur. (*Très bien ! très bien !*)

M. FÉLIX MARTIN. — Et les inspecteurs divisionnaires ?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Leur situation est réglée dans le projet qui vous est actuellement soumis.

M. LE RAPPORTEUR. — Parfaitement ! Ils sont désintéressés dans la question.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à une deuxième délibération.

(Le Sénat décide qu'il passera à une deuxième délibération.)

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES (Suite).

IX. — Ariège.

(Trois commissions pour le département.)

1^{re} COMMISSION (arrondissement de Foix.)

Membres de droit.

MM. LE ROY, inspecteur divisionnaire du travail, à Toulouse ;
PRUNET, inspecteur départemental du travail, à Toulouse ;
TAUZIN, ingénieur en chef des mines, à Toulouse.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. Le Contrôleur des mines du département ;
BERGASSE LOZIROULES, conseiller général ;
DRESCH, docteur-médecin, à Foix ;
MANIGLIER, industriel, à Arignac ;
GUERRIER, agent voyer, à Foix ;
SÉRIS, directeur de la mine de Rancié-et-Sein.

2^e COMMISSION (arrondissement de Pamiers.)

Membres de droit.

MM. LE ROY, inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie, à Toulouse ;
PRUNET, inspecteur départemental du travail, à Toulouse ;
TAUZIN, ingénieur en chef des mines, à Toulouse.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. BARBE (Jean), adjoint au maire de Pamiers ;
MOFFRE, avoué, à Pamiers ;
SOULA (Eugène), docteur-médecin, à Pamiers ;
DAGAU, agent voyer, à Pamiers ;
DURRIEU (Edmond), architecte, à Pamiers.

3^e COMMISSION (arrondissement de Saint-Girons.)

Membres de droit.

- MM. LE ROY, inspecteur divisionnaire du travail, à Toulouse;
PRUNET, inspecteur départemental du travail, à Toulouse;
TAUZIN, ingénieur en chef des mines, à Toulouse :

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. TRINQUÉ (Hippolyte), conseiller général ;
DÉJEAN, conseiller d'arrondissement ;
SOUËIX, docteur-médecin, à Saint-Girons ;
DESPAX, conducteur des ponts et chaussées, à Saint-Girons ;
BERGÈS, maire de Sentaraille.

XXI. Côte-d'Or.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon ;
BACQUIAS, inspecteur départemental du travail, à Chaumont ;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône ;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Dijon.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. MESSNER, conseiller général ;
GALLIOT, conseiller général ;
GARNIER, conseiller général ;
L'Inspecteur des établissements insalubres ;
Le Président du conseil central d'hygiène et de salubrité ;
L'Inspecteur d'académie ;
X^{***}, ingénieur ;
Le Président du tribunal civil ;
Le médecin des épidémies ;
Le Président du tribunal de commerce de Dijon ;
Deux Présidents de chambre de commerce.

XXV. Doubs.

(Douze commissions pour le département.)

1^{re} COMMISSION (canton de Besançon-Nord.)

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon ;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon ;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône ;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de
Besançon.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. FROMENT, industriel à Saint-Claude (Besançon) ;
CORNET, docteur en médecine, aux Chaprais (Besançon) ;
PATEU fils, conseiller municipal, à Besançon ;
BATÉFOULIER père, industriel, quai de Strasbourg (Besançon) ;
MOUTHOT, ancien négociant, à Saint-Claude (Besançon) ;
HELME, conseiller à la cour, demeurant aux Villas Besontines.

2^e COMMISSION (Canton de Besançon-Sud.)

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon ;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon ;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône ;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de
Besançon.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. DOUGE, mécanicien à Tarragnoz (Besançon) ;
ROBERT, fabricant d'horlogerie, à Tarragnoz (Besançon) ;
MARTIN-BREY, à Casamène (Besançon) ;
GROS, serrurier, à Besançon ;
ZILLIOX, administrateur de la société des monteurs de boîtes, à Besançon ;
GOMET, docteur, à Besançon.

3^e COMMISSION (cantons de Quingey et de Boussières.)

Membres de droit.

MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon ;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon ;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. POULET, maire de Boussières ;
Martin (A.), propriétaire, à Busy ;
TRAMU, maire de Saint-Vit ;
BILLET (Denice), entrepreneur de transports, à Routelle ;
JOBARD, maire d'Abbens-Dessous ;
JANET, négociant, à Saint-Vit ;
FAILLENET, maire de Ronchaux ;
VUILLIER (Tony), propriétaire, à Quingey ;
RIMET, maire d'Arc-et-Senans ;
AIGROT, ingénieur civil, à Arc-et-Senans ;
THOUVEREZ (Paul), propriétaire et maire de Pessans ;
LEGRAND (Pierre), propriétaire, à Liesle.

4^e COMMISSION (canton d'Ornans.)

Membres de droit.

MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon ;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon ;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. JOUFFROY, maire de Mouthier ;
QUÉRY, à Montgesoye ;
ORDINAIRE, maire de Maisières ;
CAMBEUR, à Ornans ;
BOURGON, à Ornans ;
COLARD, maire d'Ornans.

5^e COMMISSION (canton de Marchaux.)

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon ;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon ;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. PERCEROT, adjoint au maire de Novillars ;
MARCHAND, maire de Vaire-le-Grand ;
BREUILLOT, maire de Roche ;
CLERVAUX, ancien maire d'Amagney ;
BERNARD, ancien maire de Thise ;
THOMAS, docteur en médecine, à Cendrey,

6^e COMMISSION (canton de l'arrondissement de Baume.)

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon ;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon ;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. GOUGET (Émile), conseiller d'arrondissement, à Baume ;
LATRUFFE (Alexandre), conseiller d'arrondissement, à Roulans ;
BUTTERLIN (Joseph), docteur en médecine, à Baume ;
JEAN (Lucien), inspecteur primaire, à Baume ;
BASTARD (Louis), rentier, à Baume ;
COCHET (Joseph), juge de paix, à Roulans ;
BOBILLIER (Édouard), maire de Clerval ;
BRONDEL (Joseph), entrepreneur, à l'Isle ;
DELACOUR (Paul-Auguste), docteur en médecine, à Clerval ;
VÉRON, conseiller d'arrondissement, à Colombier-Châtelot ;
NÉCEY (Armand), conseiller d'arrondissement, à Sancey-le-Grand ;
POPULORUM (Eugène), capitaine en retraite, à l'Isle ;
TAVERDET, maire de Deluz ;
RAIN (Charles), maire de Champvans ;
BOILLLOT (Auguste), conducteur principal en retraite, à Baume ;
TOURNIER (Arsène), rentier, à Clerval ;
MÉTOZ (Léon), conseiller général, à l'Isle ;
FÈVRE (Alfred), conseiller général, à Baume,

7^e COMMISSION (cantons de Saint-Hippolyte, Maîche et le Russey).

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. GLASSON (Léopold), horloger, aux Fontenelles;
PÊCHEUR (Paul), négociant, à Rosureux;
FEUVRIER (Charles), au Russey;
D^r BORNE, conseiller général, à Hérimoncourt;
SANTON, conseiller d'arrondissement, à Bief;
RÉGNIER, propriétaire, à Saint-Hippolyte;
RIAT, négociant, à Saint-Hippolyte;
SCHOM (Jules), à Montécheroux;
SAULNIER, maire de Chamesol;
BINÉTRUY (Alcime), conseiller général, à Charquemont;
BOITEUX (Auguste), notaire, à Damprichard;
CHATELAIN (Arsène), négociant, à Charquemont;

8^e COMMISSION (canton de Montbéliard).

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. JOLAS, inspecteur primaire, à Montbéliard;
PARROT, agent voyer d'arrondissement, à Montbéliard;
BEURNIER, docteur en médecine, à Montbéliard;
FLAMAND, docteur en médecine, à Montbéliard;
JOLIDON, conducteur principal des ponts et chaussées en retraite, à Montbéliard;
VÉRIN, négociant, membre du bureau de bienfaisance et conseiller municipal, à Montbéliard;

9^e COMMISSION (canton de Pont-de-Roide).

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. DORMOIS (Jacques), négociant, à Pont-de-Roide;
FAIVRE (Jacques-Frédéric), juge de paix, à Pont-de-Roide;
GROSPERRIN (Joseph), docteur en médecine, à Pont-de-Roide;
KIENER, directeur d'usine, à Colombier-Fontaine;
PEUGEOT (Gaston), industriel, à Pont-de-Roide;
RÉGNIER (Paul), propriétaire, à Ecot.

10° COMMISSION (canton d'Audincourt).

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. LOUYS, conseiller d'arrondissement, maire d'Audincourt;
BELEY, juge de paix, à Exincourt;
BOURQUIN (Ch.), conseiller d'arrondissement, à Badevel;
FAUTEL, maire de Voujeaucourt;
CHENU, maire de Bethoncourt;
Girod, maire d'Arbouans.

11° COMMISSION (canton de Blamont)

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. KUNTZ, maître-serrurier, à Seloncourt;
NICOT, maire de Blamont;
MAILLARD-SALIN (G.), propriétaire et négociant, à Hérimoncourt;
BERLET (Eug.), ancien maire, à Glay;
NÉTILLARD-GOLAY, propriétaire, à Roche-lez-Blamont;
BERNARD (Othon), cultivateur, à Pierrefontaine-lez-Blamont.

12° COMMISSION (arrondissement de Pontarlier).

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon;
DELAFOND, ingénieur en chef des mines, à Chalon-sur-Saône.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. CHOPARD (Eugène), banquier, à Morteau;
MOUTARLIER (Paul), fabricant d'horlogerie, à Villiers-le-Lac;
GRENIER (Philippe), docteur-médecin, à Pontarlier;
GIRARD (Joseph), conseiller municipal, à Pontarlier;
VANDEL (Pierre), maître de forges, à Pontarlier;
CHAPUSET (Léon), rentier, à Vaux-et-Chantegrue.
-

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU COMMERCE INTÉRIEUR. (BUREAU DE L'INDUSTRIE.)

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

DEUXIÈME ANNÉE (1894). — NUMÉRO 2.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 24 MARS 1894

modifiant le titre du Ministère du commerce et de l'industrie.



En vertu d'un décret en date du 24 mars 1894, rendu sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères et du Ministre du commerce et de l'industrie, le Ministère du commerce et de l'industrie portera dorénavant le titre de « Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. »

JURISPRUDENCE.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE TROYES.

29 DÉCEMBRE 1893.

PRÉSIDENCE DE M. LAUCHIER.

Enfants (Protection des). — Loi du 2 novembre 1892. — Filles mineures employées dans l'industrie. — Contraventions. — 1° Durée du travail. — Temps de repos. — 2° Repos hebdomadaire. — Affichage. — 3° Livret. — Obligations du patron. — 4° Affichage. — Texte de la loi et des règlements d'administration publique. — Heures de travail et de repos. — 5° Peines. — Détermination. — Cumul.

- 1° Pour déterminer la durée totale du travail autorisé par l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, il faut défalquer le temps de repos pendant lequel les ouvriers sont libres, mais comprendre tout le temps de présence effective à l'atelier, notamment le temps consacré à la mise en train et à la distribution du travail.
- 2° Le patron est tenu, aux termes de l'article 5, § 2, de ladite loi, d'apposer dans ses ateliers une affiche indiquant le jour adopté pour le repos hebdomadaire, et cette prescription ne saurait être enfreinte sous le prétexte que ce jour de repos est connu du personnel.
- 3° Le patron a, aux termes de l'article 10 de la loi, l'obligation stricte de n'employer que des enfants munis du livret, et, en cas d'inaction des père, mère ou tuteur, c'est à lui qu'incombe le devoir impératif de le retirer à la mairie.
- 4° L'article 11 de la loi du 2 novembre 1892, relatif à l'affichage de la loi et des règlements d'administration publique qui la complète, ainsi que du temps du travail et du temps du repos, est absolu dans ses dispositions qui ne peuvent être eludées sous aucun prétexte.
- 5° Le chef d'industrie qui a commis des contraventions à la loi du 2 novembre 1892 doit encourir autant de condamnations qu'il y a d'infractions commises, et il faut envisager, pour prononcer les peines, non seulement le nombre des enfants, mais aussi le nombre des contraventions constatées.

Ministère public contre X...

LE TRIBUNAL,

Attendu que du procès-verbal dressé par M. Pourcines, inspecteur départemental du travail dans l'industrie, des débats et des aveux mêmes du prévenu, il résulte que X... a contrevenu à la loi du 2 novembre 1892 dans les

conditions suivantes : 1° En employant dans son atelier de modes deux jeunes filles âgées de moins de 16 ans à un travail effectif de plus de dix heures par jour (art. 3, § 1^{er}); 2° en employant dans son atelier de couture deux autres jeunes filles âgées de moins de 16 ans dans les mêmes conditions que ci-dessus (même article, § 1^{er}); 3° en employant dans ce même atelier de couture quatre jeunes filles âgées de 16 ans révolus, mais n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans, à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine (art. 3, § 2); 4° en négligeant d'afficher dans son atelier de modes le tableau indicatif du jour adopté pour le repos hebdomadaire (art. 5, § 2); 5° en négligeant d'afficher le même tableau dans son atelier de couture (même article, § 2); 6° en employant dans son atelier deux jeunes filles âgées de moins de 18 ans, non munies du livret prescrit pour les ouvriers et ouvrières qui n'ont pas encore atteint cet âge (art. 10, § 1 et 3); 7° en employant dans son atelier de couture six autres jeunes filles âgées de moins de 18 ans, également sans être munies dudit livret (même article, § 1 et 3); 8° en négligeant d'afficher dans son atelier de modes les dispositions de la loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution, ainsi que le nom et l'adresse de l'inspecteur départemental (art. 11, § 1^{er}); 9° en négligeant d'afficher le même tableau dans son atelier de couture (même article, § 1^{er}); 10° en négligeant : a) d'afficher dans son atelier de modes le tableau indiquant les heures auxquelles commence et finit le travail journalier de ses ouvrières ainsi que les heures et la durée des repos; b) d'adresser un duplicata de ce tableau à l'inspecteur départemental; c) de faire à la mairie de la ville de Troyes le dépôt d'un second duplicata (art. 11, § 2); 11° en négligeant d'afficher le même tableau dans son atelier de couture (même article, § 2).

Sur les premier, deuxième et troisième chefs :

Attendu que le prévenu reconnaît sans difficulté que, dans ses ateliers, le travail commence à 8 heures du matin et prend fin à 8 heures du soir, avec repos de midi à 1 heure et demi, ce qui porte la présence des ouvrières dans les ateliers à dix heures et demie par jour et plus de soixante heures par semaine, mais qu'il ajoute que les ouvrières, perdant au moins une demi-heure soit pour la répartition de l'ouvrage à la rentrée, soit pour les préparatifs de la sortie, la durée effective du travail n'excède pas celle fixée par la loi;

Mais attendu que l'on ne saurait considérer comme un temps de repos celui employé à la mise en train du travail; qu'il convient, au contraire, de regarder la manutention préalable comme constituant par elle-même un véritable travail pour les ouvrières, à chacune desquelles l'ouvrage est à ce moment distribué; qu'au surplus il n'appartient pas aux industriels d'interpréter à leur guise, et selon leur intérêt personnel, le texte de la loi qui, dans son article 11, prescrit de fixer à l'avance sur un tableau *ad hoc* « les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos »; qu'il appert aussi bien de la lettre que de l'esprit de la loi que le temps de repos doit être intégralement défalqué du temps de travail, et que pendant ces repos les ouvriers doivent être complètement libres et non à la disposition du patron;

Sur les quatrième et cinquième chefs :

Attendu que X... prétend que, s'il n'a pas affiché dans ses ateliers le placard indiquant le jour de repos hebdomadaire, c'est parce que tout son personnel savait que ce jour de repos était le dimanche.

Attendu que ce moyen de défense est inopérant; qu'en effet rien n'empêcherait un patron de choisir pour le repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche, et que même dans certaines industries, ou dans certains commerces, le travail est plus actif le dimanche qu'en semaine; qu'ainsi les prescriptions de la loi sur ce point comme sur tous les autres doivent être respectées;

Sur les sixième et les septième chefs:

Attendu que X... allègue que si huit jeunes filles mineures de 18 ans ont travaillé chez lui sans être munies du livret prescrit par l'article 10 de la loi précitée, c'est que leurs parents, ouvriers eux-mêmes et occupés continuellement aux travaux de leur métier, n'ont pas eu le temps de se procurer les exemplaires de ce livret; que cet argument n'a pas plus de valeur que le précédent; qu'en effet X... pouvait et « devait », à défaut des parents, réclamer lui-même à la mairie le livret dont s'agit; que cette obligation est littéralement inscrite dans l'article 10, lequel dispose que « les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou *patron*, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de 18 ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile »; que ce devoir est si impératif qu'il a été jugé même que l'absence de livret à la mairie ne constitue pas au profit du chef d'industrie une excuse juridiquement suffisante;

Attendu, dès lors, que X..., pour échapper à la responsabilité qui lui incombe de ce chef, n'avait qu'à retirer lui-même à la mairie les livrets de ses ouvriers;

Sur les huitième et neuvième chefs :

Attendu que le 8 novembre 1893 l'inspecteur départemental du travail dans l'industrie s'est présenté dans les ateliers de X..., et qu'ayant constaté l'absence de l'affiche prescrite par l'article 11 de la loi de 1892, il a complaisamment remis à ce dernier un exemplaire des textes de ladite loi et des règlements d'administration publique qui la complètent, qu'il lui a recommandé de placarder cette affiche dans l'un de ses ateliers et de s'en procurer une seconde pour la placer dans son autre atelier; que cependant, revenant chez X... le 20 du même mois, il constatait que ses recommandations avait été méconnues et que le prévenu n'avait même pas placardé l'affiche qu'il lui avait délivrée; que M. l'inspecteur Pourcines, poussant la bienveillance jusqu'à ses dernières limites, ne verbalisait pas encore contre lui ce jour-là; que c'est seulement le 28 novembre qu'il dressait procès-verbal au cours d'une troisième visite; que c'est donc à tort que X... soutient que le temps lui a fait défaut pour se procurer l'imprimé exigé et qu'il avait, en raison de ses occupations, oublié de placarder l'affiche à lui remise;

Sur les dixième et onzième chefs :

Attendu que M. l'inspecteur Pourcines, lors de sa visite du 8 novembre,

a non seulement délivré à X... un exemplaire de l'affiche dont il vient d'être parlé, mais qu'encore il lui a donné un imprimé sur lequel le prévenu devait, en exécution de l'article 11, § 2, inscrire les heures de travail dans ses ateliers et celles de repos; que l'inspecteur lui a en outre fait connaître qu'il avait à s'en procurer un autre pour être placardé dans son second atelier; que X... n'a pas davantage satisfait à cette seconde injonction et que, pour expliquer cette indifférence, il a vainement prétendu devant le Tribunal que son personnel connaissait de longue date les heures de travail et de repos;

Attendu que le prévenu était en outre tenu d'adresser un autre duplicata à la mairie; que s'il est vrai qu'il ait effectué à la mairie le dépôt obligatoire, il n'en reste pas moins acquis qu'il n'a pas fait à l'inspecteur la transmission voulue par ledit article; que c'est à tort et sans fondement qu'il excipe de l'ignorance où il se trouvait de l'adresse de M. l'inspecteur Pourcines; que ce fonctionnaire, en effet, lui a remis le 8 novembre sa carte portant son titre, et qu'encore bien que cette carte ne mentionnât pas sa demeure, l'énonciation de la qualité officielle était suffisante pour que le pli confié à la poste parvint à destination;

Attendu qu'il résulte de cet exposé que X... a fait preuve d'un mauvais vouloir manifeste et persistant dont il échet de tenir compte pour la détermination de la peine;

Attendu que les infractions relevées à la charge du prévenu étant des contraventions, l'article 365 du Code d'instruction criminelle qui interdit le cumul des peines est inapplicable; qu'il doit intervenir autant de condamnations que d'infractions commises et qu'il faut envisager pour prononcer les peines non seulement le nombre des enfants employés, mais aussi le nombre des contraventions constatées;

Attendu, en conséquence, que X... a commis vingt-deux infractions à la loi du 2 novembre 1892, savoir : quatre à l'article 3, § 1; quatre à l'article 3, § 2; deux à l'article 5, § 2; huit à l'article 10, § 1 et 3; deux à l'article 11, § 1; enfin deux à l'article 11, § 2, lesquels sont ainsi conçus :...

Condamne X... à 6 francs pour chacune des vingt-deux contraventions ci-dessus spécifiées, le condamne en outre aux dépens liquidés à ... et fixe la durée de la contrainte par corps au maximum de la loi en matière de simple police.

(Gazette du Palais du 1^{er} mars 1894.)

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

DOCUMENTS PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.

(Suite.)

DEUXIÈME DÉLIBÉRATION AU SÉNAT.

1891.

SÉANCE DU 26 OCTOBRE 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale?

M. ÉMILE LENOËL. — J'ai demandé la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Pour la discussion générale?

M. ÉMILE LENOËL. — Non, Monsieur le Président ; je l'ai demandée contre l'article 1^{er}.

M. LE PRÉSIDENT. — Si quelqu'un me demande d'abord la parole sur l'ensemble du projet de loi, je la lui donnerai. Dans tous les cas, Monsieur Lenoël, avant de vous l'accorder, il faut que je lise l'article 1^{er}, puisque vous combattez cet article.

Personne ne demandant la parole pour la discussion générale, je donne lecture de la nouvelle rédaction de la Commission.

SECTION I^{re}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — ÂGE D'ADMISSION. — DURÉE DU TRAVAIL.

« ART. 1^{er}. — Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.

« Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés..... »

Voilà les nouvelles dispositions de la Commission :

« Sont dispensés des obligations de la présente loi les ateliers ou établissements où ne sont employés que les membres de la famille comme chefs de métier ou ouvriers, et des membres de la famille ou même des étrangers à la famille comme manœuvres ou apprentis, sans que jamais le nombre de ceux-ci puisse excéder celui des chefs de métier ou ouvriers.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité des personnes, conformément à l'article 14. »

M. LENOËL s'est fait inscrire pour combattre l'article 1^{er}. De plus, M. WADLINGTON a proposé sur le paragraphe 4 un amendement qui consiste dans une rédaction un peu différente de celle de la Commission.

M. ÉMILE LENOËL. — Messieurs, si j'ai demandé la parole contre l'article 1^{er} du projet de loi en discussion, ce n'est pas que j'aie l'intention d'en combattre les dispositions en tant qu'elles s'appliquent aux enfants mineurs, mais uniquement en tant qu'elles s'appliquent aux femmes majeures.

Le mineur n'étant pas maître de ses droits, n'ayant pas la liberté de sa personne, je comprends parfaitement que le législateur l'entoure de règles protectrices, et je souscris à toutes celles qui dans cette loi, comme dans les lois antérieures, ont pour objet de le garantir le plus possible, à une seule condition toutefois : c'est que le législateur n'oublie pas les nécessités de l'existence et qu'il laisse, à l'enfant mineur arrivé à l'âge où il peut travailler, les moyens de pourvoir à ces nécessités. (*Très bien ! à droite.*) Mais, en ce qui touche la femme majeure, il en est, pour moi, tout autrement.

Aux termes de l'article 488 du Code civil, le majeur, homme ou femme, est capable de tous les actes de la vie civile. Je ne comprends pas une exception qui devra être logiquement ainsi formulée : « Sauf ce qui est dit dans les lois relatives au travail. »

Et cependant, Messieurs, il faut de toute nécessité, d'après les propositions de la Commission votées en première lecture, il faut, dis-je, insérer dans la loi cette exception : La femme est maîtresse de ses droits, sauf en ce qui

touche le travail, attendu que, si elle ne travaille pas chez elle, mais dans un atelier, sa liberté sera atteinte, et elle ne pourra plus travailler qu'un certain nombre d'heures, soit, d'après les dispositions que vous avez votées, dix heures au plus.

Je crois, Messieurs, que ces restrictions sont absolument contraires à la liberté de l'individu et à l'égalité des citoyens devant la loi. (*Très bien ! très bien ! au centre.*) A la liberté de l'individu : ce point me paraît avoir été démontré magistralement par mes honorables collègues MM. Chovet et Bérenger. Si j'osais dire toute ma pensée et si je ne craignais pas d'être écrasé sous une réplique, je dirais que, dans l'admirable discours de notre éminent collègue M. Jules Simon, qui a parlé en faveur de la limitation du travail, on trouve les meilleures raisons données en faveur de la liberté du travail.

En effet, Messieurs, qu'a dit notre éminent collègue ? Il a fait un tableau, comme lui seul sait les faire, de l'état de misère de sa vieille Bretagne au temps de sa jeunesse. Ce tableau s'applique directement à ma vieille Normandie, à la même époque. Dans ce temps-là, c'était la misère, presque comme du temps de Vauban, qui régnait dans nos campagnes. Les paysans ne mangeaient pas de viande. A peine une fois l'an, leur en distribuait-on dans les fermes.

M. HERVÉ DE SAISY. — C'est exagéré.

M. ÉMILE LENOËL. — C'était ainsi chez moi, Monsieur Hervé de Saisy, malheureusement. Cette situation s'est bien modifiée depuis, j'en conviens, mais c'était à peine si les ouvriers agricoles mangeaient du pain d'orge. La base de leur nourriture était le sarrazin, que l'on consommait en bouillie faite avec du lait caillé ou en galette. Le soir, on mangeait de la soupe faite avec du lait caillé et du pain d'orge, additionnée de quelques légumes.

En ce qui touche le vêtement, M. Jules Simon s'est exprimé ainsi : « Je suis, Messieurs, avec votre permission, un paysan breton ; et, dans mon pays de Bretagne, je me rappelle parfaitement avoir vu mes concitoyens marcher nu-pieds et porter des vêtements absolument en lambeaux parce que cela coûtait trop cher d'en acheter de neufs. Un homme habillé du haut en bas sans sutures et sans trous, était un élégant, quelles que fussent la couleur et la nature de ses vêtements. Quant à des souliers, on les connaissait à peine, mais nous connaissions à peu près les sabots. Pour des bas, il n'en était pas question.

M. LE COMTE DE CALLAC. — C'est très exagéré.

M. ÉMILE LENOËL. — « C'était encore ainsi en 1846, quand j'étais candidat à la députation ; je voyais mes électeurs qui payaient 200 francs d'impôt direct et qui marchaient pieds nus pour venir au vote.

M. HERVÉ DE SAISY. — Ce n'est pas exact.

M. ÉMILE LENOËL. — « La vapeur est arrivée elle a amené une production

énorme de toute espèce d'objets. Nous sommes quelquefois bien injustes pour notre temps ! C'est cependant quelque chose que d'avoir assisté à cette transformation, que d'avoir le plaisir, d'abord, d'être bien habillé, et, ensuite, de voir ses contemporains bien habillés. Quand vous allez dans une usine, à présent, vous êtes à peu près sûrs que tous les ouvriers et que toutes les ouvrières qui s'y trouvent portent des chemises, tandis que j'ai vu le temps où la chemise était un objet de luxe. »

Je suis, Messieurs, absolument de l'avis de l'honorable M. Jules Simon. Oui, nous sommes parfois bien injustes pour notre temps et pour les choses qui s'y sont passées. Comment ! à l'époque dont parle si éloquemment mon éminent ami, nous sortions à peine de la réglementation du travail, des mille entraves qu'avait établies la législation de l'ancien régime. Ces entraves n'ont pas pu disparaître ou, du moins, leur effet n'a pas pu disparaître tout d'un coup ; mais une génération a passé, et cela a suffi, avec l'application du principe de la liberté du travail, pour que les résultats qui ont été signalés par M. Jules Simon, et que nous avons pu constater avec tant de bonheur partout, se soient produits.

Est-il donc juste et naturel d'aller, après un siècle à peine, déroger à ce principe pour revenir à une législation qui avait entraîné, dans le passé, des maux dont nous souffrions encore, il y a cinquante ans, dans ce pays ?

Messieurs, je ne le crois pas et voilà comment j'ai justifié, ce me semble, cette idée — en risquant de me voir contredit, ce qui sera un grand malheur pour moi, par mon éminent collègue — que M. Jules Simon avait apporté ici une argumentation très favorable à la thèse de la liberté du travail.

Quoi qu'il en soit, MM. Chovet et Béranger ayant très bien démontré que le projet de loi est contraire à cette liberté, je n'insiste pas sur ce point et je l'examine au point de vue de l'égalité et de la justice.

Je crois que ce projet porte atteinte au grand principe de l'égalité qui est une des bases essentielles de notre droit public. Voici deux femmes demeurant dans la même maison, dans deux chambres voisines ; ce sont, si vous le voulez, deux veuves ; elles ont le même nombre d'enfants à élever, à nourrir, elles ont les mêmes charges, le même courage, elles veulent l'une et l'autre remplir leurs devoirs envers leur famille et envers leurs enfants. L'une est giletière, couturière, blanchisseuse, elle a enfin une de ces professions qui s'exercent dans la maison. Cette femme est libre de travailler. On ne peut aller et l'on n'oserait pas aller jusqu'à dire qu'on ira s'assurer si le soir il n'y a pas de lumière chez elle, si elle ne travaille pas, si elle n'est pas en contravention de travail. Non, on ne fera pas cela et l'on ne peut même pas le tenter.

Sa voisine travaille à l'usine, à la manufacture, elle n'a pas d'autre profession, elle n'a appris que celle-là. A partir de la publication de la loi on lui dira : Vous travaillerez dix heures, pas davantage. Mais, répondra-t-elle, ces dix heures ne me suffisent pas. Je suis habituée à en travailler douze, et j'ai besoin de ces douze heures, parce que les deux heures que vous entendez me supprimer représentent un salaire de 30 ou 40 centimes, et que ces 30 centimes ou 40 centimes me sont indispensables pour donner à mes enfants la nourriture qui leur est nécessaire.

Et alors, nous rencontrons ce dilemme ; de deux choses l'une, ou bien vous n'écoutez pas les plaintes de cette femme, et vous la privez du salaire de ces deux heures de travail, ou bien vous lui donnez le même salaire pour deux heures de travail de moins. C'est incontestable ; il faudra faire l'une ou l'autre chose.

Si vous ne lui donnez pas ces deux heures de salaire, vous l'expropriez sans indemnité, et vous l'expropriez de quoi ? De ce qu'il a de plus sacré au monde, c'est-à-dire de son droit au travail. Mais si vous lui donnez ces deux heures de salaire, vous les prendrez quelque part. Où ?

Vous les prélèverez sur le renchérissement du produit, c'est bien incontestable. En sorte que, renchérisant le produit, vous ferez que la voisine de cette femme, la giletière dont je parlais tout à l'heure, sera, elle qui n'est pas réglementée, dans l'obligation de travailler plus longtemps pour se procurer un salaire un peu plus élevé afin de payer le renchérissement du produit de sa voisine occupée dans l'industrie.

Ce ne sera pas seulement celle-là qui sera dans ce cas, ce seront toutes les ouvrières qui n'appartiennent pas à l'industrie et qui ne peuvent pas être réglementées ; ce seront toutes les femmes de petits cultivateurs, toutes les ouvrières agricoles ; et, du reste, le dilemme que je pose, il est résolu dans la pensée des auteurs de la loi.

L'honorable M. Ricard, à la Chambre des députés, a exposé de la façon la plus nette, le Sénat va le voir, que l'application de cette loi devrait nécessairement faire renchérir le produit et qu'il n'y avait pas possibilité d'éviter ce résultat. Quant à lui, ajoutait-il, il ne consentirait à suivre ni le Gouvernement ni la Commission, si en diminuant le travail on entendait, par suite, diminuer les salaires.

Voici, en effet, comment à la séance du 11 juillet, à propos de la question du tarif des douanes, s'exprimait l'honorable M. Ricard :

« Nous élaborons en ce moment des lois qui auront une répercussion sur le prix de tous les produits manufacturés. Voulez-vous me permettre de prendre un exemple ? Il n'est pas vieux ; il date d'hier.

« La Chambre avait voté, il y a quelques mois, sur le rapport de mon honorable collègue et ami M. Jamais, une proposition de loi sur la réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines et dans les manufactures. Le projet a été porté au Sénat. Il a été discuté dans la séance d'hier. La haute Assemblée a adopté une durée moindre que celle que nous avions proposée ; elle a réduit la journée de travail à onze heures. Si la Chambre suit le Sénat, quelle en sera la conséquence au point de vue de la production de la filature et au point de vue du prix de revient des filés ? C'est un point qui ne paraît pas préoccuper un certain nombre de nos collègues.

« Sa conséquence sera d'augmenter le prix de revient. Le salaire de l'ouvrier étant maintenu au prix où il est aujourd'hui, savez-vous de combien vous majorez le kilogramme de coton, le n° 28 pris pour type ? Vous le majorez de 5 à 6 centimes au kilogramme. Pourquoi ? C'est bien simple, pour ceux d'entre vous qui connaissent nos filatures et surtout pour ceux qui

ont visité ces établissements organisés avec les nouveaux métiers. Quel est le rôle de l'ouvrier ? Il n'est en quelque sorte qu'accessoire.

« Le travail principal est fait par la machine. La conséquence, c'est que, si vous faites tourner la machine pendant douze heures, elle produira plus que si vous la faites tourner pendant onze heures. Si vous la faites tourner pendant moins de onze heures, elle produira encore moins. »

Et plus loin : « Quand la loi qui vient d'être votée par le Sénat le sera par la Chambre, soit dans les termes où le Sénat l'a rédigée, soit dans les termes où la Chambre l'a présentée une première fois, et que nous lui proposerons à nouveau, c'est-à-dire portant réduction du travail des adultes à dix heures, je demande au Gouvernement s'il acceptera de monter à cette tribune et de proposer à la Chambre d'imposer aux filés de coton — les seuls qui nous occupent en ce moment — la majoration qui sera nécessaire pour indemniser les industriels de la perte qu'ils auront à subir par suite de la réduction de la journée de travail ? J'attends la réponse. A moins — et ce serait un système, mais je déclare que je ne vous suivrais pas dans cette voie — à moins que vous ne vouliez imposer à l'ouvrier la diminution de salaires, vous ne sauriez agir autrement. . . . »

L'honorable rapporteur de la Chambre des députés ajoute : « . . . auquel cas, vous me rencontreriez évidemment comme adversaire. » Par conséquent, il est parfaitement entendu que le salaire de la femme ne diminuera pas et que, par suite, le prix du produit augmentera. Mais alors, vous commettez une suprême iniquité. Le produit coûtant plus cher, il faudra, pour se procurer ce même produit, travailler davantage. Donc, la femme qui travaille chez elle ou qui n'est pas employée dans un atelier surveillé travaillera encore une heure de plus, pour que celle qui est employée dans une manufacture ou dans une usine travaille, elle, une heure de moins ! Voici, Messieurs, à cet égard, quelques chiffres fort édifiants :

La population agricole est d'environ vingt millions d'habitants. Cela suppose que le nombre des femmes adultes est de cinq millions, c'est-à-dire du quart de la population totale. Eh bien, on peut affirmer, pour les femmes de l'agriculture, que toutes travaillent plus de dix heures, et même plus de onze heures. J'ignore comment cela se passe dans d'autres contrées, mais je le sais bien pour la mienne, et je viens encore de le vérifier. Chez moi, la femme du petit cultivateur, la servante, la paysanne, même relativement aisée, travaille seize heures par jour. (*Exclamations.*) Elle se lève à 4 heures du matin et jamais elle ne se couche avant 8 ou 9 heures du soir. Toute la journée elle est occupée.

Voilà donc des femmes qui travaillent déjà seize heures et qui, ayant à se procurer des produits manufacturés plus chers, devront encore ajouter un surcroît, un fardeau de plus au travail qu'elles subissent déjà. Et à l'époque de la moisson, combien les femmes qui vont à ce qu'on appelle la place, à la louerie, c'est-à-dire à deux lieues de chez elles à pied et qui doivent y être rendues à 4 heures du matin au plus tard, combien ces malheureuses femmes travaillent-elles d'heures ?

Elles ne dorment pas, en réalité, car elles sont obligées de partir de chez

elle à 2 heures et demie, 3 heures du matin, au plus tard, et souvent elles rentrent le soir à 9 ou 10 heures, après une journée de fatigue excessive dans les champs et une route, pour le matin et le soir, de douze à quinze kilomètres. Je soutiens, moi, que ces femmes ne peuvent pas être soumises à un travail plus considérable pour alléger la situation des autres.

Mais n'y a-t-il que les femmes de la campagne, dont le nombre est si grand cependant, qui soient dans la situation que je viens de vous indiquer? Il y en a d'autres dont la situation est encore plus dure, ce sont les femmes de nos côtes, c'est-à-dire les pêcheuses à pied, ainsi que les dénomme l'administration maritime. J'ai voulu avoir le détail du nombre de ces malheureuses femmes qui vont chaque jour à la pêche sur les rochers qui avoisinent la côte.

Il y en a dans l'arrondissement auquel j'appartiens un nombre plus considérable que dans tous les autres, 5,963, disons 6,000; et dans l'ensemble de la France, d'après le tableau qui m'a été donné par le Ministère de la marine, 17,475. Quelle est l'existence de ces femmes? Ah! je sais que lorsque je revendique pour la femme qui travaille dans l'agriculture ou chez elle à un petit métier, à une profession ordinaire, le même traitement que pour celle qui travaille dans l'atelier, on me répond: Mais l'ouvrière qui exerce une profession à domicile ou l'ouvrière agricole travaille chez elle!

Je vous ai déjà montré les femmes de l'agriculture qui, au nombre de 1,158,000 ouvrières, travaillent au dehors. Mais la femme du pêcheur, la pêcheuse à pied travaille-t-elle chez elle? Entendons-nous, elle n'a personne qui la commande, mais c'est elle qui part chaque jour, chaque nuit, pour suivre les marées et pêcher sur la côte. Il y en a, comme je vous le disais, 17,500 environ. Je me rappelais très bien que, dans mon enfance, ces malheureuses femmes, hiver comme été, allaient à la marée, non seulement le jour, mais la nuit. J'avais espéré qu'il s'était fait un progrès, un adoucissement et que, si elles suivaient encore la marée de jour, — cela je le sais, parce que je le vois, — elles ne suivaient plus dans l'hiver la marée de nuit.

Eh bien, Messieurs, je m'étais trompé. A l'heure actuelle, ces femmes suivent chaque jour, c'est-à-dire deux fois en vingt-quatre heures, la marée, la nuit comme le jour. J'ai voulu savoir d'un de nos collègues au conseil général de la Manche qui habite le voisinage de la mer, qui voit les choses de ses yeux, des fenêtres de sa maison, comment cela se passe; et voici, Messieurs, quelle est sa réponse:

« 1^o Baie du mont Saint-Michel . . . » — il a distingué l'ensemble du département en trois zones: l'ouest, le nord et l'est — « . . . baie du mont Saint-Michel. Les pêcheuses de la baie suivent les marées de nuit et de jour pendant toute l'année pour pêcher le congre et des coquillages. On les a surnommées « les pieds rouges ».

« 2^o Depuis Granville jusqu'au cap la Hague, la plus grande partie des pêcheuses suivent la marée le jour seulement pendant l'hiver — c'est un progrès — pour se livrer à la pêche du coquillage. Elles pêchent toutes des crevettes et des coquillages, à partir du mois d'avril jusqu'au mois d'octobre,

en suivant assidûment les marées de nuit et de jour, ce qui ne les empêche pas de se livrer aux travaux du ménage et même à la culture.

C'est qu'en effet, sur nos côtes, les maris sont tous à la mer; il faut que la femme pêche pour nourrir sa famille, et cultive le petit champ qui donnera le grain nécessaire aux besoins des enfants et du ménage. Je reprends la lettre de mon correspondant :

• 3^e Côte est. — Des centaines de femmes, depuis Barfleur jusqu'à Isigny, pêchent pendant toute l'année des coquillages, moules et crevettes, en suivant assidûment toutes les marées de jour et de nuit.

« Inutile de vous dire qu'elles vont à la mer, les unes pieds nus, les autres avec de mauvaises chaussures, et qu'elles ont parfois de l'eau jusqu'à la ceinture. »

Voilà, Messieurs, la situation de ces femmes, et je n'entends pas notre éminent rapporteur me dire : « Elles sont chez elles ! » En effet, elles rentrent chez elles, comme la femme qui va à l'atelier ; mais elles ne sont pas chez elles quand elles se livrent à leur rude et pénible travail.

Je reviens alors à mon éternelle objection : comment peut-on concevoir que pour protéger les femmes qui sont dans l'industrie, auxquelles je ne porte pas moins d'intérêt, mais auxquelles je ne peux pas en porter davantage et qui sont, d'après les états qui m'ont été fournis, au nombre de 360,000 adultes, comment, dis-je, peut-on concevoir que vous alliez imposer à toutes les femmes occupées à la culture un travail plus lourd, à toutes ces malheureuses femmes de pêcheurs, au nombre de 18,000 environ, des peines encore plus grandes, pour que celles qui travaillent dans les ateliers, qui ne sont pas heureuses, mais qui sont moins malheureuses que celles qui suivent les marées de nuit et de jour, ne travaillent plus que dix heures au lieu de douze ? Voilà ce qu'il ne m'est pas donné de comprendre ; j'avoue que cela blesse en moi tous les sentiments d'égalité et de justice.

Oh ! ne croyez pas, Messieurs, que je sois guidé par un sentiment mauvais, que m'inspirant avec trop de passion des sentiments de mes électeurs, me mettant trop à la place des pauvres femmes que je vois gagner si péniblement leur vie, je regarde pour eux avec une sorte d'envie l'allègement qui sera donné aux femmes occupées dans les ateliers, aux ouvrières de l'industrie. Non, si je pouvais, en votant la disposition proposée, faire le bonheur de dix, d'une seule d'entre elles, sans causer préjudice à la masse des autres, j'y souscrirais de grand cœur. Personne ici n'en peut douter. Mais, Messieurs, encore une fois vous ne pouvez pas augmenter le salaire de ces femmes appartenant à l'industrie sans faire payer plus cher leur produit et, par suite, sans grever toutes les autres femmes qui ne seront pas protégées par les dispositions que nous discutons en ce moment.

J'en reviens, Messieurs, à dire ce que j'ai toujours dit, ce que j'ai déjà tant de fois déclaré à la tribune, et ce que M. le rapporteur savait bien que je répèterais quand j'y suis monté. Je crois que nous n'avons pas le droit de nous écarter des grands principes qui sont la base même de notre législation. Je crois que la loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. J'ai la ferme conviction qu'il n'y a plus pour aucune partie de la

nation, ni pour aucun individu de privilèges ni d'exceptions au droit commun français. (*Très bien!*)

Et par cela même que vous ne pouvez pas et que vous n'avez pas la pensée de limiter le travail de la femme qui travaille chez elle ou dans les champs, ou qui va pêcher à la marée, par cela seul que lorsque vous voudriez limiter ce travail, vous ne le pourriez pas; vous ne pouvez pas limiter davantage le droit de la femme qui travaille dans un atelier ou dans une usine. (*Très bien! très bien! sur plusieurs bancs.*)

Je sais très bien que notre honorable rapporteur considère que ces principes sont un anachronisme — il l'a dit ici — et qu'on ne peut plus aujourd'hui parler de liberté ni d'égalité comme en 1789. Il nous l'a déclaré à la séance du 18 juin 1891 en répondant à M. de Marcère dans la question des syndicats professionnels.

Il disait : « *M. Tolain*. Je prie le Sénat de vouloir bien m'accorder sa bienveillance. La question qui s'agite en ce moment devant lui est très délicate et elle me touche si particulièrement et si personnellement, pourrais-je dire, que je demande pardon par avance à mes collègues, si un mot trop vif venait à m'échapper. (*Mouvements divers.*)

« J'ai entendu émettre à cette tribune des idées qui froissent tous mes sentiments et qui me paraissent, au temps où nous vivons, une sorte d'anachronisme. On parle des droits, des devoirs des citoyens, de la liberté, comme on en parlait en 1789; il semble qu'autour de nous rien ne se soit modifié et que le temps ne puisse pas apporter des modifications ni aux lois, ni aux idées. »

Eh bien, mon cher collègue, pour moi, non ! Ni le temps ni les circonstances ne peuvent apporter une modification quelconque aux principes de justice et de droit et, par conséquent, aux principes d'égalité. Non ! c'est impossible ! (*Nouvelles marques d'approbation.*) Ah ! si ces principes étaient des principes contingents et relatifs, oui, vous pourriez avoir raison. Mais ces principes sont humains et c'est pour cela qu'ils se sont imposés partout dans le monde, qu'ils étaient aussi vrais il y a trois mille ans qu'ils sont vrais aujourd'hui et qu'ils le seront trois mille ans après nous.

Ces principes, je les ai toujours soutenus avec une énergie absolue, et je ne cesserai de les défendre. (*Très bien! très bien!*) Pour les avoir soutenus, je me suis vu, dans ma jeunesse, attaqué de la façon la plus odieuse. On est allé jusqu'à me traiter d'égorgeur de prêtres : j'en ai bien l'air! d'homme féroce, d'homme sanguinaire. J'ai dédaigné tout cela et j'ai toujours affirmé dans tous mes programmes politiques le respect des grands principes de 1789. Je le ferai toujours. Ne vous étonnez donc pas, mon cher collègue, si lorsque vous considérez, vous, que ces principes sont un anachronisme et qu'ils ne peuvent pas être affirmés aujourd'hui comme en 1789, ne vous étonnez pas de me voir monter à cette tribune et protester toutes les fois que j'entendrai une pareille affirmation. Le projet de loi qui nous est en ce moment soumis est contraire à ces principes, contraire à la liberté, à l'égalité, à la justice, et c'est pour cela que je le combats et que je prie le Sénat de vouloir bien le repousser aujourd'hui comme il l'a déjà repoussé il y a quelques années. (*Très bien! très bien! sur plusieurs bancs.*)

M. TOLAIN, *rapporteur*. Messieurs, je ne sais si je me trompe, mais il me semble que tout à l'heure, en entendant mon honorable collègue m'accuser de désertier les principes de justice et de liberté proclamés par la Révolution française, beaucoup de mes amis dans cette assemblée ont dû être fort surpris de me voir attribuer un pareil rôle. Je crois n'avoir jamais donné de motifs pour qu'une telle accusation soit dirigée contre moi. M. Lenoël se trompe : ce ne sont pas les principes dont il a parlé que j'ai voulu contester. Et, puisqu'il a mis sa personnalité en avant, qu'il me permette de lui dire que j'ai la conscience d'avoir fait autant de sacrifices que lui pour maintenir ces principes, pour en assurer le maintien et le triomphe. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Non, ce ne sont pas ces principes que je combats : je dis seulement que pour les appliquer, les réaliser dans la pratique, au jour le jour, il est permis de modifier le texte des lois, de prendre des précautions.

En présence de transformations économiques aussi considérables que celles qui se sont produites depuis 1789, époque où le travail était un travail individuel, un travail pour ainsi dire à la main, de sorte qu'au lendemain de 1789 chaque compagnon d'une profession, d'un métier, pouvait ouvrir en quelque sorte boutique et, par conséquent, faire concurrence à tous, en exerçant librement sa profession, il est permis de croire qu'on ne peut appliquer aujourd'hui les mêmes mesures, la même législation qu'autrefois.

Nous voyons aujourd'hui la concentration du travail et ce qu'on a appelé la grande industrie. L'immense majorité des travailleurs employés dans les usines, manufactures et ateliers n'ont plus la possibilité de se manifester individuellement au point de vue de la production ; il leur faut subir la loi de la grande industrie. Je ne fais pas en ce moment une campagne contre la grande industrie ; je puis avoir contre elle des griefs, mais j'aurais aussi des éloges à lui adresser, et, par conséquent, je laisse de côté mes opinions personnelles quand je constate la transformation économique dont il s'agit. Mais nous sommes ici, sous le rapport de la production, en présence d'un fait matériel aux conséquences duquel personne ne peut échapper, et que personne ne peut nier. (*Très bien ! à gauche.*)

Essayerez-vous de soutenir, mon cher collègue, qu'il est possible de faire une comparaison entre la situation de l'ouvrier en 1789, au lendemain du jour où ont disparu les jurandes et les maîtrises, et au commencement du siècle, et celle de l'ouvrier employé aujourd'hui dans l'industrie ? J'en appelle à la réflexion de tous les membres du Sénat : est-il possible d'établir une simple comparaison entre deux situations économiques aussi différentes ? Non, Messieurs, ce n'est pas possible.

C'est donc précisément pour tâcher de réaliser et de maintenir, malgré les transformations économiques, les principes de justice et de liberté que nous venons aujourd'hui vous demander de réglementer le travail dans l'industrie. Je n'ai pas la prétention, vous le pensez bien, dans une improvisation, de ne rien oublier des arguments qui vous ont été présentés par l'honorable M. Lenoël. J'essayerai cependant de faire une réponse complète.

Est-ce que vous pouvez prétendre qu'une femme qui est employée aujourd'hui dans un grand atelier, dans une manufacture, dans une usine, a la

même liberté de ses mouvements, de son travail, de ses efforts personnels, que la giletière dont a parlé notre collègue, qui, elle, travaille dans sa chambre, ou la pêcheuse des côtes de la Manche, dont il a fait un tableau si animé, si poétique et si douloureux en même temps? Notre honorable collègue, bien qu'il soit représentant d'un des départements maritimes des côtes de la Manche, n'est pas seul à avoir visité cette partie de notre pays; je l'ai visitée aussi et je suis l'un de ceux qui l'affectionnent tout particulièrement. J'ai vu, comme lui, les pêcheuses de ces côtes et de la baie Saint-Michel. Je les ai vues, je ne dirai pas aussi souvent que lui, mais bien souvent, et je sais à quel pénible et dur labeur elles se livrent. Personne plus que moi ne porte intérêt à ces femmes si braves, si vaillantes et qui, d'un travail si laborieux et si dur, ne retirent évidemment qu'un faible salaire.

Mais, Messieurs, il faut bien dire la vérité tout entière. Vous plaignez ces femmes, vous dites qu'elles sont malheureuses; c'est vrai. Mais quand vous consultez les tableaux de la mortalité, que vous vous apercevez de son augmentation, savez-vous sur qui elle frappe? Ce n'est point sur les femmes de nos côtes. (*Marque d'approbation à gauche.*)

Celles-ci ont une santé merveilleuse; je n'ai pas vu dans notre pays de femmes plus belles, plus vigoureuses que celles qui se livrent à l'industrie de la pêche. Est-ce que pouvez les comparer aux femmes étiolées, anémiées qui travaillent dans nos manufactures? Est-ce qu'il y a une comparaison à établir entre ces pêcheuses qui s'abreuvent d'un air pur et salin et celles qui vivent dans nos ateliers, dans nos usines, respirant un air infect et malsain? Il n'y a pas de comparaison à établir. (*Très bien! à gauche.*)

Vous dites que nos pêcheuses travaillent à la marée du jour et de la nuit. C'est une erreur, mon cher collègue: quels que soient leur vigueur, leur courage, elles ne peuvent pas cependant trouver le moyen de travailler quarante-huit heures sur vingt-quatre.

M. HERVÉ DE SAISY. — C'est évident! Il y a eu là de l'exagération. D'ailleurs, on a exagéré des deux côtés.

M. LE RAPPORTEUR. — Elles font évidemment ce qu'il est permis de demander aux forces humaines, mais elles ne font pas le travail de deux ou trois femmes. N'exagérons pas, vous porteriez par cela même atteinte à votre argumentation. (*C'est vrai! à droite.*)

Voilà donc la différence, Messieurs, qu'il faut bien admettre entre les situations. Non, nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas réglementer le travail partout où le travail est resté individuel, dans la chambre ou dans l'atelier de famille. Nous ne croyons pas que le législateur ait le droit d'y porter la main ni même de s'en enquérir; mais, partout où la femme, l'enfant, celui qui a besoin d'être protégé, en un mot, est engrené dans le mécanisme qu'on peut appeler brutal, est conduit, dominé par la machine à vapeur, pris dans l'engrenage qui ne raisonne pas, nous disons que le législateur a le droit d'intervenir pour régler la force humaine et pour mettre une barrière à la mortalité croissante et aussi à l'alcoolisme qui va toujours en s'augmentant. Car, remarquez-le bien, c'est un des côtés les plus graves et

les plus terribles de l'envahissement de la manufacture par la femme : non seulement sa santé est atteinte, non seulement le nombre des naissances diminue, mais, condamnées à ce travail que nous croyions jadis destiné aux hommes seuls, les femmes y prennent peu à peu les habitudes et les mœurs de l'homme et finissent par devenir, comme lui, des alcooliques. Je dis que nous avons le droit, nous législateurs, à l'heure présente, au nom des principes de 1789 que vous invoquiez tout à l'heure, mon cher collègue, au nom des principes de justice et de liberté, d'établir une limite.

Ce n'est pas, en effet, la femme qui choisit ; ce n'est pas le jour où elle a besoin, pour nourrir ses enfants, de travailler deux heures de plus par jour, qu'elle peut le faire ; ce n'est pas elle qui commande à l'usine ; ce n'est pas elle qui peut dire au manufacturier : « J'ai des enfants à nourrir ; depuis hier, la mort de mon mari m'a faite veuve ; j'ai besoin de travailler deux heures de plus par jour. Vous allez me donner ce supplément de travail. » On ne mettra pas la machine à vapeur en mouvement, l'usine, la manufacture en œuvre, parce que cette femme en a besoin. Ce n'est pas elle, je le répète, qui choisit le jour et l'heure où elle a besoin de travailler davantage : c'est l'industrie, ce sont les saisons, ce sont les commandes. L'industriel est le maître de la situation ; il est dominé lui-même par des événements extérieurs et d'une autre portée, mais c'est lui qui commande dans l'usine. Que me parlez-vous de la liberté de l'ouvrière ? Elle n'est jamais libre dans l'industrie. (*C'est vrai ! à gauche.*) Elle doit, comme le soldat au régiment ou au feu, subir les nécessités de la consigne et de la lutte industrielle. (*Nouvelles marques d'assentiment sur les mêmes bancs.*)

Pouvons-nous, à l'heure qu'il est, — sans parler des hommes qui ne sont pas en cause, — sous prétexte qu'il est impossible de réaliser la justice absolue pour les pêcheuses ou les ouvrières qui travaillent chez elles, pouvons-nous, dis-je, refuser d'accorder le bénéfice de la loi aux femmes qui travaillent dans l'industrie et qui sont dans une situation si particulière et si exceptionnelle ? Messieurs, sans vouloir reprendre tous les arguments de l'honorable M. Lenoël, — j'en ai sans doute oublié certains auxquels il serait, je crois, possible de répondre, — je pense que ce que je viens de dire suffit pour montrer quels sentiments animent la Commission.

Je termine en vous disant : Il ne s'agit pas seulement aujourd'hui de revenir sur le passé, mais de vous déjuger à quelques jours de distance. Il y a bien longtemps que le législateur a cru devoir intervenir dans les questions de cette nature. Il est intervenu dès 1848 pour régler, même pour les hommes, le nombre des heures de travail. C'est là une question que j'écarte, je n'ai pas à m'en occuper à cette heure.

Depuis lors, à deux reprises différentes, soit en 1874, soit dans la dernière délibération, vous avez reconnu qu'il y avait utilité, intérêt, justice même, au point de vue de l'industrie, de la santé publique, à considérer les femmes qui travaillent dans l'industrie comme autant de citoyens, — puisque l'honorable M. Lenoël a voulu les assimiler, — comme autant de personnes qui méritaient à divers titres d'être protégées. J'espère, Messieurs, que vous ne voudrez pas vous déjuger sur ce point et que vous accepterez l'article 1^{er} tel qu'il vous est proposé par la Commission. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture des deux premiers paragraphes de l'article 1^{er}, en réservant la disposition relative aux femmes :

« Le travail des enfants, des filets mineures dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.

« Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés. »

(Les deux premiers paragraphes sont adoptés.)

Je vais mettre aux voix les mots « et des femmes. »

J'ai reçu une demande de scrutin public.

M. JULES SIMON. — Je demande la permission de présenter une observation, Monsieur le Président. Si, par hasard, ces mots « et des femmes », étaient rejetés maintenant, cela nous empêcherait-il de discuter ensuite les dispositions qui concernent les femmes, notamment celle qui limite la durée de leur travail, — car ce n'est pas l'objet de l'article 1^{er}, — celle où il est question du travail de nuit, celle qui traite du travail du dimanche ?

Je ne crois pas qu'on ait voulu, dans cette question préliminaire, préjuger toutes les autres questions.

A gauche. Mais si ! mais si !

M. LE PRÉSIDENT. — Le Sénat a entendu l'observation de M. Jules Simon. En supprimant les mots « et des femmes » dans l'article 1^{er}, le Sénat ne préjugera-t-il pas les questions posées par plusieurs autres articles de la loi ? Dans ce cas, ne serait-il pas préférable de réserver la question jusqu'au vote de ces articles ?

M. ÉMILE LENOËL. — C'est ce que j'avais demandé, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Si le Sénat réserve les mots « et des femmes », il réserve la question tout entière.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est évident.

M. LE PRÉSIDENT. — car toute la question est là : Oui ou non, le Sénat admet-il qu'il est possible, dans une certaine mesure, d'apporter une réglementation au travail de la femme ?

Si oui, il faut que ces mots « et des femmes » soient inscrits dans l'article 1^{er}. S'ils sont supprimés, nous n'avons plus aucune raison pour revenir sur ce point.

Veillez remarquer que si, dans les articles 3, 5 ou 7, vous veniez à insérer à nouveau les mots « et des femmes », vous seriez obligés de modifier à nouveau l'article 1^{er}, car cet article est d'ordre général. Il comprend un certain nombre de personnes protégées, les enfants, les filles mineures et les femmes. Si vous estimez, avec M. Lenoël, qu'il n'y a aucune raison de mettre en question et de réglementer le travail des femmes, majeures ou au-dessus de 18 ans, il faut effacer de l'article 1^{er} les mots « et des femmes ». Si vous les y maintenez, vous ouvrez la porte à toutes les réglementations spéciales qui pourront vous être proposées.

En effet, si le Sénat décide la question de principe à propos de l'article 1^{er}, ce vote n'entraînera-t-il pas comme conséquence la réglementation du travail des femmes dans les articles 3, 4 et 5 ?

M. LE RAPPORTEUR. — Mais non, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — La question se pose donc bien nettement sur l'article 1^{er} : Oui ou non, y a-t-il des cas où le législateur peut décider que le travail de la femme, majeure ou au-dessus de 18 ans, sera réglementé, et y a-t-il utilité à le faire ? Si oui, il faut maintenir les mots « et des femmes ; » si non, il faut les effacer de l'article. (*Approbation.*)

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.* — Messieurs, je crois qu'il ne peut y avoir de doute, dans l'esprit du Sénat, sur la façon dont se pose la question.

Je pense avec M. le rapporteur qu'il n'y a, pour obtenir un vote sincère, d'autre moyen que d'adopter le système qu'il propose. Il ne s'agit pas, en effet, dans l'article 1^{er}, de déterminer dans ses détails l'application d'un principe, mais, en quelque sorte, d'adopter le principe lui-même.

La loi qui consacre ce principe contient une série de réglementations diverses, qui toutes sont modifiables. Mais, en ce moment, il s'agit uniquement de savoir si cette loi doit être, d'une manière générale, appliquée aux femmes et aux enfants, ou bien, au contraire, si elle ne doit concerner que les enfants, à l'exclusion des femmes.

Supposez, en effet, que le Sénat adopte, comme la Commission et le Gouvernement le lui demandent très résolument, le principe de l'article 1^{er}, la loi sera, d'une manière générale, applicable aux femmes et aux enfants ; mais vous conservez le droit d'édicter telles dispositions que vous jugerez utiles, soit en ce qui concerne les femmes, soit en ce qui concerne les enfants. Sur ce point, il ne s'agit donc, je le répète, que d'un principe qu'il importe de trancher dès maintenant pour assurer la sincérité du vote, et c'est pourquoi le Gouvernement demande au Sénat d'adopter l'article 1^{er} en y maintenant l'expression « et des femmes ».

M. BÉRENGER. — Messieurs, comme vient de le dire très justement M. le Ministre du commerce, la question qui se pose n'est pas seulement une question de méthode, c'est une question de sincérité. Il faut, pour pouvoir arriver à cette sincérité parfaite qui est désirable, adopter la méthode qui

réservera le mieux la liberté d'opinion de chacun des membres du Sénat. Eh bien, je crois qu'un certain nombre d'entre nous peuvent se trouver dans une disposition d'esprit qui ne leur permette pas de voter dès à présent sur les mots qu'il s'agit de supprimer ou de maintenir.

Si, dès maintenant, nous maintenons dans la loi les mots « et des femmes », nous nous trouvons implicitement obligés d'accepter la réglementation sur un point quelconque, relativement aux femmes.

M. RICHARD WADDINGTON. — Si vous n'en voulez pas, vous voterez contre.

M. AUDREN DE KERDREL. — Alors votre mot reste en l'air !

M. BÉRENGER. — Je comprends parfaitement que les deux thèses absolues qui se trouvent en présence : aucune réglementation, ou, au contraire, réglementation inévitable, puissent s'affirmer dans le mode de discussion que vous proposez ; mais si je suis, par exemple, dans cette disposition d'esprit de dire : « Oui, je rendrai la loi applicable même aux femmes », si la réglementation qu'on me propose est telle que je ne la croie pas incompatible avec leur liberté, je ne puis accorder aux femmes le bénéfice de la loi que lorsque j'aurai connaissance des votes qui seront successivement émis. (*Dénégations à gauche.*) Dans tous les cas, quel inconvénient y a-t-il à réserver ? Une réserve ne tranche jamais une question. Je comprends que vous préféreriez voir la question tranchée dès à présent, car il y a des questions fort délicates dont vous évitez ainsi la discussion... (*Interruptions à gauche.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Vous savez bien que non.

M. BÉRENGER. — Eh bien, Monsieur le Rapporteur, si vous ne le voulez pas, ayez l'obligeance d'accepter ce que nous demandons, car une réserve, je le répète, ne compromet rien. Voter d'ores et déjà les mots « et des femmes », que vous ferez d'ailleurs facilement maintenir si vous triomphez sur les questions accessoires dans le reste de la discussion, pourrait, je crois, compromettre un peu l'expression de notre opinion. Je vous demande, en conséquence, de vouloir bien réserver le vote sur ce point. Je ne vois pas quel inconvénient il peut y avoir à ce qu'il n'y soit procédé qu'après l'adoption des divers articles qui concernent les femmes. (*Interruptions.*)

Un sénateur. — Le vote du principe constituerait une présomption d'adoption pour les dispositions secondaires.

M. BÉRENGER. — Je ne veux préjuger la question ni dans un sens ni dans l'autre, et c'est précisément pour cela que je considère le vote qui nous est demandé comme dangereux. Nous sommes au commencement d'une discussion ; nous avons le droit, bien que ce soit une deuxième délibération, de reprendre toutes les questions successivement. Or, il en est une qui a été discutée peut-être un peu sommairement, j'ai le droit de le dire, car c'est

une accusation que je porte contre moi-même et contre moi seul. La question de la limitation du travail pour les femmes est venue à la fin d'une séance, lors de la première délibération; elle a été naturellement écourtée et n'a pas reçu tous les développements qu'elle pouvait comporter.

L'honorable M. Lenoël vient de la reprendre à la tribune, mais d'une façon générale en confondant deux choses qui doivent être, selon moi, divisées : le travail de jour et le travail de nuit. Tous les arguments n'ont pas pu se produire, et je me propose d'en apporter quelques-uns qui n'ont pas encore été, je crois, présentés. Pourquoi voulez-vous établir un préjugé contre la discussion que j'aurai à soutenir et même l'empêcher — permettez-moi de le dire — en introduisant dans la loi un mot qui ne me permettra plus de discuter ? Je pense qu'il serait naturel, qu'il serait sage — n'en déplaise à M. le Ministre du commerce — de réserver ce mot, et je prie le Sénat de voter la résolution qui lui est proposée par M. le Président.

M. ÉMILE LENOËL. — Je suis un peu désintéressé dans la question, en ce qui me concerne; mais le sentiment de justice dont je parlais tout à l'heure, et qui nous inspire tous, doit, ce me semble, donner satisfaction à l'honorable M. Bérenger. En effet, tout sera résolu, si l'on ne réserve pas le mot « femmes ». Comment l'article, débarrassé des incidentes, est-il conçu ?

« Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes sera soumis aux obligations déterminées par la présente loi. »

Or, il y a des points sur lesquels M. Bérenger n'est pas d'accord avec moi, points spéciaux qu'il doit discuter, comme la question du travail de nuit. Mais si vous commencez par voter d'une manière générale que le travail de la femme est soumis aux obligations de la présente loi, tout est résolu et il n'y a plus rien à discuter. (*Bruit et dénégations à gauche.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, ce qui m'étonne c'est que M. Bérenger ne demande pas qu'on réserve l'article 1^{er} tout entier. Quel est, en effet, son argument ? Il accepte l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, mais il n'accepte pas la réglementation du travail de jour.

Il y a, de même, tel de nos collègues qui, pour le travail des filles ou des enfants, peut accepter certaines dispositions de la loi et en repousser certaines autres; il pourrait alors nous dire, reprenant l'argumentation de M. Bérenger : « Je veux bien qu'on réglemente le travail, mais seulement sur certains points: ce n'est que dans ces conditions que je voterai l'article 1^{er}; mais comme je ne sais pas ce que vous allez décider par la suite en ce qui concerne les enfants, ou les femmes, ou les filles mineures, je ne vote pas l'article 1^{er} ». Cela reviendrait à dire qu'il n'y aura plus, dans aucun des projets qu'on vous proposera, d'article 1^{er} où il sera possible de poser les principes généraux de la loi.

Je ne crois pas que le Sénat puisse accepter une telle manière de procéder, et il aura d'autant plus de raisons de ne point l'admettre, que nos honorables collègues MM. Bérenger et Lenoël auront toujours la faculté de voter non seulement contre les dispositions des articles qu'ils combattent, mais contre l'ensemble de la loi. Leur liberté subsiste par conséquent tout entière.

Messieurs, la Commission, que je viens de consulter, prie le Sénat de vouloir bien voter le texte qu'elle propose, avec les mots « et des femmes », et nous avons l'honneur de déposer une demande de scrutin.

M. AUDREN DE KERDREL. — Messieurs, je crois que c'est une innovation parlementaire que de faire figurer dans l'article 1^{er} d'une loi tous les principes qui sont répartis et énoncés dans les articles suivants. Je crois que c'est le contraire de ce que nous faisons habituellement. On doit réserver sa liberté pour chaque article et, quand arrive cette résultante de tous les articles qu'on appelle l'ensemble de la loi, alors, conservant encore toute sa liberté et en faisant un dernier usage, on vote pour ou contre la loi.

M. le rapporteur vient de vous dire qu'il serait plus logique, pour ceux qui partagent l'avis qu'il suppose à raison être le mien, de demander la suppression de l'article 1^{er}. Je ne serais pas éloigné d'adopter ce système. . . (*Sourires*) . . . Mais en voici un autre qui pourrait être adopté. Je sais très bien que, sur la question du travail des femmes, nous sommes moins d'accord que sur la question du travail des enfants et des filles mineures. Cependant, même en ce qui concerne le travail des enfants et des filles mineures, il y a encore des divergences d'opinion; on n'est pas absolument d'accord et, alors, ce que je proposerais, ce serait de maintenir l'article 1^{er} et d'en supprimer ce que j'appellerai le personnel, c'est-à-dire les enfants, les filles mineures et les femmes.

M. LE RAPPORTEUR. — Alors il ne restera plus rien !

M. AUDREN DE KERDREL. — . . . et de dire : « Le travail dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, etc., est soumis aux obligations déterminées par la présente loi. »

Ce qui ne préjuge rien, et laisse subsister la liberté de chacun.

M. RICHARD WADDINGTON. — Dans ce cas vous comprenez les hommes adultes au nombre des personnes protégées.

M. AUDREN DE KERDREL. — Pardon ! vous direz ce que vous voudrez dans les articles subséquents; votre pensée deviendra plus claire au fur et à mesure que la loi avancera. C'est le cas de dire ici qu'à chaque article suffit sa peine. Telle est la proposition que j'ai l'honneur de faire au Sénat; je crois que, si ce n'est pas l'extrême logique, c'est au moins de la logique raisonnable et modérée.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a une objection capitale à la proposition de M. Audren de Kerdrel, c'est que le Sénat vient de voter, à une immense majorité, le texte entier de l'article 1^{er}, en réservant seulement les mots « et des femmes », de telle sorte que nous ne pouvons plus revenir sur cette disposition.

M. AUDREN DE KERDREL. — S'il y a un vote acquis, je n'insiste pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais il reste une question à résoudre. On propose de réserver le vote sur les mots « et des femmes » jusqu'à ce que le Sénat ait déterminé quelles seront les applications de cette disposition.

C'est une proposition préjudicielle que le rapporteur combat au nom de la Commission, qui désire voir le Sénat se prononcer immédiatement sur le principe. Je sou mets la question au Sénat.

M. LE RAPPEUR. — Il y a une demande de scrutin.

M. LE PRÉSIDENT. — Porte-t-elle sur la question préjudicielle ou sur l'ensemble de l'article ?

M. LE RAPPEUR. — Nous l'appliquerons à la proposition actuellement en discussion.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, il va être procédé au scrutin.

Je rappelle au Sénat qu'il s'agit simplement de décider si l'on réservera les mots « et des femmes ».

Voici le résultat du scrutin sur la question préjudicielle :

Nombre de votants.....	198
Majorité absolue.....	100
Pour.....	98
Contre.....	100

(Le Sénat n'a pas adopté.)

Nous avons voté, Messieurs, les deux premiers paragraphes de l'article 1^{er} en réservant les mots « et des femmes ».

Si personne ne demande la parole, je vais les mettre aux voix.

Il va être procédé au scrutin.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	192
Majorité absolue.....	97
Pour.....	122
Contre.....	70

(Le Sénat a adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble des deux premiers paragraphes.

(Les deux premiers paragraphes de l'article 1^{er} sont adoptés.)

Nous arrivons au paragraphe 3, auquel un amendement a été proposé par M. Richard Waddington.

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, dans sa première délibération, le Sénat a voulu concilier le respect de l'autorité paternelle et des ateliers de famille avec la nécessité de faire pénétrer l'inspection dans certaines industries. C'était, d'ailleurs, l'objectif qui avait été visé dans la rédaction votée par la Chambre des députés; or, d'après moi, la rédaction adoptée en première lecture, par le Sénat, ne correspond pas tout à fait au but qu'on s'était proposé. En effet, dans l'état actuel des choses, la loi de protection du travail des enfants laisse en dehors les ateliers de famille. Cette exemption ne résulte pas d'un texte de loi, cela est vrai, mais d'une circulaire ministérielle, déjà bien ancienne, et en vertu de laquelle l'inspection ne porte pas sur les locaux où une industrie quelconque s'exerce sous les yeux du père ou de la mère avec le concours de leurs enfants.

La rédaction que vous avez adoptée en première lecture étend singulièrement cette exemption. Qu'il y ait eu lieu d'insérer dans la loi une définition des ateliers de famille, je le reconnais volontiers. La Chambre des députés a pensé qu'il n'était pas suffisant d'exclure par préterition ces ateliers de l'action de la loi, mais qu'il fallait les mentionner dans le texte et proclamer leur exemption. Nous sommes donc parfaitement d'accord sur le principe, mais non sur la définition qui a été donnée de ce genre d'établissements par le texte adopté en première lecture. La voici :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille comme chefs de métier ou ouvriers, et des membres de la famille ou même des étrangers comme manœuvres ou apprentis, sans que jamais le nombre de ceux-ci puisse excéder celui des chefs de métier ou ouvriers. »

Vous le voyez, Messieurs, d'après cette rédaction, le terme « atelier de famille » serait étendu à de vrais petits ateliers où, à côté des membres mêmes de la famille, des enfants, des cousins, des parents plus ou moins éloignés, on pourrait employer en nombre égal des étrangers. Ce serait en vérité faire un pas en arrière relativement à l'état de choses actuel et interdire à nos inspecteurs l'entrée dans un certain nombre d'ateliers où cependant, pour des raisons que je vais développer, leur présence serait utile.

Je vous demande de revenir à la rédaction proposée en premier lieu par votre Commission, rédaction qui se rapproche beaucoup du texte voté par la Chambre et qui définit l'industrie pratiquée dans le cercle domestique en disant : « Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille », — jusque-là le texte est le même, — et j'ajoute : « Sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur ». Mon amendement limite et définit l'atelier de famille, sans cela les inconvénients au point de vue pratique pourraient être considérables.

Transportez-vous par la pensée dans une de ces usines des faubourgs de Paris ou des grandes villes où se trouvent groupés de nombreux ateliers affectés aux fabrications les plus diverses.

Je le dis en passant : on a parlé d'industries qui seraient exercées dans l'habitation paternelle, dans la chambre à coucher, dans la salle à manger; le cas est tout à fait exceptionnel. Par contre, vous trouvez dans ces grandes usines où on loue la force motrice, comme il en existe au faubourg Saint-

Antoine et dans bien d'autres quartiers de Paris et des grandes villes de province, un certain nombre d'industries différentes groupées les unes à côté des autres, et exercées dans autant de petits ateliers. Alors que se passerait-il ? L'inspecteur fait son inspection, qui est plus nécessaire, croyez-le bien, dans ces petits ateliers que dans les grandes manufactures.

Il arrive dans un atelier, il s'adresse au patron qui lui répond : « Vous n'avez rien à faire ici, c'est un atelier de famille. » — « Mais votre personnel paraît nombreux, ce ne sont pas vos enfants que vous employez ». — « Non, mais en vertu de l'article voté par le Sénat, je puis employer mes cousins, mes neveux et un nombre d'ouvriers étrangers égal à celui des membres de la famille ». Vous voyez que, sous le couvert de la rédaction votée, on pourrait parfaitement organiser un atelier comportant un personnel considérable, tout en échappant à l'action de l'inspection.

Voilà pour le premier point. J'arrive au second : Vous avez reconnu qu'il était nécessaire de porter l'inspection même dans les ateliers de famille, quand il s'agissait d'industries où l'emploi de la machine à vapeur était indispensable. Vous avez en effet adopté le texte suivant :

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures à prendre pour assurer la sécurité des personnes, conformément à l'article 14. »

Je vous demande, Messieurs, de compléter ce paragraphe et d'ajouter aux ateliers où l'on emploie un moteur à vapeur ceux où l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres. Du reste, voici la rédaction que je propose pour ce paragraphe :

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité à prendre, conformément aux articles 12, 13 et 14. »

Vous le voyez, Messieurs, l'inspection est restreinte à certaines mesures indispensables à prendre au point de vue de la sécurité des travailleurs. Il ne s'agit pas, comme on l'a dit ici, lors de la discussion de la loi en première lecture, d'un inspecteur interrogeant les enfants sur la durée du travail, pénétrant dans l'atelier je ne sais à quelle heure de la nuit pour savoir si les articles de la loi relatifs au travail de nuit sont appliqués.

Le rôle de l'inspecteur sera absolument limité ; il aura à vérifier simplement si les enfants ne sont pas employés dans des conditions contraires à l'hygiène et à la sécurité générale du travail, et encore l'inspection ainsi restreinte et précisée ne portera que sur des industries dangereuses et insalubres, car j'abandonne la catégorie des établissements incommodes, dont l'insertion dans le texte primitif avait donné lieu à des critiques.

Je ne crois pas, en effet, qu'il soit nécessaire ni même utile de faire porter l'inspection sur les établissements incommodes ; mais j'insiste avec la plus grande énergie pour que cette inspection soit faite dans les ateliers où s'exercent des professions dangereuses et insalubres. Quel sera le rôle des

agents de l'administration? Les inspecteurs seront chargés d'appliquer les mesures prescrites par les articles 12 et 13 complétées par des règlements d'administration publique, rendus en Conseil d'Etat et dont je vais vous donner un spécimen. Vous le voyez, Messieurs, je tiens à l'affirmer une fois de plus, il ne s'agit pas de l'application de la loi de 1810, dont ne sont pas chargés les inspecteurs du travail; il s'agit simplement de faire porter l'inspection sur un point spécial et d'éviter à ces jeunes travailleurs, dans les industries visées par les règlements d'administration publique, d'établir après enquête les dangers tels qu'ils sont définis par l'article 12 de la loi que nous discutons, c'est-à-dire « les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité », ou d'étendre aux enfants travaillant dans la famille la protection qu'édicté l'article 13 pour le personnel employé dans des établissements insalubres ou dangereux où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé. »

J'ai sous les yeux la nomenclature de ces industries, telle qu'elle résulte des tableaux A et B annexés aux décrets de 1875-1877-1879-1882 et années suivantes : « Fabrication de l'acide arsénique au moyen de l'acide arsénieux et de l'acide azotique; acide chlorhydrique; acide nitrique; etc., etc. Raisons de l'interdiction : Dangers d'empoisonnement, vapeurs délétères, émanations corrosives, etc., etc. » Voilà les industries, elles sont assez nombreuses, où, dans l'intérêt de la santé de l'enfant, on interdit absolument son emploi.

Le tableau B mentionne un certain nombre d'industries où l'on restreint le travail de l'enfant, où celui-ci ne peut être employé que dans certaines conditions, pour certains procédés de fabrication.

Le tableau B énumère ces industries; voici le premier établissement visé :

« Allumettes (Fabrication des) avec matières détonantes et fulminantes. Interdiction dans les locaux où l'on fond la pâte et où l'on trempe les allumettes, etc., etc. »

Sans continuer cette aride énumération, j'ai le droit d'affirmer qu'il est d'intérêt supérieur d'interdire des travaux aussi dangereux et aussi nuisibles à la santé aux enfants employés sous l'autorité paternelle aussi bien qu'au jeune personnel des ateliers ordinaires.

Est-ce un cas hypothétique que je vous expose? Est-ce que ces ateliers de famille, tels qu'ils étaient définis tout à l'heure et tels qu'ils existent, ne sont pas consacrés à ces industries dont je viens de parler? Si vous visitiez, comme je vous y invitais, ces grandes usines des faubourgs de Paris dont j'ai déjà fait mention, vous constateriez avec moi l'existence d'une foule de ces petits ateliers affectés aux fabrications interdites ou réglementées.

Voici une liste qui m'a été fournie par un de mes amis, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures et très au courant de ces questions. Dans cette note, il me signale comme étant exercées dans les ateliers dits de famille les industries suivantes :

« Fabricants d'amorces fulminantes pour jouets d'enfants... » — il ne s'agit pas ici des inconvénients pour le voisinage, mais du danger pour

les enfants eux-mêmes — « ...fabricants de visières vernies; fabricants de boutons en corne, en os, en nacre; fabricants de pipes à fumer; polisseurs à sec de métaux; faconniers d'objets en albâtre, etc. . . »

Toutes industries qui figurent dans le tableau A.

Messieurs, je résume les courtes observations que je viens de vous présenter : je vous demande de définir et de restreindre l'atelier dit de famille, de n'admettre sous cette définition que celui où le travail se fait sous des yeux vraiment paternels, et de ne pas étendre le privilège de l'exemption à des établissements employant un personnel nombreux en partie étranger.

Je vous demande, en deuxième lieu, de faire porter l'inspection dans les ateliers ainsi définis, mais uniquement au point de vue des travaux dangereux et insalubres tels qu'ils sont définis par les articles 12 et 13 et par les règlements d'administration publique complétant ces articles. Si vous acceptez mon amendement, Messieurs, vous aurez concilié l'intérêt réel des enfants avec le respect de l'autorité paternelle. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je dois vous dire en toute sincérité quel est l'état de la question en ce qui concerne la Commission.

La Commission, depuis que le Sénat a repris ses travaux, n'a pas pu se réunir au complet. Elle a tenu plusieurs séances, elle a travaillé aussi activement que possible, mais il faut bien avouer que tous ses membres n'étaient pas présents et que, par conséquent, les décisions qu'elle a prises ne l'ont été que par une majorité qui aurait pu être déplacée si tous les membres avaient été présents. Pourtant, après s'être partagée en deux fractions égales pour et contre l'amendement de l'honorable M. Waddington, il semble aujourd'hui que la majorité de la Commission serait disposée à l'adopter. Mais, je le répète, je ne puis vous apporter un vote ferme sur cette question ni vous dire au juste le sentiment de la Commission puisqu'elle n'a jamais pu se trouver au complet.

Puisque je suis à la tribune, — je ne sais si ce que je vais dire viendra bien efficacement à l'appui de l'amendement de l'honorable M. Waddington, — je tiens à déclarer que le rapporteur partage de la manière la plus complète l'opinion de l'auteur de l'amendement : il y a en effet un grand intérêt à désigner et à préciser d'une manière bien claire ce qu'on appelle l'atelier de famille, car il ne faut pas ouvrir la porte à des difficultés.

J'ajoute que, de plus, les membres du Sénat qui ont voté l'amendement de M. Maret n'avaient pas, je crois, en vue le véritable atelier de famille, mais qu'ils se sont surtout préoccupés d'un autre intérêt très important aussi, celui de la petite industrie. M. Maret a voulu, dans une certaine mesure, faire exempter de la réglementation ce qu'on appelle le petit atelier. C'est un système. Mais, dans la loi actuelle, ce n'est pas de ce petit atelier qu'il s'agit. Il aurait fallu définir le nombre des membres fixes : mais la loi ne parle pas du petit atelier, elle s'en tient à l'atelier de famille.

Il y a un autre argument que n'a pas donné l'honorable M. Waddington, bien qu'il le connaisse : c'est qu'il n'y a plus de stabilité. Chose étrange ! Que veut-on protéger par l'amendement de M. Maret ? On veut protéger l'atelier de famille, lui donner une sorte de stabilité et lui faciliter les moyens de

vivre. Or, voici un atelier de famille où il y a cinq membres : un garçon part pour l'armée, une jeune fille se marie, et voilà qu'au lieu de permettre à cet atelier de rétablir son équilibre, la loi oblige à en faire sortir autant d'auxiliaires qu'il y a de membres de la famille qui sont partis, si bien que le départ d'un fils ou d'une fille a pour conséquence nécessaire le renvoi d'un ou deux auxiliaires. C'est la désorganisation même de cet atelier ! M. Waddington s'est plus exactement conformé à la véritable pensée du législateur, quand il a proposé d'exempter l'atelier de famille et de déclarer qu'il se compose des enfants qui travaillent dans un local quelconque sous l'autorité directe du père, de la mère, ou du tuteur. Cela est clair, pratique ; je suis de son avis, car il faut soustraire ces enfants aux industries dangereuses et insalubres. C'est donc au point de vue de la sécurité, c'est-à-dire au point de vue de l'entretien et du fonctionnement des engins mécaniques que la surveillance doit être exercée. A titre de membre du Sénat, et non pas comme rapporteur de la Commission, car je n'ose pas affirmer que j'exprime sa véritable opinion, j'appuie l'amendement de M. Waddington.

M. LE MINISTRE. — Comme l'amendement de M. Waddington n'est que l'application des principes de la loi de 1874 et de la jurisprudence actuelle, le Gouvernement l'accepte.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ?... Je donne une nouvelle lecture du paragraphe 1^{er} de l'amendement de M. Waddington, en réservant le second paragraphe :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur. »

(Le premier paragraphe, mis aux voix est adopté.)

Deuxième paragraphe. — « Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre, conformément aux articles 12, 13 et 14. »

(Le deuxième paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

Je consulte le Sénat sur l'ensemble de l'amendement.

(L'ensemble de l'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

« ART. 2. — Les enfants ne peuvent être employés par les patrons, ni être

admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} avant l'âge de 13 ans révolus.

« Toutefois les enfants munis du certificat d'études primaires, institué par la loi du 28 mars 1882, peuvent être employés à partir de l'âge de 12 ans.

« Aucun enfant âgé de moins de 13 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin désigné par le préfet. Cet examen sera contradictoire, si les parents le réclament.

« Les inspecteurs du travail pourront toujours requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans, déjà admis dans les établissements susvisés, si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces.

« Dans ce cas, les inspecteurs auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme de l'un des médecins désignés au paragraphe 3 du présent article.

« Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance, visés à l'article 1^{er} et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, le travail manuel pour les enfants de 12 à 13 ans, non munis du certificat d'études primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour. » — (Adopté.)

« ART. 3. — Les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

Il y a sur cet article deux amendements, l'un de MM. Diancourt et Lecomte dont je vais donner lecture; l'autre de M. Bérenger qui demande la suppression des mots « et les femmes ».

M. Bérenger a été obligé de quitter la séance; il doit prendre la parole pour développer la proposition qu'il a déjà soutenue. (*A demain!*)

Mais nous pourrions peut-être, Messieurs, l'heure n'étant pas très avancée, discuter l'amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte, en réservant les mots « et les femmes ».

M. LE RAPPEUR. — Messieurs, puisque le Sénat est disposé — je suis loin de vouloir soutenir une idée contraire — à réserver la discussion sur l'amendement de M. Bérenger, je voudrais que la discussion des deux amendements fût ajournée, car celui de M. Diancourt qui maintient les mots « et les femmes » propose de fixer à onze heures la durée de travail effectif quand la Commission s'est prononcée pour dix heures. Mais l'amendement de M. Bérenger est beaucoup plus large; il supprime la mention relative aux femmes. Nous pourrions alors avoir discuté sur l'amendement de MM. Lecomte et Diancourt pendant une heure, avoir voté pour ou contre, et puis l'amendement de M. Bérenger, se trouvant réservé, viendrait ensuite tout

remettre en question. Il me paraît plus logique de discuter d'abord l'amendement de M. Bérenger. (*Assentiment.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Vous demandez ainsi, Monsieur le Rapporteur, que la discussion soit remise à une prochaine séance.

Il n'y a pas d'opposition? . . .

La suite de la discussion sur le projet de loi est renvoyée à une prochaine séance.

SÉANCE DU 27 OCTOBRE 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous sommes arrivés à l'article 3, qui est conçu en ces termes :

« ART. 3. — Les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

M. Bérenger demande la suppression des mots « et les femmes ».

M. BÉRENGER. — Messieurs, il y a tant d'honneur et de mérite à prendre le parti des faibles et à proposer les lois qui doivent réaliser les mesures de protection dont on entend les faire profiter, que ce n'est pas sans beaucoup d'hésitation et de réflexion qu'il faut se décider, lorsque d'ailleurs on est d'accord sur la plupart des principes, à attaquer même les dispositions moins essentielles des lois de cette nature.

J'ai d'autant plus de regrets et d'ennui à m'éloigner sur un point du projet qui vous est proposé, que j'y rencontre pour adversaire notre illustre collègue M. Jules Simon, dont les enseignements, particulièrement en ces matières, ont toujours été pour moi de véritables leçons. Mais que voulez-vous? Il y a des circonstances où, quels que soient le respect et le dévouement qu'on professe pour les hommes, on est bien obligé parfois de se séparer d'eux. L'importance de la question, le petit nombre de voix qui ont déterminé la majorité en première délibération et, au contraire, le grand nombre des abstentions qui se sont produites m'en font un devoir dans la question qui se présente. Aussi bien on peut se demander si la discussion précédente a été suffisante. Ce qui peut en faire douter, c'est que plus de cinquante de nos collègues n'ont pas pris part au vote. Ce nombre inusité d'abstentions n'indique-t-il pas qu'on ne s'est pas trouvé suffisamment éclairé, qu'on a eu

des hésitations? Je ne crois pas que la nécessité de provoquer des réflexions nouvelles puisse être mieux démontrée.

Un point doit d'abord être mis entièrement hors de doute, c'est que je n'entends contester en quoi que ce soit, que j'approuve, au contraire, absolument, que je suis reconnaissant à tous ceux qui, à un degré quelconque, se sont occupés des propositions diverses relatives à la protection des enfants. Nous sommes sur ce point parfaitement d'accord.

En ce qui touche les femmes, il y a la question du travail de nuit. Là encore, j'accepte la loi. Je ne l'ai pas toujours fait. En présence des précautions prises par la Commission, je me rends. Je le fais, à la vérité, bien moins par la conviction de l'excellence du principe posé que parce que la latitude donnée à l'administration d'accorder des dispenses me paraît rendre la proclamation du principe fort inoffensive.

A lire le texte, comme il convient, je crois, de l'entendre, la loi pourrait, sur ce point, se résumer en ces termes : le travail de nuit est défendu, à moins qu'il ne soit autorisé par l'administration.

La loi, en effet, après avoir interdit d'une façon absolue le travail de nuit, permet à chaque industrie de se pourvoir devant l'administration et ne prescrit aucune règle à celle-ci pour l'exercice du pouvoir qu'elle lui attribue.

M. RICHARD WADDINGTON. — *Traduttore, traditore!*

M. BÉRENGER. — Le texte est cependant bien formel, et il ne me paraît pas douteux que l'administration devra l'entendre ainsi. Loin de le regretter, je m'en félicite, car l'administration pourra, dans l'exercice de l'arbitraire qui lui est laissé, s'inspirer, suivant les cas, des nécessités de notre régime économique, des exigences des industries, des besoins des populations, et corriger ce que la loi a d'excessif.

Là encore, je le répète, je suis avec la Commission. Cependant il y a une disposition que je ne puis accepter, parce qu'elle me semble non seulement attentatoire à la liberté. — ce qui suffirait, — mais encore aussi funeste aux intérêts, — oserais-je le dire, alors que M. Jules Simon a soutenu la thèse contraire? — aussi funeste aux intérêts de la famille et aux intérêts supérieurs de la morale que fatale aux intérêts matériels de la population ouvrière; il y a, dis-je, une disposition que je ne puis accepter, c'est celle qui prétend limiter la durée du travail de jour, en dépit de la femme elle-même.

Je ne veux pas revenir sur tous les arguments que j'ai développés, peut-être trop rapidement lors de la première délibération; je me bornerai à en rappeler un, et, si je le fais, c'est parce que notre illustre collègue a bien voulu dire, au début de son discours, que cette raison, bien qu'il ne crût pas devoir en tenir compte, lui paraissait cependant sérieuse. Cette raison, c'est qu'à propos d'une loi spéciale, d'une loi qui par son titre ne doit s'appliquer qu'aux enfants ou aux femmes, on tranche en réalité absolument et définitivement, quoi que ce soit par voie indirecte, l'énorme et très grave question de la durée de la journée de travail pour l'homme.

M. Jules Simon vous a dit, à la vérité, que la conséquence n'était pas

tout à fait absolue, que, dans les industries où le travail de la femme complète le travail de l'homme, arrêter la femme à une heure déterminée, c'était bien arrêter également l'homme; mais il a ajouté qu'il n'en serait pas de même pour toutes les industries qui n'occupent que l'homme, car ces dernières pourraient continuer à se régler par des conditions différentes.

Messieurs, l'argument paraît avoir une grande valeur; je crois qu'en fait il en a fort peu. Il ne faut pas oublier que toutes ces questions où se traite l'intérêt de l'ouvrier se résolvent beaucoup moins par la logique que par l'entraînement.

A peine une loi de faveur, une disposition est-elle faite pour quelques-uns, qu'elle est invoquée par les autres d'une façon si persistante, parfois si impérieuse que la résistance devient impossible. Je vous demande comment l'entrepreneur de travaux publics, qui naturellement n'emploie que des hommes, pourra les rétenir douze heures au travail, quand ils viendront lui dire que les patrons des usines voisines, qui emploient ouvriers et ouvrières, ne leur demandent que dix heures, et les payent comme s'ils en faisaient douze. Or, c'est là le point délicat, qui vous empêchera de vous arrêter en chemin?

Cette faveur des dix heures est en réalité beaucoup plus demandée pour augmenter le salaire que pour réduire la journée. La journée ne sera que de dix heures; mais elle sera payée comme celle de douze. Eh bien! ceci étant, comment pourrez-vous refuser aux hommes travaillant seuls ce qui aura été accordé à ceux qui travaillent avec le concours des femmes? Une telle inégalité serait d'une si criante injustice qu'elle ne pourrait être maintenue. Quelques-uns se défendront peut-être, pour un temps; mais la force des choses ne tardera pas à les entraîner. Voilà comment la réduction du travail pour la femme seule équivaut à cette même réduction pour l'homme et l'entraîne inévitablement.

N'est-ce pas là, Messieurs, une bien grave conséquence? Comment! pour résoudre cette question de la durée du travail pour l'homme, on nous menace d'une révolution sociale et internationale!

M. TOLAIN, *rapporteur*. — Qui cela?

M. BÉRENGER. — Qui cela? Ne voyez-vous pas cette solennité nouvelle du 1^{er} mai organisée dans tous les pays avec une si rare entente?

M. LE RAPporteur. — Je tenais à vous faire dire, mon cher collègue, qu'il ne s'agissait pas du Parlement.

M. BÉRENGER. — Je vous prie de ne pas aller au delà de mes paroles. Je les crois claires et n'ai aucune arrière-pensée.

Cette sorte d'insurrection, morale, je le veux bien, jusqu'à présent du moins, cette protestation menaçante, si vous voulez que j'adoucisse le mot, concertée à la fois dans tous les pays de l'Europe, et même au delà, dans le but avoué de faire capituler le capital, et sans doute aussi, la plupart le cachent à peine, quelques-uns le disent audacieusement, la société elle-

même, cette protestation qui, sous l'apparence d'une simple question d'humanité, de commisération et de pitié vis-à-vis de ceux qui souffrent, semble vouloir s'en prendre aux fondements mêmes de l'ordre social, vous dit assez et l'importance de la question et la nécessité de ne pas l'aborder sans la plus sérieuse étude. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

C'est sous la forme la plus aiguë que se posent les revendications. Il ne s'agit plus comme ici d'une journée de dix ou douze heures. C'est la journée de huit heures qu'on nous somme d'accorder, car on entend régler désormais le travail, non sur le pas du laborieux, mais sur celui du fainéant.

Certes, la question est grave; elle le devient plus encore par cette considération grosse, en vérité, comme une montagne : c'est que pour ne pas s'exposer à une rupture complète de toutes les conditions économiques du pays, à une évidente diminution de notre importance industrielle et commerciale, il faudrait la rattacher à un système international, et les ouvriers eux-mêmes le comprennent si bien, qu'ils cherchent à y intéresser leurs camarades de toutes les nations.

Elle est si formidable qu'elle peut, si l'on n'y veille, arriver à bouleverser le monde. Dès à présent elle l'agite, le surprend et l'inquiète.

Il y a plus. Elle est, à l'heure actuelle, posée ailleurs que dans le Sénat. Chacun sait que d'importantes études sont commencées, que la discussion peut ne pas tarder à s'ouvrir devant l'autre Chambre. Là, elle se présentera avec toute son ampleur, avec la préparation nécessaire. Eh bien, c'est dans ces conditions qu'on nous propose de résoudre par une disposition accessoire, dans une loi dont l'objet est limité et spécial, un pareil problème!

Messieurs, je ne crois pas qu'il puisse y avoir de réponse sérieuse à ces considérations. Un simple motif de déférence vis-à-vis de l'autre branche du Parlement devrait suffire à nous arrêter. Voilà, Messieurs, mon premier point. J'entre maintenant dans le fond de la question.

J'ai entendu dire à l'honorable M. Jules Simon, et peut-être M. le Rapporteur avait-il également auparavant exprimé cette opinion, que la famille et la morale elle-même étaient puissamment intéressées à la limitation des heures de travail pour la femme. C'est avec un grand charme d'argumentation, avec la force et la grâce si habituelles à notre éminent collègue, que cette thèse a été développée. J'avoue que j'ai été profondément surpris.

Est-ce donc l'intérêt de la famille que la femme travaille une heure de moins? Car c'est dans l'hypothèse de la réduction à onze heures que l'orateur a toujours raisonné. Revenir une heure plus tôt au foyer domestique, voilà donc ce qui doit reconstituer la famille! Il semblerait qu'actuellement la femme ne peut plus se consacrer à ses devoirs de mère et d'épouse, qu'elle est absorbée, écrasée à ce point par le travail de l'usine, que disparaît pour elle la possibilité de remplir les obligations les plus sacrées et qu'il suffira de lui donner une heure de liberté pour que tout soit changé.

Je réponds que si ce tableau n'est pas chargé, ce n'est pas une heure de liberté qu'il faut lui donner. Si le danger est si grand que la société se trouve menacée, comme on semblait le dire, jusque dans ses sources mêmes, dans la constitution de la famille, c'est un plus grand effort qu'il faut faire. Mais on sent bien que c'est impossible.

Je nie, pour moi, que le mal soit aussi grand, mais je nie surtout l'insuffisance du remède, et je suis beaucoup plus pénétré de ce que la réduction probable de salaire, conséquence inévitable de la réduction du travail, entraînera de difficulté et de gêne pour la famille.

Et cet intérêt, pour être un intérêt matériel, n'en est pas moins pour moi d'une considération absolument supérieure, car les exigences de l'existence dominant tout, il faut bien le reconnaître, dans la vie de l'ouvrier.

Je sais bien qu'on va me répondre qu'on n'entend pas diminuer le salaire. La femme travaillera une heure de moins, mais elle devra gagner tout autant. Je ne doute pas que ce ne soit ainsi, en effet, au début. Mais croyez-vous que l'industrie pourra supporter toujours ces conditions?

Il en est, à l'heure actuelle, qui souffrent cruellement de la concurrence étrangère. Sans être aussi versé que notre éminent collègue dans l'étude de ces questions, je sais ce qui se passe autour de moi dans un pays du Midi, si rudement éprouvé par l'invasion des soies étrangères. La filature des cocons qui était autrefois d'une si grande ressource pour nos familles agricoles dépérit, est peut-être menacée de disparaître par la concurrence de la main-d'œuvre italienne. On chiffre à 4 fr. 50 l'excédent de la dépense qu'elle supporte par kilogramme de soie; que deviendra-t-elle s'il faut encore qu'elle paye onze, peut-être dix heures de travail autant que douze, alors que ses concurrents ont la journée de quatorze heures? Ou elle achèvera de disparaître, ce qui serait un grand mal pour nos populations agricoles, ou elle diminuera les salaires.

Pouvez-vous penser en effet qu'un patron menacé de ruine et obligé à ne plus laisser travailler onze heures consentira à en payer douze?

Mais je me trompe en disant onze heures. Car de ces onze heures le projet veut l'obliger à supprimer une heure encore pour le repos, ce qui fait que le travail ne sera réellement que de neuf heures dans l'hypothèse de la journée de dix heures, ou de dix heures dans celle de la journée de onze heures...

M. RICHARD WADDINGTON. — Non, c'est dix heures de travail effectif.

M. BÉRENGER. — Je vois, en effet, un amendement qui parle d'un travail effectif de dix heures, mais le texte de la Commission me paraît dire expressément le contraire.

Dans ces conditions, la réduction des salaires s'imposera, car elle sera le seul moyen de lutter contre la concurrence étrangère. Que sont, auprès d'une conséquence aussi désastreuse pour la famille, les considérations morales d'un ordre si élevé qui ont été développées devant vous? Toutes ne sont-elles pas fatalement subordonnées à une seule, mon cher collègue : la nécessité d'assurer son existence? Élever le niveau moral de la famille est d'une suprême importance. L'empêcher de succomber aux privations est un but non moins essentiel.

Je vous demande même quels pourraient être les résultats que vous poursuivez, si la famille, réduite par l'insuffisance des salaires à la misère, ne pouvait plus avoir ce vêtement confortable que vous vous réjouissez de voir

aujourd'hui à l'ouvrier, si ce repas du soir, que vous voulez rendre plus attrayant par la meilleure union des enfants et des parents, manquait des aliments nécessaires. J'invoque donc, moi aussi, l'intérêt de la famille. Quant à la morale, croyez-vous que l'heure de liberté conquise profitera réellement à son enseignement? Non. La morale qui peut se faire dans la famille, ce n'est pas la morale enseignée, ou plutôt ce n'est pas par la leçon, c'est par l'exemple seul qu'elle peut se faire entendre.

Un sénateur à gauche. — C'est évident !

M. BÉRENGER. — Eh bien, je ne crois pas qu'il puisse y avoir, pour l'enfant, un exemple plus salubre, le germe d'un souvenir plus durable et plus fécond que celui d'une mère qui consacre toutes les heures de sa journée et, s'il le faut, jusqu'à l'épuisement de ses forces, pour assurer par son travail le bien-être de ses enfants.

Pourrais-je maintenant dire un mot de la question économique qui est à l'heure actuelle l'objet de nos plus graves préoccupations? Est-il possible de modifier la journée en France sans tenir compte de ce qu'elle est à l'étranger? Une pareille réforme peut-elle être accomplie sans une entente, sans des précautions au moins qui protègent certaines industries contre ses conséquences? Ne va-t-elle pas risquer de compromettre la prospérité d'industries essentielles à notre richesse nationale? Comment se jeter de gaieté de cœur et sans plus d'examen dans de pareilles complications? Encore si les femmes réclamaient cette prétendue réforme!

Mais où est la preuve qu'elles le demandent? L'honorable M. Jules Simon nous rappelait que lorsqu'il parcourait les centres industriels, cherchant à répandre les idées d'une protection nécessaire pour les enfants et d'une limitation de la durée de leur travail, les femmes le suivaient parfois dans les rues et lui disaient : « Est-ce donc vous qui voulez nous empêcher de faire gagner un salaire à nos enfants? » Elles avaient tort. Mais je ne crois pas qu'il pourrait refaire aujourd'hui ces mêmes voyages sans s'exposer à des reproches plus embarrassants. Non, les femmes ne désirent pas la limitation qu'on veut leur imposer, je dirai même qu'elles la redoutent. Consultez les journaux qui entendent défendre leurs droits!

Je ne veux pas attacher à leur opinion plus d'importance que de raison. Il est certaines de leurs théories qui me paraissent excessives, et je ne suis pas sans doute avec eux quand ils vont jusqu'à réclamer pour la femme l'égalité complète, politique aussi bien que civile.

Mais j'admets que la femme est tenue par trop en tutelle par la loi française, que le temps est venu d'affranchir, sous certains rapports, sa capacité civile. Je reconnais en tout cas à ces journaux quelques droits à parler au nom des femmes, et je les consulte quelquefois.

Eh bien! à l'unanimité, ce qu'ils réclament en matière industrielle, c'est avant tout l'égalité de la femme avec l'homme, et, en ce qui touche spécialement la question soulevée par la loi en discussion, ils protestent avec une grande énergie contre l'innovation que je combats.

Chose bizarre, vous vous croyez le droit de toucher à la liberté de la femme

dans ce que son exercice a de plus respectable, de plus utile à la famille, dans l'accomplissement du devoir le plus noble, et vous ne songez nullement à la restreindre, quand il s'agit pour elle de donner libre cours à ses passions ou à ses vices. Il n'est question ni de limiter son droit à la mauvaise conduite, ni même à la prostitution, pas davantage de mettre un frein à sa paresse, à son ivresse, et cependant cela du moins pourrait se comprendre. Mais on se ferait scrupule d'apporter de ce côté une limitation quelconque à sa liberté.

Il s'agit pour elle de gagner sa vie, celle de ses enfants par le travail. Il faut que la loi intervienne pour marquer une limite à ses efforts et à son dévouement. Je ne puis accepter ce que je considère comme une grave conséquence. S'il y avait un excès dans le travail de douze heures, je préférerais encore la liberté. Mais où donc est l'excès? L'expérience de tous les jours n'a-t-elle pas suffisamment démontré que la femme peut supporter douze heures sans risque pour sa santé, que l'enfant, la fille mineure, au moins passé 16 ans est capable d'un travail à peu près équivalent?

Vraiment, il semblerait, lorsqu'on présente une heure de plus passée à la manufacture comme aussi nuisible à la santé et à la morale, qu'on la juge d'après le tableau si sombre qui nous a été fait des usines d'autrefois, de ces vieilles maisons étroites, basses, enfumées, sans jour et sans air, dans lesquelles on accumulait, sans souci de leur santé, un nombre d'ouvriers qu'elles ne pouvaient pas, qu'elles n'auraient jamais dû contenir. Mais n'a-t-on pas reconnu que tout est changé maintenant?

Ne nous a-t-on pas montré les splendides constructions d'aujourd'hui, véritables palais, où les questions de salubrité, de lumière et d'air sont résolues pour le plus grand bien-être de l'ouvrier avec la plus louable émulation? Ne savons-nous pas que la surveillance est devenue humaine et paternelle, que les institutions de prévoyance et de bienfaisance se multiplient à l'envi, que presque partout où il y a une industrie sérieuse les enfants eux-mêmes sont l'objet de la sollicitude du patron, que loin d'être exposés au triste danger d'être abandonnés dans la rue sur lequel notre honorable collègue nous apitoyait si justement, ils sont recueillis dans des asiles attachés par l'industriel lui-même à l'usine ou créés à son défaut par les municipalités? Tout cela existe et c'est au milieu de ces conditions de bien-être, alors que le travail est rendu pour elle sain et facile qu'on vient dire à la femme : Non, dût ta famille périr, dussent tes enfants. . . .

M. le Rapporteur fait un geste de dénégation.

M. BÉRENGER. — Pardon, mon cher collègue, ce n'est pas votre pensée que j'entends traduire ainsi et je vois bien que vous trouvez mon expression excessive. Est-elle cependant si exagérée? Peut-être si la femme a un mari qui travaille. Mais c'est à l'hypothèse contraire que je pense. Son mari est malade ou infirme, ou elle l'a perdu, ou encore elle n'a pas eu de mari; vous savez combien le cas est commun; elle a des enfants cependant, quelquefois beaucoup.

Le salaire plein est déjà insuffisant. Pensez-vous à ce que serait pour elle une réduction de 50 centimes, même de 25 centimes par jour? Je consi-

dère, pour moi, que c'est énorme; si les besoins sont grands, c'est une partie du nécessaire lui-même. Dans le cas contraire, c'est la suppression de l'aisance. Non, j'exagérerais : la famille ne périra pas, mais elle vivra misérablement, sa condition sera abaissée

Je ne puis, Messieurs, supporter cette pensée, et, si philanthropique que puisse être à un certain point de vue, la proposition qui vous est faite, je vous demande de la repousser comme imprudente et irréfléchie.

Vous aurez, en le faisant, la satisfaction de ne pas toucher à la liberté, ce qui est beaucoup, et de ne point vous exposer à troubler les conditions du travail. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. JULES SIMON. — Messieurs, je ne voudrais pas recommencer, et répéter devant le Sénat ce que j'ai dit dans la première délibération; et cependant je suis tenté de dire quelques mots après mes deux honorables et très chers amis, MM. Béranger et Lenoël, qui ont réfuté mes paroles.

Je suis comme tous ceux à qui l'on oppose des contradictions; je crois qu'on a répondu à ce que je ne disais pas et qu'on n'a pas entendu ce que j'ai dit. Mais cela n'a guère d'importance pour moi, et, par conséquent, je n'y insisterai pas.

Dans les derniers discours que vous avez entendus, — et, au fond, M. Lenoël et M. Béranger, ayant soutenu la même thèse, ont donné à peu près les mêmes arguments, — ces messieurs insistent beaucoup sur ce que les femmes adultes doivent posséder tous les droits qu'elles peuvent avoir sans inconvénients trop marqués soit pour elles, soit pour la société à laquelle elles appartiennent. C'est également mon avis. Ni ces messieurs ni moi n'entendons, par ces déclarations, prétendre que les femmes doivent avoir toutes les libertés; la liberté est toujours limitée par la liberté ou par les droits d'autrui, et je crois bien que M. Béranger et M. Lenoël ont eux-mêmes voté quelquefois des lois qui étaient restrictives de la liberté non seulement pour les femmes, mais pour les hommes. Nous avons coutume de dire, nous autres libéraux, que, quand nous admettons une restriction à la liberté, c'est pour la rendre plus solide. Je citerai un exemple dont je crois que M. Béranger parlait lui-même tout à l'heure : c'est la loi sur l'instruction obligatoire.

Nous avons voté, par cette loi, une restriction à la liberté. M. Béranger nous dira sans doute : Vous avez voté une restriction à la liberté des enfants et il insistera sur ce que les enfants n'ayant pas la libre disposition de leur volonté et la possession de leurs droits, il est naturel que l'État les prenne en tutelle. Mais non, ce n'est pas la liberté des enfants que vous avez restreinte en les obligeant à suivre l'école primaire, c'est la liberté des pères de famille. Ce n'est pas l'enfant qui choisit l'école, peu lui importe celle où on le mettra; c'est du père que vous avez parlé et la preuve, c'est que, lorsqu'on a discuté cette loi, il a sans cesse été question de la liberté des pères de famille et jamais, au grand jamais, de celle des enfants.

Il arrive donc qu'on impose des restrictions à la liberté, ce qui n'implique pas du tout qu'on l'abandonne.

Mais M. Béranger nous dit : Si vous restreignez la liberté des femmes, quant à la durée des heures de travail, vous n'aurez plus d'argument à

opposer aux hommes, quand ils vous demanderont également la limitation. Je ne crois pas cela, je ne le croirais que si l'on me démontrait que les femmes et les hommes sont dans une même situation; car si les situations sont différentes, les conséquences des deux législations seront différentes aussi; cela va de soi.

Est-ce que les femmes et les hommes sont dans la même situation pour la question dont il s'agit? C'est là un point que nous avons à examiner. Je dis la même situation : Est-ce au point de vue physique? est-ce au point de vue légal? est-ce au point de vue moral?

Au point de vue physique, il y a une différence assurément. Personne ne peut croire que le même travail imposé à un homme et à une femme ne soit pas plus dur pour la femme que pour l'homme, mais je n'ai jamais invoqué cet argument. L'honorable M. Lenoël y a longuement répondu. Il a bien fait étant donnée la thèse qu'il soutenait; il peut trouver cet argument dans la bouche d'autres orateurs, il ne l'a pas trouvé dans la mienne; je n'ai fait allusion ni à l'infériorité physique des femmes ni aux souffrances qui résultent pour elles d'un travail trop prolongé. J'aurais pu le faire à certains égards, si l'on avait parlé de certaines industries, j'aurais peut-être eu des observations à formuler dans leur intérêt; mais, dans la discussion que j'ai portée devant le Sénat, je n'ai pas défendu l'intérêt des femmes. C'est un autre intérêt que j'ai défendu, je vous le montrerai tout à l'heure.

Je n'ai donc pas à répondre sur la question de l'infériorité physique.

Quant à l'infériorité légale, elle est réelle, et mon cher et honorable collègue, M. Bérenger, en a donné des preuves dans son discours même : il a été tellement affirmatif, qu'à un certain moment il nous a dit qu'il trouvait la loi injuste à l'égard des femmes et que suivant lui un certain nombre des lois qui restreignent leurs libertés doivent être modifiées ou détruites.

Je suis entièrement de son avis à cet égard, et j'en conclus immédiatement qu'il ne faut pas dire que la société au point de vue légal traite l'homme et la femme de la même façon.

Indépendamment des exemples qu'il a cités et qui ne s'appliquent pas au travail, en effet, je le reconnais, en voici un où la situation de la femme est différente de celle de l'homme et qui s'applique parfaitement aux relations de la femme ouvrière avec son patron. C'est l'obligation où est la femme de résider dans le domicile de son mari.

Il n'y a pas un d'entre vous, Messieurs, habitués à étudier les questions industrielles, qui ne sache combien les ouvriers sont attachés au droit inhérent à leur qualité de citoyen de pouvoir changer à leur gré de domicile et de résidence. Quand nous nous occupons, par exemple, de faire des maisons habitables pour les pauvres gens, ce qui est une des grandes occupations de notre vie, n'est-ce pas, mon cher collègue? eh bien! entre autres idées que nous avons, il y en a une qui consiste à donner aux ouvriers le moyen d'acheter la maison construite pour eux à l'aide d'amortissements.

Mon très cher et très illustre ami, Jean Dolfus, un des plus grands citoyens de l'Alsace, que notre collègue M. Jean Macé connaît bien, et qui a été un des initiateurs des cités ouvrières de Mulhouse, se réjouissait surtout d'avoir ainsi introduit les ouvriers dans la propriété, et comme j'allais souvent assis-

ter à Mulhouse aux grandes fêtes des cités ouvrières, je l'entendais, chaque année, se féliciter d'avoir trouvé le lien entre les possédants et les non-possédants par le fait de ces ouvriers qui, sans efforts et pour ainsi dire sans s'imposer aucune privation, devenaient, au bout de quelques années, propriétaires de leurs maisons. Mais on a voulu ensuite prêcher ailleurs cette théorie. Qui est-ce que j'ai trouvé devant moi? Un très grand nombre d'ouvriers, et je parle d'ouvriers honnêtes, respectables, qui sont, après tout, Messieurs, la grande masse des ouvriers, parce que le travail, le travail continuuel a en lui quelque chose de moralisant et qu'il ne faut pas juger les ouvriers par ceux qui se glissent dans leurs réunions, parlent plus haut que les autres et qui très souvent font qu'on se trompe sur le vrai caractère des réunions d'ouvriers. (*Marques d'approbation.*)

Je parle, dis-je, des ouvriers raisonnables. Eh bien! de la part de ces ouvriers, qui désiraient cependant l'apaisement, je trouvais cette objection : une fois que nous aurons acheté notre maison nous lui appartiendrons autant qu'elle nous appartiendra elle-même et nous ne pourrons plus quitter la ville où elle est située; elle nous retiendra, et le patron alors sera deux fois notre maître. Il sera bien plus notre maître, à cause de notre maison, que s'il en était propriétaire et que nous en fussions locataires. Locataires, nous en aurions pour huit jours; propriétaires, nous voulons rester, et comme nous voulons rester, notre patron est maître de décider la question du salaire.

Vous voyez d'ici l'importance que ces ouvriers attachent au droit, à la liberté de locomotion. Supposez qu'ils n'aient pas raison, il n'en est pas moins vrai que cette idée est fortement entrée dans leur esprit.

Les femmes, je vous le demande, peuvent-elles changer de résidence avec la même facilité que l'homme? Où le mari reste il faut que la femme reste et, par conséquent, si elle a une discussion avec son patron, elle n'a pas cet argument suprême que son mari peut employer : Si vous ne voulez pas de moi dans les conditions que je vous demande, j'irai chercher ailleurs un patron qui me les accordera. Il n'y a donc pas parité entre les deux sexes au point de vue légal. Il en résulte qu'il y a possibilité de protéger un des deux quand bien même on ne protégerait pas l'autre.

Mais je dis cela en passant, pour ainsi dire, parce que la vérité est que ce n'est ni la question des forces physiques de la femme, ni la question de sa situation légale qui me déterminent à désirer que la femme ne travaille pas pendant la même durée de temps que l'homme; c'est une question de morale que je traite ici, et c'est sur la question de morale qu'il y a un véritable dissentiment entre mon collègue et moi. Je vous prie de bien remarquer qu'au moment où je m'apprête à expliquer que j'entends autrement que lui une question de morale, je n'oublie aucun des droits qu'il a à l'estime, à la reconnaissance de ses concitoyens pour les services qu'il ne cesse de rendre à cette même morale, que nous entendons de la même façon, je l'espère, excepté en ce qui touche le point particulier qui nous occupe en ce moment.

Je dis donc qu'il s'agit surtout ici d'une question de morale; mais avant d'aborder cette question, je veux faire une autre remarque. Notre honorable collègue M. Béranger a toujours supposé que nous allions faire une loi dans le Parlement français qui serait une innovation dans le monde. Il a toujours

émis cette idée que la France, si le Sénat persévérait dans son premier vote, allait être l'initiatrice de la limitation du travail des femmes; il nous a même parlé de la perturbation qui en résulterait si la France limitait le travail des femmes et si les autres pays continuaient à maintenir l'égalité de la durée du travail entre les deux sexes.

Non seulement, je lui fais observer, nous ne sommes pas dans cette question les initiateurs, mais nous venons longtemps après plusieurs autres nations.

Et je citerai comme exemple un peuple qui est, si je ne me trompe, un peuple industriel, qui a dans le monde un certain nombre de fabriques, qui se considère comme étant le premier des peuples industriels; je parle de l'Angleterre. Personne n'ignore, et vous surtout, mon cher collègue, vous n'ignorez pas que le travail des femmes est limité en Angleterre, qu'elles ne peuvent travailler par semaine que cinquante-six heures et une fraction. Cette limitation n'existe pas pour les hommes. Les hommes, en Angleterre, peuvent travailler indéfiniment, autant que leurs forces le leur permettent et que les ateliers peuvent leur donner d'ouvrage. Mais, quant aux femmes, leur travail est limité, je le répète, à cinquante-six heures et une fraction par semaine. M. Waddington pourrait vous dire quelle est cette fraction. Dans le très beau discours qu'il a prononcé lors de la première délibération de cette loi, il nous l'a fait connaître. Nous ne sommes donc pas des initiateurs; il s'agit de faire ce que font les autres pays; tâchons de faire comme eux, en comprenant pourquoi ils le font. C'est à ce point de vue que je considère la question comme étant uniquement morale.

M. Béranger nous dit: Mais est-ce que vous comptez sur l'enseignement de la morale par la mère? Est-ce que vous croyez que dans cette heure que vous allez lui donner chaque jour pour être avec ses enfants, elle va faire une leçon de morale? Non, non, mon cher collègue, je ne le crois pas. Je ne le crois pas et je ne le désire pas. Je ne sais pas ce que serait cette leçon de morale, et je suis entièrement de votre avis lorsque vous dites que c'est par l'exemple et la conversation ordinaire que la mère enseignera la morale et non pas par une leçon. Vous n'avez pas le souvenir de cela parce que c'est là un incident sans importance; mais je me souviens d'être venu un jour à cette tribune et d'avoir parlé de l'impuissance et même quelquefois du danger de ces leçons dogmatiques de morale données par des personnes qui n'ont pas fait une étude assez approfondie de ces questions difficiles pour pouvoir en parler en parfaite connaissance de cause.

Je ne me fais pas d'ailleurs d'illusion sur l'effet que produit une leçon de morale. Je ne trahis pas le secret professionnel, comme on le disait avec tant d'esprit l'autre jour dans une autre Chambre, en vous disant que j'ai été bien longtemps professeur de morale, et qu'après avoir pendant bien des années enseigné la morale à la Sorbonne, je crois que ceux qui m'écoutaient puisaient surtout la bonne morale dans les enseignements de leur famille et non pas dans la parole de leur professeur. Laissons donc cette hypothèse de l'enseignement que donnerait la mère.

Mais vous me dites: « A défaut d'un enseignement dont je ne veux pas, — et je m'interromps pour dire: Je n'en veux pas non plus, — à défaut de cet

enseignement, il y a l'exemple. La mère donnera à ses enfants l'exemple du travail persévérant et là sera sa force. »

Je ne sais pas bien si l'enfant trouvera quelque différence, au point de vue de l'exemple, lorsque sa mère ne travaillera que dix heures ou lorsqu'elle travaillera onze heures. Permettez-moi de dire que je ne le crois pas et que l'exemple est donné par la vie du père et de la mère; soit que leur travail dure onze heures, soit qu'ils travaillent douze heures, la différence est nulle.

Ainsi, laissons de côté la question de la durée du travail et ne parlons pas de l'enseignement dogmatique qui est une pure chimère. Ce n'est pas par l'enseignement dogmatique que nos mères nous ont enseigné la morale. Nous ne sommes pas, Messieurs, des enfants d'ouvriers; il n'y a peut-être personne parmi nous au Sénat dont la mère ait été astreinte à rester douze heures par jour dans une fabrique. Nous avons vécu avec nos mères et je ne crois pas qu'aucun de nous ait le souvenir d'une leçon de morale ou d'une dictée de morale que lui aurait faite sa mère. Cependant tout vieux que nous sommes, chargés de la redoutable fonction de législateur, ayant derrière nous un passé dont nous répondons à notre pays et à nos enfants, quand nous cherchons les motifs de notre conduite, il nous arrive presque toujours de trouver à l'origine un enseignement qui n'était pas un enseignement dogmatique, mais un enseignement qui se faisait par un mot, par une caresse et qui a tant de force et de puissance que nous nous en souvenons encore avec reconnaissance et avec la résolution ferme de ne pas l'abandonner. Je veux parler de l'enseignement de la mère. (*Très bien ! très bien !*)

Cet enseignement, qui pourra être donné dans cette heure de la journée que j'ai une fois, je crois, appelée « l'heure de Dieu », c'est celui qui se donne à chaque minute, sans qu'on le sache et que nous retrouvons à l'heure du péril pour nous réconforter et pour nous guider. (*Très bien ! très bien !*)

Mais, où nous différons encore dans la manière d'apprécier, c'est qu'en cherchant l'emploi de l'heure que nous retranchons à la fabrique, vous supposez que nous voulons donner cette heure à la petite industrie. Non, nous voulons la donner avant tout aux soins du ménage, aux enfants.

Certes, je ne nie pas; il peut arriver que l'ouvrière une fois rentrée chez elle consacre une partie de son temps à la petite industrie; cela peut être nécessaire, comme vous l'avez dit avec tant de raison et avec une si noble émotion, dans les cas particuliers où la famille est trop malheureuse.

Je reconnais de même avec vous que cela sera difficile et que les œuvres de la petite industrie sont tellement recherchées par une quantité considérable d'ouvrières que cette ouvrière intermittente qui voudra obtenir une heure de travail par jour aura de la peine à réussir auprès des patrons.

Je vous accorde aussi cela; mais, comme je vous l'ai dit, ce n'est pas du tout pour le travail de la petite industrie que je réclame la mère; ce n'est pas du tout que je propose de changer une heure par jour un métier pour un autre; c'est une bien différente proposition que je fais, et j'éprouve moi-même en ce moment une certaine émotion, par ce que c'est la lutte que je soutiens depuis trente ans contre la force terrible qui modifie la société et qui, selon moi, contribue énormément à dissoudre la famille.

Quand je demande que la femme quitte l'usine une heure par jour pour

rentrer, je le dis bourgeoisement, dans son ménage, c'est comme si je demandais que la femme, — qui n'est qu'un ouvrier, entendez-moi bien, car je ne l'appelle pas une ouvrière, — c'est, dis-je, comme si je demandais que la femme, qui n'est qu'un ouvrier quand elle est devant un métier mécanique, redevienne une femme. Voilà ce que je demande.

Vous connaissez la société telle qu'elle a été faite par une main puissante et intelligente. La société se compose surtout du père, de la mère et de l'enfant. Je la prends telle qu'elle a été transformée par la vapeur. J'y trouve bien toujours le père, et il fait encore son métier, qui est de donner ses forces et sa vie pour ceux qui lui doivent l'existence.

J'y trouve l'enfant, mais je le vois abandonné et souffrant.

La mère; je ne la trouve plus! Je sais où elle est, la mère, Elle est dans ces beaux ateliers dont vous parliez et dont le séjour est, en effet, très supportable, préférable même souvent à celui de sa mansarde; elle y est, et là, seule au milieu d'un millier de compagnes, elle pense à ses enfants quand même ils seraient dans la crèche.

C'est très beau, mon cher collègue, une crèche; vous en avez visité beaucoup; j'en connais dans toutes les villes industrielles de France. Tout y est dans la crèche, même une représentation aussi parfaite que l'humanité peut la faire de l'affection maternelle. Mais la mère elle-même, non, elle n'y est pas, et je vous demande ce qui peut la suppléer.

Quel est le moyen mécanique, quel est le moyen légal avec lequel vous construirez ce que nous appelons une mère?

Mais prenez l'enfant à l'âge que vous voudrez; prenez l'enfant quand il vient de naître. Sans doute, vous pouvez lui fournir une nourrice; mais, Monsieur Bérenger, si j'avais à consulter quelqu'un parmi mes collègues sur la différence qu'il peut y avoir entre le sein maternel et le sein mercenaire, c'est vous que j'irais chercher; c'est vous qui nous diriez que la nature a fait la mère pour l'enfant et qu'il ne faut pas les séparer.

Si je m'adressais aux médecins, — comme membre du conseil supérieur de l'assistance publique, j'en entends tous les jours, — ils me fourniraient des statistiques instructives. Nous discutons en ce moment la question des nourrices et la question des tours. Eh bien, les statistiques arrivent : elles sont écrasantes.

L'enfant nourri au sein par sa mère a beaucoup plus de chances de vie que l'enfant auquel on donne la meilleure nourrice; et quand même nous aurions établi, comme nous le souhaitons, une inspection sérieuse des nourrices, nous n'arriverions à rien : la mort entre chez nous par cet abandon de l'enfant livré à une femme mercenaire; et, quand on vient compter aujourd'hui le nombre d'hommes que perd la France chaque année, quand on vient nous montrer que le désert se fait dans notre pays et que nous sommes sur la pente descendante où le nombre des décès est chaque année supérieur au nombre des naissances, on ajoute que, si nous avions l'énergie suffisante pour exiger que tous les enfants fussent soignés par leurs mères, la diminution des décès compenserait le petit nombre des naissances. Est-ce que vous n'y pensez pas, Messieurs?

On donnait l'autre jour au Ministère, à la direction de l'Assistance pu-

blique, le chiffre de la mortalité de l'enfance et l'on disait : Si l'on prenait en France les mêmes mesures qu'en Angleterre, on ferait chaque année l'économie de 180,000 décès. Ce sont donc 180,000 enfants qui périssent par notre faute!

Vous pourrez chercher des remèdes, nommer des médecins cantonaux, construire des habitations, créer des associations de coopération; tout cela est excellent. Mais la première des associations, la plus puissante, la plus nécessaire, c'est celle que vous n'avez pas faite, qu'un autre a faite et que vous n'avez pas su respecter, c'est la sainte et sacrée association du père et de la mère pour nourrir et élever leur enfant. (*Marques nombreuses d'approbation.*) Eh bien, Messieurs, cette association, elle a un ennemi qui s'appelle la vapeur, et c'est contre cet ennemi que j'élève en ce moment ma faible voix. (*Très bien! très bien!*)

Elle a pris au mari sa femme; à l'enfant, elle a pris sa mère; et je vous demande, législateurs, de rendre à cet enfant, de rendre à cet homme, pour une heure dans le jour, celle qui est la véritable propagatrice de la morale et la véritable dispensatrice de la vie.

Voilà, Messieurs, le sens de mes observations. J'espère les avoir suffisamment fait comprendre et je les confie au cœur de mes collègues. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs. — L'orateur, en regagnant sa place, reçoit les félicitations de plusieurs de ses collègues.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole?...

Je crois qu'avant de statuer sur la demande de M. Béranger, qui consiste à supprimer les mots « et les femmes », le Sénat doit entendre développer l'amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte qui porte sur l'âge et sur la durée du travail. Il n'y a pas d'opposition?

M. MAXIME LECOMTE. — Messieurs, la Commission vous demande de revenir sur le résultat de votre première délibération; elle reprend son texte primitif; et cependant, Messieurs, un premier amendement avait été soutenu devant vous par notre honorable collègue M. Diancourt. Cet amendement demandait que les personnes protégées ne pussent travailler que onze heures. Je suis heureux de vous rappeler, après le discours si éloquent que nous venons d'entendre et d'admirer, je suis heureux, dis-je, de vous rappeler que nous avons eu, à ce point de vue, l'appui de notre éminent collègue M. Jules Simon.

M. Jules Simon pense, en effet, que le législateur devrait donner à la femme « ouvrier » une heure ou deux, mais que, dans l'état actuel de notre industrie, dans notre situation économique, une heure suffit; et c'est cette heure qu'il a appelée une heure bénie, l'heure de Dieu.

Je dois vous rappeler aussi que, dans le scrutin sur ce premier amendement de notre collègue M. Diancourt, un certain nombre d'entre vous, partisans de cette idée qu'on ne pouvait absolument pas réglementer le travail des femmes adultes, se sont abstenus, et que ces abstentions ont eu cette conséquence étrange au premier abord, que les partisans de la liberté ont favorisé la solution la plus restrictive de la liberté.

Voilà dans quelles circonstances le sentiment du Sénat s'est fait jour; et lorsque ce premier amendement de M. Diancourt a été repoussé, à quatre voix seulement de minorité, la question a été reprise à nouveau, et un nouvel amendement, signé de l'honorable M. Diancourt, vous a demandé de permettre aux femmes de travailler onze heures. Cet amendement, vous l'avez voté par dix-huit voix de majorité et sensiblement avec les mêmes abstentions dont je vous indiquais tout à l'heure le caractère.

Quel a été le sentiment du Sénat et qu'a-t-il voulu? Deux choses : il a voulu d'abord protéger l'enfant; ensuite, et avec la même énergie, il a voulu permettre à la femme de travailler onze heures. Ce sentiment a été éloquemment exprimé par notre honorable collègue M. Lucien Brun.

Permettez-moi de vous rappeler les paroles qu'il prononçait lors de la discussion du second amendement :

« Si, dans l'amendement sur lequel le Sénat a été précédemment consulté, il ne s'était agi que de fixer à onze heures la journée de travail des femmes, je l'aurais voté. Je ne pouvais pas le voter pour les enfants, parce que faire travailler les enfants onze heures par jour, c'est une cruauté. Je n'accepterai jamais cela. »

Eh bien, Messieurs, malgré ce sentiment si nettement, si clairement, et je dirai si énergiquement exprimé, la Commission désire faire revenir le Sénat sur son vote précédent, et voici probablement ce qu'elle va vous dire :

« Les enfants jusqu'à 18 ans, les filles mineures pourront travailler seulement dix heures; les femmes ne pourront, elles, travailler que onze heures les hommes adultes douze heures. Voilà trois régimes différents : c'est une mauvaise organisation pour notre industrie, et moi, Commission, je viens vous proposer de simplifier tout cela. »

En réalité, Messieurs, la Commission simplifie trop, car je n'ai pas besoin de revenir sur la démonstration qui a été pleinement faite tout à l'heure dans le beau discours de notre honorable collègue M. Bérenger.

Nous savons bien que donner dix heures ou onze heures pour ceux qui sont les compagnons ou les compagnes de l'ouvrier principal, c'est amener tout le personnel ouvrier, dans la grande majorité des industries, à ne travailler que le même nombre d'heures, à ne travailler que dix heures si on limite le travail à dix heures pour les femmes et les enfants.

Eh bien, Messieurs, nous aussi, nous voulons la réforme, mais nous voulons une réforme modérée pour qu'elle soit efficace, pour que la loi soit applicable.

Nous voulons la protection de l'enfant, et nous la voulons entière; mais nous pensons que ce serait aller fâcheusement au delà de cette idée que de protéger ceux à qui, par une protection excessive, on rendrait le plus mauvais service, parce qu'on les livrerait aux dangers les plus flagrants.

Je veux parler des jeunes ouvriers, qu'il ne faut évidemment pas confondre avec les enfants; je veux parler des jeunes ouvriers de 16 à 18 ans. Si vous ne leur permettez de travailler que dix heures, ils seront, nous en sommes convaincus, livrés aux dangers de l'oisiveté et à tout ce qu'entraîne le désœuvrement, notamment, pour les jeunes garçons, le cabaret, et peut-être, pour les jeunes filles, le libertinage. Aussi, nous demandons pour les

jeunes ouvriers et pour les jeunes ouvrières la faculté de travailler onze heures comme les femmes, et nous pensons que, si vous en décidez ainsi, vous aurez réalisé sur l'état actuel un progrès considérable.

Que se passera-t-il, en fait, avec la loi telle qu'elle résulterait de l'adoption de notre amendement? Cette chose bien claire, que les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à 16 ans travailleront dix heures — ou six heures par jour, si l'on prend le système des deux équipes, pour ceux qui viennent en aide aux ouvriers principaux — et que les ouvriers, eux, travailleront tous onze heures comme les femmes.

Dans le système de la Commission, au contraire, ou bien l'on n'emploiera que des adultes et l'on travaillera douze heures dans l'usine, ou bien l'on aura de jeunes ouvriers et ouvrières auxiliaires et l'on prendra le système de la double équipe avec des auxiliaires ne travaillant que six heures par jour; c'est-à-dire, vous le comprenez à merveille, que, dans le premier cas, c'est une suppression de salaire, et, dans le second cas, une diminution de moitié du salaire, perte que ces malheureuses familles ne peuvent véritablement pas supporter. Aussi, Messieurs, que vous demande l'industrie? Elle vous demande de permettre aux jeunes ouvrières et ouvriers, à partir de 16 ans, de travailler onze heures comme les femmes adultes.

C'est ce que demande l'Association française de l'industrie pour la protection du travail national, dans une délibération de son assemblée générale du 19 mars dernier; c'est ce que vous demandent également les chambres de commerce, et quelques-unes le demandent avec une certaine énergie, en se plaçant au point de vue de l'intérêt ouvrier.

Je vais, Messieurs, si vous me le permettez, vous citer un passage de la délibération de la chambre de commerce d'Avesnes, qui envisage l'hypothèse où l'on admettrait le système de la double équipe des ouvriers auxiliaires.

« Alors que diront les familles dont le gain se trouvera ainsi diminué de moitié jusqu'à les priver du nécessaire? Et croit-on qu'il soit bon d'abandonner à eux-mêmes, pour les laisser exposés aux dangers du vagabondage et du désœuvrement, les jeunes gens qui ont dépassé l'âge où l'on va à l'école et qui ont atteint 15 à 18 ans? Cette constitution en double du personnel des apprentis, irréalisable dans certains centres industriels, ne serait pas, en effet, impossible dans d'autres centres, surtout de ceux qui confinent à la frontière. . . » — Ce qui est le cas pour la circonscription de la chambre de commerce d'Avesnes.

« Il n'est pas superflu d'appeler l'attention du législateur sur les conséquences qu'elle exercerait prochainement sur les salaires : les apprentis se trouvant en double de ce qu'exige une organisation normale, il y aurait ensuite une telle abondance d'offres de main-d'œuvre pour occuper les places d'ouvrier principal, que les salaires ne tarderaient pas à s'avilir au delà de toute raison. »

Sur ce point, Messieurs, je veux terminer par cette simple remarque.

Dans quel pays empêche-t-on les jeunes ouvriers, à partir de 16 ans, de travailler au moins onze heures? Nulle part!

Nous trouvons dans le rapport de l'honorable M. Tolain, aux pages 14 et 15, le tableau des législations étrangères. Eh bien, Messieurs, nous ne

trouvons pas un seul pays où l'on réglemente le travail de façon à limiter à dix heures la journée de travail des jeunes ouvriers n'ayant pas dépassé 16 ans. Il n'y en a pas un seul !

Si nous envisageons notamment ce qui se passe en Allemagne, nous voyons que, dans ce pays, les enfants jusqu'à 16 ans peuvent travailler soixante heures par semaine, ce qui correspond à dix heures par jour de travail effectif, encore y a-t-il une exception pour le travail de la filature.

Personne ne propose, en Allemagne, de changer la législation à cet égard et, par conséquent, on continuera à faire travailler les jeunes ouvriers jusqu'à 16 ans soixante heures par semaine, soit, je le répète, dix heures par jour, en moyenne, sauf pour le travail des filatures pour lequel on permettra aux jeunes ouvriers de travailler soixante-quatre heures par semaine.

Donc — et c'est par cette constatation que je termine mes observations sur ce point — il y a une pratique unanime dans les pays industriels : c'est de ne pas protéger les jeunes ouvriers au delà de 16 ans, ou du moins de ne pas les protéger d'une façon excessive ainsi qu'on nous le propose actuellement. Il me semble, Messieurs, que nous devons nous incliner devant cette pratique unanime des pays qui nous entourent et qui sont nos concurrents, que nous devons en tenir compte et écouter la voix de la raison : Protéger l'enfance complètement, mais ne protéger que l'enfance, et permettre aux jeunes ouvriers, ainsi que nous vous le demandons, de travailler onze heures comme les femmes.

Je passe maintenant à la seconde partie de notre amendement, à celle qui a trait au travail des femmes et je rencontre immédiatement la véritable opinion de la Commission. La Commission, ce n'est pas douteux, désire la journée de dix heures pour tout le personnel ouvrier.

M. Tolain, notre honorable rapporteur, s'est toujours gardé de mêler les deux questions. Il vous a toujours dit : Il ne s'agit que des personnes que nous devons protéger à raison de leur faiblesse résultant soit de leur âge, soit de leur sexe; laissons de côté la question des ouvriers adultes, elle viendra à son heure, elle viendra dans un temps plus ou moins éloigné; nous l'aborderons alors. Mais d'autres membres de la Commission et de cette assemblée qui ont soutenu le système de la Commission nous ont dit ce qu'il y avait au fond de ce système.

M. Richard Waddington, dans le passage de son rapport devant la Chambre des députés, passage que j'ai eu l'honneur de vous lire lors de votre première délibération, n'a pas caché qu'évidemment dans une grande partie de l'industrie le travail de dix heures pour les personnes protégées entraînait la journée de dix heures pour tout le monde, et il a déclaré qu'il estimait ce résultat désirable.

De même mon collègue et ami M. Scrépel, dans son discours, a soutenu devant vous le système de la journée de dix heures pour tout le personnel ouvrier. Je ne veux pas abuser des instants du Sénat en revenant sur cette démonstration, puisqu'elle a été faite de la façon la plus complète, la plus claire, la plus certaine par les honorables collègues qui m'ont précédé à cette tribune et notamment par M. Bérenger.

Celui-ci vous l'a dit tout à l'heure; c'est une grosse et redoutable question.

— Cette question, nous l'abordons de biais. Cette autre parole n'est pas de moi; elle est de notre éminent collègue M. Jules Simon qui, à ce propos, nous a reproché de manquer de philosophie.

M. Jules Simon disait : « On n'avait d'abord parlé que des enfants; une loi spéciale se comprenait pour eux, parce que c'est principalement une loi d'hygiène. Tout à coup on a introduit le travail des femmes; et aussitôt les adversaires de s'écrier : « Limiter le travail des femmes, c'est limiter le travail des hommes. Quoi ! une pareille question entrera dans notre législation à la suite d'une autre par voie de conséquence ? Elle ne sera pas traitée avec tout le respect qu'elle mérite ? Voilà où nous mène l'habitude de faire des lois de circonstance et d'initiative individuelle. »

Messieurs, il est certain que l'on manque de philosophie, lorsqu'on n'a d'autre système, d'autre idée, d'autre sentiment que de suivre un courant; nous ne voulons pas suivre le courant jusqu'au bout, donc nous avons tort.

Mais, Messieurs, oserai-je dire qu'il n'est pas bon de suivre tous les courants ? . . . Il en est de factices, il en est de dangereux; il nous est arrivé, il est arrivé à cette grande assemblée de résister à certain courant et elle a eu raison de le faire. On ne répond pas à tout quand on a prononcé le mot courant en disant qu'on y obéit.

Je parlais tout à l'heure du discours de M. Scrépel. M. Scrépel a soutenu la journée de dix heures. Dans son discours, il a essayé d'en montrer au Sénat les effets bienfaisants et, avec son autorité d'ancien industriel, il a apporté ici l'écho des conversations qu'il avait eues avec des ouvriers et avec certains industriels considérables. Si mon honorable collègue était présent, je me permettrais de lui dire que ce sont là des opinions individuelles que nous sommes très heureux de rencontrer; mais il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit aujourd'hui, pour le législateur, de faire une règle rigoureuse et absolue, de déterminer une limitation maxima qui s'impose à tous. M. Scrépel m'aurait donc sans doute permis d'opposer aux opinions individuelles qu'il a recueillies le sentiment de la chambre de commerce de son pays.

Je vois précisément mon honorable collègue M. Scrépel qui arrive à son banc et je vais lui rappeler quelle a été l'opinion de la chambre de commerce de son pays, de la chambre de commerce de Roubaix, opinion dans laquelle elle persévère dans ses dernières délibérations.

Je crains de fatiguer le Sénat. . . (*Non ! non ! — Parlez !*) . . . mais cette question est tellement grave que l'Assemblée me permettra de lui citer des autorités qui viendront, j'en suis convaincu, affaiblir les autorités qui ont été invoquées en faveur de l'autre solution.

Voici ce que dit la chambre de commerce de Roubaix :

« La conséquence inévitable de cette limitation d'un ou de deux douzièmes dans le salaire des ouvriers de nos manufactures, ce serait la fermeture des ateliers, ce serait le chômage avec les privations et les misères qu'il entraîne fatalement après lui. Il faudrait n'avoir aucune notion des choses de l'industrie et surtout des conditions qui lui sont imposées par la concurrence étrangère, pour penser qu'un manufacturier, condamné à produire moins avec les mêmes frais généraux et à voir par là ses bénéfices anéantis, pût jamais payer une journée de dix ou de onze heures comme une journée de douze

heures sans courir à sa ruine et sans être bientôt forcé d'arrêter tout travail.

« Une autre conséquence non moins inévitable, serait le bouleversement, pour les ouvriers manufacturiers mêmes, de toutes conditions d'égalité. Nos 25,000 tisserands, pour donner un exemple local, sont aux pièces : condamnera-t-on ceux d'entre eux qui sont groupés dans nos tissages mécaniques à perdre journallement une notable partie de leur salaire, tandis que ceux qui travaillent chez eux, usant de leur liberté inviolable et restant seuls juges de leurs forces, pourraient, si bon leur semblait, prolonger leur journée et augmenter ainsi leur salaire dans la même proportion.

« Une dernière considération qui a bien sa valeur, c'est que les intermittences du travail, les alternances d'activité et de chômage qui deviennent la loi ordinaire, font qu'en réalité la durée du travail ne dépasse pas, si elle l'atteint, la moyenne de dix heures par jour. La chambre a la preuve que, dans sa circonscription, l'une des plus industrielles de France, cette moyenne est très souvent inférieure à dix heures. Les préoccupations de l'État au point de vue de la santé des populations ouvrières sont donc sans fondement.

« Mais il résulte de cette constatation que l'ouvrier perd déjà deux heures par jour, et si on lui enlève la possibilité de recouvrer quand il le pourra, par des heures supplémentaires, une partie du temps perdu dans les chômages, cette moyenne de dix heures s'abaissera encore notablement et la conséquence évidente sera, pour lui, une réduction proportionnelle de salaire.

« La première victime de la limitation de la journée de travail serait donc l'ouvrier; on le tromperait en lui faisant croire qu'elle est proposée dans son intérêt. L'intérêt de l'ouvrier est intimement lié à celui de l'industriel qui l'occupe; de la prospérité de l'un dépend le bien-être de l'autre, et cette solidarité ne saurait être détruite qu'au détriment de tous. »

La chambre de commerce de Lille a émis exactement la même opinion, et, dans l'enquête qui a été faite sur l'initiative de la Commission actuelle chargée à la Chambre des députés de préparer et de défendre la proposition de loi limitant le travail des adultes à dix heures, on a entendu notamment la chambre de commerce de Tourcoing, car je ne quitte pas la région qui intéresse particulièrement mon honorable ami M. Scrépel. La chambre de commerce de Tourcoing dit en propres termes : « Si la femme ne travaille que dix heures, l'homme ne pourra travailler que dix heures, ce serait un bouleversement complet des conditions de la production... »

Et le Gouvernement, qui a voulu s'éclairer sur ce que pensait le monde industriel des réformes proposées, a formulé un questionnaire qui a servi de préparation aux propositions et aux projets de lois que nous avons à discuter.

A ce questionnaire, il a été répondu de toutes parts. Les chambres de commerce et les chambres consultatives ont donné 103 réponses sur lesquelles 2 réponses seulement de deux chambres consultatives ont été favorables à la limitation à dix heures.

Les conseils généraux aussi, Messieurs, ces importantes assemblées qui nous touchent de près et aux sentiments desquelles nous devons avoir, il me semble, quelques égards, les conseils généraux ont été interrogés. Sur dix-

sept qui ont répondu, un seul a été favorable à la limitation à dix heures, je parle du travail des femmes, je ne parle pas de la question générale.

A la Chambre des députés, l'honorable M. Laroche-Joubert, qui, tout le monde le sait, est favorable aux œuvres de progrès social, a déclaré à la tribune que, dans ses usines, personne ne travaillait au delà de dix heures, mais il est venu combattre la proposition dans un intérêt général, dans l'intérêt de la société, dans l'intérêt de plusieurs de nos grandes industries. Voulez-vous me permettre de faire passer sous vos yeux quelques-unes de ses raisons ?

« C'est quand les dispositions que l'on veut établir sont conformes aux mœurs, aux habitudes qui sont déjà implantées dans le monde du travail, que vous pouvez édicter des lois de réglementation comme celles que nous discutons en ce moment, pour forcer ceux qui pourraient encore résister à subir les conséquences qui découlent de cet état des mœurs. (*Très bien ! à droite.*) Mais vouloir forcer les mœurs dans l'état actuel de l'organisation de la vie dans notre pays, vouloir forcer la femme à limiter sa journée lorsqu'elle sent qu'elle a encore des forces pour travailler, et que ses enfants ont besoin du salaire de ces quelques heures supplémentaires pour leur assurer une nourriture suffisante, je dis que ce n'est pas possible. A moins cependant que vous ne décrétiez, en même temps que vous ordonnerez la limitation des heures, l'augmentation des salaires pour les heures autorisées. Mais vous savez bien que ce n'est pas possible ; vous n'oseriez pas le faire. »

Messieurs, je prends justement texte de ces paroles de M. Laroche-Joubert pour examiner quel est l'état de nos mœurs industrielles, au point de vue de la limitation de la journée de travail.

Il existe un décret-loi du 9 septembre 1848 qui limite à douze heures la journée de l'ouvrier. Eh bien, Messieurs, cette loi, dans l'état actuel de nos mœurs, est-elle généralement acceptée ? Est-elle complètement appliquée ? Est-elle considérée comme applicable même dans notre monde industriel ?

Messieurs, nous avons reçu dernièrement un rapport adressé à M. le Président de la République, au nom de la Commission supérieure du travail des enfants. C'est notre honorable collègue M. Richard Waddington qui est l'organe de la commission et l'auteur de ce rapport.

J'abuse peut-être des citations, mais, dans une question aussi grave et où je n'ai pas d'autorité par moi-même, je suis bien obligé d'emprunter l'autorité des autres, et surtout celle de mes honorables contradicteurs. Permettez-moi donc de faire passer sous vos yeux quelques lignes de ce rapport :

« Nous avons déjà signalé, à plusieurs reprises, dans nos précédents rapports, combien est difficile le contrôle de l'inspection, en ce qui concerne l'obéissance aux prescriptions de cette loi. D'abord elle n'est applicable qu'aux usines et manufactures parmi lesquelles, d'ailleurs, beaucoup ont bénéficié d'exceptions accordées par les décrets des 17 mai 1851 et 31 janvier 1866. Aussi un grand nombre d'établissements peuvent-ils librement dépasser la limite de douze heures que cette loi a fixée. Quant à ceux qui restent soumis à ses prescriptions, on ne peut leur imposer ni l'affichage des heures de mise en marche et d'arrêt des machines, ni tout autre moyen de contrôle. Aussi, sauf le cas de dénonciation formelle ou d'aveu de l'industriel, les in-

specteurs éprouvent-ils de grandes difficultés pour relever les contraventions qui peuvent se produire, et baser leurs procès-verbaux sur des constatations précises. »

Voilà, Messieurs, la conclusion du rapport de M. Richard Waddington.

Mais cette conclusion est basée sur les constatations des inspecteurs divisionnaires et départementaux. Il est certain que la limitation, surtout si elle est excessive, ne pourra entrer en application que si nous avons une nouvelle branche, mais considérable, une branche qui deviendra un arbre véritable, une nouvelle branche de fonctionnarisme, si nous avons une armée d'inspecteurs et d'inspectrices.

Nous avons déjà des inspecteurs divisionnaires et départementaux ; voulez-vous me permettre de vous montrer, d'après leurs rapports, quel est l'état de nos mœurs industrielles, au sujet de l'application actuelle de la loi des douze heures, de la loi de 1848 ? Je prends par exemple M. Laporte, inspecteur de la première circonscription — c'est le département de la Seine. — Que nous dit-il ? Il mentionne plusieurs cas dans lesquels la loi a été tenue en échec et il ajoute mélancoliquement :

« Malgré ces différents échecs, qui ont certainement amoindri l'autorité de l'inspection vis-à-vis des industriels incriminés, notre zèle ne se démentira pas et nous continuerons à réclamer l'observation de la loi. »

L'inspecteur de la quatrième circonscription est plus optimiste, et je suis obligé d'ajouter qu'il est plus radical. « Je n'ai eu à constater aucune infraction à la loi du 9 septembre 1848. La journée de douze heures n'est jamais dépassée, en attendant qu'elle succombe devant la journée de huit heures qui compte tous les jours de nouveaux adhérents. »

Dans la cinquième circonscription (Belfort, Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône et Vosges), vers le milieu de l'année dernière, les filateurs et tisseurs de coton se sont entendus pour l'observation de la loi de 1848, ce qui est véritablement nouveau, et nous ne pouvons que nous féliciter de ce résultat et en féliciter ces industriels.

Ils ont reconnu que, pour des industriels consciencieux, respectueux de la légalité, il y avait quelque chose de grave à être constamment en état d'infraction vis-à-vis d'une loi de son pays, et l'inspecteur s'en félicite aussi, et voici ce qu'il dit :

« L'arrangement intervenu est on ne peut plus heureux, car j'ai expliqué, à l'occasion des pénalités encourues, les difficultés rencontrées pour la répression de ces contraventions, difficultés causées par l'impossibilité de faire des constatations précises et surtout par l'indulgence des tribunaux. »

Dans la circonscription de ma région (département du Nord), l'inspecteur divisionnaire constate que le service d'inspection livré à lui-même ne saurait suffire à faire observer partout le décret-loi du 9 septembre 1848, et il fait cette remarque : « L'industriel, prévenu de la surveillance dont il est l'objet, s'empresse, le jour où l'inspecteur est présent dans la localité, de ne pas dépasser l'heure réglementaire, ce qui ne l'empêche pas de faire travailler impunément treize ou quatorze heures le lendemain. »

Je pourrais multiplier ces citations, mais je ne veux pas abuser de votre bienveillante attention, je pourrais notamment vous faire remarquer les pa-

roles de l'inspecteur de la dix-neuvième circonscription au sujet d'un tissage de soie de l'Isère.

Il s'agit d'ouvrières travaillant au delà de treize heures par jour ; elles étaient aux pièces et libres de travailler ou de ne pas travailler ; on ne leur indiquait aucune limitation d'heures. Voici ce que nous dit cet inspecteur :

« Le tribunal a cru devoir établir une différence entre le travail à la journée et le travail à façon et renvoyer le directeur des fins de la prévention. Cette interprétation rend l'application de la loi de 1848 assez difficile dans les usines où le travail aux pièces est en usage. . . »

Donc, Messieurs, ce que nous devons tirer de ces constatations, c'est que, à l'heure qu'il est, il est certain, — je ne suis pas excessif lorsque je le dis, — il est certain que la loi de 1848, qui limite le travail des adultes à douze heures, n'est pas généralement observée en France, qu'elle n'est pas entrée dans les mœurs. Une preuve de plus si vous le désirez : Dans l'enquête dont j'ai déjà parlé, dans l'enquête dont la Commission de la Chambre des députés a pris l'initiative, on entend le conseil des prud'hommes de Tourcoing, et voici ce que déclare le secrétaire de cette assemblée :

« Il y a une maison du « village » qui travaille quatorze heures par jour et qui fait une concurrence déloyale aux maisons de Roubaix, qui ne travaillent que douze heures. Le conseil des prudhommes résume ses *desiderata* d'un mot : il voudrait que la loi de 1848 fût appliquée. Elle ne l'est pas suffisamment à l'heure actuelle. »

Et l'on veut aller d'un bond de la journée de douze heures à la journée de dix heures. Eh bien, si l'on persiste dans cette idée et si l'on aboutit à ce résultat, on aura fait une fausse réforme, une réforme de façade ; on aura fait une loi qui ne sera pas applicable et qui ne sera pas appliquée. Et à cette réforme de façade, nous n'y résisterions pas, si elle n'avait pas cet inconvénient grave d'arriver à donner une prime à l'industriel qui ne se ferait aucun scrupule de violer la loi, une prime contre son voisin, contre l'industriel consciencieux qui, voulant se soumettre à la loi de son pays, ne travaillera que dix heures, tandis que l'autre travaillera douze et peut-être treize et quatorze heures. Ah ! je sais qu'à toutes ces objections on a répondu d'une façon victorieuse, lorsqu'on a fait appel à un grand mouvement, à ce que j'appelais tout à l'heure un courant, et lorsqu'on a fait état à la tribune de nombreuses et puissantes revendications ouvrières.

Messieurs, il est incontestable que la majorité des syndicats ouvriers demandent la limitation de la journée de travail pour tout le monde, pour tout le personnel ouvrier ; mais ne pensez pas un seul instant leur donner la moindre satisfaction, même par l'adoption du texte que vous propose actuellement la Commission, car la satisfaction que cette portion du parti ouvrier désire, et qui vous a été indiquée par l'honorable M. Béranger, cette satisfaction qui sera le prélude de beaucoup d'autres, quelle est-elle ? Vous le savez bien ; elle a une formule : c'est la revendication des « trois-huit ».

C'est alors seulement qu'ils considéreront que vous avez commencé la réforme qu'ils désirent. Mais le parti ouvrier est raisonnable dans sa logique ; il demande au Parlement de lui accorder la journée de huit heures ; mais il

ne considère pas que ce soit là une question qui regarde spécialement le Parlement et le Gouvernement français. Le parti ouvrier est parfaitement logique et raisonnable, car il a pour article premier de son programme : « Législation internationale du travail », et comme vous le disait tout à l'heure notre éminent collègue M. Bérenger, ce n'est pas en France seulement que certaines manifestations se produisent le 1^{er} mai; à la même date, elles se produisent partout : en Allemagne, en Belgique, en Italie.

Mais les ouvriers qui raisonnent, qui réfléchissent, les ouvriers qui connaissent leurs véritables intérêts, les ouvriers dont parlait tout à l'heure si éloquemment notre illustre collègue M. Jules Simon, ces ouvriers qu'il considère avec raison comme formant la majorité de la population ouvrière, que demandent-ils au Parlement? Ils lui demandent de les mettre exactement sur le même pied que les ouvriers des pays étrangers; ils demandent la parité avec ce qui se passe dans les pays industriels qui sont, comme je le disais tout à l'heure, nos concurrents et nos rivaux.

Dans la première délibération, vous l'avez peut-être oublié, M. Diancourt vous en a donné un exemple mémorable: il vous a rappelé que, dans la région de Fourmies, les ouvriers, délégués par leurs ateliers respectifs, dans des conditions de complète indépendance, ont été appelés à donner leur opinion sur cette question. Ils ont voté à bulletin secret et par 47 bulletins contre 2 bulletins blancs, ils ont voté l'ordre du jour que je demande la permission de vous rappeler.

Ces ouvriers, qui avaient été appelés à délibérer, je le répète, librement et complètement sur cette question essentielle, ont adopté un ordre du jour fixant la limitation du travail à dix heures, mais conditionnellement, et voici la condition : « Cette réduction sera le résultat d'une entente avec la Belgique et l'Allemagne, et si cette entente ne peut être réalisée, la réduction en France ne doit pas être supérieure à celle adoptée en Allemagne. »

Ceci me donne l'occasion de revenir sur le tableau des législations étrangères qui vous a été présenté par notre honorable rapporteur. Je prends l'Allemagne précisément, dont parlent ces ouvriers. Dans le rapport de l'honorable M. Tolain, à la page 15, il est constaté qu'en Allemagne les femmes travaillent dix heures. Je suis obligé, encore une fois, de rectifier ce qui est une erreur du rapport de notre honorable collègue.

À l'heure qu'il est, en Allemagne, d'après la législation existante, il n'y a aucune réglementation du travail des femmes adultes. Je sais, et j'ai trouvé ce renseignement dans le rapport de notre ambassadeur à Berlin, M. Herbet, qui étudie ces questions aux pages 61 à 65 de son rapport, qu'il y a, à cet égard, des propositions qui sont pendantes.

Nous ferons cette concession énorme de considérer comme votées ces propositions et comme acquise cette réforme. Alors qu'actuellement dans ce pays le travail des femmes n'est pas réglementé, que se passera-t-il lorsque les nouvelles propositions seront adoptées? C'est que les femmes ne pourront pas travailler au delà de onze heures; on leur aura accordé ce que désire M. Jules Simon pour les femmes de notre pays.

En Angleterre, d'après le rapport de M. Tolain, les femmes travaillent de dix heures à dix heures et demie...

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une erreur !

M. MAXIME LECOMTE. — C'est imprimé tout au long à la page 14 de votre rapport.

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne veux pas vous interrompre ; je vous répondrai tout à l'heure.

M. MAXIME LECOMTE. — Il faudrait cependant que la discussion eût pour base des faits précis.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous ne voulez cependant pas m'obliger à vous répondre immédiatement ?

M. MAXIME LECOMTE. — Je vous demande simplement de me dire si c'est par suite d'une erreur d'impression qu'à la page 14 de votre rapport, il est dit qu'en Angleterre les femmes travaillent dix heures et demie.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une erreur ; les femmes ne travaillent pas plus de dix heures et, le samedi, elles ne font qu'une demi-journée. Voilà la vérité.

M. MAXIME LECOMTE. — Je ferai, mon cher collègue, toutes les rectifications à votre rapport qu'il vous plaira de me proposer. J'accepte donc votre observation : en Angleterre, les femmes comme les hommes ne travaillent que cinquante-six heures environ par semaine, c'est-à-dire moins de dix heures par jour.

C'est le seul pays, je le répète, où les choses se passent ainsi, et je n'étonnerai personne en disant que la question est de savoir si nos grandes industries d'exportation, qui luttent péniblement contre la concurrence étrangère et qui exportent en Angleterre, pourront encore le faire lorsqu'elles seront limitées, au point de vue de la durée de la journée de travail, dans leurs possibilités de production. Je passe maintenant à d'autres pays. En Suisse, d'après l'honorable rapporteur, M. Tolain, la femme travaille régulièrement de dix heures et demie à onze heures. Dans les Pays-Bas, elle travaille onze heures. En Autriche, elle travaille également onze heures. En Italie, le travail des femmes n'est pas réglementé.

Voilà les conditions de la concurrence universelle. Et M. Richard Waddington, à la sincérité et à la loyauté duquel je me plais à rendre hommage, a dit avec beaucoup de raison que la concurrence était la loi inéluctable du commerce. Si cela est vrai dans l'intérieur d'un pays, est-ce que ce n'est pas la même chose pour ce pays à l'égard des pays voisins ? Est-ce que pour l'industrie française le marché n'est pas intérieur et extérieur ; n'est-ce pas le marché du monde ? Est-ce que M. de Mun, dans sa brillante improvisation à la Chambre des députés, n'a pas perdu de vue ce principe que nous devons compter avec le marché du monde ? M. de Mun parlait avec éloquence de la loi de la concurrence qui est la loi du commerce. Voici ce qu'il disait :

« L'industrie est, par sa nature même, condamnée à subir la loi brutale de

la concurrence et qu'ainsi, quels que soient les sentiments personnels des chefs d'industrie, quels que soient leurs sentiments d'humanité ou de charité, la nécessité de la lutte les emporte fatalement et, malgré eux, les oblige à produire beaucoup, à produire à bon marché, pour amoindrir leurs frais généraux, et pour cela à recourir aux moyens les moins coûteux, au premier rang desquels se place naturellement l'emploi des enfants et des femmes. Il y en a qui le déplorent, il y en a beaucoup, je n'en doute pas, mais qu'y faire? C'est la loi de l'industrie; il faut lutter, parce qu'il faut vaincre, et on lutte par tous les moyens, même par ceux qu'on réprouve le plus. . . »

J'arrive, Messieurs, à une objection de l'honorable M. Richard Waddington, qui nous a dit : « Vous allez voter pour l'industrie française des tarifs de douane qui sont des tarifs de protection et qui permettront à nos industriels de protéger davantage leurs ouvriers au point de vue humanitaire. »

Il est grave de résoudre en ce sens et aussi affirmativement une pareille question et il me semble que la première réponse que je pourrais faire à l'objection de notre honorable collègue serait de lui dire : « Attendons, je vous demande un sursis. Si la grave question de la journée de travail est liée intimement à la question de nos tarifications, nous ne trancherons la question de la limitation de la journée de travail qui entraîne, tout le monde le reconnaît, de graves conséquences, qui touche à la durée du travail des hommes adultes ; nous ne discuterons tout cela qu'après la discussion générale de notre régime économique et l'adoption de nos nouveaux tarifs. »

Je pourrais vous tenir ce langage, je pourrais vous dire aussi que toujours une modification considérable dans les tarifs douaniers est une expérience redoutable, que c'est une question complexe, une question délicate; et vous viendrez doubler cette question si complexe et si délicate par elle-même de la journée de travail d'une autre question qui est si grave qu'il est peut-être permis de croire que l'industrie ou du moins certaines de nos industries vont entrer dans une période de dangers et de crises ! Voilà la réponse que je pourrais faire, mais je préfère vous dire simplement ce qui est toute la vérité, à mon sens, c'est que personne ici ne viendra vous demander des tarifs de prohibition ou une protection allant au delà de ce qui est absolument, strictement nécessaire dans les conditions actuelles du travail.

Je suis persuadé que nos collègues, même les plus protectionnistes, ne viendront pas réclamer à cette tribune autre chose que des tarifs compensateurs, purement compensateurs vis-à-vis des nations étrangères qui sont dans des conditions économiques plus favorables que nous. Ils vous demanderont la compensation dans les tarifs comme les patrons, et beaucoup d'ouvriers viennent demander à cette Assemblée, au point de vue de la législation du travail, de leur accorder la parité.

Si vous adoptiez une autre solution, si la France, ce qu'elle a fait trop souvent, se laissait entraîner par un esprit témérament chevaleresque, la conséquence de cette décision se ferait bientôt sentir, et cette conséquence serait de faire payer par notre pays seul les frais de la réforme qui serait, dans un temps plus ou moins lointain, opérée en Europe.

Nos grandes industries d'exportation, à l'heure qu'il est, luttent péniblement contre la concurrence étrangère; il y en a, vous le savez, qui ont été

gravement atteintes déjà par le bill Mac-Kinley, édicté aux États-Unis. Elles peuvent craindre des représailles de la part d'autres nations ; en tout cas, il leur est absolument impossible de supporter une surcharge dans le prix de revient de leurs produits sous peine de périliter. C'est ce que nous dit notamment la chambre de commerce de Cambrai. J'appelle votre attention sur son affirmation, parce qu'elle résume admirablement la discussion sur ce point. « La production et l'exportation de tout pays qui subirait isolément cette mesure se trouveraient immédiatement compromises. » (*Bruit de conversations.*)

Mes observations sont trop longues, je m'en aperçois, et je vais terminer en appelant, comme je l'ai déjà fait une première fois, l'attention du Sénat sur l'intérêt de nos populations ouvrières.

Je vais vous citer un exemple tiré de la situation d'ouvriers que je connais et dont je vous ai déjà parlé à propos d'un ordre du jour qu'ils ont adopté. Je prends les ouvriers de la région de Fourmies.

Il est constant, Messieurs, que la moitié de ces ouvriers travaillent pour l'exportation. Et je viens vous dire : Si nos facultés d'exportation diminuent de moitié par exemple, savez-vous combien de personnes seraient mises d'un coup sur le pavé ? Six mille. Oui, Messieurs, car nous avons dans cette région comme ouvriers auxiliaires, femmes et enfants, une population de 13,500 personnes, qui gagnent par an 9,700,000 francs de salaires.

Je suppose que, pour faire face aux nouvelles nécessités imposées par la législation proposée par votre Commission, on adopte, dans cette région, ce qui est vraisemblable, le système de la double équipe, c'est-à-dire que les auxiliaires viennent se relayer, de façon que chaque équipe fasse six heures, il est clair que les ouvriers auxiliaires ne recevront qu'un demi-salaire puisqu'ils ne travailleront que six heures.

Voulez-vous maintenant que je vous chiffre la perte qui serait éprouvée de ce chef par les ouvriers de cette région ? Elle s'élèverait à la somme de 4,800,000 francs. Et vous pourrez par là faire le compte des douleurs et de la misère qui résulteraient de l'adoption d'un pareil système industriel.

Lorsqu'on réclame une diminution de la journée de travail, nos ouvriers qui sont partisans de cette limitation, — car ils ne le sont pas tous, mais je prends ceux qui en sont partisans, — savez-vous ce qu'ils pensent ? Je vais vous le dire : Ils pensent qu'en travaillant un sixième ou un tiers de journée en moins, ils gagneront exactement le même chiffre de salaire.

Eh bien, dans l'état actuel de notre industrie, c'est un leurre. Ils pensent aussi, et ils se trompent sur les intentions du législateur, qu'il y aura une journée légale de travail, mais qu'il leur sera permis de faire des heures supplémentaires qui seront payées à part. Vous savez qu'il n'en est pas ainsi. Si, ce que je ne pense pas, le système de la Commission était admis, s'il devenait la loi du pays, il est certain pour nous que ces ouvriers se trouveraient bientôt en présence de déceptions douloureuses. Et il ne faut pas croire qu'alors le fameux courant nous excuserait à leurs yeux et les empêcherait de nous reprocher d'avoir accepté ce qu'ils avaient eux-mêmes demandé.

M. MAXIME LECOMTE. — Ceux mêmes qui sont aujourd'hui les plus déterminés partisans de la limitation, nous diraient avec raison : Nous venons vous accuser, parce que vous êtes mieux éclairés que nous, de ne pas avoir eu la sagesse et la clairvoyance de discerner nos véritables intérêts. (*Très bien ! très bien ! sur plusieurs bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, malgré toutes les observations qui viennent de vous être présentées, la Commission vous demande de revenir sur la décision que vous avez prise lors de la première délibération.

En raison des arguments divers qui ont été rapportés à cette tribune...

M. BÉRENGER. — Mais toutes les questions se trouvent confondues, Monsieur le Président ! Voulez-vous me permettre de présenter une observation ?

M. LE PRÉSIDENT. — Il fallait, en effet, demander la parole, Monsieur le Rapporteur ; nous avons clos la discussion sur l'amendement de M. Bérenger, il n'y a plus en présence que l'amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte. Nous avons réservé le vote, mais la discussion était close.

M. BÉRENGER. — Je crois, Monsieur le Président, qu'il serait bon dès à présent de voter sur le premier amendement discuté, c'est-à-dire sur le mien.

Déjà il s'est peut-être établi un peu de confusion dans la discussion, par le fait que l'amendement de M. Diancourt a été développé tout à l'heure. Si maintenant M. le rapporteur de la Commission vient appeler l'attention du Sénat sur les modifications proposées par la Commission au vote précédemment émis par le Sénat sur la question du travail des femmes seules, je crains qu'on ne puisse plus s'y reconnaître au moment du vote.

Il me semble que la première question a été discutée complètement ; elle est tout à fait distincte de celle soulevée par MM. Diancourt et Maxime Lecomte et, pour la clarté du vote, il serait préférable qu'il eût lieu dès à présent.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais ce n'est pas un amendement que vous proposez Monsieur Bérenger ; vous demandez seulement au Sénat de ne pas voter les mots « et les femmes ».

M. BÉRENGER. — Parfaitement, Monsieur le Président, je propose au Sénat de décider si les termes « et les femmes » seront supprimés de l'article. Il me semble que c'est l'ordre logique du vote.

La question de savoir si la femme travaillera dix heures ou onze heures est absolument subordonnée à celle de savoir si elle ne sera pas libre de travailler comme elle l'entend.

M. LE RAPPORTEUR. — Le rapporteur de la Commission est dans une situation assez embarrassante,

M. le président me dit : Si vous voulez parler contre les arguments apportés par M. Bérenger à cette tribune, je serai obligé de lui donner de nouveau la parole. . .

M. BÉRENGER. — C'est évident !

M. LE RAPPORTEUR. — . . . et alors, nous allons, après avoir entendu la défense de l'amendement de M. Maxime Lecomte, recommencer l'argumentation relative à l'amendement de M. Bérenger.

M. BÉRENGER. — Aucune discussion ne sera terminée.

M. LE PRÉSIDENT. — La suppression que demande M. Bérenger s'applique aussi bien à la proposition de la Commission qu'à celle de M. Diancourt, qui comprend aussi les mots « et les femmes » dans son amendement, comme la Commission elle-même. Si vous voulez, Monsieur le Rapporteur, recommencer la discussion sur les mots « et les femmes » il est évident que je serai obligé de redonner la parole à M. Bérenger.

M. FÉLIX MARTIN. — L'amendement qui doit avoir la priorité pour le vote est celui de M. Diancourt.

M. LE RAPPORTEUR. — Je voudrais faire observer au Sénat que la question dans les termes où elle est posée par l'honorable M. Bérenger a été, à mon avis, vidée hier, quand, par deux votes successifs. . .

M. BÉRENGER. — Mais pas du tout !

M. LE RAPPORTEUR. — . . . le Sénat a tout d'abord indiqué qu'il ne voulait pas réserver les mots « et les femmes », puis quand, ayant adopté ces mots, il a témoigné le désir qu'une réglementation du travail des femmes, à débattre, comme vient de le faire M. Maxime Lecomte, serait inscrite dans la loi. Or, que demandez-vous ? Qu'on écarte les femmes d'une manière complète et absolue. Eh bien, je dis que vous voulez revenir sur le double vote qui a été émis hier.

M. Bérenger ne discute pas sur un article, il aborde la question de principe elle-même puisqu'il veut faire écarter les mots « et les femmes ».

M. LE PRÉSIDENT. — M. Bérenger, en ce qui concerne la suppression du travail des femmes pendant la nuit, est d'accord avec vous. Il votera donc une partie de vos propositions ; mais il réserve son droit sur la partie de l'article concernant la limitation du travail des femmes pendant le jour.

M. BÉRENGER. — Je voudrais, Monsieur le Président, éclaircir ce point qui me paraît encore obscur dans la pensée de M. Tolain.

Je m'explique maintenant pourquoi, hier, on s'opposait à ce que le vote fût réservé. On entendait en tirer cette conséquence que du moment que les

mots « et les femmes » étaient maintenus dans l'article 1^{er}, il était impossible de soulever la discussion d'aujourd'hui.

Cependant, cela était si bien possible que M. le président, permettant cette discussion, m'a donné la parole, que l'honorable M. Jules Simon a répondu et que le Sénat est maintenant appelé à voter. Les choses n'étaient donc pas inconciliables; elles l'étaient si peu que, hier, je n'ai pas repoussé l'introduction des mots « et les femmes » dans l'article 1^{er}, parce que je reconnais qu'une réglementation peut être acceptée sur certains points, tout en repoussant toute réglementation pour le travail de jour. La question est donc actuellement bien posée. Continuer la discussion sur d'autres points, c'est s'exposer à revenir sur une question discutée. Il faut la trancher immédiatement et je demande qu'on mette ma proposition aux voix.

M. FÉLIX MARTIN. — C'est l'amendement Diancourt qui doit passer en premier.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous faites erreur, Monsieur Félix Martin. Si je mettais aux voix l'amendement de M. Diancourt, je devrais réserver les mots « et les femmes » dont M. Bérenger, usant d'un droit qui appartient à tout sénateur, demande la suppression.

Voici ce que fait observer M. Bérenger : Avant d'entrer dans la discussion de l'amendement Diancourt, je demande que le Sénat vote sur ma proposition, qui tend à supprimer les mots « et les femmes » aussi bien dans l'amendement de M. Diancourt que dans le texte de la Commission.

M. FÉLIX MARTIN. — Mais, Monsieur le Président, ce n'est pas régulier ! M. Diancourt et M. Maxime Lecomte présentent un amendement qui change le premier paragraphe de l'article de la Commission.

L'amendement de M. Bérenger ne peut être mis aux voix que lorsque vous consulterez le Sénat sur la rédaction proposée par la Commission.

M. DUPOUY. — Le Sénat a voté en première délibération les onze heures !

M. LE PRÉSIDENT. — M. Bérenger propose qu'il soit statué sur la suppression, proposée par lui, des mots « et les femmes » avant que le Sénat continue la délibération sur l'amendement de M. Diancourt. . .

M. MAXIME LECOMTE. — Je demande à dire un mot sur la position de la question. Il y a, en effet, une question de principe qui domine tout et qui est posée par l'amendement de M. Bérenger. Je crois que nous pouvons procéder comme cela a eu lieu lors de la première délibération, dans laquelle on a voté d'abord sur la question de suppression des mots « et les femmes » et ensuite sur la délimitation des heures. (*Approbation.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je sou mets au Sénat la question posée par M. Bérenger. Il demande que le Sénat statue sur sa proposition tendant à supprimer les

mots « et les femmes » dans l'article 3 avant de continuer la discussion de l'amendement de M. Diancourt.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission ne s'y oppose pas.

(Après une première épreuve, déclarée douteuse, la priorité est donnée à la proposition de M. Béranger.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la proposition de M. Béranger, qui consiste à supprimer les mots « et les femmes ».

M. RICHARD WADDINGTON. — Il a été déposé une demande de scrutin, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — En effet, il a été déposé une demande de scrutin.

Voici le résultat du scrutin sur l'amendement de M. Béranger :

Nombre de votants.....	208
Majorité absolue.....	105
Pour	109
Contre.....	99

(Le Sénat a adopté. — *Mouvements divers.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, le vote que vient de rendre le Sénat exclut les femmes de toute réglementation pour le travail de jour. Malgré la déférence que votre rapporteur a pour les décisions du Sénat, ses convictions le mettent dans l'impossibilité absolue de continuer ses fonctions.

Je le prévien, en conséquence, que je donne ma démission de rapporteur. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La conséquence forcée de la résolution dont M. Tolain vient de donner connaissance au Sénat, c'est l'ajournement.

Mais peut-être réfléchira-t-il d'ici à la prochaine séance. Il reste d'ailleurs dans l'œuvre dont il était le rapporteur des éléments suffisants pour exercer encore son dévouement et son activité.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vous remercie, Monsieur le Président, des bonnes paroles que vous voulez bien m'adresser, mais il ne me sera pas possible de céder à l'invitation qu'elles contiennent.

SÉANCE DU 5 NOVEMBRE 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous nous sommes arrêtés, à la dernière séance, à l'article 3.

Le Sénat a supprimé dans cet article les mots « et les femmes », mais sur le reste de l'article il y a un amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte, qui est conçu en ces termes :

« Rédiger comme suit le premier paragraphe de l'article 3 :

« Les enfants, jusqu'à l'âge de 16 ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour; les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour. »

M. MAXIME LECOMTE. — Messieurs, je n'ai que quelques mots à dire, car je ne voudrais pas revenir sur une discussion qui me semble avoir été complète.

La grande majorité de cette Assemblée, mue par des sentiments d'humanité et déterminée par l'intérêt supérieur qui consiste à sauvegarder notre race, à l'empêcher de s'étioler et de s'abâtardir, a voulu la protection de l'enfance. Nous voulons également cette protection; nous désirons quelle soit aussi complète que possible.

Nous demandons pour cela que les enfants, les jeunes ouvriers mêmes, jusqu'à 16 ans, ne puissent pas travailler plus de dix heures. Mais, à partir de 16 ans jusqu'à 18 ans, pour les garçons, et pour les jeunes filles jusqu'à 21 ans, le travail de onze heures sera permis, d'après notre amendement; et nous sommes ainsi d'accord avec les desiderata de la conférence de Berlin.

Un sénateur à droite. — Parfaitement! très bien!

M. MAXIME LECOMTE. — Nous sommes en même temps d'accord avec les règles appliquées par les nations étrangères, avec les législations des pays industriels concurrents. Dans aucun pays, en effet, on n'a limité à dix heures le travail des jeunes gens de plus de 16 ans. Cela se comprend parce que si on limite d'une façon excessive le travail des jeunes ouvriers, comme j'avais l'honneur de le dire dans une séance précédente, on les condamnerait au désœuvrement et à tout ce qu'il entraîne. Nous maintenons notre amendement et nous espérons que le Sénat voudra bien l'adopter. (*Très bien! sur divers bancs.*)

M. CHOVET, *rapporteur*. — Messieurs, c'est vraiment une situation très délicate que celle qui est faite au nouveau rapporteur du projet de loi; et

même cette situation est tellement anormale que mes collègues de la Commission m'ont demandé de vouloir bien l'expliquer au Sénat avant d'intervenir dans aucune discussion.

Elle n'est pas anormale à ce point, cependant, de justifier la critique que me faisait, avant la séance, l'un de mes collègues qui me disait : « Comment, vous, le défenseur de la liberté du travail de la femme, vous êtes aujourd'hui le rapporteur de la Commission? Est-ce donc que la Commission aurait viré du pôle nord au pôle sud? » Non! la Commission n'a pas fait cette évolution; elle conserve, dans les grandes lignes au moins, l'attitude qu'elle avait lors de la première délibération; et, quant à moi, je persiste à être l'un des partisans résolus de la liberté du travail de la femme et à demander, notamment, le maintien de la durée du travail à onze heures au lieu d'accepter la limite de dix heures proposée par la Commission.

M. RICHARD WADDINGTON. — Pour les enfants aussi, Monsieur le Rapporteur?

M. LE RAPPORTEUR. — Pour les enfants jusqu'à 16 ans et non jusqu'à 18.

M. RICHARD WADDINGTON. — Vous allez plus loin encore que l'amendement qui demande dix heures jusqu'à 16 ans.

M. LE RAPPORTEUR. — Permettez, je suis tout à fait d'accord avec l'amendement de l'honorable M. Maxime Lecomte.

Or, Messieurs, voici ce qui s'est passé : à l'avant-dernière séance, vous le savez, par suite de l'adoption par le Sénat de l'amendement de notre honorable collègue M. Bérenger, qui supprimait de l'article 3 les mots « et les femmes », c'est-à-dire qui protestait contre la réglementation que l'on voulait imposer au travail de la femme pendant le jour, l'honorable M. Tolain a cru devoir donner sa démission de rapporteur. Malgré les instances les plus vives faites par tous les membres de la Commission auprès de M. Tolain pour le prier de revenir sur sa détermination, notre honorable collègue s'est montré inébranlable.

Nous espérons, néanmoins, qu'au cours de la discussion, il ne nous refusera pas le concours de son talent et de sa haute compétence.

En présence de la persistance du refus de l'honorable M. Tolain, la Commission, pour ne pas ajourner indéfiniment la discussion d'un projet de loi important et qui dure déjà depuis très longtemps, a cherché parmi ses membres celui qui voudrait bien accepter l'ingrate mission de remplacer, au moins provisoirement, le rapporteur démissionnaire.

On a fait valoir que, eu égard à l'état de la question, le nouveau rapporteur n'avait pas de rapport à faire; que la loi, étant amputée de l'une de ses principales dispositions par l'adoption de l'amendement Bérenger, retournerait nécessairement à la Chambre, qu'elle reviendrait ici, que chacun garderait ses positions, et que, lors du retour de la loi au Sénat, on verrait à y apporter les amendements qu'on jugerait nécessaires, mais qu'il était

intéressant d'en finir au plus vite, de débayer, pour ainsi dire, le terrain.

Et alors, s'adressant plus particulièrement à moi, on me dit : « Ce sera faire œuvre de modestie en même temps que de dévouement que d'accepter la fonction de rapporteur dans des conditions aussi délicates. » (*Marques d'approbation.*) Et c'est dans ces conditions, Messieurs, que j'ai accepté, mais non point sans avoir fait à mes collègues de la Commission cette réserve que, sur deux points importants de la loi, je me trouvais en désaccord avec la majorité d'entre eux. D'abord, en ce qui touche la durée du travail, je déclarai que je préférerais onze heures à dix heures, et que précisément cette journée de onze heures avait été comme le prix d'une transaction entre la minorité et la majorité; ensuite, en ce qui touche la réglementation du travail de nuit des femmes, j'avouai que j'avais toujours été partisan résolu de la liberté du travail des femmes, que j'avais toujours voulu que la femme travaillât la nuit, si elle le jugeait nécessaire pour équilibrer son budget familial. Soit, m'a-t-on dit, faites vos réserves; mais, malgré ces réserves, nous vous demandons de vouloir bien être notre rapporteur dans les conditions modestes que nous vous indiquons tout à l'heure.

Et voilà comment je suis rapporteur, malgré moi, de cette loi qui a été si bien discutée lors des premières séances et si bien rapportée par notre distingué collègue M. Tolain.

Or, Messieurs, il arrive que précisément, au seuil même de la nouvelle discussion, l'inconvénient que je redoutais et que j'avais eu soin de signaler à mes collègues de la Commission se manifeste dans tout son éclat, pour ainsi dire, à propos de l'article 3, c'est-à-dire à propos du paragraphe relatif aux onze heures. Ainsi, par exemple, il est dit : « Les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. »

La Commission, vous le savez, Messieurs, dans son premier rapport, avait mis onze heures; aujourd'hui, elle met dix heures.

Or, pourquoi cette évolution? Pourquoi ce changement? Pourquoi, lors de la première délibération, la Commission avait-elle proposé onze heures, disposition qui avait été, vous vous le rappelez, adoptée par le Sénat?

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est une erreur; le Sénat, en première délibération, avait adopté la limite de dix heures pour les enfants et les filles mineures.

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, mais c'était onze heures pour les femmes!

M. RICHARD WADDINGTON. — Il n'en est plus question, maintenant; elles sont écartées de la loi.

M. LE RAPPORTEUR. — Peu importe, d'ailleurs, voici quelle était la situation; lorsque l'affaire a été soumise à la Commission, j'étais parmi les partisans résolus de la liberté du travail de la femme: mais, en présence de la proposition qui tendait à fixer à dix heures seulement la durée du travail

des enfants, des filles mineures et adultes et des femmes, nous avons demandé, à titre de transaction, que cette durée du travail fût fixée à onze heures, en ce qui concernait les femmes. Et la Commission, si mes souvenirs sont exacts, avait fixé à onze heures la durée du travail de la femme.

M. FÉLIX MARTIN. — La Commission a été battue lors de la première délibération ; elle demandait dix heures, et le Sénat a fixé la journée de travail à onze heures.

M. LE RAPPORTEUR. — Soit ; elle a été battue en première délibération, mais le motif qui a déterminé ceux qui, voulant quand même soutenir la liberté du travail de la femme, avaient voté onze heures, étant précisément le désir d'une transaction, les membres de la minorité disaient : Nous voulons bien subir dans une certaine mesure la réglementation du travail de la femme, notamment en ce qui touche la suppression du travail de nuit, mais faites au moins que la limitation du travail des femmes et des mineurs au-dessus de 16 ans ne descende pas au-dessous de onze heures ; nous estimons que le législateur ne doit intervenir dans de semblables questions que lorsqu'il s'agit de l'intérêt supérieur de la race.

Ainsi, en 1848, le législateur a jugé à propos de limiter à douze heures la durée de la journée de travail. Cela s'explique parfaitement quand on se rend compte des considérations qui le faisaient agir à ce moment. Le législateur de 1848 n'intervenait pas entre le patron et l'ouvrier ; il se plaçait uniquement à un point de vue bien supérieur, celui de l'intérêt de la race. En se demandant s'il n'était pas opportun de fixer la durée des heures de travail, il s'est arrêté à une moyenne qu'il a fixée à douze heures ; il s'est dit qu'au delà de douze heures le travail serait excessif, qu'au delà de douze heures ce serait un fardeau trop pesant à infliger à un ouvrier. Sans doute, il en est qui pourraient supporter plus de douze heures de travail ; il en est d'autres qui ne le pourraient pas ; mais enfin c'était une moyenne établie, je le répète, dans l'intérêt de la race, et le législateur laissait de côté les intérêts opposés des patrons et des ouvriers.

Nous comprenons parfaitement les considérations qui ont inspiré le législateur de 1848 ; mais aujourd'hui, Messieurs, la question est-elle la même ? S'agit-il de savoir si en réduisant à dix heures la journée de travail, cette modification sera faite dans l'intérêt de la race ? Évidemment non, et, pour répondre à cette question, il nous suffirait de vous rappeler les conclusions des rapports des officiers étrangers qui assistaient tout récemment aux manœuvres de notre armée sur tous les points du territoire. Ces officiers sont unanimes à constater que la race française est toujours vive, alerte, vigoureuse et parfaitement susceptible de supporter les plus rudes fatigues. Elle n'a donc pas, depuis 1848, subi cette déperdition de forces de deux heures de travail qu'on voudrait lui imposer aujourd'hui.

Or, étant admis précisément que la race française n'a pas dégénéré depuis 1848, que, toujours vive, alerte et vigoureuse, elle peut supporter les plus rudes fatigues, à tel point qu'après des marches extrêmement fatigantes, il ne restait pas, vous disent les officiers étrangers, un traînard derrière les

rangs, est-il permis de venir dire aujourd'hui que dans l'intérêt de la race, il faudra abaisser de deux heures la durée de la journée de travail ? Non, n'est-il pas vrai ?

Dès que nous écartons cette hypothèse de l'obligation où serait le législateur, dans l'intérêt supérieur de la race, de réduire la journée de travail, nous disions qu'il n'était pas bon d'intervenir entre le patron et l'ouvrier, qu'il fallait les laisser débattre et discuter entre eux leurs intérêts réciproques comme ils l'entendaient. Voilà ce que nous disions. Nous voulions protéger la liberté du patron aussi bien que celle de l'ouvrier.

Or, cette hypothèse étant écartée, qu'est-on venu nous dire ? On nous a fait cette objection : « Mais vous admettez parfaitement la réglementation du travail en ce qui concerne les enfants, les filles mineures et adultes. » Ce à quoi nous répondons : « Oui », et c'est pourquoi nous sommes disposés à accepter les conclusions de l'amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte, conclusions qui, vous le savez, ont été si bien développées lors de la dernière séance par M. Maxime Lecomte ; mais nous n'entendons point aller au delà. Nous ne voulons point aller jusqu'aux adultes de 18 ans et voici pourquoi : c'est que, en limitant le travail des enfants, des filles mineures jusqu'à 21 ans et des adultes jusqu'à 18 ans, vous imposez à la majorité de la population ouvrière des usines l'obligation de ne travailler que dix heures. Or, vous savez bien, tout le monde est d'accord sur ce point, qu'empêcher cette catégorie de population, c'est-à-dire les mineurs, les filles jusqu'à 21 ans et les garçons jusqu'à 18 ans, de travailler au delà de dix heures, c'est fatalement empêcher les autres ouvriers de travailler également plus de dix heures, puisque leur travail est absolument lié à celui de la catégorie de personnes désignées dans l'amendement.

Voilà pourquoi nous n'avons pas voulu accepter l'article proposé par la Commission. La tactique pouvait être habile, elle préparait d'une façon très facile le vote des dix heures en faveur ou plutôt contre les ouvriers. Mais c'est précisément ce qui nous a émus, et nous n'avons pas voulu faire cette concession aux partisans des trois-huit. Nous avons dit qu'accorder une réduction de deux heures, c'est-à-dire limiter le travail à dix heures, c'était une concession trop grande à faire précisément à ceux qui tendent à obtenir, dans un moment donné, le système des trois-huit.

Il nous a semblé, Messieurs, que ce n'était pas non plus...

M. RANC. — Parlez-vous au nom de la Commission ou en votre nom personnel ?

M. LE RAPPORTEUR. — J'ai expliqué, mon honorable collègue, au début de la séance, la situation vraiment délicate et anormale dans laquelle je me trouvais.

J'ai expliqué que, malgré les inconvénients que j'avais signalés et que je redoutais, je me trouvais, au seuil même de la discussion, dans l'impossibilité de soutenir sur ce point les conclusions de la Commission, qui avait bien voulu me réserver le droit de défendre mon opinion personnelle. Et dans ce moment-ci, c'est mon opinion personnelle que je défends.

M. RANC. — Je vous demande pardon.

M. LE RAPPORTEUR. — J'ajoute encore que cette limitation du travail à dix heures n'était pas demandée par la majorité des ouvriers.

Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des ouvriers français demandent la liberté, c'est-à-dire la faculté de travailler autant qu'ils le voudront ou plutôt qu'ils le pourront.

Maintenant, voulez-vous savoir l'opinion des ouvriers étrangers?

Il y a quelques semaines, un meeting considérable s'est tenu à Birmingham. Plus de 4,000 ouvriers y assistaient. Savez-vous ce qui s'y est passé? Savez-vous ce qu'ont décidé à la presque unanimité les ouvriers? C'est que ceux qui demandaient la réglementation du travail et une diminution de sa durée n'étaient que des paresseux. Eh bien, je dis que la presque unanimité des ouvriers français, s'ils étaient consultés, partageraient l'avis des ouvriers anglais.

Or, c'est précisément, — et j'insiste sur ce point — parce que nous ne voulons pas faire cette concession des deux heures aux partisans des trois-huit, que nous avons dit à la majorité de la Commission : Mettez onze heures à titre de transaction. On avait promis de nous donner satisfaction, on avait même dit, au cours d'une discussion dans la Commission, que le concours de la Chambre des députés, à ce prix, nous était assuré. Depuis, on a changé d'avis, et, au lieu de onze heures, on a fixé la durée de travail à dix heures. Vous voyez maintenant, pourquoi, nous, membres de la minorité de la Commission, nous ne voulons pas des dix heures.

Maintenant que j'ai défendu mon opinion personnelle, conformément à la permission qui m'a été donnée, permettez-moi de vous dire quel est l'avis de la Commission sur l'amendement de MM. Maxime Lecomte et Diancourt : c'est de l'accepter purement et simplement. C'est évidemment une amélioration...

Plusieurs sénateurs au banc de la Commission. — Mais non !

M. LE RAPPORTEUR. — Je me trompe, paraît-il. Eh bien, voyez la difficulté de la situation que vous m'avez faite, mes chers collègues de la Commission : elle est véritablement plus que délicate. (*Bruit à gauche.*)

M. LÉON RENAULT. — Donnez votre démission. (*Hilarité.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Oh ! je ne demande pas mieux ; je la donnerais très volontiers ; car voici encore mes collègues qui protestent contre mon attitude comme rapporteur. C'est cependant sur leurs très vives sollicitations et sur les instances de M. Tolain lui-même que j'ai accepté de lui succéder dans cette tâche absolument ingrate, et cela dans des conditions extrêmement difficiles. Si je ne suis pas à la hauteur de ce mandat... (*Vives dénégations à gauche et au banc de la Commission.*)

Alors, puisque maintenant vous semblez m'encourager, je vous demanderai, mes chers collègues, de vouloir bien tenir compte dans une large

mesure de mon bon vouloir et de ce que vous-même, dans la Commission, vous avez bien voulu appeler ma modestie. (*Oui! oui! très bien!*)

M. RANG. — Et de la situation difficile dans laquelle vous vous trouvez.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission, en présence de l'amendement de MM. Maxime Lecomte et Diancourt, répond que cet amendement, alors que dans l'article 3 figurait l'expression « les femmes », pouvait avoir une certaine raison d'être, mais que, maintenant que la mention des femmes a disparu du texte primitif du projet de loi, les conséquences de l'amendement ont singulièrement perdu de leur importance.

En conséquence, disent les membres de la majorité de la Commission, nous ne voyons pas l'utilité d'accepter l'amendement de MM. Maxime Lecomte et Diancourt. Nous demandons purement et simplement le maintien du paragraphe visé par l'amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte. (*Très bien! très bien! sur plusieurs bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le Sénat a bien compris que la différence qui existe entre la proposition de M. Diancourt et celle de la Commission consiste à créer deux catégories parmi les mineurs : la catégorie des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, qui ne pourront être employés plus de dix heures, et celle des mineurs qui, à partir de 16 ans jusqu'à 18 ans, ne pourront être employés plus de onze heures par jour. Cette proposition diffère sur ces deux points de la proposition de la Commission, qui dit que jusqu'à 18 ans, sans autre distinction, les enfants ne pourront pas travailler plus de dix heures par jour.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Messieurs, au premier abord, la question qui vous est posée peut sembler un peu confuse; en réalité elle est très simple et n'appelle pas de longs débats. Dans votre première délibération, vous avez limité la journée de travail des mineurs et des femmes majeures.

En ce qui concerne les mineurs, la durée de la journée de travail a été fixée à dix heures. Mais une distinction a été faite entre les garçons et les filles. La limite de dix heures n'a été imposée aux garçons que jusqu'à l'âge de 18 ans. Elle a été imposée aux filles jusqu'à l'âge de 21 ans.

Quant aux femmes de plus de 21 ans, vous aviez limité leur journée de travail à onze heures.

Ainsi donc, aux termes de votre première délibération, les femmes âgées de moins de 21 ans pouvaient travailler dix heures, les femmes âgées de plus de 21 ans, onze heures.

Pour la seconde délibération, votre Commission vous a proposé dix heures dans tous les cas, c'est à-dire dix heures pour les garçons mineurs de 18 ans, dix heures pour les filles mineures de 21 ans, dix heures pour les femmes majeures de 21 ans.

Dans votre dernière séance, Messieurs, contrairement à l'avis de votre Commission et contrairement à l'avis du Gouvernement, avis qui vous était

bien connu, car, lors de la première délibération, il avait été exprimé devant vous de la façon la plus énergique et la plus claire, vous avez refusé aux femmes majeures le bénéfice des dispositions de l'article 3. Cet article ne s'applique plus aujourd'hui qu'aux mineurs.

Nous n'avons donc pas à nous occuper en ce moment des femmes majeures. Nous n'avons pas à examiner si, en leur demandant un travail exagéré, on n'influe pas d'une façon néfaste sur le développement de la race. Il s'agit maintenant uniquement des mineurs, garçons ou filles.

La Commission vous propose de décider que les garçons, jusqu'à 18 ans, et les filles, jusqu'à 21 ans, ne travailleront que dix heures.

L'honorable M. Chovet, conformément aux dispositions de l'amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte, vous propose la sous-distinction suivante : les garçons et les filles, jusqu'à 16 ans, ne travailleront que dix heures; les garçons de 16 à 18 ans, les filles de 16 à 21 ans pourront travailler 11 heures.

Le Gouvernement est d'accord avec la Commission pour vous demander de maintenir la limitation unique de dix heures telle que vous l'avez votée vous-même dans votre première délibération.

Sur ce point, Messieurs, votre vote a été très net et très significatif; pour des raisons de fond qui ont été développées ici même et sur lesquelles il est par suite superflu de revenir, vous avez jugé inadmissible la distinction qui vous est proposée; nous vous demandons de persister dans votre vote et de fixer, d'accord avec la Commission, la durée de la journée de travail des mineurs à dix heures. (*Très bien! très bien!*)

M. DIANCOURT. — Messieurs, la question a été clairement posée par M. le Ministre; je n'ai donc pas à revenir sur ce qu'il vient de vous dire.

Toute la question que le Sénat a à résoudre est celle-ci :

Y a-t-il lieu de ne faire qu'une seule catégorie de mineurs et de dire que, pour les filles comme pour les garçons, le maximum de la durée de travail, au-dessous de 18 ans, sera de dix ou de onze heures?

Nous avons pensé qu'il y avait une distinction à faire. En effet, prenons un atelier, — c'est en face de la réalité qu'il faut toujours se placer quand on envisage ces questions, — que va-t-il se passer, si nous supposons notre amendement voté et la loi mise à exécution?

Pour les enfants mineurs de 14 à 16 ans, il y aura ce qu'on appellera deux équipes ou deux relais, c'est-à-dire que, comme les ouvriers adultes travailleront onze et douze heures, et que les enfants mineurs ne travailleront que dix heures, on fera deux équipes d'enfants : l'une qui travaillera le matin pendant cinq heures et l'autre qui travaillera également l'après-midi pendant cinq heures. C'est ainsi que les choses se passeront si vous votez le projet de la Commission. Et, jusqu'à l'âge de 18 ans, tous les enfants, filles ou garçons, ne seront occupés que la moitié de la journée. Je vous demande quel résultat pratique vous obtiendrez avec cette combinaison? Vous n'obtiendrez, à mon avis, d'autre résultat que celui-ci : c'est que les enfants qui auront travaillé le matin vagabonderont l'après-midi?

Eh bien, nous vous proposons de faire ce que la conférence de Berlin a

indiqué, ce que tous les projets de loi en Allemagne indiquent eux-mêmes, ce qui se fait en Suisse et dans les Pays-Bas, nous vous proposons de déclarer que les enfants mineurs, jusqu'à 16 ans, travailleront dix heures par jour, et que les enfants au-dessus de 16 ans pourront travailler onze heures ou douze heures, suivant la décision que prendra le Sénat pour l'heure de dix ou douze heures.

C'est au nom même de l'intérêt des enfants et des pères de famille, c'est au nom de la moralité que vous voulez protéger, que nous vous demandons de dire que jusqu'à 16 ans les enfants travailleront par relais une demi-journée, mais qu'à partir de 16 ans ils travailleront la journée entière comme leurs parents et apporteront ainsi l'appoint de leur salaire à la vie de la famille. (*Approbation sur plusieurs bancs.*)

M. BLAVIER. — Messieurs, la thèse que vient de soutenir M. Diancourt est celle-là même que j'avais soutenue en première délibération, sauf que M. Diancourt apporte un tempérament à la formule que j'avais proposée à titre d'amendement, car il fait une catégorie spéciale de ce qu'il appelle l'enfant de 16 à 18 ans ou la fille mineure de 16 à 21 ans; ce que je n'admettais pas dans mon amendement. Mais je me rallie à la disposition transactionnelle qui est présentée par notre honorable collègue. Je maintiens toutefois que l'enfance doit se terminer à 16 ans, et vous avez si bien compris qu'il devait en être ainsi — il faut être logique — que vous avez, dans l'article 2, défini ce qu'était l'enfance quand vous avez parlé du certificat d'aptitude physique qui ne peut être exigé par l'inspecteur pour tout enfant travaillant dans les manufactures que jusqu'à l'âge de 16 ans.

Eh bien, jusqu'à 16 ans, la limite de la durée de travail serait de dix heures, et, de 16 ans à 18 ans, elle serait de onze heures. Je ne vois pas qu'il y ait lieu de s'opposer à une pareille disposition. Cela, toutefois, présentera des inconvénients sérieux dans les ateliers où il y aura un travail de douze heures. Ces inconvénients vous ont été signalés par l'honorable M. Diancourt, et le principal sera de forcer les chefs d'usine à former dans leurs ateliers deux équipes d'enfants se relevant pour ne travailler que six heures par jour, d'où résultera manifestement une perte notable de salaire pour la famille et un état de vagabondage dangereux pendant plusieurs heures pour le jeune homme de 16 à 18 ans.

M. Diancourt est un industriel; je le suis également. C'est, disons-nous, la réalité des choses. On ne détruira pas le travail de douze heures là où il existe, mais l'enfant, ou plutôt l'adulte de 16 à 18 ans, ne pourra plus travailler, de par votre loi, que six heures, parce que, nécessairement, on établira deux équipes de six heures pour cette catégorie intéressante d'ouvriers à laquelle vous portez préjudice en étendant outre mesure votre protection du travail dans les manufactures.

Maintenant, l'honorable Ministre du commerce a donné comme principal argument, pour appuyer les propositions de la Commission, le vote du Sénat en première délibération; ce n'est pas sans difficulté qu'il avait été obtenu.

Mais je me permettrai de mettre sous vos yeux les précédents qu'il faut

bien un peu consulter et que j'avais déjà cités en première délibération : je les rappelle au Sénat.

Le Gouvernement, qui, à la vérité, n'était pas représenté par l'honorable Ministre actuel du commerce, avait présenté en 1886 un projet de loi dans lequel la limitation à onze heures de travail n'était applicable qu'aux enfants jusqu'à 16 ans et aux filles mineures.

Le Sénat lui-même, en 1889, a adopté un projet par lequel les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de 16 ans pouvaient être employés à un travail de douze heures par jour. Voilà les précédents.

C'est la Chambre qui, lorsqu'on lui a envoyé le projet du Sénat, a trouvé bon de le modifier d'une façon radicale, en prolongeant l'enfance de l'ouvrier jusqu'à 18 ans, et limitant à dix heures par jour la durée de son travail. Le Sénat s'est incliné, en première délibération, devant l'œuvre de la Chambre, mais vous voyez que les précédents ne sont pas aussi concluants que veut bien le dire M. le Ministre du commerce, et que vous avez au point de vue des précédents toute liberté d'appréciation. Si donc vous croyez devoir adopter une mesure transactionnelle, pour montrer votre désir d'arriver à une solution qui respecte tous les intérêts en jeu, vous ferez comme moi, vous accepterez l'amendement de M. Diancourt. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ? . . .

Je vais mettre aux voix la première partie de l'amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte :

« Les enfants, jusqu'à l'âge de 16 ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. »

M. BLAVIER. — C'est accepté par tout le monde, Monsieur le Président.

M. RICHARD WADDINGTON. — La Commission, est d'accord sur ce point avec les auteurs de l'amendement. Tout le monde votera cette disposition.

M. BLAVIER. — La Commission, proposant la limite de dix heures par jour jusqu'à 18 ans, l'accepte *a fortiori* jusqu'à 16 ans ; qui peut le plus peut le moins.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission accepte-t-elle cette disposition de l'amendement ?

M. RICHARD WADDINGTON. — Oui, en ce qui touche la limitation de la journée à dix heures, pour les enfants de moins de 16 ans.

M. LE PRÉSIDENT. — En ce cas, il est inutile de mettre aux voix la première partie de l'amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte.

Je vais consulter le Sénat sur la seconde partie de cet amendement dont je donne lecture :

« Les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans, les filles mineures et les femmes

ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour. »

Il va être procédé au scrutin.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	231
Majorité absolue.....	116
Pour.....	100
Contre.....	131

(Le Sénat n'a pas adopté.)

Je mets aux voix le texte proposé par la Commission. Il est ainsi conçu :

« ART. 3. — Les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans, et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

(L'article 3 est adopté.)

« ART. 4. — Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Tout travail entre 10 heures du soir et 4 heures du matin est considéré comme travail de nuit.

« Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail effective ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

« Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées.

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

Il y avait sur cet article deux amendements : l'un de MM. Madignier, Lesouéf, Léonce de Sal, de La Berge et Lavalley, que ses auteurs ont retiré

après avoir obtenu satisfaction; l'autre de M. Waddington, qui est ainsi conçu :

« ART. 4 (§ 2). — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit; toutefois le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. »

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, j'ai la bonne fortune d'être d'accord avec la Commission et avec les auteurs de l'amendement dont M. le président donnait lecture tout à l'heure.

La rédaction de l'amendement adopté par la Commission avait eu pour résultat de faire changer la limite du travail de nuit. En effet, vous aviez, en première lecture, adopté la rédaction suivante : « Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. »

Vous vous rappelez les renseignements très intéressants qui ont été fournis à cette tribune sur la nouvelle organisation du travail à Saint-Chamond. Pendant de longues années, on avait singulièrement abusé du travail de nuit, en faisant travailler même des filles mineures.

De là, des difficultés, des procès et un dissentiment très grand entre les industriels qui voulaient observer la loi, qui condamnaient le travail de nuit, et leurs confrères plus préoccupés des avantages de la prolongation des heures de travail et désireux de maintenir l'organisation en vigueur.

Depuis quelques mois, le conflit a cessé; les fabricants de Saint-Chamond se sont mis d'accord pour limiter l'activité de leurs usines à la période de de temps comprise entre 4 heures du matin et 10 heures du soir; le travail est réparti entre deux équipes dont chacune ne fournit qu'un travail de neuf heures. Il y a dans cette nouvelle organisation un avantage considérable pour le personnel employé.

Votre Commission, désireuse de faire cadrer ce nouvel arrangement avec les termes de la loi, a proposé d'insérer comme définition du travail de nuit les heures de 10 heures du soir et de 4 heures du matin.

Je me suis permis de proposer un amendement à cette rédaction qui me paraît trop absolue. En effet, le travail de nuit, tel qu'il est défini dans toute les législations européennes, a pour limites : 9 heures du soir et 5 heures du matin. Dans beaucoup de pays, la nuit légale commence plus tôt et finit plus tard. Il est difficile, en effet, de prétendre que la nuit ne commence qu'à 10 heures, et demander qu'on la fixe de 9 heures du soir à 5 heures du matin, cela paraît déjà dépasser l'état réel des choses. Cependant, il y a tout intérêt à rendre légal l'arrangement survenu à Saint-Chamond.

Dans ces conditions, j'ai proposé une rédaction qui, tout en maintenant la règle générale de 9 heures à 5 heures, admet l'exception dans le cas où les ouvriers employés ne feraient pas, comme à Saint-Chamond, plus de neuf heures de travail.

Les honorables auteurs de l'amendement primitif ont, je le répète, accepté ce nouvel amendement, auquel la Commission se rallie. J'espère que le Sénat voudra bien également lui réserver un accueil favorable. (*Très bien! très bien!*)

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission accepte en effet l'amendement.

M. NICOLAS, *commissaire du Gouvernement*. — Le Gouvernement, de son côté, s'y rallie.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole?

Je mets aux voix le paragraphe 1^{er} qui n'est l'objet d'aucune difficulté :

« Les enfants âgés moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}. »

(Le paragraphe 1^{er} est adopté.)

Paragraphe 2, c'est l'amendement de M. Waddington :

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit; toutefois le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. »

Je mets ce paragraphe aux voix.

(Le deuxième paragraphe de l'article 4 est adopté.)

Je mets aux voix les autres paragraphes dont j'ai précédemment donné lecture.

(Ces paragraphes sont adoptés.)

Je consulte le Sénat sur l'ensemble de l'article 4.

(L'article 4 est adopté.)

« ART. 5. — Les enfants âgés moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés, dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni les jours de fêtes reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier.

Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. »

M. WALLON. — Je demande la suppression du dernier paragraphe de l'article 5 qui est ainsi conçu : Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. »

Vous ne désirez pas, je suppose, Messieurs, que chaque chef d'atelier prenne un jour de chômage à sa fantaisie; comme vous n'admettez pas, assurément, que, dans les ministères ou les établissements publics, on affiche que tel jour, ici le lundi, là le mardi ou le mercredi sera le jour adopté pour le chômage? (*Bruit à gauche*.) Trouveriez-vous bon que le père

de famille et la mère de famille fussent retenus à l'atelier le jour où l'école renverrait les enfants à la maison, si bien que les enfants trouveraient la porte fermée et n'auraient plus qu'à vagabonder dans la rue?

La vérité, Messieurs, ce serait d'indiquer le jour que l'usage a consacré au repos hebdomadaire. Vous ne le voulez pas; vous avez peur d'un mot. Les chrétiens, cependant, ont adopté pour les jours de la semaine les noms mythologiques des planètes : le jour de Mars, le jour de Mercure, le jour de Jupiter, etc. Ils n'ont réservé que le jour du Seigneur, le dimanche, où l'œil du membre le plus défiant du Conseil municipal de Paris ne pourrait soupçonner le jour du Seigneur... à moins qu'il ne supposât que la syllabe *di* est le commencement du mot Dieu. (*Sourires à droite.*)

Je demande donc, Messieurs, que vous laissiez les choses telles que l'usage les a établies et que vous supprimiez le second paragraphe de l'article 5, qui est une sorte de provocation à l'anarchie dans le chômage; or, ce ne serait pas seulement l'anarchie dans le chômage, ce serait aussi le désordre dans la famille par le désaccord des jours de chômage de l'atelier et de l'école. Je crois, Messieurs, que vous ne le voudrez pas.

Je prie donc le Sénat de supprimer le dernier paragraphe de l'article 5; le premier est suffisamment clair pour que les patrons soient tenus de donner un jour de repos par semaine à leurs ouvriers. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, pas plus que l'honorable M. Wallon, la Commission n'entend apporter le trouble dans les familles en maintenant le dernier paragraphe de l'article 5 dont M. Wallon demande la suppression. Autant que lui, nous avons tous ici le souci du maintien de la famille.

Quel est le but de ceux qui voudraient voir insérer dans la loi le mot dimanche?

M. WALLON. — Je n'ai pas demandé cela.

M. LE RAPPORTEUR. — Il me semblait pourtant que vous aviez formulé cette demande dans les considérants par lesquels vous avez justifié votre demande de suppression du paragraphe.

M. BLAVIER. — Non, M. Wallon a simplement demandé que l'article ne spécifiât rien.

M. LE RAPPORTEUR. — Je n'ai alors qu'à retirer mon observation; j'avais cru comprendre que M. Wallon manifestait le désir que le mot dimanche fût inséré dans la loi.

M. WALLON. — J'aurais trouvé cela tout naturel, mais j'ai uniquement demandé la suppression du paragraphe.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission propose le maintien de ce paragraphe, parce qu'elle estime qu'en le supprimant on introduirait l'anarchie dans les ateliers. En effet, admettez qu'un patron ait sous son autorité six ou

sept cents ouvriers. S'il lui plaît d'en faire travailler ou d'en faire reposer une centaine le lundi, une centaine le lendemain, et le reste les autres jours de la semaine, je vous demande de quelle efficacité pourra être l'inspection à laquelle l'atelier est soumis?

L'affiche est faite, au contraire, pour que l'inspecteur, qui devra veiller à la stricte observation de la loi, puisse se rendre compte par lui-même si, en réalité, elle est respectée. Telle est la raison pour laquelle la Commission demande le maintien du dernier paragraphe de l'article 5.

M. BLAVIER. — Messieurs, rien, dans le paragraphe dont M. Wallon demande la suppression, n'empêchera de se produire le fait que la Commission considère comme la destruction de l'atelier.

Il est dit dans ce paragraphe : « Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. » Or, un patron peut parfaitement, en se conformant aux prescriptions de ce paragraphe, dire : « L'atelier de tissage chômera le mardi, l'atelier de filature le mercredi. » (*Dénégations à gauche.*) Comment! mais assurément, c'est la conséquence de la rédaction que je viens de lire; et je le répète, vous ne pouvez pas trouver, dans la loi, le moyen de condamner le fait d'un industriel affichant dans chacun de ses ateliers : « L'atelier de réparations chômera le lundi, l'atelier de constructions chômera le mardi. »

Rien, dans la loi, n'interdit d'adopter, pour chaque atelier, un jour de repos différent et, par conséquent, la suppression du dernier paragraphe ne présente aucun inconvénient; mais elle présente, en revanche, un avantage sur lequel je n'ai pas à revenir après M. Wallon : à savoir que votre loi ne renfermera pas une invitation aux patrons, une sorte de provocation à faire autre chose que ce qui se passe aujourd'hui. On veut supprimer le repos du dimanche, mais il est dans la tradition et il restera dans la tradition.

M. LE RAPPORTEUR. — Il y restera forcément.

M. BLAVIER. — Je l'espère bien.

M. LE RAPPORTEUR. — Voilà pourquoi je ne comprends pas vos inquiétudes. Vous voudriez changer maintenant la destination du dimanche que vous ne le pourriez pas. Il est entré dans les mœurs, il est dans la loi, pour ainsi dire; le Gouvernement de la République lui-même a protégé ce mouvement autant qu'il a pu.

Il vous a donné deux jours fériés supplémentaires, et il accorde au soldat la liberté de remplir ses devoirs religieux; autrefois, il ne l'avait pas, c'est seulement depuis quelques années que cette faculté lui est laissée.

Vous ne pouvez donc pas accuser le Gouvernement républicain d'être intolérant et d'apporter des entraves à la célébration du dimanche. Fatalement, il faut que le jour du repos soit le dimanche; mais on voudrait que ce fût inscrit dans la loi...

M. BLAVIER. — Mais non! La différence est capitale entre la discussion

d'aujourd'hui telle que M. Wallon vient de la porter à la tribune et la discussion qui a eu lieu en première délibération; nous ne vous demandons plus d'inscrire un jour spécial pour le repos hebdomadaire exigé avec raison par la loi pour tous les ouvriers des établissements industriels; nous vous demandons simplement de supprimer un paragraphe qui sera une véritable provocation pour certains patrons de faire de l'exagération, du zèle, en fixant, contre l'intérêt et la volonté de leurs ouvriers, un autre jour que le dimanche pour le repos légal hebdomadaire.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais l'affiche ne pourra jamais être apposée qu'après la résolution prise, et cela ne pourra pas être une provocation.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Messieurs, le paragraphe dont il s'agit n'est une provocation pour personne, et il est une garantie de liberté pour tout le monde; c'est en même temps une garantie que l'administration considère comme nécessaire pour l'exécution de la loi, afin que les inspecteurs chargés de veiller à l'application de cette loi sachent eux-mêmes à quoi s'en tenir sur le jour choisi pour le repos hebdomadaire.

M. BLAVIER. — Il n'y a que cette raison-là.

M. LE RAPPORTEUR. — Elle suffit.

M. WALLON. — Vous établissez une contradiction entre l'école et l'atelier, et c'est là une chose déplorable.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le paragraphe 1^{er} de l'article 5.

(Le premier paragraphe est adopté.)

Je mets aux voix maintenant le deuxième paragraphe dont M. Wallon demande la suppression.

(Le deuxième paragraphe est adopté.)

Je mets enfin aux voix l'ensemble de l'article 5.

(L'article 5 est adopté.)

« ART. 6. — Néanmoins, dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, sous la condition expresse qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine; ils peuvent être également employés la nuit aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par un règlement d'administration publique. » — (Adopté.)

« ART. 7. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées, pour les travailleurs visés à l'article 5, pour certaines industries à désigner par le susdit règlement d'administration publique. » — (Adopté.)

« ART. 8. — Les enfants des deux sexes âgés de moins de 13 ans ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres, cirques et cafés-concerts, ni aux exhibitions foraines.

« Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à Paris, et les préfets, dans les départements, pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées. » — (Adopté.)

SECTION III,

TRAVAUX SOUTERRAINS.

« ART. 9. — Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières. •

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales du travail des enfants de 13 à 18 ans du sexe masculin dans les travaux souterrains ci-dessus visés.

« Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, ces règlements pourront permettre le travail des enfants à partir de 4 heures du matin et jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures. »

M. BLAVIER. — Messieurs, je demanderai à M. le Ministre du commerce et au Sénat de vouloir bien accepter une modification au paragraphe 2 de cet article 9. Cette modification consisterait à limiter à 16 ans, au lieu de 18 ans, l'époque de l'enfance pour les ouvriers travaillant dans des travaux souterrains et miniers.

Dans ces travaux, en effet, il est constant — et je puis en parler en connaissance de cause — qu'à partir de 16 ans les enfants, au lieu d'être mousques ou valets ou serveurs, avec des salaires très réduits, deviennent apprentis ouvriers, travaillant comme les ouvriers, et gagnant immédiatement un salaire notablement plus élevé.

Or, si vous les rangez dans la catégorie des enfants, incontestablement vous portez, au point de vue du salaire, un préjudice sérieux à eux-mêmes et à leur famille; car dans l'industrie minérale, il faut le reconnaître, le recrutement des ouvriers se fait généralement dans la famille : ce sont les enfants des mineurs qui deviennent eux-mêmes apprentis mineurs après être entrés dans la mine à 13 ou 14 ans et avoir été employés comme valets, comme serveurs jusqu'à 16 ans. A partir de cet âge, ils sont libres de s'em-

ployer au même travail que leur père qu'ils accompagnent dans les travaux souterrains. Si vous n'acceptez pas mon amendement, incontestablement vous apporterez une modification considérable aux conditions actuelles des industries minérales.

Je prie donc M. le Ministre de prendre en considération cette observation

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Je n'ai qu'un mot à répondre à l'honorable M. Blavier. M. le Ministre des travaux publics, que la disposition visée concerne particulièrement, puisque c'est de lui que relève le service des mines, a été consulté sur la rédaction de la Commission et il a accepté cette rédaction.

M. BLAVIER. — Je regrette que M. le Ministre des travaux publics ne soit pas présent, je crois qu'il aurait pu tenir compte des observations que je viens de présenter au Sénat et qui ont une réelle importance.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ? Je mets aux voix le premier paragraphe de l'article 9 qui n'est pas contesté.

(Le premier paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

Sur le deuxième paragraphe, M. Blavier propose de substituer à ces mots « les enfants de 13 à 18 ans » ceux-ci « les enfants de 13 à 16 ans ».

Je mets aux voix le deuxième paragraphe en réservant les mots « à 18 ans ».

(Le deuxième paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

Je mets aux voix l'amendement de M. Blavier, qui consiste à substituer aux mots « à 18 ans » les mots « à 16 ans ».

(Après une première épreuve déclarée douteuse, l'amendement n'est pas adopté.)

Je mets aux voix la rédaction de la Commission « à 18 ans ». — (Adopté.)

(L'ensemble du paragraphe 2, mis aux voix, est adopté.)

Je mets aux voix le dernier paragraphe de l'article 9 sur lequel il n'y a aucune difficulté. — (Adopté.)

(L'ensemble de l'article 9, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 10. — Les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de 18 ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile.

Si l'enfant a moins de 13 ans, le livret devra mentionner qu'il est muni du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882.

« Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article. »

(L'article 10, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur, un autre sera déposé à la mairie.

« L'organisation de relais qui aurait pour effet de prolonger au delà de la limite légale la durée de la journée de travail est interdite pour les personnes protégées par la présente loi.

« Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

« Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs nom et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état. » — (Adopté.)

SECTION V.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

« ART. 12. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique. » — (Adopté.)

« ART. 13. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous des conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs. » — (Adopté.)

« ART. 14. — Les établissements visés dans l'article 1^{er} et leurs dépendances doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés et ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

« Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés. » — (Adopté.)

« ART. 15. — Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er}, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

« Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident ; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant.

« Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental. » — (Adopté.)

« ART. 16. — Les patrons ou chefs d'établissement doivent en outre veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique. » — (Adopté.)

SECTION VI.

INSPECTION.

« ART. 17. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et de la loi du 9 septembre 1848.

« Ils sont chargés, en outre, concurremment avec les commissaires de police, de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

« Toutefois, en ce qui concerne les exploitations de mines, minières et carrières, l'exécution de la loi est exclusivement confiée aux ingénieurs et contrôleurs des mines, qui, pour ce service, sont placés sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Adopté.)

« ART. 18. — Les inspecteurs du travail sont nommés par le Ministre du commerce et de l'industrie.

« Ce service comprendra :

« 1° Des inspecteurs divisionnaires;

« 2° Des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

« Un décret rendu après avis des conseils généraux intéressés, du Comité des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail ci-dessous instituée, déterminera les départements dans lesquels il y aura lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixera le nombre, le traitement et les frais de tournée de ces inspecteurs.

« Les inspecteurs ou inspectrices départementaux sont placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire.

« Les inspecteurs du travail prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

« Toute violation de ce serment est punie conformément à l'article 378 du Code pénal. » — (Adopté.)

« ART. 19. — Désormais ne seront admissibles aux fonctions d'inspecteur divisionnaire ou départemental que les candidats ayant satisfait aux conditions et aux concours visés par l'article 22.

« La nomination au poste d'inspecteur titulaire ne sera définitive qu'après un stage d'un an. » — (Adopté.)

« ART. 20. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er}. Ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2.

« Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

« Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

« Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi. » — (Adopté.)

« ART. 21. — Les inspecteurs ont pour mission, en dehors de la surveillance qui leur est confiée, d'établir la statistique des conditions du travail industriel dans la région qu'ils sont chargés de surveiller.

« Un rapport d'ensemble résumant ces communications sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Adopté.)

SECTION VII.

COMMISSIONS SUPÉRIEURE ET DÉPARTEMENTALES.

« ART. 22. — Une Commission supérieure composée de neuf membres, dont les fonctions sont gratuites, est établie auprès du Ministre du commerce et de l'industrie. Cette Commission comprend deux sénateurs, deux

députés élus par leurs collègues et cinq membres nommés pour une période de quatre ans par le Président de la République. Elle est chargée :

« 1° De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi ;

« 2° De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ;

3° Enfin, d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et du programme qu'ils devront subir.

« Les inspecteurs divisionnaires nommés en vertu de la loi du 19 mai 1874 et actuellement en fonctions seront répartis entre les divers postes d'inspecteurs divisionnaires et d'inspecteurs départementaux établis en exécution de la présente loi, sans être assujettis à subir le concours.

« Les inspecteurs départementaux pourront être conservés sans subir un nouveau concours. » — (Adopté.)

« ART. 23. — Chaque année, le président de la Commission supérieure adresse au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

« Ce rapport doit être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*. » — (Adopté.)

« ART. 24. — Les conseils généraux devront instituer une ou plusieurs commissions chargées de présenter, sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible, des rapports qui seront transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure.

« Les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les présidents et vice-présidents du conseil de prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre industriel du département et, s'il y a lieu, l'ingénieur des mines, font partie de droit de ces commissions dans leurs circonscriptions respectives.

« Les commissions locales instituées par les articles 20, 21 et 22 de la loi du 19 mai 1874 sont abolies. » — (Adopté.)

« ART. 25 (nouveau). — Il sera institué dans chaque département des comités de patronage ayant pour objet :

« 1° La protection des apprentis et des enfants employés dans l'industrie ;

« 2° Le développement de leur instruction professionnelle.

« Le conseil général dans chaque département déterminera le nombre et la conscription des comités de patronage, dont les statuts seront approuvés dans le département de la Seine par le Ministre de l'intérieur et le Ministre du commerce et de l'industrie et par les préfets dans les autres départements.

« Les comités de patronage seront administrés par une commission composée de sept membres, dont quatre seront nommés par le conseil général et trois par le préfet.

« Ils sont renouvelables tous les trois ans. Les membres sortants pourront être appelés de nouveau à en faire partie.

« Leurs fonctions sont gratuites. » — (Adopté.)

SECTION VIII.

PÉNALITÉS.

« ART. 26 (ancien art. 25). — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

« Toute personne soumise à la présente loi, qui imposera à un enfant des travaux présentant des causes de danger ou excédant ses forces sera passible des peines édictées au paragraphe ci-dessus.

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans les conditions contraires à la présente loi. Toutefois la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

« Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. » — (Adopté.)

« ART. 27 (ancien art. 26). — En cas de récidive pour le même fait, dans les douze mois, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal de police correctionnelle et condamné à une amende de 16 à 100 francs.

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution. »

M. BLAVIER. — Messieurs, je vous ferai observer que cet article 27, ancien article 26, sera fort embarrassant à appliquer pour les tribunaux. Il dit, en effet, dans son premier paragraphe :

« En cas de récidive pour le même fait, dans les douze mois, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal de police correctionnelle et condamné à une amende de 16 à 100 francs. »

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission partage votre avis.

M. BLAVIER. — Je prétends qu'il faut supprimer le second paragraphe de l'article, si vous adoptez celui dont je viens de donner lecture.

M. LE RAPPORTEUR. — Parfaitement !

M. WADDINGTON. — Messieurs, je suis d'accord, jusqu'à un certain point, avec l'honorable M. Blavier. Si le Sénat vote la rédaction du premier paragraphe, le second doit disparaître ; mais je tiens cependant à donner, pour éclairer le Sénat, une explication sur la portée de la suppression proposée. Le second paragraphe de l'article 27 est la reproduction textuelle de l'ar-

ticle 26 de la loi de 1874; or, la définition de la récidive, telle qu'elle découle du texte de 1874 et de celui adopté par la Chambre des députés, diffère essentiellement de l'interprétation que donne à ce mot « récidive » l'honorable M. Blavier.

La récidive, d'après la loi de 1874 et la rédaction adoptée par la Chambre des députés, était définie dans les termes suivants :

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution. »

D'après cette définition, il y a récidive quand un industriel condamné, par exemple, pour une infraction à l'article 3 applicable à la durée du travail est poursuivi, dans le courant des douze mois, pour une infraction à l'article relatif au travail de nuit ou à l'article 5 qui édicte le repos hebdomadaire. Voilà la définition qui résulte de l'application de la loi de 1874. Le paragraphe 1^{er} de l'article que nous discutons parle de récidive pour le même fait; il y a contradiction évidente entre ces deux définitions.

Si le Sénat veut restreindre la définition, la changer, il est absolument libre de le faire; seulement s'il adopte le paragraphe 1^{er}, il doit logiquement supprimer le paragraphe 2. Quant à moi, je préfère la rédaction de la loi de 1874 et j'ai cru devoir éclairer le Sénat sur les conséquences de la suppression demandée par M. Blavier.

M. FÉLIX MARTIN. — La disposition a été votée par erreur.

M. WADDINGTON. — Mais pas du tout.

M. BLAVIER. — C'est évidemment par erreur que le second paragraphe a été voté à la première délibération, puisque, dans le premier paragraphe, le Sénat avait décidé que la récidive résulterait de la répétition du même fait.

M. DE SAL. — Messieurs, je désire provoquer une explication de la part de la Commission au sujet du texte du paragraphe 1^{er} de l'article 27 édictant une amende de 16 à 100 francs contre le contrevenant récidiviste.

Cette amende doit-elle être appliquée à chaque fait contraventionnel ou, au contraire, comprend-elle tous les faits relevés. Cette question se pose quand on lit dans le paragraphe 2 de l'article 26 qu'il sera appliqué autant d'amendes qu'il y aura de contraventions.

Plusieurs sénateurs. — Il est voté l'article 26!

M. DE SAL. — Je sais bien qu'il est voté. L'article 26 dit qu'il y aura autant de contraventions qu'il y aura de personnes employées dans les conditions contraires à la présente loi. Par conséquent, autant de personnes em-

ployées contrairement à la loi, autant de contraventions, et partant aussi, autant d'amendes à appliquer.

Maintenant, dans l'article 27 (l'ancien article 26), on lit : « En cas de récidive pour le même fait, dans les douze mois, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal de police correctionnelle et condamné à une amende de 16 à 100 francs. » C'est cette rédaction qui m'oblige à poser la question : « Cette condamnation à une amende de 16 à 100 francs comprend-elle tous les faits contraventionnels qui auront été relevés ou appliquera-t-on à chaque fait une pénalité de 16 à 100 francs ? » Vous voyez que la question pouvait être posée et qu'il est nécessaire de la résoudre.

M. BLAVIER. — Parfaitement, et il est nécessaire de l'examiner.

M. LE RAPPORTEUR. — Je crois que, pour donner satisfaction à l'observation de M. de Sal, il suffirait de maintenir le second paragraphe, sauf l'addition que je vais avoir l'honneur de vous proposer et qui serait ainsi conçue :

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement. . . »

Si vous êtes poursuivi, je suppose, pour une contravention multiple, c'est-à-dire pour une contravention s'appliquant à un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers habitant le même atelier, c'est un jugement qui constatera le fait puni. Il semble donc qu'il suffirait de laisser subsister ce dernier paragraphe, en mettant après : « d'un premier jugement pour le même fait », au lieu de : « pour infraction à la présente loi. »

M. BLAVIER. — Ce n'est pas la réponse à l'observation de M. de Sal.

M. DE SAL. — La question se résume en ces termes : S'il y a plusieurs faits atteints par la récidive, prononcera-t-on autant de condamnations de 16 à 100 francs qu'il y aura de contraventions relevées contre la personne poursuivie devenue récidiviste par suite d'un premier jugement qui l'a condamné pour « infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution » ?

M. BLAVIER. — C'est bien là la question.

M. LE RAPPORTEUR. — L'observation est juste. On pourrait ajouter un mot au second paragraphe pour préciser qu'il doit s'agir du même fait.

M. THÉZARD. — La question est très complexe. Je ne crois pas qu'on puisse en sortir sans un renvoi à la Commission. Dans une délibération intérieure, il ne sera pas difficile de trouver une rédaction ; mais je doute qu'il soit aisé de l'improviser en séance publique.

M. DE SAL. — Alors, je demande le renvoi à la Commission.

M. THÉZARD. — Je crois, en effet, que ce serait la meilleure solution pour mener à bonne fin cette discussion; il y a là une question de rédaction très délicate...

M. LE RAPPORTEUR. — Le projet de loi reviendra certainement devant le Sénat. Le renvoi à la Commission est, en ce moment, inutile.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas une raison parce que le projet de loi pourra nous être encore une fois renvoyé pour écarter d'ores et déjà les difficultés de rédaction qui peuvent se rencontrer dans un article de ce projet.

M. THÉZARD. — On n'arrivera jamais à résoudre ces difficultés en séance publique. (*Interruptions à gauche et au centre.*)

M. DE SAL. — Messieurs, la question se présente dans des termes tels que l'honorable sénateur de la Vienne, doyen de la Faculté de droit, reconnaît qu'il y a là, en effet, une rédaction à modifier pour qu'elle puisse être adoptée par des jurisconsultes.

L'honorable M. Blavier partage cette opinion; et je crois avoir saisi de la part de notre rapporteur, l'honorable M. Chovet, un signe d'assentiment. On me dit : Ne demandez pas le renvoi de l'article à la Commission. Il me semble cependant qu'un quart d'heure suffirait pour trouver une bonne solution, et la Commission pourrait alors nous apporter un texte qui serait accepté par tout le monde. Ce ne serait pas ce qui s'appelle, à proprement parler, un renvoi à la Commission avec les formalités et les lenteurs qui en sont la conséquence ordinaire. Je crois, encore une fois, qu'un quart d'heure lui suffirait pour trouver une rédaction qui satisferait tout le monde. Voilà mes très simples observations.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission accepte le renvoi.

M. BLAVIER. — Vous pourriez peut-être indiquer dans quel sens il faudrait faire la nouvelle rédaction : dire, par exemple, qu'on n'appliquera pas l'amende autant de fois qu'il y aura de contraventions.

M. THÉZARD. — C'est possible, car la Commission, dans ses délibérations, n'a pas songé au cumul des infractions.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, veuillez garder le silence. M. de Sal a la parole en ce moment. Je la donnerai ensuite à M. Thézard.

M. DE SAL. — Vous comprenez bien, Messieurs, que chaque fait contraventionnel entraîne une amende : c'est l'effet essentiel, caractéristique de la contravention, et c'est à ce cumul de peines qu'on la reconnaît. Or, s'il en est ainsi devant le tribunal de simple police, le caractère spécial et l'effet de la contravention ne changent pas, parce qu'en raison de la récidive le fait ou les faits relevés sont déferés à un tribunal correctionnel, et, par consé-

quent, ce dernier aura à s'occuper de chacun des faits et à prononcer une amende pour chacun d'eux. Or, il semblerait, si l'on s'en tient à première vue au texte proposé, que le tribunal correctionnel n'aurait à prononcer *in globo* qu'une amende qui serait de 16 à 100 francs, tandis que, juridiquement, une amende de 16 à 100 francs devrait être appliquée pour chacun des faits contraventionnels reprochés au récidiviste.

M. FÉLIX MARTIN. — Il n'y a qu'à le dire, à spécifier que l'amende ne sera pas infligée dans les conditions de l'article précédent, c'est-à-dire répétée pour chacune des contraventions. Il n'y a pas besoin pour cela de renvoyer l'article à la Commission.

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce et des colonies*. — C'est ce qu'il y a de plus simple.

M. THÉZARD. — Messieurs, il me semble nécessaire, comme je l'ai dit, de renvoyer cet article 27 à la Commission, pour qu'elle nous propose une nouvelle rédaction. Ce n'est pas, à vrai dire, un renvoi sur le fond des choses que nous demandons; mais si vous laissez l'article 27 actuel, avec sa rédaction, il est certain que vous mettrez les tribunaux dans de très grands embarras pour son application. Tout d'abord, il y a dans le texte même des contradictions, au moins apparentes; il y en a plusieurs. « En cas de récidive, dit le paragraphe 1^{er}, dans les douze mois », cela peut s'entendre à première vue de récidive sans qu'il y ait eu de jugement, de simple réitération du fait.

Le second paragraphe, qui complète la vraie pensée de la Commission, précise, au contraire; il dit : « Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi. »

Il faut au moins conserver de ce second paragraphe cette indication de la nécessité d'un jugement pour constater la récidive, conformément aux principes ordinaires de notre Code pénal. Il y a donc lieu, à ce premier point de vue, de coordonner plus complètement les deux premiers paragraphes de l'article.

En second lieu, le premier paragraphe prévoit la récidive pour le même fait, pour le fait identique; le deuxième paragraphe a trait, au contraire, à la récidive d'un fait prévu par la loi actuelle dans un autre fait également prévu par la même loi, mais qui ne peut pas être identique.

Laquelle des deux rédactions, des deux idées vaut la mieux? J'avoue que je me sens très embarrassé, et j'inclinerais même à pencher pour la seconde idée; car pourquoi frapperait-on des peines de la récidive celui qui aura commis exactement le même fait, fait qui constitue peut-être une simple imprudence, et ne frapperait-on pas de même la récidive se manifestant par un fait différent, mais qui peut être beaucoup plus grave? Voilà donc, au point de vue de la coordination des dispositions du projet de l'article 27, deux observations dont il faut tenir compte et qu'il importe de réduire à une rédaction absolument précise.

Enfin, dernière observation, et qui, celle-là, touche au fond même des choses. Il s'agit de savoir si, dans le cas où la récidive porterait sur plusieurs faits, on cumulera ou non l'amende de 16 à 100 francs prononcée par la loi. J'estime, en ce qui me concerne, que l'amende correctionnelle doit être cumulée aussi bien que l'amende de simple police.

Il s'agit là, en effet, d'une de ces infractions spéciales qu'on a qualifiées du nom complexe de « délits-contraventions » et où le cumul est chose parfaitement rationnelle et souvent consacrée par la loi.

Ajoutez même qu'en procédant autrement il pourrait arriver que vous punissiez plus légèrement les récidivistes que les non-récidivistes.

M. LE MINISTRE. — C'est évident !

M. THÉZARD. — Voilà un individu qui a commis dix contraventions valant chacune 5 francs d'amende. Il est condamné à 5 francs d'amende pour chacune d'elles. Voici maintenant ce même individu qui, après avoir été ainsi condamné une première fois à 50 francs pour cinq contraventions, en commet cinq autres dans le courant des douze premiers mois. Pour ces cinq autres condamnations, le juge ne pourrait lui appliquer que 16 francs d'amende, et, y eût-il même vingt contraventions, il ne pourrait lui appliquer que 5 francs d'amende, soit 100 francs en tout, alors que, en le poursuivant en simple police, on lui aurait appliqué 200 francs.

Il y a donc lieu d'examiner cette question de cumul, et l'on peut d'autant mieux admettre le cumul des amendes correctionnelles et de simple police que l'article 29 permettra d'appliquer l'article 463 du Code pénal, par conséquent, de faire descendre l'amende jusqu'au niveau des peines de simple police. Il y a là, vous le voyez, un certain nombre de questions de rédaction qui, je le répète, sont très faciles à résoudre en Commission et à réunir en une rédaction bien coordonnée; mais je déclare que, quant à moi, je serais incapable d'improviser une rédaction à la tribune, et de la soumettre à un débat public. (*Marques d'approbation.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Vous demandez le renvoi à la Commission ?

M. THÉZARD. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition ? . . .

(L'article est renvoyé à la Commission.)

« ART. 28. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

« Le tribunal peut également ordonner dans le même cas l'insertion du jugement, aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du département. » — (Adopté.)

« ART. 29. — Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque a fait une fausse déclaration relative au personnel employé ou a mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

« En cas de récidive, l'amende sera portée de 500 à 1,000 francs.

« L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article. »

M. BLAVIER. — Messieurs, lors de la première délibération j'avais fait sur cet article une observation : j'avais dit qu'il était vraiment dur d'infliger une amende relativement considérable pour une infraction qui peut être le fait involontaire d'un directeur. Il s'agit de la déclaration inexacte; le texte porte :

« Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque a fait une fausse déclaration relative au personnel employé »...

Eh bien, Messieurs, ceci est une infraction qui doit être certainement punie. Vous la punissez sévèrement; mais il faut que ce soit à la condition que la faute soit intentionnelle. J'avais demandé à la Commission d'insérer dans l'article, après ces mots : « En cas de récidive pour le même fait, » ceux-ci : « commis sciemment ».

La Commission avait répondu qu'elle examinerait mon observation entre les deux délibérations. En fait, comment les choses se passent-elles? Un directeur d'usine fait une déclaration sur l'état de son personnel et il est trompé par un contremaître sur la situation de ce personnel; ce directeur a fait de la meilleure foi du monde ce qu'il croyait être une déclaration sincère. Vous le condamnez alors avec une dureté excessive pour une infraction, dont, en bonne justice, il ne saurait être rendu responsable.

Il me paraît évident que si ce directeur peut démontrer que sa déclaration est le résultat d'une erreur involontaire, vous ne pouvez pas le frapper d'une manière aussi dure.

M. LE RAPPEUR. — Vous avez l'article 463 du Code pénal.

M. BLAVIER. — Il peut se produire des causes nombreuses d'erreur dans le relevé du personnel d'une grande usine, et vous ne pouvez pas punir un directeur qui aura remis une déclaration inexacte, avec l'idée qu'il faisait une déclaration exacte.

Un sénateur. — Une fausse déclaration est une déclaration qu'on a volontairement faite inexacte.

M. LE RAPPEUR. — Mais alors ce directeur ne sera pas poursuivi. C'est à cause de la facilité avec laquelle on peut donner des excuses à propos de pareils faits qu'on a voulu en faire non pas un délit, mais une contravention. Quant au directeur dont parle M. Blavier, il pourra bénéficier de l'article 463.

M. BLAVIER. — Espérons qu'on sera toujours juste! Mais si l'on était tenté de ne pas l'être, cette disposition pourrait bien avoir ses dangers.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne proposez pas de rédaction, M. Blavier?

M. BLAVIER. — Je propose, comme je l'ai fait en première lecture, de rédiger ainsi le paragraphe 4 : « Quiconque a fait « sciemment » une fausse déclaration, etc. »

M. LE RAPPORTEUR. — Il faudrait alors transformer la fausse déclaration en délit. C'est ce que la Commission n'a pas voulu. Nous demandons le maintien du texte, et il sera donné suffisamment satisfaction aux craintes de M. Blavier par l'application que fera le juge de l'article 463.

M. BLAVIER. — C'est très bien! mais pourquoi avez-vous élevé le chiffre de l'amende? Pourquoi l'avoir porté de 100 francs à 500 francs, alors que pour les autres contraventions il est moindre?

M. LE RAPPORTEUR. — On a voulu que la loi fût respectée. On a pensé que la crainte serait, comme on dit, le commencement de la sagesse.

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, voici le fait qui a donné lieu à cette aggravation de pénalité dont se plaint M. Blavier. Souvent les inspecteurs ont trouvé leur tâche rendue singulièrement difficile parce qu'on faisait disparaître une partie du personnel employé en violation de la loi. Nous ne sommes pas d'accord sur la protection de la femme; tous nous voulons protéger l'enfant. Dans certains ateliers, il est arrivé que le patron ou le directeur, à l'arrivée de l'inspecteur, faisait disparaître les enfants en bas âge ou employés illégalement, les faisait cacher dans une salle ou dans une cour dépendant de l'usine et n'hésitait pas à faire une fausse déclaration à l'inspecteur.

On a voulu rendre cette contravention impossible en la frappant d'une pénalité exceptionnelle. Voilà le but que s'est proposé la Commission dans cet article. (*Très bien! très bien!*)

M. BLAVIER. — Je prends acte de ces déclarations et j'espère que la pénalité édictée sera faite conformément à ces déclarations mêmes.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Blavier, maintenez-vous votre amendement?

M. BLAVIER. — Je le retire, Monsieur le Président, sous le bénéfice des déclarations que le Sénat vient d'entendre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 29.

(L'article 29, mis aux voix, est adopté.)

SECTION IX.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

« ART. 30. — Les règlements d'administration publique nécessaires à l'application de la présente loi seront rendus après avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures.

« Le Conseil général des mines sera appelé à donner son avis sur les règlements prévus en exécution de l'article 9. » — (Adopté.)

« ART. 31. — Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15 et 16 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel.

« Les dispositions de l'article 20 ci-dessus seront applicables auxdits cas en ce qu'elles modifient la juridiction et la quotité de l'amende indiquées au premier paragraphe de l'article 20 de la loi du 22 février 1851.

« Ladite loi continuera à recevoir son exécution dans ses autres prescriptions. » — (Adopté.)

Il y avait dans le projet un article 31 dont la Commission demande la suppression.

Comme c'est le fond du débat, je dois en donner connaissance avant de consulter le Sénat.

L'article 31 (ancien) portait :

Quiconque, industriel, commerçant ou particulier, aura, sur la voie publique, soumis un enfant au-dessous de 16 ans à un travail excédant ses forces, sera puni d'une amende de 16 francs à 300 francs.

Quelqu'un demande-t-il la parole? . . .

Un sénateur. — Pourquoi supprime-t-on cet article?

M. LE RAPPORTEUR. — Parce qu'il fait double emploi avec une autre disposition de la loi.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 31, dont la Commission demande la suppression.

(L'article 31, mis aux voix, n'est pas adopté.)

« ART. 32. — Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables que dix-huit mois après sa promulgation.

« La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions seront abrogés à la date susindiquée. »

Quelqu'un demande-t-il la parole sur l'article 32?

M. LE MINISTRE. — Le Gouvernement, d'accord avec la Commission, demande que le délai d'un an soit substitué au délai de dix-huit mois.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission accepte cette modification ? . . .

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ? . . .

Je mets aux voix l'article 32 avec le changement proposé, consistant à substituer, pour l'application de la loi, le délai d'un an à celui de dix-huit mois.

(L'article 32, mis aux voix, est adopté avec cette modification.)

M. THÉZARD. — D'accord avec la Commission, j'ai l'honneur de proposer au Sénat la rédaction suivante pour l'article 27 ;

« En cas de récidive dans les douze mois, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et condamné à une amende de 16 à 100 fr. »

Ce premier paragraphe diffère de l'article du projet par la suppression des mot : « pour le même fait . . . »

Voici pour le second paragraphe :

« Il y a récidive, lorsque le contrevenant a été frappé, dans le délai des douze mois qui ont précédé le ou les faits qui ont été l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution. »

Voici un troisième paragraphe additionnel et qui résout la difficulté du cumul des peines :

« En cas de pluralité de contraventions tombant sous le coup du présent article, les amendes de 16 à 100 francs, applicables à chaque contravention, pourront être prononcées cumulativement. »

M. BLAVIER. — C'est très bien, la rédaction est très nette.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dit dans vos précédentes observations que l'article 463 était applicable. Or, je vous fait remarquer que l'article 463 n'est applicable qu'aux contraventions prévues à l'article 29.

M. THÉZARD. — Ma rédaction peut donner satisfaction à l'observation de M. le président, en ce qu'elle dit que des peines de 16 à 100 francs d'amende « pourront être prononcées . . . ». Il y a donc une faculté pour le juge, qui arrivera, par un autre moyen, au même résultat qu'avec l'article 463. Du moment que l'article 463 n'est pas applicable à l'article 27, il faut laisser dans cet article une certaine latitude au juge, et la possibilité, par conséquent, d'apprécier, d'une part, les cas où les infractions seraient véritablement graves et annonceraient une mauvaise volonté évidente, une sorte de

rébellion contre la loi, et, d'autre part, les cas où il s'agirait d'infractions d'ordre inférieur, ne supposant pas l'intention préméditée de se dérober à la loi. La faculté accordée au juge lui permettra ainsi d'user d'un pouvoir d'indulgence analogue à celui qui lui serait laissé par l'article 463.

En ces matières, on doit laisser à l'appréciation des juges le soin de discerner les circonstances qui peuvent être variables. Car, si d'un côté on peut constater chez les contrevenants une pensée d'exploitation qui sera une pure rébellion contre la loi, il peut se présenter aussi certaines conditions industrielles qui, dans la pensée de tous, dans celle du juge en particulier, laisseront place à une large indulgence.

C'est pourquoi, en donnant aux tribunaux correctionnels, qui auront à juger en matière de récidive, une certaine latitude, je crois rester dans les limites que comporte notre législation pénale en général, et maintenir en même temps cet esprit qui tend à rendre de plus en plus larges les appréciations individuelles de la culpabilité. (*Très bien! très bien!*)

M. BLAVIER. — Messieurs, je tiens à exprimer le regret sincère que j'éprouve d'avoir provoqué une discussion sur l'article 27, car il est bien manifeste que l'on arrive à une solution diamétralement opposée à celle que j'avais en vue et que le Sénat avait adoptée en première délibération. Que s'est-il passé, en effet ?

Après avoir voté le texte adopté par la Commission du Sénat, c'est par une erreur manifeste qu'on a modifié l'esprit de ce texte, qui consistait à dire que la récidive n'existait que pour le même fait.

L'honorable M. Thézard vient de vous proposer une rédaction qui est celle de la Chambre, et non celle qu'avait adopté le Sénat.

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien revenir à votre première rédaction et de voter l'article 27 avec la modification indiquée par notre honorable président, c'est-à-dire en spécifiant qu'il faudra un jugement pour établir une première faute, mais en limitant la récidive à la réitération du même fait et non pas d'un fait quelconque, car cela devient excessivement grave.

M. WADDINGTON. — C'est ce qui existe depuis 1874.

M. BLAVIER. — Je me permettrai de vous faire observer, mon cher collègue, que la loi de 1874 n'était pas armée pour son exécution comme va l'être la loi nouvelle que vous faites. Votre intention — et je l'approuve — est incontestablement de donner aujourd'hui une sanction véritable à toute la réglementation que vous allez faire. Vous ne pouvez pas douter qu'on ne constitue le corps des inspecteurs d'une façon infiniment plus étendue, infiniment plus large et, qu'en définitive, vous ne teniez à une application de la loi que nous discutons plus stricte qu'elle n'était pour la loi de 1874. Je reconnais que celle-ci n'a pas donné lieu à des abus, mais elle était pour ainsi dire inappliquée...

M. RICHARD WADDINGTON. — Nous protestons d'une façon formelle contre cette assertion. Il n'est pas exact de dire qu'on n'applique pas la loi de 1874.

M. BLAVIER. — On l'applique tout au moins avec une telle indulgencé que personne à coup sûr n'a eu à s'en plaindre. Voilà ce que je puis dire, moi, qui suis un industriel et qui observe la loi.

M. RICHARD WADDINGTON. — Il y a eu deux cent cinquante condamnations en moyenne par année. Si vous observez la loi, mon cher collègue, j'en suis enchanté et je ne m'étonne pas que vous n'ayez pas été condamné, mais elle a été appliquée.

M. BLAVIER. — Permettez-moi de répondre que je l'observe comme tout industriel sérieux. Mais, avec les prescriptions formulées par la loi nouvelle et celles que contiendra le règlement d'administration publique, il n'est pas possible que l'industriel le mieux disposé à observer le fond de la loi ne commette pas de ces légères infractions qui pourront l'amener devant les tribunaux; dans ces conditions, dire qu'il y aura récidive pour des contraventions très légères qui seront poursuivies et qui entraîneront des condamnations, c'est, à mon avis, trop dur.

Le Sénat ne l'a pas voulu en première délibération; il ne devrait pas le vouloir davantage aujourd'hui, et j'insiste pour le renvoi de l'article à la Commission, afin qu'elle veuille bien examiner ce fait considérable qui constitue une aggravation très dure de la loi, il ne faut pas s'y tromper.

M. FÉLIX MARTIN. — Je désire faire remarquer au Sénat que le paragraphe premier faisait partie d'un amendement que j'avais soumis à la Commission, réunie au complet, et qu'elle avait accepté sans aucune opposition de la part de MM. Demôle et Émile Labiche, qui sont deux jurisconsultes.

Elle avait décidé que la récidive n'existerait que pour le même fait et dans les douze mois. Je me demande pourquoi, n'étant pas au complet, elle a changé d'avis et veut revenir à une autre récidive. Dans ces conditions, je demande le renvoi à la Commission.

M. BLAVIER. — La question est très grave, il ne faut pas se le dissimuler, c'est une innovation introduite seulement à la dernière heure, sans que la Commission en ait délibéré.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole?

Voix nombreuses. — Le renvoi à la Commission!

M. LE PRÉSIDENT. — C'est une question préjudicielle. Je la mets aux voix.

(L'article 27 est renvoyé à la Commission.)

M. THÉZARD. — Messieurs, l'amendement que j'ai eu l'honneur de soumettre tout à l'heure au Sénat a donné lieu à deux observations.

L'une de ces observations porte sur la question de fond qui, peut-être, ne pourrait être résolue que par un nouvel examen de la Commission. Il

s'agit de savoir si la récidive aura lieu d'un fait à un autre, ou d'un fait à un même fait.

M. FÉLIX MARTIN. — On ne veut punir que la mauvaise volonté se manifestant par le même fait!

M. THÉZARD. — Sur ce point, le Sénat pourrait se prononcer sans aucune difficulté, et l'on modifierait la rédaction suivant la décision qu'il aurait prise.

La seconde observation est celle-ci : En cas de pluralité de contraventions tombant sous le coup du présent article, c'est-à-dire en cas de récidive, mon amendement proposerait le cumul facultatif des amendes de 16 à 100 francs. Il peut y avoir ici un principe délicat de droit pénal en jeu, mais ne pourrait-on pas concilier les diverses idées que j'ai l'honneur de soumettre au Sénat en disant qu'en cas de pluralité de contraventions tombant sous le coup du présent article, les amendes de 16 à 100 francs applicables à chaque contravention pourront être prononcée cumulativement, mais que l'article 463 sera applicable. Sur ce point, une entente serait facile.

Reste la première question, que je me sens beaucoup moins capable de résoudre, n'ayant pas l'honneur de faire partie de la Commission, et sur laquelle je n'ai pu donner qu'une première impression personnelle :

Maintiendrons-nous la récidive légale toutes les fois qu'un fait quelconque prévu par la loi aura été suivi d'un autre fait quelconque, ou, au contraire, n'y aura-t-il récidive que dans le cas de réitération après jugement d'un fait identique?

M. BLAVIER. — C'est là la véritable récidive.

M. THÉZARD. — C'est au Sénat, dans tous les cas, à décider d'une façon précise entre les deux opinions, et nous pourrions, s'il veut bien le permettre, lui soumettre dans un instant une rédaction appropriée à la situation qu'il aura adoptée.

M. LE PRÉSIDENT. — A une prochaine séance, Monsieur Thézard.

Je propose au Sénat de lever la séance et de fixer son ordre du jour.
(Adhésion.)

SÉANCE DU 9 NOVEMBRE 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Sénat se souvient que l'article 27 avait été renvoyé à la Commission avec un amendement de M. Thézard. La Commission propose une nouvelle rédaction qui est ainsi conçue :

« ART. 27. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

« Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

« Au cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

« Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende pour chaque contravention puisse être inférieure à 5 francs. »

Nous nous trouvons en présence de deux amendements, l'un de M. Thézard...

M. LÉOPOLD THÉZARD. — Il est retiré, Monsieur le Président; il se confond avec le texte de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, il ne reste plus qu'un amendement de M. Félix Martin, qui est soumis à la prise en considération.

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, tout à l'heure, dans la distribution, j'ai trouvé un amendement de M. Thézard, qui ne m'a pas semblé très clair. J'ajoute immédiatement, comme on vient de m'en avertir, qu'il a été tronqué par suite d'une erreur de copiste. C'est pour cette raison que j'avais présenté l'amendement suivant qui me semble plus concis et plus compréhensible, au moins pour les gens du monde :

« Art. 27. — Si, dans les douze mois précédents, le contrevenant a été condamné pour la même infraction, il sera poursuivi devant le tribunal de police correctionnelle et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans les conditions contraires à la présente loi.

« L'article 463 du Code pénal sera applicable. »

Vous le voyez, Messieurs, dans les quelques lignes du premier paragraphe, je spécifie ce qu'est la récidive, sans employer le mot qui prête à contestation. La Commission dit : « en cas de récidive », puis elle est obligée de définir la récidive. En indiquant d'emblée ce qui la constitue, je crois être plus bref et plus simple.

Le second paragraphe est la répétition de l'alinéa qui figure dans l'article précédent au sujet du cumul des contraventions; enfin la dernière disposition rend l'article 463 du Code pénal applicable sans restriction.

La nouvelle rédaction de la Commission, qui ne nous a pas été distribuée et que je viens seulement de saisir à la lecture qu'en a faite M. le président, me paraît un peu plus touffue que la mienne, mais, d'après ce que j'ai entendu dire, elle constitue, paraît-il, la quintessence de la science juridique; j'aurais donc mauvaise grâce à vouloir lui substituer mon texte qui a, au fond, le même sens et la même portée.

Cependant la Commission a introduit une modification que je ne comprends pas très bien. Les rédactions primitives portaient : « En cas de réci-

dive pour la même infraction » ou « pour le même fait ». Elle dit aujourd'hui :

« En cas de récidive pour une contravention identique... ».

Quelle est la raison de ce changement?

Les mots « contravention identique » ont-ils un sens différent des mots « même infraction ? » Un industriel a été condamné, je suppose, une première fois pour avoir fait travailler 10 ouvriers 15 minutes avant quatre heures du matin; dans les douze mois, il est surpris à faire travailler cinq ouvriers à 10 heures 10 minutes du soir; ce second fait constituera-t-il une contravention identique à la première? Je serais heureux d'avoir un mot d'explication sur cette hypothèse ou d'autres semblables.

Entre mon amendement et le nouvel article de la Commission, il existe, à mon sens, une différence plus sensible et plus importante. Ainsi la Commission dit à peu près ceci :

« Les tribunaux correctionnels pourront appliquer l'article 463 du Code pénal, mais sans pouvoir abaisser l'amende, même cumulative, au-dessous de 5 francs ».

Mon amendement permet aux juges correctionnels, le cas échéant, d'abaisser l'amende, même au chiffre de 1 franc par contravention.

Vous savez que dans l'article précédent, au sujet du cumul des contraventions, il existe une disposition ainsi conçue :

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi. »

L'amende étant de 5 à 15 francs, s'il y a 500 ou 1,000 ouvriers employés contrairement à la présente loi, soit parce qu'ils ont travaillé dix minutes trop tôt, soit parce qu'ils ont travaillé dix minutes après l'heure, cela entraînera forcément, car le juge de paix ne peut appliquer les circonstances atténuantes, cela entraînera pour le contrevenant, dès la première fois, plusieurs milliers de francs d'amende. (*Dénégations à gauche.*)

Mais, Messieurs, c'est incontestable!

De même, avec la rédaction de la Commission, en police correctionnelle, en cas de récidive, s'il y a eu par exemple 100 ouvriers employés contrairement à une disposition de la loi, l'amende sera forcément et au minimum de 500 francs, même avec admission des circonstances atténuantes; elle montera à 5,000 francs s'il s'agit de 1,000 ouvriers, etc.

Eh bien, Messieurs, je crois que ces amendes peuvent souvent dépasser la mesure et que la disposition de la Commission est vraiment draconienne. Il serait plus juste et plus sage de confier aux tribunaux toute faculté d'appréciation et de leur permettre d'appliquer même l'amende de 1 franc qui, multipliée par le nombre d'ouvriers compris dans la contravention, peut monter à un chiffre déjà fort élevé.

Vous n'êtes pas logique, me dira-t-on; en simple police, le juge de paix peut appliquer l'amende autant de fois qu'il y a de personnes relevées dans la contravention, et cette amende est de 5 à 15 francs. Par conséquent, le

juge de paix, s'il y a 1,000 ouvriers indûment employés, condamnera obligatoirement le contrevenant à 5,000 francs d'amende, c'est le minimum; or, le tribunal correctionnel, en cas de récidive, pour une contravention identique, pourrait ne condamner qu'à 1,000 francs; ce n'est pas logique, c'est une contradiction entre l'article 27 et l'article 26.

Messieurs, je l'avoue, mais je crois bien que l'attention du Sénat n'a pas été, malheureusement, appelée sur ce point très délicat.

Si l'on avait soulevé cette question au moment du vote de l'alinéa dont je viens de parler, il est probable qu'on aurait tout au moins fixé un maximum que le juge de paix n'aurait pas pu dépasser pour l'ensemble des amendes.

On pourrait même profiter de l'occasion pour adoucir cette disposition, selon moi trop dure. Si le tribunal correctionnel était autorisé à abaisser, le cas échéant, l'amende cumulative à 1 franc, le juge de paix pourrait *a fortiori* se croire autorisé à faire dans la même mesure application des circonstances atténuantes.

Mais, quoi qu'il en soit, Messieurs, en admettant même que l'amende prononcée par le tribunal correctionnel, en cas de récidive, soit inférieure à celle que prononce obligatoirement le juge de paix pour une première et même infraction, il ne s'ensuit pas du tout que la peine correctionnelle soit moins rigoureuse que celle de simple police.

En effet, la poursuite en correctionnelle est beaucoup plus redoutable et pénible que la poursuite en simple police; et, quant à la quotité de l'amende, plus d'un industriel préférera de beaucoup une condamnation à 200 ou 300 francs d'amende en simple police à une condamnation de 100 francs et même moins en police correctionnelle. Il y a là un tout autre appareil, des frais et soucis beaucoup plus considérables, et, par-dessus tout, il y a l'inscription au casier judiciaire.

A mon avis, le Sénat ferait bien de décider que l'article 463 du Code pénal est applicable sans restriction, de façon à ne pas obliger les tribunaux correctionnels à infliger parfois des condamnations trop dures, et leur permettre de descendre à une amende de 1 franc par chaque contravention.

Pour ce qui est de la contradiction existant dès lors entre l'article 27 et l'article 26, la Chambre des députés mise en éveil la ferait certainement disparaître en remaniant la disposition de l'article 26 relative au cumul.

Je n'insiste pas davantage pour l'adoption de mon amendement, me bornant à soumettre à la Commission ces deux observations sur la portée du mot « identique » et sur l'application de l'article 463 du Code pénal.

M. CHOVEL, rapporteur. — Je crois, Messieurs, qu'il sera facile de donner satisfaction à notre honorable collègue M. Martin. Il se plaint d'abord de la trop grande quintessence juridique donnée à la nouvelle rédaction de la Commission, et, avec la courtoisie que vous lui connaissez, il a dit: « Moi, j'ai présenté une rédaction à l'usage des gens du monde, beaucoup plus courte et meilleure assurément que celle de la Commission. »

Nous n'avons pas la prétention d'avoir mérité l'éloge que veut bien nous adresser l'honorable M. Martin, sous le prétexte que nous aurions donné à la nouvelle rédaction soumise à l'appréciation du Sénat une quintessence juri-

dique, et mon honorable collègue voudra bien me permettre de lui dire qu'il n'est pas certain que sa rédaction, très courte, à l'usage des gens du monde et à cause de sa concision quelque peu confuse, donnera satisfaction au Sénat.

Si, en effet, nous avons donné dans la nouvelle rédaction la définition de la récidive dans les nombreuses hypothèses prévues par la loi, c'est parce que le Sénat, dans le cours de la dernière séance, à la suite d'observations très judicieuses présentées par nos honorables collègues, MM. de Sal et Thézard, c'est parce que le Sénat, dis-je, a renvoyé l'article 27 à la Commission. Par ce renvoi, il a semblé à la Commission que le Sénat l'avait invitée à insérer dans l'article 27 une définition de la récidive au point de vue spécial de la loi en élaboration.

Pour préciser la question, permettez-moi de placer l'ancien texte de cet article 27 si justement critiqué par MM. de Sal et Thézard sous vos yeux :

« Art. 27 (ancien art. 26). — En cas de récidive pour le même fait, dans les douze mois, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal de police correctionnelle et condamné à une amende de 16 à 100 francs.

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution. »

Or, quelle a été, à propos de cette rédaction de l'article 27, la question posée par M. de Sal ? Je la retrouve au *Journal officiel* et la voici :

« La question se résume en ces termes : S'il y a plusieurs faits atteints par la récidive, prononcera-t-on autant de condamnations de 16 à 100 francs qu'il y aura de contraventions relevées contre la personne poursuivie, devenue récidiviste par suite d'un premier jugement qui l'a condamnée pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution ? » Puis M. Thézard est intervenu pour signaler la contradiction existant entre les deux paragraphes de cet article 27.

Ainsi, le premier paragraphe disait : « En cas de récidive pour le même fait. . . »

M. FÉLIX MARTIN. — C'est une erreur !

M. LE RAPPORTEUR. — . . . ce qui laissait supposer qu'il ne pouvait y avoir récidive que dans le cas où l'on relèverait contre l'individu poursuivi un fait identique, absolument de même nature que celui pour lequel il avait déjà été poursuivi. Voilà ce qui semblait résulter, disait M. Thézard, de la rédaction de ce premier alinéa, puis, pour faire ressortir cette contradiction apparente, il lisait le second alinéa :

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution. »

D'où il semblait résulter qu'aux termes du premier alinéa, il faudrait un fait identique. Dans le second alinéa, au contraire, il n'était plus question de faits identiques, mais il semblait qu'une nouvelle infraction commise à n'importe quelle prescription de loi, alors même qu'elle serait d'une nature toute différente de celle ayant donné lieu à une première condamnation, donnerait lieu néanmoins à l'application des peines de la récidive.

Il y avait, vous le voyez, Messieurs, une certaine utilité à jeter la lumière sur ce texte qui semblait rédigé avec quelque confusion.

C'est dans ces conditions que la question s'est posée tout à l'heure devant la Commission. Nous avons été assez heureux pour entendre les explications fournies par notre honorable collègue M. Thézard.

On vous a distribué, Messieurs, un amendement ou plutôt un pseudo-amendement de M. Thézard, car, par une erreur du copiste, la moitié des phrases a été omise; de sorte que cet amendement, tel qu'il est conçu, n'est pas l'œuvre de M. Thézard, je m'empresse de vous le dire, ne serait-ce que pour atténuer dans une certaine mesure le reproche que, très gracieusement encore tout à l'heure, l'honorable M. Martin faisait à M. Thézard d'avoir produit quelque chose d'inintelligible.

M. FÉLIX MARTIN. — J'ai dit moi-même que le texte proposé par M. Thézard était tronqué.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous voyez maintenant, Messieurs, pourquoi l'amendement de M. Thézard ne doit pas être considéré comme étant l'œuvre de notre honorable collègue. Nous avons alors présenté une nouvelle rédaction qui est, au fond, la reproduction textuelle, pour ainsi dire, des idées émises soit par M. de Sal, soit par M. Thézard.

Voici cette nouvelle rédaction :

« En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs. »

Sur ce premier paragraphe, nous sommes d'accord; c'est la reproduction textuelle de l'ancien texte. Vous vous rappelez, en effet, que, par suite des objections faites par MM. de Sal et Thézard, à la dernière séance, une définition de la récidive s'imposait. Nos collègues disaient avec raison que la confusion soulevée dans l'article 27 venait précisément du défaut de définition de la récidive.

Nous avons cru, dans ces conditions, pour nous inspirer de votre volonté, très nettement manifestée, devoir donner la définition de la récidive telle que, selon vous, elle devait être entendue, à propos d'une loi dont le caractère tout spécial devait exiger une définition presque spéciale également de la récidive. Nous avons dit : « Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique. . . »

Et ici, l'honorable M. Félix Martin de se récrier et de dire : Que signifie ce mot identique? Pourquoi avoir supprimé ces expressions « le même fait »?

Nous avons cru, Messieurs, que le mot « identique » dont nous nous servions était plus juste, plus précis que les expressions « le même fait ». Si c'est une controverse purement grammaticale que notre collègue . . »

M. FÉLIX MARTIN. — Je demande simplement une explication sur la valeur du mot « identique »; je ne demande pas autre chose.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez ne pas interrompre, Monsieur Félix Martin; je vous donnerai la parole si vous la demandez.

M. LE RAPPEUR. — Je me borne tout simplement à vous dire que nous avons mis le mot « contravention identique », parce que ces mots nous ont paru plus clairs que l'expression « le même fait ». En effet, ce n'est pas sur le même fait qu'on va statuer une seconde fois; c'est sur un fait de même nature, sur un fait identique. Par exemple, si le contrevenant a une première fois commis une contravention relevée dans l'article 3 de la loi, et que, la seconde fois, il se rende coupable d'une infraction prévue seulement par les articles suivants, ces deux contraventions ne seront pas identiques; il n'y aura pas lieu d'appliquer les peines de la récidive. Or s'il pouvait y avoir confusion soit dans la rédaction de votre amendement, soit dans la nouvelle rédaction de la Commission, ce serait bien plutôt, permettez-moi de vous le dire, mon cher collègue, dans la rédaction de votre amendement.

M. FÉLIX MARTIN. — J'ai dit qu'on devrait plutôt employer le mot « infraction » que les expressions « le même fait ».

M. LE RAPPEUR. — Maintenant en cas de pluralité des contraventions, nous disons : « Au cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions. »

Sur le fond, nous sommes donc d'accord aussi bien avec nos honorables collègues MM. de Sal et Thézard, qu'avec l'honorable M. Félix Martin.

J'arrive enfin au dernier alinéa, à propos duquel M. Félix Martin a soulevé de nouvelles critiques et qui est ainsi conçu :

« Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas, l'amende puisse être inférieure à 5 francs. »

Veuillez remarquer que, jusqu'à ce dernier membre de phrase « sans qu'en aucun cas, etc. », nous avons la bonne fortune de nous trouver d'accord avec M. Félix Martin; il critique seulement ces derniers mots « sans qu'en aucun cas l'amende puisse être inférieure à 5 francs »; il aurait voulu qu'on pût descendre, par exemple, jusqu'à 1 franc. Nous ne pouvions pas le faire, nous étions liés par un texte précédent, par le texte de l'article 26.

Aux termes de cet article, le juge de paix peut prononcer une amende de 5 à 15 francs. Et, pour les affaires ainsi soumises au juge de paix, il n'y a pas lieu, vous le savez, à l'application de l'article 463 sur les circonstances

atténuantes; de sorte que si, lorsqu'il s'agit de cette récidive d'une nature spéciale, vous ne mettez pas une limite à l'indulgence des juges, il pourrait arriver que le récidiviste fût frappé moins sévèrement que celui qui est poursuivi pour une première faute. Cela paraît absolument logique (*C'est évident! à gauche*). et il me semble que si mon honorable collègue, M. Félix Martin, n'est pas trop exigeant, il doit me rendre cette justice que je lui ai donné satisfaction sur toutes les critiques par lui soulevées contre la nouvelle rédaction de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne pouvez plus prendre la parole, Monsieur Félix Martin, votre amendement étant soumis à la prise en considération.

Je consulte le Sénat sur la prise en considération de l'amendement de M. Félix Martin.

(L'amendement n'est pas pris en considération.)

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, j'ai dû tout à l'heure m'incliner devant le règlement et je n'ai pu prendre la parole pour répondre à M. le rapporteur.

Mais, puisque maintenant je puis m'expliquer sur le texte de la Commission, j'en profite pour faire observer à M. le rapporteur qu'il n'a pas répondu aux observations que j'avais cru devoir présenter. L'honorable rapporteur, en effet, est revenu bien inutilement en arrière pour nous parler longuement des contradictions et des obscurités qui avaient été relevées entre les deux paragraphes de l'article 27, dans la dernière séance, par divers orateurs. J'ai, à plusieurs reprises, de ma place, fait remarquer que l'incohérence signalée dans le texte de cet article provenait d'une erreur. Puisqu'on y revient, je vais vous en donner l'explication.

Lors de la discussion en première délibération, la Commission avait présenté, pour l'article 27, un seul paragraphe remplaçant les deux paragraphes du projet de loi adopté par la Chambre des députés, M. le président, après avoir mis le premier paragraphe aux voix, s'est trompé de colonne et a lu le texte du deuxième paragraphe de la rédaction adoptée par la Chambre des députés, paragraphe qui avait été supprimé par la Commission, et qui par le fait de cette erreur s'est trouvé adopté.

Voilà d'où vient toute l'incohérence et la contradiction; et ce n'était vraiment pas la peine de batailler pendant une demi-heure à ce sujet.

Je pourrais même faire observer que la Commission n'est pas sans reproche dans cette circonstance, car elle aurait dû peut-être s'en apercevoir et la rectifier entre les deux délibérations.

En second lieu, j'ai dit que j'acceptais la rédaction de la Commission, j'ai seulement demandé des explications sur le mot « identique » et je me trouve toujours, à cet égard, dans la même incertitude.

Je vous avais dit : Voici un patron qui fait travailler ses ouvriers à 4 heures moins 15 minutes. On lui fait une contravention. Dans les douze mois suivants, il fait travailler ses ouvriers jusqu'à 10 heures 10 minutes. On lui dresse une nouvelle contravention. Est-ce un fait identique? C'est ce

simple renseignement que je vous ai demandé; vous ne m'avez pas répondu.

Enfin, je vous ai dit qu'à mon avis l'application de l'article 463 devait être laissée à l'appréciation du juge sans aucune restriction. Vous voulez bien qu'on applique cet article, mais vous fixez le minimum de l'amende cumulative, auquel le tribunal correctionnel devra condamner le récidiviste, à 5 francs au lieu de 1 franc. Je vous ai fait remarquer qu'il pouvait y avoir un très grand nombre d'ouvriers relevés dans une contravention, en somme peu sérieuse, et qu'on pourrait prononcer de ce chef une condamnation à 3 ou 4,000 francs d'amende. Je trouve que c'est excessif et je demande que, le cas échéant, tenant compte de la bonne foi et de la bonne volonté du contrevenant, les tribunaux puissent abaisser l'amende au-dessous de 5 francs même jusqu'à 1 franc par contravention. On peut quand même arriver ainsi à un total d'amende de 400 ou 500 francs et même davantage, ce qui est bien suffisant. Vous m'avez répondu : « Mais c'est illogique, c'est en contradiction avec ce qui se fait en cas de première infraction ! »

Parbleu, je le sais bien, je l'avais reconnu moi-même, mais je vous ai dit qu'à mon sens, l'attention du Sénat n'avait pas été appelée sur ce point, car, certainement, il n'aurait pas voulu que, pour une première contravention, pour un retard de dix minutes pendant lesquelles un patron aura retenu ses ouvriers, il puisse être condamné à 5,000 francs d'amende.

Il y a là, Messieurs, une exagération que vous auriez certainement reconnue, et une erreur que nous pouvons réparer en partie, en modifiant le texte de l'article 27

J'ai donc simplement demandé : 1° un renseignement, et 2° la faculté pour le juge correctionnel d'appliquer intégralement l'article 463 du Code pénal.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, mon honorable collègue me demande ce que signifie le mot « identique ».

Plusieurs sénateurs. — Vous l'avez dit.

M. LE RAPPORTEUR. — Je croyais, en effet, l'avoir dit. . . .

M. FÉLIX MARTIN. — Pas quant à son application.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vais faire une dernière tentative et lui donner des exemples tirés de la loi elle-même.

M. FÉLIX MARTIN. — Pourquoi ne prenez-vous pas les miens?

M. LE RAPPORTEUR. — Je préfère ceux qui sont donnés par la loi elle-même.

Je suppose, par exemple, qu'un industriel ait subi une première condamnation pour avoir reçu un enfant au-dessous de treize ans. Plus tard, il est condamné pour n'avoir pas fait observer aux enfants et aux filles mineures

le repos hebdomadaire. Il n'y a pas identité, et, dans ce cas, nous disons : il n'y a pas récidive.

Je suppose encore qu'un industriel ait été puni une première fois pour avoir fait travailler la nuit des enfants, des filles mineures et que, dans le cours de l'année, il soit poursuivi pour une autre infraction, par exemple, pour avoir fait travailler plus de dix heures les enfants et les filles mineures. Là encore il n'y a pas identité et, là encore, il n'y aura pas récidive.

Deux systèmes étaient en présence : le système de l'indulgence et celui de la sévérité.

La Commission, s'inspirant de la volonté non équivoque du Sénat, a penché vers l'indulgence et a dit qu'il n'y aurait récidive que dans le cas où l'individu aurait été condamné, dans l'espace des douze derniers mois, à une condamnation pour une contravention identique. Voilà en quoi le nouveau texte de la Commission modifie quelque peu la sévérité de l'ancien, car, dans l'ancien texte, pour avoir encouru les peines de la récidive, il suffisait d'avoir commis, la seconde fois, l'une des nombreuses infractions prévues par la loi, quelque dissemblable qu'elle pût être avec l'infraction nouvelle.

On a trouvé que cela était trop draconien, et l'on a dit : « Non, il ne suffira pas qu'un industriel ait été condamné une première fois comme ayant reçu un enfant au-dessous de l'âge de treize ans, pour que si, dans les douze mois, il a commis une infraction résultant, par exemple, de ce qu'il n'a pas observé le repos hebdomadaire ou toute autre prescription légale différente de celle qui a motivé une première condamnation, il puisse être condamné comme récidiviste. Voilà ce que la Commission, s'inspirant, en cela, des désirs du Sénat, a entendu établir par sa rédaction.

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, je n'ai vraiment pas de chance ! Je suis obligé de constater, encore une fois, que M. le rapporteur ne m'a pas répondu du tout ou qu'il a répondu à côté de la question que je lui adresse. Je lui demande la signification du mot « identique », je lui cite des cas de même nature, tout à fait semblables, et je lui demande si le mot « identique » s'applique oui ou non à ces cas-là pris pour exemples. Il me répond en me citant des cas très dissemblables et me dit : Ces cas ne sont pas identiques. Me voilà bien avancé !

J'ai dit : « Voici deux cas semblables : Dix ouvriers travaillant quinze minutes avant l'heure réglementaire ; six mois après, cinq ouvriers travaillent dix minutes après l'heure réglementaire ; la seconde contravention sera-t-elle identique à la première ? »

Vous ne me répondez pas du tout. Vous me parlez de tout autre chose.

M. JULES GODIN. — Ce sont les contraventions punies par le même texte qui sont identiques.

M. FÉLIX MARTIN. — Mais est-ce que les deux faits que je cite sont identiques ? Pour moi il y a doute.

Plusieurs sénateurs. — Mais oui !

M. FÉLIX MARTIN. — Dites-le donc formellement; je ne demande que cela depuis une demi-heure. (*Hilarité.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Félix Martin, vous ne proposez pas une autre expression pour remplacer le mot « identique »?

M. FÉLIX MARTIN. — Non, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets alors aux voix les trois premiers paragraphes de l'article 27.

Ils sont ainsi conçus :

« En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

« Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

« Au cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de contraventions. »

(Les trois premiers paragraphes sont adoptés.)

Paragraphe 4 :

« Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes. . . »

Je mets aux voix cette première partie du paragraphe.

(La première partie du paragraphe est adoptée.)

Il ne reste plus que ces mots :

« . . . sans qu'en aucun cas l'amende pour chaque contravention puisse être inférieure à 5 francs. »

M. Félix Martin en demande la suppression.

Je consulte le Sénat.

(La proposition de M. Félix Martin n'est pas adoptée. — La dernière partie du paragraphe 4 est ensuite mise au voix et adoptée.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 27.

(L'article 27 est adopté.)

Je mets enfin aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

RAPPORT

présenté le 21 novembre 1891, au nom de la Commission du travail (1) chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, amendé par le Sénat, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, par M. Émile Jamais, député.

Messieurs, la loi qui nous revient du Sénat soulève des principes si connus et des questions si souvent discutées au cours des précédentes législatures et de celle-ci, qu'il nous paraît inutile de rappeler une fois de plus les considérations d'ordre humanitaire et social qui justifient les votes que vous avez déjà émis.

Ce que nous voulons seulement, c'est préciser aussi clairement que possible les points sur lesquels porte encore le débat.

I. — Le texte que vous avez transmis au Sénat, au mois de février dernier, contenait, en ce qui concerne les personnes protégées par la loi, plusieurs dispositions essentielles :

1° La fixation à 13 ans, sauf une exception prévue par la loi, de l'âge d'admission des enfants au travail industriel;

2° La suppression du travail de nuit pour les enfants au-dessous de 18 ans, pour les filles mineures et pour les femmes;

3° Le repos hebdomadaire;

4° La réduction à dix heures de la journée légale de travail pour les enfants au-dessous de 18 ans, pour les filles mineures, et même pour les femmes de tout âge.

Le texte voté par le Sénat consacre l'accord entre les deux Chambres sur tous ces principes, sauf sur un seul. La divergence ne porte que sur la journée de travail des femmes majeures. Le Sénat les a mises en dehors de

(1) Cette Commission était composée de MM. Ricard, *Président*; baron Piérard, Sibille, *Secrétaires*; Reybert, Linard, Baulard, Desmons, Plichon (Nord), Mercier, Dumay, Jules Gaillard (Vaucluse), Saint-Romme, Clauzel de Coussergues, Bizouart-Bert, Cabart-Danneville, Émile Jamais, de Gasté, Michau (Nord), Balsan, Maruéjols, Guieysse, Cosmao-Dumenez, Lacôte, Le Borgne, Bargy, Brincard, Dron, Delpech, Souet, comte Lemerrier, comte de Mun, Barthou, Papelier.

la réglementation du travail de jour, en supprimant les mots « et les femmes » dans l'article 3 qui fixe à dix heures la journée légale de ce travail pour les mineurs de 18 ans et pour les femmes mineures de 21 ans.

C'est surtout sur ce point que devait se porter l'attention de votre Commission.

II. — Devions-nous vous proposer d'adopter purement et simplement le texte du Sénat, en renvoyant à une loi nouvelle, notamment à la loi sur la journée de travail des hommes adultes, la question que ce texte laisse en suspens.

Cette opinion a été émise, mais votre Commission l'a écartée par quinze voix contre une. La loi serait, selon nous, incomplète et insuffisante, si elle ne portait pas sur la journée de travail des femmes.

Sans doute, le relèvement de l'âge d'admission pour les enfants, l'interdiction du travail de nuit, le repos hebdomadaire, la limitation de la journée de travail à dix heures pour les mineurs de 18 ans et les mineures de 21 ans, sans parler des autres garanties de la loi en ce qui concerne la surveillance et l'inspection du travail, — tous ces progrès, que le vote commun des deux Chambres nous permet de considérer comme désormais acquis, méritent d'attirer l'attention des esprits soucieux des améliorations sociales.

Mais la réglementation du travail des femmes, et la réduction de leur journée de travail ont toujours été considérées, avec raison, comme l'un des principes essentiels de la loi, et l'une des modifications les plus nécessaires à la législation actuellement en vigueur.

C'est dans ce sens que la Chambre s'est prononcée au cours de ses précédentes délibérations. Pour ne parler que de la dernière, c'est par une majorité de 415 voix contre 72 que vous avez repoussé un amendement de l'honorable M. Laroche-Joubert qui excluait les femmes de la réglementation.

D'ailleurs, le Sénat lui-même, au cours de la première délibération de la loi, avait admis en principe cette réglementation. Dans la séance du 7 juillet dernier, et après une discussion très approfondie, il avait rejeté, par 135 voix contre 112, un amendement de l'honorable M. Béranger qui tendait à supprimer dans l'article 3 les mots « et les femmes ».

Cette majorité semblait devoir assurer le succès définitif de la cause que nous défendons devant vous. Mais, dans la seconde délibération, le 27 octobre dernier, 109 voix contre 99 ont adopté l'amendement qui avait été repoussé, quelques mois auparavant, par 135 voix contre 112.

Cette contradiction dans les deux votes, la très faible majorité de 10 voix qui s'est manifestée dans le dernier scrutin, la force de vos votes antérieurs, l'affirmation plusieurs fois répétée de l'opinion de la Chambre, l'importance des intérêts en cause, — toutes ces raisons nous imposaient le devoir de persister dans notre texte primitif. C'est lui que nous vous proposons de reprendre, en faisant un effort nouveau pour obtenir du Sénat un vote qui nous paraît être le complément indispensable de la loi.

Nous nous sommes prononcés dans ce sens avec d'autant moins d'hésitation, que le Gouvernement nous a très nettement déclaré qu'il se

ralliait à notre texte, et qu'il demanderait au Sénat de revenir sur son vote.

Faite avec l'énergie que nous avons le droit d'attendre du Gouvernement, et avec l'autorité qui se rattache à ses paroles, cette intervention nous paraît de nature à contribuer à l'accord des deux Chambres sur le seul point important où la dissidence persiste encore.

III. — En dehors de ces raisons d'ordre parlementaire, nous nous sommes inspirés d'autres motifs qui touchent aux principes mêmes de la loi. Nous n'avons pas cru pouvoir accepter, en ce qui concerne la journée de travail des femmes, l'ajournement de la réforme jusqu'au jour où les Chambres se prononceront sur la journée de travail des hommes adultes.

Bien que la majorité de votre Commission soit résolument favorable, même pour les hommes adultes, à la fixation de la journée légale de travail, elle ne peut cependant méconnaître que, lorsqu'il s'agit des femmes, cette réglementation ne rencontre pas une opposition aussi vive. C'est toujours le principe de l'intervention de l'État qui se trouve en jeu, mais le problème change d'aspect, à raison des personnes qu'il s'agit de protéger.

Si un grand nombre de législations étrangères ont résisté jusqu'à ce jour à la réglementation du travail des ouvriers adultes, on a été unanime, presque partout, à réclamer l'intervention de la loi en faveur des enfants et des femmes. Lorsqu'il se trouve en présence de personnes faibles, qui ne rencontrent pas toujours les garanties et la protection dont elles ont besoin, l'État n'a pas seulement le droit, il a le devoir d'intervenir.

N'y aurait-il pas, dès lors, une anomalie, sinon une grave imprudence et un danger, à unir deux questions, connexes par l'idée qu'elles engagent, mais différentes par les difficultés qu'elles soulèvent, et qui demandent à être résolues séparément?

La question du travail des femmes est posée depuis bien longtemps. Discutée devant les Chambres dès 1841; reprise en 1848, et surtout en 1874, lors des débats d'où est sortie la loi actuelle; agitée depuis lors par l'opinion publique; examinée plusieurs fois durant les dernières législatures, elle doit être résolue sans retard. Il ne nous reste qu'un dernier effort à accomplir pour atteindre le but.

Nous espérons que l'accord s'établira bientôt entre les deux Chambres, pour donner à notre législation la place qu'elle doit occuper quand il s'agit des problèmes de cette nature, et pour doter notre pays de l'une des meilleures, des plus urgentes réformes sociales qui s'imposent, surtout à l'heure actuelle, aux préoccupations et au patriotisme du Parlement.

IV. — Il y a un autre point sur lequel nous vous proposons de modifier le texte du Sénat. C'est l'article 32 : « Par une mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'un an après la promulgation. »

Par ce délai, le Sénat a voulu sauvegarder l'intérêt des industries qui peuvent être obligées de prendre, dans leur personnel ou leur matériel, des mesures nécessitées par les exigences de la nouvelle loi. Le Gouvernement,

lui aussi, peut avoir besoin d'un certain délai pour préparer la mise en application de la loi, et notamment les règlements d'administration publique prévus par elle.

Cette double pensée nous paraît juste; mais le délai d'un an n'est-il pas excessif? C'est le sentiment de votre Commission. Elle vous propose de réduire ce délai à six mois; elle considère comme raisonnable et pratique ce moyen terme entre le texte du Sénat et votre texte primitif, qui renvoyait l'application de la loi à la date du 1^{er} mai 1892.

Pour tous les autres articles, c'est le texte du Sénat que nous vous proposons, sauf quelques légères modifications de très faible importance, qui ne sont, le plus souvent, comme celles que le Sénat a lui-même apportées, que des changements de rédaction.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, amendé par le Sénat, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

M. BALSAN. — Messieurs, je n'ai aucunement l'intention de renouveler le débat qui s'ouvre pour la troisième fois devant la Chambre sur le projet de loi relatif au travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Je tiens seulement, en quelques mots, à poser à M. le Ministre du commerce et de l'industrie une question et à présenter quelques observations à propos d'un des changements apportés par le Sénat dans ce projet.

J'ai demandé la parole dans la discussion générale afin de présenter ces observations d'un seul coup et de ménager les moments de la Chambre.

Messieurs, le premier point dont je désire vous entretenir, et sur lequel je me permettrai de poser une question à M. le Ministre du commerce et de l'industrie, concerne le certificat d'aptitude physique des enfants.

Lors de la dernière discussion, M. le docteur Chautemps a bien voulu appuyer une proposition que j'avais présentée à la Commission du travail, tendant à remplacer le certificat d'aptitude par l'inspection ultérieure, faite au cours du travail et confiée aux inspecteurs du travail.

Il m'apparaît encore que cette façon de procéder répondrait beaucoup mieux que le certificat d'aptitude physique au but que poursuit la Chambre et qui est d'empêcher qu'on abuse des forces des enfants.

Je demande, et c'est la question que je me permets de poser à M. le Mi-

nistre du commerce et de l'industrie, ce que sera ce certificat d'aptitude physique. Je conçois et connais les exigences de l'État envers les conscrits : on leur demande une certaine taille, une largeur de poitrine déterminée, ils doivent en un mot remplir un certain nombre de conditions qui, en effet, sont nécessaires pour que tous puissent accomplir la même besogne, pour que tous puissent être soldats. Le rôle qui les attend, les fatigues auxquelles ils devront pouvoir résister seront identiques pour chacun d'eux.

Dans le projet actuel, au contraire, il s'agit d'examiner d'une façon absolument générale les enfants qui auront à travailler à des métiers pénibles, comme aussi ceux qui auront à s'occuper de besognes très peu fatigantes. Ainsi le médecin devra examiner un enfant en vue du travail dans une fabrique de porcelaine, où il aurait à transporter des objets peu pesants d'un endroit à un autre, et en même temps en vue du travail dans un atelier de construction mécanique, où il aurait à développer une force considérable.

Il me semble que ce terme de certificat d'aptitude physique, dans sa généralité vraiment excessive, sans aucun commentaire, sans aucune explication préalable donnée ici par le Ministre du commerce, qui aura cependant à faire un règlement d'administration publique pour l'application de cette loi, ne nous renseigne pas suffisamment.

Exigera-t-on une largeur de poitrine déterminée ? L'enfant qui voudra entrer dans l'industrie devra-t-il prouver qu'il peut soulever un certain poids ? Que lui demandera-t-on ? Il me semble qu'il y a là une disposition d'un caractère tellement incertain, tellement vague, qu'elle ne s'appliquera jamais, et dès lors les abus ne seront pas réprimés.

Je vous demande pardon d'insister, mais c'est une question de vie pour un grand nombre d'enfants. Dans bien des cas, un enfant très délicat à 16 ans devient très robuste à 20 ans, à la condition très essentielle qu'il se soit bien comporté et qu'il ait été bien soigné.

Dans beaucoup de familles, — nombre d'entre nous ont pu se rendre compte de ce fait très fréquent, — un enfant très délicat dans sa première enfance, jusqu'à 15 ans par exemple, se développe, s'il est bien nourri ; sa constitution se fortifie, et à 20 ans il fait un très bon conscrit. Mais la première de toutes les conditions, c'est qu'il ait de quoi manger.

Un enfant délicat sera aidé par ses voisins, par ses petits camarades, par les autres ouvriers. Il y a dans les ateliers — ce n'est pas à moi à vous l'apprendre, mais j'ai le droit de le dire — une confraternité extrêmement remarquable entre les ouvriers ; ils se traitent avec un désintéressement et un esprit de camaraderie infiniment louable.

Il en résulte que des enfants qui seraient absolument incapables de faire un travail déterminé, s'ils étaient isolés, peuvent parfaitement gagner leur journée à la condition d'avoir à côté d'eux des camarades qui les aident. Il y a une infinité de professions qui, d'une façon générale, ne demandent que peu de vigueur, mais où cependant il faut un certain déploiement de forces, par exemple, pour le rangement d'un métier, le transport d'une pièce lourde. Eh bien, à ce moment-là, les ouvriers s'aident les uns les autres, et c'est de cette façon que vous pouvez voir des enfants délicats tenir des emplois dans lesquels ils sont soi-disant obligés de faire un travail pénible. En réalité, ils

ne le font pas, ou tout au moins les camarades les y aident. C'est une chose connue de toutes les personnes qui ont vécu dans l'industrie.

Souvent nous avons entendu des philanthropes animés d'intentions excellentes nous reprocher, à nous industriels, de présenter à la conscription des jeunes gens inférieurs, comme qualités militaires, comme résistance à la fatigue, aux jeunes gens des campagnes. Le fait est absolument vrai. Mais il faut bien voir que si les industries ne donnaient pas asile à ces jeunes gens moins robustes que ceux des campagnes, ils seraient encore plus malheureux chez eux parce qu'ils n'auraient pas la possibilité de trouver du pain. Je considère donc qu'il y a ici des explications à donner sur cette question du travail des enfants, sur ce certificat d'aptitude physique. Comment entendez-vous ce service? Quelles instructions recevront les médecins qui en seront chargés?

Je sais bien, Monsieur le Ministre, que c'est un règlement d'administration publique qui réglera tout cela; mais il me semble que, trouvant pour la première fois dans une loi l'interdiction du travail pour des enfants, nous avons le droit et même le devoir de demander dans quelles conditions l'État se propose d'exercer le droit absolument nouveau qui lui est conféré.

Il existe des règlements qui assurent aux vieillards des avantages qui leur sont indispensables pour vivre; ce sont des lois de bienfaisance qui donnent à des ouvriers ce qu'ils ne pourraient pas acquérir par le travail. Mais ici nous sommes en présence d'une loi interdisant à des enfants, qu'un patron consentirait peut-être à accueillir chez lui, l'entrée de l'atelier. Eh bien, je le répète, nous avons le droit et le devoir de vous demander de quelle manière vous entendez exercer cette disposition d'une ampleur si grande et d'un caractère si nouveau. Je n'insiste pas sur ce point, j'ai promis d'être bref et je tâcherai d'être fidèle à ma promesse.

Je désirerais dire maintenant un mot de la réglementation du travail des femmes, telle qu'elle est établie par l'article 3. C'est évidemment le point capital de la loi.

Messieurs, vous avez supprimé — et j'ai voté et je voterai encore ce chapitre quand il viendra en discussion — l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. Je me félicite très hautement de cette suppression; mais je me demande, si vous gênez le travail de jour pour les femmes, ce que deviendra leur rôle dans l'industrie.

Assurément, je suis de ceux qui pensent que les femmes devraient rester autant que possible à la maison, occupées aux soins des enfants et du ménage. Mais il y a bien des cas dans lesquels cela est de toute impossibilité; et, quant à moi, je demande que vous gêniez le moins possible le travail de jour pour les femmes, sans quoi vous aboutiriez tout simplement à les exclure de partout. (*C'est vrai! à droite*).

Si vous ne voulez pas rendre aux femmes la liberté que vous comprenez fort bien ne pas pouvoir arracher aux hommes, — car vous n'aborderiez cette question à propos des femmes que parce que vous n'osez pas parler des hommes (*C'est cela! Très bien! à droite*), — cette opinion a été formulée de la façon la plus explicite au sein de la Commission du travail par M. le comte de Mun, — et c'est à cause des difficultés auxquelles vous viendriez

vous heurter ici et surtout au Sénat, si vous vouliez réglementer le travail des hommes, que vous entrez dans cette question par la petite porte, en ne parlant de la réglementation du travail que pour les femmes. (*Mouvements divers.*)

Messieurs, je désire vivement que l'atteinte portée à la liberté des femmes soit restreinte au strict minimum, et je crois que pour cela il serait possible de ne réglementer ce travail que dans un certain nombre d'industries que vous estimez contraires à leur santé.

Il y a certainement là, de votre part, une préoccupation très légitime. Vous ne voulez pas de conscrits rachitiques, et vous ne voulez pas davantage de femmes dans des conditions qui ne leur permettraient pas de produire de beaux enfants. Mais pour atteindre ce but, que vous poursuivez avec raison, il y aurait peut-être une autre réglementation à faire. Il faudrait introduire dans la législation bien des choses que je ne puis indiquer ici. (*Sourires.*)

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. — Il faudrait organiser la sélection! (*On rit.*)

M. BALSAN. — C'est cela même, mon cher collègue.

J'arrive, Messieurs, au troisième et dernier point sur lequel je désire appeler votre attention.

Le Sénat a fixé à une année l'intervalle qui doit s'écouler entre la promulgation de la loi et son application. Votre Commission n'a pas accepté cette disposition. Eh bien, je crois que vous commettriez une grave erreur en suivant son exemple.

Actuellement, le travail de nuit n'existe plus guère que dans les usines dont on vous a montré dans ces derniers temps la situation particulièrement difficile: je veux parler de l'industrie du coton. Si ces filatures travaillent jour et nuit, c'est sans doute parce qu'elles ont le placement de leurs produits. Si vous exigez d'elles la suppression du travail de nuit, c'est-à-dire non pas tout à fait de la moitié, mais certainement des 40 à 45 centièmes de leur production, il faut au moins leur donner le temps de rétablir leur matériel dans les conditions voulues pour qu'elles puissent produire autant en ne travaillant que de jour. Cela est évident.

Il faut aussi, — et c'est l'argument qui, je l'espère, vous touchera le plus, car, pour ce qui regarde l'intérêt des industriels, peut-être auriez-vous passé outre un peu trop facilement, — il faut aussi que ces maisons industrielles qui travaillent de nuit aient le temps de préparer les machines à l'aide desquelles elles emploieront tout le personnel qui travaille de nuit. Ce personnel, de 400 personnes, par exemple, travaille actuellement en deux équipes: 200 travaillent le jour et 200 la nuit. Il faut laisser aux industriels la possibilité de réorganiser leurs services de manière à pouvoir donner, de jour, du travail à 400 personnes. Je crois donc que vous n'avez absolument rien de mieux à faire que d'accepter le terme d'un an pour l'application de la loi.

Quant à moi, qui désire la suppression du travail de nuit pour les femmes, je désire comme vous l'application de cette loi, mais je suis persuadé que le délai que je réclame n'entraînera en fait aucun retard.

M. BAUDIN. — Ce n'est pas l'avis de ceux qui travaillent et qui attendent cette loi depuis dix ans.

M. BALSAN. — Cette objection a été faite à la Commission, et j'ai répondu ceci : Vous voulez que la loi soit votée; c'est là votre desideratum; vous voulez que la loi soit applicable, qu'on puisse l'exécuter, vous ne voulez pas qu'au moment même où l'on commencera à la mettre en pratique, le ministère du commerce soit obligé d'établir une infinité d'exceptions. Eh bien, il est évident que, lorsqu'un industriel vous démontrerait qu'il lui est impossible de donner à ses ouvrières qui travaillent la nuit des machines pour les occuper pendant le jour, vous seriez les premiers à dire : Il n'est pas possible de mettre tout ce personnel à la porte, de le laisser sans travail. Vous devriez subir des exceptions au moment même où la loi commencerait à être appliquée.

Qu'est-ce qu'un délai d'un an pour installer une filature de coton, une fabrique quelconque? Un an, c'est un délai excessivement court. Mais six mois! c'est à peine si l'on a le temps de commander les machines et de les recevoir.

A droite. — C'est très vrai!

M. BALSAN. — C'est pour éviter qu'on n'inscrive dans la loi, dès sa mise à exécution, des exceptions sans fin, que je me suis permis de faire cette observation.

M. ANTIDE BOYER. — C'est vous qui vous basez sur des exceptions.

M. BALSAN. — Je vous demande pardon! Voulez-vous me dire combien d'industriels travaillent de nuit? Il n'y en a qu'un très petit nombre. Généralement, il s'agit d'ateliers qui ne travaillent la nuit que parce qu'ils ne peuvent pas occuper le même personnel en ne travaillant que le jour. Pour cela, il faudra acheter des machines, des moteurs, des cardes, des filatures, etc., construire des bâtiments. Tout cela ne s'improvise pas en un jour.

M. le rapporteur me disait : « Les industriels ont dû prévoir l'application de la loi. » C'est une erreur. On ne peut pas baser une opération industrielle sur une simple prévision. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. ÉMILE JAMAIS, rapporteur. — Je voudrais, en quelques mots, préciser les conditions dans lesquelles ce projet revient devant la Chambre et indiquer ce que la Commission du travail lui demande de voter.

J'espère que ces observations extrêmement courtes abrégeront le débat et permettront à la Commission d'intervenir le moins souvent et le moins longuement possible.

Messieurs, le texte que vous avez voté au mois de février dernier contenait plusieurs principes essentiels.

D'une part, vous éleviez de 12 à 13 ans l'âge d'admission au travail de

enfants dans les usines, manufactures et autres établissements prévus par la loi.

D'autre part, vous consacriez le principe du repos hebdomadaire obligatoire.

En troisième lieu, vous interdisiez le travail de nuit aux enfants âgés de moins de 18 ans, aux filles mineures de 21 ans et même aux femmes de tout âge.

Enfin, vous fixiez à dix heures la journée de travail des personnes protégées par la loi, c'est-à-dire des enfants âgés de moins de 18 ans et des femmes de tout âge, mineures de 21 ans ou plus âgées.

Le Sénat a accepté presque tous ces principes. Il n'y a, à l'heure actuelle, de divergence entre le Sénat et la Chambre que sur un seul point.

Le Sénat a voté l'interdiction du travail de nuit, il a voté le repos hebdomadaire, il a voté l'âge de 13 ans pour l'admission des enfants au travail dans les usines. Il n'y a, je le répète, de divergence entre le Sénat et nous que sur la durée de la journée de travail des femmes.

Pour les enfants au-dessous de 18 ans et pour les filles mineures au-dessous de 21 ans, le Sénat a ratifié votre texte qui réduisait de douze heures à dix heures la journée de travail; mais il a laissé en dehors de cette réglementation les femmes de tout âge.

Votre Commission a pensé que, sur ce point, la Chambre ne pouvait pas céder. Elle estime qu'il s'agit là d'un principe qui, dans toutes les discussions qui ont eu lieu au cours de ces dernières années, a été considéré comme une des raisons d'être de la loi, comme un des principes essentiels à introduire dans notre législation. (*Très bien! très bien!*)

En résumé, la question se présente devant vous dans des termes extrêmement simples. Le débat ne porte que sur la réglementation de la journée de travail des femmes de tout âge. Voulez-vous fixer cette journée à dix heures ou maintenir la législation actuelle, qui la fixe à douze heures?

Un membre à gauche. — Je propose la fixation à onze heures.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une autre question.

J'ajoute, Messieurs, — et je me borne à rappeler ces chiffres, — que, dans votre dernière délibération, au mois de janvier dernier, c'est par une majorité de 415 voix contre 72 que vous avez adopté le principe de la réglementation de la journée de travail des femmes et de la fixation à dix heures de cette journée. Il y avait dans ce vote, surtout si on le rapproche de vos votes antérieurs, une raison impérieuse qui nous empêchait de céder, et nous vous demandons de maintenir votre texte.

Il est un autre point sur lequel la dissidence existe encore entre le Sénat et la Chambre. Nous vous demandons de maintenir votre première décision, à savoir que la loi sera mise en application six mois après sa promulgation.

Le Sénat, au contraire, a inscrit dans le texte qu'il nous renvoie un délai d'un an. Sur ce point, nous aurons des observations à présenter tout à l'heure à la tribune; pour le moment, je me borne à dire à la Chambre que, sur la

plupart des principes — quatre sur cinq — que contenait votre projet primitif, l'accord est déjà réalisé entre la Chambre et le Sénat.

Il ne reste plus qu'un effort à faire, et nous avons la conviction que votre texte, maintenu par vous et défendu par le Gouvernement avec autorité et énergie, triomphera devant le Sénat. Nous pourrions ainsi doter notre pays de l'une des réformes sociales les plus désirables et les plus longtemps attendues. (*Très bien ! très bien ! au centre et à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Demandez-vous l'urgence, Monsieur le Rapporteur ?

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, Monsieur le Président, je la demande, d'accord avec le Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur la déclaration d'urgence.

(La Chambre, consultée, déclare l'urgence. — Elle décide ensuite qu'elle passe à la discussion des articles.)

Je donne lecture des articles.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — ÂGE D'ADMISSION. — DURÉE DU TRAVAIL.

« ART. 1^{er}. — Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.

« Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés.

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément aux articles 12, 13 et 14. »

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 2. — Les enfants ne peuvent être employés par les patrons, ni être admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} avant l'âge de 13 ans révolus.

« Toutefois les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 peuvent être employés à partir de l'âge de 12 ans.

« Aucun enfant âgé de moins de 16 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin chargé d'un service public, désigné par le préfet. Cet examen sera contradictoire, si les parents le réclament.

« Les inspecteurs du travail pourront toujours requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans, déjà admis dans les établissements susvisés, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces.

« Dans ce cas, les inspecteurs auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme de l'un des médecins désignés au paragraphe 3 du présent article.

« Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance visés à l'article 1^{er}, et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel, pour les enfants âgés de moins de 13 ans, sauf pour les enfants âgés de 12 ans munis du certificat d'études primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour. »

M. Langlet a demandé la suppression du paragraphe 2 de cet article.

M. LANGLET. — Messieurs, je ne voudrais pas abuser de vos instants à propos d'une loi que nous désirons tous voir aboutir dans le plus bref délai possible, que vous avez déjà votée à une grande majorité et pour laquelle vous souhaitez que le Sénat retrouve le moins possible de différence entre le texte voté par vous et celui qu'il a lui-même adopté.

Je ne puis cependant m'empêcher de présenter quelques observations relatives au paragraphe 2 de l'article 2, qui fixe l'âge au-dessous duquel les enfants ne doivent pas travailler. Cet âge est fixé à 13 ans, conformément au principe posé par la loi sur l'instruction primaire, qui rend obligatoire jusqu'à 13 ans la fréquentation des écoles.

Or, le deuxième paragraphe de l'article 2 apporte à ce principe une exception que je trouve, pour ma part, dangereuse à divers points de vue.

Cette exception est ainsi conçue :

« Toutefois les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 peuvent être employés à partir de l'âge de 12 ans. »

C'est la suppression de cette exception que je vous demande. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Ce paragraphe a subi des fortunes diverses. Il a été, en effet, discuté dans les deux délibérations de la Chambre, rejeté d'abord, puis adopté.

La suppression du paragraphe 2, soutenue par un certain nombre de nos collègues, notamment par MM. de Mun, Dumay, Freppel, avait été votée à plus de 300 voix de majorité en première lecture. En deuxième lecture, il s'est produit un revirement : à la demande de M. Loreau, qui avait réintroduit ce paragraphe sous forme d'amendement, la Chambre l'adopta par 350 voix. Aujourd'hui, d'après votre texte, accepté par le Sénat, les enfants de

12 ans peuvent, s'ils sont pourvus du certificat d'études primaires, entrer dans les ateliers.

J'estime, Messieurs, que c'est commettre une grave erreur, une erreur qui peut non seulement être préjudiciable au but que vous vous proposez dans la loi sur le travail des enfants mineurs, des femmes et des jeunes filles, mais aussi qui peut aller à l'encontre du but même que cherche à atteindre la loi sur l'enseignement primaire. C'est sur ce côté particulier de la question que je voudrais insister.

Dans la première délibération, M. de Mun a très éloquemment soutenu des principes que j'accepte : il a dit que le développement physique des enfants à 12 ans n'était pas tellement assuré qu'on pût les livrer au travail physique dans les établissements industriels. C'est un argument considérable, je ne veux pas le contredire. J'y ajouterai même cette observation, que c'est surtout dans les villes industrielles, là où le développement physique de la population est entravé par l'excès du travail et par l'insuffisance hygiénique des habitations, là où les jeunes gens sont mis dans des conditions telles que, lorsqu'ils arrivent à l'âge du recrutement, ils sont insuffisamment préparés pour le service militaire, c'est dans ces villes que les inconvénients de votre loi se feront le plus sentir.

Ils seront extrêmement sensibles dans ces milieux parce que l'insuffisance du développement physique y coïncide avec une acuité plus vive de l'intelligence des enfants, qui leur permet d'obtenir plus tôt le certificat d'études.

On a également discuté, au cours de la délibération à laquelle je fais allusion, la question de savoir quel était le nombre d'enfants pourvus du certificat d'études. Les uns ont dit : Il n'y en a presque pas, et ce n'est pas la peine de vous en inquiéter. Mettez dans la loi la possibilité de profiter de cette exception ; presque personne n'en usera.

L'argument ne me touche pas beaucoup. Si, en effet, cette exception ne devait intéresser personne, ce ne serait pas la peine de la constituer.

Mais il n'en est pas ainsi. M. Loreau lui-même, en demandant de rétablir le paragraphe 2, a déclaré qu'il avait dans ses établissements industriels un certain nombre d'enfants munis du certificat d'études qui n'avaient que 12 ans. Par conséquent le fait existe, et il existe dans des proportions assez considérables.

Il serait d'ailleurs fort difficile d'établir une statistique des enfants de 12 ans qui passent l'examen pour l'obtention du certificat d'études. Les documents fournis à cet égard par le Ministère de l'instruction publique ne nous renseignent pas suffisamment.

En effet, alors que certains de nos collègues ont cru pouvoir parler d'un maximum de 5 à 10 p. 100 pour le nombre des enfants munis du certificat d'études primaires, d'autres parlaient de 84 p. 100.

En réalité, aucun de ces chiffres n'est exact.

J'en suis livré à quelques recherches qui ont porté sur un certain nombre de départements, et de ce travail il résulte d'une manière approximative que le nombre des enfants possédant le certificat à la fin de leurs études varie de 15 à 20 et 30 p. 100.

Par conséquent, vous le voyez, ce n'est pas une quantité négligeable, in-

signifiante. Sur ce nombre, les enfants de 12 ans sont assez nombreux, et j'estime — et c'est sur ce point que je veux insister — que leur nombre s'accroîtrait encore après le vote du projet de loi qui nous est soumis.

Mais, me direz-vous, vous aurez le certificat d'aptitude physique, qui a pour but de remédier à une partie des inconvénients que vous signalez.

Je l'accepte, bien que, comme on l'a dit tout à l'heure, il doive être d'une application difficile et donner des résultats très discutables; je l'accepte, parce qu'il permettra d'éliminer un certain nombre d'enfants absolument incapables de travail, tout en en laissant passer un certain nombre d'autres qui seront soumis à un travail prématuré.

J'arrive à mon argument principal, à celui qui n'a pas été ou qui n'a été que très peu indiqué dans les discussions des premières délibérations : je veux parler de l'influence que l'adoption de cet article aura sur l'instruction primaire elle-même.

M. LOREAU et un certain nombre de nos collègues avec lui ont espéré « que ce serait une prime au travail, un encouragement pour les enfants qui ont fait de bonnes études ». Ce sera en réalité une prime aux examens hâtifs, qui aboutira à un abaissement notable du niveau des études et qui diminuera sensiblement la valeur pédagogique déjà contestable du certificat qui les consacre.

J'estime que du moment où les enfants pourront entrer dans l'atelier à 12 ans avec le certificat d'études, au lieu de passer leur examen à l'âge de 13 ans, comme ils le font ou pourraient le faire, ils le passeront à 12 ans.

Vous abaisserez donc la valeur pédagogique de cet examen. Je prétends que vous abaisserez aussi la valeur morale de l'instruction primaire qui ne peut avoir toute son efficacité, toute son influence morale, que dans les dernières années de la fréquentation scolaire. Vous pouvez sans inconvénient donner un certificat d'études à un enfant de 11 à 12 ans qui va continuer ses études soit dans une école primaire supérieure, soit dans un autre établissement; mais si vous le donnez à un enfant qui va renoncer à tout travail intellectuel pour entrer dans un atelier, vous abandonnez cet enfant de 12 ans qui n'aura plus pour guide que ces camarades d'atelier; vous reconnaîtrez aisément que c'est insuffisant.

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — Que ferez-vous de cet enfant, quand il n'ira pas en classe ?

M. LANGLET. — Je connais cet argument, qui a été produit dans la dernière discussion. Je réponds que, si l'enfant ne peut pas entrer dans un atelier à l'âge de 12 ans, il ne passera l'examen du certificat d'études qu'à l'âge de 13 ans. On ne sera donc pas embarrassé de savoir ce qu'il devra faire. Il continuera à aller à l'école.

Je fais donc appel à M. le Ministre du commerce afin qu'il n'insiste pas pour le vote de ce paragraphe, parce qu'il ne lui procurera pas d'avantages sérieux au point de vue de l'organisation du travail et qu'il diminuera forcément le résultat qu'on attend des études primaires.

Qu'a-t-on voulu en effet par la loi de 1880 ? Assurer aux enfants un mini

mum d'instruction, et c'est sur de très sérieuses raisons qu'on s'est basé pour prolonger jusqu'à l'âge de 13 ans la fréquentation scolaire.

Dans la discussion de 1880, un de nos collègues de la droite, M. Lorois, demandait qu'on limitât de 7 à 11 ans le séjour des enfants à l'école primaire. M. Jules Ferry, alors président du conseil, répliquait par la phrase suivante :

« Parmi les motifs qui nous font tenir au principe de l'obligation, j'ai insisté particulièrement sur ce détail de notre état scolaire, à savoir que l'immense majorité des enfants qui sont présents dans l'école pendant un temps malheureusement trop court ne dépasse pas l'âge de 11 ans; j'ai expliqué que c'était pour étendre cet âge de la scolarité, afin de la rendre moins insuffisante, que le principe de l'obligation était nécessaire.

« C'était, en effet, pour obtenir la fréquentation scolaire des jeunes générations de 11 à 13 ans que l'article vous était soumis, et c'était une des principales dispositions du projet de loi. »

A mon avis, cet argument est aussi bon aujourd'hui qu'il y a dix ans. Le certificat d'études, qui peut être donné dès l'âge de 12 ans pour des considérations particulières d'ordre pédagogique, ne doit pas servir à avancer l'âge du travail industriel. Je termine. En somme, dans la loi de 1880, on a voulu que l'enfant fréquentât l'école jusqu'à l'âge de 13 ans, et, dans la loi que vous faites aujourd'hui, vous voulez fixer à cette même époque de leur vie l'âge de l'entrée dans les ateliers.

Mettez donc ces deux lois en concordance parfaite; soyez logiques et faites en sorte que la loi actuelle n'aille pas, par une exception fâcheuse, contredire dans son principe celle qui a été votée en 1880.

Si vous mainteniez la solution que vous avez adoptée lors de la dernière discussion, vous compromettriez certainement, en même temps que le développement physique des enfants, leur développement intellectuel et moral en diminuant l'importance d'une des lois fondamentales de la République. (*Très bien! très bien!*)

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.* — Messieurs, je répondrai en peu de mots à l'honorable M. Langlet, car je ne veux pas revenir sur les débats approfondis de vos dernières délibérations.

Vous avez adopté la disposition en ce moment critiquée, précisément pour favoriser le travail sans porter aucune atteinte à l'exécution de la loi sur l'enseignement primaire. Cette loi n'a pas fixé à 13 ans l'âge minimum où l'enfant peut obtenir son certificat, elle l'a fixé à 11 ans. Vous restez par conséquent au-dessus de cette limite en inscrivant l'âge de 12 ans dans l'article qui vous est actuellement soumis.

Je demande à la Chambre la permission de faire à ce sujet une observation générale.

Je ne conteste pas le droit que l'honorable préopinant a exercé en discutant un point sur lequel la Chambre et le Sénat sont d'accord; toutefois, il ne me semble pas que ce soit une bonne méthode de travail. Si vous voulez voir enfin appliquée la loi qui revient aujourd'hui devant vous pour la troi-

sième ou quatrième fois, il ne faut pas discuter à nouveau les dispositions sur lesquelles les deux Chambres sont d'accord.

Qu'il y ait discussion sur les points où l'accord n'est pas fait, je le comprends, puisque la loi revient devant vous pour cela, mais si nous recommençons à discuter comme au premier jour toutes les dispositions des articles de la loi, nous n'en finirons plus; nous n'aboutirons à aucun résultat utile cette fois encore. (*Très bien! très bien!*)

M. MONTAUT. — Vous avez absolument raison!

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets d'abord aux voix le paragraphe 1^{er}, qui n'est contesté par personne et qui est ainsi conçu :

« ART. 2. — Les enfants ne peuvent être employés par les patrons, ni être admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er}, avant l'âge de 13 ans révolus. »

(Le paragraphe 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

Le paragraphe 2 est ainsi conçu :

« Toutefois les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 peuvent être employés à partir du l'âge de 12 ans. »

C'est ce paragraphe dont M. Langlet demande la suppression.

La Commission et le Gouvernement sont d'accord pour en demander le maintien.

(Le paragraphe 2, mis aux voix, est adopté.)

« Paragraphe 3. — Aucun enfant âgé de moins de 16 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin, chargé d'un service public, désigné par le préfet. Cet examen sera contradictoire, si les parents le réclament. »

Le texte qui revient au Sénat portait : « Aucun enfant de moins de 13 ans... », mais je crois que c'est une erreur d'impression.

M. RICARD (Seine-Inférieure), *président de la Commission*. — Oui, Monsieur le Président, c'est une erreur d'impression.

M. LE PRÉSIDENT. — Sur ce paragraphe, M. Dron a demandé la parole.

M. DRON. — Monsieur le Président, j'y renonce, puisque la Commission reconnaît qu'il y a une erreur d'impression et qu'il faut lire « 16 » ans au lieu de « 13 »; seulement, je lui ferai remarquer que c'est sur un amen-

dement formel de M. Blavier demandant la réduction à 13 ans que le Sénat a exigé le certificat d'aptitude seulement pour les enfants qui ont le certificat d'études.

M. RICARD (Seine-Inférieure). — La rédaction de la Commission est « 16 ans ».

M. LE PRÉSIDENT. — D'ailleurs la limite de « 13 ans » n'aurait pas pu concorder avec le texte de la Commission.

M. BALSAN. — Je demande à faire remarquer que c'est en supposant 16 ans que j'ai présenté mes observations.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Dron renonce à la parole?

M. DRON. — Oui, Monsieur le Président, tout en persistant à croire que l'article est inapplicable.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la fin de l'article 2.

(La fin de l'article 2, mise aux voix, est adoptée. — L'ensemble de l'article 2 est ensuite adopté.)

« ART. 3. — Les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure, et pendant lesquels le travail sera interdit. »

Sur le paragraphe 1^{er} de cet article, il y a un amendement de MM. Loreau, Krantz, Léon Renard, Georges Berger, Albert Ferry et Muller, ainsi conçu :

« Les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans et les filles mineures, dans les établissements prévus à l'article 1^{er}, et les femmes, dans les établissements désignés par un règlement d'administration publique, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. »

M. LOREAU. — Messieurs, je ne serais pas intervenu s'il s'agissait d'un article nous revenant du Sénat sans modifications, et je me conformerais à la remarque si justement faite par M. le Ministre du commerce, car nous voulons tous que la loi aboutisse dans le plus bref délai. Mais vous savez qu'il n'y a pas identité entre la rédaction présentée par la Commission et celle qui nous a été renvoyée par le Sénat pour l'article relatif aux femmes. En dernier lieu, après des débats approfondis sur un amendement présenté par l'honorable M. Béranger, le Sénat a supprimé les mots « et les femmes » dans l'article 3.

M. LAROCHE-JOUBERT. — Il a eu raison !

M. LOREAU. — Nous n'avons pas à recommencer les débats qui ont eu lieu ici ni à rappeler les éloquentes discours qui ont été prononcés. Nous sommes tous d'accord sur ce point que, lorsqu'il s'agit d'établissements présentant des dangers et des souffrances possibles, l'État doit intervenir.

Nous sommes tous d'accord aussi pour respecter, de la façon la plus large, la liberté de ceux que le Code civil reconnaît comme majeurs.

La question d'application de ce principe se pose aujourd'hui pour les femmes majeures. Or, la Chambre se trouve, à l'heure actuelle, en présence non seulement de la loi relative à la réglementation du travail, mais encore d'une série de propositions présentées par nos collègues de tous les côtés de la Chambre et réclamant l'émancipation de la femme, demandant qu'elle soit autorisée à toucher elle-même son gain, son salaire, qu'elle puisse être témoin dans les actes de l'état civil.

Ce mouvement favorable à l'extension des droits de la femme est indiscutable.

La loi actuelle, avec la disposition qui vous est proposée par la Commission, rentre-t-elle dans cet ordre d'idées ? Évidemment non.

Mais cette loi renferme aussi, et c'est là son caractère principal, des dispositions protectrices pour les enfants, les mineurs, les faibles. Nous sommes absolument désireux de voir ces dispositions appliquées dans le plus bref délai possible. Or, ce n'est pas en nous mettant en opposition avec le Sénat sur une question de principe que nous obtiendrons ce résultat.

C'est pour éviter cette opposition, et désireux de respecter la liberté de la femme et les droits de l'État, que nous avons, mes amis et moi, déposé notre amendement.

Au lieu de décider que les femmes, dans tous les cas prévus à l'article 1^{er}, de même que les enfants et les filles mineures, ne pourront travailler que dix heures par jour, nous proposons que, pour la femme, cette restriction ne soit appliquée que dans certains établissements déterminés par un règlement d'administration publique. (*Interruptions à gauche.*)

A gauche. — C'est de l'arbitraire !

M. LOREAU. — Quant à moi, je crois qu'il est toujours dangereux de soumettre à une réglementation unitaire et brutale tous les cas qui peuvent se présenter, surtout quand cette réglementation porte atteinte à ce qui doit nous tenir le plus au cœur : le respect de la liberté. Ne portez pas inutilement atteinte à la liberté de la femme. Laissez la mère disposer de ses forces en faveur de ses enfants suivant ce que lui dicteront sa volonté et son courage. (*Interruptions.*)

Oui, il y a des cas, dans l'industrie, qui présentent des dangers ; c'est dans ces cas-là que nous demandons qu'un règlement d'administration publique intervienne, et je dois rappeler à la Chambre que les dispositions que nous proposons, plusieurs de mes collègues et moi, se trouvent prévues dans la loi relative à la responsabilité des accidents.

Si vous prenez l'article 1^{er}, vous y lirez : « Dans toute industrie où le travail sera reconnu dangereux, le chef de l'entreprise sera responsable. »

Vous avez fait, dans la loi sur la responsabilité des accidents, une classification spéciale, et, dans ce même article 1^{er}, vous dites à la fin : « Un règlement d'administration publique déterminera les établissements en question. »

Notre amendement reproduit donc une disposition figurant dans un projet de loi déposé par le Gouvernement lui-même, et il répond, pensons-nous, à la pensée de la Chambre, puisqu'il doit assurer la protection des faibles et le respect de la liberté. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. — Quel sera le sort des filles majeures? il n'en est pas question dans la loi!

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, repousse l'amendement de l'honorable M. Loreau. Elle pense que, si l'on peut s'en référer à un règlement d'administration publique pour les détails d'exécution de la loi, on ne peut pas le faire quand il s'agit de poser un principe. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Les raisons pour lesquelles nous croyons devoir réglementer la journée du travail des femmes ont été si souvent portées à la tribune, qu'il est inutile d'y revenir. Je me borne à faire remarquer qu'elles ont été approuvées, dans la dernière délibération de la Chambre, par 415 voix contre 72. Nous vous demandons, Messieurs, de nous donner aujourd'hui une majorité aussi forte pour fortifier auprès du Sénat le texte que nous proposons et amener un accord entre les deux Chambres. (*Très bien! très bien!*)

M. LOREAU. — Messieurs, je n'ai qu'un mot à répondre à M. le Rapporteur qui vous rappelait la grande majorité avec laquelle vous avez voté le projet de loi de retour du Sénat. Mon honorable collègue me permettra de lui rappeler à mon tour, à l'occasion d'un paragraphe relatif à l'admission au travail, à 12 ans, des enfants ayant leur certificat d'études, paragraphe auquel faisait tout à l'heure allusion notre honorable collègue M. Langlet, il me permettra de lui rappeler, dis-je, que la première fois, à une majorité de plus de 250 voix la Chambre a rejeté une disposition additionnelle tendant à déclarer que l'enfant instruit et robuste de corps pouvait utiliser, aussitôt acquises, cette instruction et ces forces. Mais plusieurs mois après, lors d'une seconde délibération, m'étant trouvé appelé à reprendre et à défendre cette disposition, la Chambre a bien voulu revenir sur son vote précédent et adopter la disposition avec une majorité de 180 voix.

Pour arriver le plus vite possible à une solution que tout le monde désire, ne vous semble-t-il pas plus sage de renvoyer au Sénat cette disposition ne réglementant le travail de la femme que dans des cas spéciaux, déterminés, plutôt qu'un texte vous mettant avec le Sénat en opposition absolue sur une question de principe. Ainsi, vous pouvez éviter que la loi vous soit à nouveau retournée; vous éviterez un nouvel ajournement à la mise en pratique de cette loi de protection des enfants, loi que nous souhaitons tous de voir

promulguer sans délai, et vous échapperez certainement à une lourde responsabilité. C'est dans cet esprit que nous vous demandons de voter l'amendement que je viens d'avoir l'honneur de défendre devant vous. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. LÉON SAY. — Messieurs, je voudrais faire d'abord une observation de fond, puis une observation de forme sur la position de la question.

M. le Rapporteur vient de dire qu'on ne pouvait pas prévoir des règlements d'administration publique au fur et à mesure des différentes solutions apportées dans les articles de la loi que nous discutons pour en rendre l'application possible; c'est cependant ce que la Commission a trouvé bon de faire à la suite de l'article 5 par deux articles, les articles 6 et 7.

Je ne vois donc aucun inconvénient à prévoir de même un règlement d'administration publique pour expliquer l'article 3 et en faciliter l'application, de même que vous avez prévu un règlement par l'article 7 pour expliquer l'article 5 et en faciliter l'application.

Telle est mon observation de fond. Voici maintenant mon observation de forme, qui ne concerne pas la Commission.

Je me demande, Monsieur le Président, comment ceux qui désirent conserver la rédaction du Sénat pourront manifester leur opinion, si vous mettez aux voix, d'un seul bloc, l'amendement de M. Loreau avec le corps de l'article, puisque M. Loreau n'a besoin d'introduire une disposition que parce que la rédaction du Sénat n'a pas été maintenue pour l'article. On pourrait peut-être voter par division.

L'article 3 est ainsi conçu : « Les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes, etc. »

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. — Et les filles majeures? Il n'est question que des filles mineures et des femmes.

M. LÉON SAY. — Comment les membres de la Chambre qui auraient la volonté de conserver la rédaction du Sénat, c'est-à-dire « les filles mineures » sans ajouter les mots « et les femmes de tout âge », pourront-ils exprimer leur opinion si l'amendement de M. Loreau est mis aux voix en même temps que l'ensemble de l'article? (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. BOUDENOOT. — Reprenez le texte du Sénat à titre d'amendement?

M. LE RAPPORTEUR. — Il me semble, Messieurs, que la question de forme soulevée par l'honorable M. Léon Say est très facile à trancher. Vous êtes en présence d'un texte qui met sur la même ligne les enfants jusqu'à 18 ans, les filles mineures et les femmes. Si les adversaires de la loi ne veulent pas assimiler aux deux premières catégories de personnes les femmes majeures, ils peuvent demander la division, comme ils l'ont fait au Sénat. Lorsque la Chambre se sera prononcée sur les deux premières catégories, elle se prononcera ensuite sur les mots « et les femmes ».

Voilà pour la question de forme.

Sur la question de fond, je n'ai pas dit que la loi, en ce moment soumise à vos délibérations, ne prévoit pas de règlement d'administration publique; mais ce que j'ai dit, et, je le crois, avec l'assentiment de la majorité de la Chambre, c'est qu'il n'est pas possible de s'en référer à un règlement d'administration publique pour décider sur un principe aussi important que celui de la limitation de la journée de travail. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

C'est à la Chambre qu'il appartient de se prononcer sur ce principe.

Je fais remarquer que, si nous sommes partisans de la réduction de la journée de travail pour les femmes, ce n'est pas seulement pour des considérations d'hygiène, car il suffirait d'édicter des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Mais nous pensons qu'il faut réduire à dix heures la journée de travail, pour ne pas excéder les forces de la femme (*Très bien! très bien!*) et pour lui permettre aussi de remplir ses devoirs de mère de famille et d'épouse.

C'est là un principe qu'il appartient à la Chambre de poser et de trancher d'une manière précise et définitive, et nous repoussons le renvoi à un règlement d'administration publique. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

M. LÉON SAY. — Je reprends le texte du Sénat.

M. LE PRÉSIDENT. — La rédaction du Sénat est le texte en discussion; on ne peut donc pas le reprendre à titre d'amendement. Ce que l'on peut faire, c'est, comme le disait M. le Rapporteur, demander la division. La Chambre votera d'abord sur ces mots « les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans et les filles mineures », et ensuite sur ces mots « et les femmes ».

M. LOREAU. — Permettez-moi de faire remarquer, Messieurs, que l'on pourrait très bien ne pas adopter le texte du Sénat et voter, au contraire, l'amendement que j'ai l'honneur de présenter. Le Sénat déclare que, dans tous les cas, les femmes seront libres, tandis que, avec un certain nombre de mes collègues, je propose de les laisser libres, sauf dans les cas où il y aura danger et où l'État devrait intervenir pour réglementer leur travail.

Par conséquent si l'on vote sur les mots « et les femmes » nous ne pouvons plus nous prononcer sur notre amendement qui n'entrave la liberté qu'en cas de danger.

M. ANTIDE BOYER. — Le travail prolongé est un danger.

M. RICARD (Seine-Inférieure). — Lors de la dernière délibération, l'amendement qui est repris par l'honorable M. Léon Say était présenté par l'honorable M. Laroche-Joubert, M. Loreau et M. Léon Say ont voté l'amendement de M. Laroche-Joubert. Aujourd'hui, la situation n'est pas changée et la Chambre doit maintenir les mots « et les femmes » qu'elle a inscrits une première fois par 415 voix contre 72.

On pourra, après cela, voter sur l'amendement de M. Loreau tendant à substituer à la loi un règlement d'administration publique qui aurait pour

effet, s'il est très large, de comprendre toutes les femmes, et s'il est sévère de les exclure toutes. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, il y a une manière très simple de résoudre la difficulté : l'amendement de M. Loreau doit être soumis à la prise en considération ; à ce titre, il aura la priorité.

Je vais consulter la Chambre sur la prise en considération de cet amendement. S'il est pris en considération, il sera renvoyé à la Commission ; sinon, la Chambre votera sur l'article de la Commission et la division pourra être demandée.

Je consulte la Chambre sur la prise en considération de l'amendement de M. Loreau. Il est ainsi conçu :

« Les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans et les filles mineures, dans les établissements prévus à l'article 1^{er}, et les femmes, dans les établissements désignés par un règlement d'administration publique, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. »

Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	496
Majorité absolue.....	249
Pour l'adoption.....	179
Contre.....	317

(L'amendement n'est pas pris en considération.)

Nous allons procéder au vote de l'article 3 par division.

Je mets d'abord aux voix les premiers mots de l'article : « Les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans et les filles mineures... »

(Ces mots, mis aux voix, sont adoptés.)

Je mets ensuite aux voix les mots : « et les femmes... »

Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	499
Majorité absolue.....	250
Pour l'adoption.....	360
Contre.....	139

(La Chambre des députés a adopté.)

Je mets aux voix la fin de l'article 3.

(La fin de l'article 3 est adoptée. — L'ensemble de l'article est ensuite mis aux voix et adopté.)

« ART. 4. — Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit; toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun.

« Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

« Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées.

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

M. DRON. — Messieurs, je demande la suppression, au paragraphe 2 de l'article 4, d'une disposition additionnelle qui a été introduite par le Sénat sur la proposition de l'honorable M. Waddington.

L'idée de cette tolérance a été admise à la suite des renseignements qui ont été fournis au Sénat sur une organisation nouvelle du travail à Saint-Chamond dans les fabriques de lacets.

Au cours des discussions qui avaient eu lieu antérieurement dans cette enceinte, alors que nous avions le plaisir de compter comme collègue et même comme rapporteur du projet de loi l'honorable M. Waddington, nous ne nous étions pas laissé émouvoir par les réclamations de certains fabricants de lacets, et nous avons décidé la suppression du travail de nuit pour les femmes. (*Interruptions.*)

Je prie la Chambre de m'accorder toute son attention. La question que je traite devant elle est d'une importance capitale, car la suppression du travail de nuit deviendrait un vain mot, en fait, si elle acceptait l'amendement qui a été voté par le Sénat.

Les protestations répétées que nous avons reçues des fabricants de lacets de Saint-Chamond n'avaient trouvé aucun écho parmi nous, tant il nous avait paru évident que nous nous trouvions en présence d'un abus condamnable dont la disparition s'imposait.

En effet, à côté de ces protestations, le Gouvernement et la Chambre avaient reçu des pétitions très nombreuses provenant de fabricants de lacets qui étaient les concurrents de ceux-là mêmes qui protestaient contre la

suppression du travail de nuit. Ces concurrents nous disaient : Nous ne voulons pas du travail de nuit; mais nous ne pouvons plus lutter contre ceux qui en profitent, parce qu'ils bénéficient ainsi sur leurs frais généraux d'une réduction de 7 à 8 p. o/o; nous demandons donc qu'on leur supprime cette faculté, sinon nous serons obligés de faire comme eux, et alors vous voyez la conséquence: l'équilibre entre la production et la consommation sera rompu, la surproduction avilira les prix des objets fabriqués et ce sera la ruine de notre industrie.

Voilà le raisonnement très sensé que nous tenaient les fabricants qui étaient partisans de la suppression du travail de nuit.

Quels étaient les fabricants? Ils appartenaient un peu à toutes les régions, et je puis vous citer quelques extraits des pétitions qu'ils nous ont adressées :

« Les soussignés, fabricants de tissus et lacets, demeurant à Paris, exposent que leur industrie se trouve dans la situation la plus déplorable par suite de l'abus fait dans la Loire du travail de nuit. Ce travail de nuit vient ajouter un nouvel encombrement qui mettra le fabricant dans la nécessité absolue de cesser même le travail de jour.

« Nous vous demandons, au nom de la morale pour les femmes et au nom des intérêts de nos nombreux ouvriers, de nous permettre de vivre sur le pied d'égalité, et d'interdire, d'une façon absolue, le travail de nuit de toutes les femmes dans les usines de lacets de France. »

Puis, ce sont les fabricants d'Amiens qui exposent la situation difficile qui leur est faite et qui ne provient pas, comme on serait tenté de le croire, de la concurrence étrangère, mais bien plutôt d'un excès de production indigène dû au travail de nuit de Saint-Chamond.

Une pétition des fabricants et des ouvriers de Nîmes dit la même chose, et ajoute :

« Nous désirons l'égalité pour tous et demandons que de même qu'à Nîmes, Amiens, Saint-Quentin, Paris et Neuilly, les fabriques de lacets de la Loire ne travaillent que de jour, afin de nous permettre de gagner notre pain. En un mot, nous demandons l'interdiction du travail de nuit dans toutes les manufactures de lacets de France.

« Comme vous le savez, dans notre malheureux pays, à cause des ravages du phylloxéra, grand nombre de cultivateurs sont venus chercher du travail à la ville, mais la disparition de presque toutes nos anciennes industries locales laisse leurs bras inoccupés. Celle des lacets, une des dernières et certainement la plus importante, risque de disparaître si vous ne prenez en mains notre cause. » — Suivent 182 signatures.

Enfin, dans le canton même de Saint-Chamond, là où certains fabricants protestaient contre la suppression du travail de nuit, M. le Ministre du commerce et de l'industrie a ordonné une enquête dont voici les conclusions :

« Si l'on examine l'enquête faite auprès des industriels intéressés, on les trouve divisés en deux groupes presque égaux, soit comme nombre, soit comme importance industrielle.

« Le premier, composé d'industriels intéressés d'une façon toute personnelle au maintien du travail de nuit pour la femme, disent : L'interdiction du travail de nuit à la femme est la ruine de l'industrie dans notre contrée; on ne doit pas l'abolir.

« Le second, composé d'industriels plus généreux que les précédents et voulant l'amélioration du sort de l'ouvrier, disent : L'abolition du travail de nuit sera une mesure sage et humanitaire. Elle ne peut entraîner avec elle aucune conséquence désavantageuse pour l'industrie et ne sera qu'un bien pour l'ouvrière. L'État doit absolument interdire le travail de nuit à la femme de tout âge.

« L'inspecteur, après mûr examen des avis exprimés individuellement par les industriels interrogés, est d'avis que les seconds doivent être écoutés et que le travail de nuit doit être absolument interdit aux femmes de tout âge. »

En présence de ces pétitions, de ces protestations et de cette enquête, qu'ont fait les fabricants de Saint-Chamond qui voulaient continuer le travail de nuit ? Prévoyant que l'interdiction qui avait été votée par la Chambre pourrait l'être également par le Sénat, ils n'ont pourtant pas considéré la partie comme tout à fait perdue pour eux, et ils ont imaginé ce système, que l'amendement adopté par le Sénat tendrait à rendre légal et que, grâce à une tolérance administrative, ils appliquent actuellement.

Je ne puis mieux faire, pour vous donner une idée de la nouvelle organisation du travail qu'on préconise à Saint-Chamond, que de vous lire la déposition très courte qui a été faite devant la Commission d'enquête parlementaire du travail par le président de l'association des fabricants de Saint-Chamond :

« J'ai eu l'honneur, a dit M. Jury, d'être entendu par la Commission du travail à Paris, au moment de l'élaboration du projet de loi sur le travail des enfants et des femmes. J'avais appelé, sans succès, l'attention de la Commission sur la nécessité d'autoriser, pour la fabrique de lacets, le travail de 4 heures du matin à 10 heures du soir; de cette façon il nous aurait été facile d'organiser deux postes de huit heures et demie, avec une demi-heure de repos pour chaque poste.

« J'ai demandé depuis, à la préfecture de la Loire, l'autorisation de mettre en pratique cette organisation, et actuellement le travail dans nos usines comprend un poste de 4 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, et un second poste de 1 heure de l'après-midi à 10 heures du soir. J'ai pu arriver ainsi à la suppression du travail de nuit.

« La production a été diminuée de 25 p. 0/0 et le salaire de 10 p. 0/0. Les ouvrières se trouvent bien du nouvel état de choses, et elles sont d'accord avec nous pour demander la consécration législative de la tolérance administrative dont nous jouissons. »

Ainsi donc, on vous demande, Messieurs, de suspendre les effets de la loi pour une industrie. On vous fait cette demande dans l'intérêt des ouvrières qu'emploie cette industrie, et le premier résultat auquel on arrive est une réduction des salaires de 10 p. 0/0. Tel est l'état de la question.

La chambre de commerce de Tourcoing, trouvant cette situation absolument anormale, a spontanément envoyé à M. le président de la Commission

du travail un rapport très démonstratif, qui est une protestation contre l'amendement voté par le Sénat. Je ne crois pas abuser des moments de la Chambre en lui donnant connaissance de ce document, car cette question est véritablement importante.

Il s'agit de savoir si, oui ou non, nous maintiendrons l'interdiction du travail de nuit que nous avons décidée, ou si, au contraire, nous accepterons une sorte de contrefaçon de ce travail de nuit en adoptant un amendement qui serait la négation même des principes que nous avons posés.

Cela est si vrai que l'observation en a été faite au rapporteur du Sénat quand il a donné les renseignements, auxquels j'ai fait allusion, sur la nouvelle organisation du travail à Saint-Chamond.

Voici en quels termes M. Madignier, sénateur de la Loire, lui a répondu :

« Vous venez de dire, Monsieur le Rapporteur, qu'à Saint-Chamond on a organisé le travail au moyen de deux équipes, l'une travaillant de 4 heures du matin à 1 heure du soir, l'autre, de 1 heure à 10 heures du soir ; si donc vous voulez être logique, il faut modifier votre loi et demander que le travail de nuit commence à 10 heures du soir et finisse à 4 heures du matin. »

En effet, on ne saurait se faire aucune illusion à cet égard : la logique exige qu'au lieu d'adopter l'amendement du Sénat, vous déclariez que les limites de la journée légale seront 4 heures du matin et 10 heures du soir, et non plus 5 heures du matin et 9 heures du soir. Vous ne le ferez pas, pas plus que le Sénat, parce que ce serait contraire à la fois au bon sens, aux usages et en opposition avec toutes les législations européennes. Mais alors, si vous ne voulez pas le faire, n'acceptez pas un amendement qui aboutit à des conséquences identiques.

Permettez-moi d'analyser brièvement les arguments que la chambre de commerce de Tourcoing fait valoir à l'appui de son opinion :

« Nous n'énumérerons pas, dit-elle, les considérations puissantes d'ordre économique et social qui militent en faveur de l'abolition complète du travail de nuit... mais nous devons protester contre la restriction apportée à ce principe par l'amendement Waddington. Nous estimons que cette faculté de prolonger le travail serait dangereuse tant au point de vue économique qu'au point de vue humanitaire.

« En effet, avec la réduction à dix heures, si vous admettez le système de deux équipes travaillant chacune neuf heures, quand l'écart entre le travail de un ou deux postes d'ouvriers ne sera plus que d'un dixième, l'industriel aura tout intérêt à former une seconde catégorie, à chaque période d'activité commerciale. En répartissant ses frais généraux sur dix-huit heures de travail, il pourra facilement accorder la légère majoration de salaire qui lui incombera... »

En supposant qu'il veuille l'accorder, car on ne s'est pas fait faute à Saint-Chamond de faire subir une réduction au salaires des ouvrières.

« ... Mais, la classe ouvrière, dans ses revendications relatives à la diminution des heures de travail, n'a-t-elle eu en vue que la question de bien-être ? Pour quiconque connaît les ouvriers, il est évident que le but poursuivi

était d'assurer une répartition plus régulière du travail qui rendrait les les chômages moins fréquents. Or, il est certain que ce n'est pas en accordant la faculté de doubler la production du jour au lendemain qu'on obtiendra ce résultat.

« Dans les revendications qui se sont produites, de la part des ouvriers, pour la journée de huit heures, nous avons vu surtout se plaindre les ouvriers d'usines où l'on travaille actuellement la nuit, à certaines périodes de grands arrivages de laine.

« Nous voulons huit heures, nous disaient-ils, et nous voulons la suppression du travail de nuit, parce que nous voulons une répartition plus constante et plus durable du travail. A quoi bon gagner, pendant sept ou huit mois de l'année, des salaires qui paraissent élevés, si le chômage total ou partiel des quatre ou cinq mois qui suivent diminue tellement le salaire perçu antérieurement, qu'il ne nous donne plus qu'un gain insuffisant pour l'année? »

La chambre de commerce de Tourcoing a bien raison; l'expérience vous l'apprendra. Dans les peignages de laine, au moment des grands arrivages pendant les premiers mois de l'année, dans les filatures de coton, quand les prix seront rémunérateurs, surtout quand vous aurez appliqué cette sorte de prime à l'exportation que le Sénat a votée dernièrement, et peut-être même dans les fabriques de tissus et des tapis, aussi bien que dans les fabriques de lacets, vous verrez appliquer cette organisation du travail, ce système des deux équipes, et alors, comme je disais tout à l'heure, vous aboutirez à la désorganisation du travail et à l'avilissement des prix des objets fabriqués.

« Au point de vue humanitaire, ajoute la chambre de commerce de Tourcoing, nous constatons tout d'abord que l'amendement de M. Waddington ne prévoit pas l'interruption de travail dans l'emploi des deux postes. Or, il serait abusif de demander à un ouvrier de fournir un labeur, souvent pénible, de neuf heures consécutives, évidemment plus fatigant que le travail de douze heures avec trois repos.

« Nous ferons ensuite remarquer que les ouvriers sont souvent obligés de chercher hors des centres industriels, parfois assez loin dans la campagne, du logement à prix modique; ils ont donc une demi-heure, quelquefois même une heure de route à parcourir pour se rendre au travail. N'y aurait-il pas de graves inconvénients, au point de vue de la morale, à laisser circuler sur la voie publique, presque toujours déserte à une heure aussi avancée, des jeunes gens, voire même des enfants des deux sexes de 14 à 18 ans? Enfin, tous les arguments qui ont été formulés contre le travail de nuit surgiraient de nouveau, car il est avéré que les actes d'immoralité se commettent bien plutôt à la sortie des ateliers que pendant le travail même alors que la surveillance peut utilement s'exercer. »

On m'objectera sans doute que, pour les fabriques de lacets, les inconvénients que la chambre de commerce relève au point de vue de la morale n'existent pas, parce que les ouvrières, logées dans les dépendances de la fabrique, ne sont pas exposées aux dangers de ces voyages nocturnes. Autant

vaudrait dire alors que nous devons encourager l'existence de ces dépendances d'usines, de cette cohabitation, de cet entassement des ouvrières dans ces dortoirs de la Loire, sur lesquels je vous dirai un mot en terminant.

Savez-vous ce que sont ces fameux dortoirs des usines de la Loire et des environs ?

Voici ce que je trouve dans un rapport adressé à M. le Ministre du commerce, qui nous a été communiqué pendant le voyage de la Commission d'enquête parlementaire. Ce rapport est signé de l'inspecteur divisionnaire :

« A part quelques rares usines où les dortoirs présentent toutes les conditions de salubrité désirables et où chaque ouvrière a son lit propre, dans la plupart des autres, au contraire, le couchage des ouvrières est dans les plus détestables conditions hygiéniques et de moralité.

« Les dortoirs des ouvrières sont généralement des combles où elles gèlent l'hiver et étouffent l'été, trop petits pour le nombre des ouvrières logées, mal ou insuffisamment aérés, et la plupart du temps tenus dans un état de malpropreté déplorable. Les enfants ou les femmes y sont entassés, couchés à deux dans le même lit, dont on renouvelle les draps tous les deux mois au plus, sur lequel elles ne peuvent que très imparfaitement dormir après un travail excessif de douze heures effectives. »

Et le prédécesseur de cet inspecteur divisionnaire dit la même chose dans ces quelques lignes : « Pendant cinq ans, j'ai eu à inspecter les établissements industriels de la 21^e circonscription, et j'ai dû employer toutes les sévérités de la loi du 19 mai 1874 pour que la durée du travail journalier fût réduite à douze heures. C'est à grand'peine que j'ai obtenu des industriels qui logeaient leurs ouvrières dans des lits infects situés dans les combles, que les draps fussent changés tous les deux mois et que les dortoirs fussent débarrassés des vermines qui troublaient un repos gagné par plus de douze heures de travail effectif. Ces jeunes filles sont usées : à l'âge de 18 ans, elles en paraissent 30. Certains de ces établissements dans la Haute-Loire sont surnommés « les tombeaux des enfants de la Haute-Loire ».

Voilà l'organisation du travail pour laquelle on vient vous demander d'apporter, en votant l'addition du Sénat, une grosse dérogation aux principes inscrits dans la loi que nous discutons. Est-ce que cette organisation du travail est digne véritablement de nos sympathies ? Évidemment non.

Messieurs, je ne veux pas insister davantage. Les citations que j'ai faites sont assez probantes pour entraîner vos convictions.

Je conclus : Soit que vous vous placiez au point de vue de l'intérêt industriel, soit que vous considériez les intérêts de l'ouvrière elle-même, ou que vous vous préoccupiez plutôt des côtés moraux et hygiéniques de la question, il ne me paraît pas que vous puissiez hésiter sur la solution qu'elle comporte. Messieurs, vous ne pouvez pas accepter la disposition qui a été introduite par le Sénat, et je vous conjure de la repousser. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Messieurs, la disposition qui vient d'être combattue par l'honorable M. Dron émane d'un des partisans, et je puis même dire d'un des auteurs, d'un des pères de la loi, l'honorable M. Waddington, dont la sollicitude dans cette question vous est bien connue. (*Très bien! très bien!*)

Cette simple indication suffit à vous montrer que la disposition dont il s'agit, loin d'être contraire à l'esprit de la loi, y est absolument conforme.

M. Waddington s'est efforcé de démontrer à la Commission du Sénat, qui a adopté sa proposition, — M. Tolain, tout le premier, qui en avait été rapporteur antérieurement, — et ensuite au Sénat qui l'a adoptée également, — que cette modification avait pour objet de faciliter l'exécution de la loi, de permettre l'exercice des industries d'une façon plus complète, mais qu'elle était faite aussi dans l'intérêt des ouvriers eux-mêmes.

En effet, vous constatez par la lecture même de la disposition qu'elle a pour résultat de réduire à neuf heures la durée du travail. Alors que le maximum de la journée est fixé pour les intéressés à dix heures, dans ce cas particulier, lorsqu'il y a deux équipes, la durée de la journée devient de neuf heures au maximum. Par conséquent, vous voyez qu'à quelque point de vue qu'on se place, que ce soit au point de vue de l'industrie ou au point de vue des ouvriers intéressés, cette disposition de l'honorable M. Waddington est favorable.

C'est pour cela que la Commission du Sénat l'avait adoptée, que le Sénat l'a votée, que votre Commission l'a adoptée à son tour, et que je crois qu'il y a intérêt à la maintenir. (*Très bien! très bien!*)

M. NEYRAND. — L'honorable M. Dron a fait une confusion, bien involontaire, j'en suis convaincu, lorsqu'il a parlé de la situation des ouvrières de Saint-Chamond au point de vue du couchage. Je ne dis pas que dans certains ateliers de moulinage de la Haute-Loire il n'y ait des couchages très insuffisants; mais, ce que je puis affirmer, c'est que les ouvrières de Saint-Chamond ont un couchage excellent : chaque ouvrière a son lit, et, lorsqu'il y a deux postes, l'un de jour et l'autre de nuit, chacun de ces postes a son dortoir. On a parlé du point de vue économique, mais c'est précisément à ce point de vue qu'il faudrait procéder avec beaucoup de discrétion à la réforme que vous allez entreprendre. La suppression brusque du travail de nuit aurait, en effet, de graves conséquences.

Voici, par exemple, une usine qui compte 400 métiers auxquels sont employées 400 ouvrières : cela fait en totalité 800 ouvrières; 400 pour le jour et 400 pour la nuit. Si vous supprimez tout d'un coup ces 400 métiers pour la nuit, c'est-à-dire la moitié du travail, vous n'aurez plus que 400 ouvrières occupées. M. Dron parlait tout à l'heure d'une diminution de 10 p. 0/0 sur les salaires. Mais la réduction ne sera plus de 10 p. 0/0 : elle sera de 50 p. 0/0 ! Et cette énorme réduction de salaires ne sera pas répartie entre les ouvrières; c'est la moitié des ouvrières que vous allez mettre à pied.

Vous voyez, Messieurs, combien ces conséquences seraient graves : on supprimerait la moitié du travail dans une ville aussi importante que Saint-

Chamond, où il n'y a pas moins de 5,000 à 6,000 ouvrières. C'est donc 2,500 ou 3,000 ouvrières qu'il faudrait renvoyer!

C'est pour cela que j'avais présenté un amendement qui n'a point été adopté, mais qui a été repris et avec succès, par M. Waddington. Je demande, qu'au moins à titre transitoire et jusqu'à ce qu'on ait pu dépenser les millions qui seront nécessaires pour doubler la production de Saint-Chamond, le travail de nuit étant supprimé, et la ramener ainsi à sa production actuelle, je demande que vous acceptiez le système qui a été adopté par le Sénat, c'est-à-dire le travail mixte, qui nous permettrait d'attendre la construction de nouvelles usines, et en même temps de satisfaire à la clientèle de tous les jours, qui continue à nous adresser ses demandes.

Je demande donc le maintien de l'amendement de M. Waddington comme le seul moyen de sauver la moitié du travail de Saint-Chamond, c'est-à-dire le salaire de la moitié de nos ouvrières. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. DRON. — Je reconnais volontiers que si les dortoirs sont en eux-mêmes, comme dépendances de l'usine, une institution absolument déplorable, ceux de Saint-Chamond sont les plus hygiéniques et les moins mal tenus de toute la région.

M. Neyrand soutient que l'amendement Waddington sauvegarde l'intérêt des ouvrières. Cela, je le conteste; notre honorable collègue est obligé de reconnaître avec moi que dès maintenant les ouvrières qui ne travaillent dans les usines que le jour gagnent un salaire supérieur à celui des ouvrières employées dans les fabriques où l'on a appliqué la nouvelle organisation. Leur salaire était égal jusqu'alors, quand le travail était de douze heures; vous l'avez réduit à neuf heures avec votre système des deux équipes, et vous avez réduit le salaire de 10 p. o/o.

Par conséquent, en faisant travailler les ouvrières relativement tard et relativement tôt — à 4 heures du matin et à 10 heures du soir — vous leur donnez un salaire inférieur à celui qu'elles avaient auparavant et qu'elles devraient avoir. Voilà l'intérêt qu'il peut y avoir pour les ouvrières!

M. Neyrand s'intéresse beaucoup aux fabricants de Saint-Chamond, mais il n'y a pas de fabriques qu'à Saint-Chamond en France. Il y en a aussi à Nîmes, à Paris, à Amiens, à Saint-Quentin, et les fabricants de ces diverses villes, comme la moitié de ceux de Saint-Chamond eux-mêmes viennent dire: « Nous ne voulons pas de travail de nuit; il est immoral, il amène la surproduction dans l'industrie; par conséquent il avilit les cours et nous fait du tort à nous-mêmes: nous en demandons la suppression. »

Et vous venez, au nom d'une minorité, au nom de quelques-uns, réclamer le maintien du travail de nuit!

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — On le réclame au nom des intéressés: Au nom de ceux qui travaillent! (*Mouvements divers.*)

M. DRON. — Mais ces intéressés sont la minorité, encore une fois, et c'est pour une minorité que vous voulez donner une pareille entorse à la loi!

M. NEYRAND. — C'est un état ancien. Voilà la moitié d'une industrie que vous allez frapper. Un grand nombre d'ouvrières vont voir tout d'un coup leur travail diminué, tandis que vous allez laisser les autres dans la même situation qu'auparavant.

M. DRON. — Vous avez voulu supprimer le travail de nuit pour les filatures de coton des Vosges, par exemple.

Quand votre loi sera appliquée, je garantis qu'il ne se passera pas six mois, dès que les cours des filés seront assez rémunérateurs, avant que les filatures de coton se mettent à employer deux équipes d'ouvriers; et alors cette régularisation du travail que vous avez voulu faire vous échappera en fait; vous aurez tous les inconvénients du travail de nuit avec ce système des deux équipes de neuf heures.

M. NEYRAND. — Je crois que c'est le contraire qui se produira, et qu'au bout de quelque temps le travail mixte cessera complètement, il n'y aura plus que le travail de jour.

M. DRON. — C'est ce qui se passe dans ma région. Nous avons chez nous de grands peignages de laine; les industriels sont dès aujourd'hui préparés à supprimer le travail de nuit, et dès maintenant la plupart des peignages sont agrandis en conséquence.

Mais, par suite de la loi que vous allez voter, les dépenses que nos industriels ont faites depuis un an pour agrandir les peignages deviendront absolument inutiles, puisqu'ils auraient pu comme les fabricants de Saint-Chamond, comme ceux des Vosges, recourir, eux aussi, au système des deux équipes. Et voilà comment vous entendez appliquer la suppression du travail de nuit! Ce n'est qu'un leurre; que la Chambre ne se fasse pas d'illusion! M. le Ministre vient vous dire : Nous respectons le principe qui n'admet pour les femmes que le travail de jour. Eh bien, non! je lui en demande pardon, mais son affirmation est contredite par l'usage et par le bon sens même, comme je le disais tout à l'heure.

Est-ce qu'on peut soutenir que le jour s'étend de 4 heures du matin à 10 heures du soir? En réalité, la journée légale de l'ouvrier devrait s'étendre de 6 heures du matin à 8 heures du soir. Eh bien, vous y ajoutez quatre heures avec votre système. Ne dites donc pas que vous supprimez le travail de nuit, car cela n'est pas exact. Messieurs, j'en ai dit assez. Je suis persuadé que la Chambre ne voudra pas suivre le Sénat dans cette voie qui serait véritablement funeste à l'industrie.

Je ferai remarquer encore une fois, avant de descendre de cette tribune, que ce n'est pas en mon nom personnel que je viens vous soumettre cette question; c'est la chambre de commerce d'une ville très importante qui, d'elle-même, spontanément, ayant vu dans les journaux l'amendement que le Sénat avait voté, s'en est émue et a adressé au président de la Commission du travail une protestation contre le système qui vous est proposé. (*Mouvements divers.*)

M. RICARD (Seine-Inférieure). — La Chambre me permettra de dire un mot en réponse à notre honorable collègue M. Dron.

Quelle est la difficulté qui vous est soumise? Elle paraît extrêmement simple; en effet, le deuxième paragraphe de l'article 4 pose en principe que le travail de 9 heures du soir à 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. Mais on a introduit une exception dont il faut bien indiquer les termes en relisant le texte : « Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. »

En sorte qu'après avoir posé dans la loi le principe de la durée du travail à dix heures, on dit : Si vous voulez organiser votre travail de manière à ne faire travailler vos ouvrières que pendant neuf heures, vous en aurez le droit.

M. DRON. — Sans leur donner aucun repos!

M. RICARD (Seine-Inférieure). — Ce serait impossible!

M. EMILE MOREAU. — On n'accordera évidemment pas de repos.

M. DRON. — On leur donnera peut-être un quart d'heure de repos, et le travail ainsi organisé sera bien plus fatigant que dans les conditions actuelles. C'est, d'ailleurs, ce qui se pratique dès à présent.

M. JOURDE. — C'est en réalité à 3 heures du matin et non à 4 que reprendra le travail, puisqu'il faut tenir compte de l'heure à laquelle les ouvrières sont forcées de se lever. (*Exclamations.*)

M. RICARD (Seine-Inférieure). — Le texte est bien clair : on dit que le jour commence à 4 heures, dans ce cas exceptionnel, pour prendre fin à 10 heures du soir. Pour faciliter la transition, assez difficile, entre le système nouveau qu'on vous propose et l'état actuel, dans lequel beaucoup d'industries font travailler toute la nuit, il faut, si l'on veut que les ouvrières travaillent pendant des heures qui ne sont pas normalement considérées comme heures de jour, bien indiquer la condition expresse et essentielle qu'elles ne travailleront que neuf heures.

Le Sénat, sur la demande de M. Waddington, qui a été trois ou quatre fois rapporteur de cette loi devant la Chambre et qui a pris part à cette discussion devant le Sénat, vous propose cette disposition à titre transitoire. La Chambre fera très bien de ne pas élever sur ce point un conflit avec le Sénat. En adoptant la disposition telle qu'elle vous est proposée, vous ne faites courir aucun risque aux ouvriers et ouvrières. Vous facilitez, au contraire, aux industriels qui peuvent organiser non pas seulement à Saint-Chamond...

M. DRON. — La disposition n'a été introduite qu'en vue de Saint-Chamond!

M. RICARD (Seine-Inférieure). — Mon honorable collègue ne parle que de Saint-Chamond, comme si nous ne faisons la loi que pour Saint-Chamond. C'est une erreur : nous faisons une loi qui profitera à ce centre industriel, si l'on y fait travailler à partir de 4 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir par deux équipes de neuf heures, mais qui profitera aussi à tous les autres industriels qui voudront faire travailler dans les mêmes conditions.

Croyez-vous qu'il y ait avantage pour les industriels à faire travailler leurs ouvriers en deux équipes, c'est-à-dire à occuper un personnel double?

En ce qui nous concerne, nous ne le pensons pas; nous croyons que l'augmentation de la durée de la journée commençant à 4 heures du matin, au lieu de 5 heures, et allant jusqu'à 10 heures du soir, au lieu de 9, ne fait pas courir un assez gros risque pour compenser les avantages que je viens de signaler. (*Très bien! très bien!*)

M. DRON. — Je regrette infiniment d'insister ainsi auprès de la Chambre. Ce n'est pas dans mes habitudes. Cependant, il ne faut pas qu'il y ait de malentendu entre nous.

M. le président de la Commission du travail nous dit : Il faut une transition; il faut permettre aux industriels du pays où l'on emploie un certain nombre d'ouvriers sous forme de deux équipes de ne pas se trouver dans l'obligation de supprimer tout d'un coup le travail qui fait vivre une partie de ces ouvriers.

Tout à l'heure, vous allez venir encore nous dire que la loi ne sera pas immédiatement applicable, qu'elle ne le sera que dans un an, deux ans, peut-être plus. Nous savons la difficulté qu'on a pour faire aboutir un projet de loi.

Il en a toujours été ainsi, je le sais; ce n'en est pas moins regrettable. Le travail d'une durée de neuf heures, dans les conditions où vous voulez l'organiser, serait déplorable et aucun ouvrier ne pourrait l'accepter. En effet, un travail de neuf heures consécutives, avec un repos insignifiant d'un quart d'heure, vingt minutes ou une demi-heure tout au plus, est bien plus pénible ne vous y trompez pas, que le travail de douze heures, coupé par les trois repos réglementaires qui existent actuellement.

Vous nous avez dit aussi, Monsieur le Président de la Commission, que le système de la double équipe d'ouvriers présenterait l'avantage d'occuper un nombre double d'ouvriers. Si les ouvriers devaient être occupés pendant toute l'année et d'une manière assurée, je serais d'accord avec vous : ce serait un avantage. Mais ils vont être occupés d'une manière intermittente; chaque fois qu'il y aura une poussée dans l'industrie, on les occupera pendant deux ou trois mois, on fera un appel de bras; puis arrivera la période de chômage, le moment où l'industrie sera moins active; ces ouvriers seront sur le pavé et les bureaux de bienfaisance des pays où ils seront appelés auront à les nourrir.

Voilà le résultat auquel aboutira l'organisation que vous proposez pour le travail de nuit. Je regrette beaucoup de ne pas pouvoir m'associer à votre manière de voir, et je demande à la Chambre de ne pas suivre la Commission. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le premier paragraphe de l'article 4 qui n'est pas contesté :

« Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}. »

(Ce paragraphe est adopté).

Le paragraphe 2 est ainsi conçu :

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit; toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. »

M. Dron demande la suppression de ce paragraphe. Je le mets aux voix.

Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	515
Majorité absolue.....	258
Pour l'adoption.....	336
Contre.....	179

(La Chambre des députés a adopté.)

Je mets aux voix la fin de l'article, dont j'ai donné lecture.

(La fin de l'article 4 est mise aux voix et adoptée. — L'ensemble de l'article est ensuite adopté.)

« ART. 5. — Les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés, dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier.

« Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. »

M. LÉON SAY propose de remplacer les mots « plus de six jours par semaine » par les mots « le dimanche ».

M. LÉON SAY. — Messieurs, je ne retiendrai pas longtemps votre attention.

L'amendement que je propose à votre acceptation est très simple; je ne dirai que ce qui est strictement nécessaire pour le défendre.

Ce que je voudrais, c'est le retour à la loi de 1874. Cette loi portait dans son article 5 :

« Les enfants âgés de moins de 16 ans et les filles âgées de moins de 21 ans ne pourront pas être employés ou occupés au travail par leurs patrons, les

dimanches et jours de fête reconnus par la loi, même pour le rangement de l'atelier. »

Insérez dans cette disposition de la loi de 1874 les mots « et les femmes », puisque vous avez décidé de réglementer le travail des femmes, et vous aurez l'article même que je vous demande d'adopter.

La loi de 1874 a donné de très bons résultats.

Elle fonctionne depuis dix-sept ans et elle a rendu de véritables services. Les inspecteurs qui sont chargés de surveiller son exécution ont un double rôle, celui de faire appliquer la loi et celui d'éclairer les patrons de leurs conseils en leur montrant combien cette loi est conforme aux exigences de la morale et du progrès.

L'intervention de ces fonctionnaires d'un ordre particulier a produit les résultats les plus satisfaisants. Il faut dire aussi qu'ils étaient aidés par des sociétés particulières, notamment par la grande société de protection des apprentis, dont M. Dumas a été président et que j'ai l'honneur de présider après lui. Cette grande société a fait les plus louables efforts pour instruire les patrons et pour faciliter aux inspecteurs leur mission.

Pourquoi changer une loi qui a fait ses preuves depuis dix-huit ans et dont personne ne conteste les excellents résultats ?

J'avoue que j'ai cherché en vain les raisons qui vous ont décidés de modifier la loi de 1874. Je ne crois pas qu'il puisse entrer dans votre esprit que le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche dans telle usine, le lundi dans telle autre, le mardi dans un atelier, le mercredi dans l'atelier voisin, de façon que, si les membres d'une même famille étaient occupés dans ces divers ateliers, le jour de repos serait différent pour chacun d'eux. (*Interruptions à gauche.*)

Je suis persuadé qu'aucun membre de cette Chambre ne doute que, quelles que soient les précautions que vous prenez pour ne pas désigner le jour du repos hebdomadaire, en fait ce sera toujours le dimanche qui sera choisi comme jour de repos.

Quand on a de bonnes ou même de mauvaises habitudes depuis une vingtaine d'années, on a beaucoup de peine à les changer. Que sera ce si au lieu d'années il s'agit de siècles ?

Notre race a depuis dix-huit cents ans la bonne ou la mauvaise habitude, si vous voulez, de se reposer le dimanche. Comment pourrait-on changer une habitude si ancienne sans créer dans la population un sentiment de mécontentement très légitime ? C'est cependant ce que vous allez faire si vous laissez à l'arbitraire des patrons la désignation du jour de repos hebdomadaire, que la loi de 1874 fixait au dimanche en respectant nos habitudes séculaires. Cette considération me paraîtrait très suffisante pour nous faire adopter mon amendement.

Je n'ai pas besoin, en effet, d'insister sur le côté moral de la question.

Je ne fais pas ici le discours d'un moraliste ni le discours d'un pasteur ; je sais que la nécessité morale du repos hebdomadaire ne peut être contestée par personne dans cette Assemblée.

Je me demande alors ce qui peut vous empêcher de prononcer le mot « dimanche ». Pourquoi ne pas écrire ce mot de votre main ? Qu'a-t-il de

blessant pour vous? Vous avez bien écrit dans votre loi les mots « de lundi de Pâques », les mots de « lundi de la Pentecôte »; ces mots ne vous ont pas choqués, vous n'avez pas trouvé qu'ils soient difficiles à prononcer et à écrire. (*On rit.*)

Donc, si vous votez le texte de la Commission, le repos sera obligatoire le lundi de Pâques et le lundi de la Pentecôte; mais il ne le sera pas le jour de Pâques et le jour de la Pentecôte, parce que Pâques et la Pentecôte sont des dimanches, et qu'il faut bien prendre garde de mettre dans la loi quelque chose qui ressemblerait à l'obligation du repos le dimanche. Ainsi c'est le mot de « dimanche » qui vous fait peur.

Le conseil municipal de Paris a plus de courage que vous. Il n'a pas eu la moindre difficulté à prononcer le mot, et, si vous en doutiez, je n'aurais qu'à prier l'honorable M. Vaillant de vous envoyer le texte de la résolution qu'il a proposée au conseil municipal sur le repos des égoutiers le dimanche. (*Très bien! très bien!*)

Il n'y a donc, vous le voyez, aucune espèce de considération politique ou morale qui puisse vous engager à supprimer le mot « dimanche »; il y en a au contraire beaucoup qui vous engagent à le maintenir.

M. JULES Maigne. — Vous savez l'usage qu'on en a fait sous la Restauration.

M. LÉON SAY. — Quoique je sois né avant la Révolution de Juillet, je ne puis pas dire que j'aie beaucoup pratiqué les habitudes de la Restauration; mais il est très certain que sous la Restauration j'aurais eu d'abord et avant tout le désir de m'opposer à certains empiètements qui m'auraient déplu tout autant qu'à vous, mon cher collègue.

Mais la question n'est pas là; il ne s'agit nullement ici de faire une loi qui ait un caractère religieux. Comment! vous voulez supprimer le mot « dimanche » uniquement parce qu'à une époque très éloignée de nous il y a eu des lois qui, se plaçant à un point de vue religieux, ont obligé à l'observation du dimanche? Laissez-moi vous dire que c'est puéril! (*Rumeurs sur divers bancs à gauche.*)

Vous semblez, en proposant ce paragraphe, vouloir punir l'histoire d'une autre époque, l'histoire du siècle dernier. (*Rires à droite.*)

Un membre à gauche. — C'est pour l'empêcher de recommencer.

M. ÉMILE MOREAU. — Comment! vous mettez la Restauration dans le siècle dernier?

M. LÉON SAY. — Pour moi, les idées qui régnaient sous la Restauration sont tellement éloignées de nos esprits, que je les considère volontiers comme étant du siècle dernier, c'est-à-dire d'un siècle que nous ne reverrons pas.

M. ÉMILE MOREAU. — Heureusement!

M. CUNÉO D'ORNANO. — On [mangeait sous la Restauration. Pourquoi imitez-vous la Restauration en mangeant encore? (*Rires à droite.*)

M. LÉON SAY. — J'ai déjà vu des Assemblées obéir à des préoccupations de ce genre, mais elles me paraissent indignes des députés de la France, indignes d'une Assemblée comme celle-ci.

N'imitiez pas une assemblée départementale dont j'ai fait partie qui, obligée de prescrire un jour de maigre dans un établissement hospitalier pour raison d'économie, prenait la précaution de stipuler que ce jour de maigre ne pourrait être le vendredi. (*On rit.*) Vous trouvez sans doute avec moi que de semblables préoccupations sont puériles; j'ai peur cependant que vous ne vous laissiez influencer par elles.

Je voudrais vous dire encore quelques mots sur l'application de l'article que nous discutons. Ce n'est pas moi qui ai demandé qu'on ajoutât les mots « et les femmes » à l'ancienne loi de 1874. Je l'accepte cependant et je demande avec vous qu'on puisse appliquer la loi nouvelle de façon à gêner le moins possible les habitudes des travailleurs et des patrons.

Les inspecteurs ont fait remarquer qu'il était actuellement très facile de surveiller l'ensemble des ateliers, mais que, si le jour du repos hebdomadaire n'était pas fixé obligatoirement le dimanche, les difficultés de surveillance seraient infiniment plus grandes.

J'ai sous les yeux quelques rapports dont je cite des extraits: « La mesure du repos hebdomadaire substitué au dimanche, dit l'un d'eux, ne modifierait pas les usages existants, mais elle rendrait, à notre avis, la surveillance presque impossible. Le service éprouverait dans l'application beaucoup de difficultés, en raison des fausses déclarations qu'il devrait redouter. »

« L'application de la loi, dit à son tour l'inspecteur départemental de la 7^e section de la Seine, rencontrerait des difficultés, si la loi en préparation ne désignait pas nominativement le jour de la semaine qui doit être consacré au repos. »

Si vous saviez le nom de cet inspecteur, vous verriez qu'il ne peut être soupçonné d'aucune préoccupation cléricale. Nous discutons en ce moment une loi d'affaires; il est inutile d'y introduire des préoccupations qui doivent y rester tout à fait étrangères. Certes, je ne demande pas mieux que de discuter avec vous les questions qui vous passionnent; de telles discussions peuvent être nécessaires à certains moments; mais pourquoi les introduire dans une question d'affaires très simple, quand il s'agit de chercher les meilleurs moyens d'appliquer une loi qui doit vous intéresser plus que moi, car je suis aussi peu interventionniste que possible?

Je crois que, sans rien abandonner de vos opinions philosophiques, vous pourriez très bien, en donnant vous-même l'exemple, puisque vous ne siégez pas ce jour-là (*Rires à droite*), demander qu'on chômât le dimanche dans les ateliers. Votre loi sera alors d'une application possible. Si vous voulez qu'elle réussisse comme la loi de 1874, mettez-la en harmonie avec les mœurs séculaires de notre pays. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. ÉMILE MOREAU. — C'est évidemment la coutume qui servira de guide.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, parmi les considérations que l'honorable M. Léon Say vient d'apporter à cette tribune, il en est une que je veux relever tout de suite, et dont je ferai le principe de ma très courte réponse.

L'honorable M. Léon Say reconnaissait tout à l'heure qu'en fait, dans la presque unanimité des cas, c'est le dimanche qui demain, après la promulgation de la loi nouvelle, comme aujourd'hui, sera choisi comme le jour du repos.

Pourquoi? parce qu'il coïncide avec les conditions et les habitudes de l'industrie, avec les mœurs et l'état des esprits. De sorte que c'est nous, la majorité de cette Commission du travail à laquelle l'honorable M. Léon Say et ses amis ont souvent adressé le reproche d'être trop interventionniste, c'est nous qui venons vous demander de vous en tenir à ce que comporte l'état des mœurs et des esprits. Et c'est M. Léon Say qui nous reproche de ne pas aller assez loin dans la réglementation et dans les prescriptions de la loi! (*Très bien! très bien! à gauche. — Rumeurs à droite.*)

M. BALSAN. — Donnez donc le véritable motif.

M. LE RAPPORTEUR. — J'y arriverai, Monsieur Balsan... Et par une sorte de surprise et d'ironie, dans cette discussion, M. Léon Say invoque pour nous combattre le témoignage du conseil municipal de Paris et de M. Vaillant. (*Sourires.*) Pas plus que M. Léon Say, Messieurs, nous n'avons peur des mots. Ce n'est pas un mot qui nous a fait reculer devant l'amendement que vous proposez. (*Interruptions à droite.*)

Vous reconnaissez, comme nous, qu'en fait, dans la pluralité des cas, presque toujours le jour de repos choisi sera le dimanche. Mais de cette constatation de fait, à l'introduction dans la loi d'une obligation...

A gauche. — C'est cela.

M. LE RAPPORTEUR. — ... pesant sur toutes les industries, quelles que soient leurs conditions de production et de travail, quel que puisse être l'accord entre les ouvriers et le patron, il y a loin. Et je demande à M. Léon Say, — qui s'est placé ici sur le terrain de la liberté de conscience, lorsqu'il a prétendu que nous reculions devant l'insertion du mot dimanche dans la loi, — je lui demande ce qu'il pourrait répondre si son amendement venait à triompher, s'il devenait la loi, aux ouvriers et aux patrons qui, ayant besoin de travailler le dimanche, viendraient protester contre la règle que vous leur imposeriez. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

M. LÉON SAY. — Il y a une disposition pour les exceptions.

M. LE RAPPORTEUR. — Cela est tellement vrai que, sous l'empire de la loi de 1874, — et je réponds ici à l'une des observations de M. Léon Say, — sous l'empire de cette loi, on a été obligé, par la force des choses, cela est constaté dans les rapports des inspecteurs, d'introduire des exceptions. On a été obligé de reconnaître que la règle insérée dans la loi de 1874 devait

comporter en fait des exceptions, et il en résulte comme une violation de la loi qui est tolérée par l'administration elle-même.

Eh bien, Messieurs, c'est cet inconvénient, auquel a conduit la loi de 1874, que nous voulons faire disparaître de la loi nouvelle.

Et lorsque vous nous disiez tout à l'heure : « La loi de 1874 a porté ses fruits ; elle est appliquée depuis dix-sept ans, et personne ne s'est plaint », vous oubliez, Monsieur Léon Say — mais nous ne pouvons pas oublier, nous — que, depuis la loi de 1874, est intervenue celle de 1880, qui a abrogé la loi de 1814 sur la célébration du dimanche (*Très bien ! très bien ! à gauche*), de telle sorte que le mot qui nous sépare, nous ne pouvons pas l'insérer dans la loi, parce que, sinon dans notre pensée, du moins par la force des choses, par l'interprétation que l'opinion publique donnerait à cette disposition, ce serait un retour sur cette loi de 1880 qui a été un des derniers actes de l'émancipation de la société civile. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*) Cela est tellement vrai, il y a si bien là une question de liberté de conscience en jeu, que je peux signaler à la Chambre un fait qui a une très grande importance. Dans un pays voisin, dans une loi belge très récente, le Ministère clérical de Belgique n'a pas osé demander. . .

A droite. — Il a eu tort.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous dites qu'il a eu tort. Cela prouve que vous iriez beaucoup plus loin que lui si vous étiez la majorité.

Eh bien, je dis que, dans ce pays où se trouve en ce moment un gouvernement acquis aux idées cléricales, qui est combattu par le parti libéral, lorsqu'on a fait cette loi récente, on n'a pas osé demander aux Chambres belges, où pourtant il y a une majorité pour suivre la politique du Gouvernement, l'insertion d'une disposition pour l'observation du dimanche. On s'est borné à dire qu'il y aurait un jour de repos par semaine.

Voilà ce que nous vous demandons de dire aussi, et j'ai la conviction que la majorité de cette Chambre ne voudra pas prendre une mesure que la Belgique n'a pas cru pouvoir adopter.

J'ajoute — et c'est là ma dernière observation, car de longs débats sont inutiles sur une question aussi souvent discutée et qui est épuisée — que ni dans l'une ni dans l'autre Chambre l'amendement de M. Léon Say n'a jamais pu rencontrer une majorité.

Lorsqu'il a été défendu au Sénat, dans la dernière délibération, par l'honorable M. Chesnelong (*Exclamations à gauche*), dans un très éloquent discours, l'amendement a été repoussé par 179 voix contre 80, c'est-à-dire que pas même un tiers des voix ne s'est manifesté en sa faveur. Ce qui prouve, Messieurs, — et c'est sur ces mots que je termine, — que, soit ici, soit dans l'autre Chambre, il y aura toujours une majorité pour défendre les conquêtes de l'esprit laïque (*Applaudissements à gauche. — Interruptions à droite*) auquel nous vous demandons de rester fidèles en repoussant l'amendement de M. Léon Say. (*Nouveaux applaudissements à gauche. — Rumeurs à droite.*)

M. JULIEN GOUJON. — Messieurs, je viens soumettre à votre appréciation

une observation qui a été formulée dans ces derniers temps et pendant une période électorale par des ouvriers de ma circonscription. Il s'agissait de savoir si le législateur devrait indiquer le même jour de repos pour des industries similaires ou différentes situées dans une même région.

Messieurs, je m'adresse ici tout spécialement au parti républicain. Ces ouvriers ont fait la réflexion que voici et que je vous transmets. Ils ont dit : Si la loi n'indique pas le même jour de repos pour la même industrie, on tiendra fatalement en échec la loi de 1884 sur les syndicats professionnels. (*Exclamations à gauche.*)

Certainement, Messieurs. En effet, si vous accordez à un chef d'industrie la faculté de fermer son établissement le lundi, à un autre de le fermer le mardi et à un troisième encore de le fermer le mercredi, je demande comment ces ouvriers pourront se réunir pour délibérer et défendre leurs intérêts collectifs. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

A gauche. — Ils se réuniront la nuit !

M. LÉON SAY. — Je veux dire seulement deux mots de réponse à mon honorable ami M. Jamais. La grande raison de M. Jamais, c'est qu'il ne veut pas avoir l'air d'être clérical.

M. CLÉMENTEAU. — C'est qu'il ne faut pas l'être !

M. LÉON SAY. — Il ne faut pas l'être, certainement, et je ne le suis pas, vous le savez bien ; mais il n'est absolument indifférent de le paraître aux yeux de ceux qui ne veulent pas entendre raison. La vérité est que ceux qui sont cléricaux n'osent pas présenter une loi de ce genre : c'est le cas de M. Bernaert et de son collègue M. Woeste dont M. Jamais vous parlait tout à l'heure. J'ai vu avec un certain regret que, lors de la discussion au Sénat, on n'a pas osé demander l'introduction des mots « le dimanche » et qu'on s'est borné à demander la suppression de l'affichage.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vous demande pardon ! Cette discussion a même pris toute une séance.

M. LÉON SAY. — Je parle de la dernière discussion, de celle qui vient d'avoir lieu.

M. LE RAPPORTEUR. — La majorité qui s'était prononcée la première fois avait été en effet tellement forte, que les auteurs de l'amendement primitif ont jugé inutile de le présenter de nouveau.

M. LÉON SAY. — Les auteurs de l'amendement, au nom desquels M. Wallon a parlé, ont demandé que l'on supprimât le paragraphe relative à l'affichage, parce que c'était un moyen détourné d'obtenir le repos du dimanche.

Eh bien, moi, je ne prends pas de moyens détournés, parce qu'il m'est tout à fait indifférent, je le répète, qu'on dise que je suis clérical ; je sais

que je ne le suis pas, et j'ai ma conscience pour moi. M. Jamais vous a cité l'exemple de la Belgique; la situation n'est pas du tout la même dans cette Assemblée. La question a été posée en Belgique entre deux partis politiques, le parti catholique, représenté par M. Bernaert, et le parti libéral. Si elle se présentait ici dans les mêmes conditions, je résisterais à cause du point de vue politique.

Mais nous ne sommes pas en présence d'une question politique. Il ne s'agit pas de savoir si le parti catholique arrivera ou n'arrivera pas au pouvoir, et vous ne voudriez certainement pas transformer une question d'affaires en question politique.

M. JULES Maigne. — Elle l'a été au 16 Mai.

M. LÉON SAY. — Je sais bien qu'il y a des personnes qui introduisent le cléricisme partout; cela a l'avantage d'apporter quelque attrait dans une discussion sérieuse qui n'est pas toujours suivie avec l'intérêt qu'elle mérite. (*On rit.*)

Tout à l'heure, en effet, je trouvais qu'on n'écoutait pas assez les choses très intéressantes qu'on disait à cette tribune, et je constate avec plaisir que les préoccupations religieuses ont eu l'avantage de vous rendre attentifs; mais il n'y a pas moins là une fâcheuse tendance qui n'existe que dans certaines Assemblées parlementaires. Dans une autre Assemblée où toutes les opinions étaient représentées, et où les catholiques n'étaient certainement pas en majorité, à la conférence de Berlin, on a prononcé ce mot de « dimanche » en disant que le repos du dimanche serait obligatoire pour les enfants et pour les femmes protégés. Comme c'était là une assemblée pour ainsi dire technique, composée de personnes s'occupant de questions d'affaires, elle n'a pas reculé devant le mot qu'il fallait employer. Ici vous n'avez pas, en ce moment, à soulever une question politique à l'occasion d'une loi d'affaires, et vous n'hésitez pas non plus à dire le mot : dimanche.

Toutes les fois que vous viendrez proclamer la supériorité du pouvoir civil sur le pouvoir religieux, la supériorité de l'État moderne, soyez persuadés, Messieurs, que je serai avec vous de la façon la plus formelle; mais il ne s'agit de rien de pareil en ce moment.

Voilà pourquoi je vous demande de vouloir bien accepter mon amendement. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. ANTIDE BOYER. — Messieurs, puisque notre honorable collègue, M. Léon Say, est venu défendre le droit des ouvriers en obligeant les patrons à leur donner un jour de repos déterminé, il me sera permis, peut-être, de défendre une fois ici les patrons contre M. Léon Say, parce que, autrement, on pourrait croire que nous sommes systématiquement favorables aux ouvriers. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Les patrons ont quelquefois, chez nous, des commandes qui nécessitent un travail de vingt-quatre heures de plus.

M. LÉON SAY. — Vous avez l'article 7 qui prévoit ce cas-là.

M. ANTIDE BOYER. — Oui, mais voulez-vous nous obliger à avoir recours à des exceptions pour constituer la règle?

M. BIGOT. — Il n'y a pas de règles sans exceptions.

M. ANTIDE BOYER. — Vous me permettrez de trouver singulier, en tout cas, que les économistes, qui ont l'habitude de se réclamer de la liberté politique et qui nous reprochent toujours de vouloir protéger le travail dans des conditions onéreuses, viennent nous reprocher dans des circonstances sensibleres de repousser l'appellation d'un jour déterminé.

Je ne fais pas ici de religion ni de politique. On vient de le dire avec juste raison : si vous nous disiez d'imposer le samedi ou le lundi, nous voterions tout aussi bien contre ces jours-là que contre le dimanche.

M. LÉON SAY. — Vous avez imposé le lundi de Pâques et le lundi de la Pentecôte comme jours fériés. (*Interruptions.*)

M. ANTIDE BOYER. — Monsieur Léon Say, vous me permettrez de vous retourner votre réponse; en ce moment, vous paraissez soulever vous-même une question religieuse à propos d'un jour que nous avons considéré tout simplement comme un jour de repos nécessaire dans des conditions déterminées. Vous vous êtes servi tout à l'heure du nom de mon ami Vaillant pour dire qu'il demandait lui-même le repos du dimanche.

Je vous demande pardon; c'est que la corporation intéressée, qui s'était mise d'accord pour déterminer un jour, avait mis dans son texte le dimanche, et que le conseil municipal n'est pas astreint, comme les patrons, à choisir un autre jour, pour ses besoins, surtout dans le cas qui nous occupe. Et, puisque vous parlez de liberté de conscience, permettez-moi de vous dire que nous allons plus loin que vous sur ce point. Ainsi, nous supposons le cas des israélites qui peuvent demander à se reposer le samedi, et je me demande pourquoi nous leur imposerions le repos du dimanche. (*Interruptions à droite.*)

A droite. Il n'y a pas d'ouvriers israélites.

M. ANTIDE BOYER. — On me dit qu'il n'y a pas d'israélites dans l'industrie. Je crois inutile d'insister pour prouver le contraire.

En résumé, le Sénat s'est montré plus libéral et plus large que vous, et vous soulevez ici une question qui serait contradictoire avec la liberté du travail. Que demandent les ouvriers? Un jour de repos par semaine.

M. Léon Say nous parlait tout à l'heure de la loi de 1874; qu'il me permette de lui dire que, contrairement à son opinion, cette loi n'a pas été appliquée, que presque partout on travaille aussi bien le dimanche que les autres jours, et que le repos hebdomadaire n'est pas observé. Je demande pour ma part à M. le Ministre du commerce que, lorsque cette loi sera votée, étant donnés les fonds dont il disposera pour les inspecteurs, il veuille faire

appliquer sérieusement la loi, au lieu d'agir comme on l'a fait précédemment.
(*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Léon Say, dont j'ai déjà donné lecture.

Voici les résultats du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	517
Majorité absolue.....	259
Pour l'adoption.....	206
Contre.....	311

(La Chambre des députés n'a pas adopté.)

Je mets aux voix l'article 5 tel qu'il a été rédigé par la Commission.

(L'article 5 est adopté.)

La Commission propose pour l'article 6 la rédaction suivante : « Néanmoins, dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, la nuit, aux travaux indispensables, sous les conditions qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par un règlement d'administration publique. »

(L'article 6 est adopté.)

« ART. 7. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées, pour les travailleurs visés à l'article 5, pour certaines industries à désigner par le susdit règlement d'administration publique. » — (Adopté.)

« ART. 8. — Les enfants des deux sexes, âgés de moins de 13 ans, ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres, cirques et cafés-concerts, ni aux exhibitions foraines.

« Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à Paris, et les préfets, dans les départements, pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées. »

M. JULIEN GOUJON. — Je viens soumettre à l'attention de la Chambre quelques arguments qui, j'en suis convaincu, la détermineront à rejeter complètement cet article 8 qui est absolument inutile, ou tout au moins l'engageront à y introduire des modifications profondes.

En effet, il me semble que la Commission a quelque peu oublié que nous

avons déjà, dans le corps de nos lois, un décret du 6 janvier 1864 et une loi du 7 décembre 1874 sur le travail des enfants dans les théâtres, les cirques et autres établissements de spectacles publics.

Je m'imaginai, lorsqu'on proposait à notre examen une loi sur la protection de l'enfance, qu'on nous engagerait à voter des mesures plus protectrices que celles qui existaient déjà. Or, il se produit ce fait que les lois actuellement en vigueur sont plus favorables à la protection de l'enfance que celle qu'on vous propose aujourd'hui d'adopter.

En effet, permettez-moi de vous donner lecture de l'article 8 de la loi nouvelle et de rapprocher cet article du décret du 6 janvier 1864 sur la liberté des théâtres et de la loi de 1874 sur l'emploi des enfants dans les exploitations théâtrales et foraines.

L'article 8 qu'on nous apporte est ainsi conçu : « Les enfants des deux sexes, âgés de moins de 13 ans, ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres, cirques et cafés-concerts, ni aux exhibitions foraines. »

Et ce paragraphe, qui pose la règle, est suivi de celui-ci, qui contient un tempérament reconnu nécessaire : « Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à Paris, et les préfets, dans les départements, pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou de plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées. »

On pourrait tout d'abord élever une critique qui s'est déjà produite dans d'autres circonstances et qui paraît sérieuse :

Pourquoi, dans une loi qui réglemente le travail des femmes et des enfants dans les manufactures, introduit-on les dispositions visant les enfants employés dans les théâtres, les concerts et les cirques ?

Je suis de ceux qui pensent, Messieurs, qu'on peut faire une seule loi, étant donnée la nouvelle jurisprudence de la cour de cassation qui assimile aux ouvriers les acteurs et toutes personnes employées dans les théâtres.

Aussi bien, lorsque nous avons discuté, dans cette Chambre, il y a quelques mois, la loi sur la sécurité des travailleurs, j'ai eu l'honneur de déposer un amendement que vous avez bien voulu accepter et aux termes duquel la même protection était assurée aux machinistes et aux acteurs qu'aux ouvriers employés dans les manufactures. Ce n'est donc pas sur ce point que j'appelle votre attention.

Je vous disais que l'on nous proposait un vote qui n'avait pas de raison d'être et que, eût-il sa raison d'être, il devait être repoussé par vous comme étant moins favorable que la législation actuelle.

En effet, le décret du 6 janvier 1864, sur la liberté des théâtres, est ainsi conçu, dans son article 5 :

« Les théâtres d'acteurs enfants continuent d'être interdits. »

Cette disposition concerne évidemment les théâtres dans lesquels les enfants sont employés d'une façon permanente et où ils sont les seuls acteurs. Ce n'est évidemment pas le cas que la Commission a voulu viser. J'écarte donc cette disposition du décret du 6 janvier 1864, tout en faisant observer qu'il n'était pas besoin d'innover et d'introduire un correctif à votre article 8.

Lorsqu'il s'agit de prendre part à des représentations accidentelles, ou quand ils sont appelés uniquement à jouer à côté d'artistes qui ont passé cet âge, les mineurs de 13 ans peuvent, à l'heure actuelle, prêter leur concours sans éveiller les susceptibilités de l'administration ni les rigueurs de la loi répressive.

Il est donc inutile de légiférer à nouveau sur ce point, à moins que vous ne vouliez pour l'avenir éviter des controverses qui ne se sont pas produites dans le passé, et que je ne prévois pas.

Vous reconnaîtrez qu'à ce premier point de vue l'observation que je présente est parfaitement rationnelle. Mais je rencontre une inconséquence absolue, si je rapproche de la loi du 7 décembre 1874 l'article 8 dont vous avez le texte sous les yeux.

En lisant le rapport de l'honorable M. Jamais et surtout le projet de loi qui est annexé, — et je fais cette observation aujourd'hui seulement parce que je n'avais pas l'honneur d'appartenir à la Chambre au moment où cette loi a été discutée, — j'ai constaté qu'on n'avait pensé qu'à la loi de 1874 qui régit le travail des enfants dans les manufactures. C'est ainsi que je vois, dans l'article 32 de la loi de 1874, qui vise l'abrogation des textes existants, qu'on n'a abrogé que la loi du 19 mai 1874.

Je lis, en effet, à l'article 32, second et dernier paragraphe : « La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions seront abrogés à la date susindiquée. »

M. le rapporteur me fait un geste que je ne veux pas interpréter dans la crainte de me tromper et de me montrer ainsi l'écho infidèle de son sentiments (*On rit*) ; je lui fais cependant très humblement observer qu'à côté de cette loi du 19 mai 1874, qui l'a préoccupé à juste titre, il en existe une autre, qu'il a complètement négligée, celle du 7 décembre 1874, qui régit le travail des enfants employés dans les cirques et dans les exhibitions foraines. Cette loi, la Commission l'a complètement laissée de côté, et cependant elle est intéressante : d'abord, parce qu'elle protège l'enfant jusqu'à 16 ans, tandis que vous ne le protégez dans votre nouveau texte que jusqu'à 13 ans ; ensuite, parce que la loi de 1874 prononce des pénalités correctionnelles contre ceux qui exploitent l'enfance, et qu'aujourd'hui vous, qui voulez être plus protecteurs que le législateur de 1874, vous n'édictez que des peines de simple police. En effet, voici le texte de la loi de 1874. . . .

M. CUNÉO D'ORNANO. — Du 7 décembre 1874, et il ne faut pas confondre cette loi avec celle de mai 1874.

M. JULIEN GOUJON. — C'est ce que j'ai déjà fait observer.

L'article 1^{er} s'applique à tout individu et vise les exercices acrobatiques. Ce n'est pas notre espèce. (*On rit*.)

Messieurs, vous me rendrez cette justice que je vous mets immédiatement hors de cause et que, quand je fais allusion aux exercices acrobatiques, je ne parle que des petits enfants, et non des grands. (*Nouveaux rires*.)

L'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874 est ainsi conçu : « Tout individu qui fera exécuter par des enfants de moins de 16 ans des tours de

force périlleux ou des exercices de dislocation, sera puni d'un emprisonnement, etc. » Cet article est général, il s'applique à tout le monde.

Un membre au centre. On ne l'applique jamais !

M. JULIEN GOUJON. — Il ne vise que les exercices de force, de dislocation, qui compromettent la santé de l'enfant. Le législateur de 1874 n'a pas voulu protéger simplement la santé de l'enfant, il a voulu également le protéger au point de vue moral.

En effet, dans le second paragraphe de cet article, le législateur ajoute :

« Tout individu, autre que le père ou la mère, pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque. . . . » — ce sont les expressions de la loi nouvelle — « qui emploiera dans ses représentations des enfants âgés de moins de 16 ans, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et d'une amende de 16 à 200 francs.

« La même peine sera appliquée aux père et mère exerçant les professions ci-dessus désignées qui emploieront dans leurs représentations leurs enfants âgés de moins de 12 ans. »

Ce texte est formel ; on n'a pas songé à l'abroger et je suis fondé à demander à la Commission si son intention est de revenir sur ces prescriptions qui ont été promulguées en 1874 et qui sont de nature à protéger l'enfant plus efficacement qu'on ne propose de le faire aujourd'hui. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. LEYDET. — Cette loi de 1874 n'a jamais été appliquée.

M. JULIEN GOUJON. — Comment, cette loi n'est pas appliquée ! On voit bien, mon cher collègue, que vous ne fréquentez guère la police correctionnelle. (*On rit.*) Je vous en félicite d'ailleurs.

Je conclus en ces termes : Y a-t-il lieu de conserver l'article 8 tel qu'il vous est proposé ? Pouvez-vous l'accepter avec un amendement quelconque ? Telle est la double question qu'il s'agit d'examiner. Il importe de faire une œuvre utile et surtout il est urgent que cette loi soit votée. (*Très bien ! très bien !*) Si la Commission veut maintenir l'article 8, ce ne pourra être que sous la réserve qu'il ne tiendra pas en échec la loi de 1874. . . .

M. MULLER. — Il faut le dire, alors !

M. JULIEN GOUJON. — et qu'on ne pourra pas plus qu'aujourd'hui employer dans des théâtres forains et dans des cirques des enfants mineurs de moins de 16 ans. L'emploi d'enfants au-dessous de cet âge dans les cirques et professions foraines présente, au point de vue physique et moral, un très grave danger dont vos prédécesseurs ont proclamé l'imminence. (*Très bien ! très bien !*)

D'un autre côté je crois que vous devez également élever les pénalités

dans la loi que nous discutons. En effet, sous l'empire de la loi du 7 décembre 1874, lorsque quelqu'un exploitait l'enfance et l'exposait à ces dangers physiques et moraux que j'ai signalés, il était passible de la police correctionnelle et pouvait être puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, ou d'une amende de 16 à 200 francs, avec application possible de l'article 463 sur les circonstances atténuantes. Aujourd'hui, au chapitre des pénalités, la Commission nous propose d'édicter les peines suivantes :

« Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi. . . . » — Remarquez que dans le premier article de la loi on n'a pas fait figurer les établissements de spectacles publics. — « qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs. »

Voilà toute la protection que vous voulez faire ! Permettez-moi de vous dire que c'est de la protection à rebours. (*Très bien ! très bien !*)

Je demande donc à la Commission si elle entend conserver ces dispositions et supprimer tout ce qui fait double emploi avec la loi de 1874. Qu'elle conserve, si elle le veut, les dispositions de la loi de 1874 pour les professions ambulantes, foraines, dans lesquelles les parents ne peuvent pas toujours suivre et surveiller l'enfant ; mais, lorsqu'il s'agira des théâtres où les parents pourront accompagner leurs enfants mineurs, il est certain qu'une surveillance effective peut être exercée et que, par conséquent, les pénalités peuvent être adoucies.

J'accepterais très bien l'article 8 s'il était ainsi rédigé :

« Les enfants des deux sexes âgés de moins de 13 ans ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations données dans les théâtres et concerts sédentaires. »

Alors nous aurions deux lois parallèles : la loi de 1874 pour les professions ambulantes et la loi actuelle pour les professions sédentaires. (*Très bien ! très bien ! sur plusieurs bancs.*)

M. LAROCHE-JOUBERT. — Demandez le renvoi de l'article à la Commission, ou sa suppression.

M. LE RAPPEUR. — Ma réponse, au nom de la Commission, sera extrêmement courte et j'espère qu'elle convaincra la Chambre.

Je ne vois pas ni ne puis admettre la contradiction, l'antinomie que l'honorable M. Goujon aperçoit dans notre article 8 et la loi de 1874. Il me semble que M. Goujon s'est répondu à lui-même, et c'est cette réponse que je lui oppose. Je le prie de remarquer que, dans le dernier article du projet de la Commission, qui vise les lois antérieures abrogées et notamment la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants, — car il ne faut pas qu'il y ait confusion dans la date, — nous n'avons pas abrogé la loi du 7 décembre 1874 dont il a parlé à la tribune.

M. CUNÉO D'ORNANO. — Vous l'atténuez.

M. LE RAPPORTEUR. — Pas du tout, nous la complétons et c'est le sens des observations que j'apporte à la tribune.

La loi de 1874 n'est pas atténuée, pour reprendre l'expression de M. Cunéo d'Ornano; elle subsiste tout entière, quant aux cas qu'elle a prévus. Mais nous avons pensé qu'il était nécessaire, et nous l'avons fait d'accord avec le Gouvernement, non pas de l'atténuer ou de la corriger, mais de la compléter. En effet, que résulte-t-il des termes mêmes de l'article 1^{er} de la loi de décembre 1874, dont M. Goujon a donné lecture? C'est que cette loi ne s'applique qu'à certains cas déterminés, aux exhibitions foraines, aux tours de force. Mais, en dehors de cela, il y a les théâtres, les cafés-concerts, les cirques.

Eh bien, nous avons pensé qu'il n'était pas admissible qu'on pût employer, comme acteurs ou figurants, des enfants âgés de moins de 13 ans dans les représentations des théâtres, cirques, cafés-concerts, c'est-à-dire dans un milieu qui n'est nullement compatible avec le respect dont l'enfance doit être entourée.

Tel est le sens de l'article 8 du projet de la Commission.

Non, la loi de 1874 n'est ni abrogée, ni corrigée, ni atténuée; elle est étendue et complétée par l'article 8 aux cas qu'elle n'avait pu prévoir.

Sur divers bancs. Aux voix! aux voix!

M. LE PRÉSIDENT. — Mais, Messieurs, il faut que la question soit examinée afin qu'il n'y ait dans la loi actuelle aucune contradiction avec une loi précédente. (*Très bien! très bien!*)

M. JULIEN GOUJON. — Je ne puis pas me ranger aux observations de l'honorable M. Jamais. Il me semble qu'il a mal lu la loi de 1874 ou qu'il n'a pas bien saisi la portée de l'article 1^{er} de cette loi dont j'ai donné lecture.

La loi de 1874, dans son ensemble, vise bien les professions ambulantes, les théâtres forains; mais alors pourquoi M. Jamais inscrit-il dans la loi actuelle, si elle ne doit pas tenir en échec ou modifier la loi de 1874, les mots suivants « les enfants employés dans les cirques et exhibitions foraines »? La loi de 1874 porte précisément ces mêmes expressions.

M. LAROCHE-JOUBERT. — Il faut renvoyer cet article à la Commission.

M. JULIEN GOUJON. — Si vous aviez mis simplement, comme je l'ai indiqué, « les enfants employés dans les théâtres et les établissements sédentaires », peut-être pourriez-vous soutenir que la loi de 1874 ne fait pas double emploi avec celle que vous proposez; mais du moment, je le répète, que vous voulez réglementer le travail des enfants dans les cirques et exhibitions foraines, je dis que vous revenez, non pas en l'atténuant, mais en la disloquant complètement, sur la loi de 1874, qui était une loi bienfaisante et sûrement protectrice. (*Très bien! très bien!*)

Il faut absolument supprimer dans votre article les mots « cirques » et exhibitions foraines ». Aujourd'hui on fait évidemment de l'acrobatie tous les

les jours dans les théâtres où l'on joue des pièces à grand spectacle, des féeries.

Si vous permettez d'employer des enfants de 13 ou 14 ans, vous tombez dans les mêmes dangers que vous signalez. J'ai donc raison de dire que vous n'avez pas le droit de diminuer les pénalités, alors que le danger s'accroît. (*Très bien !*) Autrefois, les enfants n'étaient employés que dans les professions ambulantes ; aujourd'hui, ils le sont dans les théâtres sédentaires. Il serait peut-être sage de maintenir les mêmes prohibitions au point de vue général tout au moins pour les exercices dangereux, que les théâtres où ils ont lieu soient sédentaires ou forains. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande à dire un seul mot de ma place, si la Chambre veut bien me le permettre. (*Parlez !*)

La Commission maintient son texte ; elle y voit le complément de la loi de 1874, au lieu d'en voir l'abrogation. Quant aux pénalités qui, selon M. Goujon, auraient été atténuées sur celles de 1874, je vous demanderai la permission de vous rappeler que ce n'est pas le fait de la Commission.

Lorsqu'en effet nous avons discuté, aux mois de janvier et février derniers, ce projet de loi, c'est la Chambre elle-même qui y a inscrit des pénalités atténuées sur celles qui étaient proposées. Par conséquent, ce n'est pas un reproche qui puisse nous toucher. Quant au texte lui-même, nous le maintenons dans son intégralité. (*Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez cependant examiné la loi de 1874 ?

M. LE RAPPORTEUR. — Parfaitement !

M. LE PRÉSIDENT. — Il est bien évident que si l'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874 ne contenait que ce paragraphe : « Tout individu qui fera exécuter par des enfants de moins de 16 ans des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation . . . » et ne frappait d'une pénalité plus forte que les individus auxquels cette disposition s'applique, il n'y aurait aucune contradiction entre cette loi et le projet actuel. Mais il y a un second paragraphe qui porte : « Tout individu autre que les père et mère pratiquant la profession d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque, qui emploiera dans ses représentations des enfants de moins de 16 ans sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 16 à 200 francs. »

Eh bien, il importe de savoir si votre loi abroge celle de 1874.

M. LE RAPPORTEUR. — Aucunement !

MM. JULIEN GOUJON et CUNÉO D'ORNANO. — Alors il y aura deux lois frappant le même fait de peines différentes.

Plusieurs membres à droite. — Nous demandons le renvoi à la Commission !

M. LAROCHE-JOUBERT. — Que la Commission reconnaisse qu'elle a perdu de vue la loi de 1874 et qu'elle accepte le renvoi !

M. LE PRÉSIDENT. — Je demande simplement à M. le rapporteur de vouloir bien fournir une explication à la Chambre sur le point que je viens d'indiquer.

M. LE RAPPORTEUR. — Il me sera très facile de la donner. . .

M. CAMILLE COUSSET. — Acceptez donc le renvoi à la Commission !

M. LE PRÉSIDENT. — Mais, Messieurs, laissez au moins M. le rapporteur s'expliquer !

M. LAROCHE-JOUBERT. — La Commission y met de l'amour-propre.

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'y a aucune espèce d'amour-propre de la part de la Commission, pas plus que de la part de nos collègues de ce côté-ci de la Chambre (*la droite*). Nous croyons que la question peut se résoudre tout de suite, et c'est pour cela que je suis à la tribune. (*Parlez ! parlez !*)

Je vous demande la permission de vous rappeler le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874. Il est ainsi conçu :

« Tout individu autre que les père et mère pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque, qui emploiera dans ses représentations des enfants de moins de 16 ans. . . » Ce n'est pas à la Chambre que j'ai besoin de dire que quand il s'agit d'un texte qui édicte des pénalités, ce texte est interprété dans un sens limitatif. Eh bien, vous êtes ici en présence, — l'observation me paraît avoir une bien grande force, et je la soumets à vos esprits, — vous êtes ici en présence d'un texte qui spécifie nominativement les professions qui entrent dans la loi de 1874; celles d'acrobate, de saltimbanque, de charlatan, de montreur d'animaux, de directeur de cirque. . .

M. JULIEN GOUJON. — Les exhibitions foraines, c'est la même chose !

M. LE RAPPORTEUR. — . . . tandis que notre article 8 pose un principe et une règle générale. Par conséquent, dans tous les cas qui n'entreront pas dans les termes mêmes du deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de la loi de 1874, c'est l'article 8 de notre projet qui sera applicable.

M. ANTIDE BOYER. — Augmentez alors les pénalités !

Voix nombreuses. — Le renvoi à la Commission !

M. FERNAND DE RAMEL. — Pour éclairer le texte proposé par la Commission, il faudrait ajouter ces mots « sans préjudice des pénalités portées dans la loi du 7 décembre 1874 ». (*C'est cela ! — Très bien !*)

M. LAVY. — Je crois qu'il est nécessaire que la Commission se réunisse pour examiner rapidement à nouveau le texte qu'elle nous soumet. Il y a à cela différentes raisons. En voici une qui, je crois, n'a pas été donnée.

La loi de 1874 a créé des catégories déterminées, mais elle ne parle ni des théâtres ni des cafés-concerts. Aussi, lorsque nous demandions, au conseil municipal de Paris, qu'on voulût bien ne pas employer d'enfants dans certains théâtres subventionnés par l'État, nous répondait-on : il n'y a aucune loi qui le défende. Avec la loi nouvelle on ne pourra plus employer désormais les enfants dans les théâtres ou dans les cafés-concerts. Elle aura donc un avantage sur la loi ancienne.

Mais il semble cependant qu'il y ait une opposition entre le texte de l'article 8 de la loi en discussion et le texte de l'article de la loi de 1874 pour ce qui concerne les professions autres que celles des théâtres et des cafés-concerts. Il semble qu'il y ait, en quelque sorte, une diminution de la loi de décembre 1874 et quant à la pénalité, et quant à la limite fixée pour l'âge des enfants qu'on emploie. (*C'est cela ! — Très bien !*)

Je prie donc la Chambre de décider que la Commission aura à revoir son texte, à le mettre au moins au niveau de la loi de décembre 1874 et à l'amplifier comme elle-même avait désiré le faire. (*Très bien !*)

Je demande le renvoi à la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vais, au nom de la Commission, proposer une addition.

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. — Mais non ! Le renvoi à la Commission ! On n'improvise pas des lois comme cela !

M. LE RAPPORTEUR. — Nous proposons à la Chambre d'ajouter ces mots « sans préjudice des pénalités prévues pour les cas rentrant sous l'application de la loi des 7-20 décembre 1874 ».

Un membre à gauche. — Et la limite d'âge ?

M. JULIEN GOUJON. — Vous aurez toujours cette dualité de lois pour le même fait. Du moment que vous conservez les mots « cirques et exhibitions foraines », votre texte présente toujours le même vice. Comment voulez-vous que les tribunaux interprètent votre loi ?

M. ENGERAND. — Vous aurez deux peines différentes pour le même délit.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Goujon, insistez-vous pour que je donne lecture de votre texte ?

M. JULIEN GOUJON. — Parfaitement, Monsieur le Président.

Sur divers bancs. — Le renvoi à la Commission !

M. LE PRÉSIDENT. — M. Goujon propose de modifier l'article 8, § 1^{er}, ainsi qu'il suit :

« Les enfants des deux sexes, âgés de moins de 13 ans, ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts permanents, alors même qu'ils exerceraient leur profession sous l'autorité et la surveillance de leurs parents. »

Sur divers bancs. — Le renvoi à la Commission.

M. JULIEN GOUJON. — J'accepte le renvoi à la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission ne s'oppose pas au renvoi. (*Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition au renvoi à la Commission?...

Le renvoi est ordonné.

SECTION III.

TRAVAUX SOUTERRAINS.

« ART. 9. — Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales du travail des enfants de 13 à 18 ans du sexe masculin dans les travaux souterrains ci-dessus visés.

« Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, ces règlements pourront permettre le travail des enfants à partir de 4 heures du matin et jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures. » — (Adopté.)

SECTION IV.

SURVEILLANCE DES ENFANTS.

« ART. 10. — Les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de 18 ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile.

« Si l'enfant a moins de 13 ans, le livret devra mentionner qu'il est muni du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882.

« Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnés toutes les indications insérées au présent article. » — (Adopté.)

« ART. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur, un autre sera déposé à la mairie.

« L'organisation de relais qui aurait pour effet de prolonger au delà de la limite légale la durée de la journée de travail est interdite pour les personnes protégées par la présente loi.

« Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

« Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs nom et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état. » — (Adopté.)

SECTION V.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

« ART. 12. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique. » — (Adopté.)

« ART. 13. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous des conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs. » — (Adopté.)

« ART. 14. — Les établissements visés dans l'article 1^{er} et leurs dépendances doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés et ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

« Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés. » — (Adopté.)

« ART. 15. — Tout accident ayant causé une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er}, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

« Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical en sera remis, séance tenante, au déposant.

« Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental. » — (Adopté.)

« ART. 16. — Les patrons ou chefs d'établissements doivent en outre veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique. » — (Adopté.)

SECTION VI.

INSPECTION.

« ART. 17. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et de la loi du 9 septembre 1848.

« Ils sont chargés, en outre, concurremment avec les commissaires de police, de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

« Toutefois, en ce qui concerne les exploitations de mines, minières et carrières, l'exécution de la loi est exclusivement confiée aux ingénieurs et contrôleurs des mines, qui, pour ce service, sont placés sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Adopté.)

« ART 18. — Les inspecteurs du travail sont nommés par le Ministre du commerce et de l'industrie.

« Ce service comprendra :

« 1^o Des inspecteurs divisionnaires;

« 2^o Des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

« Un décret rendu après avis des conseils généraux intéressés, du Comité des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail ci-dessous instituée déterminera les départements dans lesquels il y aura lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixera le nombre, le traitement et les frais de tournée de ces inspecteurs.

« Les inspecteurs ou inspectrices départementaux sont placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire.

« Les inspecteurs du travail prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication, et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

« Toute violation de ce serment est punie conformément à l'article 378 du Code pénal. »

M. DRON. — Je veux simplement demander la suppression de ces mots : après l'avis des conseils généraux ».

Dans la dernière délibération, la Chambre a voté un amendement de M. le comte de Lanjuinais dispensant les conseils généraux du paiement des inspecteurs départementaux. Il n'y a donc plus à les consulter.

M. RICARD (Seine-Inférieure). — La Commission accepte cette suppression.

M. LE PRÉSIDENT. — L'article serait alors ainsi rédigé :

« Un décret rendu après avis du Comité des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail, etc. . . »

M. LAVY. — Quelques-uns de mes collègues et moi craignons qu'il n'y ait lieu à interprétation erronée à propos de la désignation des inspecteurs et inspectrices départementaux.

Nous demandons au Gouvernement s'il entend se réserver la faculté de ne pas nommer des inspectrices ou s'il est dans son intention de nommer des inspecteurs et des inspectrices. Nous croyons qu'il est des industries dans lesquelles il faut nécessairement nommer des inspectrices.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Très certainement, je nommerai des inspectrices.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 18 avec la suppression des mots : « des conseils généraux ».

(L'article 18 est adopté.)

« ART. 19. — Désormais, ne seront admis aux fonctions d'inspecteur divisionnaire ou départemental que les candidats ayant satisfait aux conditions et aux concours visés par l'article 22.

« La nomination au poste d'inspecteur titulaire ne sera définitive qu'après un stage d'un an. » — (Adopté.)

« ART. 20. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er}. Ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2.

« Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

« Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

« Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi.

M. BALSAN. — Monsieur le Président, il faut supprimer dans cet article les mots « les livrets ». Il n'y a plus de livrets.

M. RICARD (Seine-Inférieure). — Pardon ! ils existent toujours. La loi nouvelle sur les livrets d'ouvriers n'a pas abrogé les dispositions de la loi de 1874 qui exigent que les enfants et les filles mineures aient des livrets.

M. NICOLAS, *directeur du commerce intérieur, commissaire du Gouvernement.* — Et c'est très utile !

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 20.

(L'article 20 est adopté.)

« ART. 21. — Les inspecteurs ont pour mission, en dehors de la surveillance qui leur est confiée, d'établir la statistique des conditions du travail industriel dans la région qu'ils sont chargés de surveiller.

« Un rapport d'ensemble résumant ces communications sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Adopté.)

SECTION VII.

COMMISSIONS SUPÉRIEURE ET DÉPARTEMENTALES.

« ART. 22. — Une Commission supérieure composée de neuf membres, dont les fonctions sont gratuites, est établie auprès du Ministre du commerce et de l'industrie. Cette Commission comprend deux sénateurs, deux députés élus par leurs collègues et cinq membres nommés pour une période de quatre ans par le Président de la République. Elle est chargée :

« 1° De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi;

« 2° De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés;

« 3° Enfin, d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme du concours qu'ils devront subir.

« Les inspecteurs divisionnaires nommés en vertu de la loi du 19 mai 1874 et actuellement en fonctions seront répartis entre les divers postes d'inspecteurs divisionnaires et d'inspecteurs départementaux établis en exécution de la présente loi, sans être assujettis à subir le concours.

« Les inspecteurs départementaux pourront être conservés sans subir un nouveau concours. » — (Adopté.)

« ART. 23. — Chaque année, le président de la Commission supérieure adresse au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

« Ce rapport doit être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*. » — (Adopté.)

« ART. 24. — Les conseils généraux devront instituer une ou plusieurs commissions chargées de présenter, sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible, des rapports qui seront transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure.

« Les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les président et vice-président du conseil de prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre industriel du département et, s'il y a lieu, l'ingénieur des mines, font partie de droit de ces commissions dans leurs circonscriptions respectives.

« Les commissions locales instituées par les articles 20, 21 et 22 de la loi du 19 mars 1874 sont abolies. » — (Adopté.)

« ART. 25. — Il sera institué dans chaque département des comités de patronage ayant pour objet :

« 1° La protection des apprentis et des enfants employés dans l'industrie :

« 2° Le développement de leur instruction professionnelle.

« Le conseil général, dans chaque département, déterminera le nombre et la circonscription des comités de patronage, dont les statuts seront approuvés, dans le département de la Seine, par le Ministre de l'intérieur et le Ministre du commerce et de l'industrie, et par les préfets dans les autres départements.

« Les comités de patronage seront administrés par une commission composée de sept membres, dont quatre seront nommés par le conseil général et trois par le préfet.

« Ils sont renouvelables tous les trois ans. Les membres sortants pourront être appelés de nouveau à en faire partie.

« Leurs fonctions sont gratuites. » — (Adopté.)

SECTION VIII.

PÉNALITÉS.

« ART. 26. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

« Toute personne soumise à la présente loi qui imposera à un enfant des

travaux présentant des causes de danger ou excédant ses forces sera passible des peines édictées au paragraphe ci-dessus.

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi.

« Toutefois, la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés par une autre personne.

« Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. » — (Adopté.)

« ART. 27. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

« Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

« En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

« Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes sans qu'en aucun cas l'amende, pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs. » — (Adopté.)

« ART. 28. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

« Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département. » — (Adopté.)

« ART. 29. — Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque fait une fausse déclaration relative au personnel employé ou a mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

« En cas de récidive, l'amende sera portée de 500 à 1000 francs.

« L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article. » — (Adopté.)

SECTION IX.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

« ART. 30. — Les règlements d'administration publique nécessaires à l'application de la présente loi seront rendus après avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures.

« Le conseil général des mines sera appelé à donner son avis sur les règlements prévus en exécution de l'article 9. » — (Adopté.)

« ART. 31. — Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15 et 16 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel.

« Les dispositions de l'article 20 ci-dessus seront applicables auxdits cas en ce qu'elles modifient la juridiction et la quotité de l'amende indiquées au premier paragraphe de l'article 20 de la loi du 22 février 1851.

« Ladite loi continuera à recevoir son exécution dans ses autres prescriptions. » — (Adopté.)

« ART. 32. — Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables que six mois après sa promulgation.

« La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions seront abrogés à la date susindiquée. » — (Adopté.)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Messieurs, le dernier article de la loi, dont vous venez d'entendre la lecture, fixe le délai d'exécution.

Le Sénat, lors de son premier vote, avait fixé ce délai à dix-huit mois.

M. BALSAN. — C'était très sage.

M. LE MINISTRE. — J'ai fait rechercher très attentivement, par les hommes les plus compétents, quel pouvait être le délai minimum nécessaire pour exécuter dans son ensemble la loi que vous venez d'adopter.

Pour certaines industries, cette loi peut être exécutée, pour ainsi dire, immédiatement. Il est bien clair que la suppression du travail de nuit, par exemple, dans les ateliers de couture ou de modes, peut être appliquée à très bref délai. Mais, pour certaines industries, et en particulier pour la filature, qui use plus qu'aucune autre du travail de nuit, il est nécessaire de procéder, en quelque sorte, à une nouvelle organisation industrielle. Il faut faire construire des usines, y installer des broches, réunir le personnel ouvrier. Ce n'est pas là une œuvre d'improvisation.

M. VILFEU. — Très bien! très bien!

M. LE MINISTRE. — Le délai minimum qui m'a été indiqué comme indispensable à ces dernières industries est précisément le délai d'un an. J'ai demandé au Sénat d'adopter ce dernier délai. Le Sénat a fait droit à ma demande et la loi revient devant vous avec un délai d'exécution d'un an, au lieu du délai de dix-huit mois qui était précédemment inscrit.

Votre Commission a réduit ce délai de un an à six mois. Vous voulez tous, Messieurs, faire une œuvre sérieuse et il est évident que vous n'entendez pas édicter une loi dont l'application serait matériellement impossible.

Or, je voudrais bien savoir ce que mes inspecteurs pourront répondre aux chefs d'industrie si ceux-ci leur montrent les maçons en train de construire les bâtiments, les mécaniciens en train d'établir les broches; si les chefs

d'industrie prouvent que, malgré toute leur bonne volonté, rien n'est encore prêt et que, par suite, il n'est pas possible d'exécuter immédiatement la loi, voudriez-vous que mes agents verbalisent dans ces conditions?

Je demande donc à la Commission, pour éviter toute discussion, de reconnaître la nécessité industrielle du délai que je vous indique et que je prie la Chambre d'adopter. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. ANTIDE BOYER. — Messieurs, je ne viens pas contredire M. le Ministre. Il me semble toutefois que de la décision qui va être prise il résultera que cette loi ne sera applicable que dans un an, par conséquent très tard, et ce sont justement les industries auxquelles il serait facile de l'appliquer immédiatement qui pourraient prendre texte de cette rédaction pour rester un an avant de l'appliquer. Il serait donc désirable qu'on n'accordât cette concession qu'aux industries qui en ont réellement besoin. (*Réclamation à droite.*)

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. — Cela deviendrait absolument arbitraire!

M. ANTIDE BOYER. — C'est à droite qu'on parle d'arbitraire!... Messieurs, votre régime a été bien autrement arbitraire que le nôtre...

M. LE COLONEL BARON DE PLAZANET. — Il n'y a pas de politique dans la question en discussion.

M. ANTIDE BOYER. — S'il n'y a rien de politique, ma réplique ne doit pas vous froisser. J'avais simplement répondu à une interruption qui m'était adressée.

Je disais, Messieurs, qu'il ne faudrait pas, dans la pratique, que certaines industries prissent acte de ce qu'une corporation, par exemple celle des tisseurs, a besoin d'un certain temps afin de se conformer à la loi, pour que dorénavant ces industries pussent échapper à l'application de cette loi.

Je me permets de faire remarquer à la Chambre que voilà déjà de longues années qu'on cherche à obtenir l'application du principe qui fait le fond de la loi en discussion. En ce moment, il s'agit de faire passer cette loi dans la pratique et l'on propose encore un délai d'exécution tel qu'il est permis de se demander, en vérité, si l'on veut sérieusement voter un texte susceptible d'avoir un effet utile. Nous ne nous opposons pas, je le répète, à ce qu'il soit accordé des facilités à certaines industries; mais, d'autre part, nous demandons que le bénéfice de l'exception, en ce qui concerne le délai d'exécution de la loi, soit réservé exclusivement aux industries qui en ont sérieusement besoin. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, j'apporte d'un mot à la tribune l'opinion de la Commission, qui vient d'être consultée. Il est certain qu'à tout moment nous avons eu l'intention de demeurer d'accord avec le Gouvernement sur la date de l'application de la loi. Néanmoins, la majorité de la Commission estime qu'un délai d'un an serait exagéré.

Je fais appel à M. le Ministre du commerce, au Gouvernement qu'il représente, pour lui demander si nous ne pourrions pas nous mettre d'accord sur une date que je vais indiquer. Nous discutons au mois de décembre 1891 ; la loi pourra être votée d'ici le mois prochain, peut-être, par le Sénat ; dès lors, je crois qu'il y aurait intérêt à indiquer une date fixe et nous pourrions dire : la loi sera appliquée le 1^{er} janvier 1893. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche.*)

C'est, à mon sens, Monsieur le Ministre, un moyen terme très acceptable et qui dénotera de la part de la Chambre le désir très légitime et très sincère de voir aboutir cette loi le plus rapidement possible. (*Très bien ! très bien !*)

M. BALSAN. — Messieurs, nous ne savons pas à quelle date la promulgation de la loi aura lieu. Si le Sénat ne la votait, par exemple, qu'au mois de mars, — et vous n'avez aucun moyen d'action sur lui pour la faire passer plus tôt, — vous vous trouveriez en présence d'un délai absolument insuffisant et il faudrait recommencer la discussion. (*Interruptions sur divers bancs à gauche.*)

Permettez-moi de faire appel à ceux qui connaissent bien ces questions, soit comme industriels, soit comme députés de centres industriels.

Je demande à M. Moreau ce qu'il faut de temps pour obtenir une grande quantité de broches soit pour le coton, soit pour la laine, en s'adressant à n'importe quel constructeur ? (*Réclamations à gauche.*)

Il n'y pas ici d'opinion politique, ce sont des questions de pure pratique sur lesquelles vous pouvez vous en remettre à ceux de nos collègues qui les connaissent.

M. ÉMILE MOREAU. — Vous parlez là d'une grande industrie dont la situation est toute particulière et qui, évidemment, a besoin d'un long délai. (*Mouvement.*)

M. BALSAN. — C'est la plus intéressée et celle pour laquelle, évidemment, il faut du temps. Je crois inutile d'insister ; si vous voulez, je vous donnerai des détails absolument précis.

M. ANTIDE BOYER. — Acceptez que le Ministre fixe ce point dans un règlement d'administration publique. (*Exclamations à droite.*)

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. — Un règlement ne peut pas faire la loi.

M. ANTIDE BOYER. — On vous offre un an !

M. GUSTAVE ISAMBERT. — C'est un délai précis que propose la Commission.

M. BALSAN. — La Commission n'a aucune action sur le Sénat, quel que

soit son désir d'aboutir; elle ne peut être certaine que le Sénat donnera son approbation à une date fixe.

M. ALBERT CHICHÉ. — On avait fixé le 1^{er} mai 1892, maintenant on propose le 1^{er} janvier 1893!

Voix à gauche. Un délai de dix ans.

M. BALSAN. — Je crois qu'en parlant d'un délai de dix ans on est disposé à rentrer dans la discussion sous une forme peu pratique.

Ne parlons pas des délais, qui donneraient à notre discussion un caractère particulier. (*Aux voix! aux voix!*)

Nous demandons, d'accord avec le Gouvernement et en nous basant sur la déclaration que vient de vous faire M. Moreau, un délai d'un an, délai nécessaire, comme M. le Ministre vous l'a expliqué.

Je pourrais vous donner des détails si vous le vouliez, mais je ne veux pas fatiguer votre attention et j'y renonce. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Balsan demande que le délai soit fixé à un an.

M. BALSAN. — J'ajoute que je ne suis en aucune façon intéressé dans la question, car je ne pratique pas le travail de nuit.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais vous y êtes intéressé comme député.

La Commission propose de fixer au 1^{er} janvier 1893, d'une façon ferme, la mise en application de la loi. M. Balsan propose que cette application commence une année à partir de la promulgation.

J'ignore quelle est la date que je dois mettre la première aux voix, car je ne sais pas celle qui est la plus éloignée. (*Sourires.*)

Si la Chambre le veut bien, je mettrai aux voix la proposition de la Commission...

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. — Dans le doute, c'est sur l'amendement que nous devons d'abord voter.

M. LE PRÉSIDENT. — Peu importe, le résultat sera le même.

Je mets aux voix l'amendement de M. Balsan, qui est appuyé par le Gouvernement et qui demande que la loi soit mise en application une année après sa promulgation.

Le scrutin est ouvert.

Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	523
Majorité absolue.....	262
Pour l'adoption.....	294
Contre.....	229

(La Chambre des députés a adopté.)

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission, d'accord avec M. Goujon, est prête à rapporter l'article 8 qui lui a été renvoyé.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons arriver à cette question, Monsieur le Rapporteur.

M. Boyer propose une disposition additionnelle ainsi conçue :

« Un règlement d'administration publique déterminera les industries auxquelles ce délai ne sera pas applicable. »

M. RICARD (Seine-Inférieure). — La Commission accepte cette disposition additionnelle.

M. LE COMTE DE LANJUNAIS. — Mais on n'aura pas le temps de faire un règlement!

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la disposition additionnelle proposée par M. Antide Boyer, qui est acceptée par la Commission et à laquelle le Gouvernement ne s'oppose pas.

(La disposition additionnelle est mise aux voix et adoptée.)

Alors, l'article 32 serait ainsi conçu :

« Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'une année après sa promulgation. Néanmoins, un règlement d'administration publique déterminera les industries auxquelles ce délai ne sera pas applicable.

« La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions seront abrogés à la date susindiquée. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 32.

(L'ensemble de l'article 32 est mis aux voix et adopté.)

M. LE RAPPORTEUR. — D'accord avec l'honorable M. Goujon, nous proposons de rédiger ainsi le premier paragraphe de l'article 8 :

« Les enfants des deux sexes âgés de moins de 13 ans ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires. »

Cette rédaction nouvelle fait disparaître les mots « cirques et exhibitions foraines », de sorte qu'il ne peut plus y avoir de doute dans l'esprit de personne sur l'application de la loi de 1874.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition à cette rédaction nouvelle du premier paragraphe de l'article 8. . . Elle est adoptée.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 8, qui est ainsi conçu :

« Les enfants des deux sexes âgés de moins de 13 ans ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.

« Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à Paris, et les préfets, dans les départements, pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées. »

(L'ensemble de l'article 8 est mis aux voix et adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet est adopté.)

SÉNAT

RAPPORT

présenté, le 3 mars 1892, au nom de la Commission (1) chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, amendé par le Sénat, amendé par la Chambre des députés, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, par M. TOLAIN, sénateur.

Messieurs, la proposition de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels est trop importante au point de vue social comme au point de vue économique; elle touche à trop d'intérêts généraux et particuliers pour ne pas appeler toute l'attention et toute la sollicitude du Parlement.

La proposition a donc donné lieu, à plusieurs reprises, à de longs et instructifs débats qui, peu à peu, ont permis de concilier des opinions divergentes. Pourtant le texte voté, le 19 décembre dernier, par la Chambre des députés diffère encore, sur quelques points, de celui que vous avez adopté en novembre 1891.

(1) Cette Commission était composée de MM. BERNARD LAYERGNE, *président*; SCHEURER-KESTNER, *secrétaire*; VELTEN, ÉMILE LABICHE, MARET, TOLAIN, DEMÔLE, SCRÉPEL, CHOVET.

Mais la plupart de ces modifications n'ont pour but que de mieux préciser certaines mesures administratives relatives à l'application de la loi ; d'autres sont de pure forme et ne changent rien au fond de la question ni à l'esprit qui a inspiré le projet.

Une seule modification touche à l'un des principes de la loi : c'est le rétablissement, dans le paragraphe 1^{er} de l'article 3, des mots « et les femmes », qui font bénéficier celles-ci des mesures protectrices déjà adoptées en faveur des enfants et des filles mineures.

Sur ce point, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que, lors de la dernière discussion, le Sénat, en première lecture, avait voté le maintien des mots « et les femmes » par 135 voix contre 112 ; ce n'est qu'en seconde lecture que ces mots ont été supprimés par 109 voix contre 99.

Après examen, la majorité de votre Commission s'est retrouvée du même avis qu'en novembre dernier et elle vous demande de ratifier le vote de la Chambre émis pour la troisième fois et à la majorité de 362 contre 168.

La question a été étudiée trop complètement dans les délibérations précédentes pour que le rapporteur se permette, à l'heure présente, de reproduire les raisons invoquées pour ou contre l'adjonction des mots « et les femmes » dans le paragraphe 1^{er} de l'article 3.

Nous avons à vous signaler maintenant les autres modifications apportées par la Chambre aux articles 2, 8 et 18, et celles que nous proposons nous-même aux articles 4, 7, 9, 26, 31 et 32.

ART. 2, § 3. — La Chambre a rétabli l'âge de 16 ans que le Sénat avait abaissé à 13 comme limite d'âge pour la production obligatoire du certificat d'aptitude physique. C'est une prescription qui a pour but de prolonger trois ans de plus, au point de vue de l'hygiène, une mesure protectrice aux jeunes générations de travailleurs des deux sexes et qui évidemment intéresse plus encore les filles que les garçons. Votre Commission n'a pas cru devoir s'opposer à son adoption.

Le même paragraphe 3 indiquait la qualité des médecins chargés de la délivrance desdits certificats : les médecins du premier âge, les médecins inspecteurs des écoles ou tout autre médecin désigné par le préfet. La Chambre a ajouté à ce texte, avant les mots « désigné par le préfet », ceux-ci « chargé d'un service public ». La Commission n'y voit pas d'inconvénients.

§ 4. Dans le paragraphe 4, la Chambre a intercalé les mots « à l'effet de constater », c'est une pure question de forme.

§ 6. Enfin, au paragraphe 6, la Chambre, après les mots « l'enseignement manuel », a ajouté ceux-ci « ou professionnel ». Cette adjonction ne soulève aucune difficulté.

ART. 4, § 2. — Ce paragraphe fixe entre 9 heures et 5 heures du matin la durée du travail de nuit, mais il contient en outre une dérogation qui permet de la restreindre entre 10 heures du soir et 4 heures du matin dans les établissements où le travail se trouve réparti en deux postes ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. La Chambre a voté ce paragraphe

tel qu'il avait été adopté par le Sénat, malgré l'intervention de M. Dron, qui demandait la suppression de la dérogation.

Déjà, en effet, des protestations s'étaient élevées contre les dangers que ferait naître cette dérogation votée au Sénat en vue de permettre au centre industriel de Saint-Chamond de supprimer le travail de nuit. Mais depuis le vote de la Chambre de nouvelles protestations plus nombreuses sont parvenues à votre Commission. A celle de la chambre de commerce de Tourcoing, citée par M. Dron, sont venues se joindre celles des chambres de commerce de Cambrai, de Lille, de Reims, de Saint-Quentin et du syndicat des cotonniers de l'Est; elles disent ces protestations :

« Quant aux intérêts matériels de nos ouvriers lainiers, nous les prétendons, comme ceux de nos industries, très gravement menacés et sérieusement sacrifiés par les tolérances projetées. Et nous protestons de toutes nos forces contre une législation qui aura pour conséquence certaine et prouvée — il faut le reconnaître et le dire bien franchement — d'encourager, à certains moments, les appels de bras exceptionnels, mais de faire jeter régulièrement et brutalement sur le pavé un grand nombre d'ouvriers sans travail. (*Chambre de commerce de Saint-Quentin.*) »

« La chambre, à l'unanimité, exprime très énergiquement le vœu que tout travail dans les manufactures soit interdit, sans exception, aux enfants âgés de moins de 18 ans, aux filles mineures et aux femmes, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. (*Chambre de commerce de Cambrai.*) »

« Pour ces différents motifs, en considération de la perturbation économique que l'emploi de deux équipes peut causer, et dans l'intérêt aussi de la morale publique comme de la santé et de la famille des ouvriers, nous devons conclure à la stricte limitation du travail de nuit, de 9 heures du soir à 5 heures et demie du matin, plutôt que 5 heures. (*Chambre de commerce de Tourcoing.*) »

« N'est-ce pas un vrai travail de nuit que le travail en deux équipes; plus pénible et plus pernicieux même que le travail de nuit, tel qu'il est organisé dans certaines localités. Dans les périodes d'activité, on attirera les ouvriers, mais, les besoins satisfaits, il y aura encombrement de main-d'œuvre et par suite abaissement des salaires. (*Chambre de commerce de Lille.*) »

« La loi telle qu'elle a été votée, en ce qui regarde l'exception pour le travail de nuit, paraît donc absolument impraticable, et la chambre de commerce exprime le vœu qu'elle soit rapportée avant qu'elle puisse être appliquée. (*Chambre de commerce de Reims.*) »

« La faculté de créer deux équipes de neuf heures aggraverait encore les inconvénients que nous venons de signaler, et aurait en plus une influence funeste sur la santé des ouvriers, étant donné les heures indues qu'il faudrait fixer pour les entrées et les sorties des deux équipes, sans compter la perturbation qui en résulterait pour les heures de repas et les habitudes du ménage. (*Syndicat cotonnier de l'Est.*) »

La majorité de votre Commission, frappée, Messieurs, des raisons exposées

dans les protestations dont vous avez vu ci-dessus quelques extraits, a accepté le moyen transitoire indiqué par les chambres de commerce qui consiste à autoriser le travail de nuit pendant un an chez les industriels qui prendront les mesures utiles pour assurer le travail de jour au personnel qu'ils occupent actuellement en deux équipes de jour et de nuit.

Si vous adoptez cette proposition, la nouvelle rédaction de la dérogation concernant le travail de nuit sera insérée à la fin de la loi comme disposition transitoire à l'article 32.

Le paragraphe 2 de l'article 4 ne contiendra donc plus que la règle unique qui fixe sans aucune exception la durée du travail de nuit entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

ART. 7. — Votre Commission vous propose aussi d'intercaler dans cet article les mots « par l'inspecteur divisionnaire », afin que nul doute ne puisse subsister sur le fonctionnaire ayant pouvoir pour lever temporairement les restrictions édictées à l'article 5.

ART. 8. — Cet article concerne les enfants employés dans les théâtres, concerts, cirques et exhibitions foraines. Les mots « cirques et exhibitions foraines » en ont été retranchés, sur l'observation que le décret du 6 janvier 1864 et la loi du 7 décembre 1874 assuraient une protection plus efficace aux enfants qui y sont employés. La Chambre n'a maintenu, par suite, que les mots « théâtres et concerts », auxquels a été ajouté le mot « sédentaires ». Nous vous demandons d'accepter le texte nouveau.

ART. 18. — La Chambre, considérant que, désormais, les inspecteurs du travail seront rétribués par l'État, a supprimé l'avis préalable des conseils généraux. Cette formalité est devenue, en effet, sans grand intérêt pour les conseils généraux.

ART. 26. — Votre Commission vous propose de supprimer le deuxième paragraphe, qui fait double emploi avec l'article 12.

ART. 31. — Les deuxième et troisième paragraphes avaient leur raison d'être lorsque les contraventions étaient portées devant la juridiction correctionnelle et punies d'une amende de 16 à 50 francs; mais depuis que vous avez adopté ainsi que la Chambre le renvoi des contrevenants devant le tribunal de simple police, il y a lieu de les supprimer, puisque l'article 20 de la loi du 22 février 1851 sur les contrats d'apprentissage est identique avec la présente loi en ce qui concerne la juridiction et la quotité de l'amende.

ART. 32. — Par suite de la suppression au paragraphe 2 de l'article 4 de la dérogation relative au travail de nuit, nous vous demandons de remplacer le premier paragraphe de l'article 32 par la disposition suivante :
« Par mesure transitoire, le travail de nuit sera exceptionnellement auto-

risé en totalité ou partiellement pendant un an, à partir du jour de la promulgation de la présente loi, chez les industriels qui justifieront avoir pris les mesures nécessaires pour assurer le travail de jour à tout ou partie du personnel qu'ils occupent actuellement en deux équipes de jour et de nuit. »

SÉANCE DU 22 MARS 1892.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, amendé par le Sénat, amendé par la Chambre des députés, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Je demande au Sénat l'autorisation de ne donner lecture, sauf réclamation, que des articles sur lesquels le vote de la Chambre des députés a été en désaccord avec le sien. Tout le surplus se trouvant adopté à la fois par les deux Assemblées ne paraît plus devoir donner lieu à aucune difficulté. (*Adhésion.*)

M. LE RAPPEUR. — Messieurs, la loi qui revient devant vous a déjà été discutée cinq fois, tant par la Chambre des députés que par le Sénat, et va l'être pour la sixième fois devant nous.

Il ne reste que deux ou trois points sur lesquels le débat peut s'engager, puisque sur tous les autres les deux Assemblées se sont mises d'accord. Je demande au Sénat s'il ne croit pas qu'il y ait lieu de prononcer l'urgence. Après des discussions si prolongées, il ne me paraît pas nécessaire de procéder à deux lectures. (*Non ! non !*)

M. JULES ROCHE, Ministre du commerce et de l'industrie. — Le Gouvernement s'associe à la demande d'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la Commission et le Gouvernement.

(L'urgence est déclarée).

M. RICHARD WADDINGTON. — Voulez-vous me permettre une observation, Monsieur le Président ?

Le Sénat est saisi d'un autre amendement qui soulève une question de principe : c'est celui de notre honorable collègue M. Milliard qui exclut de l'application de la loi le travail des femmes. N'y aurait-il pas lieu de mettre

en délibération d'abord l'amendement de M. Milliard qui est beaucoup plus général.

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois d'abord donner la parole à M. Lecomte sur l'ensemble du projet de loi. Quand nous passerons à la discussion des articles, il sera tenu compte de votre observation.

M. MAXIME LECOMTE. — Messieurs, le projet de loi qui est encore une fois soumis à l'examen du Sénat a déjà obtenu pour la plus grande part l'approbation de cette Assemblée. C'est une loi d'humanité, de moralité et nous désirons tous qu'elle aboutisse. Nous sommes d'accord avec la Commission sur tout ce qui concerne l'âge d'admission des enfants, sur tout ce qui concerne l'interdiction du travail de nuit pour les personnes protégées et pour tout ce qui concerne encore le repos hebdomadaire pour ces mêmes personnes. Et nous pouvons dire que, depuis longtemps, cette loi de progrès serait votée par les deux Chambres et appliquée à la satisfaction de tous, si on n'avait pas lié à la question de protection des faibles celle de réduction de la journée de travail qui touche, elle, à tout le personnel ouvrier. . .

M. BÉRENGER. — Très bien !

M. MAXIME LECOMTE. — . . . ou si on avait consenti à donner à cette dernière question une solution modérée, raisonnable.

Théoriquement, Messieurs, nous sommes libres, nous sommes les maîtres; nous pouvons tout ce que nous voulons. Nous pouvons décréter aujourd'hui que les ouvriers de fabrique ne feront que dix heures ou neuf heures ou huit heures de travail; et, le 1^{er} mai prochain, nous pourrions assister à une fête magnifique. Mais les lampions éteints, les feux d'artifice tirés, nous aurions, je crois, un triste réveil. Pourquoi? Parce que, pratiquement, nous ne sommes pas libres; parce que, si la réduction des heures de travail est décrétée dans un pays sans l'être dans les pays concurrents, c'est pour la production nationale, pour l'industrie de ce pays une surcharge, une cause d'infériorité considérable. Un tel état de choses, une réforme ainsi opérée isolément entraînera des fermetures d'usines, des abaissements de salaires, forcément des chômages et des grèves.

Que toutes les nations s'entendent pour arrêter les excès de la production industrielle; que toutes les nations s'entendent pour faire profiter les ouvriers des bienfaits, des progrès de la civilisation moderne, c'est-à-dire pour leur donner plus de bien-être, pour les empêcher d'être surchargés par leur labeur quotidien, pour leur donner plus de loisirs et les moyens de développer leurs facultés intellectuelles, rien de mieux, et c'est certes notre plus ardent désir. Mais nous persistons à penser que faire chez nous, isolément, une pareille réforme, ce serait un malheur pour notre pays, parce que ce serait la France qui payerait les frais de cette réforme, et que tout le monde en souffrirait, les ouvriers comme les patrons.

En Angleterre seulement la durée du travail effectif de la journée est inférieure à onze heures. Or, nous exportons encore en Angleterre, et nous y

trouvons la concurrence des Allemands, des Suisses, des Belges, dont les uns, les Belges, travaillent et continueront à travailler douze heures par jour, dont les autres, les Allemands et les Suisses, travaillent et continueront à travailler onze heures; par conséquent, les Français ne pourront plus lutter contre eux parce qu'ils travailleront à un prix plus élevé, parce qu'ils travailleront moins longtemps.

Je me demande, Messieurs, et vous vous demanderez certainement avec moi ce que nous sommes allés faire à la Conférence de Berlin, si nous voulons, seuls, faire plus et mieux que les autres, si nous voulons faire autre chose. Nous voulons donner l'exemple, alors ?

Il est très beau de donner l'exemple, mais, dans le cas particulier, si c'est une entreprise chevaleresque, je pense, en même temps, que c'est une entreprise téméraire et qui peut être grandement nuisible à notre pays.

Il est beau aussi de tenter des expériences; mais enfin, nous sentons bien que l'industrie française ne peut pas être considérée comme *anima vilis*; il faut se rendre compte de ses intérêts, il faut les comprendre, il faut respecter ses conditions d'existence.

Faisons donc, Messieurs, ce que font nos concurrents, faisons ce que font ceux qui ont la législation la plus humaine, mais ne faisons pas plus. Faisons, si vous voulez, une législation d'essai, mais avec onze heures et non pas avec dix heures.

Je lis, en effet, dans le protocole final de la Conférence de Berlin, sur le travail des femmes adultes, notamment :

« Il est désirable que les filles et les femmes de 16 à 21 ans ne travaillent pas la nuit. » Nous allons réaliser ce vœu.

« Que les filles et les femmes de plus de 21 ans ne travaillent pas la nuit. » Même solution : nous allons le faire.

« Que leur travail effectif ne dépasse pas onze heures par jour. »

Voilà ce qui est considéré comme désirable par la Conférence internationale. Je suppose que nous adoptions dix heures, comme votre Commission vous le demande. Eh bien, la loi allemande, qui nous intéresse surtout, sera-t-elle, à cause de l'exemple que nous aurons donné, modifiée prochainement dans le même sens ? Évidemment non, Messieurs, et je vais vous dire tout de suite pourquoi.

C'est qu'actuellement la législation allemande permet de travailler douze heures par jour (il s'agit des femmes, bien entendu), et qu'une nouvelle loi, entourée de beaucoup de ménagements, de dispositions transitoires, va entrer en application le 1^{er} avril prochain.

Que dit cette loi ? Elle permet le travail non pas de dix heures, mais de onze heures. Il est donc absolument invraisemblable que les Allemands changent à nouveau leur législation, puisque, je le répète, leur législation de réforme va entrer en application le 1^{er} avril prochain.

Voulez-vous me permettre de vous lire le préambule de cette loi et d'appeler toute votre attention sur ces motifs ?

« Afin d'obtenir pour les travailleurs allemands la mesure de protection

légale qui peut être actuellement garantie sans préjudice pour l'industrie nationale et par suite pour les intérêts des travailleurs eux-mêmes. . . »

Voilà ce que dit le préambule de la nouvelle loi allemande qui va entrer en application le 1^{er} avril prochain, dans quelques jours.

Et, si je me reporte au paragraphe 137, à la disposition sur les femmes, je lis :

« Le travail des ouvrières au-dessus de 16 ans ne dépassera pas onze heures par jour, et dix heures les veilles de dimanches et de jours fériés. »

Vous voyez la disposition : à partir de 16 ans, les filles, les femmes de tout âge peuvent travailler onze heures par jour, sauf les veilles de dimanches et de jours fériés ; ces jours-là, elles ne travaillent que dix heures ; cela fait, par semaine, un travail de soixante-cinq heures, et non pas de soixante, comme votre Commission le demande.

La Suisse avait précédé l'Allemagne dans cette voie. Les ouvriers suisses, dans les usines de ce pays, travaillent uniformément onze heures par jour. Les journaux de la Suisse allemande, c'est-à-dire de la partie industrielle de la Suisse, se sont félicités hautement de la nouvelle législation de l'empire allemand, parce que dorénavant les Allemands et les Suisses sont mis sur un pied d'égalité. Ils se sont surtout félicités de la solution adoptée par notre Chambre des députés, parce que, si cette solution devenait définitive, il y aurait un avantage considérable accordé aux fabricants suisses sur leurs concurrents français. Il m'est donc permis de vous dire que nous voulons faire ce qu'il ne faut pas faire, et j'ajouterai que nous ne faisons pas ce qu'il faut faire sur le terrain de la moralité, de l'humanité.

En effet, je parlais tout à l'heure des desiderata de la Conférence de Berlin. Parmi ces desiderata, il y en a un qui concerne les femmes qui relèvent de couches. Le voici : « Que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leur accouchement. »

C'est là, Messieurs, une question d'humanité au premier chef ; c'est là même une plus haute question encore, si l'on peut dire, car c'est une question de sauvegarde de la race, de sa vitalité, de sa vigueur ; et l'on employait même à ce sujet cette expression un peu brutale : qu'il fallait empêcher de se briser ou de se déformer le moule des générations futures.

En Allemagne, en Suisse, on a protégé les femmes qui relèvent de couches, ainsi que le demandent les amis de l'humanité, les philosophes et les physiologistes. Et nous, pourquoi ne l'avons-nous pas fait ? Pourquoi sommes-nous obligés d'attendre ? Je vais vous le dire.

C'est parce qu'à la Chambre des députés un amendement a été voté qui accordait des secours pécuniaires à la mère à laquelle on interdisait le travail, et qu'on a été arrêté par cette difficulté financière.

Permettez-moi de vous dire que c'est là une singulière timidité et une singulière inconséquence, puisqu'on vient vous demander aujourd'hui, sans aucune espèce de secours ni d'indemnité, d'enlever à toutes les ouvrières de France deux mois de leur travail annuel. (*C'est cela !*)

Je sais que la Commission a entendu des protestations nombreuses d'in-

dustriels français, qu'elle les a écoutées sur un point, lorsqu'il s'agit d'empêcher le système de la double équipe qui permettrait de travailler certaines heures de la nuit, système immoral et qui amènerait un abaissement des salaires. Mais je me demande pourquoi la Commission n'a pas écouté des protestations tout aussi vives et plus nombreuses contre la réduction à dix heures. Quelques-unes de ces protestations vous ont été distribuées, Messieurs. J'en ai dans mon dossier d'autres encore. Je ne vous les lirai pas. Je me bornerai à invoquer devant vous un témoignage dont l'autorité ne peut pas être contestée : c'est le témoignage d'un de vos anciens collègues. Il n'est plus. Mais je sais qu'il a laissé dans cette Assemblée des souvenirs durables; je sais que vous aviez confiance dans son jugement si sûr et aussi dans sa parole loyale: je parle de M. Feray, d'Essonnes, et je vais vous lire quelques extraits des dernières manifestations de sa pensée.

Quelque temps avant sa mort, il écrivait au directeur du journal la *République française* une lettre où je lis ceci :

« Il faut, disait-il dans cette lettre, pour bien comprendre la portée de la réduction des heures de travail, que le législateur sache que l'établissement de filature ou de tissage ne peut marcher qu'autant que tout le personnel fonctionne à la fois, et que réduire à dix heures le travail des enfants et des femmes, ce serait réduire également celui des hommes.

« Pour toutes les personnes qui connaissent la filature et le tissage, il est prouvé que l'ouvrier tisserand peut, au bout d'un certain temps, arriver à produire autant, non pas en dix heures, mais en onze heures, qu'il produit aujourd'hui en douze heures.

« Pour l'ouvrier qui travaille dans la filature, il n'en est pas de même. La vitesse des machines qu'il a à conduire est portée au maximum; les broches des métiers continus marchent à plus de 6,000 tours à la minute, et l'enfant qui rattache les fils ne peut augmenter cette vitesse d'un tour par minute. Il pourra parvenir au bout d'un certain temps à rattacher un peu plus vite les fils qui se brisent; mais, quant à arriver à ce que le métier qu'il soigne produise autant en dix heures qu'il produit aujourd'hui en douze heures, je n'hésite pas à dire que cela est absolument impossible, et que ce n'est qu'au bout d'un temps assez long que la quantité produite pourra être augmentée, non pas de 20, mais de 10 p. 100.

« On risque donc que le manufacturier, pour ramener le prix de son produit à peu près ce qu'il est aujourd'hui, ne se trouve dans la nécessité de diminuer dans une proportion notable le salaire de l'ouvrier, et c'est là, avant tout, ce qu'il faut éviter, car alors le remède serait pire que le mal. (*Très bien ! très bien !*)

« Mais si, au lieu de réduire la durée du travail de deux heures, on la réduisait seulement d'une heure, il y aurait une diminution notable dans la fatigue que subit l'ouvrier, et le manufacturier pourrait sans doute arriver à ne pas diminuer le taux des salaires, ce qui lui sera, je le crains bien, impossible si le travail est réduit à dix heures. »

Et je termine par cette conclusion de M. Feray : « Je suis aussi partisan que personne du travail de dix heures, mais je crois que la prudence com-

mande d'y arriver par degrés successifs, et qu'en voulant atteindre le but tout d'un coup on risque de le manquer. » (*Nouvelles marques d'approbation.*)

Messieurs il est constant maintenant, d'après les documents qui sont entre vos mains et dans les mains de votre Commission, que l'application de la loi des onze heures aura le concours des industriels français, mais il est constant en même temps que l'application de la loi de dix heures n'aurait pas ce concours indispensable.

Ce qui me permet d'affirmer cela c'est que nous savons tous qu'à l'heure où je parle — je l'ai démontré lors des discussions précédentes et je n'ai pas à revenir sur cette démonstration qui a été complète — le décret-loi de 1848, la loi de douze heures, n'est pas généralement acceptée, n'est pas universellement appliquée, et l'on vient vous demander aujourd'hui de sauter d'un bond de la journée de douze heures à celle de dix heures ? Je répète que c'est faire une loi inapplicable et qui serait inappliquée. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*) La conséquence, Messieurs, de cette non-application de la loi qui est fatale, malgré tout le luxe des inspecteurs nouveaux que l'on voudra employer, sa conséquence la plus détestable, c'est que le manufacturier respectueux de la légalité sera victime de son obéissance à la loi, et qu'il verra son confrère moins scrupuleux obtenir à ses dépens une prime considérable et le battre par conséquent sur le marché tant intérieur qu'extérieur.

Mais, Messieurs, la loi de dix heures qu'on vous demande de voter a pour elle une force considérable. Elle a pour elle un courant d'opinion, un courant populaire. . .

Un sénateur au centre. — Pas tant que cela.

M. MAXIME LECOMTE. — Pas tant que cela, dit un nos collègues, et je crois avec lui que sur bien des points ce courant est inconscient et factice. Mais, quel qu'il soit, il a quand même entraîné la Chambre des députés ; il a entraîné aussi le Gouvernement, et la question est de savoir maintenant s'il entraînera également le Sénat, si cette Assemblée ne considérera pas qu'une plus longue résistance la mettrait en mauvaise posture. Mais si l'on entre dans ce courant, il faudra le suivre ; les hommes à leur tour voudront être protégés, et protégés non pas comme quelques-uns le seront par la force des choses, par la loi que nous allons voter sous prétexte de protection des faibles, mais ils vous demanderont pour tous la protection légale.

Qu'est-ce que les ouvriers entendent par cette protection légale qu'ils viendront vous réclamer et qu'ils réclament déjà ? Ils entendent par cette protection la diminution des heures de travail avec le maintien des salaires actuels. (*Approbation.*) Tout cela se résout à une chose que vous ne pouvez pas donner et qu'on vous demande, c'est-à-dire à l'augmentation des salaires. On vous demande l'augmentation d'un sixième avec dix heures ; on vous demande l'augmentation d'un tiers avec huit heures. C'est la pensée de derrière la tête de beaucoup d'entre nous et que je ne puis pas blâmer, parce que c'est une pensée généreuse : on veut une augmentation. Mais, Messieurs, ce n'est pas vous qui payez les salaires ; et si, dans le plus grand nombre des

industries, cette augmentation n'est pas possible, la réforme que vous aurez votée se résoudra à quoi ? A l'abaissement des salaires ; par conséquent elle ouvrira une ère de difficultés et de conflits et c'est contre ce danger que j'ai élevé encore une fois la voix ; parce que vous ne vous serez pas rendu un compte suffisant des nécessités de la concurrence universelle, vous aurez fait que, dans notre pays, la lutte sociale prendra un caractère de plus en plus grand d'acuité.

En effet, Messieurs, lorsque vous aurez donné au problème qui vous est soumis cette solution, non pas franche et formelle, mais indirecte et implicite, on viendra vous demander ensuite, soyez-en persuadés, de réaliser votre pensée ; on viendra vous réclamer une solution directe ; on viendra — et cela ne tardera pas — vous solliciter des subventions pour venir au secours des misères qui se seront produites et qui seront des misères imméritées, parce qu'elles seront la conséquence de la législation que vous aurez faite ; on viendra vous demander un minimum de salaires, c'est-à-dire le salaire légal, comme vous aurez décrété la journée légale. (*Très bien ! très bien ! sur plusieurs bancs.*)

Il en est temps encore, Messieurs. Entre l'opinion qui se refuse à toute réglementation du travail des adultes et celle qui veut une limitation excessive de ces mêmes heures de travail, il y a place encore pour une transaction honorable et profitable à tous.

Ah ! je sais que le rôle des Sabines, qui a réussi une fois, est généralement ingrat (*Sourires*). Je l'ai rempli cependant, parce que je suis animé d'une conviction puisée dans l'étude approfondie de cette question et qui m'a fait voir un danger que je n'avais pas toujours vu. M. le Rapporteur a dit avec raison que j'avais voté à la Chambre des députés la journée de dix heures. Cela est vrai ; mais une étude plus approfondie, je le répète, des conséquences, des répercussions fatales de la loi, à raison de la concurrence universelle, m'a fait apercevoir le danger, et je viens vous prier d'ouvrir comme moi les yeux et de ne pas accepter la responsabilité de ce danger. (*Très bien ! très bien !*)

Un sénateur. — C'est une confession.

M. MAXIME LECOMTE. — Je me suis confessé, comme je l'entends dire par un de nos collègues. Je crois que, dans toutes les discussions, il faut être sincère et ne jamais reculer devant ses actes et ses votes passés. (*Nouvelle approbation.*)

Seulement, je suis convaincu que mon opinion personnelle aura peu de poids auprès du Sénat. Il sera touché davantage par les considérations qu'ont invoquées les représentants de l'industrie française et notamment celui dont j'invoquais tout à l'heure le témoignage posthume, M. Feray, d'Essonne. J'espère encore que vous voudrez préférer une loi d'essai, une véritable loi de conciliation et d'apaisement social, à une solution intransigente qui serait la source des plus douloureuses déceptions. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je croyais que notre collègue allait

attaquer la loi dans un certain nombre de ses dispositions. Il avait, en effet, demandé la parole pour la discussion générale; je pouvais penser, par conséquent, qu'il fallait envisager la loi dans son ensemble.

Je l'ai écouté avec beaucoup d'attention. Tous les arguments qu'il a fournis me paraissent n'avoir d'autre but que celui d'effacer de la loi l'article qui fixe à dix heures la durée de la journée de travail.

M. MAXIME LECOMTE. — Il n'y a plus que cela en question.

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'y a pas que cela, mon cher collègue : il a été présenté un amendement qui pose la question du retrait ou du maintien des mots « et les femmes » dans l'un des articles. Il y a donc encore une autre question à débattre.

M. MAXIME LECOMTE. — C'est la même!

M. LE RAPPORTEUR. — Je dis, mon cher collègue, que tout votre discours pouvait très bien porter sur l'article qui règle la durée des heures de travail; il eût été mieux placé là que dans la discussion générale. Cependant je vais essayer, dès à présent, d'y répondre. Je fais seulement remarquer que, quand nous arriverons à l'article relatif aux heures de travail, nous n'aurons plus rien à dire ni les uns ni les autres.

M. BLAVIER. — Il faut réserver votre réponse.

M. LE RAPPORTEUR. — Il aurait été plus naturel, je crois, de réserver nos deux discours pour le moment où viendrait la discussion sur cet article.

Si le Sénat le veut bien toutefois, je lui dirai très brièvement quelles sont les raisons qui nous ont fait maintenir notre décision. Ce ne sont pas seulement celles qu'on vous a données, les votes réitérés de la Chambre des députés, émis à une grande majorité en faveur de la journée de dix heures, quoique ce ne soit pas un argument à négliger absolument. Il faut bien, dans un Parlement, tenir compte des décisions respectivement prises par chacune des deux Chambres; mais ce n'est pas pour ce motif que je maintiendrais ou que j'écarterais la solution adoptée par la Chambre des députés, en ce qui touche le nombre d'heures de la journée de travail pour les femmes. M. Maxime Lecomte a semblé dire qu'il accepterait la fixation de la durée de la journée de travail à dix heures, le jour où une législation internationale viendrait décider qu'en Europe toutes les nations industrielles auront fixé la durée de la journée de travail à dix heures.

Notre collègue ne s'engage pas beaucoup; je vous assure que si nous attendions, pour faire une réforme de cette nature, que toutes les nations industrielles de l'Europe se fussent mises d'accord pour fixer la même limite à la journée de travail, cette réforme n'aboutirait jamais. (*Très bien! à gauche.*) Par conséquent, dites que vous demandez la liberté absolue.

Je crois l'avoir déjà fait ressortir à cette tribune : est-il possible, naturel, raisonnable, de prétendre appliquer dans des pays différents, sous des climats

qui ne sont pas les mêmes, en Angleterre, en Italie, en Espagne, pour des professions identiques, la même durée de la journée de travail, avec l'espoir que les ouvriers, dans ces divers pays, donneront une égale quantité comme production? Non, Messieurs. Pourquoi les Anglais ont-ils commencé la réforme? Pourquoi ont-ils fixé la durée du travail à dix heures pour les femmes, mais non pour les hommes qui sont, dans ce pays, assez forts pour se défendre eux-mêmes, au point de vue de la durée du travail?

Parce que, chez cette nation, le travailleur, quel que soit son sexe, produit dans une heure plus que la plupart des autres travailleurs européens. Cela tient à la nature du climat, à la nourriture, au temps déjà long depuis lequel l'industrie s'exerce dans ce pays.

Les Anglais ont donné l'exemple. Nous aussi nous avons un long passé industriel et nous avons dans le nord de la France un climat qui se rapproche beaucoup de celui de l'Angleterre. Nous ne demandons pas dans la loi qui vous est soumise de régler la question des heures de travail pour les hommes; nous avons simplement en vue ceux que nous appelons les faibles. M. Maxime Lecomte a voulu écarter les femmes de la catégorie des faibles : c'est là ce qui nous divise. Nous maintenons que la femme, au point de vue industriel, doit être rangée dans la catégorie des êtres faibles qui ont besoin de protection.

Notre honorable collègue en a si bien conscience que, sous forme de reproche qu'il s'adressait en même temps à lui-même, il nous demandait pourquoi nous n'avions pas inséré dans la loi une disposition semblable à celle de la législation suisse, d'après laquelle la femme ne peut être admise dans l'usine qu'un temps déterminé après l'accouchement. Mais l'humanité de M. Lecomte aurait pu l'engager à faire un amendement dans ce sens. La Commission n'y aurait pas été défavorable.

M. MAXIME LECOMTE. — Je vais le faire.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vous en félicite, mon cher collègue, et je vous assure que ce n'est pas moi qui m'opposerai à son adoption, je vous soutiendrai de mon vote.

Par conséquent, M. Maxime Lecomte peut et doit bien reconnaître qu'il est en présence d'une catégorie de faibles, et qu'il n'y a rien d'extraordinaire à ce que les femmes soient comprises dans la protection que la loi a pour but d'assurer. Mais, dit-il, vous réduisez à dix heures le travail des femmes, par conséquent, vous entraînez immédiatement, par suite du travail engrené des usines et des manufactures, la réduction de la journée de travail des hommes à dix heures.

Comment alors M. Maxime Lecomte a-t-il rédigé son amendement? Car ce n'est pas seulement le travail des hommes et le travail des femmes qui est engrené dans les usines et manufactures, c'est aussi le travail des enfants, et la citation qu'il a faite de M. Feray, notre ancien et regretté collègue, le dit bien : Dans beaucoup de nos grandes usines ou manufactures les travaux des enfants, des femmes et des hommes sont si bien engrenés, que réduire la durée de la journée de travail pour les uns, c'est la réduire en même temps

pour les autres. Or, l'amendement de M. Maxime Lecomte accorde que jusqu'à 16 ans on ne fera que dix heures de travail, puis il demande onze heures pour les femmes.

Je soutiens, dès lors, que cet amendement, qui désorganise absolument le travail des équipes, n'est pas complet. Je comprendrais que M. Maxime Lecomte nous dit : Il faut faire douze heures parce que c'est cela seulement qui est rationnel et qui pourra permettre de continuer le travail dans les conditions où il est organisé aujourd'hui. Mais ce n'est pas cela qu'il fait. Il désorganise le travail; il dit : Jusqu'à 16 ans, dix heures; à partir de 16 ans jusqu'à 21 ans, soixante heures par semaine.

Soixante heures par semaine! Au fond ce n'est guère que dix heures par jour. Qu'on fasse onze heures pendant cinq jours et une demi-journée le samedi, cela fait soixante heures et équivaut toujours à dix heures par jour.

Alors, que devient l'argumentation de M. Maxime Lecomte? Il craint que la réduction du travail à dix heures par jour ne crée pour les ouvriers une diminution de salaire si considérable que nous soyons obligés de voter le salaire minimum.

Je n'ai pas besoin de vous dire qu'il y a peut-être un peu d'exagération dans cette argumentation; mais enfin, si dix heures de travail par jour doivent amener dans la production et dans le salaire de l'ouvrier une diminution considérable, je me demande si les soixante heures par semaine ne produiront pas absolument le même effet?

Je pourrais même soutenir que la perte serait plus considérable, car on imposerait pour une grande partie de la semaine onze heures au lieu de dix, et vous savez que les dernières heures de la journée, où l'homme est fatigué, sont des heures où la production diminue. M. Maxime Lecomte veut faire travailler onze heures pendant cinq jours, enfin soixante heures par semaine.

Je dis que ces soixante heures ne produiront pas un iota de plus que les dix heures. Je cherche donc en vain l'idée que poursuit notre honorable collègue. Je crois qu'il y a un peu d'amour-propre, amour-propre généreux, sans doute, dans sa persistance à représenter une mesure qui, en définitive, n'a, au point de vue où il se place, aucun des avantages qu'il veut bien lui attribuer et qu'il a essayé d'énumérer devant le Sénat.

Au reste, l'amendement propose la journée de dix heures pour les filles jusqu'à 16 ans, et les femmes au-dessus de cet âge ne font que soixante heures par semaine, soit l'équivalent de dix heures de travail.

A droite. — Non! soixante-cinq heures!

Un sénateur au centre. — Vous faites erreur, Monsieur le Rapporteur; il s'agit des mineures et non pas des femmes.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vous demande pardon; c'est à la tribune, en effet, que M. Lecomte a rectifié son amendement, mais je crois que le texte imprimé portait soixante heures et non soixante-cinq.

M. MAXIME LECOMTE. — Pour les enfants au-dessous de 16 ans, mais avec la faculté, pour les autres, de travailler onze heures pendant cinq jours.

M. LE RAPPORTEUR. — Soit. Cela n'enlève rien à la valeur des arguments que j'ai l'honneur de présenter. Au surplus, Messieurs, je tiens à vous dire tout de suite ma façon d'envisager la question à ce point de vue.

Je crois qu'au fond, le gros problème, le nœud véritable de la difficulté est celui-ci : Est-il vrai que la diminution de deux heures dans la journée de travail amènera dans la production une diminution assez considérable pour que le salaire de l'ouvrier en soit réduit et, par conséquent, pour que la concurrence devienne impossible à nos industriels? Au fond, c'est bien là qu'est la vraie question.

M. BLAVIER. — Parfaitement!

M. LE RAPPORTEUR. — Eh bien, Messieurs, voici quelle est mon argumentation à ce point de vue; je la crois sage, raisonnable et de nature à donner satisfaction à tout le monde.

Oui, il est possible, il est même certain que la production sera diminuée pour une réduction de deux heures dans la journée de travail, je ne le nie pas et, si la production n'est pas diminuée dans une mesure correspondant à la diminution des heures, — ce que je ne crois pas, en effet, — peut-être cependant pourra-t-elle diminuer d'une façon suffisamment sensible pour amener la diminution des salaires. Cela, je l'admets, mais je ne le crois que s'il s'agit du salaire quotidien; je ne le pense pas s'il s'agit du salaire annuel.

Vous comprenez par avance, Messieurs, ce que je veux dire. Quand un fabricant, quand un industriel a la faculté de faire travailler dix, onze, douze heures, même plus, les travailleurs qu'il emploie, il est évident qu'il a une tendance naturelle, j'ajouterai même un intérêt, dans les moments de presse, à faire faire à ses ouvriers un nombre d'heures supplémentaires, à pousser le travail jusqu'à la limite des forces du travailleur; puis, après cela, quand arrive le moment du chômage, il est placé en face d'une autre nécessité, il a même un intérêt nouveau — intérêt qui n'est pas bien recommandable — mais qui est un intérêt d'argent, un intérêt d'affaires et qui, par conséquent, n'est pas niable.

Quand, après avoir fait travailler au delà de la limite raisonnable un certain nombre d'ouvriers, on arrive à la période de chômage, on peut alors en congédier une certaine partie : on a ainsi un procédé, un moyen, dans tous les cas on a une tendance à obtenir une diminution des salaires.

Un industriel a donc intérêt, dans les moments de très grande presse, à ne pas augmenter le nombre de ses ouvriers, à leur faire faire des heures supplémentaires et à maintenir l'offre de bras dans des proportions toujours plus considérables.

Donc, si vous réduisez aujourd'hui la journée de travail à dix heures, vous pourrez peut-être diminuer dans une certaine mesure le salaire quotidien de l'ouvrier, mais en même temps vous arriverez à opérer une réduction des chômages et, par conséquent, l'ouvrier retrouvera, sous la forme

de salaire annuel, la somme qu'il aura pu perdre comme salaire quotidien.

M. LE BRETON. — C'est une hypothèse!

M. LE RAPPORTEUR. — Assurément! Mais je crois, Messieurs, que vous faites aussi des hypothèses. Est-ce que vous croyez que l'honorable M. Maxime Lecomte n'a pas fait d'hypothèses?

Il me semble qu'il en a fait une, notamment, quand il a agité cet épouvantail, à savoir que, si vous votiez la journée de dix heures pour les femmes, vous seriez obligé de la voter pour les hommes; que vous alliez, par là-même, créer le chômage pour ceux-ci et arriver à établir le salaire minimum. Je crois que ces hypothèses sont moins probantes que celle que je viens de faire, et qu'il n'est pas possible, au moins dans une certaine mesure, de nier la valeur de l'argument que je viens d'avoir l'honneur de vous présenter.

Oui, quand vous diminuez la durée des heures de la journée de travail vous pouvez amener une dépression des salaires, mais vous ne pouvez nier non plus, en même temps, que, s'il y a suffisamment de travail, l'ouvrier retrouvera une part du salaire perdu, parce que le nombre des journées de travail aura augmenté alors que les heures de chaque jour auront diminué.

Il me semble que cela ne constitue pas une hypothèse déraisonnable et qu'on peut la présenter sans mériter ce reproche de soutenir des propositions extraordinaires.

M. BLAVIER. — Il n'y a excès de travail que si la commande l'exige.

M. LE RAPPORTEUR. — Ne procédons pas par voie d'interruptions, si vous le voulez bien : non pas que je vous en fasse un reproche, mon cher collègue, mais parce que nous risquons d'allonger la discussion.

Il n'y a excès de travail que si la commande l'exige, dites-vous? Mais vous savez aussi bien que moi ce que c'est que la commande. Dans les moments de presse, c'est-à-dire de fortes commandes, on peut, grâce à cette faculté d'occuper un grand nombre d'ouvriers pendant le nombre d'heures que l'on juge utile, négliger le travail préparatoire qui pourrait éviter ces excès de travail. Vous connaissez assez les choses de l'industrie; vous les avez assez pratiquées pour reconnaître l'exactitude de ce que je dis.

Dans beaucoup de cas, une partie de ces difficultés pourrait trouver une solution et disparaître; mais on ne parviendra jamais à ce résultat tant que l'industriel conservera la faculté de faire travailler ses ouvriers autant qu'il lui sera possible. D'ailleurs, cet inconvénient du salaire minimum se retrouve avec la journée de dix heures comme avec la journée de onze heures. En effet, l'honorable M. Maxime Lecomte avoue lui-même que, plus tard, probablement, on pourra accepter la journée de dix heures. Il reconnaît donc que, ce pas en avant, il est possible de le faire. Or, il y a dix ans que nous vous le demandons.

Vous concevez, Messieurs, qu'à ceux qui sont intéressés dans cette question,

qui l'ont étudiée de tout aussi près, je me permets de le dire, que l'honorable M. Maxime Lecomte, qui, comme moi, n'ont pas changé d'opinion, vous concevez, dis-je, qu'à ceux-là on ne peut pas faire un crime de leur fermeté, pas plus que vous ne pouvez reprocher au rapporteur d'avoir conservé, après une étude approfondie de la question, la manière de voir qu'il avait soutenue dès le principe.

Comment voulez-vous, Messieurs, qu'une fois entrés dans la voie de la réglementation, la journée de onze heures, comme celle de dix heures, ne produise pas insensiblement tous les inconvénients et n'entraîne pas tous les dangers que M. Maxime Lecomte énumérait tout à l'heure?

Au fond, Messieurs, la question est bien celle que je posais tout à l'heure : Est-il possible d'accepter la journée de dix heures et ses inconvénients sont-ils suffisants, dans la situation qui nous est faite à l'heure présente, pour nous faire repousser la loi qui revient pour la troisième fois devant vous? — Je ne le crois pas.

Je le crois d'autant moins qu'il se produit en ce moment dans le monde industriel un mouvement très curieux et fort remarquable chez un certain nombre de patrons.

Si M. Maxime Lecomte a pu vous apporter les délibérations de certaines chambres de commerce, s'il a pu vous donner connaissance des lettres de certains patrons demandant le maintien de la journée de onze heures, je vous assure qu'il y a d'autre part des tentatives fort intéressantes qui sont faites actuellement dans plusieurs centres manufacturiers où l'on essaie d'organiser la journée de dix heures.

Dans beaucoup d'industries, on cherche la solution de cette question; je l'ai vue pour ma part expérimentée dans des usines, dans une en particulier, où j'ai eu l'avantage d'être employé quelques années.

Successivement, on a réduit la journée de douze heures à onze, de onze heures à dix, et, au bout de trois mois, la différence de production était devenue insensible.

Plusieurs sénateurs. — De quelle industrie parlez-vous?

M. LE RAPPORTEUR. — C'était une industrie métallurgique où le travail était un travail manuel, où, par conséquent, la machine ne commandait pas l'ouvrier, comme cela arrive quelquefois.

D'ailleurs, personne ne pourrait soutenir qu'une machine ne faisant, à l'heure actuelle, qu'un nombre déterminé de tours à la minute, n'en fera jamais davantage dans l'avenir. Il n'est pas permis de dire qu'au point de vue des découvertes en matière de constructions mécaniques, des progrès que l'on peut réaliser dans l'outillage, on ait aujourd'hui atteint le maximum de force et de perfection qu'il est possible de réaliser. Si une machine, limitée aujourd'hui à un certain nombre de tours, n'effectue qu'un travail déterminé, rien ne prouve, et rien n'autorise à supposer qu'elle n'ira pas, un jour, plus loin. Il est même à peu près certain, à raison des progrès successifs de la mécanique, que nous obtiendrons un mouvement plus accéléré.

Sans même avoir besoin de prévoir le perfectionnement des machines, on

peut affirmer que, tout en imposant à l'ouvrier un temps moins long de travail, il est déjà possible d'arriver à obtenir des résultats considérables au point de vue qui nous occupe.

En Angleterre, un ouvrier conduit assez facilement trois métiers de tissage; cela ne se fait pas en France, et pourtant il est évident qu'il n'y a pas, pour cela, de raison majeure à invoquer, si ce n'est qu'un pareil travail deviendrait trop pénible s'il était trop longtemps prolongé.

Il serait inadmissible de soutenir qu'en principe nos ouvriers français seraient incapables de conduire trois métiers, comme le font les ouvriers anglais. Ce qu'ils refusent, c'est d'accomplir une pareille besogne douze heures durant, alors que les ouvriers anglais n'y sont astreints que pendant dix heures. Je vous assure qu'il n'y a pas avantage, dans ce cas, pour nos industriels français, à maintenir ces habitudes; je crois, au contraire, que les industriels anglais qui font conduire trois métiers par un ouvrier, mais qui n'exigent de lui que dix heures de travail, font une œuvre très intelligente et très profitable à leurs intérêts.

Pour toutes ces raisons, Messieurs, et pour d'autres que M. le Ministre viendra indiquer, je l'espère, puisqu'il est d'accord avec la Commission, en se plaçant à un autre point de vue que celui auquel je me suis placé, je vous demande, lorsque nous en arriverons à l'article qui fixe la durée de la journée de travail, de maintenir le chiffre de dix heures qui a été voté par la Chambre des députés. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

M. MILLIARD. — Messieurs, j'ai repris l'amendement de notre honorable collègue, M. Béranger. . .

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce et de l'industrie*. — Sommes-nous dans la discussion générale, ou dans celle de l'amendement?

M. MILLIARD. — Dans la discussion générale, puisque c'est au cours de la discussion générale que j'ai demandé la parole, pendant le discours de M. Tolain. Je disais, Messieurs, que j'avais repris l'amendement de notre honorable collègue, M. Béranger, voté par le Sénat, en octobre 1891.

J'avais l'intention d'attendre que cet amendement vînt en discussion pour intervenir dans le débat; la discussion générale a pris une telle tournure qu'il me paraît plus simple de prendre immédiatement la parole, d'autant mieux que mon amendement est, en somme, beaucoup plus large que celui qu'a soutenu dans la discussion générale l'honorable M. Maxime Lecomte, puisqu'il repousse toute limitation de la journée des femmes adultes.

J'éprouve, je l'avoue, Messieurs, quelque scrupule à prolonger ce débat qui s'engage pour la troisième fois devant vous, et qui paraît épuisé par les discussions antérieures. Mon excuse, c'est que la question est très importante, qu'elle est délicate, qu'elle divise les meilleurs esprits, puisqu'elle divise le Sénat. . . (*Sourires.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Il est vrai que toutes questions le divisent ou à peu près.

M. MILLIARD. — ...et que ce premier pas qu'on vous demande de faire dans la réglementation du travail des adultes est gros de conséquences, car si l'on met très habilement les femmes en avant, la mesure qu'on vous demande de voter limite à la même durée la journée de l'homme dans un grand nombre d'industries, et aboutit à une diminution du salaire de l'ouvrier.

M. BÉRENGER. — C'est cela ! très bien !

M. MILLIARD. — Oserai-je l'avouer ? j'ai un faible pour la liberté du travail et je me sens beaucoup plus attiré vers elle que vers le socialisme chrétien ou païen. (*Sourires.*) Ce n'est pas à dire que je conteste au législateur le droit de réglementer le travail et que je sois opposé à toute réglementation. Je fais à la réglementation les sacrifices nécessaires.

C'est ainsi que j'ai voté et que je continuerai à voter toutes les dispositions de la loi qui sont relatives aux mineurs. C'est ainsi que j'ai voté une restriction qui s'applique à la femme adulte, l'interdiction du travail de nuit. Je ne l'ai pas fait sans hésitation, car je ne me dissimule pas que nous allons ainsi bouleverser beaucoup d'existences. (*Approbation à droite et au centre.*)

Il y a, par exemple, dans le département que j'ai l'honneur de représenter, une ville industrielle dans laquelle deux cents femmes travaillent, la nuit, à carder la laine. Ce travail de nuit est indispensable, parce qu'on se sert par économie de la force hydraulique et qu'on est obligé de s'en servir le jour et la nuit. Ces deux cents femmes devront être remplacées par des hommes au lendemain du vote de la loi. Parmi elles, il y en a environ cent cinquante qui sont mariées. Voilà cent cinquante ménages qui ne vont pas nous bénir. Et l'honorable maire de cette ville industrielle, qui est un député, et un député républicain, me disait qu'il n'était pas sans préoccupation pour son modeste budget de l'assistance publique.

Il y a une autre interdiction qui concerne aussi les femmes adultes, que j'aurais votée si elle figurait dans la loi, que je regrette de n'y pas voir figurer et dont je voudrais vous dire quelques mots après l'honorable M. Maxime Lecomte, puisque aussi bien nous sommes dans la discussion générale : c'est l'interdiction, pour la femme qui vient de devenir mère, de rentrer dans l'usine avant quatre semaines.

Je sais que la Chambre des députés est saisie en ce moment d'une disposition de loi spéciale sur ce point ; c'est la raison pour laquelle je ne formulerai pas d'amendement et pour laquelle j'engage M. Maxime Lecomte à n'en pas formuler. Quand la proposition viendra devant le Sénat, l'honorable M. Jules Simon, que je vois à son banc, peut être sûr qu'il me trouvera à ses côtés pour la voter et pour la défendre s'il était nécessaire.

Cette disposition avait sa place marquée dans une loi protectrice de l'enfance (*C'est vrai ! au centre.*), car elle a moins encore pour but de protéger la mère que l'enfant.

M. LE RAPPORTEUR. — La mère aussi.

M. MILLIARD. — La mère aussi, sans doute, mais l'enfant surtout. Elle protège l'enfant qui vient de naître en lui assurant, pendant le premier mois les soins assidus de la mère, et elle protège aussi les générations futures en ne permettant pas à la mère de briser, par un travail prématuré, le moule où elles doivent venir successivement se former, suivant l'heureuse expression de l'honorable M. Maxime Lecomte.

C'est l'Alsace, c'est-à-dire la France, qui, la première, a révélé ce qu'on pouvait espérer d'une pareille disposition. C'est un vieil ami de l'honorable M. Jules Simon, un grand patriote et un grand philanthrope, Jean Dolfus, qui a eu, le premier, cette idée et l'a généreusement réalisée. Il employait environ 1,200 femmes dans son établissement de Mulhouse. Il leur a interdit, quand elles deviendraient mères, de rentrer à l'usine avant quatre semaines, et il continuait à leur payer leur salaire. (*Mouvement.*)

Savez-vous quel a été le résultat obtenu?

Avant l'interdiction, 62 enfants seulement sur 100 dépassaient la première année. Après l'interdiction, 75 p. 100 la dépassaient.

C'est ce résultat qui a déterminé la Suisse à introduire cette interdiction dans sa législation. Elle existe dans la plupart des législations étrangères, dans la législation autrichienne, dans la législation allemande, dans celle des Pays-Bas. Elle devrait exister dans la nôtre, étant donné surtout le résultat du dernier recensement. Il y a là un intérêt d'ordre supérieur et patriotique; et, pour que cette interdiction soit pleinement respectée et produise tous ses bienfaits, il faudra que la France suive l'exemple de Jean Dolfus, et qu'elle donne à la mère une certaine indemnité quotidienne qui sera payée par le département et la commune ou par l'État, le département et la commune. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

Vous le voyez, Messieurs, je n'ai pas peur de la réglementation, quand un intérêt supérieur la commande. Mais je ne saurais aller plus loin. J'ai repoussé en 1891 la limitation à dix heures de la journée de la femme; mon sentiment n'a pas changé et il m'est impossible de le modifier, malgré le nouveau vote que vient d'émettre la Chambre des députés.

Ce n'est pas l'heure des arguments de détail; il faut prendre, de part et d'autre, l'argument capital. Je ne me dissimule pas ce que cette disposition peut avoir de séduisant et de démocratique, en apparence, ni la force de certains des arguments invoqués par ses partisans. Je vois bien l'intérêt qu'il peut y avoir pour la famille à ce que la mère reste chez elle deux heures de plus par jour. Mais cet avantage sérieux ne me paraît pas être d'un intérêt tel qu'il puisse légitimer pareille atteinte à la liberté du travail; j'ajoute que vous le faites payer trop cher à la mère (*Très bien!*), car c'est elle qui le payera par une diminution de salaire. Croyez-vous que les femmes soient disposées à accepter cette diminution de salaire et qu'elles vous béniront?

Et ce n'est pas seulement au salaire de la femme que vous allez porter atteinte, c'est aussi au salaire de l'homme; car, dans toutes les industries (et elles sont nombreuses) où le travail de la femme est lié et comme marié au travail de l'homme, la limitation de la journée de la femme à dix heures entraîne la même limitation pour la journée de l'homme. Si bien que vous mettez, non sans habileté, les femmes en avant; vous nous soumettez une

disposition qui ne concerne qu'elles; vous nous présentez des arguments qui ne ne s'appliquent qu'à elles, et vous nous faites limiter à dix heures, en même temps que la journée des femmes, celles des hommes dans un grand nombre d'industries.

Je serais le premier à applaudir à ce résultat, si je n'entrevois, derrière, la diminution des salaires. J'ai le cœur sensible tout comme un autre. Je rétablirais volontiers avec l'honorable M. de Mun le paradis sur la terre; je créerais volontiers avec l'honorable M. Jules Simon une république industrielle où la femme n'aurait pas le droit de pénétrer dans l'usine, où elle devrait rester chez elle à allaiter et élever ses enfants, à leur donner ces premières leçons de morale que l'âge mûr n'oublie pas et qu'on retrouve toujours avec une douce et pieuse émotion, à préparer les aliments de la famille, à raccommoder le linge et les vêtements, et à faire reluisant et coquet le modeste logis où le père de famille viendra se reposer, sa journée terminée, et où il restera parce qu'il s'y plaira. (*Très bien! au centre.*)

C'est ce but lointain que les ouvriers entrevoient et poursuivent à travers mille tâtonnements et à l'aide de moyens qui ne sont pas toujours heureux. Est-il chimérique? C'est une question sur laquelle je ne veux pas me prononcer; mais je n'en connais pas de plus légitime ni de plus noble, car la femme est faite pour l'intérieur, et, dans toutes les conditions sociales, elle est et doit rester le bon génie de la maison, comme l'a si bien dit l'honorable M. Jules Simon. Quel est celui d'entre nous qui ne voudrait voir réaliser demain ce rêve que je viens de faire à la tribune?

Et, pour en revenir à la question qui nous occupe plus particulièrement, quel est celui qui hésiterait à voter la limitation à dix heures pour les hommes comme pour les femmes (car dix heures bien employées à l'usine sont un rude labeur), si elle ne devait pas entraîner une diminution de salaires. Si vous pouviez monter à cette tribune et m'affirmer que votre disposition de loi n'entraînera pas de diminution de salaires, je la voterais immédiatement. Mais nul n'osera porter cette affirmation à la tribune en présence des renseignements qui nous sont venus de tous les côtés, du Nord, du Midi, de l'Est et de l'Ouest, des documents que nous ont envoyés les industriels qui travaillent la soie, le lin, le chanvre, le coton, la laine, et qui tous, à l'envi, déclarent qu'il leur est impossible de donner, pour la journée de dix heures, le même salaire que pour la journée de douze heures.

M. ALLÈGRE. — Cela s'est vu cependant.

M. MILLIARD. — L'honorable M. Tolain a une réponse qu'il vient d'apporter à la tribune. Il est obligé de reconnaître que le salaire quotidien diminuera, mais il espère que le salaire annuel ne diminuera pas à cause d'une meilleure répartition du travail. C'est une pure conjecture, une hypothèse. D'ailleurs, les ouvriers n'attendent pas un an pour juger les conséquences de votre loi (*Assentiment à droite et au centre*) et prendre leurs déterminations.

Or, si le projet de loi s'applique à toutes les industries, il intéresse plus particulièrement l'industrie du tissage et de la filature où le travail de l'homme et de la femme est lié. Or, les ouvriers et ouvrières employés dans les fila-

tures et les tissages sont nombreux et dignes de toute la sollicitude du Parlement. Les patrons déclarent qu'ils ne pourront pas maintenir le salaire actuel avec la journée de dix heures. Croyez-vous que les ouvriers soient disposés à accepter cette diminution de salaire qui paraît inévitable? Croyez-vous qu'ils puissent l'accepter, que les nécessités de la vie leur permettent de l'accepter? Croyez-vous qu'il soit sage et prudent de les exposer à cette diminution de salaire au lendemain du jour où vous venez de créer un nouveau régime économique qui n'est pas encore expérimenté? Ne voyez-vous pas les résistances que votre loi va faire naître, les conflits qui peuvent en résulter, les grèves qui pourront en être la conséquence et dont on sera en droit de faire remonter la responsabilité jusqu'au Parlement. (*Approbation sur plusieurs bancs à droite et au centre.*) La Chambre des députés a cru pouvoir accepter une telle responsabilité; en ce qui me concerne je la décline absolument. (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.*)

A propos de la diminution des salaires et du danger que peut entraîner cette brusque diminution, permettez-moi de vous citer l'opinion d'un homme considérable qui ne saurait passer pour un timide en politique, qui n'a pas peur des questions sociales et qui a coutume de les envisager en face, je veux parler de M. Gladstone. Voici comment il s'exprimait en 1891, dans un discours à Newcastle, sur cette question de la limitation de la journée de travail par voie législative :

« Nous applaudissons certainement à tous les adoucissements que l'on pourra apporter au sort, toujours assez pénible, des travailleurs, par des moyens n'impliquant la violation d'aucun principe de liberté.

« Quant à savoir s'il est possible d'astreindre toutes les catégories de travailleurs à une discipline commune par des lois réduisant le temps de leur travail à un certain nombre d'heures, je dirai qu'avant de donner mon assentiment à ce principe je voudrais être assuré, par une démonstration topique, que tel ouvrier qui actuellement reçoit un petit salaire pour un grand nombre d'heures de travail recevra au moins le même petit salaire quand on aura réduit le nombre des heures.

« Pour obliger une minorité de travailleurs à l'adoption d'un état de choses nouveau, il ne suffit pas d'avoir l'approbation d'une petite majorité, ni même celle des représentants de toutes les branches du travail national. Je ne formule donc aucun jugement sur une question qui n'a pas encore été suffisamment étudiée, et sur laquelle on n'a pas encore assez consulté l'opinion du pays. Mais je recommande beaucoup de circonspection et je conseille à tout homme de se livrer à de minutieux examens avant de pousser à l'adoption de mesures dont les conséquences pourraient être irréparables, et qu'il ne faut pas prendre prématurément. »

Voilà ce que disait M. Gladstone au mois d'octobre 1891.

M. WADDINGTON. — C'était au sujet de la journée de huit heures.

M. MILLIARD. — C'était au point de vue de la liberté du travail en général et du danger de limiter cette liberté par voie législative.

M. RICHARD WADDINGTON. — Non, c'est pour la journée de huit heures. M. Gladstone est partisan de la législation en faveur des femmes et des enfants. Il s'agit seulement des huit heures. La réponse de M. Gladstone porte sur ce point spécial.

M. MILLIARD. — Il s'agit de l'intervention de la loi en vue de la limitation de la durée du travail.

M. RICHARD WADDINGTON. — Pour les hommes.

M. MILLIARD. — Mais vous concédez que votre loi entraînera la limitation de la journée de travail des hommes dans beaucoup d'industries.

Quoi qu'il en soit, je pense que les partisans de la disposition de loi que je combats peuvent faire leur profit de cette citation; et c'est pour eux que je l'ai faite. Que vous le sachiez ou non, que vous le vouliez ou non, votre loi touche aux salaires. C'est par là qu'elle est mauvaise, dangereuse, dure à l'ouvrier plus qu'au patron. Elle risque de mécontenter tous les intéressés, les ouvriers comme les patrons.

Ne parlons pas des patrons, si vous voulez, quoique ce ne soit pas une quantité tout à fait négligeable. Parlons des ouvriers.

Sans doute ils désirent la journée de dix heures et même de huit heures.

M. BUFFET. — Et même celle de six heures.

M. MILLIARD. — Ils la réclament à l'État et au législateur. Ils se font l'illusion de croire que l'État et le législateur ont le droit et le pouvoir de la leur donner; ils ne songent pas qu'il y a des lois économiques, des lois brutales plus fortes que toutes les lois que le Parlement peut faire. (*Très bien! très bien! à droite et au centre.*) Mais s'ils se méprennent sur le droit et sur les pouvoirs du législateur et de l'État, ils sont logiques dans leurs réclamations, et en même temps qu'ils réclament la limitation de la durée du travail, ils réclament un minimum de salaire, comme le disait tout à l'heure l'honorable M. Maxime Lecomte et comme l'a reconnu M. Tolain.

M. TOLAIN. — Je n'ai jamais reconnu cela. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit.

M. MILLIARD. — Je ne vous ferai plus parler.

M. TOLAIN. — J'aime mieux que vous ne me fassiez pas parler plutôt que de me trahir.

M. MILLIARD. — Je suis incapable de vous trahir, mon cher collègue.

M. TOLAIN. — Oh, involontairement, j'en suis convaincu.

M. MILLIARD. — Voici la première résolution qui a été votée à l'un des

derniers congrès ouvriers, le congrès de la métallurgie, qui s'est tenu, à la Bourse du travail, en octobre 1891; je la recommande à l'honorable M. Tolain : « Il y a lieu de revendiquer la réduction des heures de travail avec un minimum de salaires. »

Ils ne séparent pas, vous le voyez, la réduction du travail du minimum de salaire, et ils ont bien raison...

Un membre au centre. — Parfaitement.

M. MILLIARD. — J'oserai dire que l'un ne va guère sans l'autre.

Vous leur accordez bien le premier terme, vous ne leur donnez pas et vous ne pouvez pas leur donner le second. Vous ne pouvez espérer satisfaire ainsi cet état-major qui poursuit, très légitimement d'ailleurs, la journée de dix ou de huit heures.

Il y a d'autres ouvriers que vous satisferez encore moins : ce sont tous ces ouvriers qui se sentent le courage de travailler onze et douze heures par jour pour élever leur famille, qui ont la fierté de vouloir vivre par leur travail et non par l'assistance, mais qui ne veulent à aucun prix qu'on touche à leur salaire. Il y a enfin certains hommes politiques, et des plus avancés, chez lesquels votre loi ne paraît pas exciter beaucoup d'enthousiasme.

Voici ce que je lis dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi sur l'extinction du paupérisme déposée par un certain nombre de députés appartenant à toutes les fractions de l'extrême gauche :

« Nous serions débarrassés de l'obsession des questions inextricables, contradictoires, rétrogrades et insolubles de la réglementation légale du travail des adultes dans l'industrie privée, de la fixation d'un minimum des salaires, de l'application de retenues plus ou moins obligatoires et d'allocations budgétaires (par qui payées, en somme?) pour les retraites ouvrières; questions si imprudemment engagées, si pleines de déceptions et de colères, si grosses de périls pour la liberté et l'égalité des citoyens et pour l'État lui-même dont l'intervention très naturelle et parfaitement justifiée dans les travaux et entreprises exécutés et concédés par lui doit, quand il s'agit de l'industrie privée, se borner aux lois d'hygiène et d'indemnités pour cause d'accidents. »

Voilà comment des députés appartenant, je le répète, à toutes les fractions de l'extrême gauche, apprécient votre loi.

Le Sénat ne se doutait sans doute pas que je pusse trouver des alliés à l'extrême gauche. J'en vais trouver un peu partout et jusque sur le banc des Ministres, dès que la loi touche au salaire, ce qui ne peut plus être contesté.

J'ai d'abord pour alliés les 109 sénateurs qui ont repoussé toute espèce de limitation du travail des femmes, en octobre 1891, et que je ne désespère pas de voir se grouper encore autour de notre amendement. J'ai pour alliés deux présidents du conseil, le nouveau et l'ancien; le nouveau, qui a voté, avec les 109, l'amendement de M. Béranger, et auquel je ne reprocherai pas d'avoir sacrifié ses idées personnelles au principe de la solidarité ministérielle; et l'ancien, M. de Freycinet, qui, dans son discours de Marseille, — vous ne l'avez peut-être pas oublié, — déclarait que la loi ne pouvait pas toucher aux salaires.

Peut-être même pourrai-je invoquer, dans le même ordre d'idées, l'opinion de M. le Garde des sceaux qui a été le président de la Commission du travail de la Chambre des députés. Dans un discours sur les tarifs des douanes, alors qu'il défendait l'industrie cotonnière avec beaucoup de talent contre M. le Ministre du commerce et qu'il réclamait des droits plus élevés, il rappelait les charges qui allaient incomber aux industriels par le fait de la loi sur les accidents et de la loi actuelle, et il ajoutait, en parlant de cette dernière loi, qu'il ne la voterait pas s'il croyait qu'elle pût amener une diminution de salaire.

C'est précisément la raison pour laquelle nous ne la voterons pas.

Il me reste à vous parler du décret de 1848 qui a limité à douze heures la journée de l'ouvrier des deux sexes et à vous dire quelques mots de certaines législations étrangères dont on parlait tout à l'heure à la tribune.

Je vous ai dit que j'étais partisan de toutes les réglementations nécessaires. J'accepte le décret de 1848, je le trouve très sage aujourd'hui; à coup sûr, il était prématuré en 1848, et, si vous en voulez une preuve, c'est le sommeil dont il a dormi pendant quarante ans.

On s'est aperçu de son existence il y a quelques années à peine; et, si je pouvais me permettre de donner un conseil au Gouvernement, je lui donnerais celui de faire respecter le décret de 1848 et la journée de douze heures, qui, d'après les documents que j'ai pu consulter, est loin d'être respectée sur tout le territoire de la France, avant de réclamer la journée de dix heures. Si ce décret de 1848 me paraît sage aujourd'hui, j'estime que ceux-là ont été plus sages encore qui ont attendu pour l'appliquer que la journée de douze heures fût passée dans nos mœurs industrielles; car s'il est vrai de dire que ce sont les mœurs qui font les lois et non pas les lois qui font les mœurs, c'est vrai dans la matière qui nous occupe.

C'est ainsi que les choses se sont passées en Suisse et en Angleterre.

En Suisse, il n'y a pas de dispositions particulières pour les femmes. Les femmes et les hommes sont soumis à la même règle. La journée de travail est de onze heures pour les uns comme pour les autres. Mais ce n'est qu'alors que la journée de onze heures avait été librement conquise et était, en quelque sorte, la règle, que la Suisse l'a consacrée par sa législation.

La législation anglaise contient, au contraire, une disposition particulière et spéciale aux femmes, une disposition analogue à celle du projet de loi qu'on vous demande de voter. Elle limite le travail des femmes à dix heures. Mais, pour introduire cette disposition dans la législation, les Anglais ont attendu que les hommes, par le seul jeu de la liberté et de leurs associations puissantes, eussent conquis la journée de dix heures.

Laissez la liberté faire son œuvre. Elle a une souplesse que ne saurait avoir la loi. La loi est brutale, incapable de se plier aux nécessités de l'industrie et de la vie. Quand la liberté aura préparé le terrain, vous pourrez alors, s'il en est encore besoin, légiférer sans danger pour l'industrie et pour la paix sociale.

Ni l'industrie, ni les patrons, ni les ouvriers ne sont préparés à votre loi. Je voudrais me tromper, je souhaite de me tromper, si la disposition que je combats doit être votée. Mais j'entrevois de cruelles déceptions; des résis-

tances, des conflits, peut-être des grèves. Si cette perspective inquiète le Sénat comme elle m'inquiète, s'il ne veut pas accepter cette responsabilité, il faut qu'il maintienne énergiquement son vote.

C'est au nom de la liberté et dans l'intérêt des ouvriers que je le lui demande. De toutes les libertés, je n'en connais pas de plus sacrée que la liberté du travail; c'est par excellence la liberté du pauvre, de l'ouvrier, de celui qui n'a que ses bras pour vivre, car c'est le droit de vivre en travaillant. (*Très bien! et applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole pour la discussion générale.

La discussion générale est close. Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il passera à la discussion des articles?

(Le Sénat décide de passer à la discussion des articles.)

L'article 1^{er} n'a subi aucune modification; il a été adopté par la Chambre tel que le Sénat l'avait voté. Par conséquent, Messieurs, si personne ne demande la parole, conformément à la décision prise par le Sénat, je passe à l'article 2.

Les deux premiers paragraphes de cet article sont restés tels que le Sénat les avait votés; mais, au troisième, la Chambre des députés a apporté un changement. En effet, le Sénat avait adopté les termes suivants :

« Aucun enfant âgé de moins de 13 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, etc. »

La Chambre des députés a porté l'âge de 13 ans à 16 ans.

La Commission du Sénat a accepté cette modification et M. Blavier reprend à titre d'amendement la disposition précédemment votée par le Sénat, qui portait l'âge de 13 ans.

M. BLAVIER. — Messieurs, j'ai eu la bonne fortune, lorsque la loi sur le travail des enfants dans les manufactures a été discutée devant le Sénat, il y a quelques mois, de faire partager à cette haute Assemblée mon opinion sur ce terme de 13 ans au lieu de 16, à inscrire à l'article 2 du projet que la Chambre avait adopté et qu'elle nous renvoie aujourd'hui dans les mêmes conditions que précédemment. J'ai voulu savoir sur quels arguments la Chambre avait pu s'appuyer pour ne pas tenir compte du vote du Sénat, et, me reportant au rapport de l'honorable M. Jamais, déposé le 21 novembre 1891, j'y ai vu qu'il acceptait sans modification la disposition adoptée sur ma proposition dans le paragraphe 3 de l'article 2.

J'ai alors dû chercher au *Journal officiel* l'explication du vote de la Chambre et j'avoue que j'ai été très surpris d'y trouver le passage que je vais vous citer :

Lorsque est venue la discussion de l'article 2, le 19 décembre dernier, M. le Président de la Chambre, lisant le paragraphe 3 de cet article, ajoute :

« Le texte porte « aucun enfant de moins de 13 ans, » mais je crois que c'est une erreur d'impression. »

« *M. Ricard, président de la Commission.* — Oui, Monsieur le Président, c'est une erreur d'impression.

« *M. le Président.* — Sur ce paragraphe, M. Dron a demandé la parole.

« *M. Dron.* — Monsieur le Président, j'y renonce puisque la Commission reconnaît qu'il y a erreur d'impression et qu'il faut lire 16 ans au lieu de 13 ans. Seulement je ferai remarquer que c'est sur un amendement formel de M. Blavier demandant la réduction à 13 ans que le Sénat a exigé le certificat d'aptitude seulement pour les enfants qui ont le certificat d'études. »

Ainsi, Messieurs, pas la moindre explication et pas la moindre raison pour justifier le changement important apporté à la rédaction adoptée, après mûre délibération, par le Sénat. La Commission de la Chambre des députés avait accepté ce texte et, en séance publique, le Président se contente de déclarer que c'est par une simple erreur de rédaction !

Un pareil motif ne me paraît pas de nature à détruire les raisons multiples que j'avais eu l'honneur de soumettre au Sénat pour défendre mon amendement et qui avaient décidé du vote.

Je crois inutile d'y revenir longuement. Permettez-moi, cependant, de rappeler que, comme moi, l'honorable M. Charles Ferry, rapporteur de la loi au Sénat, avait établi de la façon la plus précise que rien ne pouvait justifier la nécessité de reporter jusqu'à 16 ans l'obligation d'un certificat d'aptitude physique à présenter par l'enfant qui veut entrer dans le travail industriel, travail, remarquez-le, très différent, suivant les industries.

Ainsi je connais une grande industrie, celle des ardoisières d'Angers, dans laquelle l'enfant travaille sous l'œil de son père, en plein air, dans les conditions les plus favorables à son développement physique.

A quoi, dans ce cas, pourrait être utile un certificat d'aptitude, alors que le médecin chargé de le délivrer ne peut connaître à quelle nature de travail doit s'appliquer cette aptitude ?

Or les conditions du travail, dans les ardoisières dont je viens de parler, sont absolument différentes des conditions du travail dans certains établissements industriels que je connais également pour y avoir de grands intérêts, comme les filatures du chanvre. L'aptitude physique pour le travail, dans un cas, n'est pas du tout la même que dans l'autre cas, et ce certificat demandé n'a pas de valeur sérieuse. Je maintiens donc qu'il est sage de limiter à 13 ans le terme assigné pour la production d'un pareil document.

J'ajoute que je ne récrimine pas contre le paragraphe 4 de l'article 2 qui donne le droit aux inspecteurs de s'assurer, pour les enfants de 13 à 16 ans, si le travail qu'on leur impose n'est pas excessif en provoquant un examen médical de leur aptitude à ce travail.

N'y a-t-il pas là une protection très suffisante, et cette disposition n'est-elle pas de nature à assurer de la façon la plus complète le but que le législateur doit se proposer, à savoir qu'en aucun cas le travail dont l'enfant est chargé n'excède ses forces de façon à nuire à son développement ?

J'estime donc que le Sénat doit, par les raisons que j'ai indiquées et que la Chambre n'a pas combattues, maintenir sa limite de 13 ans pour la production du certificat d'aptitude physique.

Profitant de ma présence à la tribune, j'ajoute qu'au paragraphe 5 du même article 2, je proposerai une addition qui me paraît nécessaire.

Ce paragraphe 5 porte : « Dans ce cas (celui où l'inspecteur du travail requiert un examen médical d'un enfant au-dessous de 16 ans), les inspecteurs auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement, sur l'avis conforme de l'un des médecins désignés au paragraphe 3 du présent article. »

Cette prescription, suivant moi, doit être complétée.

Le Sénat avait admis, sur l'observation que je lui ai présentée, — et que l'honorable M. Félix Martin avait appuyée, — qu'il fallait, si les parents le réclamaient, que l'examen médical de leur enfant fût contradictoire pour la délivrance du certificat d'aptitude physique. Cette condition me paraît encore plus nécessaire quand il s'agit d'attribuer à un fonctionnaire le droit d'exiger le renvoi d'un enfant de 13 à 16 ans qui gagne son pain dans un atelier, parce que le travail dont il est chargé paraît excéder ses forces.

Il est donc indispensable d'ajouter « et après examen contradictoire, si les parents le réclament » pour compléter le paragraphe 5. (*Très bien ! très bien à droite.*)

M. LE RAPPEUR. — Messieurs, la question n'est pas très grosse ni très importante...

M. BLAVIER. — Tout est gros, en pareille matière, Monsieur le Rapporteur.

M. LE RAPPEUR. — Messieurs, la question est très grosse et très importante (*Sourires*) ; malgré cela, vous me permettrez de n'en dire que quelques mots.

M. BLAVIER. — Oh ! parfaitement.

M. LE RAPPEUR. — Le texte que nous avons envoyé à la Chambre des députés a été modifié et il l'a été sous une inspiration inexacte, je le reconnais. On a cru qu'il y avait une erreur d'impression, alors que c'était l'amendement de M. Blavier qui avait triomphé devant le Sénat.

La différence porte sur ceci : selon le texte de la Chambre des députés, on ne peut entrer dans une usine ou une manufacture à partir de l'âge de 13 ans qu'avec un certificat d'aptitude. M. Blavier demandait que ce certificat d'aptitude ne fût exigible que dans le cas où l'inspecteur du travail...

M. BLAVIER. — Non, vous ne m'avez pas compris ! Déjà la même confusion s'est produite lors de la précédente délibération du projet de loi en discussion comme vous pouvez vous en assurer en vous reportant au *Journal officiel*.

Voici ce que j'ai dit : D'après le texte de la Chambre, il faudra, pour être admis dans un atelier jusqu'à l'âge de 16 ans, présenter un certificat d'ap-

titude physique. Je prétends que ce certificat d'aptitude ne doit être imposé que jusqu'à l'âge de 13 ans.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous sommes d'accord. Je m'étais permis de dire que la question n'avait qu'une importance relativement peu considérable puisque, par un des paragraphes de notre article, l'inspecteur du travail peut toujours, entre 13 et 16 ans, réclamer un nouvel examen de l'enfant, et que, si le médecin ne lui donne pas un certificat d'aptitude, l'enfant peut être ou changé d'emploi, ou renvoyé de l'usine.

C'est justement à cause de cette faculté qu'avait l'inspecteur de toujours réclamer un nouveau certificat d'aptitude jusqu'à 16 ans que la Commission a dit : Puisque cette faculté est accordée à l'inspecteur, est-il nécessaire de modifier ce texte qui nous revient de la Chambre des députés? Nous ne le croyons pas. Ce n'est généralement pas, en effet, à 16 ans qu'il faut que le certificat d'aptitude pour l'entrée dans l'usine soit présenté par l'enfant, car, si pour les garçons cela n'a qu'une importance médiocre, ce certificat a, pour les filles, une importance beaucoup plus considérable.

En tous cas, si le Sénat veut revenir à son ancien texte, la Commission n'a pas l'intention de livrer bataille sur ce point.

M. BÉRENGER. — Je demanderai la permission de poser une question à M. le rapporteur. Il nous dit que l'inspecteur pourra toujours faire examiner les enfants par un médecin. Mais cette faculté ne pourra être exercée que si ce fonctionnaire conserve le droit que lui attribuait la loi de 1874 de se faire présenter les enfants; or, on peut craindre que le projet en discussion ne lui fasse perdre ce droit.

On doit en effet remarquer que, reprenant le texte à peu près entier de l'article de la loi de 1874 qui règle ces droits, on a expressément supprimé les mots « ils visitent les enfants ». Cette suppression paraît grave. N'a-t-elle pas pour effet de faire disparaître le droit et de limiter les attributions de l'inspecteur à la faculté de se faire représenter les registres et les règlements et de questionner les patrons? C'est la question à laquelle je prie M. le rapporteur de vouloir bien répondre.

M. LE RAPPORTEUR. — L'article que nous discutons, et qui donne à l'inspecteur le droit de réclamer les certificats d'aptitude physique, comprend bien, par là même, le droit de se faire représenter les enfants et de les voir.

M. BÉRENGER. — Alors, dans quel but l'expression qui existait si formellement dans la loi de 1874 a-t-elle été retranchée du texte nouveau?

M. LE RAPPORTEUR. — Dans les modifications qui ont été successivement apportées au texte, puisque, je le répète, c'est pour la cinquième ou sixième fois que la loi est discutée, ces mots ont été supprimés par l'une ou l'autre Commission, je ne me rappelle pas laquelle, comme étant devenus absolument inutiles.

M. BÉRENGER. — M. le rapporteur peut-il nous dire ici au nom de la Commission qu'il est bien entendu que l'inspecteur conserve le droit dont il a toujours joui jusqu'à présent de se faire représenter les enfants?

M. LE RAPPORTEUR. — Absolument, et de la manière la plus formelle!

M. BÉRENGER. — M. le Ministre est-il également de cet avis?

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Parfaitement; quand on inspecte une usine, on ne va pas seulement inspecter les murs!

M. BÉRENGER. — Non, mais la rédaction de la loi pourrait faire croire qu'on n'aurait le droit d'inspecter que les registres.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Blavier, quelle adjonction demandez-vous?

M. BLAVIER. — Dans la seconde partie de mon amendement, je demande qu'au paragraphe 5 : « Dans ce cas, les inspecteurs auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme de l'un des médecins désignés au paragraphe 3 du présent article », on ajoute « et après examen contradictoire si les parents le réclament ».

C'est une addition que le Sénat avait reconnue indispensable lorsqu'il s'agissait d'obtenir le certificat d'aptitude; à plus forte raison faut-il l'insérer dans la loi lorsqu'il s'agit d'éliminer un enfant d'un atelier sous prétexte d'inaptitude physique.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole sur le troisième paragraphe de l'article 2?...

Je mets d'abord aux voix l'amendement de M. Blavier qui fixe à 13 ans seulement au lieu de 16 l'âge au-dessous duquel l'enfant sera obligé de produire un certificat médical.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Je donne lecture du paragraphe 3, avec l'amendement de M. Blavier :

« Aucun enfant âgé de moins de 13 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin chargé d'un service public désigné par le préfet. Cet examen sera contradictoire, si les parents le réclament. »

Les mots « chargé d'un service public » ont été ajoutés.

(Le troisième paragraphe est adopté.)

« § 4. — Les inspecteurs du travail pourront toujours requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans, déjà admis dans les établissements susvisés, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces. »

On a ajouté les mots « à l'effet de constater ».

(Le paragraphe 4 est adopté.)

Le cinquième paragraphe est conforme dans les textes votés par les deux Chambres et dans celui que propose la Commission. M. Blavier demande seulement qu'on ajoute à la fin du paragraphe « et après examen contradictoire, si les parents le réclament ».

Cet amendement, présenté au cours du débat, est soumis à la formalité de la prise en considération, à moins que la Commission ne se l'approprie.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous l'acceptons, Monsieur le Président.

M. BLAVIER. — La Commission ne peut pas en demander le rejet aujourd'hui : elle l'avait accepté dans la délibération précédente.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission acceptant l'amendement, je mets aux voix le cinquième paragraphe, avec l'adjonction proposée.

(Le cinquième paragraphe, ainsi modifié, est adopté.)

« § 6. — Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance visés à l'article 1^{er}, et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel, pour les enfants âgés de moins de 13 ans, sauf pour les enfants âgés de 12 ans munis du certificat d'études primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour. »

Il y a là, Messieurs, plusieurs changements et additions apportés par la Chambre des députés au texte voté par le Sénat et qui était le suivant :

« ... le travail manuel pour les enfants de 12 à 13 ans, non munis du certificat d'études primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour. »

La Commission du Sénat accepte ces modifications.

(Le sixième paragraphe est adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

« ART. 3. — Les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les

femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. »

Le reste de l'article est conforme.

Le premier amendement inscrit est celui de MM. Diancourt et Maxime Lecomte, qui est ainsi conçu :

« Les enfants de l'un et de l'autre sexe âgés de moins de 16 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les jeunes ouvriers ou ouvrières de 16 à 18 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures.

« Les filles au-dessus de 18 ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour. »

Vient ensuite l'amendement de M. Milliard, qui s'applique au texte de la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — Il me semble, Monsieur le Président, que c'est l'amendement de M. Milliard qui devrait être mis aux voix le premier, puisqu'il demande la suppression des mots « et les femmes » et que, s'il était adopté, il n'y aurait plus à s'occuper de réglementer la durée du travail journalier en la fixant à dix heures ou à onze heures. (*Assentiment.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition?...

La parole est à M. Milliard pour soutenir son amendement qui consiste à supprimer les mots « et les femmes ».

M. MILLIARD. — Je l'ai soutenu, Monsieur le Président, et je ne veux pas m'imposer une seconde fois au Sénat.

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce et de l'industrie*. — Messieurs, l'objet principal de la loi qui revient devant vous aujourd'hui, après tant de vicissitudes, est précisément celui qui est soumis en ce moment à votre délibération.

L'article 3, qui fixe la durée du travail et qui étend aux femmes l'application de la loi, est en effet comme le pivot de cette loi tout entière. On peut donc dire que si vous adoptiez, contrairement à l'une de vos premières décisions, l'amendement de l'honorable M. Milliard, vous en arriveriez, par là même, à rejeter la loi (*Dénégations à droite et au centre*) ou à peu près.

M. RICHARD WADDINGTON. — Certainement ! C'est le point capital.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est toute la loi !

M. LE MINISTRE. — Et la réforme poursuivie depuis si longtemps par les gouvernements qui se sont succédé depuis 1884, et tant de fois votée par les Chambres, serait aujourd'hui, après six ans de travail législatif, au moment

où le monde du travail l'attend et l'espère (*Nouvelles protestations*), rejetée par votre décision.

Messieurs, je ne suis pas plus partisan que l'honorable M. Milliard et que l'honorable M. Maxime Lecomte des chimères, des utopies, et ce n'est pas moi que l'on pourra accuser de recourir trop facilement aux promesses décevantes. Mais il faut bien cependant, tout en s'efforçant de n'être point dupe des illusions, savoir discerner les réalités et accomplir les réformes qui sont non seulement réclamées par l'opinion, mais encore légitimées par des expériences longues et décisives.

Ce n'est pas la première fois que cette question de la réglementation du travail des femmes est discutée par des représentants de peuples libres. Il y a longtemps qu'on s'en est occupé dans d'autres pays, et tous ceux qui se glorifient de marcher à la tête de la civilisation l'ont acceptée et l'ont introduite dans leurs lois.

Pouvez-vous reprocher à des gouvernements monarchiques des pays tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, d'être trop enclins à réaliser les idées chimériques des partis socialistes ?

Il y a des années que la réforme que nous vous proposons aujourd'hui est appliquée dans ces différents pays. Vous-mêmes, Messieurs, vous n'avez pas toujours voté comme lors de la dernière délibération que rappelait l'honorable M. Milliard et qui semblait être, dans sa pensée, la seule où le Sénat eût été appelé à donner son opinion.

Au cours du dernier débat, en effet, quand vous avez supprimé de l'article 3 les mots « et les femmes », permettez-moi de dire que l'avis du Sénat ne s'était jamais manifesté avec aussi peu de force, je veux dire que jamais le nombre des votants sur cette question n'avait été aussi faible.

Et, si vous avez supprimé de l'article 3 les mots « et les femmes », comme vous demande encore de le faire l'honorable M. Milliard, ce vote a été obtenu — l'examen du scrutin le prouve — par l'abstention d'un assez grand nombre de membres du Sénat plus que par une majorité positive, tandis que, dans une précédente délibération, vous aviez maintenu l'inscription des femmes dans l'article 3, avec un nombre de votants beaucoup plus considérable.

En effet, Messieurs, lors de la première délibération, au mois de juillet 1891, l'amendement tendant à supprimer les mots « et les femmes », dans l'article 3, a été repoussé par 132 contre 108, tandis qu'en octobre 1891 ce même amendement a été adopté par 109 voix contre 99.

De ces chiffres, il semble qu'on ait le droit de tirer la conclusion suivante : le nombre des adversaires de la limitation de la durée du travail des femmes n'a pas varié : 108 d'abord, 109 ensuite ; le nombre des partisans de cette réforme, soit par suite d'absence, soit par le fait d'une abstention volontaire est tombé de 132 à 99. Au contraire, dans l'autre Chambre, et ici je suis de l'avis de M. Tolain, à savoir que l'opinion d'une Chambre ne doit pas et ne peut pas constituer à elle seule un argument déterminant pour l'autre...

M. LE MINISTRE. — Monsieur Buffet, je suis sur ce point aussi jaloux que vous des droits du Sénat, comme je le suis d'ailleurs des droits de la Chambre des députés. Les deux Chambres doivent délibérer dans la plus entière indépendance; mais cependant il n'est pas permis à des hommes politiques, qui font partie du même ensemble des institutions parlementaires d'un pays, de fermer volontairement les yeux sur l'état d'esprit de leurs collaborateurs, de ceux qui, comme eux, sont les représentants de la nation. (*Très bien! à gauche.*) Eh bien, Messieurs, il n'est pas indifférent de rappeler au Sénat que le nombre des partisans de la disposition législative sur laquelle vous délibérez semble grandir dans l'autre Chambre.

Vous avez donc à vous prononcer pour ainsi dire en dernier ressort, car c'est après deux délibérations dans lesquelles vous avez exprimé des opinions contradictoires, dans des circonstances dont la gravité n'échappe à personne, que vous avez à prendre une décision dans la plénitude de votre indépendance.

Messieurs, on fait à la disposition que nous vous demandons d'adopter diverses objections. On peut ne retenir que les deux principales qui contiennent et qui dominent tout le débat. L'une est une objection d'ordre philosophique. On invoque la liberté du travail. . .

La liberté du travail! Je voudrais bien savoir s'il est conforme à la nature réelle des choses de l'invoquer dans les conditions d'existence actuelles de l'industrie, au milieu des conquêtes chaque jour grandissantes de la science. Ne faut-il pas nécessairement tenir compte de ces ateliers gigantesques qui ressemblent à des villes par la multitude de ceux qui y coopèrent à la production nécessaire aux besoins de l'humanité? La matière y est domptée, transformée par des forces nouvelles que nos pères — eux qui ont proclamé les principes de 1789 — ne soupçonnaient même pas et considéreraient aujourd'hui comme des mystères effrayants. Cette multitude de travailleurs est si étroitement asservie à ces mécanismes puissants que l'ouvrier n'est même plus le collaborateur de la machine, mais seulement son témoin. Il semble fait uniquement pour contempler l'œuvre qu'elle accomplit; et il est l'esclave de la vapeur, de l'électricité, de la force motrice qui transforme le monde et qui fait sentir sa puissance même sur les âmes, sur les consciences, sur ce qui fut autrefois le domaine intégral de la liberté individuelle.

L'artisan n'est plus ce qu'il était à l'époque où l'on proclamait la liberté du travail, et les principes de 1789 qu'on invoque encore aujourd'hui ne peuvent plus, par la force même des choses, — que cela flatte ou blesse vos sentiments, — recevoir la même application qu'il y a un siècle. La nature, la planète elle-même change; tout se modifie; notre monde est si différent de celui que nos pères ont connu, que c'est avec un état d'esprit autre, avec des tendances nouvelles qu'il faut chercher aujourd'hui les règles destinées à la conduite des hommes qui veulent vivre avec et pour leur temps. (*Très bien! à gauche.*)

Vous le voyez, Messieurs, vous ne pouvez pas dire que l'ouvrier d'aujourd'hui, l'ouvrier de la grande usine où la machine est souveraine, se trouve dans les mêmes conditions pour exercer ses droits individuels, que l'artisan qui travaille chez lui, uniquement à l'aide de ses bras. Vous ne pouvez pas

assimiler les conditions du travail de la grande industrie avec celles que vos pères ont pratiquées et qui existent encore dans certaines branches de la production. Il n'y a aucun rapport entre les ouvriers des filatures et des tissages mécaniques et l'ouvrier menuisier ou cordonnier, qui travaille de ses mains, sans l'aide de la machine.

De sorte que, philosophiquement, si vous prétendez que le seul principe qui doit préoccuper vos esprits, lorsqu'il s'agit d'étudier les rapports du capital et du travail, c'est le principe de la liberté individuelle, vous invoquez une règle qui ne peut pas toujours trouver son application, parce que la matérialité même des choses s'y oppose. En vérité, je me demande si je ne me livre pas à une démonstration superflue.

Est-ce que tous les peuples n'ont pas légiféré sur le travail ? Est-ce que les nations que je viens de citer n'ont pas édicté des réglementations du travail ?

Est-ce que le Sénat lui-même n'a pas voté des lois sur l'hygiène et la sécurité des ateliers ? Est-ce que vous n'avez jamais touché ni à la liberté de l'ouvrier, ni à celle du patron ? Est-ce que, dans beaucoup de circonstances, vous n'avez pas fait intervenir la loi dans les questions du travail, non pas en méconnaissant — vous ne l'avez pas méconnu — mais en réduisant à son véritable rôle ce principe tant invoqué de la liberté du travail, principe que je respecte autant que personne, mais qu'il ne faut pas appliquer là où il n'a que faire, sous peine de se laisser entraîner à des actes contraires à la vérité et à la justice ? Laissez-moi donc, sans insister davantage, affirmer que cette première objection ne peut arrêter vos esprits et qu'il suffit d'examiner la seconde, à mon sens plus grave, de nature à vous frapper davantage, et qui a été formulée ici avec tant de force par l'honorable M. Maxime Lecomte et par l'honorable M. Milliard.

On nous a dit : Sans doute, la réduction de la durée du travail peut se concevoir dans un certain nombre d'industries, dans celles où l'ouvrier est le facteur principal de l'œuvre accomplie. Comme les forces de l'homme ont des limites naturelles, que l'attention elle-même se lasse, il est possible qu'en réduisant la durée de la fatigue de l'homme, on obtienne, en définitive, dans un temps moindre, un travail aussi productif, et que, par suite, l'ouvrier conserve l'intégralité du salaire qu'il gagne actuellement avec un travail plus long.

Mais, quand il s'agit de ces industries spéciales dont je parlais tout à l'heure et auxquelles songent surtout les auteurs des amendements que je combats, des filatures de coton et de laine, si directement intéressées dans ce débat ; quand il s'agit de ces industries où l'ouvrier n'est plus qu'une sorte de témoin de la machine, se bornant à rattacher des fils qui se cassent dans le déroulement de la matière filée, dans ces conditions, comme la production est réglée par la marche de la machine elle-même et que la machine fonctionne de manière à produire le maximum de travail possible, il en résulte que la production est mesurée par la durée du travail. Limiter le travail c'est donc réduire la production et, par suite, le salaire.

Voilà bien l'argument ; n'est-ce pas ? Je crois le reproduire avec sincérité, et je suis le premier à reconnaître sa force.

Logiquement, il est irréfutable. Si l'on se bornait, en pareille matière à se

décider comme pour les pures spéculations de l'esprit, et par la seule vertu des syllogismes, il n'y aurait rien à dire et les défenseurs des amendements me trouveraient sans réponse.

Mais, Messieurs, ici comme partout, il existe quelque chose de plus puissant que les rigueurs de la logique. Pendant longtemps, les hommes se sont laissé décider, conduire par cette opération de l'esprit qui consiste, étant donné un principe, à en rechercher abstraitement, métaphysiquement les conséquences ; mais, avec ce procédé, l'humanité a rencontré sur son chemin tant d'erreurs, que, peu à peu, elle a été amenée à adopter une autre méthode et que la *scientia experimentalis* a pris le dessus... heureusement.

Heureusement pour les hommes, pour la science et je dirai heureusement pour la justice sociale et pour la liberté.

Or, si, en cette matière nous examinons les faits, nous allons — chose curieuse! — les trouver en contradiction avec les raisonnements rigoureux, invincibles qui tout à l'heure nous montraient inévitable la diminution de la production et des salaires. Je me permettrai de dire au Sénat que, pour ma part, c'est cette étude qui m'a permis de monter à cette tribune, d'y défendre la thèse que je soutiens et que je n'aurais pas soutenue, si je ne l'avais pas crue conforme à la réalité des faits.

La preuve, je vous demanderai la permission de la chercher précisément dans un pays qui semble le plus propre à fournir à mes contradicteurs des exemples et des arguments contre moi : je veux dire en Angleterre.

S'il existe un pays où triomphe le principe de la liberté individuelle, qui répugne à la réglementation, qui soit la patrie à la fois philosophique et administrative de l'individualisme, c'est la Grande-Bretagne.

Comment se fait-il que ce pays soit précisément celui où, pour la première fois, l'État est intervenu dans la fixation des heures de travail et dans la protection, non pas seulement de l'enfant, mais de la femme, dont on voudrait faire proclamer, aujourd'hui, l'aptitude à lutter seule contre la puissance de l'industrie moderne? A quoi cela tient-il? A ce que la vérité des faits, l'enseignement qui se dégage de la pratique ne perdent jamais leurs droits, même au milieu des hommes dont l'esprit est le plus prévenu en faveur des déductions de la logique.

Quel que soit l'esprit individualiste des Anglais, le spectacle auquel ils ont assisté dans les grandes usines, filles de la science moderne, a été tel que les âmes les plus généreuses, les esprits les plus larges ont été poussés — eux, les puissants, les grands de la terre, dans un pays où il y a tant de grands — à réclamer en faveur des petits et des humbles.

L'honorable M. Milliard disait tout à l'heure que la législation anglaise, en ce qui concerne le travail des femmes, était due à la pratique de la liberté, qu'elle était l'une des conquêtes réalisées par les associations ouvrières, un effet des assauts victorieusement livrés par ces formidables organisations, si riches et si puissantes, qui se nomment les *trades-unions*.

Ah! que l'honorable sénateur me permette de le lui dire, il a fait l'histoire de la législation industrielle anglaise un peu comme l'abbé de Vertot faisait son siège. C'est tout à fait le contraire!

La loi sur le travail des femmes et sur la limitation de la durée du travail a précédé de beaucoup l'époque où les *trades-unions* ont été assez puissantes pour remporter des victoires, et la campagne qui a produit la législation anglaise a commencé avec les premières années de notre siècle. En 1830, elle a acquis une telle force qu'elle a pénétré le Parlement.

La première disposition a été précisément la loi de 1833, qui s'appliquait uniquement à quelles industries ? A celles où l'ouvrier est le principal facteur du travail et transforme la matière à l'aide de ses bras seuls ? Nullement ; mais à l'industrie textile, à cette industrie qui se défend aujourd'hui avec le plus d'opiniâtreté, et dont on peut dire qu'elle est le dernier bastion de la résistance industrielle. Les autres industries acceptent pour la plupart. Les filateurs, seuls, résistent, ces filateurs dont nous nous sommes préoccupés dans le tarif des douanes et dont je parlerai tout à l'heure.

C'est précisément cette industrie qui a été tout d'abord l'objet des soucis du législateur anglais, et c'est uniquement pour elle que la première loi anglaise est intervenue, en 1833, en fixant à douze heures la durée de la journée de travail. On laissait les autres industriels libres, on ne les réglementait pas ; mais l'industrie textile, pour laquelle on réclame le plus et qui appelle le plus l'attention du législateur par les conditions matérielles dans lesquelles elle s'exerce et par les créatures humaines qu'elle emploie, puisque c'est celle qui comporte le plus grand nombre de femmes et d'enfants, cette industrie, dis-je, est la première où la journée de travail ait été réglementée en Angleterre, dans ce pays de liberté.

Cette journée fut fixée à douze heures.

Une seconde loi ne tarda pas intervenir en 1844 qui étendit l'effet de la réglementation aux garçons et aux filles au-dessous de 18 ans, et aussi aux femmes majeures.

En 1847, une troisième loi, célèbre dans l'histoire de la législation industrielle du Royaume-Uni, fixa la durée de la journée de travail à dix heures et appliqua ces prescriptions à tous les mineurs et à toutes les femmes mineures ou majeures.

Voici donc un pays, la patrie de la grande industrie, de l'industrie textile, la patrie de l'individualisme et de l'esprit d'opposition à toute intervention de l'État ; où, depuis 1847, la durée de la journée de travail est fixée à dix heures pour les mineurs et pour les femmes, et c'est la loi qui l'a voulu et c'est grâce à ces prescriptions de la loi que les *trades-unions* ont acquis des forces et ont obtenu ensuite, par le libre jeu de la liberté, des réductions dans la durée du travail.

Mais ces conquêtes n'ont point précédé l'œuvre de la loi ; c'est la loi qui, au contraire, a été la source de ces conquêtes. Voilà la vérité historique. Vous voyez qu'elle ressemble peu aux affirmations que l'on portait tout à l'heure à cette tribune.

Messieurs, ce n'est pas tout. La loi de 1847 ne s'appliquait, je vous l'ai dit, qu'aux industries textiles. Or, l'expérience fit voir que les objections formulées contre la loi ne s'étaient pas réalisées, et qu'un grand nombre d'industries pouvaient être soumises aux mêmes règles que les industries textiles. Et alors, peu à peu, par une série d'*acts* successifs promulgués après

des enquêtes approfondies, après des débats où les Anglais apportent cet esprit d'observation, cette raison froide, qui les caractérise, les bienfaits de la loi de 1847 furent successivement étendus à une série d'autres industries.

Enfin, le 21 août 1867 — vous voyez combien ces dates sont éloignées de l'époque où nous discutons encore — intervint une loi générale qui, sous le nom de *Factory workshop regulation act*, c'est-à-dire loi de réglementation des maisons de travail, rendit applicables à toutes les manufactures, usines, ateliers, mines, « à toute place, dit le texte anglais, couverte ou en plein air, où un métier est exercé par un enfant ou par une femme et où un patron a droit d'accès ou de contrôle », les dispositions de la loi de 1847, c'est-à-dire la durée du travail de dix heures par jour pour les enfants et pour les femmes.

Et enfin, Messieurs, à une époque plus rapprochée de nous, codification générale de toutes ces lois sur la durée du travail, en ce qui concerne les mineurs et les femmes dans le *Workshop factory act* du 28 mai 1878, qui fut précédé aussi d'une enquête, et d'un long travail parlementaire. Et, chose digne de remarque, toutes les lois faites en vue des mineurs visent également les femmes. Jamais le législateur anglais ne les a traitées comme des adultes hommes; jamais, avec son sens de la réalité des choses et des conditions de l'industrie moderne, il ne les a mises sur le pied d'égalité avec les ouvriers hommes, qu'il considère comme assez forts pour se passer de l'appui de la loi et pour se réclamer du principe de la liberté du travail.

Eh bien, ces lois sont appliquées aujourd'hui, et cela avec une très grande fermeté.

J'ai fait étudier moi-même en Angleterre, par des hommes dans la clairvoyance et l'expérience desquels j'ai la plus entière confiance, j'ai fait étudier, dis-je, ces questions sur place et je me suis fait rapporter tous les documents administratifs relatifs à l'application de la loi. On nous reproche d'être le pays de la réglementation et de l'administration minutieuse, mais je ne connais pas dans l'administration française de domaine où la réglementation ait été poussée aussi loin qu'elle l'a été en Angleterre pour l'application de la législation sur la durée des heures de travail.

Parmi ces documents, il en est qui sont des plus intéressants et des plus curieux à consulter, et je dois confesser au Sénat que j'ai bien l'intention d'en tirer profit, lorsque, comme j'en ai la ferme espérance, il aura voté le projet de loi actuel. (*Très bien! très bien! sur divers bancs à gauche.*)

Je viens de vous rappeler les mesures prises en Angleterre, et il va de soi que si, pendant si longtemps, depuis 1830 jusqu'à 1878, — presque un demi siècle, — le Parlement anglais, le gouvernement, les partis qui se sont succédé au pouvoir ont poursuivi méthodiquement la même œuvre, procédant des mêmes principes, développant successivement et logiquement les conséquences de ces principes, il va de soi, dis-je, que l'application de ces mesures législatives avait démontré l'inanité des objections tout d'abord formulées contre elles et qu'au contraire l'expérience mettait en relief les avantages qu'on attendait d'elles en les promulguant.

Ceci me paraît l'évidence même.

Si la pratique avait condamné les lois de 1833, de 1844, de 1850, de 1867, n'est-il pas certain que le législateur n'aurait pas poursuivi son œuvre,

qu'il y aurait eu un mouvement brusque d'arrêt ou de recul? Cela ne s'est pas produit, parce que la réalité a confirmé les prévisions. Permettez-moi, très rapidement, d'ajouter à la démonstration en quelque sorte expérimentale la démonstration logique qui ressort de l'histoire même de la législation.

Il ne vous échappe pas que, lors de la discussion des *Factory acts* en Angleterre, les objections qui sont soulevées ici par les adversaires de la loi furent faites en Angleterre, bien moins éloquemment (*Sourires*), mais avec les mêmes motifs, les mêmes prophéties de malheurs et de catastrophes pour les patrons qu'on précipitait à la ruine et pour les ouvriers qu'on condamnait aux chômages et à la famine.

L'exportation anglaise était perdue; la lutte de l'industrie anglaise contre les industries concurrentes de l'étranger devenait impossible. Comment voulez-vous, disait-on, que l'Angleterre, en face de pays qui ne seront pas soumis à la législation étroite qu'on vous propose aujourd'hui, — en 1833 et 1844, — que l'Angleterre puisse lutter sur tous les marchés du monde, avec les nations rivales, la France, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, si de pareilles lois sont votées?

Vous, représentants des communes, vous, membres de la Chambre des lords, ne comprenez-vous pas que vous donnez à vos rivaux une supériorité industrielle incontestable, et que vous décrêtez la ruine de la Grande-Bretagne?

C'est le chômage inévitable et l'abaissement des salaires, et par conséquent vous devez repousser des lois dont les résultats seront funestes, et qui, sans apporter aucune amélioration à la condition des classes laborieuses, entraîneront fatalement la ruine de l'industrie anglaise.

Ces discours, je le répète, ont été tenus par les hommes les plus considérables, par des philosophes, par des hommes politiques, par de puissants industriels, et le Parlement anglais a cependant voté ces lois.

Les prédictions des adversaires ne se sont pas réalisées, et M. Baker, par exemple, en 1859, déclarait, devant le congrès des sciences sociales, à Bradford, que, « malgré la diminution des heures de travail, les salaires avaient augmenté, dans certains cas, de 40 p. o/o, dans l'ensemble des industries, et, généralement, de 12 p. o/o, sans que cette réduction des heures de travail et cet accroissement de salaires eussent diminué en rien la production textile, ni causé le moindre tort à la prospérité nationale. »

Et, à l'appui de ses déclarations, il prouvait, par des documents, que l'ensemble de la production manufacturière et de la prospérité commerciale avaient augmenté dans des proportions considérables, qu'il évaluait au double dans la période de 1844 à 1858.

M. Rocbuck, qui avait été autrefois un des adversaires les plus ardents de la loi, tint à faire amende honorable, reconnut les bienfaits de la mesure et soutint le bill nouveau.

Mais, Messieurs, il est une autre opinion que le Sénat doit connaître : c'est celle d'un homme qui a joué un rôle considérable dans toute cette histoire, sir James Graham, qui avait été — voulez-vous me permettre de faire cette comparaison? — le Maxime Lecomte et le Milliard de la résistance légis-

lative, qui avait porté avec éclat le drapeau de l'opposition contre les bills sur la réduction des heures de travail. Il prononça les paroles suivantes :

« J'ai une confession à faire à la Chambre : l'expérience a montré, à ma grande satisfaction, que beaucoup des prédictions faites contre le *factory-bill* ne se sont pas réalisées et que, en somme, cette grande mesure a contribué à l'amélioration des classes ouvrières, sans faire tort aux patrons. Par mon vote de ce soir, je m'efforcerai de réparer l'opposition que j'ai faite autrefois au *factory-bill*. »

Et de même, un autre adversaire de la loi, sir Thomas Bazley, un grand manufacturier de Manchester, faisait une déclaration identique et apportait à la loi nouvelle l'appui de sa parole et de son vote.

Aujourd'hui, lorsqu'on examine la marche des salaires en Angleterre et la marche de la production dans des documents des plus curieux, que j'ai dépouillés avec la plus grande attention, on constate que le contraire des prédictions qui avaient été formulées au Parlement s'est réalisé.

Ces documents établissent les progrès de la production et l'augmentation des salaires au fur et à mesure des modifications législatives qui ont été opérées pendant la longue période de 1830 à 1878.

Messieurs, aujourd'hui cela ne fait plus question, cela n'est plus discuté en Angleterre. J'ai sous les yeux un rapport du chancelier du consulat de France à Cardiff, rapport qui a été fait spécialement sur la question de la durée du travail en Angleterre, et voici un des passages de ce rapport :

« En l'état actuel des choses, la moyenne des heures de travail pour tout le Royaume-Uni est de dix heures à peu près, et, dans la plupart des grands établissements industriels, le principe de la journée de neuf heures, qui avait d'abord provoqué de nombreuses réclamations, a été admis depuis longtemps déjà.

« Il paraît qu'on a lieu de se féliciter d'avoir pris cette dernière mesure, car personne ne songerait à élever la moindre plainte à ce sujet. »

M. MILLIARD. — Ce sont des conquêtes de la liberté.

Un sénateur au centre. — Donc, les mœurs précèdent les lois.

M. LE MINISTRE. — Ces conquêtes n'ont été réalisées qu'après la loi, Monsieur Milliard ; faites d'abord les lois que nous vous proposons, et la liberté leur donnera leurs conséquences naturelles. Mais commencez par suivre l'exemple des législateurs anglais. Au lieu d'abandonner les travailleurs dans la situation où ils se trouvent aujourd'hui, impuissants à réaliser les progrès que vous-mêmes proclamez justes, venez à leur aide au moyen de la loi.

M. LE RAPPORTEUR. — Si la liberté suffisait, il y a longtemps que cela aurait été fait.

M. LE MINISTRE. — La preuve que la liberté ne suffit pas, c'est que dans les pays où ces mesures n'ont pas été prises, en ce qui concerne les femmes,

la réduction des heures de travail n'a pas été obtenue et le progrès ne s'est pas réalisé.

Je ne voudrais pas, Messieurs, prolonger ce débat outre mesure... (*Parlez!*) Dans mon examen des éléments qui pouvaient déterminer la conviction d'hommes uniquement préoccupés de rechercher la vérité, j'ai eu occasion de voir des travaux faits au point de vue physiologique sur les conditions de la meilleure production du travail humain. Ils sont pleinement dans le sens des propositions que nous soutenons aujourd'hui devant le Sénat. Ils sont en opposition absolue avec la durée prolongée des heures de travail, et cela se conçoit : c'est la nature même qui le veut ainsi.

Mais cette expérience ne s'est pas faite seulement en Angleterre. Je ne vous ai rien dit et je ne veux rien vous dire des autres pays qui nous entourent, Allemagne, Autriche, Belgique, Suisse, qui ont réalisé des progrès analogues, qui ont depuis longtemps une législation du travail.

Il y a un autre pays qui est bien plus que l'Angleterre la patrie du laisser-faire et du laisser-passer, qui est bien plus que l'Angleterre la forteresse de la résistance à toute intervention législative, vous avez deviné : ce sont les États-Unis. Eh bien, aux États-Unis, l'expérience a été faite, elle a donné absolument les mêmes résultats qu'en Angleterre.

Il y a un État, le Massachusetts, où l'industrie textile est la plus florissante. En 1874, le Massachusetts songea à légiférer sur la durée de la journée de travail. Vous pensez si cette hérésie souleva les esprits aux États-Unis et quelle opposition les hardis novateurs, qui avaient apporté cette idée, rencontrèrent devant eux. Ils persistèrent et obtinrent gain de cause. La loi fut votée; la durée de la journée de travail fut fixée à dix heures, en ce qui concerne les mineurs et les femmes, bien entendu, et sans se préoccuper des hommes. Je dis : sans s'occuper des hommes, car la femme, en cette matière, est toujours considérée comme mineure; c'est le principe de toutes les législations.

La loi fut donc votée, et, lorsqu'on la vota au Massachusetts, un certain nombre de manufacturiers qui étaient visés par la loi soulevèrent des objections. C'était toujours le même raisonnement. La production est proportionnelle à la durée du travail; donc réduire la durée du travail, c'est réduire la production. Le salaire est proportionnel à la production; donc réduire la production c'est réduire le salaire. Ce n'est pas tout à fait un syllogisme, c'est un sorite. Mais enfin la logique n'y perd rien, si la vérité des choses y perd beaucoup.

La loi fut votée malgré les objections. En 1880, on s'avisa de faire... — ces détails, Messieurs, me paraissent un des éléments importants de la décision que le Sénat va prendre et je lui demande pardon de la fatigue que je lui impose, mais je crois qu'il est nécessaire de discuter une bonne fois complètement la question... (*Parlez! parlez!*)

M. RICHARD WADDINGTON. — Vous avez raison, elle est si peu connue!

M. LE MINISTRE. — ... non par des vues pures de l'esprit, par des conceptions métaphysiques, mais par la connaissances réelle des choses, telles

qu'elles sont dans le monde entier, dans tous les pays civilisés. (*Légères rumeurs à droite.*)

Eh bien, on fit, en 1880, une grande enquête sur les conséquences économiques, industrielles, financières de la loi de 1874, qui avait réduit la journée de travail à dix heures, et qui avait soumis les mineurs et les femmes à cette loi, alors que non seulement les pays étrangers, mais même les États voisins, qui entourent le Massachusetts, qui sont ses rivaux industriels, jouissaient de la liberté industrielle; c'est-à-dire de cette grande liberté qui permet aux patrons de tirer des profits illimités du travail humain, en usant jusqu'à épuisement les forces de l'enfant, de la femme et de l'homme.

On fait donc une enquête, et que découvre-t-on? Que le Massachusetts, en 1886, six ans après, — cela est insuffisant pour juger une loi, — avait perdu de sa puissance industrielle? Que la production cotonnière avait diminué, que le salaire des ouvriers avait baissé? Pas du tout; on trouve au contraire, que, dans le Massachusetts, les heures de travail sont réduites à soixante, alors que dans les autres États elles sont : pour le New-Hampshire de soixante-six et demie; pour le Connecticut, de soixante-six et demie; pour l'État de New-York, de soixante-cinq un quart.

De plus, les salaires dans ces autres États sont, par semaine, de 35 fr. 20, de 37 fr. 20, de 39 fr. 05, de 37 fr. 85, alors que dans le Massachusetts, ils sont de 41 fr. 60. De sorte qu'en définitive, dans les États où l'on était resté sous l'empire de l'ancienne législation, ou sans législation, pour mieux dire, la durée des heures de travail était plus grande, la production moindre, et les salaires plus faibles, puisque, dans le Massachusetts, on voit, pour une durée de travail moindre, un salaire supérieur : six heures de travail de moins, 3 fr. 25 par semaine de salaire de plus que dans les États où le salaire est le plus élevé. (*Interruptions au centre.*)

Messieurs, on viendra me répondre à cette tribune, on me montrera comment les raisonnements sont plus concluants que les faits; c'est cela que j'attends. Je vous en supplie, sortons des discussions théoriques, des affirmations économiques et philosophiques et plaçons-nous sur le terrain des faits qui sont plus forts que l'esprit de qui que ce soit.

En définitive, ce sont les faits qui dictent leurs lois aux hommes qui savent voir, et non les hommes qui dictent leurs lois aux faits. S'ils veulent faire marcher les choses conformément aux fantaisies de leur esprit, ils sont sans cesse en butte à l'erreur et aboutissent aux plus grands désastres en politique comme en industrie. (*Très bien! très bien! sur un grand nombre de banes.*)

Messieurs, qu'arriva-t-il? Car enfin, il faut pousser jusqu'au bout la conclusion de cet examen. C'est que les États dont je viens de parler, quand ils eurent constaté les résultats de l'enquête, adoptèrent la loi; et c'est ainsi que le Maine, le New-Hampshire, le Connecticut, le Rhode-Island, l'État de New-York, adoptèrent la loi que le Massachusetts avait faite en 1874, et les avantages qu'on avait obtenus dans cet État sont atteints maintenant dans ceux qui ont imité son exemple.

J'ai bien le droit de dire que de pareils enseignements sont supérieurs à toutes les conceptions, à tous les raisonnements, et qu'il n'est pas possible, à des hommes qui décident dans la plénitude de leur liberté d'examen et de

leur indépendance d'esprit, qui jugent les choses comme elles sont et non d'après leurs désirs, leurs théories ou leurs passions, même les plus hautes et les plus nobles, à des hommes enfin comme ceux devant lesquels j'ai l'honneur de parler, de ne pas se rendre aux avis que leur dictent les faits et l'expérience.

Messieurs, il y a longtemps que cette loi est en discussion; vous savez quel courant d'opinions, de sentiments elle a créé dans le pays; vous savez vous-mêmes dans quelles conditions la société française, aujourd'hui maîtresse et seule maîtresse de ses destinées, qui seront ce qu'elle les fera, ce qu'elle voudra les faire, suivant qu'elle sera clairvoyante ou aveugle, digne ou indigne de la liberté et de la raison, vous savez dans quelles conditions la société française poursuit aujourd'hui le gouvernement d'elle-même par elle-même, et combien elle doit tenir compte des réformes qui sont légitimement réclamées par l'opinion publique.

Eh bien, ces réformes répondent à un besoin de justice sociale, qui est l'idéal de notre pays, qui fait sa noblesse et sa force, qui est la grandeur de notre race; et l'accomplissement de ces réformes doit tenir à cœur à tous ceux qui portent, comme nous, intérêt à la grandeur et au développement de la France et au progrès de la République. Vous n'ignorez pas quel rôle la loi que nous discutons aujourd'hui joue dans les préoccupations des millions de travailleurs qui sont venus, confiants, à la République, et qui sont une des forces de la France.

Pour réaliser les réformes que nous proposons aujourd'hui, vous avez été, comme les législateurs de la Chambre des députés, les collaborateurs du Gouvernement, lorsqu'il s'est agi précisément d'augmenter les taxes douanières, qui protègent les produits du travail national.

Une des raisons qu'on a fait valoir lorsqu'on a demandé l'augmentation des droits, et en particulier de ceux qui protègent l'industrie textile, — celle qui est au fond de ce débat, — a été précisément qu'il fallait prévoir, dès le moment où l'on votait les droits, les conséquences de la loi sur le travail des femmes, qu'on considérait déjà comme adoptée.

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est absolument vrai!

M. LE MINISTRE. — Ce que nous vous demandons aujourd'hui, Messieurs, c'est non seulement de prendre une décision semblable à celle que vous avez prise dans votre première délibération, alors que la majorité de cette Assemblée s'est prononcée en faveur du principe fondamental de la loi, mais encore de consacrer la réforme dont il s'agit, parce qu'elle est appliquée dans la plupart des pays, parce qu'elle est fondée sur l'observation attentive des phénomènes économiques, parce que l'expérience a montré ses bienfaits, a prouvé qu'elle est féconde non seulement pour les industries, pour la prospérité nationale, mais aussi pour le bien-être des travailleurs. Nous vous demandons enfin de l'adopter parce que c'est une loi utile à la France, utile à l'œuvre de justice sociale que tous les représentants de la nation veulent poursuivre et accomplir. (*Très bien! très bien! — Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Sur divers bancs. — A jeudi! A vendredi!

M. LE PRÉSIDENT. — On demande le renvoi de la discussion?... (Oui! Oui!)

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

SÉANCE DU 28 MARS 1892.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous en sommes restés, Messieurs, à l'article 3 et à l'amendement de M. Milliard.

M. BÉRENGER. — Messieurs, l'intervention de M. le Ministre du commerce, pour combattre l'amendement qui réclame la liberté entière du travail pour les femmes, amendement si fermement et si spirituellement développé, à une précédente séance, par notre honorable collègue M. Milliard, a donné au Sénat l'occasion d'entendre un beau discours de plus. Il ne m'en coûte nullement de rendre ce témoignage au talent de M. le Ministre du commerce, talent que les luttes récentes sur la question économique ont si remarquablement grandi.

Je ne crois pas, toutefois, que la tâche que je suis obligé d'assumer de lui répondre puisse être, malgré la disproportion des forces, très difficile à remplir. La loyauté de M. le Ministre l'a, en effet, allégée, en reconnaissant dans les termes les plus explicites l'importance des arguments qu'il combattait. Ils seraient en eux-mêmes, a-t-il dit, invincibles; c'est l'expression dont il s'est servi. Aussi, n'est-ce point en les discutant qu'il a cherché à ébranler leur autorité, mais en plaçant à côté d'eux des arguments de fait empruntés à diverses législations étrangères, et en faisant appel à ce qu'il a appelé la *scientia experimentalis*.

Toute son argumentation s'est ainsi bornée à déclarer la logique, la raison, les considérations morales et philosophiques qu'il a appelées la métaphysique de la question, absolument dominée par l'autorité, il aurait volontiers dit la souveraineté des faits. Et, à l'appui de sa thèse, il nous a fait longuement l'exposé, dans la deuxième partie de son discours, de la législation d'un certain nombre de pays, notamment celles de l'Angleterre et des États-Unis.

Il me semble que je pourrais me borner à répondre à ce discours en contestant d'abord cette thèse que les faits, si considérables qu'ils soient, puissent jamais prévaloir sur la logique et les conclusions formelles de la raison; en examinant ensuite si leur autorité est telle dans la matière qui nous occupe, que leur observation doive inévitablement nous conduire à la conclusion

qu'on a sollicitée de nous. Mais, avant d'entreprendre cet examen, qu'il me soit permis de bien poser encore une fois l'état de la question.

Serait-il possible, comme on paraît le croire, que nous eussions assez peu d'humanité pour nous refuser à apporter aucun soulagement au sort de la femme, et pour vouloir la condamner pour toujours au travail forcé des douze heures qu'elle peut subir à l'heure actuelle?

Non, Messieurs, nous ne fermons pas du tout nos yeux et nos cœurs à ce noble but d'améliorer la situation même de la femme majeure.

Nous pensons, comme M. le Ministre, comme ceux qui ont voté autrement que nous dans la discussion précédente, nous pensons que le progrès de l'humanité doit être d'arriver à soulager les conditions de son travail et de lui accorder toute la somme de liberté compatible avec la nécessité de pourvoir, pour sa part, à ses besoins et à ceux des siens, pour qu'elle puisse plus longuement se consacrer aux soins de son ménage et aux devoirs de la famille.

Nous différons seulement sur le moyen le plus propre à atteindre ce résultat. Nos adversaires croient nécessaire d'user de contrainte et de faire appel à l'autorité de la loi. Nous croyons, ne devoir faire appel qu'au progrès des mœurs et à la liberté.

L'emploi de la loi nous paraît, en cette matière, plus qu'une erreur, une véritable hérésie. Le législateur n'a pas le droit d'intervenir pour régler les contrats entre majeurs, jouissant de la plénitude de leur capacité et de leurs droits.

Il le peut encore moins si son intervention peut leur apporter un dommage. Or, deux faits contestés d'abord, reconnus aujourd'hui ne permettent pas de douter qu'il puisse résulter de la réglementation un véritable dommage à la fois pour l'ouvrier et pour le patron.

Pour l'ouvrier, ce sera une diminution certaine des salaires ; pour le patron, un abaissement sensible de la production.

M. le Ministre, tout en cherchant à établir par des exemples que l'équilibre finirait par se rétablir, a loyalement reconnu que cette double conséquence était inévitable.

Pour l'ouvrier, le salaire journalier sera abaissé. Il est vrai qu'une argumentation habile présentée, soit par M. le rapporteur, soit par lui-même, nous a fait entrevoir qu'au bout de l'année, quand on ferait le compte total des salaires reçus, il ne se trouverait pas de diminution, les chômages devant nécessairement être moindres.

Mais ce n'est là qu'une espérance, et le fait certain, immédiat, c'est, je le répète, l'abaissement des salaires.

Comment le pourrait-on contester ! C'est l'évidence même. Comment supposer des industriels assez ineptes, assez oublieux de leurs intérêts, quand le travail sera moindre, pour donner la même rémunération ? Ah ! sans doute, il pourra se faire qu'en certains lieux, sous la pression d'une certaine opinion publique, le patron tarde à imposer cette réduction inévitable ; mais le jour où la concurrence se fera sentir plus pressante, où il se trouvera placé en face de la nécessité de fermer ses ateliers, croyez-vous qu'il puisse résister ?

Quant au patron, on a bien pu nous dire que sa production avait pu s'é-

galiser dans certains pays, après des expériences plus ou moins prolongées, mais peut-il être contesté qu'avant que l'expérience n'ait fait découvrir des procédés de fabrication meilleurs, dix heures ne pourront produire autant que douze?

Si l'on ne veut pas admettre que cette double conséquence soit certaine, il faut bien reconnaître au moins qu'elle est des plus vraisemblables. Eh bien, sa vraisemblance suffit pour n'autoriser à dire que, s'agissant de majeurs, nous n'avons pas le droit d'imposer une pareille éventualité.

Nous ne pouvons pas imposer à l'ouvrière sans son consentement exprès, peut-être malgré elle, la réduction du salaire qui suffit peut-être à peine à lui donner du pain; nous ne pouvons pas davantage imposer à l'industriel, que la réduction de sa production peut livrer sans défense à la concurrence étrangère, des conditions de fabrication désastreuses.

Il s'agit de majeures, capables de discuter leurs droits; c'est attenter à leur liberté que de s'immiscer dans la discussion de leurs intérêts. Ce serait rompre avec le grand principe qui domine non seulement tout notre droit civil, mais le droit de toutes les nations civilisées: celui de la liberté des contrats.

On n'a pas vu jusqu'à présent que la loi se soit reconnu le droit d'intervenir entre les débats d'intérêt des particuliers, de ceux du moins qui ont la plénitude de leurs droits. C'est cependant ce qu'on nous demande de faire. Est-on sûr, du moins, de se trouver d'accord avec celles dont on veut améliorer ainsi la condition? J'ai vainement cherché à cet égard quelque preuve décisive.

Je crois pouvoir dire qu'il y a, au contraire, des dissentiments profonds entre les intéressées. Certaines associations, qui s'occupent particulièrement du sort des femmes, ont pu réclamer la limitation; mais il en est d'autres qui y résistent énergiquement. Mon intervention dans ce débat m'a donné lieu de recevoir, à cet égard, un certain nombre de communications. Je puis vous affirmer que j'en ai reçu un nombre égal dans les deux sens. Il y a dissentiment. La loi proposée aura donc pour effet de ne satisfaire qu'un groupe des intéressées et de contraindre les autres.

Ces dernières se verront ainsi privées, malgré elles, du droit le plus important, le plus capital, de la liberté presque unique qui appartient à la femme, celle de disposer de sa personne, de ses forces, j'oserais presque dire de remplir ses devoirs comme elle les comprend. Car enfin, est-on bien certain que la limitation imposée sera toujours d'accord avec les obligations que la femme a à remplir?

Sans doute, il y a parmi les ouvrières beaucoup de femmes qui n'ont pas la charge d'une famille, ou qui ayant la charge d'une famille sont suffisamment aidées par le travail de leur mari, pour que la diminution de leur salaire soit pour elle moins sensible. Mais combien d'autres parmi elles dont le mari est mort ou impotent, ou trop âgé, ou qui ont été abandonnées, ou encore qui, n'ayant pas de mari, ont besoin du maintien intégral d'un salaire à peine suffisant?

Il y a une école d'humanité, à laquelle on ne saurait donner trop d'éloges, qui cherche à appeler l'attention publique sur le sort de la femme. Combien

de fois ne nous a-t-elle pas représenté que, parmi les industries qui lui procurent le travail, il y en a un très grand nombre qui ne lui donnent pas une rémunération égale à ses besoins; et c'est dans ces conditions que nous irions par la loi risquer encore de diminuer ses gains, au risque de compromettre l'accomplissement du plus sacré de ses devoirs?

Messieurs, ceci ne me paraît ni possible ni même tolérable.

Et voyez, dans cet ordre d'idées, quelle serait la conséquence étrange de l'atteinte portée à sa liberté. La femme resterait libre, ainsi le veut le respect de son droit, de se livrer aux passions les plus funestes; elle pourrait s'abandonner à la débauche, à l'ivrognerie, à la paresse, à l'oubli de tous ses devoirs. Une seule liberté lui serait enlevée, celle de se dévouer aux siens et de remplir son devoir comme elle l'entend. Je ne crois pas, Messieurs, qu'une pareille thèse puisse être admise par le Sénat.

Ce n'est pas tout et une conséquence plus grave résultera de la loi.

Je l'ai déjà dit, mais le temps écoulé depuis les précédentes discussions me semble rendre nécessaire de le répéter : la limitation du travail des femmes entraîne nécessairement la limitation pour les hommes, même dans les industries où le travail n'est pas partagé entre les deux sexes. M. le Ministre l'a reconnu dans la dernière séance; mais peut-être n'a-t-il voulu le reconnaître que pour les ateliers dans lesquels il y a tout à la fois des ouvriers et des ouvrières. Là, c'est l'évidence même.

Mais comment pourrait-on le contester même pour les ateliers uniquement composés d'hommes? Sans doute, si les industries où l'homme est seul employé se trouvaient toujours dans des lieux différents, éloignés, s'il n'y avait pas entre les divers ateliers ces liens de solidarité que créent les relations journalières même entre ouvriers d'industries différentes, on pourrait à la rigueur l'admettre, mais je ne crois pas que ce soit soutenable dans l'état actuel de l'industrie. Comment! dans l'usine A, vous aurez à la fois des travailleurs des deux sexes, on aura abaissé la journée de travail à dix heures, et vous croyez que dans l'usine B, qui est voisine, et où il n'y aura que des hommes, ceux-ci vont longtemps s'astreindre à cette loi plus dure de travailler pendant douze heures? Et cela lorsque vous affirmez que le salaire ne sera pas diminué! A quoi donc serviraient ces armes si considérables que nous leur avons justement données de la grève et des syndicats professionnels?

Vous parlez de justice sociale, Monsieur le Ministre. Où donc serait la justice, si le travail cessait d'être rétribué de la même façon, suivant que l'ouvrier travaillera ou non avec le concours de la femme?

Non, la conséquence est inévitable. Voilà donc que nous allons, à propos des femmes, incidemment, trancher une des questions les plus graves de ce siècle. L'autre Chambre en est saisie. Elle a fait de volumineuses enquêtes; une Commission s'est transportée dans les principaux centres industriels. Elle a fait de grands travaux; ses études ne sont pas terminées, et, nous emparant de la question, nous allons la trancher seuls, sans même attendre ses conclusions. Y a-t-il prudence à agir ainsi, y a-t-il opportunité, y a-t-il même convenance?

Mais c'est trop m'attarder à des considérations déjà connues.

J'aborde l'ordre des faits apportés au débat par M. le Ministre. Il lui a paru si considérable, qu'il a jugé inutile de répondre à l'argumentation que je viens de rappeler.

Je ne puis, Messieurs, accepter cette thèse d'abord développée dans le discours auquel je réponds, que la logique, la raison, les considérations morales doivent être écartées *a priori* du débat par la seule raison que l'expérience qu'on vous propose a été faite ailleurs et qu'on croit pouvoir dire qu'elle y a réussi.

Je ne pense pas que l'esprit français, si amoureux de raison, de logique, de clarté puisse jamais accepter qu'on le conduise uniquement avec des exemples tirés du dehors. Faire des lois serait vraiment trop commode, s'il suffisait de constater ce qui s'est fait ailleurs pour le suivre servilement.

Examinons cependant les faits dont M. le Ministre a donné connaissance. Il s'agit d'exemples tirés de l'Angleterre et des États-Unis. La journée de la femme aurait été depuis longtemps réduite à dix heures et les salaires ni la production n'en auraient été diminués.

Parlons tout d'abord de l'Angleterre. Cherchant à opposer une contradiction aux faits apportés à la tribune par notre honorable collègue M. Milliard, M. le Ministre a voulu faire remonter jusqu'en 1837 la réglementation que M. Milliard avait dit avoir été votée que trente ans après.

Je ne crois pas la contradiction aussi formelle.

Il est bien vrai qu'en Angleterre il existe une législation sur la durée du travail depuis 1837, mais qu'était-ce que cette législation? C'était la fixation de la journée, non pas à dix, mais à douze heures, ce qui assurément n'était pas une atteinte bien profonde aux habitudes, mais plutôt la constatation de la pratique générale de l'industrie et qui ne gênait personne; il y avait sans doute, comme en France en 1848, quelques retardataires. Est-ce sur ce premier acte du Parlement qu'on peut sérieusement s'appuyer pour réclamer aujourd'hui les dix heures?

Depuis, il est vrai, en 1847, l'Angleterre a porté la limitation à dix heures pour la filature seule, si je ne me trompe; mais, Monsieur le Ministre, pouvez-vous dire avec certitude que cette loi ait dès ce moment reçu une réelle application?

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce et de l'industrie*. — Parfaitement.

M. BÉRANGER. — Permettez-moi de vous dire qu'on en peut douter quand on voit qu'il a paru nécessaire au Parlement de faire une nouvelle loi dont les termes sont les mêmes, en 1867, et une autre encore si je ne me trompe en 1878.

Ces retouches successives n'indiquent-elles pas d'une façon assez claire que la réforme ne date véritablement que du second, peut-être même du dernier de ces actes. De sorte que je suis porté à croire que l'honorable M. Milliard n'était pas aussi loin de la vérité qu'on a pu le croire.

En ce qui concerne les États-Unis, j'aurais peut-être d'autres réserves à faire. La réforme date, je crois, de 1886.

M. RICHARD WADDINGTON. — Elle est un peu plus ancienne.

M. LE MINISTRE. — Elle est de 1878.

M. BÉRENGER. — Soit, elle est de 1878. C'est l'État de Massachusetts le premier qui a eu le courage, je dirais volontiers l'audace de faire la tentative des dix heures. De grandes résistances existaient dans les États voisins, de New-York notamment ; mais il est arrivé qu'au bout d'un certain temps l'exemple des excellents résultats obtenus au Massachusetts ont gagné de proche en proche, si bien qu'à l'heure qu'il est les dix heures sont la loi générale aux États-Unis et, comme je l'ai déjà dit, le salaire et la production industrielle sont restés les mêmes. Je n'ai point à ma disposition l'Office du travail, qui sans doute a fourni à M. le Ministre les documents qu'il nous a apportés, et je ne puis rien contrôler. Les chiffres sont assurément exacts. Mais ils résultent des statistiques dont nous ne connaissons ni les sources, ni les bases ; c'est une telle difficulté d'établir des statistiques en ces délicates matières, de faire notamment des moyennes de salaires et des comptes de production, qu'il eût été intéressant, avant d'accepter des résultats aussi peu conformes aux données de la logique, d'avoir quelque moyen de contrôle, et je regrette que M. le Ministre n'ait pas cru pouvoir, avant cette discussion, faire publier ces documents ; mais je ne fais ces réserves que pour la forme ; au fond, je me félicite que tels soient les résultats des recherches qu'on nous apporte, et j'en tire, au profit de la liberté du travail que je soutiens, l'argument à mon sens le plus décisif. Il est donc établi qu'avec les dix heures les salaires et la production restent les mêmes. Mais s'il en est ainsi, qu'est-il besoin de la contrainte de la loi ?

Tout le monde ayant intérêt à la réforme, où donc est la nécessité de l'imposer ? Chacun s'empressera de la réaliser spontanément. Craindrait-on la résistance du patron ? Mais son intérêt est supérieur à celui de l'ouvrier. Avec le même salaire à payer, il aura, par le fait de la diminution de la durée du travail, une réduction d'un sixième dans ses frais généraux, je veux dire dans ses dépenses de combustible, d'entretien et d'éclairage. Il sera le plus empressé, ayant le plus à gagner. La réforme se fera donc d'elle-même. Pourquoi encore une fois l'imposer ? L'expérience si décisive, suivant M. le Ministre, faite à l'étranger, n'est-elle pas suffisamment connue ? Il suffit de la rendre publique, et, croyez-en la sagacité des industriels, si elle leur paraît concluante, vous les verrez se précipiter à l'envi dans cette voie nouvelle qui conciliera si bien pour eux l'humanité avec l'intérêt.

Si l'on craint que malgré son évident avantage la combinaison ne rencontre des hésitations, pourquoi ne pas reproduire chez nous l'expérience si heureuse qui nous vient de l'étranger ?

N'y a-t-il pas eu même déjà des tentatives faites ? Pourquoi ceux de nos honorables collègues qui, s'étant acquis un juste renom dans l'industrie, nous demandent de voter la loi, ne nous font-ils pas connaître le résultat de leur expérience personnelle ? Notre honorable collègue M. Waddington est un des plus fermes partisans du travail de dix heures.

Il a de grandes usines ; n'a-t-il pas cherché à se rendre compte chez lui

des résultats de la réforme ? Pourquoi ne l'a-t-il pas spontanément adoptée, s'il y reconnaît d'aussi évidents avantages ?

M. RICHARD WADDINGTON. — J'ai fait cette expérience.

M. BÉRENGER. — Vous l'avez faite, mon cher collègue, et vous nous direz vraisemblablement, alors, quel en a été le résultat. Mais si, par hasard, après l'avoir faite vous l'aviez abandonnée.....

M. RICHARD WADDINGTON. — Non.

M. BÉRENGER. — Vous la continuez donc en poursuivant, sans doute pour rendre la comparaison décisive, à la fois le travail de dix heures et celui de douze. Eh bien, comment se fait-il, si le résultat est si beau, que votre choix ne soit pas encore fait ?

Et l'Etat qui se prononce si nettement dans la question, il occupe un grand nombre d'ouvriers ; il a ses manufactures, ses monopoles, ses travaux publics ; il a ses ports, ses grands ateliers maritimes ; ses ouvriers se comptent par centaines de mille.

Comment ! Voilà cinq ans que le projet de loi va de la Chambre des députés au Sénat pour retourner à la Chambre des députés et nous revenir encore, comment se fait-il, Monsieur le Ministre, que, convaincu comme vous de l'efficacité des dix heures, aucun de vos collègues ou de vos prédécesseurs, que vous-même vous ne l'avez mis en pratique encore dans aucun des ateliers de l'Etat ? L'expérience française n'eût-elle pas mieux valu que les exemples tirés du dehors ?

Mais non ; tout le monde conseille et veut imposer la limitation. Mais personne ne paraît soucieux de l'appliquer.

Messieurs, je voudrais en finir, et cependant il me semble que ma démonstration ne serait pas complète si je ne cherchais à pénétrer plus avant que M. le Ministre dans les conséquences des législations qu'il invoque.

Pensez-vous qu'il suffise, pour les apprécier, de se borner à rechercher leurs résultats au point de vue du travail ? Je ne le crois pas pour ma part. Pour juger du mérite d'une législation en ces matières, il faut peut-être une étude un peu plus profonde, et il n'est pas hors de propos de se demander en quoi elle a profité à l'accord de l'ouvrier et du patron, et ce qu'elle a fait pour la paix sociale.

Eh bien, je me permettrai de dire que je ne trouve pas que les pays qui nous sont offerts pour modèles nous offrent des exemples bien concluants ni bien rassurants à cet égard.

En Angleterre, hier encore, une grève de plus de 400,000 ouvriers, dit-on (*Interruption*)..... Le renseignement n'est-il point certain..... ?

M. LE MINISTRE. — Je ne nie pas, seulement il faut expliquer.

M. BÉRENGER. — Je le prends dans la presse. Une grève de 400,000 ouvriers, dis-je, se produisait dans les mines ; et quelle était la prétention des

ouvriers? Était-ce une question qui les intéressât directement, une question de salaire, de règlement du travail? Nullement; il s'agissait d'imposer aux patrons un maximum de production. S'immisçant dans les intérêts et les droits des patrons, la grève venait leur signifier d'avoir désormais à limiter le chiffre de leurs affaires.

Admettriez-vous, Messieurs, de pareilles sommations chez nous, et ne voyez-vous pas le danger qu'elles feraient courir à la paix publique?

Aux États-Unis, dans ce pays où tout le monde est, dit-on, d'accord pour saluer les bienfaits de la loi nouvelle, ne rencontrons-nous pas cette fameuse et redoutable association des chevaliers du travail, qui, non contente de la journée de dix heures, réclamait avec violence celle de huit heures, tant il est vrai que lorsqu'on a laissé pénétrer une fois dans l'esprit des masses cette erreur que, par la loi, les conditions du travail peuvent être modifiées, il n'y a plus de fin à l'exagération des demandes, et que ce qu'on a cru pouvoir un jour accorder comme le dernier terme des concessions possible, devient une simple halte et est aussitôt invoqué pour obtenir plus encore. (*Très bien! très bien! à droite et au centre.*)

M. ÉMILE LENOËL. — Cela s'est fait chez nous.

M. BÉRENGER. — On ne s'est point autorisé de l'exemple de la Belgique, bien qu'on l'ait également citée. Trouvons-nous, là encore, la pacification et l'apaisement? Il faudrait, pour le croire, oublier que c'est dans ses centres miniers qu'est née cette idée néfaste, cette idée si menaçante, non seulement pour le pays où elle est née mais pour le monde entier, la grève générale, véritable arme de guerre destinée à écraser la bourgeoisie sous la masse populaire et à lui imposer ses lois. (*Nouvelles marques d'approbation.*) Si tel peut être le fruit d'une première concession, à vous de dire, Messieurs, s'il convient d'y souscrire.

Oui, c'est, à mon sens, une œuvre funeste que de faire pénétrer dans l'esprit de ceux qui n'attendent leur vie que du salaire journalier cette lamentable doctrine qu'à l'aide de la loi on peut modifier les conditions économiques du travail, qui ne peuvent être que le résultat d'un libre contrat. (*Très bien! sur divers bancs.*)

L'ouvrier n'a-t-il donc plus assez d'armes pour défendre ses intérêts?

La grève, les syndicats professionnels, qui tant de fois ont mis la puissance patronale en échec, ne sont-ils plus suffisants aujourd'hui?

Je les accepte tout en me demandant si l'administration a été sage de ne point en surveiller plus attentivement l'usage. (*Très bien! très bien!*)

Mais je ne puis admettre qu'il faille mettre la loi elle-même au service de leurs revendications.

La loi n'a pas le droit de tout embrasser; elle ne doit intervenir que là où la liberté ne suffit pas pour régler les rapports des citoyens. Aller au delà est une conception révolutionnaire. Je n'en voudrais pour preuve que cette évolution significative des partis qui entendent demander à la violence le triomphe de leurs coupables chimères. Naguère encore, c'était par la force brutale qu'ils voulaient dominer la société. Plus habiles aujourd'hui, ils ne

rêvent de dérober le pouvoir que pour lui ravir l'instrument de la loi et pouvoir la faire agir à leur profit. (*Très bien ! très bien !*)

Je ne crois pas, Messieurs, que ce soit au moment où de si douloureux événements se produisent autour de nous qu'il faille encourager la doctrine que tout peut se faire par la loi. (*Nouvelle et vive approbation.*)

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, je n'essayerai pas de répondre aux considérations d'ordre général par lesquelles l'honorable M. Béranger a terminé son discours. D'abord, je n'en aurais pas les moyens oratoires, ensuite, qu'il me permette de le lui dire, ces développements l'ont singulièrement éloigné du sujet beaucoup plus restreint que nous devons traiter à cette heure.

L'honorable M. Béranger nous a parlé de la grève des mineurs en Angleterre ; mais il aurait dû nous faire le récit des pourparlers qui l'ont précédée ; il aurait dû nous dire que beaucoup de bons esprits attribuent ce mouvement, qui laisse inactifs des centaines de mille d'ouvriers occupés à l'extraction de la houille, à une coalition fort intelligente entre les patrons et les ouvriers pour provoquer la rareté de la houille et pour faire monter le prix du combustible.

Quant à l'exemple de la Belgique, je prends la liberté de lui dire qu'il est bien mal choisi. S'il y a eu dans ce pays des excès très regrettables, s'il y a eu des rixes déplorables, des scènes de violence, de pillage auxquelles, fort heureusement, nous ne sommes pas accoutumés en France, si ces scènes se sont produites en Belgique, n'avons-nous pas le droit de dire que c'est parce que ce pays a négligé pendant de longues années toute espèce de législation à l'égard de la classe ouvrière ? Les femmes ne sont-elles pas encore admises, en Belgique, aux travaux souterrains des mines ? La législation protectrice adoptée depuis deux ans seulement n'est-elle pas des plus imparfaites ? Nous n'en sommes pas là, fort heureusement, en France.

A entendre l'honorable orateur qui descend de cette tribune, on dirait vraiment que la réglementation du travail de la femme n'existe pas chez nous, que nous n'avons rien fait.

La théorie de la liberté du travail de la femme, la doctrine du laisser-faire, du laisser-passer, vous pouviez la plaider, mon cher collègue, devant l'Assemblée nationale en 1874 ; vous n'avez plus le droit de la plaider aujourd'hui.

Rappelez-vous la loi de l'Assemblée nationale, la loi de 1874, est-ce qu'elle ne protège pas le travail de la femme ? Est-ce qu'elle ne défend pas à la femme, même majeure, de descendre dans les mines ? est-ce qu'elle ne lui interdit pas les travaux souterrains ?

M. BÉRANGER. — C'est une question de moralité.

M. RICHARD WADDINGTON. — Vous allez me dire, sans doute : « On n'a appliqué qu'une mesure déjà sanctionnée par la pratique. » Cette réponse ne serait pas tout à fait exacte. Sachez que, à l'heure qu'il est, il y a encore, malheureusement, des inspecteurs qui sont obligés de sévir, de déclarer

des procès-verbaux à cause de l'emploi des femmes dans les travaux souterrains. Je pourrais vous citer un procès-verbal fait, il y a quelques mois seulement, au sujet de l'emploi de femmes dans des extractions de phosphates de chaux, dans le Pas-de-Calais

M. REYMOND. — En France, la femme ne travaille pas à des travaux souterrains. Il ne faut pas que ce bruit se répande. Les travaux dont vous parlez sont des travaux à ciel ouvert !

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est une erreur. mon cher collègue, et vous avez tort de m'interrompre. Je vous communiquerai, si cela vous fait plaisir, ce procès-verbal dressé à propos du travail des femmes dans des exploitations souterraines. C'est une exception très rare, je le reconnais avec vous, mais malheureusement elle existe et a donné lieu à des procès-verbaux qui, je l'espère, seront suivis de condamnation. Voilà le fait.

Mais, Messieurs, dans la loi qui nous occupe, est-ce qu'il n'est pas question de réglementer le travail de la femme ? Le discours de M. Bérenger aurait été mieux placé lors de la discussion générale. La loi que nous discutons admet la réglementation pour le travail des femmes ; elle l'admet pour l'interdiction du travail de nuit et des travaux insalubres, ainsi que pour l'obligation du repos hebdomadaire.

Voilà trois points, et trois points essentiels, où la réglementation du travail de la femme existe, et où elle existe d'après des votes, vous le reconnaîtrez, de l'immense majorité de cette Assemblée.

M. BLAVIER. — Question de salubrité !

M. RICHARD WADDINGTON. — J'ai donc le droit de dire que la réglementation du travail existe et que vous avez porté atteinte à la liberté absolue de la femme ; vous n'avez donc pas le droit de mettre en avant un principe auquel vous avez porté de nombreuses atteintes par vos propres votes, quand vous avez cru que l'intérêt supérieur commandait cette intervention.

Mais, Messieurs, supposons que le Sénat accepte l'amendement de M. Bérenger. Est-ce que le travail de la femme ne serait pas réglementé ? M. Bérenger le sait comme moi, en vertu de la loi de 1848, la journée de la femme ne pourrait pas dépasser douze heures ; par conséquent, la question qui se pose devant vous à cette heure, ce n'est pas le principe que notre collègue traitait tout à l'heure avec tant d'élégance, tant d'élévation, mais une question de détail, pour ainsi dire, bien qu'ayant son intérêt, celle de savoir si la journée de la femme sera fixée à douze, à onze, ou à dix heures. Voilà la question qui se pose actuellement, il n'y en a pas d'autre, et vous êtes impuissants à faire intervenir une autre solution.

Oui, vous avez un moyen, mais vous n'osez l'employer : ce serait de demander l'abrogation de la loi de 1848. Or, je ne sache pas que ni M. Milliard, ni M. Bérenger, ni aucun des adversaires de la réglementation ait osé faire une tentative pareille. La réglementation existe ; faut-il la modifier, faut-il réduire la durée légale du travail de la femme ?

Nous sommes tous d'accord sur un point ; tous nous désirons que cette journée soit réduite ; nous souhaitons que la femme puisse passer quelques heures de plus dans sa famille, qu'elle ne soit pas assujettie à une absence du foyer qui se prolonge pendant quatorze et quinze heures par jour.

Vous le savez, Messieurs, le travail effectif de douze heures entraîne une absence du foyer d'environ deux heures supplémentaires pour les repas et d'une heure ou d'une demi-heure pour les allées et venues à l'usine, et, par conséquent, oblige la femme à rester absente de chez elle et à négliger ses devoirs de mère et d'épouse pendant quatorze et quinze heures. Voilà la situation.

Cet état de choses, vous le condamnez comme nous. Vous désirez que cette journée soit réduite, et, comme le disait si éloquemment un jour l'honorable M. Jules Simon, vous voulez rendre à la femme une heure ou deux de la vie de famille, et vous attendez ce résultat du progrès des mœurs et de l'entente entre patrons et ouvriers.

Consultons sur ces résultats l'expérience du demi-siècle que nous venons de traverser. La loi de 1848, vieille déjà de quarante-quatre ans et dont j'ai eu l'occasion de parler tout à l'heure, établit cette journée de douze heures. Cependant que se passait-il il y a quatre ans à peine ? Quelle était à cette époque, pour la femme, la jeune fille, la durée du temps de travail ? Elle était encore dans bien des usines de treize heures ; c'est depuis trois ans seulement, grâce à une loi spéciale, grâce à l'énergie du Gouvernement, grâce aux circulaires du Ministre du commerce, grâce à cette inspection dont vous vous refusez à reconnaître l'efficacité, grâce à un certain nombre de procès-verbaux et aussi grâce à la bonne volonté de l'immense majorité des industriels, qu'à l'heure actuelle vous avez obtenu, pour la femme, un travail effectif ne dépassant pas douze heures par jour.

Et, en présence de tels résultats, vous voulez attendre une réforme du progrès des mœurs ? Mais si vous n'avez rien obtenu pendant quarante-quatre ans, quelle espérance pouvez-vous encore fonder sur l'initiative privée ?

L'honorable M. Bérenger a bien voulu m'interroger et faire allusion à quelques efforts que j'avais tentés comme industriel en vue d'obtenir la réduction des heures de travail. Oui, Messieurs, je les ai faits dans une certaine mesure, mais dans la faible mesure d'un industriel isolé. Or, sachez-le bien, dans ces matières, — j'en appelle aux industriels qui siègent sur ces bancs, — un industriel isolé ne peut rien ou presque rien faire.

Pour que la mesure soit efficace, il faut qu'elle soit générale, et pour la généraliser je ne connais d'autre moyen que l'obligation qui résulte de la loi. (*Bruit et interruptions.*)

Je ne comprends pas ces interruptions, je vous assure qu'il n'y a guère qu'une industrie favorisée par la spécialité de ses produits et placée dans des conditions exceptionnelles, qui puisse se livrer à des essais du genre de ceux dont je parle ; c'est cette situation qui m'a permis de tenter une expérience des résultats de laquelle je ne me plains pas ; c'est également ce qui a permis à M. Dollfus, par exemple, de faire les réductions de travail et les efforts philanthropiques que vous connaissez ; mais, en dehors de ces spécialités de fabrication, pour les industries abandonnées à la concurrence et qui fabri-

quent l'article courant, il faut une règle générale, sans quoi elles se trouvent dans un état d'infériorité qui, dans un moment de concurrence'aiguë, ne leur permet pas de subsister. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas attendre un progrès de l'initiative individuelle, pourquoi il ne se produira que quelques cas isolés et jamais une application générale de la mesure.

M. BÉRENGER. — Qu'est-ce qui rend la concurrence redoutable ? C'est que le produit n'est pas le même dans ce cas-là.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais si; c'est, au contraire, le même produit !

M. RICHARD WADDINGTON. — Au contraire, c'est parce que le produit est ordinaire et courant qu'il est plus concurrencé ; cela va de soi.

Que voyons-nous se passer en France, Messieurs, à propos de la longueur de heures de travail ? Nous constatons ce phénomène bien singulier et bien connu de tous ceux qui ont étudié la question, à savoir que, partout où domine l'élément masculin, où les hommes travaillent seuls ou ne sont aidés que par un contingent relativement faible de femmes ou d'enfants, les heures sont les plus réduites. Vous disiez tout à l'heure que vous craigniez la répercussion de la mesure sur le travail des hommes ; vous disiez que si, dans une usine où travaillent ensemble des femmes, des enfants et des hommes, la journée était réduite à dix heures, la réduction se ferait également dans les usines voisines où n'étaient employés que des hommes.

Rassurez-vous, mon cher collègue, la réduction est faite à l'heure qu'il est ; la durée moyenne de travail dans les usines où ne sont employés que des hommes ne dépasse guère actuellement dix heures, et c'est, au contraire, dans les branches d'industrie où domine l'élément faible, les enfants et les femmes, que vous rencontrez cette durée extraordinaire et excessive de la journée de travail. Vous avez le droit de ne pas attacher une grande importance au témoignage isolé de celui qui vous parle, Messieurs ; mais permettez-moi d'invoquer les rapports d'un certain nombre d'inspecteurs divisionnaires du travail.

Tenez, Monsieur Bérenger, écoutez ce passage du rapport de l'inspecteur de votre pays, résidant à Valence ; ce rapport a été fait pour l'année 1891 ; il est, par conséquent, de date toute récente :

« C'est principalement dans les ateliers qui emploient plus particulièrement des femmes (tissages de soieries, filatures et moulinsages de soie), que l'on travaille douze heures, et c'est dans ceux où l'on ne rencontre que des hommes (serrurerie, construction, tannerie, etc.), que l'on ne travaille que dix heures. »

L'inspecteur de Grenoble tient exactement le même langage.

« C'est dans les ateliers qui emploient plus particulièrement des femmes (tissages de soieries, filatures et moulinsages de soie), que l'on travaille douze heures, et c'est dans ceux où l'on ne rencontre que des hommes que l'on ne travaille que dix heures. »

Voici comment s'exprime l'inspecteur de la circonscription de Saint-Étienne :

« La loi du 9 septembre 1848 a généralement été observée dans toutes les industries, même dans la plupart des ateliers d'hommes, la durée du travail journalier a été ramenée à dix heures; cet exemple n'a pas été suivi dans les ateliers de femmes et d'enfants où la durée du travail journalier a été maintenue aux douze heures légales. »

Voici encore le rapport de M. Lagard, inspecteur à Marseille :

- « Filatures et moulinsages de la soie, douze heures;
- « Carderies de déchets de soie, douze heures;
- « Épluchage de déchets de soie, douze heures;
- « Fabriques de réglisse, douze heures;
- « Préparation de chardons pour le peignage des draps, douze heures. »

Enfin, si je passais dans l'Est et dans le Nord, je constaterais absolument les mêmes résultats.

J'ouvre ici une parenthèse; des collègues, dans les conversations de couloirs, m'ont dit : Mais si cette loi devait être faite uniquement pour les industries textiles, nous la voterions; malheureusement, elle s'applique à tout le monde. Pourquoi, en effet, Messieurs, parlons-nous toujours des industries textiles? Parce que c'est précisément dans ces industries que, par suite de la concurrence effrénée qu'elles se font et qu'elles subissent, la durée du travail est forcément la plus prolongée.

Avez-vous reçu des observations ou des réclamations des métallurgistes, des fabricants de porcelaines ou des papetiers? Non, les réclamations proviennent presque exclusivement des représentants des industries textiles. C'est qu'en effet, dans cette branche d'industrie, l'élément féminin et enfantin atteint des proportions considérables.

Savez-vous à quel chiffre s'élève le nombre des femmes et des enfants employés dans les industries du coton et de la laine? De 55 à 60 p. o/o. Et si je prends l'industrie de la soie, qui intéresse plus particulièrement M. Bérenger, je vois que cette proportion s'élève à 75 et 80 p. o/o.

Pourquoi ces résultats? Pourquoi la journée de travail de l'homme est-elle inférieure à celle de la femme et pourquoi les résultats obtenus par les premiers n'ont pas été conquis par ces dernières?

C'est que précisément celles-ci n'ont pas à leur service ces revendications bruyantes dont on nous parlait tout à l'heure. Vous trouverez peu d'exemples de grèves de femmes; je n'en connais pas dans mon industrie. Vous trouverez peu de syndicats de femmes.

La femme est plus disposée à patienter, à souffrir; elle est moins égoïste que l'homme, nous pouvons, je crois, l'avouer sans vergogne. Elle est plus préoccupée de ses enfants, de sa famille, des besoins du ménage; elle ne risquera pas la dangereuse expérience de la grève; elle ne voudra pas exposer, même momentanément, le salaire absolument nécessaire aux besoins journaliers des siens.

Je me résume, et, de la première partie de mon argumentation, je tire deux conclusions. La première, c'est que l'initiative individuelle, l'initiative

des patrons, l'initiative des ouvrières et le progrès des mœurs, comme on le disait tout à l'heure, sont absolument impuissants à obtenir la réduction de la journée de la femme, résultat que nous poursuivons et dont vous désirez comme nous la réalisation. La seconde conclusion, c'est que la diminution de la journée de travail de la femme n'aura aucune espèce de répercussion sur la durée de la journée de l'homme. (*Interruptions.*)

Pourquoi? — Je viens de vous en dire la raison. Parce que, à l'heure qu'il est, neuf fois sur dix, les ouvriers travaillent dix heures, et, comme leur journée est, en fait, sinon plus réduite que celle que vous voulez fixer, au moins égale, ils sont en grande majorité désintéressés dans la question.

Mais, Messieurs, il y a un argument de la thèse de mon honorable adversaire que je désire réfuter, parce qu'il a une très grande portée : c'est l'argument tiré de la réduction des salaires.

Je me trouve naturellement amené à vous dire ici, très franchement et en industriel, ce que je pense de l'effet de la réduction des heures de travail sur la production.

Messieurs, en pareille matière, il est impossible de soutenir une thèse absolue. On peut admettre qu'au bout d'un certain temps, de peu de temps même, l'effort étant moins prolongé, sera plus efficace et produira, pour une durée identique, un résultat plus considérable.

Prenons un exemple : voilà un ouvrier tisserand qui travaille aujourd'hui douze heures. Il est certain que si vous réduisez sa journée à dix heures, dans chacune de ces dix heures il produira plus que dans chacune des douze heures qu'il faisait auparavant. Cette expérience, Messieurs, je l'ai faite dans mes tissages.

M. BLAVIER. — Mais vous parlez du tissage à la main!

M. RICHARD WADDINGTON. — Je vous demande bien pardon, monsieur Blavier, je parle du tissage mécanique.

Puisque vous m'interrompez, je suis bien aise de vous donner quelques explications à ce sujet. Il faut distinguer dans la fabrication selon le rôle prépondérant de l'ouvrier ou des machines.

Dans le tissage, par exemple, qui joue un très grand rôle dans ce débat puisque les ouvriers employés au tissage se comptent par centaines de mille, le métrage tissé, la production dépend en grande partie de l'activité de l'ouvrier.

Le métier s'arrête aussitôt qu'un fil de chaîne est cassé ou qu'il faut remplacer la trame; par conséquent, plus l'ouvrier est prompt, plus il est alerte, plus il est habile à rattacher ou à remplacer des fils, plus il produit.

M. BLAVIER. — C'est du tissage du chanvre dont je m'occupe, et je puis vous dire qu'il n'y a pas beaucoup de fils cassés ni, par conséquent, beaucoup d'arrêts.

M. RICHARD WADDINGTON. — Alors, c'est que vous avez une fabrication parfaite.

M. BLAVIER. — Je ne connais pas votre tissage, je ne connais que le mien et je sais comment les choses s'y passent.

M. RICHARD WADDINGTON. — Vous voudrèz bien reconnaître cependant que le rendement de travail diffère considérablement selon le degré d'habileté des ouvriers employés dans un tissage mécanique.

Si vous êtes arrivé à une perfection mathématique, je vous envie; mais nous n'en sommes pas là, et nous avons des variations très grandes dans le gain pour les motifs que je vous indique.

J'ai le droit de dire que là où presque tout dépend de l'habileté et de l'activité de l'ouvrier moins fatigué parce qu'il travaillera moins, celui-ci pourra produire davantage par heure de travail.

Produira-t-il en onze heures ce qu'il produisait autrefois en douze heures? Mon expérience me porte à le croire. Je n'oserai pas être aussi affirmatif au sujet des effets immédiats d'une réduction à dix heures.

Dans les industries où l'ouvrier est le serviteur, le témoin, comme on l'a dit, de la machine, il est fort possible qu'on se trouvera en présence d'un déficit de production.

Quoi qu'il en soit, on peut admettre comme un axiome que la réduction des heures de travail est un stimulant puissant qui agit sur l'ouvrier dans le sens d'une augmentation au moins proportionnelle de la production. Et cela est clair.

Supposez que la rémunération de l'ouvrier qui est payé à la tâche dans ces industries, que cette rémunération par unité de production reste la même; l'ouvrier, ayant un très grand intérêt à maintenir son gain journalier, fera tous ses efforts pour activer son travail.

De même, l'industriel, pour répartir ses frais généraux sur une production plus grande, fera, de son côté, tout ce qui est possible pour augmenter la production; il fera battre plus vite les métiers, il réglera l'organisation de son travail de manière à éviter les pertes de temps qui se produisent infailliblement dans toute usine. On peut donc affirmer, en se basant sur les expériences faites en France et à l'étranger, comme l'a fait M. le Ministre du commerce dans son discours lumineux de jeudi, on peut donc affirmer que toute réduction de la durée du travail entraînera une augmentation au moins relative de la production.

Est-ce à dire que cet accroissement sera suffisant pour éviter au personnel ouvrier une réduction des salaires? Est-il possible, est-il probable qu'il n'y aura pas, de ce chef, pour maintenir les salaires, nécessité d'augmenter dans une certaine mesure, la façon payée par unité de production? Cela est possible, et c'est précisément ce doute sur cette délicate matière, qui produit la divergence dans les solutions qui vous sont proposées.

Je vous demande pardon, Messieurs, je sens très bien combien la question est difficile à traiter dans ses détails techniques, et j'ai la voix excessivement fatiguée, mais je suis obligé de vous demander encore quelques moments d'attention. (*Parlez! parlez!*)

Deux solutions sont en présence. Presque tout le monde dans l'industrie, à l'heure qu'il est, quoi qu'en disent nos adversaires, est d'accord sur le

principe d'une réduction de la durée de la journée de travail, mais on n'est pas d'accord sur l'étendue de cette réduction.

La solution qui nous est proposée par la Commission, celle que je voterai, celle qui a été défendue par la Chambre des députés, c'est la réduction à dix heures. Il est absolument incontestable que cette solution, plus radicale que les autres, a l'assentiment de l'immense majorité des ouvriers.

J'ai eu l'occasion, alors que j'étais député, de faire partie de cette Commission d'enquête aux travaux de laquelle on faisait allusion tout à l'heure et j'y ai recueilli des témoignages précieux.

J'ai eu même l'occasion d'interroger des ouvriers, de les mettre en garde contre la possibilité d'une réduction de leur salaire; je leur ai dit : « Prenez garde! Si l'on réduit la journée à dix heures, vous savez vous-mêmes par votre expérience journalière que vous ne pourrez probablement pas produire — il s'agissait de la filature — en dix heures ce que vous produisez aujourd'hui en douze heures? — Nous le savons! — Eh bien, acceptez-vous la responsabilité de cette mesure? — Parfaitement; nous acceptons, nous courrons le risque. » Et cette réponse nous a été faite non seulement dans l'Est, dans le Nord, dans la Normandie tout entière, mais partout où la Commission d'enquête s'est transportée.

Je puis donc dire que l'immense majorité des ouvriers est favorable à la réduction à dix heures de la journée de travail.

Les industriels, eux, sont d'un autre avis, et cela se comprend. Préoccupés de la responsabilité qui leur incombe, désireux de vivre en bonne intelligence avec leur personnel ouvrier, d'éviter les difficultés, les froissements qu'amène toute diminution des gains journaliers, ils sont presque aussi intéressés que les ouvriers eux-mêmes au maintien de la quotité des salaires; aussi sont-ils opposés à une réduction qui aurait pour conséquence ou une diminution du gain de l'ouvrier, si les façons actuelles étaient maintenues, ou une augmentation des prix de fabrication si ces façons devaient être remaniées. Toutes les communications émanent d'industriels demandant la journée de onze heures.

La chambre syndicale de l'industrie des soies, le comité linier du Nord se prononcent pour la journée de onze heures. La chambre de commerce d'Elbeuf et d'autres chambres de commerce de Normandie ont adopté aussi cette solution. Enfin, l'organe le plus autorisé de l'industrie française, l'*Association de l'industrie française*, que vous connaissez par les travaux nombreux qu'elle nous a fait distribuer pendant la discussion du tarif général des douanes, par tous les efforts qu'elle a faits pour faire triompher la cause du travail national, l'*Association de l'industrie française* s'est occupée également de la question des heures de travail. Il y a peu de jours, l'assemblée générale votait, à une grande majorité, la fixation à onze heures de la journée de travail pour les femmes et filles mineures.

Vous le voyez donc, Messieurs, il y a presque unanimité sur le principe; personne, parmi ceux que je vous ai cités ou qui représentent les industries les plus affectées par la mesure proposée, ne vous demande le maintien du *statu quo*, c'est-à-dire des douze heures de travail; tout le monde reconnaît qu'il faut faire un progrès; ouvriers et patrons sont d'accord sur cette ques-

tion; la divergence ne commence que quand il s'agit de la solution à adopter. Eh bien, sur quoi devons-nous nous prononcer à l'heure qu'il est? L'honorable M. Béranger, dans son amendement, nous propose, sous le titre un peu trompeur de liberté de la femme, le maintien de la vieille législation des douze heures pour la journée de travail. Cette proposition, vous voyez que les représentants les plus autorisés de l'industrie sont unanimes à vous demander de la repousser.

D'autre part, ne vous semble-t-il pas qu'il soit grand temps de statuer sur la réglementation du travail des femmes? Je laisse à dessein de côté ce qui concerne les hommes. Je suis de l'avis de mon honorable contradicteur : je crois qu'il faut faire une différence entre la femme et l'homme. Les ouvriers ont les syndicats professionnels, leur bulletin de vote qui leur permet de peser sur les décisions de leurs représentants; ils ont des libertés, des facilités de résistance que ne possèdent pas les femmes.

Dans cette discussion, dans le vote que vous allez émettre, il ne s'agit que de la femme. Rendons-là à ses enfants, à son foyer pour deux heures, pour une heure, si vous ne voulez pas faire plus; écoutons les vœux des industriels et des ouvriers qui nous le demandent.

La question, Messieurs, est devant vous depuis tantôt dix ans. C'est en 1881 qu'elle a été introduite pour la première fois; c'est en 1882 que le Sénat a rejeté un projet de loi analogue au projet actuel; c'est en 1886, c'est-à-dire il y a cinq ans et demi, que le gouvernement de l'époque a repris la question. La proposition qui vous est soumise aujourd'hui est presque identique dans les termes à celle qui a été introduite à cette époque et qui est signée par l'un de nos collègues, par l'honorable M. Demôle, alors garde des sceaux.

M. BLAVIER. — Mais le projet de loi de M. Demôle ne demandait que la journée de onze heures.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je ne vous dis pas le contraire, Monsieur Blavier. Dans ce moment-ci, je combats un amendement qui maintient les douze heures.

J'ai exposé, je crois, avec une grande loyauté, quelle est la situation; je vous ai fait connaître l'opinion des industriels sur l'étendue possible de la réduction et quoiqu'ils soient en majorité contraire à mon opinion personnelle, je supplie le Sénat de ne pas répondre, comme il l'a fait en octobre dernier, par un vote négatif aux propositions de la Commission et du Gouvernement; je lui demande d'admettre le principe de la réglementation appliqué à la journée de la femme. Quelle que soit votre décision sur le nombre d'heures à adopter, quand même, n'acceptant pas le chiffre de la Chambre des députés, vous lui substitueriez celui de l'amendement de M. Lecomte, vous aurez fait faire un pas sérieux à la solution de cette question débattue depuis si longtemps.

Avant de descendre de la tribune, un dernier mot sur la relation entre la fixation des heures de travail et le vote des droits protecteurs réclamés par les industries textiles.

Il y a quelques mois, l'honorable M. Béranger et moi, nous étions d'accord pour soutenir l'intérêt de ces malheureuses ouvrières du moulinage de la Drôme et de l'Ardèche, qui gagnent 1 fr. 10 par jour pour une journée de douze heures; nous étions d'accord pour défendre le salaire de ces ouvriers des tissages de soierie du département de l'Isère, dont le gain journalier est de 1 fr. 30, soit 45 francs pour un mois de cinq semaines. En vous demandant de voter des droits protecteurs, nous défendions, non pas seulement les intérêts des capitalistes et des patrons, mais aussi les intérêts de l'ouvrier. Eh bien, aujourd'hui que ces droits sont établis, que la protection réclamée a été obtenue au moins dans une certaine mesure, pour être conséquents et logiques, nous devons demander que les populations profitent de la situation économique nouvelle en obtenant une amélioration des conditions du travail. (*Très bien! sur divers bancs.*)

M. BLAVIER. — Je ne veux présenter que de courtes observations; mais je suis industriel et, à ce titre, je suis d'accord avec l'honorable M. Waddington sur l'intérêt que peut présenter une transaction. A coup sûr le terrain sur lequel s'est placé M. Béranger paraît être le vrai terrain de la liberté du travail de la femme; mais comme, en définitive, une solution est nécessaire, que tout le monde la désire, il est incontestable qu'un pas sera fait si nous arrivons à réduire la durée du travail dans les manufactures, durée qui est aujourd'hui fixée par la législation à douze heures. La réduction à dix heures me paraît excessive et inadmissible, et aura les conséquences les plus funestes, ainsi qu'on nous l'a démontré. Mais je n'insiste pas sur ce point.

Il est bien évident que si la théorie qu'a si habilement développée M. le Ministre en se fondant sur ce qui se passe dans les autres pays était exacte, s'il était vrai que cette réduction des heures de travail était favorable à la fois aux ouvriers et aux patrons, il ne serait pas nécessaire que la loi intervînt pour l'imposer. Mais cette théorie n'est pas exacte. Il résultera certainement de la réduction des heures de travail une diminution de production pour le patron. Cela n'est pas douteux.

Cette diminution de production et de salaire sera moins considérable si on admet la journée de onze heures. Je ne partage pas absolument la manière de voir de M. Waddington, parce que la filature dont il parlait n'est pas l'industrie du chanvre, la seule que je connaisse. Dans cette industrie du chanvre, à coup sûr, la fatigue de l'ouvrier est indépendante du nombre d'heures de travail, car il y a très peu de fils à rattacher.

Un tisserand en toile à voiles, qu'il travaille dix ou onze heures, ne fera pas plus de besogne par heure; mais en travaillant onze heures, il pourra gagner un salaire suffisant. Incontestablement, si vous adoptez la durée de onze heures, je crois que l'application de la loi se fera sans grands inconvénients, et qu'on pourra, dans les industries où le travail de l'homme est lié à celui de la femme maintenir le travail complet tel qu'il existe.

Il n'en serait pas de même si vous adoptiez la durée de dix heures. Comme praticien, j'appelle toute votre attention sur ce point. Veuillez remarquer ce qui se passera dès le lendemain du jour où l'on aura adopté le travail de dix heures.

Nous avons à occuper deux équipes de femmes et d'enfants. Pour les hommes, nous avons assez de main-d'œuvre pour dire que le travail sera de douze heures comme par le passé. Seulement, nous aurons le double de femmes et d'enfants à occuper, et forcément les femmes ne travailleront plus que six heures; ce sera très suffisant, mais leur salaire diminuera en raison de cette réduction de leurs heures de travail.

C'est là une grosse question, parce qu'on n'a aucune raison pour leur donner un salaire plus élevé, attendu que la main-d'œuvre, je le répète, est assez abondante pour que n'ayons que la liberté du choix.

Je ne sais pas ce qui se passe dans d'autres centres, mais c'est ce qui se passe dans le mien. Dans ces conditions, vous réduirez dans une proportion très notable le salaire des femmes et des enfants, et vous maintiendrez le salaire des hommes au taux où il est aujourd'hui.

Si, au contraire, on adopte le moyen terme dont j'ai parlé, je n'hésite pas à espérer que les industriels s'attacheront à donner une application régulière à la loi, en faisant qu'au lieu de douze heures qui est actuellement la durée normale du travail, celle de onze heures sera établie pour tout le chantier.

Ce relèvement, en effet, n'offrira que de très faibles inconvénients, parce que les industriels ne se préoccupent pas exclusivement de leurs intérêts, mais aussi, comme le disait très bien M. Waddington, de ceux de leurs ouvriers, et qu'il leur serait très pénible de réduire à six heures le travail et, par conséquent, le salaire de la femme et des enfants.

Par ces différentes considérations, je suis disposé à croire qu'en adoptant cette sorte de transaction, en abandonnant le principe général et en réglant le travail de la femme à une durée de onze heures, on pourra obtenir une certaine amélioration, ce sera un pas en avant. Si plus tard vous jugez utile et si l'expérience démontre, comme on l'a dit, comme M. le Ministre l'a affirmé, que le travail de onze heures est aussi productif que le travail de douze heures, on pourra revenir au travail de dix heures; on aura fait en deux étapes le chemin que vous voulez faire en une seule.

Ce que je dis, pour l'industrie de la filature et du tissage du chanvre, je le dis à plus forte raison pour une industrie que je connais parfaitement, celle des ardoisières.

Sur une population de 2,000 ouvriers, nous avons une centaine d'enfants. Vous comprenez bien que nous pourrions peut-être réduire le travail à onze heures, mais nous ne leur en ferons certainement faire que la moitié et nous ne réduirons pas notre travail à dix heures pour une centaine d'enfants, qui, par rapport à une population de 2,000 ouvriers forment une infime exception. Cela se réduira encore en une diminution de salaire.

Nous payons ces enfants de 1 fr. 25 à 1 fr. 50, suivant leur âge; à coup sûr, nous ne réduirons pas leur salaire proportionnellement à la durée du travail, nous leur donnerons 1 franc au lieu de 1 fr. 50; d'où résultera une perte pour l'enfant en même temps qu'une perte pour l'industriel. Si au contraire, le travail est de onze heures, peut-être arriverons-nous à combiner un travail de onze heures pour tout le chantier.

Voici comment les choses se passeront et c'est ce qui me fait insister au-

près de vous pour que vous adoptiez onze heures de travail pour les enfants, les filles mineures et les femmes.

Il est encore un point sur lequel je tiens à appeler l'attention du Sénat, puisque nous en sommes à l'article 3. Je veux parler du terme que vous fixez à l'enfance.

Je prétends qu'en prolongeant l'enfance jusqu'à 18 ans, d'abord, c'est une réglementation nouvelle que vous établissez, car, jusqu'à présent, il n'a jamais été question que de 16 ans comme limite de l'enfance, et ensuite que vous portez encore un préjudice très grand à une catégorie d'ouvriers qui sont parfaitement en état de supporter un travail normal.

Je demande qu'on en revienne aux termes. . . .

M. BÉRENGER. — C'est une autre question.

M. BLAVIER. — C'est une autre question, je le reconnais. Mais toutes ces questions seront résolues comme elles l'ont été déjà successivement par le Sénat. M. le Président mettra aux voix la question des femmes, puis celle des enfants, et alors se posera le point de savoir jusqu'à quel âge l'enfant doit être considéré comme susceptible d'être protégé. Enfin viendra la question des filles mineures. Je puis dire quel est mon sentiment sur cette partie de l'article 3, cela ne touche en rien au vote que le Sénat aura à émettre sur la question du travail des femmes.

Comme industriel, j'accepte la transaction qui consiste à introduire dans l'article 3 les mots « les femmes », mais à la condition toutefois qu'il y ait un terme de onze heures au lieu de la limite de dix heures qui est proposée.

Je prétends, en outre, qu'en ce qui concerne les enfants, en limitant l'enfance à 16 ans, on fixe une durée que je trouve satisfaisante tandis que, si on la porte à 18 ans, on porte un préjudice très considérable aux industriels et à ceux-mêmes qu'on veut protéger; on dépasse ainsi les limites de protection que le législateur doit accorder à ceux qui ne sont plus des enfants, mais des jeunes gens.

Il n'y a, en effet, aucune raison pour porter à 18 ans une limite qui, dans toutes les législations étrangères, remarquez-le bien, a été fixée à 16 ans. Car, si vous prenez le tableau que j'extrais du rapport de M. Tolain, je vois qu'il n'y a aucune des nations concurrentes chez lesquelles l'enfance se prolonge au delà de 16 ans. Sur la liste que j'ai sous les yeux, je ne vois absolument que le Danemark, qui n'est pas une nation bien industrielle, où l'enfance soit portée à 18 ans. Partout, d'après le tableau fourni par le rapporteur lui-même, l'enfance est limitée à 16 ans, jamais à 18 ans.

Tels sont les points sur lesquels j'ai tenu à donner mon sentiment avant le vote auquel vous allez procéder.

Voix nombreuses. — Aux voix! Aux voix!

M. LE PRÉSIDENT. — Nous nous sommes un peu éloignés de la question. Celle qui est en jeu, en ce moment, est la question relative au travail des

femmes; ensuite nous examinerons l'âge auquel la durée du travail sera limitée et enfin la durée même de ce travail.

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne demande pas à prendre la parole. Je crois que la question a été suffisamment élucidée pour que le Sénat puisse la trancher en pleine connaissance de cause.

Je demande seulement qu'on mette tout d'abord aux voix l'amendement de M. Milliard, c'est-à-dire qu'on vide la question concernant l'introduction des mots « et les femmes » dans l'article 3.

M. le président pourra ensuite consulter le Sénat sur l'amendement de MM. Maxime Lecomte et Diancourt.

M. BLAVIER. — Le Sénat ne pourrait-il pas se prononcer d'abord sur la proposition transactionnelle que je viens de défendre?

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je ne crois pas qu'il soit possible de procéder ainsi.

M. Béranger et la plupart des orateurs qui avec lui ont défendu la même thèse ont constamment mêlé deux séries d'arguments : une partie de leur argumentation a consisté à soutenir la thèse de la liberté du travail, ce qui aboutirait à ne rien réglementer du tout et même à abroger la loi de 1848, comme le faisait observer M. Waddington; puis, examinant le côté de la question soulevée par l'amendement de M. Maxime Lecomte, ils disent que, peut-être bien, si on leur donnait telle ou telle satisfaction, à titre de transaction, ils voteraient pour la journée de onze heures. Je crois qu'il faut que la question soit tranchée nettement. (*Approbation à gauche.*)

Ou vous soutiendrez que la femme est, au point de vue du travail, absolument semblable à l'homme et qu'elle doit être régie par les mêmes dispositions législatives, et alors elle ne doit pas figurer dans la loi, — nous saurons ensuite ce que nous aurons à faire, — ou, au contraire, vous reconnaîtrez que dans une certaine mesure le travail de l'homme adulte et celui de la femme n'est pas comparable, qu'il y a des précautions à prendre à l'égard de la femme et que le législateur a le droit d'intervenir pour la protéger à titre de mineure dans certains cas déterminés, et vous introduirez alors les mots « et les femmes » dans la loi.

Vous aurez ensuite votre liberté entière pour déterminer le nombre des heures de travail. Je demande donc que l'amendement de M. Milliard soit tout d'abord mis aux voix.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Très bien!

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition sur la proposition faite par M. le rapporteur de la Commission?...

Voici le résultat du scrutin sur le maintien des mots « et les femmes » :

Nombre de votants	222
Majorité absolue.....	112
Pour l'adoption.....	135
Contre.....	87

(Le Sénat a adopté.)

Nous passons à la discussion de l'amendement de M. Diancourt qui est ainsi conçu :

« Les enfants de l'un et de l'autre sexe âgés de moins de « 16 ans » ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les jeunes ouvriers et ouvrières de 16 à 18 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de « soixante heures par semaine », sans que le travail journalier puisse excéder onze heures.

« Les filles au-dessus de 18 ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour. »

Je rappelle que les mots « et les femmes » ont été adoptés tout à l'heure par le Sénat.

M. DIANCOURT. — Messieurs, les orateurs qui m'ont précédé à la tribune ont, par avance, défendu l'amendement que j'ai eu l'honneur de présenter, et m'ont laissé par conséquent fort peu de chose à dire, ce qui me permettra d'être très bref.

La question se borne maintenant à discuter si le travail des femmes sera limité à dix heures, ainsi que le propose la Commission, ou si ce travail sera limité à onze heures comme nous le demandons, mon collègue M. Maxime Lecomte et moi, par notre amendement.

Il y a un point qui, suivant moi, domine tout le débat, ce sont les conséquences qui résulteront du vote que vous allez émettre. Le premier résultat de la limitation du travail des femmes et des enfants dans les ateliers industriels qui nous occupent, et dans les industries textiles plus particulièrement, sera d'amener la limitation du travail des hommes, des adultes dans la même proportion. Sur ce point-là, il n'y a pas de discussion, par conséquent, je ne m'y arrête pas.

Le second résultat, c'est que la réduction de la durée du travail amènera une réduction à peu près proportionnelle de la production.

Ceci a été discuté, et je me permettrai alors d'y insister davantage.

Je dis que la réduction de la durée du travail amènera la réduction de la production. M. le Ministre du commerce s'est efforcé d'établir le contraire; il a cité des faits qui se sont produits aux États-Unis et en Angleterre. Je me propose simplement de rester chez nous.

Il a parlé de la *scientia experimentalis*, ce que nous appelons une leçon de choses. Cette leçon de choses, c'est dans nos ateliers qu'il faut aller la chercher, parce que les conditions économiques n'y sont pas les mêmes qu'en Angleterre et qu'en Amérique. Il suffit d'entrer dans un atelier industriel pour se rendre compte qu'aujourd'hui, avec les perfectionnements apportés dans les machines et par suite de l'intérêt évident des patrons à faire donner à ces machines leur maximum de production, on est arrivé à faire produire en douze heures tout ce qui est possible, et que, si ces machines ne tournent que dix heures, elles ne donneront qu'une production à peu près équivalente à la durée de leur activité.

Dans ces conditions, je le répète, la diminution de la durée du travail est une diminution de la production.

Or, comme dans notre industrie, celle des textiles particulièrement, le salaire de l'ouvrier est payé à la tâche, c'est-à-dire à la production, il est de toute évidence que, s'il produit moins, il sera moins payé et, par conséquent, vous aurez une réduction de salaire inévitable.

Ceci a été dit, proclamé, dans une circonstance assez intéressante; c'était lors de la discussion du tarif général des douanes à la Chambre, le lendemain du jour où le Sénat avait adopté un amendement que j'avais présenté et qui était analogue à celui que nous présentons aujourd'hui, et où il avait voté la réduction du travail à onze heures. Le lendemain, M. Ricard, aujourd'hui membre du Gouvernement, et qui était alors président de la Commission du travail à la Chambre, intervenait dans la discussion du tarif des douanes pour demander une majoration sur les droits d'entrée des filés de coton, et voici ce qu'il disait à l'appui de sa proposition :

« J'ajoute que nous élaborons en ce moment des lois qui auront une répercussion sur le prix de tous les produits manufacturés. Voulez-vous me permettre de prendre un exemple? Il n'est pas vieux; il date d'hier.

« La Chambre avait voté, il y a quelques mois, sur le rapport de mon honorable collègue et ami M. Jamais, une proposition de loi sur la réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines et dans les manufactures. Le projet a été porté au Sénat. Il a été discuté dans la séance d'hier. La haute Assemblée a adopté une durée moindre que celle que nous avons proposée; elle a réduit la journée de travail à onze heures. Si la Chambre suit le Sénat, quelle en sera la conséquence au point de vue de la production de la filature et au point de vue du prix de revient des filés? C'est un point qui ne paraît pas préoccuper un certain nombre de nos collègues.

« *M. Bouvier-Lapierre.* — Il n'y aura rien de changé.

« *M. Ricard (Seine-Inférieure).* — Comment, il n'y aura rien de changé! Ah! mon cher collègue, j'attends que vous veniez faire ici la démonstration. Je ne veux pas imposer à la Chambre une discussion de chiffres, mais je lui affirme que la conséquence du vote du Sénat en ce qui concerne la réduction d'une heure sur la journée sera, si l'on maintient le même prix de journée à l'ouvrier, — je suppose qu'il n'y a personne parmi vous qui trouve que les salaires soient trop élevés à l'heure actuelle, — la conséquence, dis-je, sera d'augmenter le prix de revient. »

En effet, la diminution de la production aura pour conséquence, non seulement la réduction du salaire, mais encore la diminution de la production et par suite l'élévation du prix de revient, et cependant vous allez me dire : M. Ricard est partisan de la journée de dix heures; comment concilier cette opinion avec la thèse qu'il vient de soutenir?

Messieurs, c'est très facile à expliquer. L'honorable M. Ricard parlait là dans une question de tarif de douane au nom de l'industrie cotonnière qui écoule la majeure partie de ses produits à l'intérieur, et alors, se retournant vers la Chambre, il lui disait : Passez-nous la journée de dix heures, et en même temps majorez nos tarifs de douane; ce sera le consommateur qui

payera les frais de la guerre. Nos ouvriers auront le même salaire, et nos industriels ne seront pas lésés.

C'est ce que la Chambre a accepté; elle a voté la majoration sur les filés de coton que M. Ricard demandait. Mais ce qui est vrai pour l'industrie cotonnière l'est-il au même titre pour celle de la soie, pour celle du lin, pour celle de la laine, qui, elles, exportent une portion beaucoup plus considérable de leurs produits?

Pour l'industrie de la soie, vous avez reçu une circulaire de la chambre syndicale des soies de Paris. J'y relève les phrases suivantes :

« Que l'industrie des soies se soutient péniblement contre les mains-d'œuvre suisse et allemande, dont la réglementation est fixée à onze heures, et que toute modification inégale la mettrait dans un état d'infériorité évident, particulièrement au point de vue des produits destinés à l'exportation;

Se ralliant aux pétitions et protestations présentées par les chambres de commerce, les chambres syndicales, etc., etc.

« Émet le vœu : Que la durée du travail pour les enfants, les filles mineures et les femmes soit fixée à onze heures. »

J'ai reçu, ce matin même, un autre document qui émane de l'industrie du lin. C'est une lettre du secrétaire du comité linier de Lille. J'en avais vu, du reste, le président, que notre honorable collègue M. Géry-Legrand m'avait présenté, il y a deux jours, et qui m'avait annoncé l'envoi de ce renseignement. Je ne le lirai pas tout entier, mais il y a quelques considérants très intéressants à entendre, et que je vous demande la permission de vous soumettre.

Après plusieurs considérations, sur lesquelles je passe pour abrégé, le représentant du comité linier arrive à l'article 3 :

« L'industrie linière, si éprouvée depuis de longues années, ne pouvant supporter une pareille augmentation de ses charges, une réduction de salaires d'au moins 10 p. 0/0 s'imposerait.

« Les salaires actuels payés dans l'industrie linière n'étant que strictement suffisants pour permettre aux ouvriers de vivre, un conflit entre les patrons et les ouvriers est inévitable. Voter la loi de dix heures, c'est décréter la grève pour près de 40,000 ouvriers rien que dans l'arrondissement de Lille, et en fin de compte une aggravation de leur situation actuelle.

« Il est inexact de dire, comme l'a fait M. Tolain, que la diminution du salaire journalier n'entraînera pas celle du salaire annuel à cause de la suppression des chômages. Dans l'industrie linière, en effet, il n'y a pas de chômage pour morte-saison, comme dans certaines autres industries où la mode joue un grand rôle. Notre industrie est une industrie classique où l'on fait toujours le même produit en s'efforçant de l'établir le meilleur marché possible, ce qui exclut absolument les chômages qui, avec une installation et un matériel coûteux comme le nôtre, ont pour conséquence d'augmenter considérablement le prix de revient à l'unité de production. Un filateur de lin dont l'établissement aurait des périodes d'activité et de chômage intercalées se ruinerait à bref délai.

« La baisse du salaire journalier sera donc tout entière supportée par l'ouvrier qui perdra 10 p. o/o de son salaire annuel s'il perd 10 p. o/o de son salaire journalier.

« La seule chose raisonnable à faire, c'est de voter la loi de onze heures dont les patrons consentent à supporter seuls les conséquences. Sinon il faudra créer un régime d'exception pour l'industrie linière en l'autorisant à faire des heures supplémentaires, autrement l'ouvrier ne pourra plus vivre. »

Voici donc, déjà, deux industries qui protestent contre la réduction à dix heures.

Nous arrivons maintenant à une troisième, celle des lainages. Nous avons reçu également un document d'un exportateur parisien, de la maison Blazy frères, sur la situation actuelle des fils de laine au point de vue de l'exportation :

« L'exportation des laines retordues et teintes prend tous les jours chez les Allemands une extension considérable. Nos exportations sont tombées comme suit, — je prends les totaux seulement :

« En 1889, on exportait en filés de laine simples, blanchis, teints, etc. de toute nature, 7,226,396 kilogrammes. En 1890, un an après, on n'expédie plus que 4,788,000 kilogrammes; en 1891, l'exportation est tombée à 3,792,669 kilogrammes. »

De sorte qu'en trois ans nous avons perdu plus de la moitié de notre exportation. Or, vous savez que l'industrie des lainages, qui se chiffre par une production annuelle de 700 millions, en exporte environ 300 millions. Si vous fermez ses débouchés par l'élévation du prix de revient résultant de la diminution de la production, vous allez faire retomber ce stock de marchandises invendues sur le marché intérieur, amener des arrêts dans le travail, provoquer des chômages ou des crises au grand dommage de tous ceux qui vivent de l'industrie.

Une partie des ouvriers de ces grandes industries qui ne peuvent, je ne dis pas seulement prospérer, mais vivre sans exportation, verra son salaire réduit, compromis, son travail menacé; et grâce à l'élévation des droits de douane, elle verra s'élever le prix des choses et des denrées nécessaires à la vie. Si, dans ces conditions, elle n'est pas satisfaite de la loi que nous faisons, il faut avouer qu'elle sera difficile. (*Approbaton sur divers bancs.*)

Maintenant, Messieurs, en nous plaçant au point de vue spécial des ouvriers, quelle sera la conséquence immédiate pour eux de la réduction de la durée du travail à dix heures?

Il y a une distinction à faire entre la filature et le tissage, et sur laquelle j'appelle toute votre attention. Dans la filature l'ouvrier a à côté de lui, comme auxiliaires, des femmes et des enfants; il ne peut pas se passer de leur collaboration. Par conséquent, si vous réduisez le travail à dix heures pour la femme et l'enfant, tout l'atelier subira la loi.

Mais dans le tissage il n'en est pas de même; là, il n'y a pas d'auxiliaire. Dans l'atelier de tissage, il n'y a que le tisseur et la tisseuse et souvent, dans la plus grande partie des établissements, il y a autant de tisseuses que de tis-

seurs. Eh bien, supposez que vous réduisiez la journée de travail à dix heures, que va-t-il se passer dans ces établissements? Je l'ai déjà dit il y a quelques mois, la chambre de commerce de Reims l'avait dit avant moi. Il arrivera ceci : on continuera à travailler douze heures, parce qu'en éliminant les femmes des ateliers de tissage, on les remplacera par des hommes. La femme n'est pas employée dans les ateliers de tissage parce qu'elle est payée meilleur marché : elle y travaille au même titre et sur le même pied que l'homme ; elle est aussi capable que lui, quelquefois davantage.

L'industriel n'a donc aucun intérêt à employer une femme de préférence à un homme dans ce genre de travail. Eh bien, si vous votez la brusque réduction à dix heures, vous aurez amené ce résultat, c'est que vous aurez chassé les femmes des établissements industriels qui leur procurent le gain le plus sûr et le plus considérable (*Très bien! à droite*) ; et cette loi que vous vous aurez faite pour les femmes se retournera contre elles. (*Très bien! à droite*.)

Je n'ai plus qu'un mot à dire. Nous n'avons pas l'intention, en vous proposant onze heures, de mettre une barrière infranchissable à toute espèce de progrès ultérieur. Nous nous acheminons, nous faisons un pas en avant tout simplement. Nous légiférons pour le présent, pour l'heure actuelle, en tenant compte des nécessités, des besoins, des possibilités du présent, mais nous laissons la porte ouverte à l'avenir.

C'est donc en me plaçant sous le patronage de ces considérations que je supplie le Sénat de faire la réforme qu'on lui demande, en la limitant à la mesure possible et acceptable aujourd'hui, acceptée par les ouvriers dont j'ai déposé les pétitions, acceptée par les industriels, qui ne compromettra les intérêts de personne et est de nature à donner satisfaction à la généralité des travailleurs. (*Très bien! très bien! à droite*.)

Je n'ai plus qu'un mot à ajouter, pour ce qui concerne les mineurs. Notre honorable collègue M. Blavier a déjà parlé de cette question.

Notre amendement comporte trois catégories d'ouvriers : les mineurs au-dessous de 16 ans, les mineurs de 16 à 18 ans et les femmes.

Le Sénat, dans une précédente délibération, a fixé à dix heures le travail de tous les mineurs au-dessous de 18 ans.

Nous vous proposons de faire une distinction entre ces mineurs.

Nous prenons d'abord la catégorie des enfants de 14 à 16 ans et nous acceptons la limitation à dix heures qui a été votée par le Sénat ; sur ce point il n'y a pas de difficulté. Quant à la limitation du travail des mineurs de 16 à 18 ans, nous acceptons également le principe de dix heures par jour ; seulement nous vous demandons d'englober cette limitation de dix heures dans l'ensemble du travail de la semaine et qu'au lieu de limiter le travail de l'ouvrier mineur de 16 à 18 ans à dix heures par jour, vous le limitiez à soixante heures par semaine. De cette façon ce jeune ouvrier pourra travailler onze heures par jour comme le reste de l'atelier pendant cinq jours par semaine ; il fera seulement une demi-journée le sixième.

En donnant satisfaction à la pensée humanitaire qui avait dicté la décision du Sénat, nous nous sommes efforcés de sauvegarder, dans la mesure du possible, le travail des jeunes gens de l'âge dont nous venons de parler et de

réduire au minimum ces loisirs forcés, toujours si dangereux pour eux. (*Très bien! très bien! sur plusieurs bancs.*)

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce et de l'industrie*. — Messieurs, les observations que l'honorable M. Diaucourt vient de vous présenter et celles que l'honorable M. Bérenger avait présentées auparavant tendent, les unes et les autres, à faire repousser la disposition qui vous est proposée par la Commission, d'accord avec le Gouvernement, et qui fixe à dix heures la durée de la journée de travail des enfants et des femmes.

Les arguments fournis à l'appui de cette thèse se résument, au fond, en cet argument unique que la mesure de la production, c'est la durée du travail, et que la mesure du salaire, c'est la puissance de la production.

C'est ce que je persiste à appeler l'argument de logique, auquel je continue à opposer l'argument d'expérience.

L'honorable M. Bérenger disait tout à l'heure que j'avais donné mon adhésion aux raisons invoquées contre la proposition de la Commission et que j'en avais reconnu la force puisque je les avais qualifiées d'invincibles.

J'en demande pardon à l'honorable sénateur, mais je n'ai pas tout à fait dit cela. Il confond deux choses que je distingue et qu'il faut distinguer avec le plus grand soin : les raisons et le raisonnement.

Je dis que, au point de vue de la dialectique, si l'on raisonne en prenant comme majeure la proposition suivante : la quantité de production est proportionnelle à la durée du travail, et si l'on en tire les déductions qui suivent : la durée du travail étant la mesure de la production, et par conséquent la mesure du salaire, réduire la durée du travail, c'est réduire la production et par suite le salaire, cela constitue un syllogisme irréfutable. Mais il faut bien se garder de confondre un raisonnement, un ensemble de propositions, avec des raisons véritables, tirées de l'observation, de la réalité, et toute ma discussion tend précisément à distinguer ce qui appartient à l'ordre de la logique pure et ce qui est du domaine de l'enseignement des faits.

Oui, ce syllogisme est irréfutable; et pourtant, comment se fait-il que, dans tous les pays, l'expérience ait donné tort au raisonnement?

Oh! Messieurs, par une raison très simple, c'est que dans les opérations de l'esprit, dans le raisonnement, il arrive souvent qu'on oublie certains éléments. Eh bien, il n'est pas vrai de dire que la durée du travail est une mesure exacte de la production. Il y a autre chose. Lorsqu'on veut, par l'observation matérielle des faits, contrôler la valeur d'un raisonnement, il n'est pas rare d'aboutir à des conclusions opposées. Pourquoi? Par ce que, je le répète, le logicien, qui s'en tient à ses propositions, a omis parfois dans sa majeure un élément important.

M. BLAVIER. — Vous contestez la majeure.

M. LE MINISTRE. — Sans aucun doute, je la conteste. Non, la durée du travail n'est pas, seule, la mesure de la production. Il y a autre chose, surtout lorsqu'il s'agit de l'ouvrier français. Il y a deux facteurs importants dont vous ne tenez pas compte dans votre raisonnement. Vous oubliez, — permettez-

moi d'emprunter cette expression aux psychologues — vous oubliez l'état d'âme de l'ouvrier. Vous oubliez aussi un autre élément considérable, quand il s'agit des hommes, des femmes, des enfants de notre race; je veux parler de la force nerveuse, qui joue un si grand rôle dans la puissance de travail de l'ouvrier français.

Ce sont ces oublis qui expliquent pourquoi, en Angleterre et aux États-Unis, malgré les prédictions de ceux qui s'opposaient à la loi, malgré des raisonnements semblables à ceux que je combats en ce moment, la pratique a donné des résultats tout à fait différents de ceux que faisait prévoir la logique.

On a constaté que l'ouvrier travaillant moins longtemps, astreint pendant une durée moindre à l'effort si pénible qu'exige la grande industrie, fournit une production égale en moins de temps. Et dans les industries où, par suite de la diminution de la durée du travail de la femme et de l'enfant le travail de l'ouvrier adulte s'est trouvé réduit aussi, on a eu la preuve que la productivité du travail augmente par ce seul fait que l'effort, l'attention, la fatigue de l'ouvrier durent moins longtemps.

Il existe, en outre, une série de phénomènes, difficiles à analyser au moment où ils se produisent, mais dont l'observation révèle ensuite les effets; ils montrent que l'état de la machine humaine est très différent suivant que vous condamnez cette machine humaine à une fatigue qui dépasse les proportions permises par la nature, ou, au contraire, que vous restreignez cette fatigue dans des limites conformes aux lois naturelles.

C'est précisément, Messieurs, ce qui s'est toujours passé, et c'est ce qui me permet d'affirmer que les raisonnements ont été contredits par les faits matériels, pour ce motif que les raisonnements étaient fondés sur un principe inexact, puisqu'il était incomplet.

Cette démonstration ressort d'expériences constantes faites dans tous les temps et chez tous les peuples. Et j'ai d'autant plus le droit de dire que les résultats obtenus dans d'autres pays se produiront chez nous, que des essais faits actuellement en France montrent que notre race, plus peut-être que toute autre, par suite de ses défauts ou de ses qualités, — pour moi ce sont des qualités, — souffre d'un surmenage physique et acquiert, au contraire, des forces quand les conditions du travail sont plus conformes aux lois de la nature.

Messieurs, je dis que l'expérience a été faite chez nous : en voici la preuve. On me parlait tout à l'heure des ateliers de l'État. Or, dans la plupart de ces ateliers, la durée de la journée de travail est aujourd'hui de dix heures, et il est constaté que la production est aussi élevée, sinon plus, et que le produit est de meilleure qualité.

Ainsi, dans un temps moins long, on a obtenu une production égale en quantité et supérieure en qualité à celle que donnait la journée de douze heures. Voilà le fait. Et, Messieurs, ce n'est pas un fait isolé; il confirme l'expérience des autres pays.

Le lendemain même du jour où commençait devant vous la discussion qui se poursuit en ce moment, un débat semblable s'ouvrait à la Chambre des communes.

On discutait, non pas sur la réduction à dix heures de la journée de travail des femmes (vous savez qu'en Angleterre c'est une conquête réalisée depuis 1847), mais sur la réduction, par la loi, à huit heures de la journée de travail des hommes employés dans les mines. Tous les ordres d'arguments développés devant vous par les adversaires de la loi actuelle ont été présentés à la Chambre des communes.

Les raisons tirées de la réduction de la production, de la diminution des salaires, de l'impossibilité pour l'État de porter atteinte à la liberté de l'industrie, ont été exposées absolument comme la veille nous les avons entendu exposer à la tribune du Sénat par l'honorable M. Milliard et par ceux de ses collègues qui ont combattu les deux principes de la loi que nous soutenons.

Eh bien, Messieurs, quelqu'un a-t-il, à la Chambre des communes, songé à contester les résultats des lois du passé? Quelqu'un a-t-il soutenu que les lois de 1847, de 1867, de 1878 avaient diminué la production et abaissé les salaires? Certes, si de pareils effets s'étaient produits, vous sentez bien que ceux qui ont combattu le bill présenté pour la journée de huit heures n'auraient pas manqué de tirer argument des funestes conséquences des lois fixant à dix heures la durée de la journée de travail des femmes.

Personne, Messieurs, n'a songé à contester les renseignements que je vous ai fournis mardi dernier, à savoir que la loi de 1847, en réduisant à dix heures la journée de travail des femmes et en provoquant même, par répercussion, une réduction égale de la journée des hommes employés dans l'industrie textile, a donné d'excellents résultats, c'est-à-dire une production égale ou plus élevée, de meilleure qualité, et qu'en définitive les salaires se sont accrus.

Bien plus, l'un de ceux qui ont soutenu la loi, M. Chamberlain, dans un remarquable discours, a rappelé, sans soulever la moindre contradiction, les bons effets des lois précédentes dont l'application est déjà si ancienne et si probante et il en a tiré argument, à tort ou à raison, en faveur du bill de huit heures s'appliquant au travail des hommes.

Il a même cité d'autres exemples. Voici certains passages de son discours que je demande au Sénat la permission de lui citer.

M. Chamberlain retrace ce qui s'est passé après 1847 : « Le premier résultat, dit-il, fut une réduction de salaires due en partie à la diminution du travail, en partie au mauvais état du marché.

« Mais, une année après la loi de 1847. . . — cette loi n'entra en vigueur qu'à partir du 1^{er} mai 1848, — « M. Horner, inspecteur du travail, qui avait été opposé à cette législation ; écrivait que, d'après des informations recueillies par lui auprès des ouvriers eux-mêmes, il trouvait que, grâce à leur activité plus grande, dans un temps plus court, ils gagnaient autant et plus qu'avec des journées plus longues. »

L'honorable M. Chamberlain cite ensuite les résultats de la législation américaine, que j'avais cités moi-même, et, revenant à des expériences plus récentes en Angleterre, il ajoute — et je recommande ceci à toute l'attention du Sénat — :

« En 1872, MM. Ransome et Sims, grands fabricants d'instruments agricoles à Ipswich occupant 1.200 ouvriers, ont réduit les heures de travail de

cinquante-huit et demie à cinquante-quatre par semaine, soit environ neuf heures par jour. Ils constatent que le rendement du travail a augmenté de 12 à 15 p. 100 par heure.

« J'ai un autre exemple, dans ma propre ville, avec une réduction de travail encore plus grande. MM. Watts et Manton, fabricants de boulons à Birmingham, ont réduit la journée à huit heures trois quarts en 1866. Quatre ans après, M. Baker, inspecteur du travail, constatait que les résultats étaient très satisfaisants et ajoutait : il est remarquable que les ouvriers, travaillant moins longtemps, gagnent davantage. »

Ce qui prouve en définitive qu'il y a, à la durée du travail des femmes, des enfants surtout, une limite que le législateur peut découvrir, mais qui est fixée par la nature. Le problème consiste donc à savoir si la durée du travail qui vous est proposée est celle que la nature et l'observation imposent, ou si, au contraire, cette durée est au-dessus ou au-dessous de la limite qu'assigne l'expérience.

Eh bien, sur ce point, je puis dire que les leçons de la pratique sont décisives; car toutes les législations qui ont admis la limitation à dix heures ont donné toujours et partout les bons résultats que je vous ai fait connaître.

Je pourrais invoquer des faits plus récents et qui nous touchent de plus près. A l'heure même où je parle, en Suisse, dans une industrie qui occupe beaucoup de femmes et d'enfants, on a, par suite de circonstances particulières, réduit la journée de travail en fait, non en droit, — car la loi existante n'a pas été modifiée, — à dix heures. Or, la production est restée la même et, par conséquent, il n'y a pas eu de diminution des salaires.

Un des tisseurs les plus considérables de notre pays, — peut-être l'aurai-je nommé si je dis, devant les industriels qui m'écoutent, qu'on peut le considérer comme le tisseur de laine le plus important de France, — un tisseur fait en ce moment, avec des métiers mécaniques, bien entendu, l'expérience dont je parle.

On travaille chez lui dix heures, en deux périodes de cinq heures, coupées par un repos. La quantité de produits obtenue est la même qu'avec une durée de travail de onze heures et le travail est mieux fait.

Voici donc, sous nos yeux, des expériences qui se poursuivent à l'heure où je parle et qui donnent précisément les mêmes résultats que celles réalisées depuis si longtemps en Angleterre, aux États-Unis et ailleurs.

Où sont dès lors les objections contre la proposition qui vous est soumise, puisqu'il est prouvé, en fait, que la fixation à dix heures par jour, à soixante heures par semaine, de la durée du travail, ne produit aucun des effets fâcheux qu'on lui prête? Or, je mets au défi mes contradicteurs d'apporter ici une preuve matérielle établissant que, dans certains cas, la réforme que nous vous proposons a eu les conséquences funestes qu'on vous prédit.

On a cependant, Messieurs, formulé une objection que je retiens, car c'est celle qui m'a paru avoir le plus d'importance, après celles que je viens d'essayer de réfuter.

On a dit : « Mais ne comprenez-vous pas que réduire à dix heures la durée du travail des femmes, c'est, par voie de conséquence, réduire à dix heures la durée du travail des hommes? Donc, il n'est pas possible, si vous ne voulez

pas limiter légalement à dix heures la durée du travail des hommes, de voter dix heures pour les femmes. »

Je remarque d'abord qu'en fait, comme le disait tout à l'heure l'honorable M. Waddington, avec son expérience personnelle de manufacturier, dans les industries où travaillent les hommes seuls, la durée de travail de dix heures est entrée dans la pratique générale.

Mais j'ai une réponse plus convaincante à fournir à mes contradicteurs :

Si vous ne voulez pas fixer à dix heures la durée de la journée de travail de la femme, parce que vous craignez que la durée du travail des hommes ne se trouve du coup limitée à dix heures, soyez logique et n'admettez pas non plus la fixation à dix heures de la journée des enfants.

Vous-mêmes, dans votre amendement, vous jugez nécessaire de fixer à dix heures la durée du travail des enfants et des mineurs au-dessous de 16 ans; mais si la réduction à dix heures de la journée de travail des femmes entraîne une réduction égale de la journée des hommes, n'est-il pas évident que la limitation du travail des enfants entraînera la limitation du travail des femmes et aussi du travail des hommes?

La vérité est que, dans les industries dont il s'agit, c'est-à-dire dans les filatures, où sont surtout employées les femmes, les enfants et quelques hommes, dans une proportion beaucoup moindre, toute réglementation qui touche l'un des collaborateurs atteint les autres.

Les conversations que j'ai eues sur ce point avec les industriels les plus expérimentés, les plus avisés, je dirais volontiers les plus adversaires de la loi, n'ont pas laissé subsister dans mon esprit le moindre doute. Il n'est pas possible de bien organiser le travail dans une grande usine si un tiers des ouvriers travaille dix heures, un second tiers onze heures et le dernier tiers douze heures.

La collaboration est étroite; le travail des uns est lié au travail des autres, et, par suite, si vous admettez — et vous ne pouvez pas le contester — qu'il y a lieu, pour les raisons sociales les plus hautes, de fixer à dix heures la journée de travail de l'enfant, soyez conséquents et reconnaissez que cette fixation s'appliquera, que vous le vouliez ou non, à tous ceux qui collaborent à l'œuvre commune, c'est-à-dire que ce sera la limitation à dix heures du travail de tout le personnel ouvrier de l'usine.

Voilà la réalité des choses, en dépit de toutes les distinctions qu'on peut faire ici, dans la discussion, ou que vous introduirez dans la loi. Si vous votiez une loi semblable, qui créerait trois catégories d'ouvriers travaillant chacun une durée différente, elle serait inapplicable dans la pratique.

Si vous réduisez à dix heures le travail des enfants, de cette portion considérable des ouvriers employés dans les industries textiles, c'est comme si vous édictiez la limitation à dix heures pour tout le monde.

Alors, pourquoi discuter? Pourquoi introduire dans la loi des distinctions impossibles à réaliser? Quel bénéfice en tirerez-vous? Un bénéfice matériel? Il n'y en a pas. Un avantage moral? Vous savez bien que non, et si vous l'obteniez, il serait contraire à votre attente, en sens inverse de vos désirs, de ceux du Parlement et du Gouvernement.

On vous l'a rappelé; la loi qui vous est proposée n'est pas seulement une loi industrielle, c'est une loi d'une grande portée sociale.

L'honorable M. Bérenger disait tout à l'heure : Il ne faut pas laisser croire que la loi peut régir les phénomènes économiques, qu'elle peut agir sur la production, régler les salaires; il n'y aurait pas d'illusion plus dangereuse, plus funeste, de nature à troubler plus profondément le monde du travail.

Je suis sur ce point absolument d'accord avec lui. Il ne faut pas laisser cette opinion s'accréditer, et jamais il n'est sorti de ma bouche, dans ce débat et pendant toute la période des récentes discussions économiques, un seul mot qui ait pu permettre à l'honorable M. Bérenger de dire que le Gouvernement, ou moi-même, nous pensons qu'il appartient à la loi de régler les conditions du travail.

Assurément non ! Mais c'est chose toute différente de régler les conditions du travail ou de voter une loi semblable à celle qui vous est proposée. Ce n'est point pour régler les conditions du travail que la loi est faite, c'est pour empêcher la race française de subir une dégénérescence qui a été constatée par tous ceux qui s'intéressent à la puissance et à la prospérité nationales.

Ce n'est pas une loi économique, c'est — permettez-moi cette appellation — une loi d'hygiène et de santé publiques, en même temps qu'une loi d'un haut intérêt social.

Oui, Messieurs, c'est ainsi que les lois de ce genre ont été considérées dans tous les pays, et c'est pour cela que les peuples anglais et américain, si hostiles à toute réglementation, qui poussent bien plus loin que nous l'aversion pour toute intervention de l'État dans les questions de travail, ont accepté et consacré le principe de la fixation d'une durée légale du travail des femmes.

Ils ont considéré que la femme est dans une situation spéciale, qu'elle n'a pas comme l'homme une force de résistance suffisante, qu'il y a un intérêt de vie nationale à maintenir les enfants et les femmes dans les conditions d'hygiène particulières, qu'il y a nécessité de permettre à l'épouse, à la mère, de ne pas abandonner trop longtemps son foyer.

Ne porterez-vous pas atteinte à ce principe, si, après avoir supprimé le travail de nuit, vous instituez deux règles, l'une applicable aux enfants et l'autre applicable aux femmes ? Que deviendront les enfants, s'ils sortent de l'atelier une heure avant la mère ?

Cette observation a été faite par tous les industriels auxquels j'ai demandé leur avis, quand il a été question d'établir une distinction entre la durée du travail des femmes et des enfants.

Vous le savez, Messieurs, les expériences tentées dans les conditions les plus variées, portant sur des phénomènes tout à fait divers, ont abouti à un résultat identique. Partout il a été établi que la réduction à dix heures de la journée de travail de la femme, — soit soixante heures de travail par semaine, — loin de porter un dommage à la production, l'améliore, et loin d'abaisser les salaires, les élève.

Vous savez aussi quelles hautes raisons morales et sociales ont dicté la décision de la Chambre des députés et la vôtre qui suppriment le travail de nuit; et lorsque, tout à l'heure encore, vous avez maintenu

dans la loi le principe de la réglementation du travail de la femme, vous avez certainement considéré le rôle social de la mère, de l'épouse, de celle qui est comme l'âme de la famille.

Vous avez voulu aussi, Messieurs, prouver aux classes laborieuses de ce pays que la sollicitude des pouvoirs publics ne leur fait pas défaut lorsque leurs réclamations sont conformes à la raison et à la justice.

Sans doute, il ne faut pas sacrifier aux chimères, aux illusions, il faut plutôt les dissiper. Mais quand les revendications sont justes, quand elles sont conformes aux lois de la nature, quand elles correspondent d'une façon si intime et si profonde aux règles de la morale, il vous appartient, Messieurs, il appartient à une Assemblée aussi sage, aussi éclairée que celle devant laquelle j'ai l'honneur de parler de les consacrer par son vote. (*Très bien ! et applaudissements sur plusieurs bancs à gauche.*)

M. DIANCOURT. — Messieurs, je ne suivrai pas M. le Ministre dans les considérations générales qu'il vient de développer devant vous. Je me bornerai à me rapprocher le plus possible de la réalité et à répondre en quelques mots, aussi succinctement que je le pourrai, à ses objections.

Il est certain que la transformation de l'industrie a amené une transformation équivalente dans le travail. Autrefois, l'ouvrier avait surtout la fatigue musculaire; aujourd'hui, cette fatigue musculaire a été remplacée par la fatigue nerveuse.

Or, cette fatigue nerveuse n'est pas en proportion, au point de vue de la durée du travail, avec la fatigue musculaire.

On peut, en travaillant moins, se fatiguer plus au point de vue des nerfs qu'en travaillant plus longtemps.

Il est très certain que si vous demandez au même ouvrier de produire la même somme de travail en dix heures qu'en douze heures, cet ouvrier sera, au point de vue du système nerveux, beaucoup plus fatigué qu'il ne l'était autrefois.

Par conséquent, ce ne sera pas un soulagement que vous lui apporterez, ce sera une aggravation de sa fatigue.

A cet égard, je constate donc que la réduction du travail à dix heures ne serait pas une amélioration de la situation pour l'ouvrier.

Maintenant M. le Ministre a parlé de l'Angleterre et de ce fait que, dans ce pays, la réduction du travail n'avait amené aucune réduction dans la production, et il est remonté en 1847.

Je comprends qu'en effet, depuis 1847, il y ait eu des progrès considérables dans l'industrie, et particulièrement dans l'outillage. Je comprends que ce qu'on produisait en 1847 en douze heures, on ait pu le produire en dix 1860.

M. LE MINISTRE. — Mais non, en 1848, immédiatement; je n'ai évidemment pas l'intention de comparer 1847 avec 1892!

M. DIANCOURT. — Enfin, vous soutenez ce principe que la diminution des heures de travail n'amènera aucune réduction dans la production.

M. LE MINISTRE. — Dans les conditions où elle est proposée, parfaitement!

M. DIANCOURT. — Je ne vois pas bien ce que vous entendez par les conditions où elle est proposée.

Dans tous les cas, vous n'êtes pas d'accord avec un de vos collègues que j'ai le regret de ne plus voir à son banc, mais qui y était tout à l'heure, M. le Garde des sceaux, qui était président de la Commission du travail à la Chambre des députés.

M. LE GARDE DES SCEAUX *reprend place au banc des ministres*. — Pardon, je suis là.

M. DIANCOURT. — J'en suis très heureux, Monsieur le Garde des sceaux.

Voici ce que vous disiez dans la séance du 12 juillet dernier, à propos de la théorie que M. le Ministre du commerce professait tout à l'heure, à savoir qu'il n'y a aucune corrélation inévitable entre la diminution du travail et la diminution de la production.

« Le travail principal est fait par la machine. La conséquence, c'est que, si vous faites tourner la machine pendant douze heures, elle produira plus que si vous la faites tourner pendant onze heures. Si vous la faites tourner pendant moins de onze heures, elle produira encore moins; mais, comme les frais généraux resteront les mêmes, comme le service du capital ne changera pas, comme beaucoup d'autres dépenses qui entrent dans les frais généraux de l'établissement industriel ne seront pas diminuées, il en résultera que le produit fabriqué coûtera plus cher. »

Vous voyez que vous êtes absolument en désaccord avec M. le Ministre du commerce.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — C'était à l'appui d'une demande de droit de douanes sur les cotons filés que je prononçais ces paroles. Du moment que les droits ont été votés, l'argument se retourne contre votre thèse.

M. DIANCOURT. — Pardon, pour nous qui ne profitons pas des droits, qui sommes des exportateurs et qui avons besoin de conserver nos débouchés au dehors, notre thèse subsiste tout entière.

Tout ce que je retiens de vos paroles, c'est que la durée du travail est en corrélation avec la production.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — En matière de filature, cela est vrai; mais cela ne l'est plus pour beaucoup d'autres industries.

M. DIANCOURT. — Cela est vrai pour la filature, c'est déjà beaucoup.

On nous a parlé aussi, Messieurs, de l'Angleterre. Eh bien, il y a eu précisément la semaine dernière, à la Chambre des communes, une discussion à ce sujet, et un membre de cette Chambre, M. Mathews, déclare qu'il croit qu'il n'y a aucune demande générale en faveur du bill. Il trouve sa base

économique peu saine. Son adoption amènerait forcément une réduction de la production, laquelle conduirait à la réduction des salaires.

Vous voyez que, malgré toutes les expériences probantes que vous citez, l'opinion, en Angleterre, n'est pas d'accord avec la vôtre. Les Anglais pensent que si l'on diminue le nombre des heures de travail, le salaire diminuera également

M. BLAVIER. — C'est un ministre anglais qui dit cela.

M. DIANCOURT. — Parfaitement, et cette citation n'en a que plus d'autorité.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Elle n'a aucun rapport avec la question actuelle.

M. DIANCOURT. — Maintenant, il faut bien se rendre compte des perfectionnements apportés à l'industrie. Ainsi, en 1847, date qui paraît antédiluviennne, un ouvrier conduisait un seul métier en Angleterre; il en conduit quatre aujourd'hui, de sorte qu'il peut produire quatre fois plus dans le même laps de temps.

De même, on nous a cité ce qui s'était fait au Massachusetts en 1874.

Vous savez ce qu'était à cette époque l'industrie textile aux États-Unis; elle était dans l'enfance. On a fait une enquête six ans après, en 1880, et on a constaté que la production avait augmenté. Je n'en suis pas surpris : l'outillage s'était perfectionné, la main-d'œuvre aussi, l'ouvrier avait acquis une habileté qu'il ne possédait pas, et, s'il produisait davantage, ce n'est pas parce qu'il travaillait plus, mais parce qu'il travaillait mieux, parce qu'il avait de meilleurs outils, qu'il était mieux exercé.

M. LE MINISTRE. — Il travaillait mieux parce qu'il était moins fatigué.

M. DIANCOURT. — Du tout, c'est parce qu'il était mieux outillé.

Je n'ai plus qu'un mot à ajouter, à propos de mon amendement qui vise le travail des enfants. Nous avons accepté le principe qui limite à dix heures la durée du travail des enfants au-dessous de 18 ans. Seulement nous faisons une distinction entre les enfants proprement dits, c'est-à-dire de 14 à 16 ans, pour lesquels nous demandons la journée de dix heures, et les enfants de 16 à 18 ans, pour lesquels nous demandons que la durée du travail ne dépasse pas soixante heures par semaine, c'est-à-dire qu'ils puissent travailler onze heures comme leurs parents pendant cinq jours de la semaine sauf à ne faire qu'une demi-journée le samedi.

Ce serait une erreur de croire que le travail des majeurs, de l'ensemble de l'atelier, soit lié à la durée du travail des enfants, attendu qu'avec les enfants, vous aurez deux équipes : l'une travaillant le matin et l'autre l'après-midi, chacune pendant cinq heures et demie. L'industriel ne sacrifiera pas un douzième de sa production pour conserver des enfants et se priver du concours du reste de l'atelier. En fait, les enfants travailleront toujours par

équipes, par relais, à la demi-journée, et les jeunes gens de 16 à 18 ans travailleront onze heures pendant cinq jours de la semaine et une demi-journée le sixième jour.

Il n'en résultera aucune espèce d'incompatibilité, je dirai même aucune espèce de gêne pour l'industrie, et la preuve, c'est que tous les industriels sont absolument d'accord là-dessus et qu'unaniment ils demandent la réduction du travail à onze heures pour les femmes, sans se préoccuper en ce que vous déciderez pour les enfants. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. TOLAIN, *rapporteur*. — Messieurs, je n'ai pas besoin de dire au Sénat que je ne retiendrai son attention que très peu d'instant. J'ai écouté avec beaucoup d'attention, comme c'était mon devoir, tous les arguments qui ont été apportés à cette tribune. Je les connaissais déjà pour les avoir plusieurs fois rencontrés et ils n'ont pas modifié mon opinion sur la question principale.

Au fond, la fixation de la durée de la journée de travail à dix heures n'intéresse qu'un très petit nombre d'industriels.

Tout le monde avoue que, dans la plupart des industries exercées par les hommes, la réduction de la journée de travail s'est déjà opérée, parce que les hommes sont assez forts et assez libres pour se défendre; ils peuvent se passer de l'intervention de la loi en leur faveur. Dans toutes les industries qui sont exercées par les hommes, la journée est de dix heures.

M. BLAVIER. — C'est une erreur, je connais une industrie occupant 2,000 ouvriers qui sont des hommes et où la durée de la journée de travail est de douze heures.

M. LE RAPPORTEUR. — De travail effectif?

M. BLAVIER. — Oui, de travail effectif. C'est une exception peut-être, mais cela existe.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une exception que je déplore. Il est de l'intérêt de tout le monde de ne pas pousser la durée du travail effectif jusqu'à douze heures. C'est un mauvais procédé industriel.

Je sais bien qu'on parle de liberté, de laisser-faire, de laisser-passer, qu'on nous engage à ne pas nous mêler de ces questions de limitation de durée du travail. Dans les pays où l'on s'est montré indifférent à cet égard, les résultats ont été déplorables. Puis, vous qui parlez de liberté, de laisser-faire, de laisser-passer, pourquoi faites-vous intervenir la loi dans les questions industrielles et commerciales?

Pourquoi avez-vous porté atteinte au principe de la liberté commerciale?

M. BLAVIER. — Mais uniquement pour protéger le travail national, Monsieur Tolain.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une question bien complexe. Vous voyez

tout à la fois protéger le producteur et faire augmenter le prix du produit ; et vous ne voulez pas laisser tel autre de vos concitoyens aller chercher où il lui plaît un produit semblable !

M. BLAVIER. — Mais, Monsieur Tolain, sans producteurs, vous n'aurez pas de produits.

M. LE RAPPORTEUR. — Monsieur Blavier, vous me répondrez à la tribune, ce sera beaucoup plus simple, car évidemment, nous sortons de la question qui est en discussion.

M. BLAVIER. — Je rectifie, tout simplement,

M. LE RAPPORTEUR. — On ne rectifie pas successivement par interruption les opinions d'un orateur. S'il commet des erreurs, on peut lui répondre à la tribune.

Je disais donc que, pour les hommes, à de rares exceptions près, la journée de dix heures est établie ; que, dans la plupart des industries où les travailleurs sont à la fois féminins et masculins, où ils ne sont pas absolument dominés par la machine, la réduction de deux heures de la journée de travail n'aura pas pour résultat de diminuer la production. Si une légère diminution se produit dans les premiers temps, le travailleur ne tardera pas par un effort plus suivi, plus intense, à rattraper facilement cette perte. C'est ainsi que les choses se sont passées partout où l'on a réduit le travail dans une proportion raisonnable, car je ne suis pas ici pour défendre la journée de travail de huit heures.

Il n'en sera pas ainsi pour la filature, dit-on, et c'est pour cette unique industrie que l'on vient vous demander de vouloir bien fixer la journée de travail à onze heures. Au fond, il n'y a que cette seule industrie qui soit opposée à la journée de dix heures, et j'ai assisté aujourd'hui même à un phénomène intéressant.

La Commission a entendu, avant l'ouverture de la séance, les délégués de l'Association de l'industrie française, qui représentent, disent-ils, l'immense majorité des industriels de France et qui ont estimé à plusieurs millions les ouvriers occupés par les patrons faisant partie de leur société.

L'industrie qu'ils ont constamment visée, c'était la filature de coton, et, à les entendre, la réduction de la journée de travail à dix heures doit la tuer. On a compté, centime par centime, quelle serait la perte que le filateur allait subir avec une heure ou deux heures de réduction dans la journée de travail. Pour le tissage on pourrait peut-être encore s'arranger ; l'ouvrier pourrait déployer plus d'habileté ; mais, pour la filature de coton, c'est la ruine, c'est la mort.

L'honorable M. Diancourt, qui est aussi un industriel très compétent, un spécialiste...

M. DIANCOURT. — Vous vous trompez, mon cher collègue, je n'ai pas

l'honneur d'être industriel, je connais quelque peu les questions qui se rapportent à l'industrie, voilà tout!

M. LE RAPPORTEUR. — Je le regrette parce que vos arguments auraient eu plus de portée.

Je constate donc ce fait que tout à l'heure les industriels que nous entendions nous faisaient entrevoir la ruine de la filature de coton. Or, l'honorable M. Diancourt disait : La filature de coton a reçu satisfaction...

M. DIANCOURT. — Je vous demande pardon, Monsieur Tolain, mais je n'ai pas dit cela, j'ai dit simplement que la filature de coton est une industrie qui vend ses produits à l'intérieur, tandis que les lainages et les soieries vendent beaucoup leurs produits à l'étranger.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous aviez dit, en effet, cela; mais, si mes souvenirs sont exacts, vous avez indiqué que les droits de douane votés sur les filés de coton avaient désintéressé les cotonniers de la question de diminution de la journée de travail...

M. DIANCOURT. — C'est M. le Garde des sceaux qui a dit cela.

M. LE RAPPORTEUR. — ... et vous y avez ajouté votre théorie de l'exportation que nous allons examiner tout à l'heure.

Je dis donc que la filature de coton est seule intéressée à la non-réduction des heures de travail, et encore les opinions sont-elles diverses sur ce point.

A défaut du témoignage de M. Diancourt comme industriel, je puis invoquer celui de M. Waddington qui reconnaît que l'augmentation des droits de douanes sur les filés a été le résultat d'une sorte d'engagement moral qu'une amélioration serait apportée à la situation des ouvriers de l'industrie cotonnière.

M. JULES FERRY. — C'est une erreur! La Commission des douanes...

M. LE RAPPORTEUR. — Monsieur Ferry, permettez-moi de vous dire que je suis à la tribune et...

M. JULES FERRY. — Vous commettez une erreur qui s'est produite plusieurs fois et que je tiens à relever...

M. LE RAPPORTEUR. — Eh bien, cette erreur, vous viendrez la relever tout à l'heure à la tribune. Je ne fais que résumer l'argumentation de M. Waddington. Tout à l'heure, à la tribune, notre honorable collègue a dit, si je ne me trompe, que...

M. JULES FERRY. — M. Waddington ne faisait pas partie de la Commission des douanes.

M. LE RAPPORTEUR. — ... que l'augmentation des droits de douanes sur les filés était pour ainsi dire le résultat d'une sorte d'engagement...

M. JULES FERRY. — Non.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais enfin, dites cela à M. Waddington.

M. WADDINGTON. — Permettez. Je n'ai pas le droit...

M. LE RAPPORTEUR. — Il est très bon de s'expliquer. •

M. LE PRÉSIDENT. — Vous relèverez, Messieurs, à la tribune les erreurs qui auront été commises, mais laissez continuer l'orateur.

M. LE RAPPORTEUR. — J'aurais désiré cependant que M. Waddington achevât sa phrase.

M. WADDINGTON. — Vous me faites dire plus que je n'ai dit. Je peux bien parler en mon nom personnel, mais je n'ai pas le droit de parler au nom de l'industrie cotonnière.

M. LE RAPPORTEUR. — En tout cas, mon cher collègue, je ne m'étais pas trompé sur votre opinion personnelle. C'est bien dans ce sens que vous vous êtes exprimé.

Par conséquent, il ne reste que la filature de coton qui soit intéressée...

M. CHOVET. — Les délégués que nous avons eu l'honneur de recevoir ce matin nous ont parlé également des laines et des forges. (*Rires.*)

M. LE RAPPORTEUR. — J'ai voulu faire remarquer, dis-je, que l'industrie française tout entière semblait se coaliser, si je puis ainsi parler, dans les dépositions des délégués que nous avons entendus pour soutenir qu'il n'y avait, dans cette question, d'intérêt que pour la filature de coton.

On le conteste. Je prends pour mon compte l'opinion que j'émettais tout à l'heure, et je dis que les droits qu'on a votés en faveur des cotonniers dans le dernier tarif des douanes constituent bien un argument en ma faveur pour la diminution de la durée de la journée de travail. J'ajoute que, si l'on examine la question au point de vue où se plaçait tout à l'heure M. Diancourt, c'est-à-dire au point de vue de l'exportation, je trouve très grave la théorie qu'il a développée à cette tribune.

Quelle est la thèse de l'honorable M. Diancourt? Si ce n'était que pour le marché intérieur, on pourrait encore, vous a-t-il dit, adhérer à votre proposition, mais nous sommes des exportateurs, et, quand il s'agit des produits d'exportation, nous allons nous trouver en face de concurrents étrangers. Par conséquent il ne faut pas que les salaires augmentent ni que la durée de la journée de travail diminue, puisque nous ne pourrions plus soutenir la lutte avec nos concurrents étrangers.

Je trouve, je le répète, cette théorie extrêmement grave, je ne sais pas jusqu'où elle peut nous mener. Vous avez voulu vous assurer le marché intérieur par des droits protecteurs.

Cela a été fait, et maintenant, vous venez nous dire : Ne diminuez pas la journée de travail, n'augmentez pas les salaires, parce que nous ne pourrions plus faire d'exportation.

Mais qui nous dit que les tarifs que vous avez votés n'amèneront pas de représailles de la part des peuples étrangers, et pour continuer votre exportation, est-ce qu'au fur et à mesure qu'une nouvelle barrière s'élèvera chez les peuples qui vous entourent, vous allez être obligés de faire appel à des procédés nouveaux, à une augmentation de la journée de travail ou à une diminution des salaires? Non, Messieurs, ce ne sont pas en réalité des arguments qu'on puisse soutenir dans la situation où nous sommes.

Je termine en vous disant : l'argumentation qui vous a été présentée au point de vue de la durée de la journée de travail n'est pas assez probante pour que vous ayez à redouter tous les inconvénients qu'on vous a signalés.

Oui, il y a une limite raisonnable à chercher, c'est la limite dans laquelle l'homme, dans un nombre d'heures déterminé, peut donner la somme complète de travail qu'il est capable de produire; mais, je vous le demande, est-ce que vous dépassiez cette limite en prenant le terme de dix heures? Qui pourrait le soutenir?

Personne ne soutiendra que dix heures de travail ne constituent pas un labeur suffisant pour que l'homme, dans cet espace de temps, donne toute la somme de travail qu'il peut fournir, qu'il s'agisse de la tension d'esprit ou de la force musculaire dépensée. Quand un homme employé dans une usine, qui ne se livre pas à un travail individuel durant lequel il est le maître de se reposer de temps en temps, parce qu'il est dominé par la machine, fait un travail fatigant, à plus forte raison une femme qui est soumise à un pareil labeur pendant dix heures a-t-elle, sous peine de porter atteinte à sa santé et à son intelligence, donné tout ce qu'elle est capable de donner.

Je vous prie donc, Messieurs, de vouloir bien y réfléchir. Il y a un grand intérêt social, un grand intérêt industriel, je le crois, à voter les dix heures de travail que vous proposent la Commission et le Gouvernement.

Voix nombreuses. — Aux voix! au voix! La clôture!

M. DE MARCÈRE. — Messieurs, ce n'est ni sur ce qui fait, en ce moment, l'objet de notre discussion, ni contre la clôture que j'ai demandé à dire un mot; je n'entends pas le moins du monde prolonger le débat. Je désirerais simplement obtenir, soit de M. le rapporteur, soit de M. le Ministre du commerce, une simple explication.

Le texte qui nous est proposé s'exprime ainsi : La durée du travail effectif est de dix heures.

Je voudrais savoir exactement à quoi m'en tenir sur l'interprétation qui est donnée aux mots « travail effectif » et ce qu'on entend par là.

M. LE RAPPORTEUR. — Dans le travail effectif, les heures consacrées au repos ne sont pas comptées.

M. DE MARCÈRE. — Un ouvrier qui reste pendant douze heures à l'atelier, alors que dans cet intervalle il aura eu deux heures consacrées aux repos et aux repas, a-t-il fait une journée de douze heures?

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Ce qui constitue la journée de dix heures, c'est le travail effectif que fait l'ouvrier dans l'atelier. Je suppose que la journée soit de douze heures, c'est-à-dire commence à 6 heures du matin pour finir à 6 heures du soir, il y aura deux heures de repos pour les repas; le travail effectif sera de dix heures. (*Approbation.*)

M. BLAVIER. — Tout le monde sait ce que c'est que le travail effectif.

M. JULES FERRY. — Messieurs, je voudrais seulement expliquer au Sénat l'interruption que je me suis permis de faire tout à l'heure.

A diverses reprises, dans cette discussion, on a allégué que le relèvement des droits de douanes que vous avez votés sur les filés de coton et particulièrement sur le n° 28, lequel relèvement de droits, qui est précisément de 28 centimes, avait été calculé en tenant compte de la diminution très probable des heures de travail, et, par conséquent de l'infériorité nouvelle que cette diminution de la durée du travail créerait au détriment de la fabrication française. . .

M. RICHARD WADDINGTON. — Je n'ai pas dit cela. . .

M. JULES FERRY. — On l'a dit, et, tout à l'heure, M. Tolain le rappelait. Je veux dire simplement au Sénat, — et c'est sans aucun parti pris que je parle, — car je suis partisan d'une réduction des heures de travail, et je voterai tout à l'heure, comme je crois, un grand nombre de mes collègues, la réduction de la journée de travail à onze heures, mais je tiens à bien préciser que lorsque nous avons entendu dans la Commission les intéressés et particulièrement les délégués de la Normandie, ces industriels ayant exposé les différentes sortes d'infériorité qui motivaient, suivant eux, le relèvement des droits, nous les avons arrêtés de la manière la plus formelle quand ils ont voulu faire entrer en ligne de compte la réduction des heures de travail.

Il est fâcheux, à ce point de vue, qu'il n'y ait pas eu de discussion lors du vote du tarif des filés; mais, si l'on n'a pas discuté au Sénat, on l'a fait dans la Commission et vous pouvez, en vous rapportant au travail si complet et si remarquable de M. Cordier, voir que le chiffre de 28 centimes a été calculé sur les infériorités concrètes et déjà réalisées; que c'est une observation, en quelque sorte, surérogatoire, que la pensée d'une réduction des heures de travail a été introduite dans ce rapport, dont l'auteur disait :

« Et encore, ces droits seront-ils suffisants si, comme on l'annonce, des réductions de durée du travail menacent la production française? »

Voilà, Messieurs, l'état des faits; je crois qu'il était nécessaire de les rétablir.

M. BLAVIER. — Parfaitement!

M. JULES FERRY. — Et voilà pourquoi je me suis permis de prolonger de quelques minutes ce débat. (*Très bien! Très bien!*)

Voix nombreuses. — Aux voix! aux voix!

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole?

L'amendement de MM. Diancourt et Lecomte porte sur trois points : le premier, relatif aux enfants âgés de moins de 16 ans; le second, relatif aux enfants de 16 à 18 ans; le troisième qui porte que « les filles au-dessus de 18 ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour ».

Je crois que, puisque la dernière partie de l'amendement peut s'appliquer aux propositions de la Commission, il y a lieu de le voter avant de mettre aux voix le surplus. (*Adhésion.*)

Voici le résultat du scrutin :

Nombres des votants.....	227
Majorité absolue.....	114
Pour.....	129
Contre.....	98

(Le Sénat a adopté.)

Il reste deux autres propositions de M. Diancourt...

Plusieurs sénateurs. — A demain!

M. RICHARD WADDINGTON. — Il n'y a pas d'opposition; on peut voter de suite le reste de l'amendement de M. Diancourt.

M. LE RAPPORTEUR. — Le Sénat pourrait voter le texte tout entier de l'amendement.

Il reste la question des enfants et des filles; pour les enfants la proposition est de fixer la journée à dix heures jusqu'à 16 ans. La Commission ne peut qu'accepter le texte de l'amendement sur ce point; pour les filles, la durée serait de soixante heures par semaine, avec certaines facilités accordées à l'industriel pour la répartition de ces soixante heures.

Il n'y a pas lieu à un débat sur cette partie de l'amendement et, par conséquent, on pourrait voter l'article tout entier.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les deux premières parties de l'amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte, qui sont ainsi libellées :

« Les enfants de l'un et de l'autre sexe âgés de moins de 16 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les jeunes ouvriers ou ouvrières de 16 à 18 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures. »

(Les deux premières parties de l'amendement, mises aux voix, sont adoptées.)

Il y a enfin un dernier paragraphe proposé par la Commission qui est conçu en ces termes :

« Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

(Le dernier paragraphe est adopté.)

M. MAXIME LECOMTE. — Il s'agit, Messieurs, d'un paragraphe additionnel que je vais retirer. M. Milliard a expliqué l'autre jour à propos de mon amendement sur les femmes accouchées qu'il y avait en ce moment-ci une proposition soumise à la Chambre des députés.

J'ai su depuis que le rapport était déposé. Dans ces conditions, je retire ce paragraphe additionnel. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le paragraphe additionnel est retiré.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3 qui est ainsi modifié :

« ART. 3. — Les enfants de l'un et de l'autre sexe âgés de moins de 16 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les jeunes ouvriers ou ouvrières de 16 à 18 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures.

« Les filles au-dessus de 18 ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour.

« Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

(L'ensemble de l'article 3 modifié est adopté.)

Voix nombreuses. — A demain!

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition au renvoi de la délibération à une autre séance? (*Non! Non!*)

SÉANCE DU 29 MARS 1892.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous sommes arrivés, Messieurs, à l'article 4. J'en donne lecture :

SECTION II.

TRAVAIL DE NUIT. — REPOS HEBDOMADAIRE.

« ART. 4. — Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit.

« Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera soixante jours. En aucun cas, la journée de travail ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

« Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées.

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

Il y a sur cet article un amendement de M. de La Berge. Il est ainsi conçu :

« ART. 4. — Rétablir au deuxième paragraphe de cet article l'ancien texte de la loi adopté par le Sénat et maintenu par la Chambre :

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun.

M. DE LA BERGE. — Messieurs, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien reprendre dans son intégralité le texte de l'article 4 que vous avez adopté et que la Chambre des députés a ratifié, et par conséquent de ne pas

vous déjuger à quelques mois de distance; ainsi que vous en sollicite votre Commission.

Vous connaissez l'état de la question. Pour faciliter la suppression du travail de nuit, votre Commission vous avait proposé en 1891 d'accorder à l'industrie la liberté du travail entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, sous la condition que le travail serait réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant chacun au maximum que neuf heures.

Cette liberté, dont chaque industriel est libre d'user ou de pas user à son gré, présente ce bienfait de reproduire dans une certaine mesure les avantages économiques du travail de nuit, sans en avoir les inconvénients sociaux et moraux, ou tout au moins en les réduisant d'une façon sérieuse.

Les industriels qui ne sont pas assez riches pour agrandir subitement leurs locaux et doubler leur outillage, ou dont l'industrie n'est pas assez prospère pour rémunérer une augmentation de frais généraux aussi considérable, ont la facilité de garder leur personnel et de réduire de très peu sa production et ses salaires. Ils peuvent ainsi supporter la suppression du travail de nuit sans trop en souffrir.

Ces raisons avaient été adoptées par le Sénat, qui avait voté cette extension du travail de jour à l'unanimité et sans qu'aucune objection fût présentée.

A la Chambre des députés, au contraire, le système des deux équipes a été combattu par M. Dron, qui a demandé, en vain du reste, la suppression de la dernière phrase du deuxième paragraphe de l'article 4.

Pourquoi votre Commission a-t-elle subitement modifié le texte que vous aviez adopté et que la Chambre des députés avait ratifié à une grande majorité? Le rapport de M. Tolain nous donne de cette évolution soudaine une explication que je vous demande la permission de ne pas considérer comme décisive.

Entre les deux délibérations, paraît-il, cinq chambres de commerce, peut-être six, ont protesté contre le texte du Sénat et de la Chambre. Il n'en a pas fallu davantage pour changer en un plomb vil ce qu'on vous avait présenté comme de l'or pur, pour faire trouver antisociale, antimorale, et antihygiénique une solution qu'on vous présentait comme excellente il y a quelques mois.

Messieurs, j'attache une très grande autorité à l'avis des chambres de commerce, mais enfin il y en a cinq ou six qui protestent et j'en vois quatre-vingts qui ne disent rien, qui ont accepté votre texte, le texte de la Chambre, la liberté que vous leur offriez, non pas avec l'intention de s'en servir immédiatement, mais avec la légitime pensée qu'un jour ou l'autre cette liberté pourrait leur être utile.

Croit-on que si l'on consultait les autres chambres de commerce, celles qui n'ont rien dit parce que le texte de la loi leur donnait satisfaction, croit-on, dis-je, que si l'on avait pris le soin de les consulter avant de vous proposer une modification à la loi, ces chambres de commerce auraient répondu comme les cinq ou six qu'on vous a citées? Pour ma part, je ne le pense pas, et je puis vous affirmer que les chambres de commerce du Centre et un grand nombre de chambres de commerce du Midi, attachées aux idées

libérales, auraient certainement approuvé votre texte et vous auraient demandé de le maintenir comme la Chambre l'a fait.

Mais je n'insiste pas sur ce côté de la question, qui n'offre qu'un intérêt secondaire.

En fait, il s'agit de savoir si le système des deux équipes présentent les inconvénients qu'on vient de découvrir subitement, et s'il n'a plus les avantages qu'on lui reconnaissait autrefois.

Je dis « les avantages », parce que les chambres de commerce qui protestent reconnaissent elle-mêmes que ce système a des avantages, et la preuve en est qu'elles s'inquiètent de le voir généraliser. On va vous dire tout à l'heure qu'il ne s'agit que de la ville de Saint-Chamond. Je pourrai répondre par une citation de l'honorable M. Ricard qui, à la Chambre, a démontré très éloquemment que, si l'on ne s'en sert qu'à Saint-Chamond et dans quelques centres de l'Est, demain on peut s'en servir dans beaucoup d'endroits, c'est-à-dire dans tous les centres où l'on jugera utile d'augmenter la production suivant les besoins de la consommation.

Mais, disent les quelques industriels du Nord et du Nord-Est qui sont hostiles au texte de la Chambre des députés et à celui du Sénat, vous allez encourager les appels de bras exceptionnels et permettre de jeter régulièrement sur le pavé plusieurs milliers d'ouvriers; vous allez nuire à la santé et à la moralité des travailleurs; vous allez causer un préjudice aux industriels du Nord en permettant une concurrence sérieuse contre ceux qui n'ont pas voulu adopter le système de la double équipe et qui ont préféré recourir à l'agrandissement de leur usine et au dédoublement de leur outillage.

Je vous demande la permission, Messieurs, d'examiner ces trois arguments, très loyalement, très impartialement, non pas dans un intérêt local que je ne défends pas ici, mais dans l'intérêt général de l'industrie française tout entière qui peut avoir demain, sur un point quelconque du territoire, avantage à se servir de la faculté que vous lui accordez.

La première objection me toucherait autant que votre Commission, si elle était fondée. Il s'agit du danger entrevu d'entretenir la surproduction, d'attirer de nouveaux ouvriers des campagnes dans les villes et, par conséquent, d'abaisser les salaires et de rendre les chômages plus fréquents.

Si la Commission, en combattant le premier texte et en nous offrant la modification qu'elle propose, me garantissait qu'elle prévient ce danger; si elle m'assurait qu'avec son système, en supprimant la faculté que vous avez accordée, le nombre des ouvriers employés diminuera et que, par conséquent, on n'aura plus à craindre de voir jeter subitement des travailleurs sur le pavé, je vous déclare que je la féliciterais bien sincèrement et que je me joindrais immédiatement à elle.

Je ne suis pas ici, je le répète, pour défendre un intérêt départemental. Si cet intérêt n'avait pas été conforme à la liberté, je n'aurais pas accepté de le défendre, pas plus que je n'ai défendu certains intérêts commerciaux de mon département pendant la discussion du tarif des douanes, lorsqu'ils réclamaient des augmentations de droits. Je n'en ai pas demandé une seule; je suis resté fidèle à la liberté du commerce; de même, je reste fidèle à la liberté du travail. (*Très bien! à gauche.*)

Il y a plus, Messieurs. Je suppose que le Sénat revienne sur son texte, que la Chambre fasse de même. Que se passera-t-il?

Vous ne pensez pas que les industriels qui auront adopté le système des deux équipes, qui n'auront pas été assez riches pour doubler leur outillage et pour agrandir leurs usines, vont fermer leurs ateliers? Vous ne pensez pas, s'ils n'ont pas eu les capitaux nécessaires pour faire cette réorganisation, qu'ils vont les trouver du jour au lendemain? Quelle sera leur ressource probable? ils seront obligés de réduire à sept heures la journée de neuf heures qu'ils vous ont demandé la permission de conserver.

Vous aurez les deux équipes de sept heures au lieu des deux équipes de neuf heures. Quel en sera le premier résultat? L'équipe de neuf heures a déjà imposé une réduction de 10 p. o/o sur les salaires. Au lieu de cette réduction de 10 p. o/o, vous allez en avoir une de 20 p. o/o. Cela vaudra mieux que le travail de nuit et la journée de douze heures, mais n'aurait-il pas été plus sage de laisser plus de latitude à la journée de travail, et de permettre à chaque équipe de commencer une heure plus tôt et de finir une heure plus tard? Mieux vaudrait la double équipe de sept heures que l'équipe unique de onze heures, mais c'est fatalement encore une réduction de salaire pour les ouvriers.

Je ne discute pas, Messieurs, l'argument relatif à la santé des ouvriers, parce qu'il me paraît difficile de prétendre sérieusement que l'ouvrier qui travaille neuf heures ait un travail plus pénible que celui qui travaille onze ou douze heures.

On me dira : « Mais le système des équipes adopté à Saint-Chamond et dans quelques villes de l'Est a l'inconvénient de ne pas comporter de repos pour l'ouvrier. »

C'est une erreur ; à Saint-Chamond, où je l'ai vu pratiquer, il comporte un repos. D'ailleurs je vous déclare très sincèrement que je ne m'oppose pas du tout à ce que la Commission insère dans le texte de la loi, comme beaucoup de sénateurs paraissent le désirer, une réserve spéciale et qu'elle impose, par exemple, un repos d'une demi-heure pendant les neuf heures ; je désire très sincèrement que l'ouvrier ne travaille pas neuf heures de suite, parce que je considère, avec M. le rapporteur et avec les chambres de commerce qui ont protesté, qu'il y aurait vraiment là un abus et que l'ouvrier qui aurait travaillé neuf heures dans ces conditions serait aussi fatigué que celui qui aurait travaillé onze heures avec des repos.

Reste, Messieurs, la troisième objection, la vraie, celle qui part du fond du cœur, celle dont les cinq chambres de commerce protestataires ne parlent pas, mais que l'honorable M. Dron a très loyalement exposée à la tribune ; je vous demande la permission de vous lire la phrase qu'il a prononcée, et qui est très révélatrice :

M. Dron disait : « Nous avons chez nous de grands peignages de laine ; les industriels sont aujourd'hui préparés à supprimer le travail de nuit et, dès maintenant, la plupart des peignages sont agrandis en conséquence. »

« Mais, par suite de la loi que vous allez voter, les dépenses que vos industriels ont faites depuis un an pour agrandir les peignages deviendront absolument inutiles, puisqu'ils auraient pu, comme les fabricants de Saint-Cha-

mond, comme ceux des Vosges, recourir, eux aussi, au système des deux équipes. »

Ainsi, Messieurs, le langage de M. Dron est clair : on vous demande de changer votre texte de loi, de changer celui de la Chambre, parce que des peigneurs et des filateurs du Nord ont oublié d'imiter les fabricants de Saint-Chamond et ceux des Vosges, et, au lieu de recourir au système des deux équipes, ont préféré, ayant les capitaux suffisants pour le faire, le système de l'agrandissement des usines et du doublement de l'outillage.

Eh bien, Messieurs, je me demande si ces préoccupations personnelles, qui sont très légitimes, très excusables, mais qui ne sont après tout que des préoccupations personnelles, des préoccupations d'intérêt local, je me demande si, ces préoccupations, on peut les imposer au législateur.

Je puis me tromper — je ne suis pas très ancien dans le Parlement — mais je ne crois pas que nous soyons envoyés ici pour faire prévaloir les intérêts de telle industrie sur ceux de telle autre, pour faire prévaloir les intérêts du Nord sur ceux du Centre ou du Midi, pour faire prévaloir les intérêts de la grande industrie sur les intérêts de la moyenne et de la petite industrie.

En somme, Messieurs, que vous demande-t-on ? On vous demande d'obliger les industriels qui ne sont pas assez riches pour agrandir leurs usines ou pour doubler leur outillage à fermer leurs ateliers et à jeter sur le pavé la moitié de leurs ouvrières, soit, pour Saint-Chamond seulement, près de trois mille travailleuses. Vous avez l'intention, dites-vous, de protéger le travail ; vous avez, dites-vous, l'intention de diminuer le nombre des bras, d'empêcher de nouvelles émigrations des travailleurs des campagnes vers les villes, et vous obtenez en réalité le résultat contraire.

Que vont faire, Messieurs, les industriels qui ne recourront pas au système des doubles équipes ? Ils veulent garder, comme les autres, leur personnel, et, quand il disent : « Nous agrandissons nos usines, nous doublons notre outillage », ils oublient d'ajouter qu'ils doublent leur personnel ou qu'ils reprennent leur ancien personnel. En quoi ce système provoque-t-il une diminution de la surproduction, si surproduction il y a ? Je le cherche en vain, je ne le trouve pas.

La nouvelle rédaction de la Commission rend absolument impossible le système de la double équipe, même celui de la double équipe de huit heures, qui n'est pas ce que nous désirons, mais qui serait encore préférable au système de l'équipe unique. Cette rédaction ne veut voir, ne veut admettre, ne veut faire bénéficier de la loi que les industriels qui ont agrandi leurs locaux, doublé leur outillage, et qui craignent que des concurrents français, dans un autre département, ne produisent avec moins de frais généraux, et par conséquent dans des conditions meilleures.

Eh bien, comme je le disais tout à l'heure, je ne crois pas que notre devoir soit de favoriser une industrie aux dépens d'une autre, et surtout de favoriser une industrie aux dépens de toutes les autres.

Car, ainsi que le disait très justement M. le Ministre de la justice devant la Chambre des députés, ce système de la double équipe n'est pratiqué aujourd'hui qu'à Saint-Chamond et dans les Vosges ; mais demain, il peut

être pratiqué partout. Quelle est l'industrie qui peut se vanter de ne jamais avoir besoin de développer subitement sa production à la suite d'une invention, d'un progrès quelconque ou d'une demande nouvelle de consommation, pour un temps assez long? Vous ne pourriez pas en citer une seule avec certitude.

Messieurs, j'ai confiance dans votre clairvoyance, dans votre esprit de justice; je suis convaincu que vous ne vous déjugerez pas, que vous resterez fidèles à la doctrine de la liberté du travail, et surtout que vous n'obligerez pas nos fabricants du Centre et du Midi à renvoyer la moitié de leurs ouvriers ou à descendre à la journée de sept heures, c'est-à-dire à une réduction énorme des salaires de nos travailleurs. (*Très bien! très bien!*)

M. TOLAIN, rapporteur. — Messieurs, le Sénat voudra bien me rendre, je l'espère, cette justice qu'on ne m'a jamais vu, dans cette Assemblée, défendre des intérêts particuliers et que, quand je me suis permis d'émettre une opinion à cette tribune, c'était bien parce que je croyais l'intérêt général en jeu, l'intérêt supérieur ou du pays ou de l'industrie.

L'honorable M. de La Berge vous a déclaré qu'il ne venait pas plus défendre ici les intérêts des industriels de sa région que ceux du département qu'il a l'honneur de représenter.

Je n'ai aucune raison de mettre en doute sa parole; mais je ne puis pas non plus supposer un seul instant qu'il ait voulu dire ni même donner à entendre que la Commission, en vous proposant cette résolution nouvelle, pouvait obéir à d'autres sentiments que les siens.

Eh bien, Messieurs, si j'examine la question au point de vue de l'intérêt général, je suis obligé de constater que la thèse soutenue et défendue par l'honorable M. de La Berge n'est absolument que celle d'un centre industriel tout particulier, et que, si beaucoup de chambres de commerce n'ont pas pris part au débat, si elles n'ont pas témoigné de leurs désirs et si elles n'ont pas fait connaître leurs vœux, c'est parce que la plupart d'entre elles ne sont pas intéressées dans la question.

Quant à celles qui y sont directement intéressées, elles se sont prononcées de la manière la plus nette et, dans des délibérations qu'elles ont envoyées à M. le Ministre et qu'il a bien voulu transmettre à la Commission, elles ont tenu le langage suivant :

Vous avez voulu supprimer le travail de nuit, nous reconnaissons qu'il était démoralisateur, qu'il était épuisant pour ceux qui y étaient condamnés; mais, en même temps, dérogeant à ce principe par une mesure contradictoire, vous avez autorisé le travail des deux équipes et fixé de 4 heures du matin à 10 heures du soir ce que l'on appelle le travail de jour.

Or, ce système a tous les inconvénients du travail de nuit que vous avez voulu supprimer. En effet, les inconvénients du travail de nuit se retrouvent dans le travail des deux équipes; celui — homme ou femme — qui doit commencer le travail à 4 heures du matin est obligé, en réalité, de commencer sa journée à 3 heures, car il ne demeure pas toujours à deux pas de l'usine; il faut donc qu'il se lève, qu'il prenne quelque aliment chaud et qu'il se mette en route à l'heure voulue pour être rendu à l'usine à 4 heures; par

conséquent, c'est, en moyenne, vers 3 heures du matin qu'il est contraint de se lever, c'est donc, à proprement parler, un véritable travail de nuit.

Sans doute, ce même ouvrier sort de l'usine à 1 heure après midi; mais la seconde équipe, qui, elle, n'en sortira qu'à 10 heures du soir, va se trouver dans une situation analogue à celle des deux équipes du travail de nuit, car ce ne sera pas avant 11 heures, 11 heures et demie peut-être, que le travailleur, la femme qui travaillent à l'usine pourront être rendus à leur domicile. Donc, au point de vue de la démoralisation que, dans certains centres industriels, a pu amener le travail de nuit, au point de vue de la rupture des liens de famille, au point de vue de l'impossibilité pour la femme de vaquer aux soins de son ménage, tous les inconvénients du travail de nuit se rencontrent dans le travail des deux équipes.

En le généralisant, qu'allez-vous faire, dans un pays et à une époque où la surproduction est un des plus grands embarras de notre industrie? Vous allez entraîner certains industriels dans des dépenses nouvelles de capitaux en les obligeant à exagérer la production à certaines époques particulières, à faire appel à un très grand nombre de bras dans tel pays ou telle localité par le doublement des équipes; puis, à un moment donné, à l'époque de la morte-saison et du chômage, vous allez jeter un plus grand nombre de travailleurs sur le pavé, sans aucune espèce de salaire.

Comme, dans l'industrie, pour tout ce qui est article de consommation courante, de fabrication facile, la différence dans les prix de revient est, pour ainsi dire, imperceptible, il n'est pas possible de dire que, du moment où vous aurez autorisé le travail des deux équipes et qu'un certain nombre d'industriels auront commencé à les organiser, tous ceux qui sont placés, au point de vue de la fabrication et de l'écoulement de leurs produits, dans des conditions à peu près identiques ne seront pas fatalement, inévitablement, entraînés à les organiser également.

Nous croyons qu'à l'heure présente, étant donnée la situation industrielle, nous ont dit les chambres de commerce de Tourcoing, de Reims, de Lille et le syndicat des cotonniers de l'Est...

M. DE LA BERGE. — Il y a, en tout, cinq ou six chambres de commerce sur quatre-vingts.

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne dis pas autre chose, mon cher collègue, puisque je vous les nomme. Je sais que beaucoup n'ont rien dit. Mais vous ne pouvez pas prétendre que celles qui sont restées muettes soutiennent votre thèse, pas plus, d'ailleurs, que je ne puis affirmer qu'elles soutiennent la mienne. J'ai dit seulement qu'elles étaient ou qu'elles se croyaient désintéressées dans la question et qu'elles n'avaient pas soufflé mot.

Quant à celles qui y sont véritablement intéressées, je veux parler des chambres de commerce des régions, des circonscriptions où le travail des deux équipes est susceptible d'être généralisé, et par conséquent de prendre une importance considérable, ce sont bien celles que j'ai citées : ce sont les chambres de commerce de Tourcoing, de Lille, d'Amiens, de Saint-Quentin, Reims et le syndicat des cotonniers de l'Est.

Je crois qu'il y a là un groupe assez important de chambres de commerce qui, par l'étendue de leurs affaires, pèsent d'un poids beaucoup plus considérable que d'autres qui n'ont pas répondu.

C'est évidemment dans ces régions que l'organisation et la généralisation du travail des deux équipes peut se répandre.

Eh bien, souvent, Messieurs, quand quelqu'un apporte ici l'opinion des ouvriers, on a une tendance à croire qu'il a pour unique préoccupation de défendre leurs intérêts exclusifs. Or, ici, ce n'est pas l'opinion des ouvriers que j'exprime, je ne sais pas ce qu'ils pensent; je crois même que l'organisation des deux équipes est tout à leur avantage, mais ils ne l'ont pas dit; ce sont les industriels qui parlent et qui vous signalent tous les inconvénients du maintien du travail de nuit dans la mesure que vous avez prise.

Au début, quand cette dérogation a été apportée à la loi, ce sont les industriels de Saint-Chamond qui l'ont proposée; au point de vue de ce centre industriel restreint, il est certain que l'organisation des deux équipes constitue une amélioration considérable pour la population ouvrière; cela est incontestable.

Les ouvriers travaillaient vingt-quatre heures par jour, c'est-à-dire jour et nuit, en deux équipes naturellement. Aujourd'hui, on vient leur dire vous ne ferez plus que neuf heures, c'est donc une amélioration pour Saint-Chamond. La question est de savoir seulement si, en maintenant cette faculté pour Saint-Chamond, vous n'allez pas permettre de répandre un mal qui n'existe pas ailleurs, aujourd'hui, dans des régions beaucoup plus importantes au point de vue industriel.

Je crois, quant à moi, que l'intérêt général est de beaucoup supérieur à l'intérêt particulier de Saint-Chamond, et qu'il y a lieu de supprimer la faculté des deux équipes.

Je ne puis pas m'empêcher de vous faire remarquer en passant, Messieurs, que, quand on offre aux ouvriers certaines améliorations tendant à diminuer la fatigue que leur cause le travail auquel ils sont soumis, ils ne sont pas si rebelles qu'on le prétendait hier à une certaine réduction de salaire.

Depuis l'organisation du travail à neuf heures, à Saint-Chamond, le salaire a subi une réduction de 10 p. 100, et il paraîtrait, d'après ce que vient de nous dire notre honorable collègue, que les ouvriers ont accepté très volontiers cette diminution de salaire correspondante à une dépense de force et de fatigue qu'ils considéraient comme excessive.

En présence de cette situation, je viens demander au Sénat d'émettre un vote conforme à la proposition que lui fait la Commission, d'accord avec les chambres de commerce, qui craint de voir se généraliser dans ce pays le système des deux équipes, dont la conséquence serait l'augmentation de plus en plus considérable de la surproduction. Ce système présenterait tous les inconvénients du travail de nuit qui ne pourrait manquer, d'ailleurs, de se rétablir. Nous vous demandons en conséquence, Messieurs, de supprimer la dérogation qui avait été rétablie une première fois dans la loi.

M. de La Berge nous disait tout à l'heure :

« Vous allez rendre volontairement un vote antidémocratique ». Il n'a pas

employé cette expression, mais elle était dans sa pensée, puisqu'il a dit : « Quels sont ceux qui profiteront de la mesure? Ce sont les gros industriels qui ont pu augmenter leur outillage et employer un plus grand nombre d'ouvriers, et cela au détriment des autres petits travailleurs, fabricants de la Loire, qui n'ont pas de capitaux. »

D'abord je ferai remarquer à mon honorable collègue qu'il ne s'agit pas de la même industrie et que, par conséquent, il n'y a en jeu aucune question de concurrence entre les industriels de Saint-Chamond et ceux du Nord.

M. DE LA BERGE. — Je vous demande bien pardon. C'est une erreur! La chambre d'Amiens et plusieurs autres sont les concurrentes directes de Saint-Chamond.

M. LE RAPPORTEUR. — Pour Amiens, c'est possible, mais pas pour les autres. Mais enfin, quand on demande à faire travailler des ouvriers dix-huit ou vingt-quatre heures par jour, il me semble que l'on doit avoir une industrie prospère.

Quand on s'obstine à occuper un plus grand nombre de travailleurs, à augmenter sa production, c'est que l'on est assuré de trouver facilement l'écoulement de ses produits et que l'on doit réaliser des bénéfices.

Or, je mets en fait que, dans toutes les industries prospères, celles où le perfectionnement de l'outillage et l'augmentation du nombre des travailleurs permettent de réaliser des bénéfices, on trouve des capitaux, et j'avoue qu'à l'heure présente, il me paraîtrait bien extraordinaire qu'une industrie en pleine prospérité, dans laquelle l'écoulement des produits est à peu près certain, ne trouvât pas de capitalistes pour la commanditer.

En somme, la plupart des industriels dont il s'agit dans le département de la Loire emploient la force hydraulique; ils veulent user, dans la mesure du possible du travail de vingt-quatre heures, comme ils le faisaient jadis, et du travail de dix-huit heures, comme ils le feraient demain si vous mainteniez la dérogation; et encore aurions-nous une rectification à faire; ce ne pourrait-être, en effet, que seize heures, car il faut compter au moins une heure de repos pour neuf heures de travail.

Ces industriels ne sont donc peut-être pas si pauvres que vous voulez bien le dire; ils trouveront certainement des capitaux, mais ils seront obligés d'employer la vapeur, alors que la force hydraulique est pour eux plus économique, pour le même nombre d'ouvriers.

Je crois, Messieurs, qu'il ne s'agit ici que d'un intérêt absolument particulier et je dis que l'on ne peut pas tout sacrifier à la généralisation d'un procédé comme celui des deux équipes, absolument anormal, anti-industriel, poussant à la surproduction et, à certains moments, au rejet sur le pavé d'un très grand nombre de travailleurs; je dis, tout en reconnaissant que les industriels de Saint-Chamond ont fait un pas en avant, que le Sénat ne peut pas entrer dans cette voie, et j'espère qu'après les explications qui lui ont été données, il voudra bien accepter les propositions de sa Commission. (*Approbation sur divers bancs.*)

M. THÉVENET. — Messieurs, je vous demande la permission de présenter de très courtes observations en réponse à celles de l'honorable M. Tolain.

Nous nous occupons en ce moment, non pas d'intérêts particuliers, mais d'intérêts d'ordre général et nous discutons sur un texte que je demande au Sénat la permission de replacer sous ses yeux ; c'est le second paragraphe de l'article 4. Ce second paragraphe formule un principe, et il formule une exception sur laquelle porte le débat actuel.

Quel est le principe ? — « Tout travail de 9 heures du soir à 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. » Voilà le principe.

Puis, dans l'intérêt de la liberté du travail, on a prévu une exception qui est formulée ainsi : « Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. »

Voilà l'exception. Eh bien, Messieurs, quelle est l'histoire de cet article 4 du projet de loi ?

L'article 4 tel qu'il a été rédigé tout d'abord a été adopté par vous sur le rapport de l'honorable M. Tolain ; il a ensuite été adopté par la Chambre des députés, et, comme le projet de loi contenait d'autres modifications, il a dû vous revenir tout entier, et c'est seulement à ce moment que votre Commission a cru devoir faire supprimer l'exception contenue dans le deuxième paragraphe de l'article 4.

On peut se demander, étant donnée l'histoire de l'article 4, si les raisons invoquées par l'honorable M. Tolain ont bien la valeur qu'il veut leur donner. M. Tolain protestait tout à l'heure, il disait : « Vous rétablissez le travail de nuit, en réalité, au moyen des deux équipes. »

Si cette raison avait eu la même valeur que veut bien lui donner M. le rapporteur en ce moment, on ne comprendrait pas qu'elle eût échappé au Sénat et à la Chambre des députés.

Ce n'était pas l'avis de l'honorable M. Tolain, il y a quelques mois, ce n'a pas été l'avis de la Chambre des députés, c'est une raison nouvelle, une découverte qu'a faite la Commission. Mais, je le répète, cette argumentation est singulièrement affaiblie par l'histoire du projet de loi que je viens de retracer.

Il n'est pas exact qu'on rétablisse en réalité le travail de nuit. Comment les choses se passeront-elles, en effet ? On donnera aux industriels la faculté d'organiser deux équipes, dont l'une travaillera de 4 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, et l'autre de 1 heure de l'après-midi à 10 heures du soir. Le travail sera donc contenu entre des limites un peu plus étendues que celles qui sont stipulées dans le premier paragraphe, mais qui ne sont pas le moins du monde exceptionnelles.

Est-ce que dans les fermes de quelque importance, où l'on emploie des machines agricoles, les travailleurs de la ferme ne se lèvent pas très souvent à 4 heures du matin, même avant en été ? Par conséquent, on ne peut pas soutenir qu'il y a là une disposition législative contraire à l'hygiène de l'ouvrier.

Quant à l'heure de 10 heures du soir, elle n'est pas davantage exceptionnelle, car on peut se souvenir des veillées qui sont faites à la campagne,

dans des conditions semblables. Même ceux qui se lèvent de très grand matin, peuvent très bien ne se coucher qu'à 10 heures du soir. Cela n'est pas contraire à l'hygiène générale.

Laissons donc de côté cette raison tirée de l'hygiène de l'ouvrier. Ce n'est pas vraiment celle qui a déterminé la Commission. Je n'en veux pour preuve que les termes du rapport de l'honorable M. Tolain.

M. Tolain dit, en effet, que la Commission ne s'est décidée que pour une seule raison : les protestations de certaines chambres de commerce. Seules, ces protestations vous ont touché.

Les raisons de principe, vous les aviez déjà jugées vous-mêmes lors de la première délibération devant le Sénat, et le Sénat vous avait suivi; il n'avait pas cru violer les principes d'hygiène en votant l'article 4 tel que vous le présentiez à ce moment. La Chambre des députés a été également de cet avis. Ne nous occupons donc plus des raisons de principe et venons-en aux protestations. Quelle est la valeur de ces protestations ?

Sur cent trois chambres de commerce, cinq ou six ont protesté. Si vous voulez bien prendre dans le rapport leurs noms, vous verrez que ce sont des chambres de commerce qui représentent la grande industrie d'une certaine région de la France et une industrie toute spéciale.

Et ces protestations s'appuyent non pas sur des raisons d'ordre général tirées de l'intérêt de l'ouvrier, de l'hygiène de l'ouvrier, mais sur des raisons tirées de l'intérêt particulier de ces grandes industries. Que disait, en effet, devant la Chambre des députés, celui qui représentait ces chambres de commerce ? Il disait : « Les industriels du Nord ont doublé, triplé leur outillage, pour supprimer le travail de nuit. Votre disposition va faire que ces dépenses resteront désormais inutiles. » C'est donc un intérêt particulier qui était mis en avant et pas autre chose.

A cet intérêt particulier, j'oppose l'intérêt du plus grand nombre des industriels, l'intérêt de toutes les industries qui sont représentées par toutes ces chambres de commerce qui n'ont pas protesté contre le projet de loi.

Elles ont gardé le silence, dites-vous ; mais permettez-moi de vous dire qu'elles n'avaient pas à parler, car le projet était voté par le Sénat et par la Chambre des députés tel qu'il avait été présenté.

C'étaient celles qui étaient opposées au projet qui devaient parler, et non celles qui l'approuvaient. Or, les chambres de commerce qui ont protesté, je le répète, sont au nombre de 5 sur 108 ou 109.

La petite industrie vient vous dire : Moi qui ne dispose pas de capitaux considérables, moi qui ne peux pas augmenter mon matériel et me livrer à une extension indéfinie de la production, je viens vous demander de me protéger, de me permettre d'utiliser mon matériel en prenant deux groupes d'ouvriers ne travaillant chacun que neuf heures. Cela n'est pas contraire à l'hygiène et cela est conforme à la liberté du travail. En adoptant le texte que le Sénat a déjà voté antérieurement, qui a été voté par la Chambre des députés, et non celui présenté par la Commission, vous servez l'intérêt général et non l'intérêt particulier d'une industrie très respectable sans doute, mais qui ne représente qu'une partie du travail national. (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — M. le Rapporteur a donné connaissance au Sénat des réclamations des chambres de commerce que je lui avais transmises.

J'ai reçu depuis lors d'autres réclamations — mais en sens contraire — et je dois, pour que le Sénat soit pleinement édifié, les lui faire connaître. La chambre de commerce de Saint-Étienne demande très énergiquement le maintien de la disposition que vous aviez votée, que la Chambre a votée et que votre Commission vous demande aujourd'hui de supprimer.

Cette chambre de commerce s'exprime ainsi : « L'organisation dont il s'agit est excellente; elle est réclamée par la population ouvrière, et les changements qui sont proposés compromettraient l'industrie. »

La chambre consultative des arts et manufactures de Saint-Chamond insiste dans le même sens. Elle déclare que l'organisation en deux équipes, travaillant neuf heures chacune, est une question d'une exceptionnelle gravité, dans les circonstances actuelles, pour l'industrie de la fabrication des lacets, et que la suppression de la faculté que vous avez votée entraînerait le chômage complet pour la moitié des ouvriers.

Voilà quels sont les éléments nouveaux d'information dont vous avez à tenir compte et que vous avez à comparer avec ceux qui ont été fournis par M. le rapporteur et que j'avais moi-même transmis à la Commission.

Si j'avais à ajouter une considération, elle serait assurément dans le sens du maintien de la disposition que vous avez vous-même déjà votée.

Il me semble, en effet, que les inconvénients qu'on vous a signalés n'apparaissent pas avec une telle force qu'ils puissent vous décider à édicter une mesure qui incontestablement serait des plus préjudiciables à une industrie importante.

Je n'ai pas hésité à soutenir devant vous les dispositions essentielles du projet actuel, et il me sera bien permis de dire que, en présence d'une disposition qui implique le minimum de réglementation et le maximum de liberté (*Très bien ! sur divers bancs*), sans porter atteinte aux principes fondamentaux du projet de loi, il est peut-être préférable d'adopter cette disposition, si de sérieux motifs nouveaux ne vous déterminent pas à revenir sur la décision que vous avez émise une première fois. (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, malgré l'intervention de M. le Ministre, le rapporteur croit de son devoir de vous dire en quelques mots que son opinion ne s'est pas modifiée. M. le Ministre disait tout à l'heure qu'il apportait à cette tribune des protestations nouvelles; je ferai remarquer que le Sénat les connaissait déjà, car j'avais déclaré qu'il y avait un centre industriel qui était intéressé à l'établissement de deux équipes : Saint-Étienne et Saint-Chamond.

M. le Ministre n'a apporté aucun autre document émané d'aucune autre chambre de commerce et d'aucun autre corps constitué. Nous ne nous trouvons donc, en ce moment, qu'en présence des déclarations de Saint-Chamond et de Saint-Étienne. Il n'y en a pas d'autres. Cependant tous nos départements ont ici des représentants qui se seraient empressés de venir apporter

leurs doléances s'ils avaient eu à en formuler. Un seul centre industriel a donc protesté, centre qui ne se sert que de force hydraulique.

M. DE LA BERGE. — Jamais !

M. THÉVENET. — Dans le Rhône, c'est exactement la même situation.

M. LE RAPPORTEUR. — ... qui prétend à l'impossibilité d'augmenter son outillage, qui veut organiser le système des deux équipes, alors que la majorité de nos industriels estiment que la généralisation de ce travail des deux équipes va reconstituer dans la plupart de nos départements et de nos grands centres industriels le travail de nuit que nous avons voulu supprimer. Je ne veux pas discuter davantage; je considère que les intérêts qu'on a mis en cause ne peuvent pas un seul instant être qualifiés d'intérêts généraux et supérieurs; non, nous sommes en présence d'un intérêt particulier qui se défend avec vigueur et persistance; cette défense est légitime et naturelle; mais vous n'êtes pas ici, comme le disait si bien M. de La Berge, pour défendre un intérêt local et particulier.

Je crois qu'en l'absence absolue de protestation de la part de nos collègues qui représentent des centres industriels...

Un sénateur à gauche. — Ils ne pouvaient pas protester, puisqu'ils avaient satisfaction.

M. LE RAPPORTEUR. — ... le maintien de l'article, tel qu'il vous est proposé par la Commission, a sa raison d'être. (*Aux voix ! aux voix !*).

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix toutes les dispositions de l'article 4 qui ne sont l'objet d'aucune difficulté, et je réserve l'amendement de M. de la Berge.

(L'article 4 est adopté.)

Je mets aux voix l'amendement de M. de La Berge, qui consiste à ajouter au paragraphe 2 la disposition suivante :

« Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux partis d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. »

Cette disposition, adoptée précédemment par le Sénat et par la Chambre des députés a été supprimée par la Commission.

M. RICHARD WADDINGTON. — Il ne s'agit que d'une prise en considération, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Pardon ! Nous sommes en présence d'un texte voté par la Chambre des députés qui constitue le fond même du débat.

M. RICHARD WADDINGTON. — M. de La Berge, en soutenant son amendement dont je suis un peu le père, je dois le reconnaître, a fait allusion à une addition qu'il avait l'intention de faire et qui consistait à édicter que les neuf heures de travail faites par les deux équipes seraient coupées par des repos. Je demande que cette disposition soit ajoutée dès à présent de façon à ce que nous puissions la voter immédiatement.

Personne en effet, je le suppose, ne voudra admettre que des enfants de 12 à 14 ans soient soumis à un travail effectif de neuf heures sans aucun repos.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — C'est une question de règlement.

M. RICHARD WADDINGTON. — Le règlement d'administration n'est pas prévu; je crois donc qu'il est nécessaire que cela soit dit dans la loi.

M. LE PRÉSIDENT. — Cette proposition est tout à fait étrangère à l'amendement de M. de La Berge et devra être soumise à la prise en considération car elle intervient au cours de la délibération.

Je mets donc aux voix l'amendement de M. de La Berge, en réservant la proposition de M. Waddington.

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin.

Voici le résultat du scrutin sur l'amendement de M. de La Berge :

Nombre des votants.....	222
Majorité absolue.....	112
Pour l'adoption.....	213
Contre.....	10

(Le Sénat a adopté.)

M. de La Berge, d'accord avec M. Waddington, a l'intention, je crois, de proposer un paragraphe additionnel?

M. DE LA BERGE. — Oui, Monsieur le Président. Il est ainsi conçu : « Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure. »

C'est la proposition de M. Tolain, que j'accepte, bien que je crois qu'un repos d'une demi-heure serait suffisant.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission accepte-t-elle cette disposition?...

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Cette disposition additionnelle, qui doit prendre place après le paragraphe 2, est conçue en ces termes :

« Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure. »

M. FÉLIX MARTIN. — Un ou plusieurs!

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dit dans une disposition précédente qu'il pourrait y avoir un repos d'une demi-heure et qui n'excéderait pas une heure par journée de onze heures.

M. FÉLIX MARTIN. — Pourquoi ne pas viser l'article précédent ?

M. LE RAPporteur. — C'est inutile !

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ? . . .

Je mets aux voix la disposition additionnelle dont j'ai donné lecture.

(Le paragraphe additionnel, mis aux voix, est adopté.)

Je mets aux voix, maintenant, l'ensemble de l'article 4.

(L'article 4 est adopté.)

« ART. 5. Les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés, dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier.

« Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. »

Il y a sur cet article deux amendements : l'un de M. Lucien Brun et plusieurs de ses collègues, qui est ainsi conçu :

Rédiger ainsi l'article 5 :

« Les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés, dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni « les dimanches » et jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. »

M. LUCIEN BRUN. — Messieurs, l'amendement que j'ai l'honneur, au nom de mes amis et au mien, de soumettre au Sénat est sujet à la prise en considération. Il ne comporte, par conséquent, que de très courtes observations. Aussi ne retiendrai-je pas longtemps votre attention.

Cet amendement, du reste, n'est que la reproduction exacte de celui qui a été développé par l'honorable M. Chesnelong et par l'honorable M. Jules Simon à la séance du 16 juillet dernier. Vous avez entendu, ce jour-là, deux discours qui ne laissent plus rien à dire et dont le Sénat n'a certainement pas perdu le souvenir, deux discours éloquentes, irréfutables, et qui, si je ne me trompe, n'ont pas en effet, été réfutés.

Il peut paraître téméraire de chercher, dans ces conditions, à faire revenir le Sénat sur une décision prise à une majorité considérable, et de lui proposer à nouveau l'amendement qu'il a une première fois repoussé.

Notre excuse, si nous en avons besoin, serait notre conviction que nous sommes dans la vérité et que le devoir de la défendre jusqu'au bout s'impose :

C'est ce devoir que j'accomplis en ce moment. (*Très bien ! très bien ! à droite.*) Nous sommes d'accord sur plusieurs points, — et ici je parle du Sénat tout entier, — nous sommes d'accord sur ce point qu'il est nécessaire d'imposer un jour de repos par semaine, le repos du septième jour. Nous convenons tous qu'il est, nous disons, nous, nécessaire, tout le monde dit avec nous très désirable, que ce jour de repos soit le même pour toutes les industries.

Il y a encore un point sur lequel je ne crains pas de dire que nous sommes également d'accord : c'est que si la loi fixe le jour de ce repos, nous différons d'opinion sur la question de savoir si elle doit le fixer, mais nous sommes d'accord sur ce point que si la loi fixe ce jour de repos, il est impossible d'en fixer un autre que le dimanche.

M. BLAVIER. — Très bien !

M. LUCIEN BRUN. — Messieurs, comment ne serions-nous pas d'accord pour tous ces points ? Le dimanche c'est le jour du repos de l'humanité civilisée tout entière. Ce n'est pas seulement en Europe, c'est aux États-Unis, c'est, en un mot, le monde civilisé tout entier, je le répète, qui se repose le dimanche. N'est-ce pas un motif — je ne fais qu'indiquer les choses, vous le voyez — pour dire d'ores et déjà qu'il convient que la France ne se sépare pas du reste du monde, et, je ne dirai pas qu'elle prenne, mais qu'elle garde le repos du dimanche.

Je dis qu'elle garde, car le repos du dimanche est déjà dans nos lois. Il est dans nos codes, il n'est pas seulement dans nos mœurs et dans nos habitudes où il est invinciblement fixé, il est dans nos lois. La justice se repose le dimanche ; on ne signifie pas les actes judiciaires le dimanche ; la Bourse est fermée le dimanche ; les caisses publiques le sont également ; les fonctionnaires se reposent, et aucun d'eux, fût-il le plus librement pensant des libres penseurs, ne croit manquer à ses convictions quand il accepte très joyeusement le repos du dimanche.

Messieurs, il y aurait une autre observation : je ne la fais qu'en passant, parce que je veux vous citer quelques lignes d'un rapport. Il y a, au point de vue même de l'exécution de la loi, une considération qui n'est pas sans importance, c'est que la fixation à un jour unique rendra la surveillance et l'inspection beaucoup plus utiles.

De nombreuses déclarations d'inspecteurs nous ont été lues. J'en veux lire une, Messieurs, à cause de son caractère particulier ; elle est en deux mots. C'est l'inspecteur du département de la Seine qui s'exprimait ainsi :

« L'application de la loi rencontrerait des difficultés si la loi en préparation ne désignait pas nominalement le jour de la semaine consacré au repos, dût la société laïque emprunter à l'Eglise l'une de ses plus anciennes prescriptions. »

Il est certain que la fixation d'un jour unique rend l'inspection infiniment plus commode et plus sûre, parce qu'on y échappera moins facilement.

Je n'insiste pas sur cette observation, sa justesse frappe tous les yeux,

mais la question est plus haute ; c'est l'intérêt des familles ouvrières en faveur de qui vous faites cette loi. Si c'est le patron qui fixe le jour du repos, il peut le changer ; voyez-vous quelle sera la situation d'une famille ouvrière quand le père, la mère et les enfants travailleront dans des ateliers différents et dont le jour de repos ne sera pas le même.

Les parents et les enfants rentreront dans un foyer désert ; tout ce que vous espérez pour le réveil des sentiments de famille, pour la restauration de l'autorité paternelle, de piété filiale, disparaîtra ; vous voyez ce que deviendra ce foyer désolé et comment vous aurez imposé en réalité, à la mère et aux enfants, un jour de pénible souffrance et d'anxiété douloureuse. Imposer aux parents et aux enfants cette misère inutile, c'est de la cruauté. Cela est de toute évidence. Il est impossible que cette considération ne touche pas le Sénat. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Permettez-moi d'ajouter qu'il y a bien aussi une question de liberté de conscience, et la liberté de conscience, avec la fixation que nous demandons, est absolument sauvegardée et respectée.

Pour ceux aux yeux de qui le Décalogue est une loi dédaignée ou ignorée et qui ne connaissent pas ou répudient les lois de l'Eglise, c'est en vertu de la loi laïque et civile qu'ils se reposeront ; on ne leur impose pas un acte de foi. Quant aux ouvriers catholiques, vous risquez de les contraindre à travailler le dimanche, en vertu d'une loi qui oblige à se reposer un jour par semaine, puisque le patron reste libre de désigner ce jour et de le changer à son gré. Ce'a vaut la peine qu'on y pense, et nous sommes, dans la population française, une majorité dont il est juste de tenir compte et qui avons le droit de réclamer ici en faveur de la liberté de conscience de ceux qui pensent comme nous. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Quels motifs y a-t-il pour en décider autrement ? Vous voyez, Messieurs, que je tiens la promesse que j'avais faite d'abrégé, mais ces considérations sont tellement puissantes, tellement évidentes que je n'ai rien à apprendre à personne et qu'il suffit de les rappeler sans y insister davantage. Quels sont donc les motifs pour lesquels, les choses étant ce que je viens de dire, on n'inscrirait pas dans la loi non seulement l'obligation du repos, mais le jour du repos ? Je suis bien obligé de le constater, il n'y en a qu'un : c'est que le dimanche, c'est le jour chrétien du repos ; c'est le jour fixé par la loi religieuse à laquelle obéissent tous les chrétiens, catholiques et protestants de France. (*C'est cela ! et approbation à droite.*)

Messieurs, je ne serai pas téméraire en disant que c'est là le motif et je demande à l'honorable rapporteur la permission de citer quelques-unes des paroles de la réponse qu'il fit aux discours de M. Jules Simon et de M. Chesnelong :

« Il y a aussi, disait-il, dans notre pays un fond de religiosité... qui résulte de la pratique catholique, et c'est sous l'influence de cette pratique même que l'on cherche à faire faire au Sénat une manifestation religieuse dont on se propose de tirer parti... »

« Mais enfin il faut dire toute la vérité, ce n'est pas à l'heure où l'on parle tant de socialisme chrétien, de la Société de Jésus ouvrier... ce n'est pas à

cette heure que nous pouvons croire qu'il n'y a pas, non pas chez nos collègues, mais chez d'autres, des pensées de derrière la tête...

«... Je crois que les raisons que je viens de donner sont de nature à faire réfléchir le Sénat et à lui faire comprendre quelle est l'attitude qu'il doit prendre... dans une question qui n'est pas seulement économique, mais qui, à l'heure où je parle, a une portée beaucoup plus haute.»

Permettez-moi d'exprimer le regret que de pareils motifs soient donnés et puissent paraître suffisants! Qu'est-ce que cela veut dire?

L'honorable rapporteur essaye de vous faire reculer en vous montrant ce que dans la polémique courante on a appelé le péril clérical. Je ne sais pas s'il vous effraye beaucoup, mais permettez-moi de dire, en passant, que le péril clérical me paraît en voie de passer au second rang.

Il y a, de par le monde, des logiciens qui en montrent un autre que j'appellerai, si vous le voulez bien, le péril scientifique et qui me paraît, je le répète, faire passer au second plan le péril clérical. (*Très bien! à droite.*)

Il y a deux jours, dans le nouveau cours inauguré au Collège de France, on disait, si j'en crois les comptes rendus, que « la foi scientifique est appelée à remplacer les vieilles superstitions théologiques. » Il me semble que cette foi scientifique commence à avoir des fidèles et que ce sont des fidèles pratiquants et malheureusement trop modestes pour se faire connaître (*Applaudissements à droite*); ils savent que la foi, sans les œuvres, c'est une foi morte.

La foi qui n'agit point, est-ce une foi sincère?

(*Approbation à droite. — Bruit à gauche.*)

M. SCHEURER-KESTNER. — Ce n'est pas sérieux!

M. LUCIEN BRUN. — Ce n'est pas sérieux? C'est malheureusement trop sérieux. Je dis que, peut-être, en présence des périls dont ceci est la manifestation, le Sénat pourrait — je prends le mot du rapporteur — changer d'attitude, assurer la liberté à ces familles catholiques de qui l'on n'a pas à redouter les menaçants abus des progrès de la science et ne pas refuser d'écrire le nom du dimanche dans la loi française uniquement parce qu'il est écrit dans la loi de Dieu. Il serait digne de l'intelligence et de la conscience des législateurs, soucieux comme vous l'êtes du bien public, de se dégager de préjugés sectaires, de préoccupations antilibérales et fatales à ceux dont la loi actuelle a pour but de servir les intérêts. (*Très bien! très bien! et vive approbation à droite.*)

M. LE RAPporteur. — Messieurs, je n'ai ni l'intention ni le mandat de venir défendre à cette tribune la foi scientifique contre les accusations de l'honorable M. Lucien Brun. Je crois que c'est un étrange abus de langage que de vouloir confondre des criminels de droit commun et le développement de théories scientifiques émises dans le plus grand de nos établissements d'instruction supérieure...

M. LUCIEN BRUN. — Cela montre que la science à ses dangers.

M. LE RAPPORTEUR. — ...et l'ardeur même, et les considérants que vous avez apportés à cette tribune pour justifier votre demande du repos obligatoire du dimanche, démontrent que la mesure que nous proposons, bien loin d'être antilibérale, comme vous l'objectiez tout à l'heure, est au contraire celle qui respecte le mieux les intérêts, les opinions et les volontés de chacun des citoyens.

Vous avez dit que le repos du dimanche était dans nos mœurs ; oui, et j'ajoute qu'il a été dans la loi.

M. LUCIEN BRUN. — Il y est toujours !

M. LE RAPPORTEUR. — Pas pour tout le monde !

M. LE MARQUIS DE L'ANGLE-BEUMANOIR. — Et l'égalité des citoyens devant la loi ? Vous l'oubliez donc !

M. LE PRÉSIDENT. — N'interrompez pas, Messieurs,

M. LE RAPPORTEUR. — Le repos du dimanche a été conservé pour les fonctionnaires, pour les employés de l'administration publique...

M. AUDREN DE KERDREL. — Et les sénateurs !

M. LE RAPPORTEUR. — Mais il a été un moment où, cette loi, vous l'avez appliquée avec une rigueur, une sorte de tyrannie qui en a été la condamnation et qui l'a fait disparaître des mœurs. Oui, il a été un temps où dans ce pays on ne pouvait ni ouvrir une boutique, ni faire un acte de commerce sans avoir une contravention, sans être poursuivi et condamné et je ne sais pas si cela ne pourrait pas revenir. (*Exclamations sur divers bancs.*) Cela dit, je rentre purement et simplement dans la question.

Si vous indiquiez dans la loi que le dimanche serait un jour de repos obligatoire, vous seriez obligés d'admettre successivement une foule de dérogations et d'exceptions nombreuses, à cause de nos mœurs. En réalité, ce serait faire œuvre vaine que de vouloir imposer et inscrire dans la loi une sorte de principe que vous ne pourrez ni maintenir ni conserver.

On a fait tout ce qu'il a été possible de faire, depuis longtemps déjà, pour généraliser le repos du dimanche ; nos inspecteurs du travail se sont évertués, partout où cela a été possible, à diminuer, le dimanche, les heures de travail ou le nombre de personnes qui sont soumises, par la nécessité même de la vie, à travailler ce jour-là. Malgré tout, il a fallu admettre un nombre d'exceptions considérables, et, puisque vous parliez des inspecteurs du travail, voici ce qu'ils vous disent eux-mêmes : « Nous avons, dans tous les grands centres, dans toutes les grandes villes, à cause des habitudes et des mœurs des populations, une foule d'industries, de travaux, auxquels il est impossible de couper court, sous peine de suspendre la vie publique. »

Et alors, peu à peu, les exceptions se sont accumulées, si bien qu'il est démontré, pour tous les gens qui n'y mettent aucune espèce de passion, que, vouloir faire du dimanche le jour de repos obligatoire, c'est proposer une mesure absolument impraticable. Il faudrait accepter un si grand nombre d'exceptions, qu'il est beaucoup plus simple et plus naturel de laisser aux différentes industries le soin de choisir le jour de repos qui leur paraît préférable.

On donne ainsi satisfaction à tous les intéressés, au point de vue de l'hygiène comme de la liberté, invoquée tout à l'heure par notre honorable collègue. On invoque toujours la liberté, il est vrai, quand on est dans l'opposition, sauf à l'oublier quand on est au pouvoir. (*Murmures à droite.*)

Je crois que je dis une vérité absolue, et elle vous concerne admirablement, mes chers collègues, vous plus que toutes autres personnes, car s'il y a un parti dans ce pays qui ait voulu essayer de mettre la liberté en pratique en allant plus loin qu'il n'est nécessaire pour un véritable gouvernement, alors qu'on était encore dans une période de guerre, c'est bien le parti républicain. Mais vous, vous ne l'avez jamais fait! Je me plais à reconnaître que vous avez toujours réclamé la liberté en disant que c'était notre principe et que nous devions vous l'appliquer; mais que, quand vous étiez gouvernement et que vous aviez la force et l'autorité, vous nous le faisiez bien sentir! (*Rumeurs à droite.*)

Plusieurs sénateurs. — Aux voix!

M. LE RAPPORTEUR. — Mes chers collègues, je comprends que je m'écarte de la question : j'invoque purement et simplement le passé pour vous dire qu'il ne faut pas admettre le dimanche comme jour de repos obligatoire; et que, si vous l'admettiez, nous serions obligés d'inscrire un si grand nombre de dérogations dans la loi que nous rendrions inutile la mesure prise.

M. LE MARQUIS DE L'ANGLE-BEAUMANOIR. — Et cependant dans la loi militaire il y a de nombreuses dérogations!

M. LUCIEN BRUN. — Messieurs, je ne répondrai pas aux derniers mots de l'honorable M. Tolain, qui a parlé des partis qui ne donnent pas la liberté lorsqu'ils sont au pouvoir. N'abordons pas aujourd'hui cette discussion.

Le parti auquel vous appartenez n'a, ni dans le passé, ni dans le présent, rien à gagner à des comparaisons.

M. le rapporteur nous parle du passé et des exceptions que la loi nécessiterait. Le passé n'a rien à faire dans ce débat. Nous ne demandons pas le retour à la loi de 1814. Il n'y a aucun rapport entre la loi que nous faisons aujourd'hui et celle de 1814. La loi de 1814 était une loi sur l'observation du dimanche; elle interdisait le travail public, ostensible. Les ouvriers pouvaient travailler chez eux, mais le travail public était interdit; la loi défendait le scandale du travail extérieur le dimanche. Elle obligeait à fermer les cabarets pendant les offices.

Il n'y a pas de rapports entre la loi de l'observation du dimanche et votre loi qui est une loi de chômage. (*Très bien ! à droite.*)

Vous parlez des exceptions qu'il faudra faire. Il y en a déjà dans votre loi. Il y en a une dans l'article 6 pour les usines à feu continu. Il y en a dans l'article 7 que vous pourrez compléter en disant que l'inspecteur général pourra, quand cela lui paraîtra nécessaire, permettre de travailler le dimanche. Tout cela n'enlève rien à la force des observations que j'ai eu l'honneur de présenter et que je renouvelle. Il est utile, nécessaire et indispensable que le jour du repos soit le même pour tous les ateliers.

Ce jour ne peut être que le dimanche. Il est nécessaire que la loi le dise et j'ose ajouter, après avoir entendu pour la seconde fois M. Tolain, qu'on n'a rien, non absolument rien répondu aux arguments que j'ai présentés. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

A gauche. — Aux voix ! aux voix !

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix le premier paragraphe de l'article 5 en réservant l'amendement proposé par M. Lucien Brun et plusieurs de ses collègues :

« Les enfants de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés, dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. »

(Le premier paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

Je mets aux voix l'amendement proposé par M. Lucien Brun et plusieurs de ses collègues qui consiste à insérer dans le premier paragraphe de l'article 5 ces mots « ni les dimanches » après les mots « par semaine. »

Voici le résultat du scrutin.

Nombre des votants.....	233
Majorité absolue.....	117
Pour l'adoption.....	61
Contre.....	172

(Le Sénat n'a pas adopté.)

Je donne lecture du deuxième paragraphe de l'article 5 :

« Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. »

M. WALLON. — Messieurs, si je croyais que le repos du dimanche eût besoin d'une consécration populaire, je serais fort éloigné de combattre ce paragraphe : « Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. »

Quel formidable plébiscite vous allez provoquer en faveur de ce jour !

Ceux qui ont horreur du mot dimanche me paraissent véritablement ne pas s'en être douté.

Mais n'y eût-il qu'un seul patron sur mille qui fût tenté de choisir un autre jour, je me croirais encore obligé de combattre ce paragraphe; car ce choix me paraît porter atteinte à la fois à la liberté de conscience et à la vie de famille : 1° la liberté de conscience, car si l'on viole la liberté de conscience en punissant ceux qui travaillent le dimanche, n'est-ce pas aussi la violer que de contraindre à travailler le dimanche ceux à qui leur conscience le défend? 2° la vie de famille : les pères et les mères ne sont que trop séparés de leurs enfants par les nécessités du travail quotidien. N'est-il pas juste qu'ils aient au moins un jour de vie commune assuré?

Eh bien, ce jour leur sera-t-il assuré avec la mesure comprise dans le paragraphe qui est en question? Il faut savoir comment se composent les agglomérations ouvrières.

Autrefois, on voyait des villages se former autour des abbayes, autour des châteaux. Aujourd'hui, ils se forment souvent autour des usines. (*Approbation à droite.*) Eh bien, qu'un seul mot de ces puissants patrons, de ces nouveaux seigneurs de villages (*Sourires*) aient la fantaisie de fixer pour le repos hebdomadaire, non pas le dimanche, mais le mardi, qu'arrivera-t-il?

Les parents qui sont obligés d'envoyer tous les jours leurs enfants à l'école, seront privés d'eux le jour du chômage, et le dimanche les enfants trouveront la maison vide et l'école fermée, à moins que vous n'ajoutiez à la loi que dans les communes où le chômage sera fixé le mardi, l'école aura congé non le dimanche, mais le mardi.

Après tout, le mal n'est peut-être pas aussi grand qu'on serait tenté de le croire, car si vous pouvez donner à un particulier le droit de choisir, comme il le veut le jour de repos, vous ne pouvez pas lui donner le droit de supprimer un jour de fête consacré par la loi.

Vous n'avez pas voulu, tout à l'heure, introduire dans la loi le mot de « dimanche » mais il y est. Lisez le premier paragraphe de l'article 5 que vous venez de voter :

« Les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés, dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni les jours de fêtes reconnus par la loi. »

Or, le dimanche est un jour de fête reconnu par la loi. La loi organique du 18 germinal an x, qu'on a si souvent citée en ces derniers temps, dit :

« Art. 41. — Aucune fête, à l'exception du dimanche, ne peut être établie sans la permission du Gouvernement. »

Le dimanche est donc bien une fête reconnue par la loi.

Est-il aboli par la loi du 12 juillet 1880? Qu'a fait cette loi? Elle a aboli les pénalités de la loi du 18 novembre 1814. A-t-elle supprimé le dimanche comme fête? En aucune sorte. Au contraire, elle l'a reconnu :

« Il n'est, toutefois, porté aucune atteinte à l'article 57 de la loi organique du 18 germinal an x... », celle que j'invoquais tout à l'heure. Et que dit cet article 57? « Le repos des fonctionnaires publics est fixé au dimanche. »

Mais continuons de citer la loi du 12 juillet 1880, loi contresignée par M. Jules Ferry :

« Il n'est rien innové par la présente loi aux dispositions des lois civiles ou criminelles qui règlent les vacances des diverses administrations, les délais et l'accomplissement des formalités judiciaires, l'exécution des décisions de justice, non plus qu'à la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. »

Reportons-nous à la loi de 1874, article 5 :

Les enfants âgés de moins de 16 ans et les filles âgées de moins de 21 ans ne pourront être employés à aucun travail, par leurs patrons, lesdimanches et fêtes reconnues par la loi, même pour rangement de l'atelier. »

Le repos du dimanche leur est donc assuré, et le paragraphe que j'attaque ici est inutile, si ce n'est pour leur donner un jour de congé supplémentaire. Car je ne suppose pas que vous vouliez séparer des jeunes filles les femmes, que vous leur avez jointes dans l'article 3 de la présente loi, voté hier. On n'en est pas encore revenu au temps où l'on regardait comme suspects et où l'on jetait en prison les femmes et les jeunes filles qui se montraient en habits de fête le jour du ci-devant dimanche, comme l'on disait, et qui ne chômaient pas le décadi.

En résumé, Messieurs, si le paragraphe dont il est question ne touche pas au dimanche, il est inutile; s'il y touche, il est impuissant, car ce n'est pas avec des sous-entendus qu'on peut enlever au dimanche le caractère de fête qui lui est reconnu par toutes les lois depuis le Concordat et les articles organiques jusqu'à la loi du 12 juillet 1880.

Et qui de vous, Messieurs, par ce bouleversement dans nos usages, voudrait jeter le trouble dans la vie de famille des classes ouvrières et violer la liberté de conscience dont vous vous autorisez en faisant cette loi? Car, je le répète encore, si c'est violer la liberté de conscience que de contraindre, sous peine d'amende, un homme à travailler le dimanche, ce n'est pas moins la violer que de donner à un patron le droit d'imposer le travail ce jour-là à toute une population d'ouvriers, sous peine de perdre un salaire dont ils ont besoin pour vivre : ce qui serait la conséquence de votre loi.

Je me réduis, Messieurs, à une dernière considération. Qui blesserait-on à prendre pour jour de repos le dimanche? Personne. Car ceux qui ne croient pas peuvent chômer indifféremment ce jour-là ou un autre jour sans que leur conscience y soit engagée. Qui blesserait-on en prenant un autre jour? Tout le monde, ou presque tout le monde, toute la population chrétienne, catholique et protestante, car les protestants — c'est un hommage que je leur rends — sont au moins aussi observateurs du dimanche que les catholiques; et la mesure édictée par le paragraphe est spécialement applicable aux enfants et aux femmes !

Ne vous y trompez pas, Messieurs, le paragraphe serait une occasion de conflits très regrettables. L'ouvrier a certainement le droit de ne pas travailler le dimanche; vous ne pouvez pas le contraindre au travail du dimanche. Eh bien, s'il est renvoyé pour cela par son patron, est-ce qu'il n'aura pas le droit de lui intenter une action pour rupture de contrat, votre loi à la

main, puisque le dimanche est un jour de fête reconnu par la loi ? Et le jeune homme pour qui, dans la dernière séance, vous avez borné le travail à soixante heures par semaine ? Il pourra dire à son patron : Je ne travaille pas le dimanche; vous me dispensez de travailler le mardi, et je dois ne travailler que onze heures par jour; si vous n'avez pas votre compte, faites alors des semaines de 8, 9, 10 jours. En haine du ci-devant dimanche, revenez au décadi.

Je demande, Messieurs, que nous restions dans la situation présente. Ne mettez pas le mot « dimanche » dans la loi, puisque vous ne l'avez pas voulu, — et j'ai voté l'article sans ce mot, quoique j'eusse préféré l'y voir, — mais n'ajoutez pas une clause qui, véritablement, ne sera qu'une cause de perturbation dans les familles, et, comme je vous l'ai dit, de conflits entre patrons et ouvriers.

Je demande donc le rejet du paragraphe. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

M. LE RAPPEUR. — Messieurs, il me semble que notre honorable collègue, M. Wallon, vient de soutenir l'amendement de M. Lucien Brun sur lequel vous vous êtes prononcés tout à l'heure. Ce qu'il demande, c'est, en réalité, la suppression du second paragraphe de l'article qui concerne l'affichage.

Messieurs, il y a, pour demander l'affichage, une raison de pratique : c'est que, si une affiche apposée dans les ateliers n'indique pas l'heure de repos désignée dans l'usine ou la manufacture, il devient presque impossible aux inspecteurs divisionnaires et départementaux de constater si véritablement on ne fait pas travailler sept jours au lieu de six.

Voilà une des raisons qui nous font demander l'affichage.

M. WALLON. — Cela me paraît absolument inutile.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole !...

Je mets aux voix le paragraphe 2.

(Une première épreuve est déclarée douteuse.)

M. LE RAPPEUR. — Nous demandons le scrutin, Monsieur le Président.

M. WALLON. — Vous faites voter des gens qui n'ont pu entendre les raisons.

M. LE RAPPEUR. — Vous pouvez, mon cher collègue, demander une modification au règlement.

M. WALLON. — Je sais que c'est le règlement...

M. LE PRÉSIDENT. — Il est interdit, Messieurs, de parler entre deux épreuves. La première a eu lieu. M. le rapporteur demande le vote au scrutin. Il est de droit.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	230
Majorité absolue.....	116
Pour l'adoption.....	166
Contre.....	64

(Le Sénat a adopté.)

Nous arrivons à l'article 6 ; j'en donne lecture :

« ART. 6. — Néanmoins, dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, sous la condition expresse qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine; ils peuvent être également employés la nuit aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par un règlement d'administration publique. »

M. LESOUËF. — Messieurs, l'observation que j'ai à présenter au Sénat vise la plupart des dispositions qui ont été votées précédemment, et c'est une dérogation que je viens demander en ce moment.

L'honorable rapporteur m'a assuré que satisfaction pourrait m'être donnée dans le règlement d'administration publique; mais il a pensé qu'il était nécessaire que la réclamation fût portée à la tribune.

C'est pourquoi je vous demande, Messieurs, la permission de retenir votre attention pour quelques instants seulement.

Voici ce dont il s'agit. J'ai eu l'honneur de déposer, sur le bureau du Sénat, une pétition recouverte de près de 2,000 signatures d'ingénieurs, de patrons et d'ouvriers appartenant à l'industrie des constructeurs-mécaniciens du Havre et aux industries qui s'y rattachent.

Les pétitionnaires font observer que, si l'on ne voulait pas consentir en leur faveur une dérogation accidentelle, si la loi s'appliquait rigoureusement aux jeunes gens de 16 à 18 ans, qu'ils emploient habituellement, ils ne pourraient plus les occuper dans leurs ateliers et voici pourquoi :

Ce qui caractérise la plupart des travaux de cette industrie, c'est l'urgence et l'imprévu. C'est, par exemple, un établissement industriel dans lequel est survenu un accident auquel il faut remédier, toute affaire cessante, et travaillant, pour ainsi dire, jour et nuit, sous peine de laisser sans travail les quelques centaines d'ouvriers qui y sont employés. Ou bien, c'est un steamer appartenant à une ligne régulière et qu'il faut réparer immédiatement sous peine de lui faire manquer le jour du départ.

Eh bien, il ne serait pas possible à l'industriel d'incorporer dans la même équipe des adultes pouvant travailler et la nuit et les jours de chômage ou les jours fériés, ou un nombre d'heures indéterminé, et des jeunes gens qui sont limités sous tous ces rapports.

S'il n'était pas possible de consentir une dérogation à la loi en faveur de ces jeunes gens, il faudrait renoncer, comme je viens d'avoir l'honneur de vous le dire, à les occuper dans les ateliers auxquels je fais allusion.

Que feront alors les patrons? Ils occuperont des ouvriers adultes, de jeunes ouvriers de nationalité étrangère, parce que la date de leur naissance est toujours plus ou moins incertaine, et il y aurait là au point de vue social un inconvénient assez considérable parce que l'hygiène physique et morale de l'atelier est meilleure que celle à laquelle seraient peut-être soumis ces jeunes gens si on les obligeait à chercher d'autres occupations.

Ils ont généralement commencé leur apprentissage à 13 ans; à 16 ans, il est terminé; les travaux qu'on leur demande exigent plutôt de la souplesse que de la force physique, et ils sont tout à fait aptes à les exécuter.

J'ajoute que, si nous demandons une dérogation, en ce moment, c'est que l'urgence même et l'imprévu des travaux font que l'industriel n'a pas toujours le temps de correspondre avec l'inspecteur pour lui demander l'autorisation et d'obtenir une réponse en temps utile.

C'est dans ces conditions que je prie M. le Ministre du commerce de vouloir bien prendre bonne note des réclamations de ces industriels, et de leur donner satisfaction par voie de règlement d'administration publique, ou de toute autre façon qui lui paraîtra la plus convenable.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — On en tiendra compte dans la confection du règlement d'administration publique!

M. LE RAPPORTEUR. — Leur place est toute indiquée, ils profiteront du paragraphe 4.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'insistez pas devant la déclaration de M. le Ministre et de la Commission, Monsieur Lesouéf?

M. LESOUËF. — Non, Monsieur le Président, j'en prends acte.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole?
Je mets aux voix l'article 6.

(L'article 6 est adopté.)

« **ART. 7.** — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les travailleurs visés à l'article 5, pour certaines industries à désigner par le susdit règlement d'administration publique. »

Le Sénat, dans sa première délibération, n'avait pas dit que les inspecteurs divisionnaires seraient chargés de cette vérification. Cette disposition a été ajoutée par la Chambre et la Commission l'accepte.

Il n'y a pas d'opposition? . . .

(L'article 7 est adopté.)

« **ART. 8.** — Les enfants des deux sexes, âgés de moins de 13 ans, ne

peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.

« Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à Paris, et les préfets, dans les départements, pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées. »

Nous avions, dans notre première délibération, ajouté ces mots « cirques et exhibitions foraines ». La Chambre des députés a supprimé ces mots et la Commission a ratifié cette décision.

Quelqu'un demandet-il la parole ? . . .

M. LE RAPPORTEUR. — Si vous voulez vous reporter, Messieurs, à la page 6 du rapport, article 8, vous y lirez ceci :

« Cet article concerne les enfants employés dans les théâtres, concerts, cirques et exhibitions foraines.

« Les mots « cirque et exhibitions foraines » en ont été retranchés, sur l'observation que le décret du 6 janvier 1864 et la loi du 7 décembre 1874 assuraient une protection plus efficace aux enfants qui y sont employés. »

On a donc fait disparaître les mots « cirques et exhibitions foraines », parce que des lois antérieures sont plus protectrices que les textes qui visent les enfants figurants sur les théâtres.

M. LE MINISTRE. — Parfaitement ! C'est pour ne pas affaiblir les lois existantes.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 8.

(L'article 8 est adopté.)

Il n'y a aucune difficulté sur les articles 10, 11, 12, 13 et 14.

Nous arrivons à l'article 15. Il n'y a qu'une seule modification apportée à cet article par la Chambre et adoptée par votre Commission.

A la fin de l'avant-dernier paragraphe, ainsi conçu : « récépissé de la déclaration et du certificat médical. . . » au lieu de mettre « sera remis. . . », on dit « en sera remis. . . ».

M. BLAVIER. — C'est une faute de français. La Chambre nous donne tort au point de vue grammatical.

M. LESOUËF. — Messieurs, ce n'est pas à proprement parler un amendement que je propose à l'article 15, c'est un paragraphe additionnel.

L'article 15 règle les formalités relatives aux déclarations en cas d'accidents survenus aux personnes protégées par la loi.

J'ai communiqué mon amendement à l'honorable M. Tolain, et il ne m'a pas paru disposé à y faire un très bon accueil. Je me suis sans doute mal expliqué avec lui, car il a cru voir dans ma proposition la pensée de res-

treindre le droit des ouvriers ou de diminuer la faculté qu'ils peuvent avoir de faire valoir leurs revendications. Or, telle n'est pas du tout mon intention. Elle est beaucoup plus simple et très naturelle. Je vais essayer de la faire comprendre au Sénat par un exemple.

Je suppose qu'un industriel renverse avec sa voiture un de ses ouvriers appartenant à la catégorie de ceux qui sont protégés par la loi. Il y a une constatation faite par la police et un procès-verbal. Mais ce procès-verbal n'est communiqué à personne, si ce n'est aux ayants droit.

Que la même personne soit victime d'un accident dans l'établissement de ce même industriel, alors toutes les constatations sont déposées à la mairie, et la mairie devient un bureau de renseignements pour des agences plus ou moins interlopes qui sont en quête de moyens d'existence et qui s'interposent entre les parties, empêchant toute transaction et envenimant les choses au lieu de les concilier. Ce n'est pas moi, Messieurs, qui ai inventé ce paragraphe additionnel, ce sont les intéressés eux-mêmes, car je me fais simplement l'interprète en ce moment de 1,875 ouvriers appartenant à une très grande industrie du Havre.

Ce sont des ouvriers qui appartiennent aux Forges et Chantiers et aux ateliers de construction Normand. Je leur ai demandé à eux-mêmes : Quel intérêt voyez-vous à ce paragraphe additionnel ? — Voici ce qu'ils m'ont répondu : Lorsqu'il arrive un accident de ce genre, il y a des agents qui sont à la piste de ces sortes d'affaires, qui s'interposent et qui empêchent toute conciliation, et ils m'ont cité des exemples. Je vais vous en rapporter un. Il n'y a pas très longtemps, un ouvrier des Forges et Chantiers, autant que je m'en souviens, a été blessé mortellement au moment du lancement d'un navire et par imprudence de sa part.

La compagnie qui n'était astreinte à aucune obligation, puisque le risque professionnel n'était pas inscrit encore dans la loi, a fait une offre de 10,000 francs. La veuve était disposée à l'accepter, lorsque surviennent ces gens dont je viens de parler qui lui disent : Du moment que la compagnie fait des offres, c'est qu'elle est en faute. Et ils ont empêché toute espèce de transaction. On a plaidé, et cette femme n'a rien eu. C'est dans ces conditions que je viens proposer au Sénat le paragraphe additionnel ainsi conçu :

« Les déclarations et renseignements recueillis à la mairie ne pourront être communiqués à qui que ce soit, en dehors du personnel administratif ou judiciaire, sans une autorisation écrite du parquet. »

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne suppose pas que le désir de notre honorable collègue soit d'empêcher les mandataires des intéressés d'aller prendre communication des pièces. Ce qu'il veut, c'est d'empêcher l'immixtion, entre la compagnie ou l'industriel et l'ouvrier blessé, d'agents qui voudraient essayer d'empêcher la conciliation. Je crois que son amendement irait au delà de sa pensée ou serait inutile. Il sera, en effet, inutile s'il accorde qu'on peut se présenter devant le maire et demander communication des pièces de la part de l'intéressé et de sa famille.

Vous ne pouvez pas, dans votre désir de conciliation, aller jusqu'à empêcher les intéressés, le blessé ou sa famille, d'envoyer le mandataire qu'il

leur plaira pour prendre connaissance des déclarations du médecin ou des témoins. Si vous ne voulez pas aller jusque-là, vous entendez bien que l'agent qui voudra s'immiscer entre l'industriel et l'ouvrier blessé ou sa famille pourra toujours obtenir de ceux-ci l'autorisation. J'ajoute qu'il y a, dans la proposition de notre honorable collègue, une sorte d'intention qui serait mal appréciée. Il semblerait, quand un ouvrier a été victime d'un accident, que toutes les circonstances de cet accident ont été constatées et rendues publiques puisqu'il y a des témoins, lorsque toutes les pièces ont été déposées à la mairie, qu'on voulût garder l'affaire secrète. Je ne crois pas que ce secret soit nécessaire.

Chaque fois que les parents d'un ouvrier blessé ou mort auront intérêt à connaître les pièces, ils constitueront un mandataire auquel vous ne pourrez jamais en refuser la communication.

Par conséquent, je considère la mesure proposée comme inutile d'un côté, et comme donnant, de l'autre, une espèce de caractère secret à l'instruction qui doit être publique, comme l'accident l'a été lui-même. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?

M. AUDREN DE KERDREL. — Voulez-vous me permettre, Monsieur le Président, une simple observation grammaticale ?

Le Sénat, très bien inspiré, à la première délibération, avait ainsi rédigé le troisième paragraphe de l'article 15 :

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant. »

La Chambre a accepté cette rédaction, mais l'a libellée ainsi :

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical en sera remis, séance tenante, au déposant. »

La Commission du Sénat, dans son grand désir d'entente avec la Chambre des députés, a accepté cet « en » qui vraiment n'est pas correct.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est l'avis de la Commission ?

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission est désintéressée. Elle désirait accepter le projet tel que la Chambre des députés l'avait voté, espérant que le texte de la Chambre des députés serait adopté par le Sénat sans changement. Mais aujourd'hui, une modification de plus ou de moins est absolument indifférente.

M. LE PRÉSIDENT. — Pour éviter un accroc à la langue française, il vaudrait mieux supprimer cet « en ». (*Adhésion générale.*)

Je mets aux voix l'article 15, en supprimant le mot « en ».

(L'article 15 est adopté.)

Je mets aux voix le paragraphe additionnel de M. Lesouëf.

(Le paragraphe additionnel n'est pas adopté.)

Il n'y a pas de difficulté sur les articles 16 et 17.

Sur l'article 18, au cinquième paragraphe, la Commission propose une rédaction un peu différente de celle qui avait été votée précédemment par le Sénat :

« Un décret rendu après avis du Comité des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail ci-dessous instituée déterminera les départements dans lesquels il y aura lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixera le nombre, le traitement et les frais de tournée de ces inspecteurs. »

Le Sénat avait voté, dans une de ses délibérations antérieures : « Un décret rendu après avis des conseils généraux intéressés ».

(La rédaction de la Commission, mise aux voix, est adoptée.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 18.

(L'article 18 est adopté.)

Il n'y a pas de difficulté sur les articles 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28.

M. BLAVIER. — Messieurs, l'article 29 est ainsi conçu :

« Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque fait une fausse déclaration relative au personnel employé ou a mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur. . . » Je demande à la Commission à quoi et à qui s'applique la clause pénale contenue dans cet article et concernant les fausses déclarations relatives au personnel.

J'ai vainement cherché dans tous les articles du projet des dispositions concernant les déclarations relatives au personnel; je n'en ai point trouvé.

J'ai interrogé l'honorable M. Waddington, qui a été rapporteur du projet à la Chambre des députés; j'ai interrogé M. le Commissaire du Gouvernement; ils m'ont renvoyé à l'article 10 et à l'article 11. J'ai lu et relu ces articles et je n'y ai rien vu qui concernât les fausses déclarations relatives au personnel.

L'article 10 dit :

« Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Il devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article. »

Il s'agit là d'un registre sur lequel doivent être inscrits le lieu, la date de naissance et le domicile des enfants travaillant dans l'usine, mais il n'est nullement question de déclaration, et les pénalités entraînées par de fausses inscriptions sont édictées par l'article 26.

Donc ce n'est donc pas l'article 10 qui est visé. Ce n'est pas davantage

l'article 11. J'ai vainement cherché à quoi pouvait s'appliquer cette amende considérable, exceptionnelle, de 100 à 500 francs, pour fausse déclaration relative au personnel.

Je demande donc à la Commission de préciser ce qu'elle a voulu entendre par « fausse déclaration relative au personnel employé ».

M. LE MINISTRE. — Je suppose qu'un inspecteur se présente dans une usine et demande au patron : « Employez-vous des femmes et des enfants ? » Il répond : « Non ! » alors qu'il en emploie. Ce patron fait une fausse déclaration. Les fausses déclarations sur la durée du travail et sur tous les points sur lesquels le contrôle de l'inspecteur doit porter sont également visés par l'article 29.

M. BLAVIER. — Monsieur le Ministre, c'est à merveille ; mais est-ce qu'il y a nécessité de faire une déclaration par écrit ? le projet ne l'indique pas. (*Interruptions et bruit à gauche.*) Je demande des renseignements, je cherche à m'éclairer et à éclairer les personnes qui subiront l'effet de la loi et celles qui seront chargées de l'appliquer.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — C'est très légitime !

M. BLAVIER. — Je remercie M. le Ministre de son interruption et je tiens à préciser. M. le Ministre dit : « fausse déclaration ! » c'est bien simple, un inspecteur se présente dans un atelier et demande à l'industriel : « Avez-vous des enfants ? » alors qu'il en a. C'est une fausse déclaration, dit M. le Ministre, qui tombe sous le coup de la pénalité de l'article 29. Eh bien, je dis, moi, que ce n'est pas une déclaration que fait l'industriel, mais une simple réponse... (*Exclamations à gauche.*)

Précisons : Faudra-t-il faire la déclaration par écrit ? . . .

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est une manière de mettre obstacle au fonctionnement de l'inspection !

M. JEAN MACÉ. — L'inspecteur dira : Déclarez-moi si vous avez des enfants.

M. BLAVIER. — Il faut qu'il soit dit dans un article de la loi que, lorsque l'inspecteur se présentera dans un atelier, il devra exiger du patron des déclarations écrites. Sans cela, le patron aura le droit de répondre à l'inspecteur : « Monsieur l'inspecteur, vous êtes chargé d'inspecter, voilà mes registres prescrits par la loi, consultez-les ; je n'ai pas d'autre déclaration à vous faire. »

Si les registres sont mal tenus, c'est la pénalité de l'article 26 qui doit s'appliquer et non celle de l'article 29. Je cherche donc l'obligation de la déclaration dans le projet et je ne la vois pas.

M. RICHARD WADDINGTON. — Voici le cas supposé : Un inspecteur entre dans une usine ; l'industriel le reçoit à la porte en lui disant : « Vous n'avez pas le

droit de pénétrer chez moi. Je n'emploie ni enfants, ni filles mineures, ni femmes. » Dans ce cas, évidemment, l'inspecteur ne peut pas pénétrer dans l'usine malgré l'industriel ni vérifier le registre. En fait, c'est un obstacle à l'inspection, et c'est en prévision de ce fait que nous avons rédigé notre article.

Un sénateur à gauche. — Alors l'article est mal rédigé.

M. BLAVIER. — Votre réponse ne m'éclaire pas et je dis que l'article ne s'applique pas très nettement au cas dont nous parlons.

Permettez-moi de vous répondre, Monsieur Waddington, que, dans ce cas-là, vous n'auriez pas besoin du paragraphe que l'on propose, car, dans la circonstance que vous indiquez, on a mis obstacle à l'accomplissement du devoir de l'inspecteur. Du moment qu'on lui a refusé la porte de l'usine, peu importe qu'il y ait ou non des enfants ou des femmes, on a incontestablement mis obstacle à l'accomplissement de son devoir et, par conséquent, l'amende dont vous parlez sera appliquée de la même façon.

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est sur la proposition même des inspecteurs que l'addition a été faite.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Blavier demande ce que la Commission entend par les mots « fausse déclaration ». Cette question exige, ce me semble, une réponse.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, dans la rédaction de l'article qui vous est soumis, il y a deux choses évidemment.

Il peut y avoir d'abord une fausse déclaration sur l'âge des enfants qu'on occupe, sur leur nombre, sur la durée du travail qu'on leur impose. Il est certain qu'il y a là un premier genre de fausses déclarations.

Ensuite il pourra se produire des déclarations semblables à celles qu'indiquait tout à l'heure M. Waddington, et qui peuvent avoir pour but de mettre obstacle au fonctionnement de l'inspection.

Je crois que, pour donner satisfaction à M. Blavier, il faudrait, en effet, modifier la rédaction du paragraphe. Je ferai remarquer, toutefois, que cette disposition est soumise depuis cinq ou six ans à l'approbation du Sénat, et que, depuis que ce projet de loi est renvoyé de la Chambre au Sénat et du Sénat à la Chambre des députés, elle n'a jamais soulevé de discussion. C'est, pour ainsi dire, une disposition de style.

M. BLAVIER. — Je vous demande pardon, Monsieur le Rapporteur. Je vous ai déjà adressé une question à cet égard lors de la première délibération.

Vous m'avez promis une réponse pour la deuxième délibération, si vous en doutez, vous pouvez vous reporter au *Journal officiel*.

M. LE RAPPORTEUR. — Mon cher collègue, je n'étais plus rapporteur lors de la deuxième délibération, et par conséquent je n'ai pas eu à vous ré-

pondre. Quoi qu'il en soit, il me semble qu'il serait possible de donner satisfaction à M. Blavier, en disant : « Quiconque par une fausse déclaration aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur, etc. . . »

M. BLAVIER. — Parfaitement; il n'y aurait plus alors aucune difficulté.

M. LÉOPOLD FAYE. — Pourquoi ne pas dire simplement : « Quiconque aura mis obstacle . . . » ? Il n'est pas besoin de parler de fausse déclaration.

M. BLAVIER. — C'est tout ce que je demande.

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne vois pas d'inconvénient à adopter la rédaction proposée par M. Faye : « Quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur. . . »

M. BLAVIER *et plusieurs sénateurs à droite*. — Cela comprend tous les cas.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, Messieurs, le paragraphe 1^{er} serait ainsi rédigé : « Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur. . . »

M. BLAVIER. — Parfaitement, cette rédaction me donne entière satisfaction.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission l'accepte-t-elle?

M. CHOVET. — Messieurs, je vous demande la permission de présenter une observation à propos de ce même article 29, sur lequel la discussion vient de se dérouler.

Ne serait-il pas bon de dire devant quelle juridiction sera portée la poursuite relative à une première fausse déclaration? Voici pourquoi :

Un sénateur. — Il n'y a plus de déclaration!

M. CHOVET. — Aux termes de l'article 29, on édicte une amende de 100 à 500 francs contre celui qui aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur. Or, aux termes de l'article 26, c'est le juge de paix qui est compétent pour connaître des premières infractions commises. Le juge de paix, vous le savez, ne prononcera que des amendes de 5 à 15 francs. Est-ce intentionnellement qu'on a voulu ici étendre la compétence des juges de paix? En cas de récidive, le contrevenant est renvoyé devant le tribunal correctionnel. Or, l'article 29 s'est montré particulièrement sévère contre les fausses déclarations. L'amende sera de 100 à 500 francs.

Le juge de paix qui ne prononce que des amendes de 5 à 15 francs va-t-il néanmoins prononcer cette amende de 100 à 500 francs? J'estime qu'il serait utile de bien indiquer le tribunal qui devra connaître des faits prévus en l'article 29. Sera-ce le juge de paix ou sera-ce le tribunal correctionnel?

M. LE RAPPORTEUR. — Nous venons de reconnaître que ce qu'on a voulu poursuivre ne serait plus une simple contravention, mais un délit, puisqu'il met obstacle au rôle que doit jouer l'inspecteur. C'est justement pour cela que le chiffre a été porté de 100 à 500 francs. Je crois qu'il en résulte tout naturellement que dans ce cas c'est le tribunal correctionnel qui aura à prononcer l'amende. (*C'est évident.*)

M. LE MINISTRE. — C'est le droit commun.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Chovet, faites-vous une proposition ferme? Sans cela, je ne puis rien soumettre au Sénat.

M. CHOVET. — Je ne verrais pas d'inconvénient bien grave à laisser au juge de paix le soin de connaître de l'affaire. C'est un principe que vous avez posé dans la loi, en disant que le juge de paix connaîtra de toutes les contraventions...

M. LE RAPPORTEUR. — Il ne s'agit plus, dans l'espèce, de contraventions, mais de délits.

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble, en effet, que l'acte d'un individu qui met obstacle au service d'un fonctionnaire public constitue, au point de vue de la cause, non pas une contravention, mais un délit.

De plus, la peine portée dans l'article est une peine évidemment correctionnelle. (*Approbation.*)

M. BLAVIER. — C'est une raison de plus pour supprimer les mots « fausse déclaration », et rédiger l'article comme vient de le proposer l'honorable M. Faye.

M. FAYE. — Ce qui prouve que c'est un délit, c'est que le fait ne peut être commis qu'avec l'intention de le commettre, ce qui n'existe pas quand il s'agit de contravention.

M. LE PRÉSIDENT. — En matière de contravention, en effet, l'intention ne compte pour rien.

Voici, Messieurs, la nouvelle rédaction proposée par la Commission :

« Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque a mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur. »

(La rédaction est adoptée.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 29, les deux autres paragraphes ne présentant aucune difficulté.

(L'article 29 est adopté.)

Sur l'article 30, il n'y a pas de difficulté.

Une modification a été apportée à l'article 31.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, le premier paragraphe de l'article 31 était ainsi conçu :

« Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15 et 16 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés dans un des établissements visés à l'article 1^{er}. »

Il est difficile, dans la pratique, de se reporter à ces différents articles. Dans ces conditions, la Commission vous propose une rédaction nouvelle ainsi conçue, remplaçant les divers paragraphes de l'article 31 :

« Les dispositions de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés dans un des établissements visés à l'article 1^{er}. »

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la nouvelle rédaction de l'article 31, proposée par la Commission.

(La nouvelle rédaction de l'article 31 est adoptée.)

La Commission propose donc par cette modification la suppression des deux derniers paragraphes de l'ancien article 31, auquel elle a substitué la rédaction qui vient d'être votée; par conséquent, je n'ai pas à mettre aux voix ces deux derniers paragraphes et nous passons à l'article 32.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, le vote que vous venez d'émettre en ce qui concerne la faculté d'établir deux équipes et de déroger au travail de nuit entre 10 heures du soir et 4 heures du matin nécessite une modification au premier paragraphe de l'article 32. Il était ainsi conçu :

« Par mesure transitoire, le travail de nuit sera exceptionnellement autorisé, en totalité ou partiellement, pendant un an à partir du jour de la promulgation de la présente loi, chez les industriels qui justifieront avoir pris les mesures nécessaires pour assurer le travail du jour à tout ou partie du personnel qu'ils occupent actuellement en deux équipes de jour et de nuit. »

Évidemment, ce paragraphe n'a plus de raison d'être.

Nous vous proposons donc cette nouvelle rédaction :

« Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'à dater du 1^{er} janvier 1893. »

Le deuxième paragraphe restera ainsi rédigé :

« La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions seront abrogés à la date susindiquée. »

M. BLAVIER. — Pourquoi changez-vous la rédaction de la Chambre et du Sénat : « Une année après la promulgation de la présente loi » ?

M. LE RAPPORTEUR. — Je crois que plus nous allons, plus on cherche à retarder la mise en application de cette loi.

Le terme d'une année après la promulgation de la loi avait été, en effet, indiqué, mais il s'est écoulé un an ou dix-huit mois depuis que l'on a dit que la loi serait applicable.

Tous les industriels, le Conseil d'État lui-même, qui sont chargés de mettre la loi en application, sont prévenus depuis plusieurs années, et si l'on décide que c'est à partir du 1^{er} janvier 1893 que la loi sera mise en vigueur, on aura une année presque entière pour en préparer l'application. Nous restons dans une mesure très raisonnable.

M. BLAVIER. — Êtes-vous d'accord avec la Chambre des députés ?

M. LE RAPPORTEUR. — Je n'en sais rien, mais je l'espère, et vous ne pouvez pas m'enlever cette espérance. Si nous ne sommes pas d'accord, si la Chambre des députés juge qu'il y a lieu de prolonger le délai, elle le fera ; quant à nous, nous croyons que la date du 1^{er} janvier 1893 est parfaitement suffisante. Enfin, je crois pouvoir dire que nous sommes d'accord sur ce point avec le Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici la nouvelle rédaction proposée par la Commission :

« ART. 32. — Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'à partir du 1^{er} janvier 1893.

« La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ces dispositions seront abrogés à la date susindiquée. »

M. PAUL DEVÈS. — Pourquoi mettre « par mesure transitoire » ? Ce n'est pas une mesure transitoire que d'indiquer la date de l'application d'une loi. (*Approbation sur un certain nombre de bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Avez-vous une proposition à faire ?

M. RICHARD WADDINGTON. — Il faut supprimer les mots « par mesure transitoire ».

M. LE RAPPORTEUR. — C'est aujourd'hui même que la modification pour les deux équipes a été apportée. Quand on est obligé d'apporter des changements de texte en séance, il est difficile de mieux faire.

M. PAUL DEVÈS. — Je retire mon observation.

M. LE RAPPORTEUR. — Si vous voulez apporter un texte, vous qui avez l'habitude de la langue juridique, beaucoup plus que le rapporteur, nous l'accepterons.

M. LE PRÉSIDENT. — La disposition n'est ni fortifiée ni affaiblie par la suppression des mots « par mesure transitoire ». (*Assentiment.*)

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'article 32, en supprimant les mots « par mesure transitoire ».

(L'article 32, ainsi modifié, est adopté.)

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

RAPPORT

présenté le 18 juin 1892, au nom de la Commission du travail⁽¹⁾ chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, amendé par le Sénat, amendé par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, par M. Maurice Sibille, député.

Messieurs, vous connaissez les dispositions législatives destinées à soustraire certaines catégories de travailleurs aux déplorables conséquences d'un labeur excessif.

Suivant le décret du 9 septembre 1848, les hommes et les femmes ne doivent pas travailler plus de douze heures par jour dans les usines et manufactures; les uns et les autres peuvent y être employés la nuit.

D'après la loi du 19 mai 1874, les enfants de 10 à 12 ans sont employés au plus six heures par jour dans quelques industries désignées par un règlement d'administration publique; à partir de douze ans, ils sont admis dans tous les ateliers, chantiers, fabriques, usines, manufactures, et peuvent y être assujettis à un travail de douze heures. Les jeunes garçons âgés de

⁽¹⁾ Cette Commission était composée de MM. GUIEYSSE, *président*; baron PIÉRARD, SIBILLE, *secrétaires*; REYBERT, LINARD, BAULARD, DESMONS, PLICHON (Nord), MERCIER, DUMAY, JULES GAILLARD (Vaucluse), SAINT-ROMME, CLAUDEL DE COUSSERGUES, BIZOUARD-BERT, CABART-DANNEVILLE, DE GASTÉ, MICHAU (Nord), BALSAN, MARUÉJOULS, COSMAO-DUMENEZ, LACÔTE, LE BORGNE, BARGY, BRINCARD, DRON, DELPECH, SOUHET, comte LEMERCIER, comte DE MUN, BARTHOU, PAPELIER, MAGNIEN, DE RAMEL.

16 ans sont autorisés à travailler la nuit; enfin il est permis non dans les usines et manufactures, mais dans les ateliers, d'employer la nuit des jeunes filles de 16 à 21 ans.

Depuis plusieurs années, les règles prohibitives que nous venons de rappeler paraissent insuffisantes; de graves abus ne peuvent être réprimés et de tous côtés s'élèvent des plaintes nombreuses. S'appuyant sur l'enquête qu'elle a édictée, votre Commission appelle de nouveau votre attention sur les vœux de l'opinion publique qui, justement préoccupée de sauvegarder la moralité et la santé des jeunes générations, réclame avec énergie et attend avec impatience une loi nouvelle sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

I. — Dès la fin de 1879, quelques-uns de nos anciens collègues proposaient d'interdire aux femmes le travail de nuit dans les usines et de défendre aux chefs d'industrie de recevoir dans leurs manufactures des enfants trop faibles pour supporter impunément la fatigue d'efforts soutenus. Douze années se sont écoulées; à de très nombreuses reprises le Parlement a étudié les difficultés que soulève la réglementation du travail industriel. Ici on a soutenu la nécessité de l'intervention de l'État pour empêcher la déperdition des forces du pays et le relâchement des liens de famille; là on a résisté à toutes les innovations en invoquant des principes de liberté; et après les brillantes discussions aucune mesure n'a été prise, aucun progrès réalisé. Depuis 1889, nous avons préparé et vous avez voté deux projets de loi; comme le Sénat les a modifiés, une nouvelle délibération est nécessaire. Aujourd'hui, dans les deux Chambres, la protection des intérêts de ceux qui ne peuvent se défendre eux-mêmes est regardée comme une des attributions de l'État; les divergences d'opinion sont moins profondes qu'il y a quelques mois; l'accord s'est établi sur plusieurs principes fondamentaux, de telle sorte que cette question se pose: Ne convient-il pas d'adopter immédiatement le texte du Sénat, même s'il renferme certaines dispositions critiquables, afin d'assurer, sans nouveaux délais, au monde du travail le bénéfice de grandes et utiles réformes?

II. — Après les rapports présentés par M. Richard Waddington, le 10 juin 1890, et par M. Jamais, le 21 novembre 1891, nous ne croyons pas devoir exposer les considérations qui justifient les différentes dispositions du projet de loi et nous vous signalerons seulement les additions, suppressions et changements apportés au texte que vous avez voté dans la session extraordinaire de 1891.

ART. 2. — Le Sénat, comme la Chambre, fixe à 13 ans l'âge d'admission au travail industriel et ne fait qu'une seule exception en faveur des enfants de 12 ans munis du certificat d'études primaires. Au troisième paragraphe de l'article 2, le Sénat a abaissé à 13 ans la limite d'âge fixée à 16 ans par la Chambre pour la production obligatoire d'un certificat d'aptitude physique. Ce n'est pas un changement bien important, car, suivant les termes des quatrième et cinquième paragraphes du même article 2,

des inspecteurs nommés par l'administration auront, sur avis conforme d'un médecin, le droit d'exiger que tout enfant âgé de moins de 16 ans, chargé d'un travail au-dessus de ses forces, quitte immédiatement l'usine où il est employé, et l'on peut espérer qu'une protection suffisante sera ainsi accordée à ceux dont une faible constitution réclame certains ménagements.

Le Sénat réserve aux parents la faculté de réclamer un examen contradictoire si un enfant âgé de moins de 16 ans est jugé par un inspecteur trop faible pour se livrer au travail industriel.

ART. 3. — La Chambre avait admis que les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne seraient pas employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour, non seulement dans les usines et manufactures, mais même dans les ateliers. Le Sénat n'a pas conservé cette règle uniforme et a adopté un amendement de MM. Maxime Lecomte et Diancourt.

Seuls les enfants âgés de moins de 16 ans ne travailleraient jamais plus de dix heures par jour; sur ce premier point il y a complet accord.

Les jeunes ouvriers et ouvrières de 16 à 18 ans ne pourraient être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine sans que le travail journalier excédât onze heures. Cette disposition a été insérée dans le but de répandre en France l'usage de la réduction de la durée du travail dans la journée du samedi; on a dit que les ouvriers auraient ainsi plus de temps à consacrer à leurs affaires personnelles et que les patrons auraient des facilités pour exécuter de grosses réparations. Sans contester les avantages d'une pareille organisation, nous pensons que beaucoup d'industriels, fidèles à d'anciennes traditions, maintiendront à toutes les journées de travail la même durée et que la limite de soixante heures par semaine équivaldra presque en fait à la limite de dix heures par jour.

Enfin les filles au-dessus de 18 ans et les femmes seraient employées à un travail effectif qui ne dépasserait pas onze heures par jour. A l'appui de cette disposition, on a rappelé que la Chambre, en 1889, avait fixé à onze heures la journée des femmes, que la conférence internationale de Berlin s'était prononcée pour onze heures, que les Allemands et les Suisses travaillent onze heures, et l'on a dit que si le législateur forçait nos filateurs et nos tisseurs à employer leurs ouvrières au plus dix heures par jour, il les mettrait en état d'infériorité vis-à-vis de concurrents redoutables, qu'il accorderait indirectement un avantage à des fabricants étrangers, qu'il empêcherait enfin le développement de l'industrie nationale.

Mais il est incontestable que dans les industries textiles le travail requiert simultanément hommes, femmes, jeunes filles et enfants; selon l'observation très juste d'une chambre de commerce, déterminer trois heures différentes pour la journée des trois catégories de personnes employées dans une usine, c'est désorganiser les ateliers ou abaisser la journée de tous au chiffre le plus bas. Les limitations proposées pour les enfants et les jeunes filles de 16 à 18 ans entraîneront presque partout la réduction à dix heures du travail des femmes.

Au surplus, la journée de onze heures a été présentée au Sénat comme

mesure transitoire. « Nous n'avons pas l'intention, disait M. Diancourt, en vous proposant onze heures de mettre une barrière infranchissable à toute espèce de progrès ultérieur. Nous nous acheminons, nous faisons un pas en avant, tout simplement. Nous légiférons pour le présent, pour l'heure actuelle, en tenant compte des nécessités, des besoins, des possibilités du présent ; mais nous laissons la porte ouverte à l'avenir. »

En adoptant le texte du Sénat, nous pouvons donc espérer que nous arriverons assez vite par degrés successifs à la journée de dix heures, et nous assurerons ainsi en fait, puis en droit, le succès de justes revendications.

ART. 4. — Le Sénat et la Chambre interdisent en principe le travail de nuit aux enfants âgés de moins de 18 ans, aux filles mineures et aux femmes. C'est là une grande et importante réforme. Les hygiénistes déclarent, en effet, que le travail de nuit offre les plus graves inconvénients ; la femme qui passe la nuit dans un atelier ne prend pas généralement un repos réparateur ; bientôt ses forces s'épuisent et sa santé s'altère. Les moralistes ajoutent que la nuit les jeunes filles sont exposées à bien des tentations, à bien des dangers, et que les femmes mariées doivent rester au foyer de la famille. Enfin les industriels qui emploient des femmes la nuit reconnaissent eux-mêmes que c'est une pratique détestable. (Enquête de 1890. Audition du syndicat des peigneurs, page 72.)

Suivant le projet de loi, tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit ; néanmoins le travail est autorisé de 4 heures du matin à 10 heures quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. Après discussion, le Sénat a admis à une très forte majorité (205 voix contre 18) cette dernière disposition, mais au texte adopté par la Chambre il a ajouté le paragraphe suivant : « Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins. » Nous ne pouvons qu'approuver une addition destinée à réprimer des abus.

ART. 7. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent, dans certains cas, être temporairement levées. Nous pensons, comme le Sénat, que c'est l'inspecteur divisionnaire qui doit à cet effet accorder des autorisations spéciales aux chefs d'industrie, et nous ne saurions nous opposer à l'intercalation dans l'ancien texte des mots « par l'inspecteur divisionnaire ».

ART. 15. — Le troisième paragraphe avait été ainsi rédigé : « Récépissé de la déclaration et du certificat médical en sera remis séance tenante au déposant ». On a fait remarquer que « en » n'était pas correct. Il convient de respecter les scrupules grammaticaux du Sénat.

ART. 26. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels qui auront contrevenu aux prescriptions de la loi et aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution seront poursuivis

devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

La Chambre avait voté un second paragraphe ainsi conçu : « Toute personne soumise à la présente loi, qui imposera à un enfant des travaux présentant des causes de danger ou excédant ses forces, sera passible des peines édictées ci-dessus. » Le Sénat a supprimé cette disposition comme faisant double emploi avec l'article 12.

ART. 29. — La Chambre avait adopté la disposition suivante :

« Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque a fait une fausse déclaration relative au personnel employé ou a mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur. »

On a objecté qu'aucun article du projet de loi n'impose l'obligation d'une déclaration relative au personnel employé, et ces mots ont été supprimés.

ART. 31. — Comme le projet de loi ne contient plus de disposition contraire à l'article 20 de la loi du 22 février 1851, le Sénat n'a pas pu maintenir les deuxième et troisième paragraphes de l'ancien article 31.

ART. 32. — La loi en discussion doit amener des changements considérables dans l'organisation du travail industriel. Pour faciliter toutes les mesures transitoires utiles, l'ancien article 32 avait décidé que la loi serait applicable un an après sa promulgation. Mais c'est le 19 décembre 1891 que la Chambre a adopté le projet qui revient devant elle avec quelques modifications. Le Sénat a jugé qu'on pouvait, sans aucun inconvénient, retarder seulement jusqu'au 1^{er} janvier 1893 l'application des dispositions nouvelles.

Telles sont les différentes modifications apportées au texte voté par la Chambre.

III. — Les membres de votre Commission ne pensent pas que le projet tel qu'il revient du Sénat réalise tous les progrès désirables. Les uns restent toujours partisans pour les femmes de la journée de dix heures; les autres regrettent qu'on donne aux industriels la faculté de laisser leurs ateliers ouverts de 4 heures du matin à 10 heures du soir sous la seule condition d'avoir deux équipes; quelques-uns même auraient voulu l'interdiction du travail le dimanche.

Cependant, à une grande majorité, ils vous invitent à accepter le projet du Sénat sans lui faire subir le plus léger changement; car, comme on l'a dit souvent, il faut aboutir.

Ne recherchez pas si les articles proposés donnent la meilleure solution aux différentes questions agitées au Parlement depuis douze ans; considérez le projet dans son ensemble. Vous verrez qu'il apporte à notre législation industrielle d'importantes améliorations : pour les enfants, le relèvement de l'âge d'admission dans les usines; — pour les mineurs de 16 ans, l'abais-

sement à dix heures de la journée de travail ; — pour les femmes, l'interdiction du travail de nuit et la limitation à onze heures de la journée ; — pour toutes les personnes employées dans l'industrie, la surveillance des fabriques exercée par des inspecteurs instruits et expérimentés. Vous reconnaîtrez dès lors qu'il convient de renoncer provisoirement à toute modification, afin d'assurer au monde du travail le bénéfice immédiat de réformes justifiées par des considérations morales et commandées par les préceptes de l'hygiène.

SÉANCE DU 29 OCTOBRE 1892.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, amendé par le Sénat, amendé par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ? . . .

Je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion des articles.

(La Chambre, consultée, décide qu'elle passe à la discussion des articles.)

Conformément à l'usage, la discussion portera seulement sur les articles qui ont été modifiés par le Sénat. (*Assentiment.*)

Je donne lecture des articles :

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — ÂGE D'ADMISSION. — DURÉE DU TRAVAIL.

« ART. 1^{er}. — Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.

« Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés.

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de mo-

teur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre, conformément aux articles 12, 13 et 14. »

• L'article 1^{er} n'a pas été modifié; il est maintenu.

ART. 2. — Les enfants ne peuvent être employés par les patrons, ni être admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} avant l'âge de 13 ans révolus.

« Toutefois, les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 peuvent être employés à partir de l'âge de 12 ans.

« Aucun enfant âgé de moins de 13 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique, délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge, ou l'un des médecins inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin, chargé d'un service public, désigné par le préfet. Cet examen sera contradictoire, si les parents le réclament.

« Les inspecteurs du travail pourront toujours requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans, déjà admis dans les établissements susvisés, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces.

« Dans ce cas, les inspecteurs auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme de l'un des médecins désignés au paragraphe 3 du présent article, et après examen contradictoire, si les parents le réclament.

« Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance visés à l'article 1^{er}, et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel, pour les enfants âgés de moins de 13 ans, sauf pour les enfants âgés de 12 ans, munis du certificat d'études primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour.

L'article 2 a été modifié.

Personne ne demande la parole? . . .

Je le mets aux voix.

(L'article 2 est adopté.)

« ART. 3. — Les enfants de l'un et de l'autre sexe âgés de moins de 16 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les jeunes ouvriers ou ouvrières de 16 à 18 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures.

« Les filles au-dessus de 18 ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour.

« Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

Sur cet article, deux amendements identiques ont été déposés, l'un par M. Dron, l'autre par MM. Chiché, Aimel et Jourde.

Voici quel en est le libellé :

« Remplacer les trois premiers paragraphes du projet actuel de la Commission par le suivant :

« Les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. »

M. DRON. — Messieurs, mon amendement est la reproduction d'un article que la Chambre a déjà voté trois fois.

C'est une situation singulière que celle qui m'est faite : je viens vous demander de confirmer vos votes antérieurs, d'affirmer une fois de plus qu'ils sont bien conformes à l'état de l'opinion, qu'ils répondent aux nécessités du moment, et je vous fais cette demande contre la Commission, qui, elle, vous propose d'y renoncer.

Quelles sont les raisons qui ont poussé la Commission à prendre cette détermination ? Elles sont bien simples. La Commission s'est dit : Il faut en finir ; il y a trop longtemps que ce projet de loi est en discussion et qu'il est renvoyé d'une Chambre à l'autre. Nous en sommes, je crois, à la quinzième délibération depuis douze ans.

La Commission est à bout de forces, paraît-il ; elle désespère d'obtenir du Sénat mieux que ce qu'il a bien voulu lui donner jusqu'ici, et elle vous demande d'accepter le projet tel qu'il nous est renvoyé.

Pour excuser cette sorte de défaillance, le rapporteur, mon ami M. Sibille, écrit dans son rapport :

« Les divergences d'opinion sont moins profondes qu'il y a quelques mois ; l'accord s'est établi sur plusieurs principes fondamentaux ; de telle sorte que cette question se pose : Ne convient-il pas d'adopter immédiatement le texte du Sénat, même s'il renferme certaines dispositions critiquables, afin d'assurer, sans nouveaux délais, au monde du travail le bénéfice de grandes et utiles réformes ? »

J'ai recherché quelles étaient ces grandes et utiles réformes et j'avoue qu'elles ne m'apparaissent pas aussi clairement qu'au rapporteur de la Commission.

Vous aviez décidé qu'un certificat d'aptitude physique serait exigé des enfants au-dessous de 16 ans. Vous aviez statué en ce sens dans l'intérêt supérieur de la race française, parce que le surmenage industriel provoque l'abâtardissement de la race, ainsi que le démontrent les relevés des opérations des conseils de revision de nos centres industriels, où chaque année s'accroît le nombre des jeunes gens ajournés pour faiblesse de constitution.

Or, que signifie cet ajournement pour faiblesse de constitution ?

M. MAURICE SIBILLE, rapporteur. — Mais vous discutez l'article 3 que la Chambre vient de voter sans contestation.

M. DRON. — Je passe en revue les réformes réalisées. Et, à ce propos, je fais observer que le grand nombre d'ajournements prononcés par les conseils de revision provient du surmenage industriel qui a amené dans nos pays une sorte de retard dans la croissance, une sorte d'arrêt de développement auquel il est temps de mettre un terme. L'article que vous aviez voté et qui exigeait le certificat d'aptitude physique, le Sénat l'a fait disparaître, ou tout au moins il l'a réduit presque à rien.

Vous aviez en second lieu voté la limitation de la journée de travail à dix heures. C'était la réforme capitale de notre projet, celle qui est attendue avec impatience par les ouvriers. Eh bien, nous allons voir quelle combinaison subtile le Sénat vous propose de substituer à cette réduction de la durée de la journée de travail.

Vous aviez supprimé le travail de nuit; il a été en partie rétabli par le vote du Sénat au moyen du système des deux équipes.

Voilà ce que sont devenues les trois grandes réformes de notre projet.

Sans doute, il y en a bien quelques autres, mais elles sont secondaires. Je citerai par exemple celle concernant le repos hebdomadaire; la loi ne fait ici que sanctionner une pratique qui est passée depuis longtemps dans les mœurs. Dans toutes les usines où sont employés des femmes et des enfants, vous savez que le repos hebdomadaire est une règle aujourd'hui adoptée.

Il y a encore une autre amélioration, c'est le renforcement de l'inspection; mais il n'y a peut-être pas là de quoi crier victoire. Tout compte fait, vous voyez, Messieurs, que les avantages que va nous procurer le projet de loi qui nous revient du Sénat ne sont pas si nombreux, si importants, et qu'ils sont loin de constituer les grandes et utiles réformes dont M. Sibille nous parle dans son rapport.

Telle est la situation qui nous est faite; M. le rapporteur nous fait comprendre, sans toutefois le dire expressément, que les membres du Sénat, qui vivent dans une atmosphère sereine, loin des agitations ouvrières, sont irréductibles dans leur opposition et que nous ne pouvons rien en obtenir de plus; il nous demande de vouloir bien accepter, sans y apporter aucune modification, le projet que l'autre Assemblée nous a renvoyé. Le pouvons-nous? Et dans quelle mesure le pouvons-nous? Voilà ce que je me propose d'examiner le plus rapidement possible devant vous.

Je veux bien, en ce qui me concerne, faire un sacrifice au Sénat en ce qui touche le certificat d'aptitude physique. Il faut bien se faire des concessions réciproques, et d'ailleurs je reconnais que, dans l'application, le certificat d'aptitude physique aurait donné lieu à beaucoup de difficultés. Je veux bien encore accepter le système des deux équipes qu'a établi le Sénat, sauf cependant une petite réserve que je formulerai tout à l'heure. Mais il y a un point sur lequel, quant à moi, je ne veux pas transiger : c'est celui qui a trait à la durée de la journée de travail.

Messieurs, ce que vous avez voulu en votant par trois fois la journée de dix heures, c'est établir une réduction égale du temps de travail pour tous les éléments qui composent le personnel d'une usine.

Il y a, en effet, une telle solidarité entre tous les éléments de ce personnel, une telle corrélation entre le travail de tous les ouvriers d'une fabrique,

qu'une réduction de durée qui est votée pour l'une de ces catégories s'impose forcément pour les autres.

M. LE RAPPORTEUR. — Très bien !

M. DRON. — Nous n'avons jamais caché que cette réduction de la journée à dix heures que nous vous demandons pour les femmes et les enfants serait appliquée dans la pratique aux hommes eux-mêmes, ainsi que l'expérience l'a montré depuis fort longtemps en Angleterre.

Voilà la vérité industrielle. (*Très bien !*) C'est là une vérité évidente, et une loi qui n'en tient pas compte, comme celle qui nous revient du Luxembourg, n'a pas le sens pratique; je ne voudrais pas m'exprimer en termes désobligeants à l'égard du Sénat, mais vraiment j'aurais le droit de dire qu'au point de vue industriel elle n'a pas le sens commun.

Dix heures, c'est la moyenne que nous avons fixée, c'est le maximum que nous avons cru devoir imposer à des enfants de 13 ans, à des femmes mariées, enceintes peut-être, qui travaillent à l'usine. Nous n'avons pas cru pouvoir leur demander plus; c'est, pour ainsi dire, le chiffre transactionnel qui pouvait convenir à tous les ouvriers des usines.

C'est pourquoi la Chambre, à trois reprises différentes et à des majorités énormes, a consacré cette durée. Dix heures, c'est la mesure dans laquelle nous avons cru pouvoir admettre les revendications des travailleurs lorsque nous leur avons sinon formellement promis, tout au moins fait espérer que nous accueillerions leurs revendications.

À la Chambre, les votes ont toujours été unanimes sur ce point. Un seul amendement a été déposé, dans l'une des discussions, par M. Neyrand. Notre collègue demandait par cet amendement que la journée de travail fût de onze heures par jour, mais limitée à soixante heures par semaine. Cet amendement fut rejeté par la Chambre à une très forte majorité, et, je le répète, c'est le seul contestant la réduction de la durée de la journée de travail à dix heures qui ait jamais été présenté à cette Chambre.

Les votes qui, en dehors de celui que je viens de rappeler, peuvent donner une indication sur les sentiments de la Chambre à cet égard, sont ceux qui ont été émis le 7 juillet 1890 et le 2 février 1891 sur l'amendement de M. Laroche-Joubert.

M. Laroche-Joubert demandait que les femmes fussent exclues de la réglementation à laquelle notre projet voulait les soumettre. Or, à deux reprises différentes, une première fois par 336 voix contre 139, une seconde fois, par 415 voix contre 72, la Chambre a refusé de suivre notre honorable collègue; elle a déclaré que la réglementation s'appliquerait aux femmes comme aux enfants. Ces votes ont traduit d'une façon très nette la volonté de la Chambre, et, à moins de rechercher un conflit à plaisir, il est difficile de comprendre que le Sénat puisse persister longtemps dans son opposition à deux votes aussi décisifs.

Malgré cela, malgré les rapports favorables qui, deux fois de suite, ont été présentés à la Chambre haute par sa Commission, le Sénat a refusé de se rallier, et il a même émis une série de votes dont le renouvellement ne

serait pas de nature à mettre en relief sa compétence dans les questions industrielles et ouvrières.

Voyons, par comparaison, quelles ont été les décisions du Sénat sur cette question. Le Sénat avait accepté le principe de l'application de la loi aux femmes, le 7 juillet 1891, par 132 voix contre 108. Vous voyez qu'à ce moment nous avions une belle majorité au Sénat. Le 27 octobre 1891, lors de la deuxième délibération, le Sénat se déjuge et vote l'amendement Béranger, excluant les femmes de la réglementation quant à la durée de la journée de travail. Cet amendement est adopté par 109 voix contre 99. M. Tolain, n'y comprenant plus rien, donne sa démission de rapporteur.

Le projet revient à la Chambre. La Chambre maintient son premier texte. Lors du retour de la loi au Sénat, un vote a lieu sur l'amendement Milliard, qui n'était en somme que la reprise de celui de M. Béranger voté antérieurement. Le Sénat le repousse par 135 voix contre 87.

Ces votes contradictoires ne donnent certes pas une idée bien nette des volontés de l'autre Chambre, qui semble ne pas avoir une conviction très raisonnée sur le point en question. Toutefois, ce dernier vote a été rendu à une telle majorité, qu'il semble pouvoir être considéré comme définitivement acquis.

En ce qui touche la durée de la journée de travail, le 9 juillet 1891, un amendement de MM. Diancourt et Blavier... (*Bruit de conversations.*)

Je serais très reconnaissant à mes collègues de vouloir bien me prêter un peu plus d'attention. La question que je traite en ce moment offre un intérêt plus grand qu'on ne paraît le supposer, non seulement au point de vue industriel, mais au point de vue politique. (*Très bien! très bien. — Parlez!*)

Je disais, Messieurs, qu'en ce qui concerne la durée de la journée de travail, trois votes avaient été émis successivement par le Sénat. Tout d'abord, à la date du 9 juillet 1891, le Sénat repousse par 119 voix contre 115 l'amendement de MM. Diancourt et Blavier fixant cette durée à onze heures au lieu des dix heures adoptées par la Chambre.

L'affaire était donc résolue : le Sénat avait accepté par 119 voix contre 115, je ne saurais trop le rappeler, le vote de la Chambre dans son intégralité.

Mais il paraît qu'au Sénat on ne se résigne pas facilement à perdre la partie; quelques sénateurs, habiles à trouver des ressources dans le règlement, déclarent qu'il y a eu mal donne et qu'un nouveau vote est nécessaire. En effet, M. Diancourt présente un nouvel amendement s'appliquant seulement aux femmes, et cet amendement est accepté par 128 voix contre 119.

Ainsi donc, dans la même séance, le Sénat, par 119 voix contre 115, accepte la durée de dix heures pour les femmes comme pour les enfants; puis, quelques instants après, il rejette par 128 voix contre 110 cette durée de dix heures pour les femmes!

La rédaction adoptée était alors la suivante :

« Les enfants jusqu'à 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures pour les enfants et les filles mineures, et de plus de onze heures par jour pour les femmes. »

Lors de la deuxième délibération, l'amendement Béranger, qui demandait

aussi que les femmes ne fussent pas réglementées quant à la durée de travail, est adopté par le Sénat, et voici quelle est la nouvelle rédaction de l'article :

« Les enfants jusqu'à 18 ans et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. » — Il n'est plus question des femmes.

Enfin, le 28 mars 1892, l'urgence ayant été déclarée, l'amendement de MM. Lecomte et Diancourt, demandant la limitation de la journée de travail à onze heures pour les filles au-dessus de 18 ans et pour les femmes, est acquis par 129 voix contre 98.

Voici donc le texte définitif qui nous est envoyé :

« Les enfants de l'un et de l'autre sexe âgés de moins de 16 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. . . »

C'est clair, et c'est du reste la disposition que la Chambre avait déjà votée.

« . . . Les jeunes ouvriers ou ouvrières de 16 à 18 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine. . . » — jusque-là c'est encore conforme aux décisions de la Chambre, mais « . . . sans que le travail journalier puisse excéder onze heures. »

Je ne comprends pas bien la distinction que le Sénat a entendu établir entre enfants âgés de moins de 16 ans et les enfants au-dessus de 16 ans. M. le rapporteur essaye de nous en donner l'explication; il nous dit :

« Cette disposition a été insérée dans le but de répandre en France l'usage de la réduction de la durée du travail dans la journée du samedi; on a dit que les ouvriers auraient ainsi plus de temps à consacrer à leurs affaires personnelles et que les patrons auraient des facilités pour exécuter de grosses réparations. Sans contester les avantages d'une pareille organisation, nous pensons que beaucoup d'industriels, fidèles à d'anciennes traditions, maintiendront à toutes les journées de travail la même durée et que la limite de soixante heures par semaine équivaldra presque, en fait, à la limite de dix heures par jour. »

S'il en était ainsi, si le texte du Sénat équivalait en fait à la limite de dix heures par jour, je dirais à nos collègues de l'autre Chambre : Pourquoi donc n'acceptez-vous pas notre texte, si votre projet doit aboutir au même résultat? Pourquoi entrez-vous en opposition avec la Chambre des députés sur ce point?

C'est que, dans la pensée des sénateurs, et dans la pratique, il en sera tout autrement. Toutes les explications du monde ne feront jamais concevoir, au point de vue industriel, que dans une même usine une catégorie d'ouvriers pourra être employée dix heures par jour, une autre onze heures avec la limitation du travail à soixante heures par semaine, et une dernière catégorie onze heures avec la limitation à soixante-six heures par semaine.

Je comprendrais que la Commission nous demandât de faire des concessions si elle nous présentait un texte acceptable; mais je mets au défi qui

que ce soit de soutenir qu'au point de vue industriel le texte du Sénat soit applicable ; je mets au défi M. le Ministre du commerce de faire un règlement d'administration publique pour en assurer sérieusement l'exécution. Toute réglementation de travail va disparaître de fait. Voilà à quel résultat aboutit la disposition votée par le Sénat.

Nous, qui voulons la réglementation du travail dans les usines, nous ne pouvons pas suivre l'autre Assemblée sur ce terrain ; nous le déclarons d'une manière catégorique.

Quels motifs d'opposition invoque le Sénat pour repousser la journée de dix heures ? Ces motifs se réduisent à un seul : c'est l'éternel argument qui consiste à dire : « Si vous réduisez la journée à dix heures, vous allez diminuer la production et mettre en péril notre industrie nationale, qui ne pourra plus lutter contre la concurrence étrangère sur les marchés du dehors, ou qui sera amenée à diminuer les salaires. En fin de compte, comme vous le voyez, c'est toujours l'intérêt des ouvriers qu'on met en avant ; mais nous avons des façons différentes de le comprendre. On ne sert pas des mêmes lunettes au Sénat qu'à la Chambre.

On nous dit alors : Il n'y a qu'un moyen d'arriver à la réduction de la journée de travail, c'est de recourir à une entente internationale.

Je voudrais dire quelques mots de cette entente internationale. C'est le prétexte qu'on met toujours en avant pour ajourner la réduction de la journée de travail à dix heures, et c'est une invention véritablement trop comode pour ceux qui désirent le maintien du *statu quo*. Cette entente internationale est, d'une part, impossible, et, d'autre part, elle est inutile.

Elle est impossible, parce que différentes nations étrangères ne veulent pas se soumettre à une convention internationale ; la Belgique et l'Angleterre ont formellement déclaré par leurs délégués, à la conférence de Berlin, que jamais elles n'accepteraient une convention dictée par des étrangers. Elle est encore impossible, parce qu'elle n'a aucune sanction et qu'elle serait un véritable leurre pour tout le monde. Une convention internationale, pour être appliquée dans les différents pays, comporterait l'existence d'une police, d'une inspection internationale. Or, admettriez-vous que les Prussiens vinssent chez nous pour contrôler l'exécution de la convention ? Et les Prussiens souffriraient-ils de notre part une inspection analogue chez eux ? Vous savez bien que non.

Donc, à tous les points de vue, l'entente internationale est impossible ; et je demande en grâce qu'on veuille bien ne plus nous la représenter comme une condition de la réduction des heures de travail.

Elle est du reste inutile. Il est bien facile de le démontrer.

N'avez-vous pas une garantie suffisante que toutes les améliorations réalisées chez nous seront également introduites chez les nations étrangères, dans l'état d'esprit où sont les ouvriers de tous les pays ? L'organisation ouvrière, les revendications ouvrières ne sont-elles pas les mêmes partout ? Ce que vous aurez donné aux ouvriers français, croyez-vous qu'on pourra le refuser longtemps aux ouvriers des pays voisins ? Évidemment non.

Aussi serait-il peut-être temps — alors que les peuples sont d'accord et que nous reconnaissons tous la nécessité d'améliorer le sort de la classe ou-

rière — que les gouvernements tinssent plus de compte de cet accord, de ce *consensus* unanime et que l'un d'eux osât prendre une initiative généreuse. Voulez-vous me permettre de préciser? Si l'on considère les deux pays qui sont nos concurrents les plus directs, l'Allemagne et l'Angleterre, vous allez voir combien cette entente internationale est inutile.

En Angleterre, la réduction de la journée est faite depuis 1847. Il est même assez humiliant pour notre pays que nous soyons encore obligés de discuter aujourd'hui une réduction accomplie depuis plus de quarante ans chez nos voisins d'outre-Manche.

M. MALARTRE. — La plus grande partie du travail se fait à la tâche en Angleterre; c'est bien différent de ce qui a lieu en France.

M. DRON. — Le travail se fait aussi à la tâche en France, Monsieur Malartre. Depuis 1847, la journée de travail, en Angleterre, est réduite, pour les industries textiles, à cinquante-six heures par semaine.

Voulez-vous maintenant prendre l'autre concurrent le plus direct, le plus important de la France, l'Allemagne?

Eh bien, en Allemagne, on a voté et appliqué un projet de loi qui réduit la journée à onze heures. On a prévu que toutes les femmes, qui demanderaient à sortir une demi heure avant le dîner, pour préparer le repas de sa famille, obtiendraient de droit cette autorisation. De plus, le travail est arrêté, de fait, la veille des dimanches et des jours de fête, à 5 heures 1/2.

Les propositions que nous formulons sont donc encore inférieures à celles que l'Allemagne a votées bien avant nous.

Il ne peut être douteux pour personne que l'Allemagne nous suivra si nous adoptons la journée de dix heures. En voici la preuve qui, pour être toute morale, n'en est pas moins forte. C'est l'Allemagne qui a pris l'initiative d'une conférence internationale pour étudier les revendications ouvrières et chercher à leur donner satisfaction; en outre, le parti ouvrier est puissamment organisé dans ce pays, et il obtiendra bien vite toutes les améliorations qui seront adoptées chez nous.

Pouvez-vous douter des intentions de l'Allemagne à cet égard quand, dès 1887, le Reichstag allemand a voté la limitation de la journée à dix heures pour les femmes mariées, limitation que nous n'osons pas encore introduire en France aujourd'hui. Cet argument n'étant pas suffisant, l'entente internationale étant chose inutile et impossible, — je crois l'avoir démontré, — il faut trouver autre chose.

M. BALSAN. — Et la Belgique?

M. DRON. — Permettez-moi de dire que la Belgique n'est pas assez importante pour nous arrêter. Il faudra bien qu'elle suive le mouvement, l'exemple donné par les autres pays au point de vue du travail industriel.

On dit alors que l'ouvrier français n'a pas la valeur de l'ouvrier étranger, qu'il n'aura jamais, par exemple, l'habileté, l'énergie, la capacité de travail de l'ouvrier anglais. Quelle raison en donne-t-on? C'est que le service

militaire est un très grand obstacle à son apprentissage et que, par conséquent, nous ne sommes pas dans de bonnes conditions pour lutter à armes égales contre les étrangers.

C'est là une calomnie toute gratuite à l'adresse de nos ouvriers. On a pu écrire cela dans des circulaires adressées au Sénat et à la Chambre. Mais pas un patron n'oserait articuler une pareille affirmation dans nos centres industriels. Un homme, qui me touche de près, qui a été, pendant cinquante ans, à la tête d'une filature de coton et qui a pu comparer, à maintes reprises, le travail des ouvriers anglais et des ouvriers français, me disait : « Nous avons chez nous la première race d'ouvriers fileurs qui soit au monde ».

Eh bien, le jour où, au lieu de surmener les ouvriers comme aujourd'hui, vous aurez organisé le travail d'une manière rationnelle comme en Angleterre, vous tirerez des ouvriers français un travail aussi intense que celui que l'ouvrier anglais peut fournir aujourd'hui. (*Très bien ! très bien !*)

Ces deux arguments : les nations étrangères ne nous suivraient pas et nos ouvriers seraient moins aptes au travail intensif que les étrangers ne tiennent donc pas debout.

Du reste, les faits donnent un démenti à l'argument qui s'appuie sur la diminution de production. M. le Ministre du commerce l'a démontré d'une manière remarquable dans le discours qu'il a prononcé au Sénat le 22 mars. Il a prouvé jusqu'à l'évidence que, dans les pays comme l'Amérique et l'Angleterre où l'on a réduit la journée à dix heures, la réalité n'avait pas donné raison aux inquiétudes qui s'étaient manifestées alors chez eux, comme aujourd'hui chez nous, et que les industries de ces pays n'avaient aucune ment souffert de la réduction de la durée du travail.

Qu'a-t-on répondu au Ministre, quand il a exposé ces faits devant le Sénat ?

Un membre au centre. — Rien !

M. DRON. — Vous avez raison, mon cher collègue, de dire qu'on ne lui a rien répondu. On s'est contenté de lui dire, ce qui est un argument banal, que la France ne voulait pas se guider sur les nations étrangères, que les Chambres françaises n'entendaient pas recevoir des lois et s'approprier les règlements du dehors. Puis, lorsqu'avec des statistiques très convaincantes, M. le Ministre, avec une force d'argumentation à laquelle le Sénat n'était pas habitué, a établi que la production industrielle n'avait pas été compromise par cette mesure, on lui a répondu : Nous n'avons aucun moyen de contrôler les statistiques sur lesquelles vous vous appuyez, nous ne les connaissons pas ; nous les considérons comme nulles et non avenues. On a ajouté : Les faits qui concernent les nations étrangères ne sont pas applicables chez nous.

A son tour, après M. le Ministre du commerce, M. Waddington, avec son autorité et s'appuyant sur son expérience personnelle en la matière, a conjuré le Sénat d'accepter la journée de dix heures, que nous avons votée à la Chambre. Mais le Sénat est resté sourd.

On nous dit aujourd'hui que nous devons céder. Je crois, au contraire, qu'il faut persévérer. C'est à force de frapper sur un clou qu'on l'enfoncé. Frappez une dernière fois, et le clou sera définitivement enfoncé.

La situation n'est plus la même aujourd'hui qu'il y a six mois; elle est bien plus favorable à notre thèse. Le Sénat a cru jusqu'à présent que, par sa résistance, il servait les intérêts de l'industrie française; et, dans un excès de bonté dont nous ne lui sommes guère reconnaissants (*Sourires*), il a voulu nous éviter les déboires et les récriminations que notre imprudence, que nos réformes hardies auraient pu nous attirer, si, comme il le pense, notre industrie d'exportation devait être mise en péril ou si les salaires des ouvriers devaient subir une diminution notable.

Mais que le Sénat se rassure! Notre industrie ne court aucun danger; les essais nombreux qui ont été faits depuis quelques mois le proclament très haut et établissent que l'augmentation des prix de revient des matières fabriquées, si elle se produit, n'aura rien d'alarmant et qu'elle sera réduite dans des proportions qui ne pourront compromettre sérieusement ni les salaires de nos ouvriers, ni les intérêts de nos industries d'exportation.

Je ne puis pas entrer ici dans les détails techniques qui confirmeraient ce que je viens d'énoncer. Je vais néanmoins, Messieurs, vous exposer en quelques mots que, si l'on veut décomposer les différentes opérations industrielles qui se rencontrent dans nos industries textiles, — celles qui sont particulièrement visées par ce projet de loi, — on trouve tout d'abord le peignage, la filature et le retordage qui sont en général accomplies par des façonniers, et qui subiront une augmentation notable dans leur prix de revient; cela me paraît incontestable. Pour les tissages, la production sera à peu près la même qu'aujourd'hui, et, de ce chef, par conséquent, il n'y aura pas une nouvelle augmentation du prix des produits fabriqués à faire entrer en ligne de compte.

Tout au plus certaines opérations secondaires du tissage qui sont faites mécaniquement pourront-elles subir une légère majoration de prix; mais tout cela importe peu. En dernière analyse, ce qu'il faut voir, c'est de quelle quotité cette augmentation du prix de revient de certaines opérations industrielles va peser sur le produit ultime, tel qu'il est vendu au dehors ou consommé en France.

D'accord avec tous les industriels qui ont étudié la question et qui ont fait des essais, tout au moins depuis quelques mois, dans nos contrées, je dis que l'augmentation du prix de revient de nos tissus ne dépasserait pas 2 ou 3 p. 100. C'est quelque chose; mais est-ce assez pour mettre en péril notre industrie d'exportation?

M. BALSAN. — Si vos calculs sont exacts, c'est une augmentation considérable.

M. DRON. — J'entends toujours produire cet argument que l'ouvrier jouant, pour certaines de ces préparations, un rôle secondaire ne servant guère qu'à alimenter la machine, toute réduction du temps entraînera une diminution proportionnelle de la production.

Messieurs, il est excessif de raisonner ainsi, parce que le plus ou moins d'habileté, d'ardeur à mettre la machine en marche, le plus ou moins de surveillance pour éviter les arrêts qui résultent des défauts du travail mécanique, des engorgements, etc., ne sont pas choses négligeables.

L'accorde qu'au lieu de 16 $\frac{1}{2}$, c'est-à-dire deux douzièmes, le déchet de production sera d'environ 10 p. 100 dans les filatures et les peignages. Mais, comme je vous le disais tout à l'heure, en dernière analyse, le produit, dans la forme où il est généralement livré à la consommation, ne sera pas atteint dans des proportions qui puissent entraver son exportation ou sa vente à l'intérieur.

A supposer que le résultat dont je vous parle ne soit pas acquis dès les premières semaines, il le sera forcément au bout de quelques mois, si, ainsi que je vous le proposais tout à l'heure, vous organisez le travail d'une manière rationnelle comme en Angleterre.

Vous savez qu'en Angleterre l'ouvrier fournit sa tâche en deux relais de cinq heures chacun : le premier de 7 heures du matin à midi, et le second de 1 heure $\frac{1}{2}$ à 6 heures $\frac{1}{2}$. Dans ces conditions, l'ouvrier donne tout son effort utile et la production n'est guère atteinte.

Si certains essais tentés dans nos régions avec la journée de onze heures n'ont pas donné ce résultat, c'est qu'en exigeant des ouvriers un travail continu de cinq heures et demie pour chacun des relais, on a été obligé de leur laisser la faculté de prendre les repas intermédiaires qui sont de règle dans nos régions : ils ont donc continué à goûter et à déjeuner pendant la marche des métiers, ce qui, vous le reconnaîtrez, a pu diminuer leur application au travail et nuire à l'intensité de production.

Si donc il y a un déchet notable dans la production, ce déchet se fera surtout sentir pendant les premières semaines, dans la période transitoire qui suivra l'application de la loi. Au début, le salaire pourra être provisoirement amoindri, je l'accorde. Je compte cependant que les patrons feront un effort de générosité pour maintenir à leurs ouvriers les salaires qu'ils touchaient antérieurement. Si, en tous cas, les patrons ne voulaient pas ou ne pouvaient pas consentir cette augmentation de salaire, l'ouvrier aurait encore tout intérêt à demander quand même la réduction à dix heures, comme M. Tolain l'a si bien démontré au Sénat; il vaut mieux en effet, pour lui, subir chaque jour un petit déficit dans son salaire que de supporter au cours d'une année des chômages répétés qui sont pour lui bien plus onéreux.

M. MALARTRE. — C'est inévitable! les chômages sont indépendants de la volonté des patrons!

M. DRON. — Il y a donc pour eux intérêt à diminuer les chômages en régularisant la production, en la rendant plus égale dans le courant d'une année.

Toute cette argumentation s'applique aux cas extrêmes, quand on compare le travail de dix heures et celui de douze heures. Mais en fait, dans la plupart des régions industrielles, la journée normale est de onze heures et le déchet de production possible sera d'autant moins considérable.

Avant de terminer, je voudrais examiner brièvement deux objections qui ont été formulées au Sénat par M. Diancourt.

La première, je la prends au *Journal officiel* :

« Mais dans le tissage, dit M. Diancourt, il n'en est pas de même; là, il n'y a pas d'auxiliaire. Dans l'atelier de tissage, il n'y a que le tisseur et la tisseuse, et souvent, dans la plus grande partie des établissements, il y a autant de tisseuses que de tisseurs. Eh bien, supposez que vous réduisiez la journée de travail à dix heures; que va-t-il se passer dans ces établissements? Je l'ai déjà dit il y a quelques mois; la chambre de commerce de Reims l'avait dit avant moi. Il arrivera ceci : on continuera à travailler douze heures, parce qu'en éliminant les femmes des ateliers de tissage on les remplacera par des hommes. La femme n'est pas employée dans les ateliers de tissage parce qu'elle est payée meilleur marché; elle y travaille au même titre et sur le même pied que l'homme; elle est aussi capable que lui, quelquefois davantage. »

Voilà l'argument de M. Diancourt. Je ne le réfuterai pas moi-même. C'est la Commission d'enquête du travail qui répondra pour moi. Quand nous sommes allés, il y a deux ans, à Elbeuf, nous avons reçu les plaintes d'ouvriers tisserands qui nous ont dit : « La concurrence des métiers mécaniques nous empêche de travailler. De plus, on ne veut plus de nous; on emploie nos femmes et on nous laisse sur le pavé. »

Voici le texte de leurs dépositions :

« On constate également que les hommes sont chassés des fabriques; la plupart des industriels les remplacent par des femmes. Si bien que les rôles sont renversés : la femme travaille à l'atelier et l'homme débarbouille les enfants. C'est un fait que, dans certaines maisons d'Elbeuf, le salaire de l'ouvrier ne dépasse pas 2 francs, 2 fr. 25.

« Les établissements qui n'emploient que des hommes donnent aux ouvriers un salaire suffisant. Ceux où le personnel est mélangé payent mal. Quand un ouvrier demande du travail dans une de ces maisons, on lui offre un métier de femme. C'est l'expression courante; l'ouvrier sait à quoi s'en tenir.

« Il est à remarquer également que le drap fabriqué par la femme est payé moins cher que le drap fabriqué par l'homme. La femme reçoit 13 centimes par livre de trame employée; l'homme, 18 centimes. Le travail est identiquement le même : le métier est le même; la laine est la même. »

Et l'on nous demande de regretter que les femmes ne soient plus employées dans les tissages si nous réduisons la journée à dix heures, alors que voilà le résultat de l'emploi des femmes!

Et ne dites pas que c'est là une plainte exagérée de la part des ouvriers.

La Commission du travail a posé la question aux patrons, et voici leur réponse également dans cette enquête :

« Peu d'ouvriers gagnent moins de 24 francs par semaine; nous occupons 150 femmes environ », dit l'un des patrons qui venait parler au nom de la

société industrielle, « elles gagnent 17, 18 et 20 francs par semaine. La moyenne est de 18 francs.

« Les métiers des femmes sont plus simples et plus faciles à conduire. Les femmes sont incapables de remplacer les hommes dans certaines parties de la fabrication.

« Il y a trois à quatre ans seulement que les femmes sont entrées dans notre établissement. Il est possible que dans l'ensemble de l'établissement les hommes et les femmes aient des métiers similaires. » Le patron le reconnaissait donc. « Nous n'avons pas voulu jusqu'ici renvoyer les hommes et les remplacer par des femmes, par pure question d'humanité; mais le but que nous poursuivons est de faire ce remplacement, cette substitution un peu à la fois, lentement. D'ici quelques années nous occuperons plus de femmes que d'hommes.

« A cette heure, il se trouve des hommes et des femmes qui, quoique faisant un travail identique touchent un salaire différent. Nous respectons les droits acquis par de vieux ouvriers. »

Vous voyez donc, Messieurs, que l'argument de M. Diancourt n'est pas de nature à nous toucher beaucoup. Nous ne regretterons pas que les femmes ne soient plus employées dans les tissages si leur présence doit avoir pour effet d'ôter aux hommes leur travail et d'amoinrir les salaires.

Un autre argument de M. Diancourt est celui-ci : les industriels protestent tous contre la loi de dix heures. Il en a été longtemps ainsi, malheureusement; mais, aujourd'hui, beaucoup d'industriels se ravisent et ne demandent qu'à se rallier à la loi votée par la Chambre; aussi la situation est actuellement bien meilleure pour nous qu'elle ne l'était autrefois.

M. LE RAPPORTEUR. — Pouvez-vous citer des noms?

M. DRON. — J'en citerai si vous le désirez.

Pour m'en tenir à nos régions, je veux faire passer sous les yeux de la Chambre un certain nombre de manifestations d'industriels en faveur de la journée de dix heures.

Elles ont eu lieu d'abord en mai 1890, dans les centres de Roubaix et de Tourcoing, mais particulièrement à Tourcoing. Les ouvriers étaient fort excités; ils avaient manifesté le 1^{er} mai, ils réclamaient à grands cris la journée de huit heures. Les patrons leur firent comprendre que cette demande était irréalisable, mais en même temps ils promirent de faire des démarches en faveur de la journée de dix heures.

Cette promesse est écrite dans une affiche qui fut collée sur tous les murs de Tourcoing et aujourd'hui les ouvriers demandent qu'on veuille bien tenir la promesse qu'on a faite. Je sais bien que cette promesse est conditionnelle; la voici : « Les soussignés, industriels de Tourcoing, s'engagent à appuyer énergiquement auprès des pouvoirs publics la demande des ouvriers concernant la réduction de la journée de travail à dix heures au moyen d'une loi internationale. »

Je vous ai montré tout à l'heure que cette loi internationale était chose

impossible et inutile. Je vous demande donc aujourd'hui de nous aider à tenir la promesse que tant d'industriels ont faite avec nous.

M. le Ministre du commerce doit se rappeler aussi que l'un de nos collègues, un des plus grands industriels de France, qui occupe 2,000 ouvriers dans l'industrie du lainage, est venu le trouver avec moi et lui a dit : Monsieur le Ministre, vous rendrez service à notre industrie en défendant la journée de dix heures. Ce collègue est à la tête d'une grande maison d'exportation ; et il n'a pas cru porter atteinte aux intérêts de l'industrie en demandant la réduction de la journée à dix heures.

Voulez-vous d'autres faits ? Voici une pétition d'Armentières. La majorité des noms des industriels de cette ville figure au bas de cette pétition, que mon collègue M. de Mun a reçue comme moi. La voici :

« Les soussignés, tous manufacturiers à Armentières, considérant :

« Que le développement de l'industrie a profondément troublé, dans notre société, les conditions d'équilibre indispensables au maintien de la paix sociale ;

« Que la nécessité s'impose de préparer une organisation qui corresponde mieux à notre nouvelle situation économique ;

« Que cette transformation, pour être pacifique, ne peut s'opérer qu'au moyen de réformes partielles et successives ;

« Que dès aujourd'hui trois de ces réformes sont immédiatement réalisables, savoir : la réduction à dix heures... »

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. — Permettez-moi de vous faire remarquer que les signataires de cette pétition sont très désireux, en attendant, qu'on adopte la loi telle qu'elle vient du Sénat. Vous pouvez vous renseigner auprès d'eux à cet égard ; je suis sûr qu'ils confirmeront ce que j'avance.

M. DRON. — Je prends la pétition telle qu'elle est : elle demande la réduction de la journée à dix heures, et je ne peux pas y lire autre chose.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. — C'est un renseignement que je vous donne ; je vous invite à le contrôler.

M. DRON. — On me demandait des noms : en voici vingt au bas de cette demande de réduction de la journée à dix heures.

Voici une autre pétition ; elle est signée de la majorité des filateurs de Tourcoing qui, jusqu'ici, s'étaient montrés hostiles à la réduction de la journée à dix heures. Eux-mêmes, maintenant, la demandent, parce que les filatures de laine à façon sont appelées à disparaître avant peu si, par une réduction de la surproduction, on n'arrive pas à payer aux filateurs à façon un prix de revient plus rémunérateur.

« Les soussignés, filateurs de laine à Tourcoing, considérant qu'au point de vue économique et social il est urgent de hâter le plus possible le vote de la loi limitant à dix heures la durée du travail dans les manufactures, étant

Bien entendu que cette limitation doit être strictement réglée sur la marche du moteur, avec un arrêt d'une heure et demie au milieu de la journée;

« Considérant aussi qu'il n'est pas possible dans la pratique d'établir des catégories d'ouvriers quittant l'atelier à des heures différentes, ainsi qu'il résulterait des modifications apportées par le Sénat au projet de loi visant spécialement les femmes, les filles mineures et les enfants, prient instamment MM. les sénateurs et MM. les députés de voter dans le plus bref délai possible une loi limitant à dix heures la durée du travail dans les manufactures pour toutes les catégories d'ouvriers des deux sexes et interdisant le travail de nuit même avec l'emploi de deux équipes. »

Bien mieux, Messieurs, une pétition du même genre devait m'être remise de la part des industriels de Fourmies. J'avais reçu, il y a quelques jours, une dépêche ainsi conçue : « Grande majorité des filateurs de Fourmies désirent loi de dix heures. » Une réunion avait eu lieu et l'industriel qui m'envoyait cette dépêche annonçait que tous ses collègues paraissaient désireux d'obtenir cette réduction à dix heures. Mais, le lendemain, lorsque le moment vint de mettre leur nom au bas de la pétition, presque tous s'y refusèrent. Pourquoi ? C'est bien simple.

Ils ont refusé de signer, en désirant du fond du cœur la journée de dix heures, parce qu'ils n'ont pas voulu se déjuger, eux qui avaient toujours signé précédemment des pétitions demandant la journée de onze heures, protestant ainsi contre la loi votée par la Chambre; ils ont été retenus par un sentiment bien naturel et n'ont pas voulu paraître se déjuger. J'ai tout lieu de me croire autorisé à dire à M. le Ministre que le jour où il se présenterait au Sénat pour défendre la loi votée par la Chambre, ce jour-là il ne rencontrerait plus devant lui comme opposant M. Maxime Lecomte, le représentant le plus direct des intérêts de Fourmies.

Enfin, ai-je besoin d'ajouter que le conseil général du Nord, dernièrement, a demandé à l'unanimité le vote de la loi de dix heures ?

Toutes ces manifestations, Messieurs, émanant d'une région où le travail est poussé à ses extrêmes limites, ne peuvent manquer de faire une certaine impression sur vous.

Comment expliquer que ces industriels approuvent et demandent aujourd'hui ce qu'ils combattaient autrefois ? C'est que ce sont des industriels intelligents, qui se rendent compte que la poire est mûre et qu'il est temps de la cueillir, que l'industrie aura bien plus à souffrir de l'instabilité, du manque de sécurité, sécurité sans laquelle on ne peut faire d'affaires à longue échéance, que de la diminution de production qu'entraînerait le vote du projet de la Chambre. Et cette instabilité, ce manque de sécurité pourraient être la conséquence forcée du refus d'accorder aux travailleurs les améliorations qu'ils attendent.

Enfin, ils se rendent compte que rien n'est plus funeste à l'industrie que les surproductions momentanées suivies de chômages onéreux et fréquents. et qu'il y a intérêt pour tout le monde à régulariser la production.

Deux mots encore et j'ai fini.

Au point de vue politique, la solution présentée par la Commission me paraît tout aussi inconcevable. Comment ! Vous avez, d'un côté, une

Chambre issue du suffrage universel qui est en rapport direct avec le monde du travail; qui, à maintes reprises, a voté à des majorités énormes une réforme impatiemment réclamée et attendue par l'opinion publique, et, d'un autre côté, vous avez une Assemblée dont le mode de recrutement explique qu'elle tarde à apprécier les nécessités sociales qui résultent et de l'évolution économique et des nécessités du moment, une Assemblée qui ne paraît pas avoir sur la question une idée bien arrêtée, puisque ses votes ont été jusqu'ici contradictoires et incertains. Et c'est la Chambre issue du suffrage universel qui doit céder le pas à la seconde? C'est là une théorie toute nouvelle qu'on voudrait nous faire adopter!

Comment! par lassitude vous allez faire faillite à vos promesses, alors que les travailleurs attendent avec une légitime impatience les améliorations que vous leur avez promises? Je sais qu'un certain nombre de mes collègues objecteront qu'ils n'ont rien promis personnellement, mais leurs votes antérieurs les engagent et ont donné aux travailleurs le droit d'espérer que la Chambre finirait par enlever la loi de dix heures. Et vous leur refuseriez aujourd'hui cette satisfaction?

M. LE RAPPORTEUR. — Il faut aboutir!

M. DROZ. — Vous dites, Monsieur le Rapporteur, qu'il faut aboutir! Mais savez-vous à quoi vous aboutirez? A une déception dans le pays, déception, dont vous n'avez pas suffisamment calculé les conséquences tant au point de vue des intérêts de la République qu'au point de vue de nos intérêts industriels, qui seront bien plus en danger le jour où le désaccord qui existe déjà entre le capital et le travail ira en s'accroissant davantage. Vous allez donc voter que la République est impuissante à tenir ses promesses, qu'elle manque à ses doctrines et à ses programmes!

Messieurs, prenez-y garde! Ne craignez-vous pas de rouvrir l'ère des conflits d'attributions entre les deux Chambres? Ne craignez-vous pas que votre vote ne soit le signal de nouveaux assauts donnés à la Constitution? Car si, sur une question de ce genre, l'accord n'est pas possible entre les deux Assemblées, est-il donc écrit que c'est la Chambre qui devra céder au Sénat? Nos votes antérieurs, que nous avons rendus à des majorités écrasantes, ne nous dictent-ils pas notre devoir! Encore une fois, songez à la responsabilité que vous allez assumer.

Au fond, toute la Commission est d'accord avec nous sur la durée de dix heures; seulement nous ne prenons pas la même voie pour y arriver. M. le Rapporteur nous dit: Votons toujours le projet que le Sénat nous envoie; puis, quand les délais légaux seront expirés, nous déposerons un nouveau projet, nous reprendrons notre proposition première.

Je lui répondrai que cette manière de procéder est peut-être un peu impertinente vis-à-vis du Sénat et qu'elle n'a aucune chance d'aboutir, car le Sénat croira avoir débarrassé son ordre du jour de la question le jour où vous aurez accepté son projet, et si vous lui demandez d'y faire figurer de nouveau la même question, il est évident qu'il s'y refusera.

Pour moi, je crois être plus respectueux envers le Sénat en demandant à

la Commission de tenir bon; nous avons le droit et l'opinion avec nous; ne nous engageons pas pour ce projet qui, une fois promulgué, le sera pour longtemps.

Je prie mes collègues de la Commission de ne pas se déjuger. Ne me rendez pas, à moi que vous avez nommé votre rapporteur pour la réglementation du travail des adultes, à qui vous avez donné mandat de défendre la journée de dix heures, ne me rendez pas la tâche impossible.

Je regrette de ne pas voir les membres du Gouvernement plus nombreux sur ces bancs dans une question de cette importance; j'aurais voulu demander à M. le Président du Conseil d'user de l'influence et des sympathies qu'il a au Sénat pour faire un dernier appel à la sagesse politique de ses collègues et pour obtenir le vote définitif d'une réforme qui s'impose.

Je vous demande à tous, Messieurs, de ne pas tromper la confiance que les travailleurs ont mise en vous. Quant au Sénat, dont le dévouement à la République n'est douteux pour personne, mais qui manque peut-être de ce contact avec ces masses du peuple qui est un peu notre privilège, il ne voudra pas, j'en suis certain, s'attarder plus longtemps dans une opposition qui serait grosse de menaces et de dangers pour l'avenir. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Dumay, ne présentez-vous pas aussi un amendement?

M. DUMAY. — Il se confond avec celui de M. Dron. Je me suis entendu avec M. le rapporteur, qui répondra à M. Dron, et je répondrai ensuite à M. le rapporteur.

M. MAURICE SIBILLE, rapporteur. — Messieurs, c'est la quatrième fois que la Chambre actuelle est appelée à délibérer sur le travail des femmes et des enfants dans les usines et manufactures. Toutes les questions qui peuvent être soulevées vous sont connues et je n'ai pas la prétention d'apporter ici des arguments nouveaux. Mais, en ma qualité de rapporteur, je ne puis laisser passer sans réponse les observations de mon collègue M. Dron, et je dois notamment établir que votre Commission du travail vous propose de donner à tous ceux qui ne peuvent se défendre eux-mêmes une protection efficace, utile, — j'ajouterai : nécessaire.

Nous reconnaissons que le projet qui vous est soumis n'est pas parfait.

M. ÉMILE MOREAU. — Oh! non!

M. LE RAPPORTEUR. — Nous ne contestons pas la valeur, la portée des critiques qui peuvent être dirigées contre trois ou quatre articles.

Cependant nous vous invitons à n'apporter aucune modification au texte voté par le Sénat, parce que ce débat est ouvert depuis douze ans, parce que l'heure est enfin venue de donner satisfaction à des vœux qui sont exprimés de divers côtés, et voici ce que nous répondons à MM. Dron, Chiché, Dumay, Malartre, Royer, à tous les auteurs d'amendements.

Le projet réalise, au point vue de social, des progrès considérables. Des votes émis, des renseignements recueillis, il résulte que l'accord entre les deux Chambres, accord nécessaire pour qu'une solution intervienne, ne peut pas s'établir sur d'autres bases. Par conséquent, l'intérêt des travailleurs exige et commande une adoption immédiate, pure et simple. (*Très bien! très bien! sur divers banes.*)

Ce n'est pas sans étonnement, Messieurs, que j'ai entendu mon honorable contradicteur dire tout à l'heure : « Mais vous n'allez faire que des réformes insignifiantes et on pourra accuser la République de manquer à son programme ». Je maintiens que les principes que nous vous invitons à introduire dans la législation vont faire cesser des abus très regrettables et entraîneront des changements considérables dans les conditions du travail industriel. Pour vous le démontrer, il suffira de rapprocher quelques faits révélés par l'enquête parlementaire de certaines dispositions de la loi, et l'importance de l'œuvre que vous pouvez faire aujourd'hui sera alors mise en pleine lumière.

Vous savez, Messieurs, que, dans les ateliers, le travail jouit à l'heure actuelle de certaines libertés; les jeunes filles de 16 à 21 ans peuvent être employées la nuit et astreintes à douze heures de travail; quant aux femmes, elles ne sont protégées par aucune disposition, et dès lors un patron peut exiger d'elles douze, quatorze, seize, dix-huit, vingt-huit heures de présence à l'atelier.

M. MICHOU. — Vingt-huit heures? c'est peut-être un peu trop.

M. LE RAPPORTEUR. — Je dis vingt-huit heures de travail, je vais vous le prouver, Monsieur Michou.

Plusieurs membres à droite. — C'est dix-huit que vous voulez dire.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est bien vingt-huit, et je vais m'expliquer. Que se passe-t-il, en effet, à côté de nous?

M. BOVIER-LAPIERRE. — Appliquez la loi de 1848.

M. LE RAPPORTEUR. — Cette loi n'est pas applicable aux ateliers, mon cher collègue, et c'est justement ce que je viens de rappeler.

Que se passe-t-il à Paris? Dans les grandes maisons de couture, les ouvrières gagnent un salaire élevé. D'après les règlements publiés et affichés, elles doivent entrer à 9 heures du matin à l'atelier et en sortir à 8 heures du soir, elles ont une heure pour un léger repas, entre 11 heures et midi. Elles paraissent donc ne faire que dix heures de travail. Vous me direz qu'il n'y a là aucun abus, et, par suite, aucune plainte fondée.

Relisez les dépositions que nous avons recueillies dans les mairies de Paris. Trois, quatre, cinq fois par semaine, du mois de février au mois de juin, lorsque ces jeunes filles voient arriver l'heure du repos, elles entendent dire : On veillera ce soir. Et alors il faut renoncer au repas de famille, se

contenter d'une légère collation, prendre seulement un peu de pain et de chocolat et tirer l'aiguille jusqu'à minuit, 1 heure et 2 heures du matin; enfin, traverser des rues désertes, au milieu de la nuit, exposées ici à entendre des propos qui sont des outrages pour toute femme honnête, exposées là à rencontrer des malfaiteurs.

M. ÉMILE MOREAU. — Les malfaiteurs, ce sont les patrons qui demandent un pareil travail à des femmes.

M. DRON. — Avec le travail à double équipe, ce sera la même la chose.

M. LE RAPPORTEUR. — Non, mon cher collègue, ce ne sera pas la même chose avec le projet de la Commission; je vais vous le démontrer.

Souvent la veillée se prolonge et les premières lueurs du jour ne donnent pas le signal de la délivrance. N'avons-nous pas reçu la déposition suivante :

« Parmi celles qui ont veillé toute la nuit, la semaine dernière, il en est plusieurs qui n'ont quitté l'atelier qu'à une heure de l'après-midi le lendemain; cela fait vingt-huit heures de travail consécutif. »

M. ÉMILE MOREAU. — Et on n'envoie pas ces patrons en cour d'assises?

M. LE RAPPORTEUR. — Aucune disposition légale ne frappe de pareils faits; aucune poursuite ne peut être exercée. Si vous votez la loi, à partir du 1^{er} janvier prochain de semblables abus ne se produiront plus. C'est pourquoi j'insiste pour l'adoption immédiate. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*) Que produisent ces fatigues excessives?

M. BALSAN. — Pourquoi admettez-vous le travail de nuit dans les ateliers de journaux?

M. LE RAPPORTEUR. — En fin de saison, les trois quarts des ouvrières des ateliers de Paris sont atteintes de chlorose et d'anémie, et nous avons constaté qu'elles ne pouvaient rester dans les ateliers que très peu d'années. Chaque année, il y a ainsi des femmes et des jeunes filles qui doivent abandonner la profession à laquelle elles se sont préparées par un long apprentissage.

Quel sera le régime nouveau inauguré par notre projet? On travaillera généralement dix ou onze heures par jour seulement.

Il y a bien une disposition exceptionnelle prise dans l'intérêt de l'industrie de la couture, . .

M. DUMAY. — Mais pas des couturières.

M. LE RAPPORTEUR. — Les veillées ne sont pas, je le reconnais, interdites; mais elles sont réglementées. On ne veillera plus que soixante fois par an, et jamais après 11 heures du soir, et sans donner plus de douze heures de travail effectif.

On ne pourra donc plus dire qu'il y a, pour employer une expression moderne, un véritable surmenage, et, si vous votez la loi aujourd'hui, des centaines de jeunes filles échapperont dans quelques mois à ces indispositions et à ces maladies qui les menacent actuellement.

Bien plus importantes, du reste, seront les réformes opérées dans les usines et les manufactures.

On dit parfois : l'industrie réserve aux femmes les travaux qui réclament une certaine habileté de main sans exiger une grande dépense de force. Hélas ! c'est ce qui devrait être ; mais ce n'est pas ainsi que les choses se passent.

Parmi les ouvrières des grands établissements industriels du Nord et des Vosges, il y en a beaucoup qui restent de longues heures dans des salles où il n'y a ni bancs ni sièges ; elles ne peuvent pas s'asseoir. Autour d'elles des machines font un bruit assourdissant ; l'air est lourd, surchauffé. Dans les peignages du Nord, dont on parlait tout à l'heure, il faut pour une bonne fabrication une température élevée, et savez-vous ce que marque généralement le thermomètre ? 40 degrés.

M. BALSAN. — 35 ! C'est bien suffisant !

M. LE RAPPORTEUR. — Je cite, mon cher collègue, la déposition d'un patron, de M. Mazurel, filateur de laine à Tourcoing, qui nous a déclaré que la température moyenne dans les peignages était de 40 degrés.

D'autres jeunes filles sont exposées à toutes les intempéries, portent de lourds fardeaux et font une rude besogne.

J'ai été surpris, Messieurs, quand je suis allé dans le Nord, de voir combien on abuse parfois de la faiblesse de la femme, combien on profite de cette circonstance qu'elle ne peut pas, comme l'homme, résister aux exigences du patron, et, quoique je n'aime pas les exagérations je me sens incapable maintenant de protester contre ceux qui disent que dans certains établissements industriels la femme est exploitée par les patrons. Non, je ne le peux pas, après les déclarations de certains fabricants de sucre. Écoutez cette déposition recueillie à Douai :

« C'est une nécessité pour nous d'occuper les femmes au chargement des betteraves. Elles sont plus habiles et plus souples que les hommes. Elles résistent mieux à la boue et à la pluie. Nous croyons que le législateur fait œuvre sage en interdisant le travail des enfants au-dessous de 13 ans. Nous demandons à pouvoir employer les femmes, la nuit, à partir de 16 ans.

« Le personnel « femmes » représente un dixième du personnel total. Ces femmes gagnent de 2 francs à 2 fr. 75.

« Les hommes gagnent 4 francs, 4 fr. 50. Mais ils sont incapables de faire le service que font les femmes. »

Et ces malheureuses femmes qui, pour un maigre salaire, font un si dur travail, sont-elles protégées par le décret du 9 septembre 1848 qui limite à douze heures la durée du travail dans les usines et manufactures ? Non, la loi de 1848 est, aujourd'hui, à l'état de lettre morte ; ses prescriptions ne sont pas observées. Pourquoi ? Parce que l'inspection du travail que nous

voulons réorganiser est très mal faite et que, d'un autre côté, on dit : Toutes les règles relatives au travail des femmes et des enfants sont en ce moment contestées et discutées; attendez, pour dresser des procès-verbaux, pour exercer des poursuites, que le Parlement se soit prononcé d'une manière définitive.

Il y a donc des femmes qui, dans les conditions que je vous ai indiquées, travaillent douze, quatorze, seize, dix-huit heures. Je n'exagère pas, car voici ce qui a été affirmé à Roubaix par la ligue de concentration républicaine et du comité socialiste de Roubaix :

« A l'heure actuelle, le travail des usines et manufactures dépasse la moyenne légale de douze heures; la journée varie entre douze et quatorze heures de travail; quelques fabriques font travailler quinze et seize heures par jour. »

Puis les délégués des ouvrières sont venues devant nous, poussées par les patrons, nous supplier de ne pas aller trop loin dans la voie de la réglementation, de ne pas interdire, par exemple, le travail de nuit. L'une d'elles nous a dit : « Le samedi, je travaille quelquefois jusqu'à dix-huit heures consécutives. » Une autre a ajouté : « Cela m'est également arrivé ! »

Dès lors, comme peut-on soutenir, lorsque nous signalons de pareils faits, que la loi en discussion ne produira que des effets insignifiants en interdisant aux femmes de travailler plus de onze heures.

Et enfin, laissez-moi vous rappeler que, dans de nombreux établissements, les femmes travaillent régulièrement la nuit, elles y passent les heures qui paraissent destinées au repos, devant des machines ou des métiers, qui vont et viennent, et cela sans pouvoir s'asseoir, exposées à payer de la perte d'un membre ou d'une blessure grave la moindre imprudence.

Ah ! ce travail de nuit, que de mal il fait ! Les uns le dénoncent comme une excitation à la débauche, les autres comme une cause de ruine pour la santé. Et cette démonstration vous a été faite par M. Dron lui-même.

M. DRON. — Vous permettez au mal de se perpétuer avec vos deux équipes !

M. ÉMILE MOREAU. — Parfaitement, c'est la même chose sous une autre forme.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous nous expliquerons là-dessus tout à l'heure, Monsieur Dron, quand on discutera votre second amendement.

On prétend que la loi n'apporte pas de réformes. Or, que nous a-t-on dit dans le Nord ?

Un pauvre ouvrier est venu se plaindre devant nous du travail de nuit; c'était un porteur de journaux; il nous a dit : « Ma femme a eu douze enfants. Elle a travaillé huit ans pendant la nuit pour les peignages. Les sept enfants conçus à cette époque sont morts. Elle a été occupée depuis à la vente des journaux : les cinq enfants qu'elle a mis au monde depuis lors sont vivants ».

Comme cela explique bien ce mot si éloquent, si saisissant d'un ouvrier

non pas du Nord, mais des Vosges : « Le travail de nuit c'est un mangeur d'enfants ! »

Et un délégué du parti ouvrier de Roubaix, M. Carette, venu devant la Commission du travail, où il nous a fait un long exposé de toutes les revendications ouvrières, a terminé ainsi sa déposition :

« Ce que nous voudrions voir au plus vite se réaliser, c'est la suppression totale du travail de nuit, la nuit étant faite pour le repos ».

Ainsi, dans le Nord, dans le pays que représente mon collègue et ami M. Dron, on nous a déclaré solennellement au nom des ouvriers : la première, la plus importante réforme à faire, c'est la suppression du travail de nuit. La loi que nous vous proposons supprime ce travail.

M. DRON. — Nous sommes d'accord, mais supprimons-le réellement.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous discuterons tout à l'heure votre second amendement. Mais vous ne pouvez contester que nous réclamions par la loi en discussion la suppression du travail de nuit, sauf l'exception à laquelle vous faites allusion.

Laissez-moi ajouter que notre loi n'étend pas seulement sa protection sur les femmes, qu'elle l'étend aussi sur les enfants.

D'après la loi du 19 mai 1874, les enfants de 10 à 12 ans sont employés au plus six heures par jour dans quelques industries désignées par un règlement d'administration publique. A partir de 12 ans, ils sont admis dans tous les ateliers et toutes les usines et peuvent être assujettis, veuillez bien le remarquer, à un travail de douze heures. Les jeunes gens âgés de 16 ans sont autorisés à travailler la nuit.

Ces prescriptions, qui ne sont pas très rigoureuses, ne sont pas observées à l'heure actuelle. Dans les verreries, notamment, nous avons vu beaucoup de petits bonshommes de 8 à 10 ans, assez maigres et chétifs, qui travaillaient huit, dix et douze heures par jour et faisaient un travail assez pénible, car ils portaient des bouteilles d'une pièce où ils allaient les chercher à la bouche d'un four, où la température était très élevée, dans une autre pièce où elle l'était beaucoup moins ; et ils étaient exposés, par ces brusques changements de température, à différentes indispositions ou maladies.

Ces violations de la loi ont été reconnues par les verriers.

Eh bien, si vous votez la loi actuelle, un enfant ne pourra entrer avant 13 ans dans les ateliers et manufactures, qu'exceptionnellement à 12 ans, s'il produit un certificat d'aptitude physique et un certificat d'études primaires. On ne pourra exiger de lui plus de dix heures de travail. Ces règles seront observées, car l'inspection du travail sera réorganisée.

Là encore un très grand progrès sera accompli, et ce progrès me permet de dire que nous vous invitons à prendre des mesures dans l'intérêt des nouvelles générations, dans l'intérêt de ce pays, dans l'intérêt de la défense nationale.

En résumé, si, malgré les imperfections que je ne conteste pas, le projet actuel est voté, les plus graves abus qui ont été révélés par l'enquête parle-

mentaire disparaîtront; les femmes ne seront plus employées la nuit et condamnées à travailler seize, dix-huit, vingt heures consécutives; les enfants ne seront pas condamnés à une incurable faiblesse, après des efforts prématurés et soutenus.

Vous pourrez donc, après avoir voté ce projet de loi, vous rendre ce témoignage que vous aurez amélioré les conditions du travail de la femme et de l'enfant, que vous aurez empêché le relâchement des liens de la famille et la déperdition des forces du pays.

M. Dron disait, tout à l'heure : Mais nous déplorons tous ces abus ; seulement à notre avis le Sénat n'accorde pas aux femmes une protection suffisante, et nous sommes convaincus que le Sénat mieux instruit, plus éclairé, adoptera des règles plus sévères, celles qui ont déjà réuni la majorité dans la Chambre des députés.

Mes contradicteurs ne paraissent pas se rendre bien compte des sentiments du Sénat. Au Sénat, il y a beaucoup de défenseurs de la législation actuelle; il s'y trouve beaucoup d'adversaires de la réglementation du travail, et je n'en veux d'autre preuve que les votes qui ont été émis l'année dernière.

Il y a juste un an, on a demandé aux sénateurs, par amendement, de supprimer dans le projet de loi les mots « et les femmes », et cette suppression a été votée par 109 voix contre 99. Il y a donc au Sénat de nombreux partisans de la liberté complète du travail des femmes. A côté d'eux, il y a ceux qui, comme M. Maxime Lecomte et M. Diancourt, veulent qu'on procède par étapes successives, ceux qui veulent qu'on adopte tout d'abord la journée de onze heures. Il existe donc au Sénat une majorité contre la journée de dix heures.

Pourquoi, dès lors, repousser un projet qui renferme une concession très sérieuse faite par le Sénat aux idées qui ont prévalu dans cette Chambre ? Je dis concession sérieuse, car c'est une concession de principe : quand, pour la première fois, au mois de mars dernier, le Sénat a admis la réglementation du travail des femmes.

Il convient aussi de remarquer que nous n'avons plus devant nous en qualité de députés de cette législature, que quelques mois d'existence. Au mois de juillet prochain, nous cesserons fort probablement nos travaux; d'ici là, nous devons voter deux budgets et sans doute discuter plusieurs interpellations. Il est à prévoir que, si vous renvoyez le projet au Sénat, la discussion ne reviendra pas devant vous. Je conclus de cette situation que si vous ne votez pas ce projet aujourd'hui, vous ne poserez pas de règles nouvelles en ce qui concerne le travail des femmes et des enfants.

A M. Dron et à tous les auteurs d'amendements, je réponds d'avance : Que gagnera le monde du travail à l'adoption de l'un des amendements proposés ? Rien. Que perdra-t-il ? Le bénéfice certain et immédiat de réformes dont je viens de montrer l'importance. (*Très bien ! très bien !*)

En adoptant le projet, avec des réserves, si vous voulez, vous ne ferez que vous conformer à des traditions parlementaires.

Dans les grandes lois comprenant de nombreux articles, le Sénat accepte rarement toutes les dispositions votées par la Chambre; mais à un moment donné, on comprend qu'il faut arriver à une solution. Voilà, dit-on, une

œuvre importante, qui réalise des progrès; il importe de la traduire en fait. Malgré les imperfections et les lacunes, on accepte alors le projet voté dans une autre enceinte. C'est ainsi qu'en 1889 la Chambre a voté la loi militaire après une déclaration faite par M. Jamais au nom d'un certain nombre de ses collègues.

Après ces considérations générales, je n'ai plus que quelques mots à dire en réponse au discours de M. Dron.

Si l'on se reporte aux votes émis par la Commission du travail, il paraît certain que cette Commission aurait voulu introduire dans la législation cette règle, unique et fort simple: dans les usines et ateliers, sauf exceptions justifiées par des circonstances spéciales, la durée du travail ne dépassera pas dix heures.

Néanmoins, elle repousse l'amendement de M. Dron, avec la conviction que c'est le meilleur moyen d'arriver à bref délai à la journée de dix heures.

M. ÉMILE MOREAU. — Voilà qui est original!

M. LE RAPPEUR. — C'est l'honorable M. Diancourt, qui a soumis au Sénat et défendu la disposition critiquée par M. Dron, qui a exprimé cette opinion. Permettez-moi de vous lire un court passage du discours qu'il a prononcé:

« Nous n'avons pas l'intention, a dit M. Diancourt, en vous proposant onze heures, de mettre une barrière infranchissable à toute espèce de progrès ultérieur. Nous nous acheminons, nous faisons un pas en avant, tout simplement. Nous légiférons pour le présent, pour l'heure actuelle, en tenant compte des nécessités, des besoins, des possibilités du présent; mais nous laissons la porte ouverte à l'avenir. »

Quelques mois après la promulgation de la loi qui vous est soumise, nous aurons donc le concours de M. Diancourt et de ses amis; et nous aurons alors grande chance de réunir au Sénat une majorité en faveur de la journée de dix heures. J'ajoute que la loi, telle que le Sénat l'a adoptée, donne satisfaction, en fait, aux partisans de la journée de dix heures.

En effet, d'après les dispositions votées par la Chambre haute, il y aura dans les usines et manufactures quatre catégories de travailleurs, ayant chacune une règle spéciale. Ainsi, on ne pourra pas faire travailler les enfants âgés de moins de 16 ans plus de dix heures par jour, les jeunes gens de 16 à 18 ans plus de soixante heures par semaine et de onze heures par jour, les femmes et les jeunes filles de 18 ans plus de onze heures par jour et les hommes plus de douze heures.

M. DUMAY. — On vous démontrera que ce n'est pas pratique.

M. LE RAPPEUR. — D'après ces dispositions, il faudrait donc adopter dans les usines et dans les manufactures trois heures de sortie: la première, après dix heures de travail, pour les enfants; la deuxième, après onze

heures de travail, pour les femmes; et la troisième, après douze heures de travail, pour les hommes.

Or, que nous a-t-on dit dans le Nord, dans les Vosges et dans tous les centres manufacturiers? On nous a dit : Ces dispositions vont soulever de bien grosses difficultés; si, au bout de dix heures, il faut congédier les enfants, nous devrons congédier également les femmes et les hommes, parce que, dans la plupart des industries, le travail réclame à la fois la présence des enfants, des femmes et des hommes. La limite du travail des enfants va déterminer la durée de la journée pour tous.

C'est, du reste, l'objection que M. Dron a développée dans une partie de son discours.

M. DRON. — Il n'y aura pas de réglementation, voilà la vérité.

M. LE RAPPORTEUR. — On sera donc forcé, au bout de dix heures de travail, de fermer l'usine, et vous obtiendrez ainsi la satisfaction que vous poursuivez. Vous n'aurez pas dans la législation, je le reconnais, la formule que vous désirez; mais vous aurez dans la pratique industrielle la réforme que vous souhaitez. Vous n'aurez pas le mot, mais vous aurez la chose, ce qui vaut mieux.

M. DRON. — Alors pourquoi vous arrêter devant le mot quand vous avez la chose et ne pas donner à cette chose la sanction de la loi?

M. LE RAPPORTEUR. — Ai-je tort de parler ainsi? Nous avons reçu à la Commission du travail de très nombreuses protestations de toutes les chambres de commerce du Nord, qui nous ont dit : « Les dispositions votées par le Sénat entraînent fatalement la journée de dix heures, rien que de dix heures, dans toutes les usines et pour tous les travailleurs sans exception. »

M. Dron prétend que les principaux industriels d'Armentières protestent contre le texte du Sénat et réclament le travail de dix heures pour les femmes et les enfants. A ces allégations de mon collègue, j'oppose une délibération de la chambre de commerce d'Armentières, en date du 21 mai 1892, ainsi conçue :

« Avec un grand nombre de chambres de commerce, et, pour ne citer que celles de la région du Nord, avec les chambres de commerce de Lille, Tourcoing, Amiens, Elbeuf, etc., nous demandons que la durée du travail soit égale pour tous les ouvriers d'une usine, cette durée étant réduite à onze heures comme première étape sur la voie de la réduction à dix heures. »

M. DRON. — Vous allez chercher des documents qui remontent à un an, tandis que j'en apporte de plus récents.

M. LE RAPPORTEUR. — En réalité, ce que désirent actuellement les principaux négociants du Nord, c'est qu'un amendement quelconque passe à la

Chambre. Puis, quand la loi reviendra devant le Sénat, ils feront un effort considérable pour obtenir de la Chambre haute, dont ils connaissent les sentiments, une disposition unique ainsi conçue : « la durée du travail des femmes, des hommes et des enfants est fixée à onze heures. »

Je ne crois pas devoir insister davantage. Je me résume.

Accepter l'amendement de M. Dron, c'est se livrer à une manifestation absolument stérile, c'est renoncer à opérer une réforme quelconque au cours de cette législature, en ce qui touche le travail des femmes et des enfants. Repousser cet amendement, ce n'est pas s'éloigner du but que la majorité de la Chambre vise; c'est, au contraire, rendre impossible tout retour en arrière et assurer la marche en avant dans de bonnes conditions.

N'hésitez pas, Messieurs, vous donnerez ainsi satisfaction aux plaintes si fondées, si émouvantes que votre Commission du travail a recueillies dans une grande enquête, et vous assurerez, enfin, le triomphe définitif de revendications fort justes, qui sont conformes aux préceptes de l'hygiène et aux lois de la morale. (*Applaudissements.*)

M. DUMAY. — Messieurs, je crois que, si jamais nos petits-neveux font un musée des horreurs parlementaires, ils devront placer dans la première vitrine l'en-tête du projet de loi que nous discutons, projet voté par la Chambre, adopté par le Sénat après modifications, modifié par la Chambre, amendé par le Sénat, amendé par la Chambre, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat et peut-être encore adopté avec d'autres modifications par la Chambre. Je déclare que, pour mon compte, devant un tel chaos, c'est la mort dans l'âme que je viens encore combattre la proposition qui vous est faite, au nom de la Commission, par son rapporteur. (*On rit.*)

La différence qui sépare le texte de la Chambre de celui du Sénat est que ce dernier établit trois catégories de travailleurs, ainsi que l'a indiqué tout à l'heure M. le rapporteur. Il s'agit de savoir si cette triple classification est pratique, s'il est possible dans l'industrie d'avoir trois entrées ou trois sorties à des heures différentes pour le personnel d'une usine:

M. le rapporteur prétend que la loi interdisant de faire plus de dix heures aux enfants des deux sexes âgés de moins de 16 ans, il en résultera pour les patrons l'obligation de faire sortir en même temps les adultes de l'usine ou de la manufacture et que nous aurons ainsi satisfaction.

Examinons comment les choses se passent actuellement.

La loi de 1874 est violée tous les jours. Cela résulte du rapport présenté au Président de la République par M. Waddington, au nom de la Commission supérieure du travail. Il est dit dans ce rapport, qui a été distribué ces jours derniers :

« Si, ainsi que nous l'avons dit plus haut, la limite maxima de douze heures est encore atteinte et parfois même dépassée dans certaines usines, c'est ordinairement dans celles qui emploient surtout des enfants, des filles mineures et des femmes. L'abus n'en est que plus grand et doit être réprimé sévèrement. »

Le même rapport constate que les adultes hommes souffrent beaucoup

moins de ces abus. Cela tient à ce qu'ils sont syndiqués, groupés dans la plupart des grands centres industriels, et qu'ils peuvent ainsi revendiquer leurs droits; se défendre de toutes façons. Aussi nulle part, à de rares exceptions, on ne leur demande pas plus de douze heures de travail.

En ce qui concerne les femmes et les enfants, au contraire, sans syndicats, livrées sans défense à l'exploitation, on les fait travailler de douze à quatorze heures, et même — cela a été dit par M. le rapporteur lui-même — pendant dix-huit heures.

Ces violations de la loi sont des plus regrettables, et malheureusement elles ont des tendances à se continuer. Vous pouvez donc voter la loi de dix heures; les intéressés en feront peut-être encore onze et douze.

Si les femmes et les enfants victimes de ces abus ne représentaient dans le travail industriel qu'une quantité négligeable, le mal serait moindre et vous pourriez voter le projet tel qu'il nous revient du Sénat; mais il n'en est pas ainsi. Dans ce rapport que je vous ai cité, on dit qu'actuellement, dans les fabriques, on compte 178,000 enfants au-dessous de 16 ans. Et vous vous figurez que les patrons feront sortir ces 178,000 petits ouvriers de l'atelier au bout de dix heures, et garderont les autres? C'est une erreur. La plupart des enfants sont utiles aux adultes et ils resteront avec eux.

Cela est d'autant plus facile que l'inspection ne se fait pas assez rigoureusement. Il résulte, en effet, des rapports officiels que les inspecteurs ne visitent certains ateliers qu'une fois tous les dix-huit mois. La loi continuera donc à être violée, à moins que vous n'augmentiez considérablement le nombre des inspecteurs.

Quant aux filles mineures visées par la loi, leur nombre s'élève à 310,000, en augmentation de 30,000 sur l'année 1891; pour les enfants, l'augmentation est de 26,000.

Vous savez fort bien que ces augmentations ne peuvent provenir d'un accroissement proportionnel de la population; elles proviennent surtout de ce que la loi tolère de longues journées pour les enfants et les filles mineures. La perfection de l'outillage permet de leur confier le travail fait jusqu'alors par les adultes, et ceux-ci sont jetés sur le pavé au fur et à mesure de leur remplacement. Vous ne pourrez mettre un frein à cet état de choses qu'en protégeant la femme et l'enfant par le vote de l'ancien texte de dix heures, qui a été repoussé par le Sénat.

Dans le but de faire adopter par la Chambre le texte du Sénat, M. le rapporteur appelait votre attention sur la question des veillées dans les magasins de couture. Il disait : « Vous voyez quelle source de difficultés il y a dans un ménage si la mère de famille est obligée, après dix ou onze heures passées dans un atelier de couture, d'y rester encore jusqu'à minuit et souvent plus tard. Si vous ne votez pas la loi, ces abus vont continuer. »

Je ferai observer à M. le rapporteur, que, même après le vote du projet actuel, ces abus continueront. Le meilleur moyen de les supprimer, c'était de ne pas autoriser les veillées qu'autorise le projet que nous discutons. Vous ne les tolérerez, cela est vrai, que pendant soixante jours de l'année, et pourtant vous devriez vous souvenir que ces femmes que vous avez entendues — toutes, vous entendez bien, toutes! et elles furent plus de neuf cents —

nous disaient : Messieurs les députés, nous vous en supplions, faites-nous une loi qui supprime ces veillées, car c'est derrière cette autorisation de soixante jours que s'abritent tous les abus, « le contrôle ne se faisant pas ».

En effet, quelle est donc l'ouvrière qui ira se plaindre à l'inspecteur si son patron ou sa patronne la fait travailler quinze heures pendant soixante-dix ou quatre-vingts jours par an au lieu de soixante jours ? Elle n'osera pas, dans la peur de perdre son pain.

Il a suffi, m'a-t-on dit, d'une démarche des grands couturiers de Paris, auprès du Ministre du commerce, pour avoir raison de toutes ces dépositions que je viens de rappeler. J'ignore si cela est vrai ; ce qu'il y a de certain, c'est qu'on a mis de côté tous les témoignages auxquels vous faisiez appel tout à l'heure pour obtenir le vote du projet de la Commission.

Ce n'est donc pas là un argument qui doive empêcher la Chambre de maintenir son premier vote, d'autant plus que depuis quelque temps sont survenues de nouvelles adhésions au principe de la journée de dix heures, applicable même aux adultes hommes, et cela de la part d'industriels du Nord qui y étaient hostiles lorsque la Commission du travail a visité leurs usines. Plusieurs déclarèrent même à la Commission qu'ils désiraient que la mesure fût internationale, reconnaissant eux-mêmes que la longue journée de travail, pour les enfants et les femmes, est absolument nuisible à la santé et contraire à la morale. Puisque ces mêmes hommes, intéressés dans la question, admettent aujourd'hui que la journée de dix heures peut entrer dans la pratique, pourquoi la Chambre ne les suivrait-elle pas ?

M. le rapporteur a dit tout à l'heure que ce serait une révolution économique que de voter trop précipitamment la loi des dix heures. Mais elle a déjà commencé, la révolution économique ; c'est elle qui remplace l'homme par la femme et la femme par l'enfant, et si vous ne commencez pas à protéger ces faibles et ces déshérités par la loi des dix heures, en attendant mieux, la situation ne fera que s'aggraver. C'est dans l'espoir d'atténuer cette aggravation que j'ai déposé un amendement qui correspond à celui de M. Dron. (*Très bien ! sur divers bancs à gauche*).

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. — Messieurs, j'ai peu de choses à ajouter aux paroles qu'a prononcées tout à l'heure M. le rapporteur de la Commission. Si je monte à la tribune, c'est afin d'expliquer les raisons pour lesquelles, bien que je me trouve dans une situation particulière, je n'accepte pas l'amendement de M. Dron ni celui de M. Dumay.

Je suis d'avis, comme M. le rapporteur et comme la majorité de la Commission, de voter l'ensemble de la loi telle qu'elle revient au Sénat, sans y apporter aucune modification. La Chambre n'a peut-être pas, cependant, oublié que j'ai moi-même proposé la limitation à dix heures de la journée de travail des femmes. J'ai soutenu cette opinion à plusieurs reprises, avec beaucoup d'énergie, dans la précédente législature d'abord, et dans celle-ci, à chacune des deux délibérations. J'ai cherché à démontrer que cette limite de dix heures était la plus normale, la plus conforme à l'intérêt des travailleurs, qu'elle était acceptable pour toutes les industries et qu'elle n'aurait pas nécessairement pour effet de diminuer la production et d'abaisser les

salaires. J'ai apporté à l'appui de mon opinion des exemples, des faits d'expérience tirés de l'histoire industrielle de l'Angleterre, de la Suisse, des États-Unis, de la France même dans les cas malheureusement trop rares où la réforme a été spontanément appliquée.

Je n'ai pas changé d'avis: je persiste dans mon opinion et j'ai la ferme espérance qu'elle finira par triompher. M. le Ministre du commerce, qui est de mon avis, a également prononcé au Sénat sur cette question des dix heures des discours qui m'ont paru décisifs, afin d'établir, avec des faits, comme j'avais essayé de le faire, que la production et le salaire ne sont pas nécessairement proportionnels à la durée de travail. Et cependant, M. le Ministre du commerce, si je ne me trompe, va tout à l'heure demander à la Chambre, comme la Commission et comme moi-même, de ne pas voter les amendements qui lui sont proposés et d'adopter la loi telle qu'elle revient du Sénat.

Il n'en donnera sans doute qu'une raison, qui est la mienne, c'est que si nous ne prenons pas ce parti, quoi qu'il doive en coûter à plusieurs d'entre nous, il est infiniment probable, pour ne pas dire certain, que la loi ne pourra pas être votée avant le 1^{er} janvier 1893, qui est la limite fixée par le projet pour sa mise en vigueur. Nous sommes au 1^{er} novembre; si nous renvoyons encore aujourd'hui la loi au Sénat, il est permis de supposer, sans faire injure à l'autre Assemblée, qu'elle ne nous la renverra pas d'ici à la fin de l'année.

Je doute que M. le Ministre du commerce veuille prendre ici l'engagement d'obtenir du Sénat, d'ici là, le vote des dix heures. Mais, en admettant même qu'il obtienne ce résultat, la discussion du budget nous empêchera presque certainement d'avoir en temps utile une nouvelle délibération. L'expérience est là pour nous en convaincre, et il ne faut pas nous payer d'illusions dont les ouvrières seraient les victimes.

Or, pendant la session de 1893, qui sera la dernière de la législature, la Chambre aura encore à voter le budget de 1894. Voulez-vous vous exposer vraiment à ce que cette législature se termine sans que ces réformes, si modestes encore, si longtemps annoncées, si souvent promises, et que nous avons, enfin, obtenues du Sénat, soient enfin réalisées? Je prie la Chambre de bien envisager cette perspective.

Quant à moi, si partisan que je sois de la limitation du travail à dix heures, si décidé que je puisse être à en renouveler la proposition devant la Chambre, je croirais manquer à mon devoir, trahir les convictions qui m'animent dans cette question et méconnaître l'intérêt le plus évident des travailleurs, si, en face de cette situation parlementaire, je n'acceptais pas ce qui est enfin gagné. Voilà la raison de mon vote: il n'y en a pas d'autre.

Est-ce à dire que, sur d'autres points que la limitation des heures, je trouve la loi suffisante? Non, assurément! à cet égard, je partage l'opinion de M. Dron et de M. Dumay; je m'associe à leurs critiques, et contre les deux équipes qui autorisent encore, dans une certaine mesure, le travail de nuit, et contre la différence des heures de travail fixées pour les enfants, pour les jeunes filles et pour les femmes.

Mais, ceci dit, il est, à mon avis, excessif de conclure que la loi ne nous donne rien. Elle nous donne, d'abord, ou plutôt elle donne aux ouvriers

onze heures de travail au lieu de douze. C'est bien quelque chose : ce n'est pas seulement une heure gagnée, c'est un principe enfin proclamé ; je m'étonne que tout le monde n'en soit pas frappé comme moi.

Comment ! voilà dix ans, à ma connaissance, que nous discutons ici sur cette question de la limitation des heures de travail pour les femmes adultes, — vous savez avec quelle vivacité, avec quelle ardeur de part et d'autre ; — voilà dix ans que l'on conteste avec tous les arguments les plus forts de l'économie libérale le principe même de cette limitation, qu'on nous refuse le droit, comme législateurs, de toucher à la durée du travail des adultes, même pour les femmes, et vous trouvez que ce n'est rien, après des luttes si passionnées, après des discussions si vives, que nous soyons arrivés enfin à faire brèche dans cette muraille qui se dressait devant nous, à obtenir gain de cause sur ce point fondamental, à savoir que la loi a le droit, dans un intérêt social supérieur aux intérêts privés, d'intervenir pour limiter la durée du travail des adultes ? (*Très bien ! très bien !*)

Voilà ce que nous avons obtenu. Je trouve que c'est beaucoup. Et, à mon avis, ce serait une grosse faute, de la part de tous ceux qui veulent une législation du travail, de ne pas enregistrer avec empressement cette première victoire, sans à continuer la lutte pour obtenir plus tard les autres réformes que nous réclamons. (*Très bien ! très bien !*)

Et puis, Messieurs, à côté de cette considération générale, est-ce qu'il n'y en a pas une autre ? Est-ce que ce n'est rien qu'une heure de travail de moins ? On a parlé d'une catégorie considérable d'ouvrières, celle des ouvrières d'ateliers. Eh bien, est-ce que vous croyez qu'elles ne gagneront rien à la loi de onze heures ? Je me suis procuré des cahiers d'heures d'ouvrières, afin de me rendre compte par moi-même de l'état des choses. Voulez-vous que je vous cite quelques exemples ?

En 1890, dans un atelier de Paris, il y a eu 92 journées de douze heures, 5 de treize, 3 de quatorze ; 2 journées de vingt heures chacune — le dimanche, — précédées d'une journée de douze heures la veille et suivies d'une de douze heures le lendemain, soit quarante-quatre heures de travail et quarante-sept de présence en trois jours. Dans un autre atelier, il y a eu, toujours en 1890, 65 journées de douze heures et demie, 4 de vingt et 1 de vingt-quatre, le dimanche ; dans un autre encore, en 1892, 66 journées de douze heures et demie, 8 de treize, 1 de quatorze, 1 de quinze ; et dans un autre encore, 57 de onze heures et demie et 65 de douze heures et demie.

Je pourrais multiplier à l'infini les citations. Mon enquête a porté sur plusieurs années, qui toutes donnent les mêmes résultats. Je trouve que, devant de pareils faits, c'est bien quelque chose d'avoir abaissé la limite à onze heures.

M. BALSAN. — On a supprimé aussi le travail de nuit.

M. DRON. — Dites qu'on a fait semblant de le supprimer.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. — J'allais en parler : c'est le second et immense bienfait que la loi accorde : on a supprimé le travail de nuit.

M. Dron dit qu'on a fait semblant ! Ce n'est pas mon avis. Sans doute, il y a des exceptions regrettables. J'ai commencé par le dire : je n'en aurais voulu aucune, surtout pas celle des deux équipes qui rouvrent la porte à beaucoup d'autres. Mais, enfin, dans beaucoup de fabriques, dans beaucoup d'ateliers, où le travail n'est pas, ne peut pas être divisé en deux équipes, le travail de nuit est interdit : c'est un très grand bienfait. M. Sibille a rappelé tout à l'heure les ravages que fait le travail de nuit dans notre population ; je ne trouve pas que ce ne soit rien que de l'avoir aboli dans la plupart des cas ; je ne trouve pas que ce ne soit rien que d'avoir interdit, dans les ateliers de couture, le fléau de la veillée.

On me dit bien : Mais vous l'autorisez, jusqu'à onze heures, pendant soixante jours ! D'abord, ce ne sera que soixante jours et jusqu'à onze heures seulement : c'est déjà quelque chose.

M. ÉMILE MOREAU. — Comment contrôler le nombre des jours ? (*Mouvements divers.*)

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. — Mais par l'inspection ! La loi réorganise le corps des inspecteurs, précisément pour que l'inspection soit plus efficace. Si vous ne croyez pas à l'inspection, il est évident qu'il est inutile de faire une loi. Je reviens à la veillée et aux soixante jours. La loi dispose que malgré l'autorisation donnée, pendant cette période, le travail ne devra jamais durer, en tout, au delà de douze heures.

Eh bien, faites le compte. Le travail commence en général à 8 heures : s'il est prolongé jusqu'à 11 heures, il faudra, pour ne pas dépasser les douze heures, donner aux ouvrières, en deux fois, trois heures de liberté pour les repas. C'est le repas du soir, le dîner assuré ; actuellement, quand on veille, ou n'a pas le temps de dîner le soir. Par cela seul, vous aurez introduit dans le régime des ateliers une réforme profonde.

Savez-vous à quelle population cette réforme va s'étendre ? Je ne parle pas de la totalité des ouvrières : ce serait alors, d'après la dernière statistique du docteur Bertillon, 230,000. Je ne parle que des ouvrières de la couture : les modistes sont considérées comme employées et mangent avec la patronne. Les couturières, elles, sont des ouvrières : quand elles veillent, elles ne peuvent pas dîner, et elles se tuent à ce métier-là. Eh bien, elles sont 88,000 !

Ainsi voilà 88,000 ouvrières qui auront désormais, pendant la période où il sera permis de veiller jusqu'à 11 heures, le temps de dîner. Et vous trouvez que ce n'est rien ? Je ne crois pas qu'elles soient de votre avis.

Le reste de l'année, on ne veillera pas du tout, et ainsi, on aura prudemment, en tenant compte des nécessités de la clientèle et de la saison, plus peut-être il est vrai, que je ne l'aurais voulu, on aura commencé à faire disparaître de nos mœurs cette affreuse plaie de la veillée, qui dévore les ouvrières des grandes villes. J'ai fini, Messieurs, et je me résume.

La journée de travail abaissée à onze heures, le travail de nuit supprimé dans la plupart des cas, la veillée interdite en principe, le temps du repas assuré, lorsqu'elle est permise par exception, voilà des profits certains, pratiques, indéniables, qui vont être immédiatement assurés. Il y faut ajouter

l'élévation de la limite d'âge d'admission au travail pour les enfants, et pour ceux-ci la limitation de leur travail à dix heures. Enfin, une autre réforme, dont l'importance ne peut pas être exagérée, qui est peut-être la plus considérable, la plus efficace de toutes, parce qu'elle contient en germe la restauration du foyer de famille, je veux dire le repos hebdomadaire. La loi le rend obligatoire; elle ne le fait pas sans doute comme je l'aurais souhaité, comme je l'ai tant et si vivement demandé, comme je crois qu'il devrait l'être à tous les points de vue, par respect pour les consciences religieuses, pour l'intérêt de la famille, et pour les mœurs, les habitudes générales de la population. Elle ne le fixe pas au dimanche; et c'est pour moi, pour bien d'autres aussi, un regret très grand, un regret d'autant plus vif que, par cette omission volontaire, la loi s'interdit à elle-même la faculté d'établir l'arrêt du travail le samedi, dans l'après-midi, si nécessaire, si moral, d'un intérêt si pratique pour la famille ouvrière. (*Très bien! très bien! à droite.*)

Je fais sur ce point, comme sur les autres, mais avec plus d'insistance encore, les réserves les plus expresses. Je maintiens toutes mes déclarations antérieures; et, si je ne reproduis pas tout à l'heure mon amendement sur le repos dominical, c'est parce que je veux voter la loi telle qu'elle est.

C'est un sacrifice. Je crois que tout le monde doit en faire pour arriver enfin à donner aux travailleurs une réforme, imparfaite sans doute, mais qui n'en est pas moins impatiemment attendue et désirée.

Dans ces conditions, je demande à la Chambre de voter la loi telle qu'elle nous revient du Sénat, sans y introduire un seul amendement. (*Applaudissements.*)

M. DRON. — Voulez-vous me permettre, Monsieur de Mun, de vous poser une question?

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. — Très volontiers.

M. DRON. — Comment concevez-vous l'application de la loi avec deux équipes et des heures différentes de travail?

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. — Mais, Monsieur Dron, je ne peux pas fatiguer la Chambre en recommençant mon discours. Voulez-vous donc que je répète encore une fois que la loi n'est pas telle que je l'eusse désirée? Vous le savez bien; je l'ai dit, je l'ai répété de toutes les manières.

Je vais bien plus loin encore, vous ne l'ignorez pas: j'ai proposé à la Chambre la limitation à dix heures pour les hommes. Vous êtes rapporteur de la proposition: je la voterai avec vous. Je demande les dix heures pour tout le monde, pour les hommes, les enfants et les femmes; et une des raisons que j'ai données est précisément la très grande difficulté, dans certaines industries, — entendons-nous bien, pas dans toutes, — de régler le travail avec une durée différente pour les différentes catégories d'ouvriers.

M. DRON. — C'est le moyen de supprimer toute réglementation.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. — Eh bien, j'en dis autant pour les deux équipes; je trouve que c'est un système détestable. Mais j'en reviens toujours à mon argument: la loi ne me donne pas ce que je demande, ce que je demanderai tant que j'aurai l'honneur de siéger dans cette Chambre; mais elle me donne déjà beaucoup, et c'est assez pour que je la prenne comme elle est.

Ni sur cette question ni sur aucune autre je ne me crois le droit de dire « tout ou rien » et de repousser, pour l'espérance très douteuse d'obtenir plus, ce que je puis avoir dès aujourd'hui. Je le répète: je crois que c'est mal comprendre l'intérêt des ouvriers; c'est une responsabilité que je ne prendrai pas. Je voterai la loi telle qu'elle est, en me réservant le droit de chercher à l'améliorer par la suite. (*Applaudissements.*)

M. LE BARON PIÉRARD. — Après les éloquentes paroles de notre honorable collègue M. de Mun, je ne me permettrai que quelques courtes observations.

J'avais déposé un amendement demandant le maintien de la journée de dix heures pour les femmes et les enfants. Cet amendement étant à peu de chose près le même que celui qui a été déposé par nos collègues MM. Dron et Dumay, j'ai cru devoir le retirer pour abréger la discussion et simplifier le débat. Je vous demande seulement, Messieurs, la permission de formuler quelques réserves, car je ne suis pas entièrement d'accord avec M. Dron ni avec M. Dumay. Avec eux j'ai demandé la limitation de la journée de travail à dix heures, estimant, comme la Chambre l'a déjà fait plusieurs fois, que c'était le moyen terme entre la loi de 1848, qui prescrit la journée de douze heures, et la revendication des huit heures, formulée par une certaine catégorie de travailleurs.

La journée de huit heures a été considérée, à juste titre, par la Commission du travail, comme une limitation inadmissible quant à présent, la différence entre huit heures et douze heures étant de beaucoup trop considérable et devant peser d'une façon funeste sur l'industrie nationale.

Mais, comme il était reconnu que la durée de douze heures était trop longue, il semblait que celle de dix heures dût donner satisfaction à tous les intérêts. Le Sénat n'en a pas jugé ainsi; il a trouvé que la durée de onze heures était la plus favorable. Je n'ai pas à examiner en ce moment s'il a eu tort ou raison.

Si l'Assemblée qui siège au Luxembourg s'était livrée, comme l'a fait la Chambre des députés, à une enquête générale dans les départements sur la situation des femmes, des enfants et des ouvriers en général, elle aurait pu se rendre compte d'une façon plus juste de la véritable situation des travailleurs. Cette enquête, il serait à souhaiter que le Sénat la fit prochainement, car, comme l'ont dit très justement l'honorable rapporteur M. Sibille et le rapporteur du Sénat, M. Diancourt, la proposition qui nous est soumise n'est qu'une disposition transitoire, nullement définitive, et la porte reste ouverte à l'avenir.

Dans ces conditions, je reconnais avec mon honorable collègue M. de Mun, avec M. le rapporteur et avec M. le Ministre du commerce, qu'il y a lieu de

faire des concessions sur la durée du travail et d'accepter à titre provisoire la proposition telle qu'elle nous revient du Sénat.

M. Sibille était peut-être tout à l'heure un peu optimiste lorsqu'il croyait que cette loi amènerait la réduction de la journée de travail à dix heures pour toutes les catégories d'ouvriers. Je ne suis pas de son avis sur ce point. J'estime au contraire qu'il sera peut-être dangereux, pour certaines catégories visées dans l'article 3 de la loi, de maintenir le projet du Sénat.

En effet, le Sénat établit trois catégories d'ouvriers, dont la durée de travail sera différente: les uns, les enfants, travaillent dix heures; les autres, les femmes et les jeunes filles, travaillent onze heures. N'est-il pas à craindre, pour la première catégorie d'ouvriers, qu'on ne prenne plus que des femmes et des filles majeures dans les ateliers, et qu'on ne laisse les enfants jusqu'à 18 ans sans travail et, par suite, sans moyens d'existence?

Je prends la contre-partie du discours de M. Sibille, qui estimait qu'on prendrait la limitation la plus faible pour l'appliquer à tout le monde. Je crains qu'on ne prenne, au contraire, la plus forte et qu'on n'élimine dans beaucoup d'établissements une grande quantité d'ouvriers. Il serait donc à souhaiter que la durée du travail fût partout la même.

Mais je reviens au seul point qui divise les deux Chambres, puisque le principe de la réglementation est admis, et je demanderai à la Chambre d'admettre la durée de onze heures à la seule condition que cette durée sera momentanée et que, d'ici à peu de temps, on arrivera à la journée de dix heures.

Du reste, il y a un moyen bien simple de l'obtenir: plusieurs de mes collègues, M. de Mun, M. Goujon et moi-même avons déposé des propositions de loi pour réglementer le travail des adultes hommes; quand elles viendront en discussion, — j'espère que ce sera le plus tôt possible, — il sera facile de réduire d'une heure la journée de travail adoptée par le Sénat et de la fixer uniformément à dix heures pour les femmes et les adultes.

Sous ces réserves je me rallie, comme M. de Mun, au projet de la Commission. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. BALSAN. — La limitation de la journée de travail à trois heures différentes est certainement un très gros obstacle pour une industrie, celle du peignage, de la filature.

M. DRON. — Pour toute l'industrie textile!

M. BALSAN. — Mon cher collègue. je m'occupe depuis quelque temps d'une industrie qui réunit les différentes parties de l'industrie textile: la teinture, la filature, le tissage, etc. Dans mes ateliers, les femmes ne travaillent pas habituellement plus de dix heures par jour depuis fort longtemps. Ce ne peut être une gêne que lorsque les femmes travaillent comme auxiliaires du fileur avec ou sans le concours d'enfants.

M. ÉMILE MOREAU. — Alors vous allez voter l'amendement de M. Dron?

M. BALSAN. — Je voterai la loi, parce que je la trouve excellente dans certaines parties. Elle supprime pour les femmes le travail de nuit, ce qui est un progrès de la plus haute importance au point de vue pratique, au point de vue de l'amélioration de l'espèce, comme vous dites, et au point de vue moral.

Je ne conteste pas que la loi soit imparfaite à certains égards; elle rend possibles notamment les veillées excessives, non seulement pour les couturières de Paris ou pour les femmes employées dans les journaux, mais aussi — M. le rapporteur ne contestera pas ce point — dans certaines industries, celle des sardines, par exemple. Il est évident que, pendant une période de l'année, les femmes occupées à ce métier font des veillées excessives; car avant de préparer les conserves de sardines elles sont employées ailleurs et certainement elles travaillent bien plus de onze et de douze heures par jour.

En vérité, ce sont là des détails; la loi réalise un progrès véritable par la suppression du travail de nuit. C'est pour cela que je ne me rends pas le moins du monde aux raisons invoquées par mon honorable collègue M. Dron et que je voterai la loi. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce et de l'industrie*. — Je joins mes instances à celles de la Commission pour demander à la Chambre de voter le projet de loi qui lui est soumis, tel qu'il revient du Sénat.

Je n'ai pas, Messieurs, à insister sur le fond de la question. Les progrès réels, les avantages considérables résultant de la loi vous ont été expliqués par M. le rapporteur et par M. de Mun. D'autre part, les objections que soulèvent les divers amendements qui vous sont proposés ont été exposées avec une telle force et une telle clarté, que cela me dispense d'insister.

Je désire présenter une simple observation: M. Dron a bien voulu, dans un passage de son discours, rappeler en termes beaucoup trop flatteurs, les efforts que j'ai faits devant le Sénat pour obtenir la fixation à dix heures de la journée de travail des femmes. Ces efforts ont été tels que je ne crois pas, même en les renouvelant, pouvoir espérer un résultat meilleur.

Tout ce qu'il était possible de tenter pour amener l'autre Chambre à émettre le vote désiré par M. Dron, par l'unanimité de votre Commission et par le Gouvernement lui-même, a été tenté; tout ce que nous avons pu obtenir, c'est que le Sénat consentît — ce qu'il avait refusé jusque-là — à limiter la journée de travail des femmes et à fixer cette limite à onze heures.

Si vous adoptez aujourd'hui l'un des amendements qui vous sont soumis, et si vous renvoyez la loi du Sénat, je ne saurais dire quand elle reviendra devant vous et dans quelles conditions, quels que soient les désirs qui vous animent, et les efforts que le Gouvernement s'engage à faire pour déterminer l'autre Assemblée à se mettre d'accord avec vous.

La loi sur laquelle vous délibérez en ce moment a déjà fait l'objet de douze délibérations; si vous croyez devoir lui en faire subir encore quelques-unes, vous le pouvez; mais je ne crois pas que ce soit une méthode de travail à recommander à la Chambre. Elle est, en tout cas, préjudiciable à ceux dont vous voulez sauvegarder les intérêts, par la raison simple que si

vous n'avez pas réalisé toutes les améliorations que vous désiriez, vous en avez tout au moins obtenu un assez grand nombre pour que la loi constitue un progrès sérieux.

Il s'agit donc, Messieurs, de savoir si, dans ces conditions, — toutes les opinions et toutes les modifications ultérieures étant d'ailleurs réservées et votre liberté restant entière pour l'avenir, — vous voulez accepter des améliorations certaines pouvant être appliquées dans le plus bref délai, ou si, au contraire, pour poursuivre un idéal meilleur, vous préférez vous engager dans une voie dont nul ne peut apercevoir l'issue.

Pour ma part, d'accord pleinement avec la Commission et, encore une fois, pour les raisons qui ont été développées si clairement devant vous, je ne saurais trop vous engager, au nom de la cause qui vous est chère et dans l'intérêt des travailleurs dont vous désirez améliorer le sort, à adopter le projet voté par le Sénat. (*Applaudissements.*)

M. DE MONTSAULNIN. — Messieurs, quoique désirant vivement voir adopter la loi fixant à dix heures la journée de travail des enfants, des femmes et des adultes, je voterai cependant le projet tel qu'il est proposé par la Commission, faute de mieux et crainte de pire, et j'espère que, pour la dignité de la Chambre, vous voudrez tous le voter. Il importe que cette discussion finisse et que nous donnions enfin au pays et aux ouvriers une loi bonne et utile.

M. ALBERT CHICHÉ. — Je ne trouve pas qu'il soit de la dignité de la Chambre de s'incliner devant le Sénat. (*Bruit.*)

M. ARMAND DESPRÉS. — Ce ne sera pas la première fois!

M. DE MONTSAULNIN. — J'ai la conviction profonde que, si nous adoptons le principe des dix heures, la loi retournerait encore au Sénat; et quand nous reviendrait-elle? Commençons donc par quelque chose et, pour notre dignité, finissons-en! (*Aux voix! aux voix!*)

Quant à moi, je voterai, je le répète, la loi telle qu'elle nous revient du Sénat, faute de mieux et crainte de pire.

M. DRON. — Je demande la parole. (*Aux voix! aux voix!*)

On n'a pas répondu à M. le Ministre puisque M. de Montsaulin s'est borné à expliquer son vote.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est à la Chambre à dire si elle veut entendre l'auteur de l'amendement. Mais je la prévienne qu'avant de mettre aux voix l'amendement de M. Dron, je serai obligé de donner la parole à M. Malartre pour qu'il s'explique sur son amendement.

M. MALARTRE. — Je donnerai mes explications en deux mots, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Dron, comme auteur de l'amendement, demande à répondre à M. le Ministre; M. Malartre s'expliquera ensuite. (*Exclamations.*)

Mais, Messieurs, l'amendement de M. Malartre diffère complètement de celui de M. Dron et du texte de la Commission, et il est, par suite, indispensable que l'auteur de cet amendement donne ses explications avant que je fasse voter sur l'amendement de M. Dron.

M. MALARTRE. — Je ne m'oppose pas au principe de la loi.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous vous expliquerez tout à l'heure.

M. DRON. — Je n'ai qu'un mot à dire.

J'ai écouté avec grande attention les orateurs qui m'ont répondu.

Je regrette de ne pas apprécier, comme M. le Ministre et comme M. le rapporteur, les grandes réformes et les bienfaits que la loi, telle qu'elle revient du Sénat, va procurer aux ouvriers. Je me suis expliqué sur ce point tout à l'heure. Je me borne à répéter que, jusqu'ici, on ne m'a pas démontré comment on pourrait appliquer la loi qui nous est proposée.

J'affirme une fois de plus que tous ceux qui ne veulent pas de la réglementation acceptent avec grand plaisir le texte du Sénat, parce qu'ils savent bien que ces trois heures différentes pour les travailleurs d'une même usine sont d'une exécution impossible.

La loi sera inapplicable, et vous serez dans une situation pire que celle qui existe maintenant; on peut encore appliquer la loi de 1874, tandis que le projet du Sénat restera lettre morte; la réglementation disparaîtra totalement.

Je rends hommage aux efforts qu'a faits M. le Ministre; seulement, je répète qu'il n'aurait pas dû être seul, lui, Ministre du commerce, à défendre au Sénat les votes de la Chambre, et qu'il aurait dû être soutenu par M. le Président du Conseil et tous ceux qui auraient pu faire comprendre aux membres de l'autre Assemblée que le vote de la loi en discussion a une importance politique qui ne saurait échapper à personne. (*Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Malartre. (*Aux voix ! aux voix !*)

Je ne puis pas mettre aux voix l'amendement de M. Dron avant que M. Malartre se soit expliqué; car si l'amendement de M. Dron était adopté, celui de M. Malartre se trouverait repoussé sans avoir été défendu.

L'amendement de M. Malartre est ainsi conçu :

« Les enfants de l'un et l'autre sexe, âgés de moins de 16 ans, peuvent, ainsi que les jeunes ouvriers et ouvrières de 16 à 18 ans, être employés à un travail effectif de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures. »

M. MALARTRE. — Messieurs, je ne veux pas, au point où en est arrivée la discussion, retarder le vote de la loi; mais je dois vous faire une observation qui me paraît importante.

La loi en discussion découle d'un bon naturel, d'une idée philanthropique; vous voulez soulager ce que vous appelez la classe ouvrière, classe qui à mon sens se confond intimement avec la classe dite des patrons. Car les uns et les autres sont les enfants du travail qui fait la grandeur du pays par l'essor de l'industrie nationale et si les uns périssent les autres périssent fatalement. C'est donc un excellent sentiment qui vous inspire; malheureusement ce sentiment est tellement philanthropique qu'il en devient poétique. (*Rires.*)

Vous aboutissez à des conclusions qui me paraissent fâcheuses. Vous voulez en effet, pardonnez-moi cette comparaison, que le tailleur fasse un habit pour tout le monde. Ceux qui sont de petite taille pourront encore, je crois, entrer dans un paletot, même trop grand, et auront, peut-être, assez de philosophie pour parcourir les rues dans cet attirail ridicule, mais les individus de taille élevée feront craquer les coutures.

C'est pour éviter cette fâcheuse conséquence de voir la loi craquer comme l'habit trop étroit, conséquence évidente, à mon sens, des lisières dans lesquelles vous enserrez le travail, que je présente mon amendement.

Cet amendement, très modeste au fond, organise, comme votre loi, le travail par soixante heures; seulement ladite loi qui stipule la liberté, pour le jeune ouvrier et la jeune ouvrière de 16 à 18 ans, de faire ses soixante heures par journées de onze heures, interdit l'organisation de ce travail aux apprentis et aux ouvriers de 12 à 13 ans jusqu'à 16 ans, au delà de la journée de dix heures, tout en disant aussi soixante heures pour ces enfants de 12 à 13 ans. Permettez-moi d'appeler votre bienveillante attention sur les inconvénients principaux que présente une réglementation unique non seulement pour l'industrie, mais encore pour la famille.

La famille, elle, est intéressée au plus haut point à ce que la règle que vous allez édicter par la loi que vous paraissez devoir voter lui donne toutes les garanties de moralité et de bonne ordination possibles.

Je vous le demande, que feront les jeunes enfants qui travailleront une heure de moins que leur père et que leur mère? Ceux-ci étant retenus à l'atelier, que feront ces enfants pendant cette heure? Ils courront les rues. Pensez-vous qu'il soit bien avantageux tant pour leur moralité que pour le bien de la famille, et dans l'intérêt même de leur gagne-pain, de les voir rouler à droite, à gauche, sans direction, sans surveillance, exposés à toutes sortes de rencontres et d'aventures, au lieu de les laisser demeurer aux côtés de leurs parents jusqu'à la fin de la journée?

D'après mon amendement, la semaine n'est, pas plus que par le texte qui est revenu du Sénat, de plus de soixante heures sur cent soixante-huit que comporte la semaine; seulement la division est différente: elle permet la distribution de ces soixante heures pendant cinq jours et demi de travail seulement. Je mets onze heures pendant les cinq premiers jours, total: cinquante-cinq heures, puis, le samedi, à midi, tous les enfants partent avec leurs parents ou au moins avec leurs frères et sœurs de 16 à 18 ans et s'en vont chez eux.

Cette disposition est d'un bien grand intérêt pour les familles.

Il ne saurait vous échapper quelle est bien importante aussi pour le bon ordre et la production régulière des ateliers, qui, par son adoption, n'auront

pas les inconvénients des trois entrées ou des trois sorties différentes que comporte cette singulière édicition que l'on vous propose d'accepter et qui fait partir les uns au bout de dix heures, les autres au bout de soixante heures, et les derniers, ceux au-dessus de 18 ans, au bout de soixante-six heures.

M. le Ministre du commerce, dont tous les efforts tendent à ce que la loi soit votée telle qu'elle nous est présentée aujourd'hui, parce qu'il y voit la satisfaction relative de sentiments humanitaires auxquels je rends justice et auxquels je m'associe dans toute la mesure vraiment utile, vient de vous presser de la voter dans la crainte que l'adoption, par cette Chambre, d'amendements quelconques ne la fit renvoyer aux calendes grecques du fait d'une nouvelle procédure devant le Sénat.

Je ne partage pas absolument cette crainte, persuadé que, de son côté, le Sénat aurait hâte d'en finir; et, en tout cas, je ne crois pas à son opposition à mon amendement qui serait assez en harmonie avec les tendances de libéralisme pondéré et d'intérêt bien entendu et pour la famille et pour l'industrie dont ses délibérations sur cette question portent l'empreinte.

En principe, d'ailleurs, je ne suis pas opposé à cette loi, bien qu'à mon sens elle soit loin de répondre à tous les desiderata.

Elle est partie de cette idée qu'il faut ménager les forces humaines, — ce qui est bien, — mais, en même temps, de cette combinaison moderne que la production industrielle n'aurait pas à en souffrir, étant donné que, de nos jours, l'activité des moyens mécaniques donne une intensité de travail plus grande et que cette intensité peut remplacer la diminution de la somme des heures formant la journée de travail.

A ce point de vue il y aurait bien des objections à faire de la part de ceux qui, ayant appartenu à l'industrie, — et c'est mon cas, — ont vu de près les conditions dans lesquelles se meuvent les organisations usinières. (*Bruit.*)

Comme il faut que l'industrie française produise autant que l'industrie étrangère, avec cette tendance à remplacer la valeur du temps par celle de l'intensité on arrivera à exagérer de plus en plus cette intensité. Ce sera la course au clocher, à qui marchera le plus vite ! Êtes-vous bien certains que cet effort, que les exigences de la concurrence demanderont de plus en plus aux machines pour remplacer les heures, n'excédera pas davantage les forces de l'ouvrier que le travail rationnel d'une heure et même de deux heures de plus ? A ce point de vue, la loi de dix heures et de onze heures n'a-t-elle pas fait plus pour accabler le bras de l'ouvrier que la loi des douze heures suivie jusqu'à ce jour ? N'y aura-t-il pas, de ce chef aussi, cette surproduction si redoutable qui finit par encombrer les stocks et aboutit à de désastreux chômages ?

De plus, certaines industries ne comportent pas un travail hâtif, une intensité de marche immodérée. Pour celles-là la diminution des heures sera une perte sèche. Et pendant que nos enfants, nos jeunes ouvriers et ouvrières se croiseront les bras, et que, partant, le pain manquera à la maison, nos concurrents étrangers, eux, continueront leur journée de douze, treize, quatorze, quinze heures.

Je n'appartiens pas, Messieurs, au parti éclectique qui ne voit rien en

dehors de lui. Vivant de l'industrie, j'ai jadis voyagé beaucoup et j'ai cru qu'il était intéressant pour un chef d'usine de faire voir à ses enfants d'autres choses que celles qu'ils peuvent voir en France. Mes enfants ont donc, sur mon initiative, voyagé aussi; ils ont, non seulement vu, mais travaillé à l'étranger et ont pu comparer les ateliers d'outre-Rhin et d'Italie aux nôtres. Dans ces milieux très industriels, ils ont vu ce que j'avais vu moi-même et je pourrais citer les premières fabriques de ces pays. (*Aux voix !*)

Dans les tissages là-bas, comme chez nos tisseurs, les enfants, petites filles surtout, par bandes très nombreuses et en toute première jeunesse, dévident la soie, préparent les canettes — c'est un mot de métier. Eh bien, tout ce monde-là est entré, hiver comme été, dès 5 heures et 6 heures du matin et ne s'en va pas avant 7 heures et demie du soir, après un quart d'heure pour le déjeuner, une heure pour le dîner, et un quart d'heure pour le goûter, total une heure et demie de repos.

En Italie, dans la Valteline, dans le Tyrol, dans les filatures et moulins, c'est plus long encore.

Pensez-vous que nos petits Français ne valent pas les petits Allemands? Pensez-vous surtout que soixante heures par semaine, comme vous le propose la loi, ne peuvent pas être plus utilement réparties à onze heures par jour, avec départ pour tous à midi, le samedi, qu'avec ces trois variantes de trois journées différentes avec perte pour tout le monde et abandon de l'enfance dans le ruisseau? (*Interruptions.*)

Laissez-moi, je vous prie, vous faire sentir la corrélation intime qui existe entre les différentes parties d'un atelier, dans certaines spécialités au moins dont je puis parler : filature, moulinage, tissage.

Dans la spécialité du moulinage, par exemple, les jeunes ouvriers, apprentis, enfants de 12 à 13 ans, tiennent ce qu'on appelle le travail des tavelles. Chacun d'eux fournit ce qu'on appelle « le roquet » dans la proportion voulue pour occuper les ouvriers et ouvrières plus âgés, lesquels, à leur tour, tiennent ce qu'on appelle « les purgeoirs, les moulins ou filages, les doublages, les torses et les flotteurs ». Toutes les opérations s'enchaînent. Suspendez pendant un certain temps l'une de ces opérations, vous faites chômer la partie de manutention à laquelle cette opération correspond. Vous paralysez, dans une proportion fort nuisible, l'atelier. Dans le tissage, ces mêmes jeunes enfants préparent les bobines, canettes, etc. Si la navette qui attend ces éléments n'est pas montée, adieu le moyen de tisser pour le brave passementier.

Vraiment, vous l'avouerez, Messieurs, y a-t-il autre chose que de l'entrave et de la perte matérielle et tangible pour l'industrie que vous voulez cependant protéger, à faire, par la diminution des heures et par le départ de l'atelier des ouvriers les uns avant les autres, arriver à ce résultat négatif?

Ce chômage, au bout du compte, se répercutera essentiellement sur la fortune nationale, mais d'une manière immédiate, sur le bien-être de la famille, particulièrement sur la situation souvent fort difficile de la femme. Je termine par une considération. (*Aux voix ! aux voix !*)

Vous voulez faire une loi utile au pays, diminuant la fatigue de l'ouvrier, développant la moralité tout en ne laissant pas périliter l'industrie, source

et aliment du travail; permettez-moi, pour que vous ne soyez pas accusés de voir les choses sous un jour trop restreint, de vous engager à porter vos yeux au delà de Paris.

Il peut y avoir dans les grands ateliers de couture, dans les grandes spécialités qui ont les modes pour objet, des exagérations énormes dans la durée de la journée. A quoi cela tient-il? Aux exigences énormes aussi, souvent impatientes, parfois extravagantes de la clientèle bien plus qu'à l'intérêt même du patron; à la nécessité de faire aussi bien, aussi beau, aussi vite que ce que l'on fait dans les grandes maisons de confections de Berlin ou de Londres. Mais enfin, admettons que votre loi puisse protéger dans une certaine mesure ces ouvrières qui travaillent vingt-quatre et vingt-huit heures; comme l'a dit l'honorable M. de Mun, il ne faut pas que son objectif ne soit que Paris et que vous traitiez la France entière sur ce que vous pouvez trouver d'exagéré dans Paris. Regardez donc un peu, je vous prie, mes chers collègues, regardez la population de nos campagnes. S'il existe quelque chose qui mérite votre intérêt, c'est cette sorte de Suisse industrielle qui se forme dans certaines parties du centre et du midi de notre France.

Dans les pays de montagnes, par exemple, — et je suis heureux et fier de compter au nombre de ceux qui les représentent, — eh bien, j'estime avec bien des chefs d'industrie de toute compétence, qu'en dehors des éléments de « filature, moulinage et tissage », que renferment ces montagnes aux populations religieuses, honnêtes, laborieuses autant qu'économes, nous aurions, pour quantité de produits de notre fabrique de soierie, grand'peine à soutenir la concurrence étrangère. Vous qui, chaque jour, êtes à même de constater l'immensité toujours croissante de cette agglomération absorbante qui est Paris, trouveriez-vous qu'il y a trop de population dans les campagnes? Non, sans doute, et plus d'un sage fait entendre parfois des doléances sur l'entraînement des populations vers les villes. Eh bien, le moyen de retenir les populations à la campagne, c'est de faire que le gagne-pain des familles nombreuses soit assuré; or, soyez en certains, les familles tiennent peu compte d'une heure ou deux de plus d'effort au travail; mais, toutes, elles sont touchées par le plus ou moins de rendement du travail; car, ce rendement, c'est le pain sur la table, essentiel en tout, premier titre à l'entretien, à l'hygiène, au développement de la famille, et votre loi, Messieurs, ne pourra être accueillie avec faveur dans nos campagnes qu'autant qu'elle soulagera les bras sans diminuer la facilité des apprentissages, souvent fort délicats et fort longs, sans troubler l'harmonie du travail, sans empêcher les enfants de savoir, de bonne heure, utiliser leurs mains et d'être à même de rapporter, à chaque paye, cet argent précieux qui met la santé, l'aisance et la joie dans le ménage.

Pour nous, dans notre pays, il n'y a qu'un chômage sur lequel nous soyons d'accord, c'est celui du jour consacré au repos hebdomadaire. Chez nous, chez tous, c'est le dimanche; pas de controverse sur ce point. Chez nous encore, je veux dire dans nos montagnes, les ateliers sont bien tenus, on s'y préoccupe des questions de l'hygiène physique et morale de l'ouvrier; là, les enfants sont surveillés d'une manière particulière, et dans plus d'une grande usine se trouvent des écoles annexes qui enseignent à l'enfant à lire,

a écrire et à compter, et le catéchisme toujours, ce qui n'est pas indifférent, car c'est dans ses enseignements que nous trouvons l'élément des bons travailleurs.

Je dis que cette organisation est intéressante, et que c'est une des forces qui ont contribué, dans les luttes industrielles, à assurer la victoire de notre Midi, en solidarisant nos communs efforts des villes et des campagnes — et ici je fais appel aux représentants de l'industrie lyonnaise — contre la concurrence étrangère.

A propos de cette grosse question de la déplorable dépopulation de nos bourgades, qu'il me soit permis, en terminant, de vous citer le témoignage que j'ai recueilli, il y a huit ans, d'un des plus grands industriels ayant, je crois, occupé les fonctions de bourgmestre de Bâle : « Nos villages, me disait-il, sont, à peu de chose près, dans les mêmes conditions de population qu'au commencement du siècle. »

Quel éloge, Messieurs, résulte de ces paroles pour les lois libérales et sages de ce pays et la manière dont l'industrie est organisée sur ce territoire. La liberté du travail, mais c'est la force de l'industrie suisse. Vous allez discuter bientôt le traité franco-suisse. . . (*Aux voix ! aux voix !*)

Vous verrez qu'une des grandes faiblesses de notre production ne consiste pas seulement dans le bas prix de la main-d'œuvre chez nos concurrents, mais, pour bien des cas, dans l'organisation de cette main-d'œuvre. Il faut, sans nuire à nos villes qui sont les foyers de notre activité, mettre l'industrie et l'organisation des ateliers existant dans nos villages sur le pied de ces grands établissements qui maintiennent dans leurs bourgs et hameaux les populations de la Suisse. Il faut, par les facilités et non par les entraves apportées au travail, donner à ces populations de nos villages de telles garanties de bonne organisation du travail, de telles assurances de gagne-pain, qu'alliant les résultats de l'industrie à ceux que donne l'agriculture et les fortifiant, ces populations de nos villages de France en viennent à la prospérité des villages de Suisse, prospérité qui est la raison de leur niveau presque invincible. N'est-ce pas là le vrai progrès à réaliser ?

Croyez-vous que ce soit un progrès, une situation bonne, que d'avoir d'énormes villes comme Paris qui accaparent et absorbent tout, où la nécessités de la consommation augmentent tous les jours, et dans lesquelles les bouches qui affluent n'apportent que des besoins et des revendications ?

Vous n'auriez pas le quart des embarras sociaux qui vous préoccupent, et vous, qui vous intéressez tant au sort des ouvriers, vous ne verriez pas ces grèves qui vous affligent tous, vous écarteriez la responsabilité qui vous incombe, s'il n'y avait pas ces concentrations considérables et confuses d'ouvriers !

A l'extrême gauche. — C'est un honneur !

M. MALARTRE. — Au fond, ce qui constitue la défense de l'industrie dans tout pays bien équilibré, c'est l'alliance de la population rurale avec celle des villes. Il faut donc, je le répète, faire en sorte que, dans nos campagnes, vous puissiez vous assurer les bras indispensables pour la culture en même temps.

que pour assurer l'alimentation, la production et le commerce des centres qui sont les villes. De cette façon, vous défendrez l'industrie française en même temps que la moralité du travail, parce que vous protégerez sérieusement ainsi la famille, qui est le pivot de toute organisation. Or, à ce point de vue prépondérant de la famille, je prétends que l'enfant qui part de l'atelier une heure avant ses parents est plus malheureux, plus exposé, plus à plaindre que s'il restait à l'atelier, où il est chauffé, tenu, surveillé, et où il demeure en communication avec les siens ou avec ceux qui ont charge de sa personne. (*Aux voix !*)

Je termine, Messieurs. Vous jugez trop la question au point de vue du Nord, au point de vue de M. Dron, — je ne parle pas de M. Sibille, qui est de l'Ouest, — comme au point de vue de Paris. A propos de Paris, j'ajoute que vous êtes trop sous l'impression de son importance : cette importance, vous la faites trop peser dans la question. Il faut, avec Paris et à côté de sa prépondérance, considérer la province, qui a bien son importance aussi, car ne perdez pas de vue que la vie et les conditions sont tout à fait différentes et que, cependant, dans l'apport du travail national, il faut tenir compte de l'immense part que fournit le travail de cette province dans les éléments de mode et de goût qui constituent la suprématie de Paris dans le monde.

Si vous voulez arrêter dans les campagnes cette dépopulation qui va journellement en s'accroissant, il faut adopter des dispositions moins limitatives et laisser aux parents qui, soyez-en convaincus, sont très jaloux de la bonne constitution, de la force physique comme de la force morale de leurs enfants, une certaine liberté; il ne faut pas dépasser la limite que je vous indique. Donnez aux chefs d'industrie et aux parents le moyen d'employer leurs enfants pendant cinq jours et demi au même taux que les autres de 16 à 18 ans, sauf à leur faire quitter l'atelier, je le redis et le répète, le samedi dans la journée. Je ne fais que vous proposer un acte d'une portée essentiellement morale et pratique. Vous voulez que la loi soit bonne, moi aussi; nous sommes tous les amis des ouvriers ici, et nous ne devons pas nous jalouser. (*Aux voix !*)

Vous dites : Aux voix ! Je suis tout prêt à vous laisser aller aux voix et à y aller moi-même; seulement, permettez moi d'espérer, malgré le point où en est arrivée la question, que vous daignerez agréer mes observations, au moins au point de vue des industries exigeant relativement peu des forces de l'ouvrier dont je viens de vous entretenir. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais mettre d'abord aux voix l'amendement de M. Dron, dans lequel se confondent les amendements de MM. Chiché et Dumay. Il est ainsi conçu :

« Les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. »

Cet amendement est repoussé par la Commission et le Gouvernement.

Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	499
Majorité absolue.....	250
Pour l'adoption.....	153
Contre.....	346

(La Chambre des députés n'a pas adopté.)

Je mets aux voix l'amendement de M. Malartre, qui tend à remplacer les deux premiers paragraphes de l'article 3.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Je mets aux voix les deux premiers paragraphes de l'article 3 :

« Les enfants de l'un et de l'autre sexe âgés de moins de 16 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les jeunes ouvriers ou ouvrières de 16 à 18 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures. »

(Ces deux paragraphes, mis au voix, sont adoptés.)

Sur le troisième paragraphe, M. Souhet a déposé un amendement ainsi conçu :

« Modifier ainsi le paragraphe 3 de cet article :

« A partir du 1^{er} janvier 1894, les filles au-dessus de 18 ans et les femmes ne pourront être employées à un travail effectif de plus de dix heures par jour. »

M. SOUHET. — Messieurs, l'amendement que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre diffère de celui de mes honorables collègues, MM. Dumay, Dron et Chiché, en ce sens qu'il ajourne l'application de loi au 1^{er} janvier 1894, afin de permettre aux industriels de se mettre en mesure en vue de l'exécution de cette loi. Il se justifie par ce qui a été dit au Sénat et par les intentions mêmes des auteurs de l'amendement adopté par cette Assemblée, MM. Maxime Lecomte et Diancourt. Ils ont expliqué, en effet, qu'il s'agissait d'une loi transitoire que l'on pouvait parfaitement modifier, et enfin qu'on pouvait arriver graduellement et progressivement à l'application de la loi de dix heures.

Je m'autorise également des raisons que M. le Ministre a données au Sénat, dans la séance du 22 mars dernier, où il a fait un exposé si complet des idées qui militent en faveur de l'adoption de la loi de dix heures.

La journée de travail de dix heures pour les femmes existe dans beaucoup de pays; elle est appliquée en Angleterre depuis 1847 dans l'industrie des textiles et a été étendue vingt ans plus tard à toutes les industries. Pour les hommes, il n'y a pas de limitation; dans la plupart des industries, la

journée est réduite à huit ou neuf heures de travail effectif. J'estime qu'en France on peut faire aussi bien qu'en Angleterre.

D'autre part, si on a tergiversé au Sénat pour le vote de la loi, il en a été de même, en quelque sorte, au sein de la Commission du travail. Au début elle avait accepté dix heures; ce n'est que plus tard que, se ravissant, elle a adopté à une faible majorité le principe de la loi de onze heures qui avait été voté par le Sénat.

Dans beaucoup d'industries françaises et même dans presque toutes, le travail des hommes est de dix heures sinon en droit, au moins en fait. Les patrons s'en trouvent bien; ils reconnaissent que le travail se fait mieux et que la production est aussi grande que lorsque les ouvriers faisaient onze heures. Si l'on adopte le principe de onze heures de travail qui vous est proposé pour les femmes, je vous demande dans quelle position, dans quelle situation va se trouver la Commission lorsqu'elle présentera la proposition fixant à dix heures le travail des hommes qu'elle a admise en principe. Il y a là une contradiction flagrante : vous allez voter le travail de onze heures pour les femmes et dans quelques jours vous allez demander la fixation du travail des hommes à dix heures. C'est là une contradiction inexplicable et je ne sais comment le rapporteur pourra s'en débrouiller.

Pourquoi contraindre la femme à plus de dix heures de travail? Quand la femme a terminé sa journée à l'atelier, à l'usine ou dans les manufactures, est-ce que tout est terminé pour elle? Non. Elle est obligée de consacrer encore plusieurs heures aux soins à donner soit à ses enfants, soit à sa famille. J'estime qu'il serait impolitique, antiéconomique et, passez-moi l'expression, même barbare de contraindre les femmes à faire onze heures de travail alors que les hommes n'en feront que dix. La femme est faible; elle n'a pas comme l'homme les moyens de se défendre. Sa situation, son organisation lui sont des obstacles qui ne lui permettent pas d'intervenir efficacement dans la défense de ses droits les plus justes et les plus légitimes.

C'est pour toutes ces raisons que je vous supplie d'accepter mon amendement. Il ne faut pas que la Chambre se déjuge. J'estime qu'elle doit voter la journée de travail de dix heures comme elle l'a déjà fait plusieurs fois.

Je ne veux pas m'étendre bien longuement sur ce sujet. Permettez-moi cependant de vous donner quelques raisons qui militent en faveur du projet de réglementation de la journée de travail à dix heures en vous faisant quelques citations des rapports des inspecteurs du travail. Vous verrez que sinon tous, du moins la plupart d'entre eux sont d'avis de réduire la journée à dix heures. Ces citations vous édifieront en même temps sur ce point, que dans beaucoup d'usines le travail aujourd'hui est, de fait, sinon de droit, de dix heures.

Voici en premier lieu un extrait du rapport fait sur les conditions du travail dans le département de la Seine :

« La durée du travail de l'ouvrier homme dans le département de la Seine varie entre dix et onze heures. L'ouvrière est astreinte aux douze heures réglementaires et même au-dessus.

« En Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Eure-et-Loir, la moyenne du tra

vail n'atteint jamais douze heures, il y a au contraire une tendance très marquée à ne pas dépasser dix heures.

« Dans les départements de la Côte-d'Or, du Doubs, du Jura, de Saône-et-Loire et de l'Yonne, la journée est inférieure à douze heures effectives dans la presque totalité des usines ou ateliers visités; il y a une tendance marquée à l'adoption de la journée de dix heures. »

Partout les rapports des inspecteurs concordent. « Dans le Calvados, la Manche, la Mayenne et l'Orne, la durée de la journée du travail s'est élevée, dans 282 usines et manufactures, en moyenne à dix heures cinquante-quatre minutes; dans 710 ateliers industriels, — notez bien ce chiffre, — la durée moyenne ne dépasse pas dix heures et une minute. »

Enfin, sur la situation dans les départements les plus industriels, tels que l'Allier, la Loire, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, voici le rapport qui a été fait par M. Charrassin, inspecteur du travail. Il est très concluant :

« Dans la plupart des ateliers d'hommes, la durée du travail a été ramenée à dix heures. Cet exemple n'a pas été suivi dans les ateliers de femmes et d'enfants, où — je vous prie de remarquer ceci — la durée du travail a été maintenue à douze heures. La nouvelle loi, heureusement, abaisse à dix heures de travail la journée de la femme et de l'enfant qui, certainement, doivent être protégés plus efficacement que les hommes. »

Toutes ces citations concordent en faveur de l'établissement de la loi de dix heures. Et d'ailleurs, comment appliquerez-vous votre loi si vous maintenez à onze heures la durée de la journée de travail, comme le prescrit votre article 3 pour les filles au-dessus de 18 ans et pour les femmes? Comment ferez-vous concorder cet article avec l'article 4, qui, dans son deuxième paragraphe, dit que tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit, alors que de 4 heures du matin à 10 heures du soir vous autorisez l'emploi de deux équipes qui ne devront pas travailler plus de neuf heures chacune avec un repos de deux heures entre chaque équipe?

Par conséquent, d'un côté vous allez contraindre des femmes à travailler effectivement pendant onze heures, ce qui nécessite une présence de treize à quatorze heures à l'atelier et, d'un autre côté, vous aurez deux équipes qui ne feront que huit heures de travail effectif et n'auront que neuf heures de présence à l'atelier. Comment expliquerez-vous cette inégalité choquante, monstrueuse? Évidemment, il y a là une contradiction flagrante qui rendra votre loi injuste, inapplicable et dépourvue de sanction.

Il s'agit de savoir, Messieurs, si vous voulez faire une loi de justice et d'équité. J'estime qu'il faut accorder de bonne grâce aux travailleurs les satisfactions dues à leurs justes et légitimes revendications, et ne pas attendre d'y être en quelque sorte contraints, soit par la grève, soit par tout autre moyen plus ou moins pacifique.

J'aime à espérer que le Parlement français se montrera aussi libéral que les Parlements monarchiques qui ont réglementé le travail dans l'industrie.

Je ne veux pas m'étendre plus longuement. L'opinion de chacun est faite.

Je termine en vous suppliant de voter mon amendement, qui conserve le principe de la journée de travail de dix heures pour les filles au-dessus de 18 ans et pour les femmes. (*Très bien! très bien! sur divers bancs à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Souhet.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Je mets aux voix les deux derniers paragraphes de l'article 3 de la Commission.

Ils sont ainsi conçus :

« Les filles au-dessus de 18 ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour.

« Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

(Les deux paragraphes sont adoptés. — La Chambre adopte ensuite l'ensemble de l'article 3.)

SECTION II.

TRAVAIL DE NUIT. — REPOS HEBDOMADAIRE.

« ART. 4. — Les enfants âgés de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit; toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun.

« Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins.

« Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

« Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées.

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quel in-

dustrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

M. Dron a déposé sur cet article un amendement.

M. DRON. — Je n'ai pas convaincu une première fois la Chambre dans les discussions précédentes sur le travail des deux équipes. Je ne renouvellerai pas ma tentative dans les conditions actuelles et je retire provisoirement mon amendement, tout en restant convaincu — je tiens à faire ces réserves — que le travail des deux équipes est un abus et un danger pour l'industrie, parce qu'il facilite, à certains moments d'activité commerciale, une surproduction qui entraîne ultérieurement des chômages aussi funestes pour les patrons que pour les ouvriers.

J'ajoute qu'il est en contradiction avec le principe admis de la suppression du travail de nuit. Les allées et venues des ouvriers et ouvrières entre 3 et 4 heures du matin, entre 10 et 11 heures du soir, présenteront, selon moi, les mêmes dangers et les mêmes inconvénients que le travail de nuit.

Enfin, ce système crée une injustice flagrante entre industriels, puisqu'il permet aux fabricants de certains pays ce qui n'est pas possible aux industriels d'autres régions. Il n'est pas juste, par exemple, que les industriels de Saint-Chamond puissent recourir à l'emploi de deux équipes alors que leurs concurrents de Nîmes, de Saint-Quentin, de Lille, de Paris en sont empêchés.

Sous le bénéfice de ces réserves, je retire mon amendement.

M. ÉMILE MOREAU. — Ajoutez qu'avec ces deux équipes on aura souvent le travail de dix-huit heures.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 4.

(L'article 4, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 5. — Les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi même pour rangement d'atelier.

« Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. » — (Maintenu.)

« ART. 6. — Néanmoins, dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, la nuit, aux travaux indispensables, sous la condition qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par un règlement d'administration publique. » — (Maintenu.)

« ART. 7. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions rela-

tives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les travailleurs visés à l'article 5, pour certaines industries à désigner par le susdit règlement d'administration publique. »

Cet article a été modifié. Personne ne demande la parole? . . .

(L'article 7 est adopté.)

« ART. 8. — Les enfants des deux sexes, âgés de moins de 13 ans, ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.

« Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à Paris, et les préfets, dans les départements, pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées. » — (Maintenu.)

SECTION III.

TRAVAUX SOUTERRAINS.

« ART. 9. — Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales du travail des enfants de 13 à 18 ans du sexe masculin dans les travaux souterrains ci-dessus visés.

« Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, ces règlements pourront permettre le travail des enfants à partir de 4 heures du matin et jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures. » — (Maintenu.)

SECTION IV.

SURVEILLANCE DES ENFANTS.

« ART. 10. — Les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de 18 ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile.

« Si l'enfant a moins de 13 ans, le livret devra mentionner qu'il est muni du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882.

« Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article. » — (Maintenu.)

« ART. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la

présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur, un autre sera déposé à la mairie.

« L'organisation de relais qui aurait pour effet de prolonger au delà de la limite légale la durée de la journée de travail est interdite pour les personnes protégées par la présente loi.

« Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

« Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs nom et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état. » — (Maintenu.)

SECTION V.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

« ART. 12. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique. » — (Maintenu.)

« ART. 13. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous des conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs. » — (Maintenu.)

« ART. 14. — Les établissements visés dans l'article 1^{er} et leurs dépendances doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés et ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

« Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés. » — (Maintenu.)

« ART. 15. — Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er}, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

« Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant.

« Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental. »

(L'article 15 est mis aux voix et adopté.)

« ART. 16. — Les patrons ou chefs d'établissements doivent en outre veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique. »
— (Maintenu.)

SECTION VI.

INSPECTION.

« ART. 17. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et de la loi du 9 septembre 1848.

« Ils sont chargés, en outre, concurremment avec les commissaires de police, de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

« Toutefois, en ce qui concerne les exploitations de mines, minières et carrières, l'exécution de la loi est exclusivement confiée aux ingénieurs et contrôleurs des mines, qui, pour ce service, sont placés sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Maintenu.)

« ART. 18. — Les inspecteurs du travail sont nommés par le Ministre du commerce et de l'industrie.

« Ce service comprendra :

« 1^o Des inspecteurs divisionnaires ;

« 2^o Des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

« Un décret, rendu après avis du Comité des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail ci-dessous instituée, déterminera les départements dans lesquels il y aura lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixera le nombre, le traitement et les frais de tournée de ces inspecteurs.

« Les inspecteurs ou inspectrices départementaux sont placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire.

« Les inspecteurs du travail prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication, et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

« Toute violation de ce serment est punie conformément à l'article 378 du Code pénal. » — (Maintenu.)

« ART. 19. — Désormais, ne seront admissibles aux fonctions d'inspecteur divisionnaire ou départemental que les candidats ayant satisfait aux conditions et aux concours visés par l'article 22.

« La nomination au poste d'inspecteur titulaire ne sera définitive qu'après un stage d'un an. » — (Maintenu.)

« ART. 20. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er}. Ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2.

« Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices, qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

« Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

« Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation, à la poursuite des infractions à la présente loi. » — (Maintenu.)

« ART. 21. — Les inspecteurs ont pour mission, en dehors de la surveillance qui leur est confiée, d'établir la statistique des conditions du travail industriel dans la région qu'ils sont chargés de surveiller.

« Un rapport d'ensemble résumant ces communications sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Maintenu.)

SECTION VII.

COMMISSIONS SUPÉRIEURE ET DÉPARTEMENTALES.

« ART. 22. — Une Commission supérieure composée de neuf membres, dont les fonctions sont gratuites, est établie, auprès du Ministre du commerce et de l'industrie. Cette commission comprend deux sénateurs, deux députés élus par leurs collègues et cinq membres nommés pour une période de quatre ans par le Président de la République. Elle est chargée :

« 1^o De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi;

« 2^o De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés;

« 3^o Enfin, d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme du concours qu'ils devront subir.

« Les inspecteurs divisionnaires nommés en vertu de la loi du 19 mai 1874, et actuellement en fonctions, seront répartis entre les divers postes

d'inspecteurs divisionnaires et d'inspecteurs départementaux établis en exécution de la présente loi sans être assujettis à subir le concours.

« Les inspecteurs départementaux pourront être conservés sans subir un nouveau concours. » — (Maintenu.)

« ART. 23. — Chaque année le président de la Commission supérieure adresse au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

« Ce rapport doit être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*. » — (Maintenu.)

« ART. 24. — Les conseils généraux devront instituer une ou plusieurs commissions chargées de présenter, sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible, des rapports qui seront transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure.

« Les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les présidents et vice-présidents du conseil de prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre industriel du département et, s'il y a lieu, l'ingénieur des mines font partie de droit de ces commissions dans leurs circonscriptions respectives.

« Les commissions locales instituées par les articles 20, 21 et 22 de la loi du 19 mai 1874 sont abolies. » — (Maintenu.)

« ART. 25. — Il sera institué dans chaque département des comités de patronage ayant pour objet :

« 1° La protection des apprentis et des enfants employés dans l'industrie;

« 2° Le développement de leur instruction professionnelle.

« Le conseil général, dans chaque département, déterminera le nombre et la circonscription des comités de patronage, dont les statuts seront approuvés, dans le département de la Seine, par le Ministre de l'intérieur et le Ministre du commerce et de l'industrie, et par les préfets dans les autres départements.

« Des comités de patronage seront administrés par une commission composée de sept membres, dont quatre seront nommés par le conseil général et trois par le préfet.

« Ils sont renouvelables tous les trois ans. Les membres sortants pourront être appelés de nouveau à en faire partie.

« Leurs fonctions sont gratuites. » — (Maintenu.)

SECTION VIII.

PÉNALITÉS.

« ART. 26. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi.

« Toutefois, la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

« Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. »

M. Royer (Aube) propose d'intercaler entre le premier et le deuxième alinéa de cet article la disposition suivante :

« L'article 463 du Code pénal est applicable à ces contraventions. »

M. ROYER (Aube). — En présence du vote intervenu sur l'amendement de l'honorable M. Dron, vote qui signifie clairement que la Chambre entend accepter la loi telle que le Sénat l'a renvoyée, je retire mon amendement, afin de ne pas imposer à mes collègues une discussion sans utilité. (*Très bien! très bien!*)

(L'article 26, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 27. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

« Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

« En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

« Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende pour chaque contravention puisse être inférieure à 5 francs. » — (Maintenu.)

« ART. 28. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

« Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département. » — (Maintenu.)

« ART. 29. — Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

« En cas de récidive, l'amende sera portée de 500 à 1,000 francs.

« L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article. » — (Adopté.)

SECTION IX.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

« ART. 30. — Les règlements d'administration publique nécessaires à l'application de la présente loi seront rendus après avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures.

« Le Conseil général des mines sera appelé à donner son avis sur les règlements prévus en exécution de l'article 9. » — (Maintenu.)

« ART. 31. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés dans un des établissements visés à l'article 1^{er}. » — (Adopté.)

« ART. 32. — Les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'à dater du 1^{er} janvier 1893.

« La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions seront abrogés à la date susindiquée. »

M. LÉON RENARD. — Je n'ai pas l'intention de demander à la Chambre l'adoption d'un amendement tendant à reculer les délais fixés pour l'application de la loi; je me borne à lui faire observer que, lors de la délibération du Sénat, qui a eu lieu au mois de mars dernier, lorsque la date du 1^{er} janvier 1893 a été fixée, il existait un intervalle de six ou sept mois entre le vote et l'époque indiquée pour l'exécution de la loi, tandis que, actuellement deux mois seulement nous séparent de cette date. Il me paraît impossible d'établir, dans un délai aussi court, les règlements d'administration publique sous le régime desquels vivront certaines industries.

Je ne veux pas demander une prorogation de délai parce que je tiens autant que personne à ce que cette loi soit votée immédiatement; mais j'espère que le Gouvernement et l'administration tiendront compte, pendant les premiers mois qui suivront la promulgation de la loi, de l'observation que je présente.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 32.

(L'article 32, mis aux voix, est adopté. — L'ensemble du projet de loi est ensuite mis aux voix et adopté.)

NOTE

*relative à la publication des documents préparatoires
de la loi du 2 novembre 1892.*

Les documents préparatoires relatifs à la loi du 2 novembre 1892 ayant été publiés dans plusieurs numéros du *Bulletin de l'inspection*, il a paru nécessaire, pour faciliter les recherches, d'indiquer dans une table spéciale et sommaire l'année et les pages auxquelles le lecteur devra se reporter pour suivre la discussion à laquelle a donné lieu un article de la loi.

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	ANNÉES	
	1893.	1894.
	Pages.	Pages.
Observations générales.....	169, 207, 680	3, 377, 380, 439, 443, 561
Travail des femmes en couches.....	195, 324, 549	457
Article 1 ^{er}	174, 211, 377, 685	31, 147, 279, 386, 464, 566
Article 2.... {	Âge d'admission.....	69, 300, 378, 386, 464, 567
	C ^e d'aptitude physique.....	69, 160, 300, 391, 440, 464, 562, 567
Article 3.....	180, 235, 444, 687	79, 300, 392, 469, 563, 567
Article 4.....	186, 272, 476, 689	166, 264, 342, 379, 398, 440, 525 564, 613
Article 5.....	194, 296, 497, 585	212, 344, 409, 539, 614
Article 6.....	194, 315, 533	239, 347, 418, 549, 614
Article 7.....	322, 545	239, 348, 418, 442, 550, 564, 614
Article 8.....	195, 324, 547	239, 348, 418, 442, 550, 615
Article 9.....	196, 325, 573	239, 348, 427, 551, 615
Article 10.....	197, 338, 576	240, 349, 427, 551, 615
Article 11.... {	Affichage.....	240, 350, 428, 551, 615
	Relais.....	240, 350, 428, 551, 615
	Ét ^e de bienfaisance....	240, 350, 428, 551, 615
Article 12.....	197, 347, 579	242, 350, 428, 551, 616
Article 13.....	197, 347, 579	242, 350, 428, 551, 616
Article 14.....	197, 347, 579	242, 351, 428, 551, 616
Article 15.....	347, 579, 694	243, 351, 429, 551, 564, 617
Article 16.....	349, 580	243, 351, 429, 554, 617
Article 17.....	197, 349, 580	243, 351, 429, 554, 617
Article 18.....	201, 353, 597, 695	243, 351, 429, 442, 554, 617
Article 19.....	201, 368, 617, 695	250, 352, 430, 554, 618
Article 20.....	368, 622	250, 352, 430, 554, 618
Article 21.....	202, 369, 622	250, 352, 431, 554, 618
Article 22.....	369, 622	251, 264, 352, 431, 554, 618
Article 23.....	369, 623	253, 353, 432, 554, 619
Article 24.....	202, 369, 623	253, 353, 432, 554, 619
Article 25.....	695	254, 353, 432, 554, 619
Articles 26 à 30.....	205, 371, 624, 695	254, 354, 366, 432, 442, 554, 564, 619
Articles 30 à 32.....	205, 372, 638, 695	256, 362, 379, 433, 442, 559, 565, 621

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES (Suite).

XXIII. — Creuse.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. BOYER, inspecteur divisionnaire du travail, à Tours;
CAVALIÉ, inspecteur départemental du travail, à Montluçon;
DURAND DE GROSSOUVRE, ingénieur en chef des mines, à Bourges;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes d'Aubusson.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. ROUSSEAU, conseiller général;
VILLARD, conseiller général;
MARTINAUD, conseiller général;
LACHAMBRE, conseiller général;
CHAMPEAUX, conseiller général;
DUFOUSSAT, conseiller général;
MOÉGNEAUX, à Aubusson;
CHAMPEAUX (H.), docteur, à Felletin;
BUTAUD, docteur, à Bourganeuf;
FLORAND, à Guéret.
DOUSSAUD, au Chambon;
BASEINNET, à la Souterraine.

XXVI. — Drôme.

(Quatre commissions pour le département.)

1^{re} CIRCONSCRIPTION (arrondissement de Valence).

Membres de droit.

- MM. LAGARD, inspecteur divisionnaire du travail, à Marseille;
BLANC, inspecteur départemental du travail, à Avignon;
SELIGMANN-LUI, ingénieur des mines, à Marseille;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Marseille.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. MOSSANT, conseiller général;
FIGUET, conseiller général;
GOZET, conseiller général;
CHALAMET, conseiller général.

2° CIRCONSCRIPTION (arrondissement de Die).

Membres de droit.

- MM. LAGARD, inspecteur divisionnaire du travail, à Marseille;
BLANC, inspecteur départemental du travail, à Avignon;
SELIGMANN-LUI, ingénieur des mines, à Marseille;

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. Ferrier, conseiller général;
NAL, conseiller général;

3° CIRCONSCRIPTION (arrondissement de Montélimar).

Membres de droit.

- MM. LAGARD, inspecteur divisionnaire du travail, à Marseille;
BLANC, inspecteur départemental du travail, à Avignon;
SELIGMANN-LUI, ingénieur des mines, à Marseille.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. NOYER, conseiller général;
CARPENTRAS, conseiller général.

4° CIRCONSCRIPTION (arrondissement de Nyons).

Membres de droit.

- MM. LAGARD, inspecteur divisionnaire du travail à Marseille;
BLANC, inspecteur départemental du travail, à Avignon;
SELIGMANN-LUI, ingénieur des mines, à Marseille.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. LISBONNE, conseiller général;
MOYROUD, conseiller général.

XXXII. — Gers.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. GOUTTES, inspecteur divisionnaire du travail, à Bordeaux;
AMIET, inspecteur départemental, à Bayonne,
VITAL, ingénieur en chef des mines, à Bordeaux.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. SANCET, conseiller général;
MASCLANIS, conseiller général;
JÉGUN, conseiller général.
-

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU COMMERCE INTÉRIEUR. (BUREAU DE L'INDUSTRIE.)

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

DEUXIÈME ANNÉE (1894). — NUMÉRO 3.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 10 MARS 1894

concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu l'article 3 de la loi du 12 juin 1893, ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

1° Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre l'incendie, etc. ;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail ;

« Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner

son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article. »

Vu l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les emplacements affectés au travail dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tous genres et leurs dépendances seront tenus en état constant de propreté. Le sol sera nettoyé à fond au moins une fois par jour avant l'ouverture ou après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail. Ce nettoyage sera fait soit par un lavage, soit à l'aide de brosses ou de linges humides, si les conditions de l'industrie ou de la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage. Les murs et les plafonds seront l'objet de fréquents nettoyages; les enduits seront refaits toutes les fois qu'il sera nécessaire.

ART. 2. — Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, le sol sera rendu imperméable et toujours bien nivelé, les murs seront recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace.

En outre, le sol et les murs seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante. Un lessivage à fond avec la même solution sera fait au moins une fois par an.

Les résidus putrescibles ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et seront enlevés au fur et à mesure.

ART. 3. — L'atmosphère des ateliers et de tous les autres locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fossés, puisards, fosses d'aisances ou de toute autre source d'infection.

Dans les établissements qui déverseront les eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement sera muni d'un intercepteur hydraulique fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace. Les ouvriers appelés à travailler dans ces conditions seront attachés par une ceinture de sûreté.

ART. 4. — Les cabinets d'aisances ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où seront employés des ouvriers. Ils seront éclairés, abondamment pourvus d'eau, munis de cuvettes avec inflexion siphonide du tuyau de chute. Le sol, les parois seront en matériaux imperméables, les peintures seront d'un ton clair.

Il y aura au moins un cabinet pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

Aucun puits absorbant, aucune disposition analogue ne pourra être établie qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites.

ART. 5. — Les locaux fermés affectés au travail ne seront jamais encombrés; le cube d'air par ouvrier ne pourra être inférieur à six mètres cubes.

Ils seront largement aérés. Ces locaux, leurs dépendances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés.

ART. 6. — Les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques seront évacués directement au dehors de l'atelier au fur et à mesure de leur production.

Pour les buées, vapeurs, gaz, poussières légères, il sera installé des hottes avec cheminées d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace.

Pour les poussières déterminées par les meules, les batteurs, les broyeurs et tous autres appareils mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique.

Pour les gaz lourds, tels que vapeurs de mercure, de sulfure de carbone, la ventilation aura lieu *per descensum* : les tables ou appareils de travail seront mis en communication directe avec le ventilateur.

La pulvérisation des matières irritantes ou toxiques ou autres opérations telles que le tamisage et l'embarillage de ces matières se feront mécaniquement en appareils clos.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

ART. 7. — Pour les industries désignées par arrêté ministériel, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, les vapeurs, les gaz incommodes et insalubres et les poussières seront condensés ou détruits.

ART. 8. — Les ouvriers ne devront pas prendre leurs repas dans les ateliers ni dans aucun local affecté au travail.

Les patrons mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaires avec lavabos, ainsi que l'eau de bonne qualité pour la boisson.

ART. 9. — Pendant les interruptions de travail pour les repas, les ateliers seront évacués et l'air en sera entièrement renouvelé.

ART. 10. — Les moteurs à vapeur, à gaz, les moteurs électriques, les roues hydrauliques, les turbines, ne seront accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance. Ils seront isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les passages entre les machines, mécanismes, outils mus par ces moteurs

auront une largeur d'au moins 80 centimètres : le sol des intervalles sera nivelé.

Les escaliers seront solides et munis de fortes rampes.

Les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds, seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les échafaudages seront munis, sur toutes leurs faces, de garde-corps de 90 centimètres de haut.

ART. 11. — Les monte-charges, ascenseurs, élévateurs, seront guidés et disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et des contrepoids soit fermée; que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries s'effectue automatiquement; que rien ne puisse tomber du monte-charge dans le puits.

Pour les monte-charges destinés à transporter le personnel, la charge devra être calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises, et les monte-charges seront pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs.

ART. 12. — Toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines, et notamment les bielles, roues, volants, les courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de frictions ou tous autres organes de transmission qui seraient reconnus dangereux seront munis de dispositifs protecteurs, tels que gaines et chéneaux de bois ou de fer, tam-bours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenage, garde-mains, grillages.

Les machines-outils à instruments tranchants, tournant à grande vitesse, telles que machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables seront disposés de telle sorte que les ouvriers ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

Sauf le cas d'arrêt du moteur, le maniement des courroies sera toujours fait par le moyen de systèmes tels que monte-courroie, porte-courroie, évitant l'emploi direct de la main.

On devra prendre autant que possible des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation ou aux abords immédiats d'un volant, d'une meule ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

ART. 13. — La mise en train et l'arrêt des machines devront être toujours précédés d'un signal convenu.

ART. 14. — L'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines.

Les contremaîtres ou chefs d'atelier, les conducteurs de machines-outils, métiers, etc., auront à leur portée le moyen de demander l'arrêt des moteurs.

ART. 15. — Des dispositifs de sûreté devront être installés dans la mesure

du possible pour le nettoyage et le graissage des transmissions ou mécanismes en marche.

En cas de réparation d'un organe mécanique quelconque, son arrêt devra être assuré par un calage convenable de l'embrayage ou du volant : il en sera de même pour les opérations de nettoyage qui exigent l'arrêt des organes mécaniques.

ART. 16. — Les sorties des ateliers sur les cours, vestibules, escaliers et autres dépendances intérieures de l'usine doivent être munies de portes s'ouvrant de dedans en dehors. Ces sorties seront assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide de l'atelier; elles seront toujours libres et ne devront jamais être encombrées de marchandises, de matières en dépôt ni d'objets quelconques.

Le nombre des escaliers sera calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement.

Dans les ateliers occupant plusieurs étages, la construction d'un escalier incombustible pourra, si la sécurité l'exige, être prescrite par une décision du Ministre du commerce, après avis du Comité des arts et manufactures.

Les récipients pour l'huile ou le pétrole servant à l'éclairage seront placés dans des locaux séparés et jamais au voisinage des escaliers.

ART. 17. — Les machines dynamos devront être isolées électriquement.

Elles ne seront jamais placées dans un atelier où des corps explosifs, des gaz détonants ou des poussières inflammables se manient ou se produisent.

Les conducteurs électriques placés en plein air pourront rester nus; dans ce cas, ils devront être portés par des isolateurs de porcelaine ou de verre; ils seront écartés des masses métalliques, telles que gouttières, tuyaux de descente, etc.

A l'intérieur des ateliers, les conducteurs nus destinés à des prises de courant sur leur parcours seront écartés des murs, hors de la portée de la main, et convenablement isolés.

Les autres conducteurs seront protégés par des enveloppes isolantes.

Toutes précautions seront prises pour l'échauffement des conducteurs à l'aide de coupe-circuits et autres dispositifs analogues.

ART. 18. — Les ouvriers et ouvrières qui ont à se tenir près des machines doivent porter des vêtements ajustés et non flottants.

ART. 19. — Les délais d'exécution des travaux de transformation qu'implique le présent règlement sont fixés : à trois mois à compter de sa promulgation, pour les articles 2, § 1; 3, § 2; 4, § 1 et 2; 6, § 1, 2, 3, 4 et 5; 8, § 2; 11; 12, § 1, 2 et 3; 14, § 2; 15, § 1; 16, § 1 et 2; 17, et à un an pour les articles 5, § 1, et 10, § 2.

ART. 20. — Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mars 1894.

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Signé : J. MARTY.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES DU 27 MARS 1894

adressées aux inspecteurs divisionnaires au sujet de l'application de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894, relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, mon prédécesseur vous a adressé, au cours de l'année dernière, le texte de la loi du 12 juin 1893 (1), relative à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. Le règlement d'administration publique prévu par l'article 3 de cette loi et qui devait en être le complément vient d'être publié; vous en trouverez le texte ci-joint.

Le moment est donc venu d'entrer dans la période d'application effective de la loi du 12 juin 1893.

Établissements soumis à la loi. — L'énumération faite par l'article premier des divers établissements auxquels ladite loi est applicable reproduit celle de la loi du 2 novembre 1892, sauf les mines, minières et carrières qui possèdent une réglementation spéciale et dont vous n'avez pas d'ailleurs à vous préoccuper.

Le nombre des établissements soumis à votre surveillance n'en a pas moins été accru par la loi nouvelle. En effet, les lois précédemment en vigueur visaient soit les ateliers employant des enfants, des filles mineures ou des femmes (loi du 2 novembre 1892), soit les usines ou manufactures n'occupant qu'un personnel d'ouvriers adultes mais qui, à raison de leur impor-

(1) Voir le texte de la loi, *Bulletin de l'inspection*, 1893, n° 1, p. 43.

tance, étaient assujettis à la loi de 1848. Il est un certain nombre d'autres établissements où votre action n'avait pas à s'exercer autrefois, je veux parler des petits ateliers qui, à côté du patron, ne comptent qu'un ou quelques ouvriers adultes et ne sont commandés par aucun moteur mécanique. Vous aurez désormais à y faire observer la loi du 12 juin 1893, le règlement d'administration publique du 10 mars 1894 et les autres décrets qui interviendront ultérieurement. Seuls les ateliers de famille échappent à votre contrôle, et encore faut-il pour cela qu'ils ne soient pas classés au nombre des établissements dangereux ou insalubres et qu'ils n'emploient ni chaudière à vapeur ni moteur mécanique.

Dépendances. — Les chefs d'industries doivent appliquer les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs non seulement dans les ateliers, mais aussi dans leurs *dépendances*. Par cette expression, le législateur a surtout voulu viser, comme il l'avait fait déjà dans la loi du 2 novembre 1892, les locaux où couchent les ouvriers qui, dans certaines industries, sont logés par les patrons. Vous aurez soin de vous assurer que ces locaux présentent des conditions suffisantes d'hygiène et de salubrité. Cette partie de votre mission est très délicate et vous devrez vous inspirer, pour la remplir, des indications contenues dans les instructions générales qui vous ont été adressées, le 19 décembre 1892, pour l'application de la loi du 2 novembre de la même année (1).

Ateliers de famille. — La loi du 12 juin 1893 établit, en faveur des ateliers de famille, l'exception qui était déjà inscrite dans la loi du 2 novembre 1892. Vous n'avez à vous en préoccuper, pour y prescrire les mesures de sécurité et de salubrité nécessaires, que si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres.

Conditions générales d'hygiène et de sécurité. — L'article 2 de la loi du 12 juin 1893 indique d'une manière générale que les établissements industriels doivent présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel. Ces conditions sont d'ailleurs indiquées, en détail, dans le règlement d'administration publique du 10 mars 1894. Nous les examinerons plus loin. Quant aux mesures de sécurité, ce même article en énumère un certain nombre des plus nécessaires qui figuraient déjà dans l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892. Il prescrit notamment que, dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés.

Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins,

(1) Voir *Bulletin de l'inspection*, 1893, n° 1, p. 47.

doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité. Ces prescriptions ont été reproduites, précisées ou complétées par le règlement d'administration publique du 10 mars 1894.

Théâtres, cirques, magasins, etc. — « Les dispositions qui précèdent, dit le dernier paragraphe de l'article 2, sont applicables aux *théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires* où il est fait emploi d'appareils mécaniques. »

Quelle est exactement la portée de ce paragraphe ? Signifie-t-il que toutes les prescriptions contenues dans l'article 2 et relatives les unes à l'hygiène, les autres à la sécurité doivent être observées dans les théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires ? Ou bien les directeurs de ces établissements ne sont-ils tenus qu'à prendre les mesures de sécurité nécessaires pour préserver leur personnel contre les dangers résultant de l'emploi d'un outillage mécanique ? C'est cette dernière interprétation qui semble le plus conforme aux intentions du législateur. En effet, pour être astreints aux obligations de l'article 2 de la loi, il faut que les théâtres, magasins, etc., fassent emploi d'appareils mécaniques ; c'est donc exclusivement le danger résultant de ces appareils que le législateur a voulu viser.

Cette interprétation permet, d'ailleurs, de donner sa véritable portée à l'expression « et autres établissements similaires », employée dans le dernier paragraphe de l'article 2. Si le législateur avait voulu appliquer à ces établissements toute une série de prescriptions diverses, il aurait certainement pris soin de les désigner d'une façon plus précise. Mais dans son esprit c'était moins une catégorie d'établissements qu'il visait qu'un mode de travail. Il voulait uniquement que partout où, soit dans le commerce, soit dans l'industrie, le travail se fait à l'aide d'appareils mécaniques, des précautions fussent prises pour préserver le personnel contre les dangers qui résultent de l'emploi de ces appareils.

Décret du 10 mars 1894. — L'article 3 a délégué à des règlements d'administration publique le soin de déterminer :

1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements industriels ; c'est ce qu'a fait le décret du 10 mars 1894 ;

2° Les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail. Ces prescriptions feront l'objet de décrets ultérieurs rendus au fur et à mesure des nécessités constatées ; plusieurs sont déjà à l'étude.

Les prescriptions du décret du 10 mars 1894 sont nombreuses et diverses. Au point de vue des difficultés pratiques d'application qu'elles rencontreront vraisemblablement, elles peuvent être rangées en trois catégories. Les unes, celles qui concernent la propreté des locaux, l'éclairage, le renouvellement de l'air, et même certaines précautions élémentaires, comme l'établissement de barrières, cloisons ou garde-corps n'exigent pour être obéies immédiatement qu'un peu de bonne volonté de la part des industriels. La plupart, d'ailleurs, sont, j'en suis convaincu, dès maintenant observées dans la ma-

porité des ateliers. Mais il sera souvent nécessaire d'apporter à l'outillage ou à l'installation des modifications plus ou moins importantes pour assurer, dans les conditions fixées par le règlement du 10 mars, l'évacuation des gaz et poussières, préserver les ateliers de toute émanation nuisible, amener ou distribuer l'eau, augmenter le nombre ou améliorer l'installation des cabinets d'aisance et des escaliers, etc. Aussi a-t-il paru sage de laisser un certain délai pour effectuer les modifications prescrites. Afin de tenir compte à la fois des nécessités pratiques et de l'intérêt qui s'attache à retarder le moins possible l'application utile de la loi du 12 juin 1893, ce délai a été fixé à *trois mois*. Exceptionnellement, il a été porté à *un an* en ce qui concerne les agrandissements et les transformations qu'entraînera l'obligation d'assurer dans chaque atelier 6 mètres cubes d'air par ouvrier et des passages larges de 0^m 80 entre les machines.

Le décret du 10 mars 1894 contient, en outre, des prescriptions particulières, soit en vue de certains travaux à effectuer dans l'avenir, soit pour certaines installations spéciales. Ainsi, en ce qui concerne les cabinets d'aisances, aucun puits absorbant, aucune disposition analogue ne pourra désormais être établie qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites. Vous aurez à appeler spécialement sur ce point l'attention des industriels.

D'autre part, dans les ateliers occupant plusieurs étages, la construction d'un escalier extérieur pourra, si la sécurité l'exige, être prescrite par le Ministre du commerce, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures. Enfin, dans certaines industries à désigner par arrêtés ministériels, les vapeurs, les gaz incommodes et insalubres et les poussières seront condensés ou détruits. Si vous connaissez, dans votre circonscription, des industries où cette prescription vous paraîtrait utile, je vous prie de me les indiquer dans un rapport circonstancié.

Surveillance des inspecteurs. — L'article 4 charge les inspecteurs du travail d'assurer l'exécution de la loi du 12 juin 1893 et des règlements qui y sont prévus. A cet effet, ils ont entrée dans les établissements qui y sont soumis, y compris ceux spécifiés au dernier paragraphe de l'article 2, c'est-à-dire les théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires.

Cette disposition aura pour effet de faire disparaître une difficulté relative à l'application dans les théâtres de la loi du 2 novembre 1892. Cette loi vous avait bien confié la mission de faire exécuter son article 8 dans ces établissements, mais elle avait omis de vous donner le droit d'y pénétrer. Dans ces conditions, un accord était intervenu entre l'administration des beaux-arts et mon département pour laisser au moins provisoirement la surveillance des théâtres aux commissaires de police. Des instructions dans ce sens furent envoyées aux préfets par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Il ne paraît pas indispensable de modifier ces instructions en ce qui concerne la mission de surveillance spéciale confiée aux commissaires, mais cette surveillance, vous pourrez désormais l'exercer concurremment avec eux.

Le texte primitivement voté à l'article 4 donnait aux inspecteurs le droit

de pénétrer dans les établissements industriels « pendant la durée du travail ». Cette restriction limitative a été supprimée par le Sénat, parce que l'article 1^{er} rend la loi applicable non seulement aux ateliers, mais à leurs dépendances. « Cette suppression, a dit le rapporteur, a semblé à votre commission la conséquence naturelle de l'adoption des mots « et leurs dépendances » dans l'article 1^{er}. En effet, si l'inspecteur ne peut entrer que pendant la durée du travail dans les établissements industriels, comment se rendrait-il compte des conditions dans lesquelles les ouvriers mangent et couchent dans ces établissements ? »

Contraventions. — Les mesures à prendre pour arriver à la répression des contraventions sont différentes, suivant qu'il s'agit des dispositions mêmes de la loi, et notamment de celles de l'article 2 ou des prescriptions des règlements d'administration publique rendus en exécution de l'article 3.

Pour les premières, l'inspecteur procédera comme lorsqu'il s'agit d'infractions à la loi du 2 novembre 1892. Il pourra, après un ou deux avertissements demeurés sans effet, dresser procès-verbal contre l'industriel. Je vous prie de vous reporter, en ce qui concerne le mode de rédaction de ces procès-verbaux, aux instructions générales qui vous ont été adressées le 19 décembre 1892.

En ce qui concerne les prescriptions du règlement d'administration publique du 10 mars 1894 et de ceux qui pourront être rendus par la suite, l'inspecteur commencera par mettre l'industriel en demeure de s'y conformer. Cette mise en demeure devra être faite par écrit sur le registre de l'usine; elle sera datée et signée, indiquera en détail les contraventions et les mesures à prendre pour les faire disparaître. Vous fixerez en même temps et également par écrit un délai pour exécuter les travaux et transformations nécessaires. Pour la plupart des prescriptions du décret du 10 mars 1894, l'importance du délai a été déterminée par le décret lui-même, ainsi qu'il a été dit plus haut, et vous n'aurez qu'à vous conformer exactement aux indications de son article 19. Quant aux autres prescriptions pour lesquelles le décret du 10 mars ne fixe aucun délai, vous apprécierez celui qui doit être raisonnablement accordé. Il ne devra jamais être inférieur à un mois.

En même temps que vous mettrez les industriels en demeure de se conformer aux prescriptions dudit décret, vous leur ferez connaître qu'ils peuvent, s'ils le jugent convenable, m'adresser une réclamation dans les quinze jours; passé ce délai, elle ne serait plus recevable. Cette réclamation aura pour effet de laisser l'affaire en suspens tant qu'il n'aura pas été définitivement statué par moi, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures. Si cette réclamation m'est transmise par votre intermédiaire, vous aurez soin d'y joindre votre avis motivé. Si elle me parvient directement, je ne manquerai pas de vous demander un rapport spécial,

Lorsque la décision interviendra, elle sera notifiée à l'industriel et vous en recevrez avis.

Pénalités. — Les procès-verbaux dressés par vous pour contravention à la loi du 12 juin 1893 et aux règlements d'administration publique qui la

compléteront sont déférés au tribunal de simple police. Le jugement qui sera rendu fixera, dit l'article 7, le délai dans lequel seront exécutés les travaux de sécurité et de salubrité nécessaires. Cette prescription vise surtout les cas où il y aura des travaux de quelque importance à exécuter. Quand il s'agira, par exemple, d'une simple barrière à placer ou de toute autre mesure facilement et rapidement exécutable, il se pourra que le jugement néglige de fixer un délai après avoir prononcé l'amende. Dans ce cas, l'industriel a le devoir, sous peine d'un nouveau procès-verbal, de faire disparaître immédiatement la contravention constatée.

A l'expiration du délai fixé par le jugement, l'inspecteur ne négligera pas de se rendre dans l'usine en cause et, si les travaux ne sont pas exécutés, de dresser un nouveau procès-verbal. Dans ce cas, l'affaire sera portée devant le tribunal correctionnel qui peut, après une nouvelle mise en demeure restée sans résultat, ordonner la fermeture de l'usine.

Récidive. — C'est également devant le tribunal correctionnel qu'est poursuivi l'industriel contrevenant en cas de récidive. Aux termes de l'article 9 de la loi, il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite d'une première condamnation pour infraction à la loi du 12 juin 1893 ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

Vous remarquerez que les conditions de la récidive sont différentes et beaucoup plus larges ici que pour les infractions à la loi du 2 novembre 1892. Pour cette dernière, il n'y a récidive qu'en cas de contravention identique, c'est-à-dire portant sur la même prescription; en ce qui concerne la loi du 12 juin 1893, la récidive existe dès que, dans les douze mois, l'industriel a été condamné pour une violation quelconque soit de la loi, soit des règlements d'administration publique.

Déclaration des accidents. — Tout accident arrivé à un ouvrier et causant une incapacité de travail de trois jours au moins doit être déclaré par l'industriel au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal dans la forme déterminée par le règlement d'administration publique du 20 novembre 1893 (1). Copie de ce procès-verbal doit vous être transmise par le maire avec un certificat médical indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Une disposition analogue, en ce qui concerne les enfants, les filles mineures et les femmes, était contenue dans la loi du 2 novembre 1892; la loi du 12 juin 1893 n'a fait que l'étendre aux ouvriers adultes. Je vous prie de vouloir bien, au cours de vos visites, signaler spécialement aux industriels les obligations qui leur incombent à cet égard et de veiller à ce qu'elles soient scrupuleusement remplies. Si, d'autre part, certains maires négligeaient de vous transmettre la copie du procès-verbal de déclaration d'acci-

(1) Voir le texte de ce décret, *Bulletin de l'inspection*, 1893, n° 5-6, p. 652.

dent avec le certificat médical prescrit, je vous prierai de me les signaler afin que je puisse appeler sur ce fait l'attention du préfet.

Rapport annuel. — Aux termes mêmes de la loi, vous devez me fournir chaque année des rapports circonstanciés sur l'application de la loi du 12 juin 1893 dans votre circonscription. Ces rapports seront joints à ceux que vous devez déjà me transmettre relativement à la loi du 2 novembre 1892 et à celle du 9 septembre 1848.

La statistique des accidents qui doit y être annexée sera dressée conformément aux modèles que vous avez reçus précédemment et comprendra désormais tous les accidents déclarés, que les victimes soient des enfants, des femmes ou des ouvriers adultes hommes.

Telles sont, Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, les indications générales que j'ai cru utile de vous adresser pour l'application de la loi du 12 juin 1893 et du règlement d'administration publique du 10 mars 1894. Si, sur certaines questions spéciales, vous aviez besoin d'explications complémentaires, je m'empresserais de vous les faire parvenir.

La tâche qui vous a été dévolue par la loi du 12 juin 1893 est particulièrement délicate; je suis convaincu que vous mettrez à la remplir tout le tact et la modération nécessaires.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

J. MARTY.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

DOCUMENTS PRÉPARATOIRES

DE LA LOI DU 12 JUIN 1893.

RAPPORT

*présenté au Comité consultatif des arts et manufactures, le 21 mai 1890, par
M. A. Liébaut, sur le projet de loi relatif à la sécurité des travailleurs dans
les établissements industriels et à la sécurité de ces établissements, présenté à
la Chambre des députés, le 13 janvier 1887.*

Messieurs, en se livrant à l'étude que vous avez bien voulu lui confier, votre Commission a cherché à concilier le mieux possible la liberté du travail avec l'amour véritable et sincère de l'humanité. Certes, il n'est pas de réformes plus désirables que celles qui doivent conduire à l'amélioration de la santé du travailleur, à l'assainissement des locaux où il doit passer sa vie, à la salubrité des ateliers, à la création des moyens de protection destinés à donner, autant que possible, à l'ouvrier toute sécurité pendant le rude labeur qui doit absorber toute son attention. Il faut établir les conditions du travail sur des bases si équitables que les réclamations, quand elles se produisent, ne puissent porter sur rien de véritablement sérieux; il faut faire œuvre de justice et d'humanité, avant que les intéressés ne soient en droit de présenter à cet égard de légitimes revendications.

Mais les réformes les plus utiles doivent être conduites avec une sage modération. Agir, en ces matières avec précipitation, c'est compromettre le bien qu'on désirait. Les graves problèmes relatifs au travail ne peuvent être résolus utilement que si les solutions permettent à l'esprit de la réforme de pénétrer profondément dans la masse du public et de lui devenir en quelque sorte familier. Si cette condition n'est pas remplie, non seulement la législation peut être impuissante, mais même peut être universellement odieuse et détestée.

Aussi votre Commission, Messieurs, a-t-elle dû faire quelques réserves. Elle a reconnu hautement que les conditions hygiéniques dans lesquelles s'accomplit le travail, en ménageant les forces et la santé de l'ouvrier, rendent la production plus active, plus féconde et plus rémunératrice. Les industries

qui ne peuvent lutter et se maintenir que par l'oppression des travailleurs sont un véritable fléau dans un pays : elles ne l'enrichissent pas, elles l'ébranlent. Moralité, indépendance, esprit de famille, patriotisme, tout cela est détruit dans l'âme du malheureux attaché à un travail écrasant et malsain.

Tout industriel doit donc prendre et entretenir à ses frais les dispositions nécessaires pour protéger autant que possible la vie et la santé de ses ouvriers. La salubrité des ateliers et des chantiers, la sécurité de ceux qui y travaillent, voilà ce qui est à la fois désirable et possible de réaliser. Mais est-il possible aussi d'assurer la *salubrité du travail*?

Constamment occupé de l'étude patiente et consciencieuse de toutes les questions qui intéressent l'industrie nationale, animé des mêmes sentiments dévoués pour tous ceux qui travaillent, ouvriers ou patrons, le Comité consultatif des arts et manufactures a, depuis longtemps déjà, cherché les moyens d'améliorer la salubrité des établissements industriels. Il peut revendiquer à cet égard l'honneur de la première initiative. Dans le rapport rédigé en 1886 par l'honorable M. de Freycinet, en exécution d'une décision ministérielle, prise sur l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, nous trouvons de très intéressantes études ayant pour but d'améliorer l'aménagement et la tenue des ateliers; de mettre en usage des moyens plus intelligents de ventilation, des appareils destinés à protéger les organes respiratoires; d'abréger la durée du temps consacré aux opérations dangereuses; d'affecter aux repas du personnel des locaux à l'abri des matières toxiques, et de faire contracter aux ouvriers des habitudes de propreté et de prudence.

« Cette étude, continue M. de Freycinet, confirme la loi déjà observée, à savoir : que presque toujours le progrès sanitaire se confond avec le progrès industriel, et que le maître de fabrique retrouve et au delà, par la supériorité de ses produits et l'économie de la main-d'œuvre, les sacrifices qu'il a faits dans l'intérêt de l'humanité. » Mais M. de Freycinet a déclaré aussi que « la plupart des industries, on pourrait dire toutes les industries, sont insalubres. »

Dans le même ordre d'idées, l'un de nos collègues, l'honorable M. Aimé Girard, a émis l'avis suivant : « La loi ne peut prescrire l'obligation d'assurer la salubrité du travail. Il n'est guère de travail, en effet, dont l'exécution n'entraîne forcément, et d'une manière inévitable, la production d'inconvénients du genre de ceux contre lesquels cette prescription voudrait garantir les ouvriers.

« Tantôt c'est un effort musculaire excessif, tantôt c'est l'exposition à une chaleur exagérée, ou bien c'est le séjour dans un atelier dont l'eau couvre constamment le sol; quelquefois aussi l'exposition à une température très basse; des chaudières en ébullition se dégagent des masses de vapeurs que l'on ne peut ou que l'on ne doit pas condenser; du métal qui coule ou qu'on martèle, jaillissent des parcelles incandescentes; les tissus, les peaux doivent, au milieu de bains colorants, être travaillés à la main, quelquefois au pied, etc.

« Supprimer ces inconvénients n'est pas, sans doute, chose théoriquement

impossible; mais, pour y parvenir, c'est une industrie nouvelle qu'il faudrait créer de toutes pièces. Qui donc posséderait la science nécessaire à l'obtention d'un pareil résultat? Et, s'il était obtenu, quel en serait le prix? Quelles seraient les conséquences économiques de la situation nouvelle?»

Aussi il n'est malheureusement pas au pouvoir du législateur de prescrire absolument la salubrité du travail : au contraire, il est possible d'assurer la salubrité des établissements industriels et la sécurité des travailleurs qui y sont employés; et, puisque ces améliorations sont possibles, c'est un devoir sacré de les réaliser, et la loi peut prescrire l'accomplissement de ce devoir.

En conséquence, votre Commission a l'honneur de vous proposer de rédiger ainsi le titre du projet de loi :

« Projet de loi relatif à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et à la salubrité de ces établissements. »

Dans l'exposé des motifs du projet déposé en 1887, on fait remarquer que la loi française ne s'est occupée, jusqu'ici, des conditions de salubrité et de sécurité des diverses industries qu'en ce qui concerne :

- 1° La population avoisinante (décret du 15 octobre 1810);
- 2° Les établissements occupant des enfants (loi du 19 mai 1874).

L'exposé des motifs se propose d'étendre cette dernière législation à toutes les industries, et de prescrire les mesures nécessaires pour que les ouvriers soient mis pendant leur travail, autant que possible, à l'abri des maladies et des accidents. Il fait remarquer que les peuples avec lesquels rivalise notre industrie sont entrés résolument dans cette voie. Votre Commission, Messieurs, a pensé qu'il était équitable de donner à la France la part qu'elle mérite dans cette généreuse initiative, et de rappeler que la société Mulhousienne, créé par Engel Dolfus, a depuis longtemps mis en action cette belle pensée de son fondateur : « Le fabricant doit autre chose à ses ouvriers que le salaire. » Par toutes les puissances de l'esprit et du cœur, cette utile association a cherché à prévenir les accidents; elle a lutté partout contre cette idée fausse que l'accident de fabrique est l'accompagnement obligé, la conséquence fatale du travail industriel réclamant ses victimes.

La Grande-Bretagne (27 mai 1878, loi sur les usines et ateliers, *The factory and Workshops act*); la Suède en 1874, la Suisse (loi du 23 mars 1877); l'Allemagne (1879); l'Autriche (1885) ont essayé de réaliser la réforme qui nous occupe en ce moment. Il nous a été facile de nous convaincre que le problème se pose actuellement en Europe avec une force et une intensité dont il serait à la fois dangereux et injuste de ne pas tenir compte.

Publicistes, corps savants, congrès, gouvernements étudient ces graves questions. Quelques pays ont cherché la solution dans l'intervention de l'État; d'autres dans le rétablissement des corporations; d'autres enfin ont imaginé un système mixte dans lequel l'État garde l'initiative et la haute direction des questions concernant le travail, mais en se bornant à diriger les syndicats de patrons et d'ouvriers qui font eux-mêmes leurs règlements et se chargent d'en assurer l'application après que l'État les a homologués. C'est une organisation analogue par quelques côtés au rôle rempli en France res-

pectivement par l'administration des mines et par les associations concernant les appareils à vapeur.

En Angleterre, dès le 22 juin 1802, sir Robert Peel, le père, a provoqué la première loi réglementant le travail et prescrivant des mesures de salubrité dans les filatures de coton et de laine. Entre cette loi et celle de 1878, quatorze lois successives ont été promulguées chez nos voisins. On sait que ces lois anglaises sont fort compliquées et que la rédaction en est très touffue : nous évitons, en France, cet inconvénient au moyen des règlements d'administration publique. C'est à ces règlements que l'auteur du projet primitif a recours, et votre Commission a partagé son avis. Avec lui, nous avons pensé que le Comité consultatif des arts et manufactures était tout désigné pour préparer ces règlements, comme il a préparé ceux qui ont été rendus par application de la loi du 19 mai 1874.

Il n'y a aucune observation à faire sur l'article premier du projet. Nous avons seulement supprimé ce qui est relatif aux mines, qui sont l'objet d'une législation spéciale.

L'article 2 a dû au contraire être complètement remanié. Voici la rédaction que nous vous proposons :

Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité des arts et manufactures, déterminent les conditions à imposer dans le but d'assurer :

- 1° La sécurité des établissements dénommés à l'article premier;
- 2° La sécurité des travailleurs qui y sont employés.

Vous remarquerez, Messieurs, que le paragraphe ainsi conçu dans le projet : « La salubrité tant intérieure qu'extérieure de ces établissements », a été transformé ainsi : « La salubrité des établissements dénommés à l'article premier. »

La Commission a adopté cette rédaction afin d'éviter toute confusion avec la réglementation résultant du décret de 1810 sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Le paragraphe 2 a été supprimé pour les motifs exposés ci-dessus.

Le paragraphe 3 a pu être maintenu.

L'article 3 du projet formule un grand nombre de prescriptions qui devront être contenues dans les règlements prévus par la loi. A l'unanimité, votre Commission a décidé de vous demander la suppression de cet article. Peut-être son contenu pourrait-il être inséré dans l'exposé des motifs; mais, à coup sûr, le détail des mesures à prendre ne doit pas être inscrit dans la loi, puisque celle-ci réserve elle-même la prescription de ces mesures à des règlements d'administration publique.

DE L'INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.

Avec l'auteur du projet, votre Commission estime que l'application de ces règlements doit être surveillée par un corps d'inspecteurs agissant au nom du pouvoir public.

Personne ne peut raisonnablement penser à rétablir en France les corporations; et, si l'on s'en remettait à l'initiative privée, on pourrait craindre, avec l'auteur du projet, que les associations ne fussent surtout composées des industriels dont les usines sont bien installées. C'est précisément pour encourager la formation de ces associations que de bons esprits ont pensé à relier le projet de loi qui nous occupe avec celui qui est relatif aux accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Les primes d'assurances à payer seraient moins élevées pour les industriels qui s'uniraient en associations soumises à des règlements préventifs des accidents. Tout en rendant hommage à ces sentiments généreux, inspirés par l'amour de la liberté, votre Commission, Messieurs, n'a pas pensé qu'on pût édifier, sur ces bases, un amendement fondamental au projet de loi qui nous occupe.

Elle n'a pas admis non plus le bien fondé d'une objection présentée par la Chambre de commerce de Paris, et qui se résume ainsi: les industriels n'auront-ils point à redouter l'action des agents de la surveillance, au point de vue de la divulgation de certains procédés de fabrication? La majorité de votre Commission estime que l'on aura toute sécurité si l'on veille soigneusement au recrutement du corps des inspecteurs et si l'on exige qu'ils soient tenus au secret sur tout ce qui se rapporte aux installations, aux procédés techniques, à la fabrication, et d'une manière générale à l'exploitation des établissements soumis à leur inspection. La violation de ce secret professionnel les exposerait à se voir appliquer l'article 378 du Code pénal.

Aux termes d'une décision prise par M. le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies le 13 mai 1889, le titre des inspecteurs divisionnaires du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie a été modifié, et ces fonctionnaires, chargés de surveiller l'application des lois du 19 mai 1874 et du 9 septembre 1848, portent actuellement le titre d'*inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie*. Ce titre convient parfaitement aux inspecteurs chargés de veiller à l'exécution des mesures prescrites par application de la présente loi.

L'article 6 a été supprimé: d'abord le paragraphe 1^{er} est inutile, puisqu'il ne fait que répéter la définition de la fonction des inspecteurs. — Le paragraphe 2 a pour objet d'autoriser les membres des conseils d'hygiène à assister et au besoin à suppléer les inspecteurs. Or l'application de la loi du 19 mai 1874 a montré que les membres des commissions non rétribuées, lorsqu'ils étaient adjoints ou suppléants des inspecteurs, ne rendaient pas de services réels, et embarrassaient au contraire l'action de l'inspection. — Administrativement, les inspecteurs bénévoles et irresponsables ne sont pas conciliables avec l'unité d'efforts qu'exige l'application d'une loi, et surtout d'une loi nouvelle.

Enfin, des objections présentées par la Chambre de commerce de Paris reprendraient toute leur valeur et des dangers très sérieux se produiraient certainement.

DE L'EXÉCUTION ET DES PÉNALITÉS.

Dans cette partie du projet, la Commission a reconnu qu'il était nécessaire de remanier et de refondre un certain nombre d'articles afin d'obtenir une

meilleure corrélation, un texte plus précis et plus clair, des dispositions plus conformes aux règles générales du droit.

L'un de nos collègues, l'honorable M. Berger, président de section au Conseil d'État, a bien voulu se charger de cette tâche difficile : la Commission estime que sa rédaction donne toute satisfaction, et c'est celle que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Les amendes inscrites au projet de loi nous ont paru excessives : nous en avons réduit l'importance, en même temps que nous avons cherché à établir une graduation plus équitable et plus logique.

Nous avons pensé que la loi devrait réprimer les infractions par des peines d'abord modérées, en y ajoutant cette sanction de la publicité, qui, dans notre pays, et pour des industriels justement jaloux de leur considération est une pénalité souvent plus efficace qu'une amende pécuniaire.

Telles sont, Messieurs, les points principaux qui ont fait l'objet des études attentives de votre Commission.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

RAPPORT

présenté le 21 juillet 1890 au nom de la Commission (1) chargée d'examiner :
1° le projet de loi relatif à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et à la salubrité de ces établissements; 2° la proposition de loi de M. Édouard Lockroy relative à la salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels; 3° la proposition de loi de M. Félix Faure, concernant l'hygiène et la sécurité du travail dans les manufactures, usines, mines, chantiers et ateliers, par M. Ricard, député.

Messieurs, dans les conditions actuelles du travail industriel, l'ouvrier est continuellement exposé à des dangers qui menacent à la fois sa santé et sa vie. La plupart des industries, on pourrait dire toutes les industries, sont insalubres; beaucoup sont dangereuses. Mais, s'il est des périls que la prudence humaine est et sera toujours impuissante à conjurer, il en est

(1) Cette Commission était composée de MM. RICARD, *président*; PIÉRARD (baron), SIBILLE, *secrétaires*; REYBERT, LINARD, BAULARD, DESMONS, PLICHON (Nord), MERCIER, DUMAY, GAILLARD (Jules) (Vaucluse), SAINT-ROMME, CLAUDEL DE COUSSERGUES, BIZOUART-BERT, CABART-DANNEVILLE, JAMAIS (Émile), GASTÉ (de), MICHAU (Nord), BALSAN, MARUÉJOULS, GUIEYSSE, COSMAO-DUMENEZ, LACÔTE, LE BORGNE, WADDINGTON (Richard), BARGY, BRINCARD, DRON, DELPECH, SOUHET, LEMERCIER (comte), MUN (comte de), BARTHOU.

d'autres que de sages précautions sont susceptibles de prévenir; l'expérience a, en effet, montré que le problème de l'amélioration de la sécurité des travailleurs et de la salubrité des établissements industriels n'est pas insoluble, et, puisque cet objectif n'est pas inaccessible, c'est un devoir de chercher à l'atteindre.

C'est en s'inspirant de cette pensée que le Comité des arts et manufactures a pu dire, dans le rapport présenté à M. le Ministre du commerce et de l'industrie : « Il n'y a pas de réformes plus désirables que celles qui doivent conduire à l'amélioration de la santé des travailleurs, à l'assainissement des locaux où ils doivent passer leur vie, à la salubrité des ateliers, à la création des moyens de protection destinés à donner, autant que possible, à l'ouvrier toute sécurité pendant le rude labeur qui doit absorber toute son attention. »

Sans doute, les accidents du travail doivent être équitablement réparés. Une législation qui n'assurerait pas à la victime l'indemnité à laquelle elle a droit serait évidemment incomplète.

Les travaux entrepris par le Parlement suffisent à prouver que si la Chambre et le Sénat ne sont pas d'accord sur les moyens à employer pour combler cette lacune, l'une et l'autre reconnaissent que les dispositions du Code civil sont aujourd'hui insuffisantes et qu'il faut trouver à la responsabilité une autre base plus en rapport avec le développement de l'outillage mécanique et les risques inhérents au travail industriel moderne.

Mais, si l'application de mesures réparatrices s'impose comme une œuvre de justice, l'organisation des mesures préventives aura des effets plus utiles encore. Amener la diminution du nombre des accidents est un souci plus haut que celui qui consisterait uniquement à indemniser les victimes, car alors il ne s'agit pas seulement de réparer des dommages et de soulager les infortunes, il s'agit d'économiser la vie et de protéger la santé des travailleurs.

Cette question de la sécurité dans les établissements industriels et de la salubrité de ces établissements préoccupe depuis longtemps, tant à l'étranger qu'en France, tous ceux qui s'intéressent au sort des classes laborieuses.

Ce n'est pas seulement dans la Suisse démocratique et dans l'Allemagne autoritaire, c'est en Angleterre, ce pays classique de la liberté individuelle, que l'on trouve la réglementation la plus complète et la plus sévère. Tous les pays, les uns après les autres, cherchent, avant tout, à assurer la sécurité du travailleur sans souci exagéré de la liberté absolue du travail.

Un rapide exposé de la législation en vigueur et des projets actuellement à l'étude permet de s'en convaincre.

I. — Législation étrangère.

1° Angleterre. — La législation industrielle de la Grande-Bretagne, qui remonte à 1802, se résume dans la loi du 27 mai 1878 (*Factory and Workshop Act*), dont les articles 3 à 8 traitent de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

L'article 3 exige que les ateliers soient tenus dans un état convenable de

propreté et de salubrité. Les articles suivants, qui s'occupent spécialement des mesures préventives contre les accidents, distinguent deux catégories d'appareils : les uns, visés par l'article 5 (monte-charges, volants, roues, organes de transmission) *doivent* être pourvus de dispositifs de protection ; les autres (au nombre desquels l'article 6 énumère les courroies de transmission et les meules, et l'article 7, les cuves et bassins contenant un liquide chaud ou un métal en fusion) *peuvent* être l'objet de mesures de précaution, sur la réquisition adressée à cet effet par l'inspecteur des fabriques au directeur de l'établissement.

L'inspection des fabriques existe en Angleterre, comme fonction administrative dépendant de l'État, depuis 1833. Les inspecteurs ont d'ailleurs pour collaborateurs les médecins de fabriques (*Certifying Surgeons*) qui leur ont été attachés par la loi de 1844 et dont le rôle a été rendu plus important encore par la loi de 1878.

2^e *Allemagne*. — La loi industrielle actuellement en vigueur en Allemagne est celle du 1^{er} juillet 1883 ; elle résulte du remaniement de toutes les lois antérieures et constitue un véritable code en 155 articles. Les mesures préventives n'y tiennent qu'une place restreinte, mais un projet de loi déposé au Reichstag le 6 mai dernier par le chancelier de l'Empire, M. de Caprivi, doit bientôt combler cette lacune. Dans la législation actuelle, les paragraphes 1 et 3 de l'article 120 et le paragraphe 1^{er} de l'article 139 *a* constituent les seuls textes relatifs à cette question. Le paragraphe 3 de l'article 120 s'applique seul à *tous* les ouvriers indistinctement (1) ; ce texte se borne, du reste, à inviter les chefs d'établissements à « installer et à entretenir les dispositifs que les conditions particulières de l'industrie ou de l'usine de chacun d'eux rendent indispensables à la sécurité et à la santé de leurs ouvriers ». Cette invitation ne s'adresse d'ailleurs qu'aux patrons qui n'ont pas reçu d'injonctions spéciales du conseil fédéral ou des autorités locales compétentes.

Le projet qui vient d'être présenté au Reichstag substitue à ce paragraphe unique une série de cinq articles. Comme le fait observer l'exposé des motifs de ce projet de loi, les termes de l'article 120 actuel sont à la fois trop restrictifs et trop généraux ; d'une part, en effet, ils n'imposent les mesures protectrices qu'aux industries ou aux usines que des « conditions particulières » rendent insalubres ou dangereuses, et, d'autre part, ils ne déterminent, ni pour les patrons visés par cet article ni pour les autorités chargées d'en surveiller l'application, la nature et l'étendue des devoirs qui leur incombent. La rédaction de l'article 120 *a* du projet permettra d'éviter ce double inconvénient :

« Les chefs d'industrie doivent installer et entretenir les ateliers, les appa-

(1) Le paragraphe 1^{er} de l'article 120 et l'article 139 *a* ne s'appliquent qu'aux jeunes ouvriers et aux femmes. Le premier a pour objet la protection de la santé et des bonnes mœurs dans les ateliers où travaillent les jeunes ouvriers de moins de 18 ans, et le second autorise le Conseil fédéral à interdire aux femmes le travail dans certaines industries.

reils, les machines et les outils, et organiser le travail de manière à protéger contre tout péril la santé et la vie des ouvriers, autant que la nature de leur industrie le comporte.

« Ils doivent, en particulier, leur assurer un éclairage satisfaisant, un volume et une circulation d'air suffisants, et s'attacher à l'expulsion des poussières produites au cours du travail, à celle des gaz et des vapeurs qui s'y dégagent et des déchets qui en résultent.

« Ils doivent, en outre, installer les dispositifs de nature à protéger les ouvriers contre le contact des machines ou parties de machines, contre les autres dangers résultant des conditions particulières de l'industrie ou de l'établissement, et notamment contre les dangers d'incendie.

« Enfin ils doivent formuler au sujet de l'organisation du travail et de la situation des ouvriers les prescriptions de nature à assurer la sécurité du travail. »

L'article 120 *b* du projet exige que « les lieux d'aisances soient en nombre suffisant et disposés de façon à satisfaire aux prescriptions de l'hygiène et de la décence. »

Une innovation, apportée par le projet, consiste dans l'extension de la législation industrielle à un plus grand nombre d'établissements. L'article 154 (§ 2) du projet déclare en effet que cette réglementation s'appliquera même aux « ateliers actionnés par une force élémentaire (vapeur, vent, eau, gaz, air, électricité, etc.) ». Cette proposition avait été d'ailleurs déjà produite en 1887, et l'exposé des motifs du projet actuel la présente comme le seul moyen d'assurer aux ouvriers des ateliers domestiques (1) la protection que la loi accorde aux ouvriers des fabriques.

L'inspection des fabriques est confiée par l'article 139 *b* de la loi actuelle, maintenu par le projet, à un corps de fonctionnaires qui peuvent entrer dans tout établissement industriel, pendant le jour, ou même pendant la nuit, pourvu que le travail n'y soit pas interrompu. Ils sont d'ailleurs armés de tous les droits de police nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, sous l'obligation du secret professionnel.

Il convient, de plus, d'observer que la loi du 6 juillet 1884 relative à l'assurance contre les accidents a investi d'un droit de réglementation et de surveillance les associations de professions ou corporations (*Berufsgenossenschaften*). Celles-ci exercent, conjointement avec les inspecteurs de fabriques, les pouvoirs qui leur sont confiés par les articles 78 à 86 de la loi de 1884.

3° *Australie*. — La loi de la colonie australienne de Victoria en date du 18 décembre 1885 constitue une des législations du travail les plus complètes qui existent à l'heure actuelle.

Au point de vue spécial de la salubrité et de la sécurité, elle formule des prescriptions plus détaillées encore que la loi anglaise de 1878 dont elle s'est inspirée. Les articles 18, 19, 20, 23, 24, 25, 26 sont consacrés aux

(1) Ce que nous appelons en France : « Ateliers de famille ».

prescriptions de salubrité. Le premier de ces articles n'est que la reproduction de l'article 3 de la loi anglaise, et le second, celle de l'article 4 de la même loi. L'article 20 est relatif au nettoyage de l'intérieur des établissements industriels, l'article 23 concerne spécialement la bonne tenue des boulangeries, et l'article 24 énumère les conditions imposées à toute chambre à coucher voisine d'une boulangerie. Enfin le danger de l'aspiration des poussières est prévu par l'article 25, et l'article suivant prescrit des mesures de précaution pour l'opération du filage au mouilé.

Les articles 36 à 40 concernent, au contraire, exclusivement la sécurité des travailleurs. Ils ne sont d'ailleurs que la copie presque textuelle des articles 5 et suivants de la loi anglaise de 1878.

Ce soin d'imiter les prescriptions formulées par le législateur anglais se retrouve dans l'organisation de l'inspection des fabriques qui n'est que la reproduction de l'institution correspondante existant en Angleterre.

4° *Autriche*. — La loi du 8 mars 1885, qui réglemente le travail industriel en Autriche, oblige tout industriel à « prendre et entretenir à ses frais toutes les dispositions relatives aux ateliers, machines et appareils qui sont nécessaires pour protéger la vie et la santé des ouvriers » (art. 74).

L'industriel doit, notamment, veiller à ce que « les machines, les appareils et leurs différentes parties (roues motrices, transmissions, courroies, cuves, chaudières, etc...) soient abrités ou munis d'appareils de préservation tels qu'aucun accident ne puisse arriver facilement dans l'exécution prudente de leur travail. Entre autres devoirs, l'industriel doit aussi faire en sorte que les ateliers soient, autant que possible, tenus propres et exempts de poussière, que l'air s'y renouvelle toujours proportionnellement au nombre des ouvriers et en raison du mode d'éclairage adopté; il doit s'attacher à prévenir l'influence délétère des exhalaisons dangereuses et prescrire les mesures que réclament la conduite et la manipulation des industries chimiques. Les industriels qui logent leurs ouvriers doivent ne pas affecter à cet objet des locaux insalubres. »

L'inspection des fabriques a été instituée en Autriche par la loi du 17 juin 1883. Les fonctions des agents qui en sont chargés sont les mêmes que celles des inspecteurs en Allemagne (art. 5); ils sont soumis, comme eux, à l'obligation du secret et sont armés des mêmes pouvoirs.

5° *Canada* (1). — La loi du 9 mai 1885 (*Factories Act of Quebec*) a pour objet de « protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures. » Elle s'applique à une certaine catégorie d'établissements déterminés par la loi dans un tableau annexe et dont la liste peut être complétée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à tout établissement où il est fait usage de moteur à vapeur ou mécanique, ou de force hydraulique, enfin à tout établissement employant plus de vingt personnes.

(1) Ces renseignements sont empruntés à une analyse de cette loi donnée dans le tome XVI, p. 500, du *Bulletin du Ministère des travaux publics*.

Cette loi énumère ensuite des mesures détaillées de salubrité et de sécurité. Au point de vue de la salubrité, elle exige la propreté des manufactures, l'aérage, l'expulsion des gaz, vapeurs, poussières, émanations provenant d'égouts et d'immondices, l'installation de lieux d'aisances inodores. Au point de vue de la sécurité, les organes de transmission et parties mobiles des machines, les cuves, bassins, chaudières, réservoirs et toutes constructions et places dangereuses doivent être, autant que possible, entourés d'appareils protecteurs. A l'exception des machines à vapeur, l'inspecteur peut interdire par écrit le nettoyage des appareils en marche. Les ouvertures des trappes, monte-charges, puits de montage doivent être constamment fermés au moyen de panneaux ou de portes retombant d'eux-mêmes. Les caisses d'ascenseurs ou de monte-charges doivent être pourvues de freins entrant en jeu si le câble vient à se rompre. Enfin une série de dispositions sont indiquées en vue de prévenir le danger d'incendie. La même loi institue un corps d'inspecteurs chargés de s'assurer de l'application des mesures qu'elle a édictées.

Cette loi peut être considérée comme un modèle de règlement en matière de mesures préventives contre les maladies et les accidents.

6° *Danemark*. — La loi danoise du 12 avril 1889 « sur les mesures à prendre en vue de prévenir les accidents pouvant résulter de l'emploi des machines, etc. . . » s'applique (art. 1^{er}) à toute machine motrice, à toute machine opératrice et à tout appareil de transmission. La question de savoir si un établissement doit être rangé au nombre de ceux qui sont soumis à la loi est résolue par le Ministre de la justice (art. 16, § 1^{er}).

Cette loi ne prévoit aucune mesure de salubrité, mais elle indique avec une remarquable précision une série de mesures de sécurité, relativement aux points suivants :

Approche des machines opératrices et des machines motrices; transmissions, saillies des arbres; conducteurs électriques; cavités dans lesquelles se meut un volant, une roue motrice ou une poulie; turbines; roues et appareils hydrauliques; moulins à vent (art. 2); — passage entre les machines (art. 3); — signal de mise en marche et d'arrêt; graissage en marche (art. 5); — éclairage; entretien des planchers au voisinage des moteurs; clôture des réservoirs qui contiennent un liquide chaud ou corrosif (art. 6).

L'article 8 exige d'ailleurs que le fabricant livre la machine pourvue des appareils de préservation.

La surveillance des établissements assujettis est conférée (art. 11) à deux sortes d'organes : les uns, dont la surveillance s'exerce sur les fabriques et les machines à vapeur ou à gaz, portent le nom d'inspecteurs de fabriques; les autres, dont l'action ne s'étend que sur les machines actionnées par l'eau, le vent ou la force animale, sont désignés sous la dénomination de contrôleurs. Les premiers, au nombre de deux, sont nommés par le roi et ont sous leurs ordres douze assistants commis par le Ministre de la justice (art. 12); les autres sont élus par les municipalités à raison d'un au moins par commune et ont chacun un ou plusieurs suppléants; ils sont révocables par la municipalité qui supporte la moitié des frais de leur contrôle (art. 15).

7° *États-Unis*. — Il n'existe pas aux États-Unis de loi fédérale relative à l'hygiène et à la sécurité des fabriques et ateliers; mais la plupart des États ont promulgué des lois à ce sujet : les deux plus complètes sont celles de l'État de Massachusetts (1877) et de l'État de Louisiane (14 avril 1880). Sans entrer dans le détail de ces deux lois qui ont été presque textuellement reproduites par la loi canadienne du 9 mai 1885, analysée ci-dessus, nous signalerons le soin avec lequel les précautions destinées à prévenir le danger d'incendie sont formulées dans ces textes.

8° *Hongrie*. — La Hongrie est soumise, depuis le 21 mai 1884, à un régime industriel qui rappelle celui de l'Autriche. Mais la loi hongroise est loin de définir avec la même précision que la loi autrichienne les mesures d'hygiène et de sécurité. L'article 114 déclare simplement « que chaque maître de fabrique est tenu de prendre et d'entretenir dans la fabrique, à ses frais, toutes les dispositions qui, eu égard à l'industrie et à l'établissement considérés, seront de nature à protéger la vie et la santé des ouvriers ». L'article 30 recommande d'ailleurs à « l'autorité industrielle compétente » de n'accorder la permission d'établir une fabrique qu'après un examen attentif des conditions de sécurité et de salubrité et après constatation de l'existence de mesures préventives contre l'incendie. Les autorités établies en matière industrielle sont : le juge dans les petites communes; le chef de la police ou les magistrats municipaux dans les villes. Ces autorités chargent des commissaires de visiter au moins une fois par trimestre les fabriques qui tombent sous l'application de la loi.

9° *Norvège* (1). — La commission de onze membres, instituée par l'arrêté royal du 19 août 1885, a soumis le 21 décembre 1887 au Ministre de l'intérieur un projet de loi sur « la surveillance du travail dans les fabriques », qui n'a pas encore été voté par le Storting (2). Le projet, dont l'article 1^{er} soumet toutes les fabriques à la réglementation industrielle, donne de minutieux détails sur les mesures destinées à protéger la vie et la santé des travailleurs. C'est ainsi qu'il exige (art. 4) des escaliers de sortie proportionnés au nombre des ouvriers, et (art. 5) l'achat d'engins de sauvetage. Il règle (art. 6) la largeur des passages destinés à la circulation entre les machines, et (art. 7) les conditions d'éclairage naturel ou artificiel. L'article 8 traite de la ventilation; l'article 9 exige que les ateliers où l'on manipule les substances dangereuses ou vénéneuses soient isolés; l'article 10 recommande un nettoyage régulier des locaux où l'on travaille. Enfin des mesures spéciales sont relatives aux machines à vapeur (art. 11 à 15).

Une commission de surveillance, établie par l'article 42, est chargée de s'assurer, par la visite des établissements industriels, que la loi est rigoureusement observée.

(1) Les renseignements relatifs à la Norvège sont empruntés à la *Réforme sociale en Europe et aux États-Unis* de M. de Ramaix, p. 256 et suivantes.

(2) Voir la loi norvégienne du 27 juin 1892, *Bulletin de l'inspection*, 1893, n° 1, p. 82.

10° Russie (1). — Bien qu'il n'existe en Russie aucune loi industrielle relative à la sécurité et à la salubrité des travailleurs adultes, le code médical et le code des constructions donnent à l'autorité locale le droit d'exiger que la construction, l'installation et l'emplacement satisfassent à toutes les conditions désirables.

1° Une commission, composée de l'architecte de la ville, d'un médecin, d'un conseiller municipal, du commissaire de police ou d'un membre du conseil des manufactures, examine l'emplacement sur lequel doit être élevée la fabrique, et consigne dans un procès-verbal les mesures qu'elle juge nécessaires tant à l'hygiène des voisins qu'à celle des ouvriers;

2° Les plans détaillés de l'édifice à construire sont soumis à l'examen d'un comité technique municipal dans les villes et gouvernemental dans les provinces. Ce comité étudie, en vertu du code des constructions, les conditions de solidité, de stabilité, d'hygiène, et en particulier de ventilation. Il doit veiller à ce que toutes les mesures soient prises en vue de prévenir les incendies;

3° Après l'achèvement de la construction, une seconde commission, analogue à la première, vérifie l'état des lieux et s'assure que les dispositifs protecteurs contre les machines sont convenablement installés.

Tout atelier de plus de 15 mètres de long doit avoir deux sorties ou deux escaliers incombustibles.

On voit donc qu'en l'absence de toute législation, l'administration russe est en mesure d'assurer aux travailleurs la sécurité et la salubrité dans les établissements industriels.

11° Roumanie (2). — La seule mesure législative de cette nature, dont la Roumanie donne un exemple, est un projet de loi d'initiative gouvernementale, daté de septembre 1888, dont l'article 74 oblige les patrons à protéger la vie et la santé de leurs ouvriers. Les autorités communales sont chargées de l'inspection des fabriques.

12° Suède. — Une loi suédoise du 10 mars 1889, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1890, contient une réglementation détaillée des fabriques et des établissements industriels en général.

L'article 1^{er} de la loi énumère les industries auxquelles la loi doit s'appliquer; on peut dire qu'elles y sont toutes comprises, à l'exception de l'exploitation des mines et de l'industrie du bâtiment.

L'article 2 prévoit les dangers provenant des circonstances suivantes :

1° Chute d'un objet qui vient atteindre un ouvrier; — 2° Chute de l'ouvrier; — 3° Monte-charges, grues; — 4° Bassins, cuves; — 5° Incendie; —

(1) Ces renseignements sont le résumé d'une communication de M. le docteur Napies au Congrès d'hygiène de l'exposition de 1878, t. I. p. 608.

(2) Ces renseignements sont empruntés à la *Réforme sociale en Europe et aux États-Unis* de M. de Ramaix, p. 277.

6° Passages destinés à la circulation du personnel; — 7° Moteurs non isolés; — 8° Transmissions; — 9° Machines en mouvement; — 10° Nettoyage des appareils en marche.

Le même article énumère une série de mesures d'hygiène : ventilation, éclairage, expulsion des poussières.

Les articles 5 et suivants instituent un corps d'inspecteurs de fabriques, et donnent au gouvernement provincial le droit de fermer les établissements qui ne présentent pas les garanties de sécurité nécessaires.

13° Suisse. — La loi fédérale du 23 mars 1877 donne, dans son article 2, les principes fondamentaux d'hygiène et de sécurité industrielles.

Le paragraphe 1^{er} indique le programme à remplir : « Les ateliers, les machines et les engins doivent, dans toutes les fabriques, être établis et entretenus de façon à sauvegarder, le mieux possible, la santé et la vie des ouvriers. »

Le paragraphe 2 est relatif aux mesures d'hygiène : « On veillera, en particulier, à ce que les ateliers soient bien éclairés pendant les heures de travail, à ce que l'atmosphère soit, autant que possible, dégagée de la poussière qui s'y forme, et à ce que l'air s'y renouvelle toujours dans une mesure proportionnée au nombre des ouvriers, aux appareils d'éclairage, et aux émanations délétères qui peuvent s'y produire. »

Le paragraphe 3 vise les mesures de sécurité : « Les parties de machines et les courroies de transmission, qui offrent des dangers pour les ouvriers, seront soigneusement renfermées. »

Le Conseil fédéral désigne des inspecteurs *permanents* pour visiter les fabriques; il peut, en outre, ordonner des inspections *spéciales* dans certains établissements (art. 18).

II. — LÉGISLATION FRANÇAISE.

Cet exposé sommaire de la législation à l'étranger permet de constater que presque tous les peuples se sont montrés soucieux d'assurer à tous les travailleurs à l'intérieur des établissements industriels la sécurité et la salubrité.

La législation française, actuellement en vigueur, s'est, au contraire, bornée à protéger soit les voisins, à l'extérieur, soit les enfants, dans l'intérieur des usines. Le décret-loi du 15 octobre 1810 ne s'est expressément occupé que des dangers, des inconvénients ou des dommages que les établissements industriels peuvent causer aux habitations ou aux cultures. La loi du 19 mai 1874 ne s'applique qu'aux locaux où des enfants sont employés.

En un mot, ni le décret-loi de 1810, ni la loi de 1874, ne permettent d'imposer les mesures que réclament la sécurité et la salubrité de tous les travailleurs.

L'importance de cette lacune n'a pas tardé à se faire sentir et plusieurs projets de loi ont été présentés en vue de la combler.

Ces projets sont les suivants :

1° Proposition de loi concernant l'hygiène et la sécurité du travail dans

les manufactures, usines, mines, chantiers et ateliers, présentée par M. Félix Faure, député (11 novembre 1882);

2° Proposition de loi relative à la salubrité et à la sécurité du travail dans les établissements industriels présentée, par M. Maurice Rouvier, député (29 décembre 1885);

3° Projet de loi relatif à la salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présenté au nom de M. Jules Grévy, Président de la République française, par M. Édouard Lockroy, Ministre du commerce et de l'industrie (13 janvier 1887);

4° Projet de loi relatif à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et à la salubrité de ces établissements, présenté, au nom de M. Carnot, Président de la République française, par M. Jules Roche, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies (5 juin 1890).

Nous analyserons successivement ces différents projets.

1° Proposition de M. Félix Faure. — Cette proposition, présentée dès le 11 novembre 1882, a été renouvelée le 10 décembre 1885; elle fut prise en considération pendant la dernière législature, mais la Commission chargée de l'étudier n'aboutit pas. Son auteur l'a présentée de nouveau le 17 mai 1890. Elle contient neuf articles :

L'article 1^{er} applique à tous les établissements industriels, de quelque nature qu'ils soient, l'inspection des agents désignés par la loi. Le contrôle doit pouvoir s'exercer partout où l'on occupe des travailleurs.

Les articles 2 et 3 distinguent deux sortes de règlements :

1° Un règlement général applicable à toutes les industries, contenant les prescriptions relatives à l'aération, l'éclairage et l'hygiène des ateliers, et les prescriptions particulières aux usines à moteurs mécaniques, en ce qui concerne les courroies, engrenages, etc. . . ;

2° Des règlements spéciaux aux établissements reconnus dangereux ou insalubres, soit à cause des émanations qui s'y produisent, soit par la nature même du travail qui s'y pratique.

Le règlement de la première catégorie doit être rédigé dans un délai de trois mois, compté à partir de la promulgation de la loi; ce délai suffira, à coup sûr, pour codifier des dispositions déjà consacrées par l'expérience.

Les règlements spéciaux, prévus par l'article 3, dont la loi ne saurait indiquer limitativement ni le nombre, ni l'objet, ni la date, seront rendus sur l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France et du Comité consultatif des arts et manufactures.

L'article 4 exige, pour la création de tout établissement nouveau, une déclaration adressée au préfet : cette disposition a pour but d'écarter, dès l'origine, certains vices d'aménagement ou de construction auxquels il est très malaisé de remédier plus tard. Pour éviter d'ailleurs d'apporter une entrave au développement de l'industrie, l'auteur n'a pas subordonné à l'autorisation formelle du préfet le droit pour l'industriel de modifier ses établissements ou d'en créer de nouveaux.

L'article 5 organise l'inspection du travail en chargeant les nouveaux agents, dont un règlement d'administration publique déterminera le nombre et les attributions, des fonctions attribuées aux inspecteurs créés par la loi de 1874.

Les articles 6, 7, 8, 9 déterminent les pénalités qui sanctionnent les dispositions de la loi; la seule innovation consiste dans le droit, conféré au préfet par l'article 7, de prononcer la fermeture de l'établissement dans le délai de six mois après signification faite au propriétaire de se conformer aux prescriptions de la loi. En cas de recours au Conseil d'État, la décision du Conseil devra intervenir dans le délai de deux mois.

2^e Proposition de M. Rouvier. — La proposition de loi présentée par M. Rouvier se compose de trois titres : le premier relatif aux dispositions générales; le deuxième aux pénalités, et le troisième aux dispositions transitoires.

L'article 1^{er} définit les établissements auxquels la loi devra s'appliquer : manufactures, fabriques, mines, chantiers et ateliers de tous genres autres que l'atelier de famille où aucun ouvrier étranger n'est employé. Il énonce ensuite les conditions générales de salubrité et de sécurité auxquelles tout établissement doit satisfaire, et il laisse à des règlements d'administration publique le soin de déterminer : 1^o dans les trois mois de la promulgation de la loi, les dispositions communes auxquelles tous les chefs d'industrie doivent se conformer; 2^o au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières à certaines industries ou à certains modes de travail.

L'article 2 confie aux inspecteurs, institués par la loi du 19 mai 1874, le soin de veiller à l'application de ces règlements : l'examen qu'ils auront désormais à subir devra être modifié en vue de permettre la constatation de leurs connaissances en matière d'hygiène et d'industrie.

Aux termes de l'article 3, le Comité consultatif d'hygiène publique de France, le Comité des arts et manufactures et la Commission supérieure, instituée par la loi du 19 mai 1874, doivent présider à l'uniformité de l'application de la loi.

Les pénalités, indiquées au titre II, sont celles que la loi du 19 mai 1874 a formulées.

Les dispositions transitoires, qui font l'objet du titre III, fixent une période de tolérance et donnent au Ministre le droit d'accorder des sursis dont la durée sera variable suivant les espèces.

3^e Projet de loi de M. É. Lockroy. — Le projet relatif à la salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présenté par le Gouvernement le 13 janvier 1887, repris d'ailleurs par M. Lockroy, en son nom personnel, le 19 novembre 1889, comprenait trois titres : le titre I définissait les règlements concernant les établissements industriels; le titre II, les fonctions des inspecteurs de l'hygiène, ainsi que la procédure à suivre; le titre III traitait des pénalités.

L'article 1^{er} énumérait, dans les mêmes termes que le projet de M. Rou-

vier, les établissements qui devaient être soumis aux dispositions de la loi.

En vertu de l'article 2, des règlements d'administration publique devaient être rendus en vue d'assurer à ces établissements :

1° La salubrité tant intérieure qu'extérieure; 2° la salubrité du travail qui y est exécuté; 3° la sécurité des travailleurs qui y sont employés.

L'article 3 énumérait un grand nombre de prescriptions d'hygiène et de sécurité qui faisaient l'objet de dix-huit paragraphes.

Les articles 5 et 6 déterminaient les attributions et le rôle des inspecteurs et inspecteurs adjoints de l'hygiène publique, qui, aux termes du deuxième paragraphe de l'article 6, auraient pu être assistés et au besoin suppléés par les membres des Conseils et des Commissions d'hygiène publique, délégués par le préfet.

Les articles 7, 8, 9 et 10 définissaient les droits, les devoirs et le mode de fonctionnement de l'inspection.

Le titre III, de l'exécution et des pénalités, aggravait les sanctions formulées par la loi du 19 mai 1874.

4° Projet du Gouvernement. — M. le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies a déposé un nouveau projet le 5 juin 1890. Ce projet s'inspire des observations présentées par le Comité consultatif des arts et manufactures, précédemment consulté. Il est accompagné d'un rapport remarquable et fort intéressant, rédigé par M. Liébaut, président de la chambre syndicale des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs.

Dans son travail, le rapporteur proposait d'abord de substituer au titre du projet de loi : « Salubrité du travail et sécurité des travailleurs dans les établissements industriels », la rédaction suivante : « Sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et salubrité de ces établissements. » Il faisait observer en effet, avec M. de Freycinet et M. Aimé Girard, que la plupart des industries sont insalubres et que, par suite, la loi ne saurait prescrire l'obligation d'assurer la salubrité du travail.

Il supprimait les mines de la liste des établissements cités dans l'article 1^{er} et proposait de rédiger comme suit l'article 2 du projet :

« Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité des arts et manufactures, déterminent les conditions à imposer dans le but d'assurer :

1° La salubrité des établissements dénommés à l'article 1^{er} ;

2° La sécurité des travailleurs qui y sont employés. »

Il reprochait en effet à l'article du projet de 1887 : 1° de viser la salubrité extérieure, ce qui pouvait amener une confusion avec la réglementation résultant du décret de 1810 sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes; 2° de reproduire l'expression « salubrité du travail » dont l'inexactitude a été signalée plus haut.

Quant à l'article 3, la Commission en demandait à l'unanimité la suppres-

sion. « Peut-être, disait M. Liébaut, son contenu pourrait-il être inséré dans l'exposé des motifs; mais à coup sûr le détail des mesures à prendre ne doit pas être inscrit dans la loi, puisque celle-ci réserve elle-même la prescription de ces mesures à des règlements d'administration publique. »

La Commission pensait, d'ailleurs, que le titre d'inspecteurs du travail, donné par décision ministérielle du 13 mai 1889 aux inspecteurs du travail des enfants, conviendrait parfaitement aux agents chargés d'assurer l'application de la loi. Elle craignait, en outre, que les membres des commissions non rétribuées ne rendissent aucun service aux inspecteurs qu'ils auraient suppléés ou assistés, et elle proposait, en conséquence, la suppression de l'article 6. Enfin, elle trouvait excessives les amendes inscrites au projet de loi et elle en modifiait la graduation et le taux.

Les principes proposés par le Comité des arts et manufactures ont présidé à l'élaboration du projet que le Gouvernement a présenté à la Chambre.

L'article 1^{er} donne l'énumération des établissements qui tomberont sous le coup de l'application de la loi : les mines n'y figurent pas; les ateliers de famille où aucun ouvrier étranger n'est employé, en sont exceptés.

Aux termes de l'article 2, dont la rédaction a été indiquée plus haut, des règlements d'administration publique détermineront les mesures à imposer à chaque genre d'industrie.

Les articles 3 et 4 confient aux inspecteurs du travail le soin de veiller à l'observation de la loi et des règlements. L'article 5 impose le secret professionnel aux agents chargés de l'inspection, et les articles 7 à 13 forment les mesures qui sanctionnent les prescriptions de la loi. La seule disposition qui mérite une explication et celle de l'article 7, § 4. Ce texte permet au préfet d'ordonner, après une mise en demeure, la fermeture de l'établissement dans lequel la loi ou les règlements seraient obstinément violés. Les intéressés pourront, d'ailleurs, se pourvoir au Conseil d'État; mais, par dérogation à la règle ordinairement suivie en matière administrative, le recours sera suspensif, à moins que le Conseil d'État n'en ordonne autrement.

Ce projet a été renvoyé à la Commission du travail, déjà saisie des projets de MM. Lockroy et Félix Faure.

La Commission, après avoir examiné et comparé les différentes propositions qui lui étaient soumises, les a fondues ensemble et a arrêté les termes du projet qu'elle croit devoir soumettre à l'approbation de la Chambre.

Le projet de loi, qui vise à la fois la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et la salubrité de ces établissements, comprend trois sections :

La première contient les dispositions générales relatives à la sécurité et à l'hygiène ;

La seconde, les attributions et les moyens d'action des inspecteurs chargés d'en assurer l'application ;

La troisième, les pénalités encourues pour inobservation de la loi.

SECTION I^{re}. — *Dispositions générales.* — L'article 1^{er} énumère les établissements qui seront soumis à la loi. Comme l'article correspondant du projet

du Gouvernement, il ne comprend point les mines, qui sont régies par une législation spéciale, et il formule une exception en faveur des ateliers de famille. La rédaction en diffère toutefois sur les deux points suivants :

1° La Commission a cru indispensable de soumettre à la loi non seulement les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers de tout genre, mais encore les *dépendances* qui peuvent présenter des dangers aussi redoutables que les établissements proprement dits ;

2° Elle a ajouté le cas des ouvriers mineurs à celui des ouvriers étrangers employés dans les ateliers de famille. Cette rédaction a été inspirée par la nécessité de mettre en concordance le projet de loi qui est présenté avec celui qui est relatif à la « réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. »

La Commission a, d'ailleurs, maintenu la définition des ateliers de famille qu'elle a précédemment adoptée.

De cette manière, les ateliers ne pourront échapper aux dispositions protectrices de la loi que s'ils ne contiennent pas d'ouvriers étrangers à la famille, et s'ils n'emploient pas de mineurs ; car alors ils seront soumis à l'inspection, s'ils sont classés comme dangereux, incommodes ou insalubres, ou si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques.

A propos de l'article 2, la question s'est posée de savoir si nous devons, comme dans le projet du Gouvernement, poser une règle générale et vague sur « la salubrité des établissements dénommés à l'article 1^{er} » et « sur la sécurité des travailleurs qui y sont employés » et nous en remettre absolument aux règlements d'administration publique.

La Commission a pensé que la formule employée était insuffisante, qu'il ne suffisait pas de répéter dans cet article le titre du projet de loi, qu'il fallait préciser, au moins dans les grandes lignes, les règles essentielles qui devraient servir de base aux règlements à intervenir.

Il lui a paru d'ailleurs impossible d'agir autrement en présence du texte de la loi du 19 mai 1874 et du projet de loi sur la réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes, déjà soumis aux délibérations de la Chambre.

L'article proposé comprend quatre paragraphes. Les deux premiers ne sont que la reproduction des trois paragraphes de l'article 14 de la loi de 1874. Ces dispositions sont la conséquence logique de l'idée qui fut le point de départ de ce projet de loi : l'existence de mesures protectrices en faveur des enfants et des filles mineures ne suffit pas ; il faut les étendre aux ouvriers adultes et faire profiter ceux-ci de toutes les prescriptions adoptées pour les premiers.

Le quatrième paragraphe est également emprunté à l'article 14 de la loi de 1874.

Quant au troisième, il apporte une précision nécessaire aux dispositions protectrices de la loi, et les applique à des appareils, outils et engins (montecharges, machines-outils, etc...) qui présentent de réels dangers et qui n'auraient pu être compris, par voie d'interprétation, dans le deuxième paragraphe du même article. Ce texte se trouvait dans le projet élaboré en

1886 par la Commission supérieure du travail. Il figurait aussi dans l'article 13 du projet présenté par MM. Lockroy et Demôle, le 13 novembre 1886.

L'article 2, dont les quatre paragraphes viennent d'être analysés, détermine les conditions essentielles auxquelles tout établissement industriel doit satisfaire. Mais, au lieu de formuler dans les détails toutes les prescriptions à l'exemple des lois anglaise et suédoise, l'article 3 laisse à des règlements d'administration publique le soin de les édicter. Ces prescriptions sont, d'ailleurs, de deux sortes : les unes, applicables à toutes les industries, peuvent être aisément et rapidement formulées ; les autres, spéciales soit à certaines industries, soit à certains modes de travail, doivent se modifier avec les transformations des procédés et les perfectionnements de l'outillage.

Nous n'avons pas cru devoir énumérer dans le corps même de ce rapport les mesures que les règlements d'administration publique auront à formuler. Ces règlements devront être étudiés et préparés avec le plus grand soin ; ils devront s'inspirer de tout ce qui se fait dans les pays où les mêmes règles sont déjà appliquées et tenir grand compte des conditions et des nécessités du travail national.

C'est pour cela que nous vous proposons de décider que le Comité consultatif des arts et manufactures devra préparer les nouveaux règlements, comme il avait déjà préparé ceux qui ont été rendus par application de la loi de 1874.

SECTION II. — *Inspection.* — L'article 4 définit les agents chargés d'assurer l'application de la loi et des règlements qui s'y rattachent : ce sont les inspecteurs du travail qui rempliront cette mission pour laquelle leurs fonctions actuelles les désignent naturellement.

L'article 5 les investit des pouvoirs nécessaires à l'exercice de surveillance des établissements industriels. L'article 6 reproduit la disposition nouvelle introduite dans le projet de loi sur la réglementation du travail des enfants et des femmes, voté en première lecture par la Chambre. Il a pour objet de réprimer la divulgation des procédés de fabrication, dont les inspecteurs auraient eu connaissance au cours de leurs visites.

L'article 7 détermine le mode de constatation et de poursuite des contraventions.

L'article 8, qui n'a pas d'équivalent dans le projet du Gouvernement, confie aux inspecteurs, en dehors de leur rôle de surveillance, la mission de fournir des éléments indispensables à la statistique des conditions du travail industriel dans la région à laquelle ils sont attachés. Ainsi ils devront fournir chaque année des rapports et des renseignements sur l'application de la loi dans l'étendue de leurs circonscriptions. Ils devront notamment mentionner tous les accidents dont les ouvriers auront pu être les victimes, rechercher leurs causes et indiquer les moyens les plus propres à en empêcher le retour.

Il sera facile d'établir ensuite le nombre d'accidents *inévitables* et de ceux qui peuvent être attribués au manque ou à l'insuffisance des dispositions préventives, à la négligence, à l'absence de règlements de travail ou à la

désobéissance à ces règlements. La cause étant connue, le remède sera plus facile à trouver.

Pour faciliter et même pour rendre possible l'application de l'article 8, la Commission a pensé qu'il fallait emprunter à la loi sur la réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes, les dispositions contenues dans l'article 16 du projet déjà voté par la Chambre. Aux termes de cet article, tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers devra être l'objet d'une déclaration par le chef d'entreprise ou par son préposé.

La déclaration faite au maire de la commune devra être accompagnée d'un certificat médical indiquant l'état du blessé et les suites probables de l'accident. Elle devra être communiquée immédiatement à l'inspecteur du travail.

Cette prescription, qui n'a rencontré aucune opposition ni à la Chambre, ni au Sénat, était indispensable à reproduire ici. Avertis par les maires, les inspecteurs devront se rendre sur les lieux et étudier les causes de l'accident, au moment même où il est facile de les découvrir et où rien n'a encore été tenté pour en faire disparaître les traces.

Sérieusement appliquée, cette prescription nous paraît de nature à assurer à l'exécution de la loi toute son efficacité, et à rendre aux ouvriers et aux patrons les plus réels services. Nous l'avons donc insérée dans l'article 9 de notre projet.

SECTION III. — *Pénalités.* — Les pénalités inscrites dans la loi ne sont que la reproduction des dispositions contenues dans les articles 7 à 11 du projet ministériel. Elles constituent la section III du projet. Nous avons seulement élevé le chiffre des amendes, prévu par l'article 10 (devenu article 14), pour le cas où il serait mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur. Il y a là, en effet, une infraction beaucoup plus grave que celle qui est prévue par l'article 7 (art. 10 du projet). Il était impossible de la punir d'une peine moins forte. L'article 14 (nouveau) n'est d'ailleurs que la reproduction de l'article 29 du projet de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes.

La Commission a pensé, en outre, que l'article 7 du projet du Gouvernement devait être divisé. La première partie a été admise sans difficulté. Il n'en a pas été de même de la seconde.

« En cas d'inobservation des conditions imposées en vertu de la présente loi ou des règlements d'administration publique rendus pour son exécution, est-il dit au projet, le préfet ordonne, s'il y a lieu, après une mise en demeure et sauf recours au Conseil d'État, la fermeture de l'établissement. »

On s'est d'abord demandé si le droit réservé au préfet n'était pas excessif; si l'on pouvait, notamment, autoriser ce fonctionnaire, avant même qu'une condamnation fût prononcée et après une simple mise en demeure constatant une infraction, à prononcer une mesure aussi grave. La Commission a pensé que dans les termes où elle était formulée, cette prescription ne devait pas être maintenue.

Sans doute il faudra que force reste à la loi. Lorsqu'il aura été démontré

que, malgré tous ses efforts, malgré condamnation et mises en demeure, l'Administration est impuissante, en présence d'un mauvais vouloir persistant, d'une obstination compromettante pour la vie ou pour la santé des travailleurs, il sera nécessaire de lui donner le moyen de briser la résistance et de l'autoriser, au besoin, à fermer l'établissement industriel. Mais ce n'est qu'alors que cette mesure extrême pourra se justifier. Et encore avons-nous pensé qu'il était utile de restreindre, quant à présent, l'étendue de ce pouvoir au cas où il s'agirait des prescriptions relatives à la sécurité des ouvriers.

On peut toujours, dans les établissements déjà construits et en pleine activité, apporter à l'outillage, aux machines et aux outils des modifications ou des perfectionnements essentiels à la sécurité du personnel. Il en est autrement des mesures générales d'hygiène qui peuvent entraîner, si elles sont appliquées avec rigueur, la transformation et quelquefois même la reconstruction de tout un établissement.

Nous ajoutons, d'ailleurs, que l'Administration n'est pas aujourd'hui désarmée vis-à-vis des établissements dangereux, incommodes ou insalubres. Le décret-loi du 15 octobre 1810 et l'ordonnance royale du 14 janvier 1815, qui protègent les voisins contre les accidents dus au danger ou à l'insalubrité de ces établissements classés, donnent le moyen d'étendre les mesures de protection aux ouvriers qui y sont occupés.

L'Administration peut, en effet, dans l'instruction d'une affaire, lorsqu'elle accorde ou refuse une autorisation, apprécier toutes les causes de danger ou d'insalubrité, pourvu qu'elles soient inhérentes à l'industrie, qu'elles en soient la conséquence directe et forcée.

C'est ainsi qu'en prescrivant certains aménagements, en vue d'empêcher les poussières de se rendre au dehors de l'établissement, on arrive à empêcher les ouvriers de souffrir des accidents qui pourraient résulter de leur absorption ou de leur contact.

De même, lorsqu'il s'agit d'émanations ou de vapeurs nuisibles, en obligeant l'établissement à les dénaturer et à les rendre inoffensives, on sauvegarde tout à la fois la santé du voisinage et des travailleurs placés auprès des appareils d'où proviennent ces émanations et ces vapeurs.

La même constatation pourrait être faite si nous poursuivions la nomenclature des différents inconvénients causés par les établissements classés. Nous démontrerions ainsi que si l'Administration tient la main à ce que ses prescriptions soient rigoureusement exécutées, la plupart des inconvénients résultant de l'insalubrité des établissements industriels pourraient être évités.

Nous ajoutons qu'elle peut être puissamment aidée dans cette tâche par le Comité consultatif des arts et manufactures, qui, placé près du Ministre du commerce, a pour mission spéciale de l'éclairer, au point de vue technique et juridique, sur toutes les questions qui se rapportent à l'autorisation et à la fermeture des établissements classés, qui ne peuvent être ouverts, on ne saurait l'oublier, qu'après l'autorisation des préfets pour la 1^{re} et la 2^e classe et des sous-préfets pour la 3^e.

C'est pour toutes ces raisons que la Commission, en engageant le Gouvernement à faire respecter avec fermeté les dispositions protectrices des lois de

1810, de 1815 et du 28 avril 1832, a restreint le droit de fermeture inscrit dans l'article 11 au cas où les mesures de sécurité, imposées par la loi et les règlements d'administration publique à intervenir, n'auraient pas été exécutés.

Elle a, d'ailleurs, entouré le droit nouveau qu'elle confère à l'Administration de nombreuses précautions. C'est ainsi qu'il faudra d'abord, avant de l'exercer, qu'une condamnation ait été prononcée et que les travaux prescrits n'aient pas été faits dans le délai imparti. Ce n'est qu'ensuite que le préfet pourra mettre à nouveau l'industriel en demeure et, en cas de refus persistant, ordonner la fermeture de l'établissement par un arrêt motivé.

Nous avons enfin autorisé l'industriel à se pourvoir en Conseil d'Etat et décidé que le recours serait suspensif. Dans ces termes, la Commission a été unanime à accepter les dispositions de l'article 11.

A ce propos, il n'est peut-être pas inutile de faire observer que le même pouvoir appartient à l'Administration en vertu de l'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et de l'article 8 de la loi du 27 avril 1838 et aussi de l'article 5 de l'ordonnance du 14 janvier 1825.

En matière de mines, les lois précitées autorisent le préfet à interdire, par la voie administrative, c'est-à-dire *etiam manu militari*, tout puits, toute galerie, ou tout autre travail d'exploitation, ouverts en contravention aux lois et aux règlements sur la matière (1).

Les mêmes dispositions rigoureuses de répression sont applicables aux établissements dangereux, incommodes et insalubres. Les mesures d'exécution et de police sont attribuées au préfet, par l'article 14 du décret de 1810. Les maires, chargés de faire exécuter les lois et les règlements, peuvent aussi soit s'opposer à l'établissement de manufactures non autorisées, soit prescrire la fermeture ou la suspension des ateliers insalubres qui fonctionnent dans des conditions irrégulières. La disposition contenue dans l'article 11 n'offre donc rien d'anormal. Elle se justifie, comme nous avons essayé de le démontrer, par une impérieuse nécessité.

La question de la préservation des accidents est de celles qui ne se discutent plus guère. Et, comme on l'a dit, la nécessité de protéger le travailleur contre les accidents qui résultent du travail s'imposent comme l'évidence. Est-ce à dire que les industriels français soient jusqu'à ce jour restés indifférents à un si intéressant problème? Il ne faudrait pas le croire. Convaincus de l'importance des mesures préventives, et soucieux d'assurer à leur application toute l'efficacité dont elle est susceptible, ils ont eu recours à l'association, persuadés qu'ils pourraient, par ce moyen, trouver la meilleure et la plus rapide solution.

La première de ces associations a été créée à Mulhouse en 1867. La société industrielle de cette ville s'était depuis longtemps préoccupée de la question, lorsqu'un de ses membres, M. Engel Dolfus, lui proposa de fonder une association en vue de prévenir les accidents de machines. Le succès, qui

(1) Consult. Aguilhon, *Traité des mines*, t. II, n° 547 et suiv.

couronna l'entreprise, fut considérable. Les travaux publiés alors, en même temps que les rapports annuels présentés en son nom, démontrent ce qu'on peut attendre d'une organisation bien faite et d'une surveillance attentive. Les ouvriers, mieux instruits, guidés par les conseils de la science et de l'expérience, s'exposent moins aux dangers qui leur ont été signalés. Les machines, mieux installées, font moins de victimes. Les industriels peuvent ainsi, suivant la belle expression de M. Engel Dolfus, « épargner la vie de leurs compagnons de travail. »

L'exemple donné par Mulhouse a été suivi. La première association française a été créée à Rouen en 1880. Sa surveillance s'étend sur des établissements qui comprennent aujourd'hui environ 35,000 ouvriers.

Bientôt après, sur la généreuse inspiration de la société de protection des apprentis, l'*Association parisienne des industriels pour préserver les ouvriers des accidents du travail* a été fondée le 26 décembre 1883. Limitée au début à l'enceinte de la capitale, elle n'a pas tardé à étendre hors Paris son action bienfaisante, et, en 1887, l'*Association parisienne* est devenue l'*Association des industriels de France*. Elle exerce son influence salutaire sur 23 départements, et sur plus de 80,000 ouvriers. Elle se compose de plusieurs groupes, qui ont eux-mêmes leur action séparée (Paris, Marseille, Lille, Lyon, Nancy, Saint-Quentin, Reims et Toulouse).

Le développement rapide qu'ont pris dans ces dernières années les associations est la preuve manifeste des réels besoins auxquels elles répondent. L'activité de leurs travaux est, d'ailleurs, attestée par les publications qui, en groupant les résultats acquis, constituent un puissant moyen de propagande en faveur de l'œuvre philanthropique à laquelle elles se dévouent. L'association rouennaise et l'association parisienne publient l'une et l'autre, indépendamment de leurs comptes rendus annuels, d'intéressantes études sur les systèmes techniques.

Mais le modèle des ouvrages de ce genre est, sans conteste, l'album signé du nom de M. Engel Gros, le digne successeur de M. Engel Dolfus. C'est justice de rendre hommage à l'auteur de ce recueil international en trois langues, dans lequel on a su condenser les résultats de vingt années de pratiques et d'efforts, véritable encyclopédie des moyens préventifs, qui doit occuper la place d'honneur dans toute collection complète des mesures de préservation.

Si intéressants que soient les résultats obtenus par les associations particulières, il faut reconnaître que leur action bienfaisante n'est pas suffisamment étendue et que, chaque jour, nous avons à déplorer des malheurs nouveaux, qui auraient été épargnés si les mesures de préservation, appliquées énergiquement dans les pays qui nous environnent, étaient aussi chez nous imposées à tous les industriels.

Il n'est pas permis aux pouvoirs publics de se dégager davantage d'intérêts aussi élevés, en présence du but à atteindre et surtout des appels réitérés qui leur sont adressés depuis longtemps déjà.

Il y a plus de quarante-cinq ans qu'un vieil ouvrier, qui est en même temps un homme de cœur et un homme de bien, M. Oviève, de Darnétal (Seine-Inférieure), a soulevé cette question. Depuis lors il n'a cessé de récla-

mer, par voie de pétitions et de mémoires, une législation spéciale des mesures préventives.

Votre rapporteur espère que vous aimerez, à cette occasion, à rendre hommage au zèle infatigable avec lequel ce vétéran de l'industrie a poursuivi, sans jamais se lasser et avec une confiance qui se fortifie chaque jour davantage, l'œuvre philanthropique de la production des ouvriers employés au travail mécanique.

Au Congrès des accidents tenu à Paris en septembre 1889, MM. Mamy et de Sapincourt, ingénieurs des arts et manufactures, appelaient l'attention des industriels et du Gouvernement sur l'importance des mesures de préservation et les effets salutaires qu'on peut en attendre. M^{me} Tkatcheff, docteur en médecine, déléguée russe à ce Congrès, n'hésitait pas à affirmer après les ingénieurs français et après M. le docteur Iwiatlowsky, inspecteur du district industriel de Varsovie, que plus de la moitié des accidents auraient été évités si les appareils préventifs avaient été partout en usage.

En dégageant les espérances un peu trop optimistes des exagérations qu'elles peuvent renfermer, on ne peut se refuser à reconnaître que le problème de la préservation, depuis longtemps posé, doit être, sans plus de retard, résolu. L'initiative privée a ouvert la voie; il faut saluer ses efforts. Le législateur, en apportant sa sanction, assurera désormais le concours de tous ceux qui lui ont manqué.

La loi sur la sécurité des travailleurs et la salubrité des établissements industriels, que nous vous proposons, ferait-elle tout le bien que nous en attendons? Nul ne saurait l'affirmer aujourd'hui. Mais il est, dès à présent, hors de doute qu'elle fera beaucoup de bien. Cela suffit pour que nous la présentions, avec une entière confiance, à votre approbation.

SÉANCE DU 17 JUIN 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur: 1° le projet de loi relatif à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et à la salubrité de ces établissements; 2° la proposition de loi de M. Édouard Lockroy relative à la salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels; 3° la proposition de loi de M. Félix Faure concernant l'hygiène et la sécurité du travail dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers.

M. RICARD, rapporteur. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, demande la déclaration d'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur la déclaration d'urgence.

(La Chambre, consultée, déclare l'urgence. — Elle décide ensuite qu'elle passera à la discussion des articles.)

« ART. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances.

« Sont seuls exceptés les ateliers de famille où aucun ouvrier mineur ou étranger n'est employé. »

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — Messieurs, je demande à la Chambre la permission de lui présenter une simple observation sur le deuxième paragraphe de l'article 1^{er}.

Le premier paragraphe est ainsi conçu :

« Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances. »

Voici où se place mon observation.

« Sont seuls exceptés les ateliers de famille où aucun ouvrier mineur ou étranger n'est employé. »

Si je prends le projet qui avait été déposé par le Gouvernement, je remarque que l'ouvrier mineur n'est pas visé.

Le Gouvernement, en effet, libelle ainsi son article : « Sont considérés comme établissements d'industrie soumis à la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers de tout genre, autres que les ateliers de famille où aucun ouvrier étranger n'est employé. »

L'honorable M. Lockroy avait rédigé dans le même esprit la proposition qu'il avait eu l'honneur de soumettre à votre délibération, et c'est la Commission du travail qui est venue assimiler à un atelier public l'atelier de famille toutes les fois qu'un enfant mineur y est occupé.

Je vous demande de supprimer de la rédaction de la Commission les mots « ouvrier mineur ».

Il semble que, lorsque l'atelier se réduit aux membres de la famille, la sollicitude du chef de famille doive suffire sans intervention de la part de l'État. Pourquoi en effet, dans ce cas, faire intervenir l'État, le charger de vérifier si le logement réunit toutes les conditions voulues pour qu'on puisse y installer un atelier ? Pourquoi substituer la volonté de l'État à celle du père de famille ?

Le père de famille est réduit à la nécessité de travailler, non seulement pour se procurer la subsistance qui lui est nécessaire, mais encore celle qui est nécessaire à ses enfants, et, lorsque ses enfants seront en âge de travailler, il sera dans cette situation étrange qu'il ne pourra pas employer un enfant apte au travail parce que vous déclarez que son logement n'est pas dans les conditions voulues.

Mais il a une réponse bien simple à faire, celle-ci : « Vous trouvez que mon logement n'est pas convenable pour y faire travailler mon enfant, il faudra donc que je le garde inactif, oisif, ne gagnant rien ? Mais quelle situation allez-vous lui faire ? Il restera près de moi qui suis attaché à mon labeur, et il n'aura pas la possibilité de m'aider, de me seconder, et cela parce que vous jugez que mon atelier, que mon habitation, que mon réduit n'est pas suffisant ! Mais il ne tient qu'à vous, législateur, de m'en donner un autre ; payez-moi un autre logement, je ne demande pas mieux. (*Mouvements divers.*) En définitive, si je suis réduit à travailler dans cette échoppe, c'est que mes moyens ne me permettent pas de me procurer un atelier installé dans de meilleures conditions. Cependant, vous voulez empêcher mon enfant, qui a l'âge voulu, de travailler avec moi, parce que je n'ai pas les moyens de le mettre dans un atelier plus salubre. Mais alors, je vous le répète, donnez-moi un autre atelier ou, de grâce, ne réduisez pas mon enfant à l'oisiveté parce que je ne puis pas lui donner un autre local. »

Je sais bien quelle est la réponse de la Commission. Elle a pressenti l'objection et, dans son rapport, l'honorable M. Ricard, rapporteur, nous l'indique ; il nous dit : « Nous avons voulu faire de la symétrie. Au point de vue de l'inspection, l'atelier de famille est soumis à la loi. L'inspecteur pourra y entrer pour voir si l'on n'y fait pas travailler des enfants hors des conditions exigées par la loi. »

Je réponds. Il n'y a pas parité entre les deux situations. Je comprends très bien, quoique je n'aie pas voté cette disposition, que vous puissiez à la rigueur pénétrer dans la famille pour vous assurer si on n'y fait pas travailler des enfants hors des conditions voulues. Mais dès lors que l'enfant réunira toutes les conditions d'âge et d'aptitude que vous avez prescrites, pourquoi voulez-vous l'empêcher de seconder son père dans le travail qu'il a entrepris ? La raison, je ne la vois pas.

Je place ces observations sous l'autorité du Gouvernement qui n'avait pas fait cette exception dans son projet et sous l'autorité de M. Lockroy, qui ne l'avait pas non plus inscrite dans sa proposition.

En conséquence, je vous demande de voter le paragraphe ainsi rédigé :

« Sont seuls exceptés les ateliers de famille où aucun ouvrier étranger n'est employé. »

Je conçois que toutes les fois que vous êtes en présence d'un esprit de lucre, vous ayez le droit d'intervenir et de surveiller ; mais quand il s'agit de la famille seule, je crois que la sollicitude du père ou de la mère est encore préférable à la sollicitude des fonctionnaires que vous enverriez l'inspecter. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

M. RICARD, rapporteur. — Messieurs, la Commission a été dans la nécessité d'introduire dans l'article 1^{er} la disposition qui est critiquée par notre honorable collègue M. Grousset. En effet, la loi qui est actuellement discutée devant vous vient à la suite d'une autre loi qui a été adoptée par la Chambre le 7 février 1891. Dans le projet de loi déposé par le Gouvernement, on

n'avait pas parlé, en effet, des ateliers de famille dans lesquels les ouvriers mineurs étaient employés.

La Commission du travail a été obligée, depuis lors, d'introduire cette disposition pour mettre la loi qu'elle vous apporte aujourd'hui en concordance avec le texte que vous avez précédemment voté.

Voici, en effet, ce que contient le troisième paragraphe de l'article 1^{er} du projet de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur, pourvu que ces établissements ne soient pas classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ou que le travail ne se fasse pas à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques. » De sorte que l'article 1^{er} de la proposition que nous rapportons n'est, en quelque sorte, que la copie de la disposition que vous avez votée. Nous n'aurions pas introduit le mot « mineur » dans l'article 1^{er}, qu'en exécution du projet de loi qui est actuellement au Sénat, la disposition critiquée par M. Grousset devrait cependant recevoir son application. C'est la seule observation que j'avais à présenter.

Je ne reprendrai pas devant la Chambre la discussion que j'ai soutenue lors des débats antérieurs contre M. Aynard qui avait, au moment de la discussion de la proposition de loi sur le travail des enfants, des femmes et des filles mineures, demandé des modifications dans le même sens à l'article 1^{er}.

Notre honorable collègue, M. Aynard, avait en effet soutenu la même thèse que soutient aujourd'hui M. Grousset et prétendu que les pères de famille devaient pouvoir faire travailler librement, comme ils l'entendaient, sans prendre aucune précaution, leurs enfants dans les ateliers de famille. La Commission, au contraire, a demandé à la Chambre de faire porter la surveillance aussi bien sur les enfants qui travaillaient dans les ateliers de famille que sur les autres. Elle a fait remarquer le danger considérable qui avait été signalé antérieurement par les rapports des inspecteurs du travail, et la Chambre a pensé qu'il n'était pas possible de soustraire à toute surveillance les ateliers dans lesquels il y avait des engins pouvant porter atteinte à la vie des ouvriers.

C'est en application de ce vote de la Chambre que je la prie de maintenir les expressions qui se trouvent dans l'article 1^{er}. (*Très bien! très bien!*)

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — Messieurs, si vous voulez que la loi que nous discutons ait une portée, nous devons l'examiner sans nous préoccuper de ce qui a été voté antérieurement, à moins qu'une contradiction ne se révèle entre la disposition actuelle et les dispositions que nous avons acceptées dans un autre projet de loi.

Pestime que les deux dispositions sont absolument distinctes. Je l'avais déjà indiqué, et l'honorable Rapporteur ne m'a pas contredit. Il s'est borné à nous donner lecture du paragraphe 3 de l'article 1^{er} du projet qui est aujourd'hui en discussion devant le Sénat. Mais je me permettrai de dire : Monsieur le Rapporteur, si vous voulez être logique, vous devez faire plus

que ce que vous faites, vous ne devez pas même accepter l'exception que vous avez introduite dans votre texte. Car, dans le projet qui est en discussion devant le Sénat, vous indiquez :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur, pourvu que ces établissements ne soient pas classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ou que la travail ne se fasse pas à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques. »

Cette loi ne vise pas seulement le mineur, elle vise également le travail des femmes; et alors, pour établir une concordance parfaite, à l'abri de tout reproche entre la loi d'aujourd'hui et celle d'hier, vous devez ajouter les ateliers de famille où travaillent non seulement les mineurs, mais même une femme. Si vous ne le faites pas pour la femme, pourquoi le faire pour le mineur? Vous voulez vous substituer au père de famille, dans quel but? Vous craignez qu'il manque de sollicitude? Ah! de grâce! supposons que nous n'avons pas affaire qu'à des pères dénaturés! Il peut s'en rencontrer; mais, disons-le bien haut, ce sera l'exception, et ce n'est pas en vue d'une exception qu'on peut légiférer et surtout légiférer d'une façon générale.

Telle est l'objection à laquelle il n'a pas été répondu et, je le demande, pourquoi cette intervention de la loi dans l'atelier de famille lorsqu'il s'y trouve un mineur? En quoi est-elle justifiée?

Vous me dites que c'est la conséquence de la loi que nous avons précédemment votée. Je vous réponds, à mon tour, Monsieur le Rapporteur, que cette loi n'est pas la même, n'a pas la même portée. Actuellement, ce sont d'autres conditions que vous recherchez dans le travail et ce ne sont pas celles que visait la loi précédente.

Ce que je dis est tellement vrai que vous faites une loi spéciale; or, cette loi n'aurait pas de raison d'être si les cas qu'elle vise se trouvaient déjà visés dans celle qui a été précédemment votée; nous ne reviendrions pas sur le même sujet.

Dès lors, pourquoi intervenir dans les ateliers de famille, qu'ils comprennent ou non des mineurs? Je vous supplie de répondre à cette objection : quel langage tiendrez-vous au père de famille qui, vous présentant son fils, vous dira : Il est dans les conditions voulues d'âge et d'aptitude physique; il peut travailler et je le fais travailler avec moi.

Vous lui objecterez qu'il manque une fenêtre à sa maison, que son appartement est trop étroit et qu'il faut l'élargir.

C'est bien possible, vous dira-t-il, mais je n'ai pas les moyens de me payer un appartement plus considérable. J'y travaille, je ne puis y garder mon fils, inactif, inoccupé, oisif; je l'y ai élevé et, arrivé à l'âge du travail, il veut aujourd'hui me seconder dans ma tâche.

Et vous viendriez, vous législateur, empêcher le fils de travailler avec le père dans ces conditions-là?

Si vous me faites sentir l'inconvénient de la mesure que je propose, je me rallierai à votre manière de voir; mais, tant que vous n'aurez pas répondu à l'objection que je vous oppose, je supplie la Chambre de me suivre dans le vote que je demande. (*Applaudissements à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Grousset demande la suppression du mot « mineur » dans le second paragraphe de l'article 1^{er}.

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — Oui, Monsieur le Président. J'admets l'intervention de l'État toutes les fois que l'esprit de lucre préside à la formation de l'atelier.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne vous demande pas une argumentation (*Sou-rires*) : je vous demande simplement si vous supprimez le mot « mineur ». Je n'ai à me préoccuper que de la forme et non pas du fond.

M. LE RAPPORTEUR. — Le Gouvernement, je crois, accepte la rédaction proposée par la Commission.

M. JULES ROCHE, *Ministre de commerce, de l'industrie et des colonies*. — Parfaitement. D'ailleurs, la Chambre s'est déjà prononcée à ce sujet.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Gouvernement et la Commission repoussent l'amendement.

Je le mets aux voix.

(L'épreuve et la contre-épreuve ont lieu.)

L'amendement est adopté. (*Applaudissements à droite.*)

En conséquence, je mets aux voix l'article 1^{er}, qui se trouvera ainsi rédigé :

« ART. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances.

« Sont seuls exceptés les ateliers de famille où aucun ouvrier étranger n'est employé. »

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés, aérés ou ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

« Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et entretenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité pour les travailleurs.

« Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés. » — (Adopté.)

« ART. 3. — Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

« 1° Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis ;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail. »

M. Goujon propose d'ajouter à la fin de l'article 3 le paragraphe suivant :

« Les dispositions prévues à l'article 2 et relatives à la sécurité des travailleurs sont applicables aux écoles professionnelles, aux théâtres, cirques et autres établissements où il est fait emploi d'appareils mécaniques. »

M. JULIEN GOUJON. — Messieurs, nous avons eu l'honneur, M. Lechevalier et moi, de déposer un amendement à l'article 3 de la proposition de loi qui vous est soumise.

Nous demandons que vous assimiliez aux ouvriers des fabriques, des usines et des manufactures les ouvriers employés dans les théâtres, dans les cirques et dans les établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

Ce que nous demandons n'est pas nouveau, et la jurisprudence, dans ces dernières années, a assimilé complètement les employés des théâtres et des cirques aux autres ouvriers. Avant même la loi de 1890 sur la résiliation des congés, la Cour de cassation avait décidé que les employés dans les théâtres étaient de véritables locateurs d'ouvrage et d'industrie et que les règles des articles 1780 et suivants du Code civil devaient leur être appliquées.

Les employés dans les théâtres sont très nombreux, et il faut bien reconnaître qu'ils sont exposés à des dangers sans nombre. Aujourd'hui, dans les théâtres, il est fait emploi d'engins mécaniques très nombreux et très puissants, et il suffit de jeter les yeux sur une affiche théâtrale pour se convaincre qu'il y a là un danger permanent pour la sécurité de ceux qui y sont employés.

En 1875, la cour de Paris, et après elle la Cour de cassation, ont été appelées à se prononcer sur le point de savoir si la jurisprudence qui réglait l'indemnité en cas d'accident devait être appliquée également en matière de théâtre. L'une et l'autre se sont prononcées pour l'affirmative dans une affaire Chelles, l'artiste bien connu, contre son directeur, M. Hollacher. Il s'agissait de la disposition défectueuse d'une trappe par où l'artiste devait descendre et qui n'était pas entourée, comme le commandait la prudence, d'un garde-fou ou de points d'appui pour la descente. Le 6 janvier 1863, le tribunal de Strasbourg avait rendu un jugement analogue. J'ajoute que lorsqu'il s'agit, pour les employés dans les théâtres, du recouvrement de leur salaire, on a bien soin de les assimiler, partout et toujours, aux autres ouvriers.

Avant la loi de 1868, le directeur de l'entreprise pouvait, à l'aide de son seul serment, contester et faire tomber toute discussion relative aux salaires.

L'article 1781 du Code civil lui conférait ce droit exorbitant tant à l'égard de ses artistes que des autres ouvriers.

Depuis, lorsqu'il s'est agi de savoir si les dispositions de l'article 2101, § 4, du Code civil ou les dispositions de l'article 549 du Code de commerce, relatives au privilège en cas de faillite, seraient applicables aux artistes dramatiques, on leur a refusé ce bénéfice, prétendant, d'une part, que ce n'étaient pas des domestiques ni des serviteurs à gages, et, d'autre part, que ce n'étaient pas non plus des commis de marchands. On les considérait, et on les considère toujours, à ce point de vue, comme des locateurs d'ouvrage et d'industrie, et, à ce titre, on ne protège pas leurs salaires contre l'insolvabilité du chef de l'entreprise.

Oui, Messieurs, lorsqu'il s'agit d'assurer les salaires de ces ouvriers, de ces travailleurs très intéressants, on leur dit : Vous n'aurez pas de privilège, parce que vous êtes des ouvriers; vous n'êtes pas des gens de service ni des commis.

Eh bien, si vous considérez, lorsqu'il s'agit du recouvrement de leurs salaires, les travailleurs des théâtres comme de véritables ouvriers d'atelier ou de manufactures, traitez-les complètement sur ce pied.

Nous demandons que vous les protégiez aussi contre les dangers sans nombre qui les menacent; nous demandons, en un mot, que les mesures de protection que vous édictez profitent également à ceux dont je parle, et ce rapprochement entre les travailleurs de l'atelier et ceux de la scène n'a rien qui puisse offenser la pudeur des premiers ni l'amour-propre des autres. (*Très bien! très bien!*)

Il me reste à examiner si la proposition de loi qui vous est soumise contient des dispositions formelles à cet égard, ou si des difficultés nombreuses ne pourront pas être soulevées dans la pratique par les cours et les tribunaux saisis de la question.

L'article 1^{er}, que vous venez d'adopter, contient l'économie générale du projet. Il est ainsi conçu :

« Sont soumis aux dispositions de la présente loi, les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances. »

Vous voyez qu'il n'est pas fait la moindre allusion aux établissements dont je parle.

Lorsque, tout à l'heure, j'ai communiqué mon amendement à l'honorable président de la Commission du travail, il m'a fait observer que peut-être l'article 2 nous donnerait satisfaction. J'ai examiné de près le texte de cet article. Il est ainsi conçu :

« Art. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés, aérés ou ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel. »

Ce premier paragraphe de l'article 2 vise surtout, il faut bien le reconnaître, la salubrité des ateliers; mais il contient une expression qui ne peut pas échapper à l'attention de la Commission et de son président. En même

temps que la salubrité des ateliers, la loi nouvelle vise la sécurité des travailleurs.

Or, comme dans ce premier paragraphe on se rapporte à l'article 1^{er}, je dois dire que votre article 2 ne pouvait pas, par voie d'analogie, être étendu aux établissements qui sont spécifiés dans notre amendement.

Le second paragraphe est-il plus explicite ? Va-t-il nous donner satisfaction ? Je ne pense pas. Il dit bien :

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. »

Je vois bien que cette expression générale : « dans tout établissement contenant des appareils mécaniques... » ; mais il ne faut pas oublier que les cours et tribunaux seront fréquemment appelés à se prononcer sur la portée du texte qu'on vous présente. Ayant à interpréter cette loi, ils commenceront par en consulter la rubrique ; ils constateront qu'il n'y est question que des établissements industriels proprement dits, manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers de tout genre, et il n'est pas douteux qu'ils excluront les théâtres, qui cependant offrent les mêmes dangers, mais qui sont omis dans la nomenclature de l'article 1^{er}.

C'est pour ce motif qu'à la suite de l'article 3, après avoir, par des règlements d'administration publique, rendus sur avis du Comité consultatif des arts et manufactures, réglé le sort des ouvriers de la grande et petite industrie, je vous demande de vous intéresser à la sécurité des figurants, des acteurs et des machinistes, dont la santé et la vie sont souvent exposées. (*Très bien ! très bien !*)

Je vous demande de protéger cette classe de travailleurs, car il n'y a pas d'aristocratie de travailleurs. Les ouvriers employés aujourd'hui dans les théâtres sont très nombreux et c'est par centaines qu'ils sont réunis sur une scène très étroite, semée d'écueils, de dangers, de trappes de toute nature. Il y a peu de temps, je lisais sur l'affiche, d'ailleurs très alléchante, d'un théâtre, l'annonce d'un rallye-paper ; vous comprenez que des ouvriers qui se trouvent sur une scène où courent vingt ou trente chevaux sont exposés à des périls sans nombre.

Messieurs, vous ne pouvez pas faire de distinction, protéger les uns sans protéger les autres. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE RAPPORTEUR. — Vous faites disparaître de votre amendement les écoles professionnelles.

M. JULIEN GOUJON. — Parfaitement : car il existe un projet de loi sur le travail des enfants.

M. LE RAPPORTEUR. — Du moment où l'amendement de notre collègue n'a pour objet que de donner plus de précision et plus de clarté aux termes de l'article 2, la Commission l'accepte. (*Très bien ! très bien !*)

M. JULIEN GOUJON. — Monsieur le Président, nous ajoutons à notre amendement, d'accord avec M. le rapporteur, le mot « similaires » après « . . . et autres établissements . . . ».

M. LE PRÉSIDENT. — L'article 3 reste rédigé dans ses deux premiers paragraphes tel que je l'ai lu à la Chambre.

L'amendement de MM. Goujon et Lechevallier, accepté par la Commission, qui forme le troisième paragraphe de cet article, est définitivement ainsi conçu :

« Les dispositions prévues à l'article 2 et relatives à la sécurité des travailleurs sont applicables dans les théâtres, cirques et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques. »

C'est dans ces termes que je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3 ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

SECTION II.

INSPECTION.

« ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'application de la présente loi et des règlements qui y sont prévus.

« Il n'est rien innové quant à la surveillance des appareils à vapeur. » — (Adopté.)

« ART. 5. — Les inspecteurs ont entrée pendant la durée du travail dans les établissements spécifiés à l'article 1^{er}, à l'effet de procéder aux visites et enquêtes dont ils sont chargés. » — (Adopté.)

« ART. 6. — Les inspecteurs sont tenus de garder le secret sur tout ce qui se rapporte aux installations, aux procédés techniques, à la fabrication, et, d'une manière générale, à l'exploitation des établissements soumis à leur inspection.

« Cette obligation est mentionnée dans la formule du serment qu'avant d'entrer en fonctions, les inspecteurs doivent prêter devant le tribunal civil.

« L'article 378 du Code pénal leur est applicable. » — (Adopté.)

« ART. 7. — Les contraventions seront constatées par les procès-verbaux des inspecteurs qui feront foi jusqu'à preuve contraire.

« Les procès-verbaux seront dressés en double exemplaire, dont l'un sera envoyé au préfet du département, et l'autre déposé au parquet.

« Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi. » — (Adopté.)

« ART. 8. — Les inspecteurs devront fournir chaque année des rapports circonstanciés sur l'application de la présente loi dans toute l'étendue de leurs

circonscriptions. Ces rapports mentionneront, avec détails, les accidents dont les ouvriers auront été victimes et leurs causes. Ils contiendront les propositions relatives aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité du travail.

« Un rapport d'ensemble, résumant ces communications, sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Adopté.)

« ART. 9. — Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er}, sera l'objet d'une déclaration par le chef d'entreprise, ou, à son défaut, et en son absence, par son préposé.

« Cette déclaration sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant.

« Avis de l'accident sera donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental. » — (Adopté.)

« ART. 10. — Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés, qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 50 à 500 francs.

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal, sans que le chiffre total des amendes puisse excéder 1,000 francs.

« Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés. »

M. ARMAND DESPRÈS. — Messieurs, je demande le renvoi à la Commission de l'article 10, qui ne me paraît pas suffisamment explicite. Il porte :

« Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 50 à 500 francs. . . »

Cet article ne vise pas l'article 9; il vise tous les accidents qui peuvent survenir dans un établissement industriel. J'estime que ce n'est pas absolument juste. Il devrait mentionner la défense possible, présumable du patron qui est accusé d'avoir été la cause de l'accident qui s'est produit dans son atelier. Or, vous ne laissez au patron aucune possibilité de se défendre; vous le présumez coupable et vous déclarez qu'il sera passible d'une amende de 50 à 500 francs.

Je voudrais qu'on introduisît dans cet article une disposition indiquant que l'amende ne sera applicable au patron que quand il n'aura pu prouver

que l'accident est survenu à la suite d'un événement dont il ne peut être rendu responsable. (*Interruptions à gauche.*)

M. ROUSSE (Var). — La loi que nous discutons n'est pas une loi pour les patrons : c'est une loi pour les ouvriers !

M. ARMAND DESPRÈS. — Je vous demande pardon ! Votre article 10 présume le patron toujours coupable : c'est trop, beaucoup trop.

Vous indiquez dans la loi que les patrons sont responsables de tous les vices de construction de leurs machines, de leurs ateliers ; qu'ils sont même responsables du costume de leurs ouvriers quand ils ne leur auront pas imposé, dans une imprimerie, par exemple, de porter une veste bien serrée à la taille et interdit tout vêtement flottant, susceptible d'offrir une prise aux machines. Cette prescription est parfaitement juste. Mais quand vous dites, à l'article 9 : « Tout accident. . . . survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er}. . . . », vous posez le principe de la culpabilité du patron que vous éditez ensuite dans l'article 10. Dans ce dernier article, vous préjugez le patron toujours coupable. (*Dénégations sur divers bancs.*)

Je demande le renvoi à la Commission en lui demandant d'ajouter au premier paragraphe de l'article 10 une phrase ainsi conçue : « punis d'une amende de 50 à 500 francs lorsqu'il (le patron) ne pourra pas prouver que l'accident n'est pas la conséquence d'une imprudence dont il peut être rendu responsable. »

Je suis persuadé que le Sénat, quand il sera appelé à examiner cette loi, fera la réflexion que je vous sou mets et qu'il ne votera pas le texte de l'article 10 tel que la Commission le présente. (*Mouvements divers.*)

M. RICARD, *rapporteur*. — Notre honorable collègue M. Desprès se trompe absolument lorsqu'il croit que nous discutons en ce moment la loi sur les accidents. Nous discutons la loi sur la sécurité du travail. Cette loi est attendue depuis longtemps, bien qu'elle ait été déposée par mon honorable ami M. Félix Faure il y a près de dix ans.

Proposée en 1882, elle n'est pas encore votée par la Chambre française, alors que, dans tous les pays qui nous environnent, une législation qui met les ouvriers à l'abri des accidents causés par les machines est appliquée depuis plusieurs années.

Ainsi, depuis 1802, en Angleterre, il existe une loi sur la sécurité du travail. En Allemagne, la loi existe depuis 1883 ; en Australie, depuis le 18 décembre 1885 ; en Autriche, depuis le 8 mars 1885 ; au Canada, depuis le 9 mai 1885 ; en Danemark, depuis le 12 avril 1889 ; aux États-Unis, depuis 1867 ; en Suède, depuis le 10 mars 1889 ; en Suisse, depuis le 23 mars 1877.

Enfin, en Russie, bien qu'il n'y ait pas de loi spéciale relativement à la sécurité et à la salubrité des ateliers, il existe dans le code médical et dans le code des constructions des dispositions qui arrivent absolument au même résultat.

On a pensé, avec raison, qu'il était impossible de rester plus longtemps dans la situation regrettable dans laquelle nous nous trouvons et on a présenté le projet qui vous est actuellement soumis.

Répondant maintenant à notre honorable collègue M. le docteur Desprès, je veux lui faire comprendre quelle est la portée du texte qu'il critique.

Il a été décidé aujourd'hui par la Chambre, en votant les dispositions de l'article 2, que les outils, engrenages, machines, mécanismes et appareils de transmission, qui offrent un danger considérable pour la santé et pour la vie des ouvriers, devront être recouverts; que, désormais, certaines précautions devront être prises, et que les patrons qui n'auront pas obéi à ces prescriptions seront poursuivis et condamnés.

Croyez-vous qu'il soit vraiment excessif d'insérer dans la loi l'obligation pour les patrons d'exécuter des prescriptions aussi essentielles que celles que vous venez de voter? En ce qui me concerne, je ne le crois pas, et vous serez vous-mêmes de mon avis lorsque vous saurez quelles doivent être les conséquences de la proposition de loi soumise à vos délibérations.

Il ne faut pas croire que ce soit purement et simplement pour le plaisir de faire une réglementation industrielle que la Commission vous propose le projet sur lequel vous délibérez; c'est parce que cette réglementation doit avoir les conséquences les plus importantes au point de vue de la préservation des accidents et de la diminution du nombre des sinistres.

En voulez-vous la preuve? Ce que la loi n'a pas encore fait, l'initiative privée, dans notre pays, a cherché à le faire. En 1867 et en 1869, je crois, M. Engel Dolfus a fondé à Mulhouse une société pour la préservation des accidents. Depuis, des sociétés analogues ont été créées: on en a établi une à Rouen, en 1876 ou en 1878, une autre à Paris et cette dernière rayonne sur un grand nombre de départements.

Ces sociétés ont fait, dans la mesure où cela leur était possible, des statistiques qui montrent que si l'on avait appliqué les mesures de précaution qui vont devenir obligatoires à la suite de l'adoption de notre projet, un très grand nombre d'accidents auraient été évités.

Le président de l'association parisienne, l'honorable M. Périssé, dans une lettre qu'il me faisait l'honneur de m'écrire, me disait :

« En ce qui concerne les résultats obtenus par la prévention, notre association ne peut pas s'appuyer sur une statistique complète qui n'existe malheureusement pas encore, ni même sur les déclarations d'accidents qui leur ont été faites par ses adhérents et dont le nombre est beaucoup trop faible pour être considéré comme se rapprochant de la réalité des faits. Cependant, les données partielles qu'elle a pu réunir, son expérience de sept années, l'expérience plus grande encore de l'association de Mulhouse, permettent de dire qu'on peut arriver, par l'action d'une œuvre de cette nature, à éviter environ 50 p. 100 des accidents qui se produisent dans le travail. »

L'association contre les accidents établie à Rouen a fait une statistique un peu plus précise. M. Poan de Sapincourt, ingénieur-directeur de cette association, m'a envoyé la statistique des dix dernières années. Il en résulte que, sur les accidents constatés, 63.5 p. 100 n'auraient pas eu lieu si l'on avait

pris les précautions nécessaires et suivi les indications données par l'association, et 36.5 p. 100 seulement des accidents n'auraient pu être évités.

Enfin, comme dernier renseignement, si nous consultons une statistique autrichienne relatant les causes des accidents qui se sont produits dans la circonscription de Linz, en 1886, nous voyons que 17.6 p. 100 des accidents sont dus à l'absence de précaution contre les dents d'engrenages et les rouleaux ; 13.7 p. 100 à l'absence d'appareils de protection contre les scies circulaires ; 7.8 p. 100 à la mise des courroies pendant la marche ; 15.8 p. 100 au glissement des échelles posées sur les transmissions en marche ; 5.8 p. 100 à l'insuffisance de surveillance près des échafaudages ; 5.8 p. 100 au nettoyage pendant la marche.

En résumé, 66.5 p. 100 des accidents auraient pu être évités si l'on avait pris les précautions nécessaires. Il est donc manifeste que le patron qui n'aura pas voulu se soumettre aux prescriptions du service de l'inspection méritera d'être puni, parce que sa désobéissance aura pu avoir, que dis-je ! aura eu certainement sur la santé et la vie de ses ouvriers une influence malheureuse. C'est pour cela, et pas pour un autre motif que la Commission vous demande de voter l'article 10.

J'ajoute, pour compléter les explications que je viens de fournir sur cette statistique sur les accidents, qu'elle est incontestablement incomplète, parce qu'à l'heure actuelle les accidents sont inconnus. On se garde de les signaler, et il est impossible de les connaître, la plupart du temps. C'est en vous inspirant de cette pensée que dans la loi sur le travail des enfants vous avez voté des dispositions que nous nous bornons à reproduire. Il y a un intérêt considérable pour les ouvriers à ce que nous votions cette disposition, et, en même temps, il y a intérêt aussi à permettre d'obtenir raison des patrons récalcitrants qui ne voudront pas se soumettre aux prescriptions de la loi. L'article 10 n'a pas d'autre but, et je prie la Chambre de vouloir bien l'adopter. (*Très bien ! très bien !*)

M. ARMAND DESPRÉS. — Je ne le conteste pas, mais je suppose qu'un patron n'ait pas obéi aux prescriptions ; un accident arrive : un ouvrier qui a passé la main sur une machine à cette main broyée — nous avons vu de ces faits ; — l'inspecteur viendra, il dira : « Les prescriptions de la loi n'ont pas été observées, nous allons le poursuivre. » (*Interruptions.*)

Eh bien, je demande simplement si le patron aura le droit de demander à plaider l'imprudence de l'ouvrier. Votre loi le permet-elle ? Si elle le permet, je n'insiste pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne s'agit pas des accidents : il s'agit des précautions à prendre en vue de les éviter.

M. GUYOT-DESSAIGNE. — C'est cela !

M. LE RAPPORTEUR. — L'honorable M. Després confond deux choses absolument distinctes : la question de responsabilité sera discutée lorsque nous nous occuperons de la loi sur les accidents.

M. BOVIER-LAPIERRE. — Elle est réservée.

M. LE RAPPORTEUR. — La loi que nous élaborons en ce moment s'occupe exclusivement des mesures de préservation.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, des mesures matérielles de préservation. Vous n'insistez pas, monsieur Després?

M. ARMAND DESPRÉS. — Non, Monsieur le Président.

(L'article 10, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « ART. 11. — Si, après une condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, les mesures de sécurité imposées par la présente loi ou les règlements d'administration publique n'ont pas été exécutées dans le délai fixé par le jugement qui a prononcé la condamnation, le préfet peut, après une nouvelle mise en demeure, demeurée sans résultat, ordonner la fermeture de l'établissement.

« L'arrêté pris par le préfet devra être motivé. Il sera susceptible de recours au Conseil d'État. Le recours sera suspensif. Le Conseil d'État devra statuer d'urgence. »

Sur cet article, il y a un amendement de M. Grousset, tendant à substituer dans le premier paragraphe, aux mots : « le préfet peut, après une nouvelle mise en demeure, » les mots : « le tribunal peut, après une nouvelle mise en demeure, etc. . . . » et à introduire dans le paragraphe suivant ces mots : « le jugement sera susceptible d'appel. »

C'est la substitution des tribunaux à l'autorité administrative.

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — Messieurs, la fermeture de l'établissement industriel est, à coup sûr, la peine la plus grave ou tout au moins une des peines les plus graves qui puissent attendre le chef d'établissement. Or, pour une simple amende de 50 à 500 francs, on a recours aux tribunaux correctionnels qui sont chargés, en matière ordinaire, de prononcer les peines correctionnelles. Eh bien, je demande pourquoi, pour la peine beaucoup plus grave, souvent désastreuse, de la fermeture de l'établissement, on laisserait au préfet la faculté de prononcer la fermeture. (*Très bien!*) Si la fermeture s'impose, si elle est nécessaire dans l'intérêt des ouvriers, je demande que cette nécessité et cet intérêt soient appréciés non par l'autorité administrative, qui n'a qu'à administrer, mais par l'autorité judiciaire, qui est seule chargée de juger et de statuer au contentieux. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. JULIEN GOUJON. — Après la décision du préfet on ira devant le Conseil d'État. (*Mouvements divers.*)

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — Sans doute, mais alors vous pourriez dire, mon cher collègue, que c'est la juridiction administrative.

M. JULIEN GOUJON. — Je ne veux pas non plus de la juridiction administrative; je ne fais qu'une simple observation qui vient à l'appui de votre thèse.

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — Eh bien, cette juridiction administrative, nous demandons tous les jours qu'on en restreigne les attributions; pourquoi, à cette heure, irions-nous les étendre? Il y a des tribunaux qui sont faits pour juger. Faites-les juger! D'autant plus, Messieurs, qu'il y a là un intérêt que vous apprécierez tous. Lorsqu'une fermeture sera ordonnée par l'autorité administrative, soyez bien certains qu'on ne verra pas dans cette mesure le souci de l'intérêt de l'ouvrier ni le résultat d'une nécessité industrielle; mais le plus souvent, dans nos départements, où les luttes sont parfois très vives, on attribuera à la décision du préfet une autre cause. (*Très bien! à droite.*)

L'autorité administrative est obligée de se mêler à nos luttes. (*Mouvements divers.*) Je ne récrimine pas, je n'incrimine en aucune façon; je me borne à constater un fait. Je parle devant une Assemblée qui a le sentiment du devoir, qui sait ce qui se passe, qui est arrivée ici pour faire des lois justes et qui veut assurer l'efficacité des lois qu'elle a faites.

Or, je vous le demande, n'est-il pas préférable de laisser aux tribunaux, qui restent en dehors des luttes politiques, qui planent au-dessus des partis. . . . (*Rires ironiques à gauche. — Mouvements en sens divers.*) En tout cas, je l'espère, Messieurs, et je dois dire que, pour ma part, je les ai vus de très près et que je leur ai toujours rendu justice. (*Interruptions à gauche.*)

Oui, toujours! Certes, vous pouvez critiquer leurs décisions; mais soyez convaincus que les magistrats statuent avec le désir de faire droit à celui qui a droit, de donner raison à celui qui a raison; sans doute, ils peuvent se tromper, et ils se trompent (*Très bien! à droite et au centre*); mais, pour ma part, je le répète, je les ai vus de trop près et je les ai trop appréciés, pour ne pas croire que toujours ils cèdent au sentiment de justice et de bonne foi. (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs.*)

Eh bien, dans cette circonstance, je vous demande de laisser aux tribunaux le soin de prononcer la fermeture de l'établissement lorsque cette fermeture s'imposera. Il y aura là, je crois, Messieurs, beaucoup plus de garanties. . . .

M. BOVIER-LAPIERRE. — Pour les ouvriers eux-mêmes.

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — pour les ouvriers eux-mêmes, comme vous le dites, mon cher collègue. Et tenez! Messieurs, voulez-vous me permettre d'établir un rapprochement?

Lorsque l'intérêt public commande d'exproprier la propriété privée, à qui a-t-on recours? à l'autorité judiciaire: c'est elle qui prononce l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Pourquoi ne pas la saisir lorsque l'intérêt des travailleurs exige la fermeture d'un établissement qui équivaldra le plus souvent à une véritable expro-

priation? Ne perdons pas de vue qu'à l'autorité judiciaire seule il doit appartenir de statuer toutes les fois que le droit de propriété est en question. (*Applaudissements à droite.*)

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.* — Le Gouvernement accepte le renvoi à la Commission pour examiner la question.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Grousset, comment opéreriez-vous la mise en demeure?

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Il faut toujours que ce soit le préfet qui fasse la mise en demeure.

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — La mise en demeure sera un acte d'administration.

M. BOVIER-LAPIERRE. — C'est cela !

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — Le préfet pourra faire notifier la mise en demeure par l'inspecteur ou par un de ses agents. Procès-verbal sera dressé et seulement alors on ira devant le tribunal.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans ce cas vous pourriez modifier ainsi le texte de de votre amendement :

« Après une nouvelle mise en demeure de l'autorité administrative. . . . »

M. LE RAPPORTEUR. — Alors, c'est le tribunal correctionnel qui fermera l'établissement industriel?

M. FRÉDÉRIC GROUSSET. — Mais oui, c'est le tribunal correctionnel qui statuera puisqu'il s'agit d'une peine. Je voudrais bien savoir quel est le tribunal autre que le tribunal correctionnel qui prononce les peines. Je sais bien que le tribunal civil peut prononcer une amende de 10 francs contre le notaire qui n'a pas tenu son répertoire; mais ici le cas n'est pas le même. Du moment où il s'agit d'une pénalité, c'est au tribunal correctionnel, qui prononce les pénalités, à statuer. (*Marques d'approbation.*)

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission ne s'oppose pas au renvoi.

M. LE PRÉSIDENT. — Le renvoi est de droit, puisqu'il est accepté par la Commission.

Mais il ne nous est plus possible de continuer la discussion de ce projet de loi (*Non ! non !*), puisque les articles suivants pourraient avoir à subir des changements qui seraient la conséquence de la modification de l'article 11. (*Marques d'assentiment.*)

Nous arrêterons donc là la discussion du projet.

SÉANCE DU 8 JUILLET 1891.

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre a, dans sa séance du 17 juin dernier, adopté les dix premiers articles du projet de la Commission.

M. RICARD, *rapporteur*. — Il n'y a plus d'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y avait un amendement de M. Grousset sur l'article 11, mais la Commission l'a accepté; elle propose pour l'article 11 la rédaction suivante :

« ART. 11. — Si, après une condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, les mesures de sécurité, imposées par la présente loi ou les règlements d'administration publique, n'ont pas été exécutés dans le délai fixé par le jugement qui a prononcé la condamnation, le tribunal peut, après une nouvelle mise en demeure demeurée sans résultat, ordonner la fermeture de l'établissement.

« Le jugement sera susceptible d'appel. La cour statuera d'urgence. »

(L'article 11, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 12. — S'il y a récidive, les contrevenants sont passibles d'une amende de 100 francs à 1,000 francs, sans que la totalité des amendes puisse excéder 2,000 francs.

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution. » — (Adopté.)

« ART. 13. — L'affichage du jugement pourra, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

« Le tribunal pourra également ordonner, dans le même cas, l'insertion de sa sentence aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du département. » — (Adopté.)

« ART. 14. — Seront punis d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, de 500 francs à 1,000 francs, tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

« Les dispositions du Code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et violences envers les officiers de la police judiciaire sont en outre applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs.

« ART. 15. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi. »

« ART. 16. — La présente loi est applicable à l'Algérie. »

M. RICARD, *rapporteur*. — La Commission demande la suppression de l'article 16 ; l'inspection du travail n'est pas encore organisée en Algérie, et, par conséquent, cet article ne pourrait être appliqué. Lorsque cette inspection aura été organisée, la loi que nous votons en ce moment pourra être promulguée par décret, comme cela se fait à chaque instant pour rendre les lois applicables à nos colonies. (*Marques d'adhésion.*)

M. LE PRÉSIDENT. — L'article 16 est supprimé.

« ART. 17 (qui devient l'article 16). — « Sont et demeurent abrogées toutes dispositions de lois et règlements contraires à la présente loi. »

(L'article 16, ancien 17, mis aux voix, est adopté. — L'ensemble du projet est ensuite mis aux voix et adopté.)

SÉNAT.

RAPPORT

présenté le 17 juin 1892 au nom de la Commission (1) chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, par M. Morel, sénateur.

Messieurs, au nombre des questions sociales dont l'étude s'impose au législateur, l'une des plus intéressantes est celle qui consiste à rendre inoffensifs, dans la mesure du possible, les travaux effectués par les machines, et à assainir, par tous les moyens que la science met à notre disposition, les locaux et ateliers, le plus souvent insalubres, soit à cause de la nature du travail auquel on se livre, soit à cause de la grande agglomération d'ouvriers réunis dans un établissement insuffisant.

(1) Cette Commission était composée de MM. JULES SIMON, *président*; DE LA BERGE, *secrétaire*; PEAUDECERF, GAILLY, ROLLAND, RICHARD WADDINGTON, DIANCOURT, CAMESCASSE, MOREL.

Donner la sécurité à l'ouvrier, préserver sa santé contre les émanations, la poussière et les causes diverses d'insalubrité, mais en même temps ne pas imposer à l'industrie des charges qu'elle serait incapable de supporter, tel est l'important problème que soulève le projet de loi qui est soumis à vos délibérations.

Jusqu'ici la loi française ne s'est occupée des dangers et de l'insalubrité des diverses industries qu'à deux points de vue : 1° en ce qui concerne les enfants (loi du 19 mai 1874) ; 2° en ce qui concerne la population avoisinante (décret-loi du 13 octobre 1810 qui ne parle que des dangers, des dommages ou des inconvénients que les établissements industriels peuvent causer aux habitations et aux cultures.)

Mais depuis longtemps déjà ces questions sont à l'ordre du jour ; c'est ainsi que le 11 novembre 1882 et pour la seconde fois le 10 décembre 1885, M. Félix Faure, député, déposait un projet de loi concernant l'hygiène et la sécurité du travail dans les manufactures, usines, mines, chantiers et ateliers. Ce projet, pris en considération, n'a pas été rapporté. Il appliquait à tous les établissements industriels, de quelque nature qu'ils fussent, l'inspection des agents désignés par la loi.

Il distinguait ensuite deux sortes de règlements : 1° un règlement général applicable à toutes les industries et fixant les conditions d'aération, d'éclairage, d'hygiène des ateliers et les mesures à prendre pour la sécurité des travailleurs ; 2° un règlement spécial applicable aux établissements dangereux ou insalubres, soit à cause des substances qui y sont employées, soit à cause des émanations qui s'y produisent, soit par la nature même du travail auquel on se livre. De plus, il exigeait, pour la création de tout établissement nouveau, une déclaration adressée au préfet qui, si le projet n'était pas conçu conformément au règlement, pouvait arrêter l'exécution des constructions nouvelles.

Un corps d'inspecteurs du travail était chargé de faire exécuter la loi, et les manufacturiers qui ne s'y soumettaient pas ou contrevenaient aux règlements à intervenir étaient poursuivis devant le tribunal correctionnel et passibles d'une amende de 16 à 50 francs appliquée autant de fois qu'il y eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, sans que son chiffre puisse excéder 500 francs.

Enfin, le préfet pouvait, sur le rapport de l'inspecteur, ordonner une enquête et mettre en demeure le chef d'un établissement de se conformer dans un délai maximum de six mois aux règlements établis ; passé ce délai, en cas d'inexécution des mesures prescrites, il avait le droit d'ordonner la fermeture de l'établissement.

Une proposition de loi poursuivant le même but était déposée par M. Rouvier, député, le 29 décembre 1885. Les pénalités qu'elle prévoyait étaient celles de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans les établissements industriels. En plus du projet de M. Félix Faure, elle prévoyait des dispositions transitoires et fixait une période de tolérance pendant laquelle le Ministre avait le droit d'accorder des sursis dont la durée serait variable selon les espèces.

Le 13 janvier 1887, la Chambre était saisie d'un projet de loi relatif à la

salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présenté par M. Édouard Lockroy, Ministre du commerce et de l'industrie, projet que son auteur déposait à nouveau, comme député, le 19 novembre 1889.

Ce projet prévoyait minutieusement tous les points qui devaient faire l'objet du règlement à intervenir et l'article 3, qui en faisait l'énumération, ne contenait pas moins de dix-huit paragraphes.

Quant aux pénalités, elles étaient plus élevées que dans les projets précédents : les chefs d'industrie, directeurs, etc., reconnus coupables d'infractions, devaient être poursuivis devant le tribunal correctionnel et passibles d'une amende de 50 à 2,000 francs. Si, après une condamnation prononcée, les travaux de sécurité ou d'assainissement prescrits n'ont pas été exécutés dans le délai fixé par le jugement, les délinquants sont passibles d'une nouvelle amende de 100 à 3,000 francs et le tribunal ordonne l'exécution des travaux d'office par les soins du préfet, aux frais des délinquants. L'affichage du jugement et l'insertion peuvent être ordonnés par ledit jugement. Ce projet, n'ayant pu venir en discussion, fut repris avec diverses modifications indiquées par le Comité consultatif des arts et manufactures, et le 15 juin 1890 M. Jules Roche, Ministre du commerce et de l'industrie, le déposait de nouveau au nom du Gouvernement, sur le bureau de la Chambre qui, après une courte discussion, votait le projet de loi dans sa séance du 8 juillet 1891.

A côté de l'histoire de la question au point de vue législatif, nous croyons utile de faire connaître les efforts individuels faits pour améliorer la situation des travailleurs.

En 1867, la société industrielle de Mulhouse, sous l'inspiration d'un homme qui s'est toujours dévoué et passionné pour la question ouvrière, M. Engel Dolfus, eut l'idée de créer une association composée des principaux industriels qui s'engagèrent à organiser une inspection pour rechercher les moyens de prévenir les accidents de fabrique. Cette œuvre devait fonctionner sous la garantie des premiers adhérents et a pris depuis un développement tel que, à très peu d'exceptions près, toutes les industries de l'Alsace y ont souscrit.

A Rouen, après une première tentative en 1869, pour imiter les Alsaciens, l'association rouennaise s'est fondée en 1879 et, après quelques hésitations, s'est peu à peu développée. Aujourd'hui les industriels reconnaissent que cette institution est indispensable et les ouvriers l'acceptent avec reconnaissance et lui portent un grand intérêt.

Enfin, en 1883, l'association des industriels de France se fondait à Paris sur le modèle de ses devancières et prenait elle-même un grand développement.

Si l'on réfléchit que les statistiques ont prouvé que, dans l'industrie, la moyenne des accidents est de 47 par 1,000 ouvriers, dont 4.40 sont mortels, et qu'on arrive à diminuer de moitié la proportion des accidents par les appareils préventifs; si l'on ajoute que par des règlements bien observés, et en appelant l'attention des ouvriers sur les dangers auxquels ils sont exposés, on peut encore réduire de moitié les accidents, on voit quelle importance a

cette question et combien il est intéressant de lui donner une prompt solution.

La plupart des autres pays nous ont devancés dans cette voie et ont cherché à résoudre ce problème. Il nous a paru utile de rappeler la législation étrangère avant de vous apporter ici les résolutions adoptées par votre Commission.

Grande-Bretagne. — Le premier acte du Parlement relatif aux fabriques date de 1801 et avait uniquement rapport à la santé et à la moralité des travailleurs employés dans les fabriques de coton et de laine employant au moins 20 personnes et 3 apprentis; il instituait des inspecteurs spéciaux. Il fut étendu et amendé en 1819, 1825, 1831, 1833, 1834, 1844, 1845, 1846, 1847, de manière à comprendre toutes les branches de l'industrie textile et autres industries du même genre; en 1860, la législation comprend les ateliers de blanchiment; en 1861, les fabriques de dentelles, et des acts postérieurs appliquèrent la législation à d'autres industries. Ce n'est qu'en 1878 que la législation fut refondue en entier sous la forme d'une loi unique intitulée *Factory and Workshop Act*. Les articles 1 et 2 indiquent le titre et la date d'exécution; l'article 3 prescrit les mesures de salubrité dans les usines et ateliers; l'article 4 autorise les inspecteurs à se faire assister d'un médecin ou d'un agent de l'autorité sanitaire; l'article 5 s'occupe de la sécurité des ouvriers: les monte-charges, volants, roues, organes de transmission doivent être munis d'appareils protecteurs; l'article 6 explique comment l'inspecteur devra procéder pour requérir du patron les mesures utiles: en cas de contestation, la difficulté est soumise à deux arbitres qui en nomment un troisième; l'article 33 impose à certains établissements des règles spéciales concernant les produits, teintures, blanchiment à la chaux, lavages, ventilations, etc.

Les inspecteurs ont entrée et droit de visite de jour et de nuit dans les établissements; ils peuvent se faire assister d'un constable et faire toutes vérifications et enquêtes; cependant ils ne peuvent pénétrer dans les pièces qui servent à la fois d'usine ou d'atelier et d'habitation personnelle qu'avec l'autorisation du secrétaire d'État ou un mandat du juge de paix.

En vertu de l'article 81, la cour de juridiction sommaire peut prononcer des amendes et enjoindre de prendre les mesures nécessaires.

C'est au Ministre de l'intérieur qu'incombe le soin de veiller à ce que les prescriptions de la loi soient exécutées. A cette fin, il emploie un inspecteur en chef à Londres, dont relèvent 5 inspecteurs dirigeants, à Londres, Manchester, Glasgow et Leeds, et 48 sous-inspecteurs répandus en Angleterre et en Écosse. Ces inspecteurs poursuivent judiciairement ceux qui contreviennent aux dispositions de l'Act.

Enfin citons l'Act de 1881 relatif aux fabriques de produits chimiques, qui prescrit de condenser autant que possible les gaz nuisibles, de prendre les mesures les plus pratiques pour empêcher la fuite de ces gaz, etc., et qui confie la surveillance de ces fabriques à des inspecteurs appartenant au comité du gouvernement local.

Allemagne. — La loi industrielle actuellement en vigueur en Allemagne

est celle du 1^{er} juillet 1883. Elle déclare que les industriels sont tenus d'établir et d'entretenir les arrangements qui, vu la nature et le lieu de leur exploitation industrielle, sont nécessaires pour la protection de la vie et de la santé des ouvriers. En cas de contravention, il peut être infligé une amende ou une peine d'emprisonnement.

Dans le cours de l'exploitation d'une industrie, c'est aux inspecteurs de fabrique qu'il appartient de déterminer les aménagements à prendre, et l'installation de ces aménagements peut être rendue obligatoire par voie de décret émanant du Conseil fédéral. Ce dernier a usé en plusieurs circonstances de la compétence qui lui était donnée et élargi le sens du mot « aménagements ».

A défaut de prescriptions émanant du Conseil fédéral, c'est aux autorités régionales qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires. La loi sur l'assurance contre les accidents dispose que, dans certains cas, les autorités doivent demander avis aux associations intéressées pour les aménagements à réclamer dans certaines industries. Pour compléter cette législation, M. de Caprivi a déposé au Reichstag, dans sa séance du 6 mai 1891, un nouveau projet de loi industriel.

Les patrons seront obligés d'établir et d'entretenir en bon état les machines et appareils; ils devront disposer leur établissement de telle façon que les travailleurs soient protégés contre tout danger pour leur vie et leur santé, autant que la nature et l'industrie le permet. Ils donneront assez de lumière, organiseront des prises et des changements d'air suffisants, feront enlever la poussière et veilleront à la disparition des gaz provenant de l'établissement industriel. Les mesures nécessaires seront prises pour éviter tout contact dangereux des ouvriers avec les machines et surtout pour prévenir tout incendie.

L'industriel aura un délai de deux semaines pour se pourvoir auprès des autorités administratives contre les ordonnances de police.

Ainsi que dans la loi actuelle, l'inspection des fabriques est confiée à un corps de fonctionnaires qui peuvent entrer dans tout établissement industriel, même pendant la nuit, pourvu que le travail n'y soit pas interrompu.

Ils sont astreints au secret professionnel et armés de tous les droits de police nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

États-Unis. — Les États-Unis n'ont pas de loi fédérale relative à l'hygiène des ateliers et à la sécurité des ouvriers, mais la plupart des États ont promulgué des lois sur ce sujet.

La loi du 1^{er} juillet 1882, qui a confirmé et codifié les lois spéciales et locales touchant les intérêts publics dans la cité de New-York, régit le service sanitaire de la ville et charge des inspecteurs spéciaux de visiter les établissements et manufactures et de veiller à la stricte exécution des prescriptions sanitaires.

Cette loi règle en détail toutes les mesures à prendre pour assurer l'hygiène, la ventilation, la hauteur des ateliers, la disposition des water-closets et des éviers, ordonne à tout patron employant plus de trois ouvriers d'avoir des échelles de sauvetage en cas d'incendie, etc. Enfin l'État peut, dans certains cas, créer

des services d'inspecteurs et imposer aux propriétaires ou aux chefs d'usine de permettre aux inspecteurs de pénétrer dans l'enceinte même de l'usine pour tout ce qui a trait aux établissements dangereux et insalubres.

Mais ce n'est qu'avec une extrême réserve que l'intervention de l'État peut s'exercer, car il faut toujours tenir compte du droit individuel garanti par la Constitution.

C'est ainsi qu'il a été décidé par la cour des appels de New-York que si, en général, il appartient à la législature de déterminer quelles sont les lois nécessaires pour protéger et assurer la santé du public, son bien-être et sa sécurité, il ne saurait, d'autre part, sous prétexte de mesure de surveillance, être porté atteinte au droit des personnes et au droit de propriété; et la détermination par la législature de ce qui constitue l'exercice légal du pouvoir n'est pas définitive: les tribunaux ont le droit de décider la question. « Quand donc le pouvoir législatif vote une loi relative à la salubrité publique qui s'attaque à la propriété ou affecte les droits du citoyen, il incombe au pouvoir judiciaire de statuer sur les faits et de déclarer si la loi dont il s'agit viole les garanties constitutionnelles de ces droits. » (Affaire Jacobs, Court of appeals of New-York.)

Les nombreux textes de loi qui existent en ces matières ne doivent donc pas faire illusion sur leur valeur pratique.

Suisse. — C'est la loi fédérale du 23 mars 1877 qui réglemente en Suisse le travail dans les fabriques. L'article 1^{er} définit la fabrique et crée la compétence suprême du Conseil fédéral. La juridiction appartient toujours aux cantons. Le tribunal cantonal est juge du fait, le Conseil fédéral du principe légal. Aux termes des articles 2 et 3, les ateliers, machines et engins doivent être établis et entretenus de façon à sauvegarder le mieux possible la santé et la vie des ouvriers. On veillera, en particulier, à ce que les ateliers soient bien éclairés pendant les heures de travail, à ce que l'atmosphère soit autant que possible dégagée de la poussière qui s'y forme et à ce que l'air s'y renouvelle toujours dans une mesure proportionnée au nombre des ouvriers, aux appareils d'éclairage et aux émanations délétères qui peuvent s'y produire. Les parties de machines et les courroies de transmission qui offrent des dangers pour les ouvriers seront soigneusement renfermées. Nulle fabrique ne peut être ouverte ou remise en activité sans une autorisation qui n'est accordée que sous réserves expresses lorsque l'industrie offre des dangers pour la santé des ouvriers ou des voisins. Si, pendant l'exploitation, on aperçoit des inconvénients pour la santé ou la vie des ouvriers et de la population avoisinante, l'autorité doit faire cesser cet état de choses, même en suspendant l'autorisation. Les contestations entre les gouvernements cantonaux et les fabricants sont tranchées par le Conseil fédéral. Il désigne des inspecteurs permanents pour visiter les fabriques; il peut, en outre, ordonner des inspections spéciales dans certains établissements,

L'article 4 met à la charge des patrons l'obligation d'aviser l'autorité locale des accidents, lésions graves et morts violentes, et à celle de l'autorité locale le soin de procéder à une enquête d'office et de prévenir l'autorité cantonale.

Les circulaires du Conseil fédéral au sujet de cet article constituent de véritables règlements d'administration publique qui déterminent la procédure à suivre, délimitent le rôle des inspecteurs fédéraux des fabriques en matière d'enquête, règlent la question des frais et interprètent le mot « blessure grave » dans ce sens que la gravité résulte d'une incapacité de travail de six jours seulement.

Danemark. — La loi du 12 avril 1889 « sur les mesures à prendre en vue de prévenir les accidents pouvant résulter de l'emploi des machines, etc. » qui a été mise en vigueur le 24 octobre suivant, n'impose de prescriptions que sur la sécurité industrielle et ne prévoit aucune mesure d'hygiène et de salubrité. Elle s'applique à toute machine motrice, à toute machine opératrice et à tout appareil de transmission. Le Ministre de la justice est chargé de décider si un établissement doit être classé au nombre de ceux soumis à la loi.

Une réglementation formulée dans les termes les plus précis et les plus détaillés concerne les points suivants : approche des machines motrices et des machines opératrices ; transmissions ; saillies des arbres, conducteurs électriques, etc. ; passage entre les machines ; signal de mise en marche et d'arrêt ; éclairage.

L'article 8 exige que le fabricant ne livre une machine que lorsqu'elle aura été pourvue de tous les appareils de préservation.

L'article 9 prescrit la délivrance gratuite du texte de cette loi à tout patron ou ouvrier qui en fera la demande, ainsi que son affichage dans les fabriques et ateliers.

Les articles suivants confient la surveillance de ces établissements à des inspecteurs de fabrique, dont la mission s'exerce sur les fabriques et les machines à vapeur ou à gaz, et à des contrôleurs dont le ressort ne s'étend que sur les machines actionnées par l'eau, le vent ou une force animale. Les premiers, au nombre de deux pour tout le Danemark, sont nommés par le Roi et ont sous leurs ordres douze assistants commis par le Ministre de la justice ; les autres sont élus par les municipalités à raison d'un au moins par commune et ont chacun un ou plusieurs suppléants. Ils sont révocables par la municipalité, qui supporte seulement la moitié des frais de leur contrôle.

Quant aux pénalités qui sanctionnent les dispositions de la loi, elles sont déterminées par l'article 20, qui spécifie que celui qui se sera rendu coupable d'une contravention, gérant, chef d'atelier ou surveillant, sera seul rendu responsable de toute conséquence de la contravention. Les amendes seront versées à la caisse des pauvres. Signalons en terminant l'arrêté du 7 novembre 1876, concernant l'ordre et la salubrité dans les fabriques de tabacs et de cigares, et celui de 1877, relatif aux mesures à observer pour l'aménagement et la sécurité des fabriques d'allumettes.

Suède. — Lorsqu'en 1884 une commission fut instituée par le Roi pour éclairer le Parlement sur la situation physique et morale des ouvriers, un de ses premiers soins fut d'ouvrir une enquête touchant les conditions d'hygiène et le degré de sécurité que présentaient les manufactures du royaume.

Après avoir recherché minutieusement quelle était la situation matérielle des ateliers et la proportion des accidents, la Commission a voulu donner une portée pratique à ses études, et ses conclusions, adoptées par le Riksdag, ont pris corps dans la loi du 10 mai 1889 sur les précautions destinées à prévenir les accidents du travail. Le nom industrie comprend : les établissements pour exploiter les forêts, l'industrie minière, les hauts fourneaux, forges ou autres établissements qui ont pour objet l'exploitation des produits métallurgiques, les fabriques, les chantiers de constructions maritimes, les établissements pour tailler la pierre, les fromageries, les moulins, scieries mécaniques, etc., qui sont montés sur une assez grande échelle pour être considérés comme fabriques, les imprimeries, distilleries et autres industries analogues.

L'industriel appartenant aux catégories ci-dessus doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la vie et la santé des ouvriers occupés par lui et réclamées par la disposition des lieux, les machines et les autres conditions du travail. Après cette recommandation générale, la loi entre dans tous les détails des précautions nécessaires à la sécurité de l'ouvrier; puis elle s'occupe de la salubrité des ateliers. C'est ainsi que chaque ouvrier doit avoir un volume d'air d'au moins sept mètres cubes renouvelé au moyen d'appareils d'aération; cependant les fabriques déjà existantes pourront se contenter d'un volume d'air moindre pourvu que l'aération soit bien conditionnée. Le travail aura lieu avec un éclairage suffisant et dans une température aussi convenable que possible; des dispositions énergiques seront prises pour empêcher la poussière, les gaz et les vapeurs de se répandre dans le local en quantité nuisible à la santé des ouvriers.

Dans les locaux devront être placées des instructions indiquant aux ouvriers les mesures à prendre pour éviter les dangers inhérents au travail.

Dans les endroits particulièrement dangereux, des avis seront placardés recommandant les plus grandes précautions.

Pour veiller à l'exécution de la loi, des hommes experts, en nombre suffisant, seront nommés spécialement pour prêter aux industriels le concours de leurs conseils et de leurs renseignements dans la question de protection des ouvriers. Ces hommes seront appelés inspecteurs industriels et seront nommés par le Roi.

Les comités de salubrité publique, les conseils communaux, les médecins provinciaux des villes et des districts devront prêter aux inspecteurs industriels le concours qu'ils pourront leur demander. Les inspecteurs peuvent en tout temps faire appel au concours de la police. Ils ont entrée dans la fabrique ou l'atelier, après en avoir averti l'industriel, au cours du travail, pour y passer l'inspection nécessitée par leur charge.

Pour garder un secret professionnel, l'industriel pourra néanmoins excepter de l'inspection une certaine partie de la fabrique ou des ateliers; si l'inspecteur refuse d'accéder à la demande de l'industriel, le différend sera porté devant le gouvernement royal, qui décidera. Défense est faite à celui qui exerce ou a exercé les fonctions d'inspecteur industriel de divulguer les secrets professionnels. S'il le fait, il sera condamné à une amende de 50 à 1,000 couronnes. S'il le fait pour causer du tort à quelqu'un, ou s'il se sert de ce secret

pour son propre profit ou celui d'une autre personne, il sera condamné à une peine variant entre un mois et deux ans de prison. Si les agissements de l'inspecteur ont causé quelque dommage, il sera, en outre, tenu de payer le dédommagement.

Le gouvernement royal pourra, sur la demande de l'inspecteur, ou s'il le juge nécessaire et après avoir entendu l'industriel, l'obliger, s'il veut continuer son industrie, à prendre les mesures prescrites. S'il néglige de suivre ces instructions, la police pourra faire exécuter les améliorations nécessaires à ses frais, et sans préjudice de la peine judiciaire.

S'il y a dans la commune où se trouve l'établissement en question une société d'industriels, ou si les industriels de l'endroit se sont associés à l'effet de former un comité qui aurait à se prononcer sur les améliorations projetées dans les fabriques, le gouvernement royal devra, sur la demande de l'industriel, attendre l'avis de ce comité avant de prendre une décision; en cas de danger pressant, le gouvernement royal pourra ordonner la cessation des travaux dans la fabrique entière, ou seulement dans certains locaux, ou suivant certaines méthodes de travail, en attendant que les mesures de précaution requises aient été prises.

L'industriel qui négligera de se conformer aux instructions qui lui auront été communiquées ou à la défense de travail qui lui aura été signifiée sera puni d'une amende de 10 à 500 couronnes.

Norvège. — Bien que la Norvège ait étudié parallèlement avec la Suède les questions ouvrières, elle est un peu moins avancée dans son œuvre et la plupart des lois sur la matière sont encore à l'état de projets. Celui qui a été préparé par le gouvernement norvégien sur l'hygiène et la sécurité des fabriques dispose que les établissements de travail, avec tous les meubles et immeubles qui en dépendent, doivent être installés et entretenus de telle sorte que la vie et la santé des ouvriers soient aussi largement et efficacement que possible protégées contre les risques professionnels. Il entre ensuite dans de minutieux détails exigeant un nombre d'escaliers et de sorties en rapport avec la situation et le nombre des ouvriers : un paratonnerre sur les cheminées élevées de deux mètres ou plus au-dessus du toit, des passages d'une largeur et d'une hauteur suffisante, le nettoyage des chambres de travail, le blanchiment ou le lavage des murs tous les trois ans au moins, le bon éclairage et l'aération ou la ventilation des ateliers et toutes les mesures de sécurité pour les trappes, ouvertures, cuves, turbines et appareils moteurs.

Le comité d'inspection est chargé de l'application de ces différentes dispositions; il a le droit, quand les circonstances semblent le réclamer, d'en atténuer la rigueur dans les conditions qu'il juge convenables.

Lorsqu'un ouvrier, au cours du travail, aura été victime d'un accident qui, vraisemblablement, le mettra dans l'incapacité de travailler pendant huit jours au moins, le patron ou gérant de l'établissement en fera la déclaration au comité d'inspection, lequel est autorisé à ouvrir une enquête sur les causes de l'accident et les suites qu'il peut entraîner.

Le soin de veiller à l'exécution de la loi est confié à cinq membres des comités d'hygiène locaux, présidés par un médecin. Dans les cas d'urgence,

celui-ci a le droit de décider seul. Le Ministre compétent peut exiger que le préfet ou le bailli du district fasse partie du comité d'inspection. Le contrôle est exercé par des inspecteurs de fabrique nommés par le Roi. Ils sont sous la haute surveillance du ministère chargé de l'administration médicale. Ils ont le droit, au cours de leurs tournées d'inspection, de convoquer les comités pour conférer avec eux et peuvent, ainsi que les médecins et hommes du métier les assistant, se présenter dans les fabriques en tout temps, pendant la durée du travail. Le patron ou son remplaçant sera prévenu de leur arrivée et leur donnera tous les renseignements et éclaircissements nécessaires.

Les comités locaux se réuniront au moins une fois par semestre; ils enverront au département compétent tous les rapports et comptes rendus que celui-ci pourra leur réclamer.

Les inspecteurs sont astreints au secret le plus absolu concernant les procédés techniques auxquels ils sont initiés par suite de leurs fonctions.

Les décisions qu'ils prennent dans la limite de leurs attributions ne peuvent être annulées ou modifiées que par le département compétent, et dans certains cas par le Roi.

Seront punis d'amende de 5 à 1,000 couronnes les patrons qui auront enfreint les dispositions ci-dessus relatives à la sécurité et à l'hygiène des ouvriers, ou auront négligé de se conformer aux instructions données par le comité d'inspection pour leur application (1).

Russie. — C'est en procédant par étapes, par périodes d'essai que la Russie a jeté les bases de sa législation ouvrière. Cette méthode lui était imposée par des raisons multiples. Il était à craindre, en effet, que le passage trop brusque de la liberté absolue à une réglementation sévère du travail n'entraînât le développement de son industrie naissante et n'exerçât une influence fâcheuse sur la situation des classes laborieuses.

De nombreux désordres qui se produisirent en 1884 et au commencement de 1885, notamment dans les gouvernements de Vladimir et de Moscou, engagèrent l'État à intervenir dans le contrat du travail et il promulga la loi du 3 juin 1886.

La seconde partie de cette loi s'occupe de la surveillance des fabriques et crée un nouvel organe administratif sous le nom de commissions provinciales pour les affaires de fabrique. Présidées par le gouverneur, ces commissions se composent du procureur du tribunal, du chef de la gendarmerie, des présidents ou membres de la municipalité des villes et de l'inspecteur des fabriques. Elles ont pour fonctions de modifier la loi ou d'en combler les lacunes; elles prennent entre autres des arrêtés obligatoires pour sauvegarder la vie, la santé et la moralité des ouvriers; elles examinent les plaintes contre les décisions des inspecteurs et jugent en dernier ressort jusqu'à 100 roubles les contraventions à la loi.

Le recours contre leurs arrêtés ne peut être porté que dans le délai d'un mois, et seulement devant les Ministres des finances et de l'intérieur.

(1) Voir la loi norvégienne du 27 juin 1892, *Bulletin de l'inspection*, 1893, n° 1, p. 82.

L'inspecteur des fabriques est chargé de l'application et de la surveillance des dispositions prises par la commission provinciale.

Les règlements intérieurs des fabriques sont sanctionnés par l'inspecteur ; ils doivent indiquer les précautions à prendre contre les incendies et pour éviter les accidents de machines.

Il s'est constitué récemment, à Moscou, une société pour le relèvement de l'industrie manufacturière en Russie. Cette société a confié à une commission l'élaboration d'un certain nombre de projets concernant la protection de la vie et de la santé des ouvriers des fabriques. Le travail de la commission s'occupe notamment : de la sauvegarde des ouvriers des fabriques et d'usines contre les accidents occasionnés par les machines ; de l'élaboration de règlements à l'usage des ouvriers pour leur apprendre à se servir des machines, à les entretenir en bon état, et les premiers secours à porter en cas d'accident ; des mesures tendant à diminuer ou faire disparaître autant que possible la mauvaise influence de quelques branches de l'industrie sur la santé des ouvriers ; des mesures préventives contre les divers accidents lors de la construction ou des grosses réparations des fabriques ; des mesures préventives contre les incendies et autres accidents graves ; des mesures à prendre contre l'influence nuisible de l'écoulement des eaux sales et des déchets dans les fabriques, etc.

Autriche. — La loi du 8 mars 1885 sur l'industrie en Autriche est entrée dans les détails les plus minutieux en ce qui concerne les précautions à prendre en vue de préserver la vie et la santé des ouvriers. Tout chef d'un établissement industriel devra veiller à ce que : instruments, machines, roues motrices, arbres de couche, pistons, bouilloires, chaudières, soient entourés d'un treillage ou pourvu d'appareils protecteurs ; à ce que, pendant les heures de travail, l'atelier soit aussi propre que possible, qu'on en enlève la poussière, que l'air et la lumière y soient largement répandus, à ce que les règles de l'hygiène et de la morale y soient observées. Il est, en outre, une infinité de dispositions qui s'appliquent à tel groupe d'industrie, à telle localité, à telle machine. Suivant le procédé qui lui est habituel, le législateur autrichien s'est efforcé de descendre dans le détail, de rendre son œuvre aussi complète, aussi compréhensible que possible.

Un certain nombre d'établissements ne peuvent être installés sans autorisation préalable. Ce sont ceux qui présentent des dangers tant au point de vue de la vie et de la santé des ouvriers qu'au point de vue de la sécurité des voisins : les usines où fonctionnent des machines à vapeur ou à eau, les fabriques d'où pourraient s'échapper des exhalaisons malsaines.

La loi sur l'industrie soumet à la nécessité de l'autorisation préalable trente-deux catégories d'exploitations et prescrit les formalités de la procédure à suivre pour l'obtenir, formalités que le Ministre du commerce pourra d'ailleurs modifier, s'il est d'accord avec le Ministre de l'intérieur et s'il a pris l'avis de la chambre de commerce.

Ce sont les inspecteurs d'industrie qui sont chargés de veiller à l'exécution des mesures prescrites par la loi dans l'intérêt de la sécurité publique et des travailleurs. Il arrive souvent que les compagnies d'assurances les

invitent à surveiller tel ou tel atelier qui leur paraît suspect. Ils doivent se rendre aussitôt à leur appel et ordonner sur place l'exécution des travaux propres à faire disparaître les vices qu'ils auront constatés.

La sanction civile de ces dispositions est inscrite dans la loi sur la responsabilité des patrons.

Quant à la sanction pénale, elle est contenue dans l'article 431 du Code pénal, ainsi conçu : « Tout acte, toute négligence dont l'inculpé a pu connaître les suites par sa situation, son emploi, son industrie, sa profession, sont punis d'une amende pouvant s'élever à 500 florins et d'un emprisonnement de trois mois au plus », et, s'il y a blessure ou mort, dans l'article 335 du même Code qui porte : « Quiconque s'est rendu coupable d'une négligence ou d'un acte pouvant amener ou accroître pour la vie, la santé ou la sécurité d'autrui, des dangers qu'il était aisé de prévoir, que des instructions suffisamment connues signalent, ou que le délinquant pouvait connaître par suite de son état, de ses fonctions, de sa profession habituelle, est passible d'un à six mois de prison s'il y a blessure grave, et de six mois à un an en cas de mort ».

Hongrie. — Les conditions du travail sont réglées, en Hongrie, par la loi industrielle du 21 mai 1884. Cette loi ne précise pas, comme la loi autrichienne, les mesures d'hygiène et de salubrité. Elle se contente d'énoncer le principe général dans son article 114 et, dans son article 30, de recommander à l'autorité compétente de n'accorder la permission d'établir une fabrique qu'après un examen attentif des conditions de sécurité, de salubrité et après constatation de l'existence de mesures préventives contre l'incendie.

C'est une circulaire du Ministre hongrois de l'agriculture, de l'intérieur et du commerce aux inspecteurs de fabriques qui est venue compléter et expliquer la loi en entrant dans tous les détails. C'est ainsi qu'elle prescrit : que les ouvriers soient munis d'appareils respiratoires dans les fabriques où se trouvent des déchets toxiques et où se dégagent des gaz ; que les lampes à pétrole et à gaz soient entourées de treillis en fil de fer ; que des échelles et issues suffisantes soient installées ; que les ateliers possèdent des extincteurs ou autres appareils destinés à conjurer le péril d'incendie ; que les eaux souillées et les détritiques soient expulsés, etc.

Les articles 155 à 165 de la loi ont traité la répression des contraventions à la loi industrielle, et les articles 166 à 183 fixent la constitution des autorités industrielles et la procédure à suivre devant elles.

Belgique. — En 1886, le cabinet belge proposa au Roi d'organiser une grande commission composée de tout ce qui, dans le pays, possède une autorité, une influence ou une compétence technique et de la charger d'étudier, jusque dans ses moindres détails, les nombreuses questions relatives au travail envisagé dans sa conception la plus large ; ensuite de proposer un ensemble de mesures propres à donner satisfaction aux desiderata des classes laborieuses qui s'étaient produits, soit dans la presse, soit dans le Parlement, soit dans les réunions particulières, pendant le cours de ces vingt dernières années.

Jusque-là, le principe de la non-intervention des pouvoirs publics dans l'organisation industrielle était considéré en Belgique comme un axiome indiscutable. On estimait, comme les économistes de l'école J.-B. Say, qu'il faut laisser agir les lois de l'économie politique et que ni la loi, ni l'État ne doivent s'interposer entre le patron et les ouvriers, quels que soient l'âge et le sexe de ceux-ci.

La Commission de 1886 a réagi contre ces idées; c'est ainsi que, tout en manifestant sa confiance dans l'initiative individuelle et sans vouloir la diminuer, elle estimait que l'intérêt supérieur de la société et celui de la famille commandent au législateur d'intervenir pour protéger les jeunes ouvriers contre les travaux excessifs ou prolongés, et qu'elle provoquait ainsi la loi promulguée le 13 décembre 1889 (1), concernant le travail des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

Mais le législateur belge n'a pas touché à la liberté du travail des adultes. L'attitude des Chambres législatives dans cette question a bien montré quel est le sentiment général du pays. Dans le second projet, rédigé par le Gouvernement, on réglementait le travail des femmes adultes, leur interdisant le travail dans les mines et leur imposant le travail hebdomadaire. Le Parlement n'a pas voulu adopter cette disposition pour ne pas mettre en péril le principe de la liberté de travail des adultes, quel que soit leur sexe.

Il a rendu plus rigoureuse la réglementation du travail des femmes adultes de vingt et un ans, mais il a voulu que, passé cet âge, elles pussent disposer de leur capacité de travail à leur convenance.

Pays-Bas. — En fait de prescriptions légales destinées à protéger la vie ou l'hygiène des adultes employés dans les manufactures, il n'y a guère à citer dans le royaume des Pays-Bas que la loi du 26 mai 1869, qui a réglé l'inspection des chaudières et des machines à vapeur. Toutefois la loi du 5 mai 1889 (2) sur le travail des femmes et des enfants autorise le Gouvernement à imposer des mesures d'hygiène et de précaution, et celui-ci a l'intention de mettre cette faculté à profit pour prescrire différentes conditions, notamment celles qui peuvent assurer la ventilation des locaux et l'isolement des moteurs dangereux.

La question est de celles qui préoccupent l'opinion; aussi un certain nombre de personnes, pensant que si les mesures pouvant préserver la vie et la santé des ouvriers n'étaient pas plus généralement appliquées, cela ne tenait souvent qu'à l'ignorance de ces mesures et qu'on ferait faire un grand pas à la question, en fournissant le moyen de les connaître, se sont-elles organisées en une association pour atteindre ce but. Cette association a provoqué en 1890 une exposition internationale qui s'est tenue à Amsterdam et qui comprenait tous les appareils ou procédés destinés à garantir l'hygiène et la sécurité dans les fabriques. Au mois de septembre de la même année, un congrès ayant pour objet l'étude de toutes les questions se rapportant à

(1) Voir le texte de cette loi, *Bulletin de l'inspection*, 1893, n° 5-6, p. 668.

(2) Voir le texte de cette loi, *Bulletin de l'inspection*, 1893, n° 5-6, p. 873.

cet ordre d'idées a été convoqué dans la même ville. Cette exposition et ce congrès paraissent avoir fait sérieusement progresser la question.

Mais il ne faut pas oublier que dans les Pays-Bas l'opinion publique est généralement hostile à l'intervention de l'État. Il y a là un instinct qui a pris sa source dans l'esprit fédéraliste et municipal des anciennes Provinces-Unies et qui, bien qu'atténué aujourd'hui par les progrès de la centralisation, n'en est pas moins resté profondément enraciné dans le cœur de la nation.

Espagne. — En 1871, le Gouvernement espagnol ordonna une enquête sur l'état matériel et moral des classes laborieuses à la suite de laquelle fut votée la loi du 24 juillet 1873 sur le travail des enfants dans les manufactures et sur l'hygiène des ouvriers. Aux termes de cette loi, un médecin et un pharmacien doivent être attachés à chaque établissement et le visiter régulièrement; des dépôts de médicaments doivent être établis dans les fabriques et les patrons doivent faire les installations nécessaires pour assurer l'hygiène et la sécurité des ouvriers. Les infractions sont punies d'une amende.

Mais cette loi a été mal observée, aussi le Gouvernement, soucieux d'établir une réglementation sérieuse, a-t-il déposé le 1^{er} avril 1889 sur le bureau des Cortès un nouveau projet qui développe les principes de la loi de 1873 et les rend applicables.

Un service d'inspection devra assurer l'application de la loi et poursuivre les délinquants; il veillera à ce que les ateliers soient installés dans de bonnes conditions hygiéniques.

Les infractions seront punies d'une amende de 25 à 50 francs, qui pourra être élevée à 125 francs en cas de récidive. Elles seront poursuivies devant les juges municipaux.

Portugal. — Le Portugal n'est pas demeuré étranger aux préoccupations qui ont poussé presque tous les États à remédier autant que possible aux dangers inhérents à la vie industrielle. Une junta de santé, composée de sept membres, est instituée au Ministère de l'intérieur pour étudier les questions intéressant d'une façon générale la santé publique, mais elle exerce dans le domaine de l'hygiène une sorte de souveraineté souvent platonique vis-à-vis de l'usine ou de l'atelier.

Certains règlements particuliers cependant se sont occupés de la question, notamment les décrets du 30 juin 1884, qui ont fixé les conditions auxquelles sont soumis les générateurs et récipients à vapeur et les moteurs hydrauliques.

Le Gouvernement a considéré que ces mesures étaient insuffisantes et, dans un des décrets dictatoriaux du 10 février 1890, il a exprimé la volonté d'imposer des conditions d'hygiène et de sécurité dans les fabriques; mais le règlement prévu par ce décret n'a pas encore paru. En attendant, des mesures isolées sont adoptées. Ainsi, un cahier des charges, dressé le 12 août 1889 pour l'adjudication des travaux publics, soumet l'entrepreneur à l'obligation de protéger par des abris convenables les ouvriers employés à l'extrac-

tion des pierres ou à la fabrication du ciment et d'assurer le service médical avec une pharmacie portative et le personnel nécessaire.

Italie. — Ni la loi ni l'administration n'interviennent en Italie pour régler les conditions dans lesquelles le travail doit être effectué.

Néanmoins la loi déposée par M. Miceli, Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, à la Chambre des députés, dans la séance du 8 février 1890, sur l'assurance obligatoire, impose aux patrons, dans un certain nombre d'industries, l'obligation d'adopter des mesures déterminées pour prévenir les accidents et protéger la vie des ouvriers.

Il nous reste maintenant à vous soumettre les résolutions prises par votre Commission :

PROJET DE LA COMMISSION.

L'article premier du projet voté par la Chambre des députés était ainsi conçu :

« Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances. Sont seuls exceptés les ateliers de famille où aucun ouvrier étranger n'est employé. »

Ainsi qu'on le voit, cet article est une définition des établissements auxquels la loi devra s'appliquer.

Votre Commission vous propose d'en adopter le premier paragraphe; un membre s'était bien demandé s'il était nécessaire d'ajouter les mots « et leurs dépendances » à l'énumération qui était faite, et si l'inspection prévue ne pouvait pas donner lieu à des abus lorsqu'elle s'applique aux dépendances d'une usine ou d'une fabrique. Mais il a été répondu que cette inspection aurait souvent de très grands avantages. C'est ainsi que les inspecteurs, dans leurs rapports faits en exécution de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures, signalent qu'il est d'usage, dans certaines industries, de loger les ouvrières et que les dortoirs qui leur sont affectés ne présentent souvent aucune des conditions de salubrité nécessaires à la santé du personnel. (Moulinage de soie).

Quant au deuxième paragraphe, nous vous proposons de le modifier en adoptant le texte qui, pour une situation analogue, a déjà été voté par les deux Chambres lors de la discussion du projet de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes. L'article premier de ce projet porte en effet : « Sont exemptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur. Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre, conformément aux dispositions de la présente loi ».

C'est cette rédaction que nous vous proposons d'adopter. Certes nous res-

pectons l'autorité du père de famille, et nous sommes convaincus qu'il n'en abusera pas. Cependant il peut arriver qu'habitué à vivre au milieu d'appareils dangereux, il ne se rende pas compte du danger qu'il peut faire courir aux siens, qu'il ne connaisse pas même des moyens de préservation, souvent très simples et peu coûteux, qui lui seront indiqués par l'inspecteur.

Ce texte a d'ailleurs le grand avantage d'avoir eu la sanction des deux Assemblées et d'établir ainsi une parfaite concordance avec la loi qui va être votée sur le travail des mineurs et des femmes.

L'article 2 du projet indique d'une manière générale que les établissements industriels doivent présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel. Ces conditions seront prévues en détail dans le règlement prescrit par l'article 3. Quant aux mesures de sécurité, l'article 2 en énumère un certain nombre des plus nécessaires, laissant au règlement le soin de les compléter s'il y a lieu. Cette distinction nous a semblé nécessaire, ainsi que nous le verrons à l'article 6, car si les travaux à faire pour couvrir un appareil de transmission, fermer un puits ou une trappe sont souvent de peu d'importance, il n'en est pas de même de ceux que nécessitera la salubrité de l'atelier et qui entraîneront souvent des réfections considérables.

Le dernier paragraphe de l'article 2 est la reproduction du dernier paragraphe de l'article 3 voté par la Chambre à la suite d'un amendement de M. Goujon. Il nous a semblé que, dès lors qu'il visait pour les appliquer aux théâtres, cirques et autres établissements similaires les dispositions de l'article 2, c'était à la fin de cet article et non à la fin de l'article 3 qu'il devait trouver place.

L'article 3 s'occupe des règlements d'administration publique qui seront rendus pour l'exécution de la loi. Conformément au projet voté par la Chambre, votre Commission vous propose de décider que ces règlements seront rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures. Votre Commission s'était demandé s'il ne serait pas bon, conformément à la proposition qui en avait été faite par l'honorable M. Lockroy, d'exiger également l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique; mais il a été répondu que le Comité des arts et manufactures comptait dans son sein des hygiénistes des plus distingués et des plus compétents; que demander l'avis d'un autre comité dépendant d'un autre Ministère, qui souvent verrait la question au point de vue unique de l'hygiène sans tenir compte des nécessités qui s'imposent à l'industrie, ce serait occasionner de longs retards et peut-être créer des conflits, sans profits appréciables.

En ce qui concerne les mesures de salubrité que devra exiger le règlement prévu, nous nous sommes bornés à citer dans une courte énumération ce qui concerne l'éclairage, l'aération, la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc. Nous n'avons pas voulu entrer dans plus de détails, pensant que c'était au règlement prévu qu'incombait ce soin; nous avons voulu seulement, par cette courte énumération, indiquer à l'autorité chargée de faire ce règlement l'esprit dans lequel le législateur désirait la voir faire ce travail. L'honorable M. Lockroy, dans son projet, entraînait

dans beaucoup plus de détails, mais son énumération pouvait sembler limitative et oublier cependant certaines prescriptions nécessaires.

Les rapports des inspecteurs constatent trop souvent que, bien que des progrès aient été réalisés depuis quelque temps, les anciens établissements sont généralement trop bas et mal aérés, que l'on y occupe un trop grand nombre d'ouvriers dans un espace trop restreint. Il en résulte un danger permanent pour les travailleurs en même temps qu'une insalubrité pernicieuse. Les eaux potables reçoivent des infiltrations malsaines qui peuvent occasionner un danger permanent pour le personnel des établissements, et les cabinets d'aisances sont, dans la plupart des cas, dans un tel état que les émanations peuvent être la cause de véritables épidémies. Enfin de trop nombreux exemples récents ont démontré combien les précautions prises en cas d'incendie sont insuffisantes. Le nombre des sorties et des escaliers, beaucoup trop restreint, ne permet pas l'évacuation des salles en cas de sinistre, et chaque année on peut enregistrer la mort de nombreux ouvriers victimes de cet état de choses.

Par des mesures équitables, sachant concilier l'intérêt de l'industrie et la santé de l'ouvrier, le règlement prévu à l'article 3 prescrira les mesures que commandent l'humanité et notre civilisation moderne.

Le paragraphe 3 prévoit le cas où de nouveaux modes de travail viendraient à être employés; de nouveaux règlements, au fur et à mesure des nécessités, prescriraient les mesures particulières à prendre.

L'article 4 renferme les prescriptions comprises dans les articles 4 et 5 votés par la Chambre, qu'il modifie cependant sur deux points. D'abord il renvoie à un article spécial le paragraphe de l'article 4 qui déclare qu'il n'est rien innové quant à la surveillance des appareils à vapeur, ensuite il supprime dans l'article 6 les mots : « pendant la durée du travail ».

Cette suppression a semblé à votre Commission la conséquence naturelle de l'adoption des mots « et leurs dépendances » dans l'article 1^{er}. En effet, si l'inspecteur ne peut entrer que pendant la durée du travail dans l'établissement industriel, comment se rendrait-il compte des conditions dans lesquelles les ouvriers mangent et couchent dans ces établissements?

Des inspecteurs constatent par exemple qu'à Lyon la plupart des apprentis placés chez les dévideuses, guimpiers et autres couchent dans des alcôves ou soupentes prises dans l'atelier, où ils respirent la nuit un air vicié déjà pendant le jour. D'autres se plaignent que des ouvriers prennent leur nourriture dans l'atelier, au milieu des poussières et d'une atmosphère insalubre. Comment pourraient-ils vérifier ces faits s'ils n'avaient entrée dans ces dépendances en dehors des heures de travail?

Il est évident du reste que les inspecteurs useront avec discrétion de la faculté qui leur est donnée et ne feront en dehors des heures de travail que les visites nécessaires à l'inspection qui leur incombe.

L'article 5 n'est que la reproduction de l'article 7 du projet de la Chambre et n'a pas donné lieu à discussion; mais lorsque la contravention aura été constatée, quelle sera la sanction? Sur ce point, votre Commission n'a pu adopter la décision proposée par l'article 10 du projet de la Chambre des députés. Cet article déclarait que les chefs d'industrie, directeurs, gérants

ou préposés qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 50 à 500 fr. Nous n'avons pu accepter que les industriels soient ainsi toujours sous le coup d'une poursuite correctionnelle et nous avons voulu leur donner des garanties telles que, s'ils sont soumis à cette poursuite, ce soit le fait d'une désobéissance voulue à la loi.

Voici l'économie des articles 6, 7, 8 et 9 du projet.

La contravention constatée, procès-verbal est dressé par l'inspecteur et l'industriel est poursuivi devant le tribunal de simple police et puni d'une amende de 5 à 15 francs. Le jugement fixe, en outre, le délai dans lequel les travaux exigés par la loi devront être exécutés. Toutefois l'article 6 établit une exception lorsqu'il s'agit de l'application des règlements d'administration prévus à l'article 3, c'est-à-dire de l'aération, de l'éclairage, de l'évacuation des poussières, des eaux potables, des fosses d'aisances, des précautions contre l'incendie, etc. Cette application peut nécessiter des travaux considérables, entraîner en quelque sorte la réfection de l'établissement; on ne saurait donner trop de garanties à l'industriel, tout en maintenant la stricte exécution de la loi. Nous vous proposons donc la procédure suivante : avant de dresser procès-verbal, les inspecteurs mettront les industriels en demeure de se conformer aux règlements. Cette mise en demeure sera faite par écrit, sur le registre de l'usine; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois. De plus il est nécessaire que l'industriel ait un recours contre la décision de l'inspecteur.

En effet, si ce recours n'est pas nécessaire pour les contraventions qui sont le résultat d'une simple constatation, comme un puits ouvert, un engrenage non préservé, il y a des questions d'appréciation autrement délicates, telles que l'aération, l'évacuation des poussières, l'éclairage, etc. De plus, l'exécution des travaux réclamés pour obtenir ce résultat entraînera des dépenses beaucoup plus considérables. Nous vous proposons donc de décider que, dans les quinze jours qui suivent la mise en demeure, le chef de l'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du commerce et de l'industrie; ce dernier peut, lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, accorder à l'industriel un délai dont la durée ne dépassera jamais trois ans. Notification de la décision accordant ce délai ou rejetant la demande est faite à l'industriel dans la forme administrative, avis en est donné à l'inspecteur; ajoutons que l'industriel aura de plus son recours au Conseil d'État contre la décision du Ministre comme contre toute décision prise en matière contentieuse.

Si le délai est accordé, l'inspecteur en attend l'expiration pour constater si l'industriel a fait les travaux nécessaires; s'ils ne sont pas exécutés, il dresse procès-verbal et la poursuite a lieu devant le tribunal de simple police comme il est dit plus haut.

La condamnation de simple police a été prononcée, le délai accordé par le jugement pour l'exécution des travaux est expiré, mais l'industriel refuse de se conformer aux prescriptions exigées : l'inspecteur rédige un nouveau procès-verbal et l'affaire est portée devant le tribunal correctionnel, qui peut, après une nouvelle mise en demeure, ordonner la fermeture de l'établissement.

Ce jugement sera susceptible d'appel; la cour statuera d'urgence.

La fermeture de l'usine est certes une mesure très grave et qui se produira rarement, mais elle nous a paru devoir s'imposer dans le cas où l'industriel se refuse à faire les travaux que la loi impose, alors surtout que le recours au Ministre lui est ouvert dans l'article précédent.

Le projet de la Chambre des députés prévoit ensuite le cas de récidive. L'industriel a été frappé d'un procès-verbal constatant une contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique et condamné devant le tribunal de simple police. Douze mois ne se sont pas écoulés, lorsqu'un nouveau procès-verbal est dressé contre lui pour nouvelle infraction à cette même loi : c'est alors le tribunal correctionnel qui sera appelé à statuer et l'amende sera de 50 à 500 francs. Ainsi que devant le tribunal de simple police, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal, sans que la totalité des amendes puisse excéder 200 francs pour la première contravention et 1,000 francs en cas de récidive.

L'article 10 est la reproduction de l'article 8 du projet voté par la Chambre et a pour but de faire connaître les résultats obtenus par la loi et les améliorations qu'il serait possible d'y apporter. A cet effet, les inspecteurs devront fournir chaque année des rapports circonstanciés sur l'application de la loi, mentionner les accidents et leurs causes, et faire les propositions qu'ils croiraient de nature à mieux assurer la sécurité du travail.

Les inspecteurs du travail se plaignent que beaucoup d'accidents aient lieu dans les établissements industriels sans qu'ils en aient connaissance et demandent que la loi oblige les directeurs à déclarer les accidents survenus dans leurs ateliers. C'est le but de l'article 11 de la loi, qui n'est, d'ailleurs, que la reproduction de l'article 9 du projet de la Chambre et de l'article 15 de la loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, article adopté par les deux Chambres. La déclaration d'accident sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune et contiendra le nom et l'adresse des témoins, ainsi que le certificat du médecin indiquant l'état du blessé. Le maire devra donner immédiatement avis de l'accident à l'inspecteur divisionnaire ou départemental. Une des graves objections faites à l'inspection des fabriques consiste dans la crainte que les procédés de fabrication, souvent spéciaux et inconnus des concurrents, ne se trouvent ainsi divulgués. Nous avons vu que, dans la législation suédoise, si complète sur la matière, l'industriel peut excepter de l'inspection certaines parties de la fabrique ou des ateliers pour cause de secret professionnel. Si l'inspecteur refuse d'accéder à sa demande, c'est le Gouvernement royal qui décide souverainement. Nous sommes absolument convaincus de la discrétion du corps de nos inspecteurs; mais, afin de donner toute garantie aux industriels, l'ar-

article 12 leur impose le secret sur tout ce qui se rapporte aux installations, aux procédés techniques et à la fabrication. Cette obligation est mentionnée dans la formule du serment que les inspecteurs doivent prêter devant le tribunal civil avant d'entrer en fonctions. Au cas où ils manqueraient à ce devoir professionnel, l'article 378 du Code pénal leur serait applicable.

Après avoir donné cette garantie aux industriels, il est nécessaire d'assurer aux inspecteurs la possibilité d'accomplir la mission qui leur est confiée, en obligeant les chefs d'industrie à les laisser visiter les locaux soumis à l'inspection. L'article 13 punit d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 1,000 francs, tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement du devoir d'un inspecteur.

Enfin l'article 14 maintient la législation en vigueur pour la surveillance des appareils à vapeur, qui est une matière spéciale, ayant sa législation à part, et l'article 15 permet d'appliquer aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi l'article 463 du Code pénal.

Tel est, Messieurs, le projet que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation. Nous nous sommes efforcés de concilier les intérêts de l'industrie nationale, si digne de toute votre sollicitude, avec ceux de la santé et de la sécurité de la classe laborieuse, de ces ouvriers qui, souvent insoucians de l'avenir ou pressés par les nécessités de la vie, sont à la merci d'accidents continuels ou gagnent dans des établissements insalubres les germes de maladies incurables.

Nous comptons, pour l'application de cette loi, sur tout le zèle, sur tout le tact, sur toute l'intelligence des inspecteurs du travail. Nous comptons également sur toute la bonne volonté des industriels, qui comprendront vite qu'en assurant la sécurité de leur personnel et la salubrité de leurs ateliers, ils travaillent non seulement à une œuvre humanitaire et philanthropique, mais encore à la meilleure interprétation de leurs intérêts bien entendus. Les résultats obtenus par les associations déjà fondées nous en donnent la ferme assurance. La loi de 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures a déjà permis de réaliser de grands progrès, constatés chaque année dans les rapports des inspecteurs et de la Commission supérieure du travail. Nous espérons que la loi nouvelle apportera aussi sa pierre à l'édifice social, et que chaque année nous verrons diminuer le nombre des accidents qui viennent répandre le deuil dans des familles d'ouvriers et attrister tous ceux qui s'intéressent au sort des classes laborieuses.

PREMIÈRE DÉLIBÉRATION.

SÉANCE DU 28 JUIN 1892.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

M. MOREL, rapporteur. — Messieurs, parmi les questions ouvrières qui sont actuellement soumises au Parlement, il n'en est certainement pas de plus digne de l'intérêt de cette haute Assemblée que celle qui a pour but d'assurer au travailleur la sécurité et de lui procurer, dans l'atelier où il passe sa vie, toute la salubrité compatible avec l'exercice de sa profession.

Le Sénat, à plusieurs reprises, a déjà donné trop de preuves de sa bienveillance envers les classes laborieuses pour que ce projet ne reçoive pas près de lui un favorable accueil. Si l'on songe, en effet, que sur 1,000 ouvriers 47 sont victimes d'accidents et que, sur ces 47 accidents, il y en a 4 mortels, que nombre d'ouvriers contractent dans les ateliers des maladies souvent mortelles, soit par défaut d'aération, soit par les gaz méphitiques qui s'exhalent dans l'atelier, on voit combien est longue la liste des victimes du devoir sur laquelle figurent chaque année les représentants des classes laborieuses.

Or, Messieurs, il résulte des statistiques les plus consciencieuses que cette liste pourrait être diminuée de plus de moitié, grâce à des mesures de sécurité sagement prises et à une plus grande salubrité dans les ateliers. C'est dire combien cette question mérite toute l'attention du Sénat.

Jusqu'à ce jour, la législation française ne contient que deux textes sur cette matière : le décret du 15 octobre 1810 et la loi du 19 mai 1874. Le décret du 15 octobre 1810 ne s'occupe pas des ateliers dangereux et insalubres au point de vue de l'ouvrier ; il dispose seulement en ce qui touche le voisinage, et ne se préoccupe du danger et de l'insalubrité qu'au point de vue des récoltes et des habitations voisines.

C'est ainsi qu'il divise les ateliers dangereux et insalubres en trois catégories : les ateliers de la première classe qui ne peuvent être placés à côté des habitations ; ceux de la deuxième classe, qui peuvent être placés à côté des habitations, mais à la condition que certaines précautions soient prises et qu'une enquête de *commodo et incommodo* ait eu lieu ; enfin, il place dans la troisième catégorie les ateliers qui, pouvant être placés à côté des habitations, restent sous la surveillance de la police.

Vous le voyez, le décret de 1810 ne s'est nullement occupé de l'insalu-

brité des ateliers au point de vue des ouvriers, mais uniquement au point de vue des voisins.

Quant à la loi du 19 mai 1874, elle ne s'applique qu'aux enfants et aux filles mineures. Le projet de réforme de cette loi, vous le savez, est revenu plusieurs fois devant vous ; trois fois le Sénat l'a renvoyé à la Chambre ; mais, dans le dernier texte adopté par vous, vous avez fait de nombreuses concessions et il faut espérer que la Chambre des députés va finir par se rallier au texte voté par le Sénat ; toutefois cette réforme ne vise que les enfants, les filles mineures et les femmes.

Le législateur cependant n'est pas resté indifférent à ces questions : dès 1882, l'honorable M. Félix Faure déposait sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi concernant l'hygiène et la sécurité du travail dans les manufactures, usines, mines, chantiers et ateliers. En 1885, l'honorable député renouvelait sa proposition.

A la même époque, M. Rouvier présentait à la Chambre des députés une proposition visant le même but, et M. Lockroy, en 1887, comme Ministre du commerce et de l'industrie, déposait un projet de loi relatif à la sécurité du travail et à l'hygiène des travailleurs dans les établissements industriels. Il renouvelait sa proposition comme député en 1889.

Enfin, en 1890, l'honorable Ministre du commerce et de l'industrie, M. Jules Roche, saisissait le Parlement d'un projet de loi sur la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et sur la sécurité de ces établissements.

Mais ce n'est pas seulement dans l'enceinte législative que ces questions ont été étudiées ; l'initiative individuelle a fait également des efforts considérables dans le même sens.

C'est ainsi qu'en 1867 la « Société industrielle de Mulhouse », sous l'influence d'un homme qui s'est voué toute sa vie à l'étude des questions ouvrières, M. Engel Dolfus, créait une association ayant pour but de pourvoir à la sécurité des ouvriers au moyen d'inspections dans les établissements industriels. Cette association a pris bien vite un grand développement, et, aujourd'hui, la plus grande partie des industriels d'Alsace en font partie.

En 1879, à Rouen, s'est fondée une association dite « Association rouennaise », ayant le même objet ; bientôt les patrons appréciaient son utilité et les ouvriers étaient reconnaissants des bienfaits qu'elle leur procurait.

En 1883, se fondait à Paris « l'Association des industriels de France », poursuivant le même but. Elle publie chaque année des bulletins indiquant aux industriels les meilleurs moyens de préserver leurs ouvriers. Elle a vite pris une grande extension et elle rend aujourd'hui les plus signalés services.

Quant aux législations étrangères, nous en avons fait, dans le rapport qui vous a été distribué, une analyse aussi succincte que possible pour vous prouver que, parmi les nations qui nous entourent, presque toutes se sont occupées de cette question si intéressante à tous les points de vue.

Il me reste, Messieurs, à analyser en quelques mots, aussi brièvement que possible, le projet que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.

L'article 1^{er} a pour but de définir les établissements qui seront soumis à la loi. Le projet adopté par la Chambre des députés était ainsi conçu :

« Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances.

« Sont seuls exceptés les ateliers de famille où aucun ouvrier mineur ou étranger n'est employé. »

Nous vous proposons d'adopter le paragraphe 1^{er} de cet article. Quant au second, qui est relatif aux exceptions, nous avons cru qu'il était préférable de nous reporter à un texte qui a déjà été voté par les deux Assemblées dans la loi sur le travail des femme et des enfants. De cette façon, nous aurons au moins une concordance complète entre les deux textes.

Il est ainsi conçu :

« Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur. »

L'article 2 a pour but d'indiquer un certain nombre de mesures de sécurité qui devront être prises par les industriels. C'est ainsi qu'il prescrit de placer en dehors de tout contact les appareils mécaniques, les roues et engrenages, en un mot, tout ce qui peut constituer une cause de danger pour les ouvriers. Il exige aussi la clôture des puits, trappes et ouvertures de toutes sortes.

L'article 3 traite des mesures de salubrité. Il est évident que ces mesures ne peuvent être toutes prévues par un texte de loi.

Nous nous sommes donc bornés à une courte énumération, en renvoyant à un règlement d'administration publique, rendu après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, le soin de préciser et de prendre toutes les précautions nécessaires pour la salubrité des ateliers.

L'article 4 du projet de la Commission n'est que la reproduction des articles 4 et 5 du projet qui a été voté par la Chambre des députés. Il y a cependant une différence, la Chambre avait décidé que les inspecteurs ne pourraient entrer dans les établissements que pendant la durée du travail.

Nous avons cru qu'il était nécessaire de leur accorder le droit d'entrée en toutes circonstances. En effet, il résulte du travail qui a été fait par les inspecteurs, que souvent les ouvriers couchaient dans les établissements industriels, qu'ils y mangeaient, et cela dans des conditions insuffisantes de salubrité. Il est certain que, pour que l'inspecteur puisse constater de tels faits, il faut qu'il puisse entrer dans les établissements en dehors des heures de travail.

Du reste, vous en avez ainsi jugé vous-mêmes, Messieurs, puisque dans le projet de loi renvoyé à la Chambre des députés, et qui est relatif au travail des mineurs et des femmes, vous avez décidé que l'inspecteur pourrait pénétrer dans les établissements industriels même en dehors des heures de travail.

Après avoir établi les conditions dans lesquelles devront être tenus les ateliers, il nous restait à assurer une sanction à ces prescriptions.

Le projet voté par la Chambre allait beaucoup plus loin que la Commis-

sion n'a cru pouvoir le faire. C'est ainsi, qu'après avoir donné à l'inspecteur le droit de dresser un procès-verbal, l'article 10 disait ceci :

« Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés, qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 50 francs à 500 francs.

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal... », etc....

Nous n'avons pas cru, Messieurs, qu'il fût possible de laisser ainsi les industriels constamment sous le coup d'une poursuite correctionnelle; aussi nous sommes-nous bornés à renvoyer devant le tribunal de simple police et même, dans les cas qui peuvent donner lieu à quelque doute, de faire précéder cette poursuite d'une mise en demeure.

Dans l'article 5, en effet, nous accordons à l'inspecteur le droit de rédiger un procès-verbal, et, dans l'article 7, nous renvoyons l'industriel contre lequel ce procès-verbal a été dressé devant le tribunal de simple police.

Mais, dans l'article 6, nous établissons une exception. C'est ainsi que l'inspecteur peut parfaitement dresser procès-verbal lorsque les mesures de sécurité dont je parlais tout à l'heure n'ont pas été observées : par exemple, lorsqu'un puits ou une trappe n'est pas fermé ou lorsqu'un engrenage n'est pas couvert. Il y a là un fait matériel que l'inspecteur peut constater, et il peut dresser immédiatement un procès-verbal contre l'industriel.

Mais il y a d'autres mesures telles que l'aération, la ventilation, l'évacuation des poussières, pour lesquelles l'industriel peut, tout en étant de bonne foi, se trouver en contravention. Aussi, pour ces cas, nous proposons-nous de décider que, avant de dresser le procès-verbal, l'inspecteur devra mettre le chef d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions de la loi.

Cette mise en demeure sera consignée par écrit sur les registres de l'usine; elle sera datée et signée. Elle indiquera les contraventions et fixera un délai passé lequel ces contraventions devront avoir cessé.

Cela ne nous a pas encore paru suffisant. Il peut arriver, en effet, que les industriels aient à refaire le gros-œuvre de leurs usines, et que telle ou telle situation particulière les mette hors d'état d'effectuer ce travail, au moment où l'inspecteur le leur demande. Aussi donnons-nous à l'industriel le droit de recourir à M. le Ministre du commerce et de l'industrie, qui, après avoir pris l'avis du Comité des arts et manufactures, pourra accorder à l'industriel un délai dont la durée maximum est fixée à trois années.

Lorsque le délai sera écoulé sans que l'industriel se soit conformé aux prescriptions qui lui auront été signifiées, procès-verbal sera dressé contre lui et il sera alors poursuivi en simple police, conformément à l'article 7. Le jugement de simple police qui le condamnera devra, de plus, lui impartir un délai pour exécuter les travaux. Si, ce délai écoulé, l'industriel n'a pas encore voulu obéir à la loi, il sera traduit en police correctionnelle et condamné de ce chef. De plus, s'il ne fait pas faire les travaux, le tribunal de police correctionnelle peut le mettre en demeure de les effectuer dans un

délai déterminé et, s'il ne s'exécute pas, le tribunal peut procéder à la fermeture de l'établissement.

Nous croyons ainsi, Messieurs, avoir donné à l'industriel toutes les garanties nécessaires pour qu'il ne soit pas déferé à la police correctionnelle, même traduit en simple police pour ignorance de la loi.

En cas de récidive, ce serait le tribunal de police correctionnelle qui jugerait, comme dans le projet de la Chambre, mais avec une pénalité moindre.

Quant aux articles 10 et 11 du projet, ils ne sont que la reproduction des articles 8 et 9 du projet de la Chambre. Ils ont pour but de permettre, par la statistique, de connaître le nombre des accidents, les établissements où les accidents sont le plus fréquents, et d'obliger les inspecteurs à insérer dans leurs rapports les causes principales des accidents et les meilleurs remèdes pour y parer désormais.

Messieurs, un reproche assez sérieux a été fait à la loi. Il consiste à dire que les inspecteurs, pouvant pénétrer à toute heure dans les établissements, pourront ainsi connaître les moyens secrets de fabrication qui peuvent y être employés et les divulguer ensuite.

Aux termes de la loi suédoise, insérée dans notre rapport, l'industriel peut empêcher l'inspecteur d'entrer dans certaines parties de son établissement où il serait procédé à des travaux au moyen de machines inconnues dont l'industriel seul aurait le secret.

Dans ce cas, si l'inspecteur ne se soumet pas à la demande de l'industriel, le Gouvernement est appelé à prononcer.

Pour nous, nous sommes convaincus que nos inspecteurs ne se livreront à aucune divulgation des secrets de fabrication de l'industriel. Aussi, nous sommes-nous bornés, comme l'a fait la Chambre des députés, à déclarer que l'inspecteur en prêtant serment devait s'engager à garder le secret; en cas de manquement à ce secret professionnel, il tomberait sous le coup de l'article 378 du Code pénal.

L'article 12 est, en effet, ainsi conçu :

« Les inspecteurs sont tenus de garder le secret sur tout ce qui se rapporte aux installations, aux procédés techniques, à la fabrication, et d'une manière générale à l'exploitation des établissements soumis à leur inspection.

« Cette obligation est mentionnée dans la formule du serment que les inspecteurs doivent prêter devant le tribunal civil avant d'entrer en fonctions.

« L'article 378 du Code pénal leur est applicable. »

Mais, Messieurs, après avoir donné cette satisfaction à l'industriel vis-à-vis de l'inspecteur, il fallait aussi fournir à l'inspecteur chargé de visiter un établissement les moyens d'exercer ses fonctions. L'article 13 a pour objet de punir les industriels qui se seraient opposés à l'entrée des inspecteurs dans leurs établissements.

Telle est, Messieurs, l'économie générale du projet de loi. Nous comptons pour son exécution, sur la bonne volonté des industriels. Ils en ont, du reste, donné des preuves par les efforts individuels que j'ai signalés au début de mes observations.

Nous comptons aussi sur le tact et sur l'intelligence de MM. les inspecteurs, qui sauront concilier l'intérêt de l'industrie avec celui des ouvriers.

Nous espérons, par la sage application de cette loi, voir diminuer, chaque année, le nombre de ces accidents qui viennent affliger ceux qui, comme vous tous, Messieurs, s'intéressent au sort des classes laborieuses. (*Très bien! très bien! sur un grand nombre de bancs à gauche et au centre.*)

M. CAMESCASSE. — Messieurs, le Sénat n'attend pas de moi, cela va sans dire, une contradiction formelle du projet de loi actuel. Il est bien certain que sur la question générale de l'hygiène des travailleurs il ne peut y avoir qu'une entente absolue, aussi bien entre chacun des membres de la Commission et moi qu'entre tous les amis de la démocratie. Ce que je veux seulement essayer de démontrer au Sénat, c'est que le projet tel qu'il vous est proposé présente assez de lacunes, assez d'omissions, pour que l'application pratique en soit difficile ou au moins extrêmement compliquée. C'est simplement à cet ordre d'idées que je veux me restreindre.

Le projet me paraît mériter, à mon sens, un reproche général que je vais indiquer.

Le projet tient tout entier dans un article 3 qui porte :

« Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront... » Et l'article mentionne les points généraux qui seront déterminés par ces règlements. Or, tout en reconnaissant parfaitement que dans une loi de cette nature des règlements d'administration publique sont indispensables pour entrer dans des détails que la loi ne peut pas traiter, je dis qu'il faut serrer les événements et les faits d'un peu plus près; si l'on fait des règlements d'administration publique, ces règlements doivent être assez précis, assez expliqués par le projet pour qu'on sache exactement à quoi l'on veut s'en tenir.

En effet, il s'agit ici d'une loi tout à fait nouvelle, d'une loi générale, d'une loi qui parle des conditions de l'hygiène sous toutes les formes. Je me demande si, pour la première fois qu'une loi pareille est présentée au Parlement français, il ne serait pas nécessaire de la préciser et de montrer sur quels points le législateur a entendu faire porter ses réformes. Ceci me paraît essentiel et je prétends qu'avec cette simple mention que des règlements d'administration publique détermineront des idées très générales comme l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies; etc., je prétends qu'en se bornant à cette nomenclature on s'égare: parce que, antérieurement à cette nomenclature et à ces faits, il y a déjà des prescriptions légales, des documents de jurisprudence, un ensemble de théories qui ont été l'objet de longs travaux. En venant ainsi purement et simplement dire, quand il s'agit d'une loi d'hygiène générale, d'hygiène publique, qu'on s'en réfère à des règlements d'administration publique sans préciser les points sur lesquels devront porter ces règlements, il semble qu'on oublie qu'il y a des controverses anciennes, très longues, qui ont préoccupé tous les hommes spéciaux dans la matière; il était au moins

nécessaire, au préambule de cette loi sur l'hygiène, de faire autre chose que de renvoyer purement et simplement au Conseil d'État.

Nous savons très bien ce que c'est que de joindre à une loi d'organisation quelconque un règlement d'administration publique. Cela a déjà été fait, même pour l'hygiène publique, et, à plusieurs reprises, diverses propositions émanées soit du Gouvernement, soit de l'initiative parlementaire, ont été déposées sur la question qui nous occupe aujourd'hui. Ce que je veux faire remarquer ici pour la précision de la discussion, c'est qu'à tous les projets qui ont précédé celui-ci un projet de règlement d'administration publique était annexé.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est inexact ! Il n'y en a qu'un pour lequel cela soit vrai.

M. CAMESCASSE. — Je vais vous les nommer ces projets, si vous le voulez bien, Monsieur le Rapporteur.

M. Ricard qui, dans ces dernières années, était rapporteur de toutes les lois concernant l'hygiène des travailleurs, avait joint à son rapport un projet de règlement d'administration publique ; il en était de même dans le projet de M. Lockroy. Cela fait déjà deux, et j'en pourrais citer d'autres.

M. LE RAPPORTEUR. — M. Ricard s'est borné à annexer à son rapport le projet de règlement qui a été élaboré par le Conseil supérieur des arts et manufactures. M. Lockroy a fait de même. Je n'ai pas annexé à mon rapport ce projet de règlement parce que cela était absolument inutile. Mais il n'y a jamais eu de projet de règlement d'administration publique annexé à un projet de loi.

M. CAMESCASSE. — Je vais citer encore un autre exemple. On a renvoyé à l'examen du conseil d'hygiène — et je ne sais pas pourquoi on ne l'a pas consulté dans l'espèce — tous les projets de lois dont je viens de parler et le conseil d'hygiène a joint à ces projets un commentaire sous forme de règlement d'administration publique qui permet au législateur de mesurer la portée et l'étendue exacte du projet qu'on lui soumet.

C'est ce que je reproche au projet actuel de n'avoir pas fait complètement ; car je considère qu'il est indispensable, surtout lorsqu'il s'agit d'une matière qui est en quelque sorte neuve, que le législateur sache jusqu'où il ira et où il s'arrêtera.

Je considère donc le projet comme très dangereux et susceptible d'amener, dans la pratique, des conflits de juridiction pouvant aller très loin et de faire naître des difficultés que nous pourrions parfaitement éviter en introduisant dans la loi des textes plus complets et plus précis. Et je vais en donner la preuve.

J'entends établir qu'il y a dans cette loi des points qui échappent à la compétence des règlements d'administration publique, et même à celle du Conseil d'État, attendu qu'ils sont essentiellement du domaine de la loi.

Je suppose, par exemple, qu'un industriel quelconque, quelle que soit son

industrie, veuille bâtir une usine. Peu importe que cette industrie soit, quant à présent, dangereuse pour les voisins ou pour les ouvriers qui l'habiteront; je prends le problème dans ses termes les plus généraux.

Quelles seront les conditions que cet industriel devra remplir pour avoir le droit de bâtir?

Si l'on consulte des gens spéciaux sur la législation actuelle, il est certain qu'on lui dira qu'avant tout il y a une question préjudicielle à laquelle il faut qu'il réponde. A-t-il besoin pour bâtir son usine d'une autorisation préalable, ou bien peut-il la bâtir en vertu de l'exercice pur et simple du droit de propriété?

Si je pose ainsi cette question, que je choisis entre un grand nombre d'autres, c'est pour faire comprendre au Sénat, dès les premiers pas, qu'il est impossible d'admettre qu'un règlement d'administration publique fixe et précise ce point, attendu qu'il comporte une question de propriété, une question de droit civil proprement dit.

Faudra-t-il, oui ou non, une autorisation préalable? Ce point me paraît essentiel.

M. LE RAPPEUR. — Voulez-vous me permettre de vous répondre d'un mot?

Les conditions d'établissement d'usines sont fixées par le décret de 1810, et la loi que nous discutons ne s'occupe nullement de cette matière.

M. CAMESCASSE. — Il y a longtemps que nous avons discuté cette question ensemble, Monsieur le Rapporteur; je n'ai jamais pu me ranger à votre avis, et je prétends et j'espère montrer au Sénat que ce décret de 1810 touche de très près à la question que nous discutons; qu'il est absolument impossible d'admettre que, d'un côté, on pourra appliquer le décret de 1810, et que, dans l'espèce qui nous occupe, on devra le laisser de côté.

C'est là une erreur que les faits démentent, et qui repose évidemment sur un malentendu. Je prétends que je dois maintenir la question que j'ai posée : Comment construira-t-on des établissements qui rentrent sous le coup de la loi? Car il faut remarquer que notre loi est aussi générale que possible, dans ses termes. Donc, elle maintient et renferme les règles applicables aux établissements insalubres qui ne sont pas visés par ce fameux décret de 1810.

Nous sommes donc en présence d'une question supérieure de propriété, qui doit être absolument écartée des règlements d'administration publique qui ne sont pas compétents pour statuer. Je prétends qu'il y a un intérêt pratique de premier ordre à ce que les industriels sachent sur quelles règles ils doivent s'appuyer lorsqu'ils établissent une usine; il faut qu'ils le sachent de la façon la plus précise et qu'ils n'aient aucune hésitation.

M. LE RAPPEUR. — Nous ne touchons pas au décret de 1810. Tout ce qui n'est pas contraire à la loi nouvelle continue à avoir force de loi.

M. CAMESCASSE. — Si cela est ainsi, je prétends qu'il est absolument

indispensable que vous le disiez. (*Exclamations au banc de la Commission.*)
Je ne suis pas bien exigeant.

Je ne vous demande pas de vous rallier à une théorie très compliquée, mais il serait véritablement extraordinaire de voir les établissements dangereux échapper à toute réglementation.

Je vous prie seulement d'examiner s'il n'y a pas quelques modifications à apporter au décret de 1810, car je ne puis admettre — et c'est votre objection même qui me fournit cette réponse — que depuis 1810 il n'ait été apporté à l'hygiène générale aucun changement et aucune modification, soit par suite des développements de l'industrie, soit comme conséquence des découvertes de la science et que ce décret reste la règle absolue, immuable de notre code d'hygiène et de sécurité industrielle.

Cela n'est pas possible. J'admets que vous mainteniez, en principe, ce décret de 1810, mais évitez au moins de mériter le reproche que je vous adresse aujourd'hui de marcher en aveugles dans notre législation et de négliger des points que je considère quant à moi comme essentiels.

Je le répète, ce décret de 1810 est bien ancien, mais il est encore la base de notre droit.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais nous n'y touchons pas !

M. CAMESCASSE. — Mon cher collègue, je n'ai pas collaboré depuis cinq ans à son application sans connaître toutes les objections que l'on peut faire contre lui ; mais je dis que dans un sujet touchant à l'hygiène de tous les établissements et de tous les ateliers quels qu'ils soient, ne pas parler du décret de 1810, c'est commettre un oubli regrettable parce que cet oubli sera le point de départ de difficultés extrêmes et de conflits incessants.

En résumé, si vous maintenez le décret de 1810 je suis tout prêt à vous suivre. Si vous ne le maintenez pas, je crois qu'il peut être modifié très sérieusement et très utilement. Mais si vous le maintenez tel qu'il fonctionne tous les jours, je vous demande de le déclarer, parce que vous présentez une disposition qui vise précisément l'établissement des usines, quelles qu'elles soient, dangereuses ou non.

Il est bien simple de dire : « Le décret de 1810 est maintenu dans sa forme et teneur. »

Je ne veux pas changer le décret de 1810 dans sa forme absolue ; je voudrais le modifier, le rajeunir, le mettre au courant des besoins de la science et de l'industrie, mais ne pas le citer, c'est véritablement commettre une omission capitale.

Ce décret, en effet, ne vise que les voisins, et c'était l'objection que vous m'aviez faite déjà plusieurs fois. Il ne parle que des intérêts du voisinage, il laisse de côté les intérêts des ouvriers qui travaillent dans l'établissement. Il semble donc à première vue, et vous l'avez cru, qu'il a pour but de parer aux ennuis, à la mauvaise odeur et pas du tout aux inconvénients que peut présenter la fabrication pour la santé des ouvriers de l'usine.

Cela est entendu en principe et n'a jamais été contesté par moi, mais je prétends qu'il s'est produit depuis 1810 des inventions si considérables en

science et en industrie que ce décret est devenu absolument insuffisant, et qu'il est indispensable que nous en délibérions.

Le décret de 1810, qui ne vise pas, dans son principe, le sort des ouvriers travaillant dans l'usine elle-même, est un décret très ancien.

Or, à cette époque, c'est-à-dire en 1810 et aux époques subséquentes, il était évident qu'on ne s'occupait pas comme nous voulons le faire, cette année, du sort des ouvriers qui travaillent dans l'usine. Dans ces conditions, la loi n'a prévu, à l'époque même où elle a commencé à être appliquée, que les dangers qui menacent les voisins, c'est-à-dire la mauvaise odeur ou les risques d'incendie. Elle ne s'est pas préoccupée des ouvriers eux-mêmes; mais la force des choses est telle, que, d'année en année, — et cela remonte déjà à une époque éloignée, — les idées que nous essayons d'appliquer aujourd'hui ont pris une telle extension dans les administrations et parmi les industriels, d'accord en cela avec les savants, que, par la force même des choses, je le répète, ce décret de 1810, dont les termes, qui subsistent encore dans toute leur précision, étaient si étroits et si restreints, s'est élargi, et peu à peu, par une sorte de droit coutumier, si je puis m'exprimer ainsi, en dehors de la loi écrite, dans chacun des décrets qu'on a été amené à rendre. Je dois dire, en effet, en passant, qu'il y a pour chaque usine un décret isolé...

M. NICOLAS, *directeur du commerce intérieur, commissaire du Gouvernement.*
— Un arrêté!

M. CAMESCASSE. — Mettons un arrêté, si vous voulez. Pour le point qui m'occupe, c'est exactement la même chose. Il y a, en un mot, pour chaque usine, une disposition qui fait loi; eh bien, je le répète, peu à peu, par la force des choses, en vertu de ces dispositions, les termes du décret de 1810 se sont élargis, et il existe maintenant un nombre considérable d'établissements régis par des arrêtés plus modernes, qui ne s'en tiennent pas aux dangers du voisinage, mais qui statuent sur le sort des ouvriers eux-mêmes; de sorte que dans la voie où nous essayons d'entrer, nous avons été déjà devancés par une série de dispositions qui sont le fait de l'Administration.

Je me suis servi tout à l'heure, en passant, du mot « droit coutumier ». Je crois qu'il traduit assez bien ce que je veux dire, et qu'il caractérise suffisamment des habitudes nouvelles de législation qui sont plus fortes que la loi écrite et que les règles de la jurisprudence. C'est incontestable, et les exemples abondent pour le démontrer.

Mais tout ceci, Messieurs, vous le voyez, laisse complètement de côté l'objection qui m'était faite, à savoir qu'il n'était pas touché au décret de 1810.

C'est précisément ce que je reproche à la Commission. Je prétends — et j'espère que mes explications l'auront établi — qu'il y a dans la législation des dispositions qui se touchent et qui doivent coexister. Le décret de 1810, que je respecte comme vous, ne vise que les règles du voisinage; mais, par la force des choses, vous ne pouvez pas le faire disparaître des dispositions

que vous rédigez, sous prétexte qu'il est encore en vigueur et que vous entendez l'appliquer.

Ce qu'il faudrait faire maintenant, c'est un décret de 1810 élargi, approprié aux besoins et aux nécessités de la situation moderne. Si c'est là ce que vous voulez, je suis tout disposé à vous suivre dans cette voie ; mais je ne puis admettre sans protestation l'idée émise par M. le Rapporteur qui prétend que nous n'avons pas à y toucher.

Vous êtes bien obligés d'y toucher : ou bien il ne faut pas vous occuper d'hygiène, ou bien il vous faut toucher au décret de 1810.

Si vous voulez le modifier, je crois que vous ferez une chose juste, mais, dans tous les cas, dites au moins que vous le modifiez, car il a bien changé depuis l'époque où il a été rendu.

Tout récemment encore, à Lyon, on délibérait et on délibère encore sur la question de savoir comment l'Administration va classer une usine de force électrique. Ce n'est pas incommode pour les voisins, mais c'est dangereux pour les ouvriers.

Voilà donc le décret de 1810 qui se trouve viser la santé des ouvriers et non pas seulement la sécurité ou la tranquillité des voisins.

Il me semble que c'est là un fait important et dont il y a lieu de tenir compte.

Je demande donc à la Commission de vouloir bien examiner la question attentivement, sérieusement, au lieu de conclure purement et simplement au silence par prétérition sur le décret de 1810.

La première chose à faire serait donc, à mon sens, de reviser ce décret, de l'améliorer, de l'amender. Visez-le au moins dans votre texte, et dites qu'il conserve force de loi.

Ce n'est pas difficile, c'est un mot à mettre dans la loi, et la Commission ne s'y refusera pas, elle comprendra avec moi qu'il est absolument indispensable.

Maintenant que j'ai insisté trop longtemps sur l'objection primordiale que j'avais à présenter, je voudrais dire un mot de l'inspection des établissements industriels.

Ici encore le projet de loi est absolument muet. Quand on a dit : « les inspecteurs » on a tout dit. Les inspecteurs paraissent se suffire à eux-mêmes. On n'entre, à leur égard, dans aucun des détails d'organisation si indispensables cependant.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais les règlements d'administration publique ne s'occupent pas du tout de l'inspection ; elle existe, nous n'avons pas à la créer.

M. CAMESCASSE. — Permettez ; elle n'existe pas encore. Vous essayez de la constituer, voilà tout. Si l'inspection ne nous regarde pas, alors de quoi vous occupez-vous ?

M. LE RAPPORTEUR. — Cela prouve que vous ne vous préoccupez pas vous-même du projet de loi, car vous parlez à côté.

M. CAMESCASSE. — Mais j'ai bien le droit, jep ense, de demander ce que c'est que ces inspecteurs, d'où ils sortent, comment ils se recrutent...

M. RICHARD WADDINGTON. — Lisez la loi de 1874, vous aurez tous ces renseignements.

M. CAMESCASSE. — Je lis non la loi de 1874, mais celle de 1892 ; pour-quoi nous reporter à des lois antérieures, alors surtout qu'elles ne visent pas le même objet ? La loi de 1874, en effet, vise les inspecteurs du travail dans les manufactures, c'est-à-dire qu'elle charge ces fonctionnaires de vérifier si les enfants qui travaillent dans les manufactures ont l'âge légal, et s'ils remplissent les conditions d'instruction prescrites par la loi. Il n'y a rien de plus.

En outre, ce sont ces mêmes inspecteurs, que vous choisirez, je le veux bien, et j'en suis persuadé, le mieux possible, et que vous choisissiez déjà tous les jours pour exécuter la loi de 1874, ce sont ces mêmes inspecteurs que vous allez charger encore, par hypothèse et au préalable, d'examiner les questions les plus redoutables et les plus délicates de l'hygiène publique, de cette hygiène nouvelle que nous essayons de faire pénétrer dans le domaine de la législation !

Messieurs, ces questions sont si délicates que mon honorable ami M. Morel prétend que je ne connais pas la question...

M. LE RAPPORTEUR. — Telle n'est pas ma pensée.

M. CAMESCASSE. — Non, mais que j'étais à côté de la question.

Je crois vous avoir montré — peut-être trop longuement — que j'étais absolument dans la question, du moins en ce qui concerne l'un de ses points essentiels. Si j'ai parlé ensuite des inspections, c'est pour vous dire qu'elles ont une gravité considérable. La loi sera ce que les inspecteurs la feront. Pour entreprendre cette œuvre, ce n'est pas trop d'avoir des connaissances très étendues et un tact spécial. Il ne suffira pas d'aller dans une école examiner des enfants, l'inspecteur aura à chaque instant à étudier l'organisation d'une usine, à contrôler si toutes les conditions très multiples exigées par la loi ont été remplies ou s'il n'y a rien à y changer.

Vous avez donné à ces inspecteurs des droits que, pour ma part, j'ai contribué à modérer un peu avec l'aide de la Commission. Mais le projet de loi y avait mis si peu de réserve que les industriels étaient complètement livrés à ces inspecteurs quelconques.

Je blâme énergiquement cela ; je dis qu'une loi pareille ne peut marcher qu'avec une inspection excellente. Elle nécessite — et je crois avoir le droit de l'exiger — des conditions nouvelles et plus sévères pour l'entrée dans cette carrière.

Je termine, Messieurs, parce que je crois avoir amplement fait connaître la portée des observations que je voulais présenter. Je les résume en vous disant que loin d'être un ennemi de l'hygiène, je suis, au contraire, un de ses partisans les plus résolus.

J'ai vu de près l'exécution de toutes ces lois de nature à assurer l'hygiène dans les établissements industriels eux-mêmes. Il y a, dans le département de la Seine, dix mille établissements dits classés qui tombent sous le coup du décret de 1810. Je crois, quand on a vu de si près ces établissements pendant cinq ans, qu'on peut en parler avec compétence.

Je vous dis que cette législation existante, bonne dans son principe, est un peu ancienne, un peu archaïque pour notre époque ; j'émetts une idée qui est partagée par tous les hygiénistes, par tous les savants et par tous les industriels.

Or, je viens vous dire que vous devez résolument admettre le décret de 1810 ou, si vous ne l'adoptez pas complètement, dites au moins qu'il existe ; sans cela vous aurez fait table rase de toutes les mesures légales. Ne perdez pas de vue surtout la très grande importance de l'inspection. Vous savez assez par l'expérience quotidienne combien il est facile de nommer des fonctionnaires nouveaux sans leur imposer assez de garanties sérieuses. En agissant ainsi, en faisant nommer le premier venu par un préfet ou par une administration quelconque, vous vous exposez à des mécomptes singuliers, à des choix extraordinaires.

On a dit qu'il y avait eu pour l'inspection des nominations fâcheuses. On a cité des exemples qui prêtent à rire. Eh bien, sans entrer dans d'autres développements sur cette question, je me borne à demander que les inspecteurs que vous allez créer à l'appui d'une loi de premier ordre que je voudrais rendre meilleure, je me borne, dis-je, à vous demander que ces inspecteurs aient le sentiment des besoins de la situation et qu'ils rendent à cette loi la vie, l'énergie qui est nécessaire à toute loi bien ordonnée, et surtout à toute loi démocratique. Je me réserve, dans la discussion des articles, de voir si je dois intervenir par voie d'amendements. (*Approbation sur divers bancs*).

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole pour la discussion générale ? . . .

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

ART. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tous genres et leurs dépendances.

« Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire

les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément aux dispositions de la présente loi. »

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté, et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Ils doivent être outillés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés. Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et entretenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques. »

Il y a sur cet article un amendement de M. Félix Martin conçu en ces termes :

« Les mesures d'hygiène, de salubrité et de sécurité, que devront prendre les directeurs des établissements susvisés, en vue de sauvegarder la santé et la vie de leur personnel, seront déterminées par des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et, le cas échéant, de l'Académie de médecine.

« Outre les prescriptions générales relatives à l'aération, à la ventilation, à l'encombrement, aux locaux humides ou obscurs, à l'écoulement et à la pureté des eaux, aux fosses d'aisances, à la prévention des explosions et incendies et aux moyens de sauvetage, aux premiers secours en cas d'accidents, etc., ces règlements détermineront les conditions particulières, les procédés ou appareils de préservation et de protection à imposer soit à certaines industries, soit à certains modes de travail. »

M. Félix Martin n'est pas présent ; il a été rendre les derniers devoirs à notre regretté collègue M. Alfred Mathéy.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission pourrait entendre M. Félix Martin entre les deux lectures, si le Sénat n'y voit pas d'inconvénient.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne n'appuie l'amendement ? . . .

L'amendement est considéré comme retiré, sous la réserve du droit qui appartient à son auteur de le représenter entre les deux délibérations.

(L'article 2, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 3. — Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures détermineront :

« 1^o Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures

générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc. ;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail. »

— (Adopté.)

« ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et des règlements qui y sont prévus; ils ont entrée dans les établissements spécifiés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2, à l'effet de procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés. »

— (Adopté.)

• ART. 5. — Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

« Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre envoyé au parquet.

« Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi. » — (Adopté.)

ART. 6. — Toutefois, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 ci-dessus, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions dudit règlement.

« Cette mise en demeure sera faite par écrit, sur le registre de l'usine; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois.

« Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du commerce et de l'industrie. Ce dernier peut, lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, après avis conforme du Comité des arts et manufactures, accorder à l'industriel un délai dont la durée, dans tous les cas, ne dépassera jamais trois ans.

« Notification de la décision accordant ce délai, ou rejetant la demande, est faite à l'industriel dans la forme administrative; avis en est donné à l'inspecteur. » — (Adopté.)

« ART. 7. — Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés qui auront contrevenu aux dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes con-

statées par le procès-verbal, sans toutefois que le chiffre total des amendes puisse excéder 200 francs.

« Le jugement fixera en outre le délai dans lequel seront exécutés les travaux de sécurité et de salubrité imposés par la loi.

« Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés. » — (Adopté.)

« ART. 8. — Si, après une condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, les mesures de sécurité ou de salubrité imposées par la présente loi ou par les règlements d'administration publique n'ont pas été exécutées dans le délai fixé par le jugement qui a prononcé la condamnation, l'affaire est, sur un nouveau procès-verbal, portée devant le tribunal correctionnel, qui peut, après une nouvelle mise en demeure restée sans résultat, ordonner la fermeture de l'établissement.

« Le jugement sera susceptible d'appel; la cour statuera d'urgence. » — (Adopté.)

« ART. 9. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 50 à 500 francs, sans que la totalité des amendes puisse excéder 2,000 francs.

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'une première condamnation pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution. » — (Adopté.)

« ART. 10. — Les inspecteurs devront fournir, chaque année, des rapports circonstanciés sur l'application de la présente loi dans toute l'étendue de leurs circonscriptions. Ces rapports mentionneront les accidents dont les ouvriers auront été victimes et leurs causes. Ils contiendront les propositions relatives aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité du travail.

« Un rapport d'ensemble, résumant ces communications, sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Adopté.)

« ART. 11. — Tout accident ayant causé une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par le préposé.

« Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident; elle sera faite, dans les quarante-huit heures, au maire de la commune qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical en sera remis, séance

tenante, au déposant. Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental. » — (Adopté.)

ART. 12. — Les inspecteurs sont tenus de garder le secret sur tout ce qui se rapporte aux installations, aux procédés techniques, à la fabrication, et d'une manière générale à l'exploitation des établissements soumis à leur inspection.

« Cette obligation est mentionnée dans la formule du serment que les inspecteurs doivent prêter devant le tribunal civil avant d'entrer en fonctions.

« L'article 378 du Code pénal leur est applicable. » — (Adopté.)

ART. 13. — Seront punis d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive de 500 à 1,000 francs, tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

« Les dispositions du Code pénal, qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire, sont en outre applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs. » — (Adopté.)

ART. 14. — Il n'est rien innové quant à la surveillance des appareils à vapeur. » — (Adopté.)

ART. 15. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi. » — (Adopté.)

ART. 16. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions de lois et règlements contraires à la présente loi. » — (Adopté.)

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à une 2^e délibération.

(Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération.)

DEUXIÈME DÉLIBÉRATION.

SÉANCE DU 4 JUILLET 1892.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er}.

ART. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances.

« Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les

membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément aux dispositions de la présente loi. »

Nous avons, sur cet article, un amendement de M. Girault qui demande la suppression des deux derniers paragraphes.

M. GIRAULT. — J'ai présenté, en deuxième délibération, quelques amendements sur le projet de loi en discussion. Ces amendements, quoique de peu d'importance, me semblent nécessaires, surtout dans une loi démocratique où les moindres faits ne doivent pas être dédaignés. Je demande le rejet des deux derniers paragraphes de l'article 1^{er}, parce que je crois qu'ils sont inutiles et même qu'ils vont contre le but poursuivi par le projet de loi.

Quel est ce but? C'est de protéger les ouvriers contre les accidents et en même temps d'établir certaines mesures d'hygiène.

Peut-être viendra-t-on m'objecter que, dans la récente loi sur le travail des femmes et des enfants dans les manufactures, on n'a pas visé les petits établissements industriels, et que, par conséquent, les inspecteurs n'ont pas le droit d'y pénétrer. Mais autre chose sont les mesures de moralité et autre chose sont les mesures d'hygiène et de préservation contre les accidents. Or, en ce qui concerne le travail des femmes et des enfants dans les manufactures, il ne s'agissait que d'une question de moralité que l'autorité du père ou du tuteur peut suffire à sauvegarder. Mais dans une loi qui a pour objet la sécurité des travailleurs, il en est tout autrement.

Le patron, tuteur ou père de famille, peut quelquefois n'être pas au courant des précautions à prendre et devenir lui-même victime de son ignorance et, s'il en est ainsi, comment pourrait-il, dès lors, protéger efficacement ceux qu'il emploie, qu'ils soient ou non de la famille? Il y a donc lieu de protéger les petits établissements comme les grands. Voici par exemple un petit établissement industriel; on n'y emploie pas de moteur mécanique, mais il y existe, je suppose, une trappe, des engrenages mus par l'homme, mal placés qui peuvent devenir la cause d'accidents; comme on a toujours travaillé sans s'en préoccuper, on continue et un beau jour, un malheur arrive. Quel inconvénient peut-il y avoir à soumettre les petits établissements à l'inspection comme on le fait pour les grands? Les mesures d'hygiène doivent également s'appliquer à tous les établissements, petits ou grands, sans distinction.

Certains petits établissements, par suite du genre de leur industrie, peuvent laisser échapper au dehors des miasmes délétères dangereux pour la santé publique. L'intérêt général se trouve donc sacrifié si des mesures ne sont pas prises. Au point de vue où je me place, loin de porter préjudice au petit industriel, la surveillance que je demande le protège lui-même.

En présentant mon amendement, je n'ai eu en vue que l'intérêt de tous

sans restriction. Cela me fait espérer que la Commission voudra bien appuyer la prise en considération de ma proposition.

M. MOREL, *rapporteur*. — Messieurs, la Commission ne peut accepter l'amendement de l'honorable M. Girault. En effet, notre honorable collègue demande de soumettre à l'inspection non seulement les établissements où il y a des moteurs mécaniques et des chaudières à vapeur, non seulement les établissements dangereux et insalubres, mais encore tous les petits ateliers de famille qui ne rentrent pas dans cette catégorie, si bien qu'un menuisier par exemple qui, dans nos petites communes, emploie avec lui son fils adulte, subirait l'inspection tout comme les grands industriels. Je crois que l'honorable M. Girault irait contre le but qu'il poursuit en maintenant son amendement; car, étant donné leur petit nombre, les inspecteurs ne pourraient accomplir leur fonction d'une façon utile.

L'honorable M. Girault a lui-même prévu l'objection lorsqu'il a parlé de la proposition de loi sur le travail des femmes et des enfants dans les manufactures, qui est en ce moment en discussion devant la Chambre des députés et qui a déjà été votée par le Sénat. Cette proposition de loi est conçue dans les mêmes termes que le projet de loi actuel, et, quoi qu'en dise M. Girault, elle n'est pas faite uniquement au point de vue de la moralité, elle a aussi pour but d'assurer la sécurité et la salubrité pour les femmes et les enfants. L'adoption de l'amendement de M. Girault conduirait à ce résultat bizarre que l'inspecteur aurait le droit de veiller à la sécurité et à la salubrité dans un atelier où seraient employés des adultes et qu'il ne l'aurait pas dans un atelier où travailleraient des femmes et des mineurs.

Ce serait aller absolument contre le but du projet de loi, et la Commission prie le Sénat de rejeter l'amendement de notre honorable collègue. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons procéder au vote de l'article 1^{er} par voie de division.

Je mets aux voix le premier paragraphe dont voici les termes :

« Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances. »

(Le paragraphe 1^{er} est adopté.)

Je mets aux voix les deux derniers paragraphes dont M. Girault demande la suppression. Ils sont ainsi conçus :

« Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire

les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément aux dispositions de la présente loi. »

(Les deux derniers paragraphes de l'article 1^{er} sont adoptés.)

(L'ensemble de l'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté, et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Ils doivent être outillés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés. Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et entretenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques. »

Ici se place un amendement de M. Félix Martin qui est ainsi conçu :

« Modifier les articles 2 et 3 et les réunir en un seul, ainsi libellé :

« Art. 2. — Les mesures d'hygiène, de salubrité et de sécurité que devront prendre les directeurs des établissements susvisés en vue de sauvegarder la santé et la vie de leur personnel, seront déterminés par des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et, le cas échéant, de l'Académie de médecine.

« Outre les prescriptions générales relatives à l'aération, à la ventilation, à l'encombrement, aux locaux humides ou obscurs, à l'écoulement et à la pureté des eaux, aux fosses d'aisances, à la prévention des explosions et incendies et aux moyens de sauvetage, aux premiers secours en cas d'accidents, etc., ces règlements détermineront les conditions particulières, les procédés ou appareils de préservation et de protection à imposer soit à certaines industries, soit à certains modes de travail. »

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, quand le législateur est obligé de faire appel, comme dans le cas présent, au Conseil d'État et aux comités spéciaux pour traduire ses volontés et en assurer l'exécution, je crois qu'il doit se garder d'entrer dans des détails techniques.

Il risque, en effet, de s'y égarer et de commettre des erreurs et des omissions qui peuvent avoir des conséquences très fâcheuses, et même des bévues qui peuvent lui attirer les railleries des hommes expérimentés.

Dans cet ordre d'idées, je trouve que cet article 2 est absolument inadmissible. Il débute ainsi :

« Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état

constant de propreté, et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Ils doivent être outillés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. »

Cette rédaction est, selon moi, tout à fait critiquable pour plusieurs raisons. D'abord elle semble dire qu'actuellement, sous l'empire du droit commun et tant que la présente loi ne sera pas votée, les établissements visés à l'article 1^{er} ne sont pas tenus d'assurer la salubrité et la sécurité de leur personnel.

Or, c'est une erreur manifeste, car les articles 1382 et suivants du Code civil, 319 et 320 du Code pénal y pourvoient déjà. C'est même l'application rigoureuse de l'article 1382 qui a obligé la plupart des industriels à prendre toutes les précautions voulues pour garantir leurs ouvriers contre les accidents.

On peut même se demander si la loi nouvelle ne va pas dans certains cas affaiblir l'effet de cet article 1382. Que va-t-il arriver, en effet? Actuellement les tribunaux s'ingénient souvent à découvrir une imprudence, une négligence, si légère qu'elle soit, à la charge des patrons, pour pouvoir accorder des dommages et intérêts à la victime.

Quant le projet actuel sera voté, que le patron aura prouvé qu'il a obéi à toutes les prescriptions de la loi, que l'inspecteur du travail n'a relevé contre lui aucune contravention au sujet de l'installation de la machine auteur de l'accident, je crains bien que les tribunaux ne se montrent plus si indulgents que par le passé.

Si donc la réglementation nouvelle calme les appréhensions des patrons elle pourra diminuer par contre les chances que les victimes ont actuellement d'obtenir des dommages-intérêts. Elle ne sera donc pas, dans certains cas, si salubre qu'on se l'imagine.

De cette première partie de l'article 2, il semble résulter, en outre, que les établissements non visés à l'article 1^{er} ne sont pas tenus d'assurer la sécurité et la salubrité de leurs ateliers. Est-ce que les grands magasins par exemple, où sont installés des monte-charges, des ascenseurs, des appareils électriques et à gaz, ne seront pas obligés aussi de prendre certaines précautions pour éviter des accidents à leur personnel, bien qu'ils ne soient pas visés à l'article 1^{er} et soumis à l'inspection?

Cette rédaction laisse au moins subsister une équivoque fâcheuse. Mais ce n'est pas tout. Les prescriptions contenues dans cette première partie de l'article 2 sont tellement vagues que les industriels ne sauront jamais s'ils s'y sont conformés. Qui aura qualité pour leur dire : telle condition nécessaire à la santé de votre personnel n'est pas remplie; vous n'êtes pas outillé de manière à garantir la sécurité des travailleurs? Sera-ce l'inspecteur du travail? Alors cet inspecteur aura toute l'autorité du Conseil d'Etat, du Comité des arts et manufactures. Il sera souverain. C'est l'arbitraire en permanence et des décisions contradictoires suivant les régions et les usines.

Ce système est inadmissible. Quant à moi, je n'en comprends que deux. On mettra dans la loi toutes les prescriptions que nous jugeons utiles, ou — et c'est le système préférable, car nous manquons de compétence pour cet

objet, — donner carte blanche au Conseil d'État, aidé par le Comité des arts et manufactures.

Si j'examine maintenant l'article 2 en détail, je vois tout d'abord que :

« Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté. »

« Dans un état constant de propreté ! » N'est-ce pas là une disposition des plus vagues et des plus singulières et qui me semble dépasser la limite des exigences permises même au législateur ?

Et puis, quelle est la signification exacte de ce terme « propreté » ? Et qui sera juge de l'état de propreté ? La question est fort délicate.

Un sénateur à gauche. — On a déjà inséré ces termes-là dans des lois qui ont été votées.

M. FÉLIX MARTIN. — Ce n'est pas une raison. D'ailleurs, dans la loi sur le travail des enfants, cela pouvait à la rigueur se comprendre ; mais ici il s'agit d'adultes, de chantiers et d'ateliers les plus variés, où l'état de propreté importe bien peu le plus souvent. Il y a à éviter des dangers autrement grands et pressants, sans s'occuper de pareilles minuties.

Quant à moi, je crois que cette prescription ridicule restera absolument lettre morte, ou qu'elle sera la cause de difficultés et de réclamations sans nombre, et peut-être de véritables tracasseries.

Maintenant si la propreté est une chose excellente, — et je vous l'accorde, — pourquoi l'isolez-vous et la mettez-vous ainsi en vedette ?

Vous parlez plus loin des « conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel ». Est-ce que la propreté par hasard ne fait pas partie des conditions d'hygiène ? En vérité, ces distinctions et cette réglementation à outrance font sourire !

La phrase suivante dit : « Ils doivent être outillés de manière à garantir la sécurité des travailleurs ». C'est là encore une disposition absolument vague et sujette à d'innombrables interprétations.

Quant à cette expression « outillés », elle est manifestement impropre : on s'outille pour produire ; pour garantir la sécurité des travailleurs, on s'aménage, on prend certaines précautions, on utilise certains appareils de protection ou certains procédés, on ne s'outille pas.

Je n'insiste pas et je passe. Après avoir édicté les prescriptions générales que je viens de rappeler, il semble qu'on devait s'arrêter et renvoyer à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les détails de la mise à exécution.

Il n'en est rien. Le législateur éprouve le besoin de faire l'entendu, de montrer sa compétence et il ajoute :

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. »

Par suite d'un véritable contre-sens, car ici il ne s'agit pas des conditions du travail des enfants, mais bien de la sécurité pour les adultes, cette disposition est empruntée à la loi sur le travail des enfants et on l'a modifiée si malheureusement qu'elle est encore plus obscure qu'elle ne l'était dans la loi de 1874. La loi de 1874, en effet, disait : « Dans les usines à moteurs mécaniques ». Ici on dit : « Dans les établissements contenant des appareils mécaniques ».

C'est d'un vague effrayant. Des appareils mécaniques ? Mais il y en a partout. Aux devantures de Charrière et de Mathieu, vous pouvez voir des bras, des pieds, des mains articulés, ce sont là des appareils mécaniques. Une machine à coudre, une voiture, une brouette, une tondeuse, une faucheuse, etc., sont aussi des appareils mécaniques.

Vos établissements contenant des appareils mécaniques n'ont donc aucune signification précise et utile.

La loi de 1874 disait encore : « Les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront . . . », etc. Ici vous dites : « ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger ». C'est infiniment plus vague et plus élastique. Et qui décidera que ces organes peuvent offrir une cause de danger ? L'inspecteur du travail, lui seul, toujours lui, avec accompagnement de procès-verbaux ? Eh bien, je plains sincèrement les patrons qui auront affaire à des inspecteurs méticuleux et qui voudront faire du zèle !

Mais je laisse ces critiques de détail qu'il serait aisé de multiplier, et, considérant la disposition dans son ensemble, je prétends qu'elle est à la fois inutile, nuisible et insuffisante.

Si l'atelier occupe des enfants, elle est inutile, puisque la loi de 1874 est applicable et qu'elle la contient. Si l'atelier n'emploie que des adultes, elle est beaucoup trop rigoureuse et va être impraticable. Si vous obligez à séparer des ouvriers les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe, etc., vous allez tellement encombrer l'atelier de barrières, de grilles et même de murailles, qu'il sera impossible d'y faire les manœuvres ordinaires et même de surveiller la marche de ces courroies et de ces engrenages.

Maintenant, qu'il y ait ou non dans l'atelier des enfants mêlés aux adultes, je dis que votre prescription est insuffisante, inefficace, illusoire au point de vue de la sécurité.

En effet, vous oubliez absolument de protéger les ouvriers qui courent le plus de risques, c'est-à-dire ceux que le service va mettre forcément en contact avec ces courroies et ces engrenages, malgré les séparations fixes ou mobiles qui peuvent en défendre l'approche aux autres ouvriers ou aux enfants.

Ce sont pourtant ceux-là dont le sort nous intéresse le plus. Eh bien, puisque vous visez, dans cet article 2, les engrenages par exemple, vous ne pouvez vous contenter de dire qu'ils seront séparés d'une certaine façon des ouvriers. Vous devez prescrire de bien autres mesures de protection ; vous devez dire que tous les engrenages devront être garantis par des couvre-engrenages. Et dans certains cas même, ce ne sera pas suffisant. Pour défendre les ouvriers même contre leur propre imprudence, vous devrez stipuler que,

par tel ou tel dispositif, ces couvre-engrenages ne pourront pas être enlevés tant que la machine est en marche.

De même pour les courroies de transmission. Vous devez prescrire les précautions à prendre pour l'embrayage et le débrayage.

En vous contentant de prescrire des grilles et des barrières, vous faites une œuvre incomplète et vaine. De plus, vous gênez l'action du Conseil d'État et des ingénieurs, car les comités n'ont pas le droit de dépasser l'intention du législateur. Or, dans l'espèce, le législateur limite à des séparations les mesures de sécurité à prendre.

M. LE RAPPORTEUR — La prescription n'est pas limitative.

M. FÉLIX MARTIN. — Pardon, vous dites que les courroies et engrenages seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. C'est à cela seulement que vous limitez les obligations du patron. Mais alors que les ouvriers sont en contact avec ces appareils dangereux, vous ne prescrivez plus de mesures, ni d'appareils de protection; vous n'en prévoyez même pas. Votre volonté, qui devra être respectée par le Conseil d'État, est donc de vous en tenir à ce minimum tout à fait insuffisant de préservation.

Un sénateur à gauche. — On ne peut pas empêcher les ouvriers d'approcher de leur métier!

M. FÉLIX MARTIN. — Évidemment. Mais quand ils approchent d'un métier dangereux, il faut qu'ils soient mis à l'abri des accidents par des appareils spéciaux, d'ailleurs faciles à installer dans la plupart des cas.

Il faut même que les patrons garantissent leurs ouvriers contre leur imprudence. Beaucoup de tribunaux ont condamné des patrons qui avaient négligé ce devoir.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est aux ouvriers à se garantir eux-mêmes.

M. FÉLIX MARTIN. — C'est à eux, à eux seuls de se garantir! Mais comment pourraient-ils le faire la plupart du temps? Dans l'entraînement du travail, ne peuvent-ils pas manquer d'attention ou oublier de prendre certaines précautions? Vous leur en ferez donc un crime, et si un accident survient, vous exonérerez le patron de toute indemnité?

Heureusement que la plupart des patrons ne partagent pas votre manière de voir et qu'ils ne laissent pas à leurs ouvriers seuls le soin de se garantir. Non; et c'est à leur éloge, ils s'ingénient à perfectionner de plus en plus leurs appareils de protection, de façon que, même inattentifs, même imprudents, leurs ouvriers ne puissent être blessés.

Si vous ne voulez prescrire dans la loi nouvelle que les mesures élémentaires de sécurité qui sont prises dans les ateliers défectueux, ce n'était vraiment pas la peine de la faire.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous voulez dire qui sont prises dans les meilleurs.

M. FÉLIX MARTIN. — La disposition suivante prête aux mêmes critiques. Après avoir édicté des prescriptions générales en tête du paragraphe au point de vue de la sécurité, après avoir prévu le règlement d'administration publique chargé d'en assurer l'exécution, dire : « Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés », c'est véritablement enfantin.

Je suppose que nous fassions une loi pour empêcher les accidents dans les fabriques de poudre à canon, par exemple. Après avoir dit : « Un règlement d'administration publique déterminera les mesures de sécurité à prendre dans ces fabriques », est-ce que nous nous aviserions d'ajouter : « Art. 2. — Il devra être défendu de fumer la pipe au-dessus des barils de poudre » ? (*Rires.*)

Eh bien, la clôture des puits et des trappes est de la même famille et de la même force.

Mais cette laconique disposition présente un bien plus grave inconvénient. Vous ne forcez à clôturer que les puits, trappes et ouvertures. Et les bassins, les cuves, les chaudières, les fosses, les conduites d'eau, les paliers, les plates-formes resteront donc sans clôture ou garde-fou ? Il le faudra bien, car le Conseil d'État ne pourra aller plus loin que vous sur ce point précis que vous avez épuisé dès lors que vous y avez touché.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais pas du tout. C'est indicatif et non limitatif.

M. FÉLIX MARTIN. — Dans l'article 3, oui, vous faites une énumération indicative, parce que vous avez bien soin d'ajouter : « etc. » ; mais ici, il n'y a pas de « etc. ». Votre énumération est donc limitative.

Votre disposition est encore limitative dans un autre sens. Vous dites que les puits, trappes et ouvertures doivent être « clôturés ». Vous n'imposez donc que cette mesure de protection, et cela se comprenait dans la loi sur le travail des enfants. Mais, ici, il n'en est plus de même. Il ne suffit pas, pour prévenir les accidents, que les puits et trappes soient clôturés, il faut encore qu'on les établisse d'une certaine façon, qu'on les munisse de certaines rampes, d'escaliers spéciaux, de portes et de fermetures de sûreté. Or le Conseil d'État ne pourra même pas réparer votre oubli.

Votre disposition n'est donc pas seulement inutile, elle est très fâcheuse et même nuisible. Elle va contre les intérêts des ouvriers que nous entendons protéger.

Si j'entre dans le détail, je puis me demander quelle est la signification exacte du mot « puits » tout court.

Dans la loi de 1874, il se comprenait : il visait les puits de mine. Mais la loi actuelle ne s'occupe pas des mines ; c'est donc par pure étourderie qu'on y a introduit cette expression. Elle y est dépaylée.

Que visez-vous aussi par ce mot fort vague « ouvertures » ? Allez-vous faire mettre des grillages et des barreaux aux fenêtres, qui sont, j'imagine, des

ouvertures. Ce sera gai comme une prison. (*Sourires.*) Et si un incendie se produit, ce ne sera pas commode de sauter par les fenêtres. (*Hilarité.*)

J'arrive à la fin du paragraphe : « Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et entretenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité. » Voici, vous en conviendrez, une disposition qui n'apprendra rien à personne, pas plus aux intéressés qu'aux conseils chargés de dresser les règlements d'administration publique. C'est la lourde paraphrase des prescriptions qui précèdent.

La rédaction est même tellement singulière que, prise à la lettre, elle vise non pas la sécurité des travailleurs, mais la sécurité des machines elles-mêmes, qu'on entoure de sollicitude. C'est comme si l'on disait : « Les coffres-forts où sont enfermés les livres et les valeurs de l'usine doivent être installés dans les meilleures conditions possibles de sécurité. »

Je relève encore ce gros mot « engins ». Voilà une expression qui jouit depuis quelque temps d'une grande faveur au Parlement. On la prodigue volontiers.

Or qu'appelle-t-on engins ? et quels engins pourrait-on me citer qui ne soient pas des machines ? Je crains bien que toutes ces fantaisies ne fassent sourire MM. les ingénieurs qui, heureusement, ont à leur service des expressions plus claires et plus techniques, et je regrette qu'on ne s'en soit pas rapporté à eux pour établir et rédiger ces différentes prescriptions.

En résumé, vous voyez, Messieurs, que l'article 2 tout entier manque absolument de précision, de clarté et de méthode, bien qu'il soit minutieux jusqu'au ridicule (*Exclamations au banc de la Commission*) et absolument incomplet.

Oh ! je sais parfaitement que ce n'est pas la Commission du Sénat qui a accouché de cette rédaction. Qu'elle ne s'offusque donc pas si j'emploie le mot cru.

Je dis, Messieurs, que cet article est absolument insuffisant, car il se borne à toucher à un seul côté de la question, il ne vise guère, en effet, que les grandes manufactures et usines où beaucoup a été fait au point de vue de la sécurité, où les réformes sont le moins urgentes. Il est donc à la fois insuffisant, inutile et nuisible ; j'espère que le Sénat n'en laissera pas subsister une seule ligne.

Deux mots maintenant sur l'article 3.

Il est dit, dans cet article, que des règlements d'administration publique détermineront les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'aération, les fosses d'aisances, etc., et, en second lieu, mais postérieurement, à des époques indéterminées, les prescriptions particulières relatives à certaines industries et à certains modes de travail.

Cette manière de procéder serait, à mon avis, absolument irrationnelle, regrettable et illusoire. Que nous disions : le premier ou les premiers règlements d'administration publique détermineront les mesures générales relatives à la ventilation, etc., c'est très bien, mais c'est tout à fait insuffisant. Ce n'est pas du tout le côté le plus important de la question de salubrité et de sécurité qui nous occupe. Ce qui doit nous intéresser davantage, ce sont les

accidents et l'insalubrité de certaines industries et de certains modes de travail, et il n'y a aucune raison de remettre au lendemain le règlement d'administration publique qui doit apporter un remède à cette situation fâcheuse.

Il faut qu'immédiatement le règlement d'administration publique dise, par exemple : Dans les fabriques de phosphore, telle précaution est obligatoire, et telle autre dans les fabriques de céruse. Dans les scieries mécaniques, dans les verreries, etc., tel appareil devra être installé ou tel procédé employé. Il faudra placer tel écran auprès des laminoirs ou des marteaux-pilons. Les ascenseurs, les monte-charges devront être garantis par tel système de panneaux, de portes ou de fermetures. Les courroies de transmission devront être munies de tel ou tel dispositif. Le broyage dans tel ou tel moulin devra se faire par voie humide, etc.

Si vous vous contentez de réglementer l'éclairage, l'installation des fosses d'aisances, les eaux potables, vous n'aboutirez à aucun résultat sérieux. C'est pour la galerie que vous faites votre loi. (*Hilarité.*)

Par mon amendement, je propose de modifier les articles 2 et 3 et de les réunir en un seul qui serait ainsi libellé :

« Art. 2. — Les mesures d'hygiène, de salubrité et de sécurité que devront prendre les directeurs des établissements susvisés, en vue de sauvegarder la santé et la vie de leur personnel, seront déterminées par des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et, le cas échéant, de l'Académie de médecine.

« En outre, des prescriptions générales relatives à l'aération, à la ventilation, à l'encombrement, aux locaux humides ou obscurs, à l'écoulement et à la pureté des eaux, aux fosses d'aisances, à la prévention des explosions en incendies et aux moyens de sauvetage, aux premiers secours en cas d'accidents, etc., ces règlements détermineront les conditions particulières, les procédés ou appareils de préservation et de protection à imposer soit à certaines industries, soit à certains modes de travail. »

Vous le voyez, Messieurs, les premières lignes posent nettement le principe. Les industriels savent que, concurremment avec les mesures de salubrité et de sécurité que l'humanité et l'intérêt peuvent leur suggérer, ils auront à en prendre d'autres obligatoirement.

Mais ces mesures, il faut qu'elles soient bien précisées. Par qui ? Ce ne peut être évidemment par les inspecteurs du travail, car cela nous conduirait à l'arbitraire, à des inégalités de région à région et même d'usine à usine. Non, ces mesures devront — et préalablement, bien entendu — être déterminées par le Conseil d'État avec la collaboration du Comité des arts et manufactures. J'ajoute même : « et le cas échéant, de l'Académie de médecine ».

M. le Rapporteur, dans son rapport, dit bien que le Comité consultatif des arts et manufactures est parfaitement compétent dans la question d'hygiène et de salubrité. Mais je ne suis pas tout à fait de son avis. Certes, il peut y avoir dans le Comité des arts et manufactures plusieurs hygiénistes distingués. Ce sont ceux-là qui feront les prescriptions, les autres opineront du bonnet, ; nous n'aurons pas les mêmes garanties qu'avec l'Académie de médecine.

Dans le second paragraphe, je spécifie bien que les règlements d'administration publique devront être divisés en deux parties.

Dans la première partie figureront toutes les prescriptions relatives à l'aération, la ventilation, l'encombrement, etc. Ici, le législateur a les coudées franches, ce sont des idées et des questions générales qui lui sont familières; il peut donc, sans inconvénient, étendre son énumération. Je me suis permis de viser, de plus que la Commission, l'encombrement, l'humidité des locaux, les moyens de sauvetage en cas d'incendie, les premiers secours en cas d'accidents. Ces additions s'expliquent et se défendent toutes seules.

Par contre, j'ai supprimé ces mots qui figurent dans le texte de la Commission: « l'évacuation des poussières et vapeurs ». Voici pourquoi.

S'il s'agit des poussières et des vapeurs ordinaires comme il s'en produit dans tous les ateliers, la question est réglée par l'aération, la ventilation, qui sont comprises dans les mesures générales. S'il s'agit des poussières et des vapeurs « professionnelles », la question est toute autre et bien plus importante. Elle doit être renvoyée à la deuxième partie du règlement d'administration publique qui vise les industries particulières et certains modes de travail.

D'autre part, l'expression « évacuation » est insuffisante. Vous savez, Messieurs, à quels dangers, à quelles terribles maladies sont exposés les ouvriers qui travaillent au milieu des poussières et des vapeurs. Je vais citer à ce sujet un passage du docteur Monin dans l'*Hygiène industrielle*. Voici ce qu'il dit à propos des poussières :

« Les professions à poussières tiennent une place importante parmi les conditions qui prédisposent à la phtisie. La phtisie professionnelle s'attaque, préférablement de beaucoup, aux industries qui donnent naissance à des poussières animales: brosiers, tapissiers, coupeurs d'étoffes. Après les poussières animales, les poussières minérales et métallurgiques aiguës sont les plus dangereuses; les aiguiseurs d'aiguilles et de limes, les tourneurs et scieurs de nacre, les rémouleurs, carriers, ardoisiers, verriers, fournissent au grand minotaure pathologique de nombreuses victimes. Un empointeur d'aiguilles, nous dit la statistique, succombe toujours à la phtisie en dix ans: l'humanité exigerait donc que l'on rendit obligatoire, dans cette intéressante industrie, l'emploi de la machine de Graf, qui supprime la meule et par conséquent les poussières.

« L'aiguisage et le polissage par voie humide devraient d'ailleurs être exigés partout. Le remplacement des meules par les cylindres, en minoterie, a économisé des milliers de vies humaines. »

Vous voyez qu'il ne faut pas prévoir seulement l'évacuation des poussières. Il est permis d'espérer qu'avec les progrès de la science, on découvrira des procédés pour les supprimer toutes, comme on le fait déjà pour quelques-unes.

Pour les vapeurs, c'est la même chose, l'évacuation ne suffit pas. Il y a des procédés pour les condenser, pour les neutraliser, pour les précipiter. Il faut que cela soit prévu par la deuxième partie du règlement d'administration publique. Ces questions sont parfaitement étudiées et connues, et par

conséquent le Comité des arts et manufactures peut indiquer, à très bref délai, les mesures à prendre dans tous ces cas particuliers pour protéger la santé et la vie de ces malheureux ouvriers, véritables condamnés à mort. Rien n'empêchera plus tard de les compléter, au fur et à mesure des nécessités constatées et suivant que l'expérience aura montré que tel procédé ou appareil est efficace et pratique.

Il me semble que mon amendement contient tout ce que les articles 2 et 3 de la Commission renferment d'essentiel. Les prescriptions qu'il indique sont à la fois nécessaires et suffisantes pour permettre au Conseil d'État de faire une œuvre utile et complète avec la collaboration du Comité des arts et manufactures et, le cas échéant, de l'Académie de médecine, avec l'aide des législations étrangères, avec le concours même des associations professionnelles contre les accidents que nous possédons en France et qui ont obtenu de merveilleux résultats. Il pourra nous fournir à bref délai un véritable code de la sécurité et de la salubrité dans les ateliers. Si l'on tient prudemment, mais fermement, la main à l'exécution de ces salutaires prescriptions, nous pouvons épargner beaucoup de souffrances et de maladies à la France industrielle et lui conserver chaque année, j'en suis convaincu, plusieurs milliers de vies humaines.

M. MOREL, *rapporteur*. — Messieurs, dans les articles 2 et 3 qui viennent d'être critiqués tout à l'heure par l'honorable M. Martin, nous nous sommes efforcés de faire concorder notre rédaction avec le texte qui avait été précédemment voté par la Chambre des députés et avec ceux votés par le Sénat et par la Chambre dans la loi sur le travail des femmes et des enfants.

Je voudrais répondre seulement quelques mots aux critiques formulées par l'honorable M. Martin. Il nous a dit d'abord que la législation telle qu'elle était conçue dans l'article 2 laissait croire que jusqu'à présent il n'y avait eu rien de fait, et que l'article 1382 serait très suffisant. Cependant l'honorable M. Martin ne va pas jusqu'au bout dans la logique, puisqu'après avoir dit que l'article 1382 serait très suffisant...

M. FÉLIX MARTIN. — Je n'ai pas dit cela.

M. LE RAPPORTEUR. — Pardon, vous l'avez dit, je l'ai écrit à l'instant sous votre parole. Après avoir dit que cet article est suffisant, vous proposez un texte pour l'article 2.

Si l'article 1382 est suffisant, nous n'avons pas besoin de faire la loi, mais vous ne le trouvez pas suffisant vous-même, puisque vous présentez un amendement.

Vous demandez ensuite : Qui est-ce qui va dire aux industriels ce qu'il sera nécessaire qu'ils fassent ?

Mais c'est le règlement d'administration publique prévu dans l'article 3 du projet de loi qui édictera les conditions et les prescriptions nécessaires. L'industriel ne sera pas entre les mains de l'inspecteur ; l'industriel et l'inspecteur auront tous les deux le règlement ; le premier devra s'y conformer, le second l'appliquera.

Vous avez parlé des dispositions de l'article 2, vous avez dit que ses dispositions étaient la reproduction de celles prises au point de vue des travaux des enfants dans les manufactures, et que vous ne comprenez pas qu'on pût faire une assimilation de ce genre. Puis vous avez été entraîné à la faire vous-même. Il est évident que les dispositions sur l'hygiène et la sécurité, bonnes à appliquer lorsqu'il s'agit du travail des enfants dans les manufactures, sont également utiles lorsqu'il s'agit du travail des adultes.

Il y a là une concordance frappante. Ce sont les mêmes inspecteurs qui surveillent le travail dans les deux cas, et il est bon que la loi relative aux adultes soit, autant que possible, en conformité dans ses dispositions avec celle sur le travail des enfants.

M. FÉLIX MARTIN. — Je n'ai pas du tout tenu le langage que vous me prêtez.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous nous avez parlé des dispositions de l'article 2 et vous avez dit que cet article était limitatif. Je n'ai pas pu m'empêcher de vous adresser de mon banc une dénégation. Il n'y a pas de limitation, puisque, dans l'article 3, on dit :

« Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

« 1° Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis. »

Par conséquent, dans les trois mois, un règlement d'administration publique édictera les mesures à prendre.

Nous avons voulu seulement, dans l'article 2, indiquer le sens général dans lequel nous désirions que le règlement d'administration publique soit rédigé; mais il n'y a là, je le répète, rien de limitatif.

Après avoir lu l'article 2, M. Félix Martin nous a dit : Vous mettez : « au fur et à mesure des nécessités constatées, etc. . . », et vous ne fixez pas de date pour cela.

Non, nous ne fixons pas de date. Il est certain que le Conseil d'État fera un règlement pour ces industries le plus tôt possible; mais nous avons estimé que telle industrie peut se produire dans des conditions qui n'existent pas aujourd'hui et nous voulons que le Conseil d'État ait le droit, au fur et à mesure que ces nouveaux modes de travail se produiront, de fixer les mesures nécessaires pour protéger les ouvriers de ces industries.

M. FÉLIX MARTIN. — Il faut faire d'abord un règlement pour les industries connues.

M. LE RAPPORTEUR. — Évidemment; mais c'est le but du deuxième paragraphe de l'article 3, qui prévoit la réglementation pour les dangers connus.

M. Félix Martin, dans son amendement, nous a parlé de l'Académie de médecine, mais jusqu'à un certain point, par la rédaction de l'article 3, la

Commission lui donne satisfaction, puisqu'elle adopte l'amendement de M. Camescasse qui, à l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, ajoute l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France, qui me paraît plus apte à donner un avis pratique sur ces matières que l'Académie de médecine occupée de beaucoup d'autres travaux plus scientifiques.

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, comme cela m'arrive d'ordinaire, M. le Rapporteur a passé à côté des observations que j'ai présentées. . .

M. CUVINOT. — Vous commencez par un compliment! (*Rires.*)

M. FÉLIX MARTIN. — . . . et m'a prêté des affirmations que je n'ai pas émises. Je n'ai nullement dit que l'article 1382 était suffisant pour garantir la sécurité des ouvriers. J'ai seulement constaté que l'application énergique de l'article 1382 était la principale cause des progrès qui ont été réalisés depuis un certain nombre d'années dans l'industrie au point de vue de la prévention des accidents.

J'ai, de plus, exprimé cette crainte que la réglementation nouvelle vient, en certains cas, affaiblir le stimulant très efficace de l'article 1382, mais je n'ai pas dit qu'il fallait s'en contenter et que la loi proposée fût inutile. Si je ne la jugeais pas utile et salutaire, je ne m'évertuerais pas, sans grand succès probablement, à la rendre moins informe dans quelques-uns de ses détails.

J'avais démontré que toutes les prescriptions de détail de l'article 2 étaient insuffisantes.

M. le rapporteur me répond que le règlement d'administration publique les complétera. Or cela lui sera impossible dans la plupart des cas; et dans les autres, puisque le législateur a été incapable de mener l'œuvre à bien, pourquoi l'a-t-il entreprise?

Qu'y a-t-il donc en somme dans votre article 2? Trois prescriptions: d'abord la propreté obligatoire; en second lieu, l'obligation de séparer les engrenages des ouvriers, et enfin l'obligation d'entourer les puits d'une clôture. Eh bien, vraiment, le Conseil d'État et le Comité des arts et manufactures n'auraient-ils pas trouvé cela tout seuls?

Il est probable que si; et malgré le respect que je dois au législateur, je suis convaincu qu'ils auraient libellé ces prescriptions dans un tout autre style que celui qui s'étale dans l'article 2.

Il eût donc été préférable de donner carte blanche au Comité consultatif des arts et manufactures. Il nous aurait assuré un texte clair et complet à la place de cet étrange article 2 que je serais honteux de voir adopter par le Sénat. (*Murmures.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Félix Martin.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Je mets aux voix le paragraphe 1^{er} en réservant l'amendement de M. Camescasse.

(Le premier paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

M. Camescasse propose d'ajouter au premier paragraphe, après les mots « nécessaires à la santé du personnel », ces termes : « sans préjudice des dispositions du décret de 1810 et des décrets subséquents traitant des établissements dangereux ou incommodes ».

M. CAMESCASSE. — Messieurs, je me suis expliqué en première lecture sur ce que j'entendais par la nécessité de maintenir dans la loi qui nous occupe une mention sur le décret de 1810 qui règle les établissements incommodes, dangereux ou insalubres. Des explications qui se sont échangées dans la Commission, il résulte que le décret de 1810, du moins M. le Rapporteur me l'affirme, n'est pas touché . .

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce et de l'industrie*. — C'est cela !

M. CAMESCASSE. — Cette affirmation de M. le Ministre du commerce et de l'industrie m'amène à lui dire que je considère le décret de 1810 comme un décret trop ancien, qui a besoin d'être rajeuni. J'appelle sur ce point particulier toute son attention, le décret de 1810 ne répondant plus, suivant moi, aux nécessités du temps.

M. le Ministre reconnaissant lui-même que ce décret doit être repris et modifié, je me contente de cette affirmation autorisée, et je retire mon amendement. (*Très bien ! très bien ! sur plusieurs bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement étant retiré, nous arrivons au paragraphe 2, sur lequel il y a un amendement de M. Girault, qui consiste à terminer le paragraphe 2 à ces mots : « Les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers. »

M. Girault rédige ainsi la suite de l'article :

« Les roues, courroies, engrenages ou tout autre organe dont l'approche est rendue nécessaire par les nécessités du service seront munis d'appareils qui, dans la limite du possible, en rendent l'approche sans dangers. Les puits . . . » (Le reste comme au projet.)

M. GIRAULT. — Messieurs, je suis un partisan très déterminé de la loi. Aussi, est-ce pour cela que je cherche ce que nous pouvons décider nous-mêmes en dehors du Conseil d'État, de manière à prévoir le plus possible et à ne laisser à son appréciation que des mesures d'organisation administrative. Quelles seront les mesures principales qui devront garantir les ouvriers ?

Je me place en ce moment au point de vue mécanique des accidents. Seulement, il y a deux sortes d'engrenages. D'après l'article 2, que je propose d'amender, on dit : « Dans tout établissement contenant des appareils méca-

niques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers. . . »

Avec cette simple mesure, on peut empêcher des accidents. Mais votre article ajoute: « . . de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service ».

Et alors, si les besoins du service exigent qu'il y ait approche, les ouvriers ne sont plus garantis, il y a un véritable danger pour eux. (*Approbation.*)

C'est sur cette partie de l'article que j'ai présenté mon amendement. Je demande que lorsque les besoins du service exigent l'approche de l'engrenage, cet engrenage soit muni d'un appareil qui le rende inoffensif. (*Très bien!*) Cela est impossible? Je vous assure que non. C'est très possible et, imposé par la loi, on le fera.

Ainsi je prendrai comme exemple ce qui est le plus souvent une cause d'accident: la courroie, la poulie.

Eh bien, mettez, entre les deux parties de la courroie, un panneau quelconque solidement fixé qui masque la partie intérieure de la poulie, vous évitez ainsi tout accident. Faites mieux. Que la partie de la courroie qui suit l'entraînement passe dans un tuyau méplat, même très court, et qui sera fixé au panneau, vous rendez tout accident impossible.

Il s'agit là d'un tout petit appareil qui peut s'installer à peu de frais. Pour les engrenages dont le service n'exige pas l'approche, vous avez indiqué, dans la première partie de l'article, les mesures qui doivent être prises.

Mon amendement complète l'article. J'espère donc que la Commission voudra bien en accepter le renvoi ou en appuyer la prise en considération.

Je donne lecture de l'amendement :

« Les roues, courroies, engrenages ou tout autre organe dont l'approche est rendue nécessaire par les nécessités du service seront munis d'appareils qui, dans la limite du possible, en rendent l'approche sans danger. »

Si l'engrenage, la poulie ou la courroie sont munis d'un appareil spécial, qui les rendent sans danger, vous empêchez, en introduisant cette disposition dans l'article, tout accident. Il y a assez longtemps que les ouvriers sont victimes d'accidents pour que les mesures les plus énergiques soient prises afin de les éviter.

La loi, telle que vous la présentez, est insuffisante.

Il faut absolument, je le répète, obliger l'industriel à prendre les mesures nécessaires pour que engrenages, courroies, poulies et généralement tous les appareils mécaniques restent absolument inoffensifs.

Cela se peut; les preuves existent. J'insiste encore et énergiquement pour que la Commission ne s'oppose pas à la prise en considération de mon amendement.

Il y a deux ans, j'ai eu l'honneur d'être rapporteur d'une pétition d'un M. Oviève, qui demandait que la loi dont nous nous occupons fût votée, afin d'éviter les accidents.

Le Sénat avait approuvé en renvoyant la pétition au Ministre compétent; il est donc tout naturel que nous fassions cette loi aussi complète que possible. (*Marques d'approbation sur divers bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission est absolument d'accord au fond avec l'honorable M. Girault. Entre lui et nous, il n'y a absolument qu'une question de rédaction.

Que dit, en effet, la Commission : « que les engrenages, etc., seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service ».

Que dit l'honorable M. Girault ? il dit que « les engrenages, etc., seront munis d'appareils qui, dans la limite du possible, en rendent l'approche sans danger ».

Vous le voyez, Messieurs, nous sommes absolument d'accord au fond. Evidemment, nous ne pouvions pas, ici, en légiférant, viser ces appareils.

M. FÉLIX MARTIN. — Mais il ne fallait pas viser les engrenages !

M. LE RAPPORTEUR. — C'est le règlement d'administration publique qui...

M. FÉLIX MARTIN. — Mais pourquoi parlez-vous des engrenages ?

M. LE RAPPORTEUR. — Monsieur Martin, je n'ai pas dit que votre amendement était ridicule.

Je dis que la Commission est d'accord avec M. Girault, mais qu'elle maintient sa rédaction parce qu'elle croit que c'est le règlement d'administration publique qui pourra seul fournir en détail les meilleurs moyens de sauvegarde, après que la loi les aura indiqués d'une manière générale. (*Très bien ! très bien !*)

M. GIRAULT. — Messieurs, je regrette la décision de la Commission. Vous êtes en présence d'un fait très simple : la Commission, en généralisant, oblige les industriels à munir d'appareils tous les engrenages, ce qui les entraînera à des frais inutiles. En faisant, au contraire, deux catégories, vous sauvegarderez l'intérêt de l'industrie en assurant l'intérêt de l'ouvrier. Mais, avec votre rédaction, en permettant l'approche des engrenages pour les besoins du service, vous sacrifiez l'ouvrier. Vous n'avez que cette alternative.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la partie non contestée de l'article 2 qui s'arrête à ces mots « ... une cause de danger, seront séparés des ouvriers... »

(Cette première partie de l'article 2 est adoptée.)

Je mets aux voix l'amendement de M. Girault, qui est conçu en ces termes :

« Les roues, courroies, engrenages ou tout autre organe dont l'approche est rendue nécessaire par les nécessités du service seront munis d'appareils qui, dans la limite du possible, en rendent l'approche sans danger. »

(Cet amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Je consulte le Sénat sur la suite du second paragraphe de l'article 2 et sur le dernier paragraphe de cet article.

(Ces deux paragraphes sont adoptés.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2.

(L'ensemble de l'article 2 est mis aux voix et adopté.)

« ART. 3. — Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

« 1° Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc.;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail. »

M. Camescasse demande qu'au paragraphe 1^{er} on ajoute, à la suite de ces mots « après avis du Comité consultatif des arts et manufactures », ceux-ci « et du Comité consultatif d'hygiène publique de France ».

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission accepte l'amendement.

M. JULES ROCHE, *Ministre du commerce et de l'industrie*. — Messieurs, la proposition qui est faite par l'honorable M. Camescasse peut avoir, dans la pratique, de sérieux inconvénients.

L'article 3 sur lequel vous délibérez en ce moment prévoit des règlements d'administration publique de deux sortes : les premiers, qui interviendront dans les trois mois de la promulgation de la loi, détermineront les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis; les seconds édicteront, au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières à certaines industries et à certains modes de travail.

Je conçois qu'il puisse être utile de demander l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique au sujet des premiers règlements. Il me paraît, en effet, que pour ces règlements le Comité d'hygiène est, par sa compétence même, indiqué comme devant être consulté avant le Comité des arts et manufactures qui doit statuer en dernier ressort, puisqu'il relève du Ministre du commerce chargé de l'exécution de la loi.

Mais vous comprendrez que l'on ne pourrait, sous peine d'alourdir encore la machine administrative, exiger que le Comité d'hygiène soit consulté dans tous les cas prévus dans le 2° de l'article 3, c'est-à-dire toutes les fois qu'il y aura lieu de prescrire des mesures particulières pour certains modes de travail dans certaines industries. Il peut très bien arriver, en effet, et il arri-

vera souvent qu'il y aura lieu d'appliquer des mesures d'un caractère purement industriel et ne se rapportant aucunement à l'hygiène. Lorsqu'il sera, par exemple, nécessaire de préparer un règlement concernant l'installation technique de l'outillage ou des mécanismes, il est évident que le Comité d'hygiène n'a pas à intervenir.

Pour des raisons d'intérêt tout à fait supérieur, d'intérêt social, dominant tout le débat, nous créons, il faut bien le reconnaître, des charges pour l'industrie et des obligations qui ne sont pas sans être une gêne pour elle. Eh bien, ne compliquons pas ces charges lorsqu'il n'y a aucune espèce d'utilité. Je demande donc au Sénat de vouloir bien s'en rapporter aux déclarations que je lui fais. Des règlements d'administration publique doivent être rendus dans les trois mois de la promulgation de la loi, pour en permettre l'application. Mon intention était bien arrêtée de consulter le Comité d'hygiène publique sur ces règlements.

Mais laissez-moi le soin de le consulter, lorsque cela sera nécessaire, sur les cas particuliers visés au 2° de l'article 3. Il est inutile, selon moi, de mettre cette consultation dans la loi, d'en faire une obligation, car il ne faut pas multiplier les formalités administratives; celles que vous établissez, et dont j'admets la nécessité, seront encore — vous devez le reconnaître — souvent gênantes pour les industriels. (*Très bien! très bien!*)

M. CAMESCASSE. — Je ne m'explique pas l'intervention de M. le Ministre sur un sujet qui paraît réunir tous les avis. . .

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — C'est une question de pratique. Pourquoi voulez-vous que, sans aucune utilité, j'aie à gêner les industriels encore davantage et leur faire perdre un ou deux mois?

M. CAMESCASSE. — Je ne veux pas gêner les industriels; cela est loin de ma pensée. Je désire qu'on abrège autant que possible toutes les formalités, nécessaires cependant, qui peuvent contribuer à l'exécution de la loi.

Je veux répondre seulement ceci, c'est qu'il est difficile, pour ne pas dire impossible, de distinguer dans l'esprit du Ministre entre ce qui sera du domaine du Conseil d'hygiène et ce qui sera en dehors de ce Conseil. En effet, il y a dans toutes les dispositions de l'article 3 une latitude tellement grande que, nécessairement, vous touchez et vous devez toucher à l'hygiène proprement dite.

J'ajoute qu'il est si facile de faire délibérer ensemble les deux corps! Vous transmettez à la fois au Conseil d'hygiène et au Comité des arts et manufactures ce qui est l'objet de la discussion. Ils répondent dans les délais qu'il vous appartiendra — car vous avez toute autorité — d'abrèger autant que vous le voudrez; et comme ils peuvent parfaitement statuer en même temps, il s'ensuit qu'il n'y aura aucun retard. Je ne vois, quant à présent, dans le refus de M. le Ministre qu'une manière peut-être détournée d'essayer de reprendre quelque chose de ce que nous avons obtenu tout à l'heure.

Il est évident qu'il y aura des décrets qui porteront sur des détails, mais, ces détails, qui vous dit qu'ils ne rentreront pas dans le cadre général de

l'hygiène, qu'ils ne rentreront pas nécessairement dans le cadre du Comité des arts et manufactures?

Ne confondons pas, Messieurs, et admettons absolument ce qui vient d'être admis par la Commission. Elle a pensé que proscrire d'une loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs la compétence du Conseil le plus autorisé en la matière, c'était faire une œuvre singulière, une œuvre étrange et contre laquelle, quant à moi, je protesterais.

Il faut, avant tout, prendre les choses comme elles sont. Nous avons admis le Conseil d'hygiène, parce que c'est dans la force des choses; vous l'avez admis vous-même, Monsieur le Ministre, et vous essayez de reprendre cette concession lorsque nous arrivons aux détails. Eh bien, je vous suis sur ce terrain et je vous dis : Vous ne pouvez pas savoir à l'avance ce qui sera un détail ou ce qui devra rentrer dans un décret d'ensemble.

Je maintiens, en conséquence, mon amendement. Il faut, d'une façon générale, consulter le Conseil d'hygiène comme le Comité des arts et manufactures; car, je le répète, vous savez aussi bien que moi qu'on peut obtenir une et même deux délibérations de ces deux corps, qui ne retarderont en rien la solution que vous attendez.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission a été très frappée des observations que vient de présenter M. le Ministre du commerce et de l'industrie; elle a, en conséquence, l'honneur de vous proposer, d'accord avec lui, la modification suivante à la rédaction qu'elle vous avait présentée.

Cette modification consisterait dans l'addition d'un paragraphe additionnel ainsi conçu :

« Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article. »

M. LE MINISTRE. — Très bien!

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, la Commission revient bien facilement sur sa première décision. Elle ne veut plus maintenant que le Conseil consultatif d'hygiène soit consulté en dehors du premier règlement général. Or il sera absolument nécessaire de le consulter au sujet des mesures ou des conditions à prescrire à certaines industries particulières.

Je cite quelques exemples. Les mesures d'hygiène à prendre dans les fabriques de phosphore ou produits phosphorés ne sont pas visées dans le règlement général.

M. RICHARD WADDINGTON. — Pourquoi pas?

M. FÉLIX MARTIN. — Parce qu'on ne parle que de mesures générales applicables « à tous les établissements assujettis ».

M. RICHARD WADDINGTON. — Pourquoi excluez-vous les phosphores?

M. FÉLIX MARTIN. — Je n'exclus aucune industrie. C'est votre texte qui ne prévoit pas — dans la première partie, la seule dont il soit question en ce moment — les mesures particulières de protection à imposer aux fabriques de phosphore.

Sans doute, il faudra qu'elles soient, comme toutes les autres fabriques, aérées, ventilées et pourvues de fosses d'aisances, mais vous admettrez bien que cela ne remédiera pas aux désastreux effets du phosphore sur les os des ouvriers. De même, quand vous vous occuperez des mesures à prescrire dans les fabriques de céruse, il vous faudra bien l'avis compétent du Conseil d'hygiène.

Et quand vous vous occuperez des verreries, de même vous savez que les ouvriers verriers contractent certaine maladie très contagieuse en se transmettant leurs tubes ou cannes à souffler les bouteilles.

Eh bien, qui pourra, sinon le Conseil d'hygiène, nous indiquer les mesures de précaution à prendre pour empêcher la propagation de cette terrible maladie?

Si donc on ne le consulte pas dans ces cas-là, il est bien inutile de faire appel à ses lumières pour la réglementation générale, bien mieux connue et bien moins difficile.

M. CAMESCASSE. — M. le Ministre vient de donner des explications qui demandent un commentaire, qu'il pourra probablement nous fournir immédiatement. Lorsqu'il parle des règlements généraux applicables à tous les établissements assujettis, cela veut-il dire que, par nature d'industrie, il pourra y avoir un règlement qui s'appliquera à toutes les questions spéciales à toute une industrie, et pour lequel on consultera le Conseil d'hygiène?

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — C'est évident.

M. CAMESCASSE. — C'était bien ma pensée, mais je tenais à vous le faire déclarer.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous vous ralliez à la rédaction proposée par la Commission?

M. CAMESCASSE. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 3, en réservant le paragraphe proposé par la Commission.

(L'article 3 est adopté sous cette réserve.)

Je mets maintenant aux voix le paragraphe additionnel, qui est conçu en ces termes :

« Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3.

(L'ensemble de l'article 3 est adopté.)

« ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et des règlements qui y sont prévus; ils ont entrée dans les établissements spécifiés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2, à l'effet de procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés. »

Il y a, sur cet article, un amendement de M. Girault, ainsi conçu :

« ART. 4. — Ajouter à cet article les dispositions suivantes :

« Pendant leur inspection, les inspecteurs seront accompagnés d'un inspecteur départemental désigné par la chambre de commerce du département, et à son défaut par les industriels dont les établissements sont soumis à l'inspection, lesquels seront convoqués en temps utile pour désigner l'inspecteur de leur choix.

« Tout industriel qui craindra pour le secret de sa fabrication pourra s'opposer à l'entrée dans son usine de l'inspecteur départemental. »

M. GIRAULT. — M. le Ministre vient de dire que, lorsqu'il y aura des décisions à prendre, le Comité consultatif d'hygiène pourra toujours être consulté. Mais, à côté de la question d'hygiène, se présente une autre question, la question mécanique ou plutôt la question de sécurité contre les accidents.

Lorsqu'un inspecteur se présentera, il aura des indications à donner pour des déplacements de machines, pour la pose d'appareils; il n'aura pas seulement des avis à émettre, mais des ordres à donner. Si ses ordres ne sont pas suivis d'effet, il y aura procès. Où donc est la garantie de l'industriel si l'inspecteur se trompe? Et qui donc n'est pas sujet à l'erreur? Je demande une garantie en faveur de l'industriel; s'il ne veut pas de l'inspection de contrôle, il aura le droit de la refuser.

Vous dites dans votre article : « Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et des règlements qui y sont prévus; ils ont entrée dans les établissements spécifiés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2, à l'effet de procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés ».

Quel est l'effet de la surveillance? C'est de prescrire ce qu'il y a à faire pour éviter le danger. Ces prescriptions, votre inspecteur les donnera seul et, si elles sont insuffisantes, le danger ne sera conjuré qu'en partie. Si elles sont trop onéreuses, qui indemniserà l'industriel? Si vous avez, au contraire, à côté de ces inspecteurs un inspecteur nommé par la chambre de commerce ou, à son défaut, par les industriels, l'intérêt de l'industriel sera défendu.

L'un d'eux peut se tromper. Adjoignez à ces inspecteurs le représentant du Comité d'hygiène, vous aurez alors une inspection complète. Je ne demande rien de plus. C'est la sécurité pour l'ouvrier comme pour l'industriel lui-même.

L'honorable M. Camescasse disait dans une des dernières séances : « Qui

me garantit que votre inspecteur sera capable? Nous en avons vus qui ne l'étaient pas du tout. Où est la garantie dans la loi? Il n'en existe aucune, et c'est cette garantie que je vous demande. »

La Commission a bien voulu répondre aux observations que j'ai présentées sur mes premiers amendements. Tout en abondant dans mon sens, elle n'a pas cru pouvoir me donner d'autre satisfaction. Cette fois, j'espère bien qu'elle ne refusera pas à l'industriel la garantie que je sollicite pour lui. Vous imposez des appareils; s'ils sont inutiles, s'il faut les changer, s'ils sont coûteux, qui payera? L'industriel. S'ils sont inutiles, ce sera de l'argent perdu. Si vous avez un contrôle, il y aura satisfaction partout.

J'appelle sur mon amendement l'attention de la Commission et du Sénat. J'espère qu'on ne le rejettera pas sans l'examiner.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission ne peut accepter l'amendement de notre honorable collègue, M. Girault.

Que demande-t-il, en effet? Que l'inspecteur soit inspecté par un autre inspecteur qui ferait les visites à côté de lui. Il me semble que ce serait créer le conflit permanent et que, pour être logique, il aurait dû créer un troisième inspecteur chargé de départager les deux premiers. (*Sourires.*) De plus, il dit que cet inspecteur sera nommé par la chambre de commerce du département — or, dans un certain nombre de départements il y a plusieurs chambres de commerce, et quelle est celle qui nommera? . . .

M. GIRAULT (Cher). — Le cas est prévu.

M. LE RAPPORTEUR. — « . . . et, à son défaut, par les industriels ». Ce sera faire encore une élection qui me paraît bien inutile.

L'honorable M. Girault oublie de dire qui payera cet inspecteur départemental. Sera-ce un fonctionnaire public? Sera-t-il, au contraire, rétribué par les industriels ou par le département?

La Commission ne voit que des inconvénients à l'amendement de notre honorable collègue et vous prie de vouloir bien le repousser.

M. GIRAULT. — Je n'ai rien à ajouter à mes observations; je m'en rapporte à la sagesse du Sénat.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la rédaction de l'article 4 proposée par la Commission et qui n'est l'objet d'aucune difficulté.

(L'article 4 est adopté.)

Je mets aux voix les paragraphes additionnels présentés par M. Girault.

(Ces paragraphes ne sont pas adoptés.)

Nous avons sur le même article une autre disposition additionnelle de M. Camescasse ainsi conçue :

« *Inspecteurs.* — Le mode et les conditions de leur recrutement, la nature

des études à exiger pour leur nomination, ainsi que les conditions de leur avancement en grade et en classe, leur nombre et leurs traitements seront fixés par règlements d'administration publique après avis du Conseil des arts et manufactures et du Comité consultatif d'hygiène publique de France. »

M. CAMESCASSE. — Messieurs, j'ai toujours pensé et j'ai expliqué dans une discussion précédente combien il était nécessaire de fortifier ce corps de l'inspection du travail qui n'est pas encore né, mais qui est en voie de création...

M. WADDINGTON. — Pardon, ce corps existe depuis 1874.

M. CAMESCASSE. — Est-ce que nous délibérons aujourd'hui sur la loi de 1874? Nous savons ce qu'elle est, mais il s'agit, en ce moment, d'une loi toute différente.

Du reste, je déclare que le règlement qui vient de m'être communiqué et qui impose des conditions de nomination particulières aux inspecteurs me donne en partie satisfaction. J'attends donc qu'il fasse corps avec la loi, mais j'estime qu'il est nécessaire que ce corps des inspecteurs soit au-dessus de toute discussion et qu'il offre toutes les garanties possibles de compétence et d'expérience, et c'est ce que je demande par mon amendement.

Je pense que le Gouvernement fera en sorte qu'il réponde à cette nécessité. Néanmoins, comme je voudrais en avoir la certitude, comme je ne voudrais pas que notre décision fût uniquement basée sur les affirmations du Ministre, mais que ce fût une décision ferme, qui confirmât ces déclarations, je maintiens mon amendement en lui donnant le sens que je viens d'indiquer.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, les inspecteurs du travail qui sont chargés de l'application de la loi en discussion seront les mêmes que ceux actuellement chargés de l'application de la loi de 1874.

C'est eux également qui seront visés dans la loi actuellement en discussion à la Chambre et qui a déjà été votée par le Sénat, concernant le travail des mineurs et des femmes.

Cette loi indique dans quelles conditions les inspecteurs devront être nommés. Elle s'exprime ainsi, dans l'article 19 :

« Désormais ne seront admissibles aux fonctions d'inspecteur divisionnaire ou départemental que les candidats ayant satisfait aux conditions et aux concours visés par l'article 22. »

Et l'article 22 porte :

« Une Commission supérieure composée de neuf membres, dont les fonctions sont gratuites, est établie auprès du Ministre du commerce et de l'industrie. Cette Commission comprend deux sénateurs, deux députés élus par

leurs collègues et cinq membres nommés, pour une période de quatre ans, par le Président de la République. Elle est chargée :

- « 1° De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi ;
- « 2° De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ;
- « 3° Enfin, d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme du concours qu'ils devront subir. . . »

Cette loi va être votée très prochainement à la Chambre des députés, probablement beaucoup plus tôt que celle-ci malheureusement, et, par conséquent, je dirai que toutes les garanties sont désormais données pour la nomination des inspecteurs du travail.

M. CAMESCASSE. — Rappelez-le seulement dans la loi, et je recevrai satisfaction.

M. LE RAPPORTEUR. — Cela me paraît tout à fait inutile.

M. CAMESCASSE. — La déclaration aura toujours été faite à la tribune.

(Le paragraphe additionnel, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Le Sénat ayant adopté l'article 4 tel qu'il a été proposé par la Commission, je passe à l'article 5 :

« ART. 5. — Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

« Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre envoyé au parquet.

« Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles de droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi. » — (Adopté.)

« ART. 6. — Toutefois, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 ci-dessus, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions dudit règlement.

« Cette mise en demeure sera faite par écrit, sur le registre de l'usine ; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois.

« Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du commerce et de l'industrie. Ce dernier peut, lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, après avis conforme du Comité des arts et manufactures,

accorder à l'industriel un délai dont la durée, dans tous les cas, ne dépassera jamais trois ans.

« Notification de la décision est faite à l'industriel dans la forme administrative; avis en est donné à l'inspecteur. »

La Commission a supprimé, comme étant sans objet, dans le dernier paragraphe, ces mots qui se trouvaient dans sa rédaction primitive : « Accordant ce délai ou rejetant la demande ».

M. BLAVIER. — Messieurs, j'approuve absolument l'esprit de l'article 6 ; mais il me semble qu'on pourrait étendre la disposition qui consiste à donner un avertissement aux manufacturiers dans certains cas.

Rapprochons, si vous le voulez bien, de cet article 6, l'article 2 qui dit que « dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers ».

Il est bien manifeste qu'il y a une question d'appréciation portant sur les mots « devant offrir une cause de danger ». Il peut évidemment y avoir une différence d'appréciation entre l'inspecteur et l'industriel.

Il paraîtrait nécessaire que, dans ce cas, il y eût encore un avertissement de l'inspecteur avant de dresser procès-verbal.

Vous comprenez bien la situation, Messieurs. Dans telle usine, — et MM. les membres de la Commission connaissent aussi bien que moi les établissements industriels, — il y a une courroie qui, pour l'industriel, ne paraissait pas véritablement présenter une cause de danger ; c'était là son appréciation ; elle pouvait être fausse, mais elle pouvait aussi être justifiée. Dans ces conditions, il paraîtrait légitime que l'on fournisse à l'industriel de bonne foi le moyen de défendre son opinion, qu'on lui donnât un avertissement, et que, même, on eût recours à l'autorité supérieure de façon à ne pas imposer à l'industrie des charges qu'elle ne doit pas supporter.

Il y a là, ce me semble, quelque chose à faire ; je n'ai aucune rédaction à proposer ; mais j'appelle sur ce point l'attention de la Commission, et je lui demande si elle ne croit pas qu'il y aurait lieu d'introduire dans l'article 6 une disposition relative à ces cas particuliers où l'industriel se verrait imposer des séparations, des clôtures qui seraient pour lui une cause de dépenses considérables, alors que ces clôtures ne lui paraîtraient pas indispensables parce qu'il n'existe pas de danger.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Je vais vous répondre deux mots si vous me le permettez. Messieurs, je crois que je puis dire à l'honorable M. Blavier qu'il a satisfaction d'avance. . .

M. BLAVIER. — Très bien !

M. LE MINISTRE. — Ce qu'il demande, c'est que, pour l'exécution de la loi qui est en ce moment soumise à vos délibérations, on suive la procédure qui est actuellement mise en pratique, en vertu des instructions écrites du Ministre du commerce, pour l'exécution de la loi de 1874.

Actuellement, pour l'application de cette loi, dans laquelle se retrouve à peu près le texte de l'article 2 . . .

M. FÉLIX MARTIN. — Il y a une grande différence. (*Bruit.*)

M. LE MINISTRE. — Je dis à peu près — . . . les instructions écrites du Ministre du commerce enjoignent aux inspecteurs de toujours prévenir les intéressés avant de dresser procès-verbal.

M. TOLAIN. — C'est une pratique habituelle.

M. LE MINISTRE. — Cette pratique est constante, et les avertissements ne sont pas donnés seulement une fois, ils sont répétés deux et trois fois.

Ces instructions seront renouvelées lorsqu'il s'agira d'appliquer la loi que vous discutez, et l'observation que vient de faire l'honorable M. Blavier recevra ainsi satisfaction.

M. BLAVIER. — Je prends acte des déclarations de M. le Ministre ; elles me suffisent parfaitement.

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, j'ai interrompu tout à l'heure M. le Ministre quand il a prétendu que la prescription de notre loi relative aux organes pouvant offrir des causes de danger était identique à celle de la loi de 1874.

Il y a de sa part une erreur manifeste. La loi de 1874 disait : « Dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger. »

Cela supposait un examen et un débat contradictoire et alors l'honorable M. Blavier n'aurait pas eu à formuler sa réclamation. Au lieu de cela, on a dit dans l'article 2 : « Pouvant offrir une cause de danger. » Cela est beaucoup plus vague et entraîne forcément des différences d'interprétation.

J'avais donc parfaitement raison de demander qu'on revînt à l'ancien texte.

M. LE PRÉSIDENT. — L'article 2 est voté, Monsieur Martin.

M. FÉLIX MARTIN. — Je réponds simplement à M. le Ministre.

(L'article 6, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « ART. 7. Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés, qui auront contrevenu aux dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal, sans toutefois que le chiffre total des amendes puisse excéder 200 francs.

« Le jugement fixera en outre le délai dans lequel seront exécutés les travaux de sécurité et de salubrité imposés par la loi.

« Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés. » — (Adopté.)

« ART. 8. — Si, après une condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, les mesures de sécurité ou de salubrité imposées par la présente loi ou par les règlements d'administration publique n'ont pas été exécutées dans le délai fixé par le jugement qui a prononcé la condamnation, l'affaire est, sur un nouveau procès-verbal, portée devant le tribunal correctionnel, qui peut, après une nouvelle mise en demeure restée sans résultat, ordonner la fermeture de l'établissement.

« Le jugement sera susceptible d'appel ; la cour statuera d'urgence. » — (Adopté.)

« ART. 9. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 50 à 500 francs, sans que la totalité des amendes puisse excéder 2,000 francs.

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'une première condamnation pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution. » — (Adopté.)

« ART. 10. — Les inspecteurs devront fournir, chaque année, des rapports circonstanciés sur l'application de la présente loi dans toute l'étendue de leurs circonscriptions. Ces rapports mentionneront les accidents dont les ouvriers auront été victimes et leurs causes. Ils contiendront les propositions relatives aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité du travail.

« Un rapport d'ensemble résumant ces communications, sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Adopté.)

« ART. 11. — Tout accident ayant causé une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par le préposé.

« Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident ; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical en sera remis, séance tenante, au déposant. Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental. » — (Adopté.)

« ART. 12. — Les inspecteurs sont tenus de garder le secret sur tout ce qui se rapporte aux installations, aux procédés techniques, à la fabrication et, d'une manière générale, à l'exploitation des établissements soumis à leur inspection.

« Cette obligation est mentionnée dans la formule du serment que les inspecteurs doivent prêter devant le tribunal civil avant d'entrer en fonctions.

« En cas d'infraction, l'article 278 du Code pénal leur est applicable. » — (Adopté.)

« ART. 13. — Seront punis d'une amende de 100 à 500 francs, et en cas de récidive de 500 à 1,000 francs, tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

« Les dispositions du Code pénal, qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire, sont en outre applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs. »

Sur cet article, il y a un paragraphe additionnel de M. Girault conçu en ces termes :

« Les amendes prévues aux articles 7, 9 et au présent article seront affectées à la formation d'une caisse des accidents du travail. »

M. GIRAULT. — Messieurs, nous venons de voter une loi qui est destinée à préserver les travailleurs des accidents. Il faut espérer que beaucoup de malheurs seront évités, mais il en arrivera encore et je viens vous demander de créer les moyens de soulager les ouvriers qui en seront victimes.

Actuellement on ne fait rien pour eux ; lorsqu'il arrive, dans un pays où il n'y a pas d'hôpitaux, qu'un ouvrier est victime d'un accident, on ne sait qu'en faire, on le met sur la paille et il se tire d'affaire comme il peut. Voilà la situation.

La loi en discussion prescrit que des amendes seront infligées aux industriels qui ne se conformeront pas aux règlements. Je demande que ces amendes soient appliquées à la formation d'une caisse destinée à soulager les victimes des accidents.

A l'heure qu'il est, je le répète, comment soigne-t-on les victimes des accidents du travail ? Quelles mesures prend-on à leur égard ?

M. HERVÉ DE SAISY. — Dans les campagnes on ne les soigne pas.

M. GIRAULT. — J'ai vu certains ouvriers victimes d'accidents qui les laissaient pour morts sur le terrain et dont on ne savait que faire ; il n'y avait pas d'hospice, et, pour qu'il fût soigné, il fallait qu'une âme charitable voulût bien se charger de lui. Puis au bout de quelque temps le malheureux était sur le pavé, se traînant et hors d'état de gagner sa vie. Est-ce là un état de choses que vous entendez perpétuer ?

Si, comme je l'espère, la Commission d'abord et le Sénat ensuite veulent bien accepter mon amendement, il constituera le commencement de la loi

promise par M. le Ministre du commerce sur les réparations dues en cas d'accidents et sur la responsabilité du patron. L'une sera le complément de l'autre ; mais il faut commencer.

J'en appelle à votre humanité, Messieurs. Je n'ai pas un mot à ajouter. Si vous ne voulez pas faire cet acte d'humanité dans le sens que j'indique, faites-le d'une autre manière, mais faites quelque chose. (*Très bien ! sur divers bancs.*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Messieurs, je crois que vous éprouveriez quelque difficulté à attribuer le produit des amendes résultant du projet de loi actuel à la caisse désignée dans l'amendement de l'honorable M. Girault, mais qui n'existe pas.

M. HERVÉ DE SAISY. — Il faut la créer.

M. LE MINISTRE. — Il y a, Messieurs, autre chose à faire. D'ailleurs, si une caisse des accidents du travail devait trouver son aliment dans le produit des amendes prévues par la loi en discussion, elle risquerait fort de n'être pas souvent en mesure de subvenir aux besoins pour lesquels elle aurait été établie. Actuellement, les amendes encourues pour contraventions à la loi de 1874 ne donnent guère chaque année que 6 à 7,000 francs.

Nous devons espérer, dans l'intérêt même des travailleurs, auquel l'honorable M. Girault porte, avec tout le Sénat, tant de sollicitude, que la loi nouvelle ne produira guère davantage, parce qu'elle sera respectée par les industriels.

Mais l'honorable M. Girault peut se rassurer : le Parlement est saisi d'un projet complet qui a pour objet d'organiser l'assistance en faveur des victimes des accidents du travail. Ce projet, que j'ai eu l'honneur de déposer moi-même sur le bureau de la Chambre des députés, a été accepté dans son principe et dans ses dispositions générales par la Commission du travail ; le rapport a été déposé et mis à l'ordre du jour et j'espère que, dans le délai le plus rapide qui sera permis par les nécessités parlementaires et législatives, il sera voté par la Chambre et qu'il rencontrera le même accueil sur les bancs du Sénat.

Il donnera une satisfaction plus pratique et plus efficace au sentiment que l'honorable M. Girault a exprimé tout à l'heure. Les résultats en seront beaucoup plus sérieux que ne le seraient ceux de l'amendement qu'il propose.

Je prie donc le Sénat de ne pas adopter cet amendement et je prie même l'honorable M. Girault de vouloir bien le retirer. (*Très bien ! très bien !*)

M. GIRAULT. — Je remercie M. le Ministre du commerce des promesses qu'il veut bien nous faire ; seulement je ne vois pas quel inconvénient il y aurait à tirer le bien du mal lui-même.

Pourquoi l'industriel qui est pris en défaut, c'est-à-dire celui qui provoque l'accident, n'aiderait-il pas à soigner la victime ? Rien de plus naturel ; c'est du mal lui-même que découlerait le remède. Cela n'empêchera pas, plus tard, de prendre d'autres mesures, mais, dès ce jour, on sera au moins assuré

de pouvoir secourir la victime. Pourquoi n'adopterait-on pas mon amendement?

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Mais parce que c'est un très mauvais système que de procéder par voie de fondation de caisse.

M. GIRAULT. — Je ne suis pas convaincu (*rires*), et je ne vois pas l'inconvénient du système. Ce projet dont vient de parler M. le Ministre, j'espère qu'il sera voté, mais quand? Ma proposition, au contraire, apporterait un secours immédiat aux victimes, et je suis tenté de dire que le refuser serait de la barbarie. Que ferez-vous de cet argent que produiront les amendes?

Direz-vous qu'il servira à payer les inspecteurs? Est-ce que tous les fonctionnaires ne sont pas rétribués sur les fonds généraux du budget.

Messieurs, je finis, comme j'ai commencé, en disant: il faut tirer le bien du mal lui-même, de l'argent provenant de la faute de l'industriel, soulager les victimes de l'industrie. Je persiste dans mon amendement

(L'article 13, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le paragraphe additionnel de M. Girault dont je rappelle les termes :

« Les amendes prévues aux articles 7, 9 et au présent article seront affectées à la formation d'une caisse des accidents du travail. »

(Le paragraphe additionnel, mis aux voix, n'est pas adopté)

L'article 13 étant adopté, je donne lecture de l'article 14 :

« ART. 14. — Il n'est rien innové quant à la surveillance des appareils à vapeur. » — (Adopté.)

« ART. 15. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi. » — (Adopté.)

« ART. 16. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions de lois et règlements contraires à la présente loi. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

RAPPORT

présenté, le 24 décembre 1892, au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, par M. Linard, député. — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le projet de loi que nous vous soumettons comblera une lacune regrettable dans l'ensemble de nos lois ouvrières, si vous voulez bien en adopter les dispositions.

La législation française ne contient que deux textes sur la salubrité des établissements industriels : le décret du 15 octobre 1810 et la loi du 2 novembre 1892. Le décret du 15 octobre 1810 ne s'occupe en aucune façon de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers à l'intérieur des établissements industriels, il n'a égard qu'aux dangers et à l'insalubrité des habitations et des récoltes voisines. Quant à la loi du 2 novembre 1892, elle ne s'applique qu'au travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

L'outillage industriel a pris un tel développement qu'il est devenu nécessaire de réglementer les mesures préventives contre les risques du travail dans les établissements industriels.

Du reste, le législateur n'a pas été indifférent à cette question, car la Chambre des députés en était saisie par une proposition de M. Félix Faure, en 1882, renouvelée en 1885 et en 1890. En 1887, notre collègue, M. Lockroy, alors Ministre du commerce et de l'industrie, saisissait la Chambre d'une proposition de loi relative à la salubrité et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

M. Lockroy a renouvelé sa proposition en 1889. En 1890, M. Jules Roche, Ministre du commerce et de l'industrie, présentait à la Chambre un projet de loi sur la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

La société industrielle de Mulhouse, en 1867, l'association rouennaise, en 1879, l'association des industriels de France, en 1889, ont aussi fait de grands efforts pour améliorer l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements.

Pour vous démontrer l'importance du projet de loi que nous vous soumettons, il suffira de vous rappeler que sur 1,000 ouvriers la moyenne des accidents est de 47, dont 4.40 sont mortels, et que l'on peut diminuer

cette proportion de moitié. La plupart des autres pays ont une législation sur la matière, et tous nous ont devancés.

Le texte de la proposition de loi votée par le Sénat, le 4 juillet 1892, diffère sur quelques points de celui que vous avez adopté le 8 juillet 1891.

Plusieurs de ces modifications sont de pure forme, et nous vous proposons de les accepter.

Nous vous demanderons d'amender quelques autres modifications.

ART. 1^{er}, § 2. — Le Sénat a rétabli dans ce paragraphe, qui est relatif aux exceptions, le texte de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants. Cette modification est rationnelle, et votre Commission ne s'oppose pas à son adoption.

ART. 2. — Votre Commission vous propose d'accepter le texte ci-après, qui diffère de celui du Sénat dans quelques mots mieux appropriés :

Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel. Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés. Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins, doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

ART. 3. — Les modifications apportées à cet article par le Sénat au projet de la Chambre sont de pure forme, et sont acceptées par votre Commission.

ART. 4. — Les articles 4 et 5 votés par la Chambre sont renfermés dans l'article 4 voté par le Sénat. Toutefois ce dernier a supprimé avec raison les mots : pendant la durée du travail, car, si les inspecteurs ont entrée dans les dépendances des établissements, ils doivent pouvoir se rendre compte des conditions dans lesquelles se trouvent ces dépendances, c'est-à-dire les dortoirs, réfectoires, etc., qu'ils doivent pouvoir visiter en dehors des heures de travail.

ART. 5, 6, 7, 8 et 9. — Ces articles concernent les contraventions à la loi et aux règlements d'administration publique prévus par l'article 3.

Ces articles votés par le Sénat diffèrent de ceux votés par la Chambre sur la procédure à appliquer aux contraventions.

L'article 10 du projet de la Chambre dit que les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés qui auront contrevenu aux prescriptions de

la loi et des règlements d'administration publique seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 50 à 500 francs.

Votre Commission est, comme le Sénat, d'avis que les industriels ne doivent être sous le coup d'une poursuite correctionnelle que s'ils ont voulu désobéir à la loi, et il arrivera que les dispositions à prendre pour l'exécution de la loi et des règlements d'administration publique seront interprétées d'une façon différente par les inspecteurs et par les industriels. Il faut donc donner à ces derniers le temps nécessaire pour exécuter les modifications qui leur seront indiquées par les inspecteurs; c'est pour cette raison que votre Commission vous propose d'accepter au fond la procédure indiquée par le Sénat, dans ses articles 6, 7, 8 et 9.

L'article 6 spécifie que l'industriel, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3, sera d'abord mis en demeure par l'inspecteur de se conformer aux prescriptions dudit règlement. Cette mise en demeure fixera un délai, à l'expiration duquel les travaux devront être exécutés. Le texte du Sénat fixe ce délai au minimum d'un mois que votre Commission vous propose d'adopter.

Le paragraphe 3 de l'article 6 voté par le Sénat est ainsi conçu :

« Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du commerce et de l'industrie. Ce dernier peut, lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, après avis conforme du Comité des arts et manufactures, accorder à l'industriel un délai dont la durée, dans tous les cas, ne dépassera jamais trois ans. »

Votre Commission n'a pas cru devoir accepter ce délai de trois ans, car, quels que soient les travaux à exécuter, fussent-ils même de l'importance d'un établissement à reconstruire entièrement, ils ne pourront jamais durer plus de dix-huit mois; c'est donc à dix-huit mois que votre Commission vous propose de fixer la durée du délai en question.

Votre Commission vous propose d'adopter tels qu'ils ont été votés par le Sénat les articles 7 à 16 du projet de loi.

SÉANCE DU 7 MARS 1893.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

(La Chambre, consultée, décide qu'elle passe à la discussion des articles.)

« ART. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances.

« Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément aux dispositions de la présente loi. »

(L'article 1^{er} est mis aux voix et adopté.)

« ART. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés. Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins, doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques. » — (Adopté.)

« ART. 3. — Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

« 1^o Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc. ;

« 2^o Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail.

« Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article. » — (Adopté.)

« ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et des règlements qui y sont prévus ; ils ont entrée dans les établissements spécifiés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2,

à l'effet de procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés. »
— Adopté.)

« ART. 5. — Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

« Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre envoyé au parquet.

« Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi. » — (Adopté.)

« ART. 6. — Toutefois, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 ci-dessus, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions dudit règlement.

« Cette mise en demeure sera faite par écrit sur le registre de l'usine; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois.

« Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du commerce et de l'industrie. Ce dernier peut, lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, après avis conforme du Comité des arts et manufactures, accorder à l'industriel un délai dont la durée, dans tous les cas, ne dépassera jamais dix-huit mois.

« Notification de la décision est faite à l'industriel dans la forme administrative; avis en est donné à l'inspecteur. » — (Adopté.)

« ART. 7. — Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés, qui auront contrevenu aux dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal, sans toutefois que le chiffre total des amendes puisse excéder 200 francs.

« Le jugement fixera, en outre, le délai dans lequel seront exécutés les travaux de sécurité et de salubrité imposés par la loi.

« Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés. » — (Adopté.)

« ART. 8. — Si, après une condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, les mesures de sécurité ou de salubrité imposées par la présente loi ou par les règlements d'administration publique n'ont pas été exécutées dans le délai fixé par le jugement qui a prononcé la condamnation, l'affaire est, sur un nouveau procès-verbal, portée devant le tribunal correctionnel, qui

peut, après une nouvelle mise en demeure, restée sans résultat, ordonner la fermeture de l'établissement.

« Le jugement sera susceptible d'appel ; la cour statuera d'urgence. » — (Adopté.)

« ART. 9. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 50 à 500 francs, sans que la totalité des amendes puisse excéder 2,000 francs.

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'une première condamnation pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution. » — (Adopté.)

« ART. 10. — Les inspecteurs devront fournir, chaque année, des rapports circonstanciés sur l'application de la présente loi dans toute l'étendue de leurs circonscriptions. Ces rapports mentionneront les accidents dont les ouvriers auront été victimes et leurs causes, Ils contiendront les propositions relatives aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité du travail.

« Un rapport d'ensemble, résumant ces communications, sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie. » — (Adopté.)

« ART. 11. — Tout accident ayant causé une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par le préposé.

« Cette déclaration contiendra les noms et les adresses des témoins de l'accident ; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical en sera remis, séance tenante, au déposant. Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental. » — (Adopté.)

« ART. 12. — Les inspecteurs sont tenus de garder le secret sur tout ce qui se rapporte aux installations, aux procédés techniques, à la fabrication, et d'une manière générale à l'exploitation des établissements soumis à leur inspection.

« Cette obligation est mentionnée dans la formule du serment que les inspecteurs doivent prêter devant le tribunal civil avant d'entrer en fonctions.

« En cas d'infraction, l'article 378 du Code pénal leur est applicable. »

dont M. le Président vient de donner lecture, et qui porte le n° 12, me paraît absolument inutile. En effet, la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels contient un article semblable.

Voici le texte de ce dernier article :

« Les inspecteurs du travail prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. »

L'article 12 du projet actuellement en discussion constitue donc un double emploi, et je prie la Chambre de vouloir bien le supprimer.

M. LINARD, *rapporteur*. — La Commission accepte cette suppression.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de mettre l'article aux voix.

(L'article 12 est supprimé.)

« ART. 12 (ancien 13). — Seront punis d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, de 500 à 1,000 francs tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

« Les dispositions du Code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire, sont, en outre, applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs. » — (Adopté.)

« ART. 13 (ancien 14.) — Il n'est rien innové quant à la surveillance des appareils à vapeur. » — (Adopté.)

« ART. 14 (ancien 15). — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi. » — (Adopté.)

« ART. 15 (ancien 16). — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions des lois et règlements contraires à la présente loi. » — (Adopté.)

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

SÉNAT.

RAPPORT

présenté le 13 mai 1893 au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, amendé par la Chambre des députés, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, par M. Morel, sénateur.

Messieurs, la Chambre des députés a fait subir au projet de loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs de légères modifications qui nécessitent son retour devant vous. Ces modifications sont les unes purement de forme, les autres de fond.

Les modifications de forme portent sur l'article 2 et l'article 12 du projet du Sénat.

A l'article 2, le texte de la Chambre des députés remplace les mots « outillés » par « aménagés », « établissement contenant des appareils mécaniques » par « établissement fonctionnant par des appareils mécaniques », « installés et entretenus dans les meilleures conditions » par « installés et tenus dans les meilleures conditions ». De plus, il ajoute le mot « magasin » au dernier paragraphe de l'article 2.

Ce sont là des changements sans aucune importance, qui ne semblent pas à votre Commission avoir donné plus de clarté au texte primitif, mais qui n'ont aucun inconvénient, et qu'elle vous propose d'adopter.

Quant à l'article 12 du texte du Sénat, il enjoignait aux inspecteurs de garder le secret sur ce qui se rapporte aux installations, aux procédés techniques, à la fabrication, et d'une manière générale à l'exploitation des établissements soumis à leur inspection. La Chambre des députés l'a supprimé comme inutile, l'article 18 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants des filles mineures et des femmes porte en effet que les inspecteurs du travail prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication et en général les procédés d'exploitations dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Le vote définitif de cette loi rendait donc inutile l'article 12, et nous vous proposons de le supprimer ainsi que la Chambre l'a décidé.

Au fond, la Chambre des députés n'a fait qu'une seule modification au texte que vous avez adopté sur la proposition de la Commission. Le paragraphe 3 de l'article 6 était ainsi conçu : « Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du commerce et de l'industrie. Ce dernier peut,

lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, après avis conforme du Comité des arts et manufactures, accorder à l'industriel un délai dont la durée, dans tous les cas, ne dépassera jamais trois ans. »

La Chambre des députés a réduit ce délai de trois ans à dix-huit mois, pensant que, quels que soient les travaux à exécuter, fussent-ils même de l'importance d'un établissement à reconstruire entièrement, ils ne pouvaient jamais durer plus de dix-huit mois.

Votre Commission a dû prendre l'avis de M. le Ministre du commerce, et, celui-ci lui ayant déclaré que le délai maximum de dix-huit mois ne partirait que du jour de la notification à l'industriel, votre Commission a pensé que, ainsi entendu, le délai de dix-huit mois voté par la Chambre pouvait être accepté par vous.

Dans ces conditions, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont le texte est conforme à celui voté par la Chambre des députés.

SÉANCE DU 1^{ER} JUIN 1893.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, amendé par la Chambre des députés, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

M. MOREL, *rapporteur*. — Messieurs, le projet de loi qui vous est actuellement soumis a été adopté presque intégralement par la Chambre des députés. Il nous revient simplement avec quelques modifications de texte. M. le Ministre du commerce serait heureux, je crois, de voir cette loi définitivement adoptée par le Sénat, et je vous demande de l'adopter telle qu'elle a été votée par la Chambre des députés et par votre Commission, qui se joint au Gouvernement, pour vous prier de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la Commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition? . . .

L'urgence est déclarée.

Je consulte le Sénat pour savoir s'il entend passer à la discussion des articles.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles).

S'il n'y a pas d'opposition, je soumettrai au vote du Sénat les seuls articles qui ont été l'objet de modifications de la part de la Chambre des députés. (*Adhésion.*)

« ART. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté, et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés. Les machines, mécanismes ou appareils de transmission, outils et engins, doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques. »

M. LE RAPPORTEUR. — Les modifications apportées au texte de l'article 2 par la Chambre des députés sont des modifications de pure forme. Elles consistent à remplacer le mot « outillés » par le mot « aménagés », « établissement contenant des appareils mécaniques » par « établissement fonctionnant par des appareils mécaniques », « installés et entretenus dans les meilleures conditions » par « installés et tenus dans les meilleures conditions ». De plus, la Chambre a ajouté le mot « magasins » au dernier paragraphe de l'article 2.

Au fond, c'est le texte voté par le Sénat qui a été adopté par la Chambre. Les modifications introduites, je le répète, sont de pure forme.

(L'article 2 est adopté).

M. LE PRÉSIDENT. — « ART. 6. — Toutefois, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 ci-dessus, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions dudit règlement.

« Cette mise en demeure sera faite par écrit, sur le registre de l'usine; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois.

« Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du commerce et de l'industrie. Ce dernier peut, lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, après avis conforme du Comité des arts et manufactures, accorder à l'industriel un délai dont la durée, dans tous les cas, ne dépassera jamais dix-huit mois. »

« Notification de la décision est faite à l'industriel dans la forme administrative; avis en est donné à l'inspecteur.

La modification introduite par la Chambre des députés se réduit à la substitution des mots « dix-huit mois » à ceux-ci « trois ans ».

(L'article 6 est adopté).

« ART. 11. — Tout accident ayant causé une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans des établissements mentionnés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par le préposé.

« Cette déclaration contiendra les noms et les adresses des témoins de l'accident; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« Récépissé de la déclaration et du certificat médical en sera remis, séance tenante, au déposant. Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental. »

La modification introduite par la Chambre des députés consiste à substituer les mots « les noms et adresses » à ceux-ci « le nom et l'adresse ».

(L'article 11, mis aux voix, est adopté).

La Chambre des députés a supprimé l'article 12.

Quelqu'un propose-t-il de reprendre cet article?...

(L'article 12 est supprimé).

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi, mis aux voix, est adopté).

DOCUMENTS PRÉPARATOIRES

DU DÉCRET DU 10 MARS 1894.

COMITÉ CONSULTATIF D'HYGIÈNE PUBLIQUE DE FRANCE.

RAPPORT

présenté le 14 mars 1893, par M. le docteur Henri Napias.

Le Comité consultatif d'hygiène publique de France a reçu communication d'une lettre adressée par M. le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies à M. le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur, et demandant que le Comité soit consulté sur les décrets d'administration publique à élaborer, conformément à la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

Une telle question n'est pas nouvelle pour le Comité. Déjà, en 1884, M. le Ministre du commerce nous avait demandé de préparer un projet de loi relatif à l'hygiène des manufactures, usines, mines, chantiers et ateliers, et nous avons répondu par un rapport très documenté, dans lequel le Comité, après avoir fait le tableau de la législation en matière d'hygiène industrielle tant en France qu'à l'étranger, s'était attaché à fournir les raisons justificatives d'un projet de loi et de projets de règlements qu'il présentait à M. le Ministre du commerce; étendant même un peu le champ de son étude jusqu'à émettre son avis sur les questions d'hygiène industrielle relatives à l'âge et au sexe des travailleurs, ainsi qu'à la durée du travail.

Nous avons eu, depuis, la satisfaction de voir plusieurs des opinions émises alors par le Comité passer dans les lois protectrices que le Parlement vient d'élaborer, notamment en ce qui concerne la protection de l'enfant et de la femme dans le travail industriel, comme nous avons eu le plaisir de retrouver parfois dans les textes et documents étrangers la trace de travaux faits sur ce point par les hygiénistes français, soit dans le sein du Comité consultatif d'hygiène, soit à la Société de médecine publique et d'hygiène, soit dans les congrès internationaux d'hygiène.

Il se fait ainsi en hygiène industrielle un échange international d'idées scientifiques et économiques que ceux qui s'intéressent à ces questions et qui en font leur étude reconnaissent et constatent avec satisfaction.

Nous avons, en 1884, emprunté aux législations étrangères et aux opi-

nions des hygiénistes étrangers ce qu'il nous semblait bon d'essayer à appliquer chez nous, et nous estimons qu'il est heureux que nous ayons pu fournir à notre tour des documents qu'on a trouvé bons à imiter.

Lors du premier rapport du Comité consultatif sur la salubrité et la sécurité du travail, nous avons fait un historique de la question en France et à l'étranger. Nous avons fait le tableau de l'état de la législation spéciale des divers États telle qu'elle était en 1884. Nous n'y reviendrons pas ici, et cette situation se trouvera complétée par les textes législatifs ou réglementaires plus récents que nous aurons à citer au cours de ce rapport.

Nous constatons seulement que le mouvement en faveur de l'étude de ces questions a suivi une marche pour ainsi dire constante depuis un siècle, et que les hygiénistes, les administrateurs y ont pris également part. Dès la fin du siècle dernier, la Société royale de médecine mettait, chez nous, à son ordre du jour les questions d'hygiène industrielle et les livres des hygiénistes français, et les mémoires de nos sociétés savantes sont pleins de documents qui montrent une préoccupation très vive de la nécessité d'améliorer les conditions du travail, de les rendre moins dangereuses et plus sûres.

Dans le même temps, des villes industrielles comme Mulhouse, comme Rouen, villes essentiellement manufacturières, réclamaient une réglementation, et, ne se souciant pas de savoir si cette réglementation générerait leur industrie ou léserait leurs intérêts, elles manifestaient hautement leur sollicitude pour les conditions des ouvriers employés dans leurs ateliers.

Dans tous les congrès internationaux d'hygiène de 1876 à 1891, ces questions ont été abordées et discutées, et, en 1889, pour la première fois, un congrès international spécial des accidents du travail se réunissait à Paris.

Des sociétés faites à l'exemple de celle que M. Engel Dolfus avait créé, en 1867 à Mulhouse, se fondaient à Rouen en 1879, à Paris en 1883.

Et tandis qu'on votait dans notre Parlement, dans les vingt dernières années, les lois de 1874 et 1892 relatives à la protection de l'enfance et à la protection de la femme, diverses propositions de loi étaient faites plus particulièrement en vue de la salubrité et de la sécurité du travail : en 1882 par MM. Félix Faure et Martin Nadaud ; — en 1885 par M. Richard Waddington, qui appliquait aux ateliers n'employant que des adultes les précautions exigées par l'article 14 de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants.

Après le travail fait par le Comité consultatif d'hygiène publique de France en 1884, une proposition nouvelle fut faite à la Chambre le 29 décembre 1885 par M. Maurice Rouvier ; puis en 1887 un projet de loi fut déposé par M. Édouard Lockroy, alors Ministre du commerce ; enfin en 1890 un nouveau projet était présenté par le Ministre du commerce d'alors, M. Jules Roche, et c'est ce projet qui a servi de base de discussion à la loi promulguée le 12 juin 1893 et dont nous avons à nous occuper ici.

Le but qu'a voulu atteindre la loi du 12 juin 1893 est nettement défini par son titre même et par ses trois premiers articles.

Dans l'étude d'un règlement destiné à compléter cette loi, il y a lieu d'examiner sous deux titres séparés les mesures relatives à la salubrité et celles qui sont commandées par la sécurité.

C'est d'abord ce qu'a voulu faire la Commission spéciale qui a été nommée dans le sein du Comité pour l'élaboration de ce règlement.

Relativement à la salubrité, la Commission a précisé dans des articles spéciaux les précautions à prendre en vue de la propreté des locaux et de l'assainissement de l'atmosphère du travail. Elle a terminé cette première partie par une disposition destinée à assurer à l'ouvrier certaines conditions d'hygiène privée, telles que la possibilité de la propreté corporelle et la pureté de l'eau de boisson.

Dans la seconde partie, elle s'est attachée à définir les principales précautions à prendre, notamment contre les dangers des moteurs, des transmissions, des machines-outils, ainsi que contre ceux de la mise en marche, du nettoyage ou du graissage pendant la marche des appareils et engins. Elle y a inséré aussi les précautions spéciales pour le fonctionnement des monte-charges, ascenseurs et élévateurs. Elle a fait un article spécial des mesures à prendre contre le danger d'incendie et un autre sur l'installation des moteurs électriques. Enfin elle a cru utile de terminer le titre II par une prescription relative aux vêtements de l'ouvrier.

Nous allons essayer, en développant les divers articles que la Commission vous propose, de justifier leurs exigences.

Disons tout de suite que ces exigences sont loin d'être excessives; que nous avons repris comme base de travail le règlement déjà voté par le Comité consultatif d'hygiène en 1884, et que les modifications que nous y avons introduites ne sont pas des aggravations de sa sévérité. Nous avons pris soin, au contraire, de rester dans des prescriptions générales permettant aux industriels une grande latitude dans le choix des moyens protecteurs, permettant aussi à l'inspection du travail une largeur d'interprétation que ne manqueront pas de lui recommander les instructions ministérielles.

D'ailleurs, aux termes de la loi (art. 3, § 1 — 2°), un tel règlement pourra être complété en formulant, au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail.

Enfin, ajoutons que les prescriptions dont nous proposons l'insertion dans le règlement ne sont pas toujours aussi sévères que celles que les sociétés privées contre les accidents du travail (société Mulhousienne, société Rouennaise, société Parisienne qui porte aujourd'hui le nom d'*Association des industriels de France*) imposent à leurs adhérents et qui sont parfaitement obéies.

La société Rouennaise (*association normande pour prévenir les accidents de travail*) étend aujourd'hui son action sur plus de 120 usines occupant ensemble plus de 50,000 ouvriers. L'*Association des industriels de France* (1), dont l'action se fait sentir dans 39 départements, a maintenant plus de 1,400 établissements protégés, ainsi que plus de 170,000 ouvriers.

(1) Cette association est divisée en un certain nombre de groupes qui portent le nom de groupes de Paris, de Lille, de Reims, d'Épinal, de Lyon, de Marseille, de Toulouse, de Bordeaux, de Nantes.

Ces seuls chiffres montrent que plus de 1,500 industriels de notre pays, antérieurement à la loi, avaient compris la nécessité de mesures de sécurité, et qu'ils sont disposés à accepter des prescriptions relatives à l'hygiène de leurs ouvriers. Il n'est pas sans intérêt de le constater ici pour répondre d'avance à cet argument qui attend toutes les lois et tous les règlements : que ces lois ou règlements *ne sont pas applicables*. Dans l'espèce, la preuve est faite, l'application existe ; on peut dire que la loi était entrée en fonctionnement avant d'avoir été votée ; et si cette loi était nécessaire et, s'il faut la compléter par des règlements, c'est qu'à côté de ces 1,500 industriels soucieux de l'hygiène et en tous cas de la sécurité de leur personnel, presque tous les autres restaient indifférents à ces questions si importantes et qui ont si justement occupé le législateur.

Ces sociétés ont donc eu une grande utilité. Elles ont fait passer, les premières, les théories des hygiénistes et des philanthropes dans la pratique ; elles ont prouvé que la réglementation était possible en faisant accepter leurs règlements ; elles ont montré, enfin, que les mesures de protection n'étaient pas pour aggraver sérieusement les charges de l'industrie.

Nous avons, en effet, recherché dans quelle mesure les règlements protecteurs appliqués dans les ateliers pourraient augmenter les frais généraux. Ce n'était pas là de l'hygiène sans doute, mais il nous a paru qu'au fur et à mesure que l'hygiène était connue et ses nécessités mieux appréciées, qu'au fur à mesure qu'on se montre plus disposé à accepter enfin les précautions qu'elle commande, il convenait de faire voir par des chiffres plus précis que la dépense que ces mesures nécessitent est de peu d'importance au prix des résultats qu'elles permettent d'obtenir. Nous avons donc consulté, à Paris, MM. Périssé et Mamy, qui président et dirigent la société des industriels de France, et, à Rouen, M. de Coëne, président de l'association normande.

Il va de soi que les réponses de ces Messieurs nous ont confirmé dans cette opinion qu'il est très difficile d'évaluer d'une manière générale et en chiffres absolus les dépenses que peut entraîner l'application des mesures préventives. Cela dépend de beaucoup de conditions, très différentes, et particulièrement des matériaux dont on dispose.

Mais on peut dire avec MM. Périssé et Mamy que la plupart des mesures préventives sont peu dispendieuses. Il en est qui ne coûtent absolument rien, comme sont, par exemple, les mesures réglementaires visant le travail même de l'ouvrier : ne pas graisser en marche, ne pas nettoyer en marche, attendre l'arrêt de la transmission pour remonter une courroie sur la poulie ; — d'autres coûtent peu de chose : mise à la disposition des ouvriers de lunettes pour meuler, buriner, repiquer, etc. ; disposer des crochets à la partie supérieure des échelles, des pointes à la partie inférieure ; remplissage de volants ou poulies sur les passages par un disque en tôle, en bois blanc, en carton ; couvre-engrenages aux roues dentées, droites ou coniques. Ces couvre-engrenages peuvent, il est vrai, être plus ou moins luxueux et coûter plus ou moins cher, selon qu'ils sont en laiton, en tôle, en treillis métallique, en bois, en carton-pâte, etc.

Il est bien évident que pour certains appareils brevetés, monte-courroies ou autres engins analogues, il faut tenir compte du prix demandé par l'in-

venteur. Il est évident aussi que les appareils d'arrêts des transmissions occasionnent quelques frais. Enfin les mesures relatives à la salubrité pourront coûter cher quand l'atelier sera si mal installé, éclairé et aéré, qu'il faudra tout refaire. Cela est fâcheux sans doute, mais il est trop évident que là surtout la loi sera nécessaire et devra être appliquée.

Pour les machines, il ne manquera pas de se produire ceci, que le fabricant ne recevra du constructeur que des machines protégées, et que celui-ci installera de lui-même et avant toute demande les appareils protecteurs. Déjà il en est ainsi pour plusieurs machines de l'industrie du bois; et les scies à ruban, les raboteuses en-dessous sont livrées avec leurs organes de protection.

Dans une grande usine, s'il faut dépenser quelques centaines de francs pour l'arrêt rapide des transmissions, il faudra le plus souvent quelques heures de travail et l'emploi de rognures de tôle pour établir des couvre-engrenages.

Il ne s'agira en fait que de dépenses minimales. D'ailleurs, M. de Coëne n'hésite pas à déclarer que les moyens de préservation exercent une action économique importante et des plus heureuses sur les moyens de production.

« Les machines, dit-il dans une note qu'il a bien voulu nous fournir, produisent plus, grâce à la vitesse plus grande qu'on leur imprime et en raison de la sécurité qu'y trouvent les ouvriers.

« La dépense d'établissement est fort peu importante. Nous avons constaté par exemple que, pour d'anciens établissements privés de moyens de préservation et ayant 14,000 broches de filature dont la valeur est actuellement de 400,000 francs, la dépense maxima d'établissement a été de 4,000 francs soit 1 p. 100.

« Dans un établissement neuf de même importance ayant une valeur de 840,000 francs, la dépense est presque nulle et a pu être réduite à 200 francs par an pendant cinq ans. »

Ainsi parle M. de Coëne, qui est un ingénieur très distingué et un praticien dans la matière, et qui déjà, dans un mémoire au Congrès de Berne, a pu dire :

« De sorte que l'industriel, qui croyait au début rencontrer dans les moyens préventifs de lourdes charges, y trouve au contraire un auxiliaire économique imposé à son industrie.

« Il peut faire marcher les machines à plus grande vitesse, forcer la production et obtenir des procédés mécaniques des avantages qui compensent largement les dépenses assez faibles auxquelles il est entraîné pour rendre les appareils inoffensifs, arrivant à ce résultat remarquable, mais bien connu, que tout travail rendu plus facile, plus rapidement exécuté, mieux conduit, donne et procure toujours d'importantes économies.

« Lorsqu'on compare les procédés de nos anciennes forges avec les procédés si simples, si précis, si scientifiques de la fabrication de l'acier Bessemer, qui n'est plus qu'une opération mécanique facile et sans danger, on peut constater de nouveau ce fait que les engins perfectionnés sont toujours économiques.

« N'en n'est-il pas de même pour les marteaux-pilons et les nouveaux appareils de levage manœuvrant avec une aisance merveilleuse des pièces de

150,000 kilogrammes, les manipulant, les forgeant, les déplaçant sans danger pour les ouvriers, nouvel exemple des résultats obtenus par les moyens mécaniques scientifiquement appliqués?

« Lorsqu'on examine l'application de l'air comprimé aux freins mécaniques des véhicules des chemins de fer, on trouve là encore une application précieuse des moyens préventifs contre les accidents.

« Ces divers exemples, que l'on pourrait étendre encore, donnent la conviction absolue que le développement des moyens préventifs et leur application à tous les travaux sans exception procurent aux industriels des résultats économiques dont on ne se doutait pas au début, et qui rendent les outils mécaniques d'un atelier plus sûrs, plus économiques, tout en les rendant aussi inoffensifs que les travaux manuels. »

D'ailleurs, si nous nous étendons ici sur sa possibilité d'application et sur la modicité du prix de revient, ce n'est pas que nous ayons à faire excuser pour ainsi dire la loi et les règlements qui la compléteront. La nécessité des mesures de salubrité et de protection n'est plus à démontrer, et c'est au sein du Comité consultatif, moins que partout ailleurs, que cette démonstration devrait se faire.

En-s'en tenant aux seuls accidents, il suffit de calculer leur marche pour se rendre compte de la nécessité sociale d'une législation protectrice que la loi a ordonnée, que le règlement que le Comité a élaboré rendra plus efficace. Pour ce calcul, si notre service de statistique est mal outillé, nous pouvons nous baser sur la statistique allemande, qui, établie par l'office impérial d'assurance, a un caractère de précision et de sincérité très acceptables.

Cette statistique, pour l'année 1892, donne les résultats suivants :

Nombre des accidents signalés.....	235,587
Morts.....	5,925
Invalidité permanente totale.....	3,047
Invalidité permanente partielle.....	29,650
Incapacité momentanée.....	16,929

M. Cheysson, inspecteur général des ponts et chaussées, a imaginé de calculer ce que doit être approximativement chez nous la statistique des accidents en prenant pour base les statistiques allemandes de plusieurs années et par une comparaison du chiffre des travailleurs de chaque nation : « Si, dit-il (1), on admet une population de travailleurs de 10,000,000 qui correspond exactement au cas de la France, elle fournit un nombre annuel de victimes qu'on peut estimer, d'après les statistiques allemandes, à 7,500 tués et 272,000 blessés, sur lesquels 24,000 atteints d'incapacité permanente totale ou partielle et 7,000 frappés d'incapacité temporaire de plus de 3 semaines; enfin les morts laissent 5,000 veuves et 10,000 orphelins. »

Dans ces chiffres attristants quelle est la portion réductible? Combien peut-on, avec les moyens dont on dispose aujourd'hui et par l'application

(1) Revue du Congrès permanent des accidents de fabrique, 1893.

d'une loi protectrice, économiser de vies humaines? Les chiffres que nous avons relevés nous-même, ceux qui ont été fournis par MM. Muller, Engel-Dolfus, Compère, Bodichier, Périssé et Mamy, de Coëne, etc., montrent que 50 p. 100 en moyenne des accidents pouvaient être évités.

S'autorisant des résultats obtenus par l'association normande, M. de Coëne a pu dire que 64 p. 100 des accidents pouvaient être évités (1).

D'après les recherches faites par M. Mamy sur les accidents déclarés dans le département de la Seine, la proportion évitable varie de 36 à 54 p. 100. A Lille et dans la région du Nord la proportion évitable serait de 55 à 71 p. 100.

Le tableau suivant, qui donne le nombre des accidents *déclarés* dans le département de la Seine et qui est ainsi forcément incomplet, donne à la fois le nombre des accidents, la proportion évitable et les causes principales contre lesquelles il faut se protéger.

Accidents déclarés dans le département de la Seine.

ANNÉES.	NOMBRE DES ACCIDENTS.	AU-DESSOUS DE 16 ANS.	AU-DESSUS DE 16 ANS.	PROPORTION ÉVITABLE.	PRINCIPALES CAUSES.				
					SCIES CIRCULAIRES.	COURROIES ET ARBRES.	NETTOYAGE et graissage en marche.	ENGRENAGES.	LAMINOIRS.
				p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
1886	98	30	68	47	13	9	17	16	"
1887	109	34	75	51	10	12	16	14	"
1888	112	29	83	36	12 5	9	13	15	7
1889	111	40	71	47	12	9	17	15	"
1890	91	28	63	46	11	11	20	14	"
1891	90	34	56	54	7	18	23	8	"
TOTAUX	611	195	426	50 2	10 9	9 8	17 7	13 7	7

Nous avons dit que le projet de règlement élaboré par la Commission spé-

(1) Disons, en passant, que, si les sociétés industrielles pour la prévention des accidents ont rendu de grands services, l'application de la loi n'aura pas pour résultat de faire disparaître ces sociétés; elles peuvent en effet, plus qu'une inspection officielle, entrer en contact avec les intérêts de l'industriel en lui indiquant les procédés les moins dispendieux de protection. Elles peuvent aussi stimuler le zèle des inventeurs et les pousser à rechercher de nouveaux appareils protecteurs. L'association des industriels de France, en établissant l'année dernière un concours pour l'étude du meilleur système de *lunettes d'atelier*, a rendu à l'industrie et à l'hygiène de l'ouvrier un véritable service. Cette même association a ouvert cette année un nouveau concours pour la construction d'un *masque* contre la poussière. Ces sociétés ont aussi leur raison d'être et de fonctionner à côté du service officiel d'inspection, et il est désirable qu'elles soient encouragées.

ciale et soumis à l'approbation du Comité consultatif d'hygiène publique de France comprenait sous deux titres différents les mesures de salubrité et les mesures de sécurité.

Après un exposé du but de la loi établi par l'article premier, le TITRE I débute par l'article 2 ainsi conçu :

« ART. 2. — Les emplacements affectés au travail, dans lesdits établissements, ainsi que toutes leurs dépendances, seront tenus dans un état constant de propreté. Le sol sera nettoyé à fond une fois par jour avant l'ouverture ou après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail. Ce nettoyage sera fait par un lavage, à moins que les conditions de l'industrie ne s'y opposent. Les murs et les plafonds seront l'objet de fréquents lavages, les enduits refaits toutes les fois qu'il sera nécessaire ».

Le Comité consultatif dans son rapport de 1884 avait déjà insisté sur la nécessité de ces mesures qui ont été édictées d'ailleurs par les législations étrangères (1).

Mais il semble utile aujourd'hui de demander que le sol soit nettoyé *avant* ou *après* le séjour des ouvriers et que ce nettoyage se fasse par un lavage

(1) ANGLETERRE. — Extrait du *Factory and workshop Act* de 1878, 3. Une manufacture et un atelier doivent être tenus en état de propreté et délivrés de toute émanation provenant d'un fossé, de lieux privés ou de toute autre cause insalubre.

Une manufacture ou un atelier ne doit pas être rempli de monde, pendant les heures de travail, au point de nuire à la santé des employés, et doit être aéré de façon à rendre inoffensifs, autant que possible, tous les gaz, vapeurs, poussières et autres impuretés engendrées par la fabrication des produits ou par la main-d'œuvre.

Toute manufacture ou tout atelier qui contreviendront aux dispositions de cette section seront considérés comme n'étant pas tenus conformément à la loi.

4. Lorsqu'il vient à la connaissance de l'inspecteur qu'il a été commis dans la manufacture ou l'atelier un acte de négligence, ou qu'il existe un défaut dans la tenue des fossés, water-closets, enclos-communs, cendriers, puits, ou tout autre délit dont il n'est pas parlé dans l'acte, mais qui est passible de la loi sur la salubrité publique, l'inspecteur donnera avis, par écrit, de l'acte de négligence ou du manquement à l'autorité sanitaire du district dans lequel est situé la manufacture ou l'atelier, et l'autorité sanitaire aura pour devoir de faire telle enquête que l'avis comportera et de prendre telle décision qu'elle jugera propre à atteindre le but de la loi.

L'inspecteur peut, pour les besoins de cette section, prendre avec lui dans l'intérieur de la manufacture ou de l'atelier un officier médical de santé, inspecteur de salubrité, ou tout autre agent de l'autorité sanitaire.

AUTRICHE. — *Loi du 8 mars 1885*, art. 74. Tout industriel est tenu de prendre et d'entretenir à ses frais toutes les dispositions relatives aux ateliers, machines et appareils qui sont nécessaires pour protéger la santé et la vie des ouvriers.

Notamment l'industriel doit veiller à ce que les machines, les appareils et leurs différentes parties (roues motrices, transmissions, courroies, chaudières, etc...) soient abrités ou munis d'appareils de préservation tels qu'aucun accident puisse arriver facilement aux ouvriers dans l'exécution prudente de leur travail. Entre autres devoirs, l'industriel doit aussi faire en sorte que les ateliers soient *autant que possible tenus propres* et exempts de poussière, que l'air s'y renouvelle toujours proportionnellement au nombre des ouvriers et en raison du mode d'éclairage adopté; il doit s'attacher à prévenir l'influence de la terre des exhalaisons dangereuses et prescrire les mesures que réclament la conduite et la manipulation des industries chimiques. Les industriels qui logent leurs ouvriers doivent ne pas affecter à cet objet des locaux insalubres.

toutes les fois que les conditions de l'industrie ne s'y opposent pas. La raison de cette exigence est aisée à comprendre; dans beaucoup d'ateliers, le travail devant commencer par exemple à 6 heures ou à 7 heures du matin, c'est pendant que les ouvriers s'installent à leur métier, à leur établi ou à leur machine, que l'un d'eux balaie le sol. Il s'élève alors une poussière plus ou moins dense et diversement composée selon les ateliers, mais qui peut contenir des parcelles de crachats desséchés. Il en résulte qu'un seul ouvrier phthisique suffit à contaminer un grand nombre de ses camarades et qu'on ne saurait trop se mettre en garde contre cette cause de propagation de la tuberculose. Les exemples d'épidémie d'atelier ne sont pas rares dans l'histoire de la tuberculose et nous nous souvenons d'avoir été consulté, il y a quelques années, par un industriel chez qui beaucoup d'ouvriers devenaient phthisiques et qui, sur notre conseil, fit, sinon disparaître le danger, au moins diminuer la contamination par une mesure analogue à celle que nous prescrivons ici. — En tous cas, ce nettoyage, fait avant l'arrivée des ouvriers, ou après leur départ, devra être pratiqué soit au moyen d'un torchon ou d'une éponge ou d'une brosse mouillées. Ce n'est pas là une prescription bien dure, ni dispendieuse, et il n'en est pas qui soit mieux justifiée ni qui puisse être plus utilement faite dans l'intérêt des ouvriers.

L'article 3 complète la prescription de l'article 2 en vue de la propreté. Il est ainsi conçu :

« ART. 3. — Dans les locaux où l'on travaille les matières organiques, le sol sera imperméable et toujours bien nivelé; les murs seront stuckés ou silicatés, ou recouverts d'une couche épaisse de peinture à base de zinc.

« Le sol et les murs seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante. En tous cas, un lessivage à fond aura lieu au moins deux fois par an.

« Les résidus putrescibles ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail à moins qu'ils ne soient l'objet même du travail. Ils seront enlevés au fur et à mesure et, dans le cas de séjour prolongé ou de dépôt, ils seront soigneusement désinfectés. »

Cet article d'ailleurs, en même temps que la propreté, vise la pureté de l'atmosphère qu'il entend protéger contre les odeurs plus ou moins désagréables ou nocives qui proviennent de la putréfaction. Il relie ainsi l'article 2 aux articles 4 et 5.

Les articles 4 et 5, en effet, indiquent les précautions à prendre pour préserver l'atmosphère des ateliers contre les émanations provenant des égouts, fosses et puisards. Ils sont ainsi rédigés :

« ART. 4. — L'atmosphère des ateliers et de tous les locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fossés, puisards, fosses d'aisances, ou de toute autre source d'infection.

« Dans les établissements qui déversent les eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement sera nécessairement munie d'un intercepteur hydraulique fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

« Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère en aura été assainie par une puissante ventilation. Les ouvriers appelés à travailler dans ces conditions seront attachés par une ceinture de sûreté. »

ART. 5. — Les cabinets d'aisances ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où seraient employés les ouvriers. Ils seront abondamment pourvus d'eau, munis de cuvette avec inflexion syphoïde du tuyau de chute. Le sol, les parois seront en matériaux imperméables. Les peintures seront à base de zinc, ton clair.

« Il y aura au moins un cabinet par 30 personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

« Aucun puisard, puits absorbant, boitout, aucune disposition analogue ne pourra être établie qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites. »

Nous n'avons pas à reprendre les arguments fournis par le Comité dans le rapport de 1884. Le texte du projet de règlement est resté à peu près le même. Nous y avons ajouté cependant (art. 4, § 3) une disposition relative aux puits, canaux de fumée, cuves, etc., aux atmosphères limitées pouvant contenir des gaz délétères et où l'ouvrier est appelé à travailler.

En ce qui concerne les cabinets d'aisances, nous rappelons que, dans le rapport de 1884, nous avons déjà insisté pour qu'il soit établi une interception complète entre les fosses et les ateliers et que nous faisons remarquer que « l'appel déterminé par les cheminées industrielles et qu'il est si utile souvent de rendre énergique pour enlever les buées, vapeurs et gaz engendrés par le travail, l'appel des ventilateurs, usités pour l'enlèvement des poussières, tendent à favoriser et à rendre plus dangereux ces reflux gazeux des égouts ou des fosses, surtout quand les fenêtres sont fermées; il serait étrange qu'on prit des mesures pour l'évacuation par aspiration des vapeurs, gaz, poussières irritantes ou toxiques, et qu'on fit du même coup pénétrer dans l'atelier un air chargé de miasmes infectieux ».

Enfin nous avons spécifié pour la peinture de ces cabinets le blanc de zinc et une teinte claire. Ce sont des prescriptions qui s'expliquent aisément; les teintes foncées dissimulent la malpropreté et l'emploi du plomb dans la peinture n'est pas acceptable pour les locaux où se dégagent de l'hydrogène sulfuré.

L'article 6 est ainsi conçu :

• ART. 6. — Les locaux fermés affectés au travail ne seront jamais encombrés. Le cube d'air par ouvrier ne sera jamais inférieur à 8 mètres (1).

• Ils seront largement aérés et, dans les cas où les conditions du travail nuisent à l'aération et où la matière offre des causes spéciales d'insalubrité,

(1) NORVÈGE. — Loi du 27 juin 1892. Cette loi est complexe. Elle s'occupe de la salubrité et de la sécurité du travail; du travail des femmes et des enfants; de la durée du temps d'admission des femmes après leurs couches; des termes du contrat entre patrons et ouvriers;

la ventilation artificielle sera faite de telle sorte qu'il entre, par homme et par heure, une quantité d'air neuf de 24 mètres cubes au minimum.

« Les locaux de travail ainsi que leurs dépendances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés. »

La rédaction de cet article 6 est sensiblement la même que celle que le Comité a déjà votée en 1884. Nous avons insisté cependant sur la nécessité de l'éclairage.

La question de l'éclairage soit naturel, soit artificiel, est une grave question dans les ateliers. Sans éclairage il n'est pas possible d'assurer la propreté sur laquelle insiste un article précédent et c'est à ce titre surtout que nous avons demandé l'éclairage des escaliers et passages qui ne seront nettoyés, tenus propres et salubres qu'à cette seule condition qu'ils ne soient pas obscurs.

Ajoutons que l'éclairage n'est pas seulement une mesure d'hygiène indissolublement liée à l'aération, mais que c'est une mesure de sécurité, et nous verrons plus loin que les lois étrangères n'ont pas hésité à prescrire le large éclairage naturel ou artificiel particulièrement dans les locaux où des machines sont en mouvement (1).

des conditions de règlement du salaire; des droits et devoirs des inspecteurs. Elle établit par ses articles 4 et 8 les prescriptions suivantes :

§4. — Les établissements de travail avec tous leurs meubles ou immeubles qui en dépendent, et qui sont placés dans leur enceinte ou dans leur voisinage, devront être aménagés et entretenus de telle sorte que la santé, la vie et les membres des ouvriers soient protégés autant que possible et d'une façon efficace.

§8. — On ne doit pas occuper dans les ateliers un nombre d'ouvriers disproportionné avec les dimensions des salles et avec la place occupée par les machines, les appareils, matériaux, etc. On devra, d'une manière convenable, entretenir une ventilation suffisante, si cela est nécessaire, au moyen d'appareils mécaniques, afin d'éviter les poussières, les vapeurs et les gaz malsains, les mauvaises odeurs, l'excès de chaleur, et faire en sorte que cette ventilation soit suffisante par rapport au nombre d'ouvriers.

SUÈDE. — *Loi du 10 mai 1889*, art. 1, § 3. De plus, si le travail s'opère dans un local fermé, ou si la nature de ce travail l'exige, les précautions suivantes doivent être observées :

1° Tout ouvrier, occupé à ce travail, doit avoir un cube d'air suffisant (7 mètres cubes au moins), le renouvellement de l'air doit être satisfaisant; toutefois dans les fabriques et ateliers qui existent déjà et qui possèdent des dispositifs assurant le renouvellement de l'air un moindre cube d'air pourra être toléré.

2° Le travail doit s'effectuer dans des conditions d'éclairage et de température satisfaisantes et appropriées à la même situation.

3° Les dispositions dont l'efficacité a été reconnue par l'expérience technique et qui conviennent à la nature du travail doivent être mises en œuvre pour empêcher la diffusion des poussières, des gaz et des vapeurs en quantité dangereuse pour la santé des ouvriers; les emplacements affectés au travail, les machines et les outils doivent être tenus dans un état constant de propreté.

(1) NORVÈGE. — *Loi du 27 juin 1892*, § 7. Les ateliers devront être suffisamment éclairés, soit par la lumière du jour, soit par un éclairage artificiel, pour qu'on puisse voir distinctement toutes les parties mobiles d'une machine, qui, lorsqu'elle fonctionne, peuvent offrir du danger pour les ouvriers.

Dans les ateliers où existent ou peuvent se développer des gaz, des vapeurs ou des poussières explosibles ou facilement inflammables, on devra, quant à l'éclairage artificiel, prendre toutes les précautions possibles. Partout où les conditions de travail et la nature de l'exploitation le permettront, les ateliers devront aussi être convenablement chauffés.

L'article 7 du projet de règlement s'occupe des poussières, gaz et vapeurs qui peuvent souiller l'atmosphère du travail :

« ART. 7. — Les poussières et gaz incommodés ou insalubres, les gaz et poussières toxiques seront évacués directement au dehors au moment même de leur production, et ne seront jamais mêlés à l'air des ateliers.

« Pour les buées, vapeurs, gaz, il sera installé des hottes avec cheminées d'appel ou tout autre procédé efficace.

« Pour les poussières déterminées par les meules, les batteurs, les broyeurs, et tous autres appareils mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique.

« Pour les gaz lourds, tels que vapeurs mercurielles, sulfure de carbone, la ventilation aura lieu *per descensum*, et chaque table de travail sera mise en communication directe avec le ventilateur.

« Les vapeurs, les gaz, les poussières ne seront jamais déversés dans l'atmosphère; les gaz ou vapeurs seront condensés ou brûlés; les poussières seront dirigées sous les foyers ou recueillies dans des chambres à poussières, dans des caisses à chicane, etc.

« La pulvérisation des matières irritantes ou toxiques et autres opérations telles que le tamisage, l'embarillage de ces matières, se fera automatiquement dans des appareils clos toutes les fois que cela sera possible. »

Ces prescriptions sont celles du projet élaboré en 1884.

Nous rappelons que ce qui avait préoccupé le Comité, c'était de s'opposer à la diffusion des poussières et vapeurs dans l'atelier, de les recueillir au moment même et au lieu même où elles se forment ou de les enfermer au moment même de leur production quand les poussières ne sont pas des produits résiduels, mais le résultat cherché par le travail.

Nous avons à dessein négligé d'imposer des appareils individuels tels que masques, respirateurs, etc. On peut, par voie de circulaire, en recommander l'emploi, mais il ne nous a pas paru qu'on pût en exiger l'usage. Ce sont d'ailleurs presque toujours des moyens de protection insuffisants que ceux qui nécessitent à chaque instant la coopération volontaire de l'ouvrier; il ne s'y soumet qu'avec répugnance et même il met une sorte de point d'honneur à s'en affranchir; les meilleurs moyens de le préserver des dégagements nuisibles sont ceux qui, par leur automatisme, laissent tout à fait en dehors le libre arbitre du travailleur (1).

L'article 8 est un complément des articles précédents destiné à assurer le

(1) On n'a pas hésité parfois à l'étranger à prescrire ces moyens individuels. Nous détachons d'une circulaire, adressée aux inspecteurs de police le 17 septembre 1888 par M. le Ministre du commerce pour commenter la loi hongroise du 21 avril 1884, le passage suivant :

« La ventilation des fabriques, l'expulsion des gaz délétères et de la poussière, le nettoyage préalable des chiffons dans les fabriques de papier doivent être l'objet d'une attention particulière.

« Dans les fabriques où se trouvent des déchets toxiques et où se dégagent des gaz, les ouvriers doivent être munis d'appareils respiratoires.

« On doit veiller à l'expulsion des eaux souillées et des détritiques, au bon entretien des lieux d'aisances et à la désinfection en général. »

renouvellement de l'air pendant les interruptions de travail et pendant le repos.

Enfin, l'article 9, qui termine le titre 1^{er}, est ainsi conçu :

« ART. 9. — Les ouvriers ne devront point prendre leurs repas dans les ateliers ni dans aucun local affecté au travail.

« Les patrons mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle : vestiaire avec lavabos, ainsi que de l'eau de bonne qualité pour la boisson. »

Nous avons introduit dans ce règlement comme dans le projet de 1884 une disposition visant les interruptions journalières du travail, prescrivant d'aérer les ateliers pendant le temps de cette interruption, et interdisant de laisser les ouvriers prendre leurs repas dans l'atelier.

La large ouverture des fenêtres pendant les interruptions du travail est une mesure d'hygiène essentielle; il n'y a pas de meilleur mode d'aération, d'évacuation de cet air souillé par la présence d'un personnel nombreux et où pullulent si facilement les microorganismes quand il reste confiné. Si l'on reste dans l'atelier pendant les interruptions de travail, si surtout on y prend les repas, l'animalisation de l'air atteint un degré dangereux. La question des repas pris en dehors de l'atelier est réglée par la loi anglaise (art. 17 du *Factory Act* de 1878) (1), par la loi danoise du 23 mai 1873 (art. 4) (2), par la loi suisse du 23 mars 1873, qui demande que des locaux convenablement chauffés soient mis à la disposition des ouvriers pour leurs repas (3). Une exigence analogue se rencontre dans la loi norvégienne du 27 juin 1892 (4).

D'ailleurs, dans certaines professions où l'on fabrique ou bien où l'on emploie des substances toxiques, il n'est pas prudent de prendre ses repas

(1) ANGLETERRE. — *Factory Act de 1878*, art. 17. — Au sujet des repas (sauf les exceptions spécialement indiquées dans le présent Act); les règles suivantes seront observées dans les manufactures ou ateliers :

1° Tous les enfants, adultes et femmes doivent prendre leurs repas à la même heure du jour;

2° Un enfant, un adulte ou une femme ne pourront, sous aucun prétexte, travailler pendant les heures des repas, ni même rester à l'atelier où se fabriquent les produits.

(2) DANEMARK. — *Loi du 23 mai 1873*, art. 4. — Les enfants et les jeunes gens... ne pourront, durant leurs repas, rester dans aucun local de la fabrique ou de l'atelier au moment où l'on y travaille. Si, par suite de la nature du travail, l'air du local se remplit de poussière ou d'autres matières nuisibles à la santé, la police sanitaire pourra demander qu'il soit assigné aux travailleurs un local particulier pour y rester pendant les heures de repos et pour y prendre leur repas.

(3) SUISSE. — *Loi fédérale du 23 mars 1877*, art. 11, § 5. — On accordera aux ouvriers, au milieu de la journée de travail, un repos d'une heure au moins pour le repas; des locaux convenables, chauffés en hiver, et hors des salles ordinaires de travail, seront mis gratuitement à la disposition des ouvriers qui apportent ou se font apporter leur repas à la fabrique.

(4) NORVÈGE. — *Loi du 27 juin 1892*, § 11. — Les ouvriers auront, soit dans l'établissement même ou aux environs, un endroit où ils pourront chauffer leurs aliments, et, quand le temps le rendra nécessaire, prendre leur repas dans un appartement chauffé.

dans l'atelier où les poussières seraient ainsi plus aisément absorbées et trouveraient dans le tube digestif une voie plus rapide et plus sûre d'intoxication. C'est par exemple ce qu'on peut dire de toutes les professions qui travaillent ou emploient le plomb. Ces préoccupations ne se sont pas seulement montrées à l'étranger; on en retrouve la preuve dans les travaux des hygiénistes et dans les actes des administrateurs français. Dans une circulaire de M. le préfet de police, en date du 24 janvier 1882, préparée par le Conseil d'hygiène de la Seine sur le rapport de M. Gautier, il est dit « qu'on ne doit pas laisser les ouvriers séjourner, et encore moins prendre leurs repas dans les enceintes où se dégageraient notoirement des poussières contenant du plomb. » De son côté, le Comité consultatif d'hygiène publique de France, dans un projet de règlement sur les fabriques de céruse et de minium (1), a fait de cette défense un article spécial : Art. 10. Aucun repas ne pourra être pris dans l'intérieur de l'usine (2).

Les moyens d'assurer la propreté des mains et du visage sont, surtout dans les établissements où l'on travaille des substances toxiques, le complément de cette défense de prendre les repas dans l'atelier.

Beaucoup de grands industriels ont songé à mettre à la disposition de leur personnel des bains-douches qui sont faciles à installer partout où l'on dispose d'un peu d'eau chaude, ne fût-ce que de l'eau de condensation des machines. C'est un exemple digne d'être imité.

Enfin, en ce qui concerne la prescription de mettre à la disposition des ouvriers de l'eau de boisson de bonne qualité, elle n'a pas besoin d'être expliquée : aujourd'hui qu'on connaît les dangers de transmission de certaines maladies, et non des moins graves, par l'eau, nul n'a le droit de mettre à la disposition des gens qu'il emploie une eau suspecte. Le projet de règlement n'insiste pas, d'ailleurs, sur les moyens de faire provision d'eau de bonne qualité et, suivant les cas, on pourra donner de l'eau de source, de l'eau stérilisée par l'ébullition ou par son passage à travers un filtre d'une efficacité constatée.

Le titre II du projet de règlement que nous soumettons à la discussion du Comité consultatif d'hygiène est relatif aux mesures de sécurité.

Il n'en est pas qui soient plus aisément acceptées par l'industriel qui peut n'avoir pas des connaissances suffisantes en hygiène publique pour apprécier l'utilité de telle ou telle mesure dont la nécessité et la justice sautent pour ainsi dire aux yeux des hygiénistes, mais qui, en matière d'accidents, sait les dangers auxquels la vie des ouvriers est exposée. Aussi, tout en accusant l'imprudence des ouvriers qui est souvent réelle et explicable par l'habitude du danger, les industriels soucieux de la justice et des intérêts du personnel qu'ils emploient pensent qu'il convient de suppléer à ce manque de prudence de l'ouvrier par une prudence extrême du patron et par les mesures de

(1) Tome XII, p. 190.

(2) Ces précautions s'appliquaient en Prusse, dès 1865, aux ateliers où l'on emploie l'arsenic. Un décret du 10 juin 1865, relatif à l'établissement des fabriques d'aniline, contient la défense formelle de laisser les ouvriers prendre leurs repas dans les ateliers.

protection les plus sérieuses qui soient connues et que chaque jour modifie, perfectionne et complète.

C'est une dépense sans doute, mais nous avons montré avec les sociétés contre les accidents du travail que ce n'était point une dépense sans compensation (1).

Les articles compris dans ce titre II sont, en grande partie, ceux-là même qui ont été votés par le Comité en 1884. Toutefois on a dû les compléter par des prescriptions faites en vue d'éviter le danger d'incendie, par des précautions nécessitées dans certains ateliers par l'emploi chaque jour plus grand de moteurs électriques, enfin par certaines dispositions relatives à l'équipement de l'ouvrier.

L'article 10 s'occupe des moteurs et des précautions nécessaires pour en

(1) La plupart des lois étrangères sur l'hygiène industrielle s'occupent de la sécurité du travail :

SUISSE. — *Loi fédérale du 23 mars 1877*, art. 2. Les ateliers, les machines et les engins doivent, dans toutes les fabriques, être établis et maintenus de façon à sauvegarder le mieux possible la santé et la vie des ouvriers.

On veillera en particulier à ce que les ouvriers soient bien éclairés pendant les heures de travail, à ce que l'atmosphère soit autant que possible dégagée de la poussière qui s'y forme, à ce que l'air s'y renouvelle toujours dans une mesure proportionnée au nombre des ouvriers, aux appareils d'éclairage, et aux émanations délétères qui peuvent s'y produire.

Les parties des machines et les courroies de transmission qui offrent des dangers pour les ouvriers seront soigneusement enfermées.

DANEMARK. — *Loi du 23 mai 1873*, art. 11. Les lieux de travail en question, ainsi que les travaux et les machines qui s'y trouvent, doivent être disposés de telle façon que la santé, la vie et les membres des travailleurs soient protégés de la manière la plus convenable tant pendant la fabrication que pendant le séjour dans le local du travail. Toutes les parties courantes des machines ainsi que les instruments mis en mouvement mécaniquement par les machines, et avec lesquelles les enfants et les jeunes gens travaillant dans la fabrique ou dans l'atelier pourraient se trouver en contact, soit en passant, soit pendant leurs travaux ordinaires, doivent être solidement enclos, autant que le permet la nature des machines et du travail, et il est défendu d'enlever l'enclos pendant que les machines fonctionnent.

Les enfants et les jeunes gens ne doivent être employés à nettoyer aucune partie des machines d'une fabrique ou d'un atelier pendant qu'elles sont en mouvement.

ESPAGNE. — *Loi du 24 juillet 1873 sur le travail des enfants*, art. 9. — A dater de la promulgation de cette loi, on ne construira aucun des établissements dont parle l'article premier sans que les plans aient été préalablement soumis à l'examen d'un jury mixte et qu'ils aient obtenu son approbation en ce qui touche les précautions indispensables d'hygiène et de sécurité des ouvriers.

ANGLETERRE. — *Factory act de 1878*, art. 5. Les monte-charges par lesquels quelqu'un sera obligé de passer ou de travailler, les volants reliés aux moteurs mécaniques dans les chambres de machines ou ailleurs et en général les pièces des machines à vapeur ou hydrauliques seront pourvus d'appareils protecteurs.

Les roues seront isolées par des barrières clôturant tout l'espace qu'elles occuperont dans leur course à moins que tout danger ne soit écarté par d'autres moyens.

Les organes de transmission seront disposés de manière à ne point offrir plus de danger pour les ouvriers de l'usine que si l'approche en était défendue par une clôture, à moins qu'ils ne soient effectivement clôturés.

Art. 7. — Lorsque l'inspecteur estimera que dans un établissement un appareil servant à la fabrication, cuve, bassin ou autre, et près ou au-dessus duquel des enfants ou des adolescents sont obligés de passer ou de travailler, présente une cause de danger comme contenant un liquide chaud ou un métal en fusion, il requerra le patron d'en défendre l'approche.

réserver l'approche à ceux-là seuls qui les conduisent ; il s'occupe aussi des machines et mécanismes au point de vue de leur espacement, des puits, des trappes, cuves et bassins, et enfin des échafaudages. Il est ainsi rédigé :

« ART. 10. — Tout mécanisme, machine, appareil de transmission, outil, engin quelconque, sera disposé de manière à ne présenter aucun danger.

« Les moteurs à vapeur, à gaz, les moteurs électriques, les roues hydrauliques, les turbines, seront installés dans des locaux séparés, fermés du côté où le travail s'effectue, et seulement accessibles aux ouvriers spéciaux affectés à leur surveillance.

« Quand il s'agira de petits moteurs usuels à vapeur ou à gaz, l'autorisation pourra être donnée, moyennant prescriptions de précautions spéciales, d'installer le moteur dans l'atelier même ; mais il sera, dans ce cas, entouré d'une barrière qui n'en permettra l'approche qu'aux ouvriers chargés de sa surveillance (1).

« Les passages entre les machines, mécanismes, outils mus par ces moteurs, auront une largeur d'au moins 80 centimètres. Le sol des intervalles sera nivelé ; les escaliers seront solides et munis de fortes rampes (2).

« Les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds, seront pourvus de barrières ou de garde-corps.

(1) DANEMARK. — *Loi du 12 avril 1889*, art. 2. a. Les machines opératrices devant être construites et établies et leurs parties courantes être encloses et couvertes de sorte que les travailleurs qui les desservent ne soient, que par suite d'imprudence, exposés à se trouver en contact avec les parties courantes, soit pendant leurs travaux ordinaires, soit en passant.

b). Lorsque les parties courantes de l'appareil, au moyen duquel la force motrice est transmise de la machine motrice aux machines opératives, ne sont pas établies à hauteur de six pieds au moins au-dessus du plancher, elles devront être encloses et couvertes de sorte que les travailleurs qui circulent dans le lieu du travail ne puissent, que par suite d'imprudence, se trouver en contact avec elles. Les arbres horizontaux et verticaux ne devront point présenter de saillies telles que jointures, têtes de vis, clavettes, etc., à moins que ces saillies ne soient suffisamment recouvertes, même dans le cas où les arbres en question seraient placés à plus de six pieds au-dessus du plancher. Les conduits électriques devront être dûment isolés.

c). Lorsque la machine motrice se trouve établie dans le même local où les travailleurs circulent, elle devra être enclose de sorte que nul autre travailleur que ceux qui desservent la machine motrice ne puisse se trouver en contact avec les parties courantes.

Art. 3. — A l'avenir, dans les constructions nouvelles, les couloirs destinés à la circulation et pratiqués dans les lieux où se trouvent les machines devront avoir une largeur et une hauteur telles que les travailleurs qui y circulent ne puissent, que par suite d'imprudence, être exposés à se trouver en contact dangereux avec les parties courantes des machines. Cette disposition est également applicable aux constructions existant à l'heure actuelle à moins que cela nécessite une reconstruction.

(2) NORVÈGE. — *Loi du 27 juin 1892*, § 6. Les passages destinés à la circulation dans les ateliers où les jeux des machines doivent avoir une largeur et une hauteur suffisante pour que les ouvriers qui desservent ces machines ou qui passent ne soient pas, lorsqu'ils observent une prudence ordinaire, exposés à un contact dangereux avec les parties des machines en mouvement.

« Les échafaudages seront munis de garde-corps, de 90 centimètres de haut, sur toutes leurs faces (1) ».

Les conditions imposées par cet article n'ont pas besoin de commentaires. Toutefois, en ce qui concerne la largeur des passages, il nous a paru bon de fixer une largeur minima qui pourra être augmentée pour les passages principaux où deux ouvriers ou ouvrières peuvent incessamment se rencontrer pendant les allées et venues nécessitées par le travail même. Nous avons, en 1884, fixé à 60 centimètres la largeur de ces passages et, si nous n'avons pas conservé ce chiffre, c'est que l'expérience nous en a démontré l'insuffisance. Déjà en 1884 cette largeur avait paru bien faible: mais le Comité s'était laissé toucher par cette considération que, à Paris, avec l'excessive valeur du terrain, on allait grever l'industrie d'une lourde charge, et comme il s'agissait alors, non pas d'une loi existante à commenter par un règlement, mais d'une loi nouvelle à faire accepter, on s'était montré timide à l'excès. Aujourd'hui la loi existe; c'est une loi de protection dont on n'a pas le droit d'affaiblir la portée par voie de règlement et qui, d'ailleurs, n'est pas faite seulement pour Paris; mais pour toute la France; il n'est pas exagéré, pour éviter les dangers dont cette loi veut préserver les travailleurs, de prévoir des passages de 80 centimètres. Tout au plus pourrait-on, par une disposition transitoire, accepter, dans les usines actuellement existantes, des passages de 60 centimètres seulement, mais c'est là une mesure transactionnelle dont il appartiendra à M. le Ministre du commerce de décider en tenant compte d'autres intérêts que ceux de la sécurité.

L'article 11 s'occupe des monte-charge et ascenseurs :

« ART. 11. — Les monte-charge, ascenseurs, élévateurs, seront guidés et disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et des contre-poids soit fermée; que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries s'effectue automatiquement; que rien ne puisse tomber de la cage du monte-charge dans les galeries ni dans les puits.

« Pour les monte-charge destinés à transporter le personnel, la charge devra être calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises, et les monte-charge seront pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs. »

Il n'y a pas une législation étrangère qui n'ait pourvu à cette protection (2), et d'autre part les corporations industrielles allemandes instituées

(1) DANEMARK. — *Loi du 12 avril 1889*, art. 6, § 2. Dans les établissements où la cuisson ou la fonte se font dans de grands réservoirs, ces derniers devront être entourés de clôtures, de manière à empêcher les ouvriers de tomber dedans.

(2) HONGRIE. — Une circulaire, adressée par le Ministre du commerce aux inspecteurs des fabriques, le 17 décembre 1888 pour commenter la loi du 21 avril 1884, contient les passages suivants :

Il faut tenir la main à ce que les excavations, monte-charge, récipients dont l'existence expose les ouvriers à des chutes, soient convenablement clôturés et protégés; à ce que les monte-charge ne soient employés au transport du personnel que si l'entrepreneur a obtenu

par la loi du 6 juillet 1884 sont investies du droit de formuler des prescriptions en matière d'accidents; ces prescriptions, nous les reproduisons ici en note d'après le travail de M. Bellom que nous avons déjà cité. Quelques-unes de ces prescriptions ont été formulées par plus de la moitié (57 p. 100) des corporations. D'autres par les trois quarts d'entre elles (75 p. 100) (1).

l'autorisation préalable de l'administration et que s'ils sont munis de freins entrant en jeu lors de la rupture du câble.

SUÈDE. — *Loi du 10 mai 1889*, art. 1^{er}, § 2, a. Les emplacements où les ouvriers sont exposés à faire des chutes ou à souffrir de celles d'objets placés au-dessus d'eux doivent être pourvus des dispositifs que comporte la nature des travaux qui y sont pratiqués; par exemple, les excavations, les échafaudages, les passages supérieurs, les monte-charges et appareils analogues doivent être munis de clôtures; les escaliers doivent être pourvus de rampes.

b). Les monte-charges, grues ou machines de secours analogues doivent porter l'indication de leur puissance évaluée en poids et (s'ils sont affectés au service du personnel) en nombre de personnes transportables simultanément sans danger.

c). Les cuves, bassins et autres récipients ouverts, que leur situation, leur contenu rendent particulièrement dangereux, doivent être, autant que possible, soigneusement clôturés.

(1) MONTE-CHARGES. — § 87. — La cage du guidonnage doit être fermée et munie de portes automatiques au niveau des plates-formes de chargement (75 p. 100). Ces portes doivent être à jour, et avoir une forme et un aspect qui empêchent de les confondre avec les portes ordinaires.

Les portes qui ont moins de 1^m 50 de hauteur doivent être distantes du guidonnage de 30 centimètres.

§ 88. — Les contrepoids des monte-charges doivent être guidés dans des enveloppes fermées de toutes parts (29 p. 100).

§ 89. — Le monte-charge doit s'arrêter spontanément et venir se reposer aux niveaux des plate-formes convenables (43 p. 100).

§ 90. — Il doit être muni d'un parachute ou d'un frein et d'un système automatique de débrayage qui fonctionne aux extrémités de la course (34 p. 100).

§ 91. — Un signal doit faire connaître à chaque plate-forme de chargement la position actuelle du monte-charge dans le guidonnage (40 p. 100).

§ 92. — Les portes des plate-formes doivent, pour les monte-charges réservés aux marchandises, présenter à l'extérieur la mention suivante :

« Monte-charge de X... Kilos. »
« Passage interdit. » (54 p. 100)
« Interdit à la circulation du personnel. »

§ 93. — Les monte-charges destinés aux marchandises ne peuvent être employés que par l'ouvrier qui leur est affecté, et seulement dans le cas où ils sont munis d'un parachute (43 p. 100).

§ 94. — Les monte-charges qui sont employés par le personnel doivent être munis d'une toiture, indépendamment des autres accessoires indiqués au paragraphe 90 (57 p. 100).

§ 95. — Les monte-charges qui se trouvent à l'extérieur des bâtiments doivent être munis, au niveau de leur plate-forme inférieure de chargement, d'une clôture pleine de 1^m,50 à 1^m,88 de hauteur (26 p. 100).

§ 96. — Des poignées doivent permettre au personnel pendant le voyage de se tenir dans l'appareil (8 p. 100).

§ 97. — Une vérification des diverses parties de chaque monte-charge doit avoir lieu environ tous les six mois (23 p. 100).

GRUES ET CHÈVRES. — § 98. — Les chèvres à manivelle doivent être munies d'un dispositif d'arrêt.

Si la charge doit descendre par son propre poids, elles doivent être munies d'un frein. (26 p. 100).

§ 97. — Les diverses parties doivent être soumises à une révision annuelle (29 p. 100).

L'article 12 vise le danger des pièces mobiles des machines et machines-outils. C'est sans contredit l'un des plus importants du règlement qui devra compléter la loi du 12 juin 1893. Il est ainsi conçu :

« ART. 12. — Toutes les parties dangereuses et pièces saillantes mobiles des machines et notamment les bielles, roues, volants; les courroies et câbles; les arbres; les engrenages, cylindres, cônes de friction et toutes autres parties mouvantes qui seraient reconnues dangereuses seront munies d'organes protecteurs, tels que gaines et chéneaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenages, garde-mains, grillages, etc.

« Les machines-outils à instruments tranchants, tournant à grande vitesse, telles que machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables, seront disposés autant que possible de telle sorte que les ouvriers ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

« On devra prendre les dispositions et régler les arrangements intérieurs de telle sorte qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan vertical ou aux abords immédiats d'un volant, d'une meule, ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

« Des grillages mobiles garantiront les ouvriers contre les débris ou les éclats de la matière mise en œuvre. »

Des précautions analogues sont exigées par toutes les législations; nous en avons signalé déjà quelques exemples dans les notes relatives aux précédents articles et nous en donnons ci-dessous de nouveaux (1). Un grand nombre d'accidents sont occasionnés par les parties mouvantes des machines.

Le tableau que nous avons donné des accidents déclarés dans le département de la Seine de 1886 à 1891 montre que 10.9 p. 100 des accidents dé-

(1) SUÈDE. — *Loi du 10 mai 1889*, art. 1^{er}, § 2, e. Les passages de circulation dans les locaux affectés au travail doivent avoir une longueur et une hauteur suffisantes pour que les ouvriers d'une prudence ordinaire ne puissent être atteints par les machines en mouvement.

f). Les moteurs qui ne sont pas installés dans des bâtiments distincts et qui, au contraire, se trouvent dans les locaux affectés au travail, doivent être entourés et disposés de telle sorte que les ouvriers qui ne sont pas attachés au service de ces appareils ne soient pas exposés au danger d'être atteints par les pièces en mouvement.

g). Les machines et transmissions qui présentent quelque danger doivent être entourées ou disposées de telle sorte que toute cause d'accident soit écartée dans la limite du possible; elles doivent être suffisamment éclairées aux points où les ouvriers peuvent les toucher, pour qu'il soit aisé de les distinguer pendant leur marche.

h). Avant que les transmissions soient mises en marche par un moteur, un avertissement convenu doit être donné dans les locaux affectés au travail; si un même moteur distribue la force à plusieurs étages ou dans plusieurs locaux, il faut, ou bien que la transmission principale de chaque local puisse être arrêtée indépendamment du moteur, ou que chaque local puisse envoyer à ce moteur le signal d'arrêt.

i). Les machines-outils à allure rapide doivent, toutes les fois qu'il sera possible, être munies de dispositifs permettant de les réduire au repos immédiatement et indépendamment du moteur; des mesures spéciales doivent être prises pour la pose et l'enlèvement des courroies de transmission dans le cas où cette opération présente quelque danger.

clarés pendant ces six années étaient dus aux scies circulaires; — 9.8 p. 100 aux courroies et arbres; — 13.7 p. 100 aux engrenages.

Mais c'est surtout ici qu'il convient de laisser une grande latitude à l'industriel dans le choix des moyens protecteurs, et nous avons pensé que le règlement devait rester dans les généralités sans entrer dans les détails de précaution qui varieraient avec chaque industrie comme le montrent les intéressants règlements donnés à leurs adhérents par les sociétés protectrices françaises.

Un article d'un règlement ne saurait d'ailleurs tout prévoir; il appartiendra aux inspecteurs de rechercher si l'esprit du règlement est appliqué, si la protection est suffisante, et d'ailleurs il sera toujours possible, ici encore, de procéder par règlements particuliers, si la nécessité en était démontrée (1).

Les articles 13 et 14 s'occupent de la mise en marche et de l'arrêt des machines.

« ART. 13. — La mise en train ou l'arrêt des machines doivent être précédés d'un signal convenu, auquel il sera répondu par un contre-signal. »

« ART. 14. — Les conducteurs de machines, les contremaîtres ou chefs d'ateliers auront toujours, à portée de leur main, l'appareil destiné à arrêter la force motrice et les transmissions.

« Le maniement des courroies sera toujours fait par le moyen de système, tels que monte-courroies, porte-courroies, évitant l'emploi direct de la main. »

En reprenant pour la rédaction de cet article les termes mêmes de celui que le Comité avait voté en 1884, nous avons ajouté les mots : *auquel il sera répondu par un autre signal* ». Cette disposition se retrouve à l'étranger (2);

(1) Une loi étrangère, celle du Danemark (Loi du 12 avril 1889), dispose par son article 8 que « nul fournisseur ou débiteur ne pourra délivrer aucune des machines mentionnées dans cette loi, sans la faire accompagner des appareils requis pour la couverture des engrenages, des pignons, etc. »

(2) DANEMARK. — Loi du 12 avril 1889, art. 5. La machine motrice ne pourra être mise en mouvement avant que les travailleurs aient été avertis par un signal qui pourra être entendu distinctement dans tous les lieux de travail où il y a des machines à mettre en mouvement et qu'il ait été répondu à ce signal par un contre-signal distinct, à moins que chaque machine opératrice ne soit construite de manière à pouvoir être dégagée de sa correspondance avec la machine motrice.

De tout lieu de travail où il est fait usage de machines mises en mouvement par la force motrice et où il ne se trouve pas d'appareil par le moyen duquel chaque travailleur puisse immédiatement dégager toutes les machines de leur correspondance avec la machine motrice, il devra y avoir un moyen d'avertir cette dernière par un signal d'arrêt....

Lorsque la machine motrice dessert plusieurs exploitations séparées, il devra y avoir moyen d'arrêter, dans chacune de ces exploitations, l'appareil servant à transmettre la force motrice aux machines opératives, soit que la machine continue à fonctionner ou non.

Tant que les machines seront en mouvement, il ne pourra être procédé au nettoyage, au graissage et à l'inspection qu'en tant que ces opérations pourront se faire sans écarter les enclos mentionnés à l'article 2 et sans que les vêtements des travailleurs se trouvent en con-

mais elle existe, en fait, chez nous depuis longtemps dans les ateliers bien tenus, et les règlements de nos sociétés contre les accidents prévoient des précautions semblables.

Il est nécessaire, ainsi que le demande l'article 14, que les conducteurs de machines aient toujours à portée de leur main sinon l'appareil destiné à déterminer les arrêts (robinets de commande, poignées, boutons, etc.), au moins le moyen de provoquer cet arrêt par un signal.

L'article 15 s'occupe du nettoyage et du graissage en marche qui sont la cause du plus grand nombre d'accidents constatés dans les établissements industriels, puisque d'après le tableau que nous avons donné plus haut il y aurait 17 p. 100 des accidents dus à cette cause alors que les scies circulaires ne donnent que 10 p. 100 et les engrenages 13 p. 100.

La rédaction ci-après est celle qui a déjà été acceptée par le Comité consultatif d'hygiène en 1884.

« ART. 15. — Il est interdit de laisser les ouvriers procéder au graissage, à la visite, au nettoyage ou aux réparations de machines ou mécanismes en marche.

« Si, les mécanismes étant arrêtés, la transmission marche encore, il ne sera procédé à ces opérations qu'après que le débrayage et le volant auront été convenablement calés (1) ».

L'article 16 est consacré aux précautions à prendre contre le danger d'incendie.

« ART. 16. — Les sorties des ateliers, sur les vestibules, escaliers et cours, doivent être munies de portes s'ouvrant de dedans en dehors. Ces sorties seront assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide de l'atelier; elles ne devront jamais être encombrées de marchandises, de matières en dépôt, ni d'objets quelconques.

« Le nombre des escaliers sera calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement. Dans les ateliers occupant plusieurs étages, un escalier extérieur incombustible pourra être imposé si la sécurité l'exige.

« Les récipients pour l'huile ou le pétrole servant à l'éclairage seront placés dans des locaux séparés et jamais au voisinage des escaliers. »

tact avec les parties courantes de la machine. Les femmes ne pourront être employées à ces opérations.

Art. 6. Pendant tout le temps du travail, tout lieu de travail où se trouve une machine desservie par des travailleurs devra être enclavé, artificiellement au besoin, de manière à permettre d'observer distinctement toutes les parties courantes de la machine qui, pendant l'exploitation, pourraient être dangereuses pour les travailleurs. Dans les lieux de travail où règnent, où se développent des gaz explosifs ou facilement inflammables, des vapeurs ou de la poussière, l'éclairage artificiel devra être établi avec les précautions nécessaires.

(1) SUISSE. — *Loi du 10 mai 1889*, art. 1^{er}, § 2, k. Des dispositifs de sécurité doivent être installés, dans la mesure du possible, pour le nettoyage et le graissage des transmissions ou des machines en marche.

Nous avons pensé que ces prescriptions générales devaient suffire, et il nous eût paru excessif de décider par avance le nombre des escaliers d'après la longueur de l'atelier comme on le fait en Russie, par exemple (1), la dimension de l'atelier peut être en effet un élément trompeur si l'on ne tient pas compte aussi de la nature des matières qu'on y travaille, et, ce qui importe surtout, c'est le nombre des ouvriers comparé à la dimension et à la facilité des issues. Il ne peut guère y avoir là que des questions d'espèces. C'est aussi pourquoi nous ne pensons pas qu'il faille exiger toujours un escalier extérieur, mais nous estimons qu'il suffit que l'administration supérieure et le service d'inspection se trouvent armés par un texte réglementaire pour demander l'installation d'un escalier extérieur incombustible quand il sera nécessaire. La plupart des réglementations étrangères sur la sécurité du travail prévoient le danger de l'incendie (2).

Il arrive même qu'elles demandent que les ateliers soient munis d'extincteurs, de pompes, etc. (3). — Nous n'avons pas cru que le règlement devait aller jusque-là. Ce qui intéresse la sécurité des ouvriers, c'est que, si le danger paraît, l'évacuation soit possible.

Les appareils extincteurs, les pompes, etc., sont évidemment très utiles pour sauvegarder les bâtiments, les marchandises, les matières premières, les machines; mais il appartient à l'industriel de rechercher dans quelle mesure il a intérêt à installer ces appareils protecteurs de sa fortune, et nous n'avons pas à nous placer sur ce terrain ni à envisager les choses de ce point de vue.

Il est évident que nous souhaitons cependant que tous les ateliers, toutes les usines ou manufactures soient munies d'appareils extincteurs et que les ouvriers soient familiarisés avec leur emploi, mais nous ne voyons pas là une prescription impérative au point de vue de la sécurité des ouvriers (4).

(1) Consulter GUBLER et NAPIAS, — rapport sur la 5^e question (hygiène industrielle). — Congrès d'hygiène de Paris de 1878, — (Imp. Nationale).

(2) NORVÈGE. — *Loi du 27 juin 1892*, § 5. Les établissements de travail devront, dans la mesure que permettent les circonstances, et en rapport avec la situation des ateliers et le nombre des ouvriers, être pourvus d'un nombre suffisant d'escaliers et de sorties d'un accès facile et pouvant être efficacement utilisés dans le cas d'un incendie éclatant subitement ou d'autres accidents de ce genre. Lorsqu'elle le jugera nécessaire, l'inspection pourra exiger qu'on se procure des appareils de sauvetage spéciaux.

L'inspection pourra de même prescrire le placement de un ou deux paratonnerres.

SUÈDE. — *Loi du 10 mai 1889*, art. 1^{er}, § 2, d). Partout où l'on est menacé du danger d'incendie, on doit prendre les mesures nécessaires au sauvetage des ouvriers en cas de sinistre : escaliers incombustibles, nombre suffisant d'issues et de fenêtres faciles à ouvrir, échelles de sûreté, etc. Toutefois, la prescription relative aux escaliers incombustibles ne doit s'appliquer aux fabriques et ateliers déjà existants qu'autant que l'installation n'entraînera pas des difficultés ou des dépenses exagérées.

(3) Une circulaire hongroise (circulaire du Ministre du commerce pour commenter la loi du 21 avril 1884) s'exprime ainsi :

« Pour éviter le danger d'incendie, les lampes à gaz et à pétrole doivent être entourées de treillis de fil de fer; des issues et échelles suffisantes doivent être installées. Les ateliers doivent posséder des extincteurs ou autres appareils destinés à conjurer le péril d'incendie.

(4) Les corporations industrielles allemandes ont inscrit cette obligation dans près d'un tiers de leurs règlements (29 p. 100). Nous indiquons, ici d'après le travail de M. Bellom

Les précautions à prendre dans les ateliers où l'on emploie des machines électriques sont indiquées dans l'article 17 du projet de règlement ainsi conçu :

« ART. 17. — Les machines dynamo-électriques doivent être, autant que possible, enfermées dans des locaux spéciaux, et, en tous cas, convenablement isolées.

« Elles ne seront jamais placées dans un atelier où se manient, où se produisent des corps explosifs, des gaz détonants ou des poussières inflammables.

« Une couche de bois ou de toute autre matière isolante sera interposée entre la machine et son massif de fondation.

« Les conducteurs en plein air pourront rester nus ; ils devront être placés sur isolateurs de porcelaine ou de verre et attachés à ces isolateurs ; ils seront écartés le plus possible des masses métalliques, telles que gouttières, tuyaux de descente, etc.

« A l'intérieur, les fils devront être écartés des murs ; ils seront convena-

que nous avons déjà cité, les prescriptions suivantes qui se trouvent dans les règlements allemands.

« § 12. APPAREILS D'ÉCLAIRAGE. — 23 p. 100 des corporations ont indiqué des prescriptions à cet égard pour éviter le danger d'incendie.

1° Éclairage à huile. Les récipients à l'huile doivent être relégués dans des espaces clos ; le remplissage, l'allumage et l'extinction des lampes doivent être confiés à des agents spéciaux et exécutés dans des locaux distincts de l'atelier.

2° Éclairage au pétrole. Mêmes prescriptions.

3° Éclairage au gaz. Les usines à gaz doivent être distinctes de l'atelier et munies de l'écriteau : « Entrée interdite » ; elles doivent être surveillées par des hommes âgés de plus de dix-huit ans. L'allumage doit être exécuté par des agents de confiance. L'emploi des lampes fermées est imposé dans tous les endroits où l'on peut redouter l'incendie.

4° Éclairage électrique. Les machines dynamo-électriques doivent être, autant que possible, enfermées dans des locaux spéciaux, et, en tous cas, convenablement isolées. Les accumulateurs doivent être absolument séparés de l'atelier. Des écriteaux doivent en interdire l'approche, et des affiches spéciales doivent indiquer la manœuvre aux agents préposés à ce service.

« § 13. PRÉCAUTIONS CONTRE LES DANGERS D'EXPLOSION. — Les locaux dans lesquels se dégagent des gaz explosibles ou inflammables et les bâtiments qui servent à la garde de matières explosives ou inflammables ne doivent être éclairés que du dehors et ne doivent être visités qu'à la lampe de sûreté (26 p. 100).

« § 14. MANIEMENT DES MATIÈRES FACILEMENT INFLAMMABLES. — Quand on manie l'asphalte, le goudron, la poix, l'huile, on doit éviter que le liquide chaud ne sorte de la cuve qui le contient, et l'on doit avoir sous la main un couvercle ne permettant pas l'entrée de la flamme dans ladite cuve (23 p. 100).

Mêmes précautions pour les usines de vernis et la fabrication de dégras.

« § 15. CONSERVATION DES MATIÈRES INFLAMMABLES. — Les débris de chiffons, imbibés d'huile, doivent être jetés dans des caisses munies de couvercles se fermant d'eux-mêmes.

Les copeaux de bois doivent être balayés tous les soirs.

Des écriteaux « inflammables » doivent être placés sur les matières qui présentent le danger d'incendie.

L'interdiction de fumer doit être absolue, ainsi que l'entrée avec une lampe à feu nu (23 p. 100).

Remarque. — Une corporation interdit de sécher les matières inflammables dans des récipients en fer.

blement isolés et protégés pour éviter tout danger, surtout à la traversée des murs et plafonds.

« On prendra, pour éviter l'échauffement des conducteurs, pour l'installation des interrupteurs et commutateurs, pour l'interposition de coupe-circuit, etc., toutes les précautions qui pourront être exigées par l'administration supérieure pour assurer la sécurité. »

Il est évident que ces prescriptions restent dans les généralités et qu'elles n'ont d'autre objet que de fixer les points principaux de l'installation des moteurs électriques, laissant à l'inspecteur le soin de prescrire les points de détail ; permettant en tous cas, si les instructions des inspecteurs devenaient insuffisantes, de faire un règlement spécial plus détaillé.

L'article 18, enfin, qui termine le projet de règlement, s'occupe de l'équipement personnel des ouvriers.

Il est ainsi conçu :

« ART. 18. — Les ouvriers et ouvrières qui ont à se tenir près des machines en mouvement doivent porter des vêtements ajustés et non flottants. »

Si nous avons pensé qu'on pût faire un article réglementaire du port de vêtements ajustés, c'est que rien n'est plus dangereux qu'un vêtement flottant dans un atelier encombré de machines et alors même que les passages seraient assez larges pour permettre la libre circulation.

Nous n'avons pas été aussi loin que les règlements allemands (1) et nous avons tenu plus de compte de la liberté individuelle.

D'ailleurs les patrons attentifs veillent déjà à l'équipement de ceux de leurs ouvriers qui travaillent aux machines ou qui doivent circuler autour d'elles. Les vestes boutonnées pour les hommes ; les tabliers boutonnés en arrière et bridant la jupe, pour les femmes, se rencontrent fréquemment.

Les règlements des sociétés contre les accidents recommandent les précautions les plus sérieuses relativement au vêtement de l'ouvrier (2).

(1) ÉQUIPEMENT PERSONNEL DES OUVRIERS. — § 26. VÊTEMENTS. — Les vêtements des ouvriers qui se tiennent près des appareils en mouvement doivent être boutonnés et collants (29 p. 100).

§ 27. SOULIERS. — Les ouvriers des fonderies et des forges et les mécaniciens doivent porter des chaussures ajustées ou des bottes.

§ 28. GANTS. — Il est défendu de porter des gants dans le maniement des scies.

§ 29. LUNETTES, MASQUES, ÉCRANS. — Les ouvriers qui sont attachés au service d'appareils lançant des étincelles ou des éclats doivent porter des lunettes (77 p. 100).

Des masques ou des écrans peuvent être employés dans le même but.

§ 30. CEINTURE DE SÛRETÉ. — Les ouvriers qui travaillent sur les toits, sur des échafaudages ou sur de hautes échelles, doivent être munis d'une ceinture de sûreté (11 p. 100).

Remarque. — Une corporation ne l'exige que lorsque l'ouvrier travaille à plus de 10 mètres au-dessus du sol.

Il en est de même des ouvriers travaillant dans les excavations.

§ 31. APPAREILS RESPIRATOIRES. — Les ouvriers qui travaillent dans les ateliers où se dégagent des gaz délétères et où se répandent des poussières doivent être munis d'appareils respiratoires.

(2) HONGRIE. — *Circulaire déjà citée du 17 décembre 1888.* « En ce qui concerne l'équipement des ouvriers, il faut veiller à ce que l'on évite les vêtements longs et flottants. »

En terminant, nous croyons devoir faire remarquer que le projet de règlement dont nous proposons l'approbation au Comité consultatif ne saurait être considéré comme définitif, puisqu'il devra être examiné et discuté par le Comité consultatif des arts et manufactures. Il sera sans doute approfondi au point de vue technique et mis au point avec la compétence toute spéciale et reconnue des hommes éminents qui composent ce Comité; il suffit donc que le Comité consultatif d'hygiène ait indiqué les points principaux de cette réglementation protectrice qu'il avait étudiée dès 1884 et pour laquelle la loi de 1893 a demandé qu'il soit consulté, reconnaissant ainsi les efforts faits pour faire aboutir cette loi par les hygiénistes et particulièrement par notre Comité à qui rien de ce qui intéresse la préservation de la vie humaine ne saurait rester étranger.

COMITÉ CONSULTATIF DES ARTS ET MANUFACTURES.

RAPPORT

présenté, le 20 décembre 1893, par M. E.-P. Bérard.

Messieurs, le Comité consultatif des arts et manufactures devait une attention toute particulière à la communication, en date du 30 octobre dernier, par laquelle M. le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies l'invite à examiner un projet de règlement sur *l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels*.

C'est, en effet, le Comité qui, il y a trente ans, a appelé l'attention sur *l'hygiène des travailleurs*; c'est sur un avis du Comité, en date du 2 janvier 1864, que la question de l'assainissement intérieur des ateliers a été pour la première fois posée et mise à l'étude.

A cet époque, le Comité signalait la lacune existant dans notre législation.

Le décret du 15 octobre 1810 n'avait en vue que la *salubrité extérieure* des établissements industriels; le classement de ces établissements était déterminé uniquement sur les rapports des manufactures avec « les habitations voisines » et les inconvénients auxquels il s'agissait de remédier étaient tous relatifs à la « salubrité publique, la culture et l'intérêt général ». Tout récemment encore, les documents du dossier en font foi, le Comité a défendu cette doctrine adoptée par M. le Ministre.

Mais, tout en maintenant dans leurs limites légales les effets du décret de 1810, le Comité admettait aussi qu'il y avait lieu, par des dispositions législatives spéciales, de pourvoir à la *salubrité intérieure* des établissements

industriels. Son avis du 2 janvier 1864 proposait au Ministre de réunir les éléments de ces dispositions, dans une étude sur la salubrité des ateliers en France et à l'étranger.

Cette étude est exposée dans le célèbre *rapport* de M. de Freycinet sur l'*assainissement industriel* qui depuis trente ans a servi de base aux travaux des hygiénistes sur la matière. Les conclusions de M. de Freycinet ont enfin reçu leur sanction dans la loi récemment votée par le Parlement et promulguée le 12 juin 1893.

Vous avez déjà pris connaissance des principales dispositions de cette loi alors à l'état de projet, dans votre séance du 21 mai 1890 (1). L'honorable M. Liébaut vous en a fait connaître la pensée première, en a justifié les principales dispositions et les a comparées avec celles des lois étrangères visant le même but.

Aux termes de son article 1^{er} la loi sur l'*hygiène et la sécurité des travailleurs* est applicable aux « manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tous genres et leurs dépendances ».

« Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur. »

L'article 3 est ainsi conçu : « Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

« 1° Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre l'incendie, etc. ;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail.

« Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article. »

En application de ce dernier paragraphe, M. le Ministre a demandé au Comité consultatif d'hygiène publique de France de préparer un projet de règlement. Ce Comité, reprenant des études commencées en 1884, a rédigé un projet très étudié et très complet. Il est précédé d'un savant rapport de M. le docteur Napias. Le rapport et le projet ont été adoptés dans la séance du Comité consultatif d'hygiène du 4 septembre 1893.

M. le Ministre les renvoie par la communication déjà citée au Comité consultatif des arts et manufactures en lui demandant de les soumettre à un nouvel examen. La Commission que vous avez nommée à cet effet a tiré le plus grand profit non seulement du remarquable travail du Comité

(1) Voir *Bulletin de l'inspection*, 1893, n° 3, p. 637.

consultatif d'hygiène mais aussi des précieux documents français et étrangers que ce Comité avait réunis.

L'honorable docteur Napias a parfaitement défini lui-même le point de vue auquel devait se placer le Comité consultatif des arts et manufactures, dans ce travail de revision et d'amendement que M. le Ministre l'appelait à exécuter.

« Nous croyons devoir faire remarquer, dit M. Napias, que le projet de règlement dont nous vous proposons l'approbation ne saurait être considéré comme définitif puisqu'il devra être examiné et discuté par le Comité consultatif des arts et manufactures. Il sera sans doute approfondi au point de vue technique et mis au point avec la compétence spéciale et reconnue de ce comité. »

C'est en effet le point de vue technique qui a surtout préoccupé votre commission. Elle y était invitée d'ailleurs par une délibération de la chambre de commerce de Paris que M. le Ministre lui a renvoyée et où nous relevons le passage suivant :

« Si les préceptes généraux énoncés au projet de règlement du Comité consultatif d'hygiène constituent une base indiscutable, à laquelle la chambre ne peut que se rallier, elle estime que, en édictant certaines dispositions détaillées, le règlement en projet perdrait une grande partie de son efficacité : car, dans la plupart des dispositions de son libellé, il deviendrait inexécutable pour un très grand nombre d'industries et sur la plus large portion du territoire. »

Pour éviter de donner au règlement ce caractère « inexécutable », préoccupée d'ailleurs de le mettre en rapport avec les faits industriels, votre commission a cru devoir modifier la rédaction proposée par le Comité consultatif d'hygiène, notamment sur les trois points qui suivent :

1° Conditions de l'aération des ateliers; 2° mesures préventives contre les gaz et poussières dangereuses émises *hors* des ateliers; 3° mesures préventives contre les accidents produits par le graissage des machines en marche.

I. — AÉRATION DES ATELIERS. — Le projet du Comité d'hygiène impose aux chefs d'atelier de donner, en local fermé, un cube d'air de 8 mètres à chaque ouvrier (art. 6). Mise en pratique, cette disposition entraînerait la fermeture d'un très grand nombre d'ateliers situés dans les grandes villes.

Une information qui, sur la demande de votre commission, a été prescrite aux inspecteurs de Paris a établi que, sur 239 ateliers, les deux tiers, soit en réalité 171 ateliers occupant 1,041 ouvriers ou ouvrières, disposent d'un cube d'air de 8 mètres et plus par ouvrier. Mais un tiers, soit 68 ateliers employant 915 ouvriers, n'offre à chaque travailleur qu'un cube inférieur à 8 mètres.

L'opinion de l'inspection est que le cube de 6 mètres est plus conforme aux faits et plus rapproché de la limite au-dessous de laquelle un atelier doit être considéré comme *encombré*. Ce chiffre de 6 mètres cubes par ouvrier a été inscrit dans notre projet.

En outre le Comité d'hygiène propose de prescrire dans chaque atelier une ventilation artificielle donnant un courant d'air de 24 mètres cubes par homme et par heure.

Nous avons vainement cherché, soit dans le rapport de M. le docteur Napias qui sert d'exposé des motifs au projet du Comité d'hygiène, soit dans le rapport datant de 1884, imprimé dans les publications du même Comité, et traitant du même sujet, les motifs qui ont déterminé l'adoption de ce coefficient de ventilation (1).

Les hygiénistes ne sont pas d'accord sur ce coefficient. Le tableau que nous produisons ci-après et dans lequel nous avons rassemblé les chiffres adoptés par les auteurs qui ont fait sur la ventilation soit des expériences directes, soit des calculs reposant sur les phénomènes physiologiques de la respiration, font apparaître des divergences qui vont du simple au décuple.

Le coefficient adopté par le Comité consultatif d'hygiène représente une sorte de moyenne entre les chiffres inscrits dans ce tableau.

AUTEURS.	COEFFICIENT DE VENTILATION. Quantité d'air qu'il faut fournir par heure et par personne.	OBSERVATIONS.
M. Peclet	8 à 12 ^m	Expériences faites à la Chambre des députés.
M. Leblanc	6 à 10 ^m	Expériences faites par une commission scientifique sur la demande du Ministre de la guerre.
M. Arago	10 ^m	Expériences faites pour la ventilation de la prison de la Force.
M. le général Morin	40 ^m	Académie des sciences, 9 février 1873. — Rapport sur la ventilation d'une navire-transport.
M. Hudeo	30 ^m	Orifices d'accès et de sortie d'air dans la ventilation.
M. Layet	76 ^m	Pour un espace de 8 ^m . M. Layet calcule par une règle de trois, le courant d'air nécessaire pour que dans un espace donné l'air ne contienne pas plus de 5/10,000 d'acide carbonique.
M. Ch. Herscher	32 ^m	Pour un espace de 8 ^m . M. Herscher soumet au calcul le renouvellement de l'air.

(1) L'homme adulte produit par heure une quantité d'acide carbonique qui, suivant les expérimentateurs, a été estimée de 12 à 20 litres. Il consomme donc 100 litres d'air par heure si l'on adopte le dernier chiffre.

On sait aussi que la vie ne peut se soutenir dans un air qui a la composition de l'air expiré, c'est-à-dire chargé de 4 à 5 p. 100 d'acide carbonique.

On sait enfin que la respiration est déjà difficile dans un air qui contient 1 p. 100 d'acide carbonique. Ce chiffre est le plus élevé qui ait été constaté dans les atmosphères viciées de salles de spectacle ou de cours publics où le cube s'abaissait à 1 mètre par personne.

Enfin, tous les hygiénistes sont d'accord pour reconnaître que le chiffre représentant la quotité pour cent d'acide carbonique existant dans un air confiné est insuffisante pour apprécier

D'autre part, votre commission a fait la remarque que la ventilation d'un atelier devait viser plusieurs objets :

1° Éliminer les produits de la respiration et de l'accumulation des ouvriers;

2° Renouveler l'air vicié par la combustion des combustibles servant à l'éclairage;

3° Évacuer les gaz, mauvaises odeurs, poussières et autres corps légers provenant soit des matières mises en œuvre dans l'atelier, soit des opérations pratiquées.

Il en résulte qu'étant donnée la variété des matières premières et des travaux industriels, il est impossible de trouver un chiffre absolu et unique capable de donner, dans tous les cas, la ventilation désirable. Si 24 mètres cubes par heure et par personne sont suffisants pour assurer la salubrité de l'air d'un atelier de couture, par exemple, ces mêmes 24 mètres cubes seront insuffisants pour assainir l'air d'un atelier où l'on manie les matières organiques, volatiles ou pulvérulentes.

Ces motifs ont décidé votre commission à remplacer le chiffre précis de ventilation proposé par le Comité d'hygiène par une formule générale, analogue à celle qui a été inscrite dans plusieurs lois étrangères et qui prescrit aux patrons de maintenir dans leurs ateliers une ventilation suffisante pour assurer la salubrité de l'air (art. 5 du projet).

II. — MESURES PRÉVENTIVES CONTRE LES GAZ ET POUSSIÈRES DANGEREUSES ÉMISES HORS DES ATELIERS. — L'article 7, § 5, du projet du Comité consultatif d'hygiène est ainsi conçu :

« Les vapeurs, les gaz, les poussières ne seront jamais déversés dans l'atmosphère (*extérieure des ateliers*); les gaz ou les vapeurs seront condensés ou brûlés; les poussières seront dirigées sous les foyers ou recueillies dans des chambres à poussières. »

Dans l'opinion de votre commission, conforme d'ailleurs avec la jurisprudence constante du Comité, ces dispositions générales pourraient se trouver en désaccord avec celles qui sont imposées par application du décret du 15 octobre 1810 dans les arrêtés d'autorisation de chaque établissement particulier. Aux termes de la nomenclature annexée à ce décret, certains établissements rangés, pour motif de gaz et de poussières dangereuses, dans une classe déterminée lorsque ces gaz et poussières sont absorbés, sont traités plus rigoureusement et élevés de classe lorsque ces gaz et poussières ne sont ni condensés, ni retenus.

le degré de nocuité de cet air. Les émanations de toute nature dont l'atmosphère se charge lorsque le séjour des hommes s'y prolonge ont un effet nocif plus dangereux peut-être que l'acide carbonique. Le mode de dosage, celui de séparation de ces émanations n'est pas connu, il en est de même de leur degré relatif de nocuité.

C'est sur ces bases un peu incertaines, en dehors de l'expérience directe, qu'est calculé ce que l'on nomme le coefficient de ventilation, c'est-à-dire la quantité d'air que l'on doit fournir, dans une heure, à un adulte respirant dans une pièce close.

Si l'on adoptait la rédaction proposée par le Comité consultatif d'hygiène, il pourrait arriver qu'un industriel, régulièrement autorisé en première classe pour cause de production de gaz ou poussières nuisibles, fût placé entre deux réglementations opposées : celle résultant du décret de 1810, qui lui permet l'émission au dehors de vapeurs et poussières, et celle qu'institue la loi du 12 juin 1893, qui lui interdit cette émission.

Il est aisé d'éviter cette antinomie en renvoyant ce qui concerne l'assainissement *extérieur* à des cas d'espèces résolus, au fur et à mesure des besoins, par décision ministérielle. Le paragraphe 3 de l'article 3 de la loi, en prévoyant la promulgation de règlements spéciaux d'assainissement pour certaines industries, légitime cette solution.

Votre commission vous propose la rédaction suivante, qui répond aux opinions que nous venons d'émettre :

« Art. 7. Pour les industries désignées par arrêté ministériel, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, les vapeurs, les gaz incommodés ou insalubres et les poussières seront condensés ou détruits. »

III. — MESURES PRÉVENTIVES CONTRE LES ACCIDENTS PRODUITS PAR LE GRAISSAGE DES MACHINES EN MARCHÉ. — Préoccupé de prévenir les accidents qui atteignent les ouvriers occupés au graissage des mécanismes, accidents qui sont, il est vrai, très fréquents, le Comité consultatif d'hygiène interdit, par l'article 15 de son projet, « de laisser les ouvriers procéder au graissage des machines ou mécanismes en marche ».

Cette disposition a paru excessive à votre commission. Le graissage des organes d'une machine est une opération qui s'impose au mécanicien, par intervalles irréguliers et dont le rapprochement ou l'éloignement dépend de causes très diverses, impossibles à prévoir. Si, pendant le fonctionnement d'une usine employant de nombreux mécanismes, le graissage ne peut être pratiqué à moins d'interruption, l'enchaînement, la connexité des opérations seront détruits, les temps d'arrêt briseront la régularité que demande un travail économique et productif.

Votre Commission préfère à l'interdiction une disposition convenablement rédigée qui encourage l'adoption dans les ateliers de *dispositifs de sûreté* permettant de graisser et même de nettoyer sans danger les mécanismes en marche, dispositifs déjà adoptés par certaines associations industrielles. Elle a préparé (art. 15) une rédaction dans ce sens.

En dehors des amendements dont nous venons d'exposer les motifs, les autres modifications que votre commission propose d'apporter au projet du Comité consultatif d'hygiène n'ont pour objet que de rapprocher dans les mêmes articles certaines prescriptions visant une même catégorie d'inconvénients ou de dangers et de concilier certains vœux, très légitimes d'ailleurs, des hygiénistes, avec les faits techniques et les nécessités de la pratique industrielle.

TYPES DE RÈGLEMENTS

*de l'Association des industriels de France contre les accidents
de fabrique.*

INSTRUCTIONS CONCERNANT LES IMPRIMERIES.

ART. 1^{er}. — Les machines typographiques et lithographiques, les presses à glacer et autres machines ne doivent être mises en mouvement que sur l'ordre du conducteur ou du chef-ouvrier auquel elles sont confiées. Il est expressément défendu d'embrayer sans cet ordre.

ART. 2. — Chaque matin, le conducteur ou le chef-ouvrier doit s'assurer que les parties dangereuses des machines sont couvertes de leurs couvre-engrenages, que les garde-volants sont à leur place et que le graissage est fait.

ART. 3. — Avant d'embrayer, le conducteur ou le margeur devra s'assurer qu'il n'y a aucune personne exposée et avertir ensuite à haute voix en criant : *gare les mains !*

ART. 4. — Pendant que les machines sont en marche, il est expressément défendu aux ouvriers et apprentis de nettoyer aucune partie des mouvements, l'intérieur des fosses, le dessus ou le dessous des machines et de rien enlever sur le marbre ou à l'intérieur de la forme.

ART. 5. — Aucun receveur ou margeur ne doit quitter sa place sans l'ordre du conducteur.

ART. 6. — Il est formellement interdit aux margeurs de retenir les feuilles mal margées et de chercher à les redresser lorsqu'elles sont prises par les pinces. Il est également défendu au receveur de chercher à rattraper sa feuille lorsqu'il la laisse tomber dans les glissières, ainsi que celle que la pince aurait lâchée et qui reste collée soit sur la forme, soit sur la pierre.

ART. 7. — Le conducteur et le margeur doivent veiller à ce que le débrayage soit toujours calé, aussitôt la machine arrêtée.

ART. 8. — Il est défendu de se servir d'échelles pour arriver aux transmissions lorsqu'elles sont en marche. S'il faut changer de place une cour-

roie, on se servira d'une perche à crochet, sur l'avis conforme du contre-maître. Sinon, on arrêtera le moteur ou la transmission, et l'on se servira d'une échelle à crochets.

ART. 9. — Il est défendu de courir ou de jouer autour des machines.

ART. 10. — Il est défendu au personnel employé aux machines de porter des blouses, des vestes non boutonnées ou des vêtements flottants.

ART. 11. — Aussitôt qu'il survient un accident ou qu'il se passe quelque chose d'anormal, les conducteurs doivent avertir immédiatement le chef de service.

INSTRUCTIONS CONCERNANT LES MONTE-CHARGES.

ART. 1^{er}. — Il est formellement interdit : 1° aux ouvriers, autres que celui ou ceux désignés spécialement, de manœuvrer le monte-charge et de toucher à aucun de ses organes; 2° de se servir du monte-charge pour se rendre d'un étage à l'autre; 3° de se pencher dans le couloir du monte-charge, ou d'y pénétrer quand la cage est en l'air.

ART. 2. — La charge ne doit jamais dépasser celle indiquée comme maximum. Le chargement doit être fait avec soin, de façon qu'aucun objet ne puisse tomber dans le couloir; notamment, il convient de caler les wagons et autres objets susceptibles de rouler.

ART. 3. — Les barrières ou portes qui ferment l'accès du couloir à chaque étage doivent toujours être fermées quand la cage n'est pas arrêtée à cet étage. Elles ne doivent être ouvertes qu'après l'arrêt; elles doivent être refermées avant la mise en mouvement.

ART. 4. — Il est interdit à l'ouvrier placé à un étage autre que celui où la cage est arrêtée d'embrayer avant d'avoir donné un signal et reçu une réponse indiquant qu'on peut mettre la cage en mouvement.

ART. 5. — L'ouvrier chargé de l'entretien du monte-charge doit fréquemment en visiter les organes, notamment la chaîne ou câble de suspension, le frein, les courroies de commande du treuil, le parachute, s'il en existe. S'il s'aperçoit d'une fatigue anormale des organes, il devra arrêter immédiatement la manœuvre et prévenir aussitôt son chef. Il est interdit de travailler à la cage ou dans le couloir avant que la cage ait été déchargée et convenablement calée.

INSTRUCTIONS CONCERNANT LES MEULES EN COMPOSITION

et les meules en grès pour dégrossir et blanchir les métaux.

ART. 1^{er}. — Il est interdit : 1° aux ouvriers, qui n'ont pas été spécialement désignés à cet effet, de se servir des meules; 2° d'enlever, pendant le travail, les appareils de garantie, enveloppes ou autres, dont on a muni les meules.

ART. 2. — Le montage doit être fait de la façon suivante :

Éviter les chocs dans le transport de la meule.

L'arbre doit entrer sans forcer dans le trou de la meule. Placé sur ses coussinets, il doit être parfaitement horizontal.

Sonder ensuite la meule en la frappant doucement sur ses deux faces avec un marteau; elle doit donner un son net et clair.

Centrer exactement la meule, en la mettant bien d'équerre par rapport à l'arbre.

Entre les plateaux de serrage et la meule, intercaler un corps élastique (drap, cuir, caoutchouc ou carton) de 5 millimètres d'épaisseur.

ART. 3. — L'ouvrier meuleur doit fréquemment sonder sa meule pour reconnaître si le son est net et clair; sinon, la meule devra être démontée et soigneusement examinée. Il s'assurera également qu'il n'y a pas de jeu dans les coussinets.

ART. 4. — Quand un faux rond est constaté, la meule doit être retaillée.

Après chaque retaillage, la meule devra être sondée comme il est dit ci-dessus.

ART. 5. — La mise en marche doit se faire progressivement et non brusquement.

Les chocs violents contre la meule doivent être évités pendant le meulage.

Quand on a fini de se servir d'une meule, on doit débrayer et ne pas la laisser tourner à blanc.

Instructions spéciales aux meules en grès. — Pour centrer la meule sur son arbre, employer des douilles ou cales en fer, *jamaïs en bois*.

La meule, une fois montée, ne doit pas présenter de balourd sensible.

Quand on reste longtemps sans se servir d'une meule en grès, il faut lui faire faire de temps en temps quelques tours pour que l'eau ne s'accumule pas à la partie inférieure.

Instructions spéciales aux meules en composition. — Pendant le meulage et le retaillage, les ouvriers doivent toujours *se servir de lunettes de sûreté*.

Les plateaux de serrage ne doivent pas être serrés d'une façon exagérée.

Le plateau d'appui des pièces à meuler doit toujours être presque à toucher la meule.

Quand on emploie des meules avec frettes en fer noyées, on ne devra pas attendre que la meule soit usée jusqu'à la frette pour retirer celle-ci. Lorsqu'il ne reste plus que deux centimètres environ d'épaisseur au-dessus de la frette, on l'enlève en taillant la meule; sans cette précaution, des morceaux de meule peuvent se détacher et blesser l'ouvrier.

INSTRUCTIONS

CONCERNANT LA MISE EN MARCHÉ ET L'ARRÊT DU MOTEUR.

ART. 1^{er}. — Le mécanicien ne devra jamais mettre le moteur en marche, même quand les ouvriers ne sont pas encore rentrés dans l'atelier, sans donner préalablement un avertissement spécial, répété deux fois, à quelques secondes d'intervalle, par sifflet, ou cloche, ou sonnerie, etc.

ART. 2. — Lorsque arrive le moment où le moteur doit être mis au repos, le mécanicien l'annonce par un premier signal; puis, après le temps nécessaire pour débrayer les machines, il répète ce signal et arrête.

ART. 3. — Quand, dans le cours du travail, l'arrêt du moteur est demandé pour une cause quelconque, le mécanicien doit fermer d'abord son robinet de vapeur et répondre ensuite par un signal convenu. Il ne devra, dans ce cas, remettre sa machine en marche que sur l'ordre du contremaître et après avoir donné le signal habituel de mise en route.

NOTA. — Dans les machines de grandes dimensions et surtout dans les machines à condensation, il arrive quelquefois que le moteur se remet en marche après l'arrêt et fait $1/4$ ou $1/2$ révolution.

Pour obvier à cet inconvénient, le mécanicien, pour arrêter, devra ouvrir d'abord les robinets de purge et fermer ensuite le robinet d'admission de vapeur, sauf dans les cas urgents prévus par l'article 3 où le robinet d'admission devra être fermé d'abord et les robinets de purge ouverts aussitôt après.

Néanmoins, les ouvriers devront attendre un instant après le signal d'arrêt, avant de se mettre en contact avec la transmission.

A la mise en marche, les robinets de purge devront rester ouverts le temps nécessaire pour évacuer toute l'eau de condensation.

TYPES DE RÈGLEMENTS

de l'Association normande pour prévenir les accidents du travail.

RÈGLEMENT D'ORDRE GÉNÉRAL.

MOTEURS.

ART. 1^{er}. — Seuls les mécaniciens peuvent mettre en train ou arrêter le moteur qui leur est confié. — Il est interdit à tout autre ouvrier de faire l'une de ces deux opérations, ou encore d'entreprendre aux moteurs quelque travail que ce soit, sans un ordre exprès du chef de l'établissement ou de son représentant.

ART. 2. — Pendant qu'une machine est en marche, il est défendu : 1° de nettoyer des organes en mouvement, et même des pièces en repos dans le voisinage immédiat d'organes en mouvement; 2° de graisser des organes difficilement accessibles; 3° d'enlever ou de déplacer des couvre-engrenages, entourages ou autres appareils de sûreté.

On devra attendre l'arrêt complet de la machine pour entreprendre ces divers travaux.

USAGE DES SONNETTES.

I. — *Mise en marche du moteur.* — Signal : 3 coups de sonnette successifs; puis, après un intervalle suffisant, 1 coup de sonnette, et faites marcher si, aux trois premiers coups, l'atelier a répondu par deux coups de sonnette. (Signal IV.)

II. — *Demande d'arrêt du moteur.* — Tirez très fort, à plusieurs reprises, jusqu'à l'arrêt du moteur ou jusqu'au signal d'arrêt. (III, 2°.)

En cas d'urgence, d'accidents de personnes ou de machines, d'incendie, ou de tout cas pressant, tout ouvrier peut et doit faire immédiatement le signal de demande d'arrêt.

III. — *Arrêt du moteur.* — 1° Arrêt normal : 1 coup de sonnette : aussitôt, on débraye les machines, et, pendant ce temps, le mécanicien ferme à moitié le robinet; puis, 2 coups de sonnette, et il arrête complètement le moteur; 2° arrêt demandé : si l'arrêt est demandé d'urgence, le mécanicien ferme d'abord le robinet, puis répond par 2 coups de sonnette;

IV. — *Demande de mise en marche.* — Signal : 2 coups de sonnette suffi-

samment espacés. Le mécanicien répond par le signal de mise en marche. (Signal I.)

TRANSMISSIONS.

Il est formellement interdit :

I. — *Pendant la marche.* — 1° De se mettre en contact avec la transmission pour la graisser ou la nettoyer en tenant à la main des déchets ou des chiffons; 2° d'épousseter ou nettoyer les divers organes, arbres, roues, manchons, poulies, supports, paliers, sinon pendant les arrêts réglementaires, quand la transmission sera complètement débrayée du moteur, ou que le moteur lui-même sera arrêté. Toutefois, on pourra permettre de nettoyer ou épousseter les arbres ou les poulies, à la condition de ne pas quitter le plancher et de se servir d'une perche soit à brosse, soit à crochet garni de cordes; 3° de graisser en dehors des arrêts réglementaires. En cas d'absolue nécessité et d'impossibilité d'arrêter le moteur, les personnes chargées du graissage pourront être autorisées à graisser pendant la marche, sauf à prendre les précautions voulues et, en particulier, celles contenues dans les observations ci-dessous.

II. — *Pendant l'arrêt.* — 4° De procéder à aucun travail, réparations quelconques à la transmission, ou dans son voisinage immédiat, sans que le contremaître et le mécanicien n'en soient prévenus et aient pris les précautions voulues; 5° de remettre en marche, dans les cas de réparations aux transmissions, sans un ordre exprès.

MANŒUVRE DES COURROIES.

ART. 1^{er}. — Le maniement des courroies, montage, descente, jonctionnement, nettoyage ou graissage, ne doit être exécuté que par les contremaîtres ou les ouvriers spécialement désignés, tels que soigneurs de transmissions, selliers, fileurs, aiguiseurs de cardes, monteurs de chaînes, encolleurs, etc.

ART. 2. — Il est sévèrement interdit de monter les courroies à la main. — Pendant la marche, on pourra monter les courroies à l'aide d'une perche à crochet régulièrement construite ou de monte-courroies, s'il en existe. Si aucun de ces appareils ne peut être utilisé, on arrêtera la transmission.

ART. 3. — Pendant la marche il est recommandé :

1° De ne nettoyer ou graisser les courroies qu'au moyen de brosses à long manche; 2° de ne jonctionner les courroies qu'après les avoir isolées de l'arbre au moyen de la perche à crochet, si les porte-courroies font défaut; 3° de descendre les courroies sans quitter le plancher, et, si possible, au moyen de la perche à crochet.

ART. 4. — Quand une courroie repose sur un arbre en mouvement, il est

formellement interdit : 1° de s'appuyer, de se suspendre ou de se retenir à cette courroie; 2° d'essayer d'arrêter cette courroie si elle vient à s'enrouler sur la transmission ou à être enlevée par les courroies voisines.

ART. 5. — Le montage des grandes courroies et des câbles doit être fait aux arrêts, quand il n'y a plus de vapeur dans les cylindres du moteur, en actionnant le volant au moyen du levier d'embarrage.

ART. 6. — Dans des cas spéciaux, les directeurs pourront autoriser des ouvriers spécialement désignés à déroger à l'article 2, en leur indiquant les précautions à prendre.

OBSERVATIONS IMPORTANTES.

Il est recommandé aux ouvriers : 1° de n'entreprendre aucun travail dans le voisinage immédiat d'une machine ou d'une transmission en mouvement, aucun maniement de courroies ou de câbles, soit avec des vêtements trop amples ou à manches fendues, soit avec des tabliers, soit avec des ceintures, des foulards ou des cravates à pointes longues ou flottantes; 2° de ne pas changer de vêtements dans le voisinage immédiat d'organes en mouvement; 3° les femmes ne doivent pas se recoiffer dans le voisinage de leurs machines; 4° chacun doit signaler au chef de l'établissement ou à un représentant toute disposition vicieuse qui lui paraîtrait de nature à provoquer un accident. L'emploi d'outils ou d'engins défectueux est formellement interdit; 5° les ouvriers affectés de varices, hernies, ou autres maladies les rendant incapables de soulever sans risques des fardeaux, sont tenus d'en faire la déclaration en entrant en service.

CARDES.

Cet outil demande aussi des précautions particulières; aussi a-t-il fallu dresser un règlement divisé en quatre parties : 1° pendant la marche; 2° pendant l'aiguillage; 3° pendant le réglage; 4° observations.

Il est expressément défendu :

1. — *Pendant la marche.* — 1° De nettoyer aucune partie de la machine à l'aide de déchets ou de chiffons. On pourra toutefois épousseter les couvercles, bâtis, poulies, l'extérieur des roues si elles sont pleines, sans toucher aux parties situées entre les bâtis et les roues. Ce travail se fera uniquement à la balayette; — 2° de retirer ou déranger les couvre-engrenages ou autres dispositions protectrices; de soulever les couvercles du briseur et du tambour; — 3° d'ouvrir les portes de côté pour retirer le duvet de l'intérieur de la cardé et du tambour. Ce travail ne peut être fait que par la

personne spécialement désignée, et avec une baguette en bois; — 4° de se placer entre deux cardes, dans la partie comprise entre le briseur et le peigneur; de graisser, arrêter ou mettre en marche. Seuls l'aiguiser, son aide ou la personne spécialement désignée, peuvent déroger à cet article pour les besoins du travail; — 5° de procéder au nettoyage d'une cardes sans enlever la courroie de commande, qui ne sera remontée que par une des personnes ci-après désignées.

Le mouvement des courroies : montage, descente, fonctionnement, nettoyage, ou graissage, ne doit être exécuté que par les contremaîtres, par les surveillants faisant office de contremaîtres, ou pour les ouvriers spécialement désignés par leurs fonctions, tels que soigneurs de transmissions, selliers, aiguisers de cardes ou leurs aides.

II. — *Pendant l'aiguisage.* — 1° De monter le rouleau d'aiguisage et retirer le couvre-engrenages, sans avoir, au préalable, fait tomber la courroie de la machine; — 2° de mettre en marche, avant d'avoir remplacé les couvre-engrenages, ou, si cela se peut, d'avoir enlevé le pignon du grand tambour et les roues qui y engrenent; — 3° de nettoyer aucune partie.

III. — *Pendant le réglage.* De nettoyer aucune partie, si le réglage a lieu en faisant marcher les tambours.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

POUR L'ÉTABLISSEMENT DES APPAREILS ÉLECTRIQUES.

ART. 1^{er}. — *Machines.* — Les machines dynamo-électriques ne doivent pas être installées dans les locaux où peuvent pénétrer soit des substances explosives, soit des poussières inflammables; ces locaux sont réputés dangereux. Elles doivent être tenues dans le plus grand état de propreté.

L'interposition d'une couche isolante de bois entre la machine et son massif de fondation est une bonne précaution. Il est convenable que le massif soit assez élevé pour que le collecteur et les balais soient à portée de la main.

On doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'aucun objet métallique ne puisse mettre en contact les pôles opposés de la machine. Il est recommandé notamment de ne pas se servir, pour le graissage, de burettes en fer.

ART. 2. — *Tableau de distribution.* — Dans le cas où l'installation comporte des tableaux de distribution, les conducteurs réunissant les machines aux tableaux de distribution doivent être isolés et les tableaux écartés des murs de cloisons en maçonnerie, par une couche d'air de huit centimètres

au moins. Les attaches des câbles ou fils conducteurs doivent, autant que possible, être apparentes sur la face des tableaux. Il est interdit de placer ces tableaux dans les locaux dits dangereux (art. 1^{er}). On doit prendre aussi les dispositions nécessaires pour qu'aucun objet métallique ne puisse mettre les conducteurs en court circuit.

ART. 3. — *Conducteurs en plein air.* — Les fils employés en plein air peuvent être nus. Dans ce cas, ils seront placés sur isolateurs en porcelaine ou autre substance équivalente comme isolement, et attachés à ces isolateurs. Ils seront écartés le plus possible des masses métalliques telles que gouttières, tuyaux de descente, etc. S'ils passent nécessairement à plus de dix centimètres de ces masses, ils doivent en être séparés par un isolement convenable.

L'entrée dans les bâtiments des fils venant de l'extérieur se fera de bas en haut, de manière à éviter la pénétration de l'eau de pluie le long du fil.

Les fils nus seront placés hors d'atteinte et disposés de manière que les fils d'aller et retour du courant ne puissent être mis en contact accidentellement.

ART. 4. — *Conducteurs intérieurs.* — 1^o Locaux ordinaires :

À l'intérieur des maisons d'habitation, les fils nus sont proscrits d'une manière absolue. Ils le sont également dans les locaux dits dangereux (art. 1^{er}).

Dans tous les autres cas où leur emploi peut être admis, on se conformera aux prescriptions de l'article 3.

Les fils isolés peuvent être apparents ou logés dans des bois rainés.

Les fils isolés apparents seront écartés des murs et rigidement fixés sur des taquets en bois ou autres matières isolantes. Exception, toutefois, peut être faite dans les étages des maisons d'habitation où les murs et les cloisons sont suffisamment secs ; là, les fils pourront être fixés directement sur les murs. De même, ils pourront être fixés directement sur toutes les pièces apparentes de bois faisant partie des clôtures à l'intérieur des locaux très secs.

Tous les conducteurs dans lesquels circulera un courant de plus de dix ampères seront fixés de telle sorte que le fil d'aller et celui de retour ne puissent jamais venir en contact.

Les conducteurs parcourus par un courant de moins de dix ampères pourront être placés côte à côte, à la condition qu'ils soient bien isolés.

ART. 5. — *Conducteurs logés dans les bois rainés.* — L'emploi des bois rainés est proscrit dans les locaux humides. Si les murs et cloisons sont assez secs pour que l'installation puisse être faite en plaçant les conducteurs dans les bois rainés refermés par un couvercle, leur écartement pourra être quelconque. Toutefois, on ne devra jamais placer les fils d'aller et retour dans la même rainure.

Les bois rainés sont recommandés comme protection mécanique des conducteurs, beaucoup plus que comme protection électrique.

ART. 6. — *Locaux humides.* — Dans les locaux humides, soit naturellement, soit par nécessité de métier, les conducteurs sont placés sur isolateurs et rigidement tendus de façon qu'il ne puisse y avoir contact ni entre les fils, ni entre les fils et les murs. Toutefois, on pourra appliquer directement sur les murs les conducteurs sous plomb, sans limite d'écartement entre eux.

ART. 7. — *Traversée des murs et des planchers.* — A la traversée des murs et des planchers, les fils doivent toujours être isolés et leur isolement mécaniquement protégé. Il en est de même partout où les fils sont exposés à être détériorés par le frottement ou toute autre cause destructive.

ART. 8. — *Conducteurs doubles.* — Des conducteurs doubles renfermant les deux fils sous une même enveloppe peuvent être employés dans tous les cas ; mais l'isolement électrique des deux cimes doit être parfaitement assuré, ainsi que leur écartement.

ART. 9. — *Retour par la terre ou les masses métalliques.* — L'usage de la terre, des conduites d'eau ou de gaz ou des charpentes métalliques, comme conducteur de retour, est interdit.

ART. 10. — *Échauffement des conducteurs.* — Dans chacune des sections du circuit, le diamètre des fils doit être en rapport avec l'intensité des courants, de telle sorte qu'il ne puisse se produire, en aucun point de circuit, un échauffement dangereux pour l'isolement du conducteur ou les objets environnants.

Les raccords directs de fil à fil et les raccords indirects, par l'intermédiaire des coupe-circuits ou commutateurs, doivent être également établis de façon à ne pas introduire dans le circuit de partie faible au point de vue mécanique ou présentant une résistance électrique dangereuse.

ART. 11. — *Interrupteurs et commutateurs.* — Des interrupteurs permettant de couper le circuit dans les principales parties de l'installation doivent être installés auprès de la machine et sur les principaux branchements.

Quand la rupture du courant peut donner lieu à un arc dangereux, il est nécessaire qu'un point d'arrêt existe à chaque position de repos et que les pièces de contact soient fixées sur une matière incombustible telle que marbre, ardoise, etc.

Il est interdit de placer les interrupteurs ou commutateurs dans les locaux définis dangereux (art. 1^{er}).

ART. 12. — *Coupe-circuits.* — A partir de la machine, et à tous les points de branchement, on doit interposer des fils fusibles ou coupe-circuits automatiques sur chacun des deux conducteurs du circuit, lorsque ces conducteurs sont parcourus par un courant de plus de dix ampères.

Pour des courants plus faibles, les coupe-circuits peuvent n'être interposés

que sur un seul des deux conducteurs ; mais, dans une installation, ils doivent être tous sur le même conducteur, soit d'aller, soit de retour.

Si plusieurs lampes sont groupées ensemble sur un même lustre, les circuits doivent être divisés de telle sorte que nul branchement ne soit parcouru par plus de dix ampères, et chaque conducteur de branchement sera pourvu d'un coupe-circuit.

Les coupe-circuits porteront une indication apparente du nombre d'ampères normal qui doit les traverser. Ils seront disposés de telle sorte que le métal fondu ne puisse pas être projeté au dehors.

ART. 13. — *Supports de lampes.* — Les supports de lampes, s'ils sont métalliques, seront isolés électriquement des fils et pièces parcourus par le courant. De plus, si l'on utilise, pour fixer les douilles des lampes, des appareils à gaz, les douilles seront isolées elles-mêmes de ces appareils.

On ne doit utiliser les appareils à gaz que si les dispositions nécessaires ont été prises pour que le gaz n'ait plus aucun accès dans les conduites desservant les appareils.

ART. 14. — *Lampes à arc.* — Les lampes à arc ne doivent pas être installées dans les locaux qui renferment des substances explosibles. S'il existe des poussières inflammables, ou si des matières inflammables sont placées sous des lampes à arc, celles-ci doivent être renfermées dans des lanternes complètement fermées, mais dont le dessus peut être en toile métallique.

Partout ailleurs, il est nécessaire de prendre des précautions telles que les parcelles de charbon incandescent qui peuvent tomber des lampes soient recueillies par un cendrier.

ART. 15. — *Lampes à incandescence.* — Les lampes à incandescence qui seraient placées dans des locaux définis dangereux (art. 1^{er}) doivent être enfermées dans une lanterne ou dans une double ampoule, et la jonction, entre la ligne et la lampe, se faire à l'intérieur de cette ampoule. Le renouvellement des lampes dans ces lanternes ne peut s'effectuer que lorsque le courant est interrompu dans le circuit qui les alimente.

ART. 16. — *Prescriptions générales.* — Il est spécialement recommandé de faire usage d'appareils qui permettent de se rendre compte, d'une manière périodique ou continue, de l'état d'isolement des circuits et de faire rechercher et de réparer tout défaut dès qu'il vient à se manifester.

ART. 17. — *Réparations.* — Il est aussi recommandé aux propriétaires d'installation d'éclairage électrique de ne recourir qu'à des spécialistes expérimentés, pour effectuer toutes les modifications ou réparations qui pourraient être nécessaires dans les conducteurs et appareils dans leur installation.

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. (Suite.)

XXVII. — Eure.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. BLAISE, inspecteur divisionnaire du travail, à Rouen;
QUÉNOT, inspecteur départemental du travail, à Evreux;
DE GENOUILLAC, ingénieur en chef des mines, à Rouen;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes d'Evreux.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. BATAILLE, conseiller général;
LECOMTE, conseiller général;
THOREL, conseiller général;
PUEL, conseiller général;
CORBEAU, conseiller général;
Le Contrôleur des mines.

XXX. — Gard.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. LAGARD, inspecteur divisionnaire du travail, à Marseille;
VIGUIER, inspecteur départemental du travail, à Nîmes;
ICHOU, ingénieur en chef des mines, à Alais;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Nîmes.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. GUIBAL, fabricant de bonneterie, à Nîmes;
DANTON (Félix), à Nîmes;
TEISSIER DU CROS (Léon), filateur à Valleraugue;
BOURGUET, président du tribunal de commerce de Saint-Hippolyte;
FRAISSINET, à Alais;
VEILLON, constructeur à Alais;
GRAFFIN, directeur général des mines de la Grand'Combe;
BONNEFOY (Alexandre), filateur à Pont-Saint-Esprit.

XL. — Landes.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. GOUTTES, inspecteur divisionnaire du travail, à Bordeaux;
AMIET, inspecteur départemental du travail, à Bayonne;
VITAL, ingénieur en chef des mines, à Bordeaux.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. DUPUY, conseiller général;
LESTAGE, conseiller général;
POUEY, conseiller général;
YPOUSTIGNY, conseiller d'arrondissement;
DOURECQ, conseiller d'arrondissement;
TASTET, conseiller d'arrondissement;
Le Maire de Mont-de-Marsan;
Le Maire de Saint-Sever;
Le Maire de Dax;
Le Maire d'Aire;
Le Contrôleur des mines, à Mont-de-Marsan;
Le Président de la chambre syndicale du bâtiment.

XLVI. — Lot.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. GOUTTES, inspecteur divisionnaire du travail, à Bordeaux;
CHASTAGNOL, inspecteur départemental du travail, à Périgueux;
COLIN DE VERDIÈRE, ingénieur des mines, à Rodez.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. le Docteur RELHIÉ, conseiller général;
CANGARDEL, conseiller général;
LONGPUECH, conseiller général;
COCULA, conseiller général.

LIII. — Mayenne.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. GIROUD, inspecteur divisionnaire du travail, à Nantes;
BRIS, inspecteur départemental du travail, au Mans;
BERNHEIM, ingénieur des mines, au Mans;
Le Président du conseil de prud'hommes de Laval,
Le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Laval.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. BOISSEL, conseiller général;
GODIVIER, conseiller général;
GAULTIER DE VAUCUNY, conseiller général;
LEBRETON, conseiller général;
Le Contrôleur des mines.
-

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU COMMERCE INTÉRIEUR. (BUREAU DE L'INDUSTRIE.)

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

DEUXIÈME ANNÉE (1894). — NUMÉRO 4.

ACTES OFFICIELS.



DÉCRET DU 30 MAI 1894

*nommant le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — M. Lourties, sénateur, est nommé Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en remplacement de M. Marty, dont la démission est acceptée.

ART. 2. — Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Paris, le 30 mai 1894.

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes

CH. DUPUY.

ARRÊTÉ DU 11 AVRIL 1894

nommant une inspectrice départementale de 5^e classe.

Par un arrêté en date du 11 avril 1894, M^{me} veuve DAMBREVILLE, inspectrice départementale de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs, à partir du 1^{er} avril 1894.

ARRÊTÉ DU 28 AVRIL 1894

mettant un inspecteur départemental en congé illimité sans traitement et nommant un inspecteur départemental stagiaire.

Par un arrêté en date du 28 avril 1894, M. REMPTAUX (Jean-Baptiste-Joseph), inspecteur départemental du travail, a été, sur sa demande, mis en congé illimité sans traitement, à partir du 1^{er} mai 1894.

M. LEFEBVRE (Carlos-Lucien-Wilfrid) a été nommé, par le même arrêté, inspecteur départemental stagiaire, en résidence à Roubaix-Tourcoing, au traitement de 2,400 francs, en remplacement de M. Rempteaux.

ARRÊTÉ DU 21 MAI 1894

nommant une inspectrice départementale de 5^e classe.

Par un arrêté en date du 21 mai 1894, M^{me} veuve de LAFORGUE, inspectrice départementale stagiaire du travail à Nantes, a été nommée inspectrice départementale de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs, à partir du 1^{er} juin 1894.

ARRÊTÉ DU 24 MAI 1894

*portant mutations dans le personnel de l'inspection
et nommant une inspectrice départementale stagiaire.*

Par un arrêté
départementale stagiaire du travail à Marseille, a été
qualité, à Paris, en remplacement de M^{me}

M^{me} GETTING a été chargée de la 1^{re} section d'inspection et M^{me} veuve
JOURDAN de la 3^e section.

Ces dispositions ont leur effet à partir du 1^{er} juin 1894.

Par le même arrêté, M^{me} COURTET, née HENRIET (Rose-Françoise-Hor-
tense), a été nommée
seille, au traitement de
JOURDAN, nommée à Paris. Le traitement de M^{me} COURTET courra à partir
de son installation.

CIRCULAIRE DU 25 AVRIL 1894

*adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail, au sujet de l'emploi
des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, la loi du 2 novembre 1892 avait
chargé les inspecteurs du travail de veiller à l'application de son article 8
dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires, mais elle ne leur avait pas
donné expressément le droit de pénétrer dans ces établissements.
d'éviter toute difficulté, il avait été décidé d'un commun accord entre le
ministère de l'instruction publique et des beaux-arts et mon département
que, tant que cette situation n'aurait pas été modifiée, le soin d'assurer l'ap-
plication de la loi du 2 novembre 1892 dans les théâtres serait provisoirement
confié aux commissaires de police seuls.

En vertu de l'article 4 de la loi du 12 juin 1893, les inspecteurs du travail
ont maintenant le droit indiscutable d'entrer dans les théâtres, cirques, etc.,
et rien ne s'oppose désormais à ce qu'ils y exercent la surveillance dont
ils sont chargés, tant en ce qui concerne les prescriptions de la loi du 2 no-

vembre 1892 que pour y faire exécuter les mesures de sécurité imposées par la loi du 12 juin 1893 et au sujet desquelles ma circulaire du 27 mars dernier contient toutes les instructions nécessaires⁽¹⁾.

Quant à l'article 8 de la loi du 2 novembre 1892, il interdit, en principe, l'emploi des enfants des deux sexes de moins de 13 ans comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques, à moins d'une autorisation exceptionnelle, qui est accordée, à Paris, par le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et, dans les départements, par les préfets. Les conditions dans lesquelles ces autorisations doivent être demandées et accordées ont été déterminées par une circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts dont vous trouverez le texte ci-joint et à laquelle je n'ai rien à ajouter. J'ai, toutefois, demandé à mon Collègue et aux préfets de vouloir bien donner avis de l'autorisation à l'inspecteur départemental du travail en même temps qu'au commissaire de police.

Je crois devoir appeler tout particulièrement votre attention sur les conditions dans lesquelles les inspecteurs auront à user du droit, qu'ils tiennent de la loi, de pénétrer dans les théâtres, cafés-concerts, cirques, etc., pour y exercer la mission qui leur a été confiée. Le directeur d'un établissement de cette nature doit incontestablement fournir à l'inspecteur les moyens de constater si aucune des prescriptions, soit de la loi du 2 novembre 1892, soit de celle du 12 juin 1893, n'est violée; à cet effet, il ne saurait, sans mettre obstacle à l'application de ces lois, s'opposer à l'entrée de l'inspecteur dans les couloirs, dans les coulisses, dans les dessous et même dans la salle du public, s'il est prouvé que c'est de là seulement que les personnes en scène peuvent être utilement surveillées; mais l'inspecteur ne saurait exiger que l'on mette à sa disposition un fauteuil, une loge ou toute autre place réservée au public.

Je suis convaincu que les inspecteurs comprendront quelle réserve leur est imposée dans leurs rapports avec les directeurs de théâtres, et que vous n'aurez jamais à me signaler des faits qui seraient de nature à affaiblir dans ces établissements l'autorité morale des inspecteurs.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire dont je vous adresse un nombre suffisant d'exemplaires pour les inspecteurs départementaux placés sous vos ordres.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

J. MARTY.

(1) Voir *Bulletin de l'inspection*, 1894, n° 3, p. 630.

CIRCULAIRE DU 26 JANVIER 1893

adressée aux Préfets par le Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, au sujet de l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts.

MONSIEUR LE PRÉFET, la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie, a déterminé, par son article 8, les conditions toutes spéciales dans lesquelles les enfants pourraient être employés dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.

La part que vous êtes appelé à prendre à l'exécution de cette prescription législative, soit par les autorisations exceptionnelles que vous pourrez accorder, soit par les instructions que vous aurez à adresser aux commissaires de police, est considérable, et je compte sur tout votre concours pour assurer le succès des mesures édictées par le Parlement dans un but d'hygiène et de moralisation. Je dois tout d'abord vous faire remarquer que cette disposition nouvelle n'est nullement applicable aux cirques, exhibitions foraines et autres spectacles *non sédentaires*. La loi du 7 décembre 1874 est toujours applicable dans ce cas ; aucune modification ne lui a été apportée. Il en est de même dans tous les cas, *qu'il s'agisse d'un théâtre sédentaire ou non*, pour les enfants qui exécuteraient des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation. L'âge de 16 ans continue à être exigé sous les pénalités prévues par l'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874.

Quant aux représentations comme acteurs, figurants, etc., dans les théâtres et cafés-concerts *sédentaires*, le contrôle de l'Administration porte uniquement sur les enfants des deux sexes âgés de moins de 13 ans. Les commissaires de police doivent dresser procès-verbal contre tout emploi d'enfants dans ces conditions, qui ne serait pas autorisé par vous. Les directeurs de théâtre devront vous adresser, avant la répétition qui précède la première représentation, une liste nominative des enfants qu'ils désireront employer ; cette liste indiquera l'âge de chacun de ces enfants. Vous voudrez bien désigner, pour assister à cette répétition, un fonctionnaire sur le rapport duquel vous statuerez immédiatement sur la demande du directeur ; copie de votre décision devra être transmise au commissaire de police. Dans le cas où les représentations projetées auraient lieu dans une ville autre que le chef-lieu du département, la demande devra vous être adressée avant la dernière répétition, dans un délai que je vous laisse le soin de fixer.

Je vous communique, à titre de renseignement, la circulaire que j'adresse aux directeurs des théâtres de Paris.

Je me réserve, d'ailleurs, d'autoriser directement l'emploi, sur les théâtres, des enfants faisant partie de troupes exécutant des tournées en province et partant de Paris. Les autorisations que j'aurai accordées dans ces conditions seront directement communiquées aux commissaires de police.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir bien m'accuser réception de la présente dépêche.

Pour le Ministre :

Le Directeur des beaux-arts,

Signé : H. ROUJON.

CIRCULAIRE DU 26 JANVIER 1893

adressée aux directeurs des théâtres de Paris, sur le même objet, par le Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes.

MONSIEUR LE DIRECTEUR, la loi du 2 novembre 1892 défend, en principe, l'emploi des enfants des deux sexes, âgés de moins de 13 ans, comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts. Toutefois des autorisations peuvent être accordées *exceptionnellement* pour la représentation de pièces déterminées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître les conditions dans lesquelles ces autorisations pourront être données.

Lorsque vous désirerez faire figurer un ou plusieurs enfants dans une pièce nouvelle ou remise à la scène, vous aurez à m'adresser, cinq jours au moins avant la répétition générale, une liste nominative des enfants âgés de moins de 13 ans que vous vous proposerez d'employer, avec indication de l'âge de chacun d'eux. Ils ne pourront paraître en représentation que lorsque l'autorisation vous aura été adressée; vous aurez à faire viser cette autorisation par le commissaire de police de votre quartier.

Lorsqu'au cours des représentations vous devrez employer des enfants dont les noms n'auront pas été portés sur la liste primitive, vous aurez à m'adresser une demande cinq jours au moins avant celui où ils devront paraître en public. L'autorisation qui vous sera accordée devra être également soumise au visa du commissaire de police. Je dois, d'ailleurs, vous faire remarquer que la législation nouvelle n'a en rien modifié la loi du 7 décembre 1874, et qu'il est absolument interdit de faire exécuter des tours de force périlleux et des exercices de dislocation à des enfants âgés de moins de 16 ans.

En ce qui concerne les pièces en cours de représentation, vous aurez à

m'adresser, dans un délai de huit jours, la liste nominative des enfants âgés de moins de 13 ans employés actuellement.

Je crois devoir, porter à votre connaissance les articles de la loi édictant des pénalités contre ceux qui auront contrevenu à ses prescriptions :

« ART. 26. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi.

« Toutefois, la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

« Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. »

« ART. 27. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

« Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

« En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

« Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du code pénal sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende, pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs. »

« ART. 28. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

« Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département. »

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente dépêche.

Pour le Ministre :

Le Directeur des beaux-arts,

Signé : H. ROUJON.

CIRCULAIRE DU 25 AVRIL 1894

adressée aux Préfets au sujet de l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.

MONSIEUR LE PRÉFET, par une circulaire en date du 26 janvier 1893, mon Collègue, M. le Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes vous a donné des instructions relativement à l'application de l'article 8 de la loi du 2 novembre 1892 dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires et aux autorisations à accorder aux directeurs de ces établissements.

Vous avez dû remarquer que cette circulaire ne faisait pas mention des inspecteurs du travail, bien qu'ils soient chargés expressément de l'application de la loi du 2 novembre 1892. C'est que cette loi, tout en leur confiant la mission d'assurer l'exécution de ses prescriptions, avait omis de leur donner le droit de pénétrer dans les théâtres, cafés-concerts, etc. . .

Aussi il a été décidé d'un commun accord entre le département de l'instruction publique et des beaux-arts et mon administration que, tant que la situation n'aurait pas été modifiée, l'application de la loi du 2 novembre 1892 serait provisoirement confiée aux commissaires de police seuls.

L'article 4 de la loi du 12 juin 1893 ayant donné aux inspecteurs du travail le droit d'entrer dans les théâtres et autres établissements similaires, rien ne s'oppose désormais à ce que ces fonctionnaires y exercent la surveillance qui leur a été confiée, et je viens de leur adresser des instructions à ce sujet. Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien faire parvenir à l'inspecteur départemental du travail, en même temps qu'au commissaire de police, copie des autorisations que vous accorderiez.

Je vous avais demandé, d'autre part, à la fin de l'année 1893, de m'adresser pour la Commission supérieure du travail, la liste des autorisations que vous aviez accordées pendant l'année en indiquant, pour chaque autorisation, le titre de la pièce, le nombre des enfants et leur âge. Je tiendrais à recevoir les mêmes renseignements dans le courant du mois de janvier de chaque année pour l'année précédente. Vous trouverez ci-joint, à cet effet, un modèle de l'état que vous aurez à m'envoyer.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

J. MARTY.

DÉPARTEMENT d

THÉÂTRES ET CAFÉS-CONCERTS.

*Tableau des autorisations de jouer accordées en
à des enfants âgés de moins de 13 ans.*

DATE de chaque AUTORISATION.	VILLES.	DÉSIGNATION DU THÉÂTRE ou du café-concert.	NOM, PRÉNOMS ET SEXE de chaque enfant employé.	ÂGE de CHAQUE ENFANT employé.	DÉSIGNATION DES PIÈCES dans lesquelles chaque enfant a figuré.

CIRCULAIRE DU 18 MAI 1894

*adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail au sujet de l'admission
des circonstances atténuantes pour les contraventions à la loi du
2 novembre 1892.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, plusieurs tribunaux de simple police ont cru pouvoir, pour des contraventions à la loi du 2 novembre 1892 et par application de l'article 463 du code pénal, abaisser l'amende au-dessous du minimum de 5 francs fixé par la loi. M. le Garde des sceaux, à qui j'ai signalé l'illégalité de ces décisions, vient d'adresser à ce sujet à MM. les Procureurs généraux des instructions dont vous trouverez le texte ci-contre. Vous pourrez, lorsque l'occasion s'en présentera, les rappeler à MM. les juges de paix.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire dont je vous

envoie le nombre d'exemplaires nécessaire pour les inspecteurs départementaux de votre circonscription.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

J. MARTY.

CIRCULAIRE DU 28 AVRIL 1894

*adressée par M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
sur le même objet, aux Procureurs généraux*

Monsieur le Procureur général, mon attention vient d'être appelée sur un certain nombre de décisions de tribunaux de simple police qui ont admis des circonstances atténuantes en faveur de prévenus poursuivis pour contravention à la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

L'illégalité de ces décisions n'est pas douteuse. Il importe, en effet, de remarquer qu'en cette matière la faculté d'appliquer l'article 463 du code pénal a été limitée au cas où les tribunaux correctionnels sont appelés à connaître des infractions de la loi précitée.

Je vous prie, Monsieur le Procureur général, de vouloir bien rappeler cette disposition aux magistrats cantonaux de votre ressort et m'accuser réception de la présente circulaire.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice.

Par autorisation :

Le Directeur des affaires criminelles et des grâces,

ANDRÉ BOULLOCHE.

CIRCULAIRE DU 6 JUIN 1894

adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail au sujet de l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les établissements de l'État.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, en portant à votre connaissance, par une circulaire en date du 19 décembre 1892, les prescriptions de la loi du 2 novembre de la même année, l'un de mes prédécesseurs vous informait que l'application de cette loi dans les établissements de l'État ferait l'objet d'instructions spéciales. J'ai l'honneur de vous les adresser aujourd'hui.

Il est hors de doute que les établissements industriels dépendant d'une administration publique sont, comme les autres ateliers, soumis à la loi du 2 novembre 1892. C'est afin qu'il ne puisse y avoir aucune contestation à cet égard que le législateur a pris soin de faire suivre des mots « publics ou privés » l'énumération comprise à l'article 1^{er} de cette loi. Toutefois, en présence des considérations d'ordre supérieur invoquées par les Ministres de la guerre et de la marine, j'ai décidé, d'accord avec la Commission supérieure du travail, que, dans les établissements dépendant de leurs départements, le soin d'assurer l'application de la loi du 2 novembre 1892 serait confié à l'autorité militaire. Tous les autres établissements de l'État, tels que les manufactures des tabacs, l'imprimerie nationale, les ateliers du timbre, les manufactures de Sèvres, des Gobelins, etc., restent soumis à votre surveillance comme n'importe quel atelier industriel privé. Vous aurez donc désormais à les visiter dans les mêmes conditions.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,
LOURTIES.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 NOVEMBRE 1893

relative aux certificats médicaux qui doivent être fournis à l'appui des déclarations d'accidents.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez communiqué une lettre par laquelle le président de la commission des hospices de Reims exprime

l'avis que les médecins des hôpitaux ne sont pas tenus de fournir les certificats à l'appui des déclarations d'accidents.

Il serait sans doute préférable, dans bien des cas, que les médecins des hôpitaux établissent les certificats dont il s'agit, mais la loi ne donne pas le pouvoir de les y contraindre. Ce que les médecins chargés d'un service public sont tenus de fournir, c'est le certificat d'aptitude physique prescrit, pour les enfants de 12 à 13 ans munis du certificat d'instruction primaire, par l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892.

Quant au certificat médical qui doit accompagner la déclaration des accidents, c'est aux industriels qu'il appartient de se le procurer; les maires doivent y veiller et refuser de recevoir une déclaration qui ne serait pas accompagnée du certificat médical prescrit.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Directeur du commerce intérieur,

C. NICOLAS.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 23 FÉVRIER 1894

relative aux enfants occupés comme conducteurs de tramways.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez informé que la compagnie des tramways de X... employait comme conducteurs des enfants de moins de 18 ans pendant plus de douze heures par jour et vous m'avez prié de vous faire savoir si cette industrie était soumise à la loi du 2 novembre 1892.

L'industrie des transports ne rentre pas dans une des catégories de professions énumérées limitativement à l'article premier de la loi précitée, et les enfants qui y sont employés ne sont pas soumis aux prescriptions de cette loi. Il n'est donc pas possible au service de l'inspection du travail d'intervenir en l'espèce.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

J. MARTY.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 20 MARS 1894

*relative à l'emploi des enfants : 1° au laminage du laiton ;
2° dans les corderies.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez consulté sur l'application du décret du 13 mai 1893 en ce qui concerne l'emploi des enfants au laminage du laiton et dans les corderies.

Bien que le laminage du laiton ne soit pas nominativement désigné au tableau A dudit décret, il paraît devoir être compris implicitement dans la désignation de « laminage du plomb, du zinc et du cuivre » et comme tel être interdit aux enfants de moins de 18 ans.

En ce qui concerne les corderies, il est vrai que l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 comprend les corderies en plein air parmi les industries pour lesquelles l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées pour les enfants de moins de 18 ans et les femmes de tout âge. Mais cette disposition ne doit pas contrarier l'exécution pour les corderies de l'article 4 du décret du 13 mai 1893 qui interdit aux enfants de moins de 16 ans de tourner des roues verticales pendant plus de cinq heures par jour. Par conséquent, les tolérances prévues par l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 peuvent être accordées dans ces corderies, mais sous la réserve que, même en cas de la prolongation de la journée, chaque enfant ne tournera pas une roue verticale pendant plus de cinq heures.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

J. MARTY.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 5 AVRIL 1894

relative à la déclaration des accidents.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous faire connaître en réponse à la demande que vous m'avez adressée, que l'ouverture de l'en-

quête judiciaire à la suite d'un accident n'a pas pour effet de dispenser les industriels de l'obligation de la déclaration prescrite par l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et par l'article 11 de la loi du 12 juin 1893.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Directeur du commerce intérieur,

C. NICOLAS.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 14 AVRIL 1894

relative aux registres d'usine prévus par la loi du 12 juin 1893.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez consulté au sujet du registre d'usine dont il est fait mention à l'article 6, § 2, de la loi du 12 juin 1893. Lorsque l'établissement est soumis à la fois aux lois de 1892 et de 1893, le registre d'inscription prévu par la première de ces lois (art. 10) pourra également servir pour la seconde. Dans le cas où l'établissement est soumis uniquement à la loi de 1893, il y aura lieu simplement d'inscrire sur un registre quelconque, que vous pourrez faire constituer à cet effet, s'il est nécessaire, et que le patron devra vous représenter, les observations indiquées par l'article 6, § 2, de la loi du 12 juin 1893.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Directeur du commerce intérieur,

C. NICOLAS.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 16 AVRIL 1894

relative aux enquêtes faites après accidents.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez prié de vous faire savoir si le service de l'inspection du travail devait intervenir parallèlement avec la

justice pour les accidents graves survenus dans les établissements soumis aux lois du 2 novembre 1892 et du 12 juin 1893.

Permettez-moi de vous faire remarquer que les inspecteurs du travail ne peuvent dresser procès-verbal que pour les contraventions aux lois dont ils sont spécialement chargés d'assurer l'application. Les poursuites pour homicides par imprudence appartiennent exclusivement aux parquets.

Par conséquent, il peut y avoir intérêt à ce que l'autorité judiciaire fasse une enquête à la suite d'un accident même après celle de l'inspecteur, et réciproquement une instruction ouverte pour blessures par imprudence ne doit pas empêcher un inspecteur de rechercher s'il y a ou non contravention à la loi du 2 novembre 1892 ou à celle du 12 juin 1893.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

J. MARTY.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 AVRIL 1894

*relative à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes
à l'aiguillage et au polissage des métaux.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures et à la Commission supérieure du travail la question de savoir si l'interdiction d'employer des enfants de moins de 18 ans, des filles mineures et des femmes à l'aiguillage et au polissage des métaux, portée par le décret du 13 mai 1893, devait s'appliquer à ces travaux lorsqu'ils sont exécutés par voie humide.

Ces deux assemblées, après examen de la question, ont fait remarquer que le motif d'interdiction étant le dégagement de poussières dangereuses, il n'y avait pas lieu de maintenir cette interdiction dans le cas où les poussières sont supprimées, ce qui se produit lorsque le travail s'effectue par voie humide. J'ai adopté cet avis.

*Le Ministre du commerce;
de l'industrie,*

J. MARTY.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE SUR LE TRANSPORT DES FARDEAUX,

PAR M. A. LEVESQUE,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE (1^{re} CIRCONSCRIPTION).

Les règlements d'administration publique qui déterminaient, sous la loi de 1874, les conditions dans lesquelles les enfants sont autorisés à transporter des fardeaux en fixaient ainsi les règles :

1° Les enfants de 12 à 14 ans ne peuvent porter un poids excédant 10 kilogrammes;

2° Les enfants de 14 à 16 ans ne peuvent porter un poids excédant 15 kilogrammes;

3° Les enfants de 12 à 14 ans et les filles de 12 à 16 ans ne peuvent traîner des fardeaux sur la voie publique;

4° Les garçons et les filles au-dessus de 12 ans peuvent traîner des fardeaux dans l'intérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, à la condition que le trainage sera effectué sur un terrain horizontal et que la charge ne dépassera pas 100 kilogrammes, véhicule compris;

5° Les garçons, seuls, de 14 à 16 ans seront autorisés à traîner des fardeaux sur la voie publique, à la condition que la charge ne dépassera pas 100 kilogrammes, véhicule compris.

Depuis la mise en vigueur de ces règlements, certains faits sont venus démontrer qu'il existe des lacunes regrettables qu'il importe de combler, l'introduction notamment dans la circulation de nombreux petits véhicules à 3 et 4 roues, employés par un grand nombre d'industriels, et dont les dénominations sont très variées, telles que placières, pousseuses, pousse à main, etc.

De même l'emploi de la brouette, tant sur la voie publique que dans l'intérieur des établissements industriels, n'a pas encore été réglementé.

Nous nous proposons ici de passer en revue les divers véhicules au point de vue de leur emploi au transport des fardeaux sur la voie publique et de déterminer par la méthode scientifique les limites dans lesquelles les charges devront être enfermées pour ne pas nuire au développement physique des jeunes travailleurs.

Pour fixer les idées et avoir une base d'opération uniforme nous supposons le cas d'un manœuvre qui peut porter sans être surchargé un poids de

15 kilogrammes, chiffre adopté jusqu'à ce jour pour les enfants de 1 à 16 ans.

BROUETTE.

Pour apprécier la valeur de l'effort qu'un enfant doit produire pour mener une brouette, nous devons remarquer tout d'abord qu'il s'agit ici d'un véhicule dont une partie du poids est portée directement sur les bras de l'enfant et dont l'autre partie est supportée par la roue.

Nous évaluerons donc en premier lieu cette répartition de la charge.

Pour cela, considérons une brouette vide d'un modèle courant dans les travaux publics. Pour calculer exactement la portion du poids de la brouette supportée par le manœuvre il nous faut déterminer la position du centre de gravité de l'ensemble de l'appareil, *abstraction faite de la roue* qui n'est, à l'état de repos, qu'un point d'appui et non une charge.

Nous avons résolu le problème par les procédés habituels de statique graphique en traçant, comme le montre l'épure ci-jointe, le schéma d'une brouette et les polygones des forces qui sollicitent le système, dans deux positions différentes qui donnent les résultantes, en grandeur et en direction, de la composition des forces considérées; le point de rencontre C de ces deux résultantes est le centre de gravité cherché.

Les forces numérotées sur l'épure représentent les poids des différents éléments constitutifs de la brouette, appliqués à leurs centres de gravité respectifs.

Il résulte de l'examen de ladite épure que le centre de gravité est à une distance horizontale de l'axe de la roue égale à 0 m. 525; il en résulte également que le poids de la brouette (sans la roue) est la somme des poids partiels portés dans chacun des tableaux des forces et égal à $P = 20 \text{ kil. 5}$.

Nous avons d'ailleurs trouvé les mêmes résultats en procédant à la recherche du centre de gravité par la méthode analytique qui donne une solution moins élégante du problème, mais plus rigoureuse.

Cherchons maintenant l'effort nécessaire pour soulever la brouette par l'extrémité de ses bras.

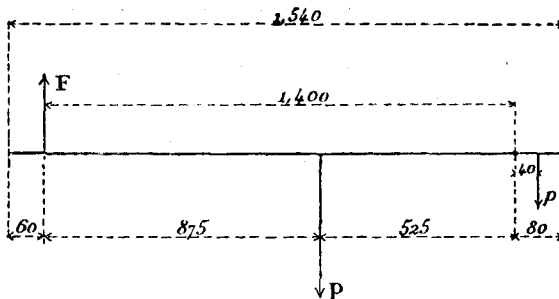


Fig.I.

Les bras de la brouette ayant 1 m. 540 de longueur, l'axe de la roue étant à 0 m. 080 de l'extrémité de droite, et le point d'application de l'effort F à

produire, à 0 m. 060 de l'extrémité de gauche, il en résulte, comme le montre la figure I, que la distance du point d'application de l'effort F à l'axe de la roue est de 1 m. 40 et l'effort F sera donné par la relation

$$P \times 0,525 = F \times 1,400 + p \times 0,04,$$

p étant le poids de la portion des bras située à droite du centre de la roue.

Nous tirons de l'équation précédente la valeur de

$$(1) \quad F = \frac{P \times 0,525 - p \times 0,04}{1,400}.$$

et, en remplaçant P et p par leurs valeurs, il vient :

$$F = \frac{20,5 \times 0,525 - 0,4 \times 0,04}{1,40} = 7^k,7.$$

Le poids total de la brouette, en y comprenant la roue qui pèse ordinairement 8 kilogrammes, sera égal à 20 kilogr. 5 + 8 = 28 kilogr. 5.

Nous avons d'ailleurs procédé, à l'aide du dynamomètre, à plusieurs essais matériels qui nous ont donné les résultats consignés dans le tableau ci-dessous.

DÉSIGNATION.	POIDS TOTAL de LA BROUETTE.	LONGUEUR de BRAS DE LEVIER.	EFFORT F.
	kilogr.	m. c.	kilogr.
Brouette de cantonnier (Ville de Paris) neuve.	31	1 40	8,0
Brouette de travaux publics en partie usée...	28	1 42	7,5
Brouette à claire-voie, presque neuve.....	30	1 40	8,5

Il y a, comme on le voit, une concordance presque parfaite entre nos constatations pratiques et le résultat de nos calculs.

Déplacement du centre de gravité. — Ce poids $F = 7$ kilogr. 7 que nous avons trouvé plus haut ne représente pas exactement la charge que les bras du manœuvre supportent lorsque la brouette est en position de marche, car à ce moment les bras de ladite brouette sont relevés et par suite le centre de gravité déplacé dans la direction de la roue.

Nous pouvons obtenir facilement ce déplacement par un tracé graphique sur l'épure du centre de gravité : il nous suffit de placer le bras de la brouette dans la position qu'il occupe pendant la marche et de faire subir au centre de gravité C un égal déplacement angulaire : nous voyons ainsi que la dis-

tance horizontale des deux positions C et C' du centre de gravité est de 0 m. 055.

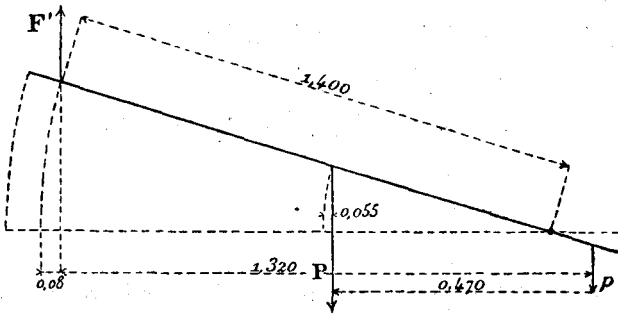


Fig. II.

Et en appliquant à nouveau l'expression (1) avec les nombres portés à la figure II nous aurons :

$$F' = \frac{20,5 \times 0,470 - 0,4 \times 0,04}{1,320} = 7^k,3.$$

Telle est donc la *charge verticale* réellement supportée par les bras du manœuvre dans le cas de la brouette vide.

Effort de roulement. — Indépendamment de cette charge de 7 kilogr. 3 il y a lieu de considérer l'effort auquel donnera lieu la *translation* de la brouette.

Pour nous placer dans les conditions moyennes de la pratique, nous sup-

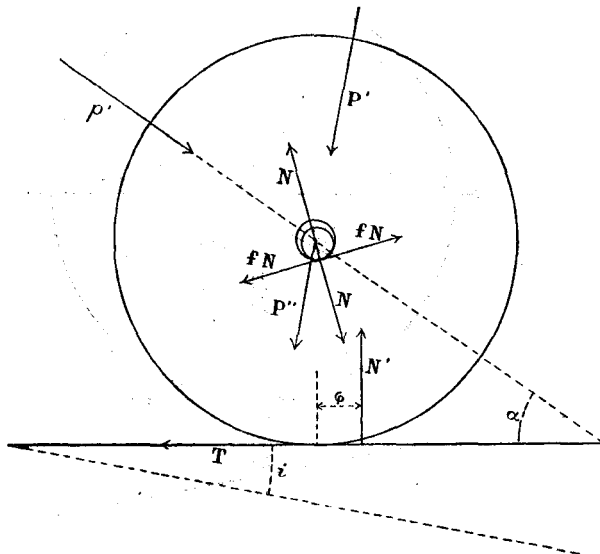


Fig. III.

poserons un sol macadamisé en assez bon état et une rampe continue de 0 m. 01 par mètre.

Si nous appelons (voir la figure III ci-dessus) :

p' , l'effort de poussée cherché;

i , l'angle du plan incliné avec l'horizontale;

α , l'angle de la poussée p' avec le plan incliné;

P' , le poids partiel de la brouette qui charge la roue;

P'' , le poids de la roue;

r , le rayon de la roue;

r' , le rayon de l'essieu;

N , la réaction réciproque exercée par l'essieu sur la roue et par la roue sur l'essieu;

f , le coefficient de frottement de glissement;

δ , le coefficient de frottement de roulement;

N' , la réaction normale au plan incliné du sol sur la roue, s'exerçant à la distance δ du point de contact;

T , la réaction dans le sens du sol développée au contact de la roue et du sol,

nous pourrons établir les diverses équations d'équilibre auxquelles devront satisfaire les forces qui sollicitent le système.

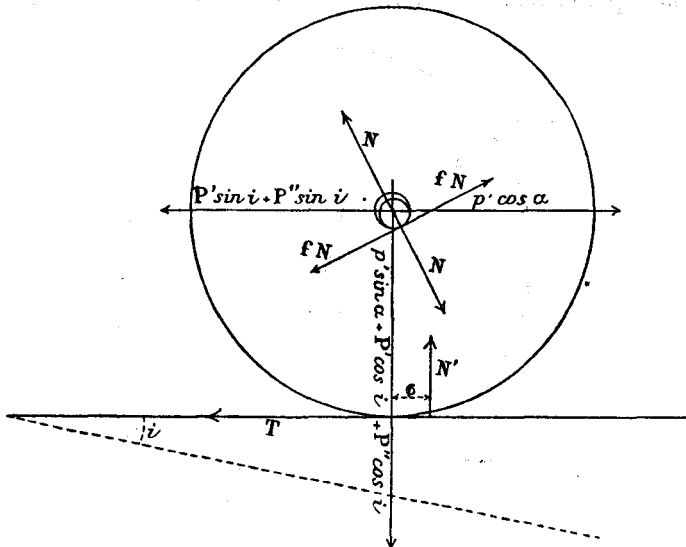


Fig. IV.

Remarquons (voir les figures III et IV) que l'effort p' peut être considéré comme agissant par ses deux composantes, dont l'une, dirigée dans le sens

du plan incliné, a pour valeur $p' \cos \alpha$, et l'autre, dirigée normalement à ce plan, $p' \sin \alpha$.

De même le poids P' agit par ses deux composantes : $P' \sin i$ parallèle au plan incliné et $P' \cos i$ perpendiculaire à ce plan; le poids P'' de la roue peut aussi se décomposer en $P'' \sin i$ et $P'' \cos i$.

Cela posé, l'équilibre devant exister entre toutes les forces considérées lorsque le mouvement est rendu uniforme, on a, en projetant successivement sur une parallèle et une perpendiculaire au plan incliné, les deux relations,

$$(2) \quad p' \cos \alpha = T + (P' + P'') \sin i,$$

$$(3) \quad N' = p' \sin \alpha + (P' + P'') \cos i.$$

D'autre part, la résultante des forces $p' \cos \alpha$, $P' \sin i$, $p' \sin \alpha$, $P' \cos i$, qui agissent sur la roue devant nécessairement être égale et de sens contraire à la résultante directement opposée des réactions N et fN exercées au point de contact par la roue sur l'essieu, il en résulte l'équation suivante

$$(4) \quad [p' \cos \alpha - P' \sin i]^2 + [p' \sin \alpha + P' \cos i]^2 = N^2 + f^2 N^2.$$

Quant aux forces T , N' , N et fN qui agissent sur la roue, on a pour l'équation des moments par rapport à l'axe de cette roue de rayon r , celui de l'essieu étant r' ,

$$(5) \quad Tr = N'\delta + fNr'.$$

Résolvons ces quatre équations pour trouver la valeur cherchée p' .

De la relation (2) nous tirons

$$T = p' \cos \alpha - (P' + P'') \sin i,$$

et remplaçant T par sa valeur, dans la relation (5) on a

$$rp' \cos \alpha - r(P' + P'') \sin i = N'\delta + fNr';$$

remplaçons N' par sa valeur exprimée par l'équation (3) et nous aurons

$$(6) \quad rp' \cos \alpha - r(P' + P'') \sin i = \delta p' \sin \alpha + \delta(P' + P'') \cos i + fNr'.$$

Si maintenant nous effectuons les opérations de l'équation (4), il vient

$$p'^2 + P'^2 - 2p'P'(\cos \alpha \sin i - \sin \alpha \cos i) = N^2(1 + f^2),$$

d'où nous tirons

$$N = \frac{\sqrt{p'^2 + P'^2} - 2p' P' (\cos \alpha \sin i - \sin \alpha \cos i)}{\sqrt{1 + f^2}},$$

Remarquons que p' étant généralement petit relativement à P' , il en sera *a fortiori* de même des deux termes qui contiennent cette valeur sous le radical par rapport à P'^2 et l'on peut les négliger; nous aurons alors

$$N = \frac{\sqrt{P'^2}}{\sqrt{1 + f^2}} = \frac{P'}{\sqrt{1 + f^2}}$$

que nous substituerons dans la relation (6), il en résulte

$$rp' \cos \alpha - r(P' + P'') \sin i = \delta p' \sin \alpha + \delta(P' + P'') \cos i + \frac{f}{\sqrt{1 + f^2}} P' r';$$

en posant $\frac{f}{\sqrt{1 + f^2}} = f_1$ et remplaçant $\cos i$ par l'unité, il viendra finalement

$$p' (r \cos \alpha - \delta \sin \alpha) = r(P' + P'') \sin i + \delta(P' + P'') + f_1 P' r'$$

d'où nous tirons la valeur p'

$$(7) \quad p' = \frac{r(P' + P'') \sin i}{r \cos \alpha - \delta \sin \alpha} + \frac{\delta(P' + P'')}{r \cos \alpha - \delta \sin \alpha} + \frac{f_1 P' r'}{r \cos \alpha - \delta \sin \alpha}$$

Le premier terme de cette valeur représente l'influence de la rampe, le deuxième l'influence du frottement de roulement, et le troisième l'influence du frottement de l'essieu sur la roue.

Nous avons dit que P' était la portion du poids de la brouette qui charge l'axe de la roue, donc $P' = 20,5 - 7,3 = 13$ kilogrammes.

$P'' = 8$ kilogrammes est le poids de la roue dont le rayon $r = 0 \text{ m. } 225$; le rayon de l'essieu est $r' = 0,008$; la valeur de $\sin i = 0,01$.

L'inclinaison moyenne de la brouette pendant la marche donne

$$\sin \alpha = \frac{0,49}{1,32} = 0,37.$$

et

$$\cos \alpha = \sqrt{1 - \sin^2 \alpha} = 0,93.$$

Enfin, d'après les expériences de Coulomb et du général Morin, nous pouvons prendre $\delta = 0,01$ et f sensiblement égal à $f_1 = 0,25$.

Remplaçons toutes les lettres par leur valeur dans l'expression de p' et nous aurons

$$p' = \frac{0,225 (13,2 + 8) 0,01}{0,225 \times 0,93 - 0,01 \times 0,37} + \frac{0,01 (13,2 + 8)}{0,225 \times 0,93 - 0,01 \times 0,37} + \frac{0,25 \times 13,2 \times 0,008}{0,225 \times 0,93 - 0,01 \times 0,37}.$$

en effectuant les opérations nous trouvons

$$p' = 0,232 + 1,032 + 0,129 = 1^k,4.$$

Ainsi, pour que la translation de la brouette s'effectue, il faut exercer *dans le sens des bras* de l'instrument un effort de 1 kilogr. 4.

Nous devons ici remarquer qu'un effort exercé dans une direction à peu près horizontale exige un travail musculaire bien plus considérable que pour porter une charge d'un poids égal à cet effort; il est donc rationnel que nous cherchions la *valeur correspondante à la poussée* évaluée en *charge portée*, que nous pourrions alors ajouter à la charge directe F' calculée précédemment, comme étant de même nature.

Il résulte des expériences de Coulomb sur les moteurs animés qu'un manœuvre peut produire dans le sens horizontal un effort constant et de longue durée d'environ 12 kilogrammes; et qu'il peut porter dans les mêmes conditions un poids de 35 kilogrammes environ, c'est-à-dire à peu près trois fois la valeur de l'effort horizontal.

Nous pouvons parfaitement admettre la même proportionnalité pour un enfant et dire que *la charge portée par un enfant représente trois fois l'effort qu'il peut produire dans une direction à peu près horizontale, toutes choses égales d'ailleurs.*

Dans le cas qui nous occupe, l'effort p' représentera donc un supplément de charge verticale égal à

$$3p' = 3 \times 1,4 = 4^k,2.$$

Et l'effort total que devra produire l'enfant pour rouler la brouette vide équivaudra à une CHARGE PORTÉE de

$$F'' = F' + p' = 7,3 + 4,2 = 11^k,5.$$

Supposons maintenant que nous mettions dans la brouette une charge de 10 kilogrammes et cherchons le supplément d'effort à produire qui en résulterait.

La nature des objets transportés, leur volume, leur densité, sont très variables, et il en est de même de la place qu'occupe leur centre de gravité.

Admettons pour nous mettre dans des conditions suffisamment favorables,

que la verticale du centre de gravité de la charge se trouve à une distance de l'axe de la roue égale au quart de la longueur.

Nous aurons alors, pour la répartition des charges verticales dues au poids de 10 kilogrammes (voir fig. V),

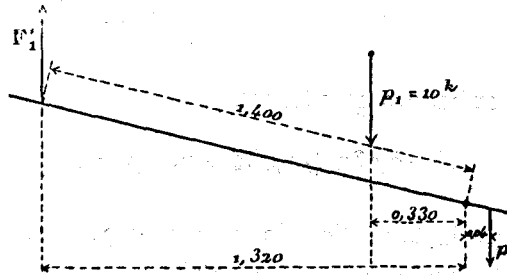


Fig. V.

$$F'_1 = \frac{10 \times 0,33 - 0,4 \times 0,04}{1,32} = 2^k,5,$$

la charge sur la roue sera par suite

$$P'_1 = 10 - 2,5 = 7^k,5.$$

En reprenant la formule (7) nous trouverons l'effort nouveau exercé dans le sens des bras de la brouette

$$p'_1 = \frac{r (P' + P'_1 + P'') \sin i}{r \cos \alpha - \delta \sin \alpha} + \frac{\delta (P' + P'_1 + P'')}{r \cos \alpha - \delta \sin \alpha} + \frac{f_1 (P' + P'_1) r'}{r \cos \alpha - \delta \sin \alpha}.$$

En remplaçant comme nous avons fait précédemment les lettres par leurs valeurs respectives et effectuant les opérations, nous trouvons

$$p'_1 = 0,314 + 1,397 + 0,202 = 1^k,9.$$

Cet effort, par suite des considérations exposées plus haut, équivaut à une charge portée égale à $3p'_1 = 5^k,7$.

Si nous y ajoutons les charges verticales F' et F_1 dues à la brouette et au fardeau placé dessus, nous arrivons à un effort total de

$$5,7 + 7,3 + 2,5 = 15^k,5.$$

Ainsi l'effort total exercé par un enfant pour transporter dans une brouette une charge utile de 10 kilogrammes sera équivalent à une charge portée de $15^k,5$.

On voit de suite à la lecture de ce dernier chiffre à quelle conclusion nous allons aboutir.

Le décret du 13 mai 1875 interdit de faire porter aux enfants de 14 à 16 ans une charge excédant 15 kilogrammes; or, il résulte de l'étude que nous venons de faire, qu'un enfant qui transporte *seulement 10 kilogrammes* dans une brouette est *surchargé* de plus de moitié de ce poids, et l'on conviendra avec nous qu'il serait beaucoup plus simple de les lui faire porter sans l'intermédiaire d'aucun véhicule.

Si à ces considérations nous ajoutons que le mode de transport par brouette donne naissance à des trépidations constantes qui sont une cause manifeste de fatigue des muscles, que la difficulté de maintenir le *dévers* augmente encore les efforts à produire et que les heurts, dans les dépressions des routes mal entretenues, par suite du faible diamètre de la roue qui ne peut les franchir aisément, exigent encore un surcroît de fatigue, nous nous croyons fondé à conclure que l'emploi des enfants au-dessous de 16 ans au transport des fardeaux dans une brouette, sur la voie publique, devrait faire l'objet d'une interdiction absolue.

Dans la pratique, d'ailleurs, ce mode de transport par les enfants, absolument défectueux, ne se rencontre que fort rarement.

Si cette interdiction n'était pas admise par le législateur nous serions d'avis, étant donné que les résultats obtenus par l'étude qui précède montrent que le poids de la charge et de la brouette égale $10^k + 28^k,5 = 38^k,5$ représentant une charge portée de $15^k,5$ qui ramenée au maximum de 15 kilogrammes donnerait une charge traînée totale de

$$\frac{38,5 + 15}{15,5} \times 37^k,3,$$

nous serions d'avis, disons-nous, que les garçons seuls de 14 à 16 ans soient autorisés au transport par brouette avec une limite de charge de 35 kilogrammes, véhicule compris.

PETITS VÉHICULES À 3 OU 4 ROUES, dits *PLACIÈRES*, *POUSSEUSES*, *POUSSE À MAIN*, etc.

Il nous a paru intéressant d'examiner dans quelles conditions dynamiques a lieu le transport des fardeaux dans ces innombrables petites voitures, aujourd'hui si répandues qui sillonnent Paris et la banlieue en tous sens, et qui rendent tant de services aux petits industriels et aux petits commerçants.

Les types de ces véhicules, connus sous les dénominations diverses de *placières*, *pousseuses*, *pousse à main*, etc., sont extrêmement variés quant à la forme et quant aux dimensions, car ils sont destinés à satisfaire des besoins très multiples.

Nous ne nous occuperons ici que des types les plus courants et qui sont principalement mis entre les mains des enfants.

Des renseignements que nous avons recueillis et que nous avons contrôlés nous-même au point de vue des poids et des dimensions, il résulte que

les véhicules à trois roues qui présentent la forme indiquée au croquis ci-dessous peuvent être ramenés à deux types.

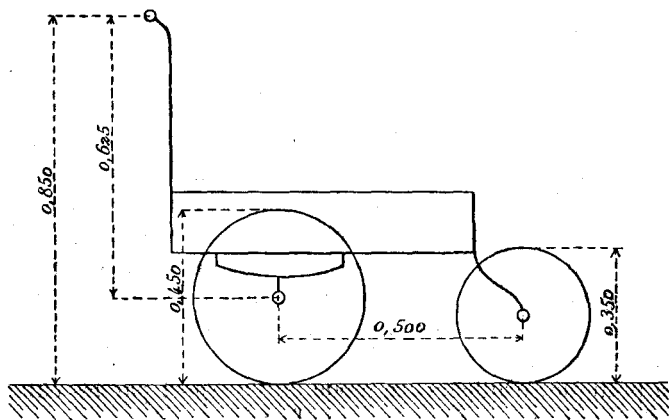


Fig. VI.

Le premier pèse 20 kilogrammes et est construit pour supporter une charge de 30 kilogrammes; l'autre pesant 30 kilogrammes est constitué pour transporter un poids utile de 50 kilogrammes.

Le modèle de la figure VI a les roues arrière de 0 m. 45 de diamètre avec un essieu de 0 m. 016; la paire de roues pesant 5 kilogrammes. La roue d'avant a 0 m. 35 de diamètre avec un essieu de 0 m. 008; elle pèse 1 kilogr. 25.

La distance axiale des roues avant et arrière est de 0 m. 50, et la hauteur de la traverse d'appui au-dessus du sol est de 0 m. 85.

Le second modèle a des roues arrière de 0 m. 50 de diamètre avec essieu de 0 m. 020, la paire de roues pesant 6 kilogrammes; la roue d'avant a 0 m. 40 de diamètre avec essieu de 0 m. 010, elle pèse 2 kilogrammes; la distance d'axe en axe des roues avant et arrière est de 0 m. 55, et la hauteur de la traverse d'appui au-dessus du sol est de 0 m. 90.

Nous donnons toutes ces dimensions et tous ces poids parce qu'ils nous seront utiles dans le calcul des forces qui agissent en sens divers, pour résister à la poussée qui détermine la marche du véhicule.

Considérons le modèle le plus léger (fig. VI) et examinons d'abord comment se répartissent les charges portées par chaque essieu.

Si nous désignons par P le poids total de la charge et du véhicule complet, nous pouvons admettre que l'essieu d'arrière porte les 9 dixièmes du poids P diminué du poids des trois roues, et que l'essieu avant porte l'autre dixième, dans le seul but d'assurer la stabilité du véhicule à l'état de repos.

Mais là ne se bornent pas les charges qui fatiguent les essieux; il se passe en outre un phénomène particulier qui tient au mode même de construction de l'appareil.

En effet, l'effort de poussée qui agit sur la traverse d'appui n'a pas l'action simple d'une force qui serait dirigée dans le sens de la marche, à hau-

teur des essieux; cet effort se produit à une distance de 0 m. 85 au-dessus du sol et il a pour effet de faire basculer tout le système autour de l'axe des grandes roues et de produire sur la petite roue d'avant une réaction complémentaire en rapport avec la longueur du bras du levier.

Dans le type de véhicule qui nous occupe, cette réaction, que nous désignerons par P' , sera formulée par la relation

$$P' \times 0,50 = F \times 0,625,$$

ce qui nous donne pour P' la valeur

$$P' = \frac{F \times 0,625}{0,50} = 1,25 F.$$

Le problème à résoudre maintenant est de chercher à combien sera évalué, en fonction de la poussée F , le poids P qu'il est rationnel d'autoriser les enfants à transporter.

L'effort F qui détermine le mouvement est facile à évaluer. En effet, nous avons vu dans l'étude de la brouette que la *charge portée* par un manœuvre équivalait à trois fois l'effort produit dans un sens à peu près horizontal, toutes choses égales d'ailleurs; or si l'enfant a le droit de porter une charge de 15 kilogrammes, nous pouvons dire qu'il pourra, dans les mêmes conditions, exercer un effort de traction ou de poussée qui en sera le tiers, soit $F = \frac{15}{3} = 5^k$.

D'autre part, on peut concevoir l'effort F comme étant la somme de deux forces F_1 et F_2 dont l'une serait appliquée au train d'arrière et l'autre au train d'avant, et par suite résoudre les équations d'équilibre entre les forces qui agissent sur chacun des deux systèmes.

Nous ne recommencerons pas l'exposé des calculs qui ont été donnés en entier précédemment, et nous appliquerons directement la formule (7) dans laquelle les lettres r , r' , δ , f_1 , $\sin i$ conservent les mêmes significations.

Toutefois, nous ferons remarquer que dans le cas qui nous occupe, l'expression (7) se simplifie, attendu que l'angle α devient nul, l'effort de poussée s'exerçant parallèlement au plan incliné que nous supposons toujours en rampe de 0,01 par mètre. Il en résulte $\sin \alpha = 0$, $\cos \alpha = 1$.

Nous donnerons au coefficient de frottement de glissement de l'essieu en fer sur le moyeu en bois la valeur $f_1 = 0,20$ en raison du meilleur état d'entretien que dans le cas de la brouette.

Quant au coefficient de frottement de roulement δ , nous ne pouvons lui assigner la valeur $\delta = 0,010$ qui correspond aux conditions normales des expériences de Coulomb et du général Morin.

En effet, en raison de la petite dimension des roues du véhicule que nous étudions, lorsque la roue d'avant se trouve prise entre les aspérités d'une rue mal pavée ou dans les flaches d'une route macadamisée en mauvais état, cas qui se présente très fréquemment, elle épouse presque complètement ces cavités et donne naissance à des réactions d'autant plus importantes que,

comme nous l'avons exposé plus haut, l'effort de poussée vient lui-même augmenter la charge sur la roue d'avant; on conçoit alors que cette action réciproque de la réaction du sol sur la roue, qui augmente la poussée, et de la poussée qui augmente la réaction, nous amène à prendre un coefficient de frottement plus élevé, nous le fixerons à $\delta = 0,015$.

Ceci posé, nous aurons pour l'essieu arrière

$$F_1 = \left[0,9 (P - 6,25) + 5 \right] \sin i + \frac{\delta}{r} \left[0,9 (P - 6,25) + 5 \right] + \frac{f_1 r'}{r} 0,9 (P - 6,25),$$

et pour l'essieu d'avant, en remarquant que $P' = 1,25 F = 1,25 \times 5 = 6^k 25$,

$$F_2 = \left[0,1 (P - 6,25) + 1,25 + 6,25 \right] \sin i + \frac{\delta}{r_1} \left[0,1 (P - 6,25) + 1,25 + 6,25 \right] + \frac{f_1 r'_1}{r_1} \left[0,1 (P - 6,25) + 6,25 \right];$$

additionnons membre à membre ces deux expressions, il vient

$$F_1 + F_2 = (P + 6,25) \sin i + \frac{\delta}{r} (0,9 P - 0,625) + \frac{\delta}{r_1} (0,1 P + 6,875) + \frac{f_1 r'}{r} 0,9 (P - 6,25) + \frac{f_1 r'_1}{r_1} (0,1 P + 5,625).$$

En rappelant que $F_1 + F_2 = F = 5^k$, remplaçant les lettres par leurs valeurs, effectuant les calculs et résolvant l'équation par rapport à P, nous trouvons

$$P = 52 \text{ kilogrammes.}$$

Si nous faisons les mêmes calculs pour le second type à roues de 0,50, nous trouvons que le poids P est

$$P = 55 \text{ kilogrammes.}$$

Étant donné ces résultats, et considérant que les filles peuvent être, sans danger pour leurs forces et leur santé, autorisées à pousser ces petits véhicules qui n'exigent qu'une attitude naturelle du corps, nous concluons pour la deuxième partie de notre étude, et en raison des coefficients relativement élevés que nous avons admis dans nos calculs, que les enfants de 14 à 16 ans, des deux sexes, pourront transporter sur la voie publique, à l'aide des petits véhicules dits *placières*, *pousseuses*, *pousse à main*, etc., des fardeaux qui ne devront pas excéder 50 kilogrammes, y compris le poids du véhicule; et que les filles mineures de 16 à 21 ans pourront dans les mêmes conditions transporter des fardeaux dont le poids total ne pourra dépasser 60 kilogrammes.

VOITURES À BRAS, dites *HAQUETS*, *BRANCARDS*, *CHARRETONS*, etc.

Dans la dernière partie de ce travail, nous examinerons succinctement les conditions du transport des fardeaux dans les voitures à bras, en faisant valoir les arguments qui militent en faveur de notre conclusion.

Nous nous placerons toujours dans les mêmes conditions que précédemment, c'est-à-dire sur une route en assez bon état et sur une rampe constante à monter de 0,01 par mètre.

Si nous désignons par P le poids total du véhicule, y compris la charge, par p le poids de la paire de roues et F l'effort de traction dirigé dans le sens du plan incliné, nous aurons, en appliquant toujours la formule (7) dans laquelle, nous le rappelons, $\sin \alpha = 0$, $\cos \alpha = 1$,

$$F = [(P - p) + p] \sin i + \frac{\delta}{r} [(P - p) + p] + \frac{f_1 r'}{r} (P - p)$$

c'est-à-dire

$$F = P \sin i + \frac{\delta}{r} P + \frac{f_1 r'}{r} (P - p).$$

Si nous choisissons comme type de véhicule la voiture à bras dont les roues ont 1 mètre de diamètre, cette faible dimension étant défavorable au roulement, le poids p de la paire de roues sera $p = 35$ kilogrammes; l'essieu employé a 0,030 de diamètre, par conséquent $r' = 0,015$; enfin nous prendrons $\delta = 0,01$ et $f_1 = 0,08$, $\sin i$ étant toujours égal à 0,01.

D'autre part, nous avons vu dans la deuxième partie de cette étude que l'on peut admettre pour l'effort de traction exercé par un enfant dans les conditions ordinaires de la pratique la valeur $F = 5$ kilogrammes.

En remplaçant les lettres par les chiffres qu'elles représentent dans l'expression de F , nous aurons $5 = 0,01 P + 0,02 P + 0,0024 (P - 35)$, d'où nous tirons la valeur de P

$$P = \frac{4,916}{0,0324} = 151 \text{ kilogrammes.}$$

Or le décret du 31 octobre 1882 interdit aux enfants de 14 à 16 ans de traîner des fardeaux sur la voie publique lorsque la charge dépasse 100 kilogrammes *véhicule compris*.

D'où vient cette importante différence avec le résultat de nos calculs? Ces derniers sont-ils entachés d'inexactitude, ou bien le décret lui-même n'a-t-il pas prescrit une mesure erronée? Les quelques explications que nous allons fournir permettront certainement de trancher la question sans difficulté.

Nous avons recueilli des renseignements précis chez des loueurs et des fabricants de voitures à bras, renseignements que nous avons contrôlés nous-même en relevant les dimensions et les poids de divers types de véhicules; et cette manière de procéder était assurément la plus efficace pour ne pas commettre d'erreur involontaire, car nous avons rencontré, notamment au

cours de nos investigations, deux loueurs qui nous affirmaient avec assurance qu'une voiture à bras de petit modèle que nous examinâmes ne pesait que 50 à 60 kilogrammes; or nos pesées personnelles nous ont donné dans un cas 94 kilogrammes et dans l'autre cas 96 kilogrammes.

Il résulte en effet de nos recherches que le plus petit modèle courant de voiture à bras, dont le diamètre de la roue est de 1 mètre, pèse de 90 à 110 kilogrammes et est établi pour supporter une charge de 130 à 180 kilogrammes sans qu'il y ait tamponnage, c'est-à-dire contact entre la caisse de la voiture et l'essieu par suite de la fatigue des ressorts. Le poids de chaque roue est de 15 à 20 kilogrammes; l'essieu, les ressorts et la ferronnerie pèsent 20 kilogrammes et la caisse de la voiture 40 kilogrammes environ.

Le modèle dont la roue a 1 m. 10 de diamètre pèse 125 kilogrammes et tamponne à 200 kilogrammes; et le type à roues de 1 m. 20 pèse environ 140 kilogrammes et tamponne à 250 kilogrammes, les poids des parties constitutives des véhicules étant en rapport avec ces dimensions.

On construit très peu de voiture à bras ayant des roues de moins de 1 mètre de diamètre, et cela se conçoit, car si elles sont un peu plus légères, elles sont beaucoup plus désavantageuses pour la traction, attendu que, comme le montrent les formules que nous avons appliquées, l'effort croît en raison inverse du rayon de la roue.

Ainsi nous sommes fondé à dire, d'après les constatations matérielles précédentes, qu'une voiture à bras du plus petit modèle courant pèse *vide* environ 100 kilogrammes, et nous mettons en fait que si l'on prenait au hasard sur la voie publique dix enfants attelés à des voitures à bras vides, il y en aurait au moins la moitié qui seraient d'ores et déjà en contravention; et que si l'on faisait la même expérience sur dix enfants traînant des voitures avec une charge (ne fût-elle que de 10 à 15 kilogrammes) on en trouverait neuf qui pourraient donner lieu à un procès-verbal.

Nous pensons donc, pour conclure, que les informations qu'ont dû prendre les pouvoirs compétents avant de promulguer le décret du 31 octobre 1882 ne concordent pas avec ce qui se passe dans la pratique et qu'il y aurait lieu, dans l'avenir, d'autoriser les garçons de 14 à 16 ans à transporter des fardeaux sur la voie publique, à l'aide de voitures à bras, à la condition que la charge ne dépassera pas 150 kilogrammes, véhicule compris.

Nous ne saurions, sans allonger indéfiniment cette étude, déterminer dans les mêmes conditions les poids que peuvent transporter les enfants dans l'intérieur des établissements industriels, et qui sont fixés d'une manière uniforme à 100 kilogrammes sur un terrain horizontal par le règlement d'administration publique que nous avons rappelé au début de ce rapport.

En effet, si les transports sur la voie publique s'effectuent à peu près dans les mêmes conditions partout en France, il n'en est plus ainsi de ceux pratiqués dans l'intérieur d'une usine, d'une mine, d'un chantier, etc.

La variété des véhicules employés, paniers traînés à la bricole, brouettes, diables, trucs, wagonnets, etc.; la diversité des chemins de roulement, sol naturel, pavage, asphalte, voie ferrée, parquets, etc., sont autant d'éléments qui peuvent faire osciller dans de très grandes limites le rapport de la charge transportée à l'effort initial de propulsion.

Nous pensons néanmoins que les transports dans un même établissement étant effectués dans des conditions toujours les mêmes, quant au chemin de roulement et au véhicule employés, il serait facile à l'inspecteur chargé de la surveillance de telle ou telle industrie d'établir les limites de poids qui pourraient être imposées dans chaque cas particulier.

Nous n'avons pas personnellement les éléments utiles pour pouvoir donner ces résultats avec une approximation suffisante.

Autre solution. — Nous avons donné les conclusions qui précèdent pour rester dans l'esprit qui a présidé à la rédaction des règlements actuellement en vigueur, mais à notre avis le système des charges, basé sur l'âge des enfants, est absolument défectueux; il sauvegarde à peine les lois du développement physiologique des jeunes travailleurs, et les conséquences des surcharges peuvent leur être funestes comme l'a démontré un docteur distingué :

« La physiologie, dit-il, apprend que la croissance du jeune homme commence à la naissance et finit à l'adolescence, qu'elle se fait d'une manière particulière à différentes époques de cette période de la vie, que la colonne vertébrale, cette tige osseuse, alternativement courbée, relie admirablement entre elles toutes les parties du squelette et devient le centre de tous les mouvements qui se passent en elles.

Or si la tête ou les épaules du jeune homme sont chargées d'un poids qui dépasse la résistance physique du squelette et la puissance des agents du mouvement, il arrivera nécessairement que les os des membres inférieurs se courberont outre mesure, éprouveront un obstacle à leur allongement régulier, et rendront ainsi les membres inférieurs et la taille du jeune homme plus ou moins difformes. D'un autre côté les disques intervertébraux perdent leur élasticité, le tissu des vertèbres se tasse à partir de ce moment, le développement régulier de la tige osseuse devient impossible, la disproportion entre les courbures de la colonne vertébrale s'établit et le jeune homme devient ainsi difforme.

« Mais cette déviation ne détermine pas seulement la déformation de quelque partie du squelette, elle porte encore la perturbation dans les fonctions d'assimilation. Les organes splanchniques ne pouvant plus se développer régulièrement dans leurs cavités respectives, la nutrition reste défectueuse, et des maladies peuvent se manifester consécutivement. »

Or il est à craindre qu'en appliquant les poids proportionnellement à l'âge des enfants, tous ceux qui auront une constitution frêle et délicate, dont la croissance est lente et pénible, trouveront dans le système actuel un obstacle nouveau à leur développement dans les charges anormales, bien que légales, que des industriels peu scrupuleux pourront leur imposer.

Pour appuyer ces déductions sur des faits, nous rappellerons que les expériences célèbres de Coulomb, sur les moteurs animés, dans lesquels il n'hésite pas à ranger l'homme avec les animaux domestiques, ont démontré que le travail produit par les animaux est en rapport avec leur propre poids, et dans bien des applications on a utilisé précisément le poids de l'homme pour élever des fardeaux. Si l'on voulait même examiner de près la nature des efforts que produit un manœuvre quand il pousse ou quand il tire une

charge quelconque, on verrait qu'instinctivement il appelle au secours de ses forces musculaires propres le poids même de son corps, celui-ci prenant une inclinaison d'autant plus prononcée que l'effort à produire est plus considérable; c'est que par cette attitude du corps, la verticale du centre de gravité de l'individu s'éloigne du point d'appui qui est le pied, et le poids du corps agit comme une force appliquée sur un bras de levier.

Examinez par exemple un homme attelé à une voiture à bras, quand il veut produire son effort maximum, vous le voyez se courber en avant d'une manière très prononcée; il ne repose plus que sur une jambe; l'autre est tendue en avant, le genou très relevé; cette posture n'augmente certainement pas la puissance de ses efforts musculaires, mais elle a pour résultat d'augmenter l'effort partiel dû au poids du corps.

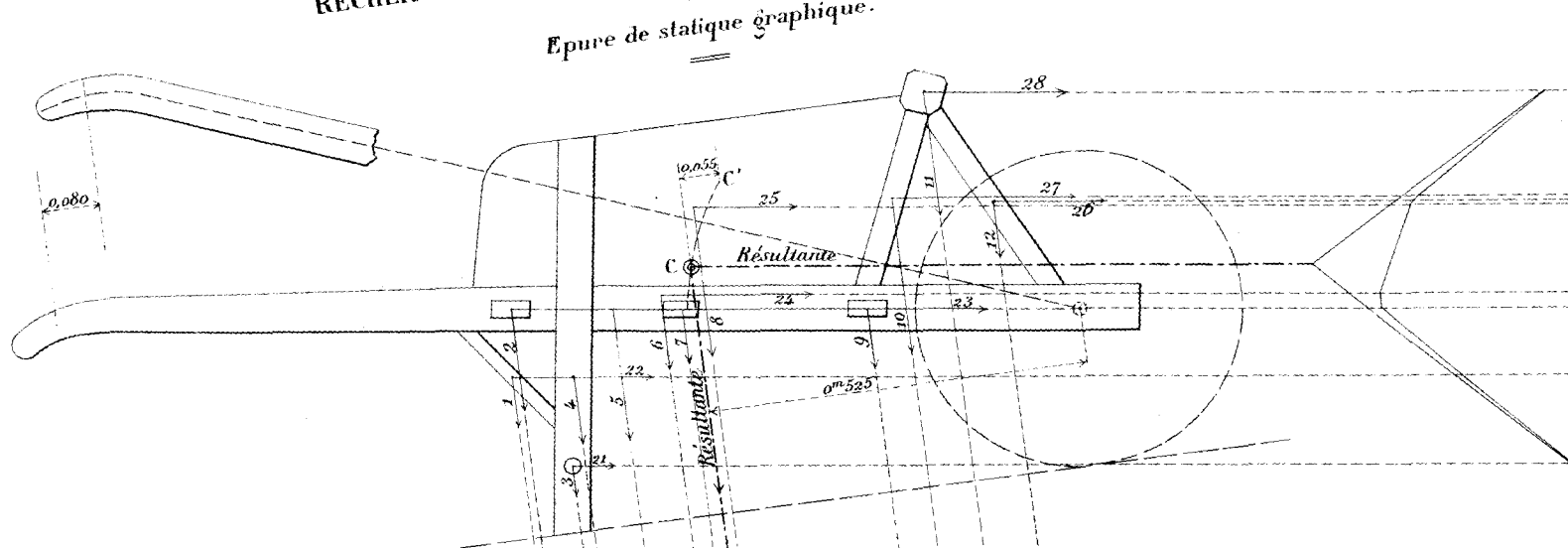
Il est donc pour nous manifeste que le poids d'un enfant est le principal facteur des efforts qu'il peut produire, et qu'il est le seul élément rationnel qui puisse servir de base à la détermination des charges qu'il peut transporter.

NUMÉROS D'ORDRE.	ÂGE.	TAILLE.	POIDS.	NUMÉROS D'ORDRE.	ÂGE.	TAILLE.	POIDS.
	ans.	m. c.	kilogr.		ans.	m. c.	kilogr.
1	12,25	1 42	34	26	14,15	1 32	31
2	12,50	1 36	33	27	14,15	1 42	37
3	12,50	1 39	31	28	14,15	1 50	36
4	12,55	1 41	32	29	14,35	1 56	43
5	12,60	1 33	32	30	14,50	1 38	34
6	12,60	1 56	49	31	14,65	1 50	35
7	12,70	1 31	28	32	14,85	1 48	37
8	12,80	1 46	38	33	14,90	1 53	40
9	12,85	1 33	26	34	14,90	1 51	47
10	12,85	1 33	33	35	15,00	1 44	38
11	13,00	1 25	25	36	15,10	1 69	57
12	13,20	1 35	33	37	15,15	1 45	36
13	13,25	1 45	35	38	15,25	1 62	50
14	13,45	1 50	35	39	15,60	1 51	39
15	13,50	1 38	30	40	15,65	1 49	35
16	13,50	1 46	38	41	15,90	1 44	35
17	13,55	1 44	35	42	16,30	1 53	41
18	13,65	1 63	48	43	16,30	1 68	54
19	13,75	1 41	39	44	16,40	1 60	48
20	13,80	1 32	29	45	16,50	1 60	48
21	13,90	1 42	31	46	16,65	1 44	37
22	14,00	1 41	33	47	16,90	1 52	35
23	14,00	1 56	48	48	17,30	1 63	53
24	14,10	1 38	32	49	17,35	1 68	55
25	14,10	1 45	44	50	17,80	1 60	45

Nous avons voulu nous rendre compte des écarts qui peuvent se produire respectivement entre l'âge et le poids d'un enfant, et nous avons procédé à

RECHERCHE DU CENTRE DE GRAVITÉ D'UNE BROUETTE.

Epure de statique graphique.



Polygone des forces.
(1^{re} position).

Tableau des forces.
(1^{re} position).

Numéros des forces	Poids
1	0 ^k 06
2	0 ^k 45
3	0 ^k 21
4	1 ^k 37
5	7 ^k 04
6	2 ^k 87
7	0 ^k 45
8	4 ^k 03
9	0 ^k 45
10	2 ^k 39
11	1 ^k 01
12	0 ^k 17
Poids total	
20 ^k 50	

Polygone des forces.
(2^e position).

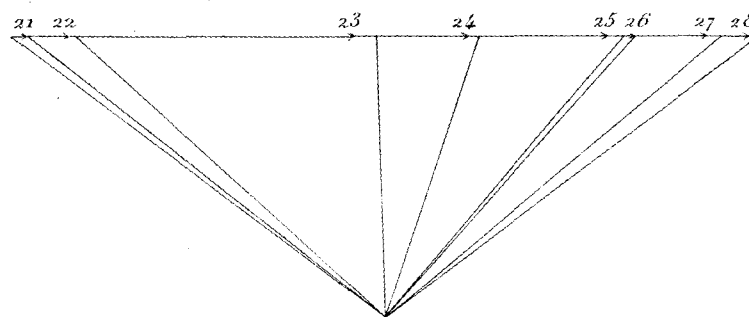


Tableau des forces.
(2^e position).

Numéros des forces	Poids
21	0 ^k 21
22	1 ^k 43
23	8 ^k 39
24	2 ^k 87
25	4 ^k 03
26	0 ^k 17
27	2 ^k 39
28	1 ^k 01
Poids total 20 ^k 50	

l'expérience résumée dans le tableau ci-dessus, en relevant chez divers industriels, tôleurs, fabricant de jouets, fabricant de papiers peints, l'âge, la taille et le poids de 50 garçons.

L'âge exact est indiqué en nombres décimaux pour donner plus de clarté à la lecture; la taille et le poids ont été pris naturellement sur des enfants *habillés*, ce qui ne saurait affecter sérieusement la comparaison des chiffres obtenus.

Il ressort clairement de ce tableau qu'il n'y a aucune corrélation entre l'âge et le poids des enfants, qu'il n'y a aucune graduation proportionnelle entre ces deux éléments, mais qu'il existe au contraire des écarts très prononcés dont le plus remarquable se voit entre le n° 6 et le n° 47.

L'enfant n° 6 a 12 ans 60 et pèse 49 kilogrammes tandis que l'enfant n° 47 a 16 ans 90 et ne pèse que 35 kilogrammes, tous deux ayant à peu près la même taille, et cependant, d'après les règlements en vigueur, le premier enfant, le plus fort, le mieux constitué assurément, ne pourra porter qu'une charge de 10 kilogrammes, tandis que l'autre qui est bien certainement de frêle complexion pourra être chargé d'un poids illimité!...

Il ressort également de l'étude des chiffres du tableau que le poids moyen des enfants de 12 à 14 ans est d'environ 35 kilogrammes et que le poids moyen des enfants de 14 à 16 ans est de 40 kilogrammes.

En appliquant le système que nous préconisons de proportionner les charges au poids des enfants employés comme manœuvre, et pour rentrer dans le cadre des chiffres que nous avons établi dans la partie technique de ce rapport, nous proposerions d'établir ainsi la répartition des charges :

Un tiers du poids de l'enfant pour les fardeaux transportés directement sans l'intermédiaire d'aucun véhicule.

Le poids de l'enfant pour les fardeaux transportés à l'aide des petits véhicules sur la voie publique, tels que brouette, placière, pousseuse, etc.

Trois fois le poids de l'enfant pour les fardeaux transportés sur la voie publique à l'aide de voitures à bras, telles que haquets, brancards, charrettons, etc.

Nous n'ignorons pas la valeur des sourires que pourra faire naître la nouveauté de ce procédé, ni une partie des objections ou des inconvénients qui peuvent lui être opposés par suite des difficultés d'application.

Parmi ces dernières il y a lieu de considérer la constatation des délits. Elle nous semble bien facile à réaliser : les errements suivis jusqu'ici dans les cas de surcharge consistent à peser le fardeau que transporte l'enfant; il suffirait de procéder en même temps à la même opération pour l'enfant lui-même; procédé qui ne saurait offusquer personne, aujourd'hui surtout où l'on rencontre à chaque pas des appareils très fréquentés qui invitent avec succès les passants à connaître leur propre poids.

Mais, pourra-t-on objecter encore, comment un patron pourra-t-il connaître le poids de l'enfant qu'il emploie? Nous répondrons que chez bien des industriels il existe des appareils de pesage qui peuvent être utilisés à la fois pour connaître le poids de la charge et le poids de l'enfant. Chez les patrons

qui n'ont pas ce moyen à leur disposition, on a bien admis jusqu'à ce jour qu'il leur était possible d'évaluer approximativement les charges qu'ils avaient le droit d'imposer aux enfants; il ne leur serait pas plus difficile d'évaluer aussi le poids propre de l'enfant lui-même.

D'ailleurs dans le régime actuellement en vigueur les difficultés d'application ne manquent pas : la constatation de l'âge de l'enfant sur la voie publique n'offre aucune certitude pour les agents; ceux-ci ne pouvant s'en remettre qu'aux déclarations souvent mensongères des enfants pris en contravention.

Quoi qu'il en soit de nos propositions, nous avons tenu à les faire connaître parce que nous sommes convaincu qu'elles amèneraient à une protection véritablement efficace des jeunes travailleurs, au point de vue des surcharges, en ne leur imposant que des efforts proportionnés à leurs forces.

Nous ferons remarquer en terminant que nous avons évité, dans nos diverses propositions, d'employer les mots de *charge portée* ou de *charge traînée* qui ont donné lieu à quelques difficultés d'interprétation par suite du sens restrictif que comportent les expressions précises des termes du règlement d'administration publique.

Celui-ci en effet parle des charges portées sur la *tête* ou sur le *dos*, sans en mentionner d'autres, telles que celles portées à la *main*, sur ou sous le *bras*, sur l'*épaule*, etc.

De même les charges traînées doivent-elles être comprises comme *tirées* ou *poussées* ou *roulées*, etc. ?

Nous pensons que le terme global que nous avons employé en disant : les enfants sont autorisés à TRANSPORTER DES FARDEAUX, dans telle ou telle condition, supprimera toute restriction et toute difficulté d'interprétation des termes mêmes du décret à intervenir.

JURISPRUDENCE.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE SAINT-ÉTIENNE.

Audience publique du 15 février 1894.

PRÉSIDENCE DE M. J. ALEXIS LAFFITE,

Juge de paix du canton nord-ouest de Saint-Étienne.

Loi du 2 novembre 1892, article 4. — Travail de nuit. — Filles majeures employées comme compositrices et correctrices.

L'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 qui a interdit l'emploi des femmes la nuit dans un atelier industriel s'applique à toutes les personnes du sexe féminin, qu'elles soient femmes mariées, veuves ou célibataires.

Le travail de la correction dans une imprimerie est un travail industriel.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il n'est pas nié par M. X. . . que des filles majeures aient été occupées dans son industrie aux jour et heure désignés dans le procès-verbal;

Attendu que la loi ne comporte aucune exception en faveur des filles majeures, des femmes que pour le pliage des journaux dans l'article 2 du règlement d'administration publique du 15 juillet 1893;

Attendu que c'est en vain que M. X. . . prétend que le mot « femmes » ne comprend pas les filles majeures, mais les seules femmes mariées;

Attendu qu'il ne peut exister de doute sur l'interprétation à donner au terme femmes; en effet le but qui a présidé à la rédaction de la loi a été la protection de toutes les femmes, de toutes les ouvrières en général, tout aussi bien les filles majeures que les femmes mariées et les veuves; ce qui résulte du reste des débats à la Chambre et au Sénat notamment dans la séance du 10 juillet 1891;

Attendu qu'une correctrice ou surveillante doit être aussi comprise dans le nombre des filles majeures ou femmes qui ont travaillé dans le même atelier industriel, leur occupation étant liée à celle des autres;

Attendu que l'article 5 de la loi a soin de spécifier que « les femmes de tout âge » ne peuvent être employées les jours de fête reconnus par la loi;

Attendu que le jour de Noël est dans la nomenclature des jours de fête reconnus par la loi;

Condamne X . . . : 1° à quatorze amendes de cinq francs pour avoir fait travailler quatorze filles ou femmes après neuf heures du soir dans un atelier d'imprimerie; 2° à quatorze amendes également de cinq francs pour avoir fait travailler ces mêmes filles ou femmes un jour de fête reconnu par la loi, soit en tout vingt-huit amendes de cinq francs chacune ou cent quarante francs au total, et aux dépens liquidés à sept francs trente-huit centimes, non compris les frais d'exécution du présent jugement.

Fixons à deux jours la durée de la contrainte par corps s'il y a lieu de l'exercer pour le recouvrement de l'amende et des frais.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE SAINT-ÉTIENNE.

Audience du 28 avril 1894.

PRÉSIDENCE DE M. LOUIS GAST.

LE TRIBUNAL,

Attendu que par, acte du 23 février 1894, M. X . . . , imprimeur à Saint-Étienne, a relevé appel d'un jugement du tribunal de simple police en date du 15 février 1894, qui l'a condamné aux peines de droit pour avoir :

1° Fait travailler quatorze filles ou femmes après 9 heures du soir dans ses ateliers d'imprimerie le 25 décembre 1893;

2° Pour avoir fait travailler ces mêmes personnes un jour de fête légale;

Attendu qu'en fait il est reconnu que l'appelant a, le 25 décembre, jour de fête légale, et à l'heure énoncée par le procès-verbal, employé treize filles majeures comme compositrices et une fille majeure comme correctrice dans l'atelier de son imprimerie;

Attendu que l'existence de la contravention n'est contestée qu'en droit, l'appelant se fondant sur ce que l'article 4, § 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 ne désigne par le mot femmes que les femmes mariées exclusivement;

Attendu que l'argument tiré de ce que le paragraphe premier de l'article 4 ne parle pas des filles majeures ne serait concluant et ne permettrait de leur accorder une situation exceptionnelle qu'autant que le législateur statuerait d'une manière évidemment restrictive vis-à-vis des filles mineures en leur interdisant le travail de nuit;

Attendu, en effet, que les lois spéciales doivent s'entendre d'après le sys-

tème qui leur est propre; que le règlement du travail des femmes dans les ateliers industriels les classe en deux catégories, la première comprenant les personnes mineures célibataires ou mariées, la seconde toutes celles qui sont majeures, qu'elles soient mariées ou qu'elles ne le soient pas;

Attendu que l'assimilation des filles majeures aux femmes est consacrée, pour le travail de jour, par le paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 et, pour le travail de nuit, par l'article 9 qui défend l'admission aux travaux souterrains des filles et des femmes;

Attendu que le paragraphe 4 de l'article 4 les assimile encore pour les travaux nocturnes exceptionnellement tolérés;

Attendu que si, en matière pénale, les juges ne doivent jamais faire l'application que d'un texte précis, il apparaît que cette condition est remplie dans l'espèce et que le sens juridique du terme à interpréter est suffisamment indiqué par le rapprochement du paragraphe 1^{er} de l'article 4 et des autres dispositions relatives à la même matière;

Attendu que les discussions provoquées devant le Parlement au sujet de la loi du 2 novembre 1892 autorisent à penser que la loi a été ainsi comprise non seulement par le rapporteur et par les auteurs de la loi, mais encore par ceux qui en ont été les adversaires (séance du 16 juin 1888 à la Chambre des députés);

Qu'il apparaît que les considérations de haute morale invoquées pour l'interdiction du travail de nuit des femmes dans les ateliers industriels existent pour les filles comme pour les femmes;

En ce qui concerne la nature du travail de la correctrice;

Attendu que le travail de la correctrice consiste surtout à vérifier l'identité du manuscrit avec l'imprimé, à rectifier les erreurs matérielles telles que le renversement des lettres, que c'est exceptionnellement qu'elle accomplit une œuvre purement intellectuelle pour résoudre des difficultés qui se présentent sur l'orthographe, la ponctuation, les dates; que le caractère industriel prédomine dans la tâche confiée à l'ouvrière chargée de la correction des compositions typographiques;

Attendu qu'il suit de là que la correctrice se trouve frappée de la même interdiction de travail que les compositrices;

Attendu qu'à raison de la bonne foi de l'inculpé il échet de lui faire application du minimum de la peine édictée par l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892:

Par ces motifs, le Tribunal, jugeant correctionnellement et en dernier ressort, reçoit l'appel interjeté par le prévenu comme régulier en la forme, au fond déclare X... coupable d'avoir, le 25 décembre 1893, à Saint-Étienne, commis des infractions prévues par les articles 4, 5 et 26 de la loi du 2 novembre 1892, l'article 2 du règlement d'administration publique du 15 juillet 1893 sur le travail des filles mineures, des femmes et des enfants dans les établissements industriels en employant quatorze filles majeures à un travail industriel un jour de fête légale et après 9 heures du soir;

En conséquence, condamne, etc.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

RUSSIE.

LOI DU 14 MARS 1894

sur la réorganisation de l'inspection des fabriques, les inspecteurs mécaniciens des gouvernements, la surveillance des fabriques et usines et les rapports mutuels entre les fabricants et les ouvriers.

I. — L'inspection des fabriques est directement soumise au département du commerce et des manufactures et l'emploi d'inspecteur général des fabriques est aboli.

II. — L'emploi d'inspecteur des fabriques d'arrondissement est remplacé par celui d'inspecteur des fabriques en chef, et celui d'adjoint d'inspecteur d'arrondissement par celui d'inspecteur des fabriques.

III. — Les cadres *a* supplémentaires du département du commerce et des manufactures et *b* de l'inspection des fabriques sont publiés dans le n° 45 du recueil des lois.

IV. — Dans les gouvernements régis par les lois générales, dans le territoire des Cosaques du Don et dans les gouvernements du royaume de Pologne, les fonctions d'inspecteur-mécanicien des gouvernements indiqués dans les articles 32 et 78 du Code industriel (tome XI, partie II, édit. 1893) sont conférés aux employés locaux de l'inspection des fabriques; les emplois des inspecteurs-mécaniciens des gouvernements sont abolis dans ces localités.

V. — Outre les emplois existants de mécaniciens des gouvernements (ou de territoire) dans les gouvernements de : Bakou, Irkoutsk, Tobolsk et Koutaïss, et le territoire de l'Amour et de Kouban, il est institué des emplois de ce genre dans les territoires de Samarkande, Syr-Daria et Fergannah.

VI. — A l'avenir les règlements sur l'inspection des fabriques et usines

et ceux sur les rapports mutuels entre les fabricants et les ouvriers (art. 47-60 et 127-156, Code industriel, tome XI, partie II, édit. 1893) seront appliqués dans les gouvernements de : Volhynie, Grodno, Kief, Kostroma, Livonie, Nijni-Novgorod, Podolie, Riazan, Tver, Kharkof, Kherson, Esthonie et Yaroslav.

VII. — Un impôt, au profit du fisc, sur les chaudières à vapeur est temporairement institué pour une période de trois ans aux conditions suivantes :

1° Sont soumis à l'impôt toutes les chaudières en action, par rapport auxquelles il est de rigueur d'appliquer les règlements édités en vertu de l'article 76 du Code industriel (tome XI, partie II, édit. 1893).

2° L'impôt est prélevé d'après le tarif ci-dessus ; a) Pour les chaudières employées dans l'agriculture et les institutions ouvrières, jusqu'à 6 chevaux de force, 5 roubles ; de 6 à 12 chevaux de force, 10 roubles ; et plus de 12 chevaux de force, 20 roubles par an et par chaudière.

NOTA. — En 1894, l'impôt est prélevé par moitié seulement.

3° L'impôt sur les chaudières, dans les institutions dont l'exploitation est autorisée à condition de payer les droits de commerce et d'industrie, est payé en même temps que l'on prend les documents commerciaux ; l'impôt sur les autres chaudières est versé, pour chaque année, à l'avance, au plus tard au 1^{er} octobre de l'année précédente.

NOTA. — En 1894, l'impôt sur les chaudières doit être versé au 1^{er} juin de cette année et dans les gouvernements de la Sibérie et du Turkestan au 1^{er} octobre.

4° La surveillance de la perception régulière de cet impôt est confiée aux employés de l'inspection des fabriques, aux inspecteurs-mécaniciens des gouvernements (ou de territoire) où ces emplois existent, et aux inspecteurs des impôts et aux autres fonctionnaires chargés de la surveillance des chaudières.

5° En cas de non-paiement aux termes fixés de l'impôt sur les chaudières (art. 3 et nota), il est perçu en plus de l'impôt une amende ne dépassant pas le double de l'impôt (art. 2 et nota) : cette amende est infligée conformément aux articles 347 et suivants (lois sur les impôts directs, tome V, édit. 1893) ; en outre, les procès-verbaux et la procédure incombent aux personnes chargées de la surveillance (art. 4).

6° Les règlements détaillés sur la perception de l'impôt sur les chaudières sont publiés par le Ministre des finances, de concert, le cas échéant, avec le Ministre des domaines et des voies de communication.

VIII. — En remplacement et complément des articles correspondants du Code industriel (tome VI, partie II, édit. 1893), il est statué :

1° Les emplois d'inspecteurs des fabriques, qui sont investis des obligations déterminées par les articles 32 et 78 du Code industriel ainsi que ceux des inspecteurs-mécaniciens des gouvernements (ou de territoire) sont donnés aux personnes ayant terminé leur cours d'études dans les établissements supérieurs techniques, de préférence.

2° Dans les gouvernements soumis aux lois générales, dans le territoire du Don, et dans les gouvernements du royaume de Pologne, les fonctions incombant à l'inspection des fabriques seront remplies par des inspecteurs des fabriques en nombre indiqué par les cadres.

3° La distribution du nombre total, fixé par les cadres, des inspecteurs des fabriques par gouvernements et territoires, l'indication de la région d'activité de chacun d'eux, ainsi que du genre de ses attributions, incombe au Ministre des finances de concert avec le Ministre de l'intérieur.

4° Les employés de l'inspection des fabriques sont tenus de réunir, de vérifier et de compiler à l'avance les données statistiques sur les établissements industriels de leur région. Le mode et les conditions de centralisation de ces données sont fixés par le Ministre des finances de concert avec le Ministre de l'intérieur.

5° Les inspecteurs des fabriques en chef, outre les obligations générales qui incombent à tous les employés de l'inspection des fabriques, sont tenus de surveiller les actes des employés de l'inspection de leur gouvernement.

6° Les inspecteurs en chef des fabriques dans les gouvernements de Saint-Petersbourg, Moscou, Wladimir, Varsovie, Grodno, Kief, Kostrama, Piotrkov, Tver et Yaroslaw ont chacun un gérant d'affaires, chargé de la chancellerie de l'inspecteur, et un candidat aux emplois d'inspecteur des fabriques.

7° Dans les commissions pour les affaires de fabriques (des capitales, villes et gouvernements) les membres des administrations urbaines et du Zemstvo (art. 49, Code industriel) sont remplacés dans ceux des gouvernements où il existe une institution consultative de commerce et d'industrie par deux membres de cette institution, et dans les autres gouvernements par deux membres choisis entre les fabricants et industriels locaux par le gouverneur ou le gouverneur général et approuvés par le Ministre des finances.

8° La correspondance des commissions pour les affaires de fabriques (des capitales, villes et gouvernements) dans les gouvernements indiqués au paragraphe 6, étant sous la surveillance de l'inspecteur des fabriques en chef, est tenue, au gré du président de la Commission, soit par l'un des employés de la chancellerie, avec rémunération spéciale fixée par le Ministre des finances sur les sommes assignées pour les dépenses de correspondance desdites commissions, soit par le gérant d'affaires de l'inspecteur des fabriques en chef (art. 6), avec rémunération supplémentaire payée sur les mêmes ressources. La correspondance des commissions dans les autres gouvernements incombe à l'inspecteur en chef ou à l'inspecteur local.

9° La surveillance générale de l'application des règlements sur les chaudières, édictés en vertu de l'article 76 (Code industriel), par rapport aux chaudières non soumises à une surveillance spéciale (art. 79, Code industriel), est centralisée chez les chefs des gouvernements, territoires et préfets correspondants. La surveillance directe et détaillée de l'application de ces règlements est du ressort des employés de l'inspection des fabriques et des

inspecteurs mécaniciens des gouvernements (ou du territoire) où ces emplois existent, et dans les autres localités ces fonctions incombent aux techniciens attachés au chef des gouvernements ou de territoires. Dans le cas d'insuffisance desdits techniciens pour l'exécution exacte et en temps utile des obligations par rapport à la surveillance des chaudières à vapeur, les chefs des gouvernements et territoires ont le droit de requérir à cet effet l'aide des techniciens des autres administrations.

10° Les commissions pour les affaires de fabriques et, dans les endroits où elles n'existent pas, les chefs de gouvernements et de territoires et les préfets peuvent autoriser le travail des enfants âgés de 12 à 15 ans pendant ceux des dimanches ou jours fériés pendant lesquels les ouvriers majeurs travaillent à la fabrique ou usine.

IX. — Les articles 28, 30, 31, 36 (avec note), 37, 42, 43 et 51 (avec note), ainsi que l'annotation 3 de l'article 110 du Code industriel (tome XI partie II, édit. 1893) sont abrogés.

X. — Pour les frais de déplacement et chancellerie des inspecteurs-mécaniciens des gouvernements ou de territoires, il est alloué au Ministre des finances 9,000 roubles par an, pour distribuer cette somme entre lesdits fonctionnaires suivant les besoins réels.

XI. — Les inspecteurs mécaniciens des gouvernements ou fonctionnaires de l'inspection des fabriques qui, lors de sa réorganisation, ne recevront pas de nouvelle nomination sont mis hors cadres, conformément aux lois générales.

XII. — Jusqu'à l'approbation par voie législative des nouveaux cadres des institutions locales du ministère des voies de communication, il sera alloué au Ministre des finances une somme annuelle de 25,600 roubles pour l'entretien des techniciens chargés de la surveillance des chaudières des vapeurs privés naviguant sur les eaux intérieures.

XIII. — Dans la distribution existante des gouvernements par rapport aux territoires miniers (Art. 17, Statut minier, tome VII, édit. 1893), il sera fait les changements ci-dessous :

1° Exclure du territoire minier de l'Oural le gouvernement de Kazan et les districts Gouriefsky et Embinsky du territoire de l'Oural ;

2° Ajouter au territoire minier du sud de la Russie le gouvernement de Poltava ;

3° Ajouter au territoire minier transmoscovite les gouvernements de Varonège et de Koursk et en exclure celui de Nijni-Novgorod ;

4° Ajouter un nouveau territoire minier, celui du Volga, en y incorporant les gouvernements de Kostroma, Nijni-Novgorod, Kazan, Simbirsk, Samara, Astrakan et les districts Gouriefsky et Embisky du territoire de l'Oural.

XIV. — Il sera organisé, dans le territoire minier du Volga, deux nouveaux

arrondissements miniers directement soumis au département des mines, en instituant dans chacun de ces arrondissements un ingénieur d'arrondissement en lui allouant un traitement de 4,200 roubles par an (dont 1,200 de traitement, 800 roubles argent de table, 600 roubles pour le logement, 600 roubles pour la chancellerie et 1,000 roubles pour les déplacements) et les droits de prérogatives de service des autres ingénieurs d'arrondissement.

XV. — Il sera institué dans l'arrondissement minier du Nord et dans les administrations minières de l'Oural, du Caucase et du sud de la Russie, un emploi d'adjoint de l'ingénieur de l'arrondissement (un pour chaque) en allouant à cet emploi un traitement de 2,000 roubles par an (dont 600 roubles de traitement, 600 roubles argent de table, 400 roubles pour le logement et 400 roubles pour les déplacements).

XVI. — Il est alloué au Ministre des domaines une somme annuelle de 14,000 roubles pour être distribuée entre les ingénieurs des mines des arrondissements et leurs adjoints comme rémunération supplémentaire pour l'inspection des chaudières aux mines et usines minières particulières.

XVII. — L'emploi d'employé pour missions spéciales pour les affaires des salines près l'administration des domaines d'Astrakan est supprimé, et la personne qui l'occupe, si elle n'est pas nommée ailleurs, restera hors cadres conformément aux lois générales.

XVIII. — La somme totale de 608,280 roubles nécessaire pour couvrir les frais provenant de la mise en vigueur des nouveaux cadres (sect. III) ainsi que ceux occasionnés par les mesures indiquées aux sections V, X, XII, et XIV-XVI sera portée annuellement, depuis 1895, sur les articles correspondants du budget des dépenses des départements du commerce et de l'industrie et des mines; quant à 1894, la somme nécessaire, suivant les calculs établis depuis la mise en vigueur de la présente loi (sect. XIX), sera portée sur les 485,570 roubles portés comme crédit conditionnel au paragraphe 2 de l'article 1^{er} du budget du département du commerce et des manufactures pour 1894, en y adjoignant la somme libre du paragraphe 4, article 1^{er} du département des affaires générales du ministère de l'intérieur, par l'abolition du poste d'employé pour missions spéciales, indiqué à la section XVII.

XIX. — La présente loi sera mise en vigueur pour toutes les parties concernant les cadres supplémentaires du département du commerce et des manufactures, depuis le jour de sa publication (31 mars), pour toutes les autres parties depuis le 1^{er} mai 1895.

XX. — Autoriser le Ministre des finances lors de l'écoulement de la période triennale de l'application des règlements sur l'impôt sur les chaudières (sect. VII) de soumettre à un nouvel examen la question de cet impôt et les bases de cette perception et de présenter ces projets, après consultation avec qui de droit, par la voie légale.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

SÉNAT.

PROPOSITION DE LOI

portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, présentée, le 14 novembre 1893, par M. Maxime Lecomte, sénateur.

L'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 a soulevé de grandes difficultés et de vives réclamations.

Dans un but de conciliation, pour s'efforcer d'atténuer les inconvénients d'une trop grande restriction de la liberté, le législateur est arrivé à créer, par cet article 3, quatre catégories d'ouvriers, travaillant dans des conditions différentes : la journée de l'enfant est de dix heures; la journée du jeune ouvrier ou de la jeune ouvrière est de onze heures, sauf pour la dernière journée de la semaine, qui est de dix heures; la journée de la femme adulte est de onze heures, et la journée de l'homme, d'après le décret-loi du 9 septembre 1848, de douze heures.

Des industriels considérables ont pris la louable initiative de ne faire travailler tout leur personnel ouvrier que onze heures, sans réduction des salaires. Ce ne peut être là qu'une tolérance temporaire, si la loi n'est pas modifiée, car la loi du 2 novembre 1892 défend formellement de faire travailler onze heures les enfants et les jeunes ouvriers et ouvrières.

D'autres industriels ont pris le parti rigoureux de se priver des services des personnes qui ne peuvent pas travailler onze heures.

Il est résulté de cet état de choses des privations de travail, des diminutions de salaires, des malentendus entre patrons et ouvriers, de sérieux conflits, de nombreuses grèves.

Cette question a été portée une première fois devant le Sénat, à la suite d'une proposition de notre honorable collègue, M. Félix Martin, dans la séance du 8 mai 1893. M. le Ministre du commerce et de l'industrie a dit alors qu'il était indispensable que la mise en pratique de la loi fût tentée. Cette tentative a eu lieu; on peut dire qu'elle a échoué. La loi du 2 novembre 1892 est inapplicable. De partout s'élèvent des réclamations et des protestations. Le

mal ne peut être contesté; il est facile de l'empêcher de s'étendre, il est facile d'y remédier.

Nous avons l'honneur de reprendre, à titre de proposition de loi, l'amendement Diancourt et Maxime Lecomte, lequel fixait à onze heures, pour toutes les personnes protégées, la durée de la journée du travail, et n'a été rejeté que par une majorité de quelques voix. Dans notre pensée, cette durée doit être également celle de la journée des hommes adultes. Quarante-cinq ans nous séparent du décret-loi du 9 septembre 1848 et un nouveau progrès peut être réalisé. Dans un pays voisin, en Suisse, la loi fédérale du 23 mars 1877 a fixé à onze heures pour tout le personnel ouvrier le maximum de durée de la journée de travail dans les fabriques, et M. Emmanuel Arago nous dit « que les rapports des inspecteurs de fabriques démontrent jusqu'à l'évidence que la législation du travail, créée en 1877, grâce à la sage initiative des hommes d'État suisses, est sérieusement appliquée et qu'elle a fait ses preuves. » (Rapport sur les conditions du travail dans les pays étrangers, p. 49.)

Nous croyons qu'il est urgent de remédier à la perturbation jetée dans nos grandes industries par l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892. Mais notre initiative deviendrait inutile, si le Gouvernement prenait la résolution de déposer un projet général sur la fixation uniforme de la journée de travail et en demandait la prompte discussion.

Nous avons l'honneur de soumettre au Sénat la proposition suivante :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les enfants, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour. »

Les heures de travail seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit (1).

(1) Le second paragraphe est la reproduction sans modification du second paragraphe actuel.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROPOSITION DE LOI

tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, présentée le 23 novembre 1893 par M. Louis Ricard (Seine-Inférieure), Guieysse, Dron, Cosmao-Dumenez, Maruéjouls, députés.

Messieurs, en votant la loi du 2 novembre 1892, le Parlement était convaincu qu'il apportait une amélioration sensible dans la condition des travailleurs de l'usine et de l'atelier. Cette loi a élevé, en principe, à treize ans l'âge d'admission des enfants; elle a réduit la durée du travail journalier des enfants, des filles mineures et des femmes; elle a enfin supprimé le travail de nuit pour les femmes.

Malheureusement, au cours des délibérations longues et laborieuses, devant les deux Chambres, plusieurs amendements, votés par le Sénat, vinrent compliquer le texte primitivement adopté, et parfois même en modifier considérablement la portée. Désireuse de voir aboutir enfin une réforme impatiemment attendue par les ouvriers, la Chambre des députés finit par les accepter à son tour. Ni le Sénat ni la Chambre n'avaient certainement prévu les déplorables conséquences des dispositions nouvelles.

Aussi la loi du 2 novembre 1892 est à peine entrée en vigueur, et déjà elle soulève les réclamations les plus vives et les plus justifiées. Ces réclamations émanent, non seulement des industriels, mais des ouvriers eux-mêmes, dont la situation, grâce à certaines combinaisons, à certaines organisations du travail, qui ne sont pas en désaccord absolu avec le texte littéral de la loi, semble devenir plus mauvaise encore que par le passé.

Les parties de la loi du 2 novembre 1892 dont la modification s'impose à bref délai sont surtout l'article 3, qui règle la durée du travail des diverses catégories d'ouvriers protégés, l'article 4, relatif au travail de nuit, et l'article 11, qui s'occupe des relais.

L'article 3 fixe ainsi qu'il suit la durée maxima du travail *effectif* des enfants, des filles mineures et des femmes employés dans l'industrie :

A *dix heures par jour*, pour les enfants des deux sexes âgés de moins de 16 ans;

A *soixante heures par semaine*, sans que le travail journalier puisse excéder *onze heures*, pour les jeunes ouvriers et ouvrières de 16 à 18 ans;

Enfin à *onze heures par jour*, pour les filles au-dessus de 18 ans et les femmes.

Rappelons d'ailleurs qu'en vertu de la loi du 9 septembre 1848, la durée du travail des ouvriers adultes hommes reste fixée à *douze heures par jour*, dans les usines et manufactures.

Si la majorité de la Chambre précédente consentit à accepter une combinaison en si complet désaccord avec l'organisation du travail dans la plupart des manufactures, c'était qu'elle espérait arriver, par ce moyen, à la journée de dix heures pour tous les ouvriers. Cet espoir, notre honorable collègue, M. Sibille, le formulait en ces termes dans le rapport qu'il présentait, au nom de la Commission du travail, le 11 juin 1892 :

« Il est incontestable que, dans les industries textiles, le travail requiert simultanément hommes, femmes, jeunes filles et enfants.

« . . . Les limitations proposées pour les enfants et les jeunes filles de 16 à 18 ans entraîneront, presque partout, la réduction à dix heures du travail des femmes. . .

« En adoptant le texte du Sénat, nous pouvons donc espérer que nous arriveront assez vite, par degrés successifs, à la journée de dix heures, et nous assurerons ainsi, en fait, puis en droit, le succès de justes revendications. »

Dans la pratique, la mise en application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 n'a pas répondu à ces espérances. On peut même affirmer que les résultats en seront plutôt néfastes que favorables aux ouvriers.

Certains industriels, voulant échapper aux complications d'une organisation du travail différente pour chaque catégorie de travailleurs de leur usine, manifestent l'intention de ne plus employer désormais que les ouvriers âgés de plus de 18 ans. D'autres, chez qui les enfants et les femmes forment une partie trop importante du personnel pour songer à les faire disparaître, ont recours à diverses combinaisons grâce auxquelles la durée de la marche de l'usine n'a pas été réduite et a même parfois pu être augmentée sans violer la loi, au moins en apparence. On a notamment établi, dans certaines usines, des équipes *roulantes* ou *volantes*, des *relais*, qui passent successivement sur tous les métiers et y travaillent pendant que les ouvriers réguliers sont mis en repos. De cette façon, en donnant aux hommes adultes une heure de repos le matin et une l'après-midi, aux femmes deux repos d'une heure et demie, et aux enfants deux repos de deux heures, on parvient à faire tourner les métiers pendant quatorze heures, sans que chaque ouvrier, homme, femme et enfant, supporte un travail *effectif* dépassant la durée légale.

Cette organisation, qui paraît, avec les dispositions de la loi de 1892, rigoureusement légale, ne tient aucun compte des conditions hygiéniques et sociales des ouvriers. Désormais ils doivent prendre leurs repas à toutes les heures du jour et ne peuvent, presque jamais, se trouver réunis avec leurs femmes et leurs enfants : ces derniers travaillant rarement aux mêmes métiers et souvent dans des usines différentes. Au surplus, il est certain que, par la mise en œuvre de ces équipes volantes, les violations de la loi seront fréquentes. Il faut ajouter que le service de l'inspection, quel que soit son zèle, sera dans l'impossibilité absolue de les constater et d'exercer un contrôle sérieux.

Dans d'autres usines, on a adopté le système de travail à deux équipes tel que le permet le deuxième paragraphe de l'article 4. Ce paragraphe dit que le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, lorsqu'il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, le travail de chaque équipe devant être coupé par une heure de repos au moins.

A première vue, cette disposition semblait réduire à huit heures la durée de la journée de travail de chaque équipe, et telle a été probablement la pensée d'un certain nombre de membres de la Chambre qui l'ont acceptée.

A côté des inconvénients nombreux qui pouvaient être la conséquence d'une telle organisation de travail, ils y voyaient, comme compensation, l'avantage de réduire sensiblement la durée de la présence de l'ouvrier à l'atelier et de lui permettre de consacrer plus de temps à son instruction professionnelle, aux devoirs et aux joies de la famille.

C'est le contraire qui s'est produit. Au lieu de faire travailler successivement chaque équipe pendant neuf heures, y compris l'heure de repos obligatoire, les industriels font alterner les deux équipes, et l'usine marche ainsi, sans arrêt, pendant dix-huit heures! Pour y arriver, on a recours à diverses combinaisons; il suffit d'en indiquer une. Ainsi, la première équipe commence à 4 heures du matin jusqu'à 9 heures; la seconde va de 9 heures à 1 heure après-midi; la première reprend de 1 heure à 5 heures, et la seconde termine la journée de 5 heures à 10 heures.

Comme un certain nombre d'ouvriers n'habitent pas ordinairement dans le voisinage immédiat de l'usine, qu'il leur faut le plus souvent une demi-heure et même davantage pour se rendre de leur domicile à leur travail, ils ne peuvent songer à rentrer chez eux pendant le temps qui sépare les deux périodes de travail. Ils sont donc retenus, par le service de l'usine, pendant treize et quatorze heures par jour. Il est vrai qu'ils ont des repos variant de quatre à cinq heures. Mais que peuvent-ils faire pendant ce temps en dehors de l'usine? Croit-on que la situation de la famille ouvrière, le père, la mère, les jeunes filles et les enfants n'étant presque jamais libres aux mêmes heures, les jeunes filles et les enfants restant sans surveillance, deviendra meilleure que par le passé? Est-ce le but que le législateur a poursuivi en cherchant à réduire la durée du travail et en supprimant le travail de nuit?

L'organisation du travail à deux équipes est, heureusement, encore peu répandue, au moins dans la région si industrielle que j'ai l'honneur de représenter. Si elle se généralisait, aux inconvénients pour les ouvriers que je viens de signaler s'ajouteraient probablement bientôt des conséquences économiques.

A un autre point de vue, je ne m'attarderai pas à faire remarquer, au sujet des deux équipes, que permettre le travail dès 4 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir, c'est retomber dans la plupart des inconvénients qui ont fait supprimer le travail de nuit pour les enfants et pour les femmes.

En ce qui concerne spécialement le travail de nuit, le règlement d'administration publique du 15 juillet 1893 me paraît prêter à la critique. Sans doute, l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 avait prévu quelques tolérances. Mais ces tolérances devaient étre limitées à quelques industries, en

nombre très restreint, auxquelles il avait, d'ailleurs, été fait allusion au cours des discussions du projet devant les Chambres. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la longue liste des industries comprises dans le décret du 15 janvier 1893, pour se rendre compte que les intentions du législateur ont été de beaucoup dépassées. Mais, où ces intentions ont été plus particulièrement méconnues, c'est quand on a permis à un certain nombre d'industries de cumuler, en ce qui concerne le travail de nuit, les exceptions prévues aux paragraphes 4 et 6 de l'article 4 de la loi de 1892.

Dans ces deux paragraphes, — tous les travaux préparatoires en font foi, — le législateur avait en vue des catégories d'industriels absolument distinctes. Pour les unes, la couture, la mode et autres industries de *saison*, il permettait la veillée jusqu'à 11 heures du soir; pour les autres, dans lesquelles la matière première doit être mise en manutention sans retard et sans interruption, sous peine d'être complètement perdue, les fabriques de conserves de poissons, par exemple, il permettait le travail à n'importe quelle heure de la nuit. La même industrie n'aurait donc pas dû bénéficier des deux tolérances.

En réalité le règlement d'administration publique du 15 juillet dernier a rétabli pour un grand nombre d'industries le travail de nuit que la loi entendait supprimer. Il serait donc urgent que le Gouvernement prît l'initiative de le faire modifier. Pour permettre au Conseil d'État de donner satisfaction aux intéressés, sans recourir au travail de nuit, impraticable tel qu'il a été organisé par l'article 3 du décret du 15 juillet, il nous semble indispensable de supprimer dans l'article 4, paragraphe 4 de la loi de 1892, ces mots : « *à certaines époques de l'année* ». De cette manière, le Conseil d'État ne se croira plus contraint de déterminer les deux mois pendant lesquels les veillées pouvaient être autorisées; il se contentera de prescrire le moyen pratique de mettre à la disposition des industriels, compris dans le paragraphe 4, le crédit de soixante jours qui leur est accordé et qu'ils pourront dépenser et épuiser à leur gré.

En résumé, pour que la loi du 2 novembre 1892 n'aboutisse pas à une profonde désillusion dans le monde des travailleurs, pour qu'elle n'apparaisse pas à ceux-ci comme un trompe-l'œil ne leur procurant aucune amélioration réelle, il est nécessaire d'y apporter quelques rectifications sur les points où les complications ou les anomalies de son texte ont permis d'en paralyser les effets. Il faut fixer une même durée de travail pour tous les ouvriers, veiller à ce que cette durée ne soit pas étendue abusivement et rendre effective l'interdiction du travail de nuit pour les enfants, les filles mineures et les femmes. Tel est le but de la proposition de loi que j'ai l'honneur de vous soumettre.

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Les enfants de l'un et l'autre sexe, âgés de moins de 18 ans, les filles et les femmes de tout âge ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour, coupées par un ou plusieurs

repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

« Art. 4, § 1^{er}. — *Sans modification,*

« § 2. — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, y compris un repos d'une heure au moins, pendant lequel le travail sera suspendu.

« § 3. — Le travail de chaque équipe sera *continu*, sauf l'interruption pour le repos.

§ 4. — Il sera accordé pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, et dans les conditions d'application qui seront précisées par ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours par an. En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au delà de douze heures. »

« § 5. — *Sans modification.*

« § 6. — *Sans modification.*

« § 7. — Les tolérances prévues aux paragraphes 4, 5 et 6 du présent article ne pourront être cumulées pour une même industrie.

« § 8 (ancien paragraphe 7 de l'article). — *Sans modification.*

Art. 11, § 3. — Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation de relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, est interdite pour les personnes protégées par la présente loi.

SÉNAT.

RAPPORT

présenté le 27 février 1894 au nom de la Commission (1) chargée d'examiner la proposition de loi de M. Maxime Lecomte, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, par M. Maxime Lecomte, sénateur.

Messieurs, la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie, est une loi de progrès, d'humanité, de moralité. Les personnes qu'elle protège sont des faibles qui ont besoin de l'appui du législateur pour empêcher qu'il soit abusé de leurs forces, même de leur consentement. Il est d'un intérêt général et primordial de sauvegarder la race en s'opposant à ce qu'elle s'abâtardisse et se démoralise par un travail excessif. La nécessité d'un certain âge pour l'admission des enfants au travail des usines, la suppression du travail de nuit pour les personnes protégées, l'établissement d'un repos hebdomadaire en leur faveur, sont les conditions essentielles de cette protection nécessaire.

Pour tout le personnel ouvrier, le décret-loi du 9 septembre 1848 impose une limite à la durée de la journée de travail : il est interdit de faire travailler les ouvriers plus de douze heures par jour. Convenait-il de diminuer encore cette durée maxima du travail quotidien en ce qui concerne les jeunes ouvriers et ouvrières et les femmes ? Cette question s'est posée depuis longtemps devant le Parlement, et longtemps le Sénat s'est refusé à apporter d'autre limitation à la liberté du travail, au point de vue de la durée de la journée, que celle imposée à tous les ouvriers par le législateur de 1848. La Chambre des députés, au contraire, avait diminué d'un sixième la journée des personnes protégées et adopté la journée de dix heures pour les enfants, les filles mineures et les femmes.

La difficulté de la question est double. Tout d'abord, dans beaucoup d'industries occupant en France un nombre considérable d'ouvriers, le travail des hommes adultes et le travail des femmes et des enfants se commandent d'une façon si étroite que diminuer le travail des uns, c'est forcément diminuer dans la même proportion le travail des autres, de sorte que, pour ces

(1) Cette commission est composée de MM. GROVET, président; SÉBLINE, secrétaire; MILLIARD, LELIÈVRE, MAXIME LECOMTE, MARQUIS, RICHARD WADDINGTON, ANDRÉ DÉPREZ, MADIGNIER.

industries, la question de la réduction des heures de travail n'est pas seulement une question de protection des faibles, mais une question d'organisation du travail intéressant le personnel ouvrier tout entier.

D'autre part, l'état de beaucoup de nos industries, obligées de lutter sur le marché du monde avec leurs concurrents étrangers, ne leur permet pas de supporter une augmentation importante du prix de revient de leurs produits et, par suite, de diminuer dans une mesure sensible la production ouvrière sans diminuer en même temps le salaire des ouvriers.

Lorsque la question se présenta à nouveau devant le Sénat, en 1891, une discussion s'éleva sur le principe de la limitation du travail des femmes. Beaucoup d'excellents esprits admettaient la nécessité d'une diminution de la journée de travail des jeunes ouvriers et ouvrières, mais se refusaient à porter une nouvelle atteinte à la liberté du travail des femmes. C'est dans la séance du 7 juillet 1891, après un éloquent discours de notre honorable collègue M. Jules Simon, que le principe d'une limitation spéciale du travail des femmes adultes fut admis par le Sénat.

La Commission, adoptant la solution de la Chambre des députés, proposait alors la journée de dix heures de travail effectif pour les personnes protégées. Un amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte proposait onze heures. C'était une question de mesure; mais la solution, dans l'un et l'autre cas, devait être générale, s'appliquer à l'ensemble des personnes protégées. Dans la séance du 9 juillet 1891, on passa au scrutin sur l'amendement, qui fut repoussé par 119 voix contre 115. On a pu dire avec raison que, dans ce scrutin, un certain nombre de membres du Sénat, partisans de l'idée qu'on ne pouvait pas réglementer le travail des femmes adultes, se sont abstenus, et que ces abstentions ont eu cette conséquence, étrange au premier abord, que les partisans de la liberté ont favorisé la solution la plus restrictive de la liberté.

Ceux qui trouvaient excessive la diminution d'un sixième de la journée de travail, et voyaient dans cette disposition un péril redoutable pour l'industrie nationale, y cherchèrent dès lors des atténuations. On n'appliqua la limitation à dix heures qu'aux enfants et aux filles mineures, les femmes pouvant travailler onze heures; puis, dans le même sentiment qui poussait à un système transactionnel, on en vint à voter l'article 3 dans des termes qui devinrent définitifs par le vote de la Chambre des députés.

Cet article a créé quatre catégories d'ouvriers travaillant dans des conditions différentes : la journée de l'enfant, de 12 ou 13 ans à 16 ans, est de dix heures; la journée du jeune ouvrier et de la jeune ouvrière, de 16 à 18 ans, est de onze heures, sauf pour la dernière journée de la semaine, qui est de cinq heures, ou, si l'on veut, de soixante heures par semaine; la journée de la femme, à partir de 18 ans, est de onze heures. La journée de l'homme reste, d'après le décret-loi du 9 septembre 1848, de douze heures.

La transaction avait abouti, les uns y voyant un moindre mal pour nos industries obligées de lutter contre des concurrents jouissant d'une plus grande liberté, les autres espérant que peu à peu les industriels français seraient amenés à prendre pour durée uniforme de la journée de travail la durée minima de cette journée, c'est-à-dire dix heures, s'appliquant léga-

lement à l'enfant. C'est cet espoir qu'avait formulé M. Sibille, rapporteur de la Chambre des députés, le 11 juin 1892. Il s'était exprimé en ces termes :

« Il est incontestable que dans les industries textiles le travail requiert simultanément hommes, femmes, jeunes filles et enfants... Les limitations proposées pour les enfants et les jeunes filles de 16 à 18 ans entraîneront presque partout la réduction à dix heures du travail des femmes... En adoptant le texte du Sénat, nous pouvons donc espérer que nous arriverons assez vite, par degrés successifs, à la journée de dix heures, et nous assurerons ainsi en fait, puis en droit, le succès de justes revendications. »

Les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 devenaient applicables à partir du 1^{er} janvier 1893 (art. 32). En fait, elles ne furent pas appliquées dès ce moment. On attendit la confection des divers règlements d'administration publique prévus par la loi. Lorsqu'enfin commença la mise en pratique de la loi et des décrets qui la complétaient, de nombreuses réclamations se produisirent, comme il fallait s'y attendre, de la part des patrons et des ouvriers. Ces réclamations, qui ne manquent jamais d'accompagner le passage d'un régime auquel chacun est habitué à un régime nouveau qui froisse nécessairement des habitudes et des intérêts, eurent sur un point, la durée de la journée de travail, un tel caractère d'acuité et d'universalité que les inspecteurs du travail se trouvèrent obligés de signaler les difficultés inextricables qui surgissaient partout. La loi ne paraissait pas exécutable.

Notre honorable collègue M. Félix Martin fit connaître au Sénat, dans la séance du 8 mai 1893, un certain nombre des réclamations et protestations qui s'étaient produites contre la loi du 2 novembre 1892, et spécialement contre l'article 3, et demanda qu'il fût, dans certaines conditions, sursis à l'application de cette loi. M. Terrier, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, répondit à M. Félix Martin. Il ne soutint pas que la loi était certainement exécutable dans toutes ses parties, mais il affirma qu'il était indispensable que la mise en pratique de cette loi fût tentée. Le même Ministre, dans les premiers jours de novembre, fit part au Gouvernement des difficultés que soulevait l'application de l'article 3 de la loi. Il annonça à ses collègues que la diversité de la durée du travail des hommes, femmes et enfants empêchait de coordonner les diverses parties du travail industriel.

La légitimité des griefs opposés au régime nouveau se manifestait de telle façon qu'il semblait urgent de le modifier. Les ouvriers protestaient avec la même vivacité que leurs patrons. Dans la Seine-Inférieure, une pétition était revêtue de plus de 3,200 signatures. Dans la Somme, des délégués des ouvriers remettaient au préfet du département une lettre dans laquelle ils disaient : « Les travailleurs indépendants et syndiqués, afin de bien faire ressortir leur désir de conciliation, ont l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous demander d'appuyer la revision de la loi du 2 novembre 1892 en ce sens : La journée légale *maxima* est fixée à onze heures pour tous les ouvriers, ouvrières et employés indistinctement.

La Chambre de commerce d'Amiens, de son côté, résumait ses observations de la manière suivante : « La Chambre est d'avis que le seul moyen de conjurer les périls que l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre

1892 ferait courir à l'industrie nationale serait d'autoriser tous les ouvriers, hommes, femmes et enfants, à travailler onze heures par jour. »

Le Comité des tisseurs mécaniques de coton teint de la Seine-Inférieure, le personnel ouvrier de la filature et du tissage de Gravelle (le Havre), le Comité linier du Nord de la France, beaucoup d'autres groupes et associations, des industriels en leur nom personnel, protestaient à leur tour.

Nous pouvons citer les Chambres de commerce d'Épinal, de Calais, de Roubaix, de Vienne, le Comité de la chambre syndicale des fabricants de tulles et dentelles, le Cercle de la librairie, l'Association de l'industrie et de l'agriculture française, l'Association générale des industries textiles, la Société industrielle de l'Est, le Syndicat du moulinage de la soie, la Société industrielle et commerciale de Roubaix; de nombreux industriels de Saint-Quentin, de Roanne, de Cours (Rhône), de Thizy (Rhône), d'Amplepuis, de Belfort et des environs, des Vosges, etc.

Examinons quels sont les graves inconvénients révélés par la mise en pratique de l'article 3 et qui ont soulevé de si nombreuses et si énergiques réclamations. Ces inconvénients peuvent se résumer de la manière suivante :

1° La désorganisation du travail dans les ateliers où les enfants et les femmes sont les auxiliaires nécessaires des ouvriers;

2° La tendance qui résulte de l'application même de la loi et qui consiste à se priver de plus en plus du concours des ouvriers et ouvrières de moins de 18 ans;

3° Les conséquences fâcheuses qui résultent, dans les ateliers où l'on a pu combiner le travail de façon à respecter les dispositions nouvelles, de ce fait que les jeunes ouvriers et ouvrières doivent quitter l'atelier une heure ou deux heures avant leurs parents;

4° L'inégalité dans l'application de la loi : les industriels peu scrupuleux peuvent déjouer facilement la surveillance du service d'inspection, et ce, à raison de la complexité des dispositions légales et de la multiplicité des combinaisons que ces dispositions permettent. Les industriels soucieux de la légalité, et qui répugnent à l'emploi de tout subterfuge, sont ainsi victimes d'une redoutable concurrence, d'un caractère d'autant plus fâcheux qu'elle constitue une prime accordée à l'inobservation de la loi.

Votre Commission, en présence de pareilles constatations, a pensé qu'il était temps d'obtenir l'application mesurée et égale pour tous de la protection des faibles par la diminution de la journée de travail; elle a estimé que pour obtenir un résultat prompt et satisfaisant, auquel patrons et ouvriers prêteraient le concours d'une bonne volonté quasi unanime, il fallait momentanément écarter les griefs accessoires opposés à l'application de la loi du 2 novembre 1892 et des décrets complémentaires, et se borner à modifier l'article 3 de la loi, en adoptant une heure uniforme pour toutes les personnes protégées.

Fallait-il faire cette unification en adoptant la proposition de M. Maxime Lecomte, c'est-à-dire l'ancien amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte : « Les enfants, les filles mineures et les femmes ne peuvent être

employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour ? » Votre Commission a conclu unanimement en ce sens. Elle a donc repoussé l'unification par l'adoption de la journée de dix heures pour les personnes protégées.

Peut-on objecter contre cette solution des motifs d'humanité ? Peut-on dire qu'elle constitue un fâcheux recul sur un progrès qui paraissait acquis au profit de la sauvegarde de la race et de la protection des faibles ? Cela serait vrai si l'intérêt de l'enfant ne recevait pleine satisfaction par la combinaison de l'article 3 modifié et de l'article 2 de la loi. Par ce dernier article, l'âge d'admission des enfants dans les usines a été élevé à 13 ans ; ce n'est qu'exceptionnellement, pour les enfants munis du certificat d'études primaires, que cet âge peut être abaissé à 12 ans. Tout enfant âgé de moins de 13 ans ne peut être admis que s'il est muni d'un certificat d'aptitude physique. De plus, les inspecteurs du travail peuvent toujours requérir un examen médical de tous les ouvriers au-dessous de 16 ans, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces. Il est certain que les hommes compétents qui sont chargés de ces examens y apporteront d'autant plus de soin, et nous pouvons dire de sévérité, que ces jeunes ouvriers peuvent être appelés à fournir un travail quotidien de onze heures.

Quant aux jeunes ouvriers et ouvrières au-dessus de 16 ans, nous ferons remarquer qu'en Suisse, en Autriche, en Allemagne, ils peuvent travailler onze heures, et même, en Allemagne, la limitation ne s'applique qu'aux ouvrières, et le travail de l'ouvrier au-dessus de 16 ans est libre. En Italie, le travail de tous les ouvriers et ouvrières au-dessus de 16 ans est entièrement libre.

Avec la journée de onze heures pour les personnes protégées, on peut espérer, on doit même espérer que dans un grand nombre d'ateliers tout le personnel ouvrier ne travaillera que onze heures, sans diminution des salaires. Par la pratique industrielle, ce sera donc une loi de progrès et en même temps une loi de pacification sociale. Un mouvement d'opinion soutiendra ceux qui entreront ou se maintiendront dans cette voie, les encouragera et fera qu'ils seront imités de proche en proche. C'est par la bonne entente entre patrons et ouvriers que se réalisera cette réforme, plus considérable, plus profonde qu'on n'est porté à le supposer ; car, si l'on examine de près l'état des faits, il est facile de se rendre compte que la loi de douze heures, datant cependant de 1848, est à peine mise en pratique aujourd'hui et n'est pas encore universellement respectée.

L'industrie française, prise dans sa généralité, ne se prêterait pas aisément à l'expérience de la journée de dix heures. Dans les conditions actuelles, ce serait une cause de ruines et une source de conflits.

Sauf l'Angleterre, aucune nation de l'Europe n'a interdit aux femmes adultes de travailler onze heures.

Rien ne serait plus grave, plus périlleux, que d'aller par un à-coup à une réforme radicale s'appliquant uniformément à toutes les industries de la France, sans tenir compte de l'état des mœurs, des exigences du travail, des nécessités de la concurrence universelle.

Il ne faut pas non plus se dissimuler que les ouvriers entendent cette réforme d'une façon toute différente de celle des auteurs de propositions de

lois. Les ouvriers qui sont partisans de la limitation de la journée de travail, et ils sont loin de l'être tous, veulent cette limitation avec la garantie d'un minimum de salaire équivalant au salaire de la journée actuelle de douze heures et comptent sur la possibilité de travailler plus de dix heures, les heures supplémentaires leur étant payées à un taux plus élevé.

L'interdiction absolue de travailler plus de dix heures, s'appliquant par exemple à la femme adulte et ne comportant pas l'intervention de la loi dans la fixation des salaires, serait pour nos populations ouvrières une déception des plus cruelles et dont on ne peut prévoir les conséquences.

Les idées de progrès et d'humanité que l'on aurait mises en avant pour obtenir cette législation n'atténueraient pas la responsabilité encourue. Il a été dit, à ce sujet, à la tribune du Sénat : « Rien ne nous excuserait aux yeux des ouvriers et ne les empêcherait de nous reprocher d'avoir accepté ce qu'ils auraient eux-mêmes demandé. Ceux-mêmes qui sont aujourd'hui les plus déterminés partisans de la limitation du travail, atteints par cette limitation, nous diraient avec raison : Nous venons vous accuser, parce que vous êtes plus éclairés que nous, de ne pas avoir eu la sagesse et la clairvoyance de discerner nos véritables intérêts. »

Nous avons un exemple de ces revirements d'opinion dans le mouvement qui s'est produit au sein même des populations ouvrières contre l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, qui empêche une quantité considérable de jeunes ouvriers d'avoir du travail et de contribuer par là à faire vivre la famille.

L'avantage considérable de l'unification à onze heures est qu'elle ne rompt pas trop brusquement avec l'organisation actuelle de l'industrie; elle ménage une transition; au lieu d'être un obstacle au progrès ou une cause de réactions dangereuses, elle ne ferme pas la porte aux améliorations à venir, elle les prépare.

La Commission, en conséquence, a l'honneur de soumettre aux délibérations du Sénat la proposition de loi suivante :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 est modifié ainsi qu'il suit :

Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour.

Les heures de travail seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit (1).

(1) Le second paragraphe est la reproduction sans modification du second paragraphe actuel.

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE

présenté le 24 mai 1894 au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Maxime Lecomte, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, par M. Maxime Lecomte, sénateur.

MESSIEURS, dans notre premier rapport, nous disions que « dans beaucoup d'industries occupant en France un nombre considérable d'ouvriers, le travail des hommes adultes et le travail des femmes et des enfants se commandent d'une façon si étroite que, diminuer le travail des uns, c'est forcément diminuer dans la même proportion le travail des autres, de sorte que, pour ces industries, la question de la réduction des heures de travail n'est pas seulement une question de protection des faibles, mais une question d'organisation du travail intéressant le personnel ouvrier tout entier. »

D'autre part, votre Commission a eu à examiner, après l'adoption de la modification proposée par M. Maxime Lecomte à l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, c'est-à-dire de l'unification de la journée de travail à onze heures pour les personnes protégées par cette loi, un projet qui consistait à réduire pour toutes ces personnes la journée de travail à dix heures, à partir de la date du 1^{er} janvier 1897.

Si l'on adoptait ce système, sans modifier en même temps le décret-loi des 9-14 septembre 1848 s'appliquant même aux ouvriers âgés de plus de 18 ans, on se trouverait rompre l'unité du travail en ne permettant aux uns de ne travailler que dix heures et en laissant les autres travailler douze heures, et par suite rompre l'unité de la famille. Ce serait, au point de vue économique et au point de vue social, une fâcheuse organisation.

Dans ces conditions, il a semblé à votre Commission, chargée de l'examen des modifications à apporter à la loi du 2 novembre 1892, qu'il lui appartenait de se saisir du problème dans son ensemble et de chercher s'il n'était pas possible de réaliser, par une véritable unification de la journée de travail, une réforme efficace, entrant facilement dans la pratique et, quoique modérée, constituant un progrès considérable sur l'état de choses actuel.

Votre Commission a été encouragée dans cette voie par les antécédents de la question, par l'étude des faits et de certaines législations étrangères, par les difficultés d'application de la loi actuelle et les vœux émis par les patrons et par les ouvriers à cette occasion, enfin par les avis de beaucoup d'hommes compétents et de Chambres de commerce.

La question de la limitation des heures de travail, même pour les ouvriers adultes, n'est pas nouvelle. On peut dire qu'après la loi de 1848, qui concerne tous les ouvriers, après la loi de 1892, qui s'applique aux femmes

adultes, il n'y a plus de question de principe. Il reste une question de mesure.

En 1879, MM. Martin Nadaud, Louis Blanc, Charles Floquet, Alfred Taillandier, Amédée Le Faure, d'une part, et, de leur côté, MM. Villain, Richard Waddington, Lucien Dautresme, Malézieux, proposaient à la Chambre des députés une modification à la loi de 1848 et voulaient que la journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pût excéder dix heures de travail effectif. Les auteurs de la seconde proposition disaient que « l'expérience a démontré les bons résultats de la mesure (la journée de douze heures); mais, édictée dans un temps où l'emploi des machines n'avait pas acquis le développement qu'il a pris dans ces dernières années, la loi de 1848 n'est plus en rapport avec la situation économique, industrielle et politique de notre époque. »

Le rapport de M. Richard Waddington, déposé le 11 juin 1880, exposait que « l'honorable Ministre du commerce et de l'agriculture (c'était alors M. Tirard) a déclaré, au nom du Gouvernement, ne pas s'opposer au principe de la réduction; il a pensé qu'une diminution immédiate de douze à dix heures pourrait apporter des perturbations graves dans les conditions de fabrication de plusieurs industries et s'est prononcé pour une *réduction de douze à onze heures*. D'autre part, la Commission a reçu communication de lettres de plusieurs manufacturiers de Reims acceptant le terme de onze heures, mais exposant les inconvénients d'une modification trop radicale des conditions du travail. »

Lors de la discussion publique, l'orateur du Gouvernement fut M. Cyprien Girerd, sous-secrétaire d'État, lequel, contrairement aux espérances de la Commission, vint combattre sa proposition et s'efforcer de la restreindre aux mineurs de 18 ans et aux femmes.

C'est ce système qui triompha et, onze ans plus tard, aboutit à la loi du 2 novembre 1892.

Il est permis de regretter que l'opinion du Gouvernement, telle qu'elle avait été formulée par M. Tirard, n'ait pas été soutenue, et que la Chambre n'ait pas adopté l'amendement de M. Pierre Legrand, qui avait rencontré de vives sympathies dans l'Assemblée et sur lequel le scrutin public n'a pas été demandé.

L'honorable député répondait à l'objection tirée de la diminution de production et, par suite, de l'augmentation des frais de main-d'œuvre et de l'infériorité dans laquelle se trouverait placé l'industriel français à l'égard de ses concurrents étrangers : « L'argument peut avoir sa valeur quand il s'agit du travail de dix heures et, pour certaines industries, je ne veux pas le méconnaître; mais j'affirme, et le fait ne saurait être un instant douteux pour aucun des industriels qui sont ici, que le travail de onze heures n'offre pas ce danger. . . , j'affirme, dis-je, qu'en modifiant légèrement le travail intérieur, en diminuant les temps d'arrêt, on peut faire en onze heures le même travail qu'en douze. . . »

L'expérience du travail de onze heures pour tout le personnel ouvrier n'a pas été faite. Beaucoup de membres du Parlement ont cru qu'en limitant à dix heures ou à onze heures la journée de travail de l'enfant ou de la femme,

on arriverait à faire passer dans la pratique industrielle la réduction des heures de travail pour tous.

Raisonnant dans cet ordre d'idées, M. Richard Waddington, dans son rapport du 11 juin 1880, s'exprimait ainsi : « Nous croyons cette dernière manière de procéder (la révision de la loi de 1848) plus franche, plus loyale et plus conforme aux précédents de notre législation. Nous y trouvons, d'ailleurs, de singuliers avantages au point de vue de l'inspection. . . Les résultats des deux mesures étant les mêmes, nous préférons celle dont le sens serait le mieux compris, et, partant, le mieux accueilli par les intéressés, et dont l'application serait la plus facile, et par conséquent la plus efficace. . . »

Nous pensons, quant à nous, que le travail de onze heures pour tous, comme maximum de la journée de travail, est dans les vœux de la grande majorité des industriels; mais la loi inéluctable de la concurrence les pousse à maintenir la journée de douze heures parce que d'autres industriels, mieux favorisés au point de vue de la force motrice ou de l'abondance de la main-d'œuvre, peuvent faire travailler les hommes pendant douze heures. . .

Cet effet de la concurrence intérieure a été parfaitement signalé lors des grèves d'Amiens, faites par les ouvriers dans le but d'obtenir l'application de la loi du 2 novembre 1892, et c'est cette considération qui a déterminé patrons et ouvriers à se mettre d'accord pour solliciter des pouvoirs publics l'établissement de la journée de onze heures pour tous. Par délibérations du 7 février et du 16 novembre 1893, la Chambre de commerce d'Amiens a été énergiquement d'avis que le seul moyen de conjurer les périls qu'elle signalait est d'autoriser tous les ouvriers, hommes, femmes et enfants, à travailler onze heures par jour. . .

Cette expérience d'une réduction d'une heure de travail de tout le personnel ouvrier, imposée par la loi, serait nouvelle en France, mais a été faite déjà dans d'autres pays industriels.

En Suisse, le travail des hommes, comme celui des autres ouvriers, est visé par la loi du 23 mars 1877. « Il ne faut pas, disait le message du Gouvernement fédéral, qu'on puisse dire de la République démocratique qu'elle satisfait moins l'humanité et qu'elle oppose un obstacle invincible à l'abolition d'abus dûment constatés. » La loi fixe la durée de la journée de travail à un maximum de onze heures, qui se réduisent à dix, la veille des fêtes. Parlant de cette loi, notre honorable collègue, M. E. Arago, ambassadeur à Berne, dit : « que les rapports des inspecteurs de fabriques démontrent jusqu'à l'évidence que la législation du travail, créée en 1877 grâce à la sage initiative des hommes d'Etat suisses, est sérieusement appliquée et qu'elle a fait ses preuves. » (Rapport sur les conditions du travail dans les pays étrangers, p. 49.)

En Autriche, en vertu de la loi du 8 mars 1885, tous les ouvriers et ouvrières au-dessus de 16 ans, peuvent travailler onze heures par jour, sans que cette limite puisse être dépassée.

Chez nous, pourquoi la loi de 1848 n'a-t-elle pu encore être modifiée? Il semble que c'est parce qu'on a voulu trop demander d'un coup et que trop d'intérêts se sont justement alarmés. En faisant une réduction d'une heure

seulement et en laissant aux industriels un certain délai pour s'y préparer, nous croyons présenter une solution très acceptable.

Cette solution est naturellement désirée par le service de l'inspection dans les manufactures, qui y voit la possibilité de remplir plus utilement son rôle. Ce rôle aura encore ses difficultés; mais son but sera clair et les moyens d'y arriver seront pratiques.

Nous pouvons répéter que cette solution est également désirée par la grande majorité des industriels. Beaucoup ont pris la louable initiative de pratiquer dans leurs établissements la journée de onze heures pour tous les ouvriers, sans réduction des salaires, ainsi qu'en font foi les rapports des inspecteurs du travail. La réglementation de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 tient en échec ces heureuses dispositions.

Est-il possible de laisser les hommes faits en dehors de la réglementation? Si l'on s'y décide, peut-on porter la réduction jusqu'à dix heures? Même pour la réduction à onze heures, peut-on la faire immédiatement? Le principe de l'unification une fois adopté, telles sont les trois questions qui se posent et que nous allons reprendre.

Dans le rapport déposé par M. Gustave Drón, au nom de la Commission du travail de la Chambre des députés, le 26 juin 1893 (n° 2874 des impressions), il est proclamé que la réglementation du travail des adultes est le corollaire, le complément obligé de celle qui concerne les femmes et les enfants. « Sans méconnaître les relations directes, les liens intimes qui unissent les deux questions et en font un ensemble dont on ne peut rien distraire, nous avons été amenés par le désir d'aboutir vite à une séparation d'ordre, à une séparation artificielle, qui ne devait avoir, dans notre pensée, qu'un caractère transitoire. . . . » Et plus loin : « Notre enquête conclut, tel a été du moins l'avis de la Commission, à la journée de dix heures. Pouvions-nous la proposer pour les hommes, quand, pour les femmes, le pouvoir législatif a voulu rester dans la limite de onze heures? Nous ne l'avons pas pensé; nous avons cru que nous ne devons conserver aucun espoir de faire adopter actuellement nos propositions fixant à dix heures la journée des adultes, et un accord tacite s'est fait parmi nous pour différer la discussion par la Chambre des articles que nous avons élaborés. Si, comme c'est notre conviction, des modifications doivent être apportées à la loi du 2 novembre 1892, nous espérons qu'elles seront faites dans un sens plus réformateur, et le moment sera venu alors d'aborder l'extension aux adultes de dispositions identiques. »

Ce moment est venu, puisque l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 a été jugée, sinon impossible, du moins difficile et contraire aux intérêts des ouvriers et des patrons. La durée de la journée de travail doit être la même pour tous les ouvriers. Mais fera-t-on l'unification à dix heures, terme assigné aujourd'hui au travail des enfants, ou à onze heures, limitation du travail des filles adultes et des femmes? Cette question revient à celle-ci : une diminution d'une heure ou de deux heures peut-elle être acceptée par la généralité des industries sans imposer une réduction des salaires aux ouvriers? Qui oserait soutenir que l'industrie française peut supporter, en payant le même prix à la main-d'œuvre, une diminution de pro-

duction de près d'un sixième? On peut l'espérer, s'il ne s'agit que d'un douzième. Pour l'heure supprimée, il faut tenir compte d'une diminution de certains frais généraux, comme le combustible, la lumière; il faut tenir compte aussi de l'augmentation, sinon en quantité, du moins en qualité, du travail de onze heures, reconnu par l'expérience supérieur à celui de douze. Le passage de douze heures à onze heures peut donc s'opérer sans grosses difficultés, sans conflits, sans grèves.

La supériorité de cette solution sur l'autre paraît évidente. Si nous dépassons le but, nous faisons subir par l'effet de la loi à l'industrie française, aux ouvriers comme aux patrons, une crise pénible, dangereuse, tout à fait imméritée. Si, au contraire, nous restons en deçà du but, rien n'est compromis; nous faisons une première étape et ses résultats étant jugés heureux, mais insuffisants, les nations industrielles voisines imitant notre exemple, nous marchons à une seconde, ne réalisant un nouveau progrès qu'après avoir consolidé le premier et sans détriment pour nos intérêts nationaux.

Une réforme de ce genre ne peut être efficace, entrer résolument dans la pratique, que si elle rencontre un assentiment presque général, un grand concours de bonnes volontés. Si les ouvriers résistent, ou bien les industriels, la loi resté à l'état de lettre morte; ou bien, appliquée ici, violée ailleurs, elle institue un système absolument défavorable aux patrons les plus humbles, les plus consciencieux, les plus respectueux de la légalité. Nous avons la ferme espérance qu'une réforme modérée, telle que celle que nous proposons, obtiendra ce concours si nécessaire des bonnes volontés dont nous venons de parler, aura pour elle l'opinion publique.

On a soutenu que, pour les hommes en état de s'associer et de défendre eux-mêmes leurs intérêts, on arriverait à la réduction des heures de travail par la liberté. Il est certain que dans beaucoup d'industries on ne travaille que onze heures, dix heures et même moins. Dans les usines à feu continu, on a deux équipes de douze heures, ce qui, en tenant compte des repos, fait moins de onze heures de travail effectif. On peut dire que le maintien voulu d'une journée de travail de douze heures est, en France, une exception.

Cette exception, toutefois, a assez d'importance pour nécessiter l'intervention du législateur. Il est certain, en effet, que des industriels peuvent encore arriver facilement à faire travailler les hommes douze heures et trouvent des avantages à l'augmentation de production qu'ils obtiennent ainsi. Ces avantages ne peuvent être mis en balance avec le bienfait considérable pour l'industrie en général, pour la famille ouvrière, pour le relèvement même de la race, que réaliserait une législation plus humaine, universellement pratiquée, respectée par la bonne entente des uns et des autres, sans diminution sensible de la production et sans réduction des salaires.

Il est d'un intérêt général des plus évidents d'interdire d'imposer aux ouvriers une tâche quotidienne trop longue. Il faut reconnaître en même temps que les industriels qui ont intérêt à maintenir la journée de douze heures de travail effectif, qui se sont organisés en conséquence et ont pu compter qu'aucune nouvelle réduction ne viendrait frapper le travail des hommes, ont besoin d'un certain délai pour s'adapter au régime nouveau, se préparer

à modifier leur production et à donner satisfaction à leurs ouvriers en se conformant à la loi générale.

Votre Commission vous propose, en conséquence, de modifier le décret-loi des 9-14 septembre 1848, en décidant qu'à partir du 1^{er} juillet 1895, la journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

En ce qui concerne les modifications à apporter à la loi du 2 novembre 1892 relative au travail des enfants et des femmes, notre honorable collègue, M. Richard Waddington, nous a proposé diverses mesures qu'il croit indispensables et qui ont déjà été adoptées par la Commission du travail de la Chambre des députés.

Pour donner satisfaction à certaines industries, la loi de 1892 avait permis le travail de nuit aux enfants et aux femmes, dans des conditions déterminées qui abaissaient la durée du travail à neuf heures. Cette combinaison a donné lieu à de graves abus, qui sont signalés de la façon suivante dans la proposition de M. Louis Ricard et de plusieurs de ses collègues de la Chambre des députés :

« Au lieu de faire travailler successivement chaque équipe pendant neuf heures, y compris l'heure de repos obligatoire, les industriels font alterner les deux équipes, et l'usine marche ainsi, sans arrêt, pendant dix-huit heures !

« Pour y arriver, on a recours à diverses combinaisons ; il suffit d'en indiquer une. Ainsi, la première équipe commence à 4 heures du matin jusqu'à 9 heures ; la seconde va de 9 heures à 1 heure après-midi ; la première reprend de 1 heure à 5 heures, et la seconde termine la journée de 5 heures à 10 heures.

« Comme un certain nombre d'ouvriers n'habitent pas ordinairement dans le voisinage immédiat de l'usine, qu'il leur faut le plus souvent une demi-heure et même davantage pour se rendre de leur domicile à leur travail, ils ne peuvent songer à rentrer chez eux pendant le temps qui sépare les deux périodes de travail. Ils sont donc retenus, par le service de l'usine, pendant treize et quatorze heures par jour. Il est vrai qu'ils ont des repos variant de quatre à cinq heures. Mais que peuvent-ils faire pendant ce temps en dehors de l'usine ? Croit-on que la situation de la famille ouvrière, le père, la mère, les jeunes filles et les enfants n'étant presque jamais libres aux mêmes heures, les jeunes filles et les enfants restant sans surveillance, deviendra meilleure que par le passé ? Est-ce le but que le législateur a poursuivi en cherchant à réduire la durée du travail et en supprimant le travail de la nuit ? »

Nous proposons de décider que le travail de chaque équipe ne pourra être interrompu, ne pourra être coupé que par l'intervalle du repos, sans l'introduction d'un travail fait par une autre équipe.

Nous proposons également de ne pas laisser cumuler les tolérances prévues par les paragraphes 4 et 6 de l'article 4 de la loi de 1892. « Dans ces deux paragraphes, dit la proposition précitée, le législateur avait en vue des catégories d'industries absolument distinctes. Pour les unes : la couture, la mode et autres industries de saison, il permettait la veillée jusqu'à 11 heures

du soir ; pour les autres, dans lesquelles la matière première doit être mise en manutention sans retard et sans interruption, sous peine d'être complètement perdue, les fabriques de conserves de poissons, par exemple, il permettait le travail à n'importe quelle heure de la nuit. » La même industrie ne doit donc pas bénéficier à la fois de ces deux tolérances édictées pour des situations distinctes.

Par contre, nous pensons qu'il est nécessaire de permettre les *veillées*, d'autoriser certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique, et dans des conditions d'application qui seront précisées par ce règlement, à prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, pendant une durée qui, au total, ne pourra dépasser soixante jours. Nous supprimons dans l'article 4, § 4, de la loi de 1892, les mots : « à certaines époques de l'année », pour que le Conseil d'Etat n'ait pas à déterminer une période continue de deux mois et se contente de prescrire les moyens pratiques de mettre à la disposition des industries intéressées un crédit de soixante *veillées* qui leur permette de faire face aux nécessités de la profession.

Enfin, revenant au travail dans les usines, nous voulons que dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos aient lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la loi, et nous proposons d'interdire le système des relais.

Ce système est ainsi caractérisé dans la proposition Ricard : « On a établi dans certaines usines des équipes *roulantes* ou *volantes*, des *relais*, qui passent successivement sur tous les métiers et y travaillent pendant que les ouvriers réguliers sont mis en repos. De cette façon, en donnant aux hommes adultes une heure de repos le matin et une dans l'après-midi, aux femmes deux repos d'une heure et demie, et aux enfants deux repos de deux heures, on parvient à faire tourner les métiers pendant quatorze heures, sans que chaque ouvrier, homme, femme et enfant, supporte un travail effectif dépassant la durée légale. »

Qui ne voit qu'un pareil système rompt complètement l'unité de la famille et se trouve, par suite, en contradiction formelle avec les intentions du législateur, guidé par des sentiments d'humanité et de pacification sociale ?

Nous avons l'honneur de soumettre au Sénat la proposition de loi suivante :

ART. 1^{er}. — Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

« Art. 4, § 1^{er}. Sans modification.

« § 2. Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, y compris un repos d'une heure au moins, pendant lequel le travail sera suspendu.

« § 3. Le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos.

« § 4. Il sera accordé pour les femmes, c'est-à-dire pour les filles et femmes âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, et dans les conditions d'application qui seront précisées par ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours par an. En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

« § 5 et 6. Sans modification.

« § 7. Les tolérances prévues aux paragraphes 4, 5 et 6 du présent article ne pourront être cumulées pour une même industrie.

« § 8 (ancien paragraphe 7). Sans modification.

« Art. 11, § 3. Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation de relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, est interdite pour les personnes protégées par les articles précédents. »

ART. 2. — L'article premier du décret-loi des 9-14 septembre 1848 est modifié ainsi qu'il suit :

« La journée de l'ouvrier, dans les manufactures et usines, ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Le présent article sera applicable à partir du 1^{er} juillet 1895. »

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROPOSITION DE LOI

tendant à limiter à huit heures, au maximum, la journée de travail dans les mines, présentée le 30 novembre 1893, par MM. Basly, Baudin, Couturier, Girodet, Franconie, Groussier, Millerand, Coutant, Vaillant, Jules Guesde, Hovelacque, Faberot, Thivrier, Pierre Vaux, Jaurès, Desfarges, Dejeante, Avez, députés.

Messieurs, la proposition de loi que nous déposons aujourd'hui fut présentée déjà durant la précédente législature, en avril 1891, par M. Basly et trente-neuf autres membres du Parlement. Elle ne put, ainsi que diverses propositions visant le même objet, être discutée en temps utile, et elle fut, par l'expiration des pouvoirs de la Chambre, frappée de caducité.

Mais les motifs qui militaient en sa faveur n'ont pas pour cela disparu. Permettez-nous de les reproduire.

M. Hammer, président de la Confédération helvétique, écrivait le 15 mars 1889, alors que la Suisse prenait la première initiative d'une conférence internationale relativement à la situation des ouvriers :

« L'humanité aussi bien que le soin d'améliorer la force armée des États affaiblie par la dégénérescence de nombreuses classes de population, interdit de laisser subsister plus longtemps cet état de choses. »

L'idée d'une conférence internationale fut, vous vous en souvenez, Messieurs, reprise par l'Allemagne.

En mars 1890, des délégués, désignés par les gouvernements de tous les États de l'Europe, se réunirent à Berlin. Le premier article du programme préliminaire, accepté pour base de discussion, portait :

« Le travail sous terre doit-il être défendu aux enfants au-dessous d'un certain âge et aux personnes du sexe féminin ? »

La journée de travail dans les mines, offrant des dangers particuliers pour la santé, doit-elle être soumise à des restrictions ?

A la première de ces questions, les personnages éminents dont se composait la conférence répondirent par le vœu unanime qu'il soit interdit d'employer des femmes aux travaux souterrains, et que la limite d'âge d'admission des garçons soit progressivement élevée à 14 ans.

La seconde réponse, malgré la restriction oiseuse qu'on introduisit pour ménager certaines susceptibilités, ne fut pas moins nette :

« Il est désirable que — dans le cas où l'art des mines ne suffirait pas pour éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant des conditions natu-

relles ou accidentelles de l'exploitation des mines ou de certains chantiers de mine — la durée du travail soit restreinte. »

Cette déclaration emprunte à la situation sociale de ceux qui la formulèrent une importance considérable. C'étaient, à part MM. Simon, Tolain, Burdeau et Delahaye, de la délégation française, et MM. Houldsworth, Burt et Birtwistle, de la délégation de la Grande-Bretagne, des ministres, des diplomates, des hauts fonctionnaires, deux ou trois grands industriels et propriétaires de mines, un prince-évêque, — tous gens qu'on ne peut suspecter, certes, d'être impatients de réformes.

En 1891, un autre congrès international, celui-là organisé par les ouvriers mineurs, eut lieu à Paris. Il se prononça à l'unanimité pour la réduction de la journée de travail dans les mines au maximum de huit heures. Cette décision n'était en fait que l'adaptation précise des vœux formulés à la conférence de Berlin, des nécessités sociales reconnues par le conseil fédéral suisse.

Depuis lors, les ouvriers mineurs français n'ont cessé d'en réclamer la réalisation. Nous ne sommes que leurs interprètes.

Faut-il, pour établir surabondamment le bien-fondé de leur demande, rappeler l'opinion des savants médecins qui, par des autopsies nombreuses, ont étudié et constaté les effets physiologiques de la profession de houilleur. Mais à cet égard la preuve est faite depuis longtemps. Personne n'ignore qu'outre es catastrophes qui l'asphyxient, le brûlent ou l'écrasent, l'ouvrier mineur est placé dans des conditions d'insalubrité absolument exceptionnelles. Or, après le long séjour dans la fosse, il s'enferme chez lui pour souper et dormir; puis il retourne au travail, les poumons encore chargés et irrités par la poussière de houille et les gaz délétères aspirés la veille.

La journée étant réduite à huit heures lui laissera le temps nécessaire pour que l'air sain purifie sa poitrine, en même temps que la mine au repos se débarrassera pareillement des accumulations de grisou.

Cette réforme, que l'humanité aussi bien que l'intérêt national réclame, ne produirait en nos charbonnages ni grande secousse ni infériorité réelle vis-à-vis des concurrents étrangers. Dans plusieurs bassins houillers d'Écosse et d'Angleterre, en France même, dans quelques exploitations, la journée de travail effectif ne dépasse pas huit heures. On peut, sans grave inconvénient d'aucune sorte, la généraliser.

Invocera-t-on contre nous la liberté des transactions? Mais est-ce que les transactions entre un indigent et une compagnie millionnaire sont jamais libres? C'est justement le devoir de la loi de rétablir l'égalité faussée.

Arguera-t-on de la volonté contraire de quelques travailleurs, tellement acharnés à la besogne qu'ils protesteraient si on leur ordonnait de déposer la pioche plutôt qu'ils n'ont coutume? Alors c'est la liberté de la quasi-totalité que l'on sacrifierait à ces quelques-uns-là.

Vous considérerez, Messieurs, que la demande des ouvriers mineurs est autant pratique qu'équitable: vous y ferez droit. L'exploitation minière n'en sera pas mise en péril, et ce sera un acheminement à la réduction générale du temps de labeur réclamée aujourd'hui par la presque unanimité des artisans de grande industrie.

En conséquence, nous avons l'honneur de déposer et de recommander à votre examen la proposition de loi suivante :

ART. 1^{er}. — La durée de la journée d'ouvrier dans les travaux souterrains ne pourra, sauf le cas de réparations urgentes pour la sécurité des ouvriers, excéder huit heures, de la descente dans les puits à la remontée.

ART. 2. — Les inspecteurs des mines, les autorités préfectorales et les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

ART. 3. — Tout chef d'exploitation, agent ou contremaître qui aura contrevenu à l'article 1^{er} sera passible d'une amende de 50 francs à 500 francs par jour de contravention constatée.

ART. 4. — Tout chef d'exploitation, agent ou contremaître qui, par fraude, violence, menace de perte d'emploi ou de privation de travail, refus d'embauchage, aura contraint un ou plusieurs ouvriers à travailler plus de huit heures sur vingt-quatre heures, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 francs à 5,000 francs.

Disposition transitoire. — La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation.

PROPOSITION DE LOI

tendant à interdire aux employeurs tant collectifs qu'individuels de faire travailler plus de huit heures par jour et plus de six jours par semaine dans les mines, manufactures, usines, chemins de fer, chantiers et magasins, présentée le 22 mai 1894 par MM. Jules Guesde, René Chauvin, Jourde, Vaillant, Jaurès, Chauvière, Millerand, Carnaud, Pierre Vaux, Viviani, Sembat, Gendré, Baudin, Rouanet, Couturier, Coutant, Charpentier, Pierre Richard, Bepmale, Salis, Walter, Antide Boyer, Groussier, Avez, Dejeante, Faberot, Thivrier, Prudent-Dervillers, Basly, Girodet, Mirman, Toussaint, Goujat, Defontaine, Franconie, Goussot, Thierry Cazes, députés.

Messieurs, la réduction de la journée de travail constitue la plus importante, pour ne pas dire la seule réforme qui puisse être réalisée en régime capitaliste.

Elle est à la fois d'intérêt ouvrier et d'intérêt social.

Pour la classe ouvrière, y compris les employés des deux sexes, de transport et de commerce, c'est une question de bien-être, de santé, de liberté, de vie réellement humaine.

Si les salaires sont aussi bas aujourd'hui, de moins en moins en rapport avec le coût de l'existence, c'est que, par suite de la longueur de la journée de travail, une partie seulement des salariales trouvent à s'employer ou à se vendre. L'armée active du travail se double d'une armée de réserve dont la faim est exploitée contre les travailleurs en exercice, d'autant moins rétribués qu'ils peuvent être plus facilement remplacés. Réduire la journée de travail, c'est, en réduisant cette armée de réserve, affameuse parce qu'affamée, faire hausser le prix de la force-travail, soumise à la loi de toutes les marchandises et d'autant plus payée qu'elle est plus rare ou plus demandée.

D'autre part, plus est écourté le temps de présence dans l'atelier ou le magasin, et plus sont diminués les risques, maladies ou accidents, qui sont plus qu'attachés, inhérents, aux diverses professions. Quelques précautions que l'on prenne, les milieux d'exploitation sont et seront toujours meurtriers, soit par les matières premières intoxicatrices que l'on y travaille, soit par le maintien déformateur de certaines attitudes ou la répétition non moins déformatrice des mêmes mouvements, soit par l'air confiné que l'on y respire et les lésions organiques qui s'ensuivent, soit par le voisinage ou le contact de tous les instants d'un machinisme véritablement de *Damocles*. Et la principale chance qu'aient les ouvriers ou employés de tout sexe ou de tout âge d'échapper à tant de périls divers est encore d'y rester exposés le moins longtemps possible, de même que, pour les composants d'un corps de troupe, le maximum de salut ou de survivance est dans le minimum de séjour sous le feu de l'ennemi.

Tout le temps enfin que les salariés ne sont pas contraints de donner, contre le seul pain quotidien, à la production de marchandises — et de profits — pour autrui, ils l'auront à leur disposition ou à celle des leurs, pour s'instruire, agir, être hommes, citoyens, pères ou mères de famille et jouir de l'existence. On ne vit, on ne peut vivre, intellectuellement, familialement, civiquement, qu'en dehors de l'atelier, lorsqu'on cesse d'être une machine ou un servent de machine.

Tout cela, les travailleurs l'ont compris d'instinct, avant même que leur conscience de classe ait été dégagée par le socialisme arrivé à l'état de science. C'est ainsi que partout, dès qu'ils ont eu à leur portée des moyens d'action, soit politiques, soit économiques, ils s'en sont servis pour limiter ou faire limiter la journée de travail. En France, à peine la révolution du 24 février leur a-t-elle donné un instant ou une ombre de pouvoir, qu'ils arrachent à la plus provisoire des Républiques la loi — encore à appliquer, hélas! — des douze heures. En Angleterre, tout l'effort des *Trades Unions*, au fur et à mesure de leur développement, a porté dans le même sens, et avec un succès tel, par suite de la rivalité entre l'aristocratie terrienne et la bourgeoisie industrielle, que la semaine de travail varie actuellement entre cinquante-trois et cinquante-cinq heures, soit moins de neuf heures par jour, six jours sur sept.

Et dès les premiers congrès de l'Association internationale des travailleurs, à la fin du troisième et dernier Empire, ce qu'est unanime à revendiquer l'élite du prolétariat européen, comme le point de départ de tout affran-

chissement, c'est la journée de huit heures, devenue depuis 1889 l'objectif de la manifestation mondiale du 1^{er} mai de chaque année.

L'intérêt social n'est ni moindre ni moins évident, quoique notre société bourgeoise s'obstine à le méconnaître. Ce que la journée démesurée de travail, maintenue en contradiction avec l'apparition et l'extension du machinisme, a donné comme résultats, c'est un désordre économique qui n'a d'égal que la dégénérescence de l'espèce. D'un côté, engorgement de plus en plus fréquent du marché, brusques arrêts du travail avec leur cortège de faillites et de ruines, crises de surproduction en un mot, faisant jaillir le manque de tout du trop de tout. De l'autre, abaissement de la natalité et de la taille, mortalité infantine sans précédent, rachitisme et autres éléments de la pire des banqueroutes pour une nation, la banqueroute physiologique. Personne ne saurait contester ces deux faces du mal, du même mal. Mais, si incompréhensible que cela puisse paraître au premier abord, on en est encore à ignorer généralement le remède, ou à se refuser à le rechercher là où il est : dans la limitation du temps pendant lequel, à surproduire, les producteurs se détruisent eux-mêmes et, avec eux, l'avenir de la race.

C'est à l'intervention de la société, c'est à une loi que nous demandons, — et que le monde du travail tout entier demande avec nous, — la réduction de la journée à un maximum de huit heures.

Pourquoi à la loi? Pourquoi huit heures? C'est ce qu'il nous reste à exposer sommairement, avant de répondre aux diverses objections formulées contre cette réforme des réformes.

L'intervention législative ou sociale s'impose pour des raisons multiples. Nous en avons tout à l'heure, quoique incidemment, indiqué une première : c'est la nécessité, pour une nation qui n'entend pas se suicider, de ne pas laisser dilapider au gré des appétits particuliers le trésor de ses forces vives. La nation, en effet, est doublement atteinte par le surtravail sous lequel est écrasée sa classe productive, de beaucoup la plus nombreuse. En même temps que s'épuise irrémédiablement sa puissance vitale, elle voit s'aggraver, du fait de la multiplication des infirmes et des malades, les charges qui lui incombent et que représentent hôpitaux, hospices, bureaux de bienfaisance, etc. Lorsque les pouvoirs publics ont d'abord fixé, puis successivement élevé l'âge d'admission des enfants dans les fabriques, comme lorsqu'ils ont interdit à la femme le travail de nuit après les travaux souterrains, ils ont obéi à ce même intérêt social supérieur que nous invoquons, à l'heure présente, à l'appui de la limitation légale du travail des adultes.

Une autre raison pour que la loi intervienne, c'est qu'elle est déjà intervenue — dans le sens opposé. Ce n'est pas la nature, c'est la société qui, en déterminant avec la propriété toute une série de rapports légaux entre l'homme et les choses, a amené la division des hommes en possédants et en non-possédants; c'est elle qui a donné lieu à la formation et au développement d'une classe de non-propriétaires ou de prolétaires, réduits pour vivre à la vente, au jour le jour, de leurs bras ou de leurs cerveaux, hors d'état, par suite, de se protéger, de défendre leur liberté et leur vie contre les exigences d'une autre classe, de propriétaires maîtres de tous, parce qu'ils sont les maîtres de tout. C'est la loi qui a livré ceux-là à ceux-ci; c'est à elle

qu'il appartient de réglementer cette livraison, de lui enlever son caractère et ses conséquences homicides.

Une autre raison encore, c'est que, si elle ne revêtait pas le caractère général que la loi seule peut lui donner, la réduction des travaux forcés ouvriers ne pourrait être opérée localement par des employeurs plus humains qu'à leur détriment et au bénéfice de leurs concurrents de moins de cœur et de plus de caisse. S'en remettre à la bonne volonté ou au bon plaisir des patrons, collectifs ou individuels, pour assurer, avec des loisirs, un mieux-être à leurs ouvriers et ouvrières, se serait, en réalité, instituer une prime au profit des pires d'entre eux, de ceux qui ne voient ou ne veulent voir que le gain à réaliser; ce serait rendre à tout jamais impossible l'état meilleur que nous poursuivons et qui est possible *hic et nunc*.

Nous voulons que légalement la journée de travail ne puisse dépasser huit heures. Et nous le voulons parce qu'il y a là un maximum physiologique au delà duquel l'homme se brûle ou se tue.

La fameuse expérience de Pettenkofer et Voit, citée par le docteur Napias dans sa conférence de Limoges, du 8 août 1890, est concluante sur ce point. Bien qu'il s'agit d'un « ouvrier vigoureux, suffisamment alimenté », — ce qui n'est pas le cas de la classe ouvrière en général, — neuf heures de travail l'avaient laissé en déficit de 192 grammes d'oxygène, qu'il avait dû emprunter à ses propres tissus, et dans l'impossibilité, même avec une nuit de repos, de « récupérer la provision nécessaire à une nouvelle période de travail ». Si nous avons besoin d'une autre preuve organique, nous la trouverions quotidiennement fournie par la compagnie générale des omnibus qui — j'en appelle à son ex-directeur, M. Boulanger, — se garderait bien d'infliger même huit heures de travail par jour à sa cavalerie, qu'elle n'entend pas mettre sur le flanc avant le temps parce que ce bétail non humain représente un capital dont il convient d'être ménager.

Nous voulons encore et surtout limiter à huit heures la journée ouvrière parce que, si l'organisme humain l'exige, l'état de nos forces non humaines de production le permet. Ce n'est pas en vain que le génie de l'homme a arraché ses secrets à la nature de plus en plus domptée. Cette rédemption par la science ne saurait avorter comme l'autre, la rédemption par la foi. Grâce à la physique et à la chimie, nous disposons aujourd'hui, avec les chevaux-vapeur et hydrauliques, — pour ne rien dire de l'électricité, — de travailleurs de fer et d'acier en quantité telle que si tous les travailleurs de chair et d'os étaient constamment occupés huit heures par jour, la production, loin d'être inférieure, serait encore de beaucoup supérieure à la consommation. Rien que pour l'Angleterre, avant 1871, si nous en croyons M. Paul Leroy-Beaulieu dans sa *Question ouvrière au dix-neuvième siècle*, « la force des chevaux-vapeur employés dans l'industrie représentait le travail de 77 millions d'ouvriers », — plus de quinze esclaves par famille de cinq personnes!

Or, dès la fin du siècle dernier, alors que la vapeur naissait à peine, Benjamin Franklin pouvait affirmer qu'avec, non pas huit heures, mais quatre, fournies par chacun, il y aurait amplement de quoi satisfaire à tous les besoins de tous.

Tout récemment, c'est un statisticien anglais, — un capitaliste, qui plus est, — William Heyle, qui calculait qu'une heure un quart suffirait, qu'il répartissait comme suit : alimentation, une demi-heure; vêtements, un quart d'heure; logement, instruction et le reste, une demi-heure. Et avec sa demi-heure pour l'alimentation, il se montrait plus exigeant que M. Henri de Beaumont qui, dans l'*Économiste français* du 8 septembre 1888, a dû rapporter que, dans les conditions mécaniques des États-Unis, « le travail de sept hommes suffit pour cultiver le blé, le battre, moudre la farine, pétrir le pain et le faire cuire de façon à nourrir un millier d'hommes. »

Si le travail de sept hommes suffit à en nourrir mille, cela veut dire que sept jours de travail donnent mille jours de nourriture, soit moins de onze minutes pour la nourriture d'un jour ou de vingt-quatre heures. Onze minutes par jour, voilà donc la somme de travail qui, de l'avou du plus réactionnaire des économistes, pourrait, dès aujourd'hui, faire face au principal et au plus coûteux des besoins de notre espèce! Nous sommes loin — on le voit — de la demi-heure du savant d'outre-Manche, et plus loin encore des huit heures revendiquées comme un maximum par les partis socialistes des deux mondes.

Mais sans nous arrêter à ces chiffres, que nous ne citons que pour mémoire, comme indication, il y a, pour justifier la journée maxima de huit heures, un argument d'expérience quotidienne, que chacun est en mesure de contrôler : ce sont les chômages et les mortes-saisons qui sévissent sur toutes les branches de l'industrie; c'est leur durée et leur intensité qui vont augmentant avec l'extension et le perfectionnement de l'outillage. Que l'on ouvre les derniers *Bulletins* de l'Office du travail, et l'on constatera qu'en janvier, février et mars de cette année, les sans-travail dans les divers corps d'état ont varié de 7 à 15, à 22, à 40, voire à 60 p. 100. Et ces statistiques officielles ne portent que sur les ouvriers organisés, syndiqués, sur une élite ouvrière. Que serait-ce si elles étaient étendues à la masse des « disqualifiés », selon l'expression anglaise?

En évaluant à un quart en moyenne les bras inoccupés, et à trois mois par année les jours sans travail, nul doute qu'on ne soit en dessous de la vérité. Et en admettant même que la réduction du temps de travail dût entraîner une réduction proportionnelle ou équivalente du produit, voilà, rien que par l'emploi des inemployés et par l'égle répartition, entre les six jours des cinquante-deux semaines de l'année, du travail intermittent d'aujourd'hui, le déficit comblé que devrait, — prétend-on, — creuser dans la production la journée de huit heures substituée à celle de douze.

Mais il n'est pas vrai que diminuer d'un quart ou d'un cinquième la durée quotidienne du travail, ce soit diminuer d'autant la productivité du travail. Toutes les expériences — et elles sont nombreuses — accumulées depuis un demi-siècle ont établi le contraire. Avant même que les *Factory acts* aient, en Angleterre, par la limitation du travail des femmes et des enfants, réduit de fait à dix heures la journée des hommes, dès 1844, M. Gardner, en ne faisant travailler que onze heures au lieu de douze dans ses deux tissages de Preston, « arrivait au même quantum de produits ». Même résultat dans les usines de MM. Howocks et Jackson, où « en onze heures les ouvriers

payés au mètre ne gagnaient pas un salaire moindre et, par conséquent, ne produisaient pas moins qu'auparavant en douze heures. » Et tout récemment encore, MM. Mather et Pratt ont pu, dans leur établissement métallurgique de Salford, remplacer la journée de huit heures cinquante minutes par la journée de huit heures, sans que le rendement ait baissé.

C'est que l'homme n'est pas, comme la machine en mouvement, toujours égal à lui-même. Les muscles, l'œil, le cerveau se fatiguent; et au delà d'une certaine limite, le travail humain voit son intensité — c'est-à-dire sa productivité — décroître avec sa durée.

Ce qui ne veut pas dire, sans doute, que, si le travail a pu être abaissé de douze heures à onze ou de neuf heures à huit sans diminution de son effet utile, il en sera de même de la réduction de douze ou de onze heures à huit. Non; une pareille réduction opérée d'un coup aura certainement pour corollaire une production diminuée, mais pas dans la proportion de trois ou quatre douzièmes, dans une proportion infiniment moindre. Et j'ajoute que, loin de redouter cette diminution très relative, les socialistes l'appellent de tous leurs vœux. Elle figure, pour nous, non au passif, mais à l'actif des huit heures. C'est sur elle que nous comptons pour multiplier les bras occupés, pour faire place dans l'atelier à quantité de ceux qui, de plus en plus, se pressent à la porte, l'estomac vide.

Réduire, sinon supprimer, le réservoir croissant des meurt-de-faim qui servent à affamer et à brider la partie du prolétariat en activité, tel est, en effet, sinon l'unique but, un des buts — et non le moindre — de la revendication qu'il s'agit de faire aboutir.

« Mais alors — objecte-t-on — si vous obligez le patron à embaucher un plus grand nombre d'ouvriers, vous allez, en élevant ses prix de revient, hausser le prix de vente des produits. Et comme l'ouvrier est consommateur, c'est-à-dire acheteur, il perdra en cette dernière qualité ce qu'il aura pu gagner comme producteur salarié. Ce qui le laissera Gros-Jean comme devant et réduira votre réforme à zéro. »

Erreur, triple erreur ! que les économistes d'aujourd'hui n'ont pas même inventée, qu'ils ont dû emprunter au sophiste par excellence, le P. J. Proudhon qu'ils adorent aujourd'hui — et avec raison — après avoir voulu le brûler.

1° Il est des produits que l'ouvrier ne consomme pas, et pour cause : soieries, dentelles, cristaux; il en est d'autres qui ne sont pas, si je puis m'exprimer ainsi, de consommation individuelle : fers et fontes, aciers, etc. Les uns et les autres pourraient renchérir sans que le prolétaire soit touché si peu que ce soit par ce renchérissement qui passe par-dessus sa tête.

2° Le prix de revient peut augmenter sans qu'il augmente nécessairement le prix de vente, déterminé du dehors soit par le rapport de l'offre avec la demande, soit autrement. C'est ainsi que la composition des journaux, la fabrication des cigares et des allumettes, le service des chemins de fer, pourraient ressortir à un prix plus élevé sans que, soit la presse à 5 centimes, soit les allumettes et le tabac, soit le transport des hommes et des marchandises, doivent ou puissent revenir plus cher au consommateur.

3° La main-d'œuvre industrielle et commerciale n'entre que pour une

part dans les frais de revient. Et, en supposant que la journée de huit heures augmente d'un septième ou d'un huitième les frais de main-d'œuvre, ce n'est pas le prix total de revient qui se trouvera augmenté d'un septième ou d'un huitième, mais seulement la partie du prix de revient qui correspond au salaire. Ce qui constituerait toujours des salariés de l'industrie et du commerce en bénéfice de toute la différence entre l'accroissement absolu de leur puissance d'achat et le prix relativement accru de certains objets de consommation.

Ce qui est vrai, — et ce que savent aussi bien que nous les adversaires de la journée de huit heures, — c'est que l'accroissement des frais de production, qui pourra résulter du plus grand nombre de prolétaires employés, sera pris, immédiatement au moins, sur les profits capitalistes, appelés à faire, dans une certaine mesure, les frais de cette amélioration des conditions ouvrières. Oui, dans le partage du produit, qui est la règle de la société actuelle, la plus partageuse des sociétés, la part du capital sera diminuée de toute l'augmentation de la part du travail, travail et capital formant comme les deux plateaux d'une balance dont l'un ne peut s'élever sans que l'autre s'abaisse. La journée de huit heures sera — pour un temps, jusqu'à ce que l'outillage perfectionné, « automatisé », ait ramené les choses à leur état actuel — une réduction de la dîme ou de la rente que le prolétariat producteur paye ou sert aux détenteurs de plus en plus oisifs des moyens de production. Et c'est pourquoi, en même temps que les trois-huit figurent en tête du programme socialiste, ils se heurtent depuis des années à la résistance intéressée de la féodalité patronale.

Mais cette dernière, au lieu de dire où le bât la blesse, au lieu de reconnaître que son opposition à cette réforme de volonté ouvrière et de salut social n'est motivée que par le souci de sa caisse à remplir coûte que coûte, dissimule son égoïsme de classe derrière toute espèce de prétextes d'ordre général, plus fallacieux les uns que les autres.

N'est-ce pas par égard pour les travailleurs que l'on a combattu et que l'on combat encore les huit-heuristes, accusés de vouloir infliger à tous une même et uniforme journée de travail, sans distinguer entre les différents genres de travaux, les uns plus pénibles ou plus mortels, les autres plus sains ou plus agréables?

Ceux qui s'escriment ainsi à côté feignent d'ignorer que les huit heures réclamées par nous constituent une limite extrême, en deçà de laquelle auront à se diversifier les journées de travail d'après la nature même des travaux. C'est un maximum — et ce n'est qu'un maximum — que nous demandons à la loi d'édicter, comme aujourd'hui même un autre maximum, de vingt-quatre heures, est déterminé par la rotation de la terre sur son axe. Et, de même que, dans le cercle de ce maximum naturel, la journée effective, sous l'action de l'offre et de la demande, varie selon les métiers, entre neuf heures et treize ou quatorze, de même, dans le cercle du maximum légal ou social de huit heures, qu'il s'agit de lui substituer, le simple jeu de l'offre et de la demande fera ressortir la journée, selon les professions, leurs avantages ou leurs risques, à sept heures, à six ou à moins encore.

On nous a, toujours dans le même ordre d'idées, reproché non moins

justement de ne pas faire de départ entre les salariés, selon qu'ils sont plus forts ou plus faibles, plus ou moins chargés de famille. Comme si l'industrie machinisée d'aujourd'hui, dans laquelle l'homme n'est qu'un rouage, qu'une pièce de l'outillage, tenait et pouvait tenir compte, avec ses ateliers ouvrant et fermant à heure fixe, des inégalités organiques et familiales de ceux et de celles qu'elle emploie!

La Chambre dernière l'a essayé plus ou moins sincèrement, non pas même par individu, mais par sexe et par âge, en graduant la journée, à dix heures pour les enfants, à onze heures pour les femmes, à douze et plus pour les hommes. Et le résultat, vous le connaissez : c'est qu'après avoir été journellement violée par un patronat qui ne reconnaît pas de loi, prétend être à lui-même sa propre loi, ce qu'on a appelé la loi du 2 novembre 1892 est à la veille de vous revenir pour être par vous-mêmes égorgée sur l'autel des nécessités industrielles!

Mais on a été plus loin dans l'absurde. Dans le projet que plus de douze cents syndicats ou groupes corporatifs de toutes les parties de la France nous donnaient, il n'y a que quelques semaines, mandat de transformer en loi, on s'est avisé de découvrir une atteinte à la liberté ouvrière.

La liberté ouvrière atteinte, parce que, pour admettre l'ouvrier à travailler — c'est-à-dire à manger — l'employeur ne sera plus libre de lui imposer douze, treize — voire quatorze heures, comme dans les Vosges — d'abandon de ses forces, d'us et d'abus de sa personne!

La liberté ouvrière atteinte, parce que — véritable trêve, non plus de Dieu, mais de l'humanité — seize heures sur vingt-quatre l'ouvrier cessera d'être un outil pour redevenir un être pensant, vivant, maître de lui, de son temps, de ses affections, de son action!

La liberté ouvrière atteinte, parce que l'enfance ne pourra pas, plus de huit heures par jour, être déformée, abêtie, phthisiphée dans ce qui ne peut être pour elle qu'un bagne ou un abattoir, et parce que plus de huit heures par jour l'ouvrière, cette monstruosité de la civilisation capitaliste, ne pourra pas être arrachée à son rôle, auguste entre tous, de mère, de reproductrice de l'espèce!

Autant soutenir qu'en interdisant la vente définitive et à perpétuité d'un homme à un de ses semblables, le code a supprimé toute liberté, et que nous sommes d'autant plus libres que nous servons plus longtemps de moyen à la volonté ou à la fortune d'un autre.

Loin d'aller contre la liberté des travailleurs, la loi qui interdira de les river à l'esclavage de l'usine plus de huit heures sur vingt-quatre apportera aux travailleurs par millions de la fin de ce siècle seize heures de liberté par jour; elle les initiera à ces Droits de l'homme et du citoyen qu'ils ne connaissent présentement que de nom.

La seule liberté entamée sera celle des capitalistes, pour ne pas dire des esclavagistes. Et cette liberté-là, que le socialisme a pour objet et pour devoir de faire disparaître comme la République a fait disparaître la liberté des rois ou empereurs « propriétaires d'hommes », il ne se trouvera, nous osons l'espérer, personne dans cette Chambre pour en prendre la défense.

Vous ne voudrez pas, Messieurs, en repoussant, non pas même la libération, mais la simple commutation de peine que la France prolétarienne attend de votre justice, souffler sur la dernière espérance d'une solution pacifique du problème spécial. Vous vous appellerez, pour essayer au moins de les faire mentir, les lignes suivantes, d'un rallié de la première heure, mort sénateur et académicien, M. John Lemoine :

« Comme tous les grands problèmes du monde, le problème de l'esclavage (dont le salariat n'est, d'après Chateaubriand, que la dernière forme) sera résolu par le fer et le feu, et Spartacus ramassera encore son droit de cité dans la poussière et dans la cendre des batailles. C'est le prix de toutes les grandes initiations. »

Et vous voterez notre proposition que, dans un de ses appels du 1^{er} mai, le Conseil national du Parti ouvrier français résumait comme suit :

« La journée de huit heures, étant donné le développement continu de l'outillage mécanique, suffit amplement aux nécessités de la production si tous les travailleurs valides sont régulièrement employés.

« La journée de huit heures aura pour premier effet de restreindre les chômages et d'ouvrir la porte de l'atelier à nombre d'ouvriers sans travail.

« La journée de huit heures entraînera, comme conséquence nécessaire, une hausse des salaires en mettant fin à la concurrence au rabais que font aux ouvriers occupés les ouvriers inoccupés.

« La journée de huit heures bénéficiera au petit commerce qui pourvoit aux besoins des ouvriers en augmentant les moyens d'achat de ces derniers. Plus les salaires ouvriers sont hauts, plus le petit commerce prospère.

« La journée de huit heures profitera aux industriels eux-mêmes en diminuant momentanément une production effrénée, en prévenant l'encombrement du marché et en ouvrant au sein même de la nation ces débouchés que l'on va, au prix de tant d'or et de sang, chercher dans l'extrême Asie et dans le centre de l'Afrique.

« La journée de huit heures donnera au producteur exténué par un travail de plus en plus monotone, malsain et dangereux, le temps de réparer ses forces.

« La journée de huit heures, enfin, lui permettra de vivre de la vie de famille, de se développer intellectuellement et de remplir ses devoirs envers sa classe et envers l'humanité, que la mission historique du prolétariat est d'affranchir en s'affranchissant. »

PROPOSITION DE LOI.

« ART 1^{er}. — Il est interdit de faire travailler plus de huit heures par jour et plus de six jours par semaine dans les mines, manufactures, usines, chemins de fer, chantiers et magasins.

« ART. 2. — Pour les usines à feu continu ou tout autre travail ne comportant pas d'interruption, il y aura lieu de constituer des équipes en nombre suffisant, de façon qu'aucune ne soit astreinte à fournir plus de quarante-huit heures par semaine ».

SÉANCE DU MARDI 22 MAI 1894.

*Discussion sur l'urgence de la proposition de loi
de MM. Jules Guesde et autres.*

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Jules Guesde, pour déposer une proposition en faveur de laquelle il demande la déclaration d'urgence.

M. JULES GUESDE. — Messieurs, la proposition de loi pour laquelle nous réclamons l'urgence tend à interdire aux employeurs tant collectifs qu'individuels de faire travailler plus de huit heures par jour et plus de six jours par semaine dans les mines, manufactures, usines, chemins de fer, chantiers et magasins.

Cette proposition est signée de MM. Jules Guesde, René Chauvin, Jourde, Vaillant, Jaurès, Chauvière, Millerand, Carnaud, Pierre Vaux, Viviani, Sembat, Gendre, Baudin, Rouanet, Couturier, Coutant, Charpentier, Pierre Richard, Bepmale, Salis, Walter, Antide Boyer, Groussier, Avez, Dejeante, Faberot, Thivrier, Prudent-Dervillers, Basly, Girodet, Mirman, Toussaint, Goujat, Defontaine, Franconie, Goussot, Thierry Cazes.

Je vais vous lire l'exposé des motifs et en quelques mots j'appuierai ensuite la demande d'urgence (1) :

Telle est, Messieurs, la proposition de loi que nous avons reçu mandat, le 1^{er} mai dernier, de déposer sur le bureau de la Chambre et pour laquelle nous avons également le mandat de demander l'urgence. Non pas que nous voulions écourter ou étrangler le débat en vous obligeant à l'ouvrir aujourd'hui même. Ce que nous voulons, c'est rapprocher l'heure de ce débat, qui s'impose à différents points de vue. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

D'abord, pour me servir d'une expression qui a déjà été employée à cette tribune, je pourrais dire que cette question « est plus que mûre, elle est pourrie » (*Exclamations ironiques au centre*), en ce sens que, depuis des années, non seulement on a discuté à perte de vue pour ou contre la réduction de la journée de travail, mais qu'on l'a expérimentée soit individuellement, soit socialement. Toutes les réductions de la journée de travail, qu'elles s'appliquent aux enfants, aux femmes ou aux adultes hommes, sont sorties, ici ou là, de l'état de projets ; elles sont, dans tels ou tels pays, devenues des réalités légales. C'est ainsi, entre parenthèses, que la Suisse a, depuis plusieurs années, limité par une loi la journée des adultes hommes à onze heures.

(1) Voir le texte de cette proposition de la loi, page 866.

Or, tous les résultats de ces expériences, soit locales, soit nationales, ont conclu en faveur de la réforme que nous vous demandons d'aborder.

A l'appui de l'urgence, j'invoquerai une autre raison, d'ordre public, celle-là.

Il est absolument impossible que les représentants d'une grande nation aussi ouvrière que la France aient pu se désintéresser d'un mouvement qui, depuis cinq années, convulse et bouleverse, on peut le dire, l'univers tout entier. Il est absolument impossible que les portes du Palais-Bourbon aient été suffisamment capitonnées pour que le bruit de cette armée prolétarienne en marche... (*Vives interruptions à gauche, au centre et à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Guesde, nous représentons la France tout entière. Nous connaissons ses sentiments et ses vœux, et vous n'avez pas le monopole d'en apporter ici l'expression. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs. Bruit à l'extrême gauche.*).

M. MILLERAND. — Il en a au moins le droit.

M. JULES GUESDE. — Je n'ai jamais prétendu à un pareil monopole, et je suis si loin d'interdire à un seul de mes collègues de se donner comme l'interprète de la France ouvrière et paysanne qu'au moment où... (*Interruptions à gauche et au centre.*)

M. BRINCARD. — Ne parlez pas des paysans, vous ne les connaissez pas.

M. LOUIS BARTHOU. — Vous êtes un bourgeois doublé d'un grand-prêtre. (*Rires et applaudissements à gauche. — Interruptions à l'extrême gauche.*)

M. JOURDE. — On veut vous empêcher de parler. Voilà la vérité.

A l'extrême gauche. On a peur de vos arguments.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, veuillez, je vous prie, laisser parler l'orateur.

M. JULES GUESDE. — Je ne croyais pas avoir prononcé une seule parole tombant sous la férule présidentielle lorsque j'exprimais l'espoir que le Parlement français avait dû entendre la grande voix ouvrière qui s'élevait tous les 1^{er} mai d'un bout à l'autre du monde du travail. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Par conséquent, je ne puis voir à mon tour, dans l'intervention présidentielle, qu'une interruption préméditée... (*Très bien ! sur les mêmes bancs.*)

M. LE COMTE DE BERNIS. — C'est votre discours qui était prémédité.

M. JULES GUESDE. — ... mais la France est au-dessus de tous les présidents ...

M. LE PRÉSIDENT. — C'était si peu prémédité que je ne savais même pas que vous deviez monter à la tribune.

M. JAURÈS. — On essaye d'empêcher de parler M. Guesde toutes les fois qu'il monte à la tribune. (*Bruit à l'extrême gauche,*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous ferai remarquer que l'orateur a lu pendant trois quarts d'heure son exposé des motifs — comme c'était son droit — et que personne ne l'a interrompu.

M. PIERRE RICHARD. — Personne ne l'a écouté, d'ailleurs !

M. LE PRÉSIDENT. — Les interruptions n'ont commencé que pendant son discours. (*C'est vrai ! — Très bien !*)

M. CHAUVIN. — C'est vous qui avez provoqué vous-même les interruptions, Monsieur le Président.

Sur divers bancs. A l'ordre ! à l'ordre !

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Chauvin, je vous rappelle à l'ordre.

M. JULES GUESDE. — Enfin, Messieurs, on nous apporte tous les jours une interprétation nouvelle du règlement. Parce que j'ai lu un exposé des motifs qui a demandé trois quarts d'heure, en quoi cela diminue-t-il mon droit d'invoquer ici les raisons à l'appui de l'urgence ?

M. BOURGOIN. — Vous les avez suffisamment indiquées tout à l'heure dans votre discours écrit.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a certainement confusion dans l'esprit de M. Guesde. J'ai dit tout à l'heure à ses amis, qui paraissaient blâmer mon intervention...

M. JAURÈS. — Assurément !

M. LE PRÉSIDENT. — ... qu'elle était absolument justifiée. (*Oui ! oui ! — Très bien !*)

M. MILLERAND. — Pas du tout !

M. JULES GUESDE. — En quoi l'était-elle ?

M. LE PRÉSIDENT. — Je leur ai dit que l'orateur avait pu lire son exposé des motifs à loisir, comme il l'avait voulu, et que les interruptions ne s'étaient produites que pendant le discours qui a suivi cette lecture.

Oui, je suis intervenu pour présenter une observation, et je crois que la

Chambre tout entière m'a donné raison. (*Applaudissements à gauche et au centre.*
— *Dénégations sur quelques bancs à l'extrême gauche.*)

M. JULES GUESDE. — Encore une nouvelle théorie qu'il n'est pas davantage possible d'accepter, parce que, dans ce cas, chaque fois qu'un membre de la minorité montera à cette tribune, le président pourra toujours trouver sur les bancs de la majorité les moyens de se faire applaudir sur son dos. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Nous sommes tous dans cette Chambre à titre égal. Nous y avons été envoyés avec des programmes différents, pour y représenter des idées et des intérêts différents, et vous n'avez pas le droit, vous, la majorité, d'empêcher un député, un de vos collègues, d'apporter ici la volonté de ses commettants. (*Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche.*)

Comment ! il y a quelques jours, on avait la prétention de nous interdire la France en déclarant que la place d'un député de Paris n'était pas dans la Loire-Inférieure ! . . .

Au centre. Parfaitement !

M. JULES GUESDE. — . . . et on va maintenant prétendre que notre place n'est pas à la tribune ! (*Applaudissements à l'extrême gauche.* — *Rumeurs à gauche et au centre.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La meilleure preuve que la tribune ne vous est pas fermée, c'est que vous y êtes ! (*Rires et applaudissements.*)

M. JULES GUESDE. — Si cet état de choses devait continuer, vous nous mettriez dans l'obligation de déposer une demande de suppression non seulement de la présidence de la République, mais de la présidence de la Chambre. . . (*Bruyantes exclamations*), comme moyen de maintenir l'ordre dans nos débats. (*Bruit.*)

Sous l'Empire, lorsque les républicains n'avaient que cinq des leurs au Corps législatif, ils n'auraient pas admis que le président d'alors s'appuyât sur la majorité pour leur fermer la bouche. (*Bruit.*)

M. LE COMTE DE BERNIS. — Nous connaissons cela, nous autres, membres de la minorité. Cela ne nous surprend pas !

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, laissez l'orateur terminer ses explications.

M. JULES GUESDE. — Monsieur de Bernis, je ne répondrai pas à vos interruptions.

A l'extrême gauche. Attendez le silence !

M. LE PRÉSIDENT. — Faites silence vous-mêmes ! (*On rit.*)

M. JULES GUESDE. — Messieurs, après vous avoir donné une première raison à l'appui de la déclaration d'urgence que nous demandons, après vous avoir expliqué très brièvement que vous aviez en main tous les éléments pour résoudre cette question, qu'il était urgent, par conséquent, de la résoudre, sous votre responsabilité, dans un sens ou dans l'autre, j'étais, lorsque j'ai été interrompu, en voie d'invoquer un autre motif, tiré de l'ordre public. Je faisais appel à un mouvement que personne ne peut ignorer et que personne n'ignore évidemment dans cette Chambre, à ce grand mouvement sorti du 1^{er} mai... (*Exclamations ironiques au centre.*)

M. MILLERAND, *ironiquement*. — Cela n'existe pas, le 1^{er} mai!

M. JULES GUESDE. — On l'a supprimé, qui sait? en même temps que l'indemnité parlementaire de Toussaint...

Mais non! eussiez-vous avec vous une majorité plus écrasante encore que celle qui s'est formée pour découvrir un de nos collègues, que vous ne pourriez rien contre nos premier-mai. Dans tous les cas, s'il vous plaît d'ignorer ces manifestations mondiales, de vous abstraire et d'agir comme si elles n'existaient pas, tant pis pour vous!

Je ne pourrai que vous plaindre, parce qu'il n'a jamais été donné à un homme d'assister à un spectacle aussi grandiose. (*Mouvements divers.*) Non! jamais on n'a rien vu d'aussi imposant, d'aussi spontané, d'aussi universel que les premier-mai, s'étendant de Londres à Melbourne, de Rome et de Berlin à New-York; jamais il n'avait été donné d'assister à une mise en marche pareille...

Au centre. Dites une mise en scène! (*Très bien!*)

M. JULES GUESDE. — ...d'une classe tout entière, de la classe productive.

Oui, je le répète, il n'y a que des aveugles qui puissent ne pas être frappés par un semblable phénomène, ne pas comprendre ce qu'il révèle et ce qu'il affirme, — c'est-à-dire une impatience et une conscience ouvrières que rien ne saurait plus arrêter ou comprimer. (*Bruit au centre.*)

Est-il nécessaire de vous rappeler le caractère aigu, pour ne pas dire tragique, qu'a revêtu cette année la manifestation aux États-Unis (*Exclamations*): ces bandes, cette armée de sans-travail se donnant rendez-vous à Washington, pour saisir eux-mêmes le Congrès de leurs revendications?

Pour moi, je viens vous dire: N'attendez pas que des soulèvements de ce genre sortent de l'impatience ouvrière française...

Un membre au centre. Revenez à la question!

M. JULES GUESDE. — Ne poussez pas les choses à l'extrême; ouvrez la voie, faites des concessions, accordez à la classe ouvrière ce qu'elle vous demande et ce qu'elle a le droit de vous demander, parce que la société actuelle non seulement ne souffrira pas, mais bénéficiera de la réforme en question.

Ouvrez la route toute grande, abordez cette question vitale, résolvez-la dans le sens qui vous est réclamé par le monde du travail.

Dans tous les cas, et c'est par là que je finirai, c'est votre responsabilité qui est maintenant engagée. J'ai dégagé la mienne. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Rires ironiques au centre.*)

M. LOUIS BARTHOU. — Je demande à la Chambre de ne pas voter l'urgence sur la proposition de M. Jules Guesde.

Au moment où je suis monté à la tribune, M. le Président m'a fait observer que le règlement interdit d'entrer, à l'occasion de ce débat préliminaire sur l'urgence, dans la discussion du fond. Aussi, Messieurs, n'opposerai-je pas à la proposition de M. Guesde les objections gouvernementales qu'en elle-même elle peut soulever.

Je ne veux même pas rechercher si, comme il l'a affirmé dans son exposé des motifs, la loi des huit heures est voulue par la grande majorité des travailleurs, ou si, au contraire, comme je le pense, cette formule ne sert qu'à masquer une manœuvre politique. (*Protestations à l'extrême gauche. — Applaudissements au centre et à gauche.*)

M. LAVY. — Vous devriez respecter davantage les opinions de vos adversaires!

M. LOUIS BARTHOU. — J'ajoute, — et je le prouverai dans la discussion du fond, — une manœuvre savamment organisée par les chefs intéressés d'une minorité tapageuse. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs. — Interruptions à l'extrême gauche.*)

Du long exposé des motifs que M. Jules Guesde a lu tout à l'heure à la tribune, je ne veux retenir qu'un seul passage, parce que, au nom des électeurs, au nom des ouvriers que nous représentons au même titre que notre collègue, nous ne pouvons laisser passer sans protestation les expressions outrageantes d'« esclaves » et de « bétail humain » dont il affecte de se servir envers ceux qu'il prétend soutenir et respecter. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs. — Bruit à l'extrême gauche.*)

M. JAURÈS. — Le mot « esclaves » s'appliquait à la machine; vous avez mal entendu.

M. LOUIS BARTHOU. — Ceci dit, je demande à la Chambre de repousser l'urgence. Quels sont, en effet — car c'est là le point important du débat, — les effets de l'urgence déclarée? Je les rappelle en deux mots pour préciser la discussion.

La déclaration d'urgence a pour effet, d'une part, de dispenser la proposition qui en bénéficie du renvoi à la Commission d'initiative et de la prise en considération, et, d'autre part, de la soustraire à la formalité de la seconde lecture.

Je comprends que M. Jules Guesde ait eu l'intention de demander à la

Chambre de ne pas renvoyer sa proposition à la Commission d'initiative et de la dispenser ainsi de la formalité de la prise en considération . . .

M. RENÉ GOBLET. — Elle en serait dispensée par le renvoi à la Commission du travail?

M. LOUIS BARTHOU. — Je pense, — je vais répondre, Monsieur Goblet, à votre observation, — je pense comme M. Jules Guesde qu'il est nécessaire de discuter cette question. On a fait, en effet, un tel bruit, on a créé une telle agitation autour de la formule des huit heures qu'il est absolument nécessaire que la Chambre l'examine. Je dis même qu'il faudra lui consacrer le plus tôt possible un débat complet et approfondi (*Applaudissements*) pour éclairer les travailleurs sur leurs véritables intérêts et pour les mettre une fois pour toutes en garde contre les conséquences désastreuses pour eux-mêmes d'une formule qu'on présente comme une panacée libératrice. (*Applaudissements au centre et à gauche.*)

Ce jour-là nous discuterons avec M. Jules Guesde et ses amis. Nous rechercherons les effets de la prétendue réforme qu'ils nous apportent, et non seulement nous opposerons à M. Jules Guesde la volonté des populations des campagnes dont il ne parle pas dans sa proposition de loi, — et nous savons pourquoi, — mais encore nous lui répondrons au nom des ouvriers des villes que nous prétendons représenter au même degré que lui. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Mais, Messieurs, et j'en arrive à l'observation très juste que M. Goblet présentait tout à l'heure dans une interruption, si nous voulons tous que cette discussion vienne devant la Chambre le plus tôt possible, si nous avons le désir de la soustraire à la formalité et aux lenteurs de la prise en considération, nous avons un moyen différent de celui que nous propose M. Jules Guesde, et ce moyen, je vous l'apporte. Je demande à la Chambre de décider que la proposition de M. Jules Guesde sera renvoyée à la Commission du travail.

M. JOURDE. — C'est ce que nous demandons.

M. LOUIS BARTHOU. — Oui, c'est ce que vous demandez, — j'entends bien vos interruptions, — mais ce n'est pas ce que demande M. Jules Guesde, et c'est à M. Guesde que je réponds.

Je demande donc que la proposition soit renvoyée à la Commission du travail, déjà saisie d'ailleurs d'une proposition de M. Basly de même nature, qui a pour objet d'appliquer la journée de huit heures aux ouvriers mineurs.

Voix à gauche. Mais ils l'ont déjà !

M. LOUIS BARTHOU. — Si ces deux propositions diffèrent au point de vue de leur étendue, elles ont un but commun.

Mais je prie la Chambre — et c'est l'objet essentiel de mon intervention à la tribune — de ne pas décider dès maintenant, par la déclaration d'ur-

gence, que la proposition de M. Guesde sera soustraite à la formalité d'une deuxième délibération. Comme la longueur de l'exposé des motifs suffit à le montrer, la question est des plus complexes ; il faut l'envisager à des points de vue très différents, et son importance ne peut être méconnue par personne. Ne vous liez donc pas les mains en décidant, pour une loi aussi capitale, que vous vous privez du bénéfice et de la garantie de la deuxième lecture.

En conséquence, je demande à la Chambre de repousser l'urgence et de décider que la proposition sera renvoyée à la Commission du travail. (*Très bien ! et applaudissements à gauche et au centre.*)

M. LAVY. — Messieurs, j'ai écouté avec infiniment plus de plaisir la dernière partie du discours de notre honorable collègue M. Barthou que je n'avais entendu la première.

Je crois comme lui, et j'allais demander la même chose, qu'il est bon de s'expliquer le plus tôt possible sur cette question de la journée de huit heures ; que ce n'est pas en affirmant chacun de notre côté des sentiments divers sur la prolongation de la journée ou sa diminution que nous arriverons à faire la lumière dans l'esprit du public. Vous avez la conviction que le nombre d'heures que l'ouvrier peut et doit travailler par jour est supérieur à celui que nous réclamons. Soit ! Vous viendrez le dire dans la Commission et à cette tribune, et vous essayerez de faire partager votre sentiment par le public. Quant à nous, nous avons une opinion inverse : nous croyons qu'on peut diminuer de beaucoup le nombre d'heures ; nous proposons pour l'ensemble des corporations, sinon pour toutes, — il y a des points de détail à examiner, — le chiffre de huit heures.

Je regrette que l'honorable M. Barthou se soit laissé aller à prononcer des paroles qu'il n'approuvera pas lui-même dans un instant, j'en suis sûr...

M. LOUIS BARTHOU. — Je vous demande bien pardon ! J'ai dit ce que je pensais et n'en retirerai rien.

M. LAVY. — Je regrette qu'il ait dit qu'en réclamant la journée de huit heures on faisait des démonstrations qui n'avaient d'autre portée que de rechercher une popularité politique.

Il faut faire à ses adversaires comme à ses amis un crédit plus large, s'inspirer de sentiments plus élevés et estimer que, quels qu'ils soient, quoi qu'ils pensent, si éloignés qu'ils soient de nous, ils ont de la probité d'esprit et qu'ils ne veulent faire et dire que ce que le devoir et la conscience leur commandent. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Quant à moi, je crois que très sincèrement on peut avoir la pensée que l'ouvrier, dans la société actuelle, travaille un nombre d'heures qui dépasse ses forces et qui ne lui permet pas de tenir compte de ses besoins matériels et moraux ; qu'il est en somme un peu trop près de l'animalité et pas assez de ce qu'il faut qu'il soit, c'est-à-dire un être pensant.

Cela dit, je me borne à demander, comme l'honorable M. Barthou, le renvoi de la proposition à la Commission du travail.

Mais je prie la Chambre de ne pas accepter que cette question de la limitation du travail à huit heures s'éternise devant elle par des délibérations multiples.

M. RÉCIPON. — Si notre règlement prescrit en principe deux délibérations, c'est que nous les croyons utiles.

M. LAVY. — Je vous demande d'aboutir le plus tôt possible. Si la Chambre croit qu'il faille plusieurs délibérations, je ne considérerai pas qu'elle commet un crime abominable, mais j'insiste pour que vous étudiiez cette proposition le plus tôt possible. J'y insiste, sans me permettre, quel que soit votre vote, de douter de la sincérité de personne. (*Très bien! à l'extrême gauche.*)

M. BASLY. — Messieurs, je n'ai que deux mots à dire. Tout à l'heure, l'honorable M. Barthou a fait allusion à une proposition que j'ai déposée, tendant à réglementer à huit heures le travail dans les mines.

En se basant sur ce fait que la proposition de M. Jules Guesde est analogue à la mienne, il vous propose de confondre les deux et de les renvoyer à la Commission du travail.

Je suis signataire de la proposition de M. Jules Guesde, je désire cependant que ma première proposition reste distincte de la sienne. Si je tiens à établir cette distinction, c'est parce que, au cours de la législature précédente, j'ai déjà fait une proposition analogue et que chaque fois que cette proposition est venue en discussion devant la Chambre, on nous a fait l'objection suivante : Si vous demandiez de limiter la durée du travail à huit heures dans les professions et industries où cela est possible, c'est-à-dire dans les mines, nous accueillerions volontiers votre proposition. C'est pourquoi, aujourd'hui, je vous demande de réglementer spécialement le travail à huit heures pour les mineurs.

Je tiens à faire remarquer à la Chambre que la proposition limitée au travail des mineurs n'est pas nouvelle. Récemment, en Angleterre, la durée du travail dans les mines a été fixée à huit heures et une proposition analogue a été déposée il y a peu de temps au Parlement autrichien.

Il ne faudrait pas qu'à un moment donné, sous prétexte de repousser la proposition de M. Jules Guesde, ce que vous paraissiez décidés à faire, vous repoussiez également la proposition que j'ai déposée.

J'insiste donc sur la différence qu'il y a entre les deux propositions tout en vous priant de voter l'urgence en faveur de la proposition de M. Jules Guesde.

Au cours de la précédente législature, nous avons nommé une Commission du travail qui a beaucoup travaillé, comme celle qui existe actuellement. Je suis de ceux qui reconnaissent le zèle et le dévouement de cette Commission; mais vous admettrez aisément que si toutes les propositions analogues à celle de M. Jules Guesde sont renvoyées à la Commission du travail, nous arriverons à ce résultat qu'à la fin de la législature la Commis-

sion aura rédigé une série de rapports que la Chambre n'aura pas le temps de discuter.

Je prie donc la Chambre de voter l'urgence en faveur de la proposition de M. Guesde. (*Très bien! très bien! sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

M. MARCEL-HABERT. — Si on vote l'urgence, la proposition de M. Guesde sera renvoyée à la Commission du travail.

M. BASLY. — On me fait observer que, si l'on vote l'urgence, la proposition sera renvoyée à la Commission du travail; j'estime, au contraire, qu'en vertu du règlement nous devons nommer une commission spéciale pour l'examiner. (*Mouvements divers.*)

M. JULES GUESDE. — Messieurs, je ne m'oppose pas, pour mon compte, au renvoi de ma proposition à la Commission du travail; mais ce renvoi n'est nullement exclusif de la déclaration d'urgence que nous demandons à la Chambre. D'autre part, il m'est impossible de ne pas faire remarquer que les objections formulées par M. Barthou contre l'urgence se retournent, au contraire, toutes en sa faveur.

Notre honorable collègue M. Barthou, qui se place à un autre point de vue que le nôtre, a été le premier à déclarer que, pour lui aussi, cette discussion s'imposait, qu'il était indispensable que la Chambre s'occupât de ce qu'il a appelé une « manœuvre », peu importe le qualificatif. Il espère que la discussion démontrera que la journée de huit heures est irréalisable. Nous espérons, nous, que de ce débat sortira pour le pays la démonstration de la nécessité et de la possibilité en même temps de la journée de huit heures, encore que la Chambre se refusât à donner sur ce point satisfaction au pays. Ce serait tant pis pour la Chambre. (*Reclamations sur un grand nombre de bancs.*)

M. Barthou ne veut voir dans la journée de huit heures qu'une « manœuvre » imaginée par des politiciens ou des chefs pour agiter les masses et les conduire où elles ne voudraient pas aller. Eh bien, plus vous aurez avancé le jour de la discussion, plus tôt les masses verront clair; elles pèseront les arguments pour et les arguments contre, et elles se prononceront. Mais du moment que vous reconnaissez le caractère urgent de cette discussion, pourquoi vous refusez-vous précisément à en voter l'urgence? (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Je reviens maintenant au mot « manœuvre » qui a été jeté dans ce débat et qui serait beaucoup trop flatteur pour nous si réellement il correspondait à la réalité.

M. LOUIS BARTHOU. — Je l'ai emprunté à un socialiste!

M. JULES GUESDE. — Cela voudrait dire, en effet, que, tout en ne disposant ni de capitaux, ni de journaux, ni d'aucune situation officielle, nous serions en mesure de manœuvrer les masses profondes du prolétariat; qu'il nous suffirait, pour mettre debout des millions d'hommes, de leur jeter un mot d'ordre auquel l'univers obéirait. Non, nous n'avons pas une pareille puis-

sance, qui tiendrait du miracle. (*Mouvements divers.*) Si, partout, la journée de huit heures a mobilisé les forces ouvrières, c'est que cette revendication correspond à la situation épouvantable du prolétariat dans la société actuelle et à la possibilité entrevue d'une libération partielle. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

« Panacée universelle », avez-vous dit. Oh ! non pas. Les socialistes ne se servent pas d'une pareille expression et n'ont jamais attribué une pareille vertu à la journée de huit heures, qui n'est et n'a jamais été pour nous qu'un commencement. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Partout et toujours nous n'avons présenté cette réforme que comme un premier pas en avant, évitant soigneusement de la confondre avec l'affranchissement définitif.

J'ai dit et répété que ce que nous y voyions ce n'était pas un but, mais un moyen, moyen de vie, moyen de liberté pour la classe ouvrière, moyen de rapprocher l'heure de la transformation sociale. (*Mouvements divers.*) Quant au reproche adressé à notre proposition de ne viser que les travailleurs industriels, à l'exclusion des travailleurs des campagnes... (*Exclamations au centre. — Interruptions. — Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*), il est au moins singulier de la part de ceux qui, lorsque nous avons présenté des mesures en faveur des campagnes, nous reprochaient de négliger les ouvriers des villes.

Cette façon de nous opposer, tantôt les ouvriers, lorsque nous réclamons par exemple la suppression du principal de l'impôt foncier pour les propriétaires ruraux cultivant eux-mêmes, et tantôt les paysans, lorsque, comme aujourd'hui, nous revendiquons des satisfactions ouvrières, ne porte pas, Monsieur Barthou, ou elle porte contre vous. La voilà la manœuvre et la conscience publique en fera justice. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

M. LOUIS BARTHOUD. — Venez donc parler ainsi devant mes électeurs Monsieur Jules Guesde ! (*Bruit.*)

M. JULES GUESDE. — Quand vous voudrez !

M. JONNART, *Ministre des travaux publics.* — Messieurs, je viens m'associer au nom du Gouvernement à la proposition formulée par M. Barthou. Ainsi qu'il l'a expliqué, la Commission du travail est déjà saisie de propositions relatives à la limitation des heures de travail. Si M. Jules Guesde entend éviter la filière ordinaire, c'est-à-dire l'examen de la commission d'initiative et obtenir le renvoi immédiat à la Commission du travail, le Gouvernement ne s'oppose nullement à ce renvoi, et il suffit que la Chambre donne son assentiment pour que le renvoi soit ordonné.

La déclaration d'urgence n'est donc pas nécessaire pour abréger dans l'espace les formalités réglementaires. Si M. Jules Guesde insiste pour que l'urgence soit déclarée, c'est qu'alors il a le désir que la Chambre manifeste par un vote son opinion sur le fond de la question et établisse en quelque sorte un préjugé favorable à la proposition qu'il a déposée. Le Gouvernement

demande à la Chambre de réserver toute sa liberté sur le fond de la question jusqu'au moment de la discussion publique. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la déclaration d'urgence réclamée en faveur de la proposition de M. Jules Guesde.

Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	483
Majorité absolue.....	242
Pour l'adoption.....	89
Contre.....	394

(La Chambre des députés n'a pas adopté.)

M. MARCEL-HABERT. — La Chambre, venant de repousser l'urgence sur la proposition de M. Guesde, j'ai l'honneur d'appuyer la motion de M. Barthou tendant à renvoyer cette proposition de M. Guesde à la Commission du travail et je dépose une demande de scrutin public. Il importe que la Chambre manifeste nettement cette opinion que, si elle a créé une Commission du travail, c'est précisément pour éviter les retards apportés par la Commission d'initiative à l'examen des propositions concernant les ouvriers. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la proposition de renvoi, faite par M. Barthou, de la proposition de M. Guesde à la Commission du travail. J'ai reçu une demande de scrutin... (*Exclamations.*) Messieurs, une demande de scrutin a été déposée, il ne m'appartient pas de la retirer.

Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	505
Majorité absolue.....	253
Pour l'adoption.....	505
Contre.....	0

La Chambre des députés a adopté.

DÉCRET DU 15 OCTOBRE 1810

sur les établissements insalubres, dangereux ou incommodes.

ART. 1^{er}. — A compter de la publication du présent décret, les manufactures et ateliers qui répandent une odeur insalubre ou incommode ne pourront être formés sans une permission de l'autorité administrative : ces établissements seront divisés en trois classes.

La première classe comprendra ceux qui doivent être éloignés des habitations particulières ;

La seconde, les manufactures et ateliers dont l'éloignement des habitations n'est pas rigoureusement nécessaire, mais dont il importe néanmoins de ne permettre la formation qu'après avoir acquis la certitude que les opérations qu'on y pratique sont exécutées de manière à ne pas incommoder les propriétaires du voisinage, ni à leur causer des dommages.

Dans la troisième classe seront placés les établissements qui peuvent rester sans inconvénients auprès des habitations, mais doivent rester soumis à la surveillance de la police.

ART. 2. — La permission nécessaire pour la formation des manufactures et ateliers compris dans la première classe sera accordée avec les formalités ci-après, par un décret rendu en notre Conseil d'État.

Celle qui exigera la mise en activité des établissements compris dans la seconde classe, le sera par les préfets, sur l'avis des sous-préfets.

Les permissions pour l'exploitation des établissements placés dans la dernière classe seront délivrées par les sous-préfets qui prendront préalablement l'avis des maires.

ART. 3. — La permission pour les manufactures et fabriques de 1^{re} classe ne sera accordée qu'avec les formalités suivantes :

La demande en autorisation sera présentée au préfet et affichée par son ordre dans toutes les communes à cinq kilomètres de rayon.

Dans ce délai, tout particulier sera admis à présenter ses moyens d'opposition.

Les maires des communes auront la même faculté.

ART. 4. — S'il y a des oppositions, le conseil de préfecture donnera son avis, sauf la décision du Conseil d'État.

ART. 5. — S'il n'y a pas d'opposition, la permission sera accordée, s'il y a lieu, sur l'avis du préfet et le rapport de notre Ministre de l'intérieur.

ART. 6. — S'il s'agit de fabriques de soude, ou si la fabrique doit être établie dans la ligne des douanes, notre directeur général des douanes sera consulté.

ART. 7. — L'autorisation de former des manufactures et ateliers compris dans la seconde classe ne sera accordée qu'après que les formalités suivantes auront été remplies :

L'entrepreneur adressera d'abord sa demande au sous-préfet de son arrondissement, qui la transmettra au maire de la commune dans laquelle on projette de former l'établissement, en le chargeant de procéder à des informations *de commodo et incommodo*. Ces informations terminées, le sous-préfet prendra sur le tout un arrêté qu'il transmettra au préfet. Celui-ci statuera sauf le recours à notre Conseil d'État par toutes les parties intéressées.

S'il y a opposition, il y sera statué par le conseil de préfecture, sauf le recours au Conseil d'État.

ART. 8. — Les manufactures et ateliers ou établissements portés dans la troisième classe ne pourront se former que sur la permission du préfet de police, à Paris, et sur celle du maire dans les autres villes.

S'il élève des réclamations contre la décision prise par le préfet de police ou les maires sur une demande en formation de manufacture ou d'atelier compris dans la troisième classe, elles seront jugées en conseil de préfecture.

ART. 9. — L'autorité locale indiquera le lieu où les manufactures et ateliers compris dans la première classe pourront s'établir, et exprimera sa distance des habitations particulières.

Tout individu qui ferait des constructions dans le voisinage de ces manufactures et ateliers après que la formation en aura été permise ne sera plus admis à en solliciter l'éloignement.

ART. 10. — La division en trois classes des établissements qui répandent une odeur insalubre ou incommode aura lieu conformément au tableau annexé au présent décret impérial (1). Elle servira de règle, toutes les fois qu'il sera question de prononcer sur des demandes en formation de ces établissements.

ART. 11. — Les dispositions du présent décret n'auront point d'effet rétroactif; en conséquence, tous les établissements qui sont aujourd'hui en activité continueront à être exploités librement, sauf les dommages dont pourront être passibles les entrepreneurs de ceux qui préjudicient aux propriétés de leurs voisins; les dommages seront arbitrés par les tribunaux.

ART. 12. — Toutefois, en cas de graves inconvénients pour la salubrité publique, la culture, ou l'intérêt général, les fabriques et ateliers de 1^{re} classe qui les causent pourront être supprimés, en vertu d'un décret rendu en notre Conseil d'État, après avoir entendu la police locale, pris l'avis des préfets, reçu la défense des manufacturiers ou fabricants.

(1) Nomenclature refondue par le décret du 3 mai 1886 et les décrets suivants, V. p. 895.

ART. 13. — Les établissements maintenus par l'article 11 cesseront de jouir de cet avantage dès qu'ils seront transférés dans un autre emplacement, ou qu'il y aura une interruption de six mois dans leurs travaux. Dans l'un et l'autre cas, ils rentreront dans la catégorie des établissements à former, et ils ne pourront être remis en activité qu'après avoir obtenu, s'il y a lieu, une nouvelle permission.

ORDONNANCE DU 14 JANVIER 1815

sur les établissements insalubres, dangereux ou incommodes.

ART. 1^{er}. — A compter de ce jour, la nomenclature jointe à la présente ordonnance (1) servira seule de règle pour la formation des établissements répandant une odeur insalubre ou incommode.

ART. 2. — Le procès-verbal d'information *de commodo et incommodo*, exigé par l'article 7 du décret du 15 octobre 1810 pour la formation des établissements compris dans la seconde classe de la nomenclature, sera pareillement exigible, en outre de l'affiche de demande, pour la formation de ceux compris dans la première classe.

Il n'est rien innové aux autres dispositions de ce décret.

ART. 3. — Les permissions nécessaires pour la formation des établissements compris dans la troisième classe seront délivrées dans les départements, conformément aux articles 2 et 8 du décret du 15 octobre 1810, par les sous-préfets, après avoir pris préalablement l'avis des maires et de la police locale.

ART. 4. — Les attributions données aux préfets et aux sous-préfets par le décret du 15 octobre 1810, relativement à la formation des établissements répandant une odeur insalubre ou incommode, seront exercées par notre directeur général de la police dans toute l'étendue du département de la Seine, et dans les communes de Saint-Cloud, de Meudon et de Sèvres, du département de Seine-et-Oise.

ART. 5. — Les préfets sont autorisés à faire suspendre la formation ou l'exercice des établissements nouveaux qui, n'ayant pu être compris dans la

(1) Nomenclature refondue par le décret du 3 mai 1886 et les décrets suivants, V. p. 895.

nomenclature précitée, seraient cependant de nature à y être placés. Ils pourront accorder l'autorisation d'établissement pour tous ceux qu'ils jugeront devoir appartenir aux deux dernières classes de la nomenclature, en remplissant les formalités prescrites par le décret du 15 octobre 1810, sauf, dans les deux cas, à en rendre compte à notre directeur général des manufactures et du commerce.

ORDONNANCE DU 15 AVRIL 1838

relative aux abattoirs.

ART. 1^{er}. — Sont rangés dans la première classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les abattoirs publics et communs à ériger dans toute commune, quelle que soit sa population.

ART. 2. — La mise en activité de tout abattoir public et commun légalement établi entraînera, de plein droit, la suppression des tueries particulières situées dans la localité.

ART. 3. — Quand il y aura lieu à autoriser une commune à établir un abattoir public, toutes les mesures relatives tant à l'approbation de l'emplacement qu'aux voies et moyens d'exécution devront nous être soumises simultanément par nos Ministres de l'intérieur et des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, pour en être ordonné par un seul et même acte d'administration publique.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 25 MARS 1852

sur la décentralisation administrative.

ART. 2. — Les préfets statueront également, sans l'autorisation du Ministre de l'intérieur, sur les divers objets concernant..... la police sanitaire et industrielle, dont la nomenclature est fixée par le tableau B ci-annexé.

ART. 6. — Les préfets rendront compte de leurs actes aux Ministres

compétents dans les formes et pour les objets déterminés par les instructions que ces Ministres leur adresseront.

Ceux de ces actes qui seraient contraires aux lois et règlements ou qui donneraient lieu aux réclamations des parties intéressées pourront être annulés ou réformés par les Ministres compétents.

ANNEXE. — *Tableau B.*

§ 8. — Autorisation des établissements insalubres de 1^{re} classe dans les formes déterminées pour cette nature d'établissements et avec les recours existant aujourd'hui pour les établissements de 2^e classe.

DÉCRET DU 1^{er} AOÛT 1864
relatif aux abattoirs.

ART. 1^{er}. — Les préfets statueront sur les propositions d'établir des abattoirs.

ART. 2. — Les taxes d'abatage seront calculées de manière à ne pas dépasser les sommes nécessaires pour couvrir les frais annuels d'entretien et de gestion des abattoirs, et pour tenir compte à la commune de l'intérêt du capital dépensé pour leur construction, et de la somme qui serait affectée à l'amortissement de ce capital.

ART. 3. — Ces taxes ne pourront dépasser le maximum de 0 fr. 015 mill. (un centime cinq millimes) par kilogramme de viande nette, de toute espèce.

ART. 4. — Toutefois, lorsque les communes seront forcées de recourir à un emprunt ou à une concession temporaire pour couvrir les frais de construction des abattoirs, les taxes pourront être portées à 0 fr. 02 c. (deux centimes) par kilogramme de viande nette, si ce taux est nécessaire pour pourvoir à l'amortissement de l'emprunt, ou indemniser le concessionnaire de ses dépenses.

ART. 5. — Lorsque l'amortissement indiqué dans les articles 2 et 4 sera effectué, les taxes seront ramenées au taux nécessaire pour couvrir seulement les frais d'entretien et de gestion.

ART. 6. — Si des circonstances exceptionnelles nécessitaient des taxes supérieures à celles qui ont été indiquées, elles ne pourront être autorisées que par décret impérial rendu en Conseil d'État.

DÉCRET DU 9 FÉVRIER 1867

relatif aux usines à gaz.

ART. 1^{er}. — Les usines et ateliers de fabrication du gaz d'éclairage et de chauffage pour l'usage public et les gazomètres qui en dépendent sont soumis aux conditions ci-après :

ART. 2. — Les usines sont fermées par un mur d'enceinte ou une clôture solide en bois, de 3 mètres de hauteur au moins; les ateliers de fabrication et les gazomètres sont à la distance de 30 mètres au moins des maisons d'habitation voisines.

ART. 3. — Les ateliers de distillation et tous les bâtiments y attenant seront construits et couverts en matériaux incombustibles.

ART. 4. — La ventilation desdits ateliers doit être assurée par des ouvertures suffisamment larges et nombreuses ménagées dans les parois latérales et à la partie supérieure du toit.

ART. 5. — Les appareils de condensation sont établis en plein air ou dans des bâtiments dont la ventilation est assurée comme celle des ateliers de distillation.

ART. 6. — Les appareils d'épuration sont placés vers le centre de l'usine, en plein air, ou dans des bâtiments dont la ventilation est assurée, comme celle des ateliers de distillation et de condensation.

ART. 7. — Les eaux ammoniacales et les goudrons produits par la distillation, qu'on n'enlèverait pas immédiatement, seront recueillis dans des citernes exactement closes et qui devront être parfaitement étanches.

ART. 8. — L'épuration sera pratiquée et conduite avec les soins et précautions nécessaires pour qu'aucune odeur incommode ne se répande en dehors de l'enceinte de l'usine. La chaux ou les laits de chaux, s'il en est fait usage, seront enlevés, chaque jour, dans des vases ou tombereaux fermant hermétiquement, et transportés dans une voirie ou dans un local désigné par l'autorité municipale.

ART. 9. — Les eaux de condensation peuvent être traitées dans l'usine elle-même pour en extraire les sels ammoniacaux qu'elles contiennent à la condition que les ateliers soient établis vers la partie centrale de l'usine et

qu'il n'en sorte aucune exhalaison nuisible ou incommode pour les habitants du voisinage, et que l'écoulement des eaux perdues soit assuré sans inconvénient pour le voisinage.

ART. 10. — Les goudrons ne pourront être brûlés dans les cendriers et dans les fourneaux qu'autant qu'il n'en résultera, à l'extérieur, ni fumée ni odeur.

ART. 11. — Les bassins dans lesquels plongent les gazomètres seront complètement étanches ; ils seront construits en pierres ou briques à bain de mortier hydraulique, en tôle ou en fonte.

ART. 12. — Les gazomètres seront établis à air libre : la cloche de chacun d'eux sera maintenue entre des guides fixes, solidement établis, de manière que, dans son mouvement, son axe ne s'écarte pas de la verticale. La course ascendante en sera limitée de telle sorte que, lorsque la cloche atteindra cette limite, son bord inférieur soit encore à un niveau inférieur de 30 centimètres au moins au bord du bassin ou cuve.

La force élastique du gaz dans l'intérieur du gazomètre sera toujours maintenue au-dessus de la pression atmosphérique. Elle sera indiquée par un manomètre très apparent.

ART. 13. — Les usines et appareils mentionnés ci-dessus pourront, en outre, être assujettis aux mesures de précaution et dispositions qui seraient reconnues utiles dans l'intérêt de la sûreté et de la salubrité publiques, et qui seraient déterminées par un règlement d'administration publique.

ART. 14. — Les usines et ateliers régis par le présent décret seront soumis à l'inspection de l'autorité municipale chargée de veiller à ce que les conditions prescrites soient observées.

ART. 15. — Les dispositions de l'ordonnance précitée du 27 janvier 1846 sont et demeurent rapportées.

DÉCRET DU 27 MARS 1894

relatif aux abattoirs.

ART. 1^{er}. — L'arrêté préfectoral autorisant l'ouverture d'un abattoir public fixera le périmètre dans lequel les tueries particulières devront être supprimées en vertu de l'article 2 de l'ordonnance du 15 avril 1838.

ART. 2. — Ce périmètre pourra comprendre soit tout le territoire de la commune dans laquelle l'abattoir sera établi, soit une partie de ce territoire seulement, soit plusieurs communes ou fractions de communes. Toutefois, l'extension du périmètre au delà des limites d'une commune sera subordonnée à une entente entre les conseils municipaux intéressés sur l'établissement ou l'usage commun de l'abattoir.

ART. 3. — Si le périmètre doit s'étendre sur le territoire de départements différents, chaque préfet déterminera, après entente entre les conseils municipaux, la fraction du périmètre correspondant à son département.

ART. 4. — Le périmètre primitivement fixé pourra être étendu ultérieurement. Il sera procédé dans ce cas comme en matière d'ouverture d'abattoirs.

NOMENCLATURE,

par ordre alphabétique, des établissements insalubres, dangereux ou incommodes classés par les décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mai 1890, 26 janvier 1892 et 13 avril 1894.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Abattoirs publics. (Voir aussi <i>Tueries.</i>).....	Odeur et altération des eaux.....	1 ^{re} .
Absinthe. (Voir <i>Distilleries.</i>)		
Acide arsénique (Fabrication de l') au moyen de l'acide arsénieux et de l'acide azotique :		
1° Quand les produits nitreux ne sont pas absorbés.....	Vapeurs nuisibles.....	1 ^{re} .
2° Quand ils sont absorbés.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Acide chlorhydrique (Production de l') par décomposition des chlorures de magnésium, d'aluminium et autres :		
1° Quand l'acide n'est pas condensé.....	Émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
2° Quand l'acide est condensé.....	Émanations accidentelles..	2 ^e .
Acide fluorhydrique (Fabrication de l').....	Émanations nuisibles.....	2 ^e .
Acide lactique (Fabrique d').....	Odeur.....	2 ^e .
Acide muriatique. (Voir <i>Acide chlorhydrique.</i>)		
Acide nitrique (Fabrique de l').....	Émanations nuisibles.....	3 ^e .
Acide oxalique (Fabrique de l') :		
1° Par l'acide nitrique :		
a. Sans destruction des gaz nuisibles.....	Fumée.....	1 ^{re} .
b. Avec destruction des gaz nuisibles.....	Fumée accidentelle.....	3 ^e .
2° Par la sciure de bois et la potasse.....	Fumée.....	2 ^e .
Acide phénique (Dépôts d') contenant plus de 100 kilogrammes en vases non hermétiquement clos.....	Odeur.....	2 ^e .
Acide picrique (Fabrication de l') :		
1° Quand les gaz nuisibles ne sont pas brûlés.....	Vapeurs nuisibles.....	1 ^{re} .
2° Avec destruction des gaz nuisibles.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Acide pyroligneux (Fabrication de l') :		
1° Quand les produits gazeux ne sont pas brûlés.....	Fumée et odeur.....	2 ^e .
2° Quand les produits gazeux sont brûlés.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Acide pyroligneux (Purification de l').....	Odeur.....	2 ^e .
Acide salicylique (Fabrication de l') au moyen de l'acide phénique.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Acide stéarique (Fabrication de l') :		
1° Par distillation.....	Odeur et danger d'incendie.....	1 ^{re} .
2° Par saponification.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Acide sulfurique (Fabrication de l') :		
1° Par combustion du soufre et des pyrites.....	Émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
2° De Nordhausen par décomposition du sulfate de fer..	<i>Idem</i>	1 ^{re} .
Acide urique. (Voir <i>Murexide.</i>)		

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Acier (Fabrication de l').....	Fumée.....	3 ^e .
Affinage de l'or et de l'argent par les acides.....	Émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
Affinage des métaux au fourneau. (Voir <i>Grillage des minerais.</i>)		
Agglomérés ou briquettes de houille. (Fabrication des) :		
1° Au brai gras.....	Odeur et danger d'incendie.....	2 ^e .
2° Au brai sec.....	Odeur.....	3 ^e .
Albumine (Fabrication de l') au moyen du sérum frais du sang.	<i>Idem</i>	3 ^e .
Alcali volatil. (Voir <i>Ammoniaque.</i>)		
Alcool (Rectification de l').....	Danger d'incendie.....	2 ^e .
Alcools autres que de vin, sans travail de rectification.....	Altération des eaux.....	3 ^e .
Alcools (Distillerie agricole d').....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Aldéhyde (Fabrication de l').....	Danger d'incendie.....	1 ^{re} .
Alizarine artificielle (Fabrication de l') au moyen de l'anthracène.....	Odeur et danger d'incendie.....	2 ^e .
Allumettes chimiques (Dépôt d') :		
1° En quantité au-dessus de 25 mètres cubes.....	Danger d'incendie.....	2 ^e .
2° De 5 à 25 mètres cubes.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Allumettes chimiques (Fabrication des).....	Danger d'explosion ou d'incendie.....	1 ^{re} .
Alun. (Voir <i>Sulfate de fer, d'alumine, etc.</i>)		
Amidon grillé (Fabrication de l').....	Odeur.....	3 ^e .
Amidonneries :		
1° Par fermentation.....	Odeur, émanations nuisibles et altération des eaux...	1 ^{re} .
2° Par séparation du gluten et sans fermentation.....	Altération des eaux.....	2 ^e .
Ammoniaque (Fabrication en grand de l') par la décomposition des sels ammoniacaux.....	Odeur.....	3 ^e .
Amorces fulminantes (Fabrication des).....	Danger d'explosion.....	1 ^{re} .
Amorces fulminantes pour pistolets d'enfants (Fabrication d').	<i>Idem</i>	2 ^e .
Aniline. (Voir <i>Nitrobenzine.</i>)		
Arcansons ou résines de pin. (Voir <i>Résines, etc.</i>)		
Argenture des glaces avec application de vernis aux hydrocarbures.....	Odeur et danger d'explosion.....	2 ^e .
Argenture sur métaux. (Voir <i>Dorure et argenture.</i>)		
Arséniate de potassé (Fabrication de l') au moyen du salpêtre :		
1° Quand les vapeurs ne sont pas absorbées.....	Émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
2° Quand les vapeurs sont absorbées.....	Émanations accidentelles..	2 ^e .
Artifices (Fabrication des pièces d').....	Danger d'incendie et d'explosion.....	1 ^{re} .
Asphaltes, bitumes, brais et matières bitumineuses solides (Dépôts d').....	Odeur et danger d'incendie.....	3 ^e .
Asphaltes et bitumes (Travail des) à feu nu.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Ateliers de construction de machines et wagons. (Voir <i>Machines et wagons.</i>)		
Bâches imperméables (Fabrication des) :		
1° Avec cuisson des huiles.....	Danger d'incendie.....	1 ^{re} .
2° Sans cuisson des huiles.....	<i>Idem</i>	2 ^e .

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Bains et boues provenant du dérochage des métaux (Traitement des) :		
1° Si les vapeurs ne sont pas condensées.....	Vapeurs nuisibles.....	1 ^{re} .
2° Si les vapeurs sont condensées.....	Vapeurs accidentelles.....	2 ^e .
Baleine (Travail des fanons de). (Voir <i>Fanons de baleine</i>).		
Baryte caustique par décomposition du nitrate (Fabrication de la) :		
1° Si les vapeurs ne sont ni condensées ni détruites...	Vapeurs nuisibles.....	1 ^{re} .
2° Si les vapeurs sont condensées ou détruites.....	Vapeurs accidentelles.....	2 ^e .
Baryte (Décoloration du sulfate de) au moyen de l'acide chlorhydrique à vases ouverts.....	Émanations nuisibles.....	2 ^e .
Battage, cardage et épuration des laines, crins et plumes de literie.....	Odeur et poussière.....	3 ^e .
Battage des cuirs à l'aide des marteaux.....	Bruit et ébranlement.....	3 ^e .
Battage des tapis en grand.....	Bruit et poussière.....	2 ^e .
Battage et lavage (Ateliers spéciaux pour le) des fils de laine, bourres et déchet de filature de laine et de soie dans les villes.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Batteurs d'or et d'argent.....	Bruit.....	3 ^e .
Battoir à écorces dans les villes.....	Bruit et poussière.....	3 ^e .
Benzine (Fabrication et dépôts de). (Voir <i>Huile de pétrole, de schiste, etc.</i>)		
Benzine (Dérivés de la). (Voir <i>Nitrobenzine</i>).		
Betteraves (Dépôts de pulpes de) humides destinées à la vente.	Odeur, émanations.....	3 ^e .
Bitumes (Fabrication et dépôts de). (Voir <i>Asphaltes</i>).		
Blanc de plomb. (Voir <i>Céruse</i>).		
Blanc de zinc (Fabrication de) par la combustion du métal..	Fumées métalliques.....	3 ^e .
Blanchiment :		
1° Des fils, des toiles et de la pâte à papier par le chlore.	Odeur, émanations nuisibles.....	2 ^e .
2° Des fils et tissus de lin, de chanvre et de coton par les chlorures (hypochlorites) alcalins.....	Odeur, altération des eaux..	3 ^e .
3° Des fils et tissus de laine et de soie par l'acide sulfureux.	Émanations nuisibles.....	2 ^e .
Blanchiment des fils et tissus de laine et de soie par l'acide sulfureux en dissolution dans l'eau.....	Émanations accidentelles..	3 ^e .
Bleu de Prusse (Fabrication du). (Voir <i>Cyanure de potassium</i>).		
Bleu d'outremer (Fabrication du) :		
1° Lorsque les gaz ne sont pas condensés.....	Émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
2° Lorsque les gaz sont condensés.....	Émanations accidentelles..	2 ^e .
Bocards à minerais ou à crasses.....	Bruit.....	3 ^e .
Boues et immondices (Dépôt de) et voiries.....	Odeur.....	1 ^{re} .
Bougies de paraffine et autres d'origine minérale (Moulage des).	Odeur, danger d'incendie..	3 ^e .
Bougies et autres objets en cire et en acide stéarique.....	Danger d'incendie.....	3 ^e .
Bouillon de bière (Distillation de). (Voir <i>Distilleries</i>).		
Boules au glucose caramélisé pour usage culinaire (Fabrication des).....	Odeur.....	3 ^e .
Bourres. (Voir <i>Battage et lavage des fils de laine, bourres, etc.</i>)		
Boutonniers et autres emboutisseurs de métaux par moyens mécaniques.....	Bruit.....	3 ^e .

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Boyauderies (Travail des boyaux frais pour tous usages.)...	Odeur, émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
Boyaux et pieds d'animaux abattus (Dépôts de). (Voir <i>Chairs, débris, etc.</i>)		
Boyaux salés destinés au commerce de la charcuterie (Dépôts de).....	Odeur.....	2 ^e .
Brasseries.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Briqueteries avec fours non fumivores.....	Fumée.....	3 ^e .
Briqueteries flamandes.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Briques ou agglomérés de houille. (Voir <i>Agglomérés.</i>)		
Brûlage des vieilles boîtes et autres objets en fer-blanc.....	Odeur.....	3 ^e .
Brûlerie des galons et tissus d'or ou d'argent. (Voir <i>Galons.</i>)		
Buanderies.....	Altération des eaux.....	3 ^e .
Café (Torréfaction en grand du).....	Odeur et fumée.....	3 ^e .
Caillettes et caillons pour la confection des fromages. (Voir <i>Chairs, débris, etc.</i>)		
Cailloux (Fours pour la calcination des).....	Fumée.....	3 ^e .
Calorigène (Dépôts de) et mélanges de ce genre.....	Danger d'incendie.....	2 ^e .
Carbonisation des matières animales en général.....	Odeur.....	1 ^{re} .
Carbonisation du bois :		
1° A l'air libre dans des établissements permanents et autre part qu'en forêt.....	Odeur et fumée.....	2 ^e .
2° En vases clos :		
a. Avec dégagement dans l'air des produits gazeux de la distillation.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
b. Avec combustion des produits gazeux de la distillation.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Caoutchouc (Application des enduits du).....	Danger d'incendie.....	2 ^e .
Caoutchouc (Travail du) avec emploi d'huiles essentielles ou de sulfure de carbone.....	Odeur et danger d'incendie.....	2 ^e .
Caoutchoucs factices ou caoutchoucs des huiles (Fabrication des) :		
1° A froid.....	Odeur.....	2 ^e .
2° A chaud.....	Odeur et danger d'incendie.....	1 ^{re} .
Cardage des laines, etc. (Voir <i>Battage.</i>)		
Cartonniers.....	Odeur.....	3 ^e .
Celluloid brut ou façonné (Dépôt de) renfermant :		
1° Moins de 300 kilogrammes.....	Danger d'incendie.....	3 ^e .
2° De 300 à 800 kilogrammes.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
3° 800 kilogrammes et plus.....	<i>Idem</i>	1 ^{re} .
Celluloid en dissolution (Dépôt de) dans l'alcool et l'éther, l'acétone, l'éther acétique renfermant plus de 20 litres.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Cendres d'orfèvre (Traitement des) par le plomb.....	Fumées métalliques.....	3 ^e .
Cendres gravelées :		
1° Avec dégagement de la fumée au dehors.....	Fumée et odeur.....	1 ^{re} .
2° Avec combustion ou condensation des fumées.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Céruse ou blanc de plomb (Fabrication de la).....	Émanations nuisibles.....	3 ^e .
Chairs, débris et issues (Dépôts de) provenant de l'abatage des animaux.....	Odeur.....	1 ^{re} .

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Chamoiseries.....	Odeur.....	2 ^e .
Chandelles (Fabrication des).....	Odeur, danger d'incendie..	3 ^e .
Chantiers de bois à brûler dans les villes.....	Émanations nuisibles, danger d'incendie.....	3 ^e .
Chanvre (Teillage et rouissage du) en grand. (Voir <i>Teillage ou Rouissage</i> .)		
Chanvre imperméable. (Voir <i>Feutre goudronné</i> .)		
Chapeaux de feutre (Fabrication de).....	Odeur et poussière.....	3 ^e .
Chapeaux de soie ou autres préparés au moyen d'un vernis (Fabrication de).....	Danger d'incendie.....	2 ^e .
Charbon animal (Fabrication ou revivification du). (Voir <i>Carbonisation des matières animales</i> .)		
Charbon de bois dans les villes (Dépôts ou magasins de)....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Charbons agglomérés. (Voir <i>Agglomérés</i> .)		
Charbons de terre. (Voir <i>Houille et Coke</i> .)		
Chaudronnerie et serrurerie (Ateliers de) employant des marteaux à la main, dans les villes et centres de population de 2,000 âmes et au-dessus :		
1 ^o Ayant de 4 à 10 étaux ou enclumes ou de 8 à 20 ouvriers.....	Bruit.....	3 ^e .
2 ^o Ayant plus de 10 étaux ou enclumes ou plus de 20 ouvriers.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Chaudronneries. (Voir <i>Forges et chaudronneries</i> .)		
Chaux (Fours à) :		
1 ^o Permanents.....	Fumée, poussière.....	2 ^e .
2 ^o Ne travaillant pas plus d'un mois par an.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Chicorée (Torréfaction en grand de la).....	Odeur et fumée.....	3 ^e .
Chiens (Infirmerie de).....	Odeur et bruit.....	1 ^{re} .
Chiffons (Dépôt de).....	Odeur.....	3 ^e .
Chiffons (Traitement des) par la vapeur de l'acide chlorhydrique :		
1 ^o Quand l'acide n'est pas condensé.....	Émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
2 ^o Quand l'acide est condensé.....	Émanations accidentelles..	3 ^e .
Chlorate de potasse (Fabrication du) par électrolyse.....	Poussières.....	3 ^e .
Chlore (Fabrication du).....	Odeur.....	2 ^e .
Chlorure de chaux (Fabrication du) :		
1 ^o En grand.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
2 ^o Dans les ateliers fabriquant au plus 300 kilogrammes par jour.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Chlorures de plomb.....	Émanations nuisibles.....	2 ^e .
Chlorures alcalins, eau de javelle (Fabrication des).....	Odeur.....	2 ^e .
Chlorures de soufre (Fabrication des).....	Vapeurs nuisibles.....	1 ^{re} .
Choucroute (Ateliers de fabrication de la).....	Odeur.....	3 ^e .
Chromate de potasse (Fabrication du).....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Chrysalides (Ateliers pour l'extraction des parties soyeuses des).	<i>Idem</i>	1 ^{re} .
Ciment (Fours à) :		
1 ^o Permanents.....	Fumée, poussière.....	2 ^e .
2 ^o Ne travaillant pas plus d'un mois par an.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Cire à cacheter (Fabrication de la).....	Danger d'incendie.....	3 ^e .

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Cochénille ammoniacale (Fabrication de la).....	Odeur.....	3 ^e .
Cocons :		
1 ^o Traitement des frisons de cocons.....	Altération des eaux.....	2 ^e .
2 ^o Filature de cocons. (Voir <i>Filature</i> .)		
Coke (Fabrication du) :		
1 ^o En plein air ou en fours non fumivores.....	Fumée et poussière.....	1 ^{re} .
2 ^o En fours fumivores.....	Poussière.....	2 ^e .
Colle forte (Fabrication de la).....	Odeur, altération des eaux..	1 ^{re} .
Collodion (Fabrication du).....	Danger d'explosion ou d'incendie.....	1 ^{re} .
Combustion des plantes marines dans les établissements permanents.....	Odeur et fumée.....	1 ^{re} .
Construction (Ateliers de). (Voir <i>Machines et wagons</i> .)		
Corde à instruments en boyaux (Fabrication de). (Voir <i>Boyauderies</i> .)		
Cornes et sabots (Aplatissement des) :		
1 ^o Avec macération.....	Odeur et altération des eaux.	2 ^e .
2 ^o Sans macération.....	Odeur.....	3 ^e .
Corroieries.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Coton et coton gras (Blanchisseries des déchets de).....	Altération des eaux.....	3 ^e .
Crayons de graphite pour éclairage électrique (Fabrication des).	Bruit et fumée.....	2 ^e .
Cretons (Fabrication de).....	Odeur et danger d'incendie.	1 ^{re} .
Crins (Teinture des). (Voir <i>Teintureries</i> .)		
Crins et soies de porc. (Voir <i>Soies de porc</i> .)		
Cristaux (Fabrication de). (Voir <i>Verreries, etc.</i>)		
Cuir (Battage des). (Voir <i>Battage</i> .)		
Cuir vernis (Fabrication de).....	<i>Idem</i>	1 ^{re} .
Cuir vert et peaux fraîches (Dépôts de).....	Odeur.....	2 ^e .
Cuivre (Dérochage du) par les acides.....	Odeur et émanations nuisibles.....	3 ^e .
Cuivre (Fonte du). (Voir <i>Fonderie de cuivre, etc.</i>)		
Cuivre (Trituration des composés du).....	Poussières.....	3 ^e .
Cyanure de potassium et bleu de Prusse (Fabrication de) :		
1 ^o Par la calcination directe des matières animales avec la potasse.....	Odeur.....	1 ^{re} .
2 ^o Par l'emploi de matières préalablement carbonisées en vases clos.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Cyanure rouge de potassium ou prussiate rouge de potasse...	Émanations nuisibles.....	3 ^e .
Débris d'animaux (Dépôts de). (Voir <i>Chairs, etc.</i>)		
Déchets de laine. (Dégraissage des). (Voir <i>Peaux, étoffes, etc.</i>)		
Déchets de matières filamenteuses (Dépôts de) en grand dans les villes.....	Danger d'incendie.....	3 ^e .
Déchets de filature de lin, de chanvre et de jute (Lavage et séchage en grand des).....	Odeur et altération des eaux.	2 ^e .
Dégraissage ou huile épaisse à l'usage des chamoiseurs et corroyeurs (Fabrication de).....	Odeur et danger d'incendie.	1 ^{re} .
Dérochage du cuivre. (Voir <i>Cuivre</i> .)		
Distilleries en général, eau-de-vie, genièvre, kirsch, absinthe et autres liqueurs alcooliques.....	Danger d'incendie.....	3 ^e .

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Dorure et argenture sur métaux.....	Émanations nuisibles.....	3°.
Dynamite (Fabriques et dépôts de). (Régime spécial. Loi du 8 mars 1875 et décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882.)		
Eau de javelle (Fabrication d'). (Voir <i>Chlorures alcalins.</i>)		
Eau-de-vie. (Voir <i>Distilleries.</i>)		
Eau-forte. (Voir <i>Acide nitrique.</i>)		
Eaux grasses (Extraction, pour la fabrication du savon et autres usages, des huiles contenues dans les) :		
1° En vases ouverts.....	Odeur et danger d'incendie.	1 ^{re} .
2° En vases clos.....	<i>Idem.</i>	2°.
Eau oxygénée (Fabrique d'). (Voir <i>Baryte caustique.</i>)		
Eaux savonneuses des fabriques. (Voir <i>Huiles extraites des débris d'animaux.</i>)		
Échaudoirs :		
1° Pour la préparation industrielle des débris d'animaux.....	Odeur.....	1 ^{re} .
2° Pour la préparation des parties d'animaux propres à l'alimentation.....	<i>Idem.</i>	3°.
Écorces (Battoir à). (Voir <i>Battoir.</i>)		
Émail (Application de l') sur les métaux.....	Fumée.....	3°.
Émail (Fabrication d') avec fours non fumivores.....	<i>Idem.</i>	3°.
Encres d'imprimerie (Fabrication des) :		
1° Avec cuisson d'huile à feu nu.....	Odeur et danger d'incendie.	1 ^{re} .
2° Sans cuisson d'huile à feu nu.....	<i>Idem.</i>	2°.
Engrais (Dépôts d') au moyen des matières provenant de vidanges ou de débris d'animaux :		
1° Non préparés ou en magasin non couvert.....	Odeur.....	1 ^{re} .
2° Desséchés ou désinfectés et en magasin couvert, quand la quantité excède 25,000 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	2°.
3° Les mêmes, quand la quantité est inférieure à 25,000 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	3°.
Engrais (Fabrication des) au moyen des matières animales...	<i>Idem.</i>	1 ^{re} .
Engrais et insecticides à base de goudron ou de résidus d'épuration du gaz (Fabrication d') :		
1° A l'air libre.....	Odeur et danger d'incendie.	1 ^{re} .
2° En vase clos.....	<i>Idem.</i>	2°.
Engraissement des volailles dans les villes (Établissement pour l').....	Odeur.....	3°.
Épillage des laines et draps (par la voie humide).....	Danger d'incendie.....	3°.
Éponges (Lavage et séchage des).....	Odeur et altération des eaux.	3°.
Épuration des laines, etc. (Voir <i>Battage.</i>)		
Équarrissage des animaux (Ateliers d').....	Odeur et émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
Étamage des glaces (Ateliers d').....	Émanations nuisibles.....	3°.
Éther (Dépôts d') :		
1° Si la quantité emmagasinée est, même temporairement, de 1,000 litres ou plus.....	Danger d'incendie et d'explosion.....	1 ^{re} .
2° Si la quantité, supérieure à 100 litres, n'atteint pas 1,000 litres.....	<i>Idem.</i>	2°.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Éther (Fabrication de l').....	Danger d'incendie et d'explosion.....	1 ^{re} .
Étoffes (Dégraissage des) (Voir <i>Peaux, étoffes, etc.</i>)		
Étoupes (Transformation en) des cordages hors de service goudronnés ou non.....	Danger d'incendie.....	3 ^e .
Étoupilles (Fabrication d') avec matières explosives.....	Danger d'explosion et d'incendie.....	1 ^{re} .
Faïence (Fabrique de) :		
1° Avec fours non fumivores.....	Fumée.....	2 ^e .
2° Avec fours fumivores.....	Fumée accidentelle.....	3 ^e .
Fanons de baleine (Travail des).....	Émanations incommodes...	3 ^e .
Féculeries.....	Odeur, altération des eaux.	3 ^e .
Fer (Dérochage du).....	Vapeurs nuisibles.....	3 ^e .
Fer (Galvanisation du).....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Fer-blanc (Fabrication du).....	Fumée.....	3 ^e .
Feutre goudronné (Fabrication du).....	Odeur, danger d'incendie..	2 ^e .
Feutres et visières vernis (Fabrication de).....	<i>Idem</i>	1 ^{re} .
Filature des cocons (Ateliers dans lesquels la) s'opère en grand, c'est-à-dire employant au moins six tours.....	Odeur, altération des eaux	3 ^e .
Fonderie de cuivre, laiton et bronze.....	Fumées métalliques.....	3 ^e .
Fonderie en deuxième fusion.....	Fumée.....	3 ^e .
Fonte et laminage du plomb, du zinc et du cuivre.....	Bruit et fumée.....	3 ^e .
Forges et chaudronneries de grosses œuvres employant des marteaux mécaniques.....	Fumée, bruit.....	2 ^e .
Formes en tôle pour raffinerie. (Voir <i>Tôles vernies.</i>)		
Fourneaux (Hauts).....	Fumée et poussière.....	2 ^e .
Fours à plâtre et fours à chaux. (Voir <i>Plâtre, Chaux.</i>)		
Fromages (Dépôts de) dans les villes.....	Odeur.....	3 ^e .
Fulminate de mercure (Fabrication du). (Régime spécial. — Ordonnance du 30 octobre 1836.).....	Danger d'explosion et d'incendie.....	1 ^{re} .
Galipots ou résines de pin. (Voir <i>Résines.</i>)		
Galons et tissus d'or et d'argent (Brûlerie en grand des) dans les villes.....	Odeur.....	2 ^e .
Gaz (Goudrons des usines à). (Voir <i>Goudrons.</i>)		
Gaz d'éclairage et de chauffage (Fabrication du) :		
1° Pour l'usage public. (Régime spécial. Décret du 9 février 1867.).....	Odeur, danger d'incendie..	2 ^e .
2° Pour l'usage particulier.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Gazomètres pour l'usage particulier, non attenants aux usines de fabrication.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Gélatines alimentaires et gélatines provenant de peaux blanches et de peaux fraîches non tannées (Fabrication de).....	Odeur.....	3 ^e .
Générateurs à vapeur. (Régime spécial. Décret du 30 avril 1880.)		
Genièvre. (Voir <i>Distilleries.</i>)		
Glace. (Voir <i>Réfrigération.</i>)		
Glaces (Étamage des). (Voir <i>Étamage.</i>)		
Glycérine (Distillation de la).....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Glycérine (Extraction de la) des eaux de savonnerie ou de stéarinerie.....	<i>Idem</i>	2 ^e .

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Goudrons et brais végétaux d'origines diverses (Élaboration des).....	Odeur, danger d'incendie..	1 ^{re} .
Goudrons et matières bitumineuses fluides (Dépôts de).....	<i>Idem.</i>	2 ^e .
Goudrons (Traitement des) dans les usines à gaz où ils se produisent.....	<i>Idem.</i>	2 ^e .
Goudrons (Usines spéciales pour l'élaboration des) d'origines diverses.....	<i>Idem.</i>	1 ^{re} .
Graisses (Fonte aux acides des).....	Odeur et altération des eaux.	2 ^e .
Graisses à feu nu (Fonte des).....	Odeur, danger d'incendie..	1 ^{re} .
Graisses de cuisine (Traitement des).....	Odeur.....	1 ^{re} .
Graisses et suifs (Refonte des).....	<i>Idem.</i>	3 ^e .
Graisses pour voitures (Fabrication des).....	Odeur, danger d'incendie..	1 ^{re} .
Gravure chimique sur verre, avec application de vernis aux hydrocarbures.....	<i>Idem.</i>	2 ^e .
Grillage des minerais sulfureux.....	Fumée, émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
Grillage des minerais sulfureux quand les gaz sont condensés et que le minerai ne renferme pas d'arsenic.....	<i>Idem.</i>	2 ^e .
Guano (Dépôts de) :		
1° Quand l'approvisionnement excède 25,000 kilogrammes.....	Odeur.....	1 ^{re} .
2° Pour la vente au détail.....	<i>Idem.</i>	3 ^e .
Harengs (Saurage des).....	<i>Idem.</i>	3 ^e .
Hongroiries.....	<i>Idem.</i>	3 ^e .
Houille (Agglomérés de). (Voir <i>Agglomérés</i> .)		
Huile de Bergues (Fabriques d'). (Voir <i>Dégras</i> .)		
Huile de pieds de bœuf (Fabrication d') :		
1° Avec emploi de matières en putréfaction.....	<i>Idem.</i>	1 ^{re} .
2° Quand les matières employées ne sont pas putréfiées.....	<i>Idem.</i>	2 ^e .
Huile épaisse ou dégras. (Voir <i>Dégras</i> .)		
Huileries ou moulins à huile.....	Odeur, danger d'incendie..	3 ^e .
Huile de pétrole, de schiste et de goudron, essences et autres hydrocarbures employés pour l'éclairage, le chauffage, la fabrication des couleurs et vernis, le dégraissage des étoffes et autres usages. (Fabrication, distillation, travail en grand et dépôts d'). (Régime spécial. Décrets des 19 mai 1873, 12 juillet 1884 et 20 mars 1885.)		
Huiles de poisson (Fabrique d').....	<i>Idem.</i>	1 ^{re} .
Huiles de résine (Fabrication d').....	<i>Idem.</i>	1 ^{re} .
Huiles de ressence (Fabrication d').....	Odeur, altération des eaux.	2 ^e .
Huiles (Épuration des).....	Odeur, danger d'incendie..	3 ^e .
Huiles essentielles ou essences de térébenthine, d'aspic et autres. (Voir <i>Huiles de pétrole, de schiste, etc.</i>)		
Huiles et autres corps gras extraits des débris de matières animales (Extraction des).....	<i>Idem.</i>	1 ^{re} .
Huiles extraites des schistes bitumineux. (Voir <i>Huiles de pétrole, de schiste, etc.</i>)		
Huiles lourdes créosotées (Injection des bois à l'aide des) : Ateliers opérant en grand et d'une manière permanente.....	<i>Idem.</i>	2 ^e .

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Huiles (Mélange à chaud ou cuisson des) :		
1° En vases ouverts	Odeur, danger d'incendie..	1 ^{re} .
2° En vases clos	<i>Idem</i>	2°.
Huiles oxydées par exposition à l'air (Fabrication et emploi d') :		
1° Avec cuisson préalable.....	<i>Idem</i>	1 ^{re} .
2° Sans cuisson.....	<i>Idem</i>	2°.
Huiles rousses (Fabrication d') par extraction des cretons et débris de graisse à haute température.....	<i>Idem</i>	1 ^{re} .
Impressions sur étoffes. (Voir <i>Toiles peintes</i> .)		
Jute (Teillage du). (Voir <i>Teillage</i> .)		
Kirsch. (Voir <i>Distilleries</i> .)		
Laine. (Voir <i>Battage et lavage des fils de laine, etc.</i>)		
Laiteries en grand dans les villes	Odeur.....	2°.
Lard (Ateliers à enfumer le).....	Odeur et fumée.....	3°.
Lavage des cocons. (Voir <i>Cocons</i> .)		
Lavage et séchage des éponges. (Voir <i>Éponges</i> .)		
Lavoirs à bouille.....	Altération des eaux.....	3°.
Lavoirs à laine.....	<i>Idem</i>	3°.
Lavoirs à minerais en communication avec des cours d'eau...	<i>Idem</i>	3°.
Lessives alcalines des papeteries (Incinération des).....	Fumée, odeur et émanations nuisibles.....	2°.
Liège (Usines pour la trituration du).....	Danger d'incendie.....	2°.
Lies de vin (Incinération des) :		
1° Avec dégagement de la fumée au dehors.....	Odeur.....	1 ^{re} .
2° Avec combustion ou condensation des fumées.....	<i>Idem</i>	2°.
Lies de vin (Séchage des).....	<i>Idem</i>	2°.
Liguites (Incinération des).....	Fumée, émanations nuisibles	1 ^{re} .
Lin (Rouissage du). (Voir <i>Rouissage</i> .)		
Lin (Teillage en grand du). (Voir <i>Teillage</i> .)		
Liquides pour l'éclairage (Dépôt de) au moyen de l'alcool et des huiles essentielles.....	Danger d'incendie et d'explosion.....	2°.
Liqueurs alcooliques. (Voir <i>Distilleries</i> .)		
Litharge (Fabrication de la).....	Poussière nuisible.....	3°.
Machines et wagons (Ateliers de construction de).....	Bruit, fumée.....	2°.
Machines à vapeur. (Voir <i>Générateurs</i> .)		
Malteries.....	Altération des eaux.....	3°.
Mars ou charrées de soude (Exploitation des), en vue d'en extraire le soufre, soit libre, soit combiné.....	Odeur, émanations nuisibles.	1 ^{re} .
Maroquinerie.....	Odeur.....	3°.
Massicot (Fabrication du).....	Émanations nuisibles.....	3°.
Matières colorantes (Fabrication des) au moyen de l'aniline et de la nitrobenzine.....	Odeur, émanations nuisibles.	3°.
Mèches de sûreté pour mineurs (Fabrication des) :		
1° Quand la quantité manipulée ou conservée dépasse 100 kilogrammes de poudre ordinaire.....	Danger d'incendie ou d'explosion.....	1 ^{re} .
2° Quand la quantité manipulée ou conservée est inférieure à 100 kilogrammes de poudre ordinaire.....	<i>Idem</i>	2°.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Mégisseries.....	Odeur.....	3 ^e .
Ménageries.....	Danger des animaux.....	1 ^{re} .
Métaux (Ateliers de) pour construction de machines et appareils. (Voir <i>Machines</i> .)		
Minerais de métaux précieux (Traitement des).....	Émanations nuisibles.....	3 ^e .
Minium (Fabrication du).....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Miroirs métalliques (Fabriques de) et autres ateliers employant des moutons :		
1 ^o Où l'on emploie des marteaux ne pesant pas plus de 25 kilogrammes et n'ayant que 1 mètre au plus de longueur de chute.....	Bruit et ébranlement.....	3 ^e .
2 ^o Où l'on emploie des marteaux ne pesant pas plus de 25 kilogrammes et ayant plus de 1 mètre de longueur de chute.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
3 ^o Où l'on emploie des marteaux d'un poids supérieur à 25 kilogrammes, quelle que soit la longueur de chute.	<i>Idem</i>	2 ^e .
Morues (Sécheries des).....	Odeur.....	2 ^e .
Moulins à broyer le plâtre, la chaux, les cailloux et les pouzzolanes.....	Poussière.....	3 ^e .
Moulins à huile. (Voir <i>Huileries</i> .)		
Moutons (Ateliers employant des). (Voir <i>Miroirs métalliques</i> .)		
Murexide (Fabrication de la) en vases clos par la réaction de l'acide azotique et de l'acide urique du guano.....	Émanations nuisibles.....	2 ^e .
Nitrate de méthyle (Fabrique de).....	Danger d'explosion.....	1 ^{re} .
Nitrates métalliques obtenus par l'action directe des acides (Fabrication des) :		
1 ^o Si les vapeurs ne sont pas condensées.....	Vapeurs nuisibles.....	1 ^{re} .
2 ^o Si les vapeurs sont condensées.....	Vapeurs accidentelles.....	2 ^e .
Nitrobenzine, aniline et matières dérivant de la benzine (Fabrication de).....	Odeur, émanations nuisibles et danger d'incendie....	2 ^e .
Noir de fumée (Fabrication du) par la distillation de la houille, des goudrons, bitumes, etc.	Odeur et fumée.....	2 ^e .
Noir des raffineries et des sucreries (Revivification du).....	Émanations nuisibles, odeur	2 ^e .
Noir d'ivoire et noir animal (Distillation des os ou fabrication du) :		
1 ^o Lorsqu'on n'y brûle pas les gaz.....	Odéur.....	1 ^{re} .
2 ^o Lorsque les gaz sont brûlés.....	<i>Idem</i>	2 ^e .
Noir minéral (Fabrication du) par le broyage des résidus de la distillation des schistes bitumineux.	Odeur et poussière.....	3 ^e .
Oignons (Dessiccation des) dans les villes.....	Odeur.....	2 ^e .
Olives (Confiserie des).....	Altération des eaux.....	3 ^e .
Olives (Tourteaux d'). (Voir <i>Tourteaux</i> .)		
Orseille (Fabrication de l') :		
1 ^o En vases ouverts.....	Odeur.....	1 ^{re} .
2 ^o A vases clos et employant de l'ammoniaque à l'exclusion de l'urine.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Os (Torréfaction des) pour engrais :		
1 ^o Lorsque les gaz ne sont pas brûlés.....	Odeur et danger d'incendie.	1 ^{re} .
2 ^o Lorsque les gaz sont brûlés.....	<i>Idem</i>	2 ^e .

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Os d'animaux (Calcination des). (Voir <i>Carbonisation des matières animales.</i>)		
Os frais (Dépôts d') en grand.....	Odeur, émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
Os secs (Dépôts d') en grand.....	Odeur.....	3 ^e .
Onates (Fabrication des).....	Poussière et danger d'incendie.....	3 ^e .
Papier (Fabrication du).....	Danger d'incendie.....	3 ^e .
Parchemineries	Odeur.....	3 ^e .
Pâte à papier (Préparation de la) au moyen de la paille et autres matières combustibles.....	Altération des eaux.....	2 ^e .
Peaux de lièvres et de lapins. (Voir <i>Secrétage.</i>)		
Peaux de moutons (Séchage des).....	Odeur.....	3 ^e .
Peaux, étoffes et déchets de laine (Dégraissage des) par les huiles de pétrole et autres hydrocarbures.....	Odeur et danger d'incendie.	1 ^{re} .
Peaux fraîches. (Voir <i>Cuir</i> vert.)		
Peaux (Lustrage et apprêtage des).....	Odeur et poussière.....	3 ^e .
Peaux (Planage et séchage des).....	Odeur.....	2 ^e .
Peaux salées non séchées (Dépôts de).....	Idem.....	3 ^e .
Peaux sèches (Dépôts de), conservées à l'aide de produits odorants.....	Idem.....	3 ^e .
Perchlorure de fer par dissolution de peroxyde de fer (Fabrication de).....	Émanations nuisibles.....	3 ^e .
Pétrole. (Voir <i>Huiles de pétrole, etc.</i>)		
Phosphate de chaux (Ateliers pour l'extraction et le lavage du).	Altération des eaux.....	3 ^e .
Phosphore (Fabrication du).....	Danger d'incendie	1 ^{re} .
Pilerie mécanique des drogues.....	Bruit et poussière.....	3 ^e .
Pipes à fumer (Fabrication des) :		
1 ^o Avec fours non fumivores.....	Fumée.....	2 ^e .
2 ^o Avec fours fumivores.....	Fumée accidentelle.....	3 ^e .
Plantes marines. (Voir <i>Combustion des plantes marines.</i>)		
Platine (Fabrication du).....	Émanations nuisibles.....	2 ^e .
Plâtre (Fours à) :		
1 ^o Permanents.....	Fumée et poussière.....	2 ^e .
2 ^o Ne travaillant pas plus d'un mois.....	Idem.....	3 ^e .
Plomb (Fonte et laminage du). (Voir <i>Fonte.</i>)		
Poëliers journalistes, poëles et fourneaux en faïence et terre cuite. (Voir <i>Faïence.</i>)		
Poils de lièvre et de lapin. (Voir <i>Secrétage.</i>)		
Poissons salés (Dépôts de).....	Odeur incommode.....	2 ^e .
Porcelaine (Fabrication de la) :		
1 ^o Avec fours non fumivores.....	Fumée.....	2 ^e .
2 ^o Avec fours fumivores.....	Fumée accidentelle.....	3 ^e .
Porcheries comprenant plus de six animaux ayant cessé d'être allaités :		
1 ^o Lorsqu'elles ne sont pas l'accessoire d'un établissement agricole.....	Odeur, bruit.....	2 ^e .
2 ^o Lorsque, dépendant d'un établissement agricole, elles sont situées dans les agglomérations urbaines de 5,000 âmes et au-dessus.....	Idem.....	2 ^e .

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Potasse (Fabrication de la) par calcination des résidus de mélasse.	Fumée et odeur	2°.
Poteries de terre (Fabrication de) avec fours non fumivores..	Fumée.	3°.
Poudre de mine comprimée (Fabrication de cartouches de)...	Danger d'explosion ou d'incendie...	1 ^{re} .
Poudres et matières fulminantes (Fabrication de) (Voir aussi <i>Fulminate de mercure.</i>)	Danger d'explosion et d'incendie.	1 ^{re} .
Poudrette (Dépôts de). (Voir <i>Engrais.</i>)		
Poudrette (Fabrication de) et autres engrais au moyen de matières animales.	Odeur et altération des eaux.	1 ^{re} .
Pouzzolane artificielle (Fours à)	Fumée.	3°.
Protochlorure d'étain ou sel d'étain (Fabrication du)	Émanations nuisibles.	2°.
Prussiate de potasse. (Voir <i>Cyanure de potassium.</i>)		
Pulpes de betteraves. (Voir <i>Betteraves.</i>)		
Pulpes de pommes de terre. (Voir <i>Fécules.</i>)		
Raffinerie et fabriques de sucre.	Fumée et odeur.	2°.
Ramie. (Voir <i>Rouissage.</i>)		
Refrigération (Appareils de) :		
1° Par l'acide sulfureux.	Émanations nuisibles.	2°.
2° Par l'ammoniaque.	Odeur.	3°.
3° Par l'éther ou autres liquides volatils et combustibles.	Danger d'explosion et d'incendie.	3°.
Résines, galipots et arcansons (Travail en grand pour la fonte et l'épuration des).	Odeur, danger d'incendie...	1 ^{re} .
Rogues (Dépôts des salaisons liquides connues sous le nom de).	Odeur.	2°.
Rouge de Prusse et d'Angleterre.	Émanations nuisibles.	1 ^{re} .
Rouissage en grand du chanvre et du lin	Émanations nuisibles et altération des eaux.	1 ^{re} .
Rouissage en grand du chanvre, du lin et de la ramie par l'action des acides, de l'eau chaude et de la vapeur.	<i>Idem.</i>	2°.
Sabots (Ateliers à enfumer les) par la combustion de la corne ou d'autres matières animales dans les villes.	Odeur et fumée	1 ^{re} .
Salaison et préparation des viandes.	Odeur.	3°.
Salaisons (Ateliers pour les) et le saurage des poissons.	<i>Idem.</i>	2°.
Salaisons (Dépôts de) dans les villes.	<i>Idem.</i>	3°.
Sang :		
1° Ateliers pour la séparation de la fibrine, de l'albumine, etc.	<i>Idem.</i>	1 ^{re} .
2° (Dépôts de) pour la fabrication du bleu de Prusse et autres industries.	<i>Idem.</i>	1 ^{re} .
3° (Fabrique de poudre de) pour la clarification des vins.	<i>Idem.</i>	1 ^{re} .
Sardines (Fabriques de conserves de) dans les villes.	<i>Idem.</i>	2°.
Saucisson (Fabrication en grand de).	<i>Idem.</i>	2°.
Saurage des harengs. (Voir <i>Harengs.</i>)		
Savonneries.	<i>Idem.</i>	3°.
Schistes bitumineux. (Voir <i>Huiles de pétrole, de schiste, etc.</i>)		
Scieries mécaniques et établissements où l'on travaille le bois à l'aide de machines à vapeur ou à feu.	Danger d'incendie.	3°.
Séchage des éponges. (Voir <i>Éponges.</i>)		
Sécheries des morues. (Voir <i>Morues.</i>)		

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Secrétage des peaux ou poils de lièvre ou de lapin.....	Odeur.....	2°.
Sel ammoniac et sulfate d'ammoniaque (Fabrication des) par l'emploi des matières animales :		
1° Comme établissement principal.....	Odeur, émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
2° Comme annexe d'un dépôt d'engrais provenant de vidanges ou de débris d'animaux précédemment autorisé.	<i>Idem</i>	2°.
Sel ammoniac et sulfate d'ammoniaque extraits des eaux d'épuration du gaz (Fabrique spéciale de).....	Odeur.....	2°.
Sel de soude (Fabrication du) avec le sulfate de soude.....	Fumée, émanations nuisibles.....	3°.
Sel d'étain. (Voir <i>Protochlorure d'étain</i> .)		
Serrurerie (Ateliers de). (Voir <i>Chaudronnerie et serrurerie</i> .)		
Sinapismes (Fabrication des) à l'aide des hydrocarbures :		
1° Sans distillation.....	Odeur.....	2°.
2° Avec distillation.....	Odeur et danger d'incendie.	1 ^{re} .
Sirop de fécule et glucose (Fabrication des).....	Odeur.....	3°.
Soie. (Voir <i>Filature des cocons</i> .)		
Soie artificielle (Fabrication de la) au moyen du collodion....	Danger d'explosion et d'incendie.....	1 ^{re} .
Soies de porcs (Préparation des) :		
1° Par fermentation.....	Odeur.....	1 ^{re} .
2° Sans fermentation.....	Odeur et poussière.....	3°.
Soude. (Voir <i>Sulfate de Soude</i> .)		
Soudes brutes (Dépôt de résidus provenant du lessivage des).	Odeur, émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
Soudes brutes de varech (Fabrication des) dans les établissements permanents.	Odeur et fumée.....	1 ^{re} .
Soufre (Fusion ou distillation du).....	Émanations nuisibles, danger d'incendie.....	2°.
Soufre (Lustrage au) des imitations de chapeaux de paille...	Poussière nuisible.....	3°.
Soufre (Pulvérisation et blutage du).....	Poussière, danger d'incendie.....	3°.
Sucre. (Voir <i>Raffineries et fabriques de sucre</i> .)		
Sucre (Râperies annexées aux fabriques de).....	Odeur, altération des eaux.	3°.
Suif brun (Fabrication du).....	Odeur, danger d'incendie.	1 ^{re} .
Suif en branches (Fonderies de) :		
1° A feu nu.....	<i>Idem</i>	1 ^{re} .
2° Au bain-marie ou à la vapeur.....	Odeur.....	2°.
Suif d'os (Fabrication du).....	Odeur, altération des eaux, danger d'incendie.....	1 ^{re} .
Sulfate de baryte (Décoloration du). (Voir <i>Baryte</i> .)		
Sulfate de cuivre (Fabrication du) au moyen du grillage des pyrites.....	Émanations nuisibles, fumée.....	1 ^{re} .
Sulfate de fer, d'alumine et alun (Fabrication du) par le lavage des terres pyriteuses et alumineuses grillées.....	Fumée et altération des eaux.	3°.
Sulfate de mercure (Fabrication du) :		
1° Quand les vapeurs ne sont pas absorbées.....	Émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
2° Quand les vapeurs sont absorbées.....	Émanations moindres.....	2°.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Sulfate de peroxyde de fer (Fabrication du) par le sulfate de protoxyde de fer et l'acide nitrique (nitro-sulfate de fer)...	Émanations nuisibles.....	2 ^e .
Sulfate de protoxyde de fer ou couperose verte par l'action de l'acide sulfurique sur la ferraille (Fabrication en grand du).	Fumée, émanations nuisibles.....	3 ^e .
Sulfate de soude (Fabrication du) par la décomposition du sel marin par l'acide sulfurique :		
1° Sans condensation de l'acide chlorhydrique.....	Émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
2° Avec condensation complète de l'acide chlorhydrique.	<i>Idem</i>	2 ^e .
Sulfure d'arsenic (Fabrication du), à la condition que les vapeurs seront condensées.....	Odeur, émanations nuisibles.....	2 ^e .
Sulfure de carbone. (Dépôts de). (Suivent le régime des huiles de pétrole.)		
Sulfure de carbone (Fabrication du).....	Odeur, danger d'incendie..	1 ^{re} .
Sulfure de carbone (Manufactures dans lesquelles on emploie en grand le).....	Danger d'incendie.....	1 ^{re} .
Sulfure de sodium (Fabrication du).....	Odeur.....	2 ^e .
Sulfures métalliques. (Voir <i>Grillage des minerais sulfureux</i> .)		
Superphosphate de chaux et de potasse (Fabrication du)....	Émanations nuisibles.....	2 ^e .
Tabac (Incinération des côtes de).....	Odeur et fumée.....	1 ^{re} .
Tabacs (Manufactures de).....	Odeur et poussière.....	2 ^e .
Tabatières en carton (Fabrication des).....	Odeur et danger d'incendie.	3 ^e .
Taffetas et toiles vernis ou cirés (Fabrication de).....	<i>Idem</i>	1 ^{re} .
Tan (Moulins à).....	Bruit et poussière.....	3 ^e .
Tannée humide (Incinération de la).....	Fumée, odeur.....	2 ^e .
Tanneries.....	Odeur.....	2 ^e .
Tapis (Battage en grand des). (Voir <i>Battage</i> .)		
Teillage du lin, du chanvre et du jute en grand.....	Poussière et bruit.....	2 ^e .
Teintureries.....	Odeur et altération des eaux.	3 ^e .
Teintureries de peaux.....	Odeur.....	3 ^e .
Térébenthine (Distillation et travail en grand de la). (Voir <i>Huiles de pétrole, de schiste, etc.</i>)		
Terres émaillées (Fabrication de) :		
1° Avec fours non fumivores.....	Fumée.....	2 ^e .
2° Avec fours fumivores.....	Fumée accidentelle.....	3 ^e .
Terres pyriteuses et alumineuses (Grillage des).....	Fumée, émanations nuisibles.....	1 ^{re} .
Tissus d'or et d'argent (Brûlerie en grand des). (Voir <i>Galons</i> .)		
Toiles (Blanchiment des). (Voir <i>Blanchiment</i> .)		
Toiles cirées. (Voir <i>Taffetas et toiles vernis</i> .)		
Toiles grasses pour emballage, tissus, cordes goudronnées, papiers goudronnés, cartons et tuyaux bitumés (Fabrique de) :		
1° Travail à chaud.....	Odeur, danger d'incendie..	2 ^e .
2° Travail à froid.....	<i>Idem</i>	3 ^e .
Toiles peintes (Fabriques de).....	Odeur.....	3 ^e .
Toiles vernies (Fabrique de). (Voir <i>Taffetas et toiles vernis</i> .)		
Tôles et métaux vernis.....	Odeur, danger d'incendie..	3 ^e .

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Tonnelleries en grand opérant sur des fûts imprégnés de matières grasses et putrescibles.....	Bruit, odeur et fumée.....	2 ^e .
Torches résineuses (Fabrication de).....	Odeur et danger du feu...	2 ^e .
Tourbe (Carbonisation de la) :		
1° A vases ouverts.....	Odeur et fumée.....	1 ^{re} .
2° En vases clos.....	Odeur.....	2 ^e .
Tourteaux d'olives (Traitement des) par le sulfure de carbone.	Danger d'incendie.....	1 ^{re} .
Tréfileries.....	Bruit et fumée.....	3 ^e .
Triperies annexes des abattoirs.....	Odeur et altération des eaux.	1 ^{re} .
Tueries d'animaux. (Voir aussi <i>Abattoirs publics</i> .).....	Danger des animaux et odeur.....	2 ^e .
Tuileries avec fours non fumivores.....	Fumée.....	3 ^e .
Tuiles métalliques (Trempe au goudron des).....	Émanations nuisibles, danger d'incendie.....	2 ^e .
Tuyaux de drainage (Fabrique de).....	Fumée.....	3 ^e .
Urate (Fabrique d'). (Voir <i>Engrais [Fabrication des]</i> .)		
Vacheries dans les villes de plus de 5,000 habitants.....	Odeur et écoulement des urines.....	3 ^e .
Varech. (Voir <i>Soudes de varech</i> .)		
Verdet ou vert-de-gris (Fabrication du) au moyen de l'acide pyroligneux.....	Odeur.....	3 ^e .
Vernis à l'esprit-de-vin (Fabrique de).....	Odeur et danger d'incendie.	2 ^e .
Vernis (Ateliers où on applique le) sur les cuirs, feutres, tafetas, toiles, chapeaux. (Voir <i>ces mots</i> .)		
Vernis gras (Fabrique de).....	<i>Idem</i>	1 ^{re} .
Vernis. (Voir <i>Argenture des glaces</i> .)		
Verreries, cristalleries et manufactures de glaces :		
1° Avec fours non fumivores.....	Fumée et danger d'incendie.	2 ^e .
2° Avec fours fumivores.....	Danger d'incendie.....	3 ^e .
Vessies nettoyées et débarrassées de toute substance membraneuse (Atelier pour le gonflement et le séchage des).....	Odeur.....	2 ^e .
Viandes (Salaisons des). (Voir <i>Salaisons</i> .)		
Visières vernies (Fabrique de). (Voir <i>Feutres et visières</i> .)		
Voiries. (Voir <i>Boues et immondices</i> .)		
Volailles (Engraissement des). (Voir <i>Engraissement</i> .)		
Wagons (Construction de). (Voir <i>Machines et Wagons</i> .)		

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. (Suite.)

VIII. — Ardennes.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. CHAMBARD, inspecteur divisionnaire du travail, à Nancy ;
CÉSAR, inspecteur départemental du travail, à Mézières ;
L'Ingénieur des mines, à Reims ;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Charleville.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. DEVILLE, industriel à Charleville ;
GÉRARD (Albert), industriel à Bogny ;
MIALARET, maire de Mézières ;
COLLARD (Henri), industriel, adjoint à Rethel ;
TROYON (docteur), maire de Rethel ;
SORET (Édouard), conseiller général ;
HAMAIDE, docteur à Fumay ;
LARTIGUE, conseiller général ;
BACOT (Louis), président de la Chambre de commerce de Sedan ;
THIRIET (Gustave), conseiller général ;
NOBLET, conseiller général ;
DORÉ, maire de Vouziers.

XXIV. — Dordogne.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. GOUTTES, inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie, à Bordeaux ;
CHASTAGNOI, inspecteur départemental du travail, à Périgueux ;
MENTIEN, ingénieur des mines, à Bordeaux ;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Périgueux.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. SARRAZIN, conseiller général ;
GARRIGAT, conseiller général ;
FROIDEFOND, conseiller général ;
VALLON, conseiller général ;

XXVIII. — **Eure-et-Loir.**
(Deux commissions pour le département.)

1^{re} COMMISSION (arrondissement de Dreux.)

Membres de droit.

- MM. BLAISE, inspecteur divisionnaire du travail, à Rouen ;
QUÉNOT, inspecteur départemental du travail, à Évreux ;
JANET, ingénieur des mines, à Versailles.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. BLOT, conseiller général ;
BOURGEOIS, conseiller général ;
LOUIS, conseiller général.

2^e COMMISSION

(arrondissements de Chartres, Châteaudun et Nogent-le-Rotrou).

Membres de droit.

- MM. BLAISE, inspecteur divisionnaire du travail, à Rouen ;
CADET-DEVAUX, inspecteur départemental du travail, à Alençon ;
JANET, ingénieur des mines, à Versailles ;

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. PLANÈS, conseiller général ;
MESQUITE, conseiller général.

XLIV. — **Loire-Inférieure.**
(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. GIROUD, inspecteur divisionnaire de travail, à Nantes ;
VALANT, inspecteur départemental du travail, à Nantes ;
L'Ingénieur des mines, à Nantes ;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes, à Nantes.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. RIOM, conseiller général de Nantes ;
LE COUR (Ch.), conseiller général de Nantes ;
DE LA GIRAUDAIS, conseiller général de Nantes ;
GRESNIER, conseiller général de Saint-Nazaire ;
MAILLARD, conseiller général de Saint-Nazaire ;
AMAURY-SIMON, conseiller général de Saint-Nazaire ;
GABORY, conseiller général d'Ancenis ;
GINOUX DE FERMON, conseiller général de Châteaubriant ;
GOLOT, conseiller général de Paimbœuf ;
Le Président du syndicat des ouvriers de l'industrie des conserves alimentaires ;
Le Président du syndicat des ouvriers typographes et imprimeurs.
-

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU COMMERCE INTÉRIEUR. (BUREAU DE L'INDUSTRIE.)

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

DEUXIÈME ANNÉE (1894). — NUMÉRO 5.

ACTES OFFICIELS.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Par un arrêté en date du 4 août 1894, M. BOULIN, inspecteur départemental stagiaire du travail, à Chambéry, a été nommé inspecteur départemental de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs, à partir du 1^{er} août 1894.

CIRCULAIRE DU 5 JUILLET 1894

relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les établissements industriels dépendant des exploitations minières.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été saisi de la question de savoir comment serait assurée l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les éta-

blissements industriels placés sous la dépendance immédiate des exploitations minières et dans lesquels, à ce titre, les ingénieurs des mines sont, aux termes d'instructions antérieures, chargés de surveiller l'exécution de la loi du 2 novembre 1892.

La loi du 12 juin 1893 n'étant pas applicable aux mines et les ingénieurs n'ayant été chargés d'aucune surveillance à cet égard, on s'est demandé si les établissements industriels, annexés en fait aux mines, sans en être des dépendances légales au point de vue du droit des mines, ne devraient pas être inspectés à la fois par ces fonctionnaires pour l'exécution de la loi du 2 novembre 1892 et par le service de l'inspection du travail pour la loi du 12 juin 1893.

Ce mode de procéder me semble très critiquable et il présenterait dans la pratique de sérieux inconvénients. J'estime qu'il est préférable qu'une seule catégorie de fonctionnaires soit chargée de faire observer les prescriptions des deux lois. En confiant aux ingénieurs des mines le soin d'assurer l'exécution de la loi du 2 novembre 1892 dans les mines, minières et carrières, la loi leur a donné la qualité d'inspecteur du travail; rien ne paraît donc s'opposer à ce qu'ils surveillent, à ce titre, l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les établissements formant la dépendance immédiate des mines, où ils exercent leur surveillance au point de vue de la loi du 2 novembre 1892, et j'ai décidé qu'il en serait ainsi à l'avenir.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont je vous adresse un nombre d'exemplaires suffisant pour les inspecteurs départementaux placés sous vos ordres.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

V. LOURTIES.

La même circulaire a été adressée aux ingénieurs en chef des mines.

CIRCULAIRE DU 7 JUILLET 1894

*relative à certaines professions n'ayant pas un caractère industriel
au sens de la loi du 2 novembre 1892.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à l'occasion de la préparation du décret du 15 juillet 1893, le Conseil d'État avait émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu de reconnaître un caractère industriel, au sens de la loi du 2 novembre 1892, à certaines professions comme les pâtisseries, boulangers, restau-

rateurs et cuisiniers qui se rattachent plutôt à la vie domestique qu'à l'industrie proprement dite.

Depuis lors, la question a été également soulevée en ce qui concerne les bouchers et les charcutiers. Consultée à ce sujet, la section des Travaux publics, de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes de cette haute assemblée a émis l'avis que ces professions devaient, par analogie de motifs, être assimilées aux commerces ou professions se rattachant à la vie domestique, par exemple aux cuisiniers, pâtisseries et boulangers, à qui on n'avait pas cru devoir appliquer les règlements édictés en vertu de la loi du 2 novembre 1892.

En conformité de ce double avis, vous devrez désormais considérer les bouchers, charcutiers, boulangers et pâtisseries comme n'étant pas soumis à loi du 2 novembre 1892. Vous n'aurez donc plus à exercer aucune surveillance dans leurs établissements.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire dont je vous adresse un nombre suffisant d'exemplaires pour les inspecteurs et inspectrices placés sous vos ordres.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

V. LOURTIES.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 31 JUILLET 1894

relatif aux surcharges.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Vu la loi du 2 novembre 1892;

Vu l'article 11 du décret du 13 mai 1893 ainsi conçu :

« Les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans employés dans l'industrie ne peuvent porter tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers des fardeaux d'un poids supérieur aux suivants :

Garçons au-dessous de 14 ans.....	10 kilogr.
Garçons de 14 à 18 ans.....	15 —
Ouvrières au-dessous de 16 ans.....	5 —
Ouvrières de 16 à 18 ans.....	10 —

« Il est interdit de faire traîner ou pousser par lesdits jeunes ouvriers et ouvrières, tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie

publique, des charges correspondant à des efforts plus grands que ceux ci-dessus indiqués.

« Les conditions d'équivalence des deux genres de travail seront déterminées par arrêté ministériel; »

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Sur la proposition du Conseiller d'État Directeur du commerce intérieur,

ARRÊTE :

La limite supérieure de la charge qui peut être traînée ou poussée par les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans, tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie publique, est fixée ainsi qu'il suit, *véhicule compris* :

1° *Wagonnets circulant sur voie ferrée* :

Garçons au-dessous de 14 ans.....	300 kilogr.
Garçons de 14 à 18 ans.....	500 —
Ouvrières au-dessous de 16 ans.....	150 —
Ouvrières de 16 à 18 ans.....	300 —

2° *Brouettes* :

Garçons de 14 à 18 ans.....	40 kilogr.
-----------------------------	------------

3° *Voitures à trois ou quatre roues, dites « placières, pousseuses, pousse-à-main »* :

Garçons au-dessous de 14 ans.....	35 kilogr.
Garçons de 14 à 18 ans.....	60 —
Ouvrières au-dessous de 16 ans.....	35 —
Ouvrières de 16 à 18 ans.....	50 —

4° *Charrettes à bras, dites « haquets, brancards, charretons, voitures à bras, etc. »* :

Garçons de 14 à 18 ans.....	130 kilogr.
-----------------------------	-------------

Paris, le 31 juillet 1894.

V. LOURTIES.

CIRCULAIRE DU 8 SEPTEMBRE 1894

*relative à l'application des lois réglementant le travail dans les ateliers
des compagnies de chemins de fer.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, le Conseil d'État, que j'avais consulté au sujet de l'application aux ateliers des compagnies des chemins de fer de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, vient d'émettre l'avis que ladite loi n'est pas applicable à ces ateliers.

L'avis du Conseil d'État est principalement basé sur la considération suivante : alors que la loi du 2 novembre 1892 avait pris le soin d'indiquer spécialement que tous les établissements publics ou privés sont soumis à ses prescriptions, aucune disposition de la loi du 12 juin 1893 n'en a étendu l'application aux ateliers publics. Cette dernière loi ne saurait dès lors atteindre les ateliers de chemins de fer qui font partie du domaine public des compagnies et sont, à ce titre, placés sous le contrôle de M. le Ministre des travaux publics.

Une conséquence de cet avis est que tous les autres établissements publics sont, à plus forte raison, soustraits à la loi du 12 juin 1893. Mais il reste bien entendu, et l'argumentation du Conseil d'État consacre cette interprétation, que la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie est applicable aux compagnies de chemins de fer comme à tous les établissements publics ou privés visés par ladite loi. Vous continuerez donc à y surveiller l'exécution de ses prescriptions.

Quant à la déclaration des accidents elle ne serait plus obligatoire pour les directeurs des Compagnies de chemins de fer qu'en ce qui concerne les accidents survenus aux jeunes ouvriers au-dessous de 18 ans ou aux ouvrières de tout âge. Mais afin que la statistique dressée par votre service soit complète, j'ai insisté auprès de mon collègue des Travaux publics pour que les compagnies de chemins de fer continuent à déclarer tous les accidents arrivés dans leurs ateliers, quel que soit l'âge de la victime.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont je vous adresse un nombre d'exemplaires suffisant pour les inspecteurs placés sous vos ordres.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

V. LOURTIES.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 14 JUIN 1894

relative aux tolérances prévues par le décret du 15 juillet 1893.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, parmi les industries indiquées à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 comme pouvant être autorisées à prolonger temporairement la durée du travail journalier se trouvent « les réparations urgentes de navires et de machines motrices. » Vous me demandez, à ce sujet, si l'inspecteur divisionnaire a le droit d'autoriser temporairement l'augmentation de la durée du travail *pour récupérer le temps perdu* par une réparation de machine motrice ou d'arbre principal de transmission.

Tel n'a pas été le but de l'article 5 du décret dont il s'agit; les exceptions autorisées par cet article visent la réparation elle-même de la machine, c'est-à-dire le travail des constructeurs-mécaniciens et non la marche de l'usine quelconque dans laquelle la machine est utilisée comme moteur.

Le temps perdu par cette usine pendant l'arrêt occasionné par l'accident du moteur est prévu, comme cas de force majeure, par l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892; en vertu de cet article, l'interdiction du travail de nuit peut être levée par l'inspecteur, pour un délai déterminé et dans n'importe quelle industrie.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Directeur du commerce intérieur,

C. NICOLAS.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 16 JUIN 1894

relative aux établissements soumis à la loi du 12 juin 1893.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez informé qu'un accident était survenu chez un fabricant de vins dans l'exécution de travaux de terrassement pour l'agrandissement de caves souterraines. Vous demandez, à ce sujet, si ce chantier ne doit pas rentrer dans la catégorie des mines, minières et carrières qui ne sont pas soumises à la loi du 12 juin 1893 sur

l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels ou si, au contraire, ladite loi leur est applicable.

Les carrières sont des excavations ouvertes pour le contenu en vue de l'utiliser; c'est le caractère qui les distingue des fouilles ou autres travaux souterrains qui sont exécutés en vue de débarrasser le contenant du contenu. Le lieu où s'est produit l'accident que vous m'avez signalé ne peut être considéré comme une carrière, mais comme un véritable chantier industriel; à ce titre il est soumis aux prescriptions de la loi du 12 juin 1893 et c'est à vous qu'il appartient de veiller à ce que les dispositions de cette loi y soient observées.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Directeur du commerce intérieur,

C. NICOLAS.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 4 JUILLET 1894

*relative à l'interprétation de l'article 5 du décret du 10 mars 1894
en ce qui concerne l'éclairage des ateliers.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez informé que, dans un certain nombre d'ateliers, l'éclairage s'effectue toute la journée au moyen du gaz et vous m'avez prié de vous faire savoir si, dans ces conditions, les ateliers dont il s'agit satisfont aux prescriptions de l'article 5 du décret du 10 mars 1894 aux termes duquel les locaux affectés au travail doivent être « convenablement éclairés. »

Le Comité consultatif des arts et manufactures, que j'ai saisi de la question, a fait remarquer que l'obligation de l'éclairage naturel eût rendu impraticables beaucoup d'industries qui s'exercent dans des caves ou locaux plus ou moins souterrains, et que, d'ailleurs, si le règlement d'administration publique du 10 mars 1894 avait voulu imposer cet éclairage, il l'eût dit en termes formels. Le Comité a, en conséquence, émis l'avis que la seule condition imposée était un éclairage suffisant pour l'exécution des travaux des ouvriers.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai adopté cet avis.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

V. LOURTIES.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 4 AOÛT 1894

relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 chez les boulangers, pâtisseries, bouchers et charcutiers.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître par une circulaire du 7 juillet dernier (1) que, suivant l'avis exprimé par le Conseil d'État, la loi du 2 novembre 1892 n'était pas applicable aux boulangers, pâtisseries, bouchers et charcutiers.

En m'accusant réception de cette circulaire, vous demandez si la loi du 12 juin 1893, relative à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, ne doit pas être appliquée aux mêmes établissements lorsqu'ils ont des machines et appareils mécaniques.

La circulaire précitée n'avait trait qu'à la loi du 2 novembre 1892 et il n'y a aucun motif de l'étendre par analogie à la loi du 12 juin 1893.

En ce qui concerne l'application de cette dernière loi aux établissements que vous me citez, elle me paraît tranchée par l'article 2, § 2, de ladite loi, où il est dit que ses dispositions sont applicables aux *magasins*, théâtres, cirques et autres établissements similaires où *il est fait emploi d'appareils mécaniques*. Puisque le Conseil d'État a décidé que les boulangeries, pâtisseries, boucheries et charcuteries ne devaient pas être considérées comme des ateliers industriels, elles sont, dès lors, des magasins de commerce et, à ce titre, elles tombent sous l'application de l'article 2, § 3, de la loi du 12 juin 1893, lorsqu'il y est fait usage d'appareils mécaniques.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Directeur du commerce intérieur,

C. NICOLAS.

(1) Voir plus haut, p. 914.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION.

(CHAMBRE CRIMINELLE.)

PRÉSIDENCE DE M. LOEW, PRÉSIDENT.

Bulletin du 12 juillet 1894.

Loi du 2 novembre 1892. — Travail des enfants, filles mineures et femmes dans les établissements industriels. — Contravention. — Amende minima de cinq francs. — Abaissement illégal à un franc. — Cassation.

La loi du 2 novembre 1892 (sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels) fixe à cinq francs, dans son article 26, le minimum de l'amende applicable aux contraventions de simple police qu'elle punit: c'est donc à tort qu'un jugement de tribunal correctionnel abaisse, sans en donner, d'ailleurs, de motifs, à un franc chacune des amendes que le jugement de simple police dont était appel fixait au taux légal de cinq francs.

Cassation, sur le pourvoi du procureur de la République près le tribunal de Saint-Étienne, d'un jugement de ce tribunal, en date du 28 avril dernier.

M. le Conseiller Paul Dupré, rapporteur; M. Sarrut, avocat général, conclusions conformes.

(Gazette des Tribunaux, 20 juillet 1894.)

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

HONGRIE.

LOI DU 27 DÉCEMBRE 1893

*sur la protection des ouvriers contre les accidents
et sur l'inspection des fabriques.*

CHAPITRE 1^{er}.

MESURES PRÉVENTIVES.

ART. 1^{er}. — Le patron est tenu, dans tout établissement industriel qu'il installe, de prendre et de maintenir, en ce qui concerne l'installation et l'exploitation, toutes les dispositions qu'exige l'intérêt de la protection de la vie, la sécurité corporelle et la santé des personnes employées.

Il doit notamment :

a) sur les points où la vie, la sécurité corporelle ou la santé des personnes employées pourra être mise en danger par la chute ou l'éroulement d'un objet, établir les appareils de protection convenables, couvrir ou revêtir d'un toit autant que la nature de l'exploitation le permet les réservoirs où il y a danger de tomber;

b) entourer de barrières, jusqu'à la hauteur où les employés et les personnes qui passent pourraient être atteintes, les volants, engrenages et transmissions ou bien les enfermer dans des caisses;

c) adapter des appareils de protection aux scies circulaires, doloires, tours et autres machines;

d) surveiller avec un soin tout spécial l'huilage des machines, l'enlèvement et la remise en place des courroies de transmission;

e) quant aux machines de transport elles doivent porter sur un endroit apparent l'indication de leur capacité de charge tant pour les marchandises

que pour les voyageurs, capacité qui sera déterminée de concert avec les autorités industrielles et on devra veiller à ce que lesdites machines ne soient employées que dans les limites de leur force et soient munies d'appareils de sûreté;

f) placer les lampes à gaz et à huile minérale de façon à ce que le danger d'un incendie ne soit pas augmenté, établir des ouvertures d'entrée et de sortie d'un accès facile, tenir les machines à incendie toujours en bon état d'entretien et prêtes à être mises immédiatement en action;

g) pourvoir les locaux des fabriques d'une ventilation suffisante pour dissiper les gaz qui se développent; veiller à l'enlèvement des poussières, détritux et immondices; dans les locaux fermés où les ouvriers ont à séjourner longtemps, veiller à ce que les ouvriers aient une quantité suffisante d'air respirable;

h) veiller à ce que les ouvriers qui ont à entrer dans des locaux remplis de matières toxiques ou à y séjourner soient munis d'aspirateurs et s'en servent et que, là où il se développe de la poussière en quantité considérable, il soit installé des ventilateurs;

i) avoir prêts les bandages et médicaments nécessaires pour les premiers secours.

Au sens de la présente loi, est considéré comme patron le propriétaire ou le locataire de l'établissement industriel et subsidiairement celui qui remplit les fonctions de représentant du propriétaire ou du locataire.

ART. 2. — Les employés d'une exploitation industrielle sont tenus de se soumettre aux mesures prises par le patron de l'exploitation dans l'intérêt de la sécurité, de la vie ou de la santé et à l'effet de prévenir des blessures corporelles et de se conformer à l'observation des dispositions prises dans ce but.

ART. 3. — Si l'autorité industrielle s'aperçoit de manquement ou de négligence dans l'observation des dispositions des articles 1 et 2 qui précèdent, elle est tenue de prendre immédiatement des mesures nécessaires et, dans le cas où il appartient au patron d'y remédier, de lui enjoindre de le faire soit immédiatement, soit dans un délai déterminé. L'inspecteur de fabriques du district doit être informé de cette décision.

ART. 4. — Dans le cas où il n'y aurait aucun danger à différer l'exécution des mesures à prendre conformément aux dispositions des articles 1 et 2, l'autorité industrielle peut demander à l'inspecteur de fabriques de donner son avis technique.

ART. 5. — Le patron peut, à moins qu'un retard n'entraîne quelque danger, demander que l'inspecteur de fabriques soit consulté sur l'opportu-

nité des mesures prescrites par l'autorité industrielle et que celle-ci, au cas où les circonstances le motiveraient, invite l'inspecteur de fabriques à se rendre sur les lieux où à donner son approbation écrite en vue de l'exécution rationnelle desdites mesures.

Le délai d'appel contre l'injonction de l'autorité industrielle à soumettre à l'approbation de l'inspecteur de fabriques (loi XVIII de 1884, art. 181) se calcule à partir du jour de la publication ou de la notification au cas où l'autorité industrielle aurait refusé le concours de l'inspecteur de fabriques et, dans le cas contraire, à partir du jour de la publication ou de la notification de l'arrêt rendu par l'autorité industrielle à la suite de l'approbation de l'inspecteur de fabriques.

ART. 6. — L'appel contre l'injonction faite par l'autorité industrielle dans l'intérêt de la prévention des accidents et de la protection de la vie et de la santé des employés occupés dans l'établissement industriel conformément aux articles 1 et 2 n'en empêche pas l'exécution.

Toutefois, au cas où, en vertu de l'article 5, le patron, avant l'expiration du délai fixé pour l'exécution des mesures prescrites, exprimerait le désir que l'inspecteur de fabriques fût consulté sur l'opportunité desdites mesures, l'autorité industrielle peut suspendre l'exécution des mesures prescrites jusqu'à l'arrivée de la déclaration de l'inspecteur de fabriques, pourvu qu'aucun inconvénient ne résulte de ce retard.

ART. 7. — Le patron est tenu de signaler dans les quarante-huit heures à l'inspecteur de fabriques compétent tout accident survenu dans son établissement et qui aurait causé un dommage physique à l'un ou à plusieurs de ses employés.

CHAPITRE II.

DES INSPECTEURS DE FABRIQUES.

ART. 8. — Le contrôle relatif à l'exécution des lois et ordonnances concernant les affaires industrielles et les travaux ayant trait au développement de l'industrie appartient au Ministre du commerce qui l'exerce par l'organe des inspecteurs de fabriques dans les limites des dispositions de la présente loi.

ART. 9. — Les inspecteurs de fabriques sont des fonctionnaires relevant du Ministre du commerce.

ART. 10. — Ne peuvent être employés comme inspecteurs de fabriques que les individus qui, en dehors de la qualification établie par la loi I de 1883 (titres A et B), possèdent un diplôme ou un certificat équivalent constatant qu'ils ont suivi avec succès les cours de l'Université ou de de l'École polytechnique ou dont les services antérieurs laissent à présumer qu'ils seront capables de remplir les devoirs qui leur incombent d'après la présente loi.

ART. 11. — Le nombre et les émoluments des inspecteurs de fabriques sont fixés au budget annuel du Ministère du commerce; le Ministre du commerce disposera par voie d'ordonnance en ce qui concerne leurs attributions. Le Ministre du commerce peut charger les fonctionnaires de son administration ou d'autres personnes compétentes de certains travaux d'inspection des fabriques.

ART. 12. — Les inspecteurs de fabriques ne peuvent exploiter aucune fabrique ni entreprise industrielle, soit pour leur propre compte soit comme représentants ou locataires de tiers ni en faire exploiter par des tiers; ils ne peuvent être non plus commanditaires ou employés d'une entreprise industrielle quelconque.

ART. 13. — Les inspecteurs de fabriques exercent l'inspection des fabriques dans les limites de la présente loi et prennent part aux travaux destinés à favoriser le développement de l'industrie.

A. — *Inspection des fabriques.*

ART. 14. — En vue de contrôler si les mesures prescrites aux patrons par les lois et ordonnances relatives aux affaires industrielles sont observées dans les fabriques et les grands établissements industriels situés sur le territoire des pays de la Couronne de Saint-Étienne et en vue notamment d'examiner si les dispositions ayant pour but de prévenir les accidents et de protéger la vie et la santé des ouvriers sont exécutés, les inspecteurs de fabriques devront visiter au moins une fois par an les fabriques et les grands établissements décrits dans les articles suivants.

En conséquence, lors de l'inspection desdits établissements industriels, les inspecteurs de fabriques devront particulièrement examiner :

1° si les dispositions des titres A, B, C et D du chapitre III de la loi sur l'industrie (loi XVII de 1884), des lois XIII et XIV de 1891 et des autres lois et ordonnances relatives à l'exercice de l'exploitation sont observées;

2° si les mesures prescrites par les articles 1 et 2 de la présente loi en vue de prévenir les accidents et de protéger la vie et la santé des ouvriers sont exécutées;

3° quels sont les accidents qui se sont produits dans la fabrique et quelles en ont été les conséquences;

4° si les employés sont assurés contre les accidents;

5° s'il n'existe pas des dispositions propres à influencer les employés d'une façon désavantageuse dans la jouissance de leur salaire, notamment s'ils ne sont pas contraints de se procurer les articles de consommation d'une manière qui leur soit préjudiciable.

ART. 15. — L'inspection dont s'occupe l'article précédent s'étend à toutes les fabriques et à tous les établissements industriels qui emploient une machine mue par une force élémentaire (vapeur, gaz, eau, vent, chaleur, air, électricité) ou qui, dépourvus de machines de ce genre, occupent régulièrement au moins vingt employés.

ART. 16. — Sont également soumises à l'inspection les fabriques rattachées à une exploitation rurale ou forestière ou à la production du lait, du fromage, du beurre, de la soie et qui travaillent à l'aide d'un appareil mû par une force élémentaire ou ayant une chaudière à vapeur. •

ART. 17. — L'inspection s'étend encore aux établissements industriels suivants, quel que soit le nombre des employés ou qu'ils soient mis en mouvement par une machine à force élémentaire ou non :

1° Les établissements où il est produit de la poudre à feu ou d'autres matières explosibles ; — 2° les entreprises d'éclairage au gaz ou à l'électricité ; — 3° les fourneaux à poterie ; — 4° les raffineries de pétrole ; — 5° les distilleries de spodium (os) ; — 6° les blanchisseries d'os ; — 7° les bouilleries d'os ; — 8° les moulins à broyer les os ; — 9° les bouilleries de colle ; — 10° les fonderies de suif ; — 11° les fonderies métallurgiques ; — 12° les fabriques d'allumettes ; — 13° les routoirs de chanvre et de lin ; — 14° les fours ; — 15° les magasins de collection et de triage des chiffons ; — 16° les fabriques pyrotechniques ; — 17° les fabriques de produits chimiques ; — 18° les bouilleries de sang et de lessive.

Cette nomenclature peut être modifiée par le Ministre du commerce d'accord avec le Ministre de l'intérieur dans la mesure où le développement de la technique le rendrait nécessaire pour d'autres établissements industriels au point de vue de la sécurité des employés. Toutefois, les modifications devront être soumises à la législation.

ART. 18. — Les inspecteurs de fabriques ne peuvent visiter les établissements industriels administrés par le Ministre des finances qu'avec l'autorisation de ce dernier.

Au cas où l'autorisation ne serait pas accordée, le Ministre des finances prendra les mesures nécessaires pour que le directeur de l'établissement en question fournisse aux inspecteurs les données nécessaires à l'établissement de la statistique industrielle.

ART. 19. — Pour le reste, le Ministre du commerce est autorisé à étendre, selon les besoins, l'inspection dont s'occupe l'article 14 à tout établissement industriel soumis à la loi XVII de 1884 et à en faire opérer l'inspection par les inspecteurs de fabriques.

ART. 20. — L'inspecteur de fabriques, en tant qu'il justifie de sa qualité devant le patron ou le directeur de l'établissement industriel, est autorisé à

pénétrer à tous moments du jour dans les localités faisant partie de l'entreprise (salles de travail, pavillons de machines, logements d'ouvriers et autres localités servant à l'abri des employés et appartenant à l'établissement).

La nuit, c'est-à-dire de 8 heures du soir à 6 heures du matin, il ne peut visiter que la partie de l'établissement où le travail industriel n'est pas interrompu à cette heure-là.

ART. 21. — L'inspecteur de fabriques est autorisé à poser des questions et à demander des éclaircissements soit à chacun des employés de l'entreprise, soit au patron lui-même, en tout ce qui se rapporte à ses attributions conformément à l'article 14 de la présente loi. Il est de même autorisé à réclamer la présentation des documents et relevés concernant l'établissement objet de l'inspection, ainsi que les créations (écoles, hôpitaux, etc.) qui s'y rattachent.

ART. 22. — Le patron est tenu de donner les éclaircissements demandés par l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions.

Il lui est interdit de faire des réponses fausses, de défendre à ses employés de donner des éclaircissements ou de formuler des plaintes ou de les engager à donner des réponses inexactes.

ART. 23. — L'inspecteur ne doit pas, au cours de l'inspection prescrite par le présent chapitre, poser de question ou réclamer la visite de la partie de l'établissement de nature à révéler le secret du brevet ou la spécialité de l'exploitation; il doit pareillement éviter toute question qui pourrait nuire directement ou indirectement aux intérêts commerciaux de l'entreprise.

Au cas où l'inspecteur ne trouverait pas suffisamment motivé le refus du patron à ce sujet, il devra en aviser le Ministre du commerce, qui décidera ce qu'il y aura à faire. Si le Ministre du commerce estime que l'examen de la partie en question de l'établissement est nécessaire, sa décision devra être en tous cas exécutée.

ART. 24. — Le patron est autorisé à accompagner l'inspecteur pendant la visite de ce dernier dans la fabrique et ses dépendances. Toutefois, l'inspecteur a le droit d'entendre si bon lui semble chacun des employés sans témoins.

ART. 25. — L'inspecteur doit exercer le contrôle d'une façon bienveillante et conforme aux justes intérêts des patrons aussi bien que des employés en évitant autant que possible d'interrompre l'exploitation et de léser les intérêts des parties. Il doit s'abstenir de toute démarche pouvant éveiller le soupçon de partialité.

ART. 26. — Les inspecteurs de fabriques sont tenus de garder le secret le plus rigoureux sur toutes les conditions de commerce ou d'exploitation dont ils ont eu connaissance. Les infractions à cette obligation du secret entraînent

la peine disciplinaire la plus sévère, sans préjudice des revendications privées de la part des parties lésées contre les inspecteurs.

ART. 27. — L'inspecteur de fabriques est autorisé à requérir en cas de besoin le concours de l'autorité industrielle ou de l'autorité locale, du médecin officiel ou de l'administration des travaux publics; ces autorités sont tenues de se rendre à cette invitation.

ART. 28. — L'inspecteur de fabriques est tenu de faire remarquer au patron ou même aux employés de l'établissement les défauts constatés; il est tenu, en outre, de donner au patron les indications et les conseils motivés touchant les mesures à prendre pour protéger la vie et la santé des employés de la façon la plus rationnelle et sans frais inutiles; il doit même préparer sans frais les plans nécessaires à cet effet.

L'inspecteur de fabriques, lorsqu'il trouve que les omissions sont contraires à la loi où s'il constate que, malgré les avis donnés, le patron ne remédie pas aux difficultés et ne prend pas les mesures indiquées, doit faire intervenir l'autorité compétente. Celle-ci est tenue de communiquer les décisions prises par elle à l'inspecteur, qui, s'il les trouve trop onéreuses ou insuffisantes, interjette appel.

ART. 29. — Il doit être dressé de toute visite d'une entreprise un procès-verbal relatant aussi minutieusement que possible les observations faites et indiquant si l'attention du patron et des employés a été appelée sur les défauts constatés et sur les mesures à prendre, et dans quel cas l'autorité industrielle ou autre a été avisée. L'inspecteur doit transmettre ce procès-verbal au Ministre du commerce et en conserver une copie par devers lui.

ART. 30. — Les données recueillies par les inspecteurs de fabriques au cours de leurs inspections ne devront être utilisées qu'en vue de l'exécution de la loi industrielle et des ordonnances y relatives ainsi qu'en vue de la statistique industrielle.

Au cas où l'inspecteur de fabriques, d'après les défauts constatés, réclame l'intervention de l'autorité industrielle ou d'une autre autorité, il ne sera donné à celle-ci communication que de la partie du procès-verbal qui l'intéresse.

ART. 31. — Un rapport détaillé devra être fait tous les ans au Ministre du commerce sur le résultat des inspections de fabriques.

B. — *Fonctions des inspecteurs de fabriques en ce qui concerne le développement de l'industrie.*

ART. 32. — Les inspecteurs de fabriques devront tenir en évidence les fabriques et grands établissements industriels de leur circonscription et en dresser des listes.

ART. 33. — Les inspecteurs de fabriques sont tenus, en outre, de recueillir des données statistiques sur la situation et les conditions de logement des employés de fabrique et industriels de leur circonscription, de compléter ces données et de les tenir à jour.

ART. 34. — Les inspecteurs de fabriques ayant pour tâche de veiller aux occasions propres à favoriser le développement direct de l'industrie, ils sont particulièrement tenus :

a) d'inspecter de temps en temps et de contrôler le fonctionnement des ateliers d'apprentissage industriels qui se trouvent dans leur circonscription ;

b) de comparaître de temps en temps dans les écoles industrielles inférieures et d'en contrôler l'enseignement ;

c) de veiller à l'emploi rationnel de l'assistance accordée à certaines entreprises industrielles et à ce que les fabriques qui participent aux faveurs de l'État remplissent les conditions auxquelles ces faveurs sont subordonnées ;

d) d'accomplir les travaux qui leur sont confiés en vue du développement de l'industrie domestique.

Les inspecteurs de fabrique devront faire au Ministre du commerce un rapport contenant les observations qu'ils auront faites au cours de l'accomplissement des fonctions qui leur sont imposées par le présent article.

ART. 35. — Lorsque dans les cas de contestations prévus par l'article 162 de la loi industrielle XVII de 1884, la procédure fixée par l'article 163 de la même loi ne donne aucun résultat, le Ministre du commerce peut charger l'inspecteur de fabrique de constituer le jury ou de régler à l'amiable le différend surgi.

ART. 36. — Dans tous les cas où les articles 27 et suivants de la loi XVII de 1884 prescrivent l'intervention de l'autorité industrielle, celle-ci est tenue d'inviter l'inspecteur de fabrique compétent à prendre part à ses délibérations. L'inspecteur de fabrique a le droit, dans tous les cas où il le juge nécessaire, de paraître aux délibérations et d'y prendre part.

Il devra, au cours de ces délibérations, s'efforcer d'écarter d'une manière équitable les obstacles qui s'opposeraient à la constitution de l'établissement et veiller, au cas où la concession serait accordée, à ce que rien ne soit négligé des mesures propres à protéger la vie et la santé des ouvriers.

Au cas où l'inspecteur de fabrique serait empêché d'assister aux délibérations, il peut donner son approbation par écrit à l'autorité industrielle.

L'inspecteur de fabrique doit être avisé de toute décision prise par l'autorité industrielle. Il peut interjeter appel contre ces décisions au cas où il jugerait qu'elles offrent des inconvénients au point de vue, soit du développement de l'industrie, soit du danger pour la vie et la santé des employés ou de la protection contre les accidents.

ART. 37. — Le Ministre du commerce présente tous les ans à la législature un rapport général d'après ceux qui lui auront été adressés successivement par les inspecteurs de fabrique.

CHAPITRE III.

DES CONTRAVENTIONS, DES PÉNALITÉS ET DES AUTORITÉS COMPÉTENTES.

ART. 38. — Se rend coupable d'une contravention passible d'une amende de 100 florins au plus tout patron qui néglige de remplir les devoirs prescrits par l'article 1^{er} de la présente loi. Si cette négligence cause une blessure physique, le patron, en tant qu'il n'y a pas lieu d'appliquer les dispositions du Code pénal, est passible d'une amende de 300 florins au maximum.

L'employé qui omet la prescription de l'article 2 de la présente loi commet une contravention passible d'une amende de 100 florins au maximum.

ART. 39. — Se rend coupable d'une contravention passible d'une amende de 300 florins au maximum le patron qui refuse d'exécuter ou n'exécute pas dans le délai fixé les mesures prescrites par les ordonnances de l'autorité industrielle en vue de protéger la vie ou la santé des employés. La même amende est applicable à quiconque s'oppose à l'exécution de ces ordonnances.

ART. 40. — Le patron qui ne permet pas à l'inspecteur de fabrique l'entrée des localités qui doivent être visitées aux termes de la présente loi, ou qui ne donne pas les éclaircissements demandés conformément aux dispositions de la présente loi, ou qui empêche ses employés de donner ces éclaircissements ou de formuler des plaintes, ou qui donne des réponses fausses aux questions que la présente loi autorise l'inspecteur de fabrique à lui poser ou qui pousse ses employés à donner des réponses fausses, ou qui refuse la présentation des documents et relevés que la présente loi autorise l'inspecteur de fabrique à examiner, commet une contravention passible d'une amende de 50 florins au maximum sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions du Code pénal.

En cas de récidive, lorsque le temps qui s'est écoulé depuis la dernière condamnation est inférieur à deux ans, l'amende peut être portée à 300 florins au maximum.

ART. 41. — Dans les cas de contravention prévus par les articles 38, 39 et 40 de la présente loi, les autorités industrielles dont s'occupe le chapitre VIII de la loi XVII de 1884 ont qualité pour procéder selon les modalités établies par ladite loi. En cas d'appel, il est sursis à l'exécution des jugements des autorités de première instance.

ART. 42. — Les amendes perçues doivent être employées à des fins industrielles ou commerciales. Les dispositions de l'article 165 de la loi XVII de 1884 sont également applicables dans les cas de contravention prévus par les articles 38, 39 et 40 de la présente loi.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS FINALES.

ART. 43. — L'alinéa e) de l'article 158 de la loi XVII de 1884 est abrogé.

ART. 44. — En Croatie-Slavonie, le Dan de Croatie-Slavonie-Dalmatie dispose dans toutes les questions pour lesquelles la présente loi reconnaît la compétence du Ministre du commerce. En conséquence, le Dan de Croatie-Slavonie-Dalmatie nomme, dans les limites fixées par le budget, les inspecteurs de fabrique de Croatie-Slavonie, lesquels sont des organes du gouvernement croate soumis aux lois et ordonnances applicables aux fonctionnaires publics dans ces pays.

ART. 45. — La présente loi entre en vigueur trois mois après sa promulgation.

Les Ministres du commerce et de l'intérieur et, en Croatie-Slavonie, le Dan de Croatie-Slavonie-Dalmatie sont chargés de son exécution.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

SÉNAT.

Première délibération sur la proposition de loi de M. Maxime Lecomte portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie.

SÉANCE DU 12 JUIN 1894.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi de M. Maxime Lecomte, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je ne rappellerai pas devant le Sénat tous les antécédents de cette importante et complexe question de la durée de la journée de travail.

Vous savez que le décret-loi du 9 septembre 1848 a fixé douze heures comme maximum du travail effectif quotidien de l'ouvrier dans les usines et manufactures.

La loi de 1874, concernant les enfants, n'a pas innové sur ce point; mais, en 1891, on a apporté devant le Sénat une proposition de la Chambre des députés qui réduisait de deux heures, c'est-à-dire ramenait à dix heures, la journée de travail des enfants et des femmes. Il s'est engagé alors une discussion qui est certainement dans tous vos souvenirs et, dans un très éloquent discours, notre éminent collègue M. Jules Simon a réclamé pour les femmes ce qui a été appelé l'heure bénie, consacrée à la famille.

Mais, dès ce moment, on a bien vu qu'à raison de la solidarité dans la besogne de chacun des travailleurs d'une usine, le travail de l'un se liant intimement à celui de l'autre, commandant le travail de l'autre, il n'y avait pas seulement dans la fixation de la durée de la journée de travail une ques-

tion de protection des faibles, il y avait véritablement une question plus large, plus grande d'organisation du travail pour tout le personnel ouvrier.

M. Jules Simon, dans un article qui parut quelque temps après dans le journal *le Temps*, fit quelques reproches à la loi que nous avons votée et notamment celui-ci : qu'elle entamait par un côté la question de la limitation des heures de travail sans la traiter à fond dans toutes les applications qu'elle comporte.

On n'avait d'abord parlé que des enfants, une loi spéciale se comprenait pour eux, parce qu'elle devait être principalement une loi d'hygiène. Tout à coup, on a réduit le travail des femmes, et aussitôt les adversaires de s'écrier : « Limiter le travail des femmes, c'est aussi limiter le travail des hommes ! Quoi ! une pareille question entrera dans notre législation à la suite d'une autre et par voie de conséquence ! Elle ne sera pas traitée à fond avec tout le respect qu'elle mérite ! »

Mais, Messieurs, réduire d'un sixième le travail des ouvriers français, — puisque atteindre le travail des enfants et des femmes c'est, en même temps, atteindre celui des hommes, — réduire d'un sixième la journée des ouvriers en France, c'était excessivement grave. C'était menacer peut-être l'industrie elle-même, c'est-à-dire à la fois les patrons et les ouvriers, ou bien menacer directement les salaires des ouvriers. Il paraissait à beaucoup d'entre nous que la réduction à dix heures de la journée de travail constituait un redoutable danger et la plus fâcheuse des dispositions que puisse renfermer une loi. L'un de nos collègues, M. Diancourt, et je vins alors à me joindre à lui, demanda au Sénat de réduire uniformément à onze heures la journée de travail des enfants et des femmes. Cet amendement fut repoussé dans cette assemblée par 119 voix contre 115, à une majorité de 4 voix seulement. On peut dire que par la force des choses cet amendement avait eu — c'était bien fâcheux — contre lui une sorte de coalition de ceux qui désiraient la réduction à dix heures et de ceux qui n'en voulaient pas du tout, qui réclamaient le principe de la liberté, c'est-à-dire l'absence de toute réglementation.

L'amendement ayant pour objet la fixation de la durée du travail à onze heures pour les enfants et les femmes étant repoussé, le danger de la journée de dix heures frappait la grande majorité de l'assemblée ; guidée par l'esprit de transaction, elle en vint à l'article 3 actuel qui a créé trois catégories, sans oublier la quatrième, qui reste en dehors, c'est-à-dire les hommes âgés de plus de 18 ans qui, d'après le décret-loi du 9 septembre 1848, peuvent toujours travailler douze heures ; de sorte que nous avions les enfants à dix heures, les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans qui pouvaient travailler soixante heures par semaine, les femmes qui pouvaient travailler onze heures par jour. La Chambre des députés accepta cette transaction. Pourquoi l'accepta-t-elle ? Cela est indiqué dans le rapport qui fut déposé par M. Sibille en 1892.

La plupart des députés, la majorité de la Chambre des députés pensait que, du moment où l'on avait obtenu dix heures pour une catégorie d'ouvriers, nécessairement ce serait la règle générale de l'usine, et que proclamer dix heures comme limitation de la durée de travail des enfants, c'était proclamer dix heures comme limite maxima pour tout le monde.

Quoi qu'il en soit de ces espérances, sans examiner si elles furent

déçues ou si elles furent réalisées plus ou moins complètement, je rappellerai au Sénat que la loi du 2 novembre 1892 ainsi votée devait, en vertu de son article 32, être appliquée à la date du 1^{er} janvier 1893. Il y eut quelque retard dans sa mise à exécution; il fallait faire les règlements d'administration publique prévus par plusieurs articles de la loi.

On devait arriver cependant à l'échéance, au moment de la mise en pratique de la loi. Quand on songea à essayer sérieusement de le faire, on rencontra les plus vives résistances, non seulement de la part des patrons, mais aussi de la part des ouvriers. Nous nous souvenons tous que notre honorable collègue M. Félix Martin porta à la tribune les nombreuses réclamations qui étaient venues jusqu'à lui. Alors, M. Terrier, qui à cette époque était ministre du commerce et de l'industrie, vint déclarer à la tribune qu'il ne méconnaissait pas les difficultés signalées, mais qu'il convenait avant tout de faire l'essai loyal de l'application de la loi nouvelle. On tenta cette épreuve, et, dès le mois de novembre, M. le Ministre du commerce était obligé de déclarer à ses collègues qu'il voyait les plus grandes difficultés, dans l'application de la loi, du moins au point de vue de la durée du travail, à l'exécution de l'article 3. En effet, les rapports des inspecteurs divisionnaires ne laissaient aucun doute, aucune illusion sur les difficultés de cette application.

Comme on l'avait prévu, ce devait être une loi inappliquée parce qu'elle était inapplicable, en raison de la diversité qu'elle créait dans la durée des journées de travail.

Voulez-vous me permettre de faire quelques emprunts aux rapports des inspecteurs divisionnaires des circonscriptions les plus industrielles? Si vous le voulez bien, je ferai passer sous vos yeux de courtes citations extraites du rapport de l'inspecteur divisionnaire de la première subdivision, de la subdivision de Paris, et du rapport de l'inspecteur divisionnaire de la cinquième subdivision, c'est-à-dire de la subdivision de Lille.

Voici ce que dit le premier, l'inspecteur divisionnaire de Paris : « L'unification de la durée des heures de travail est une réforme devant laquelle on ne peut hésiter; elle s'imposera d'ailleurs à bref délai. Cette unification avait été consacrée par la loi du 19 mai 1874, qui fixait la journée de l'enfant à douze heures, comme la loi de 1848 l'avait fait pour les adultes. Que l'on ramène, pour les travailleurs de tout âge, la limitation à tel nombre d'heures plus ou moins restreint, peu importe! l'essentiel est que la durée journalière du travail soit uniforme pour tous. Ou, alors, les industriels simplifieront eux-mêmes la combinaison actuelle en se privant du concours des enfants de moins de 18 ans. C'est d'ailleurs ce qui commence à arriver.

« Les inspecteurs départementaux citent plus d'un exemple d'enfants renvoyés par des chefs d'industrie ne pouvant appliquer chez eux les prescriptions compliquées de la loi. Il ne faudrait pas trop vite accuser de mauvais vouloir tous ces patrons qui ont agi ou menacé d'agir ainsi. Il est absolument impossible, dans la plupart des industries, de disjoindre, même pour une seule heure, le travail des enfants de celui des adultes. M. l'inspecteur Touchais, dans son rapport, en donne un exemple caractéristique. Il s'agit d'une des plus importantes maisons de construction de Paris. »

Dans la circonscription du Nord, un industriel considérable, jouissant d'une influence très grande dans la région, consulté par ses confrères, proposa et conseilla de faire la journée de onze heures, c'est-à-dire d'être sur un point en deçà de la loi, mais en allant au delà sur un autre, de façon à donner satisfaction à la pensée qui, aux yeux de ces Messieurs, devait véritablement animer le législateur. Dans ces conditions pendant un certain temps, par pure tolérance, la journée de onze heures pour tous, y compris les hommes adultes, fut employée dans un nombre très important d'usines de la région du Nord.

« On a fait, disait une circulaire, ressortir que l'uniformité du travail mécanique serait un obstacle à l'application exacte des diverses mesures imposées par la loi, et quelques industriels ont déjà établi le bien fondé de cette observation en établissant le travail uniforme de onze heures de durée, faisant perdre une heure aux ouvriers au-dessus de 18 ans, sans y être légalement obligés, mais en enfreignant la loi nouvelle en ce qui concerne les travailleurs au-dessous de 18 ans. A l'égard des industriels qui ont adopté ou qui adopteront ce mode de travail, vous aurez à vous assurer que le travail commandé par le moteur est exactement de onze heures pour tout le personnel. Il est bien évident que dans les salles de travail, dans les parties de salles de travail, ainsi que dans les ateliers annexes où le moteur ne joue aucune action ou n'en a qu'une indirecte, vous exigerez l'application des dispositions de la loi. »

Mais on n'a pas tardé, Messieurs, à s'apercevoir que ce mode de procéder, s'il était utile, était illégal, et on a ajouté dans cette circulaire que cette manière d'agir n'était pas conforme aux termes de la loi :

« Mais, nous ayant fait observer que cette manière d'agir n'était pas conforme aux termes de la loi, ne permettait pas de faire l'essai complet des prescriptions nouvelles, allait même à l'encontre des instructions reçues, nous nous sommes empressés de faire cesser ce tempérament apporté dans l'application et de revoir tous les industriels qui avaient adopté ce mode uniforme de travail et qui, confiants dans les avis précédemment donnés, ne pensaient pas être inquiétés avant d'avoir été de nouveau visités, pour les mettre en demeure de se conformer exactement et à bref délai à toutes les prescriptions de la loi.

« Dès ce moment, l'application, qui se faisait assez facilement, sans bruit, sans secousse, avec certitude d'obtenir progressivement et aussi exactement que possible l'application des mesures prescrites, a présenté de sérieuses difficultés; elle a donné lieu à des protestations nombreuses, vives et souvent justifiées. »

Voilà ce qu'a donné l'expérience lorsqu'on a tenté d'appliquer la loi nouvelle. Il y avait donc urgence de rectifier l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892. Vous avez vu tous les inconvénients de cet article 3 : impuissance bien certaine du service d'inspection ; dans le pays, et même dans certaines régions, inégalité dans l'application de la loi suivant les circonstances, le zèle, le tempérament des inspecteurs ; par conséquent une prime accordée à l'insoumission à la loi, une concurrence plus que déloyale, fondée sur la désobéissance même à la loi ; la désorganisation du travail dans la plupart

des ateliers. Enfin, en ce qui concerne les jeunes ouvriers qui étaient gênants, du concours desquels on avait intérêt à se priver, il y avait pour la famille ouvrière diminution des salaires, privation de travail pour plusieurs de ses membres, et surtout, ce qui est grave au point de vue moral, l'oisiveté de ces jeunes ouvriers ou ouvrières, défaut de surveillance sur leur manière d'agir, leur conduite. La famille comme l'atelier était donc désorganisée.

Ému par les grèves qui se sont produites à la même époque et qui avaient précisément été déterminées par l'essai qu'on avait fait de l'article 3 de la loi, j'ai eu l'honneur de vous proposer de rectifier cet article en admettant la limite de onze heures pour toutes les personnes protégées; j'émettais le vœu que le Gouvernement vînt proposer à cette Assemblée d'appliquer la limitation de onze heures, non seulement aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892, mais même aux ouvriers adultes, et de reviser en ce sens le décret-loi du 9 septembre 1848. Je suis très heureux d'avoir obtenu satisfaction, car c'est, — je crois pouvoir le dire, — d'accord avec le Gouvernement que votre Commission vient vous proposer cette solution.

J'aborde immédiatement les objections qui peuvent nous être faites. Viendra-t-on réclamer pour l'enfant, au nom de l'humanité et de la protection qui certainement est due au jeune âge? Mais, Messieurs, vous êtes certainement frappés de cette idée, qu'il ne faudrait pas précisément que cette protection que nous voulons accorder aux jeunes ouvriers tournât contre eux. Nous avons déjà obtenu, en abaissant la limite de la journée pour les enfants à onze heures, deux progrès considérables: d'abord, une heure en moins sur la loi de 1874, et puis, l'âge d'admission à 13 ans; nous avons enfin les garanties de l'article 2 de la loi de 1892.

Je dis que l'âge d'admission a été porté à 13 ans. Exceptionnellement, pour les enfants munis du certificat d'études primaires, cet âge peut être de douze ans. Mais tout enfant âgé de moins de 13 ans ne peut être admis dans l'usine que s'il est muni du certificat d'aptitudes physiques. De plus, les inspecteurs du travail peuvent toujours requérir un examen médical de tous les ouvriers au-dessous de 16 ans, précisément à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède ou non leurs forces. Il est certain que les hommes compétents chargés de ces examens y apporteront d'autant plus de soin — on peut dire même de sévérité — que les jeunes ouvriers doivent être appelés à fournir une journée de travail de onze heures.

Cette solution peut donc être acceptée. Elle est préconisée par les hommes les plus compétents, par les industriels les plus considérables, que nous pouvons appeler aussi des hommes de progrès, animés de sentiments profonds d'humanité.

J'ai déjà eu l'honneur de vous lire à cette tribune une lettre qui a été un des derniers actes de la vie d'un de nos collègues, le vénéré M. Féray, d'Essonne. Dans cette lettre, il recommandait précisément la limitation de la journée de travail à onze heures pour tout le personnel ouvrier.

C'est ainsi que M. Seydoux, l'un des plus importants industriels du Nord, président du conseil général de ce département et membre du conseil supérieur du travail, a demandé cette même solution.

C'est ainsi encore qu'à Amiens, à la suite de grèves, les patrons et les

ouvriers sont tous tombés d'accord. Par quels moyens a-t-on pu arriver à cet accord à Amiens ? Les patrons et les ouvriers se sont rencontrés pour solliciter les pouvoirs publics de porter la limitation des heures de travail à onze heures pour les hommes comme pour les personnes protégées par la loi de 1892.

Permettez-moi, Messieurs, d'insister au point de vue de la défense même des intérêts les plus évidents des travailleurs.

D'abord, je trouve, dans le n° 1 du *Bulletin de l'Office du travail*, le tableau des grèves qui ont été déterminées, on peut le dire, par la tentative d'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892. Vous y verrez que les grèves se répartissent ainsi : 45 qui ont touché 154 établissements. Il y a eu 13,153 grévistes, et l'*Office du travail* vous dit : « que presque toutes ces grèves ont eu pour cause la diminution des salaires que les patrons voulaient imposer à raison de la diminution des heures de travail, qui devait, à leurs yeux, amener une production moindre.

« Les ouvriers, de leur côté, désiraient sans doute travailler moins longtemps, mais ils tenaient surtout à conserver leurs anciens salaires. De là, des demandes de revision de tarifs de la part des ouvriers à la tâche, et d'augmentation du prix de l'heure pour les ouvriers payés à l'heure, de manière à faire à peu près compensation. »

Pour les jeunes ouvriers, permettez-moi de faire passer sous vos yeux de courts extraits des rapports des inspecteurs divisionnaires. Nous lisons à la page 43 du recueil qui nous a été distribué :

« Les filateurs de coton ont combiné comme ils ont pu leur organisation de travail pour que le travail des hommes continue à durer douze heures et celui des femmes et des enfants onze ou dix heures ; mais ils ne réussissent pas à employer le personnel de 16 à 18 ans, plutôt composé d'ouvriers que d'apprentis, pendant le temps que prescrit la loi, et cette difficulté est tellement grande pour eux qu'ils préfèrent renvoyer cette catégorie d'ouvriers. »

Ce rapport vient du Nord. Même note dans l'Est, dans l'Ouest, dans le Centre, partout enfin.

Un inspecteur de la circonscription de Paris constate que le directeur d'une filature de laine « a pris le parti de remplacer une quinzaine de jeunes filles de moins de 18 ans, qui se sont ainsi trouvées sans travail, par des filles ou femmes de plus de 18 ans. »

« Dans beaucoup d'ateliers — dit un inspecteur de Meurthe-et-Moselle — les patrons semblent disposés à renvoyer tout leur jeune personnel le jour où ils seront forcés d'obéir complètement à la loi, et cela a déjà eu lieu dans un certain nombre de cas. »

On nous a demandé — car je continue à examiner les raisons qui peuvent nous être opposées — on nous a demandé de ne pas donner au Parlement l'apparence de faire un pas en arrière, de proposer de voter une décision rétrograde. On dit : « Soit, nous reconnaissons que l'unification s'impose. Rétrogradons provisoirement à onze heures, puisque c'est rétrograder d'une heure de protection pour les enfants, mais pour faire ensuite un pas plus considérable ; et, si nous acceptons tout de suite onze heures pour

toutes les personnes protégées, que ce soit pour ces mêmes personnes dix heures à partir d'une date que nous allons fixer, par exemple le 1^{er} janvier 1897. »

Examinant cette situation, on est d'abord frappé de ceci : c'est qu'au point de vue économique on ne peut s'empêcher d'élever contre un pareil système une grave objection : l'industrie française, quoique prévenue deux ans et demi ou trois ans à l'avance, sera-t-elle, au moment de cette échéance, dans des conditions favorables ? Pourra-t-elle, à ce moment, supporter un pareil surcroît de prix de revient ? Qui voudrait prendre la responsabilité de suspendre de gaieté de cœur cette sorte d'épée de Damoclès sur toutes les industries de notre pays ?

Et puis, Messieurs, dans ce système, il n'est question que des personnes protégées par la loi de 1892, il n'est question que des enfants et des femmes ; on laisse de côté les ouvriers adultes, les hommes ; on ne propose pas de modifications à la loi de 1848. Donc, on ne peut pas dire que ce soit là une véritable unification de la journée de travail ; au contraire, c'est la désorganisation même de l'atelier, et c'est encore la rupture de l'unité de la famille.

En effet, si nous nous plaçons à cette échéance du 1^{er} janvier 1897, par exemple, nous voyons qu'une partie des ouvriers ne pourront travailler que dix heures, tandis que les hommes pourront continuer la journée pendant douze heures.

Telle est, Messieurs, la résolution de votre Commission : l'unification à onze heures, d'abord, pour les personnes protégées dans le premier article de la loi, et ensuite pour les hommes, en modifiant le décret-loi de 1848, tout en laissant, bien entendu — car il le faut — un certain délai aux industriels qui sont habitués à compter sur l'ancienne organisation du travail, pour leur permettre de s'adapter au nouvel état de choses.

Cette proposition de votre Commission pourrait-elle rencontrer ici une objection de principe ? Pourrait-on venir soutenir que le législateur n'a pas le droit de réglementer le travail des adultes ; que le respect de la liberté individuelle y met obstacle ? Ce serait oublier que l'individu subit, pour le travail des usines et manufactures, une loi inéluctable, la nécessité, l'obligation de travailler avec des machines, sur des machines et avec des centaines d'autres ouvriers dans des conditions qu'il n'est certainement pas libre de choisir, qu'il n'est pas libre de discuter, de repousser ou de débattre ; il faut qu'il travaille dans ces conditions-là, qu'il travaille dans ces vastes ateliers ; et le développement du machinisme impose la solution qui a été acceptée dès 1848.

Ce droit, le législateur l'a pris à cette époque ; peut-on revenir là-dessus ? Pourrait-on même penser à le proposer ? Nie-t-on les effets utiles de la loi de 1848, de la limitation de la journée de travail ? Si on les niait, il serait facile — cela a été fait bien des fois — de démontrer quels effets considérables, éminemment utiles, cette loi a eus sur la race même de notre pays. Mais le principe est engagé depuis 46 ans ; sa légitimité ne peut que s'affirmer de plus en plus et s'est affirmée avec plus de force depuis quarante-six ans. La limite, du reste, de douze heures a été abaissée par nous-mêmes en 1892 pour les femmes adultes. Il n'y a donc plus aujourd'hui — nous avons le

droit de le proclamer — de question de principe en cette matière; il reste, c'est évident, une question de mesure.

Votre Commission pense que, en adoptant la limite de onze heures, nous aurons avec nous l'opinion publique et l'assentiment presque général des patrons et des ouvriers. Ce concours de bonnes volontés est absolument indispensable pour qu'une réforme de ce genre soit pratique et efficace. Si elle rencontre des résistances de la part de beaucoup de patrons, de beaucoup d'établissements industriels, la loi ne sera pas véritablement appliquée. Elle ne le serait pas davantage si elle rencontrait une véritable opposition de la part des travailleurs. Mais nous trouverons ce concours de bonnes volontés, cet assentiment presque général, et je puis dire que l'industrie depuis quelque temps déjà s'est exprimée de la façon la plus claire sur cet objet de nos délibérations.

Je ne vous citerai que peu d'exemples, — j'en ai déjà cité; — je prendrai, si vous voulez, l'opinion de la chambre de commerce de Lille. Dans sa délibération du 29 janvier 1892, je lis ce passage :

« Est-ce à dire, Messieurs, qu'il n'y a rien à faire dans cette voie de la limitation et qu'il faille purement et simplement demander le *statu quo*, comme notre chambre l'a fait pendant une certaine période? nous ne le pensons pas. La nouvelle loi de douane est votée, elle est à la veille d'être appliquée et nous croyons que le premier effet qu'on doit en attendre, c'est de permettre à l'industriel d'en faire profiter d'abord tous ses ouvriers, hommes, femmes, filles et enfants, en réduisant la durée du travail dans une certaine mesure et en leur maintenant les salaires actuels. C'est pourquoi nous sommes d'avis que la durée du travail soit limitée à onze heures par jour, et en ce point nous pouvons dire, je crois, que nous sommes d'accord avec toutes les chambres de commerce des régions industrielles.

« Après une période d'essai de quelques années, alors que les ouvriers se seront accoutumés à une plus grande assiduité, à une plus grande exactitude, qui permettront de récupérer une partie de la production perdue par la réduction de la durée du travail, l'expérience démontrera s'il est possible d'aller plus loin dans cette voie; il faut craindre par-dessus tout d'aller trop vite et de tout désorganiser par un désir irraisonné de trop bien faire. »

Le 23 décembre 1893, la même chambre de commerce persévérait dans son opinion et annonçait simplement que le seul système pratique est l'unification des heures de travail, comme cela se fait en Suisse, où la journée de travail est de onze heures pour tous, hommes, femmes et enfants. Si quelqu'un trouve notre résolution trop hardie, d'autres, certainement, nous accuseront d'être trop timides. Eh bien, nous croyons être dans la vérité : *in medio stat*. Nous pensons que nous sommes d'autant plus progressistes que nous restons modérés et que la réforme ne sera réelle, pratique, efficace et appelée à se développer que si elle est véritablement modérée. Mais, d'autre part, je me retourne contre ceux qui viendront dire qu'on arriverait au même résultat par la liberté, et qu'il est inutile de légiférer en pareille matière.

Non, il n'est pas inutile de légiférer parce qu'il est incontestable que, dans certaines régions, dans certains établissements, il est facile de faire travailler

les hommes douze heures, et parce que cela se fait par la loi inéluctable de la concurrence. L'exception se généralise et devient la règle : un très grand nombre d'industriels sont amenés à pratiquer le même abus de la durée excessive de la journée de travail.

L'exception, si ce n'est qu'une exception, est assez importante pour nécessiter l'intervention du législateur. Les avantages, je n'ai pas besoin de les rappeler devant vous. Nous ferons une loi de pacification sociale qui aura pour conséquence le relèvement de la race, l'élévation du niveau moral de l'ouvrier et de la famille ouvrière.

Nous demandons la limitation de la journée de travail à onze heures; nous nous opposons à la limitation à dix heures, qui constituerait un à-coup; nous pensons que ce serait une mesure excessive qui, par suite, manquerait son but et ne serait pas favorable aux ouvriers dont les salaires se trouveraient très sérieusement menacés.

Il faut tenir compte des nécessités de l'industrie; nous luttons sur le marché du monde et nous devons suivre très attentivement ce qui se passe autour de nous.

En Angleterre, en Amérique, on pratique la journée de dix heures et même moins — cinquante-six ou cinquante-quatre heures par semaine, cela est vrai; mais il n'échappe à personne que ces deux pays ne sont nullement — pour des raisons diverses — dans les mêmes conditions économiques que la France.

Si nous restons sur le continent, nous voyons qu'en Suisse la loi du 23 mars 1877 a fixé à onze heures la durée de travail pour tous, pour les hommes comme pour les femmes et les enfants. De même, en Autriche, la loi du 8 mars 1885 a fixé la journée à onze heures, mais seulement pour les personnes protégées, pour les femmes et les enfants.

Nous sommes en avance sur bien des pays, c'est-à-dire sur l'Italie, l'Espagne, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Russie et la Belgique; partout les femmes peuvent travailler onze heures, et en Allemagne, si nous considérons ce voisin qui est un de nos concurrents industriels principaux, vous savez qu'à partir de 16 ans il n'y a pas de limitation.

La Conférence de Berlin, je puis le rappeler, avait simplement dans ses desiderata proposé pour les femmes la limitation à onze heures.

Je vais terminer ces explications peut-être trop longues... (*Non! Non!*)

Notre solution, nous la considérons comme pratique, nous pensons aboutir à une réforme efficace, et nous disons que c'est une mesure nette et franche, que ce n'est point, comme la loi qui laisse de côté les hommes adultes, une loi de tendance.

Si nous admettons ce *postulatum* qu'on arrivera d'une façon comme de l'autre aux mêmes résultats, nous ne devons pas avoir d'hésitation : il nous faut prendre la solution qui est la plus nette, j'ajouterai la plus loyale, c'est-à-dire la journée de travail uniforme pour tous les ouvriers indistinctement.

C'est ce que disait déjà notre honorable collègue M. Richard Waddington dans un rapport du 11 juin 1880.

« Tout en étant persuadée qu'une loi sur le travail des femmes dans les

manufactures aurait les mêmes résultats que la revision proposée de la loi de 1848, votre Commission a préféré la seconde solution.

« Nous croyons, en effet, cette dernière manière de procéder plus loyale et plus conforme aux précédents de notre législation. Nous y trouvons, d'ailleurs, de singuliers avantages au point de vue de l'inspection.

« Les résultats des deux mesures étant les mêmes, nous préférons celle dont le sens serait le mieux compris, et partant le mieux accueilli par les intéressés et dont l'application serait la plus facile, par conséquent la plus efficace. »

Reste, Messieurs, la question des salaires, sur laquelle j'ai déjà eu l'honneur d'appeler votre attention. Cette question est celle qui nous a fait reculer devant une réduction à dix heures; mais, avec onze heures, vous devez considérer que la perte qui peut exister pour la production n'est pas d'un douzième de la journée.

Il faut tenir compte, en effet, de l'économie qui est réalisée pendant cette heure-là sur une fraction des frais généraux, par exemple sur les dépenses de combustible et de lumière; il faut tenir compte surtout, ce qui est plus considérable, que le travail de onze heures est plus productif que le travail de douze heures; il est plus intensif; je répète qu'il est, par conséquent, plus productif, et lors même que, pour certaines industries, on viendrait soutenir à tort et contre les données de l'expérience qu'il n'y a pas de différence comme production, il y aurait toujours une différence certaine au point de vue de la qualité de cette production; par conséquent la perte, certainement très restreinte, ne peut aller à un douzième de la journée de travail.

Je suis heureux de pouvoir citer devant vous nos collègues, j'ai déjà cité tout à l'heure M. Richard Waddington, vous me permettez, à propos de cette question du travail de onze heures et de ses qualités, de vous citer également un de nos collègues, l'honorable M. Diancourt qui, dans son rapport du 3 juillet 1879, s'exprimait dans les termes suivants:

« Des industriels distingués ont opéré la réduction des heures de travail dans des ateliers de tissage et de filature. Ils ont constaté que le déficit dans le produit n'était pas équivalent à la diminution du séjour à l'atelier et qu'avec des journées plus courtes on obtient une somme de produits relativement plus élevée et d'une meilleure exécution. Des expériences pratiques dans d'autres industries ont donné des résultats analogues. D'où l'on peut conclure que l'accroissement relatif de la production et un travail mieux exécuté seront un nouvel élément de salaire qui comblera une partie du déficit prévu, et que l'ouvrier trouvera dans une meilleure distribution des heures de présence à l'atelier la possibilité pour lui et les siens de vivre en famille d'une façon plus saine et plus économique. »

Les ouvriers seront partisans, nous pouvons en être convaincus, de cette modification à la loi de 1892. Ce sera une œuvre profondément et légitimement populaire.

Nous aurons aussi avec nous les industriels dont beaucoup, depuis longtemps, demandent cette modification. *Hoc erat in votis.*

Puisque je vous parlais tout à l'heure de l'honorable M. Seydoux, membre

du Conseil supérieur du travail, je demande au Sénat la permission de lui lire une lettre que j'ai reçue de lui à la date du 12 mai de cette année.

« J'ai appris avec une vive satisfaction que la Commission avait décidé de proposer la journée de onze heures pour tous les ouvriers, protégés ou non, et qu'elle vous avait nommé rapporteur.

« Quoi qu'en pensent certains industriels, c'est là la vraie solution, la seule qui permettra de faire observer la journée de onze heures pour les femmes et les enfants, et son application sera d'autant plus facile que, de fait, la journée de onze heures est déjà pratiquée pour tous les ouvriers dans un grand nombre d'établissements.

« Je souhaite, quant à moi, de voir votre projet bientôt transformé en loi et je voudrais que le délai à accorder pour son application aux ouvriers non protégés fût aussi court que possible.

« Nos industriels s'évertuent à atténuer le mal dont nous souffrons, « la surproduction »; ce serait un premier moyen beaucoup plus efficace que toutes les savantes combinaisons que l'on tente. »

Eh bien, Messieurs, si, en vous proposant onze heures, nous paraissions à quelques-uns trop timides, c'est cependant la meilleure solution, car c'est celle qui ne compromet rien. Si nous voyons que ce premier pas est insuffisant, une fois éclairés et par ce qui se passera chez les grandes nations industrielles voisines, et par notre propre expérience, si nous acquérons la certitude que nous sommes entrés dans une bonne voie, nous n'hésiterons pas à faire en avant une nouvelle étape; mais nous ne marcherons à un nouveau progrès que lorsque nous aurons établi et consolidé le premier.

J'ai terminé, Messieurs. Je pense que le Sénat s'honorera grandement en votant cette modification à la loi qui sera une réforme véritablement pratique et efficace; je pense aussi que lorsque cette loi sera faite, l'exemple de la France sera suivi par les pays qui nous entourent. Encore une fois, la France se sera montrée à la hauteur de sa grande mission dans le monde. (*Très bien! très bien! et applaudissements sur plusieurs bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il encore la parole pour la discussion générale?...

Personne ne demandant la parole, la discussion générale est close.

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« ART. 1^{er}. — Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit : ... »

Nous réservons ce paragraphe, suivant l'usage.

« ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission propose une petite modification à ce paragraphe. Nous demandons à ajouter, puisque les conditions du travail l'exigent, après les mots : « sauf dans les usines à feu continu » les mots suivants : « les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. »

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les deux paragraphes de cet article, avec l'addition proposée par la Commission.

(L'article 3 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « ART. 4, § 1^{er}. — Sans modification. »

« § 2. — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, y compris un repos d'une heure au moins, pendant lequel le travail sera suspendu. »

(Le paragraphe 2 de l'article 4 est mis aux voix et adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « §. 3. — Le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. » — (Adopté.)

« § 4. — Il sera accordé pour les femmes, c'est-à-dire pour les filles et femmes âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, et dans les conditions d'application qui seront précisées par ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours par an. En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au delà de douze heures. »

M. LOURTIES, *Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes*. — Je désire présenter quelques réserves au sujet de cet article.

J'espère que l'entente s'établira entre le Gouvernement et la Commission dans l'intervalle de la première à la deuxième délibération, à moins que la Commission ne veuille bien me donner satisfaction tout de suite.

M. RICHARD WADDINGTON. — Il vaut mieux renvoyer à la deuxième délibération.

M. LE MINISTRE. — Je me propose de demander à la Commission de vouloir bien supprimer les mots : « pour les filles et femmes âgées de plus de 18 ans » ; ces mots ont l'inconvénient d'exclure de la faculté de prolongation de travail jusqu'à 11 heures du soir les jeunes ouvriers.

Il résulte d'une enquête faite dans diverses industries qui sont autorisées à faire la veillée, d'après le décret du 15 juillet 1893, que la présence des

jeunes ouvriers et des jeunes ouvrières est aussi nécessaire pour la veillée que pour le travail de jour. Je citerai notamment les industries de la bijouterie, de la dorure sur bois, sur métal, etc.

Encore une fois, si la Commission veut bien accepter d'ores et déjà cette suppression, je ne demande pas mieux; sinon, je fais toutes mes réserves pour la deuxième délibération.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je crois qu'il vaut mieux réserver la modification pour la deuxième délibération. Il y a une autre question qui sera soulevée sur ce même article et sur laquelle la Commission serait heureuse de s'entendre avec M. le Ministre entre les deux lectures.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autres observations?...
Je mets aux voix le paragraphe 4.

(Le paragraphe 4 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Les paragraphes 5 et 6 ne comportent pas de modification.

« § 7. — Les tolérances prévues aux paragraphes 4, 5 et 6 du présent article ne pourront être cumulées pour une même industrie. » — (Adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « § 8 (ancien paragraphe 7). — Sans modification.

« ART. 11, § 3. — Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation de relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, est interdite pour les personnes protégées par les articles précédents. » — (Adopté.)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Je demande la permission de présenter une courte observation à propos du paragraphe 2 de l'article 11.

Je désirerais que, pour la deuxième délibération, la Commission voulût bien supprimer les derniers mots de ce paragraphe qui impose aux industriels la remise d'un duplicata de l'affiche à la mairie. Cette formalité est absolument superflue.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous sommes d'accord avec vous, Monsieur le Ministre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}, y compris le premier paragraphe, qui avait été réservé.

(L'ensemble de l'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 2. — L'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 est modifié ainsi qu'il suit :

« La journée de l'ouvrier, dans les manufactures et usines, ne pourra excéder onze heures de travail effectif. »

« Le présent article sera applicable à partir du 1^{er} juillet 1895. »

M. MARQUIS. — Messieurs, je demande au Sénat la permission de lui soumettre de courtes observations sur l'application de l'article 2 à une classe considérable d'industries : les usines métallurgiques ou, pour parler d'une manière générale, les usines à feu continu.

Dans les usines à feu continu, la série des opérations qui concourent à la fabrication des produits se poursuit d'une manière incessante; la présence constante d'ouvriers les uns surveillant, les autres prêts à intervenir au moment opportun, est indispensable. Aussi, dans toutes ces usines, le personnel ouvrier est-il divisé en deux parties qui se succèdent de douze heures en douze heures. Or, si aux termes de l'article qui est en discussion il fallait comprendre que ces postes de douze heures doivent être réduits à onze heures, voyez ce qu'il adviendrait?

Au bout de vingt-deux heures les ouvriers auraient donné tout le travail qui pourrait être légalement exigé d'eux, et, pendant deux heures, les foyers, les réservoirs, les moteurs, les machines soufflantes, en un mot tous les organes du vaste appareil de l'usine resteraient dans l'abandon, loin du regard, loin de la main de l'homme, ce qui est assurément impraticable; il faudrait donc recourir à l'emploi d'ouvriers supplémentaires. Mais par la nature du travail accompli dans ces établissements, les ouvriers restent inoccupés pendant des intervalles dont la durée varie plus ou moins, mais qui, dans leur ensemble, représentent une période d'inactivité plus ou moins longue suivant la tâche que remplit l'ouvrier, mais qui n'est jamais inférieure à une heure.

La Commission, dans son rapport, fait une courte allusion à cette circonstance. Elle reconnaît que dans les établissements à feu continu la durée du travail effectif est, en moyenne, de onze heures; que, par conséquent, si l'ouvrier est obligé cependant d'être présent dans l'usine pendant douze heures, en réalité il ne fournit qu'un travail de onze heures.

M. GAILLY. — Pas même.

M. MARQUIS. — D'où cette conséquence que les termes de l'article 2 ne mettent pas obstacle à la possibilité, pour les usines à feu continu, de continuer à fonctionner dans les conditions actuelles.

Mais ce que la Commission mentionne, il importe que ce soit ici formellement établi, il importe que son évaluation de la durée d'une heure, dans les usines métallurgiques, de la période d'inactivité qui ne saurait être comprise dans la journée de onze heures, prenne par des explications précises la force et le caractère d'une évaluation légale, en un mot, il faut qu'il soit bien établi qu'après le vote de la loi actuelle comme auparavant, la formation d'une équipe de douze heures sera toujours autorisée, que ces

équipes accompliront le même travail que par le passé; car si le travail des équipes devait être réduit à une durée de onze heures, au lieu d'assurer un avantage à l'ouvrier, on ne lui aurait fait qu'un don onéreux, parce que l'industriel, obligé d'augmenter son personnel, se verrait obligé en même temps d'abaisser les salaires et en définitive la bienveillance du législateur n'aboutirait qu'à faire acheter aux ouvriers des établissements dont je parle une heure de liberté au prix d'une partie de leur salaire. J'ai terminé sur ce point.

Puisque je suis à la tribune, permettez-moi de parcourir très brièvement encore un autre ordre de considérations. Le décret-loi du 9 septembre 1848 contient un article 2 aux termes duquel un règlement d'administration publique déterminera les exceptions qui pourront être faites au principe général en raison de la nature de certaines industries.

Cet article n'est pas abrogé et j'espère que le Gouvernement voudra bien nous faire connaître s'il est dans l'intention d'en faire usage et de lui donner de nouvelles applications, alors qu'une nouvelle disposition de la loi réduit à onze heures la durée du travail.

Il est d'une grande importance que l'on tienne compte des modifications à apporter dans la réglementation et dans l'organisation du travail dans différentes industries et que l'on élabore, par conséquent, un règlement d'administration publique approprié aux circonstances.

A ce titre, je me permettrai de signaler au Gouvernement deux exceptions sur lesquelles je serais heureux d'avoir son avis et que, je l'espère, il se montrera disposé à accueillir et à insérer dans le nouveau règlement.

La première de ces exceptions a trait encore aux usines à feu continu.

Je viens de vous exposer comment le travail était réglementé dans ces établissements et comment les postes se succédaient de douze en douze heures. Cette division du travail suppose pour une des équipes un travail de jour et pour l'autre un travail de nuit.

Il est d'un haut intérêt, je n'ai pas besoin d'insister sur ce point, d'établir une alternance entre ces équipes; il ne faut pas qu'une même équipe travaille toujours pendant le jour tandis que l'autre serait constamment affectée au travail de nuit. En fait, dans ces établissements l'alternance est ménagée tantôt par semaine, tantôt par quinze jours.

Je prends, pour simplifier, la durée d'une semaine et je fais cette remarque que pour arriver à faire fonctionner ce roulement à l'expiration de la semaine, il est indispensable que l'une des équipes travaille pendant deux séries consécutives de douze heures, pendant que l'autre équipe se repose un temps équivalent. Il en résulte donc que chaque semaine une des équipes a travaillé pendant vingt-quatre heures et s'est reposée pendant une période de temps égale. Il est impossible de recourir à un autre procédé et il convient d'autoriser cette dérogation à la règle générale.

La seconde exception s'applique indifféremment à toutes les industries et je crois qu'elle ne peut souffrir aucune difficulté.

Lorsqu'il survient des avaries dans les organes qui constituent les appareils des usines, il est d'un grand intérêt que les réparations soient faites dans le plus court délai possible. On a recours à des ouvriers qui appartiennent tantôt

à l'usine, tantôt peuvent être pris au dehors. Mais il importe que ces ouvriers poursuivent leur travail sans interruption.

Il serait donc utile de décider qu'en ces circonstances le patron fût autorisé à occuper ces ouvriers pendant des heures supplémentaires.

Voilà, Messieurs, les observations que j'avais à présenter et je serais heureux qu'elles fussent acceptées par M. le rapporteur et par M. le Ministre du commerce et de l'industrie. (*Approbation.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Je n'ai qu'une très courte déclaration à faire au Sénat. Nous pensons que notre honorable collègue a parfaitement raison et nous interprétons comme lui les points qu'il vient de traiter à la tribune. Nous pensons, et cela ne peut pas être interprété autrement, qu'il s'agit là non pas de la présence effective dans l'établissement, mais de la durée du travail effectif, durée qui est coupée par un ou plusieurs repos; et même, pour les usines à feu continu, nous n'admettons pas que le repos ait lieu au même moment pour toutes les personnes protégées.

Notre honorable collègue M. Marquis a donc satisfaction.

Sur le second point, nous n'avons pas touché au système du décret-loi du 9 septembre 1848, nous avons simplement remplacé une heure par une autre, douze heures par onze heures; et par conséquent tout le système de l'article 2, c'est-à-dire le système du décret-loi dont je viens de parler subsiste.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Le Gouvernement est d'accord avec la Commission. Il se propose, dans le cas où l'article 2 du projet de la Commission serait voté par le Sénat, de procéder à une enquête et de consulter notamment les industriels intéressés, les inspecteurs du travail, les chambres de commerce et le Comité consultatif des arts et manufactures sur les industries qui devraient bénéficier des dispositions de l'article 2 du décret-loi du 9 septembre 1848.

M. MARQUIS. — Je prie M. le Ministre du commerce de nous dire s'il admet les deux exceptions que j'ai eu l'honneur de lui signaler.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — En principe, oui, sous réserve des résultats de l'enquête à laquelle je viens de faire allusion.

M. BLAVIER. — Cela ne peut être autrement. Les exceptions dont il s'agit paraissent fondées et doivent être forcément admises.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à une deuxième délibération.

(Le Sénat décide qu'il passe à une deuxième délibération.)

Deuxième délibération sur la proposition de loi portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie.

SÉANCE DU 10 JUILLET 1894.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur la proposition de loi de M. Maxime Lecomte, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Il y a une nouvelle rédaction de la Commission.
J'en donne lecture.

« Art. 1^{er}. — Les articles 3, 4, 11 et 20 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne peut être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

M. BUFFET. — Je ne vois pas bien quelle modification résulte de cette dernière rédaction au texte qui avait été distribué.

M. MAXIME LECOMTE, *rapporteur*. — Il n'y a aucune modification au texte de la première délibération sur l'article 3.

M. BUFFET. — Messieurs, je ne me sens pas en état aujourd'hui de prendre une part sérieuse à une discussion; mais je ne voudrais pas cependant que mon silence pût être interprété comme l'abandon des principes que j'ai vivement soutenus lors de la discussion de la loi de 1892. Je n'ai aucune objection à formuler contre la proposition primitive de l'honorable M. Maxime Lecomte.

Je désirerais seulement qu'on retranchât, dans cette proposition primitive, ces mots : « les femmes », dont le maintien est d'ailleurs complètement inutile

et ne se trouve même pas, et avec raison, dans la dernière rédaction de la Commission.

La proposition de M. Maxime Lecomte avait pour but unique de faire disparaître non seulement une difficulté, mais une impossibilité d'application de la loi de 1892 dans certains établissements. Il est évident qu'en créant quatre catégories d'ouvriers et d'ouvrières et en assignant à chacune de ces catégories une limite de travail maximum différente pour chacune d'elles, on désorganisait complètement le travail dans un assez grand nombre d'établissements.

M. Maxime Lecomte avait voulu remédier à cet état de choses. On y avait déjà porté remède en fait en n'appliquant pas rigoureusement la loi; mais notre honorable collègue a tenu à ce que la pratique pût être parfaitement conforme à la légalité et je suis absolument de son avis. Il me semble cependant que la Commission a singulièrement étendu la mission qui lui avait été donnée et qui se trouvait parfaitement déterminée par la proposition de M. Maxime Lecomte. Il s'agissait de modifier une des dispositions de la loi de 1892 en faisant disparaître les différentes catégories d'ouvriers et d'ouvrières déterminées par l'âge et le sexe. On ne demandait rien de plus.

La Commission déclare qu'elle a cru devoir s'occuper de l'ensemble du problème de la réglementation du travail; je tiens à faire remarquer que le Sénat ne l'en avait nullement saisie.

Il n'y a aucun rapport entre les deux questions du travail des enfants et du travail des adultes. Pour le travail des enfants, l'intervention du législateur m'a toujours paru absolument légitime. Des enfants ne disposent pas d'eux-mêmes et il est convenable de les protéger contre l'abus qui pourrait être fait de leurs forces naissantes. (*Approbaton à droite.*) Quant aux adultes, je considère comme illégitime tout acte du législateur portant atteinte — je l'ai dit il y a bien des années — à cette propriété, la plus sacrée de toutes, et qui est souvent la seule que possède l'ouvrier, la propriété de son travail, la libre disposition de sa puissance de travail.

Le limiter, c'est en réalité prendre l'engagement, qu'aucun législateur ne pourrait tenir, de le garantir contre tout abaissement de salaire résultant de la réduction de la durée de son travail. Si vous ne pouvez pas lui donner cette garantie, il est manifeste qu'en lui imposant, contre sa volonté, une réduction des heures pendant lesquelles il lui sera permis de travailler, vous portez la plus grave atteinte à son droit et à ses intérêts. Il n'en est pas de même, je le reconnais, lorsqu'il s'agit des enfants; il y a alors un devoir de protection.

Mais ce n'est pas seulement en vous proposant de légiférer sur le travail des ouvriers adultes que la Commission est sortie de sa mission; elle a jugé à propos de procéder à une revision générale de la loi de 1892 dont on ne l'avait nullement chargée. Plusieurs de ses membres ont pensé que cette loi n'avait pas prévenu tous les abus et qu'il était urgent d'ajouter une réglementation nouvelle, plus minutieuse, à celle qui existe aujourd'hui et qui me paraissait, sur plusieurs points, tout à fait excessive.

En ce qui concerne l'ouvrier adulte qui est libre et maître de ses actions, vous ne pouvez plus, permettez-moi de vous le dire, pour justifier la limi-

tation de son droit, invoquer, comme on l'a fait souvent, un motif d'humanité ni l'intérêt de la race que compromettrait un travail trop prolongé. Comment pourriez-vous encore présenter ces considérations d'un ordre élevé, lorsque vous demandez — ce que j'admets, mais avec un serrement de cœur — de permettre un travail de onze heures à de jeunes enfants de 12 à 13 ans? Si, en présence d'une nécessité inéluctable dans bien des cas, nous sommes obligés, je le reconnais, de faire cette concession pénible, pourriez-vous soutenir sérieusement que l'humanité nous commande d'interdire à des ouvriers adultes, dans le plein développement de leurs forces, de travailler, s'ils le veulent, une heure de plus que ces enfants, c'est-à-dire douze heures par jour, et que nous devons législativement réduire la durée du travail à onze heures.

Ce n'est pas sérieux. Il est certain que, dans toutes les industries où le travail des femmes, des jeunes filles et des enfants est si étroitement lié à celui des ouvriers adultes que le travail des uns ne puisse se continuer, alors que le travail des autres s'arrête, la limitation du travail des enfants aura pour conséquence la réduction du travail des adultes. Mais cette réduction résultant, en fait, pour certaines industries, de l'organisation des ateliers, a un caractère absolument différent de celle qu'imposerait directement aux adultes une disposition impérative de la loi.

Osez-vous dire que c'est pour faciliter, dans ces établissements, la surveillance des inspecteurs? Comme si l'industrie existait pour les inspecteurs et non les inspecteurs pour l'industrie. Permettez-moi de vous faire observer que cette préoccupation ne vous a pas dominés, tant s'en faut, dans toutes les dispositions de votre projet.

Ainsi la loi de 1892 admettait que, dans certaines industries, la durée du travail pourrait être prolongée à certaines époques pendant soixante jours consécutifs.

Vous supprimez la continuité et vous permettez d'ouvrir à ces établissements un crédit de soixante jours de prolongation dont ils useront à leur convenance. Ce ne sera pas, je crois, un travail facile pour les inspecteurs de s'assurer de l'usage qu'on aura fait de ce crédit, de savoir s'il est épuisé ou s'il reste encore un certain nombre de jours à la disposition du chef de l'établissement. J'estime, pour ma part, que cette constatation n'est pas seulement difficile, mais impossible. (*Très bien! à droite.*)

Je résume, Messieurs, ces observations, que je suis obligé de rendre très courtes, en disant que j'accepte la modification apportée à l'article 3 de la loi de 1892 parce qu'elle est commandée par une nécessité démontrée. Mais je repousse toutes les modifications proposées par la Commission aux autres articles de la même loi parce que, loin d'améliorer une loi déjà beaucoup trop compliquée, elles en exagèrent encore le caractère ultraréglementaire et vexatoire. Il est extrêmement difficile de se rendre un compte exact du sens et de la portée de ses dispositions; je suis obligé d'avouer qu'après l'avoir lue bien des fois je ne suis nullement certain de la comprendre et je crois que ce ne serait pas de trop d'un cours spécial pour en donner une idée nette à ceux qui devront la subir ou seront chargés d'en assurer l'exécution.

Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, la loi de 1892 permet dans certaines

conditions de commencer le travail à 4 heures du matin et de le prolonger jusqu'à 10 heures du soir, mais à la condition que ce travail sera réparti entre deux équipes et que le travail de chaque équipe ne dépassera pas neuf heures. Il paraît que, dans certains établissements, au lieu de faire travailler une équipe pendant neuf heures consécutives, on avait divisé le travail de chaque équipe en deux parties.

Ainsi, la première équipe travaillait de 4 heures du matin jusqu'à 9 heures; la seconde lui succédait de 9 heures à 1 heure de l'après-midi, avec quatre heures de travail; et puis la première équipe reprenait à 1 heure jusqu'à 5 heures, et enfin la seconde terminait la journée à 10 heures.

Il paraît qu'il y avait dans cette répartition du travail un abus déplorable auquel il était pressant de remédier, et c'est ce que vous propose la Commission. Eh bien, je vous déclare que je ne vois pas là le moindre abus et que cette combinaison me paraît au contraire très heureuse, car, s'il y a des enfants dans chaque équipe, cette répartition du travail est pour eux infiniment préférable à sa continuité. Leur santé ne peut que profiter de cette division en deux parties, séparées par un long intervalle de quatre à cinq heures de repos, du travail de neuf heures.

En quoi consiste donc l'abus? On nous dit: Que feront ces enfants pendant le long intervalle de repos? Vous portez atteinte à l'intégrité de la famille. C'est là un argument qu'on met souvent en avant.

Dans l'industrie, quand une heureuse combinaison est à la portée d'un industriel, mais ne peut pour un motif quelconque être utilisée par un autre, on ne manque pas de dire qu'elle porte atteinte à l'intégrité de la famille. Mais en quoi consiste donc cette atteinte?

Elle n'existe pas, vous en conviendrez, si les parents et leurs enfants se trouvent réunis dans la même équipe. S'ils sont malheureusement répartis dans des équipes différentes, l'inconvénient subsiste non pas seulement au même degré, mais plus gravement, dans le système de la Commission avec le travail continu de neuf heures qu'avec le système du fractionnement que vous voulez prohiber. En effet, avec votre système, les enfants quitteront l'usine où leurs parents seront encore retenus pendant neuf heures.

Vous dites que les ouvriers et les ouvrières demeurent quelquefois à une assez grande distance de l'usine et qu'il leur est impossible de se rendre à leur domicile, même pendant les cinq heures de repos dont ils jouissent entre le moment où ils terminent la première partie de leur journée et celui où ils la reprennent. Cette difficulté sera bien exceptionnelle et, presque toujours, nulle ou bien minime.

Dans la plupart des cas, une marche en plein air d'une demi-heure ou même d'un peu plus pour des ouvriers renfermés pendant la durée de leur travail sera moins une fatigue qu'un exercice hygiénique.

Le motif véritable de cette prohibition ne serait-il pas simplement, je le répète, le désir de faire interdire aux autres ce qu'on ne fait ou ce que, pour des motifs divers, on ne peut pas faire soi-même; c'est ce que j'ai constaté plus d'une fois et ce qui me met, en pareille matière, dans une certaine défiance des avis des hommes dits compétents.

Je demande donc que ces complications nouvelles ajoutées à celles de la lo

de 1892, qui n'en présente que trop, soient écartées et que vous vous borniez aujourd'hui à voter la disposition qui a été sur le point d'être adoptée.

Vous vous rappelez que l'amendement de M. Maxime Lecomte, dont sa proposition actuelle n'est que la reproduction, et qui portait aussi la signature de l'honorable M. Diancourt, n'a été rejeté, lors de la discussion de la loi de 1892, que par une majorité de 4 voix. Si vous l'aviez acceptée, cette loi ne serait pas revenue devant le Sénat.

Les industriels chez lesquels le travail des enfants commandait en quelque sorte celui des adultes auraient spontanément admis pour les uns et pour les autres cette limite de onze heures; ce qui le prouve, c'est ce que la plupart d'entre eux ont fait tant que l'Administration l'a toléré. Mais du jour où on a voulu appliquer strictement les maxima différents des quatre catégories que la loi établissait, ils ont dû renoncer à l'unification de la durée de travail à onze heures. Ils ne pouvaient plus faire l'unification qu'au maximum de dix heures et la Commission reconnaît que cela leur était absolument impossible.

Le but que vous poursuivez serait donc atteint si vous acceptiez la proposition primitive de M. Maxime Lecomte : il n'est nullement nécessaire de remanier et de rendre encore plus tracassières les autres dispositions de la loi, ni surtout de toucher au décret-loi de 1848 qui n'a aucun rapport avec une loi protectrice des mineurs, c'est-à-dire des faibles, de ceux qui ne disposent pas librement d'eux-mêmes.

Porter atteinte à la liberté et aux droits des adultes est une question d'un ordre tout différent, d'une extrême gravité, qui doit être examinée à part après une délibération dans les bureaux, et qui ne peut être introduite en quelque sorte subrepticement en ce moment dans une proposition qui avait un tout autre objet. Je demande donc que le Sénat se borne à l'adoption de la modification proposée à l'article 3 de la loi de 1892. (*Très bien ! Très bien ! à droite.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je regrette que l'honorable M. Buffet ne m'ait pas fait l'honneur de me répondre lorsque, en première délibération, il s'est institué à cette tribune une discussion générale sur la proposition dont le Sénat est saisi.

Je sais bien que l'honorable M. Buffet n'est pas forclos et si, contrairement aux usages, il vient, lors de la deuxième délibération, ouvrir une nouvelle discussion générale...

M. BUFFET. — Voulez-vous me permettre un mot? J'ai fait la discussion générale pour ne pas remonter à la tribune; ma conclusion, en réalité, a porté sur l'article 1^{er} de votre projet. J'accepte cet article et je demande le rejet de tout le reste.

M. LE RAPPORTEUR. — Bien entendu, Messieurs, je ne fais là qu'une critique de forme et je ne considère pas que M. Buffet ou personne d'entre nous soit forclos, je le répète, et se trouve dans l'impossibilité de formuler les scrupules que peut lui suggérer la loi que vous avez adoptée en première

délibération ; je fais simplement cette observation parce que, dans ces circonstances, je suis forcé moi-même de rentrer dans la discussion générale et de retenir l'attention du Sénat plus longtemps que je ne l'aurais voulu.

Il est incontestable, Messieurs, que la loi du 2 novembre 1892 est, d'une façon générale, une loi excellente, une loi de progrès, d'humanité et de pacification sociale. Il est certain que tous nous désirons que cette loi soit applicable, et par conséquent universellement appliquée.

M. Buffet a trouvé comme nous qu'il y avait à l'application de la loi une difficulté considérable, l'établissement des catégories de l'article 3 ; et alors, la première pensée qui est venue, pensée qui a été universellement acceptée, a été celle de la suppression de ces catégories.

Par cette suppression, nous arrivons à cette nécessité, regrettable dans une certaine mesure — et je ne puis que m'associer sur ce point aux paroles de l'honorable M. Buffet — d'élever, dans certaines industries et dans certaines usines, la durée du travail de l'enfant ou, si vous voulez, du jeune ouvrier à onze heures ; de sorte que si nous considérons l'avenir de notre proposition, de notre rectification à la loi du 2 novembre 1892, si nous nous rappelons que nous ne faisons pas les lois tout seuls, que le projet va retourner devant une autre assemblée où il sera examiné, discuté, nous devons craindre qu'on s'y prononce contre une proposition qui consisterait uniquement dans la suppression des catégories en ce qui concerne les personnes protégées.

L'objection qui s'élèverait immédiatement celle-ci : C'est purement et simplement une loi de recul ; vous venez nous demander, à nous qui avons gagné cette chose considérable de ne faire travailler les jeunes ouvriers que dix heures, vous venez nous demander de les faire travailler une heure de plus, parce que cela rentre mieux dans les convenances des industriels !

Eh bien, Messieurs, en même temps qu'elle a proposé cette sorte de recul, votre Commission a proposé et vous avez accepté en première délibération une chose que nous considérons comme un progrès considérable, qui est dans la logique des choses, dans les nécessités industrielles : c'est de ne faire travailler que onze heures tout le personnel ouvrier dans les usines où l'on emploie à la fois des personnes protégées et des hommes adultes.

Nous avons d'abord — c'est ce que vous avez voté — apporté par l'article 2 une modification à la loi de douze heures, à la loi de 1848. Le Gouvernement a examiné le texte tel qu'il ressortait de cette première délibération et il est venu demander à la Commission de restreindre les modifications à la loi de douze heures aux établissements où sont employés simultanément des hommes adultes et des personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892. Vous le voyez, c'est un amendement, proposé par le Gouvernement, à notre modification à la loi de 1848.

Quelle a été la pensée maîtresse du Gouvernement ? Je la comprends très bien. Il a voulu précisément, allant au devant des objections formulées par M. Buffet, rester dans le sujet même qui faisait l'objet de l'étude de votre Commission ; il a été dirigé uniquement par cette double idée qu'il fallait s'incliner devant les conséquences fatales, inéluctables de la solidarité du travail industriel et, d'autre part, que la loi du 2 novembre 1892 protégeant les faibles, les enfants, les jeunes ouvriers, les femmes, si l'on en voulait

sérieusement et pratiquement l'application, on ne pouvait y arriver que par la suppression des relais et en inclinant tout le personnel ouvrier devant ses obligations.

Messieurs, nous nous sommes rangés à cette pensée du Gouvernement et nous croyons qu'en le faisant nous ne sacrifions aucune des idées que l'Assemblée ou chacun de nous peut avoir au point de vue du progrès et de la question plus générale de la réduction des heures de travail. Pourquoi, Messieurs ? C'est que, dans les usines où seulement des hommes sont occupés, généralement ces ouvriers ne travaillent au plus que onze heures par jour. Par conséquent, il n'y a point d'utilité réelle à légiférer pour ces établissements industriels où l'on n'emploie que des hommes.

Vous vous souvenez, Messieurs, de l'échange d'observations qui a eu lieu entre M. Marquis et la Commission lorsque notre honorable collègue est venu demander quel serait le régime des usines à feu continu. Nous lui avons fait remarquer que dans ces usines il y a deux équipes; que, par conséquent, chacune de ces équipes a onze heures de présence à l'usine, tandis que, dans les autres établissements qui ne sont pas dans les mêmes conditions, les ouvriers ont treize et quatorze heures de présence à l'usine.

Ce qu'il faut voir, c'est ce que nous indiquons dans nos articles de loi, c'est le travail effectif. Or, il est incontestable que, dans les usines à feu continu, le travail effectif est de dix heures environ, n'atteint presque jamais onze heures; de sorte que, pour ces usines si considérables, si nombreuses, il n'y a point encore d'utilité à légiférer au point de vue du travail des hommes adultes.

C'est ce que disait, Messieurs, lors d'une de ces nombreuses discussions à propos de la réglementation de la durée du travail, M. Laroche-Joubert à la Chambre des députés; je parle de M. Laroche-Joubert père; actuellement, nous avons à la Chambre M. Laroche-Joubert fils; mais, par le progrès des temps et des idées, tandis que M. Laroche-Joubert père était opposé à la réduction des heures de travail, son fils, qui fait partie de la Commission du travail à la Chambre des députés, est, au contraire, partisan de cette réduction. Mais, au point de vue de la durée effective du travail dans les usines à feu continu, M. Laroche-Joubert père, quoique opposé à la proposition, venait déclarer à la Chambre que la série des travailleurs présents, série qu'on nomme faction dans certains pays, donne douze heures de présence; mais, pendant ces douze heures, nul ne travaille même dix heures effectives.

Il n'en est pas de même dans la plupart des industries qui emploient à la fois les personnes protégées et les hommes adultes, et c'est pour cela que de grand cœur nous nous sommes rangés à la pensée et à la formule du Gouvernement pour faire une unification sérieuse en vue de la protection des faibles, des jeunes ouvriers et des femmes. Le principe de la loi du 2 novembre 1892 est considéré à l'heure qu'il est comme incontestable : il n'est contesté par personne; nous voulons tous que la loi soit appliquée, et, pour qu'elle le soit, il n'y a pas d'autre moyen pratique, efficace, que celui qui est proposé par votre Commission, d'accord avec le Gouvernement.

Je vous disais que, dans les établissements industriels très nombreux qui

emploient à la fois des hommes adultes et des personnes protégées, on travaille onze heures; je puis citer comme exemple des centres industriels importants, Roubaix, par exemple; je suis obligé de déclarer que, dans ce grand centre industriel, il y a quelques années seulement que la loi de 1848, la loi de douze heures, est sérieusement acceptée et appliquée. J'ai reçu d'un industriel de cette ville une lettre par laquelle il me mettait au courant de cette situation et qui renferme des constatations pratiques sur lesquelles je me permets d'appeler votre attention :

« Le personnel d'une paire de métiers renvideurs se compose généralement d'un fileur, de deux rattacheurs et d'un ou deux bobineurs, qui ne peuvent pas travailler l'un sans l'autre. En effet, les bobineurs sont préposés au remplacement des bobines de préparations au fur et à mesure que celles-ci se vident, c'est-à-dire à tout instant de la journée. Si les enfants ne peuvent travailler que dix heures, comment le fileur peut-il en travailler douze? Il en est de même des rattacheurs et rattacheuses qui doivent rattacher les fils au fur et à mesure qu'ils cassent.

« La déclaration de la majorité des filateurs. . . » — Voilà, Messieurs, la pensée des intéressés, des industriels eux-mêmes. — « La déclaration de la majorité des filateurs qu'il vaudrait mieux décréter onze heures pour tous, même pour les hommes, indique clairement que les relais, les remplacements partiels, etc., les épouvantent plus encore que la perte franche d'une heure de production, car le travail, en filature, ne se morcelle ni ne se divise comme le proposent les théoriciens sur le papier.

« Nous avons à Roubaix des usines qui ne font plus que onze heures par jour et qui vous déclareront que leur production n'a guère souffert de cette diminution d'une heure. »

Et ici mon correspondant me cite par leurs noms des maisons de premier ordre.

« D'autres reconnaissent que soixante-six heures par semaine seraient une juste concession aux exigences ouvrières et philanthropiques, mais restent à soixante-douze heures parce que leurs concurrents font soixante-douze heures. »

Je reviendrai tout à l'heure sur cette idée, énoncée par l'honorable M. Buffet, et que je trouve juste jusqu'à un certain point, à savoir qu'on est obligé de faire soi-même une chose qu'on réprouve, qu'on considère comme mauvaise, parce qu'on y est entraîné par la loi de la concurrence et qu'un voisin a maintenu ce système.

Et mon correspondant ajoute, ce qui est absolument vrai : « Aucune loi ne pourra contenter tout le monde, mais je crois personnellement que la loi des onze heures pour tous serait la plus facile à appliquer, la plus populaire, la plus équitable. »

Parmi les adversaires de la proposition, je trouve des constatations, du même ordre et qui n'ont fait que confirmer votre Commission dans son opinion. Dans une brochure qui a pu vous être distribuée et qui émane de la Société industrielle de Rouen, M. Fauquet, rapporteur de cette société, fait les constatations que voici :

« Il est incontestable que, dans l'industrie textile, le travail requiert si-

multanément hommes, femmes, jeunes filles et enfants : la limitation du travail à onze heures pour une ou plusieurs des catégories revient donc, « si les relais sont interdits » — j'appelle votre attention sur cette condition — à unifier à onze heures le travail de tous, hommes compris, et à réduire à cette même durée la marche du moteur et la production de l'usine. »

Voilà les conditions complètes du problème, et nous ne pouvons pas, nous, Commission chargée d'examiner l'utilité de modifier la loi du 2 novembre 1892, ne pas nous saisir, comme nous l'avons dit dans notre rapport, du problème dans son entier et dans sa complexité. Cela rentrait directement dans notre mandat, et M. Buffet ne peut pas insister sur cette question qui n'est que de pure forme.

M. BUFFET. — Ah! non!

M. LE RAPPORTEUR. — Nous avons, au point de vue spécial de la durée de la journée de travail, le devoir essentiel de voir comment cette question pouvait être résolue et, je le répète, de considérer tous les éléments du problème.

C'est ainsi qu'après avoir déposé un premier rapport qui négligeait certains éléments qui s'imposaient cependant à notre attention, nous avons été obligé de revenir sur cette première solution, et, avec les conseils et les renseignements du Gouvernement, d'accepter la solution qui vous est proposée aujourd'hui. La question, je le reconnais, est particulièrement grave et délicate.

Le Gouvernement vient vous dire : Je m'incline devant la nécessité de la solidarité du travail dans les établissements industriels; je reconnais qu'il n'y a pas d'application possible de la loi du 2 novembre si l'on n'édicte pas une réglementation unique touchant à l'ensemble du personnel ouvrier.

En vous faisant cette proposition, d'accord avec le Gouvernement, nous avons la conviction et la conscience d'être restés absolument dans les limites du mandat que le Sénat avait donné à sa Commission.

Pour en terminer, Messieurs, avec cette première partie de mes observations, je dis que la réduction de la journée de travail à dix heures qui est proposée par certaines personnes, qui sera sans doute proposée et soutenue avec une certaine énergie à la Chambre des députés, cette réduction à dix heures, tout en faisant disparaître les inconvénients du défaut d'unification, du maintien des catégories, serait à nos yeux — nous l'avons exposé à plusieurs reprises à cette tribune — un danger considérable pour notre industrie nationale. Voilà le premier point.

Le second point, sur lequel nous pensions être d'accord, même avec M. Buffet qui n'a soulevé aucune espèce d'objection lors de la première délibération...

M. BUFFET. — C'est une plaisanterie! Je ne suis pas obligé de prendre part à toutes les délibérations!

M. LE RAPPORTEUR. — C'est entendu, Monsieur Buffet, je ne tiens pas du

tout à vous tourmenter à cet égard. Je veux seulement vous faire remarquer que nous pensions être d'accord avec vous — et nous avons des motifs de le penser — sur les difficultés considérables, je pourrais dire sur l'impossibilité, que présente le maintien des catégories.

M. BUFFET. — C'est précisément ce que j'ai dit aujourd'hui!

M. LE RAPPORTEUR. — Alors, nous sommes parfaitement d'accord sur le principe de l'unification! Tout revient à savoir, en pratique, ce que nous appellerons une unification sérieuse et en quoi elle consistera.

Je dis, Messieurs, que le *statu quo* n'est pas défendu, et qu'il ne peut pas l'être parce qu'il n'est pas défendable.

Je dis que le retour en arrière, purement et simplement, n'est pas plus soutenable que le *statu quo*.

Dans ces conditions, Messieurs, que craindrait le Sénat? Il ne peut pas redouter, certes, de se montrer partisan du progrès, si c'est un progrès raisonnable. La question est uniquement de savoir si ce progrès est réalisable dans la pratique, si l'on peut faire sur la matière une loi raisonnable, une loi efficace.

Je vous demande pardon, Messieurs, de retenir votre attention pendant quelque temps encore, mais, lorsque j'ai en face de moi une contradiction qui emprunte à son auteur une si grande autorité, je ne puis pas négliger les objections qui nous sont opposées, ni me dispenser d'examiner devant le Sénat le système absolu qui vient d'être soutenu.

Je dis un « système absolu », car M. Buffet n'a pas apporté à cette tribune des renseignements pratiques, il n'a pas invoqué des raisons industrielles pour repousser les propositions de votre Commission; non, il a posé en principe que nous, législateurs, nous n'avions pas le droit de toucher à la liberté de l'homme adulte; que nous pouvions réglementer le travail en vue de protéger les faibles, parmi lesquels — à son corps défendant et malgré ses convictions intimes et profondes — il est obligé de ranger la femme.

M. Buffet soutient le système absolu que l'on pouvait prévoir et que nous avons, en effet, prévu lors de la première délibération. Nous disions, en effet, à la séance du 11 juin :

« La proposition de votre Commission pourrait-elle rencontrer ici une objection de principe?... Pourrait-on venir dire que le législateur n'a pas le droit de réglementer le travail des adultes; que le respect de la liberté individuelle y met obstacle? »

Quoiqu'il se présente un peu tardivement, nous ne voulons pas éviter ce débat; il a une certaine ampleur. Sans doute, actuellement, au moment de notre histoire où nous sommes parvenus, il peut paraître plutôt académique et théorique que véritablement législatif et pratique; mais enfin nous ne pouvons pas ne pas examiner l'objection qui nous est faite.

Cette objection a été présentée à la tribune de l'Assemblée nationale, il y a quarante-six ans.

M. BUFFET. — Par moi-même!

M. LE RAPPORTEUR. — Elle a été présentée, en effet, par l'honorable M. Buffet, dans un discours d'une haute portée philosophique, que toute l'Assemblée nationale a écouté avec beaucoup d'attention, de déférence pour l'orateur et pour les idées qu'il défendait.

Mais, je suis obligé de le dire, si, avec juste raison, l'honorable M. Buffet a été écouté, il n'a pas été suivi; son opinion n'a pas triomphé à cette époque, il a été battu. Le Gouvernement, par l'organe de M. Sénard, est venu apporter les raisons de haute politique, et je dois ajouter — car c'était le langage même du Ministre de l'intérieur de cette époque — les raisons d'humanité qui devaient faire repousser le système de l'honorable M. Buffet, et ce système a été repoussé. Voilà ce qui s'est passé en 1848.

En 1891, la même thèse a été soutenue à la tribune du Sénat avec beaucoup d'habileté et d'éloquence, en ce qui concerne les femmes adultes.

On a prétendu alors que nous n'avions pas plus le droit de restreindre la liberté de la femme adulte que celle de l'homme.

Un sénateur au centre. — Et on avait joliment raison!

M. LE RAPPORTEUR. — Je n'ai pas à juger cette thèse pour l'instant; elle a été, je le répète, très brillamment soutenue, mais elle a également succombé devant la majorité des suffrages du Sénat.

De sorte qu'au point de vue des principes j'ai le droit de dire, sans m'attarder à discuter une thèse philosophique et sans m'appuyer sur des considérations historiques, que nous sommes en présence d'une question deux fois jugée.

Je demanderai à nos contradicteurs d'être conséquents avec eux-mêmes et de déposer une proposition tendant à l'abrogation de la loi de 1848. On ne le fait pas, on ne pense pas pouvoir le faire; on n'aurait pas cette imprudence, et on a bien raison! Mais, en s'abstenant, on reconnaît qu'il n'y a pas de question de principe en jeu, qu'il n'y a là qu'une question de mesure.

S'il y avait, en effet, une question de principe engagée, le législateur n'aurait pas plus le droit d'instituer ou de maintenir cette limite de douze heures qu'il n'aurait le droit de proposer celle de onze.

Messieurs, je le répète, cette question étant considérée maintenant par tout le monde comme une question de mesure et d'utilité sociale, je croirais véritablement abuser de votre attention et vous imposer une fatigue inutile si je restais sur ce terrain des idées absolues et de principes qui ne sont plus appliqués depuis au moins quarante-six ans.

Je ne voudrais pas sortir de la question, mais je me demande, en vérité, s'il existe une loi qui ne soit pas une restriction à la liberté. On a proclamé que le droit de propriété était un droit sacré, inviolable; est-ce que, cependant, on n'est pas obligé d'abandonner la maison paternelle, d'abandonner son champ, sa propriété, lorsque la société demande ce sacrifice au nom de l'intérêt général, de l'utilité publique?

M. BUFFET. — Mais il y a une indemnité dans ce cas!

M. LE RAPPORTEUR. — Il y a une propriété qui doit encore nous être plus chère : c'est la propriété de soi-même. Eh bien, est-ce que nous ne sommes pas expropriés de nous-mêmes dans bien des cas au profit de l'utilité sociale?

Est-ce qu'on ne vient pas nous arracher nos enfants dans l'intérêt de la défense nationale, en vertu d'un intérêt supérieur devant lequel la liberté individuelle doit s'incliner?

N'en est-il pas de même au point de vue de l'instruction, lorsqu'on vient, comme on l'a dit, limiter la liberté des pères de famille et de l'enfant lui-même en lui prenant son temps, en lui prenant les années de sa jeunesse pour lui donner une instruction qu'on lui impose et qu'on a raison de lui imposer, parce que le bien de la société l'exige?

Est-ce que nous n'avons pas, par des lois nombreuses et dont l'utilité n'est plus contestée, limité la liberté des industriels? Est-ce que nous n'avons pas réglementé les professions dangereuses et les ateliers, de la façon la plus minutieuse, au point de vue de l'hygiène et de la salubrité?

Mais je vous demande pardon, Messieurs, de cette digression et je me hâte de rentrer dans la question qui nous occupe, celle de la réglementation de la journée de travail.

Le législateur a réglementé la durée de travail pour les enfants, pour les femmes adultes. Il l'a fait aussi pour les hommes, par la loi du 9 septembre 1848, qui a fixé le maximum à douze heures. On nous dit : « Douze heures, soit ! Dans un intérêt d'humanité, nous acceptons cette limitation, mais n'allons pas plus loin ! » C'est bien là le langage de M. Buffet. Eh bien ! nous sommes d'accord, alors, pour reconnaître qu'il ne s'agit pas ici d'une question de principe.

Examinons donc s'il y a utilité générale à limiter à nouveau et plus strictement la durée de la journée de travail.

Je laisse de côté l'historique de la question, les enquêtes faites sous le premier empire, sous la monarchie de juillet et sous le second empire, celle faite, notamment, en 1840, par M. Villermé, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, qui concluait que, pour venir en aide à l'ouvrier, pour apporter un remède à sa triste situation, il y avait deux facteurs essentiels : l'association et la réduction des heures de travail.

Ces deux remèdes ont été heureusement apportés et, à l'heure actuelle, l'objection fondamentale de nos contradicteurs, s'ils veulent bien la formuler, est précisément celle qui consiste à invoquer les changements sociaux qui se sont produits depuis 1848, à dire que nous avons marché beaucoup depuis cette époque.

La liberté d'association — au moins quant aux associations ouvrières — a été proclamée, nous dit-on. L'ouvrier a toutes les libertés : il est émancipé, il a conquis l'égalité, il a les syndicats professionnels, il a donc l'association, ce remède préconisé par M. Villermé en 1840.

Je le reconnais, je suis très heureux de le constater, c'est une excellente chose. Mais doit-elle dispenser de l'application de l'autre remède, de la réduction de la journée de travail? C'est ce que je vais examiner très rapidement.

L'association — la pratique le démontre tous les jours — n'est pas une panacée universelle. Le droit et le fait ne se confondent jamais exactement!

Depuis 1848, la liberté a été donnée aux ouvriers; elle s'est largement développée, dans la loi, dans les institutions, qui sont devenues essentiellement égalitaires. Cela est vrai; mais, dans les faits, que s'est-il produit?

Si vous avez vu partout ce développement de la liberté, n'avez-vous pas vu parallèlement, dans les faits de chaque jour, le développement d'une sorte d'asservissement? N'avez-vous pas assisté au développement continu, considérable du machinisme? La petite et même la moyenne industrie ne se sont-elles pas vues à chaque instant supplantées par la grande industrie? L'ouvrier est-il vraiment libre? N'est-il pas engagé chaque jour plus avant dans cette organisation collective des grands ateliers où il devient le serviteur, le surveillant d'un ouvrier plus puissant que lui-même : la machine?

Voilà, Messieurs, ce que l'on a le droit de dire en opposant le développement des faits au développement des lois et des institutions.

L'organisation de ce que nous appelons une ruche ouvrière, de ce que certains révolutionnaires appellent du nom de bague, de ce que nous appellerons, si vous le voulez, la caserne industrielle, oblige actuellement l'ouvrier, par la force des choses, à incliner sa volonté individuelle et sa liberté devant la règle commune de l'atelier.

Voilà la situation; et lorsque l'on vient nous dire que la diminution des heures de travail pour les ouvriers adultes peut se faire par l'accord entre les syndicats ouvriers et les patrons, je dis que l'expérience démontre qu'il ne peut pas en être ainsi. Les uns et les autres seraient impuissants, alors même qu'ils seraient d'accord, pour opérer cette diminution des heures de travail, sans le secours de la loi, parce que leurs efforts seraient condamnés par les conséquences fatales de la loi de la concurrence.

Je puis en donner à M. Buffet un exemple qui le frappera certainement. Dans le département dont les intérêts le préoccupent à bon droit, dans le département des Vosges, en raison de conditions économiques que je n'ai pas à examiner devant vous, on travaille douze heures et même dans certains établissements on travaille jour et nuit; on y trouve un intérêt minime peut-être, mais à raison de cet intérêt on persiste dans ce que nous considérons, nous, comme une mauvaise pratique industrielle.

Cependant, depuis la loi de 1874 sur la protection de l'enfance, beaucoup d'établissements qui travaillaient jour et nuit ont été obligés de renoncer à ce système. Mais avant 1874, dans les Vosges, il y avait plus de vingt filatures où l'on travaillait jour et nuit; à l'heure actuelle il n'y en a plus que trois ou quatre qui persistent dans ce système en employant la nuit, bien entendu, des hommes en remplacement des femmes. Il est évident que dans une large mesure les voisins, les concurrents seront entraînés à suivre ce système que sans doute ils réprouvent et qui ne peut leur procurer qu'une minime utilité.

La concurrence les oblige à ne rien négliger. On ne peut pas tout résoudre par la liberté. C'est ce que disait M. Dupin : « Ce n'est pas si facile que ce'a de tout attendre de l'initiative individuelle, car les patrons les plus humains seraient victimes de leur humanité. »

C'est une objection qui a été répétée très souvent depuis. Il est incontestable que les patrons soucieux de la légalité, par exemple, de la loi du 2 novembre 1892, les patrons qui veulent même devancer l'œuvre du législateur et dans une pensée d'humanité réduire la journée de travail en sont empêchés par ce qui se fait autour d'eux. Et s'ils se laissent aller à adopter quand même ces mesures libérales d'accord avec leurs ouvriers, il arrivera que leurs concurrents, je parle de ceux mêmes de notre pays, auront sur eux une avance certaine, et seront, comme le disait M. Dupin, victimes de leur humanité.

Messieurs, je pourrais, si j'avais le temps de philosopher, étendre cette discussion (*Parlez ! parlez !*) et m'appuyer sur les opinions d'économistes célèbres.

Je me contenterai de vous lire un passage des *Principes économiques*, de Stuart Mill, citation qui a été faite par M. Ballue à la tribune de la Chambre. Stuart Mill, adepte fervent de la liberté, reconnaît qu'il y a des difficultés que la liberté individuelle ne peut pas résoudre. Je prendrai le début et la fin de sa discussion : « Supposons, ce qui est au moins supposable, une réduction des heures de travail de douze à dix heures. . . . » — Stuart Mill prenait les deux extrêmes, douze et dix heures ; nous prenons, nous, un intermédiaire, qui est onze heures. — « Supposons, ce qui est au moins supposable, qu'une réduction des heures de travail de douze à dix heures soit avantageuse aux ouvriers ; qu'ils recevraient pour dix heures de travail un salaire égal ou presque égal à celui qu'ils reçoivent pour douze heures ; si tel était le résultat et si les ouvriers en étaient généralement convaincus, la limitation, dira-t-on peut-être, pourrait avoir lieu spontanément, et il ne serait pas nécessaire de la rendre obligatoire par une prohibition légale. . . . »

Vous voyez, Messieurs, que c'est bien le problème tel qu'il est posé devant vous. Il est examiné dans cette page par cet éminent économiste, et voici sa conclusion :

« Une classe de citoyens peut avoir besoin de l'assistance de la loi pour réaliser son opinion sur une matière qui l'intéresse, en garantissant à chacun que ses concurrents agiront comme lui, parce qu'il ne peut agir conformément à l'intérêt général qu'autant qu'il est couvert par cette garantie. »

Voilà la solution qui s'impose à nos consciences, à nos votes, à raison de ces difficultés que je soumetts à l'honorable M. Buffet et qui résultent de la concurrence universelle et notamment de la concurrence intérieure. On est obligé de faire ailleurs ce qui se pratique dans les Vosges.

Je passe rapidement sur les objections qui pourraient être faites à notre système et que j'ai prévues lors de la première délibération. Si elles étaient reproduites à cette tribune, je vous demanderais la permission de vous présenter de nouvelles observations ; mais, au point où j'en suis arrivé, je n'ai plus qu'à préciser les conditions de la solution : il s'agit de protéger l'industrie contre quelques-uns qui ne comprennent pas ses véritables intérêts.

Mon opinion s'appuie sur des documents qui sont de nature à impressionner vivement le Sénat. J'invoque les résultats des enquêtes industrielles, notam-

ment de l'enquête qui a été faite par la Commission du travail à la Chambre. En l'étudiant, on peut se rendre compte des intérêts et des systèmes en présence.

Il semble résulter de cette enquête que les ouvriers, d'une façon générale, demandent au législateur de réduire, même pour les hommes adultes, la journée de travail à dix heures. Par exemple, un groupe d'ouvriers tisserands d'Elbeuf s'exprime ainsi : « Il est certain que la production ne sera pas la même en dix heures qu'en douze. Cependant la différence ne sera pas très sensible. Sur la fin de la journée, l'ouvrier qui a déjà travaillé dix ou onze heures est épuisé, et il produit beaucoup moins le soir qu'il ne produisait le matin. »

Il est incontestable — je le dis parce qu'il ne faut rien cacher dans une discussion de cette importance — que les revendications ouvrières, à l'heure qu'il est, consistent au minimum dans la réduction de la journée de travail à dix heures.

Dans la même enquête, on a consulté des patrons. Voici la réponse de la chambre de commerce de Rouen : « Limitée à une heure, — onze heures au lieu de douze, — la réduction de la journée n'aurait pas, croyons-nous, pour conséquence une diminution proportionnelle de la production. Portée immédiatement à deux heures — dix heures au lieu de douze — cette réduction diminuerait certainement la production dans une proportion très sensible et très onéreuse pour l'industrie. »

Messieurs, c'est à cette solution que nous nous tenons. Comme j'avais l'honneur de le déclarer au Sénat, et c'est le langage que nous avons toujours tenu à cette tribune, dans la situation de l'industrie vis-à-vis des industries concurrentes, et dans l'état de la législation des peuples qui nous entourent, il n'est pas possible d'aller par un à-coup à la réduction de la journée à dix heures. Cela serait un danger considérable pour l'industrie de notre pays.

Mais il est incontestable, en même temps, que l'objection économique qui a été faite pendant longtemps, à savoir que la réduction d'un douzième de la journée amènerait une diminution d'un douzième de la production et par conséquent une difficulté considérable pour notre industrie sur le marché du monde, et une réduction des salaires pour les ouvriers qui viendraient alors s'insurger contre la loi que nous aurions faite, il est incontestable, dis-je, que cette objection économique ne peut pas tenir, puisque nous démontrons, avec tous les éléments qui nous viennent des industriels eux-mêmes, que la réduction d'un douzième de la journée de travail ne diminue que de très peu la production et que, s'il y a une diminution plus ou moins sensible, la production est meilleure, ce qui fait compensation.

Notre but est donc bien de protéger l'industrie elle-même, d'accord avec la grande majorité des intéressés, lorsque nous venons demander que, dans les établissements où l'on emploie à la fois des personnes protégées et des hommes adultes, la journée de travail soit réduite d'une heure. C'est à cette condition seulement que la loi de 1892 pourra être appliquée, et nous sommes tous d'accord sur l'utilité et la nécessité de cette application.

J'ai peur, Messieurs, de fatiguer votre attention, mais il me reste quelques

observations à présenter et je demande encore pour quelques minutes la faveur de votre attention.

Il y a pour nous un élément d'appréciation considérable : ce sont les rapports des inspecteurs divisionnaires. Vous savez que la loi a établi dans onze ou douze grandes régions des inspecteurs divisionnaires qui ont eux-mêmes sous leurs ordres des inspecteurs départementaux. Ces fonctionnaires ont été consultés sur le point de savoir dans quelles conditions la loi du 2 novembre 1892 pouvait s'appliquer. On comprend l'état d'esprit de ces inspecteurs naturellement portés à croire à la facilité, à la possibilité de l'exécution de la loi.

S'ils étaient venus dans leurs rapports indiquer au législateur qu'il n'y avait rien à reprendre dans le système établi, peut-être que cette opinion aurait pu être utilement discutée. Mais ce qui a une portée considérable, c'est que les inspecteurs divisionnaires sont venus déclarer unanimement que la loi de 1892 n'était pas applicable, et qu'il n'était pas possible d'exiger son application. Dès lors, il est très intéressant pour le Sénat de savoir quel a été le système indiqué comme seul possible, comme seul efficace par ces hommes chargés de l'application de la loi, et qui étaient dans la position la plus pratique pour connaître exactement la situation industrielle.

J'ai cité au Sénat, lors de sa 1^{re} délibération, les rapports concernant la 1^{re} circonscription, Paris, et la 5^e, Lille, c'est-à-dire les régions de France les plus industrielles. Si le Sénat veut avoir confiance dans l'étude que j'ai faite des autres rapports, je suis tout prêt à résumer leurs constatations.

Prenant successivement chacune des circonscriptions et les rapports des inspecteurs divisionnaires, je trouve que tous viennent indiquer que la seule solution possible est l'unification de la journée de travail pour tout le personnel ouvrier. C'est la pensée même qui a déterminé le Gouvernement et votre Commission. Je ne citerai que quelques exemples :

Dans la 2^e circonscription, l'inspecteur divisionnaire de Châteauroux « demande l'unification de la journée de travail pour tout le personnel ouvrier ».

Dans la 3^e circonscription, Dijon, je vois ce passage dans le rapport de l'inspecteur : « Une diminution de deux heures par jour est sensible. Si elle n'avait été que d'une heure, si la journée avait été fixée à onze heures, les difficultés eussent été beaucoup moins grandes. »

Voici maintenant le rapport de la 5^e circonscription, Bar-le-Duc : c'est là que j'ai pris mes renseignements sur la situation tout à fait exceptionnelle de quelques industriels de la région des Vosges.

L'inspecteur de la 5^e circonscription rapporte pour le département de l'Aisne que là, comme ailleurs, on souhaiterait de voir fixer à onze heures la limite de la journée de travail pour tous les ouvriers.

Il en est de même pour la 6^e circonscription, celle de Rouen ; de même encore pour la 7^e circonscription, celle de Nantes. On demande la revision de l'article qui ne contente personne.

Il en est de même pour la 8^e circonscription, Bordeaux, et pour la 10^e, Marseille. En ce qui concerne principalement l'industrie du moulinage de soie, tous les ouvriers travaillent le même nombre d'heures, dix heures et

demie pour certaines régions et ailleurs onze heures. Là il n'y a pas de travail excessif.

Si je prends la 11^e circonscription, voici ce que je lis dans le rapport de l'inspecteur divisionnaire : « De toutes les prescriptions de la loi ce sont, sans contredit, celles de l'article 3 qui créent le plus de difficultés aux industriels et soulèvent les plus vives protestations. Nous enregistrons celles des tisseurs de soieries et celles des mouliniers en soies. Elles résument à peu près toutes les autres :

« *Tissages de soieries.* — Les membres du conseil de la chambre syndicale déclarent à l'unanimité que le principal inconvénient de la loi est celui qui consiste à établir plusieurs catégories d'ouvrières pour la sortie des ateliers. Cette disposition nuit à la discipline et au bon ordre de l'atelier, diminue le rendement des métiers et augmente les frais généraux de l'usine. Au point de vue moral, elle supprime toute surveillance des enfants puisque leur sortie de l'usine s'effectue avant celle de leurs parents.

« *Moulinages.* — L'Union syndicale des mouliniers de Saint-Chamond nous a prié de transmettre à M. le Ministre le vœu suivant : « Unification de la journée à onze heures pour tout le personnel. »

J'avais donc le droit, dans les explications que j'ai données au Sénat lors de la 1^{re} délibération, de parler de cet assentiment presque général qui n'existait certes pas en 1848, M. Buffet doit s'en souvenir.

A cette époque, la plupart des industriels protestaient — et dans une certaine limite ils avaient raison — contre une tendance à une réglementation à outrance.

Eh bien, aujourd'hui, en présence à la fois des nécessités humanitaires et industrielles, vous rencontrez le consentement des intéressés qui viennent devant les inspecteurs divisionnaires, devant le Parlement, devant les pouvoirs publics, dire : Il n'y a qu'une solution possible, pratique, efficace, qui permette de protéger les enfants et les femmes, c'est d'unifier la journée de travail à onze heures pour tout le personnel ouvrier.

C'est cette solution qui rencontre si heureusement l'assentiment presque général des intéressés, que vous voudrez bien consacrer par vos votes. Vous considérerez, Messieurs, qu'il est d'un intérêt général pour l'industrie de conserver des ouvriers capables, vigoureux, qui, dans un espace de temps moindre, donneront un meilleur travail.

C'est l'intérêt même de l'industrie, et, en faisant cette réforme qui, à première vue, peut paraître modeste, de réduire d'un douzième pour certains ouvriers la durée de la journée de travail, permettez-moi de vous le dire, vous ferez une réforme considérable et qui rendra justement populaires et le Gouvernement et les Assemblées qui auront permis de la réaliser. (*Très bien ! très bien ! — Applaudissements sur un certain nombre de bancs.*)

M. BUFFET. — Messieurs, je désire réduire à très peu de mots la réponse que je me crois obligé de faire à l'honorable rapporteur. Tout son discours

peut se résumer ainsi : si la Commission s'était bornée à adopter ma proposition, elle aurait manqué à tous ses devoirs. Si elle ne l'avait pas étendue à des catégories de personnes que je ne visais pas, je lui démontrerais, dit l'honorable M. Maxime Lecomte, qu'elle n'a rien fait d'utile et d'efficace. Eh bien, je demande à l'honorable rapporteur la permission de défendre son œuvre personnelle contre lui-même.

J'accepte sa proposition, mais je n'admets pas ce que la Commission y a ajouté. Il a bien voulu rappeler dans des termes très obligeants le souvenir lointain d'un discours sur les heures de travail que j'ai prononcé à l'Assemblée nationale en 1848, en ajoutant que ce discours a été écouté par mes collègues d'alors avec une grande bienveillance, mais qu'ils ne m'ont pas suivi.

Il me permettra bien sur ce point une petite rectification ou plutôt une explication. Comment cette discussion a-t-elle été engagée à cette époque ? Elle l'a été par une proposition de M. Wolowski demandant l'abrogation d'un décret du gouvernement provisoire qui avait limité à dix heures la durée du travail des adultes.

L'Assemblée, un peu influencée peut-être par les circonstances, n'a pas voulu aller jusqu'à l'abrogation pure et simple que nous lui demandions, mais en reportant la limite à douze heures, elle a donné, sinon en principe, au moins en fait, une assez large satisfaction à l'opinion que M. Wolowski et moi avions soutenue. Car une limite légale fixée au point où l'usage l'avait déjà placée est, en réalité, une limite plus théorique que pratique. Elle ne gêne rien ou bien peu.

Quoi qu'il en soit, dit l'honorable M. Maxime Lecomte, vous ne pouvez plus invoquer la question de principe, elle a été définitivement écartée par ce décret-loi de 1848. Je ne l'admets pas du tout ; mais, pour un moment, laissons de côté le principe du droit. Ne nous occupons que des intérêts engagés, de l'utilité sociale et individuelle.

La considération qui est revenue plusieurs fois dans le cours du discours de l'honorable M. Maxime Lecomte est tirée de la question d'humanité. Si cette question est réellement engagée, il faut, je n'hésite pas à le déclarer, conclure non à l'adoption, mais au rejet total de la proposition qui vous est soumise et même de la proposition primitive de M. Maxime Lecomte. Il n'a pas répondu un seul mot à cette observation que j'ai déjà faite et qui est péremptoire.

Si vous jugez que l'on peut, sans inhumanité, soumettre de jeunes enfants à un travail de onze heures par jour, comment pouvez-vous soutenir sérieusement qu'il serait inhumain de permettre à l'adulte, dans la plénitude de ses forces, de travailler une heure de plus qu'un enfant de douze ans ? Comment osez-vous réclamer l'égalisation du travail de l'un et de l'autre ?

C'est une thèse qui ne serait pas soutenable. Si, à vos yeux, onze heures est le maximum de la durée du travail que l'on puisse, je ne dis pas imposer, car on n'impose rien, mais autoriser par la loi pour les adultes, il serait alors révoltant d'imposer, cette fois, une durée de travail égale à des enfants qui sont à l'âge où le tempérament se forme et où les forces se développent. C'est bien là ce qui serait éminemment nuisible à la race.

Ne pouvant pas évidemment sortir du dilemme que je lui pose, l'honorable M. Maxime Lecomte a eu recours à une considération qu'il me permettra de trouver bien étrange. Il a dit : Si le projet de loi, tel que je l'avais d'abord présenté, s'était borné à supprimer les catégories et à permettre de prolonger le travail de tous les mineurs au delà de la limite fixée par la loi de 1892, on aurait qualifié le projet de loi de recul; pour que ce soit une loi de progrès, il faut qu'en même temps que vous prolongez le travail de l'enfant, vous abrégiez celui de l'adulte. L'abréviation du travail de l'adulte est en quelque sorte, comme on me l'a dit d'ailleurs à moi-même, le rachat de l'heure en plus de travail que vous imposez à l'enfant.

Eh bien, Messieurs, je ne saurais protester trop énergiquement contre une semblable position de la question. Loin de justifier le projet, elle le condamnerait absolument.

Je reconnais que les quatre catégories créées par la loi de 1892 rendaient dans un grand nombre d'établissements l'application de la loi impossible. Si à cette époque, comme je l'ai dit déjà, vous aviez fixé la durée du travail des personnes protégées à onze heures, sans vous occuper des adultes, qu'aurait fait les manufacturiers ?

Ils auraient fait ce qu'ils ont essayé de faire, ce qu'ils ont fait même tant qu'on ne leur a pas imposé la stricte exécution de la loi, ils ont réduit pour tout le monde la durée du travail à onze heures lorsque dans leurs établissements le travail des adultes était étroitement lié et subordonné à celui des enfants; et alors une loi nouvelle eût été inutile; la réduction d'une heure de travail dans ces établissements se serait faite du libre consentement des parties.

L'obstacle à cet accord résultait des catégories. M. Maxime Lecomte a proposé de le faire disparaître, et sur ce point je suis d'accord avec lui, mais cette subordination du travail des adultes à celui des enfants n'existe pas partout; il y a des établissements où des femmes et des enfants sont employés, sans qu'il existe aucune subordination de leur travail à celui des adultes. Ceux-ci auraient continué, s'ils l'avaient voulu, à travailler douze heures.

Enfin il y a des établissements où on n'emploie ni femmes ni enfants et auxquels votre loi, dite d'humanité, ne sera pas appliquée.

M. LE RAPPORTEUR. — Ces établissements restent libres !

M. BUFFET. — Attendez. Ils restent libres d'après votre dernière rédaction. Mais vous aviez eu d'abord la pensée de leur interdire les douze heures; depuis vous avez reconnu qu'il vous serait impossible de justifier cette interdiction quand vous imposiez onze heures aux enfants.

La considération d'humanité, je ne cesserai de le répéter, se retournerait contre votre projet tout entier. Cela est indiscutable.

D'après votre proposition primitive, qui ne touchait qu'à l'article 3, les choses seraient réglées d'elles-mêmes, conformément à votre désir, dans chaque industrie. Pourquoi cette manie de faire toujours intervenir la loi, même

quand cette intervention est manifestement inutile? (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de banes.*)

Avec les quatre catégories, les patrons, pour uniformiser le travail, étaient obligés d'en réduire la durée à dix heures, c'est-à-dire à la limite fixée pour les plus jeunes enfants, et cela est impossible sans réduire les salaires. Mais ils disaient tous : Si nous pouvions adopter pour les plus jeunes la limite de onze heures, nous y ramènerions les adultes, et l'égalisation indispensable serait réalisée sans réduction des salaires.

Pourquoi, encore une fois, une prescription légale, qui est parfaitement inutile dans le cas où le travail des uns est lié à celui des autres, mais qui peut être très nuisible à d'autres établissements où cette subordination n'existe pas. N'oubliez pas, Messieurs, que si vous pouvez limiter par un commandement législatif la durée du travail, il n'est pas en votre pouvoir de garantir l'ouvrier contre la réduction du salaire. Vos prescriptions allant contre la force des choses demeurerait lettre morte.

Pourquoi donc vouloir légiférer sur tout, quand tous les intérêts peuvent se concilier et se coordonner sans cette intervention abusive? Voulez-vous empêcher l'ouvrier, même adulte, d'abuser de ses forces qui sont souvent, comme je le disais tout à l'heure, sa seule fortune? Pourquoi n'appliquez-vous pas les mêmes restrictions à ceux qui abusent d'un autre genre de fortune au détriment de leur santé? De quel droit défendrez-vous à l'ouvrier qui travaille à la tâche, à la pièce, de prolonger d'une heure un labeur qui n'excède pas ses forces, et qui lui permettra d'apporter un peu plus d'aisance ou un peu moins de privations à son foyer?

Et ne voyez-vous pas qu'en imposant la même règle à des situations très diverses, dont la complexité et les exigences vous échappent nécessairement, vous ne savez pas exactement ce que vous faites, vous agissez en aveugles?

L'horizon de chacun de nous, en pareille matière, est très borné. Je ne dis rien de désobligeant pour M. le Rapporteur, car mon observation s'adresse à tout le monde.

Si cette réglementation à outrance est un bienfait, pourquoi ne l'appliquez-vous pas à tous les ouvriers, pourquoi la restreignez-vous aux usines et manufactures?

Les usines et les manufactures ne comprennent que la plus minime partie des ouvriers français. Si le système est bon, généralisez-le!

Je me résume en un mot, car j'ai un peu abusé de votre bienveillance (*Non! Non! — Parlez!*); je prie instamment le Sénat de se borner à adopter la proposition primitive de M. Lecomte qui fait disparaître une difficulté insurmontable résultant pour un grand nombre d'établissements industriels des dispositions de l'article 3 de la loi de 1892, et de repousser toutes les autres dispositions. (*Très bien! Très bien! et applaudissements sur divers bancs.*)

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, l'éminent orateur qui descend de cette tribune, fidèle à une vieille habitude parlementaire à laquelle il nous a accoutumés et dont nous n'avons pas à nous plaindre, a élargi singulièrement le débat.

Il a parlé de la question de principe, de la possibilité pour le législateur d'intervenir dans la réglementation du travail. Vous permettrez à votre Commission de ne pas le suivre sur le terrain. Là n'est pas la question aujourd'hui. Nous nous trouvons en présence d'une loi de 1892, qui est acquise au débat, qui est appliquée dans un grand nombre de ses dispositions et qui rencontre certaines difficultés d'application sur d'autres.

Nous sommes tous d'accord — et M. Buffet est le premier à le reconnaître — sur la nécessité d'apporter quelques modifications à cette loi ; il s'agit de savoir si celles qui vous sont proposées par votre Commission sont pratiques ou si elles ne le sont pas. Je le répète encore, nous devons fuir absolument le débat de principe qui n'est d'aucune utilité à l'heure actuelle.

Messieurs, qu'avons-nous voulu faire, qu'avons-nous fait en 1892 ? Écoutant nos sentiments humanitaires, nous avons supposé qu'il était possible de fixer une durée de travail différente et strictement proportionnée aux forces des travailleurs. C'est ainsi que le Sénat — car c'est lui qui a pris l'initiative des dispositions qui soulèvent les difficultés d'application que nous vous signalons aujourd'hui — le Sénat a pensé que dix heures de travail suffisaient pour les jeunes ouvriers âgés de moins de 18 ans, et, évidemment, au point de vue physique et moral, il a absolument raison. Le Sénat a également adopté une limite de onze heures pour les femmes et, enfin, il n'a rien fait pour les hommes, laissant par conséquent en vigueur la loi de 1848.

Ici, je suis bien obligé d'ouvrir une parenthèse. Un peu plus, notre honorable contradicteur M. Buffet nous disait que la loi de 1848 est tombée absolument en désuétude.

Plusieurs sénateurs à gauche. — C'est vrai !

M. RICHARD WADDINGTON. — On dit sur quelques bancs : C'est vrai ! — Non ! c'est une erreur. Cette loi est appliquée, en vertu de quoi ? En vertu d'une loi que vous avez vous-mêmes votée en 1883, et j'entends encore les paroles éloquentes de notre regretté collègue M. Claude, quand il réclamait l'application de cette loi de 1848 et quand il disait que c'était une offense pour l'humanité de voir des usines continuer le travail pendant treize et quatorze heures alors qu'une loi solennellement discutée et votée avait édicté la limite de douze heures pour les ouvriers des deux sexes.

Le Sénat a alors fait une œuvre pratique ; il a accepté sur la proposition de sa Commission et sur le rapport de M. Dauphinot, la loi du 16 février 1883 d'après laquelle les inspecteurs du travail sont chargés de l'application de la loi de 1848. Depuis ce moment, les dispositions tutélaires du législateur de 1848 sont appliquées sur tous les points du territoire.

Je reviens à la question telle qu'elle se pose à cette heure. D'après le texte de la loi du 2 novembre 1892, nous avons dix heures pour les enfants, onze heures pour les femmes et douze heures pour les ouvriers adultes. Est-ce que cette application était pratique ? Est-ce qu'elle était conforme aux mœurs, aux exigences de l'industrie ? Non, Messieurs. Pourquoi ? Vous le savez comme moi, parce que la plupart du temps, neuf fois sur dix, le travail se fait par

équipes, c'est-à-dire que le père de famille, l'ouvrier adulte travaille avec sa femme, avec sa fille, avec ses enfants. Voulez-vous que j'en cite des exemples? Prenez la grande industrie textile que vous connaissez tous. Les rattacheurs, qui travaillent avec le maître fileur, sont pour la plupart des enfants au-dessous de 16 et 18 ans. Pour que le métier à filer produise du fil, il faut qu'il soit alimenté par les matières dites de préparation, c'est-à-dire par les bancs à broches, par les laminoirs ou par les peigneuses qui sont conduits par des femmes ou des jeunes filles. Le travail de ces femmes doit nécessairement correspondre au travail des hommes.

M. BUFFET. — Mais je ne le conteste pas!

M. RICHARD WADDINGTON. — Je suis très heureux, Monsieur Buffet, d'être d'accord avec vous sur ce point.

Dans les verreries, c'est la même chose. Le grand garçon et les enfants qui complètent l'équipe sont obligés de rester au four le même temps que l'ouvrier verrier et sont par conséquent astreints au même régime et à la même durée du travail.

Vous vous trouvez presque partout en présence d'une organisation du travail qui s'impose, pour presque toutes les branches d'industrie, et vous êtes amené forcément à cette conclusion qui vous est criée de tous les côtés de la France : qu'il s'agisse d'ouvriers, de patrons ou d'inspecteurs, tous vous disent d'un commun accord : « Si vous voulez réglementer, si vous voulez onze heures réellement appliquées de fait dans les usines, il est absolument nécessaire que cette réglementation s'applique à tous les travailleurs, quels que soient le sexe et l'âge. Si vous voulez faire quelque chose de pratique, il faut absolument adopter cette limite de onze heures pour tout le monde. »

Voilà ce qu'on vous affirme de tous les côtés. Je ne fatiguerai pas l'attention du Sénat par des citations. Il me suffira de répéter ce que vous a dit M. Maxime Lecomte, de vous rappeler que les ouvriers d'Amiens, de l'Aisne et de bien d'autres départements ont signé des pétitions dans ce sens, montrant leur sens pratique, se refusant à réclamer des modifications irréalisables en ce moment. Ils se sont bornés à la demande que la journée de onze heures fût appliquée à tout le personnel.

Beaucoup d'industriels tiennent la même langue. M. Shirieg, le grand filateur de Lille, s'exprimait dans ce sens devant la Commission du travail de la Chambre des députés; M. Seydoux, industriel bien connu dans le Nord, se prononçait pour la même solution dans une lettre qui fut lue à la tribune lors de la première lecture.

Beaucoup d'autres manufacturiers pensent comme eux qu'on ne fera rien de sérieux si l'on n'adopte pas la limite de onze heures pour tout le monde.

Enfin les inspecteurs du travail ne vous disent pas seulement : Changez l'article 3 de la loi de 1892, mais ils ajoutent : Il faut modifier également l'article 1^{er} de la loi de 1848 ou sans cela vous n'arriverez pas à l'application régulière des dispositions relatives à la réglementation des heures de travail.

Sommes-nous allés trop loin dans la voie de la limitation? Nous n'avons voulu, d'accord avec le Gouvernement, limiter la mesure que strictement à

où elle était indispensable, c'est-à-dire lorsque le travail des adultes découlait pour ainsi dire du travail des femmes et des enfants.

La loi de 1848, ne l'oublions pas, ne s'applique qu'aux usines et aux manufactures; elle laisse en dehors de son action tous les ateliers occupant moins de 20 ouvriers. Sur 51,000 usines et manufactures qui existent en France, 21,000 n'emploient pas des hommes, et d'après la nouvelle rédaction que nous vous proposons ne seront pas soumises à la réglementation des onze heures. Il ne reste donc qu'environ 30,000 établissements où travaillent ensemble des hommes, des femmes et des enfants. Pour les autres, je le répète, nous ne légiférons pas, c'est inutile, et la pensée personnelle de celui qui vous parle et que si cela était possible il vaudrait mieux ne pas légiférer pour les adultes.

M. BUFFET. — Eh bien, alors?

M. RICHARD WADDINGTON. — Mais je suis forcé de me placer au point de vue pratique et d'affirmer que sans cette réglementation que j'entends réduire au strict minimum, il est impossible d'obtenir une protection efficace des femmes et des enfants.

Que mes contradicteurs de principe ne perdent pas de vue la situation actuelle; que vous l'ayez votée ou que vous l'ayez repoussée, la loi de 1892 est acquise au débat et vous ne pouvez pas revenir là-dessus. Tâchez de la rendre pratique pour l'industrie, écoutez les patrons et les ouvriers qui, oubliant les principes et la théorie, se placent sur le terrain des faits en vous indiquant les changements qu'ils croient indispensables, alors vous arriverez à quelque chose, mais il n'est plus temps de revenir sur le principe de la loi; nous avons déjà livré cette bataille; je me rappelle très bien les éloquents discours que vous avez prononcés pendant les dix années qu'a duré la discussion sur la loi de 1892; vous avez été vaincu, avouez votre défaite, Monsieur Buffet, et ne revenez pas là-dessus.

M. BUFFET. — Je ne reviens pas sur la loi de 1892; je ne reviens que sur le point sur lequel M. Maxime Lecomte proposait lui-même de revenir. J'accepte sa proposition, rien de plus.

M. RICHARD WADDINGTON. — J'ai eu l'honneur de vous dire, toute ma démonstration tend à vous prouver que cette seule modification n'est pas pratique; il faut absolument qu'elle s'étende à tous les travailleurs; c'est la conclusion demandée par tout le monde.

Je ne veux pas abuser plus longtemps de la tribune; je tiens à constater encore une fois que sur cette modification nous sommes d'accord avec le Gouvernement, avec les intéressés, qu'ils soient ouvriers ou patrons, et avec ceux qui connaissent le mieux le fonctionnement de la loi de 1892, les inspecteurs du travail. (*Très bien! très bien! sur plusieurs bancs.*)

M. LOURTIÉS, *Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.* — Messieurs, après les considérations présentées à cette tribune par

MM. Lecomte et Waddington, il me reste fort peu de chose à dire. Il est cependant nécessaire que le Gouvernement indique à son tour quelles sont les raisons qui l'ont amené à proposer à la Commission la transaction qu'elle bien voulu accepter à l'unanimité et qui, je l'espère, sera ratifiée par le vote du Sénat.

Le Gouvernement pense d'une manière générale qu'il est très dangereux d'intervenir en matière de réglementation du travail (*Très bien! Très bien! sur un grand nombre de bancs*), qu'il s'agisse des protégés prévus par l'article 3 de la loi de 1892, ou qu'il s'agisse, ce qui est encore plus grave, des adultes, qui n'ont besoin d'aucune protection.

Cela est si vrai que la loi de 1892 elle-même, qui était une loi protectrice au regard des enfants, des jeunes ouvriers et ouvrières et des femmes, est restée, on peut le dire, à peu près lettre morte. Elle a établi trois catégories de protégés : les enfants des deux sexes de 13 à 16 ans, pour lesquels la limitation des heures de travail était fixée à dix heures par jour; les jeunes ouvriers et ouvrières de 16 à 18 ans, pour lesquels on admettait soixante heures par semaine à raison de onze heures par jour au maximum; et, enfin, les femmes qui pouvaient travailler onze heures. D'autre part, le décret-loi des 9-14 septembre 1848 fixait à douze heures le maximum de la journée de travail pour les adultes, c'est-à-dire pour ceux qui avaient atteint ce qu'on peut appeler la majorité industrielle, soit 18 ans.

Qu'est-il arrivé? C'est que la loi de 1892 a été reconnue inapplicable dans la généralité des industries. Elle a provoqué un mécontentement général aussi bien du côté des patrons que du côté des ouvriers. De tous les points on a signalé les obstacles presque invincibles qu'elle a apportés à l'organisation du travail dans les usines.

Quant aux conséquences, vous les connaissez. Dans certaines industries, ce sont les enfants et les jeunes ouvriers qui ont été renvoyés. Dans d'autres, on s'est borné à enfreindre purement et simplement la loi, et à appliquer, à la faveur d'une tolérance administrative qui n'a été que passagère, la règle de la journée de travail de onze heures à toutes les catégories de travailleurs.

Cette tolérance, comme je viens de l'indiquer, n'a pas duré longtemps; des récriminations se sont produites en vue d'exiger pour ces industries comme pour toutes les autres l'application intégrale de la loi. Alors qu'avons-nous vu? Des grèves en très grand nombre ayant pour cause la diminution des salaires que les patrons voulaient imposer à leur personnel à raison de la diminution des heures de travail, et de la diminution de production qui leur apparaissait comme une conséquence inévitable.

Vous avez pu voir, dans le premier fascicule du *Bulletin de l'Office du travail*, que, sur 49 grèves, presque toutes ont été amenées par cette seule cause : l'application de la loi de 1892. Que fallait-il faire? Les choses ne pouvaient évidemment pas rester en l'état. C'est dans la pensée d'obvier à ces inconvénients d'ordres divers que M. Maxime Lecomte est venu proposer ici l'unification de la journée, pour toutes les catégories de travailleurs, dans les usines ou manufactures où le travail des uns et des autres est solidaire.

M. BUFFET. — Pardon, il ne parlait pas de réduction dans sa proposition; il n'en est pas question.

M. LE MINISTRE. — La proposition que le Sénat a votée en première délibération, je sais ne pas me tromper, renferme deux parties : la première, qui consiste à élever à onze heures, d'une façon uniforme, le maximum des heures de travail effectif pour les protégés dont il est parlé dans l'article 3 de la loi de 1892; la seconde partie est celle qui a pour objet de réduire à onze heures le maximum de la journée de travail des adultes que le décret-loi de 1848 fixait uniformément à douze heures.

Quelle est l'objection que faisait tout à l'heure l'honorable M. Buffet? C'est que la première de ces dispositions, celle qui avait trait à la limitation à onze heures pour les protégés de l'article 3 de la loi de 1892, était de nature à donner ample satisfaction aux industriels.

Avec cette disposition, disait-il, rien ne les empêche d'organiser le travail de onze heures dans leurs industries, s'ils veulent le faire. Ils le feront d'eux-mêmes, s'ils le désirent, sans que la loi les y contraigne. Sans doute; mais je ne fais que répéter ici ce qui a été dit maintes fois à cette tribune au cours de la discussion, en réalité il ne faut s'attendre à l'adoption générale de ce système qu'à la condition que les chefs d'entreprises y soient astreints par une loi.

M. BUFFET. — Mais pas du tout; on l'a fait et vous le tolérez.

M. LE MINISTRE. — Il y a en effet, Messieurs, la loi inéluctable de la concurrence qui fera que les patrons, même les mieux disposés, n'en viendront pas à cette réduction à onze heures, s'ils s'aperçoivent que leurs concurrents s'en tiennent à la journée de douze heures.

M. BUFFET. — Ils ne le peuvent pas.

M. LE MINISTRE. — Ils ne consentiront pas à se placer de gaieté de cœur dans un état d'infériorité par rapport aux industries concurrentes. Ce sont ces considérations qui ont amené le Gouvernement à rechercher ce qu'il pouvait y avoir de pratique dans la proposition de M. Lecomte, et nous en sommes arrivés à une conception qui a pour objet de réduire notre intervention en matière de réglementation des heures de travail à ce qui nous a paru être le strict nécessaire.

Nous avons pensé qu'étant données les demandes formelles des filateurs de lin du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de la Seine-Inférieure, du comité des tisseurs mécaniques de la Seine-Inférieure, de la chambre de commerce d'Amiens, de la chambre de commerce de Tourcoing, etc., il y avait lieu de donner cette satisfaction de la fixation uniforme de la journée de travail à onze heures pour toutes les catégories de travailleurs aux usines et manufactures qui emploient à la fois les hommes, les femmes et les enfants, en un mot, les protégés de l'article 3 de la loi de 1892. Nous n'avons pas cru devoir aller plus loin.

J'entendais dire tout à l'heure que nous engagions le principe, et que notre proposition, même ainsi réduite, était un acheminement vers la journée des trois huit. (*Interruptions.*) M. Boulanger, car c'est à lui que je fais allusion, peut être rassuré.

M. ERNEST BOULANGER. — Je ne vous ai pas interpellé, Monsieur le Ministre.

M. LE MINISTRE. — Sans doute, mais vous avez fait cette observation assez haut pour que je l'entende. Eh bien, je le répète, il n'y a aucune inquiétude à concevoir à ce sujet.

M. ERNEST BOULANGER. — C'est la planche savonnée.

M. LE MINISTRE. — Nous savons jusqu'où nous voulons aller et où nous nous refusons d'aller.

En définitive, je le répète, nous n'avons proposé à la Commission la mesure transactionnelle qu'elle a bien voulu accepter que parce qu'il nous a semblé qu'il était absolument indispensable de donner satisfaction à une catégorie d'industriels qui sont, on peut le dire, unanimes dans l'expression de leurs revendications.

Quant à faire de ce système de l'unification de la journée de travail pour tous les travailleurs un système applicable à toutes les industries, sans distinction, même à celles qui n'emploient que des adultes, nous nous y refusons, parce que la réglementation poussée à ce point nous paraît excessive et pourrait, en outre, paraître avec juste raison engager le principe.

Nous demandons au Sénat de vouloir bien accepter, ainsi réduite, la proposition transactionnelle que la Commission elle-même a acceptée à l'unanimité. (*Très bien! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole? . .

Je mets aux voix l'article 3 dont je donne une nouvelle lecture :

« ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. » (Adopté.)

« ART. 4. — Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré

comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, y compris un repos d'une demi-heure au moins, pendant lequel le travail sera suspendu.

« Le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

M. BUFFET. — Je demande la suppression de ce dernier paragraphe : « Le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

J'ai donné des raisons qui me font m'opposer à l'adoption de ce dernier paragraphe. J'avoue que je n'ai rien trouvé dans le rapport qui pût me faire revenir sur mon opinion.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne faites aucune objection à l'adoption des deux premiers paragraphes de l'article 4, Monsieur Buffet?

M. BUFFET. — Non, Monsieur le Président, bien que je ne puisse dire qu'ils soient tout à fait conformes à mon opinion. (*Sourires.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les deux premiers paragraphes de l'article 4.

(Les deux paragraphes, mis aux voix, sont adoptés.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais consulter maintenant le Sénat sur le troisième paragraphe dont M. Buffet demande la suppression.

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, la Commission m'a chargé de donner quelques explications sur la modification apportée à l'article 4.

Il est bon de rappeler en deux mots l'historique de cette affaire. Vous vous souvenez qu'en 1892, sur l'intervention de notre collègue M. de La Berge, sénateur de la Loire, on avait inséré dans la loi le système de ce qu'on peut appeler les deux équipes. Pour les fabriques de lacets de Saint-Chamond, on avait édicté en effet que le travail serait permis à deux équipes pendant une durée de dix-huit heures, c'est-à-dire depuis 4 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir, à la condition que le travail de chaque poste ou de chaque équipe ne dépasserait pas neuf heures, lesquelles neuf heures seraient divisées par un repos d'une heure.

Comme on l'a déjà fait observer, ce système a donné lieu à de graves abus à Saint-Chamond.

M. BUFFET. — Lesquels?

M. RICHARD WADDINGTON. — Je vais vous le dire. Au lieu d'avoir deux postes, un le matin et un le soir, comme l'avait prévu le législateur, plusieurs usines ont organisé le travail de la façon suivante: la première équipe commence à 4 heures du matin et marche jusqu'à 9 heures du matin. Cette

première équipe est remplacée par une seconde composée d'un personnel différent qui a pris le travail à 9 heures. Le second poste travaille de 9 heures à 1 heure. A 1 heure, la première équipe reprend jusqu'à 5 heures du soir. Enfin, la seconde équipe rentre à l'atelier à son tour à 5 heures pour finir à 10 heures du soir. Ce système a eu pour résultat de prolonger le séjour dans les usines, de réduire le temps de repos des jeunes travailleurs, des jeunes filles qui composent les postes.

Bien loin d'une amélioration au point de vue social — ce que nous désirions tous — le système adopté portait atteinte à la vie de famille et les jeunes filles restaient pendant toute la journée à l'usine; la plupart de ces jeunes travailleurs, s'il y avait un certain parcours entre la maison paternelle et l'usine, ne se souciaient guère de retourner chez eux et passaient le temps de repos entre les deux reprises loin de leur famille.

C'est la liberté, je le veux bien, mais, une fois pour toutes, il y a des abus qu'il faut supprimer et des textes législatifs votés pour arriver à cette suppression. Nous sommes absolument divisés sur la question de principe, c'est entendu; mais, encore une fois, il faut nous mettre sur le terrain pratique des lois qui existent déjà et qui ne doivent pas rester lettre morte.

La prolongation du séjour à l'usine ou en dehors de la maison paternelle présente de graves inconvénients; mais ce n'est pas tout. A côté des patrons humanitaires qui désirent le bien-être des ouvriers, et qui forment la grande majorité de notre monde industriel, il y a malheureusement des exceptions. Et quand l'intérêt est en jeu, il faut tout prévoir.

Si nous devons en croire les rapports d'inspecteurs, le dire de concurrents, certains patrons propriétaires de deux usines situées dans la même ville ou à une distance très rapprochée l'une de l'autre, faisaient passer du premier atelier la première équipe, qui avait travaillé depuis 4 heures du matin jusqu'à 9 heures, dans leur seconde usine, (*Exclamations à gauche.*)

Je comprends, Messieurs, votre indignation.

M. BUFFET. — Mais cela n'a pas pu se faire ! C'était illégal.

M. WADDINGTON. — Il est possible que ce soit illégal; encore faut-il que l'illégalité soit constatée.

M. BUFFET. — On peut le constater.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je vous demande pardon, Monsieur Buffet; si vous étiez inspecteur du travail, vous comprendriez les difficultés qui existent dans ce cas. Voilà un ouvrier appartenant à une première équipe qui sort et s'en va travailler immédiatement dans une autre usine, comment voulez-vous que l'inspecteur le sache? Il ne connaît pas bien les ouvriers. Il ne peut le savoir que par une dénonciation.

M. FÉLIX MARTIN. — Mais votre paragraphe ne remédie pas au mal.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je vous demande pardon; il l'empêche en

disant : « Le travail de chaque équipe sera continu. » L'abus que je viens de vous signaler ne tombait pas sous le coup de la loi ; à moins que l'inspecteur ne pût constater l'excès de travail, la présence du jeune ouvrier dans une autre usine ne pouvait pas être interdite. L'arrêt des usines pendant l'intervalle donné au repos rendra très difficile, sinon impossible, le fait que j'ai cité.

Du reste, sur cette disposition spéciale, votre commission a entendu les intéressés qui nous ont été présentés par les honorables sénateurs de la Loire. Nous nous sommes mis d'accord avec eux sur la rédaction qui vous est proposée.

Ils reconnaissent eux-mêmes — et l'immense majorité des industriels de la fabrique de Saint-Chamond reconnaît — qu'il y a là un abus qui, en définitive, ne profite à personne et qui est très mauvais pour le personnel ouvrier. Ils nous l'ont déclaré de la façon la plus franche. Ils ont demandé que le repos par lequel doit être coupé le travail de chaque poste fût ramené à une demi-heure ; moyennant cette concession qui permet à chaque équipe un travail de huit heures et demie, ils renoncent à la facilité d'avoir recours au système de ce que je vous décrivais tout à l'heure et que je pourrais appeler le système des quatre équipes.

Mais enfin, à mon tour je dis à mes contradicteurs : Ne soyez pas plus royalistes que le roi ! Ils reconnaissent l'abus et ne demandent pas mieux que de le faire cesser en acceptant le texte qui est soumis à vos délibérations.

D'autre part, nous avons reçu de ce chef des réclamations unanimes des chambres de commerce ; elles savent mieux que nous, en définitive, à quoi s'en tenir sur ces questions très délicates de la réglementation. Toutes les chambres de commerce du Nord, de l'Ouest ou du Centre, ont protesté contre la disposition des quatre équipes et même contre celle des deux équipes.

M. FÉLIX MARTIN. — Il vaudrait mieux supprimer la faculté des deux postes, alors.

M. RICHARD WADDINGTON. — Non ! La Commission ne pourrait pas vous suivre dans cette voie.

Les industriels de Saint-Chamond ont expliqué les raisons spéciales pour lesquelles il est utile que leurs métiers fonctionnent quelquefois dix-huit heures à certains moments de l'année. D'autre part, je vous dirai que cette faculté leur est reconnue par la loi de 1892, et nous voulons, quoi qu'on en ait dit, toucher d'une main très délicate aux dispositions qui ont été consacrées à plusieurs reprises par le vote des deux Chambres.

Les faits, l'expérience de l'année pendant laquelle la loi de 1892 a été en vigueur nous ont indiqué les imperfections, les lacunes du texte voté ; il est naturel que nous saisissons cette occasion pour profiter des enseignements de l'expérience, pour changer sur quelques points déterminés les dispositions primitives. C'est pour obéir à cette pensée que l'article 4, relatif au travail de nuit, a été modifié en ce qui concerne le paragraphe qui nous occupe et

les paragraphes suivants, comme j'aurai l'honneur de vous l'expliquer tout à l'heure.

Personne ici, pas plus M. Buffet que celui qui est à cette tribune, n'a la prétention de faire œuvre parfaite dans une matière aussi délicate; nous serions, en vérité, bien imprudents de ne pas écouter les leçons de l'expérience.

Eh bien, je vous le répète, Messieurs, la modification du paragraphe 2, l'addition du paragraphe 3 dont on demande la suppression sont dues à des observations dictées par l'expérience; elles donnent satisfaction aux intérêts en jeu, et nous sommes absolument d'accord avec les intéressés pour proposer au Sénat le texte qui vous est soumis.

M. BUFFET. — Je demande à faire une observation de ma place. Si les industriels sont parfaitement d'accord avec la Commission, ils n'ont pas besoin de loi pour réaliser immédiatement une amélioration.

M. RICHARD WADDINGTON. — Monsieur Buffet, ne faites pas l'industriel plus vertueux qu'il ne l'est! Il y aura toujours des hommes qui écouteront avant tout l'intérêt de leur bourse; il ne faut pas leur laisser l'occasion de tomber dans la tentation.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le paragraphe 3 de l'article 4, dont M. Buffet demande la suppression.

La Commission en demande, au contraire, le maintien.

M. RICHARD WADDINGTON. — D'accord avec le Gouvernement.

(L'épreuve a lieu.)

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a doute. (*Exclamations.*)

M. LE ROYER. — Nous demandons le scrutin public, en vertu du règlement.

M. LE PRÉSIDENT. — Le scrutin est de droit. Il va y être procédé.

(Le scrutin a lieu. MM. les secrétaires opèrent le dépouillement des votes.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	218
Majorité absolue.....	110
Pour l'adoption.....	159
Contre.....	59

Le Sénat a adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission demande la suppression du paragraphe 4 précédemment voté par le Sénat. Cette suppression doit faire l'objet d'un vote formel.

M. RICHARD WADDINGTON. — Deux mots d'explication, Messieurs, pour faire saisir au Sénat la modification à laquelle la Commission s'est arrêtée entre les deux lectures; elle est, je crois, de nature à satisfaire tout le monde, parce que c'est une simplification. En effet, le paragraphe 4 de l'ancien projet, relatif aux veillées, ne concernait que les femmes et les filles mineures; d'autre part, la tolérance des veillées était subordonnée à une condition très importante, à savoir, que le travail total ne dépassât pas douze heures.

L'expérience a démontré que ces deux restrictions avaient quelques inconvénients. D'abord, en dehors des industries qui avaient besoin de veiller à certains moments de l'année et qui n'employaient que des femmes et des filles mineures, il y en avait un certain nombre — j'en ai la liste, mais je ne veux pas vous fatiguer par cette lecture — qui employaient de jeunes enfants et qui ont demandé avec d'excellentes raisons à jouir de la même tolérance accordée par le paragraphe 4, dit des « veillées ».

Il a été impossible de faire droit à leur demande; dans certains cas, le règlement d'administration publique édicté en vertu du paragraphe 6, relatif aux dérogations temporaires, leur a été appliqué. De là une confusion et des doubles emplois que le législateur n'avait pas prévus, et l'interdiction du cumul de ces dérogations proposée à la Chambre par l'honorable M. Ricard. D'autre part, la veillée accordée jusqu'à onze heures n'était pas une satisfaction réelle, avec cette restriction que le temps de travail total ne dépasserait pas douze heures. En effet, cette durée de douze heures se trouvait épuisée longtemps avant qu'on fût arrivé à onze heures, et, par conséquent, c'était une tolérance sur le papier beaucoup plus que dans les faits.

C'est à la suite des observations présentées à la Commission supérieure du travail, chargée de l'application et de la surveillance de la loi, à la suite des plaintes et des demandes des inspecteurs et des intéressés, que le Gouvernement nous a demandé d'introduire deux modifications dans le paragraphe 4. La première consistait à étendre la tolérance aux jeunes enfants aussi bien qu'aux femmes et aux jeunes filles; la seconde, à supprimer la restriction de douze heures.

Eh bien, Messieurs, nous avons constaté, d'accord avec le Gouvernement, que, dans ces conditions, il y avait une confusion absolue entre le paragraphe 4 et le paragraphe 6; que ces deux paragraphes constituaient un double emploi et qu'il était infiniment plus simple de les fondre en un seul.

C'est donc d'accord avec le Gouvernement, et dans un but de simplification, que nous vous proposons la nouvelle rédaction, qui diffère de l'ancienne par la disparition du paragraphe 4 relatif aux veillées et du paragraphe concernant l'interdiction du cumul des tolérances visées dans l'article.

M. BUFFET. — Alors les femmes pourront travailler douze heures, alors que vous interdisez aux hommes de travailler plus de onze heures ?

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est-à-dire qu'elles profiteront de la dérogation qui existe déjà dans le paragraphe 6.

M. BUFFET. — Je ne peux pas discuter cette loi, parce que je ne la comprends pas.

M. FÉLIX MARTIN. — Vous avez dit tout à l'heure à la tribune que, pour le travail de nuit toléré dans certains cas, la restriction de ne pas dépasser douze heures était supprimée; vous entendez donc dorénavant permettre dans ces cas-là aux femmes de travailler plus de douze heures par jour ?

M. RICHARD WADDINGTON. — Le Gouvernement nous a demandé de faire disparaître ce maximum auquel était subordonnée la tolérance des veillées pendant soixante jours de l'année. Ces détails sont difficiles à faire saisir dans une discussion qui ne dure que quelques minutes. Je me permets de solliciter — je vous en demande pardon — un vote de confiance pour la Commission qui s'est mise d'accord avec le Gouvernement sur ces points de détail. (*Exclamations.*) Si j'ai tort de demander la confiance du Sénat, je retire très volontiers ma demande; mais, enfin, je défie la plupart de nos collègues de bien saisir toutes les minuties du projet; il faudrait mettre sous leurs yeux tous les règlements d'administration publique et les détails multiples de la loi de 1892.

Et ne dites pas que cette loi est plus compliquée que d'autres lois sur la matière. Chaque fois que vous touchez à des questions aussi délicates...

M. CUVINOT. — Il ne faut pas y toucher. Voilà tout. (*Bruit.*)

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est enten du ! (*Sourires.*) Prenez, par exemple, la loi sur l'hygiène que nous avons votée l'année dernière sans contestation ici; eh bien, elle serait absolument incomplète sans les pages de règlement d'administration publique qui en sont le complément et le commentaire. Prenez encore la législation anglaise sur les femmes et les enfants; vous verrez que c'est un petit volume de 100 ou 110 pages de règlements. C'est là une nécessité devant laquelle il faut s'incliner.

Mais je répète que, dans l'espèce, nous appliquons l'ancienne tolérance que nous avons acceptée, qui existe déjà. Au lieu de faire un texte spécial d'abord pour les veillées, ensuite pour la dérogation à l'interdiction du travail de nuit, nous réunissons dans un seul et même paragraphe s'appliquant aux veillées et au travail de nuit qui sont la même chose, tout ce qui a trait au prolongement momentané de l'emploi des travailleurs des deux sexes protégés par la loi de 1892.

M. FÉLIX MARTIN. — Mais il y a une restriction que vous supprimez. Il faut cependant que la loi soit claire !

M. RICHARD WADDINGTON. — Du moment que vous supprimez le paragraphe, vous supprimez la restriction, c'est bien évident ! Il me semble que c'est suffisamment clair !

M. FÉLIX MARTIN. — Le règlement d'administration publique aura-t-il le droit d'autoriser une veillée qui élèvera la journée de travail à plus de douze heures ? Vous semblez dire oui. Dès lors, votre règlement d'administration publique violera la loi. (*Bruit.*)

M. RICHARD WADDINGTON. — Mais non !

M. FÉLIX MARTIN. — Dites aux ouvriers ce que vous voulez, afin que nous le sachions bien. On pourra donc travailler vingt-quatre heures par vingt-quatre heures ? . . .

M. CHOVET, *Président de la Commission.* — La journée de travail ne pourra jamais dépasser douze heures. (*Exclamations.*)

Un sénateur à droite. — Mettez-vous d'accord !

M. FÉLIX MARTIN. — Il faut que vous le disiez !

M. RICHARD WADDINGTON. — Monsieur Félix Martin, si vous n'avez pas le texte sous les yeux, je reconnais qu'il vous sera très difficile de comprendre.

Je n'ai pas la prétention de pouvoir faire entrer le Sénat dans toutes les minuties et dans tous les détails d'une pareille discussion. L'ancien texte de 1892 contenait cette disposition, à laquelle nous ne changeons absolument rien : « Le même règlement » — c'est le règlement d'administration publique — « pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées ».

Vous voyez que cette dérogation était générale, qu'elle s'étendait aux enfants tout aussi bien qu'aux femmes et aux filles mineures et qu'elle n'était pas restreinte par une durée de travail.

Comment s'explique-t-elle ? C'est qu'il y a des industries de saison, dans lesquelles il est absolument indispensable de travailler à n'importe quelle heure et où il faut prolonger le travail pendant un certain nombre d'heures, sous peine de voir la marchandise dépérir et se perdre.

Plusieurs sénateurs. — C'est exceptionnel !

M. RICHARD WADDINGTON. — Eh bien, pour ces industries, craignez-vous les abus ? Mais elles sont expressément désignées par un règlement d'administration publique.

Or quelles sont les formalités qui précèdent le décret du Conseil d'État ? D'abord, les intéressés sont entendus par le Comité consultatif, composé d'hommes techniques, et qui fait une enquête sur la question. Les conclu-

sions du Comité consultatif sont soumises à un Conseil supérieur chargé de la surveillance et de l'application de la loi de 1892, corps dans lequel le Sénat et la Chambre des députés sont représentés par leurs élus. Enfin, après ces deux premières enquêtes, la question arrive devant le Conseil d'État.

Je vous assure qu'il y a ainsi des garanties d'équité et de justice bien plus grandes pour la désignation des industries admises à bénéficier des tolérances, que si nous avions à trancher ces questions immédiatement et sous des impressions de séance. (*Très bien ! très bien !*)

Je le répète : le règlement n'a pas changé. Nous prenons la loi de 1892 telle qu'elle fonctionne, mais nous en supprimons un paragraphe qui aurait fait double emploi si nous avions accepté la modification du Gouvernement. (*Mouvements divers.*)

M. FÉLIX MARTIN. — Mais non ! Il y a là une difficulté que vous n'apercevez pas !

Messieurs, pour plus de précision je prends un exemple.

Voilà une industrie pour laquelle il y a nécessité absolue, à certaines époques, de travailler, je suppose, quatorze heures par jour. On croit, on prétend que le règlement d'administration publique pourra autoriser cette dérogation. Eh bien, je le nie. Le Conseil d'État, dans le silence de la présente loi, et bridé qu'il est par d'autres prescriptions qui limitent le travail journalier soit à onze heures, soit à douze heures par jour, ne pourra pas accorder cette dérogation.

■ Pour qu'il puisse le faire, il faut que le législateur, par le présent texte, lui en donne expressément la faculté, en le laissant seulement maître de dresser la liste des industries pour lesquelles cette faveur s'impose.

M. C. NICOLAS, *Commissaire du Gouvernement*. — L'honorable M. Félix Martin a complète satisfaction. Le projet de la Commission porte en effet que « le règlement d'administration publique pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées ».

Quelles sont ces « dispositions précitées » ? Ce sont les dispositions de la loi du 2 novembre 1892, même celles qui fixent la durée de la journée de travail. . . .

M. FÉLIX MARTIN. — C'est une erreur, Monsieur le Commissaire du Gouvernement.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Par conséquent, le Conseil d'État, pourra apporter des dérogations à la durée de la journée de travail fixée par la loi ; il pourra donc, s'il le juge bon, et dans certains cas qui resteront exceptionnels, étendre la durée de la journée de travail à plus de onze heures.

M. FÉLIX MARTIN. — C'est une erreur complète, je le répète. Il s'agit seulement des dispositions des paragraphes 1 et 2 « du présent article », article dans lequel il n'est question que du travail de nuit.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Mais non ! Les « dispositions précitées », ce sont les dispositions de la loi.

M. FÉLIX MARTIN. — Ce sont les dispositions de l'article 4, pas d'autres !

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — On peut soutenir le contraire. En tout cas, le Gouvernement est d'accord avec la Commission pour indiquer dans quel sens le Conseil d'État pourra préparer un règlement d'administration publique.

M. FÉLIX MARTIN. — Je vous demande comment le Conseil d'État pourra accorder quatorze heures de travail, quand il le croira nécessaire, si nous, législateurs, nous ne l'y autorisons pas ?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — La loi accorde cette faculté dont il ne sera, je le répète, fait emploi que dans des limites restreintes.

M. FÉLIX MARTIN. — Où donc ? Vous n'abrogez pas la loi de 1848, vous y faites même une addition à la fin de la présente loi.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Mais remarquez qu'il ne s'agit pas ici des adultes ; il s'agit en ce moment des travailleurs protégés, des enfants, des filles mineures et des femmes.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je vous assure, Monsieur Félix Martin, que vous avez toute satisfaction.

M. FÉLIX MARTIN. — Non ! ce n'est pas clair !

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Je vous affirme, Monsieur le sénateur, que vous recevez satisfaction.

Sur plusieurs bancs. — Aux voix !

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le paragraphe dont la Commission demande la suppression.

(Le paragraphe n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture du paragraphe suivant :

« Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées. »

(Le paragraphe 7 est supprimé.)

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

M. FÉLIX MARTIN. — Je voudrais obtenir de la Commission un simple renseignement. Je lui demande si, avec l'article 4 modifié, elle donne satisfaction aux réclamations, tout à fait légitimes selon moi, qui ont été produites par les brocheuses. Vous vous souvenez peut-être de leurs protestations au moment de la mise en vigueur de la loi de 1892 ?

M. RICHARD WADDINGTON. — Veuillez les développer à la tribune.

M. FÉLIX MARTIN. — Vous savez qu'au cours des débats sur ladite loi, les plieuses de journaux ont réclamé contre l'interdiction du travail de nuit. Comme les journalistes sont très puissants et de plus très nombreux à la Chambre des députés, on a donné satisfaction à leurs clients. (*Hilarité.*)

Par un paragraphe spécial, les plieuses ont été autorisées à travailler de nuit régulièrement; seulement on a ajouté qu'elles ne pourraient pas travailler plus de sept heures par vingt-quatre heures.

Les brocheuses qui ne veillent guère qu'un jour par semaine ont été oubliées. Quand elles ont réclamé, on leur a promis de leur appliquer le même traitement qu'aux plieuses de journaux, mais, les situations étant tout à fait différentes, cela ne fait pas du tout leur affaire.

Voici d'ailleurs, Messieurs, pour éclairer votre religion, la pétition qu'elles ont adressée à M. le Ministre du commerce, et dont je vous ai déjà donné connaissance l'année passée : « Monsieur le Ministre, si les dispositions de la nouvelle loi sur le travail des enfants et des femmes étaient observées, elles auraient pour effet de priver de leurs moyens d'existence les ouvrières employées, dans les ateliers de brochure, à toute une catégorie de travaux qui ne peuvent s'exécuter que la nuit. La brochure des publications hebdomadaires, par exemple, nécessite, une fois par semaine, un travail qui commence dans la soirée précédant leur apparition et qui se prolonge généralement toute la nuit et une partie de la matinée suivante. Ce travail est fatigant, sans doute, mais il n'a lieu qu'à des intervalles de huit jours, et comme il est largement payé, il permet à beaucoup d'ouvrières de gagner, en une seule séance, un salaire équivalent à celui de plusieurs journées ordinaires. S'il était divisé par périodes de sept heures, comme le veut la loi, il faudrait à ces ouvrières, pour se rendre de leur domicile à l'atelier, effectuer un trajet souvent fort long, et cela au milieu de la nuit, à une heure où les moyens de transport font défaut, et pour gagner une somme insuffisante.

« La conséquence inévitable serait l'emploi d'un personnel masculin à des travaux qui ont été exécutés jusqu'ici par des femmes, et la loi nouvelle, conçue dans un esprit humanitaire de protection, irait directement contre son but et deviendrait persécutrice en fermant à la femme une des rares professions où elle peut honorablement gagner sa vie. Les ouvrières sous-

signées espèrent, Monsieur le Ministre, que vous voudrez bien prendre en considération les observations qui précèdent et en faire part à la Commission chargée du règlement d'administration publique destiné à compléter la loi du 2 novembre 1892. »

Eh bien, je demande à la Commission si elle a tenu compte de ces justes revendications et si, par l'article 4 modifié, les brocheuses pourront être autorisées à veiller au moins un jour par semaine.

M. C. NICOLAS, *Commissaire du Gouvernement*. — Voulez-vous avoir l'obligeance de bien préciser le genre d'industrie qui vous préoccupe?

M. FÉLIX MARTIN. — Je ne parle absolument que des brocheuses.

Le paragraphe 6 dit bien qu'un règlement d'administration publique pourra autoriser une dérogation « temporaire » aux prescriptions relatives au travail de nuit, mais je ne crois pas que cette disposition puisse être appliquée aux brocheuses; pour elles, en effet, la dérogation devra être périodique, quoique, bien entendu, limitée à un jour par semaine.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — A l'heure actuelle, aux termes du règlement d'administration publique du 15 juillet 1893, les brocheuses peuvent travailler la nuit, mais pas plus de sept heures.

M. FÉLIX MARTIN. — C'est cela! pas plus de sept heures par vingt-quatre heures, ce qui est absolument illusoire.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — On a pensé qu'il n'y avait pas lieu de leur accorder davantage.

M. FÉLIX MARTIN. — C'est une erreur et leur pétition vous prouve manifestement le contraire.

Le règlement d'administration publique, absolument impuissant à donner satisfaction aux réclamations des brocheuses, n'a pu, pour se conformer à la loi, que les assimiler aux plieuses; or c'est là une satisfaction dérisoire. Pour pouvoir travailler de 9 heures du soir à 4 heures du matin, les brocheuses sont obligées de ne pas paraître à l'atelier dans la journée qui précède cette veillée, c'est-à-dire de perdre le salaire d'une journée pleine; les voilà bien avancées, et c'est une singulière faveur qu'on leur offre ainsi!

Je suis étonné que l'Administration, saisie de cette pétition, n'y ait pas fait droit; je demande donc qu'on renvoie le paragraphe 6 à la Commission, pour qu'elle puisse y ajouter un membre de phrase disant que le règlement d'administration publique pourra autoriser; s'il le juge nécessaire, les brocheuses à veiller un jour par semaine.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Je ne puis vous dire qu'une chose: c'est qu'à la suite de la nouvelle loi, il sera nécessaire de reviser en partie les règlements d'administration publique. L'Administration examinera avec ses conseils ordinaires, c'est-à-dire le Comité consultatif des arts et manu-

factures, la Commission supérieure du travail, où le Sénat est représenté, et le Conseil d'État, les industries qui seront appelées à bénéficier des exceptions édictées par la loi.

Il n'est pas possible de vous dire ici immédiatement ce qui sera fait pour l'industrie dont vous parlez.

M. FÉLIX MARTIN. — Il n'est pas difficile de voir que, pas plus avec le nouveau texte qu'avec l'ancien, les brocheuses ne peuvent obtenir satisfaction, si bien disposés que puissent être pour elles l'Administration et le Conseil d'État. Je vous répète et je vous prouve qu'il faut une nouvelle disposition précise, ou susceptible d'être interprétée en leur faveur, pour que les brocheuses ne soient pas remplacées par des hommes, et par suite jetées sur le pavé.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — On a accordé aux brocheuses, à la suite d'une enquête, ce qu'elles ont demandé.

M. FÉLIX MARTIN. — Pardon! avec la loi actuelle, il était impossible de leur donner satisfaction; il est donc nécessaire d'insérer une disposition spéciale dans le projet en discussion si on veut qu'elles puissent obtenir ce qu'elles réclament.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Félix Martin demande le renvoi à la Commission du sixième paragraphe de l'article 4.

Je consulte le Sénat.

(Après une première épreuve déclarée douteuse, le renvoi à la Commission est prononcé.)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Félix Martin, vous ne demandez pas le renvoi à la Commission du paragraphe 5 en même temps que du paragraphe 6.

M. FÉLIX MARTIN. — Nullement, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le paragraphe 5 qui est ainsi conçu : « Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures. »

(Le paragraphe 5 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission a supprimé le paragraphe 7.

M. RICHARD WADDINGTON. — Il n'a plus sa raison d'être par suite de la

suppression du paragraphe 4 qui concernait le cumul. Le cumul disparaissant, l'interdiction du cumul doit également disparaître. Il est donc inutile de mettre ce paragraphe aux voix. (*Assentiment.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture du dernier paragraphe :

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interdiction accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

(Ce dernier paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à l'article 11. Je donne lecture du premier paragraphe :

« Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription. »

(Le paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture du deuxième paragraphe :

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur. Un autre sera déposé à la mairie. »

M. LE RAPPORTEUR. — Dans ce paragraphe, Messieurs, le Gouvernement nous a demandé de supprimer les mots qui terminaient l'article : « Un autre sera déposé à la mairie. » Un duplicata de l'affiche devait être déposé à la mairie; mais, comme il est déjà envoyé à l'inspecteur, on a pensé que ce double dépôt constituerait une superfétation et une gêne inutile pour les industriels, et nous demandons la suppression de cette disposition.

D'ailleurs, cette suppression a été déjà votée en première délibération.

M. LE PRÉSIDENT. — Le deuxième paragraphe de l'article 11 serait alors ainsi conçu :

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur. »

Je mets ce paragraphe aux voix.

(Le paragraphe est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture du troisième paragraphe de l'article 11 :

« Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation de relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de

l'article 4, est interdite pour les personnes protégées par les articles précédents. »

M. BUFFET. — Je demande qu'on veuille bien expliquer les motifs de cette disposition. Pourquoi cette nouvelle restriction à la liberté d'organisation des ateliers et des usines ?

M. LE RAPPORTEUR. — Je suis obligé de répéter ce qui a été dit lors de la première délibération et au cours de la discussion actuelle. Nous désirons, d'accord avec le Gouvernement et la grande majorité du Sénat, que la loi du 2 novembre 1892 soit applicable; on a essayé, dans certaines industries, d'organiser des relais, de façon à ne faire travailler les personnes protégées que pendant le temps légal. Or il a été reconnu que l'établissement de ces relais ne permettait pas au service de l'inspection de se rendre compte de l'exacte observation de la loi sur la protection des enfants et des femmes. La suppression des relais est la cheville ouvrière de la réglementation qui permettra de rendre efficace la loi de 1892.

Dans ces conditions, Messieurs, nous insistons, parce que c'est là le pivot même de notre système, pour l'abolition des relais. Je citais, tout à l'heure, un industriel compétent. Il faisait cette observation, que le système des relais permettrait de faire travailler les hommes adultes douze heures, mais il aurait dû ajouter que ce même système rendait la protection des enfants et des femmes absolument impossible. Nous voulons une unification sérieuse, afin que le service d'inspection puisse s'assurer que la loi est respectée. (*Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le troisième paragraphe de l'article 11.

(Le vote a lieu. — Une première épreuve est déclarée douteuse.)

M. RICHARD WADDINGTON. — Nous demandons le scrutin.

M. LE PRÉSIDENT. — Le scrutin est de droit. Il va y être procédé. Voici le résultat du scrutin :

Nombres des votants.....	208
Majorité absolue.....	105
Pour l'adoption.....	152
Contre.....	56

Le Sénat a adopté.

Je continue la lecture de l'article 11; nous en sommes au paragraphe 4 :
« Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants, telles qu'elles

résultent des articles 2, 3, 4 et 5 et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix le paragraphe 4.

(Ce paragraphe est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état. » — (Adopté.)

« Art. 20, § 1^{er}. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par les articles 1^{er} et 8; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2. »

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission demande une légère modification de cet article. L'article 20 ne visait pas l'article 8 de la loi qui est ainsi conçu :

« Art. 8. — Les enfants des deux sexes âgés de moins de 13 ans ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires... »

De sorte que les inspecteurs n'avaient pas le droit d'entrer dans ces établissements pour surveiller l'exécution de la loi. Le Gouvernement nous a demandé d'introduire dans la loi cette faculté nécessaire à l'inspection.

Il s'agit d'insérer le numéro de l'article 8 dans le texte de l'article 20. C'est la seule modification à la loi du 2 novembre 1892 qu'il nous reste à soumettre au Sénat.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 20 tel qu'il est présenté par la Commission.

(L'article 20 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a lieu de réserver le vote sur l'ensemble de l'article 1^{er}, un des paragraphes de cet article ayant été renvoyé à la Commission.

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, je crois que nous pourrions donner satisfaction à notre collègue M. Félix Martin, en interprétant ainsi le paragraphe sur l'application duquel nous n'étions pas tout à fait d'accord.

Ce paragraphe, je le rappelle, porte que : « le même règlement d'administration publique pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées ».

Il s'agit des brocheuses qui demandent à pouvoir travailler un jour par semaine la nuit. Dans ce cas, il y a lieu de se demander si cette demande de travailler le samedi soir, par exemple, peut être considérée comme tombant sous le coup de l'autorisation temporaire.

En ce qui concerne la Commission, d'accord, je crois, avec le Gouvernement, nous n'hésitons pas à répondre : Oui !

Dans ces conditions, je pense que le Sénat peut se prononcer immédiatement sur ce paragraphe.

M. FÉLIX MARTIN. — Ce n'est pas suffisant.

M. RICHARD WADDINGTON. — Vous n'êtes pas encore satisfait ?

M. FÉLIX MARTIN. — Les mots « dérogation temporaire » avaient, selon moi, dans la loi de 1892 la signification de « dérogation saisonnière », c'est-à-dire de privilège nécessaire accordé à des industries qui, à certaines époques, ont, comme on dit, des poussées, des coups de feu. Ils n'entraînent pas l'idée d'une dérogation se produisant seulement une fois par semaine.

M. RICHARD WADDINGTON. — J'avais compris qu'une définition du mot temporaire vous suffisait. Dans tous les cas, la Commission et le Gouvernement vous répondent qu'une dérogation spéciale à certains jours, à quelques samedis de l'année, par exemple, leur semble se concilier avec la rédaction du paragraphe qui nous occupe.

M. FÉLIX MARTIN. — On pourrait peut-être à une « dérogation temporaire », ajouter ces mots « périodique, mais limitée à un jour par semaine ».

M. LE PRÉSIDENT. — Proposez-vous une expression autre que celle qui figure dans le paragraphe ?

M. FÉLIX MARTIN. — Je voudrais que la Commission délibérât sur ce point et cherchât une rédaction ; la question en vaut la peine.

Peut-être pourrait-on dire : « dérogation périodique limitée à un jour par semaine », mais il y a une rédaction à trouver. Dans tous les cas, le mot « temporaire » ne suffit pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce une proposition formelle que vous faites, Monsieur Félix Martin ?

M. FÉLIX MARTIN. — Non, Monsieur le Président.

M. BUFFET. — Je demande que la Commission veuille bien délibérer sérieusement sur une question qui lui a été renvoyée par le Sénat. Les expli-

cations qui peuvent être échangées entre le Gouvernement, le rapporteur et la Commission, n'ont absolument aucune valeur d'interprétation pour le juge qui serait chargé d'assurer l'application de la loi. Il faut que la loi elle-même soit claire, et nette et ce ne sont pas, je le répète, des paroles échangées à la tribune qui peuvent faire dire à la loi ce que son texte ne dit pas expressément.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous insistez pour le renvoi du paragraphe à la Commission, Monsieur Buffet?

M. BUFFET. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE RAPporteur. — Alors nous restons saisis du renvoi que le Sénat a ordonné.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement.

« Art. 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Le présent article sera applicable à partir du 1^{er} juillet 1895. »

M. BUFFET. — Je demande le rejet de cet article.

M. RICHARD WADDINGTON. — C'est entendu ! On l'a déjà discuté pendant deux heures.

M. BUFFET. — Messieurs, je voudrais, malgré la longueur de la discussion, ajouter un mot aux observations déjà présentées sur cet article. Il est évident que les paroles prononcées par M. le Ministre du commerce ont pu donner lieu à une certaine confusion d'idées. (*Bruit à gauche.*)

Il n'y a rien dans la réflexion que je viens de faire qui soit à un degré quelconque désobligeant pour M. le Ministre.

M. le Ministre a déclaré que les industriels les plus considérables et les plus considérés de la région du Nord et d'autres parties de la France demandaient que la durée du travail fût uniforme pour tous, quand le travail des adultes était en quelque sorte dépendant de celui des femmes et des enfants. Je l'admets non sans regret, mais enfin je l'admets, parce que c'est une nécessité.

Mais comment cette uniformité sera-t-elle obtenue ? Est-il nécessaire de recourir à une loi ? La preuve que cela n'est pas nécessaire, c'est qu'elle se réalisait même malgré la loi, en vertu d'une simple tolérance. Tout ce que les industriels et les ouvriers eux-mêmes demandaient, c'est qu'on admît pour les personnes protégées la limite de onze heures dans laquelle ils feraient rentrer librement et spontanément le travail des adultes. Quel besoin ont-ils

d'une disposition impérative pour réaliser un arrangement dont ils reconnaissent la nécessité, pour continuer ce qu'ils faisaient malgré la loi, en vertu d'une simple tolérance ? Écartez l'obstacle légal ; voilà, au fond, tout ce qu'ils vous demandent.

M. LE MINISTRE. — Ils ne le demandent qu'en partie.

M. BUFFET. — Vous allez voir pourquoi. Il y a une distinction à faire. Je dis qu'ils le faisaient spontanément. Si, comme je l'ai dit, l'amendement de M. Diancourt avait été adopté en 1892, la loi, sur ce point du moins, n'aurait provoqué aucune réclamation. Il est certain que dans tous les établissements où l'on peut faire travailler les hommes sans le travail concomitant des enfants et des femmes, la journée aurait été réduite nécessairement, en fait, à onze heures, et aucun commandement législatif n'était nécessaire.

Mais il n'en eût pas été de même dans d'autres établissements où l'on emploie des enfants et des femmes à quelques travaux accessoires et indépendants, qui n'ont pas un rapport nécessaire avec ceux des adultes.

L'article est donc inutile pour les premiers, mais pourrait être très nuisible aux seconds, qui peuvent avoir un grand intérêt à conserver pour les hommes la journée de douze heures. Si vous admettez cette durée dans les établissements qui n'emploient ni femmes ni enfants, pourquoi l'interdiriez-vous aux adultes dans ceux où il n'y a aucun lien, aucun rapport entre leur travail et celui des personnes protégées par la loi ? Il m'est impossible de le comprendre. Cette disposition peut être très nuisible et n'offre dans aucun cas le moindre avantage.

Ce qui était utile, c'était de faire disparaître les dispositions qui établissaient une durée de travail différente pour quatre catégories de personnes, mais il n'y a aucun intérêt ni public ni privé, ni pour les ouvriers ni pour les patrons, au maintien de l'article. Je persiste à demander sa suppression.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, on ne peut cependant pas revenir toujours sur les mêmes arguments. Il a déjà été répondu à la question que pose à nouveau à cette tribune l'honorable M. Buffet.

Il nous dit : « En limitant à onze heures le travail des personnes protégées par l'article 3 de la loi de 1892, vous permettez *ipso facto* aux industriels de réaliser l'amélioration que vous demandez par la disposition nouvelle à insérer à l'article 1^{er} du décret-loi de 1848... »

M. BUFFET. — ... que vous leur imposez en quelque sorte.

M. LE MINISTRE. — Soit. Eh bien, non ! j'ai dit tout à l'heure au Sénat que la loi de la concurrence ferait que cette mesure de la fixation à onze heures de la journée de travail pour tous les travailleurs ne serait que d'une application très restreinte, si elle restait facultative au lieu de faire l'objet d'une disposition légale. En réalité, nous sommes en présence de ce dilemme : ou l'inapplication de la loi de 1892, ou la nécessité d'une réglementation

pour la catégorie des industriels qui emploient simultanément le travail des hommes, des femmes et des enfants; sans quoi vous ne ferez absolument rien.

M. BUFFET. — Mais on le faisait sans la loi.

M. LE MINISTRE. — On le faisait d'une façon partielle. Et c'est pour que ce système, qui concilie tout, soit d'une application générale, que toutes les industries intéressées, dont je vous ai cité les noms tout à l'heure, demandent que la loi fixe d'une manière régulière à onze heures le maximum de la durée des heures de travail pour tout le monde dans les usines ou manufactures où s'exercent simultanément le travail des femmes, des enfants et des hommes. Si, je le répète, vous ne faites pas cette fixation, vous pouvez être certains que la transformation ne sera que partielle, malgré la faculté que vous aurez donnée aux industriels par la modification apportée à l'article 3 de la loi de 1892. C'est pour ce motif que nous vous demandons d'adopter le paragraphe additionnel à l'article 1^{er} du décret-loi de 1848. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu une demande de scrutin public sur l'article 2.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	206
Majorité absolue.....	104
Pour.....	147
Contre.....	59

Le Sénat a adopté.

Le Sénat entend-il continuer la discussion ? (*Non ! non !*)

SÉANCE DU 13 JUILLET 1894.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi de M. Maxime Lecomte, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Le paragraphe 5 de l'article 4 avait été renvoyé à la Commission...

M. CHOVEL. — Le Sénat se rappelle que, sur la proposition de notre hono-

vable collègue M. Félix Martin, on avait renvoyé à la Commission le paragraphe 5 de l'article 4. Vous savez, en effet, que la loi du 2 novembre 1892, après avoir posé en principe dans le paragraphe 1^{er} de l'article 4 la défense du travail de nuit à certaines personnes protégées, admet presque immédiatement une exception à ce principe dans le paragraphe 4 de ce même article 4, qui est ainsi conçu :

« Il sera accordé à certaines industries l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse dépasser sept heures par vingt-quatre heures. »

Puis suivait ce paragraphe qui a fait l'objet de l'observation de M. Félix Martin :

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées. »

M. Félix Martin, qui s'intéressait particulièrement à la situation faite aux brocheuses, nous a fait observer que peut-être ce paragraphe n'était pas rédigé de façon à pouvoir édicter ou appliquer une exception en faveur de ces ouvrières. Les brocheuses en effet, vous le savez, Messieurs, sont des femmes occupées d'une façon périodique, tous les vendredis ou tous les samedis, à l'expédition des brochures ou revues hebdomadaires; elles sont obligées, comme les plieuses le sont, elles, tous les jours de l'année, de livrer leur travail pour ainsi dire à heure fixe, et M. Félix Martin croyait qu'en insérant dans cette disposition les mots : « dérogation temporaire », cela n'était pas suffisant. Il aurait désiré qu'on insérât dans le texte de loi ces mots : « dérogation temporaire ou périodique, mais limitée à un jour par semaine ».

Nous avons fait observer à M. Félix Martin que l'on ne pouvait pas, dans un texte législatif, insérer une clause de cette nature et dire par exemple : « Les brocheuses pourront exceptionnellement veiller ou le samedi ou le vendredi. » Enfin nous sommes tombés d'accord sur la rédaction du texte que voici :

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire ou périodique aux dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi. » Cette rédaction donne complètement satisfaction à M. Félix Martin et à la Commission. Comme corollaire de cette modification nous vous demandons de rédiger ainsi le paragraphe 6 qui suit :

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction du travail de nuit peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

Pour plus clarté, nous remplaçons les mots « l'interdiction ci-dessus » par « l'interdiction du travail de nuit ».

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez entendu, Messieurs, les explications de M. Chovet au nom de la Commission.

Il n'y a pas d'observation ? . . .

Je donne lecture des deux paragraphes modifiés :

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une

dérégulation temporaire ou périodique aux dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi. »

(Ce paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction du travail de nuit peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

M. FÉLIX MARTIN. — C'est voté; il n'y a que le mot « ci-dessus » qui soit remplacé.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela suffit pour soumettre le paragraphe à un nouveau vote.

(Le paragraphe est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er} qui avait été réservé.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Texte de la proposition de loi portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, votée par le Sénat et transmise à la Chambre des députés le 20 juillet 1894.

ART. 1^{er}. — Les articles 3, 4, 11 et 20, § 1^{er}, de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les

femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

Art. 4. Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article premier.

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, y compris un repos d'une demi-heure au moins, pendant lequel le travail sera suspendu.

« Le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos.

« Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire ou périodique aux dispositions des articles 3 et 4 de présente loi.

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction de travail de nuit peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

« Art. 11. Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur.

« Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation de relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, est interdite pour les personnes protégées par les articles précédents.

« Dans toutes les salles de travail, des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance, dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5 et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire

les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

« Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis dans les trois mois à l'inspecteur, et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état.

« Art. 20, § 1^{er}. Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par les articles 1^{er} et 8; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs, et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2. »

ART. 2. — Il est ajouté à l'article premier du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif. »

Le présent article sera applicable à partir du 1^{er} juillet 1895.

COMITÉ CONSULTATIF DES ARTS ET MANUFACTURES.

Extrait du rapport présenté le 7 mars 1894 par M. Liébaut au sujet des conditions d'équivalence pour les surcharges prévues par l'article 11 du règlement d'administration publique du 13 mai 1893.

L'article 11 du règlement d'administration publique du 13 mai 1893 est ainsi conçu :

« Les jeunes ouvriers ou ouvrières, au-dessous de 18 ans, employés dans l'industrie ne peuvent porter, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, des fardeaux d'un poids supérieur aux suivants :

Garçons au-dessous de 14 ans.....	10 ^k
Garçons de 14 à 18 ans.....	15
Ouvrières au-dessous de 16 ans.....	5
Ouvrières de 16 à 18 ans.....	10

« Il est interdit de faire traîner ou pousser par lesdits jeunes ouvriers et

ouvrières, tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie publique, des charges correspondant à des efforts plus grands que ceux ci-dessus indiqués.

« Les conditions d'équivalence des deux genres de travail seront déterminées par arrêté ministériel. »

C'est cet arrêté dont nous avons à préparer le projet.

Nous remarquerons d'abord que l'article 11 du règlement a fixé complètement les conditions que les inspecteurs du travail doivent exiger de ceux qui font porter des fardeaux par des jeunes ouvriers ou ouvrières au-dessous de 18 ans, et que ce règlement s'est tenu dans des termes généraux, sans entrer dans des détails qu'il a jugé bon de laisser à l'appréciation de l'autorité compétente. Ainsi, il est bien certain qu'un enfant qui gravit une échelle en portant un fardeau est contraint de dépenser un effort musculaire différent de celui qui lui serait nécessaire pour porter le même fardeau sur un sol horizontal. Si une seule main est libre, si l'échelle est plus ou moins praticable, les conditions du travail changent très notablement.

Toutes ces considérations n'ont pas échappé à ceux qui ont rédigé le règlement; mais ils ont pensé qu'en pareille matière il est impossible de tout prévoir, et que les prescriptions édictées doivent être très nettes et d'un accomplissement facile à réaliser et à constater.

Nous estimons que les conditions d'équivalence actuellement soumises à notre examen doivent présenter les mêmes caractères de simplicité; aussi nous n'avons pas essayé d'introduire dans la réglementation les considérations concernant l'inclinaison ni l'état du chemin.

Nous supposerons que les fardeaux sont poussés ou traînés sur un sol horizontal et présentant une consistance moyenne. Nous ne nous dissimulons pas que les inspecteurs du travail seront très souvent contraints d'apprécier dans leur conscience si la loi est, ou non, respectée; mais il n'est pas en notre pouvoir de modifier la nature des choses et de prévoir à l'avance des conditions qui peuvent varier à l'infini. Nous avons seulement cherché à déterminer les équivalences de telle sorte que l'on puisse facilement satisfaire aux exigences du travail tout en restant dans les justes limites prescrites par la loi. Les chiffres indiqués sont établis de manière à laisser une marge suffisante pour que les jeunes travailleurs ne soient pas trop fatigués si, exceptionnellement, ils ont à pousser ou à traîner les charges permises sur un sol peu consistant ou présentant une pente modérée.

Les mêmes difficultés nous ont empêchés de tenir compte de la vitesse de translation. Ce n'est pas que nous méconnaissions l'importance de ce facteur du travail, mais l'appréciation de sa valeur est trop difficile à la fois dans les prévisions et dans les constatations.

Enfin, comme il s'agit d'un arrêté, M. le Ministre pourra en modifier tout ou partie lorsque l'expérience aura mis en lumière les résultats des dispositions actuellement adoptées. C'est précisément en vue de ces modifications possibles dans une législation aussi nouvelle et aussi délicate que le règlement d'administration publique a laissé à un simple arrêté le soin d'édicter les prescriptions nécessaires.

Quelles sont les différentes sortes de véhicules que nous avons à considérer? Nous estimons qu'on peut les diviser en quatre catégories :

- 1° Les wagonnets circulant sur voie ferrée;
- 2° Les brouettes;
- 3° Les placières;
- 4° Les charrettes à bras.

1° *Wagonnets circulant sur voie ferrée.* — Nous admettrons que le rapport entre l'effort de tirage et la charge totale traînée sur une voie d'usine peut être évalué en moyenne à 0,01. Nous nous référerons d'autre part aux expériences de Coulomb, rappelées par l'inspection du travail dans ses rapports, et d'où l'on conclut que l'effort horizontal produit par un homme ou un enfant ne doit pas dépasser le tiers de l'effort vertical dépensé par le même manœuvre pour porter un fardeau. Les conditions d'équivalence établies d'après ces règles nous paraissent pouvoir être les suivantes :

Pour les garçons au-dessous de 14 ans et pour les ouvrières de 16 à 18 ans, la limite supérieure de la charge portée est de 10 kilogrammes.

La limite supérieure de la charge traînée ou poussée devra donc être :

$$\begin{aligned} 10^k \times 1/3 &= 3^k 33. \\ 3^k 33 \times 100 &= 333^k. \end{aligned}$$

Soit en chiffres ronds : 300 kilogrammes.

Pour les garçons de 14 à 18 ans, la limite supérieure de la charge portée est de 15 kilogrammes; la limite supérieure de la charge traînée ou poussée sera :

$$\begin{aligned} 15^k \times 1/3 &= 5^k. \\ 5^k \times 100 &= 500^k. \end{aligned}$$

Pour les ouvrières au-dessus de 16 ans, la limite supérieure de la charge portée est de 5 kilogrammes, la limite supérieure de la charge traînée ou poussée sera de :

$$\begin{aligned} 5^k \times 1/3 &= 1^k 66. \\ 1^k 66 \times 100 &= 166^k. \end{aligned}$$

Soit en chiffres ronds : 150 kilogrammes.

Il est d'ailleurs bien entendu que le poids du wagonnet est compris dans les limites fixées ci-dessus.

Brouettes. — La charge, dans cet appareil, est supportée en partie par les bras du manœuvre, en partie par la roue. M. Laporte, inspecteur divisionnaire du travail, cite avec éloges le rapport présenté par M. Lévesque, inspecteur départemental; ce rapport expose très complètement la question

relative à la répartition des efforts dans la brouette (1). — M. Lévesque a calculé aussi l'effort nécessaire pour produire la translation de l'appareil. Il s'est aidé des expériences de Coulomb et il en a réalisé lui-même un certain nombre en se servant du dynamomètre. — Sa méthode expérimentale est très correcte et ses calculs sont exacts. Voici le résultat de son étude :

Un manœuvre qui transporte seulement une charge de 10 kilogrammes ; dans une brouette, est surchargé de plus de la moitié de ce poids. Or, les brouettes usuelles pèsent environ 30 kilogrammes. Pour les jeunes garçons de 14 à 18 ans, l'équivalence à 15 kilogrammes nous permet d'admettre le transport par brouette avec une charge totale de 40 kilogrammes, véhicule compris. En effet, la surcharge occasionnée par la brouette étant de la moitié de 10 kilogrammes, soit 5 kilogrammes, nous voyons que nous pouvons admettre 10 kilogrammes dans la brouette. M. Lévesque a fait une expérience directe qui ne lui a donné que 37 kilogr. 500 pour l'équivalence à 15 kilogrammes d'effort ; mais il propose lui-même d'aller jusqu'à 40 kilogrammes, parce que le manœuvre, lorsqu'il se sert de la brouette, peut se reposer plus souvent sans avoir, chaque fois, à déposer et à recharger son fardeau. — De plus, il peut y avoir intérêt à transporter ainsi des fardeaux divisés en fragments menus.

Mais, d'autre part, le mode de transport par brouette donne naissance à des trépidations constantes qui sont une cause de fatigue pour les muscles ; il est assez difficile de maintenir le dévers : dans les dépressions du chemin se produisent des chocs rendus plus brusques et plus forts par le petit diamètre de la roue.

L'insignifiance de la charge qui pourrait être autorisée, jointe aux considérations qui précèdent, nous conduit à penser qu'il n'y a pas lieu de permettre l'emploi de la brouette pour les jeunes garçons au-dessous de 14 ans ni pour les jeunes ouvrières au-dessous de 18 ans.

Bien qu'il n'y ait pas non plus un grand intérêt pour l'industrie à faire usage de la facilité que nous lui donnons ci-après, nous avons cependant l'honneur de vous proposer l'emploi des jeunes garçons de 14 à 18 ans pour les transports par brouette à la condition que la charge totale, véhicule compris, n'excedera pas 40 kilogrammes.

3° *Voitures à trois ou à quatre roues, dites placières, pousseuses, pousse-à-main.* — Ces voitures, très employées actuellement, ne soulèvent pas les mêmes objections que la brouette. Elles n'exigent qu'une attitude naturelle du corps ; il n'y a aucun effort vertical sur les bras du manœuvre ; ce dernier peut se reposer aussitôt qu'il se sent fatigué sans avoir à se préoccuper de poser son fardeau et de le recharger ; — des objets délicats et fragiles, mais de peu de poids, peuvent être transportés sans être exposés à aucune détérioration et sans exiger de précautions fatigantes de la part du manœuvre ; etc.

D'après les recherches de l'inspection du travail, on peut ramener tous ces

(1) Voir *Bulletin de l'inspection*, 1894, n° 4, p. 816.

petits véhicules à deux types : le premier pèse 20 kilogrammes et peut supporter une charge utile de 30 kilogrammes; le second pèse 30 kilogrammes et peut transporter 50 kilogrammes.

Les calculs et les expériences de M. Lévesque conduisent à établir les équivalences suivantes :

Garçons au-dessous de 14 ans, autorisation de pousser ou de traîner des placières ou véhicules analogues, à la condition que le poids total, véhicule compris, ne soit pas supérieur à 35 kilogrammes;

Garçons de 14 à 18 ans, même autorisation, le poids total, véhicule compris, n'excédant pas 60 kilogrammes;

Ouvrières au-dessous de 16 ans, même autorisation, le poids total, véhicule compris, n'excédant pas 35 kilogrammes;

Ouvrières de 16 à 18 ans, même autorisation, le poids total, véhicule compris, n'excédant pas 50 kilogrammes.

4° Charrettes à bras, dites haquets, brancards, charretons, voitures à bras, etc.

En admettant, comme ci-dessus, que le manœuvre qui porte 15 kilogrammes puisse produire dans les mêmes conditions de fatigue un effort horizontal de 5 kilogrammes, on calcule facilement que les jeunes ouvriers de 14 à 18 ans peuvent traîner ou pousser, avec une charrette à bras, une charge totale, véhicule compris, de 150 kilogrammes.

Mais, si nous considérons que nous n'avons tenu aucun compte de la pente ni de l'état du sol, nous serons amenés à admettre une certaine réduction de ce chiffre, et les expériences conduisent à penser que l'on peut fixer 130 kilogrammes.

Or, l'inspection du travail a pu constater que toutes les voitures de cette catégorie pèsent de 80 à 100 kilogrammes. — Il n'y aurait donc aucun intérêt à autoriser les garçons au-dessous de 14 ans ni les ouvrières au-dessous de 18 ans à traîner ou à pousser des charrettes à bras : la charge utile serait insignifiante.

De plus, il n'est pas douteux que les jeunes organismes n'aient beaucoup à souffrir de ce genre de travail. — Nous avons donc l'honneur de vous proposer de nous en tenir à l'autorisation donnée aux garçons de 14 à 18 ans, dans les limites ci-dessus indiquées.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU COMMERCE INTÉRIEUR ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
BUREAU DE L'INDUSTRIE.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

DEUXIÈME ANNÉE (1894). — NUMÉRO 6.

ACTES OFFICIELS.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Par un arrêté en date du 14 septembre 1894, M. HERBO, inspecteur départemental stagiaire du travail à Armentières, a été nommé, en la même qualité, à Lille, en remplacement de M. DEZWARTE, dont la démission a été acceptée.

M. Herbo reste chargé, à titre provisoire, du service de l'inspection dans la 3^e section.

Les dispositions de cet arrêté ont eu leur effet à partir du 1^{er} octobre 1894.

Par un arrêté en date du 6 octobre 1894, M. BLOCHE, inspecteur départemental stagiaire du travail à Amiens, a été mis, sur sa demande, en congé illimité sans traitement.

M. VILLARD, inspecteur départemental stagiaire à Arras, a été nommé, en la même qualité, à Amiens, et M. VASSEUR, inspecteur départemental stagiaire à Bar-le-Duc, a été nommé, en la même qualité, à Arras.

M. LENOURY, inspecteur départemental stagiaire à Châlons-sur-Marne, a été chargé, à titre provisoire, du service de l'inspection dans le département de la Meuse.

Les dispositions de cet arrêté ont eu leur effet à partir du 1^{er} novembre 1894.

Par un arrêté en date du 13 octobre 1894, M. QUÉNOT, inspecteur départemental stagiaire du travail à Évreux, a été nommé inspecteur départemental de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs, à partir du 1^{er} octobre 1894.

Par un arrêté en date du 31 octobre 1894, les inspecteurs départementaux stagiaires du travail dont les noms suivent ont été nommés inspecteurs départementaux de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs :

MM. POURCINES, à Troyes; BACQUIAS, à Chaumont; MARTIN, à Besançon; CÉSAR, à Mézières; LENOURY, à Châlons-sur-Marne; MONGEL, à Épinal; GRÉGOIRE, à Avesnes; VILLARD, à Amiens; SALMIN, à Caen; CAÏRE, à Rennes; BRIS, au Mans; MARTY, à Rodez; FOISSAC, à Castres; BLANC, à Avignon; et BÉQUET, à Roanne.

Les dispositions de cet arrêté ont eu leur effet à partir du 1^{er} octobre 1894.

Par un arrêté en date du 31 octobre 1894, les inspecteurs départementaux stagiaires du travail dont les noms suivent ont été nommés inspecteurs départementaux de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs :

MM. CAVALIÉ, à Montluçon; LEBRUN, à Chalon-sur-Saône; HERBO, à Lille; HENRY (Charles), à Angers; AMIET, à Bayonne; CAPODURO, à Marseille; VIGUIER, à Nîmes, et LIEBER, à Saint-Étienne.

Par le même arrêté, M^{me} veuve JOURDAN, inspectrice départementale stagiaire, à Paris, M^{lle} MEFFRE, inspectrice départementale stagiaire, à Lyon, et M^{me} veuve COSTADAU, inspectrice départementale stagiaire, à Bordeaux, ont été nommées inspectrices départementales du travail de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs.

Les dispositions de cet arrêté ont eu leur effet à partir du 16 octobre 1894.

Par un arrêté en date du 9 novembre 1894, M. FABRE, inspecteur départemental stagiaire du travail, à Privas, a été nommé inspecteur départemental de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs, à partir du 1^{er} novembre 1894.

Par un arrêté en date du 28 novembre 1894, MM. PROUX, inspecteur départemental stagiaire du travail, à Valence; VASSEUR, inspecteur départemental stagiaire du travail, à Arras, et GAILLOT, inspecteur départemental stagiaire du travail, à Belfort, ont été nommés inspecteurs départementaux de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs, à partir du 1^{er} décembre 1894.

Par un arrêté en date du 21 décembre 1894, M. DOLL, inspecteur départemental du travail, à Bordeaux, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 30 décembre 1894.

CIRCULAIRE DU 10 NOVEMBRE 1894

adressée aux Préfets au sujet des surcharges.

Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un certain nombre d'exemplaires d'un arrêté ministériel en date du 31 juillet 1894 (1), qui a déterminé, en exécution de l'article 11 du décret réglementaire du 13 mai 1893, la limite supérieure de la charge qui peut être traînée ou poussée par les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements industriels.

Les contraventions à l'article 11 du décret du 13 mai 1893 et à l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894 commises à l'extérieur des établissements industriels peuvent être constatées par les agents de police dans les villes et par les gendarmes ou les gardes champêtres dans les autres communes et faire l'objet de procès-verbaux.

Je vous serai obligé de vouloir bien donner les instructions nécessaires pour que, lorsqu'un procès-verbal aura été dressé pour un cas de surcharge, il en soit donné connaissance à l'inspecteur du travail; celui-ci pourra ainsi le faire figurer dans la statistique spéciale fournie à mon département.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, qui devra être insérée dans le recueil des actes administratifs de votre préfecture.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

V^e LOURTIES.

ARRÊTÉ DU 28 NOVEMBRE 1894

*modifiant à titre provisoire l'organisation du service d'inspection
du travail.*

Par un arrêté en date du 28 novembre 1894, les modifications ci-après ont été apportées, à titre provisoire, dans l'organisation du service de l'inspection du travail

3^e CIRCONSCRIPTION. — La résidence de l'inspecteur départemental de la

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection du travail*, année 1894, n° 5, p. 915.

2^e section (Haute-Marne et Côte-d'Or) a été transférée de Chaumont à Dijon.

5^e CIRCONSCRIPTION. — Le canton de Laventie (Pas-de-Calais) a été distrait de la 3^e section et rattaché à la 7^e section.

9^e CIRCONSCRIPTION. — 1^o La commune de Revel (Haute-Garonne) a été distraite de la 5^e section et rattachée à la 4^e section; 2^o la commune des Verreries-de-Moussans (Hérault) a été distraite de la 2^e section et rattachée à la 4^e section.

Les dispositions de cet arrêté auront leur effet à partir du 1^{er} janvier 1895.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 27 OCTOBRE 1894

*relative à l'interprétation de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894
sur les surcharges.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez communiqué, pour instructions, une lettre dans laquelle des industriels font remarquer que l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894 ne porte aucune prescription au sujet de la manutention des brouettes par les femmes et les filles âgées de moins de 18 ans et demandent si ces dernières peuvent continuer à rouler, au moyen de brouettes, des charges quelconques, même dépassant 40 kilogrammes, véhicule compris.

Vous pensez que le silence de l'arrêté équivaut à l'interdiction du roulage des brouettes par les filles au-dessous de 18 ans. Je partage complètement votre avis à cet égard. Le décret du 13 mai 1893 a considéré que le fait de porter, traîner ou pousser des fardeaux devait, en principe, être considéré comme préjudiciable à la santé des jeunes ouvriers et ouvrières et de nature à nuire à leur développement; néanmoins, afin de tenir compte dans une certaine mesure des nécessités industrielles, il a autorisé le transport des fardeaux d'un poids peu élevé dont il a pris soin de déterminer le maximum. On peut donc affirmer qu'en matière de surcharges, la règle établie par le décret précité c'est l'interdiction pour les enfants des deux sexes au-dessous de 18 ans. Les seules charges permises sont celles que le dit décret a pris soin d'autoriser expressément.

L'arrêté du 31 juillet 1894, rendu en vertu de ce décret, s'est inspiré des mêmes principes: il a indiqué le maximum des poids que les garçons ou filles âgés de moins de 18 ans pouvaient traîner ou pousser à l'aide de divers véhicules, et tout ce qu'il n'a pas autorisé demeure défendu. C'est d'ailleurs ainsi que l'a compris le Comité consultatif des arts et manufactures chargé par le règlement d'administration publique du 13 mai 1893 de la

préparation dudit arrêté. Voici, notamment, comment s'exprime le rapporteur de ce Comité en ce qui concerne les brouettes : « Le mode de transport par brouette donne naissance à des trépidations constantes qui sont une cause de fatigue pour les muscles; il est assez difficile de maintenir le dévers; dans les dépressions des chemins se produisent des chocs rendus plus brusques et plus forts par le petit diamètre de la roue. L'insignifiance de la charge qui pourrait être autorisée, jointe aux considérations qui précèdent, nous conduit à penser qu'il n'y a pas lieu de permettre l'emploi de la brouette pour les jeunes gens au-dessous de 14 ans et pour les jeunes ouvrières au-dessous de 18 ans. »

Vous avez, d'autre part, appelé mon attention sur le traînage des fardeaux sans l'intermédiaire d'aucun véhicule. Vous exposez que, dans ce travail, le coefficient du frottement est plus élevé et qu'il varie, d'ailleurs, avec l'état du sol; vous exprimez, en conséquence, l'avis qu'il serait utile que ce genre de travail fût réglementé pour éviter les abus qui se produisent notamment dans les forges.

Vous reconnaitrez avec moi qu'il est difficile de déterminer, en l'espèce, des équivalences d'efforts, attendu que les efforts seront constamment variables suivant la nature du sol, son inclinaison, etc. C'est une question qui peut être laissée à l'appréciation des inspecteurs dans les cas d'espèces qu'ils auront sous les yeux. Ils interdiront de traîner des fardeaux sans véhicule, lorsque l'effort nécessaire leur paraîtra manifestement supérieur à celui qui est permis par l'article 11 du décret du 13 mai 1893.

Je ne doute pas, d'ailleurs, qu'à la suite des remarques qui leur seraient faites à ce sujet par les inspecteurs, les industriels ne soient amenés à confier les travaux dont il s'agit à des jeunes gens plus robustes.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

V^e LOURTIES.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

BELGIQUE.

ARRÊTÉ ROYAL DU 21 SEPTEMBRE 1894

concernant la salubrité intérieure des ateliers et la protection des ouvriers contre les accidents du travail.

ART. 1. — Les prescriptions ci-après, destinées à assurer la salubrité des ateliers et la protection des ouvriers contre les accidents du travail, seront observées, désormais, dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

SECTION I.

SALUBRITÉ DES ATELIERS.

ART. 2. — Les ateliers seront tenus dans un état de propreté satisfaisant. Le badigeonnage et la peinture des murs devront être régulièrement entretenus.

ART. 3. — Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques susceptibles de fournir des liquides qui, par leur décomposition, donneraient lieu à des dégagements de gaz ou de vapeurs nuisibles ou incommodes, le sol sera plan, imperméable et disposé de façon à assurer l'écoulement des liquides; les murs seront cimentés sur 1 mètre de hauteur au moins.

Le sol et les murs seront lavés à fond, au moins deux fois par an, à l'aide d'une solution désinfectante dont le choix sera indiqué par l'autorité de qui émane l'autorisation.

Les résidus putrescibles ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail. Ils seront enlevés au fur et à mesure et immédiatement désinfectés.

ART. 4. — L'atmosphère des locaux de travail sera tenue constamment à l'abri des émanations provenant d'égouts, de fosses à purin et à fumier, de fosses d'aisances ou de toute autre source d'infection. Les matières excrémentielles ne pourront être déversées dans des puisards ou puits perdus.

ART. 5. — Il y aura, pour vingt-cinq personnes, au moins un cabinet d'aisances, qui ne pourra pas communiquer directement avec les locaux de travail.

ART. 6. — Dans les locaux fermés affectés au travail, chaque ouvrier disposera d'un espace de 10 mètres cubes d'air au moins.

Les locaux seront convenablement aérés et ventilés. On assurera un renouvellement d'air de 30 mètres cubes au moins par heure et par travailleur. Ce minimum ne sera pas inférieur à 60 mètres cubes dans les locaux qui revêtent un caractère spécial d'insalubrité.

Les orifices de prise d'air et d'évacuation d'air vicié seront placés de manière à ne pas indisposer les ouvriers et à se trouver hors de leur atteinte.

ART. 7. — Il sera installé des hottes avec cheminées d'appel ou des cheminées d'aspiration s'ouvrant au ras du sol, pour évacuer le plus directement et le plus promptement possible les buées, vapeurs, gaz et poussières.

Lorsque cette disposition sera insuffisante pour y soustraire les ouvriers, les appareils de travail seront enveloppés dans la mesure du possible, et une dépression de l'air sera créée à l'intérieur de ces enveloppes à l'aide d'une ventilation énergétique.

ART. 8. — Les ateliers seront évacués autant que possible pendant les interruptions du travail. Les ouvriers ne pourront prendre leurs repas dans aucun local affecté à des manipulations de substances toxiques.

ART. 9. — Les patrons sont tenus de mettre à la disposition de leur personnel de l'eau de bonne qualité pour la boisson ou une tisane hygiénique.

SECTION II.

PROTECTION CONTRE LES ACCIDENTS.

ART. 10. — Les machines motrices devront être entourées d'un garde-corps, à moins qu'elles ne soient disposées de façon à ne présenter aucun danger pour les personnes qui ne sont pas attachées à leur service. L'accès du local renfermant les moteurs sera autant que possible interdit à toutes autres personnes que les chauffeurs.

ART. 11. — Des précautions indiquées par les circonstances seront prises à l'égard des transmissions de mouvement et des pièces saillantes et mobiles des machines, lorsqu'elles pourraient donner lieu à des accidents.

ART. 12. — Les machines-outils à allure rapide doivent être munies de dispositifs propres à les arrêter dans le moindre temps possible, sans arrêter le moteur.

ART. 13. — Les machines à outils tranchants marchant à grande vitesse, telles que machines à hacher, à découper, à raboter, scier, fraiser et autres analogues seront disposées de telle façon que les ouvriers ne puissent, de l'endroit où ils sont occupés, toucher involontairement les parties tranchantes.

ART. 14. — Aucun ouvrier ne pourra être occupé habituellement aux abords d'un volant ou de tout autre engin marchant à grande vitesse.

ART. 15. — Des grillages préserveront les ouvriers contre les atteintes de débris ou d'éclats projetés par la matière mise en œuvre.

ART. 16. — Les passages de circulation dans les locaux affectés au travail doivent avoir une largeur et une hauteur suffisantes pour que les ouvriers ne puissent être atteints par des machines en mouvement.

ART. 17. — Les monte-charges, ascenseurs, élévateurs, grues et engins analogues devront porter l'indication de leur puissance, évaluée en kilogrammes et, s'ils sont affectés au service du personnel, du nombre de personnes transportables simultanément, sans danger.

ART. 18. — Les monte-charges, ascenseurs et élévateurs seront guidés et disposés de manière que rien ne puisse en tomber. Les ouvertures ménagées pour ces appareils dans les planchers seront entourées d'un garde-corps dont l'un des côtés sera constitué en tout ou en partie par une barrière mobile s'ouvrant à l'extérieur et se fermant automatiquement.

ART. 19. — Les puits, citernes, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou brûlants, seront pourvus soit de couvercles, soit de barrières ou garde-corps.

ART. 20. — Les mesures nécessaires seront prises pour le sauvetage des ouvriers en cas d'incendie.

ART. 21. — L'éclairage des ateliers devra être suffisant pour que les ouvriers puissent distinguer les machines ou transmissions de mouvement avec lesquelles ils peuvent se trouver en contact.

Lorsque l'éclairage des ateliers aura lieu au pétrole, les mesures seront prises pour éviter la chute des lampes.

Les appareils d'éclairage au gaz seront soigneusement entretenus et surveillés.

Lorsque l'éclairage ou la transmission de la force s'effectueront par l'élec-

tricité, on prendra les dispositions nécessaires pour soustraire les ouvriers aux dangers que présentent les courants de haute tension.

SECTION III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 22. — Tout accident ayant causé la mort d'un ouvrier ou occasionné à un travailleur une blessure capable de causer une incapacité de travail de huit jours au moins sera signalé dans les quarante-huit heures, par le patron ou son délégué, à l'inspecteur compétent.

La déclaration du patron contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident.

Dans tous les cas où il y aura eu mort d'homme, l'inspecteur compétent fera une enquête sur les causes de l'accident.

Un arrêté ministériel déterminera les autres cas où cette enquête devra également avoir lieu.

ART. 23. — Les prescriptions du présent arrêté ne sont exécutoires que pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions des arrêtés d'autorisation antérieurs.

ART. 24. — Les députations permanentes pourront, à la demande des intéressés, et sur l'avis des inspecteurs compétents, autoriser des dérogations motivées aux prescriptions du présent arrêté en ce qui concerne soit les établissements déjà en activité, soit les établissements à autoriser dans l'avenir.

ART. 25. — Les infractions aux dispositions du présent règlement, ainsi qu'aux prescriptions des arrêtés spéciaux seront punies des peines comminées par la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

ART. 26. — Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1895.

ARRÊTÉS ROYAUX

réglementant le travail journalier, le travail de nuit et le travail du septième jour des personnes protégées, en exécution des articles 4, 6 et 7 de la loi du 13 décembre 1889 (1).

ARRÊTÉS ROYAUX DU 26 DÉCEMBRE 1892.

FILATURE ET TISSAGE DU LIN, DU COTON, DU CHANVRE ET DU JUTE.

ART. 1. — Dans la filature et le tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute, le travail des catégories d'ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser onze heures et demie par jour.

ART. 3. — La durée du travail effectif des enfants de moins de 13 ans ne peut dépasser six heures par jour.

Toutefois, les enfants de moins de 13 ans employés au travail au moment de la publication du présent arrêté pourront rester soumis à la règle prescrite par l'article 2.

ART. 4. — Les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos du milieu du jour ne sera pas d'une durée inférieure à une heure.

Pendant ces repos, les mécaniques auxquelles des ouvriers protégés sont employés seront arrêtées, et les ouvriers seront libres de sortir de l'établissement.

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection du travail*, année 1893, n° 5-6, page 668.

ART. 5. — En ce qui concerne les catégories d'ouvriers visées par l'article 3, la durée des repos ne sera pas inférieure à un quart d'heure.

AFFICHAGE.

ART. 6. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

INDUSTRIE LAINIÈRE.

ART. 1. — Dans l'industrie lainière, le travail des catégories d'ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser onze heures et un quart par jour.

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos du milieu du jour ne sera pas d'une durée inférieure à une heure.

AFFICHAGE.

ART. 4. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

IMPRESSION DES JOURNAUX.

ART. 1. — Dans l'industrie de l'impression des journaux, le travail des personnes protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures par jour.

ART. 3. — Pour les catégories de personnes mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, les heures de travail doivent être divisées par plusieurs repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

AFFICHAGE.

ART. 4. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

INDUSTRIES D'ART.

ART. 1. — Dans les industries d'art, définies au groupe XVI de la classification des industries pour l'organisation des conseils de l'industrie et du travail annexée au présent arrêté, sauf en ce qui concerne l'impression des journaux, le travail des personnes protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures par jour.

En ce qui concerne les fonderies de caractères d'imprimerie, le travail des enfants de moins de 16 ans est limité à huit heures par jour.

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

AFFICHAGE.

ART. 4. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

*Extrait de la classification des industries pour l'organisation
des conseils de l'industrie et du travail.*

XVI. — INDUSTRIES D'ART.

Industrie de l'imprimerie : typographie, lithographie, chromolithographie, phototypie, héliogravure, etc. — Fonderie de caractères pour l'imprimerie. — Industrie de la reliure : brochage, cartonnage, reliure proprement dite, dorure, etc. — Fendeurs de diamants, taillé et polissage des diamants, sertissage des pierres précieuses, industrie du bijoutier. — Estampage, polissage, gravure, émaillage, damasquinage des métaux précieux. — Industrie des modeleurs, ornemanistes, mouleurs, sculpteurs, ciseleurs, incrusteurs, frappeurs de médailles, guillocheurs, etc. — Industrie des peintres sur porcelaine, sur verre, et fabricants de vitraux. — Graveurs de musique : sur bois, sur cuivre, sur acier ; graveurs de caractères. — Fabrication des pianos et des orgues ; industrie des luthiers. — Fabrication d'objets en plâtre ou en ciment ayant un caractère artistique. — Fabrication des monnaies.

FABRICATION DU PAPIER.

ART. 1. — Dans la fabrication du papier proprement dite, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des adolescents âgés de 14 à 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures par jour.

ART. 3. — Pour les catégories d'ouvriers mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

ART. 4. — La durée du travail effectif des enfants âgés de 12 à 14 ans ne peut dépasser six heures par jour.

ART. 5. — Pour les catégories d'ouvriers mentionnées à l'article 4 du

présent arrêté, les heures du travail doivent être divisées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une demi-heure.

ART. 6. — Toutefois, les enfants de 12 à 14 ans employés au travail au moment de la publication du présent arrêté pourront rester soumis aux règles prescrites par les articles 2 et 3 du présent arrêté.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 7. — Les adolescents du sexe masculin âgés de 14 à 16 ans peuvent être employés au travail après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

ART. 8. — Pour les catégories d'ouvriers dont l'emploi après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin est autorisé, la durée du travail effectif, heures de jour et heures de nuit réunies, ne peut dépasser celles prescrites par l'article 2 du présent arrêté. La durée et les conditions des repos sont les mêmes que celles prescrites par l'article 3 du présent arrêté.

AFFICHAGE.

ART. 9. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

TABACS ET CIGARES.

ART. 1. — Dans les différentes branches de l'industrie des tabacs et cigares, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de 14 à 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures par jour.

ART. 3. — Pour les catégories d'ouvriers mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

ART. 4. — La durée du travail effectif des enfants de 12 à 14 ans ne peut dépasser six heures par jour.

ART. 5. — Pour la catégorie d'ouvriers mentionnée à l'article 4 du présent arrêté, les heures de travail doivent être divisées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une demi-heure.

ART. 6. — Toutefois, les enfants de 12 à 14 ans employés au travail au moment de la publication du présent arrêté pourront rester soumis aux règles prescrites par les articles 2 et 3 du présent arrêté.

AFFICHAGE.

ART. 7. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

FABRICATION DU SUCRE.

ART. 1. — Dans la fabrication du sucre, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures et demie par jour.

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 4. — Les adolescents de 14 à 16 ans, ainsi que les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, peuvent être employés au travail après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

ART. 5. — Pour les catégories d'ouvriers dont l'emploi après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin est autorisé, la durée du travail effectif, heures de jour et heures de nuit réunies, ne peut dépasser celle prescrite

par l'article 2 du présent arrêté. La durée et les conditions des repos sont les mêmes que celles prescrites par l'article 3 du présent arrêté.

AFFICHAGE.

ART. 6. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

MOBILIER ET INDUSTRIES ACCESSOIRES DU BÂTIMENT.

ART. 1. — Dans l'industrie du mobilier et les industries accessoires du bâtiment, définies au groupe XI de la classification des industries pour l'organisation des conseils de l'industrie et du travail annexée au présent arrêté, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889, est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans ne peut dépasser neuf heures par jour pendant les mois d'octobre, novembre, décembre, janvier, février et mars, et dix heures par jour pendant les autres mois de l'année.

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos du milieu du jour ne sera pas d'une durée inférieure à une heure.

AFFICHAGE.

ART. 4. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs chantiers et ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

*Extrait de la classification des industries pour l'organisation
des Conseils de l'industrie et du travail.*

XI. — INDUSTRIE DU MOBILIER ET INDUSTRIES ACCESSOIRES DU BÂTIMENT.

Fabricants de meubles : ébénistes, chaisiers, tabletiers, tourneurs en bois, sculpteurs sur bois (pour meubles et panneaux décoratifs). — Fabricants de parquets, tapissiers-garnisseurs, peintres décorateurs et placeurs de papier de tentures, fabricants de meubles et objets en rotin et en bambou, vanniers, miroitiers, encadreurs. — Fabrication d'objets en marbre (cheminées, pendules, coupes, etc.), fabrication des moulures. — Carrossiers, charrons, fabricants de brouettes et autres véhicules à conduire à la main, garnisseurs de voitures, peintres d'équipages. — Fabrication de caisses d'emballage, tonnellerie. Fabrication des brosses, pinceaux, balais, etc., boissellerie, tabletterie, fabrication de billards, etc.

POTERIE ET FAÏENCE.

ART. 1. — Dans la fabrication de la poterie et de la faïence, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures par jour.

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos du milieu du jour ne sera pas d'une durée inférieure à une heure.

AFFICHAGE.

ART. 4. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

PRODUITS RÉFRACTAIRES.

ART. 1. — Dans l'industrie des produits réfractaires, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures par jour.

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos du milieu du jour ne sera pas d'une durée inférieure à une heure.

AFFICHAGE.

ART. 4. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail ; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

INDUSTRIE DE LA GLACERIE.

ART. 1. — Dans la fabrication des glaces, le travail des catégories d'ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures par jour,

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos du milieu du jour ne sera pas d'une durée inférieure à une heure.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 4. — Pour la coulée des glaces, les garçons âgés de 14 à 16 ans peuvent être employés au travail après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

ART. 5. — Pour la catégorie d'ouvriers mentionnée à l'article 4, la durée du travail effectif, heures de jour et heures de nuit réunies, ne peut dépasser celle prescrite par l'article 2. La durée des repos est la même que celle prescrite par l'article 3.

TRAVAIL DU SEPTIÈME JOUR.

ART. 6. — Une semaine sur deux, les garçons de 14 à 16 ans peuvent être employés un septième jour au travail de la coulée des glaces.

Ce jour-là, la durée de leur travail effectif ne peut dépasser six heures coupées par une demi-heure de repos, et le temps nécessaire leur sera laissé pour vaquer aux actes de leur culte.

AFFICHAGE.

ART. 7. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail ; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

ALLUMETTES CHIMIQUES.

ART. 1. — Dans la fabrication des allumettes chimiques, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures et demie par jour.

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos du milieu du jour ne sera pas d'une durée inférieure à une heure.

Pendant ces repos, les ouvriers sortiront des salles de travail.

AFFICHAGE.

ART. 4. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail ; 2° des intervalles des repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

INDUSTRIE DU BÂTIMENT.

ART. 1. — Dans l'industrie du bâtiment, définie au groupe X de la classification des industries pour l'organisation des Conseils de l'industrie et du travail annexée au présent arrêté, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans ne peut dépasser huit heures par jour pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février, et dix heures par jour pendant les autres mois de l'année.

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février et à une heure et demie pendant les autres mois de l'année.

AFFICHAGE.

ART. 4. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs chantiers et ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail ; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

*Extrait de la classification des industries
pour l'organisation des Conseils de l'industrie et du travail.*

X. — INDUSTRIE DU BÂTIMENT.

Industrie du bâtiment : terrassiers, maçons, poseurs de pierres, manœuvres, charpentiers, menuisiers, vitriers, ardoisiers, plafonneurs, plombiers, zingueurs, industrie du bois (scierie, etc.), etc.

BRIQUETERIES ET TUILERIES.

ART. 1. — Dans les briqueteries et les tuileries, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants de 12 à 14 ans et des filles de 14 à 16 ans ne peut dépasser huit heures par jour pendant toute l'année (1).

ART. 3. — La durée du travail effectif des garçons âgés de plus de 14 et de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser douze heures par jour, du 1^{er} avril au 30 septembre, et huit heures par jour, du 1^{er} octobre au 31 mars.

ART. 4. — En ce qui concerne les catégories d'ouvriers visées par l'article 2, les heures de travail seront divisées par des repos d'une durée totale d'une heure au moins (2).

En ce qui concerne les catégories d'ouvriers visées par l'article 3 :

1^o Du 1^{er} avril au 30 septembre, les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie, et le repos du milieu du jour ne sera pas inférieur à une heure ;

(1) En ce qui concerne les briqueteries, il est dérogé aux articles 2 et 4, alinéa 1^{er}, par l'arrêté royal du 8 septembre 1894, ainsi conçu : « ... la durée du travail effectif des enfants de 12 à 14 ans, ainsi que des filles et des femmes de 14 à 16 ans, employés dans les briqueteries, peut être portée à douze heures par jour, divisées par des repos, sans que la présence des personnes protégées, sur les chantiers, puisse dépasser treize heures et demie. »

(2) Voir la note relative à l'article 2 ci-dessus.

2° Du 1^{er} octobre au 31 mars, les heures de travail doivent être divisées par des repos d'une durée totale d'une heure au moins.

AFFICHAGE.

ART. 5. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs chantiers et ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

LAMINOIRS À ZINC.

ART. 1. — Dans les laminoirs à zinc, le travail des catégories d'ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de 12 à 14 ans ne peut dépasser cinq heures par jour.

La durée du travail effectif des adolescents âgés de 14 à 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures par jour.

ART. 3. — Les heures de travail des enfants âgés de 12 à 14 ans doivent être divisées par un repos dont la durée sera d'une demi-heure au moins.

Les heures de travail des enfants et des adolescents âgés de 14 à 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, doivent être divisées par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie par jour.

Le repos principal, entre 11 heures du matin et 2 heures de relevée, ne sera pas d'une durée inférieure à une heure.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 4. — Les adolescents âgés de 14 à 16 ans peuvent être employés au travail après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

ART. 5. — Pour les catégories d'ouvriers, dont l'emploi après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin est autorisé, la durée du travail effectif, heures du jour et heures de nuit réunies, ne peut dépasser celle prescrite par l'article 2 du présent arrêté.

Les heures de travail doivent être divisées par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos principal, entre 11 heures du soir et 2 heures du matin, ne sera pas d'une durée inférieure à une demi-heure.

AFFICHAGE.

ART. 6. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

CRISTALLERIE ET GOBELETERIE.

ART. 1. — Dans la cristallerie et la gobeletterie, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, qui exercent le métier de verrier, ne peut dépasser dix heures vingt minutes par jour.

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées par trois repos, un de vingt minutes au moins dans la matinée, un d'une demi-heure au moins vers midi, un troisième de vingt minutes au moins dans l'après-midi.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 4. — Les adolescents âgés de 14 à 16 ans, ainsi que les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, peuvent être employés au travail après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

ART. 5. — Pour les catégories d'ouvriers dont l'emploi après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin est autorisé, la durée du travail effectif, heures de jour et heures de nuit réunies, ne peut dépasser celle prescrite par l'article 2 du présent arrêté.

ART. 6. — Une semaine sur deux, les adolescents âgés de 14 à 16 ans

peuvent être employés un septième jour à la fabrication des tuiles en verre et autres travaux analogues qui nécessitent du verre reposé.

Ce jour-là, la durée de leur travail effectif ne peut dépasser six heures, coupées par un repos d'une demi-heure au moins, et le temps nécessaire leur sera laissé pour vaquer aux actes de leur culte.

AFFICHAGE.

ART. 7. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

INDUSTRIES ACCESSOIRES DU VÊTEMENT (1^{re} CATÉGORIE).

ART. 1. — Dans les industries accessoires du vêtement énoncées ci-après : bonneterie de laine, de coton et de lin (bas, gilets, bonnets, tricot, jupons, etc.) ; passementerie de lin, de laine et de coton ; fabrication de dentelles et de broderies ; fabrication des tuiles et des blondes ; fabrication des lacets en laine, en lin, en chanvre et en soie, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser onze heures par jour.

ART. 3. — Les heures de travail doivent être divisées au moins par trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos du milieu du jour ne sera pas d'une durée inférieure à une heure.

AFFICHAGE.

ART. 4. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

INDUSTRIES ACCESSOIRES DU VÊTEMENT (2^e CATÉGORIE).

ART. 1. — Dans les industries accessoires du vêtement énoncées ci-après : tannerie, corroierie, mégisserie, maroquinerie, industrie des portefeuillistes, des gainiers, des peaussiers, des selliers et bourreliers, etc.; métiers des cordonniers, bottiers, raccommodeurs de souliers, sabotiers; chapeliers et casquettiers (chapeaux de feutre, de soie, de paille); fabrication de cols, manchettes, linge de luxe; fabrication de corsets et jupons (autres que les jupons en laine); blanchisseurs de linge et de vêtements; boutonniers en métal, en soie, en os; gantiers en peau et en fils; laveurs de gants de peau, guétriers; fabrication des ombrelles, des cannes et des parapluies; teinturiers de vêtements, en paille, etc.; fabrication des objets de toilette et d'articles de mode, — en tant que la loi du 13 décembre 1889 s'applique aux établissements où s'exercent ces industries, — le travail des catégories d'ouvriers protégées par ladite loi est soumis aux règles ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures par jour.

ART. 3. — Les heures de travail telles qu'elles sont réglées par l'article 2 doivent être divisées par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure.

Pendant ces repos, les ouvriers seront libérés de sortir des salles de travail.

AFFICHAGE.

ART. 4. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1^o du travail; 2^o des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

GROSSE CONSTRUCTION MÉCANIQUE.

ART. 1. — Dans l'industrie de la grosse construction mécanique, définie au groupe V de la classification des industries pour l'organisation des Conseils de l'industrie et du travail, le travail des catégories d'ouvriers protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants âgés de moins de 14 ans ne peut dépasser dix heures par jour.

ART. 3. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents de 14 à 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser onze heures par jour.

ART. 4. — Les heures de travail, telles qu'elles sont réglées par l'article 2, doivent être divisées par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure.

Pendant ces repos, les ouvriers seront libres de sortir des salles de travail.

AFFICHAGE.

ART. 5. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

Extrait de la classification des industries pour l'organisation des Conseils de l'industrie et du travail.

V. — GROSSE CONSTRUCTION MÉCANIQUE.

Chaudières à vapeur. — Grosse chaudronnerie en fer et en cuivre. — Machines à vapeur, machines d'épuisement et d'extraction, machines soufflantes, etc. — Construction de locomotives et de tenders, de locomobiles, de wagons et voitures de chemin de fer, de freins, de locomotives et voitures de tramways, de chemins de fer à voie étroite, de wagonnets, matériel de houillères, etc. — Fabrication des roues, des bandages de roues, essieux, ressorts, butoirs, etc. — Fonderies de fer et de cuivre qui produisent des objets employés dans la grosse construction mécanique (colonnes pour bâtiments, cuves en fonte, bâtis, volants, cylindres, tuyaux pour conduites d'eau et de gaz, etc.), roues de transmission, engrenages, pièces de forge destinées aux machines. — Construction de ponts, charpentes et autres gros ouvrages métalliques. — Construction et réparation des navires et de leurs accessoires. — Construction de machines-outils, de grands tours, de grandes machines à estamper, à forer, à découper. — Construction d'engins, de

machines et métiers mécaniques employés dans l'industrie manufacturière, dans la papeterie, etc. — Fabrication des canons (grosses pièces d'artillerie).

PETITE CONSTRUCTION MÉCANIQUE.

ART. 1. — Dans l'industrie de la petite construction mécanique, définie aux littéras A, B, C et D du tableau annexé au présent arrêté, reproduisant le groupe IX de la classification des industries pour l'organisation des Conseils de l'industrie et du travail, le travail des catégories d'ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — Dans les industries énumérées sous le littéra A du tableau ci-après, la durée du travail effectif des enfants de 12 à 14 ans ne peut dépasser dix heures par jour.

ART. 3. — Dans les industries visées par l'article 2 du présent arrêté, la durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de 14 à 16 ans, ainsi que des femmes et des filles âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser onze heures par jour.

ART. 4. — Dans les métiers énumérés sous les littéras B, C et D du tableau ci-après, la durée du travail effectif des enfants et des adolescents de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures par jour.

ART. 5. — Dans les métiers énumérés sous les littéras A, B, C et D du tableau ci-après, les heures de travail doivent être divisées par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos du milieu du jour ne sera pas d'une durée inférieure à une heure.

Pendant ces repos, les ouvriers seront libres de sortir des salles de travail.

AFFICHAGE.

ART. 6. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin : 1° du travail; 2° des intervalles de repos.

Un double du tableau ci-dessus mentionné sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

*Extrait de la classification des industries pour l'organisation des Conseils
de l'industrie et du travail.*

IX. — INDUSTRIE DE LA PETITE CONSTRUCTION MÉCANIQUE.

A. Fabrication des vis, boulons, rivets, clous, pointes de Paris, crochets, crampons, limes, aiguilles, épingles, agrafes, œillets, etc. Construction de petits tours, de petites machines à estamper, à forer et à découper, d'étaux. Fabrication des outils à la main pour toutes les professions industrielles. Construction de machines agricoles à semer, à planter, à faucher, à battre, ainsi que de charrues, de herSES, de rouleaux et autres instruments agricoles. Fabrication d'objets de jardinage de toute nature. Construction d'instruments de pesage, de poids et mesures, de compteurs à gaz et à eau, de dynamomètres, d'appareils enregistreurs des pressions, etc. Fabrication de toiles métalliques, de fils de fer pour clôtures ou haies artificielles. Fabrication de plumes métalliques à écrire. Construction de machines à composer et à imprimer. Fabrication de couteaux, canifs, rasoirs, ciseaux et lames de toutes espèces. *Fabrication des ustensiles de ménage en métal et de la poterie d'étaux.* Fabrication des cardes et taillanderies. L'industrie des maréchaux ferrants. Construction de pompes à incendie. Construction de machines à coudre, à piquer et à découper. Fabrication de vélocipèdes et de leurs accessoires. Fabrication de courroies de machines.

B. Construction d'instruments de mathématiques, de physique, d'optique, de chimie, d'astronomie, de topographie, d'appareils photographiques, télégraphiques et téléphoniques. Fabrication de pendules, d'horloges, de montres et pièces d'horlogerie. Fabrication d'appareils et d'instruments de chirurgie et d'orthopédie.

C. Fonderie de fer et de cuivre produisant des objets employés dans la petite construction mécanique et fabrication des articles d'ornementation en métal. Fonderie de cloches et de carillons. Serrurerie, poêlerie, construction des coffres-forts et coffrets. La ferblanterie et la quincaillerie. Fabrication de lampes en métal et la construction d'appareils d'éclairage.

D. Fabrication des armes blanches et des armes à feu portatives, y compris les industries connexes (fabrication des canons de fusils, des pièces de revolvers, etc., forage, garnissage, trempage, polissage, montage; industrie des graveurs, des faiseurs à bois, des argenteurs et nickeleurs, etc.).

ARRÊTÉ ROYAL DU 31 DÉCEMBRE 1892

concernant la fabrication du verre à vitre.

FOURS A BASSIN, ÉTENDERIES ET FOURS A POTS.

ART. 1. — Dans la fabrication du verre à vitres, aux fours à bassin, aux étenderies et aux fours à pots, le travail des catégories d'ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures et demie par jour.

ART. 3. — Les heures de travail seront coupées par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Toutefois, si la durée du travail effectif est inférieure à dix heures et demie, la durée totale des repos pourra être réduite proportionnellement.

ART. 4. — Chaque travail sera suivi d'un repos complet d'une durée double de celle du travail lui-même.

Néanmoins, pour assurer, conformément à l'article 7 de la loi du 13 décembre 1889, un jour complet de repos sur quatorze aux catégories d'ouvriers protégées, il pourra être dérogé à la prescription du repos double consécutif du travail.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 5. — Les adolescents âgés de 14 à 16 ans, ainsi que les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, peuvent être employés au travail après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

ART. 6. — En ce qui concerne la durée du travail et les conditions des repos des catégories d'ouvriers dont l'emploi après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin est autorisé, les règles prescrites respectivement par les articles 2 et 3 du présent arrêté sont applicables. •

TRAVAIL D'UN SEPTIÈME JOUR.

ART. 7. — Une semaine sur deux, les adolescents âgés de 14 à 16 ans, ainsi que les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, peuvent être employés un septième jour.

AFFICHAGE.

ART. 8. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un avis faisant connaître l'organisation du travail adoptée, ainsi qu'un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin du travail de chaque équipe, ainsi que la manière dont les repos sont assurés.

Un double de l'avis et du tableau ci-dessus mentionnés sera transmis au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit avis ou audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

ARRÊTÉS ROYAUX DU 15 MARS 1893.

MINES ET MINIÈRES.

Travaux souterrains.

ART. 1. — Dans les travaux souterrains des mines et minières, le travail des ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après :

TRAVAIL DE JOUR.

ART. 2. — La durée du séjour dans les travaux souterrains, descente et remonte comprises, des enfants et des adolescents du sexe masculin, âgés de moins de 16 ans, est fixée au maximum de dix heures et demie, sauf pour l'année 1893, pendant laquelle, par mesure de transition, elle ne dépassera pas onze heures.

ART. 3. — La durée du séjour dans les travaux souterrains, descente et remonte comprises, des filles et des femmes âgées de moins de 21 ans,

bénéficiant des dispositions de l'article 9 de la loi du 13 décembre 1889, ne peut dépasser onze heures par jour.

ART. 4. — Pour les catégories d'ouvriers mentionnées aux articles 2 et 3 du présent arrêté, le travail sera interrompu par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à un huitième de celle de leur séjour dans les travaux.

Ces repos ne sont pas fixés à des moments déterminés; on tiendra compte, pour la supputation de leur durée, des interruptions naturelles du travail.

ART. 5. — Les enfants du sexe masculin âgés de 12 ans accomplis peuvent être employés aux travaux souterrains des mines, à partir de 4 heures du matin, aux conditions de durée de séjour et de durée de repos indiquées aux articles 1 et 4.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 6. — Les adolescents du sexe masculin, âgés de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, occupés au coupage et à l'entretien des voies et au remblayage des tailles, peuvent être employés aux travaux souterrains des mines après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

ART. 7. — La durée du séjour dans les travaux souterrains, descente et remonte comprises, des adolescents mentionnés à l'article précédent, ne peut dépasser dix heures par jour, et la durée des repos satisfera aux dispositions de l'article 4.

Travaux à la surface.

ART. 8. — Pour les travaux, à la surface, de l'exploitation des mines et des minières, le travail des ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles suivantes :

TRAVAIL DE JOUR.

ART. 9. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures et demie par jour.

ART. 10. — Le travail de ces catégories d'ouvriers doit être divisé par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

ART. 11. — Lorsque la durée du travail effectif sera inférieure aux limites qui ressortent des articles précédents, la durée totale des repos pourra subir une diminution proportionnée à la réduction de ce travail.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 12. — Les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans peuvent être employées au travail après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin pour le service des lampisteries de la surface.

ART. 13. — En ce qui concerne les catégories d'ouvrières mentionnées à l'article 12 ci-dessus, la durée du travail effectif ne peut dépasser celle prescrite par l'article 9 du présent arrêté.

La durée et les conditions de repos sont les mêmes que celles prescrites par les articles 10 et 11 du présent arrêté.

AFFICHAGE.

ART. 14. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher, dans les chauffoirs, aux puits de descente et de remonte, et dans les ateliers, à un endroit apparent, un tableau des dispositions prises en vertu du présent arrêté.

Un exemplaire de ce tableau sera adressé à notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

MINES DE HOUILLE DE MARIEMONT.

ART. 1. — Indépendamment du régime qui ressort de notre arrêté général susvisé de ce jour et dont bénéficient les ouvriers protégés du premier poste de jour, le régime ci-après est établi pour le second poste.

Travaux souterrains.

ART. 2. — Les adolescents du sexe masculin, âgés de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, occupés au service du transport pendant le second poste d'extraction organisé aux trois sièges Saint-Arthur, Sainte-Henriette et la Réunion du Charbonnage de Mariemont, pourront être employés comme tels, dans lesdits travaux souterrains, après 9 heures du soir et jusqu'à minuit, heure à laquelle devront cesser également les travaux des adolescents de même sexe et de même âge des catégories spécifiées à l'article 6 du règlement général susvisé de ce jour.

ART. 3. — En ce qui concerne les catégories d'ouvriers mentionnées à l'article 2, la durée du séjour dans les travaux souterrains, descente et remonte comprises, ne pourra dépasser dix heures.

Le travail sera divisé par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à un huitième de leur séjour dans les travaux.

Travaux à la surface.

ART. 4. — Les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, occupées à la surface au triage mécanique par suite des travaux du second poste d'extraction dont il est question ci-dessus, pourront être employées après 9 heures du soir jusqu'à minuit.

ART. 5. — Pour les catégories d'ouvrières mentionnées à l'article précédent, la durée du travail effectif ne pourra dépasser neuf heures.

Leur travail sera divisé par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure.

AFFICHAGE.

ART. 6. — Un tableau des dispositions prises en vertu du présent arrêté sera affiché dans les chauffoirs, aux puits de descente et de remonte et dans les ateliers, à un endroit apparent.

Un exemplaire de ce tableau sera adressé à notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

FABRICATION DU COKE.

ART. 1. — Dans l'industrie ayant pour objet la fabrication du coke, le travail des personnes protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles suivantes :

Fours à coke ordinaires.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures et demie par jour.

Leur travail sera interrompu par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos principal ne sera pas inférieur à une heure.

TRAVAIL DU SEPTIÈME JOUR.

ART. 3. — Les adolescents du sexe masculin âgés de 14 à 16 ans peuvent être employés un septième jour, une semaine sur deux, dans les conditions établies par l'article 7, § 3, de la loi du 13 décembre 1889.

Ce jour-là, la durée de leur travail effectif ne pourra dépasser huit heures coupées par des repos dont la durée ne peut être moindre d'une heure, et le temps nécessaire leur sera laissé pour vaquer aux actes de leur culte.

Fours à coke à récupération des sous-produits.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 4. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures et demie par jour.

Leur travail sera interrompu par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos principal ne sera pas inférieur à une heure.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 5. — Les adolescents du sexe masculin âgés de plus de 14 ans et de moins de 16 ans peuvent être employés aux travaux des fours à coke à récupération des sous-produits après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

En ce qui concerne la durée du travail effectif et la durée des repos, l'article 4 ci-dessus recevra son application.

TRAVAIL DU SEPTIÈME JOUR.

ART. 6. — Les adolescents du sexe masculin âgés de 14 à 16 ans peuvent être employés un septième jour, une semaine sur deux, dans les conditions établies par l'article 7, § 3, de la loi du 13 décembre 1889.

Ce jour-là, la durée de leur travail effectif ne pourra dépasser huit heures coupée par des repos dont la durée ne peut être moindre d'une heure, et le temps nécessaire leur sera laissé pour vaquer aux actes de leur culte.

AFFICHAGE.

ART. 7. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau des dispositions prises en vertu du présent arrêté.

Un exemplaire de ce tableau sera adressé à notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

FABRIQUES D'AGGLOMÉRÉS DE CHARBON.

ART. 1. — Dans l'industrie ayant pour objet la fabrication des agglomérés de charbon, le travail des personnes protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles suivantes :

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser dix heures et demie par jour.

Leur travail sera interrompu par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Le repos principal ne sera pas inférieur à une heure.

AFFICHAGE.

ART. 3. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau des dispositions prises en vertu du présent arrêté.

Un exemplaire de ce tableau sera adressé à notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

CARRIÈRES ET ATELIERS QUI EN DÉPENDENT.

ART. 1. — Dans les carrières souterraines et à ciel ouvert, ainsi que dans les ateliers, y compris les fours de cuisson, qui dépendent de ces exploitations, le travail des personnes protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles suivantes :

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — L'ouvrier protégé par la loi, occupé aux travaux souterrains, est assimilé, pour l'application des articles 4, 6 et 7 de la loi, à l'ouvrier des mines et des minières.

ART. 3. — Pour les travaux d'exploitation à ciel ouvert, comme pour les

ateliers de surface qui dépendent de ces travaux ou de ceux visés à l'article précédent, et sous réserve de ce qui est dit au suivant, la durée du travail effectif de l'ouvrier protégé ne pourra dépasser dix heures, sauf dans les ateliers de réparation d'outils où elle pourra atteindre dix heures et demie. Le travail sera interrompu par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie, sauf diminution proportionnée à la réduction du travail effectif qu'amènent les courts jours de l'hiver ou que produiraient d'autres circonstances.

ART. 4. — Dans les ateliers de taille et de sculpture des produits bruts de la carrière, et ceci en vue de favoriser la création ainsi que la fréquentation de cours professionnels, la durée du travail effectif des enfants de 12 à 16 ans ne peut dépasser huit heures par jour.

ART. 5. — Les heures de travail doivent être divisées par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure.

AFFICHAGE.

ART. 6. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, à un endroit apparent, un tableau indiquant les dispositions prises en vertu du présent arrêté.

Un exemplaire de ce tableau sera adressé à notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

USINES MÉTALLURGIQUES RÉGIES PAR LA LOI DU 21 AVRIL 1810.

ART. 1. — Dans les usines régies par la loi du 21 avril 1810 (hauts fourneaux, fabriques de fer, aciéries, usines [laminoirs] à ouvrir le fer, l'acier et le cuivre, fonderies des minerais de zinc, de plomb et éventuellement d'autres métaux, usines pour l'extraction de l'argent, du plomb), ainsi que dans les ateliers de services accessoires qui en dépendent, le travail des personnes protégées par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles suivantes.

DURÉE DU TRAVAIL ET CONDITIONS DES REPOS.

ART. 2. — La durée du travail effectif de l'ouvrier protégé par la loi ne peut dépasser dix heures et demie par jour. Ce travail sera interrompu par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Il y aura un repos principal d'au moins une demi-heure entre 11 et 2 heures pour les ouvriers des services dépendant directement du travail des fours, et d'au moins une heure aux environs de midi pour ceux des services accessoires.

ART. 3. — Si, dans certains services et usines, le travail est assuré par un système de division du travail amenant une réduction de la durée du travail effectif, la durée du repos pourra subir une diminution proportionnée à cette réduction.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 4. — Les adolescents du sexe masculin âgés de 14 à 16 ans peuvent être employés au travail depuis 9 heures du soir jusqu'à 5 heures du matin, sauf pour les services accessoires, dans les conditions du travail effectif et de repos stipulées pour le travail du jour.

Il en sera de même des femmes de 16 à 21 ans employées au service de l'alimentation des hauts fourneaux.

TRAVAIL DU SEPTIÈME JOUR.

ART. 5. — Une semaine sur deux, les adolescents du sexe masculin âgés de 14 à 16 ans peuvent être employés un septième jour pour l'alimentation des hauts fourneaux et le travail des fours à zinc.

Ce jour-là, le temps nécessaire sera laissé à ces ouvriers pour vaquer aux actes de leur culte.

AFFICHAGE.

ART. 6. — Les chefs d'industrie, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher dans leurs ateliers, en un endroit apparent, un tableau contenant les dispositions prises en vertu du présent arrêté.

Un exemplaire de ce tableau sera adressé à notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Tout changement apporté audit tableau fera l'objet d'une publication et d'une notification semblables.

ARRÊTÉ ROYAL DU 21 SEPTEMBRE 1894

*portant réorganisation de l'inspection du travail et du service de surveillance
des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.*

ART. 1. — L'administration des mines est chargée de surveiller l'exécution de la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les mines, les minières, les carrières, les usines et les ateliers spécifiés dans la liste annexée au présent arrêté.

Cette liste pourra, suivant les besoins constatés, être modifiée ou complétée par le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Un fonctionnaire de l'administration centrale des mines aura, parmi ses attributions, le soin de centraliser ce service de surveillance. La désignation de ce fonctionnaire, son titre et son traitement feront l'objet d'un arrêté spécial.

ART. 2. — L'inspecteur de l'administration centrale, ainsi que les inspecteurs et les délégués du Gouvernement en province, chargés de la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, veilleront également à l'application de la loi sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels affectés à la fabrication ou à la préparation des denrées alimentaires.

Un tableau annexé au présent arrêté renseigne ces établissements. Le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics est autorisé à le modifier ou à le compléter quand il y aura lieu.

ART. 3. — Pour toutes les autres industries non visées par les articles qui précèdent, le service de l'inspection du travail sera assuré :

1° Par le personnel de l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes attaché à l'administration centrale;

2° Par des fonctionnaires de l'État, portant le titre d'inspecteurs du travail et ayant leur résidence en province;

3° Par des délégués du Gouvernement ayant également leur résidence en province.

Le ressort d'inspection et la résidence des inspecteurs du travail et des délégués du Gouvernement seront fixés par des arrêtés du Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Les délégués rempliront leur mission dans les limites des instructions qui leur seront données par le Ministre.

ART. 4. — Les inspecteurs des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les inspecteurs du travail, ainsi que les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail, sont chargés :

1° De veiller à l'exécution des lois, règlements et arrêtés concernant les établissements classés, en faisant l'inspection de ces établissements et en constatant les infractions qui y sont commises.

Cette surveillance s'exercera non seulement au point de vue de la salubrité et de la sécurité publiques dans le voisinage des ateliers, mais aussi dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers à l'intérieur des ateliers;

2° De vérifier l'efficacité des prescriptions formulées dans les arrêtés d'autorisation et de proposer des conditions nouvelles en cas d'insuffisance des obligations prescrites;

3° De donner leur avis sur les demandes en formation d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes soumises à leur examen;

4° De veiller à l'exécution de la loi du 13 décembre 1889, ainsi que des règlements et arrêtés sur la matière, dans les établissements classés ou non, mentionnés à l'article 1^{er} de cette loi, à l'exception de ceux visés par les articles 1^{er} et 2 qui précèdent, et de constater les infractions qui y sont commises;

5° De faire les rapports et les propositions qui leur sont réclamés pour l'application de la loi du 13 décembre 1889 et d'accorder, le cas échéant, les autorisations prévues à l'article 7, alinéa 4, de cette loi.

Art. 5. — Les fonctionnaires de l'inspection centrale des établissements dangereux, insalubres ou incommodes s'occupent spécialement des industries et des établissements qui leur sont indiqués par le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Ils contrôlent le service d'inspection des inspecteurs et des délégués en province.

Ils sont exclusivement chargés de surveiller les fabriques et les magasins de produits explosifs et de veiller à l'exécution des prescriptions qui font l'objet des lois du 15 décembre 1881 et du 22 mai 1886 sur les substances explosives, ainsi que des arrêtés pris en vertu de ces lois.

Ils donnent leur avis sur les recours au roi en matière d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les questions de classement ou d'assimilation qui leur sont soumises par l'administration.

Art. 6. — L'inspecteur général du service de santé civil et de l'hygiène, les inspecteurs de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires et du service vétérinaire, ainsi que l'administration des mines, participeront à la surveillance des établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans les limites des instructions qui leur seront données par le Ministre.

Art. 7. — Les fonctionnaires et délégués désignés aux articles 1^{er}, 2 et 3 ont pour devoir, indépendamment de leurs attributions professionnelles, déterminées par le présent arrêté, de donner les avis et les renseignements statistiques ou autres qui leur sont demandés par les autorités dont ils relèvent pour constater les effets de la législation du travail et étudier les réformes à y introduire.

Art. 8. — Un comité, composé du secrétaire général du département, chargé de l'administration du service de santé et de l'hygiène, du fonctionnaire de l'administration des mines visé à l'article 1^{er}, du directeur de l'industrie et d'un membre de l'inspection centrale des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, veillera à l'application régulière et uniforme de la loi du 13 décembre 1889.

Son organisation sera réglée par le Ministre.

Les fonctionnaires et les délégués du Gouvernement qui participent à l'inspection du travail en vertu du présent arrêté pourront être invités à assister aux réunions de ce comité.

ART. 9. — Le traitement des inspecteurs attachés à l'Administration centrale et des inspecteurs du travail en province sera fixé par leur arrêté de nomination.

Les délégués pour l'inspection du travail ne jouissent pas d'un traitement fixe. Ils reçoivent une indemnité de vacation par journée d'inspection.

Le montant des frais de route et de séjour des inspecteurs, ainsi que l'indemnité de vacation et le taux des frais de route des délégués, seront déterminés conformément à un tarif arrêté par disposition spéciale.

ART. 10. — Le nombre des journées d'inspection pour l'inspecteur général et les inspecteurs des établissements dangereux, insalubres ou incommodes à l'administration centrale sera de 100 au minimum et de 200 au maximum par année.

Il sera de 150 à 200 par année pour les inspecteurs du travail, et de 50 à 100 par année pour les délégués désignés à titre permanent.

ART. 11. — Avant d'entrer en fonctions, les inspecteurs et délégués prêtent, entre les mains du Ministre ou de son délégué, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

ART. 12. — Les arrêtés royaux du 10 juillet 1889 et du 6 novembre 1891 sont abrogés.

*Liste des industries et des établissements soumis à la surveillance
de l'administration des mines.*

- A. Charbonnages avec les ateliers de la surface.
- B. Fabriques de coke.
- C. Fabriques d'agglomérés. } Connexes ou non connexes aux charbonnages.
- D. Mines métalliques avec les ateliers de la surface.
- E. Minières souterraines ou à ciel ouvert, avec les ateliers qui en dépendent.
- F. Préparation mécanique des minerais.
- G. Calcination et grillage des minerais pour leur réduction en métal.
- H. Tourbières et dessiccation de la tourbe.
- I. Carrieres, tant à ciel ouvert que souterraines, avec les ateliers d'exploitations et les ateliers, chantiers ou installations connexes aux exploitations, pour la transformation des produits extraits. Carrieres d'ardoises, de marbre, de pierres de construction, de pavés et ballast, de castine, de dolomie, de pierres pour chaux, de marne, de phosphates, de terre plastique, à l'exception des exploitations d'argile, pour briques ordinaires, de silex, de sable, de substances pierreuses pour tout usage, etc. Ateliers d'exploitation, notamment les forges pour la réparation des outils. Ateliers, chantiers ou installations pour le débitage, la taille, le sciage et le polissage de la pierre, ainsi que pour le classement mécanique et le lavage

de certains produits, lorsqu'ils dépendent directement des exploitations ou qu'ils les avoisinent. Fours à chaux et autres.

J. Usines régies par la loi du 21 avril 1810, avec les ateliers qui en dépendent. Hauts fournaux, usines à fondre les minerais de plomb, de zinc, etc.; fabriques de fer, aciéries en grand; usines à ouvrir le fer, l'acier, le cuivre et le zinc en produits commerciaux finis propres aux constructions métalliques et à la confection d'objets manufacturés (tôles, barres, etc.).

*Tableau des établissements classés affectés à la fabrication
ou à la préparation des denrées alimentaires.*

Amidon (Fabrication de l').

Betteraves (Lavage et râpage des).

Boulangeries et pâtisseries.

Brasseries.

Café (Torréfaction en grand du).

Caramels en grand (Fabriques de).

Chicorée (Fabrication de la).

Choucroute (Préparation de la).

Déchets de cuisine (Dépôts de).

Distillation et rectification de l'alcool.

Distilleries.

Eaux gazeuses (Fabriques d') et d'autres produits similaires.

Féculeries.

Fromages (Dépôts de).

Glace artificielle (Fabrication de la).

Glucose, sirop ou sucre de fécule (Fabrication de la).

Houblon (Tourailles pour le soufrage du).

Liqueurs spiritueuses (Fabrication des) par distillation.

Liqueurs spiritueuses (Fabrication des) par mixtion et infusion.

Moulins à farine dans les parties agglomérées des communes.

Œufs (Dépôts et magasins en grand d').

Riz (Décortication du).

Sel (Raffineries de), salines, sauneries.

Sucre (Raffineries de).

Sucre de betteraves (Fabrication du).

Vinaigres de fruits, de grains, de mélasse, de vin, d'esprit-de-vin, de genièvre ou d'alcool dilué (Fabrication en grand des).

Vinaigre de bois.

Observation.

Les établissements non classés affectés à la fabrication ou à la préparation des denrées alimentaires, tels, par exemple, que les fabriques de confitures et de sirops; les confiseries et les fabriques de bonbons; les fabriques

de chocolat et les ateliers de préparation du cacao ; les ateliers de préparation de conserves de fruits et de légumes ; les ateliers de triage et d'apprêt du café, des épices, etc. ; les fabriques de biscuits et de pâtes alimentaires, etc., sont soumis, comme les établissements classés, à la surveillance des inspecteurs ou des délégués au point de vue de l'exécution de la loi sur le travail des femmes et des enfants.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

LA LÉGISLATION OUVRIÈRE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE.

EXTRAIT

du discours prononcé par M. l'avocat général Sarrut à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, qui a eu lieu le mardi 16 octobre 1894.

MONSIEUR LE PREMIER PRÉSIDENT,

MESSIEURS,

Les questions qui touchent à la condition de la classe ouvrière se sont posées avec une intensité toute particulière depuis la proclamation de la troisième République. Une sorte d'opinion commune exige la solution. Quel a été le rôle du législateur ? Dans quelle mesure a-t-il sanctionné les revendications qui lui paraissaient légitimes ? En d'autres termes, quelle a été l'œuvre législative ouvrière de la troisième République, tel est le sujet dont j'aurai l'honneur d'entretenir la Cour (1).

Il n'y a pas, à proprement parler, de législation ouvrière ; les mots ouvrier, classe ouvrière, n'ont pas d'acception précise, définie, et les lois, en vertu du principe de l'égalité, doivent concerner la généralité des citoyens. Mais on paraît d'accord pour grouper sous la dénomination « législation ouvrière » les lois diverses qui ont pour objet la réglementation du travail industriel, la prévention et la réparation des accidents, les conflits entre patrons et ouvriers, les syndicats professionnels, le contrat de louage de services, la participation aux bénéfices, les associations coopératives, les institutions de prévoyance et d'épargne, c'est-à-dire l'ensemble des lois, dont les dispositions intéressent plus particulièrement la catégorie des citoyens pour qui le salaire constitue le principal moyen d'existence, à qui le capital argent fait le plus souvent défaut et qui créent leur pécule par des versements modiques et continus dans les établissements consacrés à l'épargne.

La législation élaborée sous les gouvernements qui ont précédé la troisième

(1) Comp. le discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Paris, du 16 octobre 1890 (*L'Œuvre législative de la troisième République dans le domaine des questions sociales*).

République offre peu de documents dignes d'être analysés (1). Si l'on excepte la loi du 25 mai 1864 qui, modifiant les articles 414, 415 et 416 du Code pénal, a supprimé le délit de coalition pour ne maintenir que le délit d'atteinte à la liberté du travail (2), et quelques textes épars sur les institutions de prévoyance et d'épargne (3), on peut dire qu'elle était manifestement insuffisante ou demeurée lettre morte. Mais aussitôt après que furent prises les mesures urgentes nécessitées par nos défaites, que les luttes politiques pour la forme du Gouvernement eurent perdu de leur intensité, le Parlement se mit résolument à l'œuvre; de nombreux projets de loi, émanés de l'initiative parlementaire ou déposés au nom du Gouvernement, témoignèrent d'une grande activité, d'une bonne volonté commune. La plupart de ces projets de loi ont abouti ou sont sur le point d'aboutir et forment un ensemble qui mérite de retenir l'attention du jurisconsulte et du magistrat.

La loi première en date, et assurément l'une des plus importantes, est celle du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie (4). C'est la loi organique du travail industriel. Elle ne comprend pas moins de trente-deux articles. Les lois antérieures, loi du 22 mars 1841, relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines ou ateliers (5), loi du 22 février 1851 sur le contrat d'apprentissage (6), ne méritent d'être signalées qu'au point de vue historique. Le système de protection qu'elles paraissaient établir au profit des enfants était dérisoire; elles ne furent d'ailleurs pas observées, aucune autorité n'ayant été désignée pour en assurer l'exécution. Quant au décret-loi du 9 septembre 1848 (7), qui limite en principe à douze heures par jour le travail effectif des ouvriers, hommes ou femmes, dans les manufactures et les usines, ses dispositions furent impunément méconnues, aucune autorité n'étant chargée de la surveillance et de la poursuite avant la loi du 16 février 1883, qui donne mission aux inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures et aux commissions locales de surveiller l'application de ce décret (8).

(1) Elle est exposée dans le discours prononcé le 3 novembre 1868, à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de Metz, par M. Jules Poulet, alors substitut du procureur général, sous le titre « De la législation relative aux classes ouvrières ».

(2) D. 64.4.53. S. 64.4.25.

(3) *Adde.* Art. 3 du décret-loi du 26 pluviôse an II, qui interdit provisoirement aux créanciers particuliers de faire des saisies-arêts ou des oppositions sur les fonds destinés aux entrepreneurs de travaux pour le compte de l'État (D. Rép. v° *Travaux publics*, p. 841); art. 1798, 2101, 2271, 2272 C. civ.; 549 C. comm. modifié par la loi du 28 mai 1838; L. 2 août 1868, qui abroge l'article 1781 C. civ. (D. 68.4.119, S. 68.4.330) et les lois diverses citées au texte.

(4) D. 74.4.88. S. 74.4.536.

(5) D. Rép. v° *Industrie et Commerce*, p. 676. S. 41.4.625.

(6) Loi relative aux contrats d'apprentissage. (D. 51.4.43. S. 51.4.29).

(7) Décret-loi relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines. (D. 48.4.164. S. 48.4.127.) Une proposition de loi votée par le Sénat ajoute à l'article 1^{er} de ce décret-loi la disposition suivante : « Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif. » (Voir la note 2, p. 1048).

(8) Loi relative à l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail. (D. 83.4.41. S. 83.5.457).

La loi du 19 mai 1874 parut défectueuse à divers points de vue, notamment en ce qui concerne l'âge d'admission des enfants au travail, la durée du travail, le travail des femmes pendant la nuit. A la suite de longues discussions, elle a été abrogée et remplacée par la loi du 2 novembre 1892 intitulée « loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels (1).

Voici les traits principaux de la législation en vigueur. Les hommes âgés de plus de 18 ans, les adultes, ainsi qu'on les appelle dans la législation industrielle, échappent en principe à la réglementation de la loi du 2 novembre 1892. Pour eux, les conditions du travail sont déterminées, quant à la durée du travail effectif, douze heures par jour, par le décret-loi du 9 septembre 1848; quant aux mesures de sécurité, de salubrité, par les dispositions générales de la loi du 2 novembre 1892 et par la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels (2). Les travailleurs qu'intéresse la loi du 2 novembre 1892 doivent être rangés en trois catégories : les enfants, sans distinction de sexe, de 13 ou 12 ans jusqu'à 18 ans; les filles ou femmes de 18 à 21 ans; les femmes majeures mariées ou non. L'âge d'admission des enfants au travail est fixé à 13 ans en principe; par exception, à 12 ans pour les enfants qui justifient du certificat d'études et d'un certificat d'aptitude physique au travail auquel ils doivent être employés. Il y a ainsi concordance entre la loi du 2 novembre 1892 et celle du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire (3); l'enfant ne peut entrer à l'atelier, à l'usine, qu'autant qu'il a reçu le minimum d'instruction nécessaire. La durée du travail, dix ou onze heures au maximum, varie selon l'âge. Le travail de nuit, les travaux souterrains et généralement les différents genres de travail présentant des causes de danger, excédant les forces ou dangereux pour la moralité, sont en principe interdits. Les garçons âgés de moins de 18 ans peuvent être employés aux travaux souterrains des mines, minières et carrières, mais à la condition qu'il s'agisse d'une besogne facile et sans danger. Le travail est coupé par des repos obligatoires; il est interrompu un jour par semaine et pendant les fêtes légales.

Il ne conviendrait pas qu'une loi essentiellement protectrice des enfants et des femmes, qui a par conséquent le caractère de loi d'ordre public, pût être impunément éludée et devint à la longue, par la résistance des uns, le défaut de vigilance des autres, un rouage inutile ou faussé. Aussi un système complet de surveillance, de contrôle et de répression a-t-il été organisé. Les régions industrielles, divisées en circonscriptions, ont à leur tête des fonctionnaires spéciaux : inspecteurs divisionnaires, inspecteurs départementaux, recrutés par la voie du concours et justifiant d'une compétence technique. Les attributions de ces inspecteurs sont considérables : droit d'entrée dans les établissements industriels à toute heure, sans réquisition;

(1) D. 93.4.25. S. 93.5.521.

(2) D. 94.4.32. S. 93.5.566.

(3) D. 82.4.64. S. 82.5.303.

droit d'exiger la communication des livrets des enfants, des registres, des règlements intérieurs; droit de constater les infractions, concurremment d'ailleurs avec les officiers de police judiciaire, et de dresser procès-verbal. Leurs rapports sont centralisés au Ministère du commerce et remis à la Commission supérieure du travail. Cette Commission, composée de membres élus par le Parlement et de membres désignés par le Président de la République, veille à l'application uniforme et vigilante de la loi, donne son avis sur les règlements à établir et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés; elle adresse chaque année au Président de la République un rapport général publié au *Journal officiel*. Des commissions départementales, désignées par les conseils généraux, signalent le mode d'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible. Enfin, des comités de patronage, institués par les conseils généraux, facilitent aux enfants l'instruction professionnelle et l'admission dans les établissements industriels. La sanction peut paraître insuffisante, car les infractions sont déferées au tribunal de simple police, et l'amende est en principe la seule pénalité; mais les amendes sont cumulées au cas de pluralité de contraventions ou de délits; en récidive, elles sont appliquées par le tribunal correctionnel et l'affichage du jugement, ainsi que l'insertion dans les journaux, peuvent être ordonnés. D'ailleurs, le législateur paraît attendre, non sans raison, la stricte observation de la loi plutôt de la vigilance des inspecteurs et des commissions que des pénalités.

La loi du 2 novembre 1892 forme en Europe le document le plus récent et l'un des mieux coordonnés sur la réglementation du travail industriel (1). On n'en saurait méconnaître la légitimité. Si l'on peut, dans une certaine mesure, contester au législateur le droit de fixer les conditions du travail pour les hommes parvenus à un développement physique complet et investis de leur pleine capacité civile, il est hors de doute que le législateur doit intervenir dans l'intérêt des mineurs et des femmes. L'industrie, par l'agglomération des personnes, par la nature même et les conditions du travail qu'elle exige, par la méconnaissance des règles de l'hygiène et de la salubrité, pourrait devenir, après l'alcoolisme, le facteur le plus redoutable de la démoralisation, du dépérissement de la race (2). A un État bien organisé, il faut des citoyens valides. La limitation du travail des femmes est indispensable à la bonne tenue du foyer domestique. Le travail de nuit aurait pour les femmes les conséquences les plus désastreuses (3). Des considéra-

(1) Elle ne concerne que le travail industriel, c'est-à-dire le travail dans les établissements industriels. Une proposition de loi, émanée de l'initiative parlementaire, tend à réglementer le travail des enfants, des filles mineures et des femmes employés dans les magasins, boutiques, ateliers ou établissements commerciaux. Voir le rapport fait, au nom de la commission du travail, par M. le baron Piérard, député *Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session ordinaire de 1893, séance du 8 mai, annexe n° 2730, p. 832-833).

(2) V. le mémoire de M. le docteur Lagneau (*Influence des milieux sur la race*. Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, *Journal officiel* du 25 septembre 1894, p. 4666).

(3) A la suite d'un rapport fait au nom d'une commission composée de MM. Brouardel, Proust, Tarnier et Rochard, l'Académie de médecine a émis à l'unanimité l'avis suivant ;

tions d'ordre économique ne sauraient primer l'intérêt social. L'objection tirée de la concurrence étrangère est d'ailleurs sans portée, puisque une législation à peu près identique régit l'Europe et a ainsi uniformisé les conditions du travail. « Parmi les revendications des travailleurs, lit-on dans le rapport de M. Waddington (1), il n'y en a pas dont la légitimité soit plus universellement reconnue que la demande d'une protection efficace pour les faibles et les mineurs, que le désir d'une restriction du travail des femmes et des enfants à des limites conformes aux lois de la nature et de l'humanité. Toutes les nations civilisées acceptent le principe de la réglementation du travail en ce qui concerne les mineurs et les femmes. » D'autre part, des règlements d'administration publique apportent à l'application stricte de la loi les tempéraments indispensables à certaines industries (2).

Enfin le dernier rapport publié par la Commission supérieure du travail constate que « si la nouvelle réglementation du travail est susceptible, sur certains points, de quelques améliorations, ses dispositions pourront néanmoins, dans leur ensemble, être observées rapidement sans difficultés sérieuses pour l'industrie » (3). Il sera permis d'ajouter que la loi du 2 novembre 1892 n'a pas été hâtivement élaborée. Une vaste enquête en France, les discussions et les vœux de la conférence internationale de Berlin (4) l'ont préparée. Il faut donc considérer comme définitivement acquis les principes qu'elle consacre; il y aurait témérité à en tenter l'abrogation (5).

A la réglementation du travail industriel se rattache la question de la res-

« En se tenant, bien entendu, sur le terrain de l'hygiène, l'Académie déclare qu'une loi qui autoriserait les femmes à travailler la nuit dans les manufactures, usines et ateliers, aurait pour leur santé les conséquences les plus désastreuses ». Annexe D au rapport fait, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, par M. Richard Waddington, député (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlém., session ordinaire de 1890, séance du 10 juin, annexe n° 649, p. 1082-1102).

(1) Rapport visé à la note précédente.

(2) Décrets 21 avril 1893, 3 mai 1893, 13 mai 1893, 15 juillet 1893 (*Journal officiel*, 22 avril, p. 2030; 6 mai, p. 2306-2307; 14 mai, p. 2434-2440; 26 juillet, p. 3887-3888).

(3) Rapport du 16 juillet 1894 (*Journal officiel*, 9 août 1894, p. 3906-3910).

(4) Cette conférence a tenu ses séances du 15 au 29 mars 1890. La France était représentée, notamment, par MM. Jules Simon, Tolain, sénateurs; Burdeau, député; Linder, vice-président du conseil supérieur des mines; Victor Delahaye, ouvrier mécanicien. Les procès-verbaux sont publiés sous le titre « Conférence internationale concernant le règlement du travail aux établissements industriels et dans les mines ». (Leipzig, Duncker et Humblot, 1890).

(5) Une proposition de loi, émanée de l'initiative parlementaire, tendant à modifier les articles 3, 4, 11 et 20 de la loi du 2 novembre 1892, a été votée par le Sénat aux séances des 12 juin, 10 et 13 juillet 1894 (*Journal officiel*, p. 524-578, 661-674, 698). Voir le texte transmis à la Chambre des députés (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlém., session ordinaire de 1894, séance du 20 juillet, annexe n° 864, p. 1180-1181). Voir aussi les rapports de M. Maxime Lecomte, sénateur (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlém., session ordinaire de 1894, séances du 27 février et du 24 mai, annexes n° 34 et 101, p. 76-78, 149-151). — D'autre part, une proposition de loi, émanée de M. Félix Martin, sénateur, qui attribuait au Ministre du commerce et de l'industrie le droit de suspendre l'application de certaines dispositions de la loi du 2 novembre 1892 dans une industrie déterminée, n'a pas été prise en considération par la commission; elle a été retirée par son auteur (*Journal officiel*, Sénat,

pensabilité en cas d'accident (1). Aussi est-ce parallèlement, en quelque sorte, que les projets de loi relatifs à ces deux objets ont été déposés au Parlement et discutés (2). Le projet de loi voté en dernier lieu par la Chambre des députés, aux mois de mai et juin 1893, relativement à la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et à l'organisation de l'assurance obligatoire, est actuellement soumis à la commission du Sénat (3). Il mérite d'être analysé. Sur un point essentiel, il renverse une doctrine fort ancienne, transmise par le droit romain. D'après l'article 1382 du Code civil, la partie lésée ne peut obtenir en justice la réparation du dommage qu'autant qu'elle démontre la faute. La faute est la condition même de la responsabilité. Pas de faute établie à l'encontre du défendeur, pas d'action. D'après le projet de loi, au contraire, l'accident donne par lui-même droit à la réparation du dommage, il vaut titre. Au chef d'industrie incombe la responsabilité. La faute lourde de l'ouvrier n'entraîne qu'une réduction de l'indemnité, ce qui paraît excessif; sa faute intentionnelle, c'est-à-dire la volonté de provoquer l'accident, entraîne seule déchéance du droit. Pour justifier cette innovation, on invoque, en lui donnant une signification particulière, la théorie du risque professionnel (4). L'industrie moderne a subi des transformations profondes, elle est devenue par elle-même dangereuse pour l'ouvrier. Celui-ci, en contact permanent avec des machines, avec un outillage compliqué, est nécessairement exposé au danger. Sa liberté d'action est annihilée en partie. L'accident procède bien plus du genre de travail, de l'outillage, que du fait de l'ouvrier (5). Le travail industriel implique des risques; or, ce genre de travail, cet outillage, c'est le chef d'industrie qui l'adopte, qui l'établit. C'est donc, en dernière analyse, au chef d'industrie que remonte la responsabilité. D'ailleurs, le travail industriel est la source des bénéfices du maître. Ces bénéfices sont la compensation des

doc. parlam., session ordinaire de 1893, séance du 26 janvier, annexe n° 23, p. 19; rapport sommaire fait au nom de la commission d'initiative parlementaire, séance du 30 mars 1893, annexe n° 132, p. 276-277; discussion sur la prise en considération. Sénat, séance du 8 mai 1893, *Journal officiel*, déb. parlam., p. 625-630).

(1) Une conférence internationale des accidents du travail s'est tenue à Milan du 3 au 6 octobre de cette année. (Voir *Journal des Débats*, numéro du 6 octobre.)

(2) Les premières propositions de loi tendant à la modification de la loi du 19 mai 1874 ont été déposées à la fin de l'année 1879. Les propositions de loi relatives à la responsabilité en cas d'accidents datent de l'année 1880. Voir le rapport de M. Richard Waddington visé à la note 3, p. 1047, et le rapport fait par M. Louis Ricard, député, au nom de la commission du travail chargée d'examiner les diverses propositions de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlam., session ordinaire de 1892, séance du 25 février, annexe n° 1926, p. 301-344).

(3) Séances du 18 mai au 10 juin, vote sur déclaration d'urgence. Voir le texte voté, *Journal officiel*, Sénat, doc. parlam., session de 1893, séance du 26 juin, annexe n° 233, p. 488-492. Voir aussi le rapport de M. Louis Ricard, visé à la note précédente.

(4) On entend, en général, par risque professionnel la cause de danger permanente, indépendante des mesures de sécurité, qui tient à la nature même du travail.

(5) Les considérations dont procède le projet de loi ne s'appliquent qu'au travail industriel, plus exactement au travail effectué à l'aide d'outillages dangereux. L'article 1^{er} du projet de loi donne une énumération limitative. En dehors des cas prévus à ce texte, le droit commun (art. 1382, C. civ.) continuera à être suivi.

risques. L'ouvrier, au contraire, est réduit à un salaire fixe. Il est donc tout à la fois rationnel et équitable de mettre l'ouvrier hors de cause, sauf les cas de faute intentionnelle, et d'imposer au chef d'industrie la réparation du dommage. Au surplus, l'industriel prévoyant met des fonds en réserve pour l'usure du matériel; que n'agirait-il pas de même en ce qui concerne ses auxiliaires vivants? L'assurance serait obligatoire, exclusivement à la charge des patrons. Ceux-ci, groupés en circonscriptions territoriales, formeraient une sorte de mutualité (1), sauf le droit pour chacun de demeurer son propre assureur, mais avec la garantie d'un cautionnement. Enfin, l'importance et la nature de l'indemnité seraient fixées par un tarif; toutes les hypothèses seraient prévues, innovation favorable aux chefs d'industrie, car, d'après le droit actuel, les tribunaux évaluent à leur gré le dommage et ses conséquences immédiates. La juridiction serait également modifiée. Le juge de paix, un tribunal arbitral, trancheraient les différends.

Ce projet de loi, qui compte 84 articles, subira sans doute des modifications de détail. Les grandes lignes seront pourtant conservées, et il paraît certain que l'ancienne théorie de la faute sera rejetée pour faire place à la responsabilité de plein droit procédant de l'accident lui-même (2). Pour apprécier l'importance pratique de cette innovation, il suffit de constater que, sous la législation actuelle, les accidents demeurent à la charge des ouvriers dans la proportion de 75 p. 100.

La jurisprudence tempère, autant que le permet le respect du texte, la règle posée dans l'article 1382 du Code civil. Elle admet que la faute, si légère soit-elle, donne droit à des dommages-intérêts. Elle pose en thèse que le patron ou chef d'industrie doit protéger l'ouvrier contre tous les dangers qui peuvent être la conséquence du travail, prévoir les causes non seulement habituelles, mais même possibles d'accidents, prendre toutes les mesures, toutes les précautions de nature à les éviter, quelque inusitées, quelque dispendieuses qu'elles puissent être. L'ouvrier doit être garanti contre sa propre imprudence (3). Il semble, dès lors, que le patron n'est indemne en fait que dans les cas fortuits, de force majeure ou si la faute de l'ouvrier a causé seule l'accident et si, d'ailleurs, elle est commise en dehors de toute surveillance possible du patron. D'autre part, dans l'hypothèse d'une assurance collective, c'est-à-dire d'une assurance contractée par le patron en son nom et dans l'intérêt des ouvriers, la prime étant payée partie par le patron, partie par une retenue sur les salaires, la jurisprudence reconnaît aux ouvriers, bien qu'ils ne figurent pas au contrat, une action directe contre la compagnie d'assu-

(1) Ce système n'aurait-il pas pour conséquence d'augmenter le nombre des accidents, la contribution des patrons demeurant la même, quel que soit le degré de la vigilance ou de la négligence de chacun?

(2) Voir, en faveur du maintien de la législation actuelle, l'étude de notre éminent collègue, M. Arthur Desjardins, Avocat général près la Cour de cassation, membre de l'Institut : *Le Code civil et les ouvriers* (Questions sociales et politiques, p. 333-377).

(3) Voir Lyon, 10 janvier 1893, 4^e ch. (*la Loi*, numéro du 6 avril); Orléans, 11 décembre 1890 (D. 91. 2. 383); Besançon, 14 novembre 1888 (D. 90. 2. 239), et, sous ces divers arrêts, les notes et les renvois,

rances (1). C'est ainsi qu'à l'instar du préteur romain, le juge sait adapter la lettre de la loi aux besoins et aux transformations de la société et rattacher les solutions le plus étroitement possible aux règles du droit naturel et de l'équité.

Réparer les conséquences dommageables, c'est bien; prévenir les accidents vaut mieux. Certaines dispositions de la loi du 2 novembre 1892 et la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels ont eu précisément pour objet de préserver les ouvriers de l'industrie et de réduire les accidents aux cas de force majeure. Des mesures d'hygiène, de salubrité, de protection sont imposées. Les inspecteurs du travail procèdent à la surveillance des établissements et aux enquêtes. Étant donné la généralité des termes de l'article 1382 du Code civil et des articles 319 et 320 du Code pénal, la plus légère infraction aux lois et aux règlements d'administration publique qui les complètent (2) constitue en faute le chef d'industrie. Ajoutons qu'il existe, reconnue comme établissement d'utilité publique (3), une association des industriels de France contre les accidents du travail. Elle compte près de 1,300 membres, exerce son action dans 47 départements et sur plus de 170,000 ouvriers. Cette association, d'un caractère privé, fait inspecter les usines ou ateliers des membres adhérents par des ingénieurs; ceux-ci indiquent les mesures préventives à prendre, les perfectionnements à introduire; des brochures, des instructions, des règlements à afficher sont répandus dans les ateliers; des concours sont ouverts pour l'invention d'appareils ou organes de sécurité. Cette association, dont le développement est continu, se flatte, à bon droit, de supprimer en grand nombre les causes d'accident (4).

On voit, en résumé, que sous les efforts convergents de la jurisprudence, de la législation et de l'initiative privée, les risques du travail industriel tendent à décroître dans une large proportion; la réparation du dommage est en général assurée, du moins pour les ouvriers vigilants, et, dès lors, juriconsultes et chefs d'industrie se familiariseront aisément avec des innovations, qui ne sont en définitive que l'adaptation de notre système législatif à des besoins nouveaux, à un état de choses inconnu lors de la confection du Code civil.

Autoriser l'association pour l'étude et le développement des intérêts éco-

(1) Voir, sur les effets de l'assurance collective, les dissertations de M. Planiol et de M. Poncet, sous Rouen, 25 janvier 1892; Paris, 4 novembre 1892; trib. civ. Grenoble, 7 avril 1892 (D. 93. 2. 121 et 265) et les renvois de jurisprudence; les dissertations de Labbé (S. 85. 1. 409; 88. 2. 121; 89. 2. 73). Voir aussi Auzière: «Droits conférés à l'ouvrier par l'assurance collective» (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1887, p. 439-492).

(2) Les règlements d'administration publique rendus en exécution de la loi du 12 juin 1893 portent la date du 20 novembre 1893 et du 10 mars 1894 (*Journal officiel* du 24 novembre 1893, p. 5810, et du 11 mars 1894, p. 1139-1140). Quant aux règlements d'administration publique rendus en exécution de la loi du 2 novembre 1892, voir note 2, p. 1047.

(3) Décret du 8 avril 1891.

(4) Le siège social de l'association est à Paris, rue de Lutèce, n° 3. Parmi les membres du conseil de direction on remarque: MM. S. Périssé, ancien ingénieur-constructeur, ingénieur-expert; A. Chaix, imprimeur-éditeur; Cheysson, inspecteur général des ponts et chaussées. Voir la brochure publiée en 1893 au siège de l'association.

nomiques des corporations ouvrières ou patronales, régulariser les rapports entre patrons et ouvriers, prévenir ou tout au moins atténuer les conflits, écarter ou abrégé les grèves, tel est le but que le législateur s'est proposé d'atteindre en décrétant la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels (1) et la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés (2). Disons un mot du mécanisme de cette dernière loi. Un différend d'ordre collectif portant sur les conditions du travail surgit entre patrons, d'une part, ouvriers ou employés, d'autre part; n'y a-t-il d'autre solution que la fermeture ou la désertion en masse des ateliers? Non. Les délégués des parties peuvent se réunir en comité de conciliation en présence du juge de paix. L'accord est constaté par un procès-verbal. Si le dissentiment subsiste, les délégués sont invités à désigner des arbitres. La grève a-t-elle éclaté? Le juge de paix doit intervenir d'office. Il invite les parties à lui faire connaître l'objet du différend avec l'exposé succinct des motifs allégués, leur acceptation ou leur refus de recourir à la conciliation et à l'arbitrage. Au cas de réponse affirmative, la procédure suit son cours. Ce droit d'initiative attribué au juge de paix s'explique aisément. Après la grève, patrons et ouvriers, soit par amour-propre, soit par tactique, soit par un sentiment exagéré de leurs droits, hésiteront à proposer une demande d'arbitrage. Le juge de paix prend les devants, indique lui-même le moyen de mettre un terme à la crise. Étranger aux agitations de la politique, désintéressé dans les querelles industrielles, conciliateur par la nature même de ses fonctions, ce magistrat jouit auprès de toutes les parties d'une autorité incontestable et ne peut que leur inspirer confiance et respect. Il n'y a pas de conseil permanent de conciliation ou d'arbitrage; la désignation des délégués, des arbitres a lieu à l'occasion de chaque conflit; le choix est entièrement libre; la tentative de conciliation, le recours à l'arbitrage sont essentiellement facultatifs; les dispositions de la loi n'ont aucune sanction; la liberté de coalition reste entière. La procédure est gratuite, simple, d'une application presque instantanée dans tous les cas, dans tous les lieux, tellement respectueuse de toutes les susceptibilités et de tous les intérêts qu'on a peine à comprendre qu'elle ne soit pas suivie en quelque sorte d'office, à l'occasion de chaque conflit, et qu'elle n'apparaisse pas comme le moyen à la fois le plus facile et le plus efficace de rétablir l'accord promptement, sans lutte et sans dommage.

Depuis la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels sont licites. Il suffit, pour leur existence légale, du dépôt des statuts avec indication des noms des administrateurs et des directeurs. Ce dépôt a lieu, à Paris, à la préfecture de la Seine; en province, à la mairie. Régulièrement constitué

(1) Loi relative à la création des syndicats professionnels (D. 84. 4. 129; S. 84. 5. 645). Voir la circulaire de M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'intérieur, aux préfets, en date du 25 août 1884 (*Journal officiel*, 28 août, p. 4594-4596; S. 84. 5. 653).

(2) D. 93. 4. 33; S. 93. 5. 532. Voir les circulaires de M. Jules Siegfried, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, aux préfets, 23 janvier 1893 (D. 93. 4. 35; S. 93. 5. 537) et la circulaire de M. Léon Bourgeois, Garde des sceaux, Ministre de la justice, aux procureurs généraux, sans date au *Journal officiel* (D. 93. 4. 36; S. 93. 5. 538).

quant aux personnes, quant à l'objet, le syndicat professionnel jouit de la personnalité civile de plein droit, par la seule volonté de la loi, sans ingérence, sans autorisation du Gouvernement. Toutefois cette personnalité est restreinte aux actes et aux droits dont l'accomplissement ou l'exercice sont nécessaires à la réalisation du seul objet qu'un syndicat professionnel puisse poursuivre, à savoir : l'étude et la défense des intérêts économiques de la corporation. Elle est restreinte encore quant à l'acquisition des immeubles; les seuls immeubles dont un syndicat professionnel puisse devenir propriétaire sont ceux dont il a besoin pour son fonctionnement, c'est-à-dire pour les réunions de ses membres, pour ses bibliothèques, pour des cours d'instruction professionnelle. On sait qu'en général notre législation s'oppose à l'accumulation des biens dans le patrimoine des personnes morales. Quant à l'action en justice, elle ne peut évidemment s'exercer que pour la défense des intérêts collectifs; il faut que le jugement à intervenir intéresse le syndicat professionnel et non pas seulement quelques-uns de ses membres (1). Le syndicat professionnel n'est pas en droit une société, mais une entité juridique d'une nature toute spéciale. Les actes de commerce lui sont interdits (2). A ces exceptions près, le syndicat professionnel est investi dès sa naissance, c'est-à-dire dès l'accomplissement des formalités légales de dépôt, de la jouissance et de l'exercice de tous les droits qui compétent à une personne physique.

Les conditions constitutives du syndicat professionnel quant aux personnes et quant à l'objet sont déterminés par les articles 2 et 3, les plus importants de la loi. Article 2. — « Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement sans l'autorisation du Gouvernement. » Article 3. — « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. » Ces textes, d'une précision parfaite, contiennent les propositions suivantes : 1° Les membres d'un syndicat professionnel doivent être liés par l'identité, la similitude ou la connexité des professions ou des métiers : l'ingérence de membres étrangers à la profession ou au métier vicie le syndicat; 2° L'abandon, la cessation de la profession ou du métier rend inhabile à faire partie d'un syndicat professionnel; on ne demeure légalement membre d'un syndicat professionnel qu'aussi longtemps qu'on exerce sa profession ou son métier (3); 3° Les attributions des syndicats profession-

(1) Justice de paix, Saint-Nazaire, 15 mars 1894 (*le Droit*, numéro du 29 mars); Civ. rej., 1^{er} février 1893 (D. 93. 1. 241); trib. comm. Seine, 4 février 1892 (*Revue pratique de droit industriel*, I. p. 72); Lyon, 3 juin 1890 (D. 91. 2. 29; S. 91. 1. 559); trib. civ. Arras, 13 juin 1888 (D. 90. 3. 55); trib. civ. Evreux, 21 octobre 1887 (D. 88. 3. 136).

(2) Comp. Toulouse, 28 octobre 1886 (S. 87. 2. 129).

(3) Bordeaux, 27 décembre 1893 (D. 94. 2. 197). Reprenant une proposition de loi déposée au nom du Gouvernement par M. Fallières, Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlam., session ordinaire, séance du 2 juin 1891, annexe n° 146, p. 1370), votée par la Chambre des députés (séance du 3 novembre 1892, *Journal officiel*, p. 1395-1402. Adde le rapport fait par M. Gaillard, député, au nom de la

nels sont restreintes aux questions d'ordre économique. Bien plus, les seuls intérêts économiques dont un syndicat professionnel puisse s'occuper sont ceux qui touchent à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture. Les syndicats professionnels ne sont donc accessibles qu'aux personnes qui appartiennent à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture, à titre de patron ou de maître, d'ouvrier ou d'employé (1). En dehors de ces limites, toute ingérence, tout agissement des syndicats professionnels sont illégaux. C'est dire assez nettement que le domaine de la politique ou des questions religieuses est formellement interdit. Tout syndicat professionnel, quelles que soient d'ailleurs sa dénomination ou sa forme, qui se comporte en fait comme une association politique ou religieuse, est en état de rébellion à la loi et doit être dissous (2).

Si c'est un droit absolu de faire partie d'un syndicat professionnel régulier dans les conditions requises de profession ou de métier, non moins absolu est le droit pour un syndiqué de se retirer. Tandis que, en thèse générale, l'engagement pour une durée déterminée est valable, l'engagement de faire partie d'un syndicat professionnel peut être résilié en tout temps, *ad nutum*, nonobstant toute clause contraire. Aucune entrave ne peut être apportée directement ou indirectement à l'exercice de ce droit. De là cette double conséquence : faire partie d'un syndicat professionnel régulier, c'est user d'un droit; dès lors, le renvoi d'un ouvrier, par cet unique motif qu'il est syndi-

commission (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlém., session extraordinaire, séance du 23 décembre 1891, annexe n° 1840, p. 3021 et suiv.), mais repoussée par le Sénat (séance du 7 juillet 1893, *Journal officiel*, p. 1078. Voir le rapport fait par M. Trarieux, sénateur, au nom de la commission (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlém., session ordinaire, séance du 5 juin 1893, annexe n° 202, p. 385-386). M. Sembat, député, et plusieurs de ses collègues ont saisi la Chambre des députés d'une proposition de loi qui tend à autoriser à faire partie des syndicats professionnels les personnes qui n'ont cessé l'exercice de leur profession ou de leur métier que depuis un certain temps. Votée par la Chambre des députés, séances des 12, 14 et 18 juin 1894 (Voir, en outre, le rapport fait au nom de la commission par M. André Lebon, député, *Journal officiel*, Chambre, doc. parlém., session ordinaire, séance du 3 mars 1894, annexe n° 439, p. 283-286), cette dernière proposition de loi est actuellement soumise à la commission du Sénat. Il nous paraît irrationnel d'exclure du syndicat professionnel le membre qui prend sa retraite, qui, plus généralement, cesse de pratiquer sa profession ou son métier. Pourquoi priver le syndicat de l'expérience des anciens, des services de ceux de ses membres qui pourront lui donner la plus grande partie de leur temps? Il y a lieu seulement de prendre des précautions à l'encontre des ouvriers nomades qui se feraient un jeu d'aller de syndicat en syndicat.

(1) Paris, 4 juillet 1890 (D. 91. 2. 63); trib. civil Langres, 9 décembre 1887 (D. 88. 3. 136); Crim. rej., 27 juin 1885 (D. 86. 1. 137. S. 87. 1. 281). Cette interprétation a été implicitement confirmée par la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine (D. 93. 4. 8. S. 93. 5. 489), dont l'article 13 confère aux médecins, chirurgiens et sages-femmes, c'est-à-dire à des personnes appartenant aux professions libérales, le droit de se constituer en syndicat professionnel. Elle est, d'ailleurs, rigoureusement conforme au texte de la loi. Si le législateur avait voulu permettre le groupement en syndicats professionnels de toutes personnes ayant des intérêts économiques à défendre, quand d'ailleurs elles exercent un métier ou une profession, l'article 3 de la loi eût été réduit à ces termes : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques ». L'addition des mots « industriels, commerciaux et agricoles » limite et précise le sens du mot « économique »; les mots « industriels, commerciaux et agricoles » sont la qualification spéciale du terme général « économiques ».

(2) Crim. rej., 18 février 1893 (D. 94. 1. 26).

qué, constitue une faute qui rend le maître passible de dommages-intérêts (1). A l'inverse, contraindre un ouvrier à demeurer syndicaire, le frapper notamment d'interdit, obtenir son renvoi de l'usine, c'est commettre une faute qui ouvre à son profit une action en indemnité (2).

On s'est demandé récemment si les fonctionnaires, les employés ou agents de l'État ou des services publics peuvent valablement s'organiser en syndicats professionnels (3). La question n'est pas susceptible d'une solution absolue. La négative est certaine en ce qui concerne les services ou les entreprises pour lesquels l'État ne saurait être assimilé à un industriel, à un commerçant, ou considéré comme chargé d'une exploitation agricole (4). Même dans ces limites, des distinctions apparaissent, qu'il n'y a pas lieu d'indiquer. C'est déjà un symptôme inquiétant que des questions de cette nature puissent se poser. Les fonctionnaires, les employés et agents de l'État ou des services publics ne sont pas dans des conditions semblables à celles des ouvriers par rapport à leurs patrons. Une organisation en syndicat, par les moyens de pression, par les résistances qui en seraient la conséquence inévitable, pèserait sur la nation tout entière, et pourrait, tenant en échec les pouvoirs publics, provoquer de graves désordres, parfois même un véritable péril. Si donc la généralité des termes de la loi du 21 mars 1884 paraît autoriser, dans une certaine mesure, pour des catégories d'ailleurs fort restreintes d'agents ou d'employés des services publics, la création de syndicats professionnels, il y a urgence à combler cette lacune et à couper court, par une disposition pénale, à des velléités d'organisation collective et de résistance qu'aucun Gouvernement, soucieux de l'ordre public et du maintien de son autorité, ne saurait tolérer (5).

Qu'advient-il des syndicats professionnels? Depuis qu'ils sont l'objet

(1) Le Sénat s'est, à bon droit, refusé à réprimer par une pénalité le renvoi d'un ouvrier syndiqué en rejetant une proposition de loi émanée de l'initiative parlementaire (M. Bovier-Lapierre, député). Cette proposition de loi, qui remonte au 4 mars 1886 (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlém., session ordinaire, séance du 4 mars 1886, annexe n° 508, p. 1224), a été votée à deux reprises par la Chambre des députés (13 mai 1890, 4 avril 1892, *Journal officiel*, p. 791 et suiv., p. 451 et suiv.); d'abord ajournée par le Sénat (séance du 4 décembre 1890, *Journal officiel*, p. 1122-1133), elle a été définitivement rejetée à la séance du 7 juillet 1893 (*Journal officiel*, p. 1070-1077). Voir les rapports faits au nom de la commission par M. Trarieux, sénateur (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlém., session ordinaire, séance du 11 juin 1891, annexe n° 120, p. 191 et 192, et séance du 5 juin 1893 (annexe n° 203, p. 386-390).

(2) Civ. cass., 22 juin 1892 (D. 92. 1. 449. S. 93. 1. 41); Chambéry, 14 mars 1893 (D. 93. 2. 191. S. 93. 2. 139).

(3) Voir les débats de la Chambre des députés, séance des 22 mai et 4 juin 1894 (*Journal officiel*, p. 855-862 et 909).

(4) Voir la note 1, page 1053. Il y a un texte formel en ce qui concerne les médecins, chirurgiens, dentistes et sages-femmes. L'article 13 de la loi du 30 novembre 1892 (V. note 1, p. 1053) leur interdit de se constituer en syndicats professionnels à l'égard de l'État, des départements et des communes.

(5) La coalition des fonctionnaires est réprimée par le Code pénal (art. 126), mais coalition et syndicat professionnel sont choses différentes, et, bien que le syndicat professionnel soit, en fait, un moyen de préparer, d'organiser la coalition, en droit, on ne peut conclure de l'illégalité de la coalition à l'illégalité du syndicat professionnel.

d'une réglementation légale, ils ont marqué une progression rapide et constante. On n'en comptait en 1884 que 175; ils ont atteint en 1893 le nombre de 4,448. On leur doit la création d'institutions d'ordre divers et d'une incontestable utilité; les unes tendent à l'organisation de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage, les autres sont des institutions de prévoyance, d'assistance ou d'épargne. Ils ont fondé des publications périodiques, journaux, revues, bulletins, annuaires (1). Le développement, l'activité, la prospérité des syndicats professionnels démontrent qu'ils répondent à un besoin de notre époque et justifient la loi qui les a autorisés. Quelques syndicats, il est vrai, n'ayant guère du syndicat professionnel que le nom, sont devenus des instruments d'agitation et de trouble. Le législateur n'est pas responsable de ces excès. Le législateur a voulu faciliter aux travailleurs de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture, aux patrons, aux chefs d'industrie, la réglementation, au mieux des intérêts communs, des conditions du travail, la discussion courtoise et la solution pacifique des conflits, le développement et une répartition plus équitable de la production et de la richesse; pour assurer aux syndicats professionnels une entière liberté d'action, il est allé jusqu'à abroger l'article 416 du Code pénal, qui réprimait les atteintes légères à la liberté du travail résultant d'amendes, de défenses, de proscriptions, d'interdictions prononcées à la suite d'un plan concerté (2), mais il n'a certes pas entendu tolérer, encore moins autoriser des personnalités oppressives et violentes, dédaigneuses du droit d'autrui, agents d'agitation révolutionnaire. Il a même, prévoyant les abus, investi l'autorité judiciaire du droit de prononcer la dissolution. Il appartient au Gouvernement, chargé du maintien des lois et de l'ordre public (3), aux fonctionnaires

(1) Voir le rapport adressé le 4 décembre 1893 au Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, par M. Favette, directeur de l'enseignement industriel et commercial (*Journal officiel*, numéro du 4 janvier 1894, p. 30-42).

(2) Lors des incidents qui marquèrent à Paris la grève du mois d'août 1889, M. Lozé, préfet de police, adressa à ses agents une circulaire qui contient ce curieux passage : « Le parquet de Paris (MM. Camille Bouchez, procureur général, Octave Bernard, procureur de la République) estime que, par suite de l'abrogation de l'article 416 du Code pénal par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, les voies de fait de nature à entraver la liberté du travail ne sont punissables que si elles ont été directement exercées sur les personnes, et que, par conséquent, ne peuvent être poursuivis ceux qui, comme la plupart des grévistes arrêtés ces jours-ci, se sont bornés à détruire des outils ou à renverser des tombereaux sans avoir, préalablement, menacé ou frappé les ouvriers dont ils cherchaient à interrompre le travail. » Quelle hérésie juridique ! Les violences ou voies de fait constituent l'un des éléments du délit d'atteinte à la liberté du travail; qu'elles soient exercées contre les choses ou contre les personnes; le texte ne distingue pas, et il serait absurde de faire une distinction. D'autre part, l'article 414 et l'article 416 se réfèrent à des hypothèses absolument différentes : l'abrogation de l'article 416 n'a donc aucune influence sur l'application de l'article 414.

(3) « Tant que sous le régime normal de la loi, par un usage de la liberté que cette loi leur garantit, les syndicats se tiendront dans les limites de leurs préoccupations et de leurs attributions professionnelles, non seulement il ne leur sera porté aucune atteinte, mais nous nous féliciterons de leur développement. Mais lorsque, désertant leur définition légale, étendant leur ambition et leurs visées au domaine de la politique, les syndicats deviendront, comme ils l'ont été, des instruments de tyrannie et de désordre, il n'y a pas de loi qui nous empêche de les réprimer, parce que la première de toutes les lois c'est le maintien de l'ordre public. Ce n'est pas là une politique rétrograde et réactionnaire, c'est simplement une politique républi-

détenteurs de l'action publique, aux particuliers lésés de saisir les tribunaux. Les magistrats n'hésiteront jamais à prononcer les pénalités encourues, à ordonner la réparation du dommage, à concourir ainsi au respect de la loi (1).

Il convient d'autant moins de fléchir dans la stricte application des lois, que le Parlement a pour préoccupation constante de donner satisfaction aux revendications légitimes, et que les réformes législatives se poursuivent avec activité dans tous les domaines, dans les ordres d'idées les plus divers. Abrogation des dispositions qui rendaient obligatoire le livret d'ouvrier (2), attribution aux ouvriers des mines, minières ou carrières du droit de désigner des délégués pour la visite des travaux souterrains et la constatation des accidents (3), extension du privilège établi pour les salaires des ouvriers employés aux travaux publics (4), ainsi que du privilège établi par l'article 549 du code de commerce (5), refonte de la législation sur les conseils de prud'hommes, afin d'étendre leur compétence, de rendre la procédure rapide et gratuite, d'assurer aux ouvriers, dans les délibérations, une influence égale à celle des patrons (6), obligation pour le maître de payer les salaires en mon-

caine, parce que le premier devoir d'un citoyen dans une République c'est de s'incliner devant la loi. » (Déclaration de M. Dupuy, président du conseil, Ministre de l'intérieur, à la Chambre des députés, séance du 21 novembre 1893, *Journal officiel*, p. 84, 3^e col. in fine).

(1) Bourges, 19 juin 1894 (*le Droit*, n° du 5 juillet); Lyon, 2 mars 1894 (D. 94. 2. 305); trib. corr. Nevers, 21 décembre 1893 (*la Loi*, n° du 28 décembre); trib. corr. Seine, 10 août 1893 (*Revue pratique de droit industriel*, 1, p. 401); Chambéry, 14 mars 1893 (D. 93. 2. 191. S. 93. 2. 139); Crim. rej. 18 février 1893 et Douai, 26 octobre 1892 (D. 94. 1. 26); Civ. cass., 22 juin 1892 (D. 92. 1. 449. S. 93. 1. 41); Nancy, 14 mai 1892 (D. 92. 4. 433. 434. S. 93. 2. 20).

(2) Loi du 2 juillet 1890 ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers (D. 90. 4. 121. S. 91. 5. 16).

(3) Loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (D. 90. 4. 119. S. 91. 5. 71).

(4) Loi du 25 juillet 1891 ayant pour objet d'étendre à certains travaux l'application du décret du 26 pluviôse an 11 (D. 91. 4. 68. S. 92. 5. 209). Voir la note 3, p. 1044. La loi du 25 juillet 1891 innove à un double point de vue. Elle étend ses dispositions à tous les travaux ayant le caractère de travaux publics, tandis que le décret du 26 pluviôse an 11 ne s'appliquait qu'aux travaux faits pour le compte de l'État. En second lieu, les sommes dues aux ouvriers pour salaires sont payées par préférence à celles dues aux fournisseurs; sous l'empire du décret du 26 pluviôse an 11, ces deux créances venaient au même rang.

(5) La loi du 4 mars 1889 portant modification à la législation des faillites (D. 89. 4. 9. S. 89. 5. 449), article 2, a fixé à trois mois (il était précédemment d'un mois) le temps pendant lequel le salaire des ouvriers est privilégié en cas de faillite ou de liquidation judiciaire. D'autre part, une proposition de loi votée par le Sénat (23 février et 2 mars 1894, *Journal officiel*, p. 155 et 209) et par la Chambre des députés (10 juillet 1894, *Journal officiel*, p. 1235) modifie à nouveau l'article 549 C. comm. pour accorder aux commis, en ce qui concerne les commissions et les remises proportionnelles, le privilège que la jurisprudence restreignait aux appointements fixes (Paris, 21 juin 1887, D. 88. 2. 20. S. 88. 2. 188. et les renvois). Voir le rapport supplémentaire fait, au nom de la commission, par M. Thézard, sénateur (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlém., session ordinaire de 1894, séance du 16 février, annexe n° 23, p. 63), et le rapport fait, au nom de la commission, par M. Guillemin, député (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlém., session ordinaire de 1894, séance du 14 juin, annexe n° 711, p. 935-938).

(6) Projet de loi sur les conseils de prud'hommes, adopté par la Chambre des députés au mois de mars 1892 (séances du 7 au 17 mars), par le Sénat aux mois d'avril, mai, juin

naie métallique ou fiduciaire ayant cours légal et, par cela même, suppression des bons ou jetons de consommation (1), insaisissabilité des salaires ou appointements modiques d'un caractère alimentaire et simplification des formalités lentes et ruineuses de la saisie-arrêt (2), prescriptions relatives à la salubrité des logements (3), mise à la disposition des ouvriers des moyens d'acquérir la propriété de leurs habitations (4), modification des conditions de rupture du contrat de louage de services, réglementation de la participation aux bénéfices, concession d'avantages aux sociétés coopératives, développement sur une large base des établissements de prévoyance, de secours et d'épargne : toutes ces mesures législatives, d'ordres si divers, réalisées ou projetées, tendent à ménager la dignité, l'indépendance de l'ouvrier, l'initient à la gestion des affaires, assurent son lendemain, l'encouragent à l'épargne, l'aident à la formation d'un capital et concourent toutes au même résultat : améliorer sa condition matérielle et morale.

Le contrat de louage de services, conclu sans limitation de durée, impliquait, sous l'empire de l'article 1780 du Code civil, pour chaque partie, le droit absolu à la résiliation. Des dommages-intérêts ne pouvaient être réclamés à moins d'une stipulation formelle ou implicite. Tout au plus les délais d'usage devaient-ils être observés, sauf convention contraire autorisant la

1894 (séances du 30 avril au 11 juin), actuellement transmis à la Chambre des députés. Voir le rapport fait par M. Demôle, sénateur, au nom de la commission (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlem., session extraordinaire, séance du 16 décembre 1893, annexe n° 28, p. 728-734) et le rapport supplémentaire (session ordinaire, séance du 27 avril 1894, annexe n° 80, p. 118-122).

(1) Proposition de loi sur les règlements d'atelier votée par la Chambre des députés, séances des 4-5 novembre 1892, et par le Sénat, séance du 24 avril 1894. Voir le rapport fait au nom de la commission par M. Maxime Lecomte, sénateur (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlem., session ordinaire, séance du 20 juillet 1893, annexe n° 304, p. 61-63).

(2) Projet de loi relatif à la saisie-arrêt des salaires ou appointements des ouvriers ou employés, voté par la Chambre des députés le 27 juin 1893. Voir le texte transmis au Sénat (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlem., session ordinaire, séance du 18 juillet 1893, annexe n° 285, p. 685-686) et le rapport fait, au nom de la commission, par M. Régismanset, sénateur (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlem., session ordinaire, séance du 29 juin 1894, annexe n° 138, p. 176-179). — La jurisprudence reconnaît d'ailleurs aux tribunaux, par extension de l'article 581, § 4, C. pr. civ., le droit d'apprécier si les salaires ou traitements présentent, à raison de leur insuffisance, un caractère alimentaire, et de déterminer la quotité saisissable. Trib. civil Villeneuve-sur-Lot, 14 avril 1894 (*Le Droit*, 30 avril-1^{er} mai); Aix, 1^{er} mars 1894 (*la Loi*, n° du 29 mars 1894); trib. civil Limoges, 20 juin 1893; Bordeaux, 11 mars 1892 (D. 92. 2. 595); Req., 29 mai 1878 (D. 79. 1. 21-22. S. 80. 1. 64).

(3) Projet de loi ayant pour objet la protection de la santé publique, voté par la Chambre des députés, séances des 26 et 27 juin 1893, transmis au Sénat (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlem., session ordinaire, séance du 11 juillet 1893, annexe n° 267, p. 539-40). Voir le rapport fait, au nom de la commission de la Chambre des députés, par M. Langlet, député (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session extraordinaire, séance du 13 juillet 1892, annexe n° 2334, p. 2162-2190).

(4) Proposition de loi relative aux habitations ouvrières, votée en seconde délibération par la Chambre des députés le 25 mars 1893, en première délibération par le Sénat aux mois de décembre 1893 et de février 1894 (séances du 12 décembre au 16 février). Voir le rapport fait, au nom de la commission, par M. Diancourt, sénateur (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlem., session ordinaire, séance du 11 juillet 1893, annexe n° 266, p. 534-539).

rupture immédiate, sans préavis. En conséquence, l'ouvrier pouvait être congédié en toute circonstance, brusquement, sans motifs, et d'ordinaire aucune indemnité n'était due (1). La loi du 27 décembre 1890 a modifié cet état de choses (2).

Comme précédemment, « le louage de services, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. Néanmoins, la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts ». Le juge est désormais investi d'un pouvoir d'appréciation. Si la rupture du contrat est intempestive, sans motifs légitimes, et occasionne un préjudice, il accordera des dommages-intérêts. Donc, plus de congédiement brusque, arbitraire; pour que le maître échappe à une action en indemnité, il faut que le congédiement soit justifié par la conduite de l'ouvrier, la cessation du commerce, la nécessité de réduire le personnel ou par tout autre motif dont le juge appréciera le bien-fondé (3).

Toute renonciation à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts est frappée de nullité. Par identité de raison, l'indemnité à payer ne peut être fixée à l'avance, en ce sens que sur ce point spécial la convention n'est pas obligatoire pour le juge, qui demeure autorisé à évaluer le dommage d'après les circonstances au moment où survient la rupture. Une solution contraire permettrait d'éluder la loi (4). Le dernier alinéa du nouvel article 1780 du Code civil dispose que les contestations auxquelles donnera lieu la résiliation du contrat de louage de services seront instruites comme affaires sommaires et jugées d'urgence lorsqu'elles seront portées devant les tribunaux civils et devant les cours d'appel. La solution du litige sera donc rapide et à peu de frais.

Le contrat de participation aux bénéfices est peu usité. L'ouvrier ne consent pas à supporter les pertes: le maître accepte difficilement le contrôle, la vérification des livres, de l'inventaire. Le projet de loi sur les sociétés coopératives consacre le titre VI, articles 42-46, à la participation aux bénéfices (5). Le contrat de participation aux bénéfices n'entraînera pour les

(1) Civ. cass., 18 juillet 1892 (D. 92. 1. 585. S. 92. 1. 337.)

(2) Loi sur le contrat de louage et sur les rapports des agents des chemins de fer avec les compagnies (D. 91. 4. 33. S. 91. 5. 130).

(3) Comp. trib. civil Lyon, 10 janvier 1894; req., 21 novembre 1893; trib. comm. Seine, 29 septembre 1893, trib. civil, Seine, 5 août 1893 (*la Loi*, n° du 13-17 août); trib. civil Grenoble, 23 janvier 1893 (D. 93. 2. 377.); Paris, 15 novembre 1892 (D. 93. 2. 510); Douai, 11 mai 1892 (D. 93. 2. 170.).

(4) *Contrà*, Trib. comm. Seine, 9 septembre 1892 (D. 93. 2. 545. S. 93. 2. 63); 3 juin 1893 (*Revue pratique de droit industriel*, II, p. 21-22). Mais voir, *conf.* à notre opinion, la note du *Recueil Sirey* et la dissertation de M. Ch. Constant dans la *Revue pratique de droit industriel*.

(5) Projet de loi sur les sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et sur le contrat de participation aux bénéfices, voté par le Sénat, séances des 24 novembre, 7, 8, 11 décembre 1893; par la Chambre des députés, séances des 5 et 7 mai 1894. Voir le texte transmis au Sénat (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlém., session ordinaire, séance du 7 juin 1894, annexe n° 108, p. 159-162). Voir aussi le rapport fait, au nom de la commission, par M. Lourties, sénateur (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlém., session ordi-

ouvriers ou employés aucune responsabilité en cas de perte (1). On suppose, sans doute, pour justifier cette disposition, que l'ouvrier ou employé sera le plus souvent actionnaire et, par cela même, intéressé à la prospérité de la société. La renonciation au droit de contrôler l'inventaire et les comptes ne sera pas valable; mais le contrôle s'exercera sans abus, avec discrétion, et la désignation d'experts, d'arbitres amiables compositeurs, permettra de réduire les conflits et d'écarter les débats en justice.

La création des sociétés coopératives est vivement recommandée par les économistes. La coopération réduit les dépenses, procure le crédit ou les capitaux, permet la mise en commun du travail, supprime les intermédiaires, réserve les profits du travail, de la production, aux participants, aux travailleurs. Le mouvement coopératif, très accentué en Allemagne, en Angleterre surtout, s'est dessiné en France après la révolution de 1848. Enrayé sous l'Empire, il n'a repris une force nouvelle que sous la République et plus particulièrement depuis ces dernières années. Une loi nouvelle, que l'on peut considérer comme acquise (2), fait de la société coopérative une variété, un type distinct de société, et la gouverne par une série de dispositions spéciales. Cette loi, plus exactement cette proposition de loi, reconnaît quatre espèces de sociétés coopératives: la société coopérative de consommation, la société coopérative de crédit, appelée plus communément banque populaire, la société coopérative de production, enfin la société coopérative mixte, agricole ou autre, qui réunit les caractères des sociétés de consommation, de crédit et de production; ou de deux d'entre elles seulement.

Les dérogations aux règles posées dans les lois organiques sur les sociétés ou dans les Code civil et de commerce qu'introduit ou que confirme la législation nouvelle, procèdent toutes de cette idée commune: faciliter la constitution des sociétés coopératives, les mettre à la portée de chacun, si minimales que soient les ressources, en assurer le fonctionnement et la durée. L'acte de société peut être sous seing privé; la plupart des actes nécessaires

naire, séance du 11 juillet 1893, annexe n° 270, p. 541-548), et surtout les rapports faits, au nom de la commission, par M. Paul Doumer, député (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session ordinaire, séance du 23 janvier 1893, annexe n° 2539, p. 36-57; séance du 19 février 1894, annexe n° 399, p. 182-199). On lit dans ce dernier rapport (*Journal officiel*, p. 188, 1^{re} col.): « Parmi les modifications apportées au texte du projet voté par le Sénat, et que nous venons de passer en revue, si quelques-unes ont une réelle importance, la plupart ne constituent que des améliorations de rédaction. Elles ne sauraient soulever, au point où nous en sommes de l'élaboration de la loi, de discussions bien longues et bien vives. La commission du travail a tenu compte, dans son examen et dans ses décisions, des longs retards que ce projet avait subis, de l'impérieuse nécessité d'en finir au plus tôt et de donner à la coopération la législation qu'elle réclame. Pour arriver plus aisément à ce résultat, elle a chargé son président et son rapporteur de conférer avec le président et le rapporteur de la commission sénatoriale des sociétés coopératives, MM. Gouin et Lourties, afin de rédiger un texte qui ait toutes chances d'être accepté dans son ensemble par les deux Assemblées. Les modifications arrêtées dans cette conférence officieuse, que nous avons fait connaître plus haut, ont donné lieu au texte du projet de loi que la commission du travail a, finalement, voté à l'unanimité. » Le texte voté par la Chambre des députés sera donc, vraisemblablement, accepté par le Sénat dans une prochaine séance, sans discussion.

(1) Cette disposition sera-t-elle d'ordre public?

(2) V. la note 5, page 1058.

à la constitution de la société sont dispensés de timbre, enregistrés gratis. Le taux des actions, quel que soit le capital, ne peut dépasser 100 francs; il est, au minimum, de 20 francs. Le versement obligatoire par action est seulement du dixième, soit 2 francs, de sorte que la somme de 14 francs suffit à la constitution d'une société coopérative, le nombre minimum des membres étant fixé à sept. Les actions restent nominatives, même après leur entière libération; la société coopérative ne connaît pas le titre au porteur, qui se prête trop aisément à l'agiotage. La négociation des actions n'a lieu que par voie de transfert; les statuts peuvent autoriser le conseil d'administration ou l'assemblée générale à s'opposer au transfert, précaution particulièrement utile pour les sociétés coopératives de production ou de crédit, dans lesquelles la considération de la personne joue un grand rôle. En principe, les sociétés coopératives sont tenues des mêmes impôts que les sociétés à capital fixe similaires; toutefois, diverses exemptions leur sont accordées. La société coopérative de consommation, considérée comme société civile, est exonérée de la patente; l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières n'est pas perçu sur les sociétés de crédit ou de production, mais seulement pour les sociétaires dont le capital social versé, constaté par le dernier inventaire, ne dépasse pas 2,000 francs, car, dans cette hypothèse, la société coopérative est bien une association de travailleurs à capital modeste; les sociétés coopératives de consommation ne doivent pas l'impôt sur le revenu sur les bonis distribués aux membres au prorata des achats, car ces bonis, simple différence entre le prix de revient et le prix de vente, sont, en réalité, pour le sociétaire, une restitution bien plus qu'un bénéfice. La personnalité civile appartient aux sociétés coopératives. Les sociétés coopératives par intérêt, quoique formant des sociétés de personnes, ne sont pas dissoutes par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou de plusieurs de leurs membres, elles continuent de plein droit entre les autres associés. La responsabilité des associés vis-à-vis des tiers est limitée au montant de leur souscription. Enfin, le capital est essentiellement variable par la retraite des uns, par l'adjonction de nouveaux membres, et cette variation du capital a lieu sans publicité, sans influence sur l'existence de la société, à moins que le capital initial ne soit diminué de moitié.

Après cet exposé, il y aurait assurément mauvaise grâce à mettre en doute les bonnes dispositions du législateur à l'égard des sociétés coopératives. Quel est l'obstacle qui désormais entravera leur essor? Notons d'ailleurs que sous la législation antérieure (1), quoique moins favorable, il eût suffi, pour que les sociétés coopératives de tout genre prissent naissance, d'un peu d'initiative et de persévérance. Pourquoi compte-t-on tout au plus une centaine de sociétés coopératives de production, alors que la suppression du sa-

(1) Loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés (D. 67. 4. 98. S. 67. 4. 205). Le titre III, art. 48-54, contient des dispositions spéciales aux sociétés à capital variable. La loi nouvelle n'abroge pas le titre III de la loi du 24 juillet 1867; mais, seules, les sociétés coopératives qui se conformeront à la loi nouvelle jouiront des avantages et des prérogatives qu'elle édicte. Voir la déclaration formelle de M. Paul Doumer, rapporteur, à la Chambre des députés (*Journal officiel*, n° du 8 mai 1894, p. 731, 1^{re} col.).

lariat, la répartition entre les travailleurs seuls des profits du travail figurent parmi les revendications de la classe ouvrière? Pourquoi les banques populaires, qui mettraient le crédit à la disposition des ouvriers, sont-elles encore à l'état embryonnaire en France, dix ou douze à peine, alors qu'elles dépassent en Allemagne le nombre de trois mille (1)? Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, on élève à l'encontre de la législation des critiques injustes, exagérées tout au moins, alors que, le plus souvent, l'esprit d'entreprise, une activité bien conduite auraient pu dégager de la législation des résultats féconds.

Prendrons-nous la législation en défaut à propos des institutions de prévoyance et d'épargne? Bien au contraire, nous apercevons une organisation complète dont les diverses parties, rattachées l'une à l'autre d'après un plan d'ensemble, abritent, en quelque sorte, l'ouvrier laborieux, économe et prévoyant, atténuent les effets du chômage, les conséquences de la maladie et des accidents, assurent des ressources pendant la vieillesse. Caisses d'épargne, sociétés de secours mutuels, caisse nationale des retraites pour la vieillesse, caisse d'assurance en cas de décès, caisse d'assurance en cas d'accidents : tous ces établissements fonctionnent sous la garantie ou le contrôle de l'État, surveillés par des commissions spéciales, soutenus, quelques-uns du moins, par des subventions du budget, mis à la portée de chacun sur tous les points du territoire, offrant des placements de tout repos, font face, en quelque sorte à toutes les éventualités et rendent vaines dans cet ordre d'idées les récriminations et les critiques (2).

La loi du 9 avril 1881 (3), qui a créé la caisse d'épargne postale, et dont

(1) Pour encourager les associations ouvrières de production et de crédit, la loi de finances du 28 avril 1893 (budget de 1893) a alloué au Ministère du commerce une subvention de 140,000 francs (*Journal officiel*, Chambre, débats parlém., séance du 4 juillet 1893, p. 1966). Cette subvention a été maintenue au budget de 1894 et figure au projet de budget pour l'année 1895. Comp. décret 5 juillet 1848 (D. 48. 4. 121. S. 48. 4. 102); décret 15 juillet 1848 (D. 48. 4. 126. S. 48. 4. 106); arrêté 18 août 1848 (D. 48. 4. 169. S. 48. 4. 122); décret du 4 juin 1888 (D. 88. 4. 46. S. 88. 5. 344). D'autre part, une association privée s'est fondée pour la propagation du crédit populaire (siège social, Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17; M. Lourties, sénateur, président du conseil d'administration). Des congrès des banques populaires se sont tenus à Toulouse, à Bordeaux, pendant les mois d'avril 1893 et 1894.

(2) Des rapports dressés par des commissions spéciales, communiqués au Sénat et à la Chambre des députés, publiés au *Journal officiel*, mettent chaque année le Gouvernement, le Parlement et le public au courant des opérations et de la situation de chacun de ces établissements. — La loi du 3 février 1893 (D. 93. 4. 59. S. 93. 5. 548) punit des peines prévues par l'article 420 C. pén. quiconque, par des faits faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public, ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, aura provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou des établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques. Comp. Toulouse, ch. corr., 19 mai 1893; Orléans, 1^{re} ch., 26 octobre 1893 (*la Loi*, n° des 1^{re}-2 novembre).

(3) D. 81. 4. 114. S. 82. 5. 288. — Un projet de loi, voté par la Chambre des députés et par le Sénat, a principalement pour objet d'autoriser les caisses d'épargne à employer leur fortune en opérations de crédit, au lieu de l'immobiliser dans les caisses de l'État au détriment d'établissements ou d'entreprises utiles. Chambre des députés, séances du 21 mai au 9 juin 1892, des 7, 10, 11 mars-1893; Sénat, séances des 20, 21, 23 novembre 1893, du 4 au 18 mai 1894. Voir le rapport fait par M. Aynard, député, au nom de la commission

la plupart des dispositions sont applicables aux caisses d'épargne ordinaires, a donné à l'épargne une telle impulsion qu'à la fin de l'année 1892 près de 4 milliards étaient en dépôt et que le nombre des déposants représentait le sixième de la population. Ces chiffres se sont certainement accrus. Les caisses d'épargne sont placées sous le contrôle et la surveillance de l'administration des finances. Les fonds sont employés en valeurs de l'État français ou garanties par lui. Tout bureau de poste participe au service de la caisse d'épargne postale : il y a autant de caisses d'épargne postale que de bureaux de poste. Des succursales peuvent être ouvertes par arrêté ministériel à l'étranger, dans les villes où fonctionne un bureau de poste français; il y a une caisse d'épargne à bord de chaque bâtiment de l'État et dans les divisions des équipages de la flotte. Les caisses d'épargne ordinaires peuvent être établies dans chaque localité; des succursales, des bureaux auxiliaires, les bureaux des percepteurs des contributions directes désignés par le Ministre des finances étendent leur rayon d'action. Les versements sont reçus depuis la somme de 1 franc et peuvent atteindre 2,000 francs; ils sont productifs d'intérêts. Toute personne peut être titulaire d'un livret, les mineurs sans l'autorisation de leur représentant légal, les femmes mariées sans l'autorisation ou l'assistance du mari (1). Les remboursements sont effectués dans un court délai; la caisse d'épargne postale n'exige que huit jours au maximum et parfois même elle rembourse à vue, télégraphiquement. Les mineurs âgés de 16 ans révolus, émancipés ou non, sont admis à retirer leurs fonds sans l'intervention de leur représentant légal, à qui n'appartient qu'un droit d'opposition. Les femmes mariées, quel que soit le régime matrimonial, sont dispensées de l'assistance du mari; celui-ci peut seulement faire opposition au retrait de la somme (2).

Le décret organique du 25 mars 1852 (3) aurait arrêté le développement des sociétés de secours mutuels si, pendant le cours de ces dernières années,

(*Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session ordinaire, séance du 27 mai 1891, annexe n° 1443, p. 1340-1343) et les rapports supplémentaires faits par M. Denormandie, sénateur, au nom de la commission (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlem., session ordinaire, séance du 16 février 1894, annexe n° 29, p. 66-71; séance du 27 février 1894, p. 79-80, 126-128).

— Sur les opérations et la situation des caisses d'épargne, voir comme documents les plus récents : 1° les rapports adressés au Président de la République par M. Terrier, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le 7 novembre 1893 (caisse nationale d'épargne), le 12 novembre 1893 [caisses d'épargne ordinaires] (*Journal officiel*, 23 novembre, p. 5761-5799; 16 novembre, p. 5618-5649); 2° le rapport fait, au nom de la commission du budget (caisse nationale d'épargne), par M. Mesureur, député (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session ordinaire, séance du 20 juin 1893, annexe n° 2845, p. 718-720).

(1 et 2) Comp. notes 4, p. 1064, et 2, p. 1066.

(3) Décret sur les sociétés de secours mutuels (D. 52. 4. 401. S. 52. 4. 107.). *Adde* loi du 15 juillet 1850 sur les sociétés de secours mutuels (D. 50. 4. 155. S. 50. 4. 152); décret du 26 avril 1856 portant constitution d'un fonds de retraite pour les sociétés de secours mutuels approuvées (D. Répert., v°, *Secours public*, p. 821, note); décret du 31 mars 1884 qui modifie l'article 8 du décret du 28 avril 1856 (*Journal officiel*, n° du 23 mai, p. 2354). — Sur les opérations et la situation des sociétés de secours mutuels, voir le rapport adressé, le 1^{er} novembre 1893, au Président de la République, par M. Ch. Dupuy, président du conseil, Ministre de l'intérieur (*Journal officiel*, du 26 novembre, p. 5850-5851), et le rapport de M. Audiffred, député, visé à la note suivante.

l'autorité administrative n'avait rendu ces restrictions inoffensives par des autorisations nombreuses et une large tolérance; si, d'autre part, des lois de finances et des lois spéciales, notamment la loi sur les caisses d'épargne et la loi sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse n'avaient concédé aux sociétés de secours mutuels des avantages importants. Incessamment, du reste, sera promulguée une loi votée en dernier lieu par le Sénat et que la commission de la Chambre des députés propose à l'unanimité d'adopter sans modification. Cette législation nouvelle, inspirée par les intentions les plus bienveillantes, établit la liberté de la manière la plus large, accorde de nombreux avantages, met de nouveaux moyens d'action à la disposition des sociétés de secours mutuels. Pour ne pas nous attarder à une longue énumération, il suffira de constater, avec le rapport de la commission de la Chambre des députés, que la législation proposée « renferme à peu de chose près les améliorations essentielles qu'il est possible de réaliser, en l'état de nos connaissances, en matière de prévoyance et de mutualité (1) ».

La caisse des retraites pour la vieillesse, instituée par la loi du 18 juin 1850 (2), n'a réellement fonctionné, n'a effectué des opérations importantes qu'à partir de la loi du 20 juillet 1886 qui lui donne le titre de caisse nationale (3). Cette caisse est placée sous la garantie de l'État, sous le

(1) Le projet de loi sur les sociétés de secours mutuels a été voté en dernier lieu par le Sénat aux séances des 14 et 23 juin 1892. Voir le rapport supplémentaire fait au nom de la commission, par M. Cuvinot, sénateur (*Journal officiel*, Sénat, doc. parlem., session ordinaire, séance du 3 juin 1892, annexe n° 130, p. 354-357), et le rapport fait au nom de la commission, par M. Audiffred, député (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session ordinaire, séance du 23 mars 1893, annexe n° 2661, p. 358-363).

(2) Loi qui crée, sous la garantie de l'État, une caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse (D. 50.4.138. S. 50.4.141). *Adde* L. 7 juillet 1856 (D. 56.4.82. S. 56.4.78), L. 12 juin 1861 (D. 61.4.71. S. 61.4.76); L. 4 mai 1864 (D. 64.4.39. S. 64.4.23).

(3) Loi relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (D. 86.4.49. S. 87.5.147). *Adde* décret du 28 décembre 1886 portant règlement d'administration publique sur le fonctionnement de cette caisse (D. 87.4.50. S. 87.5.155).— Sur les opérations et la situation de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Voir le rapport adressé, le 3 juin 1893, au Président de la République, par M. Cuvinot, sénateur, président de la commission supérieure (*Journal officiel*, 25 juin, p. 3117-3120).

Il est question de créer, indépendamment de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, une caisse nationale des retraites ouvrières ou caisse nationale ouvrière de prévoyance, qui serait alimentée par les versements directs des ouvriers, la contribution des patrons et les subventions obligatoires de l'État. Projet de loi concernant la création d'une caisse nationale des retraites ouvrières présenté au nom du Gouvernement par MM. Constans, Ministre de l'intérieur; Rouvier, Ministre des finances (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session ordinaire de 1891, séance du 6 juin, annexe n° 1473, p. 1155-1162). Les propositions de loi dues à l'initiative parlementaire sont analysées dans le rapport suivant. Rapport fait au nom de la commission du travail par M. Paul Guieysse, député (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session ordinaire de 1893, séance du 11 février, annexe n° 2576, p. 6-18). Le texte adopté par la commission a été repris dans une proposition de loi émanée de MM. Paul Guieysse, Louis Ricard, Léon Bourgeois, députés (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session extraordinaire de 1893, séance du 23 novembre, annexe n° 38, p. 43-44). *Adde* proposition de loi sur l'organisation d'une caisse de retraite des travailleurs et des malades du travail et d'une caisse de capitalisation ou assurances sur la vie, déposée par MM. Fernand de Ramel et autres députés (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session extraordinaire, séance du 4 décembre 1893, annexe n° 94, p. 130-139).

contrôle d'une commission supérieure. Les versements sont reçus dans tous les bureaux de poste, chez tous les comptables du Trésor. Ils sont au minimum de 1 franc (1), à capital aliéné ou à capital réservé.

La rente viagère peut s'élever au chiffre de 1,200 francs (2); elle est incessible et insaisissable jusqu'à concurrence de 360 francs (3). Elle est exigible à l'âge de 50 ans ou à un âge plus avancé. Par exception, en cas de blessures graves, d'infirmités prématurées entraînant une incapacité absolue de travail, la pension peut être liquidée avant l'âge de 50 ans; un crédit ouvert chaque année au budget du Ministère de l'intérieur permet d'en élever le taux. Les versements peuvent émaner de toute personne, même d'un tiers agissant comme donateur. Pour les mineurs, l'autorisation des père, mère ou tuteur n'est acquise qu'autant qu'ils sont âgés de moins de 16 ans; les femmes mariées sont dispensées du consentement, de l'assistance du mari (4). Les versements sont individuels ou collectifs; ceux-ci, les plus importants, sont l'œuvre des grandes sociétés, des administrations publiques, qui concourent ainsi par des sacrifices continus à assurer à leurs ouvriers ou employés une pension de retraite.

Les deux caisses d'assurances créées par la loi du 11 juillet 1868 (5), caisse d'assurances en cas de décès, caisse d'assurances en cas d'accidents, ne sont pas en faveur; leur mécanisme n'est pas assez ingénieux, assez souple; le public en ignore d'ailleurs l'existence. Si le Parlement ne s'est pas exercé à modifier leur mode de fonctionnement, c'est sans doute pour un double

(1) Le maximum des versements annuels, fixé à 1,000 francs par l'article 7 de la loi du 20 juillet 1886, a été réduit au chiffre de 500 francs par l'article 60 de la loi de finances du 26 juillet 1893 (D. 94.4.45). De même, le projet de loi sur les caisses d'épargne (Voir la note 3, p. 1061) propose d'abaisser à 1,500 francs le total des sommes déposées. Ces restrictions se justifient par diverses considérations. Les établissements de prévoyance et d'épargne, par leur destination même et dès l'instant qu'ils fonctionnent sous la garantie de l'État, ne doivent pas être des moyens de placement des capitaux. Il convient d'ailleurs que les capitaux, au lieu de s'immobiliser dans les caisses publiques, circulent au profit des entreprises commerciales et industrielles.

(2) Ce chiffre ne peut être dépassé. Comp. la note qui précède.

(3) Cette somme a un caractère alimentaire.

(4) Comp. les notes 1, 2, p. 1062.

(5) Loi portant création de deux caisses d'assurances, l'une en cas de décès et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels (D. 68.4.93. S. 68.4.336). *Adde* décret du 10 août 1868, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi (D. 68.4.102. S. 68.4.336) et décret du 13 août 1877 qui modifie divers articles du décret précédent (D. 77.4.64. S. 77.4.264). Le déficit de la caisse d'assurances en cas de décès a été comblé par le prélèvement sur le portefeuille de la caisse d'assurances en cas d'accidents de la somme de 1 million attribuée à la caisse d'assurances en cas de décès à titre de dotation (loi de finances du 26 juillet 1893, art. 58). En outre, des mesures ont été prises pour atténuer autant que possible les causes du déficit. Voir décret du 28 novembre 1890, qui fixe le montant de la prime à payer pour les assurances collectives contractées à la caisse d'assurances en cas de décès au profit des sociétés de secours mutuels (D. 92.4.5.6. S. 92.5.252); loi de finances du 26 juillet 1893; art. 59; décret du 28 décembre 1893 (*Journal officiel*, 20 décembre, p. 6425). C'est par une véritable erreur que l'article 53 de la loi de finances du 26 juillet 1893 porte que, « à partir du 1^{er} janvier 1894, les caisses instituées par la loi du 11 juillet 1868 sont et demeurent supprimées ». Voir, sur les opérations et la situation de ces deux caisses, le rapport adressé le 13 novembre 1893 par M. Magnin, sénateur, président de la commission supérieure (*Journal officiel*, 4 novembre, p. 5437-5439).

motif : d'une part, les compagnies d'assurances privées offrent, en général, des garanties suffisantes ; d'autre part, la caisse d'assurances en cas d'accidents est appelée à devenir la caisse nationale d'assurances contre les accidents et à jouer un rôle important dans le système qu'organise la proposition de loi sur la responsabilité en matière d'accidents industriels (1). Il suffira dès lors d'un exposé succinct. Ces deux caisses sont distinctes, autonomes, gérées l'une et l'autre par la Caisse des dépôts et consignations sous la garantie de l'État. L'assurance sur la vie peut être contractée par toute personne âgée de 16 ans au moins, de 60 ans au plus. La somme assurée ne doit pas dépasser 3,000 francs (2) ; elle est incessible et insaisissable jusqu'à 600 francs et, au delà, jusqu'à concurrence de moitié (3). L'assurance en cas d'accidents a pour objet le paiement à la victime d'une pension viagère et en outre, au cas de décès à la suite de l'accident, l'allocation d'un secours à la veuve, aux enfants mineurs et, à leur défaut, au père ou à la mère sexagénaire (4).

L'assurance est requise à tout âge à partir de 12 ans ; elle est individuelle ou collective. Le taux des versements ne varie pas avec les risques ; il ne peut dépasser par an la somme de 8, de 5 ou de 3 francs. Les accidents sont divisés en deux classes, selon qu'ils ont occasionné une incapacité absolue de travail, ou seulement une incapacité permanente du travail de la profession. Le montant de la pension, du secours est calculé d'après le chiffre de la cotisation annuelle ; il est incessible et insaisissable (5).

Jetons un regard d'ensemble sur les diverses institutions de prévoyance et d'épargne dont il vient d'être parlé. Les caisses d'épargne reçoivent les sommes qu'on leur confie, en payant l'intérêt, les restituent en tout ou en partie à la volonté des déposants ; les économies patiemment accumulées forment un capital disponible selon les besoins. Les sociétés de secours mutuels procurent à leurs membres participants des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités. Elles peuvent aussi constituer des pensions de retraite, contracter des assurances individuelles ou collectives en cas de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés. La caisse nationale des retraites pour la vieillesse assure à l'âge de 50 ans une rente viagère à tout individu pour lequel ou au profit duquel des versements ont été effectués ; elle autorise même une liquidation anticipée au cas de blessures graves, d'infirmités prématurées entraînant une incapa-

(1) L'article 62 de ce projet de loi (Voir note 2, p. 1048) dispose que « la caisse d'assurances contre les accidents créée par la loi du 11 juillet 1868 prendra le nom de caisse nationale d'assurances contre les accidents ». *Adde* article 74.

(2) Comp. les notes 1 et 2, p. 1064.

(3) Comp. la note 3, p. 1064.

(4) Seuls les ouvriers de l'agriculture ou de l'industrie sont admis à contracter avec la caisse d'assurances contre les accidents (L. 11 juill. 1868, art. 2). C'est là une particularité ; en général, les dispositions des lois profitent et s'appliquent à quiconque ; notamment, les établissements de prévoyance et d'épargne, caisses d'épargne, caisse nationale de retraites pour la vieillesse, sociétés de secours mutuels sont accessibles à toute personne.

(5) Comp. la note 1, p. 1066.

cité absolue de travail. Les caisses d'assurances en cas d'accidents, en cas de décès, payent à la victime une pension viagère, aux héritiers ou aux ayants droit la somme stipulée. Voilà, certes! bien des combinaisons offertes par la loi pour écarter la misère, pour atténuer le dommage causé à la famille par la maladie ou la mort de son chef. A l'exception des dépôts aux caisses d'épargne, les sommes dues sont insaisissables et incessibles, du moins à concurrence d'un certain chiffre, afin que les ressources d'un caractère alimentaire ne puissent faire défaut (1). Les versements les plus minimes sont admis; ainsi la moindre épargne sera mise à profit. Les formalités gênantes sont supprimées ou réduites, les opérations ont lieu presque sans déplacement et sans frais. Les femmes mariées peuvent agir de leur propre initiative, sans le concours du mari, innovation législative incontestablement heureuse, car la femme, surtout dans les ménages ouvriers, sait mieux que le mari soustraire aux dépenses inutiles le gain de la journée (2). Grâce à la garantie, à la surveillance de l'État, les dépôts ne courent aucun risque, les paiements sont assurés. Qu'est-ce donc qui décourage la prévoyance, qui paralyse l'épargne? Quel grief peut-on bien sérieusement formuler à l'encontre de la législation? Quelle lacune apparaît? Ceux-là seuls, on ne doit pas hésiter à le proclamer, se complairaient en récriminations, à qui l'ignorance pourrait servir d'excuse ou qui, pendant la période du travail et de la vigueur, se laissent vivre sans préoccupation du lendemain.

Indépendamment des établissements de prévoyance et d'épargne, organisés ou surveillés par l'État, des caisses de retraites ou de secours sont instituées et gérées par les compagnies des mines et par diverses sociétés de crédit. Tantôt la caisse est alimentée par des retenues opérées sur le salaire; tantôt le chef d'entreprise ouvre sur ses livres un compte spécial qu'il débite au profit d'une caisse fictive, agissant, suivant les circonstances, dans une intention de pure libéralité ou en exécution d'une clause tacite du contrat de louage de services; tantôt enfin il verse à son compte, chez un tiers, les sommes affectées aux retraites et aux secours. Survienne la faillite, la liqui-

(1) Voir la note 2, p. 1065. L'article 11 du projet de loi sur les sociétés de secours mutuels (Voir note 1, p. 1063) dispose que « les secours, pensions, contrats d'assurances, livrets et généralement toutes sommes et tous titres à émettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 300 francs par an ».

(2) Voir, pour les caisses d'épargne, la loi du 9 avril 1881, art. 6 et 21; pour la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, la loi du 20 juillet 1886, art. 13; pour les sociétés de secours mutuels, l'article 3 de la proposition de loi (Voir note 1, p. 1063, ainsi conçu : « Les femmes et les mineurs peuvent faire partie des sociétés de secours mutuels; les femmes mariées, sans l'assistance de leur mari... ») Cette tendance de la législation mérite d'être signalée. Il y aurait lieu d'aller plus loin et d'autoriser la femme à solliciter des tribunaux, sans recourir à la séparation de biens, le droit de toucher elle-même les produits de son travail et d'en disposer librement quand l'inconduite du mari met en péril les intérêts du ménage. Voir les propositions de loi déposées, l'une par M. Goirand, député, l'autre par MM. Louis Jourdan, Dupuy-Dutemps, Montaut, députés (*Journal officiel*, Chambre, doc. parlem., session ordinaire, séance du 9 juillet 1894, annexes n° 801 et 803, p. 1133-1134, 1135-1136). Voir aussi une étude de M. Paul Cauwès, professeur à la Faculté de droit de Paris (*De la protection des intérêts économiques de la femme mariée*, Paris 1894).

dation judiciaire ou la déconfiture, les sommes retenues ou versées sont perdues pour l'ouvrier. Sa créance n'est garantie ni par un droit de gage ni par un privilège; parfois il n'est même pas créancier. Ce résultat est assurément regrettable, car il est peu de personnes plus intéressantes que celle qui se constitue par des économies quotidiennes, prélevées sur un salaire en général modique, un petit capital en vue d'une pension de retraite pour sa vieillesse ou d'un secours en cas d'infirmités. Le Gouvernement et le législateur se sont préoccupés d'organiser un système qui mette, aussi complètement que possible, à l'abri des risques des entreprises industrielles ou commerciales les sommes destinées, au profit des ouvriers ou employés, à des pensions de retraite, à des secours.

Un projet de loi déposé par le Gouvernement, adopté dans ses dispositions principales par les deux Chambres (1), exige le dépôt des sommes à la Caisse des dépôts et consignations, ou dans des caisses spécialement autorisées et surveillées, confère aux bénéficiaires un droit de gage, un privilège même, d'après le projet de la Chambre des députés, enfin autorise les ouvriers et employés à charger un mandataire d'ester en justice pour toutes les contestations relatives à leurs droits dans les caisses de prévoyance, de secours et de retraite.

La loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (2) est une application partielle de ce système. Régulariser

(1) Projet de loi concernant les caisses de retraite, de secours et de prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers, présenté au nom du Gouvernement par M. Jules Roche, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et M. Fallières, Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes (*Journal officiel*, Chambre, doc. parl., session extraordinaire de 1890, séance du 20 décembre, annexe n° 1096, p. 518-519). Voir le rapport fait, au nom de la commission du travail, par M. Paul Guieysse, député (*Journal officiel*, Chambre, doc. parl., session ordinaire de 1891, séance du 29 janvier, annexe 1158, p. 322-325), et le rapport supplémentaire (*ibidem*, séance du 26 février 1891, annexe n° 1236); le rapport fait, au nom de la commission, par M. Thézard, sénateur (*Journal officiel*, Sénat, doc. parl., session ordinaire de 1893, séance du 9 février, annexe n° 36, p. 43-55); et enfin le rapport fait, au nom de la commission, par M. Paul Guieysse, député (*Journal officiel*, Chambre, doc. parl., session ordinaire de 1893, séance du 28 avril, annexe n° 3713 p. 811-815). Délibérations, à la Chambre des députés, séances des 13 fév., 2 et 3 mars 1891, (*Journal officiel*, p. 277-282, 480-484, 492); au Sénat, séances des 16 et 28 février, 1893 (*Journal officiel*, p. 161-164, 221-230). Le texte transmis par le Sénat à la Chambre des députés, reproduit au *Journal officiel*, Chambre, doc. parl., session ordinaire de 1893, séance du 13 mars, p. 246.

(2) D. 94.4.57. Voir, comme derniers documents parlementaires, le rapport fait au nom de la commission par M. Cuvinot, sénateur (*Journal officiel*, Sénat, doc. parl., session ordinaire, séance du 26 janvier 1893, annexe n° 24, p. 19-32), le rapport fait au nom de la commission par M. Audiffred, député (*Journal officiel*, Chambre, doc. parl., session ordinaire, séance du 13 fév. 1894, annexe n° 381; p. 199-203) et l'annexe à ce rapport (*ibidem*, p. 397-401). Voir aussi la circulaire de M. Louis Barthou, Ministre des travaux publics, aux préfets, en date du 30 juin (*Journal officiel*, 30 juin, p. 2982-2986; D. 94.4.66), les règlements d'administration publique intervenus en exécution de l'article 29 de la loi. (Décrets des 25 juillet et 14 août, *Journal officiel*, 26 juillet, p. 3631-3633; 15 août, p. 4085-4086; D. 94.4.68.69), le procès-verbal d'installation de la commission arbitrale prévue par l'article 24 de la loi et le discours de M. Louis Barthou, Ministre des travaux publics (*Journal officiel*, 17 août, p. 4131-4133).

la situation des institutions de retraite et de secours que les compagnies minières ont créées, empêcher la disparition des fonds de réserve nécessaires au service des arrérages, organiser pour l'avenir des caisses de tout repos, conférer à l'ouvrier un droit à l'abri de toute cause de déchéance : tel est l'objet principal (1) de cette loi récente. Les sommes destinées à la formation du capital constitutif de pensions de retraite doivent être versées à la caisse nationale de retraites pour la vieillesse. L'exploitant préfère-t-il créer des caisses syndicales ou patronales de retraite pour ses ouvriers ou employés, un décret, en forme de règlement d'administration publique, doit donner l'autorisation. Les fonds de ces caisses doivent être employés en rentes sur l'État, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales ou communales. Les titres sont nominatifs. La gestion de ces caisses est soumise à la vérification des inspecteurs des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement. Dès lors, ces caisses spéciales offrent une sécurité équivalente à celle de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Le système de la retraite commune est supprimé; le livret est toujours individuel. Ainsi l'ouvrier peut quitter l'établissement industriel, cesser pour un motif quelconque l'exercice de sa profession, sans perdre ses droits. Quant aux sociétés de secours réglementées par la loi, ce ne sont en réalité que des sociétés de secours mutuels d'un objet spécial et qui ne diffèrent des véritables sociétés de secours mutuels que par l'affiliation obligatoire des intéressés. Elles sont administrées par un conseil composé de membres désignés pour un tiers par l'exploitant, élus pour les deux autres tiers par les ouvriers ou employés. Les fonds excédant les besoins du service sont déposés à la Caisse des dépôts et consignations. La communication au préfet, aux ingénieurs des mines, aux Ministres des travaux publics et de l'intérieur, des livres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature, du compte rendu de la situation financière permet un rigoureux contrôle. Grâce à ces mesures diverses, les fonds destinés au paiement des pensions de retraite, à l'allocation de secours forment un gage toujours efficace, et le droit du titulaire ne périt pas.

Pour mener à bien une entreprise aussi considérable, aussi complexe que la confection de la législation ouvrière, des documents de toute sorte sont nécessaires. Comment procéder avec sûreté si les faits positifs, les données de l'expérience ne sont pas exactement connus, groupés avec méthode, mis

(1) Cette loi s'est-elle proposé d'imposer en quelque sorte aux ouvriers des mines la prévoyance et de rendre obligatoires pour les exploitants la participation à la formation du capital nécessaire aux pensions de retraite et de secours? En déclarant obligatoires, pour les ouvriers des usines et pour l'exploitant, des versements réguliers destinés aux pensions de retraite et aux pensions de secours (au total et au minimum 6 p. o/o du salaire), la loi n'a fait que consacrer une pratique suivie dans l'industrie des mines; il n'y a pas lieu, dès lors, de la considérer comme un précédent faisant titre en faveur d'un système général de retraites et de pensions de secours obligatoires. On lit dans le rapport de M. Audiffred député (Voir la note qui précède): «En fait, 98 p. 100 des ouvriers des mines participent déjà aux caisses d' secours et de retraites, et la loi nouvelle se borne ainsi à sanctionner pour cette industrie un état de choses existant» (*Journal officiel*, p. 199, 2^e col.). Comp. la note 3, p. 1063, col. 1.

en relief et en valeur? C'est à ces fins que correspond la création de l'Office du travail (1). L'Office du travail constitue au Ministère du commerce un service distinct, placé sous l'autorité immédiate du Ministre. Chargé de la statistique permanente du travail, il « recueille, coordonne toutes informations relatives au travail, notamment en ce qui concerne l'état et le développement de la production, l'organisation et la rémunération du travail, ses rapports avec le capital, la condition des ouvriers, la situation comparée du travail en France et à l'étranger ». Organe d'informations du Gouvernement, des Chambres, du Conseil supérieur du travail, il procède à des enquêtes spéciales sur les questions ouvrières à l'ordre du jour. A cet effet, il rassemble et met en ordre tous les matériaux utiles à la préparation des projets de loi sur le travail. Enfin il vulgarise les renseignements recueillis ou élaborés à l'aide de publications spéciales et d'une publication périodique, le *Bulletin de l'Office du travail*. La nature et l'étendue des attributions de l'Office du travail, le caractère permanent de cette institution, témoignent de la ferme résolution des pouvoirs publics et du législateur de régler les solutions plutôt sur la réalité des faits que sur des théories générales et abstraites, de poursuivre sans relâche, d'après un plan d'ensemble, en parfaite connaissance de cause, l'appropriation des lois ouvrières aux nécessités et aux évolutions de la pratique. D'autre part, la divulgation des statistiques, des résultats, des enquêtes permet aux intéressés, ouvriers et patrons, de dégager des faits leur enseignement, et par cela même de discuter avec compétence et d'écarter les conceptions utopiques.

Tel est, Messieurs, l'ensemble des lois promulguées ou préparées au cours de ces vingt dernières années et qui constituent l'œuvre de législation ouvrière accomplie sous le Gouvernement de la troisième République. Cette étude vous paraîtra sans doute offrir quelque intérêt. On se complait systématiquement, dans certains milieux, à taxer le législateur d'impuissance, à dénigrer ses bonnes intentions. J'affirme, et ce travail justifie mon affirmation, que jamais, à aucune période de notre histoire, l'activité du législateur ne fut aussi grande, que jamais les pouvoirs publics n'ont montré une telle sollicitude des intérêts du plus grand nombre. Efforts inutiles, bonne volonté impuissante si la violence et la spoliation peuvent être impunément vantées comme des moyens légitimes de transformation et de progrès, si la phraséologie décevante des rhéteurs, l'appât de systèmes empiriques jetés à la crédulité de la foule, la propagation sans freins de doctrines malsaines entretiennent un état morbide qui, de crise en crise, de convulsion en convulsion, désagrégerait le corps social! Efforts heureux au contraire et bonne volonté féconde si le respect de la légalité, l'harmonie des pouvoirs publics, l'activité au travail, l'apaisement des préventions et des haines concourent à la sécurité, à la conciliation! Les lois n'ont en effet qu'une action relative

(1) Loi du 20 juillet 1891 tendant à la création d'un Office du travail (D. 91.4.70. S. 92.5.233). *Addé* décret du 19 août 1891 organisant l'Office du travail (D. 91.4.71. S. 92.5.234). Les décrets du 4 février 1892 et du 13 juin 1894 (*Journal officiel*, 5 février, p. 690; 15 juin, p. 2725-2726) ne concernent que l'organisation du personnel.

et restreinte. De même qu'en physiologie la plénitude ou le défaut de fonction développe ou atrophie l'organe, de même les mœurs des citoyens rendent caduques les lois les meilleures ou leur font produire dans l'application des résultats complets. L'effort individuel ou collectif, l'esprit d'ordre et de conduite, la persévérance au travail : voilà les principaux facteurs de notre condition. Ni les lois en général, ni notre organisation politique ou sociale n'opposent d'obstacle au libre essor de l'initiative individuelle, à la répartition du travail, à la division, à l'accroissement de la richesse. L'instruction largement répandue met aux mains de chacun les instruments utiles. Le régime républicain, régime de paix, d'ordre, de libre discussion, assure mieux qu'aucun autre le développement continu de la production et de la richesse, la réalisation des réformes avec esprit de suite, sans interruption, la solution pacifique des conflits sociaux. Puisse notre société, sous la triple impulsion des mœurs, de la législation et de l'État, continuer sans secousse sa marche progressive ! Puisse les hommes de bien, malgré les tristesses et les deuils de l'heure présente, garder une foi robuste dans les destinées de notre pays.

(Journal officiel du 18 octobre 1894.)

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. (Suite.)

III. — Allier.

(Deux commissions pour le département.)

1^{re} CIRCONSCRIPTION (Montluçon).

Membres de droit.

MM. BOYER, inspecteur divisionnaire du travail, à Tours;
CAVALIÉ, inspecteur départemental du travail, à Montluçon;
L'Ingénieur des mines, à Moulins;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Montluçon.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. MESURÉ, directeur d'usine;
FOUILLAUD, contremaître;
D^r BESSON, de Montluçon;
DUMAZET, de Commentry;
MALLERET, d'Ebreuil;
D^r BARATHIER, de Bellenaves.

2^e CIRCONSCRIPTION (Moulins).

Membres de droit.

- MM. BOYER, inspecteur divisionnaire du travail, à Tours;
CAVALIÉ, inspecteur départemental du travail, à Montluçon;
L'Ingénieur des mines, à Moulins.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. CARNE, d'Uzeure;
DEVILLARD, de Buxières;
D^r BRUEL, de Moulins;
PÉTILLAT, de Vichy;
D^r TESSIER, de Chavroche.

VII. — Ardèche.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. LAGARD, inspecteur divisionnaire du travail, à Marseille;
FABRE, inspecteur départemental du travail, à Privas;
L'Ingénieur des mines, à Alais.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. GALLIA, conseiller général;
DE MONTGOLFIER, conseiller général;
PRAT, conseiller général;
FOUGEIROL, conseiller général;
DE ROCHEMURE, conseiller général;
FOMBARLET, conseiller général;
THOMAS, contrôleur des mines.

XVI. — Charente.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. GOUTTES, inspecteur divisionnaire du travail, à Bordeaux;
BOUYER, inspecteur départemental du travail, à Angoulême;
MENTIÈRE, ingénieur des mines, à Bordeaux;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes d'Angoulême.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. LAROCHE JOUBERT (Edgard), conseiller général;
DAGUERRE, conseiller général;
D^r DE MAUNY, conseiller général;
BARON DE NIVET, conseiller général;
CHAUVEAU aîné, conseiller général;
PROCOP (Célestin), conseiller général;
WEILLER (Antonin), conseiller général.

XXIX. — Finistère.

(Cinq commissions pour le département.)

1^{re} CIRCONSCRIPTION (arrondissement de Brest).

Membres de droit.

MM. GIROUD, inspecteur divisionnaire du travail, à Nantes;
CAÏRE, inspecteur départemental du travail, à Rennes;
L'Ingénieur des mines, à Nantes;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Brest.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. DELOBEAU, conseiller général, maire de Brest;
MAISSIN, conseiller général, directeur de la poudrerie nationale du Moulin-Blanc, en Guipavas;
CHEMINANT, notaire, conseiller général, maire de Saint-Renan;
SANQUER, premier adjoint au maire de Brest, conseiller d'arrondissement;
FRÉTAUD, procureur de la République, à Brest;
HAREL DE LA NOÉ, ingénieur en chef des ponts et chaussées;
BELHOMMET, maire de Landerneau;
GLAIZOT, ingénieur-industriel, à Landéda;
GÉRARD, avoué, à Brest;
RIVIÈRE, adjoint au maire de Brest;
LEVASSEUR, industriel; maire du Conquet;
DESHAYES, industriel, à Lambézellec;
Le Président de la chambre de commerce.

2^e CIRCONSCRIPTION (arrondissement de Châteaulin).

Membres de droit.

MM. GIROUD, inspecteur divisionnaire du travail, à Nantes;
CAÏRE, inspecteur départemental du travail, à Rennes;
L'Ingénieur des mines, à Nantes.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. AUTRET, ancien pharmacien de la marine, à Crozon ;
PÉLLIET fils, conseiller d'arrondissement, à Crozon ;
LE GARREC, maire, à Camaret-sur-Mer ;
LE ROUX, adjoint au maire, à Pleyben ;
DUBUISSON, docteur médecin, conseiller général, à Châteauneuf-du-Faou ;
MAHÉ (Joseph), maître carrier, à Gouézec ;
LE BOURDON, maire de Châteauneuf-du-Faou ;
HALLÉGUEN, conseiller général, maire de Châteaulin ;
HERVIEU, conseiller d'arrondissement, maire de Quénénéven ;
GOURDIN, conseiller général, maire de Saint-Hernin ;
BERNARD, maire de Carhaix ;
CAURANT, conseiller général, au Faou ;
FÉGEAN, conseiller d'arrondissement, maire de Huelgoat ;
LE BIHAN (Charles), à Huelgoat.

3^e CIRCONSCRIPTION (arrondissement de Morlaix).

Membres de droit.

- MM. GIROUD, inspecteur divisionnaire du travail, à Nantes ;
CAÏRE, inspecteur départemental du travail, à Rennes ;
L'Ingénieur des mines, à Nantes.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. PUYO (Edmond), président de la chambre de commerce de Morlaix ;
Le Directeur de la manufacture des tabacs, à Morlaix ;
KÉRÉBEL (O.), négociant, maire de Morlaix ;
VICHOT (Louis), constructeur-mécanicien, conseiller municipal, à Morlaix ;
LE GOFF (P.), négociant, maire de Locquéholé, conseiller général ;
LE MAÎTRE (H.), négociant, ancien maire de Landivisiau ;
ANDRIEUX (Albert), industriel, maire de Pleyber-Christ, membre de la chambre de commerce ;
LE VACHER aîné, négociant à Morlaix ;
BLONDEAU (A.), négociant à Roscoff, membre de la chambre de commerce ;
RAILLARD, directeur de l'usine à gaz, membre de la chambre de commerce ;
BOVE, ingénieur de la manufacture des tabacs de Morlaix ;
CAMUS (Victor), négociant, à Ploujean ;
LE CAM, conseiller général, à Saint-Thégonnec ;
ESTRADE, maire de Plourin.

4^e CIRCONSCRIPTION (arrondissement de Quimper).

Membres de droit.

- MM. GIROUD, inspecteur divisionnaire du travail, à Nantes;
CAÏRE, inspecteur départemental du travail, à Rennes;
L'Ingénieur des mines, à Nantes.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. LE BATARD, conseiller général, à Quimper;
ALAVOINE, président de la chambre de commerce de Quimper;
ALAVOINE, conseiller général, maire de Pont-Croix;
BONDUELLE, conseiller général, à Concarneau;
LEUNE, inspecteur d'académie, à Quimper;
DROUOT, procureur de la République, à Quimper;
CONSIDÈRE, ingénieur en chef du département, à Quimper;
PORQUIER, adjoint au maire, à Quimper;
MOYSAN, conseiller d'arrondissement, à Pont-l'Abbé;
ROULLAND, conseiller d'arrondissement, maire de Concarneau;
DANIÉLOU, maire de Douarnenez;
DESBAN aîné, maire de Pont-l'Abbé;
LE BAIL, avocat, à Quimper;
GIFFO, industriel, à Douarnenez;
LE CORRE, adjoint au maire, à Guilvinec;
LE GALL, négociant, à Audierne

5^e CIRCONSCRIPTION (arrondissement de Quimperlé).

Membres de droit.

- MM. GIROUD, inspecteur divisionnaire du travail, à Nantes;
CAÏRE, inspecteur départemental du travail, à Rennes;
L'Ingénieur des mines, à Nantes.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. DE KERJÉGU, député et conseiller général, à Scaër;
DE BRÉMOND D'ARS, conseiller général, à Riec;
SAVARY, maire de Quimperlé;
LE BIHAN, maire de Scaër;
LE FOLCALVEZ, conducteur des ponts et chaussées, à Quimperlé;
ROLLAND, inspecteur primaire, à Quimperlé;
LE MOALIGOU, médecin, à Quimperlé;
GRIAS, médecin, à Pont-Aven;
LE DOZE, médecin, à Clohars-Carnoët;
GAUTIER, industriel, à Quimperlé;
DE MAUDUIT (Henry), industriel, à Quimperlé;
HABRIAL, industriel, à Quimperlé;
BERGÉ, maire de Pont-Aven;
DAVID, conseiller général, adjoint au maire de Tréméven.

XXXI. — Haute-Garonne.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. LE ROY, inspecteur divisionnaire du travail, à Toulouse;
PRUNET, inspecteur départemental du travail, à Toulouse;
L'Ingénieur des mines, à Toulouse;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Toulouse.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. FÉRAL, conseiller général, à Toulouse;
CANTON, conseiller général, à Toulouse;
JOULIN, directeur de la poudrière, à Toulouse;
GIRARD fils, ingénieur, à Toulouse.

XXXVI. — Indre.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. BOYER, inspecteur divisionnaire du travail, à Tours;
FACHE, inspecteur départemental du travail, à Bourges;
L'Ingénieur des mines, à Bourges;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes d'Aubusson.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. GUÉRINEAU, conseiller général;
DUFOUR, conseiller général;
LECOUTE, conseiller général.

Deux membres nommés par le Préfet.

XXXIX. — Jura.

(Une seule commission pour le département.)

Membres de droit.

- MM. DELAISSEMENT, inspecteur divisionnaire du travail, à Dijon;
MARTIN, inspecteur départemental du travail, à Besançon;
MAISON, ingénieur des mines, à Dijon;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Saint-Claude.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. le Contrôleur des mines du département;
GIROD, directeur de la Société des forges de Franche-Comté;
NEVEU, maître de verrerie à la Vieille-Loye;
AUDEMARD, maître de forges, à Fourcherans;
COURTOT, fondeur, à Dôle;
ROSIER, tanneur, à Dôle;
MALPAS, manufacturier, à Dôle;
BOLLE-BESSON, manufacturier, à Dôle;
CREBELY, fabricant de produits chimiques, au Moulin-Rouge;
Le Directeur de la Société des pâtes de bois d'Orchamps;
BUQUET, directeur de la Société des salines de l'Est;
MULLER (Adrien), ingénieur civil, à Champignole;
BOUVET (Alfred), à Solens;
DE LAVIGNAC, directeur de l'usine de Fraisans;
JAILLOT, fabricant de tournerie, à Clairvaux;
CÉLARD, marbrier, à Saint-Amour;
MONNIER (André), maître de forges, à Baudin;
REVERCHON, ancien directeur des forges d'Audricourt;
LEDUC (Élisée), fabricant de pipes, à Saint-Claude;
DALLOZ (Cyrille), diamantaire, à Saint-Claude;
COLIN (Henri), fabricant de lunetterie, à Morez;
ODOBEY (Delphin), fabricant d'horlogerie, à Morez;
ODOBEY (Paul), fils, fabricant d'horlogerie, à Morez;
CRETIN-LANGE, fabricant d'horlogerie, à Morbier;
FOURNIER frères, fabricants de lunetterie, aux Rousses;
DAVID (Faustin), lapidaire, à Septmoncel;
GAUTHIER, marbrier, à Molinges;
VERPILLAT, fabricant, à Moirans;
JEANTET (Henri), fabricant, à Saint-Claude;
CHATEAU (Etienne), fabricant, à Foucine-le-Houte.

XLI. — Loir-et-Cher.

(Trois commissions pour le département.)

1^{re} COMMISSION (arrondissement de Blois.)

Membres de droit.

MM. BOYER, inspecteur divisionnaire du travail, à Tours;
ESCALI, inspecteur départemental du travail, à Orléans;
GENTY, ingénieur des mines, à Tours;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Romorantin.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. HÔ, maire de Pontlevoy;
DENIS, maire de Fontaine-en-Sologne;
JOLY, manufacturier, à Blois;
D^r GUÉRIN, à Blois.

2^e COMMISSION (arrondissement de Romorantin.)

Membres de droit.

- MM. BOYER, inspecteur divisionnaire du travail, à Tours;
ESCALI, inspecteur départemental du travail, à Orléans;
GENTY, ingénieur des mines, à Tours.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. CADET-DEVAUX, conseiller général;
FOSSEMBAS, conseiller général;
MOUSSY, conseiller général;
D^r PICARD, à Selles-sur-Cher.

3^e COMMISSION (arrondissement de Vendôme.)

Membres de droit.

- MM. BOYER, inspecteur divisionnaire du travail, à Tours;
ESCALI, inspecteur départemental du travail, à Orléans;
GENTY, ingénieur des mines.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. BELOT, maire de Vendôme;
CHAUTARD, architecte, à Vendôme;
LETURQUE, tanneur, à Mondoubleau;
D^r KOMOROWSKI, conseiller d'arrondissement, à Mondoubleau.

XLII. — Loire.

(Trois commissions pour le département.)

1^{re} COMMISSION :

(Cantons Nord-Est et Nord-Ouest de Saint-Étienne, de Saint-Chamond, Rive-de-Gier, Saint-Héand et Pélussin.)

Membres de droit.

- MM. BARRAL, inspecteur divisionnaire du travail, à Lyon;
BOULISSET, inspecteur départemental du travail, à Saint-Étienne;
DE BILLY, ingénieur des mines, à Saint-Étienne;
PICHOU (Louis), président du conseil de prud'hommes de Saint-Étienne, pour les tissus;
JOANNÈS-CHOL, vice-président du conseil de prud'hommes de Saint-Étienne, pour les industries diverses.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. GALLEY, conseiller général ;
PRUGNAT, conseiller d'arrondissement ;
GUYARD, adjoint au maire de Saint-Étienne ;
CHAVANON, président du tribunal de commerce de Saint-Étienne ;
DEMEZIÈRE, membre de la chambre de commerce de Saint-Étienne ;
D^r CHAVANIS ;
LOUBAT, procureur de la République, à Saint-Étienne.

2^e COMMISSION :

(Cantons Sud-Est et Sud-Ouest de Saint-Étienne, de Bourg-Argental, du Chambon-Feugerolles et de Saint-Genest-Malifaux, dans la Loire, plus les arrondissements du Puy et d'Yssingaux, dans la Haute-Loire.)

Membres de droit.

- MM. BARRAL, inspecteur divisionnaire du travail, à Lyon ;
LIÉBER, inspecteur départemental du travail, à Saint-Étienne ;
DE BILLY, ingénieur des mines, à Saint-Étienne ;
CHOMAT, président du conseil de prud'hommes de Saint-Étienne, pour les industries diverses ;
GIRON (Étienne), vice-président du conseil de prud'hommes de Saint-Étienne, pour les tissus.

Membres nommés par le Conseil général.

- MM. ONIOL, conseiller général ;
CHATROUILLOUX, conseiller d'arrondissement ;
BARRALLON, adjoint au maire de Saint-Étienne ;
GAUTHIER, vice-président de la chambre de commerce de Saint-Étienne ;
BRUNON-WAAS, juge au tribunal de commerce de Saint-Étienne ;
D^r COUVERS ;
VALLET, substitut du procureur de la République de Saint-Étienne.

3^e COMMISSION :

(Arrondissements de Roanne et de Montbrizon.)

Membres de droit.

- MM. BARRAL, inspecteur divisionnaire du travail, à Lyon ;
BÉQUET, inspecteur départemental du travail, à Roanne ;
COSTE, ingénieur des mines, à Saint-Étienne ;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes de Roanne.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. MAURIN, conseiller général :

CORNELOUP, conseiller général ;

FRAISSE, conseiller d'arrondissement de Montbrizon ;

ARGOUD, adjoint, à Charlieu ;

PROVOST, maire de Chazelles-sur-Lyon ;

JUTTIER, procureur de la République, à Roanne ;

D^r DULAC, maire de Montbrizon ;

D^r BERTRAND, de Roanne ;

ROCHE, président du tribunal de commerce de Roanne ;

BAJARD, président de la chambre de commerce de Roanne.

XLIII. — Haute-Loire.

(Trois commissions pour le département.)

1^{re} CIRCONSCRIPTION (arrondissement du Puy).

Membres de droit.

MM. BARRAL, inspecteur divisionnaire du travail, à Lyon ;

LIÉBER, inspecteur départemental du travail, à Saint-Étienne ;

DE BÉCHEVEL, ingénieur des mines, à Clermont-Ferrand ;

Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes du Puy.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. BOYER, conseiller général ;

BLANC-MARTHORY, conseiller général ;

PEYROCHE, conseiller général ;

RAVOUX, conseiller général.

2^e CIRCONSCRIPTION (arrondissement de Brioude.)

Membres de droit.

MM. BARRAL, inspecteur divisionnaire du travail, à Lyon ;

SOMBRET, inspecteur départemental du travail, à Clermont-Ferrand ;

DE BÉCHEVEL, ingénieur des mines, à Clermont-Ferrand ;

Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes du Puy.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. CHANTELAUZE, conseiller général ;

CHOTILLON, conseiller général ;

D^r VIDAL, conseiller général ;

TOUZET, conseiller général.

3^e CIRCONSCRIPTION (arrondissement d'Yssingeaux).

Membres de droit,

MM. BARRAL, inspecteur divisionnaire du travail, à Lyon ;
LIÉBER, inspecteur départemental du travail, à Saint-Étienne ;
DE BÉCHEVEL, ingénieur des mines, à Clermont-Ferrand ;
Le Président et le Vice-Président du conseil de prud'hommes du Puy.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. MALARTRE, conseiller général ;
MARTIN, conseiller général ;
LAROUÉ, conseiller général ;
TAIX, conseiller général.

XLVII. — Lot-et-Garonne.

(Une seule commission pour le département).

Membres de droit.

MM. GOUTTES, inspecteur divisionnaire du travail, à Bordeaux ;
DOLL, inspecteur départemental du travail, à Bordeaux ;
MEUTIER, ingénieur des mines, à Bordeaux.

Membres nommés par le Conseil général.

MM. LANES, industriel, à Agen ;
GALUP, docteur-médecin, à Tonneins ;
FILLASTRE, industriel, à Barbasté ;
BELHOMME, ingénieur civil, à Libos.
